Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 11 février 2020
à 18 h 30

Bureau d'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Demandes de dérogation mineure - Période d'intervention du public
- 3420, rue McTavish (40.12)
- 1265, rue Saint-Timothée (40.17)
- 235, boulevard René-Lévesque Est (40.23)

10.03 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public
- 2155, rue Guy (40.07)
- 60, rue Sainte-Catherine Est (40.10)
- 1564, avenue du Docteur Penfield (40.18)

10.04 Ordre du jour

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020

10.05 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701001

Période de questions du public (février)

10.06 Questions

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701010

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019

10.08 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701009

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 décembre 2019

10.09 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701008

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019

10.10 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701007

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019

10.11 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701015

Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 22 janvier 2020 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 391, rue Saint-Paul Ouest (pp 413)

10.12 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701017

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020

10.13 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858001

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020

10.14 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701016

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 29 janvier 2020

12 – Orientation

12.01 Énoncé de politique

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1207709001

Approuver les catégories de reconnaissance obtenues par les organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

12.02 Programme / Programmation / Plan d'action / Concept

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1204105001

Appuyer le projet « Installation récréative et sportive » de l'Association Les Chemins du Soleil afin que l'organisme puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS)

District(s) : Saint-Jacques

20 – Affaires contractuelles

20.01 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1205258001

Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19-019 - 4 soumissionnaires)

20.02 Contrat de services professionnels

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207135002

Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

20.03 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des travaux publics* - 1206290001

Approuver la convention, se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour un « Projet d'implantation d'actions et ressources de médiation » touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 23 588 $

District(s) : Peter-McGill

20.04 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1208028001

Accorder un contrat de 1 013 969,09 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 115 365,99 $ (appel d'offre public 19-17938 - 2 soumissionnaires)

District(s) : Peter-McGill

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1166890022

Modifier la résolution CA16 240167 avec la Société de développement commercial du Vieux Montréal - Quartier historique afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018

20.06 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1208748001

Autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35^{e} Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1207709003

Accorder une contribution de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme BougeBouge dans le cadre de l'évènement « BougeBouge 5km Montréal souterrain »

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1200173001

Approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « passeport jeunesse » et accorder une contribution totale de 8 000 $

20.09 Contrat de services professionnels

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1208393001

Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18-17150-1

20.10 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1207709002

Accepter la résiliation, en date du 31 décembre 2019, du contrat de services avec les YMCA du Québec-Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195038002

Approuver la modification de la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart et autoriser un montant additionnel de 7 646,61 $ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « clubs sportifs », majorant ainsi la contribution totale à 239 809,11 $

District(s) : Sainte-Marie

20.12 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1200318001

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

District(s) : Saint-Jacques

20.13 Entente

CA *Direction des travaux publics* - 1196164002

Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18-17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.14 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1200318002

Approuver la convention, se terminant le 31 juillet 2020, avec la Société de développement commercial du Village, pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de la canopée « La Tête dans les Nuages 2020 » et accorder une contribution de 75 000 $ à même le Programme de soutien financier au développement économique commercial, Volet 2

20.15 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1208689001

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes

CE *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207128001

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

30.02 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701013

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er novembre au 31 décembre 2019

30.03 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre

CA *Direction des travaux publics* - 1204735006

Autoriser une affectation de surplus de 53 899,93 $ et autoriser une dépense de 97 999,86 $ à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 107 799,85 $, taxes et contingences incluses

District(s) : Sainte-Marie

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1204735003

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement Ville-Marie

District(s) : Saint-Jacques

30.05 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1204735001

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie et abroger la résolution CA19240403

District(s) : Ensemble du territoire - Agglomération

30.06 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1204735002

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie

30.07 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1205958001

Accepter en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier « goFinance »

30.08 Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207128002

Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 16 903 100 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

30.09 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre
CA *Direction des travaux publics* - 1204735007

Autoriser une dépense de 94 719,85 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 104 191,84 $, taxes et contingences incluses

District(s) : Sainte-Marie

30.10 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre
CA *Direction des travaux publics* - 1204735005

Autoriser une affectation de surplus, taxes et contingences incluses, de 147 063,99 $ et autoriser une dépense de 133 694,54 $, taxes incluses, à les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Sainte-Marie

30.11 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1208399001

Autoriser une dépense maximale de 325 677,19 $,taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Daoust Lestage inc.

District(s) : Saint-Jacques

30.12 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1206937001

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195353003

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée ou une vélorue - Adoption

40.02 Règlement - Domaine public
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1193200002

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses - Adoption

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1194869012

Adopter une résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.04 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1197199007

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique - Adoption

40.05 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1197199006

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire - Adoption

40.06 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198398008

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario - 2e projet de règlement

District(s) : Sainte-Marie

40.07 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1204869001

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy

District(s) : Peter-McGill

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198398007

Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1196255020

Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.10 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1194869013

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine Est

District(s) : Saint-Jacques

40.11 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914001

Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke Est, face à l'hôtel St-Thomas

District(s) : Saint-Jacques

40.12 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1206255001

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au taux d'implantation pour un immeuble situé au 3420, rue McTavish

District(s) : Peter-McGill

40.13 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1208214002

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 1re partie, B) et édicter les ordonnances

40.14 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914003

Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 265 rue Saint-Jacques (théâtre St-James)

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914004

Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 66 rue Sainte-Catherine Est (CLSC des Faubourgs)

District(s) : Saint-Jacques

40.16 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914002

Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204-206, place D'Youville

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1208398002

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant de déroger au taux d'implantation maximal de 70 % pour le bâtiment situé au 1265, rue Saint-Timothée

District(s) : Saint-Jacques

40.18 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1208398001

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » dans un bâtiment situé dans un secteur de la catégorie R.3, au 1564, avenue du Docteur-Penfiled

District(s) : Peter-McGill

40.19 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195353005

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance afin d'identifier des rues partagées

40.20 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195353006

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance réduisant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, et identifier ledit tronçon comme une rue partagée

40.21 Ordonnance - Bruit
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1202931001

Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102), une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 31 décembre 2020

40.22 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1206723002

Adopter une résolution autorisant l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » au rez-de-chaussée ainsi que la mezzanine du bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.23 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1206723001

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations mineures pour le bâtiment situé au 235, boulevard René-Lévesque Est, permettant qu'une voie d'accès à une aire de chargement soit située dans un secteur de catégorie résidentiel, qu'elle soit située dans une cour avant et à moins de 3 mètres d'un terrain situé dans un secteur de catégories R.1 à R.3 dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment incluant un volume en surhauteur

District(s) : Saint-Jacques

40.24 Règlement - Adoption

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701011

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions - Avis de motion et dépôt

40.25 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1205907001

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2020, 1re partie, A) et édicter les ordonnances

40.26 Règlement - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194673005

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2020 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants

40.27 Urbanisme - Opération cadastrale

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1207303001

Accepter, en vertu de l'article 13 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), l'engagement du propriétaire des lots 3 068 208, 6 297 944 et 6 297 945 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc représentant 10 % de la superficie du site, selon les dispositions imposées par les articles 13, 14, 15 et 16 de ce règlement

District(s) : Sainte-Marie

40.28 Règlement - Adoption

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701012

Adopter le règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020 - Avis de motion et dépôt

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195289004

Renouveler les mandats de Sophie Mauzerolle à titre de présidente et de Richard Ryan à titre de vice-président du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans

51.02 Nomination / Désignation
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195289005

Nommer 4 nouveaux membres permanents ainsi que 2 membres substituts, et renouveler les mandats de 2 membres, au comité consultatif d'urbanisme pour une durée de 2 ans

60 – Information

60.01 Dépôt
CM *Direction des travaux publics* - 1196071004

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2019 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701014

Appuyer la campagne sur les journées de la persévérance scolaire qui se tiendra du 17 au 21 février 2020

65.02 Avis de motion des conseillers
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914005

Appuyer la ville de Westmount relativement à l'adoption de son règlement 1512 intitulé Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils

70 – Autres sujets

70.01 Varia
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207135001

Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 afin de modifier les endroits où se tiendront les séance du conseil d'arrondissement des mois de mai et d'octobre

70.02 Approbation des recommandations des comités et commissions
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198309003

Refuser dix-sept demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable

70.03 Approbation des recommandations des comités et commissions

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198309004

Rendre une décision relativement à l'approbation de la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

District(s) : Peter-McGill

70.04 Levée de la séance

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (février)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:50

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (février)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
SÉANCE SPÉCIALE

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

10 décembre 2019
9 h 00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Maria Karteris, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Sébastien Aumais, membre substitut

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 04.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté.

3. Dépôt des documents

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001670678	805, rue Fullum	Favorable avec condition

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	s. o.	Modification du Règlement d'urbanisme – Usages, hauteurs et densités dans les secteurs Parthenais et Frontenac	Favorable

4.4 Dérogation mineure
Aucun dossier

4.5 Usage conditionnel
Aucun dossier

4.6 Titre VIII – Révision de projet
Aucun dossier

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 14 janvier 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 16 janvier 2019.

6. Varia

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 9 h 40.

2019-12-10 2019-12-10

Sophie Mauzerolle — date
Présidente

Billy Chérubin — date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 décembre 2019
3001670678
4.2.1

Objet : **MODIFICATION À UN PROJET PARTICULIER**

Endroit : 805, rue Fullum

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise la modification d'un projet particulier, afin de prolonger le délai pour débuter les travaux d'agrandissement de l'ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul. Cette demande vise la résolution adoptée en 2012 qui arrive à échéance en février 2020 et pour laquelle une extension avait aussi été accordée en 2017.

Une demande de modification au Plan d'urbanisme sera présentée en parallèle aux instances décisionnelles afin d'autoriser l'usage résidentiel dans un bâtiment ayant une affectation au sol « *Couvent, monastère et lieu de culte* » et identifié à la liste intitulée « *Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle* ».

Le projet adopté en 2012 consiste à restaurer et réhabiliter le presbytère et construire, sur le terrain de stationnement adjacent, un bâtiment aux mêmes proportions. La programmation prévoit au total 30 logements locatifs, dont 6 unités de 3 et 4 chambres. Le nouveau volume distinct est relié au presbytère uniquement au niveau du sous-sol qui compte six cases de stationnement.

Le nouveau volume de même gabarit que le presbytère, mais au traitement contemporain, vient reprendre certains éléments distinctifs du volume original, à savoir les alignements, la hauteur et les accès privés. Enfin, un aménagement des espaces libres est prévu, comprenant une réorganisation des cours, l'aménagement de liens piétonniers, la préservation de la rangée d'arbres du côté sud et l'élimination du stationnement de surface. Une révision de projet conformément au Titre VIII du *Règlement d'urbanisme* permettra de définir plus en détail les interventions sur le presbytère et notamment les matériaux retenus pour l'agrandissement.

La résolution CA12 240057 exige que le demandeur dépose deux devis techniques pour évaluer les travaux de restauration du presbytère et d'aménagement paysager à réaliser, ainsi que deux lettres de garantie bancaire pour assurer la réalisation des ces éléments. Ces conditions ont été remplies.

La présente requête consiste à maintenir l'ensemble des autorisations, conditions et obligations prévues dans la résolution CA12 240057, tout en permettant une prolongation du délai de réalisation arrivant à échéance

en février prochain. Il est proposé d'adopter une résolution spécifiant : « que les travaux de construction, visés par la résolution CA12 240057, doivent débuter dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution ». En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation prévue en 2012 devient nulle et sans effet.

Élément particulier : Le projet avait reçu un avis favorable du Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et le Conseil du Patrimoine de Montréal (équivalent du comité mixte).

Remarque importante : À la séance du 6 octobre 2011, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet.

À la séance du 19 janvier 2017, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation la prolongation du délai de réalisation.

À la séance du 13 juin 2019, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation d'un autre projet qui dérogeait entre autres à la hauteur maximale. Ce projet a été abandonné.

Considérant que : À la séance du 6 octobre 2011, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de projet particulier et de modification au Plan d'urbanisme et au projet de remplacement, sous certaines conditions.

Considérant que : Suite à une présentation au Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et au Conseil du patrimoine, ceux-ci ont émis conjointement un avis favorable le 31 octobre 2011.

Considérant que : La Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité est favorable à la modification au Plan d'urbanisme.

Considérant que : La résolution CA12 240057 arrive à échéance en février 2020.

Considérant que : Les travaux en question n'ont toujours pas débuté et que les promoteurs ont la ferme intention de faire les travaux.

Considérant qu' : Une demande de permis a récemment été enregistrée et des lettres de garantie bancaire pour la restauration du bâtiment et l'aménagement paysager ont été déposées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Un suivi de chantier devra être assuré par un architecte, incluant la remise aux deux semaines d'un rapport d'étapes.**

Sophie Mauzérolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 décembre 2019
s. o.
4.3.1

Objet : **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – HAUTEURS, DENSITÉS ET USAGES SECTEUR FRONTENAC-PARTHENAIS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Gabrielle Leclerc-André et Samuel Ferland

Description : Le présent exercice de modification réglementaire vise à proscrire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'à augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac, en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario.

Adopté en 2012, le Programme particulier d'urbanisme du Quartier Sainte-Marie (PPU) propose de modifier le Plan d'urbanisme (PU) afin d'attribuer l'affectation du sol « secteurs d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald. Actuellement, ces secteurs font respectivement partie des catégories d'usages M.4C et M.7C au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, permettant l'usage résidentiel. Afin de répondre aux objectifs du PPU – Quartier Sainte-Marie, des modifications au règlement sont proposées, qui restreignent les usages résidentiels.

Par ailleurs, en cohérence aux objectifs du PPU – Quartier Sainte-Marie pour les abords du métro Frontenac, des modifications au règlement sont proposées afin d'encourager une densification des terrains sous-utilisés. En somme, l'arrondissement de Ville-Marie désire que le front bâti de la rue Ontario Est soit consolidé par une réglementation d'urbanisme homogène favorisant la continuité de la trame urbaine.

Le secteur de l'ancienne usine Grover se situe sur la rue Parthenais, entre les rues Ontario et De Rouen. Cette portion de la rue Parthenais a la particularité de regrouper des travailleurs et des entreprises issues du milieu culturel. Cette concentration est liée à la reconversion de l'ancienne usine Grover en ateliers d'artistes et au développement d'autres lieux de création et dédiés aux artistes comme le Chat des artistes, la coopérative d'habitations Lézarts et la compagnie de théâtre le Carrousel. Ce secteur rassemble également l'école secondaire Pierre-Dupuis, des organismes communautaires, une entreprise de toitures, des logements et quelques commerces de proximité. Ce secteur fait partie d'une zone de mixité autorisant les commerces et les services de faible intensité (M.4).

Quant au secteur de l'usine JTI-Macdonald, il se situe à quelques rues plus à l'est, au nord d'Ontario, entre les rues Dufresne et D'Iberville. L'usine de tabac, toujours en activité, est formée d'une partie la plus

ancienne qui a front sur la rue Ontario, et ses agrandissements se déploient le long de la rue D'Iberville vers le nord jusqu'au parc Walter-Stewart. La zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité (M.7) de la rue Ontario englobe tout le site de l'usine.

L'affectation du sol de ces deux secteurs est identifiée au PPU – Quartier Sainte-Marie comme étant des secteurs d'emplois, où les usages résidentiels sont proscrits. L'objectif étant de mieux refléter la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et de protéger ceux-ci de possibles conversions en immeubles résidentiels. Depuis l'entrée en vigueur du PPU – Quartier Sainte-Marie, la concordance reste à faire puisque les catégories d'usages permettent toujours les usages résidentiels pour ces secteurs.

Quant aux abords de la station de métro Frontenac, ils apparaissent comme le fruit des grandes campagnes de rénovation urbaines débutées au début des années 1950, marquées par la présence du centre commercial de la Place Frontenac. Le complexe mixte est composé de deux tours résidentielles d'une douzaine d'étages, ainsi que d'un rez-de-chaussée commercial liant les 2 constructions en hauteur.

L'implantation du complexe s'est faite en fond de lot, afin d'aménager une importante aire de stationnement en façade. Cette dernière éloigne ainsi les commerces de la rue Ontario, créant une brisure dans la continuité de la trame urbaine bâtie caractéristique du secteur. Dans les années 1960, la construction du métro de Montréal, dont la station Frontenac est limitrophe, est venue connecter le secteur au centre-ville.

Malgré qu'une aire de stationnement en façade soit interdite, celle-ci est toujours présente. Cependant, quelques commerces sont venus s'implanter directement à l'alignement de la rue Ontario. Ces bâtiments sont implantés de manière isolée à l'est de l'aire de stationnement. Ils comportent qu'un seul étage et ne reflètent aucunement le bâti typique de la rue Ontario Est, soit des bâtiments de 3 étages dont le rez-de-chaussée accueille des activités commerciales. Les étages supérieurs sont généralement réservés au logement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : 25 janvier 2016 – Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour fins notamment de la concordance au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CM12 0066 – 23 janvier 2012 – Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie.

Considérant que : Le PPU – Quartier Sainte-Marie attribue l'affectation « secteur d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald.

Considérant que : Les usages commerciaux sont à privilégier compte tenu de leur contribution à la restructuration de l'économie du quartier, basée entre autres sur les activités culturelles.

Considérant que :	Cette exclusivité accordée aux usages commerciaux agit en continuité avec la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et vise à protéger ceux-ci de possibles transformations en immeubles résidentiels.
Considérant que :	Pour le secteur de la JTI-Macdonald, cette affectation lui permettra de préserver son rôle d'acteur économique majeur pour le quartier, dans le cas d'une fermeture éventuelle de l'usine.
Considérant que :	Par sa portée juridique, le *Règlement d'urbanisme 01-282* traduit les volontés du PPU – Quartier Sainte-Marie.
Considérant que :	L'interdiction d'usages résidentiels permet aux bâtiments occupés par des ateliers d'artistes et autres activités économiques d'éviter une pression immobilière pour la conversion de ceux-ci en logements.
Considérant que :	Les changements réglementaires proposés visent à offrir un cadre réglementaire plus homogène à la portion de la rue Ontario située dans le pôle Frontenac. Ces modifications visent également à favoriser la mise en œuvre du PPU – Quartier Sainte-Marie.
Considérant que :	Le PPU – Quartier Sainte-Marie favorise une densification des terrains sous-utilisés et des abords des stations de métro.
Considérant que :	L'aire de stationnement de la Place Frontenac est un espace sous-utilisé aux abords de la station de métro Frontenac et déroge au *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'aire de stationnement crée une coupure dans la trame bâtie de la rue Ontario Est.
Considérant que :	La modification réglementaire vise à optimiser l'utilisation du sol du secteur grâce à la reconnexion de la trame urbaine « traditionnelle » du secteur.
Considérant que :	La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 décembre 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:46

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 décembre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

12 décembre 2019
9h00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président

Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
M. Antonin Labossière, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 04.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 14 novembre 2019 ainsi que le procès-verbal de la séance du sous-comité du 10 décembre 2019 sont déposés lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001509560	1050, boulevard Saint-Laurent	Favorable avec conditions et commentaire

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	s. o.	Modifications au Règlement d'urbanisme 01-282 – Secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald	Point d'information

4.4 Dérogation mineure
Aucun dossier

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001704145	60, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001663454	1010, rue de la Commune Est	Favorable avec conditions
4.6.2	3001695834	977, rue Sainte-Catherine Ouest	Défavorable
4.6.3	3001678781	2180, rue Fullum	Favorable
4.6.4	3001681918	1302, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.5	3001709916	1717, rue du Havre	Favorable
4.6.6	3001519454	1891, boulevard René-Lévesque Est	Favorable avec conditions
4.6.7	3001515398	71, rue Belvedere Circle	Favorable avec conditions
4.6.8	3001652596	1160, rue Peel	Favorable
4.6.9	s. o.	3430-3438, rue McTavish	Favorable avec conditions
4.6.10	3001624861	2274, rue d'Iberville	Défavorable
4.6.11	3001622360	3015, chemin Barat	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.12	3001550878	500, rue St-Jacques	Favorable avec conditions
4.6.13	3001647153	1356, rue Ste-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.14	3001678498	2274, avenue des Érables	Favorable avec conditions
4.6.15	3001626855	734, rue Ste-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.16	3001630515	2071, rue St-Denis	Défavorable
4.6.17	3001647021	2071, rue de la Montagne	Favorable
4.6.18	3001650714	1407, rue Crescent	Favorable
4.6.19	3001641577	1700, avenue du Docteur-Penfield	Favorable
4.6.20	3001647080	1692, rue d'Iberville	Favorable avec conditions
4.6.21	3001700374	1020, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.22	3001613669	2118, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.23	3001694575	2065, rue Crescent	Favorable
4.6.24	3001694929	85, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.25	3001665457	220, rue Saint-Paul Ouest	Favorable

4.6.26	3001656814	1625, rue Clark	Favorable avec conditions
4.6.27	3001700778	1288, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.28	3001660996	1537, avenue Summerhill	Favorable
4.6.29	3001641599	1671-1679, rue Plessis	Défavorable

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001706261	99999, rue Wolfe	Favorable avec conditions

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 14 janvier 2020 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 16 janvier 2020.

6. Varia
Points d'informations :
- Interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario.

- Modification de projet particulier afin de prolonger le délai de réalisation du projet d'agrandissement de l'ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul, situé au 805, rue Fullum.

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 10h15.

Richard Ryan 16-12-2019
Richard Ryan date
Vice-président

Billy Chérubin 2019-12-13
Billy Chérubin date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001509560
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1050, boulevard Saint-Laurent
Responsable :	Catherine Beaulieu et Louis Routhier
Description :	La demande vise à permettre la construction d'un bâtiment commercial comprenant une hauteur supérieure au maximum prescrit. Le 19 janvier 2007, un incendie a détruit un bâtiment qui comptait 3 étages, qui abritait un marché d'alimentation au rez-de-chaussée et des logements aux niveaux supérieurs. Depuis cet incendie, le terrain est vacant et laissé à l'abandon. Le site est situé en plein cœur du quartier chinois, adjacent à la Place Sun-Yat-Sen et en bordure de la rue de la Gauchetière, exclusivement piétonne. Depuis l'événement, aucune demande de permis de construction n'a été déposée à l'arrondissement. Le projet proposé vise la construction d'un bâtiment exclusivement commercial dont le volume le plus haut s'élève à 5 étages (21.79 m hors tout). Le bâtiment abritera 1605 m^2 de superficie commerciale (commerces et bureaux), 10 unités de stationnement pour vélo ainsi qu'un vestiaire douche et inclura l'aménagement d'un toit vert. La proposition comprend une dérogation à la hauteur (art. 10), puisque la hauteur de 21.79 m dépasse celle de 16 m autorisée au *Règlement d'urbanisme*. Le projet présente une volumétrie cubique et simple. De la pierre calcaire grise est proposée pour les façades St-Laurent et de la Gauchetière. Des fenêtres aux proportions verticales sont disposées de façon très régulière. Le rez-de-chaussée est quant à lui largement fenestré, laissant apparaître l'usage commercial. Le coin du bâtiment, très visible, est traité avec du mur-rideau alternant verre et panneaux tympan gris. Il est surmonté d'un élément décoratif légèrement en retrait. La façade ouest est recouverte de briques anthracite et des balcons et fenêtres sont aménagés en retrait. De la végétation grimpante est proposée sur les garde-corps de cette façade qui sera très visible depuis la Place Sun-Yat-Sen.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	Le projet vise à éliminer un terrain vacant, ayant un emplacement stratégique au cœur du Quartier chinois, par la construction d'un bâtiment offrant un volume représentatif d'une construction en tête d'îlot.

Considérant que : Le dépassement de la hauteur maximum de 16 m, prescrite au *Règlement d'urbanisme 01-282*, par la construction d'un bâtiment totalisant 21,79 m hors tout, contribue à marquer le coin.

Considérant qu' : En bordure du boulevard Saint-Laurent, le rez-de-chaussée commercial maximise les ouvertures et contribue ainsi à l'animation de la rue.

Considérant que : L'animation et l'ambiance de la rue se poursuivent en bordure de la rue De La Gauchetière où se trouvent également des accès aux commerces participants ainsi à l'expérience piétonne de cette artère, récemment aménagée afin d'offrir un espace sécuritaire pour l'ensemble des utilisateurs.

Considérant que : Selon l'étude d'ensoleillement, le dépassement de la hauteur permise n'est pas en cause puisque la construction d'un volume conforme à la hauteur aurait eu essentiellement le même effet.

Considérant que : Bien que le volume proposé et la qualité des matériaux sont satisfaisants, le traitement proposé des façades du bâtiment ne reflète pas l'animation que l'on retrouve dans le quartier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir le traitement de l'enveloppe afin de diminuer son effet monochrome, lui donner une personnalité et confirmer sa place sur la « Main » et au cœur du quartier Chinois.**
- **Assurer une meilleure intégration avec l'immeuble voisin de 4 étages sur le boulevard Saint-Laurent.**
- **Ajouter de la brique d'argile sur la section du 5e étage.**
- **Revoir le traitement de coin en bordure du boulevard Saint-Laurent en évitant l'insertion d'un mur rideau favorisant ainsi une cohérence avec le contexte. Une étude du traitement des coins similaires dans le secteur pourrait être faite par les professionnels au dossier.**
- **Retravailler le traitement du mur ouest donnant sur Clark afin d'assurer un dynamisme et une animation visible de la voie publique. Un mur artistique, un mur sculptural ou un jeu de briques pourraient être envisagés en ce sens. Également, un système d'éclairage devra être soumis.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager réalisé par un architecte paysagiste montrant :**
  - **une meilleure convivialité et une articulation adéquate des espaces du toit vert ;**
  - **le détail de l'ensemble des plantations qui sont comprises sur la toiture ;**
  - **l'alimentation en eau et les accès au toit ;**
  - **de la végétation sur les balcons du mur ouest donnant sur Clark si elle demeure.**
- **Présenter une version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

Par ailleurs, les membres ont souligné que le volume ainsi que l'animation du rez-de-chaussée répondent à leurs attentes alors que le traitement architectural manque d'intérêt.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001704145
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	60, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin de permettre l'aménagement d'un seul logement occupant ainsi la totalité du 2e, 3e et 4e étage. Le logement prévoit son accès principal en bordure de la rue Sainte-Catherine, l'aménagement de 3 chambres à coucher ainsi qu'une communication directe avec le projet résidentiel *Le Dominic*, situé au 50, rue Sainte-Catherine, détenu par le même propriétaire. Le paragraphe 1° de l'article 247 du *Règlement d'urbanisme 01-282* permet l'usage résidentiel aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.9, le tout selon le respect des critères d'évaluation de l'article 315. Le paragraphe 3° de l'article 307.2 précise les exigences relatives aux usages sensibles pour un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme situé à moins de 300 m d'une voie rapide (boulevard St-Laurent) indiquée sur la carte de l'annexe G.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés du bâtiment avec lequel il communique, soit le projet résidentiel *Le Dominic*.
Considérant que :	Le projet permet de conserver la continuité commerciale au rez-de-chaussée et assurer une occupation à long terme des étages supérieurs.
Considérant que :	La configuration limitée des espaces due à l'implantation restreinte du bâtiment et le faible potentiel d'agrandissement, limite les aménagements et les usages possibles.
Considérant que :	Le choix d'utiliser l'espace pour en faire un seul logement et de l'inclure dans le développement résidentiel voisin est assurément la meilleure façon d'utiliser l'espace.

Considérant que : Bien qu'étroit, la nombreuse fenestration ajoute un aspect intéressant pour un usage résidentiel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Conserver l'accès existant en bordure de la rue Sainte-Catherine afin d'assurer une animation sur le domaine public.**
- **Fournir une étude acoustique permettant de confirmer qu'à l'intérieur du logement, le niveau sonore est inférieur à 40 dBA Leq (24h) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Cherubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001663454
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1010, rue de la Commune Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser des modifications apportées en cours de chantier au projet « Sax sur le fleuve ». À la façade de la rue de la Commune, un nouveau matériau est intégré à la marquise couvrant la zone de stationnement afin de signaler l'entrée principale. Des panneaux de laminé « Trespa » sont effectivement prévus, sur une hauteur d'environ 2 mètres. Le vitrage d'une portion de la façade du côté du fleuve est également réduit sur tous les niveaux du bâtiment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a été présenté au CCU d'avril 2018, et a reçu un avis favorable assorti de conditions.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les panneaux de laminés proposés soulignent l'accès du bâtiment. Le fini de bois détonne par contre avec le reste des finis.
Considérant que :	La modification des fenêtres présente un impact plutôt mineur sur l'apparence globale du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour le panneau laminé « Trespa », éviter les finis de bois et plutôt opter pour les couleurs franches de tons sobres.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001695834
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	977, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une pellicule givrée sans coloration sur la face extérieure du vitrage de 24 fenêtres d'un édifice de 8 étages qui abrita jadis le magasin « Simpson ». Le demandeur propose de couvrir de cette pellicule les fenêtres donnant sur les passages d'issue afin de diffuser l'éclairage venant de l'intérieur. Le demandeur prévoit installer des luminaires supplémentaires dans ces passages d'issue.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les pellicules favorisent une apparence disparate du bâtiment qui, malgré les modifications apportées au cours des vingt dernières années, présente un intérêt architectural.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001678781
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2180, rue Fullum
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	Les travaux visent des modifications au niveau rez-de-chaussée d'un édifice de deux étages datant de 1967 selon les registres de la ville. Alors que les deux portes d'accès du bâtiment devaient être de verre, la version modifiée prévoit des portes avec un cadrage métallique d'environ 80 mm de large.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a été présenté aux membres du CCU à la séance de mars 2019. Une modification à l'apparence de la proposition commande une autre présentation pour avis.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le cadrage des portes proposées reste fin et s'intègre adéquatement à la façade du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001681918
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	1302, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'ajout d'enseignes commerciales pour un local situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine Est et de la Visitation. Deux enseignes lumineuses identiques consistant en des lettres de type « channel » hautes de 0,2 m et formant l'inscription « Notre-Bœuf-de-Grâce », larges de 2,8 m sont proposées au-dessus de l'entrée principale, de même qu'au-dessus de la section de vitrine sur la rue de la Visitation. Une enseigne lumineuse en saillie de forme circulaire d'un diamètre de 0,6 m est également proposée à la façade de la rue Sainte-Catherine.
Élément particulier :	Aucun
Remarques importantes :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne proposée au bandeau au-dessus de l'entrée présente un emplacement adéquat.
Considérant que :	L'enseigne sur la rue de la Visitation présente un message répété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'enseigne lumineuse prévue sur la rue de la Visitation, et plutôt localiser l'enseigne en saille à proximité de l'intersection.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001709916
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1717, rue du Havre
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à percer des ouvertures sur un bâtiment commercial datant de 1960 selon les registres de la ville, et abritant les services d'Énergir. Onze fenêtres d'environ 2 m de haut par 1 m de large sont percées à la façade de la rue Bercy du complexe. Ces fenêtres sont prévues en continuité d'autres fenêtres présentées au CCU en octobre 2018 et autorisées par le permis n° 3000741466. A la façade de la rue du Havre, cinq nouvelles fenêtres sont ajoutées à un emplacement qui est très faiblement visible depuis la voie publique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres animent davantage la rue Bercy, et s'intègrent adéquatement à la modénature des panneaux de béton préfabriqués de cette façade. Les nouvelles fenêtres à la façade de la rue du Havre sont faiblement visibles depuis la voie publique et présentent un impact neutre sur l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001519454
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	1891, boul. René-Lévesque Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'agrandissement dans deux cours latérales d'un bâtiment de 3 étages datant de la fin du XIX^{e} siècle. La portion de bâtiment existante sur la rue Dorion est conservée, transformée et rehaussée. Le projet abritera à terme 12 unités résidentielles en incluant à la fois le 1891, boulevard René-Lévesque Est (3 unités), les agrandissements (3 unités), ainsi que le 1158 à 1168, rue Dorion (6 unités). Une entrée sur le boulevard René-Lévesque desservira 6 unités, alors que les 6 unités du 1158 à 1168, rue Dorion sont desservies par 4 entrées déjà. Deux des nouvelles unités au niveau rez-de-chaussée ne présentent pas d'entrée directe sur rue et sont plutôt accessibles par l'entrée commune sur le boulevard René-Lévesque. Le demandeur ne souhaite pas prévoir d'accès direct pour ces unités, argumentant que cela impacterait négativement leurs aménagements.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a été présenté au CCU à la séance du 10 octobre 2019, et a reçu un avis favorable assorti de conditions. Une condition qui n'a pas été tenue en compte, relative à donner des accès directement sur la rue pour les unités au niveau rez-de-chaussée, commande une nouvelle présentation.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21, 128 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La façade de l'agrandissement sur le boulevard René-Lévesque présente la largeur-type d'un lot (+ ou – 7.5 m) et un traitement contrastant lui donnant l'apparence d'une construction distincte.
Considérant que :	La séquence de la composition des façades sur le boulevard René-Lévesque commande une entrée distincte pour l'agrandissement donnant sur cette voie.

Considérant que : La transformation de la portion de bâtiment sur la rue Dorion pourrait se passer d'une entrée directe si le lien avec le bâtiment situé au coin était davantage marqué.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un accès directement depuis la voie publique pour le logement du niveau rez-de-chaussée donnant sur le boulevard René-Lévesque.**
- **Pour la portion de bâtiment transformée donnant sur la rue Dorion, diminuer le contraste avec le bâtiment existant de coin, par exemple en utiliser un même matériau de revêtement.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001515398
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	71, rue Belvédère Circle
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise d'agrandissement vertical d'une résidence unifamiliale achevée en 1956. Elle s'inspire d'un courant québécois de l'époque explorant ce modèle d'implantation, selon le courant nord-américain du Mid-Century Housing, et qui a mené à l'explosion du nombre de résidences unifamiliales au cours des années subséquentes. Le bâtiment en question possède une bonne qualité de composition et a été bien entretenu, et son intégrité est remarquable. Le demandeur propose d'ajouter un volume d'un étage du côté gauche du bâtiment, se connectant sur l'escalier central, bien que l'appentis jouisse d'un retrait de 4 m, la configuration des lieux fait qu'il est plutôt visible à partir du domaine public. Le requérant fait valoir qu'il est très difficile d'agrandir la maison vers l'arrière, ce qui aurait beaucoup moins d'impact, à cause de la pente exagérée du terrain en cour arrière. Le volume ajouté aurait une hauteur de 2,7 m, et reprendrait le verre et le bois utilisés dans le modèle d'origine comme matériaux visibles. Un avant-toit prononcé reprend celui qu'on voit au niveau du rez-de-chaussée, mais ajoute énormément de visibilité. Une toiture verte serait aménagée à l'avant et sur le côté de l'agrandissement pour en adoucir l'impact visuel aux yeux des badauds ébahis.
Élément particulier :	Les travaux doivent être approuvés par le Ministère de la Culture et des Communications, puisque l'immeuble est situé à l'intérieur du site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition serait toujours visible, quoiqu'il arrive, étant donné la configuration particulière des lieux et du bâtiment, et déséquilibre l'harmonie de la composition de la maison originale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **S'assurer que le bâtiment existant est en mesure de supporter le toit végétal proposé.**
- **Éliminer l'avant-toit du volume ajouté.**
- **Revoir la proposition pour en diminuer l'impact.**
- **Présenter une version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001652596
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1160, rue Peel
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'ajout d'une génératrice d'urgence sur le toit de ce qui était autrefois l'annexe nord de l'hôtel Windsor, construite en 1906. L'appareil en question serait déposé sur une plate-forme à une distance inférieure au retrait exigible en vertu de la réglementation, mais il serait caché par le parapet qui mesure 2,3 m, et ne serait pas visible depuis le domaine public. La réglementation prévoit aussi l'installation d'écrans acoustiques puisqu'un projet résidentiel est en construction de l'autre côté de la rue Stanley, mais le demandeur fait valoir que la génératrice est installée à l'intérieur d'un boîtier acoustique, que le bruit qu'elle dégage est en deçà des limites imposées par le Règlement sur le bruit, que l'ajout d'un écran augmenterait son volume et donc sa visibilité, et que l'appareil n'est en fonction qu'en cas d'urgence et, sinon, 20 minutes par semaine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition serait peu visible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
s. o.
4.6.9

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 3430-3438, rue McTavish

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser la transformation d'un bâtiment afin de créer un lieu qui offrirait aux étudiants de l'Université McGill des activités de mentorat, des salles d'étude et de rencontre. Le bâtiment comporterait aussi des espaces publics comme un café et une salle de conférence.

Sur le site visé se trouvent actuellement trois bâtiments de trois étages appartenant à l'université McGill, et qui sont utilisés par différentes associations étudiantes. Construits en 1862, les immeubles faisaient partie d'un ensemble résidentiel de huit maisons identiques nommées Place Prince Rupert, duquel ne subsistent que les trois dont il est question.

Le projet consiste en la démolition des planchers et toits des trois maisons originales, ainsi que des annexes arrière. Un atrium sur 4 niveaux se grefferait à l'arrière du volume conservé, et agirait comme charnière entre ce dernier et un agrandissement arrière de même hauteur, où seraient situées une salle de conférences et une cuisine de traiteurs. L'ensemble serait surmonté en tous points par un spectaculaire toit en verrière composé de bon nombre de facettes trapézoïdales, atteignant une hauteur de 15,2 m, couronnant les triplettes d'un couvre-chef légèrement diagonal reprenant la pente de la rue.

La proposition prévoit donc le maintien en place des murs extérieurs et mitoyens, puis la construction des nouveaux planchers d'un bout à l'autre de l'immeuble. L'accès principal serait universel et se ferait à travers une grande cour anglaise qui s'étendrait jusqu'à la limite de l'escalier menant au rez-de-chaussée de l'unité située à l'extrémité nord. Elle serait accessible par une rampe partant du point bas de la pente, et par des marches extérieures venant du trottoir, qui est surélevé d'à peu près 1 m par rapport au niveau de l'entrée.

L'entrée serait marquée par le démantèlement du mur de fondations en moellons de l'unité du milieu. Dans l'ouverture ainsi créée, on aménagerait une entrée en recul vers l'ensemble des services publics de la fondation, auquel se grefferait un café visant la clientèle étudiante de l'ensemble de l'Université. Les façades conservées seraient restaurées et plusieurs éléments anachroniques retirés, afin de leur redonner le lustre d'antan.

Suite à la transmission des recommandations du Comité, les demandeurs ont fait parvenir de nouveaux documents illustrant la prise en charge des deux dernières conditions. Toutefois, ils ont modifié le plan du sous-sol pour attribuer une entrée séparée au café attenant à l'entrée principale à la demande du client, et font valoir plusieurs arguments pour maintenir la configuration de la cour anglaise.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Une version précédente du même projet a reçu un avis favorable avec conditions du Comité consultatif d'urbanisme à sa séance de juin 2019.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Le projet propose des travaux de nature très imposante sur les immeubles visés.

Considérant que : La cour anglaise proposée doit désormais desservir un local additionnel, ce qui ne permet pas d'en réduire l'ampleur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir les documents détaillant de quelle façon les éléments conservés seront maintenus en place, malgré la démolition des planchers existants et de la partie arrière des bâtiments.**
- **Fournir les documents détaillant les travaux de restauration entrepris sur les éléments conservés.**
- **Fournir une garantie monétaire visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine conformément aux plans approuvés, consistant en une lettre de garantie dont la valeur doit être égale à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment visé par les travaux et de son terrain.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001624861
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2274, rue D'Iberville
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un bâtiment qui fait partie d'un ensemble qui jusqu'en 2016 était uniforme. Le remplacement de la brique sur la partie nord du bâtiment a été réalisé à ce moment avec la brique Louisiane de Hanson, sans permis, alors que la brique d'origine était un mélange polychrome de 3 ou 4 couleurs. La forme des détails d'ornementation d'origine a été respectée, mais pas le relief, au niveau des ouvertures et du parapet. Les demandeurs sont revenus à la charge en 2018 et ont proposé de remplacer la brique existante du côté sud par un vieux lot encore disponible de la brique installée en 2016, qui n'est plus commercialisée. Bien qu'elle soit passablement différente de celle d'origine, le maçon fait valoir que les détails du parapet et des sommets d'ouvertures seraient reproduits à l'identique, et que l'unité avec la partie déjà réalisée prime visuellement sur la fidélité aux nuances de couleur de la brique originale. La demande a fait l'objet d'un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme en novembre 2018. Toutefois, les détails d'ornementation ont été simplifiés à l'extrême, de la même façon que sur la partie terminée en 2016, en omettant les projections de brique présentes au niveau des ouvertures et du parapet. En fin de compte, au nom de l'uniformité, on se retrouve avec une perte significative du caractère original de l'immeuble.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Il y avait moyen de préserver davantage les intentions initiales lors de la seconde phase.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001622360
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	3015, chemin Barat
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	Le bâtiment à l'étude fait partie d'un ensemble remarquable de style Arts and Crafts construit en 1928 sur la propriété des Messieurs de Saint-Sulpice, selon les dessins des architectes Shorey et Ritchie. Suite au remplacement – déjà exécuté - des fenêtres de verre plombé en façade, qui sont encore en place sur les immeubles contigus, le demandeur propose leur substitution par un modèle s'approchant davantage de l'original. Bien qu'il eut été préférable d'insérer le vitrail incolore à l'intérieur du thermos, comme certains fabricants sont en mesure de le faire ou, advenant que celui-ci soit en trop mauvais état, de conserver la fenêtre d'origine à l'intérieur et d'en installer une nouvelle sans divisions à l'extérieur, cette option n'est plus possible, puisque les fenêtres originales ont été détruites. Le demandeur propose l'installation de fenêtres munies d'un carrelage reproduisant plus fidèlement l'apparence du treillis d'origine, du côté extérieur du thermos. Il est aussi possible d'en installer un du côté intérieur du thermos.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	L'installation des fenêtres actuelles en 2018 sur cet immeuble a reçu un avis défavorable de la part du Comité consultatif d'urbanisme à sa séance de novembre 2018.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 104 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'insertion d'une grille chromée à l'extérieur du thermos reproduit adéquatement l'effet du verre plombé d'origine dans les circonstances.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer un carrelage des 2 côtés du thermos des fenêtres proposées.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur d'uniformiser la couleur des nouvelles fenêtres avec celles des voisins.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001550878
4.6.12

Objet : **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**

Endroit : 500, rue Saint-Jacques

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'installation d'une enseigne lumineuse affichant le nom d'un commerce de restauration. L'enseigne serait installée au-dessus de l'entrée sud de la façade donnant sur la rue McGill (qui constitue le seul accès au commerce visé, dont le local longe la rue Saint-Jacques), à proximité d'une enseigne existante annonçant un autre commerce de restauration et autorisée en février 2019 avec l'accord du ministère de la Culture et des Communications, mais sans présentation au CCU.

Le demandeur propose, après une longue négociation avec l'arrondissement et le représentant du MCC, une enseigne à plat reprenant le format et le modèle de l'enseigne précédemment autorisée pour l'autre commerce utilisant la même entrée.

Plutôt que de combattre en vue d'une enseigne de dimensions conformes au Guide pour la conception d'enseignes, conçu pour un type d'immeuble tout à fait différent, et qui n'a pas été appliqué pour l'enseigne « allô! mon coco », tous se sont entendus pour une nouvelle enseigne à plat de format et de position similaire. L'enseigne serait installée à la même hauteur que l'autre, qui serait déplacée de sa position centrée sur l'entrée, ce qui permettrait de placer chacune des enseignes de façon symétrique par rapport à celle-ci.

Des finis d'acier Corten (imité) et d'acrylique jaune sont proposés. Le message « Kinton Ramen » découpé dans la face opaque du boîtier rectangulaire serait illuminé en jaune, et il serait surmonté, en jaune également, d'un sémillant cochon de profil faisant écho à l'œuf de l'enseigne déjà en place. Il est difficile de comparer l'aire des 2 enseignes en ce qui concerne le logo, faute de mesures suffisamment détaillées, mais l'image du cochon semble être plus grande d'environ 15% que celle de l'œuf, ce qui devrait être corrigé, pour conserver l'harmonie dans la basse-cour.

Élément particulier : L'installation de l'enseigne doit être approuvée par le ministère de la Culture et des Communications, puisque l'immeuble est situé à l'intérieur du site patrimonial déclaré de Montréal.

Remarque importante : La demande a déjà reçu un avis favorable du CCU avec condition lors de la séance du 8 août 2019.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 514 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Le type d'enseigne proposé s'harmonisera avec l'affichage existant.

Considérant que : Il serait préférable d'harmoniser le format des logos des enseignes situées au-dessus de la même porte.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire les dimensions du logo en forme de porc de 15%.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001647153
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1356, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement des enseignes existantes des « 3 Brasseurs », situées au-dessus de l'entrée principale, faisant face à la rue Ste-Catherine, et sur une section de mur aveugle placée au bout de la section vitrée du local, face à la rue Crescent. Les enseignes lumineuses existantes mesurent 0,9 m x 4,57 m = 4,11 m² (Ste-Catherine) et 1,57 m x 8,35 m = 13.1 m². Le demandeur propose, sur Sainte-Catherine, sur le même emplacement, une enseigne moins longue, mais qui occupe toute la hauteur du panneau tympan dédié à l'affichage. Il s'agit de l'inscription « 3 BRASSEURS » disposée en arc de cercle en blanc sur un fond noir opaque entouré d'un liséré rouge, et soulignée par l'inscription « MICROBRASSERIE RESTAURANT-BAR » en lettres détachées blanches. L'espace total occupé par l'enseigne proposée équivaut à 4,3 m², mais en gros, l'impact est similaire, sinon inférieur à l'existant, et correspond à l'espace disponible. Sur Crescent, l'enseigne proposée reprend encore une fois plus ou moins la même superficie que l'enseigne existante, de façon plus compacte horizontalement. Le modèle de l'enseigne est une réplique exacte de celle qui serait installée à l'entrée, et sa hauteur serait de 3,15 m, ce qui serait nettement exagéré, pour une enseigne faisant face à une rue secondaire et installée à peine plus haut que la hauteur des piétons.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne proposée sur la rue Crescent ne devrait pas être plus grande que celle installée sur Sainte-Catherine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la superficie proposée face à la rue Crescent pour qu'elle soit égale à celle de l'enseigne proposée face à Sainte-Catherine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001678498
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroits :	2274, rue des Érables
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment qui fait partie d'un ensemble de 7 immeubles de 3 étages avec façade de pierre grise érigée vers 1910. Le demandeur désire remplacer les 4 portes en façade, et il aimerait installer des portes en acier isolé munies d'un carreau de verre clair de 1,6 m de hauteur. Il n'a pas été possible de trouver de la documentation sur l'apparence d'origine de l'immeuble; toutefois, une photo 2006 d'un immeuble comparable situé sur l'avenue de Lorimier révèle des portes victoriennes de bois munies d'un carreau vitré de 0,9 m. D'autre part, l'immeuble contigu, du côté nord, à celui du demandeur, et qui lui appartient également, est équipé de portes dotées de carreaux vitrés de 1,2 m de hauteur, qui sont aussi plausibles.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition ne constitue probablement pas un retour à l'apparence d'origine, étant donné l'âge du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer des portes munies d'un carreau vitré d'une hauteur ne dépassant pas 1,2 m, et dotées d'un caisson unique au bas de la porte.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001626855
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	734, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à remplacer la porte d'un ancien local de bureau de change à l'intérieur de l'édifice Confédération, construit en 1927, pour y loger un guichet automatique de Desjardins. Actuellement, il s'agit d'une porte double en verre surmontée d'une imposte de hauteur réduite, qui s'aligne au sommet sur le meneau des vitrines voisines. La partie supérieure de l'ouverture, au lieu d'être une vitrine transparente comme pour l'ensemble de l'immeuble, est recouverte d'un fini en écailles de tôle qui, selon les dessins du permis, serait un ajout non planifié à l'origine. On propose d'installer une porte simple en aluminium avec un carreau vitré de type commercial, flanqué d'un carreau latéral vitré. Toutefois, tous les commerces voisins logés dans le même édifice sont dotés de portes pleine hauteur, sans imposte. Il n'y a pas de modèle de porte prédominant sur l'immeuble. Certaines portes sont en bois, d'autres en aluminium noir, et la porte actuelle est en aluminium naturel.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La porte surmontée d'une imposte n'est pas harmonisée aux autres portes de l'immeuble.
Considérant que :	Le traitement de la partie supérieure de l'édifice devrait être remplacé tel que sur la configuration d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Éliminer l'imposte vitrée et rehausser la porte à la même hauteur que les autres portes de l'immeuble.**
- **En partie supérieure de l'ouverture, démolir le bâti existant recouvert de tôle et reproduire la configuration d'origine, qui est une prolongation de la vitrine surmontée d'une petite toiture métallique.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001630515
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2071, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à ajouter de la visibilité au commerce du sous-sol, dont la vitrine se trouve en retrait du plan de façade, au bout d'un accès qui, pour être conforme au Code du bâtiment et protéger la porte d'entrée, repousse le local loin de l'œil du promeneur lambda. Il propose donc l'ajout d'un poteau/potence de 2,1 m en cour avant, juste à côté du garde-corps protégeant cet accès, auquel serait accroché un boîtier lumineux circulaire de 0,6 m de diamètre et 15 cm d'épaisseur, dotés de 2 faces en acrylique blanc sur lesquelles on retrouve un simple « P » en noir inscrit dans un cercle de la même couleur. Le tout serait illuminé par des DEL.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'arrondissement souhaite éliminer les enseignes sur poteau qui cachent le milieu ambiant, ce qui serait particulièrement dommage dans ce cas-ci, puisque l'immeuble fait partie d'un ensemble remarquable, quoique mal entretenu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001647021
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2071, rue de la Montagne
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une conciergerie des années 1940, dont le rez-de-chaussée a été depuis transformé à la pièce pour l'usage commercial, des travaux d'aménagement d'une boutique ont été réalisés en s'éloignant des dessins approuvés par le permis délivré en 2017. Dûment avisé par l'inspecteur en bâtiments de l'arrondissement, le locataire dépose une demande pour régulariser la situation. Les vitrines ont été remplacées et le fini de crépi beige qui entourait l'ouverture a été démoli, et remplacé par une combinaison d'avant-toit en aluminium noir, au sommet de celle-ci, et par une boîte en aluminium dorée texturée, pour la surface verticale. Les finis d'aluminium et le soffite à motifs de losanges noirs imbriqués aux accents eschériens confèrent à cette intervention peu coûteuse un aspect ludique et en vogue, quoique volatil, qui ne manque pas d'intérêt.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les ouvertures pratiquées au rez-de-chaussée pour les vitrines commerciales sont le résultat d'interventions successives mal planifiées et mal exécutées.
Considérant que :	Les différents éléments proposés sont réversibles, et l'intervention constitue une amélioration partielle de la condition existante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001650714
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1407, rue Crescent
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement de la porte actuelle d'un des commerces. Une simple porte en verre de 1,2 m de large, par une porte standard de 0,9 m flanquée d'un carreau latéral vitré. Bien qu'il s'agisse d'une intervention plus économique que la porte précédente, elle s'inscrit dans un aménagement transitoire qui, de toute façon, est très éloigné de l'environnement d'origine, qui présentait de petites boutiques dotées d'une entrée angulaire en alcôve à l'ancienne.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les différents éléments proposés sont réversibles, et l'intervention a peu d'impact sur la perception de l'édifice.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001641577
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1700, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise de l'installation d'une thermopompe en cour latérale invisible d'une conciergerie de luxe construite en 1929 selon les dessins des architectes Adams et King en s'inspirant du style Mission alors en vogue sur la montagne (voir l'hôpital Shriner's). L'appareil mesure 50 cm x 35 cm et serait installé au sol de la cour; 2 câbles électriques le relieraient à un percement au niveau du 3e étage. Il y a déjà plusieurs tuyaux et câbles présents sur ce mur.
Élément particulier :	La propriété fait partie du site patrimonial déclaré du Mont-Royal et les travaux doivent être autorisés par le Ministère de la Culture et des Communications.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 110 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Quoique l'ajout proposé ne soit pas un élément d'origine, l'intervention est invisible du domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001647080
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1692, rue D'Iberville
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble vernaculaire qui fait partie d'un ensemble de 7 bâtiments construits vers 1885. Le propriétaire actuel a procédé sans permis au remplacement de la brique en 2007, et il a décidé à cette époque d'abandonner le balcon, qui deviendrait une marquise, et de transformer la porte y donnant accès en une fenêtre. L'été dernier, il a décidé de reconfigurer la marquise en question en lui ajoutant un plan incliné plus pentu, toujours sans permis. L'inspecteur des bâtiments l'a pris en défaut et enjoint de déposer la demande de permis à l'étude. Le demandeur propose un revêtement d'acier blanc prépeint à attaches exposées sur la toiture comme sur les côtés. Les travaux comportent également le remplacement des marches et du pontage du perron par des éléments de plastique recyclé reprenant la forme et l'apparence des planches jointées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Un revêtement de toiture à attaches exposées est davantage l'apanage des usages agricoles.
Considérant que :	Le retour à la configuration d'origine est illusoire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer le revêtement de toiture proposé par un revêtement à attaches dissimulées.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

pour

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001700374
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1020, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 2 enseignes à plat pour un commerce situé au rez-de-chaussée. Les enseignes, composées de lettres détachées en aluminium formant les inscriptions « DEPUIS 1957 », sont éclairées par l'arrière. Elles auront toutes deux une dimension de 0,25 m par 2,41 m et seront installée à côté des enseignes « CANADA GOOSE » déjà en place, sur la façade Sainte-Catherine Ouest et sur la façade Peel.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les 2 enseignes supplémentaires proposées sont de petite taille et s'intègrent adéquatement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001613669
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2118, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne à plat pour un commerce situé au rez-de-chaussée. L'enseigne, rétroéclairée, est située sur l'entablement commercial entre les vitrines du rez-de-chaussée et celles de l'étage et a une dimension de 1,22 m par 3,25 m. On peut y lire les inscriptions « Coiffure », « Ruby Cofia » et « 514-273-2016 » en lettrage rouge sur fond blanc.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À noter que l'enseigne est déjà installée.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée s'intègre adéquatement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001694575
4.6.23

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2065, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne à plat pour un commerce situé en sous-sol. L'enseigne, rétroéclairée, est située sur le linteau de pierre calcaire et a une dimension de 0,23 m par 1,52 m. On peut y lire l'inscription « Bloke | BARBIER & MAGASIN » en lettrage blanc sur fond blanc. À noter que le boîtier de l'enseigne sera fixé dans les joints de maçonnerie.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée s'intègre adéquatement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001694929
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	85, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la subdivision d'un commerce en deux et l'installation d'une nouvelle porte d'entrée localisée dans une alcôve sur la rue Saint-Urbain. L'alcôve, d'une dimension de 2,34 m de large par 0,86 m de profond, sera composée d'un mur rideau brun commercial reprenant les mêmes caractéristiques que le mur-rideau existant. Elle comportera 2 portes battantes largement fenestrées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Une porte supplémentaire sur la rue Saint-Urbain favorisera l'animation de la rue.
Considérant que :	L'alcôve proposée s'intègre adéquatement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001665457
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	220, rue Saint-Paul Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'équipements mécaniques, d'écrans acoustiques, de bacs à fleurs au toit ainsi que des éléments de mobilier fixe et d'un bain à remous sur des terrasses au toit. Les éléments de mobiliers fixes, des cuisines extérieures, ainsi que le bain à remous doivent être présentés au comité en vertu des articles 21.6 et 23 du *règlement d'urbanisme 01-282*. Ces derniers sont identifiés en rouge sur le plan et la coupe du toit ci-bas. Les éléments à approuver ne sont pas visibles des voies publiques bordant le bâtiment, à savoir la rue Saint-Paul Ouest et la place d'Youville.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC) car le bâtiment se situe dans le site du patrimoine déclaré de Montréal.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6, 23, 99, 103, 104, 105 et 127.22 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact des interventions sur l'architecture du bâtiment est nul puisque les constructions proposées ne seront pas visibles des voies publiques bordant le site.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001656814
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1625, rue Clark
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement des finis d'une terrasse existante sur le toit de l'immeuble ainsi que l'ajout d'une pergola et d'une cuisinette sur cette dernière. La pergola et la cuisinette, identifiée en rouge au plan, ne respectent pas le recul de 2 fois leur hauteur par rapport à la façade de l'immeuble tel que le règlement d'urbanisme la demande. Bien que l'immeuble soit considérablement haut, les éléments proposés seront visibles du trottoir opposé sur le boulevard Saint-Laurent.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6, 23, 99, 103, 104, 105 et 127.2 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La pergola et la cuisine proposée seront visibles du trottoir opposé sur le boulevard Saint-Laurent.
Considérant que :	Les éléments visibles auront un impact négatif sur l'architecture du bâtiment datant de 1914.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Implanter les éléments fixes sur la terrasse à au moins 1,2 m en recul par rapport au parapet de la façade du boulevard Saint-Laurent, afin que ceux-ci ne soient pas visibles depuis le trottoir opposé.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001700778
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1288, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 2 enseignes faisant office de nom d'occupant d'immeuble sur la tour des Canadiens 3 dont la construction s'achève. Les enseignes seront localisées au sommet des faces nord et sud de la tour et seront accrochées à la structure du mur-rideau. Elles auront chacune une dimension de 3,73 m par 5,44 m, pour une superficie totalisant 20,29 m^2. Ces enseignes rétro-éclairées auront la forme du logo de l'équipe de hockey des Canadiens de Montréal avec les couleurs bleu, blanc et rouge.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Jamais plus d'une enseigne ne sera visible à la fois depuis les voies publiques bordant le site.
Considérant que :	La superficie des 2 enseignes proposées est 1,27 fois supérieure au critère de superficie de l'article 517 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la taille des enseignes proposées afin de respecter le critère de superficie de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001660996
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1537, avenue Summerhill
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'un escalier en façade du bâtiment. Cet escalier, reliant les 3e, 4e et 5e étages ne sera pas visible de l'avenue Summerhill, puisque le plan de façade sur lequel il est implanté est en recul de 10 mètres par rapport au plan de façade principal. Cet escalier, en acier galvanisé soudé, est requis pour des questions de mise aux normes du bâtiment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est nul puisque le nouvel escalier ne sera pas visible de l'avenue Summerhill.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001641599 et 3001641602
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1671-1679, rue Plessis
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement de 8 portes en façade sur les deux immeubles jumeaux en pierre grise datant de 1875. Suite à un sinistre, plusieurs fenêtres et cadrages de portes ont été abimés par les pompiers. Le demandeur souhaite donc remplacer l'ensemble des portes de l'immeuble. Cependant, 6 portes d'origine en bois ouvragés (2 au rez-de-chaussée et 4 au 2e étage) sont encore présentes sur les bâtiments. Les anciennes portes doubles du 3e étage ont été remplacées par des portes-patio il y a plusieurs années. 3 modèles de portes sont proposés pour les 6 portes donnant accès aux logements sont proposés, mais aucun ne reprend la forme et l'apparence des portes de bois en place. Pour le 3e étage, des portes en acier comportant une fenêtre à guillotines accompagnées d'une imposte et d'un vitrage latéral sont proposées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes d'origine en bois du 3e étage sont disparues.
Considérant que :	Le modèle de porte proposé pour le 3e étage est adéquat et ne nuira pas à la mise en valeur du bâtiment.
Considérant que :	Aucun des 3 modèles de portes proposés ne reprend la forme ni l'apparence des portes d'origine en bois.
Considérant que :	La perte d'une caractéristique architecturale d'origine aura un impact fortement négatif sur l'apparence du bâtiment ainsi que sur le caractère de la rue Plessis.
Considérant que :	Les portes de bois devraient être réparées ou reproduites afin de favoriser la mise en valeur du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001706261
4.7.1

Objet : **SURHAUTEUR**

Endroit : 99999, rue Wolfe

Responsable : Olivier Légaré

Description : La demande vise à construire un bâtiment résidentiel d'un coefficient d'occupation du sol de 6 comprenant un volume en surhauteur de 45 m (14 étages) dans sa portion la plus élevée. Plus précisément, le projet prévoit 266 logements en copropriété, 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 107 unités et 174 emplacements pour vélos. Le projet présente une implantation en « L » avec une cour intérieure ouverte sur le futur passage public en continuité de la rue Montcalm située au nord. L'interface avec les rues existantes présente un recul de 4,5 m, requis par la présence d'un aqueduc, sur le boulevard René-Lévesque et un recul de 1,5 m par rapport à la rue Wolfe.

Sur le boulevard René-Lévesque, la façade est morcelée en trois parties afin d'assurer une transition entre un volume de coin d'une hauteur de 45 m et un volume de 30 m : la portion de transition, où se situe l'entrée principale, est traitée par un recul oblique et une matérialité de couleur claire. L'ensemble de la façade comprend des balcons en loggia à l'exception des balcons de coin et des balcons de la portion surplombant l'entrée principale. Dans les deux cas, ces balcons sont traités comme des gestes architecturaux. Du côté de la rue Wolfe, le bâtiment présente un linéaire de façade de 60 m également traité en trois parties avec une séparation marquée entre un volume de 14 étages ayant front sur le boulevard et un volume de 13 étages bordant la rue Wolfe. Les logements du rez-de-chaussée, qui possèdent chacun un accès individuel, sont localisés dans la portion nord alors que les accès pour les services et le stationnement souterrain sont situés au sud. La transition avec la partie en surhauteur est marquée par le quatrième étage qui présente une matérialité plus claire et un retrait d'un mètre.

Les espaces sur les toits sont aménagés avec des reculs minimaux de 1,5 m. Ces aménagements comprennent des espaces de détentes, une piscine et un jardin. Les équipements mécaniques sont également intégrés à l'architecture.

Les matériaux proposés sont principalement de la brique d'argile couleur charbon et des panneaux d'aluminium gris clair. Les garde-corps sont constitués de verre clair tout comme la fenestration, dont les meneaux d'aluminium sont de couleur charbon. Les deux premiers étages ayant front sur le boulevard René-Lévesque sont traité avec de la maçonnerie (bloc architectural) de couleur gris argenté.

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet présente des éléments intéressants assurant la transition avec son contexte d'insertion.
Considérant que :	Le demandeur s'est engagé à remplir les conditions prévues par l'accord de développement, relatives à l'inclusion de logement social et abordable sur le site de Radio-Canada.
Considérant que :	La volumétrie du projet présente un impact important sur la rue Wolfe.
Considérant que :	Les éléments construits de l'aménagement paysager doivent être mieux détaillés.
Considérant que :	La présence de barrotins sur les garde-corps des balcons est également une caractéristique prédominante du quartier.
Considérant qu' :	Une étude d'impacts éoliens n'a pas été fournie.
Considérant que :	Le projet proposé ne reflète pas suffisamment l'ancien quartier disparu, ni par sa volumétrie et ni par sa modulation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir la répartition des volumes afin de réduire la superficie plancher des étages en surhauteur, par exemple en proposant des maisons de ville ayant front sur le passage en continuité de la rue Montcalm.**
- **Opter pour une hauteur plus élevée sur René-Lévesque plutôt que sur Wolfe, afin de diminuer l'impact du projet sur les bâtiments de plus faible gabarit sur la rue Wolfe.**
- **Améliorer le jeu du fractionnement des volumes en dialogue avec les maisons de ville sur Wolfe.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager présentant :**
  - **les détails des structures des murets ;**
  - **les explications détaillées de l'abattage et la conservation des arbres sur le site ;**
  - **la relocalisation des pommetiers sur le site.**
- **Revoir l'aspect commémoratif du projet afin qu'il reflète mieux le quartier disparu.**
- **Bonifier la configuration et le concept de la cour, afin d'améliorer l'animation du passage aligné avec la rue Montcalm.**
- **Fournir des plans démontrant la composition des équipements mécaniques au toit et assurer qu'aucun équipement mécanique, incluant la climatisation ne soit visible de la voie publique.**
- **Fournir une étude d'impact éolien démontrant que le projet présente un impact négligeable.**
- **Revoir le traitement des garde-corps des balcons des étages inférieurs afin de proposer des barrotins ou un traitement ajouré plutôt que le verre.**
- **Présenter une révision révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le jeudi 19 décembre 2019 à 10 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Sophie Mauzerolle, mairesse suppléante
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
M. Richard Ryan, conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M. Jean-Luc L'Archevêque, secrétaire d'arrondissement substitut
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse suppléante déclare la séance ouverte à 10 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 3, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

CA19 240594

Adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 décembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

10.03 - Période de questions du public

Aucune question.

10.04 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA19 240595

Approuver un projet d'entente-cadre à intervenir entre l'Agence de mobilité durable et l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de six mois à compter du 1er janvier 2020

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'approuver un projet d'entente-cadre à intervenir entre l'Agence de mobilité durable et l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de six mois à compter du 1er janvier 2020.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1192701080

Levée de la séance

La mairesse suppléante indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 11 février 2020 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 10 h 35.

70.01

Sophie Mauzerolle Mairesse suppléante	Jean-Luc L'Archevêque Secrétaire d'arrondissement substitut

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA20 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 11 février 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 09:03

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-14

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 10 décembre 2019 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

ABSENCES :

M. Richard Ryan, conseiller désigné

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs
Mme Geneviève Paquette, commandante du poste 12 du Service de police
M. Cédric Couture, inspecteur du poste 21 du Service de police
M. Simon Durocher, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 36. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 202, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 455, rue René-Lévesque Ouest (40.13) : 1 intervenant
- 1496-1538, rue Sherbrooke Ouest (40.14) : 1 intervenant

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1617 B, avenue Selkirk (40.20) : aucune intervention
- 211, rue Sainte-Catherine Est (40.21) : aucune intervention

---

CA19 240528

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Cathy Wong

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019 en ajoutant les dossiers suivants :

20.13 Approuver la convention avec le Service à la famille chinoise du grand Montréal inc. et accorder une contribution de 150 000 $ afin de compenser une partie des coûts d'entretien et de mise aux normes du Centre Communautaire et Culturel Chinois de Montréal (MCCUC) situé au 1088, rue Clark, en contrepartie à un accès à des espaces pour la communauté;

40.23 Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario – Avis de motion et dépôt;

40.23.1 Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario - 1er projet de règlement;

40.24 Refuser le projet particulier visant la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment mixte au 2225, rue Parthenais;

40.25 Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution;

40.26 Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les habitations » de cette même liste, pour le bâtiment portant le numéro 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) – Avis de motion et dépôt;

40.26.1 Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les habitations » de cette même liste, pour le bâtiment portant le numéro 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) – 1er projet de règlement.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur David Luong
- YMCA Guy-Favreau

Madame Jocelyne Richard
- YMCA Guy-Favreau

Madame Isabelle Noyon
- locaux pour les organismes communautaires

Monsieur Éric Michaud
- hôpital de Montréal pour enfants

Madame Marjolaine Pelletier
- dossier Ventblo (ppu 2012)

Monsieur Laurent Loison
- dossier Ventblo (ppu 2012)

Monsieur Alain Creton
- remerciements pour tous les travaux qui ont été faits sur la rue Peel
- rénovations de la rue Peel

- -

CA19 240529

Prolongation de la période de question

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;
Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1192701010

- -

Nom du demandeur et objet de la question

Madame Marie-Ève Hébert
- centre Jean-Claude-Malépart

Madame Marie-Claire Lemieux
- gestion privatisée du Centre Jean-Claude-Malépart

Monsieur Karim Kammah
- piétonnisation du parc Médéric-Martin
- piétonnisation autour des écoles

Monsieur Miguel Chehuan
- piste cyclable Maisonneuve

Madame Maria Lagarde
- 2225, rue Parthenais

Monsieur Nathael Bureau
- mobilité piétonne et sécurisation autour de l'école Garneau

Madame Stéphanie Bellenger-Heng
- brigadiers scolaires et collaboration en amont
- compost dans les écoles

Monsieur Vincent Léger
- nouveau développement entre Atateken et Frontenac

Monsieur Laurent Deslauriers
- sécurité des piétons
- supports à vélo

Monsieur Antonin Labossière
- félicitations

Monsieur Bernard Saint-Pierre
- école primaire

Monsieur Philippe Bouchard
- 2225, rue Parthenais

Monsieur Robert Hajaly
- consultation sur Sainte-Catherine Ouest
- utilisation du bâtiment sur Lincoln et Lambert-Close

- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 20 h 26. 21 personnes sur les 23 inscrites ont été entendues.

_____

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

_____

CA19 240530

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.11.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240531

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 novembre 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 novembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1192701077

CA19 240532

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 28 octobre 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 28 octobre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1192701073

CA19 240533

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 novembre 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 novembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1192701075

CA19 240534

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au Règlement CA-24-307 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au Règlement CA-24-307 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1192701079

CA19 240535

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.11 1192701078

CA19 240536

Approuver la catégorie de reconnaissance obtenue en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la catégorie de reconnaissance de l'organisme à but non lucratif suivant de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, et ce, jusqu'au 18 mars 2023 :

Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville B

Cette catégorie a été attribuée conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse de la demande avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1197709003

CA19 240537

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240538

Accorder un contrat de 601 222,50 $, taxes incluses, d'une durée de 24 mois, à Axia services, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 601 222,50 $ (appel d'offres public 19-17877-A52 – 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 601 222,50 $ pour le service d'entretien ménager des bureaux de la Cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie, située au 1455 rue Bercy, pour une durée de 24 mois (appel d'offres public 19-17877-A52 - 3 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Axia Services, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 601 222,50 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1194206006

CA19 240539

Accorder un contrat de 528 652,24 $, taxes incluses, à Immobilier Belmon inc. pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement du chalet pour intégration d'une toilette autonettoyante _ parc Charles S. Campbell et autoriser une dépense maximale de 621 517,46 $ (appel d'offres public VMP-19-017 - 7 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 621 517,46 $ pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement du chalet pour intégration d'une toilette autonettoyante_Parc Charles S. Campbell (appel d'offres public VMP-19-017 - 7 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Immobilier Belmon inc., au prix de sa soumission, soit au prix total de 528 652,24 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1195258003

CA19 240540

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Y des femmes de Montréal dans le cadre du programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 50 000 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Y des femmes de Montréal;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 50 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1190173006

CA19 240541

Accorder un contrat de 339 150,50 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Cabot pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 373 065,50 $ (appel d'offre public 19-17902 – 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 373 065,50 $ pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Cabot pour une durée de 36 mois (appel d'offres public 19-17902- 2 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme de 339 150,50 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 33 915,00 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1198028002

CA19 240542

Approuver la convention et accorder un contrat de services de 226 488 $, taxes incluses, à la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Sainte-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention de services avec la Société écocitoyenne de Montréal pour la réalisation du Plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Sainte-Marie;

D'accorder, à cette fin, un contrat de 226 488 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1196091004

CA19 240543

Approuver la convention et accorder un contrat de services de 172 687 $, taxes incluses, le cas échéant, à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) pour la réalisation du plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Saint-Jacques

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention de services avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud pour la réalisation du Plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Saint-Jacques;

D'accorder, à cette fin, un contrat de 172 687 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1196091005

CA19 240544

Approuver la convention et accorder un contrat de services de 173 119 $, taxes incluses, le cas échéant, à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la réalisation du plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Peter-McGill

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention de services avec la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal pour la réalisation du Plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Peter-McGill;

D'accorder, à cette fin, un contrat de 173 119 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1196091006

CA19 240545

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 35 000 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec l'Association Les Chemins du Soleil;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 35 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1194105007

CA19 240546

Modifier la résolution CA17 240468 et approuver la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide afin d'en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2021

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA17 240468 adoptée à sa séance du 12 septembre 2017, approuvé la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide pour la réfection de la toiture de l'ancienne église Sainte-Brigide-de-Kildare;

Attendu qu'une contribution de 250 000 $ a été accordée à cet effet;

Attendu que les travaux n'ont pu être réalisés comme prévu au 31 décembre 2019 :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De modifier la résolution CA17 240468 afin de prolonger la durée da la convention jusqu'au 31 décembre 2021;

D'approuver la convention modifiée, avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide dans le cadre des travaux de réfection de la toiture de l'ancienne église Sainte-Brigide de Kildare afin de prolonger la durée da la convention jusqu'au 31 décembre 2021;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1194105006

CA19 240547

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme « Jeunesse » et accorder une contribution de 17 500 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 17 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1194105008

CA19 240548

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.13.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240549

Approuver deux conventions, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie et la Table de quartier Peter-McGill dans le cadre du programme « Passeport Jeunesse » et accorder une contribution totale de 20 000 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver deux conventions, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie et la Table de quartier Peter-McGill dans le cadre du programme passeport jeunesse;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 10 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 10 000 $ à la Table de quartier Peter-McGill;

D'imputer cette dépense totale de 20 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1190173005

CA19 240550

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 500 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 2 000 $ à Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud;
- 500 $ à Les archives gaies du Québec;
- 3 000 $ à Fondation du refuge pour femmes chez Doris inc. (LA);
- 500 $ au Jeune Conseil de Montréal;
- 500 $ à Association des locataires du 970 Robin;

D'imputer cette dépense totale de 6 500 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1190619011

CA19 240551

Approuver la convention avec le Service à la famille chinoise du grand Montréal inc. et accorder une contribution de 150 000 $ afin de compenser une partie des coûts d'entretien et de mise aux normes du Centre Communautaire et Culturel Chinois de Montréal (MCCUC) situé au 1088, rue Clark, en contrepartie à un accès à des espaces pour la communauté

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention avec le Service à la famille chinoise du grand Montréal inc. afin de compenser une partie des coûts d'entretien et de mise aux normes du Centre Communautaire et Culturel Chinois de Montréal (MCCUC) situé au 1088, rue Clark;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 150 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1192701066

CA19 240552

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240553

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 octobre 2019

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 octobre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1192701074

CA19 240554

Approuver la convention avec Espace Saint-Denis Quartier Latin et accorder une contribution de 273 279 $ afin de compenser la moitié du coût des frais de permis d'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des travaux effectués sur les bâtiments situés aux 1564 à 1596, rue Saint-Denis (Théâtre St-Denis)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention avec Espace Saint-Denis Quartier Latin afin de compenser la moitié du coût des frais de permis d'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des travaux effectués sur les bâtiments situés aux 1564 à 1596, rue Saint-Denis (Théâtre St-Denis);

D'accorder, à cette fin, une contribution de 273 279 $;

D'imputer ce montant conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1190858004

CA19 240555

Autoriser une affectation de 300 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une affectation de surplus de 300 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo, et divers besoins en lien avec le stationnement, sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1195382022

CA19 240556

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.08.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240557

Adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service par sa résolution CA19 240527;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service lors de la séance du 12 novembre 2019 par sa résolution CA19 240527;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-308 intitulé Règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-308
1195384002

CA19 240558

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 par sa résolution CA19 240517;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 » par sa résolution CA19 240517;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-311 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
CA-24-311
1190318026

CA19 240559

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 par sa résolution CA19 240518;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 » par sa résolution CA19 240518;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-312 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal, Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
CA-24-312
1190318027

CA19 240560

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 – Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 par sa résolution CA19 240519;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village » et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 » par sa résolution CA19 240519;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-313 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
CA-24-313
1190318028

CA19 240561

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 par sa résolution CA19 240520;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 » par sa résolution CA19 240520;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-314 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
CA-24-314
1190318025

CA19 240562

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles par sa résolution CA19 240521;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles » par sa résolution CA19 240521;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-310 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles.

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-310
1195289003

CA19 240563

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et abroger la résolution CA12 240383 - Habitations Le Moyne/Saint-Paul - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 12 novembre 2019;

Attendu qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, des demandes signées par au moins 12 personnes intéressées ont été reçues, celle-ci entraînant pour les zones visées 0074, 0092 et 0320 la tenue d'un registre que 179 personnes habiles à voter devront signer pour donner lieu, le cas échéant, à la tenue d'un référendum :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

1) D'accorder, pour le terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest dans le Vieux-Montréal, - Habitations Le Moyne/Saint-Paul, conformément au Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, l'autorisation de construire un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, et ce, en dérogation aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la construction doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans numérotés 25 à 33 et 35 à 48 inclusivement, dessinés par les architectes Saucier + Perrote et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 août 2019;
   b) un plan d'aménagement paysager détaillé de la cour intérieure et des toits montrant notamment le type de plantes choisies doit être déposé lors de la demande de permis;
   c) les aménagements paysagers doivent être soignés, leur entretien doit être prévu et les espèces végétales devront être remplacées au besoin;
   d) au moins 35 unités doivent comprendre 2 chambres à coucher et 4 unités 3 chambres à coucher;
   e) la délivrance du permis de construction doit être soumise à la procédure de révision du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, le critère additionnel suivant s'applique :
      i) l'éclairage nocturne prévu aux plans doit être discret afin de ne pas engendrer de pollution lumineuse;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet;

4) D'abroger la résolution CA12240383 autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Habitations Saint-Paul) (dossier 1124400032).

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 413
1190607008

CA19 240564

Édicter une ordonnance, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), afin d'établir une zone de stationnement pour personnes à mobilité réduite devant le 1823, rue Tupper

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 257, afin d'établir une zone de stationnement pour personnes à mobilité réduite face au 1823, rue Tupper.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1197876001

CA19 240565

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée ou une vélorue - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'ajouter la définition de la rue partagée ainsi que celle de la vélorue, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.09
C24-315
1195353003

CA19 240566

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.10
CA-24-316
1197199007

CA19 240567

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique.

Adoptée à l'unanimité.

40.10.1
CA-24-316
1197199007

CA19 240568

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.11
CA-24-282.119
1197199006

CA19 240569

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11.1 à 40.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240570

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter un premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

Adoptée à l'unanimité.

40.11.1
CA-24-282.119
1197199006

CA19 240571

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de la circulation sur la rue Sanguinet entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Ontario pour le mettre en direction nord et abroger l'ordonnance C-4.1, o. 240

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 258 modifiant le sens de la rue Sanguinet entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Ontario pour le mettre en direction nord;

D'abroger l'ordonnance C-4.1, o. 240.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1195914009

CA19 240572

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à la marge latérale pour l'agrandissement du bâtiment situé au 455, boulevard René-Lévesque Ouest

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment à être construit au 455, boulevard René-Lévesque Ouest, une dérogation relativement à la marge latérale, et ce, en dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1196255017

CA19 240573

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la hauteur maximale et à l'interdiction d'aménager un débarcadère hors rue pour une construction située au 1496-1538, rue Sherbrooke Ouest

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment à être construit au 1496-1538, rue Sherbrooke Ouest, des dérogations relativement à la hauteur maximale et à l'interdiction d'aménager un débarcadère hors rue, et ce, en dérogation aux articles 10 et 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1196255018

CA19 240574

Adopter une résolution autorisant un projet immobilier à usages mixtes comprenant la transformation et la restauration des immeubles situés aux 2105 à 2137, rue De Bleury et une nouvelle construction sur les lots adjacents, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain constitué des lots 1 340 528 et 1 340 540, ainsi que des lots 1 340 526, 1 340 525, 1 340 538, 1 340 536, 1 340 534, sur lesquels sont érigés les bâtiments sis aux 2105 à

2137, rue De Bleury, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à la hauteur maximale;
b) de transformer et d'occuper les édifices sis aux 2105 à 2137, rue De Bleury, d'ériger et d'occuper un édifice sur les lots 1 340 528 et 1 340 540, conformément aux plans réalisés par Geiger et Huot Architectes numérotés A-002; A-100 à A-105; A-108 à A-111; A-200 à A-203; 1 à 3; 12; 15; 17; 20, ainsi qu'aux plans réalisés par Groupe BC2 numérotés III et VI; estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 novembre 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la transformation des bâtiments existants, l'implantation, la hauteur, la volumétrie et la composition architecturale de l'enveloppe de la nouvelle construction doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés au sous-paragraphe b) du paragraphe 1) de la présente résolution;
b) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique, à l'exception du bâtiment sis au 2105-2115, rue De Bleury;
c) tous les logements situés au niveau du rez-de-chaussée dont la hauteur des fenêtres est égale ou inférieure à 1,2 m doivent être aménagés sur deux étages;
d) le projet doit comprendre une proportion minimale de 18 % de logements de deux chambres à coucher;
e) la restauration des façades des bâtiments existants doit comprendre le retour à la composition d'origine pour les façades des rez-de-chaussée commerciaux, la restauration des boiseries et métaux ouvragés, la restauration de la maçonnerie, et le remplacement des fenêtres selon la forme et l'apparence d'origine;
f) la proportion et la nature de la végétalisation prévue sur les terrasses sur le toit et dans le jardin doivent être substantiellement conforme aux plans;
g) la ruelle déplacée à l'arrière des bâtiments existants doit être aménagée en ruelle verte par le promoteur;
h) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être accompagnée :
    i. d'une déclaration des mesures prévues, conformément à la Loi sur la Régie du logement, pour la relocalisation et l'indemnisation des locataires au moment de la demande et des douze derniers mois précédant la demande;
    ii. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 879 520 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration des façades des bâtiments existants du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restauration et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
    iii. d'une lettre d'entente relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;
i) les demandes de permis de construction ou de transformation de ce projet doivent être soumises à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
    i. la majorité des logements situés au rez-de-chaussée donnant sur une ruelle doivent avoir une entrée privative;
    ii. les logements donnant sur la façade principale doivent disposer de juliettes;
    iii. la composition architecturale des façades visibles depuis la rue De Bleury doit assurer une bonne intégration avec les façades des bâtiments existants et assurer une cohérence entre le basilaire et les étages supérieurs;
    iv. la composition architecturale du rez-de-chaussée du nouveau bâtiment doit reprendre la division historique du cadastre de la rue De Bleury;

v. des jeux d'appareillage de briques doivent être prévus sur les murs aveugles et sur le parapet de la façade sur la rue De Bleury;
vi. les constructions hors toit et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;
vii. la présence d'une couverture végétale dans les espaces disponibles au sol et sur le toit doit être assurée;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 418
1197400004

CA19 240575

Retirer, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 260 espaces de stationnement tarifés à des fins d'ajustements pour travaux autorisés en cours dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De retirer, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 260 espaces de stationnement tarifés à des fins d'ajustements pour travaux autorisés en cours dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1195353004

CA19 240576

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 10^{e} partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 10^{e} partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 617 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 259 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 566 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1195907011

CA19 240577

Adopter une résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur le lot 1 851 407 du cadastre du Québec bordé par les rues Drummond et Stanley, l'avenue des Canadiens-de-Montréal et le boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
   a) de déroger à l'article 5 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier de Saint-Antoine (7908),afin d'autoriser les enseignes conformes aux plans numérotés 1 à 8, préparés par Icubic inc. en date du 15 octobre 2019, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 14 novembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

40.18
pp 416
1194869012

CA19 240578

Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder l'aménagement de 30 logements dans un bâtiment situé aux 1419 à 1441 rue Pierce (Les maisons en rangée William D.-Stroud), dans un secteur de catégorie d'usage R.2, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeubles (CA-24-011), et ce, en dérogation à l'article 143 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment;
   b) l'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat;
   c) prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle;
   d) aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.

3) Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.

Adoptée à l'unanimité.

40.19 1198398007

CA19 240579

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment dans un secteur de la catégorie R.2, au 1617 B, avenue Selkirk

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage «bureau » dans un secteur associé à la catégorie R.2 au nord de la rue Sherbrooke, au sous-sol et au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1617 B, avenue Selkirk, et ce, conformément l'article 151 de ce même règlement;

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- l'ensemble des travaux d'aménagement des bureaux doit être « réversible », c'est-à-dire qu'il sera simple de reconvertir le bureau en appartement résidentiel. Dans ce sens, les travaux de réaménagement intérieur devront être réalisés selon les plans préparés par Adam Korzekwa, ingénieur et fournis pour la présente demande;
- l'autorisation de l'usage « bureau » s'applique uniquement au sous-sol et au rez-de-chaussée;
- aucune modification extérieure n'est autorisée;
- une seule enseigne non lumineuse de 0,5 m² maximum pourra indiquer la place d'affaire sur la façade avant du bâtiment.

Par ailleurs, les membres du comité soulignent que le demandeur devra fournir une lettre du syndicat de copropriété confirmant son approbation du projet.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1198398005

CA19 240580

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage résidentiel (sauf au rez-de-chaussée) pour un bâtiment abritant un nombre illimités de logements dans un secteur de la catégorie M.9C pour le bâtiment projeté au 211, rue Sainte-Catherine Est

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage résidentiel pour un bâtiment abritant un nombre illimité de logement (sauf au rez-de-chaussée) dans un secteur de la catégorie M.9C pour le bâtiment à projetée au 211, rue Sainte-Catherine Est, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 de ce règlement;

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- les mesures de mitigation sonore prévues devront être entièrement mises en place;
- l'ensemble des logements et chambres créées devront comporter un système d'aération adéquat afin de pouvoir contrôler la température sans avoir à ouvrir les fenêtres. Ce système d'aération devra être centralisé sur le toit. Aucun appareil mécanique ne pourra être installé sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles;
- les études suivantes devront être réalisées avant l'émission du permis de construction et advenant des résultats non satisfaisants, le projet devra être soumis à nouveau au comité, incluant des mesures d'atténuation supplémentaires :
    - o un LAeq 24 h pour les logements d'habitation qui font face à la rue Sainte-Catherine pour tenir compte du bruit généré par les véhicules automobiles et autres sources de bruit susceptible de perturber les logements;
    - o un autre LAeq 24 h pour les logements d'habitation qui font face à la terrasse arrière en tenant compte de la capacité maximum que peut accueillir cette terrasse et autre source de bruit susceptible de perturber les logements;
    - o la prédiction du bruit ambiant en façade des logements d'habitation (principalement devant les ouvertures) du futur projet afin de déterminer l'isolement nécessaire pour atteindre les 40 dBA, devrait apparaître sur le rapport;
- le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction;
- fournir des exemples de projet que le concepteur a déjà réalisé avec ce genre de briques.

Par ailleurs, les membres du comité se disent préoccupés considérant que le projet pourrait occasionner des sources de plaintes potentielles envers la terrasse du Pub Sainte-Élizabeth reconnu comme une icône de Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1198398004

CA19 240581

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.22
CA-24-317
1193200002

CA19 240582

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

40.23
CA-24-282.120
1198398008

CA19 240583

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.23.1 à 40.25.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240584

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter un premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

Adoptée à l'unanimité.

40.23.1
CA-24-282.120
1198398008

CA19 240585

Refuser le projet particulier visant la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment mixte au 2225, rue Parthenais

Considérant l'ensemble des préoccupations exprimées par les citoyens, notamment au moment de la consultation publique qui s'est tenue le 23 octobre 2019;

Considérant l'adoption du Programme particulier d'urbanisme de Sainte-Marie (PPU) en 2012, qui a attribué l'affectation du sol « secteurs d'emplois » au secteur situé au nord de la rue Ontario, en bordure de la rue Parthenais;

Considérant la volonté de privilégier les usages commerciaux qui contribuent à la restructuration de l'économie du quartier, basée sur les activités culturelles;

Considérant la recommandation de la Direction de l'arrondissement à l'effet de mettre un terme aux procédures d'adoption du projet tel que soumis :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De refuser le projet particulier visant la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment mixte au 2225, rue Parthenais.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
pp 415
1194869011

CA19 240586

Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057, pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), et ce, afin que les travaux de construction débutent dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution;

2) En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation prévue en 2012 devient nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.25
pp 419
1196255020

CA19 240587

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les habitations » de cette même liste, pour le bâtiment portant le numéro 2310, rue Sainte-Catherine Est (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), en retirant le bâtiment situé au 805, rue Fullum, lot 5 015 274 (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) de la section « les lieux de culte » de la liste « Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle » incluse à la partie II des documents d'arrondissements du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), et en l'intégrant à la section « Les habitations » de cette même liste.

40.26 1196255014

CA19 240588

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les habitations » de cette même liste, pour le bâtiment portant le numéro 2310, rue Sainte-Catherine Est (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), en retirant le bâtiment situé au 805, rue Fullum, lot 5 015 274 (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul) de la section « les lieux de culte » de la liste « Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle » incluse à la partie II des documents d'arrondissements du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), et en l'intégrant à la section « Les habitations » de cette même liste.

Adoptée à l'unanimité.

40.26 1196255014

CA19 240589

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 51.01 à 51.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240590

Renouveler, pour une période de deux ans, le mandat de trois membres du Conseil jeunesse de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De renouveler, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022, le mandat des membres du Conseil jeunesse de Ville-Marie suivants :

- Monsieur David Beauregard;
- Monsieur Vincent Huynh;
- Madame Fatine Karkri.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1195179008

CA19 240591

Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2020

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2020.

Adoptée à l'unanimité.

51.02 1192701076

CA19 240592

Nommer madame Katerine Rowan à titre de secrétaire d'arrondissement à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la nomination de Madame Katerine Rowan à titre de secrétaire d'arrondissement à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie en date du 14 décembre 2019;

D'approuver la nomination de M. Jean-Luc L'Archevêque à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie en date du 10 décembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

51.03 1192818005

CA19 240593

Fermer et retirer du domaine public le lot 5 916 099 du cadastre du Québec, situé entre la rue Clark, le boulevard de Maisonneuve Ouest et le boulevard St-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

De fermer et de retirer du domaine public le lot 5 916 099 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre la rue Clark, le boulevard de Maisonneuve Ouest et le boulevard Saint-Laurent.

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1191368010

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 11 février 2020 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h.

70.02

Valérie Plante
Mairesse

Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA20 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 11 février 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.11

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 22 janvier 2020 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 391, rue Saint-Paul Ouest (pp 413)

De prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 22 janvier 2020 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 391, rue Saint-Paul Ouest.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-27 08:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202701015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 22 janvier 2020 relatif au projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 391, rue Saint-Paul Ouest (pp 413)

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) (ci-après « LERM »), et à la suite du dépôt de demandes de tenue d'un scrutin référendaire, un registre a été ouvert le 22 janvier 2020, pour le projet particulier autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel sur le site situé au 391, rue Saint-Paul Ouest (pp 413), adopté par le conseil d'arrondissement lors de sa séance ordinaire tenue le 10 décembre 2019 (résolution CA19 240563).
En conformité avec l'article 539 de la LERM, la tenue du registre a été annoncée par un avis public paru dans l'édition du 11 janvier 2020 du journal Le Devoir et diffusé sur le site Internet de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 10 septembre 2019 - adoption du premier projet de résolution approuvant le projet particulier (CA19 240428);

- Le 12 novembre 2019 - adoption du second projet de résolution approuvant le projet particulier (CA19 240526);
- Dépôt à la Division du greffe de demandes de tenue de scrutin référendaire pour les zones 0074, 0092 et 0320;
- Le 10 décembre 2019 - adoption de la résolution approuvant le projet particulier (CA19 240563).

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce registre :

- Le nombre de personnes habiles à voter pour le secteur concerné, soit les zones 0074, 0092 et 0320, était de 1677;
- Le nombre de signatures requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 179;
- 115 signatures ont été enregistrées dans le cadre de ce registre.

Par conséquent, la résolution CA19 240563 approuvant ledit projet particulier est réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

Un certificat de la secrétaire d'arrondissement a été rédigé pour ce registre, conformément à l'article 555 de la LERM.

JUSTIFICATION

Conformément aux articles 555, 556 et 557 de la LERM, le plus tôt possible après la fin de la période d'accessibilité au registre, la secrétaire d'arrondissement dresse un certificat qui établit :

1° le nombre de personnes habiles à voter établi selon l'article 553 de la LERM;
2° le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu;
3° le nombre de demandes faites;
4° le fait que la résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter ou qu'un scrutin référendaire doit être tenu, selon le cas, à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

La secrétaire d'arrondissement doit déposer le certificat devant le conseil à la séance suivant le registre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-24

Ville-Marie
Montréal

CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE D'ARRONDISSEMENT

ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABILES À VOTER
RÉSOLUTION CA19 240563

Résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest

---

Je soussignée, Katerine Rowan, secrétaire de l'arrondissement de Ville-Marie, certifie que:

A) Le nombre de personnes habiles à voter est de 1677;

B) Le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de 179;

C) Le nombre de demandes faites est de 115;

D) La résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter;

E) Un scrutin référendaire ne doit pas être tenu.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé à Montréal,
Ce 22e jour de janvier 2020

K Rowan

Me Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.12

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 11:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1202701017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 janvier 2020



PV_CCU_2020-01-16_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

16 janvier 2020
8h30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Karl Dorais-Kinkaid, membre
M. Christian Ducharme, membre
Mme Maria Karteris, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Pierre-Olivier Papineau, conseiller en aménagement
M. Christophe Ripeau, chargé de projet en urbanisme
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 33.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 12 décembre 2019 ainsi que le procès-verbal de la séance du sous-comité du 14 janvier 2019 sont déposés lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001737674	360, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.2.2	3001696177	2600, rue Ontario Est	Favorable avec conditions

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	s. o.	PPU des Faubourgs	Favorable
4.3.2	s. o.	Règlement d'urbanisme 01-282 – Enseignes	Favorable avec commentaire

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001746834	1265, rue Saint-Timothée	Favorable
4.4.2	3001708854	3420, rue McTavish	Favorable
4.4.3	3001709797	235, boulevard René-Lévesque Est	Favorable avec conditions et commentaire

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001715574	1564, avenue du Docteur-Penfield	Favorable avec conditions et commentaire
4.5.2	3001740355	2155, rue Guy	Favorable

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001722474 3001721754	110, rue Île-Sainte-Hélène	Favorable
4.6.2	3001658961	2567, rue Wurtele	Favorable
4.6.3	3001668121	312, rue Ontario Est	Favorable
4.6.4	3001695354	2042, rue Harmony	Favorable
4.6.5	3001709034	930, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.6	3001672018	2347, rue Logan	Favorable avec conditions
4.6.7	3001729334	1918, rue Frontenac	Favorable avec conditions
4.6.8	3001617910	2120, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.9	3001724075	1901, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.6.10	3001728235	3057, avenue Cedar	Favorable
4.6.11	3001723914	1255, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.12	3001566603	1456, rue Saint-Mathieu	Favorable avec conditions
4.6.13	3001660818	2000, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.14	3001531857	2121, rue Saint-Mathieu	Favorable
4.6.15	3001603708	1731, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.16	3001653123	99, avenue Viger Ouest	Favorable avec conditions
4.6.17	3001656835	3022, avenue de Trafalgar	Favorable

4.6.18	3001711260	800, rue De La Gauchetière Ouest	Favorable
4.6.19	3001658683	800, rue De La Gauchetière Ouest	Défavorable
4.6.20	3001699974	960, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.21	3001702195	1310, rue Wolfe	Favorable avec conditions
4.6.22	3001682535	705, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.23	3001662418	2000, avenue McGill College	Favorable
4.6.24	3001637516	1414, rue Stanley	Favorable avec conditions
4.6.25	3001660856	769, rue de Versailles	Favorable
4.6.26	3001660275	222, rue de l'Hôpital	Favorable
4.6.27	3001662920	1326, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.28	3001668541	1635, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.29	3001670665	1597, rue Saint-Hubert	Favorable avec suggestion
4.6.30	s. o.	1230-1238, rue Bishop	Favorable avec conditions
4.6.31	3001296759	149, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions et commentaires

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001709797	235, boulevard René-Lévesque Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.7.2	3001733197	1230-1238, rue Bishop	Favorable avec conditions

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001445257	385, rue Dowd	Favorable avec conditions

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 11 février 2020 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 13 février 2020.

6. Varia
Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 12h01.

23-01-2020 — 23-01-2020

Sophie Mauzerolle, Présidente — date — Billy Chérubin, Secrétaire — date

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001737674
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 360, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Karine Ayotte (présentation par Pierre-Olivier Papineau)

Description : La demande vise à autoriser les usages « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle clinique dentaire.

L'immeuble visé est constitué du lot 2 161 947 du cadastre du Québec au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. L'édifice Dandurand à été construit en 1913-1914 selon les plans des architectes Ross & MacDonald. Propriété de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le bâtiment comporte 10 étages hors-sol, ainsi qu'une mezzanine au rez-de-chaussée, un niveau de sous-sol et un appentis au toit. Ce pavillon de l'UQAM comporte des bureaux et des salles de conférences aux étages supérieurs.

La clinique dentaire proposée serait située au rez-de-chaussée incluant la mezzanine et offrirait un service sans rendez-vous, la vente de produits d'hygiènes dentaires et la possibilité pour les étudiants en dentisteries d'effectuer leur stage. En effet, au niveau du RC, les plans proposés présentent un vestibule ouvert sur des aires ouvertes séparées par des cloisons de verres. Une salle d'attente comportant un espace café et de la vente de produits d'hygiènes sont prévues pour y assurer un dynamisme commercial. Du côté adjacent, on retrouve une salle d'examen ayant 6 chaises dédiées aux étudiants en dentisteries qui pourraient y effectuer leur stage. Cette salle serait ouverte sur la salle d'attente et visible de la rue. Enfin, vers l'arrière du local sont prévus l'entreposage, la radiologie et la stérilisation.

Un système de rideaux « LED » transparent serait installé à l'intérieur des fenêtres. Relativement à la luminosité du soleil qui enterait dans les ouvertures, aucun rideau opaque ne serait installé afin de ne pas y avoir de fenêtres obstruées et maintenir l'animation de la rue.

L'objectif de la clinique est de desservir la clientèle principalement étudiante de l'UQAM, de les sensibiliser à leur santé buccale de même que les assister à les conscientiser à leur assurance dentaire prépayée de leur assurance collective, ignorée de la majorité des étudiants. La vocation primaire de la clinique serait la prévention, la sensibilisation et l'intégration des étudiants étrangers. Par ailleurs, certains produits d'hygiène dentaire seraient en vente et l'argent recueilli servirait à supporter des organismes à but non lucratifs tels que *Dentiste Sans*

Frontières et *la Clinique dentaire des Jeunes de la rue*.

Le local est vacant depuis plus de deux ans et le projet propose un concept ressemblant davantage à une boutique commerciale qu'à une clinique dentaire conventionnelle. Les heures d'ouverture de la clinique seront de 8h à 20h du lundi au vendredi et de 9h à 17h les samedis.

La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, à savoir l'interdiction au rez-de-chaussée des usages « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisé » par l'article 244.

Élément particulier : L'emplacement est situé dans l'aire de protection du « clocher de l'Église-de-Saint-Jacques » selon la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Remarque importante : Aucuns travaux extérieurs ne sont prévus, sauf l'ajout d'une enseigne qui fera l'objet d'une présentation lors d'un comité subséquent.

Notons enfin que le bail commercial a déjà été signé par le demandeur, croyant que les usages demandés étaient déjà autorisés.

Considérant que : Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et que les usages proposés sont également conformes aux dispositions du Plan d'urbanisme et du Schéma d'aménagement de développement de l'agglomération de Montréal.

Considérant que : La proposition contribuerait à favoriser une cohabitation harmonieuse des usages existants du secteur et ceux proposés puisque ceux-ci sont complémentaires aux activités universitaires de l'UQAM.

Considérant que : La mission pédagogique du projet permettrait aux étudiants d'effectuer leur stage dans un environnement dynamique du centre-ville au cœur d'un centre universitaire.

Considérant que : Le projet pourrait toutefois présenter une certaine incohérence d'usages (clinique dentaire et espace café pour les clients de la clinique) qui ne semblerait pas favoriser l'animation de la rue.

Considérant que : L'emplacement du local situé à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis s'avère névralgique et un projet de plein droit présenterait peut-être un meilleur potentiel de contribution à l'animation de la rue.

Considérant que : D'autres types d'établissements, dont les usages sont autorisés de plein droit au rez-de-chaussée, pourraient toujours s'implanter éventuellement advenant la fin des activités de la clinique dentaire.

Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'emplacement des usages proposés devra être substantiellement conforme aux plans déposés le 20 décembre 2019.**
- **Au niveau du rez-de-chaussée, à l'intérieur, aucun rideau opaque ou pellicule ne devra être installé, afin de ne pas obstruer les fenêtres et de maintenir l'animation de la rue.**
- **Limiter la superficie des rideaux LED installés à l'intérieur aux sections nécessaires à la préservation de l'intimité et ne pas y apposer de publicités.**
- **Les enseignes devront être soumises à la procédure du titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282* et présentées lors d'une séance ultérieure du comité.**

Par ailleurs, certains membres soulignent qu'ils pourraient s'avérer intéressant que les rideaux LED proposés dialoguent avec la façade lumineuse de l'établissement Omer DeSerres situé à proximité.

Les membres Christian Ducharme et Karl Dorais-Kinkaid ont exprimé une dissidence face à l'avis du comité à l'égard de cette demande, en raison de leur préoccupation pour la nécessité d'une forte contribution à l'animation de la rue à cet emplacement stratégique.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
16 janvier 2020
3001696177
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2600, rue Ontario Est (Place Frontenac)

Responsables : Gabrielle Leclerc-André et Francis Lefebvre

Description : La demande de projet particulier vise à permettre plusieurs usages spécifiques au 2e étage du bâtiment, de déroger à la superficie maximale permise ainsi qu'à l'obligation de fournir un quai de chargement.

Le centre commercial La Place Frontenac est situé en fond de lot et possède des accès sur les rues Ontario, du Havre et Bercy. Le bâtiment a été construit en 1970-72 et faisait partie intégrante du projet de la Place Frontenac, mais aujourd'hui la partie résidentielle constitue une propriété distincte. L'immeuble d'un à deux étages est orienté vers l'ouest géographique, présentant ainsi une implantation atypique par rapport au front bâti traditionnel. Ce retrait d'alignement laisse place à un vaste stationnement de surface comprenant 92 cases de stationnement. Mentionnons qu'en vertu d'un bail avec un locataire, en vigueur pour encore une quarantaine d'années, le propriétaire ne peut pas construire sur le stationnement de façon à réduire le nombre de cases existantes. D'autres commerces, dont l'épicerie IGA, occupent également le rez-de-chaussée. Le 2e étage conçu à l'époque pour du bureau est actuellement vacant. L'immeuble se trouve au cœur d'un secteur d'usages diversifiés, à proximité de la rue commerciale Ontario et du pôle Frontenac composé de la station de métro, de la maison de la culture et du centre sportif Jean-Claude Malépart.

Le demandeur est en discussion avec un commerce de vente au détail pour occuper la totalité du 2e étage (1493 m²). Avant de signer le bail, le demandeur souhaite présenter une demande de projet particulier pour y accueillir l'usage « magasin à rayons » et déroger à l'obligation de fournir un quai de chargement. La révision de projet pour l'enseigne et l'ajout d'un accès seront vus ultérieurement, dans l'éventualité où la présente demande est autorisée. Une nouvelle entrée en façade sera aménagée afin de donner un accès direct à l'escalier mécanique menant au commerce. Une partie du bac de plantation devant la façade devra être retirée.

Les usages suivants sont également demandés, advenant un changement de locataire : « accessoires et appareils électroniques et informatiques », « accessoires personnels », « articles de bureau », « articles de sport et de loisirs », « meubles, accessoires et appareils domestiques », « pièces, accessoires d'automobiles (vente) », « quincaillerie » et « vêtements, chaussures ». Ces usages sont permis

dans le secteur comme usages spécifiques, c'est-à-dire qu'ils doivent être situés au rez-de-chaussée.

Le projet prévoit que la livraison pour l'approvisionnement du commerce s'effectue devant la nouvelle entrée, où un monte-charge sera ajouté. Les livraisons réalisées dans l'aire de stationnement se feront en dehors des heures d'ouverture du commerce.

Un réaménagement de l'aire de stationnement amènera le retrait de 10 cases et la réduction au minimum des dimensions de celles restantes, ainsi que des voies de circulation, au profit de nouvelles plantations de végétaux. Un chemin piétonnier allant de la rue Ontario au centre commercial sera ajouté. Un total de 18 supports à vélo sera également mis à la disposition de la clientèle.

Le bâtiment se situe dans un secteur de catégorie d'usage M.4 où les usages spécifiques demandés doivent être situés au RC, alors que le projet vise le 2e étage (articles 179 et 207). La superficie de plancher occupée par un usage commercial spécifique de la catégorie M.4 ne doit pas excéder 200 m² par établissement, alors que le projet comportera un total de 1 660 m², en incluant l'espace d'entreposage et de circulation (article 208). Un établissement commercial de 1675 m² doit fournir un quai de chargement de petite dimension, alors que le projet ne prévoit qu'une aire de livraison (article 582).

Élément particulier : Aucun

Décision antérieure : À la séance du 9 mai 2019, le CCU a reporté son avis à l'égard de la demande de travaux extérieurs qui comprenaient la réfection de vitrines et du bandeau d'affichage, afin que le projet lui soit présenté à nouveau dans son ensemble, soit avec le projet de commerce au 2e étage et le réaménagement du stationnement.

Remarque importante : Résolution CA14 240110 adoptée le 11 mars 2014 - *Autoriser l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » pour la suite 206 du bâtiment situé au 2600, rue Ontario Est, en vertu de la procédure des usages conditionnels (Centre commercial Place-Frontenac)*

Considérant que : Le projet répond globalement aux critères du *Règlement sur les projets particuliers* (CA-24-011).

Considérant que : L'usage « magasin à rayons » est compatible et complémentaire aux usages déjà présents dans l'immeuble.

Considérant que : La grande superficie qu'offre le local correspond également aux besoins du futur locataire, alors que le bâti typique de la rue Ontario n'offre pas de locaux ayant cette capacité d'accueil.

Considérant que : L'emplacement du quai de chargement existant à plus de 90 m de l'entrée du futur commerce rend son utilisation peu efficiente.

Considérant que : Les livraisons face à l'entrée se feront en dehors des heures d'ouverture du commerce, minimisant les nuisances causées par la circulation véhiculaire.

Considérant que : Cette portion de la rue Ontario est caractérisée par un taux d'inoccupation important des locaux commerciaux, par la présence de terrains sous-utilisés et par une forte présence de logements au rez-de-chaussée ce qui affecte le dynamisme commercial de l'artère.

Considérant que : Par l'achalandage qu'ils génèrent, les usages spécifiques jouent un rôle dans l'animation des rues.

Considérant que : L'ajout de plusieurs usages spécifiques au 2e étage du centre commercial, situé en retrait de la rue Ontario, ne permet pas de les concentrer sur l'artère commerciale principale du quartier.

Considérant qu' : À l'exception de l'usage « magasin à rayons » pour lequel un locataire est preneur, les usages visés par la demande pourraient trouver lieu dans les locaux vacants de la rue Ontario.

Considérant que : L'aménagement l'aire de stationnement pourrait davantage être bonifié afin d'augmenter la sécurité des piétons et cyclistes et de lutter contre le phénomène des îlots de chaleur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Limiter l'occupation du 2e étage à l'usage « magasin à rayons ».**
- **Revoir l'aménagement des aires de stationnement et de circulation pour vélos de sorte que la sécurité des cyclistes soit assurée.**
- **Fournir un plan d'éclairage adéquat assurant la sécurité des piétons et cyclistes.**
- **Déposé une étude de circulation, afin de repenser les accès au stationnement.**
- **Bonifier le couvert végétal du stationnement et revoir le type de végétation, dans le but de tendre vers les bonnes pratiques de contribution à la réduction des îlots de chaleur, à savoir un indice de canopée de 40%.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
s. o.
4.3.1

Objet : **PPU DES FAUBOURGS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Bruno Collin, Charlotte Horny, Olivier Légaré et Christophe Ripeau

Description : Il est proposé d'adopter un projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur des faubourgs situé de part et d'autre du pont Jacques-Cartier le long du fleuve. Une première version a été soumise au comité et la présente version vise à répondre aux questions de ce dernier.

La version du PPU des Faubourgs soumise en octobre 2019 présentait un découpage délimité par le fleuve Saint-Laurent au sud, la rue Sherbrooke au nord, la rue Fullum et l'avenue De Lorimier à l'est et la rue Saint-Hubert à l'ouest. Afin d'inclure l'îlot Voyageur pour lequel la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) prévoit un projet de pôle civique incluant du logement social, il est proposé de déplacer la limite ouest sur la rue Berri pour cette portion. Ainsi, une nouvelle densité de 7 est proposée sur ce site afin de correspondre aux paramètres du projet.

Également, il est proposé de modifier le Schéma d'aménagement et de développement à l'emplacement d'un secteur identifié comme secteur d'emploi au PPU Sainte-Marie situé à l'angle des rues Larivière et Parthenais afin d'y prévoir l'affectation Secteur d'activités diversifiées.

Entrées et sorties du pont Jacques-Cartier
Concernant le quadrilatère de l'entrée et sortie du pont Jacques-Cartier, le comité souhaite que l'option de rediriger la circulation du pont entièrement vers De Lorimier soit évaluée. Également, il est demandé d'inclure, à la documentation de présentation, les analyses et les évaluations de chacun des scénarios qui ont été envisagés. De plus, il est suggéré à l'équipe du PPU d'évaluer et de présenter le nombre d'arbres en bon état, coupés et déplacés pour le réaménagement des accès.

Afin de répondre aux demandes du comité, la DAUM a demandé un complément d'études pour l'option De Lorimier. Le mandat est d'évaluer le prolongement des 5 voies du pont Jacques-Cartier dans l'avenue De Lorimier en direction sud. Ainsi, dans cette proposition, l'avenue De Lorimier devient l'axe exclusif d'entrée et de sortie du pont.

Deux volets sont requis :

- Volet A – Faisabilité géométrique de la giration des 5 voies du pont dans l'avenue De Lorimier direction sud, insertion dans l'emprise de l'avenue et impacts sur les propriétés riveraines.

- Volet B – Impacts en matière de circulation et de gestion des intersections dans les rues principales (artères) entre les rues Sherbrooke et Notre-Dame et entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Frontenac.

Pour ce qui est du couvert végétal, on estime qu'une trentaine d'arbres devront être déplacés ou remplacés, notamment en raison des voies de contournement qui devront être aménagées pour la réalisation du projet. Au total, le projet soumis comprend plus d'arbres qu'actuellement.

Hauteurs de fenêtres minimales
Concernant les hauteurs minimales de fenêtre, il est demandé de revoir la proposition puisque le comité souligne que l'option privilégiée aura un impact important sur l'animation de la rue.

Afin de répondre aux demandes du comité, la hauteur minimale d'une fenêtre doit tendre à respecter une hauteur de 1,2 m.

Le site Molson
À propos du site Molson, le comité demande si la construction autorisée serait plus haute que la hauteur actuelle du bâtiment existant comprenant l'horloge et les enseignes « Molson » et si ce bâtiment existant et ses enseignes seront conservés.

La hauteur maximale proposée est de 100 m, soit légèrement deçà de la hauteur actuelle de la tour Radio-Canada plus au nord. L'objectif consiste essentiellement à favoriser la préservation du plus grand nombre de bâtiments existants tout en maintenant la prédominance de la tour existante afin d'assurer son caractère de point de repère. Il est également précisé que la conservation et la mise en valeur de la tour actuelle seront privilégiées, et que la *hauteur conditionnelle* permise pourrait être réalisée via un exhaussement.

Notons à ce sujet que l'horloge existante est incluse dans la liste des enseignes emblématiques du projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme concernant l'affichage commercial.

Hôpital Notre-Dame
Le comité se demande également si le PPU prévoit des interventions pour l'Hôpital Notre-Dame.

L'approche préconisée consiste à travailler avec les partenaires (CIUSSS, conseil de Fabrique) dans le but de diminuer l'îlot de chaleur et de consolider le pôle d'équipements collectifs. À cet effet, il pourrait être envisagé de revoir l'organisation des circulations dans l'îlot, de favoriser une utilisation optimale des aires de stationnement, de verdir, d'agrandir le parc Persillier-Lachapelle, de rénover les immeubles patrimoniaux et d'évaluer l'opportunité d'aménager une piscine extérieure.

Tunnel Beaudry
Concernant le tunnel Beaudry, le comité se demande s'il y a une vision et espère qu'une fonction sera trouvée.

La proposition vise à faciliter la conversion du tunnel Beaudry et à empêcher d'hypothéquer une réutilisation éventuelle. Pour ce faire le PPU prévoit une servitude de non-construction dans son parcours sur les terrains privés et une mise en valeur de son entrée existante avec l'aménagement d'un petit parc. Rappelons qu'une reconversion du tunnel

pourrait également viser un objectif commercial ou de loisir. Avec ses grandes qualités structurales et architecturales, le tunnel Beaudry recèle un grand potentiel qui gagnerait à être exploité.

Efficacité énergétique
Le comité suggère également d'introduire de nouvelles exigences innovantes au niveau de la transition écologique et de l'efficacité énergétique.

À ce titre, le projet de PPU prévoit notamment des mesures relatives :

- *à la réduction de la consommation énergétique à l'échelle du secteur*
- *à la construction de bâtiments efficaces*
- *à l'implantation d'un système de partage de chaleur.*

De façon générale, la proposition de PPU vise à assurer un développement urbain conforme aux meilleures pratiques en ce domaine et présente une réponse crédible afin de contrer la tendance lourde à l'étalement urbain.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 10 octobre 2019, le comité a demandé à revoir le projet de PPU au cours d'une séance spéciale.

À la séance spéciale du 28 octobre 2019, le comité s'est montré favorable sous réserve d'une série de questions et a demandé une présentation supplémentaire.

Considérant que : Le projet de PPU vise à réaffirmer les qualités du milieu et à les renforcer, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.

Considérant que : Le projet de PPU permet d'orienter le développement dans le secteur des faubourgs afin d'assurer la création de milieux de vie complets dans le secteur en requalification.

Considérant que : Le projet de PPU, dans son ensemble, répond aux demandes du CCU.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
s. o.
4.3.2

Objet : **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – ENSEIGNES EMBLÉMATIQUES**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Samuel Ferland, Francis Lefebvre et Olivier Légaré

Description : Lors du CCU de juin 2019, une proposition de modification des dispositions du *Règlement d'urbanisme (01-282)* encadrant l'affichage et l'éclairage afin de répondre aux nouvelles pratiques a été présentée aux membres du comité. Cette mise à jour touche aux éléments réglementaires suivants :

1. Superficies d'enseignes autorisées
2. Enseignes électroniques et enseignes publicitaires électroniques
    I. Enseignes publicitaires électroniques (panneau-réclame)
3. Enseignes soumises à des critères
4. Animation du domaine public et préservation de l'intégrité architecturale
5. Éclairage en hauteur
6. Droits acquis

À la suite du retrait temporaire de l'enseigne du magasin Archambault, l'arrondissement de Ville-Marie s'est questionné sur un autre aspect important touchant les enseignes commerciales, soit :

- La protection du paysage urbain de l'arrondissement grâce à un encadrement de certaines enseignes commerciales possédant un intérêt patrimonial.

Soucieux de l'importance qu'il accorde à l'identité urbaine montréalaise et aux paysages qui la composent et la définissent, l'arrondissement de Ville-Marie a raffiné ses connaissances sur l'une de ses importantes composantes, les enseignes d'intérêt.

Afin de réaliser cette étude, l'arrondissement s'est adjoint les services de l'Enclume – Atelier de développement territorial. Ce travail a permis de créer une structure méthodologique ayant servi à établir un ensemble de critères assurant une identification d'enseignes possédant un intérêt patrimonial.

Ce processus à mener à la création d'un inventaire de 201 enseignes commerciales comportant, à divers degrés, un intérêt patrimonial. Dans un souci d'efficacité et afin de cibler un objectif réaliste quant à l'applicabilité de critères pertinents, une étude des archives et des certificats d'autorisation d'enseignes a été menée sur l'inventaire réalisé. Ainsi, 18 enseignes commerciales ont été retenues comme ayant un intérêt patrimonial particulier nécessitant une intervention réglementaire conséquente. En plus des critères d'évaluation applicables à l'ensemble des enseignes inventoriées, ces 18 enseignes commerciales ont en

commun d'avoir toutes plus de 35 ans d'existence. Une fiche d'évaluation exhaustive a été réalisée pour chacune des enseignes comportant un tel intérêt patrimonial.

Conséquemment, le projet de règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme 01-282* et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-004) afin de revoir les dispositions relatives à l'affichage commercial et l'éclairage des bâtiments est révisé afin d'y inclure des dispositions réglementaires spécifiques aux enseignes d'intérêt.

Ces dispositions comportent plusieurs critères touchant les bâtiments comportant une enseigne d'intérêt. Ceux-ci sont montrés sur le nouveau plan intitulé « Unités de paysage, immeubles d'intérêt et immeubles comportant une enseigne d'intérêt » de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Les critères proposés pour l'évaluation de ces enseignes sont les suivants :

1° le caractère unique et distinctif d'une enseigne d'intérêt doit tendre à être sauvegardé;

2° l'installation d'une nouvelle enseigne doit assurer la mise en valeur des caractéristiques d'une enseigne d'intérêt;

3° les travaux doivent tendre à être réalisés avec des matériaux, des détails architecturaux d'une qualité équivalente ou supérieure à celle d'une enseigne d'intérêt.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet de règlement assure le maintien et la mise en valeur des caractéristiques dominantes du cadre bâti et du paysage urbain montréalais.

Considérant que : La proposition permet sauvegarder le caractère unique et distinctif des enseignes commerciales emblématiques ou de leur environnement.

Considérant que : Le projet de règlement protège chacune des parties d'enseigne ou de leurs caractéristiques architecturales tout en encourageant leur reprise dans l'expression d'un vocabulaire architectural contemporain lors de travaux d'insertion, d'agrandissement, de transformation, de rénovation ou de restauration de bâtiments.

Considérant que : La proposition réglementaire permet, dans le cas d'un nouvel occupant d'immeuble, d'assurer la compatibilité entre l'enseigne d'intérêt existante et le nouveau commerce ou le nouvel usage.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, le comité souligne que l'implantation d'un mécanisme administratif à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité sera nécessaire pour les enseignes, autres que les 18 enseignes d'intérêts retenues.

Sophie Mauzerolle

Billy Chérubin

Présidente

Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001746834
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1265, rue Saint-Timothée
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à régulariser une situation existante. Un agrandissement de 3,25 m² a été construit dans la cour arrière en continuité avec le bâtiment, celui-ci est devenu nécessaire afin d'assurer l'entrée électrique au bâtiment. Cet agrandissement a porté le taux d'implantation à 70,97 %, soit 0,97 % supérieur au taux d'implantation maximale prescrit. Le permis émis le 5 février 2015 ne démontre pas la présence de l'entrée électrique qui fait l'objet de l'agrandissement souhaité dans la présente demande. Cet agrandissement a été construit à la suite de la construction initiale. Le requérant stipule qu'il a confondu « construction d'une dépendance de moins de 15 m² » à un « agrandissement », d'où l'absence de demande de permis pour la construction de cette entrée électrique. Il s'agit, à notre avis, d'une erreur de bonne foi. Cependant, l'agrandissement actuel ne respecte pas l'ensemble des normes prescrites par le Code national du bâtiment. Le requérant doit donc demander un permis afin de reconstruire l'entrée électrique pour que cette dernière respecte les normes en vigueur. Cette entrée serait donc reconstruite selon les plans préparés par Marie-Ève Pasquin, architecte. La présente demande vise, entre autres, l'émission du permis de rénovation qui assurerait la mise aux normes de l'agrandissement précédemment démontré.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.
Considérant que :	La dérogation mineure permet de régulariser une erreur commise de bonne foi.
Considérant que :	Le projet à l'étude permet également de mettre aux normes une situation qui n'est pas conforme au Code du bâtiment, tel qu'indiqué par le plan préparé par l'architecte du bâtiment.

Considérant que : Le paragraphe 2 de l'article 4 du Règlement sur les dérogations mineures CA-24-008 autorise une dérogation mineure au taux d'implantation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001708854
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	3420, rue McTavish
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande concerne La Fondation McCall MacBain qui souhaite créer une Maison des Boursiers sur le site des trois bâtiments de La Terrasse Prince Rupert. Pour ce faire, une opération cadastrale doit être réalisée afin de défusionner le lot rassemblant la maison la plus au sud et le pavillon Armstrong pour en faire deux propriétés distinctes. En retirant la superficie de la maison, le taux d'implantation du pavillon Armstrong passerait de 76,4% à 76,9%, dérogeant au pourcentage maximum permis de 70%.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun travaux extérieurs ne sont prévus sur le bâtiment Armstrong.
Considérant que :	Le projet de la Maison des Boursiers permettra de rassembler à nouveau les trois derniers bâtiments de La Terrasse Prince Rupert et d'en faire une propriété distincte du pavillon Armstrong.
Considérant que :	Bien que la ligne de lot soit déplacée et que la superficie de terrain du pavillon soit ainsi amputée, cela n'entraînement aucun changement perceptible puisque le bâtiment demeurera tel quel.
Considérant que :	La dérogation est nécessaire à l'opération cadastrale pour la réalisation du projet de la Maison des Boursiers.
Considérant que :	La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001709797
4.4.3 et 4.7.1

Objet : **DÉROGATIONS MINEURES ET SURHAUTEUR**

Endroit : 235, boulevard René-Lévesque Est

Responsable : Karine Ayotte, Louis Routhier et Bruno Collin (présentation par Louis Routhier et Bruno Collin)

Description : La demande vise à autoriser une surhauteur dans le cadre d'une revitalisation de l'édifice Fides qui portera sur une démolition d'une partie du bâtiment et de l'agrandissement de celui-ci. La portion arrière de l'édifice existant sera démolie, représentant moins de 40% de son volume pour y aménager une nouvelle tour de 19 étages à usage résidentiel, un basilaire de 4 étages regroupant les services communs, ainsi qu'un bâtiment de 7 étages ayant adresse sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.

L'édifice Fides est un important représentant du patrimoine moderne de Montréal en raison de ses valeurs historiques ainsi qu'architecturales. La partie conservée du Fides sera restaurée pour assurer sa mise en valeur. La hauteur actuelle de ce bâtiment est de 39 mètres. L'édifice Fides a été construit en 1964 en béton armé et sa brique blanche unique couvrant son extérieur a été importée de Rome en Italie. Dès 1965, Les Éditions Fides s'y installent pour y aménager l'imprimerie au sous-sol, l'entrepôt au premier étage et le magasin au rez-de-chaussée. Les autres étages étaient occupés par des bureaux étant, pour la plupart, des médecins. En 1990, Les Éditions Fides achètent un édifice de l'arrondissement St-Laurent et y déménagent l'imprimerie et la librairie quelques années plus tard.

En façade, les principaux éléments distinctifs du mur-rideau seront conservés, restaurés ou reproduits. L'ossature du mur-rideau existant sera remplacée pour un nouveau système de mur-rideau à pression équilibré plus performant pour l'usage résidentiel. Les capuchons en acier inoxydable seront restaurés ou reproduits à l'identique, tandis que les panneaux tympans et leur ornement seront restaurés et réinstallés.

Pour capter l'eau de ruissellement de la façade principale, en remplacement de la gouttière actuelle, une solution architecturale, telle une marquise, sera mise en place. De plus, de nouveaux soffites avec éclairage intégré contribueront à la mise en valeur du bâtiment et de son entrée. Au niveau de la maçonnerie, puisque la façade arrière ainsi que des portions supérieures des façades latérales comportent un nombre important de briques éclatées, fissurées ou déplacées, la brique des portions supérieures devra être démantelée. Une brique de remplacement devra être réinstallée. Les briques bleues constituant le basilaire sont en bon état et un simple remplacement des briques endommagées par les

impacts est à prévoir. Enfin, une base de granite à la jonction avec le sol serait souhaitable pour éviter que les briques en portion inférieure soient endommagées par des impacts.

Les fenêtres en aluminium du basilaire et de la tour actuelle sont à remplacer et des fenêtres seront ajoutées en suivant toutefois le rythme actuel des ouvertures.

Toutes les enseignes « Fides » seront restaurées et maintenues en place.

Le projet proposé inclurait un volume en surhauteur de 64,7 m (19 étages) dans sa portion la plus élevée.

Plus précisément, le projet prévoit la programmation suivante :

- 245 logements en copropriété (137 studios, 56 logements de 1 chambre, 51 logements de 2 chambres);
- 4 niveaux de stationnement souterrain (total de 111 unités);
- un rez-de-chaussée commercial de 515 m^2 dans l'édifice Fides actuel avec l'ajout d'un quai de chargement (les livraisons se feront tôt le matin selon le demandeur);
- des espaces communs pour les résidents comportant un café, un espace de travail, une salle multifonction, un terrain de squash et une piscine sur le toit dans le volume de 4 étages sur l'avenue Sainte-Élisabeth;
- des logements et l'entrée du garage souterrain pour le volume de 7 étages sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville;
- 3 terrasses au toit (non sur la surhauteur);
- un terrain de basketball carrossable dans la cour arrière.

L'objectif du demandeur est de regrouper les services communs du projet aux étages inférieurs afin d'animer la rue et d'en faciliter l'accès. De plus, la localisation permet l'extension de certaines des facilités vers la cour intérieure

Le volume en surhauteur aurait un revêtement de béton architectural gris pâle, du verre clair pour les ouvertures et de l'aluminium prépeint pour l'encadrement de celles-ci et ainsi que quelques détails architecturaux.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de surhauteur et de dérogations mineures.

Considérant que : L'implantation des volumes permettrait de réparer la rupture du cadre bâti que crée actuellement le stationnement de surface.

Considérant que : Le projet proposé devrait offrir une meilleure transition avec les bâtiments de gabarit inférieur sur la rue Sainte-Élisabeth, comme offert par le basilaire du bâtiment existant.

Considérant que : Le projet proposé n'aura pas d'impact sur les percées visuelles et les vues protégées vers le Mont-Royal depuis le belvédère des îles et le quai de l'horloge puisque le nouveau bâtiment du CHUM est surélevé par rapport à la surhauteur proposée selon les documents déposés.

Considérant que : Le projet proposé n'est pas situé dans les vues protégées de la Place Vauquelin vers le Mont-Royal et n'aura pas d'impact sur les percées visuelles et les vues protégées depuis le Mont-Royal, soit du belvédère Kondiaronk selon les documents déposés.

Considérant que : Les équipements mécaniques prévus seraient insérés à l'intérieur du bâtiment, ce qui permet une meilleure intégration du projet dans le paysage bâti.

Considérant que : L'aménagement de locaux commerciaux au rez-de-chaussée favorise une relation dynamique avec le domaine public du boulevard René-Lévesque.

L'ensoleillement serait réduit, mais que l'impact serait de courte durée dans la journée.

Considérant que : Le terrain de forme irrégulière est assujetti à 3 zones différentes, ce qui rend complexe la transformation du site.

Considérant qu' : Une voie d'accès et un quai de chargement ne sont pas souhaitables sur le boulevard René-Lévesque ainsi que sur les rues Sainte-Élisabeth et Hôtel-de-Ville.

Considérant que : L'application des dispositions visées au quai de chargement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés, ce qui pourrait faire diminuer la qualité du projet en ayant un agrandissement moins compatible au niveau du bâti existant.

Considérant que : Les dérogations ne causent pas de préjudice au droit de propriété des riverains puisqu'il existe déjà un stationnement à l'endroit même où seront situés l'accès et le quai de chargement.

Considérant que : Les dérogations mineures ne concernent pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol.

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard des demandes de dérogations mineures.

Pour la révision de projet en surhauteur, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, aux conditions suivantes :

- **Présenter à nouveau le projet au CCU avec des précisions ou modifications suivantes :**
  - **des plans plus précis de la matérialité et de la composition avec échantillon de matériaux;**
  - **afin de maintenir l'animation de la rue et assurer une transition entre le cadre bâti existant et la nouvelle construction, sur la rue Sainte-Élisabeth, au niveau du rez-de-chaussée et du 2e étage, prévoir des maisons de ville de deux étages au nouveau volume de 4 étages;**
  - **la matérialité et la composition de la façade du nouveau volume sur la rue Sainte-Élisabeth devraient s'apparenter à celle des bâtiments existants comportant plus de maçonnerie et des ouvertures verticales;**
  - **afin de ne pas dénaturer la façade du FIDES, un retrait plus marquant de 3 à 4 m devrait être proposé au nouveau volume adjacent au basilaire existant sur le boulevard René-Lévesque;**

- **une étude d'impacts éoliens, avec le cas échéant des mesures de mitigations appropriées;**
- **un plan de circulation du site relatif à la voie d'accès au garage, au quai de chargement et aux voies de circulation pour vélo assurant une plus grande sécurité des cyclistes ;**
- **un plan d'aménagement paysager réalisé par un architecte paysagiste montrant le détail de l'ensemble des plantations sur les terrasses aux toits ainsi que de l'aménagement du terrain. Le comité exprime à cet effet des préoccupations concernant surtout la partie arrière du terrain.**

- **Déposer une lettre de garantie bancaire permettant d'assurer la préservation des composantes du bâtiment existant, en vertu de l'article 712.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur offre une typologie de logements plus diversifiée, intégrant des logements de 3 chambres pour famille. De plus, ils encouragent le demandeur à prévoir des logements sociaux et abordables ainsi que des espaces de stationnement auto-partage dans le projet.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001715574
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1564, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise l'approbation d'un usage conditionnel pour permettre l'usage « bureau » dans le bâtiment sis au 1564, avenue du Docteur-Penfield. Le demandeur souhaite en faire l'usage principal de l'immeuble et désire ainsi convertir cette résidence en place d'affaires. Le requérant propose de réaménager la résidence afin d'y accueillir un usage bureau. Les transformations proposées permettraient d'y loger 9 bureaux ainsi que l'ensemble des facilités nécessaires aux occupants. Cette transformation vise à faciliter la vente du bâtiment. À l'heure actuelle, aucune demande d'occupation de ces éventuels locaux n'a été déposée au propriétaire. Les plans fournis par le requérant indiquent que les transformations souhaitées n'altéreraient nullement les divisions actuelles du bâtiment. Ainsi, un retour à la vocation résidentielle de l'édifice serait facilement réalisable. Les plans suivants démontrent les transformations souhaitées par le propriétaire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet s'inscrit dans un secteur résidentiel dans lequel il existe une mixité de typologie et où l'usage bureau est également présent (ex. : Consulat général suisse).
Considérant que :	Le projet de bureau comporte des espaces de stationnement abondants, évitant ainsi le stationnement des éventuels usagés du bureau sur l'avenue du Docteur-Penfield.
Considérant que :	L'usage bureau a été présent dans ce bâtiment au cours des décennies 1980 et 1990.
Considérant que :	Le projet ne nécessite pas de travaux importants et les plans fournis démontrent que la reconversion vers un usage résidentiel sera facilement réalisable.

Considérant que : Le projet ne nécessite aucune modification extérieure du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'ensemble des travaux d'aménagement des bureaux soit « réversibles », c'est-à-dire qu'il sera simple de reconvertir le bureau en résidence. Dans ce sens, les travaux de réaménagement intérieur devront être réalisés selon les plans préparés par Martha Franco, architectes et fournis pour la présente demande ;**
- **Aucune modification extérieure n'est autorisée;**
- **Une seule enseigne non lumineuse de 0,5 m² maximum pourra indiquer la place d'affaire sur la façade avant du bâtiment;**
- **L'aire de stationnement devra être réaménagée afin d'y inclure plus de végétation. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager devra être délivré en fonction des articles 40 et suivants du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan d'aménagement paysager devra être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le bon entretien de la cour avant soit maintenu advenant une exploitation commerciale des lieux.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001740355
4.5.2

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 2155, rue Guy

Responsable : Catherine Beaulieu

Description : La demande vise à autoriser l'usage « université » réparti sur plusieurs niveaux d'un bâtiment construit en 1954 à des fins commerciales. Le bâtiment est situé à un jet de pierre du campus de l'université Concordia et est bien desservi par les transports en commun. Dernièrement, un des locataires principaux a quitté, ce qui a permis à l'université Concordia de signer des baux pour les prochaines années. Ce dernier est situé dans un secteur mixte M.4C (commerces et services de faible intensité).

Le requérant souhaite obtenir l'usage « université » équivalent à une superficie de plancher d'environ 11 200 m^2 répartie sur 7 étages partiels et complets. La répartition de l'usage « université » sur les différents niveaux est comme suit :

- Rez-de-chaussée (partiel) : Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts ;
- 2e : Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts;
- 6e : École Simone de Beauvoir et institut de la Faculté des Arts et des Sciences;
- 7e (partiel): Bureau de planification et analyse institutionnelle, Traduction et certains groupes de la Faculté des Arts et des Sciences;
- 10e : groupe Cities, Chaire d'excellence en recherche du Canada;
- 9e, 11e, 12e et 14e : École d'ingénierie et informatique Gina-Cody.

Selon le 3e paragraphe de l'article 211 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, l'usage « université » peut être autorisé en vertu de la procédure des usages conditionnels selon les critères de l'article 315.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucun travaux extérieur n'est requis.

Considérant que : L'usage « université » est compatible et complémentaire aux usages déjà présents dans le bâtiment et le secteur.

Considérant que : L'emplacement du bâtiment à proximité des pavillons principaux de l'université Concordia facilite les déplacements et élimine diverses contraintes géographiques que pourraient occasionner des baux dans des édifices plus éloignés.

Considérant que : Le comblement d'une partie du déficit d'espace pour l'université Concordia qui a d'ailleurs récemment construit un pavillon temporaire sur le terrain voisin permettra d'offrir des salles de cours pendant des travaux majeurs de remise aux normes d'un de ces pavillons principaux.

Considérant qu' : Un plan directeur pour l'université Concordia est présentement en cours d'élaboration visant à assurer une démarche d'ensemble pour les besoins de l'université pour les 15 prochaines années qui permettra d'éviter entre autres, les projets à la pièce.

Considérant qu' : Aucune modification de l'enveloppe extérieure n'est prévue ni nécessaire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001722474 et 3001721754
4.6.1

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	110, rue Île Sainte-Hélène
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser des travaux de rénovation et de transformation d'un bâtiment construit en 1955 et abritant des services sanitaires. Outre des travaux de rejointoiement et de remplacement des portes par des modèles similaires à ceux d'origine, la principale transformation est le remplacement de la toiture de bardeaux d'asphalte par une toiture de cuivre de type « à baguettes ». Une photo de 1955 démontre que le bardeau d'asphalte était le revêtement de toiture d'origine. Des arbustes et quatre arbres existants visés par le plan d'entretien du parc sont coupés au pourtour de la vespasienne. Des arbustes et quatre arbres d'essences locales sont plantés en remplacement.
Élément particulier :	Le site est situé dans les limites du site patrimonial de l'Ile-Sainte-Hélène.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127, 127.14, 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, de même qu'au chapitre IV du Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Ile Sainte-Hélène.
Considérant que :	Les travaux visent de façon générale le maintien des caractéristiques architecturales du bâtiment.
Considérant que :	La toiture de cuivre n'est pas une caractéristique d'origine, mais est un revêtement durable et de grande qualité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001658961
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2567-2671, rue Wurtele
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le remplacement des portes d'entrée de deux bâtiments jumeaux de trois étages datant de 1929, selon les registres de la ville. Les portes existantes, qui ne sont pas celles d'origine, sont remplacées par des portes comportant un vitrage pleine hauteur aux niveaux rez-de-chaussée et 2e étage. Les portes des balcons du 3e étage présentent des vitrages de la moitié de leur hauteur et comportant une guillotine. Toutes les nouvelles portes sont de couleur noire. Les fenêtres existantes, qui ne sont également pas d'origine, sont remplacées par des fenêtres de type « guillotine ».
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.9 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les nouvelles portes proposées ne sont pas incompatibles au style architectural du bâtiment. Le remplacement des fenêtres par de nouvelles de type «guillotine» a un impact positif général sur l'apparence du bâtiment.
Considérant que :	Des portes similaires ont été autorisées dans un bâtiment de même époque à proximité immédiate du site en 2017 (2554, rue Wurtele).

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001668121
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	312, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de deux enseignes à la façade commerciale d'un édifice de 3 étages datant de 1900, selon les registres de la ville. Les enseignes signalent des entrées distinctes. Une première enseigne métallique avec des lettres lumineuses, installée à plat sur le parement de pierre (1 m par 0.75 m) présente l'inscription « Pub Quartier latin / le Bordel » alors qu'une deuxième enseigne non-lumineuse (0.5 m par 0.5 m) présente l'inscription « Bordel Comedie club ». Cette dernière est déjà installée sur le site.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet d'enseigne a été présenté au CCU en août 2018 et avait reçu un avis favorable assorti de conditions visant une intégration plus harmonieuse à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes sont installées harmonieusement à la façade du bâtiment, en signalant les entrées des commerces.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001695354
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2042, rue Harmony
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'aménagement d'une terrasse à la façade arrière d'un bâtiment de deux étages ayant fait l'objet de modifications importantes, incluant un agrandissement, en 2008 (permis n° 3000038233-08). Le nouveau garde-corps en aluminium est installé directement à la limite du mur arrière, sans présenter de recul relativement à celui-ci.
Élément particulier :	Aucun
Remarques importantes :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du Règlement d'urbanisme 01-282.
Considérant que :	Le garde-corps en question n'est pas visible depuis la voie publique.
Considérant que :	La position proposée ne semble pas avoir un impact négatif sur les bâtiments du voisinage, l'ombrage du garde-corps restant dans les limites de la propriété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001709034
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	930, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes lumineuses à plat à l'entrée en cours de transformation à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Mansfield. Une enseigne large de 2.5 m et haute de 1.5 m est prévue à la façade de la rue Sainte-Catherine, alors qu'une enseigne similaire, mais large de 3 m, est prévue à la façade de la rue Mansfield. Les deux enseignes présentent un fond noir opaque assorti de lettres lumineuses blanches formant l'inscription « Sports experts ». Des enseignes de type « saille » annonçant le commerce sont déjà en place aux deux façades Sainte-Catherine et Mansfield.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet de transformation de l'entrée a été présenté au CCU en juin 2019, et a reçu un avis favorable assorti de conditions.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les façades des rues Mansfield et Sainte-Catherine supportent déjà des enseignes de dimensions importantes, pour ce commerce.
Considérant que :	Les deux enseignes proposées présentent un message répété. C'est par contre une situation qui existe actuellement sur deux autres bâtiments occupant cette intersection du cœur du centre-ville.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à une des deux annonces à plat prévues, considérant les enseignes « Sports experts » en saillie déjà présentes aux deux façades, et le message répété.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité formulent un commentaire à l'effet que parmi l'ensemble des enseignes existantes et proposées, le retrait des enseignes en saillie serait à privilégier, en raison du message commercial répété et de l'impact négatif sur le bâtiment.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001672018
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	2347, rue Logan
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un 3e étage sur un bâtiment datant de 1910 en comportant déjà deux. Le nouvel étage, haut de 3,5 m, est implanté en recul de la façade avant de 4,2 m. La nouvelle portion de façade, fortement vitrée, est revêtue de panneaux d'aluminium composite de couleur noire. Un garde-corps de terrasse en verre trempé est prévu en alignement zéro de la façade avant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21, 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Dû au recul assez important, l'impact visuel du nouvel étage est relativement faible.
Considérant que :	L'expression architecturale contemporaine marque l'époque du rehaussement et sa sobriété participe à mettre en valeur la façade du bâtiment d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour le garde-corps de la terrasse avant : prévoir un recul d'une fois sa propre hauteur relativement à la façade avant, afin de minimiser l'impact visuel de la terrasse depuis la voie publique.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001729334
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1918, rue Frontenac
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser des modifications à la façade déjà construite. Des éléments ont été modifiés par rapport aux plans approuvés en 2017. Le bâtiment est plus haut que son voisin nord, les portes du rez-de-chaussée (en façade avant et dans l'alcôve) ne sont pas pleine hauteur ni à affleurement et l'écran de lattes d'aluminium donnant un rythme et une texture à la façade de l'immeuble n'a pas été construit.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 juillet 2017, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet. Il s'agit d'un projet de réutilisation du sol suite à une décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) le 22 juin 2017.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le rehaussement du niveau du parapet de l'immeuble n'a pas d'impact négatif sur le milieu ni sur les voisins.
Considérant que :	La porte opaque et sans imposte sur la façade du rez-de-chaussée a peu d'intérêt et nuit à l'animation de la façade.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment du retrait de l'écran de lattes métalliques est important, réduisant ainsi globalement la qualité de la façade de l'immeuble nouvellement construit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer un écran composé de lattes verticales recouvrant la partie non fenestrée de la façade du rez-de-chaussée tel que le projet approuvé en 2017.**
- **Proposer une imposte en verre au-dessus de la porte du rez-de-chaussée en façade avant ou prolonger l'écran de lattes verticales au-dessus de la porte.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001617910
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2120, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne à plat pour un commerce situé au rez-de-chaussée. L'enseigne, rétro-éclairée, est située sur l'entablement commercial entre les vitrines du rez-de-chaussée et celles de l'étage et a une dimension de 1,22 m par 4,9 m. On peut y lire l'inscription « Garderie LaSalle des petits » en lettrage gris sur fond blanc ainsi que le logo de la garderie.
Élément particulier :	Il est à noter que l'enseigne est déjà installée.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée s'intègre adéquatement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001724075
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1901, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le percement d'une nouvelle ouverture au niveau rez-de-chaussée de la façade ouest d'un édifice d'usage mixte (commercial et résidentiel) construit en 1987 selon les registres de la ville. La nouvelle fenêtre fixe, large de 2.1 m et haute de 1.3 m, est sensiblement alignée sur l'alcôve du niveau directement supérieur et dessert un espace commercial. Une ouverture semblable, située à gauche de celle à l'étude, a fait l'objet d'un permis de transformation en octobre 2019.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition permet une ouverture sur le domaine public qui participera positivement à son animation.
Considérant que :	La proposition reste compatible à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001728235
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3057, avenue Cedar
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'agrandissement de 2 fenêtres en façade arrière afin d'y installer des portes-patio. Les portes-patio proposées, localisées au rez-de-chaussée, auront des dimensions de 3,05 m par 2,44 m et de 3,66 m par 2,44 m et seront composées de 4 panneaux. Bien que la façade soit visible du chemin de la Côte-des-Neiges, leur localisation en contrebas de la voie publique les rendra très peu visibles.
Élément particulier :	Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC) puisque le bâtiment se situe dans le site du patrimoine déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.10 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de l'agrandissement proposé des ouvertures en façade arrière sur l'architecture du bâtiment est faible et qu'il demeure peu visible depuis le chemin de la Côte-des-Neiges.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001723914
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1255, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 2 enseignes en lettres détachées sur le commerce situé au coin des rues Sainte-Catherine Ouest et de la Montagne. Les 2 enseignes seront localisées sur les corniches de pierre surplombant les 2 entrées du commerce. Celle sur la rue Sainte-Catherine sera située à 5,91 m au-dessus du niveau du trottoir et celle sur la rue de la Montagne sera située à 6,58 m. Les 2 enseignes seront composées de lettres détachées et rétro-éclairées blanches, formant l'inscription «Ardene» et auront une dimension de 1,07 m par 4,83 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes proposées sont trop hautes pour s'adresser adéquatement aux piétons.
Considérant que :	Les enseignes proposées cachent des détails de la maçonnerie des façades de pierre grises et nuisent à la mise en valeur de l'édifice d'une grande qualité architecturale.
Considérant que :	Les enseignes proposées en lettres détachées pourraient être localisées dans les alcôves d'entrée afin de s'adresser aux piétons et être plus intégrées à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer 2 enseignes en lettres détachées localisées dans les alcôves d'entrée du magasin, devant les portions de vitrines situées au-dessus des portes d'entrée..**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001566603
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1456, rue Saint-Mathieu
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'agrandissement du bâtiment situé au coin de la rue Saint-Mathieu et du boulevard de Maisonneuve Ouest. L'agrandissement, d'une superficie au sol de 35m^2, aura une hauteur de 2 étages et occupera la totalité de la cour latérale du bâtiment. Il sera recouvert de brique anthracite de format modulaire métrique (Manganese Ironspot de la compagnie Endicott). On y retrouvera une grande vitrine au rez-de-chaussée et 2 fenêtres à l'étage. Sur la partie existante du bâtiment, les vieilles enseignes commerciales seront retirées et les fenêtres des façades Saint-Mathieu et De Maisonneuve seront remplacées dans les mêmes ouvertures par des fenêtres fixes. Les fenêtres de l'étage seront retravaillées afin de les aligner sur la hauteur. Dans la portion arrière, légèrement en recul, une porte d'issue sera agrandie afin d'y intégrer une imposte et une fenêtre latérale et la fenêtre du 2^e étage sera murée avec la même brique blanche. Finalement, un entablement commercial en métal peint noir fera un lien entre les 3 volumes du bâtiment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Pour ce projet, le CCU a émis un avis préliminaire favorable avec conditions à sa séance du 14 novembre 2019.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La modification de la volumétrie de l'immeuble en tête d'îlot aura un impact positif sur le secteur.
Considérant qu' :	Un travail de rationalisation de la fenestration est proposé sur la façade Maisonneuve Est.
Considérant qu' :	Un entablement commercial est proposé afin d'unifier les ouvertures et le traitement architectural du rez-de-chaussée commercial.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Augmenter l'épaisseur du bandeau noir afin que les futures enseignes s'il y a lieu, puissent être installées dessus.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001660818
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2000, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à remplacer l'enseigne lumineuse à plat existante, faisant face à Ste-Catherine, mesurant 0,6 m (hauteur) sur 6,1 m, et installée en 1995, par une enseigne lumineuse en saillie mesurant 2,54 m (hauteur) sur 0,9 m. La superficie de l'enseigne serait donc réduite de 3,66 m² à 2,31 m² pour une face. Le boîtier serait en aluminium peint blanc, et les faces en acrylique blanc translucide, portant l'inscription verticale bicolore « LOCATION SAUVAGEAU », accompagnée d'un logo reproduisant de façon stylisée un rétroviseur affichant l'image de la route qui défile. Une partie horizontale des mêmes faces porterait l'inscription « Autos – Camions – Véhicules spécialisés » en blanc sur fond rouge. Une enseigne à plat horizontale est également proposée sur le mur est, faisant face au pont; elle mesurerait 1,2 m (hauteur) sur 2,43 m, et relancerait le même message, en étant de construction similaire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une demande de remplacement d'une enseigne sur pylône a été reçue défavorablement par le Comité consultatif d'urbanisme à sa séance de décembre 2018. Le demandeur propose de se départir de l'existant.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant qu' :	Il serait préférable de prévoir une face opaque aux enseignes, ce qui limiterait l'illumination au seul message, et les dimensions des enseignes gagneraient à être ajustées pour s'insérer harmonieusement à la composition des façades de l'immeuble.
Considérant que :	La proposition pourrait mieux s'insérer au bâtiment et au quartier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Doter les enseignes de faces opaques permettant de n'illuminer que le seul message.**
- **Ajuster les dimensions pour que les enseignes s'insèrent bien dans la composition de maçonnerie.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001531857
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroits :	2121, rue Saint-Mathieu
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment de 23 étages en béton, construit en 1967. À l'origine, l'immeuble disposait d'une petite construction hors toit utilitaire sur 2 étages, que le demandeur a agrandi sans permis pour aménager un espace commun autour de la piscine existante. Une terrasse périphérique s'est ajoutée sur ce niveau, et une autre terrasse fut aménagée au dernier niveau. L'agrandissement au 24^{e} étage est situé en dessous de la dalle de toiture existante, qui dépassait en porte-à-faux sur le côté. Les terrasses sont aménagées jusqu'au bord du toit, et les garde-corps en verre ne respectent pas le recul exigé par la réglementation.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Les travaux ont été exécutés sans permis.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux ont un impact négligeable depuis le domaine public.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001603708
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1731, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment vernaculaire typique de la rue St-Denis, qui propose un arrière de bâtiment faisant face à l'avenue Savoie. En 2015, des travaux ont été réalisés sans permis, remplaçant l'échelle de secours par des escaliers en acier peint et reconfigurant les logements sans tenir compte de la composition de façade d'origine. Sans plus de souci du détail, le revêtement de clin de vinyle a été rapiécé avec des éléments de dimensions légèrement différentes installés sur un plan légèrement en recul, ce qui a mené à l'avis défavorable du CCU en octobre 2015. Le demandeur propose une nouvelle version de l'aménagement des logements des 3^{e} et 4^{e} étages, une redistribution des ouvertures et une reconfiguration de l'escalier d'issue. La proposition tient la route, mais on ne profite pas de l'occasion pour aligner la largeur et la hauteur des 3 ouvertures qui seront visibles de la voie publique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Les travaux tels que réalisés antérieurement ont fait l'objet d'un refus par le Conseil d'arrondissement en février 2019.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux pourraient avoir un impact positif sur l'apparence de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **S'assurer d'aligner les 3 ouvertures visibles en hauteur et en largeur.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001653123
4.6.16

Objet : **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**

Endroit : 99, avenue Viger Ouest

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande concerne l'hôtel Holiday Inn du Quartier chinois, qui a installé relativement récemment (2016) de nouvelles enseignes de nom d'immeuble, et qui s'est fait enjoindre par l'Office québécois de la langue française de franciser celles-ci par l'ajout du mot générique « Hôtels ».

Le demandeur souhaite simplement ajouter ce mot en plus des enseignes existantes, malgré que celles-ci jouissent déjà d'une superficie de 6,42 m², pour celle qui fait face à la rue Saint-Urbain, et 5,13 m², pour celle qui surplombe la rue Clark. En vertu du critère 3° de l'article 517, cette aire devrait être limitée à 1,8 m² pour S3 et 2,6 m² pour S2, mais ce critère est souvent dépassé 3 et 4 fois dans le cas d'enseignes desservant l'industrie hôtelière, puisqu'on imagine que plusieurs des clients ne connaissent pas la ville et l'emplacement exact de l'hôtel.

L'ajout, tel que préconisé par le demandeur, ferait passer la superficie écrite à 7,7 m² pour S3 et 6,2 m² pour S2, soit respectivement 4,2 fois et 2,6 fois la valeur de base.

Rappelons que l'OQLF exige que la part du mot français soit égale à celle de la marque de commerce annoncée. Par conséquent, pour conserver la surface d'affichage précédemment accordée, il faudrait remplacer tout l'affichage, ce que le demandeur aimerait éviter. Il fait également valoir la portée écologique du maintien en place de l'enseigne existante le plus longtemps possible.

D'autre part, le demandeur aimerait également ajouter 2 petites enseignes au sommet de la stèle S1, sise près du coin Viger / Saint-Urbain. L'article 519 qui la régit ne fixe pas de limites numériques, mais demande que la superficie corresponde au minimum nécessaire pour identifier l'immeuble. Il y a d'autres enseignes à plat au-dessus de l'entrée principale à cette fin.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Les enseignes actuelles ont été autorisées par un certificat de 2015, suite à un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'ajout de 2 enseignes sur la stèle n'apparaît pas nécessaire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'installation des enseignes S1 sur la stèle au sol.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001656835
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3022, rue de Trafalgar
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à augmenter légèrement la superficie pavée, dans les cours latérale et avant d'une résidence construite en 1923, en aménageant une allée rectiligne en pierre naturelle calcaire reliant le trottoir municipal et l'escalier d'accès, qui serait également resurfacé en pierre. L'allée véhiculaire actuelle est légèrement réduite par quelques courbes paysagées peu prononcées, ce qui serait corrigé par la proposition. La superficie végétalisée de la cour avant passerait de 78,5 m² à 75,2 m². L'impact de l'intervention sur l'écosystème sera négligeable, mais l'ajout d'une allée de pierre ajoutera à la prestance de la propriété.
Élément particulier :	Les travaux doivent recevoir l'autorisation du Ministère de la Culture et des Communications, puisque l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 110 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux auront un impact positif sur l'apparence de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001711260
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES – INSTALLATION DES 3 STÈLES**
Endroit :	800, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne la place Bonaventure qui fait partie de la liste des immeubles d'intérêt en vigueur dans l'arrondissement Ville-Marie. Il s'agit de l'installation de stèles d'identification à proximité des nouvelles entrées donnant accès aux bureaux des étages. L'intervention consiste en l'installation de 2 stèles de 3,6 m de hauteur à proximité de deux des 3 entrées donnant accès aux bureaux à l'étage. Il en existe une actuellement près de l'entrée Robert-Bourassa, et le plan est de la remplacer. La stèle serait construite d'aluminium peint noir et on pourrait y lire l'adresse de l'entrée, ainsi que l'inscription « PLACE BONAVENTURE » et le contenu de petits panonceaux interchangeables. Bien que les stèles soient assez hautes, elles ne gênent pas l'appréciation du bâtiment, dont la masse demeure importante. Une 3e enseigne, qui constitue une version réduite des 2 stèles, serait installée en saillie près de l'entrée Saint-Antoine afin d'annoncer un accès dédié aux personnes à mobilité réduite.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'installation des stèles n'aurait pas d'impact négatif sur l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001658683
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES – NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	800, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne la place Bonaventure qui fait partie de la liste des immeubles d'intérêt en vigueur dans l'arrondissement Ville-Marie. Il s'agit de l'installation de 2 enseignes « Rogers » de nom d'immeuble au coin de Robert-Bourassa et De La Gauchetière, à une hauteur de 47.5 m du trottoir. L'intervention prévoit l'installation sur les 2 faces du même coin de 2 enseignes identiques à la même hauteur, constituées de l'inscription « ROGERS » en lettres détachées rouges, précédée d'une version à 4 brins du ruban de Möbius qui fait office de logo. L'aire de l'affichage est de 10,64 m², alors que la partie 3° de l'article 517 la limiterait à 5,5 m²; d'autre part, le fait qu'ils soient visibles du même point contredit l'alinéa 5° du même article.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'arrondissement de Ville-Marie n'encourage pas l'installation d'enseignes de nom d'immeuble sur les immeubles d'intérêt.
Considérant que :	L'installation des 2 enseignes de nom d'immeuble Rogers n'aurait pas d'impact positif sur la perception de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001699974
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	960, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment construit en 1926 pour un usage commercial au rez-de-chaussée, remplaçant une des dernières résidences de type terrasse de cette portion de la rue. Le demandeur propose simplement de remplacer la porte double vitrée d'entrée existante, qui ne date pas de l'origine des temps, par une nouvelle porte vitrée au design différent à l'intérieur de la même ouverture.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux ont un impact négligeable sur l'apparence de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001702195
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1310, rue Wolfe
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment mixte commercial-résidentiel vernaculaire construit vers 1910, faisant partie d'un ensemble de deux, et qui a conservé en grande partie ses caractéristiques d'origine, si ce n'est d'un besoin d'entretien assez criant. Suite à la réalisation des travaux effectués dans le cadre d'une demande de permis précédente, qui lui ont donné entière satisfaction, le demandeur revient à la charge afin de remplacer la porte d'entrée du commerce, s'étant rendu compte que le local est difficile à chauffer. La porte d'origine du local était au fond d'une alcôve vitrée, comme c'était la coutume au début du siècle dernier, et des occupants précédents se sont approprié cet espace afin de créer un petit vestibule lors d'un permis de 1992. Le demandeur propose simplement de remplacer la porte actuelle, qui serait une simple porte française d'intérieur, par une porte d'aluminium de type commercial. La façade du vestibule, qui porte les stigmates d'une œuvre d'auto-construction non aboutie, serait conservée. Il serait préférable, pour conserver l'harmonie du bâtiment, que la porte à installer soit d'un modèle plus résidentiel harmonisé à la porte menant aux étages.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le remplacement de la vitrine originale encadrée de bois par une vitrine coulissante en aluminium a été autorisé en juillet 2019 suite à un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282)*.
Considérant que :	L'intervention proposée ne tient pas compte du côté vernaculaire du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer une porte de type résidentiel harmonisée à la porte menant aux étages du bâtiment.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001682535
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	705, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise, l'installation d'une enseigne lumineuse en lettres détachées située à la hauteur du second étage, mesurant 2 m (hauteur) sur 3 m, et portant l'inscription « CENTRE EATON MONTRÉAL ». La structure des lettres serait en aluminium, et les faces en acrylique blanc doublé d'une pellicule noire. Les lettres seraient accrochées du côté extérieur du mur rideau, fixées aux éléments structurels. Sur l'entrée Robert-Bourassa, le demandeur propose une enseigne en saillie installée du côté sud de l'entrée, constituée d'un boîtier de 1 m x 1 m en aluminium noir avec une face en acrylique blanc doublé de noir, portant la même inscription se découpant en blanc. Elle serait installée à une hauteur de 2,5 m du trottoir, ce qui est le dégagement minimal, mais doit en même temps être distancée de 30 cm de la frise qui surplombe la vitrine voisine, pour se conformer au Règlement 01-236, ce qui donne un alignement approximatif, mais recevable. Sur les façades Maisonneuve, Ste-Catherine et Robert-Bourassa (2 fois), la proposition prévoit de réinstaller sur les boîtiers en saillie existants les lettres E-A-T-O-N, ce qui est autorisé d'emblée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282* et du Règlement 01-236.
Considérant que :	L'installation des enseignes proposées s'insère harmonieusement à l'immeuble et respecte les nombreux critères s'appliquant à l'affichage de cet immeuble d'exception.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001662418
4.6.23

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2000, avenue McGill College
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'une stèle en aluminium naturel, d'une hauteur de 2,1 m, qui serait insérée sur le coin du bac de plantation en granit situé le plus près de l'entrée principale. Bien que l'ensemble agisse comme piédestal et augmente la hauteur du module à 2,5 m, c'est une hauteur qui ne gêne pas la perception du bâtiment. Il s'agit d'une intervention sobre qui s'insère bien dans le décor.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'installation de l'enseigne proposée se fera sans heurt au sein d'un environnement assez coloré.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001637516
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1414, rue Stanley
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un petit local commercial situé à l'extrémité nord de la façade Stanley, pour lequel le demandeur envisage de remplacer les vitrines de 2 des 3 grandes ouvertures qu'il occupe. Dans la vitrine centrale, les portes d'accès seraient relocalisées sur le côté. Devant la grande vitrine qui resterait, ainsi qu'à la mezzanine, un écran en aluminium fait de membrures diagonales alternées serait installé. Celui du rez-de-chaussée serait coulissant pour verrouiller la porte aux heures de fermeture. Dans la vitrine nord, on propose l'installation d'une vitrine divisée en 3 morceaux pour reprendre le rythme de l'ouverture de la mezzanine. Le bas serait occupé par un panneau tympan en raison de la présence de la cuisine. Le demandeur aimerait installer une fenêtre coulissante dans une des sections pour ouvrir un service pour emporter; toutefois, ce n'est pas réglementaire quand la fenêtre donne directement sur le domaine public.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.3 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).*
Considérant que :	L'intervention proposée aurait un impact minime sur la perception du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'installation d'une fenêtre coulissante.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001660856
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	769, rue de Versailles
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble vernaculaire construit vers 1885, et ayant fait l'objet d'une remise à niveau en 2013, à l'occasion de laquelle on a ajouté un accès au toit et aménagé une terrasse contigüe. Le propriétaire a décidé depuis d'y insérer un bain à remous, et érigé autour de celui-ci des paravents en bois destinés à protéger l'intimité des participants. Toutefois, comme celui-ci est implanté du côté avant, les écrans sont très visibles et l'effet n'est pas agréable à l'œil. Le demandeur propose donc de relocaliser le bain vers l'arrière et de déplacer les écrans de ce côté. Le garde-corps situé du côté avant serait reculé pour se conformer aux reculs exigés par la réglementation. Par contre, le recul arrière ne pourrait pas être observé. Toutefois, il s'agit d'un moindre mal, car la vue aérienne illustre que les distances sont suffisantes pour éviter les nuisances auprès des voisins.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23 et 105 du *règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).*
Considérant que :	L'intervention proposée aurait un impact positif sur la perception du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001660275
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	222, rue de l'Hôpital
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne 2 liens peu visibles et dotés de peu d'intérêt qui unissent 2 bâtiments patrimoniaux bien conservés, l'un faisant face à la rue de l'Hôpital, et l'autre sis sur la rue Saint-Sacrement. Le demandeur propose d'insérer une nouvelle porte d'issue dans le mur rideau, d'une part, qui ne sera pas visible depuis la rue, et de remplacer une vitrine fixe par une vitrine coulissante Nanawall sur un immeuble en crépi visible depuis une vingtaine de mètres.
Élément particulier :	Les travaux doivent recevoir l'autorisation du Ministère de la Culture et des Communications, puisque l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282)*.
Considérant que :	L'intervention proposée aurait un impact négligeable sur la perception du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001662920
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1326, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment vernaculaire érigé vers 1895, mais dont la façade a été refaite plus d'une fois, et qui a perdu son entablement d'origine. Le demandeur propose une nouvelle enseigne à plat non lumineuse, dont le fond serait un panneau composite à finition aluminium brun, sur lequel serait apposée l'inscription « mozza – apportez votre vin » en lettres blanches. Le panneau, selon la planche technique, aurait une hauteur de 1,2 m sur toute la largeur de l'édifice, et il serait abouté à l'extrémité ouest par une enseigne lumineuse en saillie au fond brun du même panneau, dans lequel serait découpée l'inscription « mozza », d'une hauteur de 0,35 m. L'enseigne en saillie aurait une hauteur de 0,9 m qui ne correspondrait pas à celle de l'enseigne à plat. Ce détail est visible sur la simulation. Néanmoins, l'enseigne à plat est illustrée comme si elle avait une hauteur de 0,7 m, ce qui serait préférable.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'installation des enseignes proposées gagnerait à être harmonisée aux enseignes environnantes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la hauteur des enseignes à 75 cm et aligner l'enseigne en saillie sur celle à plat.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001668541
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1635, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble où le commerce le plus facilement accessible se trouve en sous-sol par au moins 4 contremarches, ce qui lui laisse peu d'espace pour installer une enseigne. Le commerçant précédent avait installé, sans permis, une enseigne sur le fascia du balcon du rez-de-chaussée, et le demandeur désire reprendre l'emplacement et installer une enseigne à plat d'une hauteur de 35 cm sur 1,12 m de largeur. Il s'agit d'un simple panneau imprimé vissé directement au fascia, illustrant 6 assiettes disposées en arc de cercle et remplies de plats au menu, sur un fond rose dégradant vers le blanc. Une inscription en rose « Saladiom » est encadrée de flèches guidant le client éventuel vers l'entrée, et coiffée d'une feuille de laitue romaine semblant agir à titre de parachute. Le panneau semble dépasser du fascia d'environ 15 cm.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Le bâtiment n'est pas propice à l'installation d'enseignes pour le commerce du sous-sol, mais il n'y a pas de raison pour que l'enseigne dépasse du support.
Considérant que :	De façon générale, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite éviter les enseignes comportant des photos des plats au menu, qui vieillissent plutôt mal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'enseigne existante et en installer une nouvelle, dont la hauteur ne dépasse pas du support, et qui ne contiendrait pas de photos du menu.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001670665
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1597, rue Saint-Hubert
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un bâtiment qui fait partie du bel ensemble patrimonial situé du côté est de la rue St-Hubert, faisant face à l'îlot Voyageur et, à l'origine, les 2 bâtiments qui le composent n'étaient pas moins distingués que leurs voisins du côté nord. Puisque le local commercial au sous-sol, du côté sud, est vacant depuis plus de 12 ans, le demandeur a décidé de l'intégrer à son hôtel et propose d'y insérer 5 nouvelles chambres. Pour ce faire, il propose d'éliminer la vitrine existante, et de la remplacer par un revêtement de brique similaire percé de 2 nouvelles fenêtres. Cette intervention aura le mérite d'accentuer la composition rectiligne de l'immeuble et, si elle était accompagnée d'un aménagement de la cour avant garni d'un peu de végétation, elle aurait le potentiel d'un espace accueillant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.13 du *règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282)*.
Considérant que :	L'intervention proposée aurait un impact légèrement positif sur la perception du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur d'inclure au projet, un plan d'aménagement paysager montrant de la végétation dans la cour avant, le tout délimité par une clôture.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001733197
4.7.2 et 4.6.30

Objet : **DEMANDE SURHAUTEUR ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1230-1238, rue Bishop

Responsable : Gabrielle Leclerc-André et Thomas Fontaine

Description :

La demande fait suite à une demande d'avis préliminaire et de surhauteur présentée au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) à la séance du 4 juillet 2019. Suite à l'acquisition des bâtiments du 1230-1234, rue Bishop par le même propriétaire, un concept modifié d'une surhauteur rassemblant les deux bâtiments est présenté à nouveau au comité.

Puisque 83% de l'ensemble des bâtiments aux 1230 à 1238, rue Bishop a été démoli par un incendie en mars 2018, le projet n'est pas considéré en vertu du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) comme une démolition et ne passera pas par le comité d'étude des demandes de démolition (CÉDD). À noter que l'ancien projet pour le 1238, rue Bishop avait reçu lors de la séance du 21 août 2019 du CEDD une décision favorable de démolir. Une opération cadastrale devra également avoir lieu afin de remembrer les lots en un seul.

Le projet de remplacement prévoit la conservation, la restauration et l'intégration des volumes avant d'origine, auquel serait greffée une nouvelle tour de 7 étages (35 m). La programmation prévoit un hôtel de 99 unités s'apparentant à des studios. L'accès se fait par le local le plus au sud du rez-de-chaussée. Deux autres locaux commerciaux dont l'usage reste à confirmer prendront également place. Certaines ouvertures existantes des façades d'origine sont agrandies vers le bas afin de servir d'accès universel. Deux niveaux de sous-sol accueilleront 20 unités de stationnement pour voitures et 22 supports à vélo.

La tour surmontant le volume des maisons victoriennes a un recul de 6,30 mètres par rapport aux façades conservées. La composition générale de la façade de la surhauteur est subdivisée en trois sous-sections, rythmées par deux joints lumineux situés à l'emplacement des anciennes limites de propriétés. Le concepteur s'inspire de la composition des façades des bâtiments victoriens agrandis et propose une variation sur le même thème. Les deux sous-sections alignées sur les 1230 à 1234 (des bâtiments jumeaux) présentent des compositions dynamiques similaires, alors que la sous-section alignée sur le 1238 présente une composition davantage rectiligne.

La façade avant de la tour présente des ouvertures placées dans une composition dynamique et percées dans le revêtement proposé de panneaux d'aluminium de couleur « Charcoal » de la compagnie Alcotex

FR. La façade arrière composée de brique de béton couleur noire présente des ouvertures plus régulières. Le revêtement des murs latéraux sera de briques de béton de couleur noire, avec des insertions horizontales de briques plus pâles.

Des terrasses privées et communes sont situées aux 4e et dernier niveaux, grâce au dégagement laissé par le retrait de ces étages. Les cours avant prévoient une bande de végétaux délimitant le domaine privé.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Au cours de sa séance du 4 juillet 2019, le comité a émis un avis favorable avec conditions.

Considérant que : La conservation du volume avant et son intégration à un projet de redéveloppement est un aspect positif du projet.

Considérant que : L'impact sur le bâti d'origine est limité et permet de mettre en valeur les façades de pierre conservées.

Considérant que : Le recul de la tour emprunte d'ailleurs la même dimension que pour un projet similaire réalisé récemment au 1212, rue Bishop, ce qui assure une certaine continuité et permet d'établir la donne pour des projets de surhauteur à venir sur ce côté de la rue.

Considérant que : L'expression architecturale proposée de la façade, qui présente un travail particulier en épaisseur, rappelle la texture riche des bâtiments victoriens de la rue Bishop.

Considérant que : Le jeu dynamique des ouvertures de la tour est traité en trois parties correspondant au parcellaire d'origine des maisons.

Considérant que : Le traitement des murs aveugles a été dynamisé, par l'ajout d'insertions horizontales de briques.

Considérant que : La tour de 35 m n'affecte pas les vues vers et depuis le Mont-Royal.

Considérant que : Les équipements mécaniques sont situés sur le toit et ne sont dissimulés que par le prolongement des murs des façades.

Considérant que : Selon une évaluation préliminaire, les conditions de vent ne devraient pas affecter le confort des piétons sur le domaine public.

Considérant que : Concernant l'ensoleillement, la tour devrait avoir un impact minime sur la rue Bishop.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Viser la restauration des façades des bâtiments existants selon leur forme et apparence d'origine, incluant leur matérialité, à l'exception des trois ouvertures des portes d'entrée commerciales au niveau de la voie publique qui sont des modifications induites par le nouvel usage.**
- **Par souci de sobriété, opter pour l'utilisation de la brique comme revêtement des murs latéraux.**
- **Opter pour un parement de couleur gris chaud davantage proche de la tonalité des pierres grises de Montréal.**
- **Intégrer les équipements mécaniques à la volumétrie même du bâtiment, au 10e étage.**
- **Fournir une étude d'impacts éoliens.**
- **Fournir deux lettres de garantie bancaire pour la conservation des façades, en vertu de l'article 28 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).**
- **Déposer les documents illustrant la stratégie structurale pour la conservation in situ des façades des bâtiments victoriens existants pendant les travaux de construction.**
- **Préciser le fonctionnement des opérations liées aux livraisons et à la collecte des déchets.**
- **L'éclairage du bâtiment doit:**
  - **être orienté de manière à ce que le faisceau lumineux n'éclaire que le bâtiment visé ;**
  - **demeurer statique ;**
  - **être dénué de couleur ;**
  - **s'effectuer uniquement entre l'heure du coucher du soleil et 1 heure du matin.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001296759
4.6.31

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	149, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de sept étages abritant 38 unités résidentielles aux étages deux à sept et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, d'un gabarit similaire aux bâtiments érigés récemment dans ce secteur de la rue Sainte-Catherine. L'accès des résidences se fait par un vestibule sur la rue de Bullion, à la portion Nord de cette façade, alors que les commerces présentent des accès directs depuis la rue Sainte-Catherine. Le traitement de l'enveloppe de maçonnerie est proposé en panneaux de béton préfabriqués présentant un traitement de briques imprimées. L'enveloppe présente un détail de cadrage aux ouvertures incluant des linteaux en escalier. Le rez-de-chaussée vitré exprime la fonction commerciale de ce niveau, et un traitement également plus vitré au dernier étage exprime un couronnement à la composition. Les portes et fenêtres présentent des cadrages métalliques de couleur noire. La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques de couleur gris foncé. Le projet ne prévoit pas de stationnement intérieur.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet de construction fut présenté aux séances du CCU de juin 2017, d'avril 2018 et de janvier 2019 pour des avis préliminaires en vue de la présentation au CEDD du 27 mars 2019. Le CEDD a rendu une décision favorable à la démolition du bâtiment le 27 mars 2019. La résolution CA19 240230 a été adoptée, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est (lot 2 161 583).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.18, 713 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Le gabarit et la matérialité proposés permettent une intégration adéquate du projet de remplacement aux bâtiments du contexte.

Considérant que : La nouvelle volumétrie proposée exprime le potentiel de développement du site et est compatible aux gabarits des bâtiments construits récemment sur cette section de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : Le détail de linteau en escalier, répété à chaque ouverture, présente un potentiel d'intérêt architectural.

Considérant que : Le détail de briques est l'élément signature du projet proposé et qu'à cet effet les échantillons de briques ne rendent pas justice à la composition architecturale présentée dans le rendu.

Considérant que : La composition des façades présente un caractère répétitif et pourrait présenter un degré d'articulation plus fin.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un meilleur dialogue avec le bâtiment adjacent, en assurant la continuité des niveaux par leur alignement, particulièrement pour le rez-de-chaussée.**
- **Prévoir un écran architectural pour camoufler l'ensemble des appentis et des équipements mécaniques au toit, afin de les unifier en une seule volumétrie.**
- **Pour les terrasses au toit, prévoir un recul d'une fois leur propre hauteur pour les garde-corps.**
- **Prévoir de véritable brique d'argile pleine plutôt que la brique imprimée proposée, qui ne présente pas l'intérêt d'une brique constituée de matériaux naturels.**
- **Déposer un plan directeur des enseignes à installer sur le bâtiment pour les espaces commerciaux.**
- **Présenter à nouveau le projet lors d'une séance subséquente du comité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur d'opter pour une typologie de logements plus diversifiée, en y introduisant des logements de 3 chambres pour familles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001445257
4.8.1

Objet : **AVIS PÉLIMINAIRE EN VUE DE LA PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION (CÉDD)**

Endroit : 385, rue Dowd et 1124, rue De Bleury

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à autoriser la démolition des volumes hors-sol de 2 bâtiments situés sur l'ilot bordé par les rues De Bleury, Carmichael, Saint-Alexandre et Dowd. La démolition doit être autorisée par le CÉDD, selon les dispositions du Règlement sur la démolition d'immeubles (100 % du volume démoli sans égard aux fondations). Le projet de démolition a été présenté à 2 reprises au CCU en avis préliminaire, les 14 mars et 8 août 2019. Une modification notable au projet de remplacement, soit la réduction de la tour de la rue Dowd, exige une nouvelle présentation.

Le bâtiment a fait l'objet d'une expertise structurale par DPHV datant de décembre 2018. L'état général du bâtiment est bon, outre des dégradations ponctuelles. Le demandeur soutient que la structure sur la rue Dowd, quoique récente, ait été conçue pour servir d'entreposage de véhicules et que la configuration de la structure, composée entre autres de rampes, rende sa conversion difficile en unités résidentielles. Le site supporte 2 bâtiments ayant abrité jusqu'à récemment les services d'un concessionnaire automobile. Un bâtiment à l'intersection des rues De Bleury et Carmichael date de 1865, selon les informations des demandeurs, mais a complètement perdu son apparence d'origine, ayant été transformé au début des années 1990. Le deuxième bâtiment sur la rue Dowd sert de garage d'entretien et d'entreposage et date de 1992.

Le projet de remplacement est un complexe résidentiel abritant 246 unités réparties dans deux bâtiments d'apparence distincte partageant un même basilaire situé au cœur de l'îlot. Le projet comprend 45 studios, 164 appartements d'une chambre et 37 de deux chambres.

La tour nord, à l'intersection de la rue De Bleury et de la rue Carmichael, est haute de 15 étages et abrite 218 unités locatives de 1 à 2 chambres. Elle présente un accès principal sur la rue De Bleury, et est revêtue de panneaux de béton préfabriqués de couleur gris pâle. Les ouvertures à cadre fixe des façades présentent une composition dynamique. Des balcons en saillie sont prévus à, la face sud du bâtiment donnant sur la cour intérieure.

La portion de bâtiment sur la rue Dowd est haute de 5 étages et abrite 28 résidences. Ce bâtiment présente un accès principal sur la rue Dowd et est également revêtu de panneaux de béton préfabriqués de couleur gris pâle, dans une trame orthogonale régulière. Les constructions hors-

toit sont revêtues de panneaux en aluminium. Un stationnement souterrain de 82 unités dont l'accès est situé sur la rue Dowd joint les deux bâtiments en sous-sol. Il est surmonté d'une cour commune gazonnée partagée par l'ensemble des résidents du complexe. Les murs latéraux sont revêtus des panneaux de béton préfabriqués présentant des jeux de différentes textures.

Élément particulier : Le site est partiellement situé dans les limites de l'aire de protection de l'Unity building, et les travaux de démolition et de construction *dans cette zonée visée* devront être approuvés par la division du Patrimoine de la ville et le ministère de la Culture et des Communications. (MCC).

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le bâtiment ancien à l'intersection des rues De Bleury et Carmichael a subi des altérations dramatiques au fils des années qui lui ont fait perdre l'ensemble de ses caractéristiques architecturales d'origine. Il est désormais méconnaissable et présente l'apparence d'un bâtiment datant de la fin du XX^{e} siècle.

Considérant que : Le bâtiment de la rue Dowd, de construction plus récente, ne présente pas de caractéristiques notables qui commanderaient sa préservation.

Considérant que : Le gabarit et la matérialité proposés permettent une intégration adéquate du projet de remplacement aux bâtiments du contexte.

Considérant que : La nouvelle volumétrie proposée exprime le potentiel de développement du site et est compatible aux gabarits des bâtiments construits récemment dans le secteur immédiat, en pleine métamorphose.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour le projet de remplacement qui fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure :**
  - **Raffiner la composition de la façade de la rue Dowd, qui est située entre deux façades de bâtiments industriels du début du XX^{e} siècle, avec l'objectif d'une intégration davantage harmonieuse. Prévoir des séparations dans les ouvertures qui feraient écho des proportions des fenêtres des bâtiments existants sur cette rue.**
  - **Travailler les premiers niveaux de la façade de la rue de Bleury, afin d'enrichir l'expérience piétonne et améliorer l'intégration aux façades existantes sur ce même côté d'îlot.**
  - **Unifier la volumétrie des constructions hors-toit qui restent visibles depuis les voies publiques adjacentes, et leur prévoir un traitement qui participe pleinement à l'expression architecturale du bâtiment. Inclure les équipements mécaniques à même le volume du bâtiment.**
  - **Déposer le plan d'aménagement paysager de la cour intérieure.**
  - **Améliorer l'intérêt des matériaux de parement, par exemple, en rehaussant la qualité des agrégats des panneaux de béton.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), KARL DORAIS KINKAID., membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.3.2, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☒ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 16 JANVIER 2020

Signature du membre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.13

2020/02/11
18:30

(2)

Dossier # : 1200858001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 14:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1200858001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 2020



PV_CCU_spécial_2020-01-23_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
SÉANCE EXTRAORDINAIRE

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

23 JANVIER 2020
9h30

Salle Quartier des spectacles
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Karl Dorais-Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre

M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
Mme Stéphanie Turcotte, chef de la division des permis et inspections

M. Jean Cappelli, chef de la division de la gestion de projets immobiliers
M. Bernard Grenier, gestionnaire immobilier
M. Michel Soulières, directeur – gestion de projets immobiliers

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9h32

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté.

3. Dépôt des documents

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier
Aucun dossier

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure
Aucun dossier

4.5 Usage conditionnel
Aucun dossier

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001752217	2000, avenue Viger Est	Favorable avec conditions

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 11 février 2020 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 13 février 2020.

6. Varia

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 10h35.

Sophie Mauzerolle 2020-02-03 — Jean-Philippe Gagnon 2020-02-03

Sophie Mauzerolle — date — Présidente

Jean-Philippe Gagnon — date — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 janvier 2020
3001752217
4.6.1

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2000, avenue Viger Est

Responsables : Bruno Collin et Charlotte Horny

Description : La demande de permis de transformation, soumise par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), vise à démanteler la partie hors toit de la cheminée de la station de pompage Craig pour une question de sécurité publique et pour préserver l'intégrité du bâtiment.

Le site

Construite en 1887, la station de pompage Craig est un témoin exceptionnel de l'histoire du quartier et de la gestion du réseau d'aqueduc et d'égouts de la Ville de Montréal. Il s'agit également d'une des plus anciennes stations de pompage du genre en Amérique du Nord. Le soin apporté à sa composition architecturale, avec des façades en pierres marquées d'un bas-relief représentant les armoiries de la Ville, d'une corniche, d'un fronton, de fenêtres encadrées de fonte ornementale, le tout couronné d'un toit à deux versants traversé en diagonale par une immense cheminée de briques, confère à cette station un caractère institutionnel exceptionnel. Bien qu'elle soit inoccupée, voire pratiquement abandonnée depuis plus de trente ans, elle conserve encore toutes ses composantes d'origine. Mise hors service en 1987, elle demeure le seul bâtiment dans ce secteur, avec la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, à avoir survécu aux démolitions liées à la construction du pont Jacques-Cartier, à la rénovation urbaine des années 60 et 70 et enfin au prolongement de l'autoroute Ville-Marie. Elle se trouve aujourd'hui isolée du reste du quartier sur un terre-plein central, entre l'avenue Viger et la rue Notre-Dame.

Mise en valeur du site

Rappelons que le PPU des Faubourgs en cours d'élaboration inclut une mise en valeur de la station de pompage Craig en proposant notamment son désenclavement et l'aménagement à ses abords d'un nouveau parc d'environ 7 000m². En effet, la reconfiguration du boulevard Ville-Marie pourrait permettre de rattacher le terre-plein actuel de la station Craig à un nouvel îlot délimité au nord par la rue de la Gauchetière. Un processus participatif visant à définir l'occupation permanente reste à mettre en place. La nouvelle vocation devrait permettre la mise en valeur du patrimoine immobilier (la station, les pompes) et immatériel (le savoir-faire lié à la gestion urbaine de l'eau). Un agrandissement du bâtiment actuel pourrait d'ailleurs être envisagé afin d'accommoder la prochaine vocation du site et de créer un écran sonore au profit du parc.

État du bâtiment

Laissée vacante depuis les années 1980, la station Craig a connu dans son histoire récente des travaux d'urgence de consolidation en 2017 sur la façade sud de l'immeuble. En janvier et en février 2018, d'autres travaux de consolidation ont ensuite été réalisés sur les quatre façades. En décembre 2019, le SGPI a obtenu une expertise d'ingénierie externe indiquant que la cheminée doit être démantelée en urgence pour assurer la sécurité du public et l'intégrité du bâtiment. Le même rapport d'ingénieur spécifie également que la restauration de la partie du bâtiment située au-dessus du niveau du sol passe inévitablement par un démantèlement complet. Seulement une partie de la pierre serait récupérable. Un appel d'offres sur invitation est présentement en cours pour réaliser le démantèlement de la cheminée avec diligence et précautions. Comme étapes subséquentes, le SGPI prévoit actuellement une seconde phase s'échelonnant jusqu'en mai 2021 qui viserait la préparation de plans et devis pour le démantèlement du bâtiment et sa conservation. Un comité de travail sera incessamment mis sur pied par le Service de la culture pour définir avec les parties prenantes un projet de mise en valeur du site et des parties du bâtiment. Un appel à idées pourrait être lancé.

Élément particulier : Le bâtiment est désigné comme un immeuble d'intérêt dans le règlement d'urbanisme.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le rapport d'ingénieur reçu en décembre statue hors de tout doute que la cheminée du bâtiment doit être démantelée dans les meilleurs délais pour assurer la sécurité du public et l'intégrité du bâtiment.

Considérant que : La démarche de préservation et de reconstruction du bâtiment à l'identique pourrait être bonifiée par l'implication d'une firme d'architecture spécialisée en patrimoine.

Considérant qu' : En tant que propriétaire, la Ville de Montréal doit faire preuve d'exemplarité en matière de préservation du patrimoine et de mise en valeur de ses bâtiments d'intérêt patrimonial.

Considérant que : La démolition de la cheminée s'avère une intervention délicate nécessitant de prendre des mesures réfléchies évitant d'endommager les autres parties du bâtiment.

Considérant que : Dans son état actuel, le bâtiment se trouve toujours exposé aux effets des intempéries en ayant des ouvertures non étanches.

Considérant que : L'état de dégradation avancée du bâtiment commande que des interventions visant à le protéger soient réalisées avant l'hiver de 2021.

Considérant que : Le PPU des Faubourgs en cours d'élaboration vise à mettre en valeur ce témoin exceptionnel du patrimoine de Montréal en lui attribuant une nouvelle vocation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande ayant pour objet le démantèlement de la cheminée à la condition suivante :

- **Limiter le démantèlement au strict minimum requis permettant d'assurer la sécurité du public et l'intégrité du bâtiment, c'est-à-dire à la hauteur du faîte du toit.**

Par ailleurs, étant donné que l'état de détérioration avancé de ce bâtiment d'intérêt patrimonial s'avère très préoccupant, les membres tiennent également à exprimer que :

- **L'échéancier de la seconde phase comportant la mise en place d'un comité de travail sur la mise en valeur du site devrait être resserré et représenté avec diligence aux membres du CCU ;**
- **Des interventions devraient être entreprises dans les meilleurs délais afin de protéger et d'étanchéifier les ouvertures du bâtiment contre les intempéries ;**
- **Un rapport d'expertise d'une firme d'architecture spécialisée en patrimoine identifiant les éléments du bâtiment récupérables in situ devrait être produit promptement et transmis à l'arrondissement ;**
- **Les interventions sur le bâtiment devraient toujours être orientées dans l'optique d'une reconstruction du bâtiment à l'identique tout en conservant le plus d'éléments récupérables in situ.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.14

2020/02/11
18:30

(2)

Dossier # : 1202701016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 29 janvier 2020

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 29 janvier 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-06 11:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 29 janvier 2020

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 29 janvier 2020

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

29 janvier 2020
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Richard Ryan, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme

Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

Monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement

Monsieur Samuel Ferland, conseiller en aménagement

Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement

Maître Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Richard Ryan, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par cinq avis publics parus le 11 janvier 2020 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

Environ 39 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1250, boulevard René-Lévesque Ouest – PPCMOI - pp 416 (dossier 1194869012)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, et ce, en dérogation notamment à l'article 5 du *Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier de Saint-Antoine (7908)* relatif, entre autres, aux enseignes permises.

Le président d'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, le président d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) Projet de règlement CA-24-316 – (dossier 1197199007)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique.

Le président d'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux distinctions entre les types d'enseignes;*
- *à une préoccupation quant au respect et à l'application de la réglementation relative aux enseignes et à l'affichage non conforme;*
- *aux problèmes de publicité sur les enseignes;*
- *à la disponibilité de la présentation de ce projet suite à l'assemblée publique de consultation.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

c) Projet de règlement CA-24-282.119 – (dossier 1197199006)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

Le président d'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux impacts de nouveaux développements autour des immeubles d'intérêt;*
- *à une préoccupation en ce qui concerne le projet inscrit au point h) du présent ordre du jour, lequel est adjacent au collège militaire Black Watch;*
- *à l'existence de dispositions réglementaires régissant le développement aux alentours des immeubles d'intérêt.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

d) 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum – PPCMOI - pp 419 (dossier 1196255020)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul).

Le président d'assemblée indique que monsieur Samuel Ferland, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux délimitations exactes du lot visé par le projet, ainsi que la portée des travaux à être effectués par le propriétaire;*
- *aux raisons pour lesquelles les travaux n'ont pas été réalisés dans le délai initialement accordé et à la possibilité d'accorder des prolongations additionnelles;*
- *au fait que le bâtiment soit demeuré vacant pendant plusieurs années;*
- *à l'importance que les lieux de culte qui hébergeaient auparavant des centres communautaires conservent leur caractère communautaire ou d'équipement collectif, plutôt qu'être transformés en projets privés;*
- *à la possibilité de modifier la hauteur du bâtiment visé lorsque ce dernier a un nombre d'étages équivalent à ceux qui lui sont adjacents;*
- *aux critères permettant de statuer sur la proportion de végétaux par rapport à l'implantation de l'immeuble;*
- *aux raisons pour lesquelles le projet ne fait pas l'objet d'une stratégie d'inclusion de logements sociaux et communautaires;*
- *à la possibilité pour la Ville de racheter ou de reprendre le bâtiment du promoteur;*
- *à l'importance d'harmoniser les matériaux et couleurs du projet avec les bâtiments aux alentours;*

- *au fait que le projet ne répond pas aux normes de développement durable et favorisera les îlots de chaleur;*
- *à l'existence de politiques dans les autres arrondissements afin de préserver l'utilisation communautaire et collective de ce type d'immeuble;*
- *aux clarifications par le promoteur du contexte général de cet immeuble et les réponses quant aux préoccupations exprimées, dont celle à l'effet que le bâtiment est vacant, aux efforts effectués pour maintenir le bâtiment en bon état et à la volonté de réaliser les travaux.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

e) Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal – (dossier 1196255014)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à retirer un bâtiment de la section « Les lieux de culte » de la partie II (les documents d'arrondissement) et à l'intégrer à la section « Les habitations » de cette même liste, pour le bâtiment portant le numéro 2310, rue Sainte-Catherine Est (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul).

Le président d'assemblée indique que monsieur Samuel Ferland, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, le président d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

f) Projet de règlement CA-24-282.120 – (dossier 1198398008)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario.

Le président d'assemblée indique que monsieur Samuel Ferland, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux secteurs exacts où l'usage résidentiel sera interdit et l'ampleur de la superficie à combler avec des emplois;*
- *au stationnement à l'intérieur de l'îlot Macdonald et à la possibilité qu'un projet résidentiel y soit autorisé;*
- *au fait que le projet de règlement est indépendant d'un projet immobilier;*
- *aux raisons pour lesquelles la hauteur maximale est conservée à 4 étages, plutôt que réduite à 3, tel qu'inscrit dans le projet de règlement initial, et à l'impact sur la proposition relative à la propriété face au centre d'achat Frontenac;*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

g) 1419 à 1441, rue Pierce – PPCMOI - pp 417 (dossier 1198398007)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce, et ce, en dérogation notamment à l'article 143 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, aux catégories d'usages résidentielle (R), mixte (M) et équipements collectifs et institutionnels (E).

Le président d'assemblée indique que monsieur Samuel Ferland, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux nombres de pièces et de chambres à coucher dans les logements;*
- *au retrait du marché de grands logements pour les familles et ce, à l'encontre de la politique en matière de logement à Montréal;*
- *à l'importance de privatiser la ruelle piétonne à l'arrière du bâtiment et d'y installer une grille avec un système d'intercom afin d'assurer la sécurité;*
- *à l'importance de prévoir un endroit pour la collecte de matières résiduelles autre part que sur la rue, en raison des déchets qui s'accumulent sur les perrons avant et arrière, ainsi que les risques que cela cause en cas d'incendie;*
- *aux problématiques de sécurité du côté de la ruelle, malgré l'installation de lumières.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

h) 2105 à 2137, rue De Bleury – PPCMOI - pp 418 (dossier 1197400004)

Le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 10 décembre 2019, le premier projet de résolution autorisant un projet immobilier à usages mixtes comprenant la transformation et la restauration des immeubles situés aux 2105 à 2137, rue De Bleury et une nouvelle construction sur les lots adjacents, et ce, en dérogation notamment à l'article 10 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, à la hauteur maximale en mètres.

Le président d'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *à l'impact du projet sur l'ensoleillement des bâtiments adjacents, sur la qualité de vie et l'intimité des résidents, aux erreurs dans l'étude fournie par le promoteur et à une demande d'étude indépendante couvrant le période estivale (juin à septembre);*
- *à une demande de modification de la carte des distances entre les façades des immeubles, afin que celle-ci soit représentative des distances réelles;*
- *à la proportion d'implantation du bâtiment par rapport aux végétaux;*
- *au fait que le recul de 1,5 m par rapport à la ruelle ne favorise pas la vie de quartier et à la volonté d'inclure un jardin à celui de la coopérative;*
- *au fait que le projet n'intègre pas suffisamment de logements familiaux, qu'ils sont inabordables, et à la possibilité de recommander l'ajout d'autres logements familiaux;*
- *à l'impact sur la sécurité, le bruit (demande d'étude) et la propreté pour la coopérative, ainsi qu'aux préoccupations quant à la disparition de cette dernière;*

- *aux craintes d'un usage « airbnb » dans les nouveaux logements et le fait que la Ville ne fasse pas appliquer son règlement;*
- *à l'opportunité pour les locataires actuels de revenir dans les logements après les rénovations, à la contribution du projet à l'embourgeoisement et au déracinement des locataires par le versement d'indemnités de départ, et à une préoccupation quant à la légalité de l'octroi d'une contribution financière de 20 % pour des logements sociaux;*
- *aux préoccupations quant à la conservation de l'uniformité du cadre bâti et de l'harmonie dans le quartier, à une volonté que la hauteur du projet respecte celle des bâtiments adjacents avec une densité à l'échelle humaine;*
- *à une demande d'étude de l'impact du projet sur le jardin Sherbrooke, notamment en ce qui concerne l'intégration, les matériaux utilisés et l'ensoleillement;*
- *aux préoccupations quant au stationnement et au passage des véhicules par la ruelle (demande d'étude de trafic);*
- *aux mesures prises par la Ville afin d'entretenir et rénover la ruelle, notamment en matière de déneigement, et d'y assurer la sécurité des enfants;*
- *l'ajout d'une grille avec un code d'entrée dans la ruelle entre la rue De Bleury et le bâtiment afin d'assurer la sécurité;*
- *à la possibilité d'utiliser l'échange d'emplacement de la ruelle à l'arrière du bâtiment comme outil de négociation avec le promoteur et l'accessibilité de cette ruelle;*
- *au fait que la collecte de déchets privée causera du bruit et des problèmes de propreté, ainsi qu'à l'importance de prévoir un espace pour les matières résiduelles;*
- *au fait que la cour verte entre les deux bâtiments est une surface minéralisée qui ne pourra pas être végétalisée, ni absorber l'eau lors d'orages, ce qui posera à long terme un problème en matière de développement durable;*
- *aux étapes du processus d'approbation référendaire, au souhait à l'effet que la Ville retravaille le projet afin de tenir compte des préoccupations exprimées à la présente assemblée, et à la volonté qu'une autre consultation publique soit tenue.*

Dépôts de trois documents en annexe du présent procès-verbal :

- **Pétition** « NON à un immeuble de 25 mètres aux 2105-2137 rue De Bleury à Montréal »;
- **Lettre de la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain** datée du 29 janvier 2020 ; et
- **Lettre de la Coopérative d'habitation Jeanne-Mance** datée du 27 janvier 2020.

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Richard Ryan, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 20 h 58.

3 février 2020
Me Katerine Rowan — date
Secrétaire d'arrondissement

5 février 2020
M. Richard Ryan — date
Président d'assemblée

DÉPÔT
29 janvier 2020

Montréal, le 27 janvier 2020

Comité consultatif d'urbanisme de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve E., 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de révision du projet immobilier nº 1197400004 (aux 2105 à 2137, rue De Bleury) par la Coopérative d'habitation Jeanne-Mance

Mesdames,
Messieurs,

Par la présente, le conseil d'administration de la Coopérative d'habitation Jeanne-Mance désire exprimer ses inquiétudes et objections vis-à-vis du projet immobilier du Groupe Canvar, lequel vise la transformation et la restauration des immeubles situés aux 2105 à 2137, rue De Bleury à Montréal et une nouvelle construction sur les lots adjacents.

Voisine immédiate du terrain du projet, notre coopérative, composée de 16 maisons victoriennes aux façades classées patrimoniales, loge plus d'une centaine de personnes. Fondée en 1975, la Coopérative Jeanne-Mance constitue une des plus vieilles coopératives d'habitation de Montréal et enrichit considérablement la mixité sociale du quartier. Elle fait partie de l'un des derniers quadrilatères du centre-ville ayant gardé sa configuration d'origine et constitue un ensemble architectural menacé, au cours des dernières années, par le développement accéléré de hautes tours d'habitation à l'ouest.

Comme vous pourrez le constater dans cette lettre, la qualité de vie de nos membres sera affectée directement par le projet immobilier sous sa forme actuelle. Non seulement nous nous opposons à la demande de dérogation visant à faire passer la hauteur de l'immeuble de 16 à 25 mètres, mais nous demandons à ce que le projet soit revu puisqu'il ne tient aucunement compte de notre vie de ruelle.

Le conseil d'administration de la Coopérative a étudié les trois rapports du Comité consultatif d'urbanisme de l'Arrondissement Ville-Marie, disponibles sur le site de la Ville de Montréal, afin de comprendre les différentes étapes de l'évolution du projet de construction résidentiel du Groupe Canvar.

- Le premier rapport date de juin 2019 et a été approuvé par Richard Ryan, vice-président, et Jean-Philippe Gagnon, secrétaire
- Le deuxième rapport date d'octobre 2019 et a été signé par Sophie Mauzerolle, présidente, et Billy Chérubin, secrétaire.

- Le dernier rapport date de décembre et a été signé par Charlotte Horny, conseillère en aménagement, Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme et du développement économique, et Sylvain Villeneuve, directeur de direction.

En étudiant ces documents, nous avons remarqué que certaines des conditions préalables à l'acceptation du projet disparaissent de rapport en rapport. Voici une liste de nos interrogations :

Par rapport à l'impact de l'ensoleillement sur nos bâtiments :

Le rapport de décembre 2019 soutient qu'en hiver, « les maisons sont dans l'ombre dès 13 h. Le projet aura un impact à partir de 11 h ». Le rapport qualifie cet impact de mineur.

Or, la perte de deux heures d'ensoleillement est énorme pour un secteur où le soleil est déjà rare. Toute diminution d'ensoleillement représente une perte de jouissance considérable et entraîne une augmentation des besoins en chauffage. Or, aucun dédommagement n'est prévu à cette fin.

Plus loin dans le même rapport, on peut lire qu'à l'automne et au printemps, « la moitié des maisons sont dans l'ombre durant l'après-midi, alors qu'avec le projet, les trois quarts des maisons le seront. »

Encore une fois, cette augmentation d'un quart de la zone d'ombre nous apparaît substantielle. Nous sommes stupéfaits de constater que ces impacts soient qualifiés de mineurs. À en juger de ce rapport, la qualité de vie de toute une communauté établie depuis 40 ans n'a aucune valeur. Contrairement à d'autres projets au centre-ville, l'immeuble projeté n'est pas situé près d'autres tours, mais bien à côté de bâtiments résidentiels de 3 à 4 étages. La demande de dérogation visant à faire passer la hauteur de l'immeuble de 16 à 25 mètres écraserait littéralement nos maisons.

Qui plus est, nous contestons les données de l'étude d'ensoleillement sur laquelle sont basées les conclusions du rapport. En effet, nos maisons ne sont ni dans l'ombre dès 13 h en hiver, ni en après-midi durant l'automne et le printemps. Nous sommes d'ailleurs prêts à documenter l'ensoleillement de nos appartements et de nos cours pour appuyer nos affirmations. Notons que le rapport n'indique pas si l'étude d'ensoleillement a été réalisée par l'entrepreneur ou la Ville.

Par rapport au dégagement de la ruelle :

- En juin 2019, le rapport faisait état d'une « cour anglaise de 212 m^2 située le long de la ruelle d'une profondeur variant de 2 m à 4 m qui permet un recul du bâtiment de 5,5 m par rapport à la ruelle ». Le rapport salue ce dégagement de

5,5 m en disant qu'il atténue l'effet massif. Le rapport s'interroge également sur les conséquences de l'ensoleillement sur nos habitations.

- En octobre 2019, le rapport fait état que le bâtiment s'implantera à 1,5 m de recul par rapport à la ruelle. Une des conclusions du rapport est de « retravailler le rapport à la ruelle en favorisant un recul du bâtiment en proposant un aménagement paysager pour la ruelle afin de favoriser l'animation et l'entretien de la ruelle et d'améliorer la qualité de vie des occupants. »
- Or, dans le rapport du 3 décembre 2019, on peut lire qu'il est prévu que le bâtiment s'implante toujours à 1,5 m de la ruelle.

Nous nous demandons pourquoi les deux recommandations de juin et octobre n'ont pas été suivies dans le rapport final afin d'atténuer l'impact du nouvel immeuble sur nos maisons.

Dans le même ordre d'idées, le rapport d'octobre avait comme condition que les étages 8 et 9 soient en retrait. Or, le dernier rapport ne respecte pas cette condition puisque seul l'étage 9 est en retrait. Pourquoi cette disposition a-t-elle été abandonnée?

Par rapport à l'entrée du stationnement sur notre ruelle :

Actuellement, la guérite de paiement du stationnement appartenant au Groupe Canvar est accessible par la rue De Bleury et les automobilistes utilisent principalement cette entrée. Nous sommes inquiets de constater que sur les plans actuels, les automobilistes utiliseront notre ruelle puisque l'entrée du stationnement est directement située en arrière de nos bâtiments. Avec un immeuble de 300 logements, la circulation risque d'accroitre exponentiellement. Encore une fois, notre qualité de vie n'est pas prise en compte.

Par rapport à l'aménagement d'une ruelle verte et d'espaces verts :

En réduisant au minimum les espaces verts et les endroits d'animation extérieurs (le projet final a une cour intérieure de 104 m^2 sur laquelle nous n'avons aucune vue) et en situant les constructions au ras de notre ruelle, il néglige une des caractéristiques fondamentales qui fait la valeur des quartiers résidentiels de Montréal, soit la vie de ruelle avec ses cours et ses stationnements.

Nous possédons nous-mêmes des cours avec potagers, arbres et autres espaces verts. Il s'agit de lieux de rencontre vivants qui contribuent à notre qualité de vie et constituent un milieu précieux étant donné leur rareté au centre-ville.

Pourquoi ce projet n'en tient-il pas compte et ne cherche pas à s'intégrer à ce que nous avons déjà implanté depuis plus de 40 ans? Pourquoi le projet de ruelle verte proposé par l'entrepreneur vise la ruelle derrière la première ligne de bâtiments sur De Bleury et

non celle en arrière de nos logements? La relocalisation de cette ruelle serait à même de profiter à nos membres et de créer un milieu de vie commun.

Par rapport à la place du logement social au sein du projet :

Tous les rapports de la Ville mentionnent l'importance d'avoir des logements pour les familles au centre-ville. Or, nous sommes étonnés de constater que la proposition finale du projet se contente de 18 % de logements de deux chambres (70 % des logements sont des studios). Il nous semble qu'on manque ici une formidable occasion de favoriser et d'améliorer la vie familiale que nous avons déjà dans notre coopérative.

Pourtant, le 15 janvier 2020, la mairesse Valérie Plante déclarait sur sa page Facebook : « Notre administration a aussi introduit le Règlement pour une métropole mixte, qui prévoit une nouvelle obligation pour tous les projets résidentiels équivalant à environ cinq logements et plus d'inclure 20 % de logement social, 20 % de logement abordable et 20 % de logement familial. » Avec son maigre 18 %, le projet ne respecte pas cette promesse.

De plus, le rapport de décembre 2019 indique que le projet « devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux. » Encore une fois, où sont les 20 % mentionnés par la mairesse? Nous aimerions avoir des détails et des garanties par rapport à ces engagements.

D'ailleurs, le 16 janvier dernier, lors de l'annonce du projet de la Coopérative de la Montagne, M^{me} Plante déclarait : « Trop longtemps, le centre-ville a été laissé pour compte en matière de logement social. Nous voulons faire les choses différemment. Nous voulons favoriser la mixité, et faire des quartiers centraux des milieux de vie habités et dynamiques. »

Notre coopérative est un véritable petit village gaulois dans ce centre-ville où les tours poussent comme des champignons. Il nous semble que ce projet est l'occasion parfaite pour l'administration Plante de prouver ses intentions. À quoi sert-il de créer des logements sociaux si on ne prend pas soin de ceux qui existent déjà? À quoi sert-il de créer des logements sociaux si on ne considère pas que les habitants de ces logements ont aussi droit à une qualité de vie?

Conclusion :

Considérant que nous sommes inquiets quant à l'impact d'un immeuble résidentiel de près de 300 logements sur notre qualité de vie (niveau d'ensoleillement, circulation et protection du caractère patrimonial du quadrilatère) et considérant que le projet dans sa forme actuelle (composition des logements et implantation sur notre ruelle) met en péril notre vie de quartier actuelle, nous nous opposons à la demande de dérogation sur

la hauteur du bâtiment et demandons au Comité consultatif d'urbanisme de Ville-Marie Montréal de réviser le projet de construction en tenant compte de nos commentaires.

Notre démarche est appuyée par une pétition de plus de 400 signataires que vous pouvez consulter en ligne ici : http://chng.it/q4hXcS5x7j

En vous remerciant pour votre attention, nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Pour la Coopérative d'habitation Jeanne-Mance,



Nicolas Coutlée,
secrétaire

Coopérative d'habitation Jeanne-Mance
2080-B, rue Jeanne-Mance
Montréal, Québec H2X 2J5
nicolas.coutlee@gmail.com

c. c. : Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué Ville-Marie
Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville du district Sainte-Marie
Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme et du développement économique
Valérie Plante, mairesse
Nathalie Roy, ministre de la Culture et des Communications
Richard Ryan, conseiller de la Ville désigné
Sylvain Villeneuve, directeur de direction

DÉPOT À L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION DU 29 JANVIER 2020

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES D'HABITATION INTERMUNICIPALE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Habitée par un idéal

Le 29 janvier 2020

Comité consultatif d'urbanisme de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de révision du projet immobilier n° 1197400004

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa rencontre tenue le 25 janvier dernier, le conseil d'administration de la Fédération a résolu d'accorder son appui à la Coopérative d'habitation Jeanne Mance en lien avec sa demande de révision du projet immobilier n° 1197400004.

Nous ne souhaitons pas ici reprendre l'argumentaire bien étayé de la coopérative, que nous partageons, mais plutôt soulever d'autres considérations.

Tout d'abord, nous aimerions replacer l'enjeu soulevé par la coopérative dans une perspective historique. Bien qu'elle n'en fasse pas formellement partie, la Coopérative Jeanne Mance est limitrophe du complexe coopératif et sans but lucratif de Milton Parc. Celui-ci a célébré l'année dernière les 50 ans de la lutte entreprise par les habitants du secteur pour s'opposer à la démolition de leurs maisons prévue afin de faire place à un ensemble résidentiel et commercial en hauteur qui devait occuper tout le quartier. Non seulement la réalisation de celui-ci aurait-elle conduit à déloger les locataires, mais elle aurait fait raser plusieurs dizaines de maisons présentant un cachet patrimonial au centre-ville. Bien que partielle, la victoire des résidants a permis de préserver en grande partie les logements existants ainsi que la richesse architecturale du secteur. Aujourd'hui, ce dernier est devenu un objet de fierté et un arrêt obligé dans les tournées offertes aux visiteurs étrangers qui s'intéressent au logement.

Le projet mis de l'avant par le Groupe Canvar, bien qu'à une échelle nettement plus modeste que celui de La Cité, introduit ici aussi une rupture dans l'harmonie du quartier qui s'ajoute aux nuisances qu'il causera aux membres de la coopérative. Il nous semble important que le Comité consultatif d'urbanisme tire des leçons de l'histoire de Milton Parc et cherche à s'inscrire dans la continuité en s'assurant de préserver le cachet unique de ce quartier, une oasis au centre-ville.

Selon notre compréhension, les possibilités d'accorder une dérogation reposent sur des principes qui permettent à la Ville d'assurer une cohérence dans l'aménagement et de veiller à arbitrer les usages dans l'intérêt du bien commun. Nous pensons donc que la Ville n'a pas de motifs justifiants de passer outre à ces principes.

7000, avenue du Parc, bureau 206, Montréal (Québec) H3N 1X1
T 514.843.6929 F 514.843.5241 C info@fechlmm.coop

fechlmm.coop

On peut ainsi s'interroger sur l'apport potentiel du projet du Groupe Canvar à la communauté. Si apport il y a, celui-ci compenserait-il les inconvénients causés aux membres de la Coopérative Jeanne Mance de même qu'à leurs voisins?

Les coopératives d'habitation, quant à elles, remplissent une mission sociale, et ce, à des fins non lucratives et non spéculatives. Elles ont pour but de loger des personnes à revenu faible et modeste, notamment des catégories de ménages qui éprouvent souvent des difficultés dans le marché privé, tels que les familles, les aîné.e.s et les personnes issues de la diversité. Elles contribuent en outre à rénover et à entretenir le parc immobilier, principalement dans les quartiers anciens, et à accroître le nombre de logements locatifs par la construction neuve.

En conclusion, nous invitons le Comité consultatif d'urbanisme de Ville-Marie à prêter une oreille attentive à la Coopérative Jeanne Mance et nous espérons que sa décision ira dans le sens du bien commun.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, mes salutations les meilleures.

Le directeur général,

Gilles Nadon

cc. : Coopérative d'habitation Jeanne Mance

DÉPÔT
29 janvier 2020

Pétition

NON à un immeuble de 25 mètres aux 2105 à 2137 rue De Bleury à Montréal

Nous invitons les membres de la Coopérative Jeanne-Mance, leurs conjoint-e-s et colocataires ainsi que les résidents du Quartier des Spectacles à signer cette pétition en opposition à la demande de dérogation du Groupe Canvar.

Cette demande vise à permettre la construction d'un immeuble de 25 mètres de hauteur aux 2105 à 2137 rue De Bleury (dans le stationnement derrière la Coopérative Jeanne-Mance). Actuellement, le Règlement d'urbanisme de Ville-Marie prévoit une limite de 16 mètres.

Effets négatifs sur la qualité de vie des habitants du quartier :

- Perte de luminosité dans les cours et appartements adjacents;
- Enfermement et réduction majeure des percées visuelles;
- Atteinte au caractère patrimonial du quadrilatère, composé du manège militaire du Black Watch et des maisons de style victorien de la rue Jeanne-Mance, dont les façades composent un paysage reconnu bien culturel. (Perte esthétique et déséquilibre architectural)
- Accroissement de la circulation et augmentation de la nuisance sonore;
- Réduction de la possibilité de développement de logements sociaux et abordables.

Effets négatifs sur le développement de la ville :

Le centre-ville de Montréal est reconnu comme un des centre-ville les plus agréables, habitables, dynamiques et magnifiques en Amérique du Nord. Ces qualités enviables découlent directement de son urbanisme à échelle humaine. La construction de tours immenses dans le centre-ville et aux alentours porte atteinte grave à ce caractère précieux.

Comment garder une ville à échelle humaine où il fait bon vivre si des promoteurs-développeurs peuvent faire changer les règlements, suivant leur bon plaisir et leurs intérêts financiers?

Soumission de la pétition

Cette pétition sera déposée à la consultation publique du **29 janvier 2020 à 17 h 30**, à la salle du conseil d'arrondissement Ville-Marie. La pétition peut également être consultée sur Change.org à l'adresse suivante : http://chng.it/p6jGY4DN

Signatures

Name	Location	Date
Nicolas Coutlée	Montréal, Canada	2020-01-20
Raymond Poirier	Montréal, Canada	2020-01-21
Manon Villemure	Montréal, Canada	2020-01-21
Nicole Semaan	Laval, Canada	2020-01-21
Mélanie Zahra	Longueuil, Canada	2020-01-21
Solange Guilbert	Montréal, Canada	2020-01-21
Emile Villemure	Montréal, Canada	2020-01-21
Lucie Trottier	Montréal, Canada	2020-01-21
Lucl Poirier	Montréal, Canada	2020-01-21
Stéphanie St-Pierre	Montréal, Canada	2020-01-21
lyne souliere	Montréal, Canada	2020-01-21
maria ansaldo	Toronto, Canada	2020-01-21
Roxanne Soulière-Crépeau	Montreal, Canada	2020-01-21
Julianna Forbes	Montréal, Canada	2020-01-21
Matthori Fournier	Montréal, Canada	2020-01-21
Patricia Roca	Montreal, Canada	2020-01-21
Benoit Soulière	Montréal, Canada	2020-01-21
Sylvain Lareau	Montréal, Canada	2020-01-21
Vanessa Dubé-Morin	Montréal, Canada	2020-01-21
Ana Alvarado	Montréal, Canada	2020-01-21
Daniel Lytwynuk	Montréal, Canada	2020-01-21
Pascal Grenon	Saint-hippotyte, Canada	2020-01-21
Aldo Miguel Paolinelli	Québec, Canada	2020-01-21
NORA GOLIC	Montréal, Canada	2020-01-21
Stefany Beland	Montréal, Canada	2020-01-21
Izabela Rudz	Montréal, Canada	2020-01-21
Gilles McMillan	Montréal, Canada	2020-01-21
Sophie Montpetit	Montréal, Canada	2020-01-21
Manon bergevin	orford, Canada	2020-01-21
Delphine Chapard	Montreal, Canada	2020-01-21
Annie Quenneville	Montreal, Canada	2020-01-21
Manuel Brizard	Montréal, Canada	2020-01-21
Rene Callahan-St John	Laval, Canada	2020-01-21
Geneviève de Montgaillard	Montréal, Canada	2020-01-21
Christine Marchand	Montréal, Canada	2020-01-21
Ghislain Sirois	Montreal, Canada	2020-01-21
Jessica Sénéchal	Montréal, Canada	2020-01-21
David Kunstatter	Montréal, Canada	2020-01-21
Emmanuel Lissandre	France	2020-01-21
Jean-Philippe Nault	Montreal, Canada	2020-01-21
Elaine Desorcy	Montréal, Canada	2020-01-21
Caroline Rossi	Montréal, Canada	2020-01-21
martin fourat	montreal, Canada	2020-01-21
Patricia Tymocko	Montreal, Canada	2020-01-21
Mathias Beudeau	Vaudreuil-dorion, Canada	2020-01-21
Adam Balagh	Mirabel, Canada	2020-01-21
Alberto Sanchez	Montréal, Canada	2020-01-21
Marie-Ève Mercier	Montréal, Canada	2020-01-21
Carolanne Lavoie	Montréal, Canada	2020-01-21
Sandra Lauzon	Montreal, Canada	2020-01-21
Julien Gaudry	Montreal, Canada	2020-01-21
jean mario lajoie	Montréal, Canada	2020-01-21
Pierre-Marc Duguay	Montréal, Canada	2020-01-21
Ranko Bobusic	Montréal, Canada	2020-01-21
Lewis Wright	Montréal, Canada	2020-01-21
Lucia Paolinelli	GATINEAU, Canada	2020-01-21
Gustavo Campuzano	Montréal, Canada	2020-01-21
Jean-Philippe Richard	Montréal, Canada	2020-01-21
Jean-Thomas Bouchard	Montréal, Canada	2020-01-21
Elijah Herron	Montréal, Canada	2020-01-21
Scott Holland	Montréal, Canada	2020-01-21
Guillaume Nolin	Gatineau, Canada	2020-01-21
Jean-claude Parisé	GASCONS, Canada	2020-01-21
ted mclaren	Gatineau, Canada	2020-01-21
Nancy Gagne	Sept-îles, Canada	2020-01-21
Daniel Dupont	Montréal, Canada	2020-01-21
Alyssa Landry	Montréal, Canada	2020-01-21
Mathieu Sirois	Price, Canada	2020-01-21
Patricia Vandor	Boisbriand, Canada	2020-01-21
Esther Tarrab	Laval, Canada	2020-01-21
Muriel Michel	Montréal, Canada	2020-01-21
Stephanie Legault	Montréal, Canada	2020-01-21
Claudy Philius	Montréal, Canada	2020-01-21
Carlos Silva	Laval, Canada	2020-01-21
Jean-Marc Labrèche	Montréal, Canada	2020-01-21
Hugo Belzile	Longueuil, Canada	2020-01-21
Gilles Denis	Cookshire, Canada	2020-01-21
Jason Pacheco	Montreal, Canada	2020-01-21
Cynthia Desmarais	Beverly Hills, California, US	2020-01-21
Catherine Dumais	Montréal, Canada	2020-01-21
Claude Thibodeau	Cookshire, Canada	2020-01-21
Magdalena Szymanska	Gatineau, Canada	2020-01-21
Maurice Oviedo	Montréal, Canada	2020-01-21
Louis-Philippe Braconier	Sorel-tracy, Canada	2020-01-21
Jonathan Barrette	Mascouche, Canada	2020-01-21
Larissa Dossou-gbete	Canada	2020-01-21

Name	Location	Date
Myriam Larocque	Martinville, Canada	2020-01-21
Rim Kharti	Sainte-thérèse, Canada	2020-01-21
Matias Houde	Quebec, Canada	2020-01-21
Chris Canaan	Montréal, Canada	2020-01-21
Sylvie Boucher	Montréal, Canada	2020-01-21
Maude Bouchard	Montréal, Canada	2020-01-21
Johanne Cooper	Montréal, Canada	2020-01-21
Leon Allard	Québec, Canada	2020-01-21
Marie-Frédérique Julien	Montréal, Canada	2020-01-21
Vanesa Garay	Argentina	2020-01-21
Julie St-Laurent	Montreal, Canada	2020-01-21
Vincent Fauteux	Beauharnois, Canada	2020-01-21
Julien Miollan	Montréal, Canada	2020-01-22
Marie-Claude Rouillard	Montréal, Canada	2020-01-22
Elise Couture-Grondin	Vancouver, Canada	2020-01-22
yolande juteau	Montréal, Canada	2020-01-22
Michel Lemieux	Montréal, Canada	2020-01-22
Franco Navarro Ciriaco	Montréal, Canada	2020-01-22
Sara Mastan	Montreal, Canada	2020-01-22
Frantz Abellard	Canada	2020-01-22
Rachelin Dan Alapo	Chicoutimi, Canada	2020-01-22
Victor Edoh	Montréal, Canada	2020-01-22
Ulrich Simo	Laval, Canada	2020-01-22
Xavier Trudeau	Montréal, Canada	2020-01-22
Charles-Émile Bousquet	Saint-hyacinthe, Canada	2020-01-22
Serena Salambere	Saint-eustache, Canada	2020-01-22
hans Wehrli	Montréal, Canada	2020-01-22
Dominique Landry	Montréal, Canada	2020-01-22
Youdeline Alceus	Montréal, Canada	2020-01-22
Eden Brisson-Stuart	Rimouski, Canada	2020-01-22
Edith Richard	Montréal, Canada	2020-01-22
Jean Pierre Hudon	Donnacona, Canada	2020-01-22
Dave Plant	Canada	2020-01-22
Fares Khoury	Montréal, Canada	2020-01-22
Julie Gauvin	Montréal, Canada	2020-01-22
Laurent Desorcy-Dupont	Trois-rivières, Canada	2020-01-22
Jimi Harton	Vaudreuil-dorion, Canada	2020-01-22
Caroline Montpetit	Laval, Canada	2020-01-22
Frédéric Messier	Montréal, Canada	2020-01-22
Carmen Tremblay	Montréal, Canada	2020-01-22
Michel Lemieux	Montréal, Canada	2020-01-22
Valerie Martin	Montréal, Canada	2020-01-22
Charles Poulin	Sainte-Marie, Canada	2020-01-22
Marie-Ève Provencher	Montréal, Canada	2020-01-22

Name	Location	Date
Chiasson René	Montréal, Canada	2020-01-22
Carolane Larouche	Montreal, Canada	2020-01-22
Claude Guérin	Puerto Vallarta, Mexico	2020-01-22
Sylvie Houle	Val-des-Bois, Canada	2020-01-22
Jean michel Grignon	Santiago, Chile	2020-01-22
Sabrina Lepage	Montréal, Canada	2020-01-22
Manon Nantel	Châteauguay, Canada	2020-01-22
Loïc Brière	Chambly, Canada	2020-01-22
Chrystian Levasseur	Montréal, Canada	2020-01-22
Christine BRIZARD	TREIZE SEPTIERS, France	2020-01-22
Julia Da Escossia	Aracaju, Brazil	2020-01-22
Andre Vinocius Magnago Borin Araujo	Aracaju, Brazil	2020-01-22
Paula Mazzeo	Rio Claro, Brazil	2020-01-22
Sophie Sirois	Verdun, Canada	2020-01-22
Charlene Lichensky	Verdun, Canada	2020-01-22
Serge Doucet	Montréal, Canada	2020-01-22
andre boivin	Montréal, Canada	2020-01-22
Myriam Giguère	Montréal, Canada	2020-01-22
Angela Magnago Dantas	Calheta, Portugal	2020-01-22
Cindy Grappe	Montréal, Canada	2020-01-22
Elizabeth Ferland	Montréal, Canada	2020-01-22
Emilien Gruet	Montréal, Canada	2020-01-22
liliana da escossia melo	Aracaju, Brazil	2020-01-22
Corinne Samson	Montréal, Canada	2020-01-22
Felipe Pio	Montreal, Canada	2020-01-22
Emilie Roy	Montreal, Canada	2020-01-22
Louise Couillard	Montréal, Canada	2020-01-22
Pascale Chamberland	Montréal, Canada	2020-01-22
melinda wilson	Racine, Canada	2020-01-22
Arielle Saunders	Montréal, Canada	2020-01-22
Angèle-Anne Brouillette	Montréal, Canada	2020-01-22
Sabine Minsky	Montréal, Canada	2020-01-22
isabelle turenne	Montréal, Canada	2020-01-22
Alicia Ramirez	Montreal, Canada	2020-01-22
Maxime Desgagnés	Montréal, Canada	2020-01-22
marie Gaudreau	Montréal, Canada	2020-01-22
Joëlle Gaudreau	Montreal, Canada	2020-01-22
Etienne Diotte	Montréal, Canada	2020-01-22
Vanessa Valiquette	Montreal, Canada	2020-01-22
Thiago Freitas	Montréal, Canada	2020-01-22
Rogerio Matos	Laval, Canada	2020-01-22
Charlene Synett	Montréal, Canada	2020-01-22
Manuela Correia	Montréal, Canada	2020-01-22

Name	Location	Date
Yanique Louidor	Toronto, Canada	2020-01-22
Virginie Pineault	Montréal, Canada	2020-01-22
Sandra Leitao	Longueuil, Canada	2020-01-22
Gabrielle Button	Montréal, Canada	2020-01-22
Geneviève Sorel	Montréal, Canada	2020-01-22
Maryse Leveillee	Laval, Canada	2020-01-22
Julien Devaud	Verdun, Canada	2020-01-22
Antoine Hamel	Montréal, Canada	2020-01-22
Clayton Arruda Nogueira	Montréal, Canada	2020-01-22
Philippe Theriault	Montréal, Canada	2020-01-22
Caroline OHara	Montréal, Canada	2020-01-22
Isabelle Dubuc	Montréal, Canada	2020-01-22
Anita Philius	Montréal, Canada	2020-01-22
Sophie Carrier	Lévis, Canada	2020-01-22
Amacaballos Guardallaves	Montreal, Canada	2020-01-22
Aurelie Att	Montréal, Canada	2020-01-22
Alexis Pautasso-Voyer	Montréal, Canada	2020-01-22
Marc Andre Gagne	Montréal, Canada	2020-01-22
Max Archambault	Montréal, Canada	2020-01-22
Barbara MACHADO	Montréal, Canada	2020-01-22
Ludmilla Barbosa	Sao Paulo, Brazil	2020-01-22
monique levasseur	drummondville, Canada	2020-01-22
Carole Garon	Montréal, Canada	2020-01-22
Skander Kobbi	Montréal, Canada	2020-01-22
Marie-Philippe Champagne	Nantes, France	2020-01-22
Pierre Brouillette	Montréal, Canada	2020-01-22
Melanie Pelchat	Montréal, Canada	2020-01-22
Himaru Quintero	Montreal, Canada	2020-01-22
Mathieu Samson	Montréal, Canada	2020-01-22
Diane MANSEAU	Boucherville, Canada	2020-01-22
Sarah Mustille	Montréal, Canada	2020-01-22
Ariane Marcil	Montréal, Canada	2020-01-22
richard toussaint	Montreal, Canada	2020-01-22
francis girouard	Montréal, Canada	2020-01-22
Lennyg Tercero-estrada	Montréal, Canada	2020-01-22
Charles Girard Boudreault	Montréal, Canada	2020-01-22
Evelyne Boudreault	Ottery Saint Mary, England, UK	2020-01-22
Mimi Puccinelle	Cairo, Egypt	2020-01-22
Stéphanie Vinet	Montréal, Canada	2020-01-22
Martin Laroche	Rimouski, Canada	2020-01-22
Julie Legault	Montréal, Canada	2020-01-22
Frédérique Royer	Montréal, Canada	2020-01-22
Ryan Hamadeh	Montréal, Canada	2020-01-22
Nara Anchises	Montréal, Canada	2020-01-22

Name	Location	Date
Gilda Estrada	Montréal, Canada	2020-01-22
Manon Sauvageau	Deux montagnes, Canada	2020-01-22
Greice Schneider	Montréal, Canada	2020-01-22
jeremie mackenzie	Montréal, Canada	2020-01-22
Nelly Munoz	Montréal, Canada	2020-01-22
Tiago Gerbasi	Montréal, Canada	2020-01-22
Mathieu Ducharme	Montreal, Canada	2020-01-22
Marie-Laurence Brunet	Montréal, Canada	2020-01-22
Michael Benibgui	Montréal, Canada	2020-01-22
Rosa-Lee Carrier	Montréal, Canada	2020-01-22
Christian Dagenais Rogers	Montreal, Canada	2020-01-22
Fanny Brossard-Charbonneau	Montréal, Canada	2020-01-22
catherine yale	Montréal, Canada	2020-01-22
Luc-Antoine Chiasson	Montréal, Canada	2020-01-22
Noella Montpetit	St-Etienne, Canada	2020-01-22
Melanie mumu.stoik@gmail.com	Chambly, Canada	2020-01-22
Bettina Szabo	Montreal, Canada	2020-01-22
jocelyne pelletier	Montréal, Canada	2020-01-22
Jonathan Roy	Montréal, Canada	2020-01-22
Melisande Leduc	Montréal, Canada	2020-01-22
Richard Grégoire	Montréal, Canada	2020-01-22
Naomi Hilaire	Laval, Canada	2020-01-22
Xandra Stefanel	Montréal, Canada	2020-01-22
Gabrielle Poulin	Montreal, Canada	2020-01-22
Denise Goyette	West Palm Beach, Florida, US	2020-01-22
Valéry Comtois	Montréal, Canada	2020-01-22
Annabel Boissonneault	Montréal, Canada	2020-01-22
Mélanie Desrochers	Montréal, Canada	2020-01-22
Marie-France Montpetit	Saint-constant, Canada	2020-01-22
Alexis Plourde-Dinelle	Montréal, Canada	2020-01-22
Jessica Benicy	Montréal, Canada	2020-01-22
Nathan Yaffe	Montréal, Canada	2020-01-22
Rizlene Mesli	Montréal, Canada	2020-01-22
Audrey Chamberland	Anjou, Montréal, Canada	2020-01-22
Katherine Goyette	Canada	2020-01-22
Michel Turcotte	Cookshire Eaton, Canada	2020-01-22
Isabelle Gosselin	Montréal, Canada	2020-01-22
Cristina Abrego	Montréal, Canada	2020-01-22
Anick Côté	Québec, Canada	2020-01-23
Michelle Janulis	Montréal, Canada	2020-01-23
Chloe Ares	Montréal, Canada	2020-01-23
Natalie Watanabe	Montréal, Canada	2020-01-23
Jean-Philippe Poirier	Montréal, Canada	2020-01-23

Name	Location	Date
Laurène Guillemin	Montréal, Canada	2020-01-23
Estelle Desrosiers-Rampin	Montréal, Canada	2020-01-23
Maxime Lapointe	Gatineau, Canada	2020-01-23
Alexiane Montpetit	Longueuil, Canada	2020-01-23
Benoit St-Georges	Charlemagne, Canada	2020-01-23
Philippe Depelteau	Montréal, Canada	2020-01-23
Benoit Mainville	Montréal, Canada	2020-01-23
Guillaume Demers	Québec, Canada	2020-01-23
Hélène Gruénais	Montréal, Canada	2020-01-23
Véronic Ouellette	Gatineau, Canada	2020-01-23
Isabelle Lemelin	Montreal, Canada	2020-01-23
Chenda Duong	Lasalle, Canada	2020-01-23
Guylaine Montpetit	Saint-lambert, Canada	2020-01-23
Audrai Cecire	Montreal, Canada	2020-01-23
Geneviève Lauzon	Montréal, Canada	2020-01-23
Benjamin Huppe	Montréal, Canada	2020-01-23
laurane van branteghem	Montréal, Canada	2020-01-23
Patrice Couture	Saint-constant, Canada	2020-01-23
Cédric Martin	Montréal, Canada	2020-01-23
Philippe Côté-Leduc	Montréal, Canada	2020-01-23
Noémie Cohen	Canada	2020-01-23
Dora Yoo	Montréal, Canada	2020-01-23
caroline gravel	Montréal, Netherlands	2020-01-23
Diane Brassard	Montréal, Canada	2020-01-23
Pascal Rheault	Montréal, Canada	2020-01-23
Nath marc	Canada	2020-01-23
Karine Cloutier	Magog, Canada	2020-01-23
Katrine D'errico	Saint-Césaire, Canada	2020-01-23
Andrea Ubal	Montréal, Canada	2020-01-23
Lydia Martineau	Montréal, Canada	2020-01-23
leo loisel	Montréal, Canada	2020-01-23
Susan Rahal	Beloeil, Canada	2020-01-23
Charlotte D-G	Montréal, Canada	2020-01-23
Rose Ivane Boussou	Canada	2020-01-23
Sophie Grenier	Montréal, Canada	2020-01-23
Marine Theunissen	Montréal, Canada	2020-01-23
Adelina Madeline	Montréal, Canada	2020-01-23
Brigitte Lareau	Saint-jean-sur-richelieu, Canada	2020-01-23
Jewel Lee	Montreal, Canada	2020-01-23
Georges-Nicolas Tremblay	Montréal, Canada	2020-01-23
Colour Guérin	Toronto, Canada	2020-01-23
Ciel Doell	Montreal, Canada	2020-01-23
Joe Guimond	Montréal, Canada	2020-01-23
Camila Garon Orellana	Montréal, Canada	2020-01-23

Name	Location	Date
samuel rouillard-dantas	montreal, Canada	2020-01-23
Iyan Hayadi	Montréal, Canada	2020-01-23
michael Bizzarro	Montréal, Canada	2020-01-23
Helen Bradley	Montreal, Canada	2020-01-23
Marina Bortolini	Porto Alegre, Brazil	2020-01-23
Mariyana Dobreva	Montreal, Canada	2020-01-23
Véronique Boutin	Montréal, Canada	2020-01-23
melodie talbot	quebec, Canada	2020-01-23
Chris Hauer	Montreal, Canada	2020-01-23
Susan Keys	Montréal, Canada	2020-01-23
France Garon	Boucherville, Canada	2020-01-23
Denise Roy	Montréal, Canada	2020-01-23
Flavie Paradis	Montréal, Canada	2020-01-23
Emilie Martel	Montréal, Canada	2020-01-23
Lina Rahal	Blainville, Canada	2020-01-23
Jennifer Paquette	Montréal, Canada	2020-01-23
Louis Rastelli	Montreal, Canada	2020-01-23
Vanessa Copeland	Montréal, Canada	2020-01-24
Seychelle Collard	montreal, Canada	2020-01-24
Sylvie Brochu	Montréal, Canada	2020-01-24
Shsbina Shukoor	Montréal, Canada	2020-01-24
Elinor Fueter	Montréal, Canada	2020-01-24
Catherime Russell	Montréal, Canada	2020-01-24
Zorana Lukic	Montréal, Canada	2020-01-24
Lise Latreille	Montreal, Canada	2020-01-24
Tamara Ramirez	Quebec, Canada	2020-01-24
Nathalie Briere	Saint-jérôme, Canada	2020-01-24
susana maya	Montréal, Canada	2020-01-24
Nada Temerinski	Montreal, Canada	2020-01-24
Isabelle Clément	Montreal, Canada	2020-01-24
Alain Menier	Montreal, Canada	2020-01-24
virginie demers-pelletier	Montréal, Canada	2020-01-24
natasha thomas	Montréal, Canada	2020-01-24
Marie-Hélène Loisel	Montréal, Canada	2020-01-24
Aleck Gaudry	Dollard-des-ormeaux, Canada	2020-01-24
Michel Lefebvre	Montréal, Québec, Canada	2020-01-24
umberto CIRRITO	montreal, Canada	2020-01-24
Coline Peton	Paris, France	2020-01-24
Corinne Crane	Montréal, Canada	2020-01-24
Moussa Barkat Nour	Ottawa, Canada	2020-01-25
Lina De Rossi	Saint-Stanislas-de-Champlain, Canada	2020-01-25
Aurélie Brochu Deschênes	Montréal, Canada	2020-01-25
Lea McLean	Montréal, Canada	2020-01-25
Manuel Montenegro	Brasilia, Brazil	2020-01-25

Name	Location	Date
Jorge Hohl	Montréal, Canada	2020-01-25
Emily Hughes	Montreal, Canada	2020-01-25
Luce Lafontaine	Montréal, Canada	2020-01-25
Cindy Laberge	Salaberry-de-Valleyfield, Canada	2020-01-25
Robin Simon	St-zotique, Canada	2020-01-25
samuel rivas	Montréal, Canada	2020-01-25
Guarrior Guarrior	Montréal, Canada	2020-01-26
Renaud Guilbert	Montréal, Canada	2020-01-26
chantal malacort	Saint-Simon-de-Rimouski, Canada	2020-01-26
Cécile Bertévas	Montréal, Canada	2020-01-26
Stefani Agostini	Châteauguay, Canada	2020-01-26
Geneviève Desjardins	Montréal, Canada	2020-01-26
Isabelle Boutin	Montréal, Canada	2020-01-26
Steve Chrétien	Matane, Canada	2020-01-26
claudette krawczuk	valdor, Canada	2020-01-26
Jocelyne Chahla	Laval, Canada	2020-01-26
Normand Forget	Montréal, Canada	2020-01-26
Habib Yahia	Montréal, Canada	2020-01-26
Annie Subrenat	France	2020-01-26
Stéphanie Jean	Montréal, Canada	2020-01-26
Clothilda Naim	Montréal, Canada	2020-01-26
Samuel Laplante	Montréal, Canada	2020-01-26
Sylvie Trudelle	Montréal, Canada	2020-01-26
Majed Mahmoud	Montréal, Canada	2020-01-26
pascal roy	Lévis, Canada	2020-01-26
Anne Capitaine	Montreal, Canada	2020-01-26
Albert Noël Nguindjel Ndebi	Québec, Canada	2020-01-26
cynthia constantino	Canada	2020-01-26
Lucie Bertogal	Montréal, Canada	2020-01-26
Matolou-kina Kikadi	Montréal, Canada	2020-01-26
Melina Rancourt	Chicoutimi, Canada	2020-01-26
Francois Gélinas	Longueuil, Canada	2020-01-26
Maurice Gauthier	Sainte-Catherine-de-Hatley, Canada	2020-01-26
joyce martins	Québec, Canada	2020-01-26
Cathy Lavoie	Saint-tite, Canada	2020-01-26
Danny Dyotte	Mascouche, Canada	2020-01-26
Marie Mathelier	Montréal, Canada	2020-01-26
Luis Abella	Montréal, Canada	2020-01-26
Zakari Jean baptiste	Gatineau, Canada	2020-01-26
Lyne Clermont	Montréal, Canada	2020-01-26
S. Deshaies	Montréal, Canada	2020-01-26
Jordan Paillé	Montréal, Canada	2020-01-27
Sylvain Trudel	Montréal, Canada	2020-01-27
Parascovia Iahnei	Lachine, Canada	2020-01-27

Name	Location	Date
Nestor Oviedo	Montréal, Canada	2020-01-27
Matisse Aubin-Thuot	Montréal, Canada	2020-01-27
Em. Jeanne	Montréal, Canada	2020-01-27
shirene e	Montréal, Canada	2020-01-27
XUENI GU	Ottawa, Canada	2020-01-27
Sylvie Parent	Puerto Vallarta, Mexico	2020-01-27
Julie Delisle	Les Cèdres, Canada	2020-01-27
Gael Herve	Montreal, Canada	2020-01-27
Ouerdia Abed	Montréal, Canada	2020-01-27
valérie couturier	Yamachiche, Canada	2020-01-27
Gabriele Araujo	Curitiba, Brazil	2020-01-27
Laurie Verreault	Montréal, Canada	2020-01-27
William Savard	Chicoutimi, Canada	2020-01-27
Christian Debien	Montréal, Canada	2020-01-27
Marcel Routa	Québec, Canada	2020-01-27
Ruth Patrice Mésac Philogène	Port-au-prince, Canada	2020-01-27
Martha Faucher	East Broughton, Canada	2020-01-27
Yasmine Benmahjoub	Lachine, Canada	2020-01-27
Emilio Saavedra	Gatineau, Canada	2020-01-27
Audrey-ann Pion	Terrebonne, Canada	2020-01-27
Gaétan Roberge	Montréal, Canada	2020-01-27
Éric Michaud	Montréal, Canada	2020-01-27
Patrick Brisebois	Montreal, Canada	2020-01-27
George Alex	Québec, Canada	2020-01-27
Juliette Fournier	Montréal, Canada	2020-01-27
Jacob Larose	Kenabeek, Canada	2020-01-27
Didier Dumond	Montreal, Canada	2020-01-27
charlie noel	Montréal, Canada	2020-01-27
Steve Fritz-Gerald Beauplan	Montréal, Canada	2020-01-27
Louis Poirier	Montréal, Canada	2020-01-27
André Querry	Montréal, Canada	2020-01-27
Yolande Nke	Drummondville, Canada	2020-01-27
Ginette Rousseau	Montréal, Canada	2020-01-27
Richard Desrosiers	Montréal, Canada	2020-01-27
Marie Claude Pratte	MONTRÉAL, Canada	2020-01-27
Daniel Levesque	Montréal, Canada	2020-01-27
Edith Ferrandiz	Montréal, Canada	2020-01-27
France Gelinas gelinas	Montréal, Canada	2020-01-27
Stéphanie Mondor	Verdun, Canada	2020-01-27
Flavie Achard	Montréal (Québec), Canada	2020-01-27
arianne maraj-guitard	Montréal, Canada	2020-01-28
Judith Lachapelle	Montréal, Canada	2020-01-28
Véronique Clement	Gatineau, Canada	2020-01-28
patrick saucerotte	Montréal, Canada	2020-01-28

Name	Location	Date
Marc-André Marcoux	Greenfield Park, Canada	2020-01-28
Marc Brunet	George Town, Cayman Islands	2020-01-28
Bibi Deen	Dundas, Canada	2020-01-28
Dadese Eyala	Montréal, Canada	2020-01-28
Mike alens Laguerre	Montréal, Canada	2020-01-28
Juan Perez	Montréal, Canada	2020-01-28
stéphane nepton	Montréal, Canada	2020-01-28
Daniel Goupil	Montréal, Canada	2020-01-28
emmanuel petit	Laval, Canada	2020-01-28
Isabelle Bouchard	Montréal, Canada	2020-01-28
Jefferson Cabrera	Saint Jérôme, Canada	2020-01-28
Gilbert St-Arnaud	Montréal, Canada	2020-01-28
Jayden Chamoun	Laval, Canada	2020-01-28
Max Tousignant	Sherbrooke, Canada	2020-01-28
Taila Sylvestre	Montréal, Canada	2020-01-28
Isabelle Tremblay	Chicoutimi, Canada	2020-01-28
Richardson Lou	Laval, Canada	2020-01-28
José-Colombe Koffi	Montréal, Canada	2020-01-28
Salma Anabi	Saint-eustache, Canada	2020-01-28
Wesly Morno	Montréal, Canada	2020-01-28
Hassan Lyoubi	Sherbrooke, Canada	2020-01-28
Mohsen El Gharbi	Montréal, Canada	2020-01-28
Xoawx. .	Montréal, Canada	2020-01-28
Patricia Legris	Montréal, Canada	2020-01-28
marina fomina	Montréal, Canada	2020-01-28
Patricia Aristhene	Montréal, Canada	2020-01-28
Stevenson Jerome	Quebec, Canada	2020-01-28
Francine Gravel	Verdun, Canada	2020-01-28
Boris Tsvetkov	Montréal, Canada	2020-01-28
georges saucerotte	Montréal, Canada	2020-01-28
Marie-Joëlle BOURRIÉ	Montréal, Canada	2020-01-28
Frédéric Guitard	Montréal, Canada	2020-01-28
Jerome Chan	Montréal, Canada	2020-01-28
Lan Quach	Montréal, Canada	2020-01-28
Justin Beauchemin	Sherbrooke, Canada	2020-01-28
roxane nadeau	Nominingue, Canada	2020-01-28
Ulric Phaneuf	Drummondville, Canada	2020-01-28
Lafleur Marie-Claudine	Montréal, Canada	2020-01-28
Tianna Wang	Montréal, Canada	2020-01-28
Ziad Yazbek	Beirut, Lebanon	2020-01-28
Brigitte Gagné	Montréal, Canada	2020-01-28
Marinés Mejia	Montréal, Canada	2020-01-28
Nadia Bhuiyan	La Prairie, Canada	2020-01-28
Tim Tianmen Wang	Montréal, Canada	2020-01-28

Name	Location	Date
Frederique Tavares	Trois-rivières, Canada	2020-01-28
Konny Millier	Québec, Canada	2020-01-28
Esmond Choueke	2082 Jeanne Mance, Montreal, Canada	2020-01-28
Raphaëlle Yazbek	Beirut, Lebanon	2020-01-28
Caroline Yazbek	Beirut, Lebanon	2020-01-28
Wiyowou Tchaka	Gatineau, Canada	2020-01-28
Angela Porco	2082 Jeanne Mance, Montreal, Canada	2020-01-28
Alexandre FUSILLER	Montreal, Canada	2020-01-28
Nabil Benmbarek	Tanger, Morocco	2020-01-28
Umi Braën	Montréal, Canada	2020-01-28
Nancy Desjardins	Rivière-ouelle, Canada	2020-01-28
Sylvain Dion	Québec, Canada	2020-01-28
Yvan Michaud	Montréal, Canada	2020-01-28
Aurelie Brouard	Montréal, Canada	2020-01-28
Joëlle Cardin	Montréal, Canada	2020-01-28
Julie Perrier	Montréal, Canada	2020-01-28
Yongxiang Yang	Montréal, Canada	2020-01-28
Christine Cardin	Montréal, Canada	2020-01-28
Stéphane Vincent	Bogota, Colombia	2020-01-28
Juliana Dooley	Bakersfield, California, US	2020-01-28
Goretty Rodriguez	Bogota, Colombia	2020-01-28
Jianing Su	Montréal, Canada	2020-01-28
Gabriel Giguère	Shannon, Canada	2020-01-28
Rebecca Gagnon	Sherbrooke, Canada	2020-01-28
Arash Ebadi	Montréal, Canada	2020-01-28
Danielle Paquin	Montréal-est, Canada	2020-01-28
Benjamin Guitard-Maraj	Montréal, Canada	2020-01-28
Mamadou Thiam	Verdun, Canada	2020-01-28
mathilde deslauriers	Saint-jérôme, Canada	2020-01-28
Jade Débrosse-Moïse	Montréal, Canada	2020-01-28
Ali Sarraf	Montreal, Canada	2020-01-28
Marie-Claude Lessard	Terrebonne, Canada	2020-01-28
Caroline Martel	Montreal, Canada	2020-01-28
Sandra Grisel Saman Rojas	Lorraine, Canada	2020-01-28
Jean-Marie Tison	Montréal, Canada	2020-01-28
Jennifer Waite	Mont-Saint-Hilaire, Canada	2020-01-28
Pascale Ferland	Montréal, Canada	2020-01-28
Grégoire ABINAL	France	2020-01-28
Karinne henri	Montréal, Canada	2020-01-28
Christopher Gonzalez	Saint-constant, Canada	2020-01-28
D Upfold	Montréal, Canada	2020-01-28
Nathanael Goulon -Velghe	Montréal, Canada	2020-01-28
Lianye Yu	Heathrow, UK	2020-01-28
Morgan Yu	Terrebonne, Canada	2020-01-28

Name	Location	Date
rick genest	st lin, Canada	2020-01-28
André -Philippe Lauzon	Laval, Canada	2020-01-28
Anne Thomas	Montreal, Canada	2020-01-28
Sarah Go	Montreal, Canada	2020-01-28
Julie-Técia Pépin	Montréal, Canada	2020-01-28
lise gagnon	Montréal, Canada	2020-01-28
Sandrine Kanakri	Montreal, Canada	2020-01-28
Raphaël Ménard	Sherbrooke, Canada	2020-01-28
Arnaud Choquette	Anjou, Canada	2020-01-28
Louise Biambo	Saint-anselme, Canada	2020-01-28
Sasha Khosravi	Montréal, Canada	2020-01-28
Alain Billy Dushime	Montreal, Canada	2020-01-28
Michelle Rozon	Laval, Canada	2020-01-28
Marie Lapointe	Québec, Canada	2020-01-28
Victor Cardozo Barbosa	Montréal, Canada	2020-01-28
Carole Larocque	Gatineau, Canada	2020-01-28
Jean-Pierre Morin	Montréal, Canada	2020-01-28
Sébastien Mallais	Canada	2020-01-28
Andree Gravelle	Gatineau, Canada	2020-01-28
Olivia Hamza	Montréal, Canada	2020-01-29
Roger Nader	Mont Royal, Canada	2020-01-29

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenues par les organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

D'approuver les catégories de reconnaissance des organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal	B
Club aquatique à contre-courant (Montréal) inc.	C
Club de soccer Les Boucaniers	A

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 14:09

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207709001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenues par les organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'est doté d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif. Cette Politique a été définie en tenant compte de la mission, de la vision et des principes directeurs de l'arrondissement de Ville-Marie.
La Politique de reconnaissance est un cadre de référence qui permet d'harmoniser, sur des bases équitables, les relations entre l'arrondissement et les organismes du milieu. Elle vise également à instaurer un processus formel de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif qui œuvrent sur le territoire de l'arrondissement afin de répondre adéquatement aux besoins des citoyens en matière d'offre de service dans les domaines d'intervention de la culture, du sport, du loisir et du développement social.

Les organismes suivants ont déposé une demande de reconnaissance auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement.

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal
Club aquatique à contre-courant (Montréal) inc.
Club de soccer Les Boucaniers

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240089-13 mars 2018 : Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

DESCRIPTION

La Politique prévoit trois catégories : A, B ou C. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. L'OBNL sera informé par l'arrondissement du panier de services auquel il pourrait avoir droit à la suite de l'analyse de sa demande. L'obtention de la catégorie est déterminée en fonction du niveau de responsabilité de l'arrondissement par

rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens; de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'arrondissement ainsi que de l'apport de l'OBNL à l'offre de services aux citoyens. La grille d'analyse permet de classifier les organismes en trois grandes catégories:

Catégorie A

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les responsabilités de l'arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, un partage de l'analyse des besoins, un plan d'action concerté, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'arrondissement des services rendus.

Catégorie B

Il s'agit d'un OBNL qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il définit par lui-même son plan d'action et ses activités. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'arrondissement. L'impact de son offre de services auprès de la population est important; sa contribution est donc complémentaire aux responsabilités de l'arrondissement.

Catégorie C

Il s'agit d'un OBNL qui collabore occasionnellement avec l'arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'arrondissement. De plus, cette catégorie inclut les OBNL régionaux qui ont une reconnaissance pour laquelle l'arrondissement est lié, c'est-à-dire : les OBNL détenant le statut « organisme PANAM reconnu » décerné par le comité exécutif de la Ville et les OBNL ou associations sportives qui sont soutenus par le Programme de soutien aux associations sportives régionales de la Ville de Montréal.

Voici la catégorisation octroyée pour les demandes de reconnaissance reçues:

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal	B
Club aquatique à contre-courant (Montréal) inc.	C
Club de soccer Les Boucaniers	A

JUSTIFICATION

La Politique de reconnaissance permet, selon des paramètres clairement établis, de soutenir les organismes dans la réalisation de leur mission en mettant à leur disposition un ensemble de ressources. Son application permet également une optimisation des ressources afin d'assurer aux citoyens une offre de service accessible, diversifiée, complémentaire et de qualité.
Les organismes dont il est question au présent sommaire respectent les conditions d'admissibilité et sont conformes aux critères de reconnaissance contenus dans la Politique. Lors de la demande de reconnaissance, les organismes se sont engagés par résolution à adhérer au processus de reddition de comptes et à respecter les exigences liées à sa reconnaissance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette reconnaissance, les organismes ne pourront être autorisés à utiliser les installations, les équipements et déposer une demande de financement auprès de l'arrondissement dans les différents programmes de soutien. Pour les organismes, l'application de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif permet de bénéficier d'un meilleur accompagnement dans leur mission et dans leurs projets de développement. De plus, les organismes peuvent bénéficier de soutien professionnel, promotionnel, financier, événementiel, physique et matériel, ce qui favorise le développement d'une offre de service de qualité sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En février 2020 :

1. Confirmation de la catégorie de reconnaissance;
2. Précision sur la nature du soutien offert;
3. Description des modalités d'attribution du soutien;
4. Identification de la personne répondante de l'arrondissement pour l'OBNL.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement-Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Frédéric BEAUDRY
Chef de division-intérim

Tél : 514 872-9631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer le projet "Installation récréative et sportive" de l'Association Les Chemins du Soleil afin que l'organisme puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS).

Appuyer le projet de l'Association Les Chemins du Soleil pour son projet "Installation récréative et sportive" afin que l'organisme puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives.
S'engager à maintenir les ententes existantes avec l'Association Les Chemins du Soleil pour son projet "Installation récréative et sportive" afin que ce dernier soit accessible à l'ensemble de la population.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204105001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer le projet "Installation récréative et sportive" de l'Association Les Chemins du Soleil afin que l'organisme puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS).

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives s'inscrit dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, mis en place par le gouvernement du Canada et pour lequel l'Entente bilatérale intégrée (EBI) a été conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada au cours de l'été 2018. Le Programme permettra d'accorder une aide financière pour la réalisation de projets dans le cadre de l'EBI.

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) est responsable de la mise en place du sous-volet Infrastructures récréatives du volet Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives visé par l'EBI.

Le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS), doté d'une enveloppe de 294 millions de dollars (enveloppe fédérale-provinciale), vise à financer la construction, l'aménagement, la mise aux normes ou la rénovation d'installations sportives et récréatives.

Par le financement de projets de construction, d'aménagement, de rénovation, de mise aux normes, d'agrandissement ou de réaménagement d'infrastructures récréatives et sportives, le PAFIRS vise à :

- soutenir la présence d'infrastructures récréatives et sportives en bon état dans toutes les régions du Québec;
- accroître l'accès à ces infrastructures pour la population.

L'arrondissement de Ville-Marie a reçu une demande d'appui de l'Association Les Chemins du Soleil.

Le présent dossier vise à appuyer le projet de l'Association Les Chemins du Soleil afin que cette dernière puisse bénéficier de l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et du gouvernement du Canada dans le cadre du Programme

d’aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS). Suite à cette approbation, le projet sera présenté au Comité exécutif pour l'appui final.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240039 (1184105003) : Appuyer le projet de l'Association Les Chemins du Soleil afin que cette dernière puisse déposer une demande d'aide financière au ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur dans le cadre du « Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase IV »
CA19 240545 (1194105007) : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 35 000 $
CA19 240546 (1194105006) : Modifier la résolution CA17 240468 et approuver la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide afin d’en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2021
CA19 240496 (1194105005) : Approuver la convention, se terminant le 12 juin 2020, avec l’Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $
CA18 240342 (1184105006) : Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme « Camp de jour » et accorder une contribution annuelle de 5 000 $, pour une contribution totale de 10 000 $
CA17 240646 (1174105007) : Approuver la convention, pour les années 2018, 2019 et 2020, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 74 570 $, pour une contribution totale de 223 710 $

DESCRIPTION

L'Association Les Chemins du Soleil désire par son projet assurer le parachèvement de ses aménagements sportifs au sous-sol ainsi que l'aménagement d'un espace sportif au rez-de-chaussée du Centre communautaire Sainte-Brigide. Les coûts estimés du projet sont de 4 200 000 $. De ce montant, l'organisme demande un montant de 2 800 000 $ dans le cadre du PAFIRS.

JUSTIFICATION

Tous les projets déposés dans le cadre de ce Programme doivent préalablement avoir une résolution d'appui du conseil de la municipalité où est réalisé le projet afin que les projets puissent être analysés par le MEES et bénéficier ainsi d'une aide financière. Pour se faire, dans un premier temps, l'arrondissement doit approuver par résolution de son conseil le dépôt du projet. Par la suite, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports coordonne le dépôt des projets au Comité exécutif pour recevoir l'appui final.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans l'éventualité où le projet serait retenu par le MEES, l'arrondissement s'engage à maintenir les ententes existantes tel qu'indiqué dans les décisions antérieures.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet constitue une injection significative de fonds qui seront investis directement dans la mise aux normes et la construction d'infrastructures récréatives et sportives permettant à la population du secteur de bénéficier d'un lieu d'activités adéquat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Appui du Comité exécutif à la mi-février

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 29 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 868-4182
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Frédéric BEAUDRY
Chef de division par interim

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19-019 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ taxes incluses, pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour intégration d'une toilette autonettoyante _ Parc au Pied-du-Courant (appel d'offres public VMP-19-019 _ 4 soumissionnaires;
D'accorder, à cette fin, un contrat à St-Denis Thompson inc., au prix de sa soumission, soit au prix total de 829 050,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205258001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19-019 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc au-Pied-du-Courant (anciennement parc Bellerive) est un lieu privilégié pour se détendre, pour profiter de la vue exceptionnelle du fleuve et de l'île Sainte-Hélène ou pour contempler les feux d'artifices pendant la saison estivale.

La vespasienne est classée comme immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal (Évaluation du patrimoine urbaine, arrondissement Ville-Marie). Construite en 1932, de « modèle G », selon les plans de l'architecte Donat Beaupré, de la Ville de Montréal. Une vingtaine de vespasiennes auraient été construites cette même année afin d'améliorer les installations publiques de la ville et les services aux citoyens. À ce jour, il ne reste que deux bâtiments de ce modèle, soit celui du parc au-Pied-du-Courant et celui du parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Plateau-Mont-Royal, ce dernier rénové en 2011.

Laissé à l'abandon depuis quelques décennies, l'état de l'immeuble s'est dégradé au courant des dernières années, montrant des signes de désuétude en plus d'être fréquemment recouvert de graffiti. En 2012, une décontamination partielle de l'immeuble et un recouvrement temporaire de la toiture, ont été effectués afin de protéger le bâtiment.

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite rehausser l'état de l'immeuble et réduire le déficit d'investissement, par des travaux de rénovation et de réaménagement tout en assurant un immeuble de qualité pour les citoyens.

En 2017, l'arrondissement Ville-Marie a fait l'acquisition de toilettes autonettoyantes, dont un modèle pouvant être encastré dans un bâtiment (modèle T-Box). Le présent projet, prévoit le réaménagement de l'immeuble pour accueillir une toilette autonettoyante.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1174 du 31 juillet 2019 **:** D'approuver la liste des projets de travaux de maintien d'actifs pour les chalets de parcs recommandée par le comité de sélection pour l'octroi d'un soutien financier provenant du Programme de protection des immeubles de compétence locale – chalets de parcs, le tout dans le cadre de l'appel de projets 2019-2021.
CA19 240088 du 12 mars 2019 - Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 115 802,82 $ à Catalyse Urbaine inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ (appel d'offres public VMP-19-005 - 1 soumissionnaire)**.**

CA18 240329 du 12 juin 2018 - Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires).

CM18 0551 du 23 avril 2018 - Renommer « parc du Pied-du-Courant » le parc Bellerive situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

CA17 240461 du 12 septembre 2017 - Accorder un contrat de 561 537.90 $ à Les Constructions H2D inc pour effectuer les travaux de préparation des 3 sites en prévision de l'installation des toilettes autonettoyantes et autoriser une dépense maximale de 573 035.40 $ (appel d'offres public VMP-17-037 - 3 soumissionnaires).

CA17 240166 du 11 avril 2017 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'unités sanitaires automatisées et autoriser une dépense maximale de 3 091 335.12$.

DESCRIPTION

La portée des travaux vise une rénovation et un réaménagement de la vespasienne afin d'y intégrer une toilette autonettoyante.

De façon générale, la liste des travaux prévus au présent projet est la suivante :

· Branchement à l'aqueduc et à l'égout municipal;
· Branchement au réseau électrique;
· Éclairage;
· Prises électriques extérieurs;
· Protection incendie;
· Ventilation, chauffage, climatisation;
· Plomberie dont l'ajout d'un évier d'entretien;
· Fontaine à boire et accès d'eau à l'extérieur;
· Réfection des fondations et dalles;
· Réfection de la structure (toit, colonnes supportant le fronton en façade);
· Démolition partielle et décontamination;
· Mise à jour de l'enveloppe incluant murs extérieurs, isolation, portes et fenêtres;
· Réfection du plancher;
· Réfection de la toiture en ardoise;
· Constructions intérieures et mobilier de rangement;

. Adaptation de l'immeuble aux critères d'accessibilité universelle
. Réfection de sentiers en asphalte.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres publique a été lancé le 5 novembre 2019. Après 41 jours calendriers alloués pour la période de soumission, le dépôt des offres a été fait le 16 décembre 2019 à 11h00. Selon la liste des commandes de SÉAO, le cahier des charges a été commandé par treize (13) entreprises, dont deux (2) organismes (associations de la construction) et un (1) entrepreneur en électricité. Quatre (4) entrepreneurs générales ont déposé une soumission.

Quatre (04) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres afin d'apporter des modifications et des précisions au devis suite aux questions des soumissionnaires.

Le délai prévu pour la validité des soumissions est de quatre-vingt-dix (90) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions.

Le tableau des résultats suivant, résume le prix soumis, l'écart de prix entre la soumission et l'estimation réalisée par les consultants du projet.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	Contingences 15% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
ST-DENIS THOMPSON INC.	829 050,23 $	124 357,53 $	953 407,76 $
CONSTRUCTIONS ROCART INC	858 272,40 $*	128 740,86 $	987 013,26 $
AXE CONSTRUCTION INC.	968 440,97 $*	145 266,15 $	1 113 707,12 $
LES CONSTRUCTION H2D INC.	1 138 645,71 $*	170 796,86 $	1 309 442,57 $
Dernière estimation réalisée ($)	759 177,26 $	113 876,59 $	873 053,85 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 090 892,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			14,42%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			356 034,80 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			37,34%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			80 353,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			9,20%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			33 605,50 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			3,52%

(*) il s'agit de montant corrigé suite à l'analyse de conformité des soumissions (pour plus de détails, voir en pièce-jointe, le document VMP-19-019_Analyse de conformité).

L'écart global entre la plus basse soumission et la dernière estimation est de 9,2 % seulement. L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse est de 3,5%.

De façon générale, on observe un écart de approximativement 37% entre la plus haute et la plus basse soumission, qui s’explique par les prix très élevés soumissionnés par H2D Construction. En excluant H2D, l’écart global entre la plus haute et la plus basse soumission descend à 14%.

L’analyse des soumissions par les professionnels (voir lettre de l'architecte en pièce-jointe), démontre que St-Denis Thompson inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent en conséquence d’octroyer le contrat à cette firme.

L'appel d'offres ne fait pas partie des contrats visés par un décret adopté en lien avec la Loi, 1. Le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville. L'analyse de conformité administrative des soumissions est jointe au présent dossier.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à St-Denis Thompson inc., le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier des charges.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant brut de la dépense à autoriser pour ces travaux est de 1 015 586,53 $.
Ce montant comprend le prix forfaitaire de 829 050,23 $ $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux, les contingences de 124 357,53 $, taxes incluses, afin de couvrir les travaux imprévus ainsi qu'un budget d'incidences de 62 178,77 $, taxes incluses.

Le budget d'incidences servira, entre autres, sans s'y restreindre, à couvrir des dépenses tel que d'éventuels travaux de les frais de laboratoire pour la compaction des sols et des matériaux granulaires, le contrôle qualitatif des matériaux granulaires et du béton, l'assurance qualité de travaux de toiture, le test de matériaux contaminant si requis, la signalisation, équipements, imprévus.

La dépense totale à autoriser sera assumée comme suit :

- Un montant maximal de 406 000 $, taxes incluses, sera financé par le Programme de protection des immeubles de compétence locale – chalets de parc pour la période 2019-2021;
- Un montant maximal de 609 586,53 $, taxes incluses, sera financé par le PTI de l'arrondissement Ville-Marie;

La dépense est assumée à 39,97 % par le ville centre et à 60,03 % par l'arrondissement. L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par celui-ci.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet est fait en respectant la politique de développement durable des édifices de la Ville de Montréal selon la nature et l'ampleur du projet. Ainsi, les mesures suivantes ont été prévues:
l'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie;
la gestion de déchets de démolition et de construction;
les rénovations permettant d'éliminer les matériaux nuisibles pour la qualité de l'aire datant de la construction (1932);
plusieurs adaptations afin d'adhérer au principe de développement durable en matière d'accessibilité universelle.

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En n'intervenant pas sur le bâtiment, les conséquences appréhendées seraient que la dégradation du bâtiment atteigne un niveau élevé qui risque de compromettre l'intégrité de cet immeuble de valeur patrimonial représentatif de l'architecture néo-classique, et

potentiellement, la sécurité et l'offre des services aux citoyens. Le déficit d'investissement de l'immeuble continuerait également à augmenter.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Au début des travaux, un affiche de chantier sera installé afin de diffuser les informations relatives à la durée et budget des travaux, en accord avec la Division des communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction: 11 février 2020
Début des travaux: mars 2020
Réception provisoire des travaux: juillet 2020
Réception finale des travaux: juillet 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Paul DE VREEZE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Frédéric BEAUDRY, Ville-Marie

Lecture :

Frédéric BEAUDRY, 23 janvier 2020
Paul DE VREEZE, 21 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

John AGUILAR

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-21

José PIERRE

Agent technique

Tél : 514 872 9550
Télécop. :

Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514-872-1462
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19 -019 - 4 soumissionnaires)

VMP-19-019 - projet avis Public.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf

VMP-19-019 - PV signé.pdfSEAO _ Résultats d'ouverture.pdf

VMP-19-019_SoumissionSt-Denis Thompson.pdf

VMP-19-019_Analyse de conformité_16-01-2020.pdf

VMP-19-019_LettreRecommandationPro.pdf

VMP-19-019_Aspect financier_GDD 1205258001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

John AGUILAR
Agent technique

Tél : 514 872 9550
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19 -019 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205258001 - Réfection vespasienne Pied-du-Courant.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-22

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205258001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 829 050,23 $, taxes incluses, à St-Denis Thompson inc., pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour l'intégration d'une toilette autonettoyante au parc au Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ (appel d'offres VMP-19 -019 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205288001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues **avant 11h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : **VMP-19-019 Parc au Pied-du-courant – Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer une toilette autonettoyante - Arrondissement de Ville-Marie.**

Date d'ouverture : **16 décembre 2019**

Dépôt de garantie : 10% de cautionnement

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 5 novembre 2019 par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal le 5 novembre 2019

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-19-019
Numéro de référence : 1317851
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Rénovation réaménagement de la vespasienne afin d'intégrer une toilette autonettoyante dans le Parc Au pied-du-Courant dans l'arrondissement de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3	Madame Brigitte Clermont Téléphone : 450 434-0038 Télécopieur :	**Commande : (1663892)** 2019-11-13 12 h 50 **Transmission :** 2019-11-13 12 h 50	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Madame Geneviève Lacourse Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1661290)** 2019-11-06 8 h 49 **Transmission :** 2019-11-06 8 h 49	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7	Monsieur Benoit Bourgouin Téléphone : 438 315-6734 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1664428)** 2019-11-14 12 h 53 **Transmission :** 2019-11-14 12 h 53	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Axe Construction 1071, rue Principal Sainte-Julie, QC, J3E 0c1 http://axe-construction.ca	Madame Véronique Frigon Téléphone : 450 733-0631 Télécopieur :	**Commande : (1662853)** 2019-11-11 9 h 45 **Transmission :** 2019-11-11 10 h 19	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Rocart 3720 32e Avenue Montréal, QC, H1A 3M2 http://www.constructionsrocart.com	Monsieur Serge Carpentier Téléphone : 438 384-4060 Télécopieur : 438 384-4334	**Commande : (1662622)** 2019-11-08 14 h 14 **Transmission :** 2019-11-08 15 h 03	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 59 - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville, QC, J4B7L9	Madame Lisa Boulanger Téléphone : 514 525-8109 Télécopieur :	**Commande : (1662298)** 2019-11-08 6 h 52 **Transmission :** 2019-11-08 7 h 20	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 17 h 01 - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement

			3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Immobilier Belmon inc. (Belmon Construction) 1350, rue Volta, local 108 Boucherville, QC, J4B6G6 http://www.belmon.ca	Monsieur Stéphane Tremblay Téléphone : 450 906-4494 Télécopieur : 450 906-4495	**Commande : (1670264)** 2019-12-02 8 h 08 **Transmission :** 2019-12-02 8 h 08	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-12-02 8 h 08 - Téléchargement 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-12-02 8 h 08 - Téléchargement 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-12-02 8 h 08 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions H2D Inc. 12820, chemin Bélanger Suite 300 Mirabel, QC, J7J2N8	Monsieur JEAN DUBÉ Téléphone : 450 963-9217 Télécopieur : 450 963-1960	**Commande : (1662227)** 2019-11-07 16 h 37 **Transmission :** 2019-11-07 17 h 56	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-26 8 h 44 - Télécopie 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 59 - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 16 h 01 - Télécopie 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 16 h 56 - Télécopie 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-11 9 h 03 - Télécopie 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1672839)** 2019-12-09 16 h 50 **Transmission :** 2019-12-09 17 h 12	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-12-09 16 h 50 - Messagerie 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-12-09 16 h 50 - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-12-09 16 h 50 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-09 16 h 50 - Messagerie 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-09 16 h 50 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-09 16 h 50 - Messagerie 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-09 16 h 50 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
P.L.M. Électrique Inc. 125 21e Avenue Montréal, QC, H8S 3T6	Monsieur Pierre Leblanc Téléphone : 514 637-8942 Télécopieur : 514 637-4317	**Commande : (1667787)** 2019-11-24 7 h 31 **Transmission :** 2019-11-24 23 h 50	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 17 h - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Polyval Construction Inc . 3350 1re rue Local 101 Saint-Hubert, QC, J3Y 8Y5	Monsieur François Morin Téléphone : 450 445-2882 Télécopieur : 450 445-6310	**Commande : (1663350)** 2019-11-12 11 h 28 **Transmission :** 2019-11-12 11 h 35	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1662111)** 2019-11-07 14 h 38 **Transmission :** 2019-11-07 15 h 13	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 17 h 01 - Messagerie 3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau) 2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement 3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis) 2019-12-04 13 h 02 - Courriel 3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau) 2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement 3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis) 2019-12-05 13 h 33 - Courriel 3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau) 2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement 3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis) 2019-12-10 16 h 56 - Courriel 3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau) 2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1661775)** 2019-11-07 8 h **Transmission :** 2019-11-07 8 h	3216390 - VMP-19-019_Addenda-01 (devis) 2019-11-25 16 h 55 - Courriel 3216391 - VMP-19-019_Addenda-01 (plan) 2019-11-25 17 h - Messagerie

3216392 - VMP-19-019_Addenda-01 (bordereau)
2019-11-25 16 h 55 - Téléchargement

3220345 - VMP-19-019_Addenda_02 (devis)
2019-12-04 13 h 02 - Courriel

3220346 - VMP-19-019_Addenda_02 (bordereau)
2019-12-04 13 h 02 - Téléchargement

3221028 - VMP-19-019_Addenda_03 (devis)
2019-12-05 13 h 33 - Courriel

3221029 - VMP-19-019_Addenda_03 (bordereau)
2019-12-05 13 h 33 - Téléchargement

3223013 - VMP-19-019_ Addenda-04 (devis)
2019-12-10 16 h 56 - Courriel

3223014 - VMP-19-019_ Addenda-04 (bordereau)
2019-12-10 16 h 56 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville-Marie
Montréal

Parc au Pied-du-courant – Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer une toilette autonettoyante - Arrondissement deVille-Marie

VMP-19-019

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 16 décembre 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 5 novembre 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de monsieur John Aguilar, architecte paysagiste et de madame Nathalie Deret, agente de recherches.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Saint-Denis Thompson inc. 1144491694	829 050,23 $
Constructions Rocart inc. 1161593158	858 284,36 $
Axe Construction inc. 1164410525	968 607,54 $
Les constructions H2D inc. 1166533407	1 138 985,24 $

2019-12-16
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

2019-12-16
John Aguilar — date
Architecte paysagiste

2019/12/16
Nathalie Deret — date
Agente de recherche

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-19-019
Numéro de référence : 1317851
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Rénovation réaménagement de la vespasienne afin d'intégrer une toilette autonettoyante dans le Parc Au pied-du-Courant dans l'arrondissement de Ville-Marie

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Rénovation réaménagement de la vespasienne afin d'intégrer une toilette autonettoyante dans le Parc Au pied-du-Courant dans l'arrondissement de Ville-Marie
Date de fermeture de l'avis :	2019-12-16 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2019-12-18 14 h 06
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Domenico Zambito

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
St-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, (QC) CAN H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com	1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	829 050,23 $
Construction Rocart 3720 32e Avenue Montréal, (QC) CAN H1A 3M2 http://www.constructionsrocart.com	1161593158	Monsieur Serge Carpentier Téléphone : 438 384-4060 Télécopieur : 438 384-4334	858 284,36 $
Axe Construction 1071, rue Principal Sainte-Julie, (QC) CAN J3E 0c1 http://axe-construction.ca	1164410525	Madame Véronique Frigon Téléphone : 450 733-0631	968 607,54 $
Les Constructions H2D Inc. 12820, chemin Bélanger Suite 300 Mirabel, (QC) CAN J7J2N8	1166533407	Monsieur JEAN DUBÉ Téléphone : 450 963-9217 Télécopieur : 450 963-1960	1 138 985,24 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Publier

© 2003-2019 Tous droits réservés

COPIE

Montréal

Appel d'offres: Exécution de travaux	
No SEAO:	1317851
No Appel d'offres:	VMP-19-019

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE
Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Arrondissement Ville-Marie 800, boul. de Maisonneuve E., 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
2019	11	5	2019	12	16	

Titre de l'Appel d'offres

Parc au Pied-du-Courant _ Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer une toilette autonettoyante

Nom du projet: **Parc au Pied-du-Courant _ Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer une toilette autonettoyante**

Adresse de l'Ouvrage: **Bâtiment 0364**		**Montant**	
		Montant total avant taxes :	721,070.00 $
Numéro de l'Ouvrage:		Taxe sur les produits et services 5 % :	36,053.50 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	71,926.73 $
Numéro de Contrat:		**Montant total avec taxes:**	**829,050.23 $**

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

114 449 1694 Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ cocher içi ☐

Je (Nous), soussigné(s): St-Denis-Thompson inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.
1215 rue Hickson, Verdun, Qc, H4G 2L6
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Sophie Sirois, ing. Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Chef-estimatrice Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)	
Signature	2019-12-16 Date	Téléphone : 514-523-6162 Courriel : estimation@stdenisthompson.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-019**
Titre d'AO :	**Parc au Pied-du-Courant_Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer**
Date d'ouverture :	**2019-12-16**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	St-Denis Thompson Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	829 050,23 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Rocart Inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	858 272,40 $
Dernière estimation :	759 177,27 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	9%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	4%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	St-Denis Thompson	829 050,23 $	Conforme	CONFORME	
2	Construction Rocart	858 272,40 $	Défaut mineur	CONFORME	Prix corrigé pour les items 02-111-050, 07-211 et 92116
3	Axe Construction	968 440,97 $	Défaut mineur	CONFORME	Prix corrigé
4	Les Constructions H2D	1 138 645,71 $	Défaut mineur	CONFORME	Prix corrigé
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

Suite à l'analyse de prix, le prix de trois soumissions a été corrigé en raison que dans le formulaire de soumission format Excel, il y a des quantités calculées au dixième près (ex. 40,2) contrairement aux quantités indiquées dans le format PDF (ex. 40) et ce dernier prévaut. Il s'agit d'une correction mineure sans aucune variation sur l'ordre des soumissions. Aucune correction de prix n'a été necessaire pour la plus basse soumission.

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Julie Roy / John Aguilar	Date :2019-01-16
Vérifiée par :		Date :

CATALYSE URBAINE
architecture
architecture de paysage
design urbain

John Aguilar, B.Sc.Arch
Agent technique en architecture - chargé de projet
Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 20e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél. : 514 872-9550

13 Janvier 2020

Objet : Analyse comparative des soumissions pour l'appel d'offres VMP-2019-019 : Parc au Pied-du-Courant : Rénovation et réaménagement de la vespasienne pour intégrer une toilette autonettoyante

John,

A partir du *Tableau d'analyse comparative des soumissions par division (voir ci-dessous),* on peut tirer certaines conclusions à propos de la soumission citée en rubrique :

1. Écart **global** entre la plus haute et la plus basse soumission :

On observe un écart de 37% entre la plus haute et la plus basse soumission. Cet écart substantiel s'explique en partie par les prix généralement plus élevés de H2D Construction (8 des 12 divisions). On peut supposer une volonté de leur part de maintenir les prix élevés soumissionnés lors de l'appel d'offres antérieur, malgré des conditions plus compétitives pour le lancement du nouvel appel d'offres.

L'écart faible entre les deux plus bas soumissionnaires (4%) laisse supposer que le prix soumis par le plus bas soumissionnaire reflète une bonne compréhension des travaux, et que la bonne exécution du projet ne sera pas compromise.

2. Écart **par division** entre plus haute et plus basse soumission :

L'écart pour la division 4 s'explique par le prix beaucoup plus bas soumissionné par St-Denis-Thompson pour la réparation et le rejointement de la maçonnerie. En effet, cette compagnie de construction se spécialise dans la maçonnerie, ce qui lui permet de ne pas engager de sous-traitant pour les travaux associés à cette division.

L'écart pour la division 5 s'explique par une interprétation différente des soumissionnaires des informations données sur les plans, mais ceci a peu d'impact sur le prix global des soumissions.

L'écart pour la division 6 concerne uniquement un soumissionnaire (Construction Rocart), dont la soumission est 44% au-dessus du deuxième plus haut soumissionnaire pour cette division, et 181% au-dessus du plus bas soumissionnaire. Ceci nous porte à croire à une erreur, ou une

mauvaise compréhension des travaux du soumissionnaire pour cette division; d'autant plus que les autres soumissions par Construction Rocart sont généralement les plus basses des 4 soumissionnaires.

3. Écart **global** entre la dernière estimation et la soumission la plus basse

L'écart global entre la plus basse soumission et la dernière estimation est de 9%, ce qui s'explique par 1) des coûts additionnels engendrés par les addendas, et 2) la hausse des prix entre l'année 2019 et l'année 2020.

4. Écart **par division** entre la dernière estimation et la soumission la plus basse

L'estimation pour la division 4 (réparation et rejointement de la maconnerie) est nettement supérieure à la plus basse soumission, et s'explique, comme mentionné ci-dessus, par la spécialité du plus bas soumissionnaire en réparation et rejointement de pierre.

L'estimation pour la division 08 (portes et fenêtres) est nettement inférieure aux soumissions. Ceci s'explique par l'ajout de plusieurs éléments dans l'addenda 2 (verre isolant, mastic, coupe-froid, soumission de Abloy etc.) qui n'ont pas été comptabilisés dans la dernière estimation soumise.

En ce qui concerne l'architecture et l'architecture de paysage, les écarts entre la dernière estimation et la soumission la plus basse des autres divisions ne sont pas significatifs.

En ce qui concerne l'ingénierie, les écarts par division entre la dernière estimation et la soumission la plus basse sont expliqués ci-dessous :

5. Commentaires de Sebastien Brais, de Shellex Infrastructures

- On observe un écart considérable (*à la baisse)* entre les prix soumis de soumission dans la division 2 *(excluant les travaux de sous-division 02-211 et 02-820 qui sont des travaux d'architecture principalement)* et ceux de l'estimation. L'écart est approximativement de -20%.
  Les prix soumis dans l'estimation étaient basés sur des prix comparatifs de la phase précédente soit la place Sun-Yat-Sen. Nous sommes d'avis que l'Entrepreneur a peut-être sous-estimé la logistique demandée pour ces travaux.

- On observe une similitude entre les prix soumis de soumission dans la division 3 et ceux de l'estimation. L'écart est approximativement de +9%. Aucun écart de prix disproportionnel n'a été noté. Les prix soumis représentent l'état actuel du marché.

- On observe une similitude entre les prix soumis de soumission dans la division 6 et ceux de l'estimation. L'écart est approximativement de +5%. Aucun écart de

-

- prix disproportionnel n'a été noté. Les prix soumis représentent l'état actuel du marché.

- On observe un certain écart *à la hausse entr*e les prix soumis de soumission dans la division 15 et ceux de l'estimation. Or, les chiffres présentés dans le tableau comparatif ne tiennent pas compte des derniers addendas.

  L'écart est approximativement de +15%. L'intérêt des entrepreneurs spécialisés en mécanique du bâtiment (*travailler dans un bâtiment patrimonial et dans des espaces restreints*) doit être moindre expliquant ainsi la différence de coût.
  La différence de coût n'a pas une incidence importante sur le coût total des travaux.

6. Conclusion et recommandation

Les facteurs mentionnés précédemment justifient 1) l'écart de 37% entre les soumissionnaires, et 2) l'écart de 9% entre l'estimation préparée par les professionnels et la soumission la plus basse reçue. On en déduit que globalement, le plus bas soumissionnaire a bien saisi la nature des travaux, et sa soumission est compétitive mais exacte.

Admettant la conformité administrative de la soumission, nous recommandons à la Ville de Montréal de procéder à l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire, St Denis Thompson.



Juliette Patterson, architecte et architecte-paysagiste, associée

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205258001

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	St-Denis Thompson inc.	189378

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Revenus / Subventions / Contributions

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		609 586,53 $						**609 586,53 $**
Montant-Source 2		406 000,00 $						**406 000,00 $**
Total	**0,00 $**	**1 015 586,53 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 015 586,53 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 19

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	février	2020				

Formulaire complété par : John Aguilar

Prénom, nom

Date et heure système : 21 janvier 2020 12:30:53

NO GDD : 1205258001

Taux 2019: 1.0951303727

No d'engagement: CC05258001

		Dépenses taxes incluses	*Crédits*	*Crédits arrondis au $ supérieur*
Provenance - Protection et développement durable d'immeubles (information pour les finances uniquement)				
18-028	*6101.7718028.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000*	*406 000.00 $*	*370 732.12 $*	*370 733 $*
Imputations à des fins de bon de commande				
contribution	6101.7718028.801550.07165.57201.000000.0000.182281.000000.22025.00000	406 000.00 $	370 732.12 $	370 733 $

Information budgétaire

Projet : 66033 - Programme de protection des immeubles de compétence locale
Sous-Projet INVESTI: 2066033-002 - Vespasienne parc Pied-du-courant (0364) - travaux de rénovation
Sous-Projet SIMON: 182281
Requérant: SGPI / Exécutant: Ville-Marie

	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
Brut	371	0	0	0	371

Les crédits seront versés à l'arrondissement lors de la résolution de ce dossier en vertu du projet de maintien des chalets de parcs par le biais du GDD 1192124001.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205288001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense maximale de 1 015 586,53 $ taxes incluses, pour réaliser des travaux de rénovation et de réaménagement de la vespasienne pour intégration d'une toilette autonettoyante _ Parc au Pied-du-Courant (appel d'offres public VMP-19-019 _ 4 soumissionnaires;

D'accorder, à cette fin, un contrat à St-Denis Thompson inc., au prix de sa soumission, soit au prix total de 829 050,23 $ taxes incluses, conformément aux documents de sa soumission".

Une partie de la dépense, au montant de 406 000,00 $ tx incluses, sera asumée par le Service de la gestion et de la planification immobilière (S.G.P.I), via le Programme de protection des immeubles de compétence locale – chalets. Ce financement fait l'objet d'une intervention distincte dans le présent dossier décisionnel.

La présente intervention ne concerne que la portion de la dépense assumée par l'arrondissement de Ville-Marie (1 015 586,53 $ - 406 000 $).

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220000 - Arrondissement

2020	2021	2022	Total
557,0			557,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220210 Parc Au pied-du-courant- Rénov vespasienne et inst toilette autonettoyantes

2020	2021	2022	Total
557,0			557,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé: Le 406 000 $ financé par le SGPI sera ppliqué à 100% sur le montant du contrat forfaitaire, les contingences et les incidences seront entièrement assumées par VM.

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
609 586,53 $	556 633,75 $	423 050,23 $	386 301,25 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM05288001 au montant de 556 633,75 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 556 633,75 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

423 050,23 $ 386 301,25 $ **Contrat (829 050,23-406 000)**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	176734	000000	22025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

124 357,53 $ 113 555,00 $ **Contingences (100%VM)**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	176734	028057	22025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):

62 178,77 $ 56 777,50 $ **Incidences (100%VM)**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54590	000000	0000	176734	028058	22025	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-01-23**

Date et heure système : 23 janvier 2020 12:49:49

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207135002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

D'autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 15:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207135002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les rues Anderson, de la Concorde et Burke sont situées au cœur du centre-ville de Montréal. Au cours des dernières années, le cadre bâti y a été considérablement modifié avec la venue de grandes tours d'habitation qui ont contribué à revitaliser le secteur et à accroître le nombre de résidents.
Sur la rue Anderson, les conduites d'égout et d'aqueduc, installées respectivement en 1867 et 1912, ont été identifiées par le Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Sur la rue de la Concorde, l'égout a été réhabilité en 2015, mais des travaux de reconstruction d'aqueduc datant de 1914 étaient jugés nécessaires. Considérant la densification urbaine en cours dans le secteur et la désuétude des aménagements de surface, l'arrondissement de Ville-Marie a profité de l'opportunité pour procéder, en même temps que les travaux d'infrastructures souterraines, à une bonification de l'aménagement du domaine public en élargissant les trottoirs, ajoutant des bordures de granit sur la rue Anderson et du pavé de béton sur la rue de la Concorde, en plantant des arbres et en intégrant plusieurs saillies végétales de diverses dimensions, ainsi qu'en ajoutant des lampadaires et du mobilier sur l'ensemble des tronçons.

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, à être assumée par l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre d'une majoration du contrat de services professionnels accordé à la firme Beaudoin Hurens inc. en août 2017 pour la préparation des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux. Le Service de l'eau assumera quant à lui une dépense additionnelle de 16 901,33 $, le tout conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel 1197231061.

Le montant initial total du contrat comprend un prix forfaitaire de 366 770,25, taxes incluses, et un budget de contingences de 36 677,03 $, taxes incluses. Les services en surveillance de chantier prévoyait la présence en résidence du personnel technique qualifié pour la durée des travaux. La durée initiale du contrat de Beaudoin Hurens inc. avait été fixée à 12 mois suivant la date d'octroi du contrat (2 août 2017). Or, la firme a été mobilisée au chantier jusqu'au 24 novembre 2018. En effet, en raison d'entraves supplémentaires (projets privés), du remplacement des entrées au plomb (nouvelle réglementation), ainsi que des conflits avec les réseaux techniques urbains, l'échéancier de réalisation n'a pu être maintenu. Conséquemment, la firme a déposé une demande d'honoraires additionnels pour les services rendus pour la période excédentaire. Cette dépense supplémentaire totalise la somme de 36 482,84 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0514 - 24 avril 2018 - Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin Inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction d'infrastructures et aménagement de surface des rues Anderson, de la Concorde et Burke et la réfection de trottoirs sur les rues De La Gauchetière et De Bleury - Dépense totale 6 924 268,94 $, taxes incluses (contrat 6 328 918,29 $ + incidences 595 350,65 $) - Appel d'offres public n°. VMP-18-001 (2 soumissionnaires) (1186486001).
CE17 1211 - 2 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Beaudoin Hurens inc. pour les services professionnels requis pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke pour une somme maximale de 403 447,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-031 (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1177480005).

CA17 240394 - 5 juillet 2017 - Accorder un contrat de services professionnels de 403 447,28 $ à Beaudoin Hurens inc. pour des services professionnels en plans, devis et surveillance des travaux d'infrastructures et aménagements des rues Anderson, de la Concorde et Burke et autoriser une dépense maximale de 403 447,28 $ (appel d'offres public VMP-17-031 - 6 soumissionnaires) (1177480005).

DESCRIPTION

Il s'agit d'autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, à être payée par l'arrondissement de Ville-Marie, pour des services professionnels aux fins des plans et devis et la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke en augmentant la portion de l'enveloppe budgétaire de l'arrondissement de Ville-Marie pour ce contrat de 217 532,70 $ à à 237 203,70 $, taxes incluses. L'enveloppe budgétaire totale du contrat est augmentée de 403 447,28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses, soit une hausse de 19,9%. Cette majoration est directement liée à la prolongation du délai contractuel de l'entrepreneur.

Aucune autre majoration ne sera demandée en lien avec le présent contrat.

JUSTIFICATION

Selon les clauses contractuelles du contrat VMP-17-031, Beaudoin Hurens devait fournir des services professionnels pour la préparation des plan et devis ainsi que la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement pour une durée maximale de de 12 mois. Or, bien que le contrat ait débuté tel que prévu, l'équipe de surveillance de la firme Beaudoin Hurens inc. a été mobilisée jusqu'à la fin novembre 2018 pour s'assurer de la fermeture du chantier et pour compléter les travaux d'infrastructures sur les rues Anderson et Concorde. Cette prolongation de chantier s'explique principalement par les événements suivants :

- imprévus quant aux branchements de services nécessitant une analyse du Service de l'eau;
- présence d'un massif de Bell non indiqué aux plans de référence;
- difficulté à fermer les vannes pour isoler les conduites d'aqueduc;
- entraves majeures des projets privés, limitant la productivité de l'entrepreneur.

L'ensemble de la réclamation de la firme Beaudoin Hurens inc. (GBI Experts-conseils Inc.) vise des services contingents, c'est-à-dire en lien avec des imprévus liés à l'exécution du contrat de travaux et occasionnant un travail accessoire et nécessaire à la réalisation du contrat octroyé. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, la firme a proposé de rendre les services requis par cette modification au contrat pour la somme de 53 154,22 $ (taxes incluses). Une portion de cette somme a été payée à même les contingences disponibles au contrat (16 671,38 $, taxes incluses).
La présente demande vise donc la somme excédentaire, soit 36 482,84$, dont 16 901,33 $ sera assumée par le Service de l'eau, et 19 671 $ sera payée par l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration totale du contrat s'élève à 36 482,84 $ taxes incluses, ce qui représente 9,9% de la valeur initiale du contrat. L'enveloppe totale des services contingents du contrat passe donc de 36 677,03 $, taxes incluses, soit 10,0 % du montant forfaitaire du contrat de 403 447,28 $ $ taxes incluses, à 73 159,87 $, taxes incluses, soit à 19,9% du montant forfaitaire.
La portion de cette majoration assumée par l'arrondissement de Ville-Marie s'élève à 19 671 $. L'autre portion équivalente à 16 901,33 $ sera couverte par le Service de l'eau.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention financière, ainsi que dans le document de la section « Pièces jointes ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La majoration du contrat vise à rétribuer la firme Beaudoin Hurens inc. (maintenant GBI Experts-conseils Inc.) pour des services supplémentaires rendus lors de la réalisation d'un contrat de services professionnels. À défaut de majorer le contrat, la firme pourrait s'adresser aux tribunaux pour faire bonifier le contrat original.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de dépense supplémentaire au contrat assumée par l'arrondissement : 11 février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sébastien DESHAIES, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 16 janvier 2020
Sébastien DESHAIES, 15 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-15

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207135002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

Analyse budgétaire_VMP-17-031_3.xlsAspect financier_2020-01-14.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1207135002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207135002-Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-15

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1207135002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1207135002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-15

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Augmentation de la valeur du contrat VMP-17-031 - Beaudoin Hurens inc.

Services professionnels - Travaux de reconstruction d'infrastructures et aménagement de surface - rues Anderson, de la Concorde et ruelle Burke

Taxes incluses

	CONTRAT (403 447,28$)		
	Forfait	**Contingences**	**TOTAL**
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1177480005)			**- $**
Budget Ville-Marie	197 757,00 $	19 775,70 $	217 532,70 $
Budget Service de l'eau	169 013,25 $	16 901,33 $	185 914,58 $
Sous-total - Enveloppes budgétaires autorisées	**366 770,25 $**	**36 677,03 $**	**403 447,28 $**
Sommes payées ou engagées			
Budget Ville-Marie	197 757,00 $	19 775,70 $	217 532,70 $
Budget Service de l'eau	169 013,25 $	16 901,33 $	185 914,58 $
Sous-total - Montant disponible	**- $**	**- $**	**- $**
Services supplémentaires			
Budget Ville-Marie	- $	19 671,00 $	19 671,00 $
Budget Service de l'eau	- $	16 811,84 $	16 811,84 $
Sous-total - Services supplémentaires	**- $**	**36 482,84 $**	**36 482,84 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**- $**	**(36 482,84) $**	**(36 482,84) $**
Augmentation du contrat à faire autoriser			**36 482,84 $**

	Avant majoration	**Majoration**	**Après majoration**
Montant forfaitaire	366 770,25 $	- $	366 770,25 $
Contingences	36 677,03 $	36 482,84 $	73 159,87 $
Total	**403 447,28 $**	**36 482,84 $**	**439 930,12 $**
Pourcentage des services supplémentaires sur le montant forfaitaire	***10,0%***	***9,9%***	***19,9%***

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207135002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	GBi Experts-Conseils inc. (Beaudoin Hurens inc.)	115207

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

La portion de cette majoration assumée par l'arrondissement de Ville-Marie s'élève à 19 671 $. (L'autre portion équivalente à 16 901,33 $ sera couverte par le Service de l'eau)
Budget Direction des travaux publics
Ancien projet relevant de la division 52-05-07 Bureau Projets Centre-Ville (PTI 2017-2018)

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		19 671,00 $						**19 671,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Josée Kenny
Prénom, nom

Date et heure système : 14 janvier 2020 16:18:52

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1207135002

Taux taxes 2020: 1,0951303727

No d'engagement 2019 : CC07135002

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7713025 Réfection routière

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7713025.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	19 761,00 $	18 044,43 $	18 045 $

Imputation

Réfection routière

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7713025.801550.03103.54301.000000.0000.168427.000000.17025.00000	19 761,00 $	18 044,43 $	18 045 $

Total :	19 761,00 $	18 044,43 $	18 045 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207135002

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses."

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737020 - Corpo.

2020	2021	2022	Total
18,0			18,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 1755737140 Serv prof- Rues De la Concorde, Burke et Anderson- trav de réam de surface

2020	2021	2022	Total
18,0			18,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
19 761,00 $	18 044,43 $	19 761,00 $	18 044,43 $

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 18 044,43 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 19 761,00 $ Crédits (Net ristourne): 18 044,43 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	801550	03103	54301	000000	0000	168427	000000	17025	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
514 868-4567
Date: **2020-01-15**

Date et heure système : 15 janvier 2020 13:58:36

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1206290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour un « Projet d'implantation d'actions et ressources de médiation » touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 23 588 $

Il est recommandé :
d'approuver la convention se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour la réalisation d'un projet d'implantation d'actions et ressources de médiation touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie;

d'accorder, à cette fin, une contribution de 23 588 $;

d'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-30 11:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206290001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour un « Projet d'implantation d'actions et ressources de médiation » touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 23 588 $

CONTENU

CONTEXTE

L'accélération du développement culturel et urbain du Quartier des spectacles réitère le besoin d'assurer l'équilibre des fonctions et une cohabitation harmonieuse. Avec la croissance importante du nombre de projets immobiliers résidentiels développés ou en développement, le tissu urbain du Quartier des spectacles s'est densifié amplement. La diminution des espaces disponibles, la densification résidentielle s'accompagne d'une augmentation du nombre d'événements sur le territoire et les enjeux de cohabitation n'en sont qu'accentués.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le projet de Médiation Nocturne porté par le comité résident du Partenariat du Quartier des spectacles vise à implanter des brigades d'intervention ayant pour mandat de diminuer et de prévenir les désagréments potentiels causés par les spectateurs des événements tenus sur le territoire, afin de s'assurer de la bonne cohabitation des festivaliers et résidents, et de désengorger autant que possible les services de police de l'arrondissement. Les brigades de médiation nocturne circuleront dans les zones en banlieue des grands espaces de spectacles du territoire, et seront chacune composée de 2 jeunes professionnels formés à ce type de mandats, étudiants ou en début de carrière en intervention sociale. Ces équipes travailleront à désamorcer les potentielles situations conflictuelles, à sensibiliser les festivaliers à la présence de résidents sur le territoire, à s'assurer du rappel des règles, et en tout dernier recours, à solliciter l'intervention des services de police lorsque nécessaire. L'objectif préliminaire du projet est de documenter les dynamiques actuelles entre les acteurs du quartier en récoltant des données de terrain qui viendraient complémenter celles récoltées par les services du 311 et du SPVM. Ensuite, la présence de médiateurs, de concert avec les services, les organismes en place, les festivals et les commerçants, constituera une réponse proactive, ludique et créative face aux divers enjeux identifiés sur le terrain.

Échéance:
date de début : 5 mai 2020 et date de fin 6 septembre 2020.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

23 588,65 $ pour la période de mai à septembre 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-23

Alexandra BORGELA
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-7880
Télécop. :

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour un « Projet d'implantation d'actions et ressources de médiation » touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 23 588 $

Médiation_Nocture_Budget_Arrondissemnt V-M_2019-03-28.pdf

aspect financier_dossier.xls20190220 Subvention_Convention.docProjet.pdf

Précisions additionnelles	
Validation	
Intervenant(s) et Sens de l'intervention	
Autre(s) intervenant(s) et Sens de l'intervention	
Demandé par:	
Alexandra BORGELA	Alain DUFRESNE
Secrétaire de direction	Directeur travaux publics
Tél. : 514 868-7880	**Tél. :** 514-872-9763
	Date d'endossement :

Numéro de dossier : 2196290002

Accès au dossier

Sécurité - Autorisations d'accès

Auteurs :	**Liste de distribution :**
Alexandra BORGELA Alain DUFRESNE Nathalie WAGNER Christian BISSONNETTE Hamida BOUGACI Maryse BOUCHARD Minosoa RANDRIAMIARY	
Lecteurs : **Par défaut**	**Autres**

_GDD_CreatDos_Greffe_Lect Alain DUFRESNE Marc LABELLE

Sélection des intervenants et transmission d'une demande d'intervention

Historique

Cheminement du dossier

Transmis le Intervenant	Par	Réaffectation	

	Demande transmise le	Par	Signé le
Pour endossement			
Pour décision			

	Prévu le
Épuration du dossier	

Date Rev. Par
Création : 2019-05-13 11:09 Alexandra BORGELA
Modifications :_2019-12-03 09:53 6. Alexandra BORGELA
2019-12-03 08:57 5. Alexandra BORGELA
2019-05-21 14:01 4. Alexandra BORGELA
2019-05-16 10:05 3. Alexandra BORGELA
2019-05-13 11:22 2. Alexandra BORGELA
* Seules les cinq dernières modifications sont affichées.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra BORGELA
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-7880
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1206290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour un « Projet d'implantation d'actions et ressources de médiation » touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 23 588 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1206290001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Médiation nocturne

Budget préliminaire - Année 1

Ressources humaines (incluant charges sociales)	
4 agents de sensibilisation et de recherche, 35h/semaine, 17,25$/h (pendant 10 semaines)	24 150,00 $
1 coordonnateur de recherche, 654$/semaine (pendant 10 semaines)	6 540,65 $
Outils de sensibilisation et de communication	
Recherche et développement d'outils (honoraires)	5 000,00 $
Conception et production d'outils	4 000,00 $
Uniformes	500,00 $
Administration (10%)	4 000,00 $
Total	44 190,65 $
Subvention salariale Emploi d'été Canada (salaires 4 agents de sensibilisation et de recherche)	(15 400,00) $
Remboursement Fonds étudiant FTQ (90% du salaire du coordonnateur)	(5 202,00) $
Contribution Ville - Arrondissement Ville-Marie	**23 588,65 $**

N° de dossier : 1206290001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Partenariat du Quartier des spectacles	130491

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		23 588.00 $						**23 588.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	5	mai	2020	Date de fin :	6	septembre	2020

Formulaire complété par : Alexandra Borgela

Prénom, nom

Date et heure système : 30 January 2020 14:53:48

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8 agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal, Québec, H3A 2G4, agissant et représentée par monsieur Pierre Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 857612972
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1208457957

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre d'implantation d'actions et ressources de médiation touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Alain Dufresne, directeur des travaux publics de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **le 6 septembre 2020** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt huit dollars (23 588 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- un premier versement au montant de vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-huit dollars 23 588 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard **le 6 septembre 2020.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal, Québec, H3A 2G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, Québec, H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

Par : _____
Pierre Fortin
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

PROJET

(Inscrire une brève description du Projet incluant la liste des activités, documents, objectifs ou buts à atteindre par l'Organisme en contrepartie de la contribution financière).

OU

(Joindre la demande de contribution financière de l'Organisme. La demande doit avoir été revue par la Ville et doit prévoir une brève description du Projet incluant la liste des activités, documents, objectifs ou buts à atteindre par l'Organisme en contrepartie de la contribution financière).

[NOTE : SI CE CONTRAT DOIT ÊTRE APPROUVÉ PAR UNE INSTANCE CENTRALE, VEUILLEZ TÉLÉCHARGER LE PROTOCOLE DE VISIBILITÉ À L'ADRESSE SUIVANTE : ville.montreal.qc.ca/visibilite **ET LE JOINDRE COMME ANNEXE 2 À LA CONVENTION.**

SI CE CONTRAT DOIT ÊTRE APPROUVÉ PAR UN CONSEIL D'ARRONDISSEMENT ET QUE VOTRE ARRONDISSEMENT A UN PROTOCOLE DE VISIBILITÉ EN VIGUEUR, JOINDRE LE PROTOCOLE DE VISIBILITÉ COMME L'ANNEXE 2 CI-DESSOUS.

SI CE CONTRAT DOIT ÊTRE APPROUVÉ PAR UN CONSEIL D'ARRONDISSEMENT ET QUE VOTRE ARRONDISSEMENT N'A PAS DE PROTOCOLE DE VISIBILITÉ EN VIGUEUR, SIMPLEMENT INDIQUER :

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]
.

OU

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

(JOINDRE LE PROTOCOLE TÉLÉCHARGÉ)

MÉDIATION NOCTURNE

Projet d’implantation d’actions et ressources de médiation sur le territoire du Quartier des Spectacles

Intentions de projet et pistes de financement
Document préliminaire

ÉLÉMENTS DE PROJET

ÉLÉMENTS DE PROJET

LE CONTEXTE

Un quartier en équilibre est l'une des dix grandes orientations du Quartier des spectacles. Un quartier qui se caractérise par la cohabitation harmonieuse d'une diversité de résidents et de différentes fonctions – vie communautaire, vie étudiante, vie artistique, lieu de passage, destination internationale. Un quartier coloré qui offre une marginalité tonifiante, dans un contexte sécuritaire et inclusif.

L'accélération du développement culturel et urbain du Quartier des spectacles réitère le besoin d'assurer l'équilibre des fonctions et une cohabitation harmonieuse. En 2015, une étude révélait plus de 1,5 milliards $ de retombées économiques immobilières (RÉI) dans le Quartier des spectacles, depuis son réaménagement amorcé en 2007. Ajoutons que sur les 48 projets réalisés, plus de la moitié (25) sont à caractère résidentiel. On compte dans le quartier plus de 50 000 étudiants, 45 000 travailleurs et 12 000 résidents, ce dernier chiffre étant appelé à augmenter considérablement dans les prochaines années.
Avec la croissance importante du nombre de projets immobiliers résidentiels développés ou en développement, le tissu urbain du Quartier des spectacles s'est densifié amplement. Tandis qu'on note la diminution des espaces disponibles, la densification résidentielle s'accompagne d'une augmentation du nombre d'événements sur le territoire et les enjeux de cohabitation n'en sont qu'accentués.

Les défis à venir concernant la cohabitation des usages exigent de complémenter les outils et services existants tels que le 311 et le 911. En s'appuyant sur le travail actuel des organismes oeuvrant en la matière, le projet de médiation nocturne propose une réponse concertée en documentant les dynamiques de terrain actuelles entre les différentes parties prenantes (résidentielle, commerciale, institutionnelle, académique, culturelle) et en explorant des pistes d'action concrètes durables. Ces actions concernent le vivre-ensemble mais aussi la sécurité des usagers du quartier.

Cette réflexion s'inscrit également dans un contexte international où les métropoles occidentales mettent en place des politiques et se structurent pour répondre à ces enjeux; Conseil de la nuit de Paris, London Night Time Commission, New-York City Office of Nightlife, le Maire de la nuit d'Amsterdam ou le Club commission de Berlin.

LES GRANDES LIGNES

Le projet de **Médiation nocturne** porté par le comité résident du Partenariat du Quartier des Spectacles vise à implanter des brigades d'intervention ayant pour mandat de diminuer et de prévenir les désagréments potentiels causés par les spectateurs des événements tenus sur le territoire, afin de s'assurer de la bonne cohabitation des festivaliers et résidents, et de désengorger autant que possible les services de police de l'arrondissement. Ces désagréments, tels qu'identifiés par nos équipes de terrain, mais également dans le cadre de nos échanges et collaborations avec les services municipaux et les associations de résidents, sont, notamment, ceux causés par le bruit excessif et les incivilités.

Les brigades de médiation nocturne, dont l'implantation est envisagée dès la saison estivale 2019, circuleront dans les zones en « banlieue » des grands espaces de spectacles du territoire, et seront chacune composée de 2 jeunes professionnels formés à ce type de mandats, étudiants ou en début de carrière en intervention sociale. Ces équipes travailleront à désamorcer les potentielles situations conflictuelles, à sensibiliser les festivaliers à la présence de résidents sur le territoire, à s'assurer du rappel des règles, et, en tout dernier recours, à solliciter l'intervention des services de police lorsque nécessaire. Les actions sont envisagées dans un cadre de cohésion, de prévention et de sensibilisation de chacune des parties, à la fois ludiques, participatives et proactives.

Afin de s'assurer d'une implantation harmonieuse de ce projet sur le territoire, et de sensibiliser les publics en amont de leur déplacement en festivals, les équipes du Partenariat s'assureront également de la mise en place d'outils de communication, déployés en ligne et sur le territoire. Nous pourrions ainsi envisager la réalisation de capsules vidéo informatives, ainsi que la conception d'éléments d'information et de signalétique. Enfin, l'implantation du projet pourra faire l'objet de collaborations stratégiques avec le secteur académique visant à en documenter les processus et impacts, à en améliorer les méthodologies, et à transférer les connaissances qui y seront acquises en innovation sociale à d'autres secteurs et territoires.

ÉLÉMENTS DE PROJET

L'ASPECT OPÉRATIONNEL

Ce projet est conçu et porté par le comité résident du Partenariat du Quartier des Spectacles, qui est composé de résidents, d'intervenants du SPVM, de l'arrondissement Ville-Marie, de la Ville de Montréal, du Bureau des festivals, et placé sous l'égide de La Table du Faubourg St-Laurent et du Partenariat. La mise sur pied du comité résident est en continuité avec des actions entreprises par le PQDS tel que l'émission des avis riverains (information sur les fermetures de rues et la diffusion sonore) et les cafés-rencontre, qui constituent une plate-forme d'échange et de réflexion pour les résidents et autres acteurs du quartier.

L'objectif préliminaire du projet est de documenter les dynamiques actuelles entre les acteurs du quartier en récoltant des données de terrain qui viendraient complémenter celles récoltées par les services du 311 et du SPVM. Ensuite, la présence de médiateurs, de concert avec les services, les organismes en place, les festivals et les commerçants, constituera une réponse proactive, ludique et créative face aux divers enjeux identifiés sur le terrain.

L'implantation du projet de **Médiation nocturne** se fera en plusieurs temps de développement, nous permettant du même coup de raffiner nos approches et outils au fil des retours des équipes impliquées et des résidents. Dès 2019, le projet sera ainsi mis en place pendant la saison estivale, lors des festivals majeurs tenus sur le territoire, dans une formule « pilote ». 1 à 2 brigades seront mises en place, en fonction des fonds disponibles.

Les années subséquentes permettront la pérennisation et le développement du projet, à la fois en temps de déploiement (heures d'opération, périodes couvertes, intégration de la médiation nocturne aux environs des salles de spectacles, bars et restaurants, etc), en volume de ressources (nouvelles brigades, intégration de ressources permanentes de coordination, etc), et en nombre d'actions mises en place (documentation, recherche, sensibilisation en amont des professionnels du spectacle et commerçants, etc).

LES BESOINS DE FINANCEMENT IDENTIFIÉS

Au regard de ces éléments, et du déploiement graduel envisagé, nous pouvons d'ores et déjà identifier des besoins en termes de financement, résumés dans les mots-clés références suivants :

- À court terme (projet pilote – 2019), il s'agira de s'assurer de pouvoir à la fois **implanter** le projet, mais aussi et surtout de le **structurer**, et enfin de **communiquer** sur sa mise en place et ses intentions.

- À moyen terme (2020 – À définir), il s'agira de **pérenniser** et de **faire évoluer** le projet, mais aussi de commencer à le **documenter**, notamment dans le cadre d'une démarche de recherche.

- Enfin, à long terme (période visée à définir), il s'agira de s'assurer de **l'implantation durable** du projet dans les opérations courantes du Partenariat, mais aussi de **transférer les connaissances** acquises en termes de pertinence du dispositif, d'adéquation de nos méthodologies au regard de nos objectifs, et d'impacts sur les publics et résidents.

Chacun de ces mots-clés est reporté dans les tableaux de financement plus avant dans ce document, avec les programmes, mesures ou stratégies permettant leur prise en charge.

PISTES DE FINANCEMENT

COURT TERME

MOT-CLÉ RÉFÉRENCE	PROJET POTENTIEL	ORGANISME	PROGRAMME	MONTANTS	DATE LIMITE
Implanter	Embauche de médiateurs étudiants pour la saison estivale, entre 30 et 40h / semaine, pendant 6 à 16 semaines. Les personnes employés doivent prévoir retourner aux études en fin de saison, et avoir entre 15 et 30 ans. Ce même fonds pourrait permettre l'embauche de personnels plus qualifiés, pour **Structurer** ou **Communiquer**.	Emploi et développement social Canada	Emploi été Canada	100% des salaires (sur la base du salaire minimum), et 100% des charges sociales (mais prédilection pour les organismes offrant une prise en charge financière des charges sociales).	Février 2019
Implanter	Embauche d'un ou plusieurs stagiaires bilingues, encore étudiants, de Montréal ou non, ayant entre 16 et 30 ans.	Patrimoine Canada	Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles	13 000$ / stage	Février 2019
Structurer	Définition de la stratégie et de la strcuture d'intervention, implantation et documentation du projet de Médiation nocturne. Il sera ici nécessaire de valoriser la nature pérenne de ce projet.	Fondation Mc Connell	Fonds d'innovation sociale - Consolidation au stade initial	150 000$ sur 2 ans.	Appel nécessaire.
Structurer	Embauche d'un étudiant stagiaire de 2e ou 3e cycle pour la prise en charge de la structuration et la coordination de projet. Pourrait permettre d'amorcer les activités liées au mot clé **Documenter.**	Fonds de recherche du Québec Société et Culture	Stages en milieu de pratique	1500$ / mois sous forme de bourses de stage.	Décembre / Mars / Octobre. Dépôt par l'étudiant.
Structurer	Embauche d'un ou plusieurs stagiaires au 2e ou au 3e cycle, pour le développement d'une innovation sociale. Pourrait permettre de structurer et **Documenter** le projet.	MITACS	Programme Accélération	7500$ / 4 à 6 mois, à la condition d'un investissement équivalent de l'organisme. Max 36 mois.	En tout temps.
Communiquer	Les actions de communication pourraient essentiellement etre fnancées sur des fonds de fonctionnement tels que la fondation Mc Connell, mais un partenariat stratégique avec l'UQAM permettrait de faire de la stratégie de communication et des outils associés un projet de cours crédité.	UQAM	Partenariat stratégique - École de design et / ou Département de communication	N/A	N/A

MOYEN TERME

MOT-CLÉ RÉFÉRENCE	PROJET POTENTIEL	ORGANISME	PROGRAMME	MONTANTS	DATE LIMITE
Pérénniser	Former les personnes en charge de la médiation et de la coordination du projet, advenant une embauche permanente.	Emploi-Québec	Mesure de formation de la main d'œuvre	50% des dépenses admissibles.	En tout temps.
Pérénniser	Former la personne en charge de la coordination du projet, advenant une embauche permanente.	Emploi et développement social Canada	Subvention canadienne pour l'emploi	2/3 des frais de formation, dans un maximum de 10 000$ / formation.	En tout temps.
Pérénniser	Embauche de médiateurs étudiants pour la saison estivale, entre 30 et 40h / semaine, pendant 6 à 16 semaines. Les personnes employés doivent prévoir retourner aux études en fin de saison, et avoir entre 15 et 30 ans. Ce même fonds pourrait permettre l'embauche de personnels plus qualifiés, pour **Faire évoluler** ou **Communiquer**.	Emploi et développement social Canada	Emploi été Canada	100% des salaires (sur la base du salaire minimum), et 100% des charges sociales (mais prédilection pour les organismes offrant une prise en charge financière des charges sociales).	Février 2019
Documenter	Embauche d'un étudiant stagiaire de 2e ou 3e cycle pour la prise en charge de la structuration et la coordination de projet. Pourrait permettre de produire des éléments de documentation de recherche sur le projet, ses méthodologies et impacts.	Fonds de recherche du Québec Société et Culture	Stages en milieu de pratique	1500$ / mois sous forme de bourses de stage.	Décembre / Mars / Octobre. Dépôt par l'étudiant.
Documenter	Embauche d'un ou plusieurs stagiaires au 2e ou au 3e cycle, pour le développement d'une innovation sociale. Pourrait permettre de produire des éléments de documentation de recherche sur le projet, ses méthodologies et impacts.	MITACS	Programme Accélération	7500$ / 4 à 6 mois, à la condition d'un investissement équivalent de l'organisme. Max 36 mois.	En tout temps.
Faire évoluer	Embauche de minimum 8 jeunes (15 - 30 ans) pendant au moins 6 mois.	Emploi et développement social Canada	Objectif Carrière	80% de tous les frais admissibles,dans un max de 20 000$ / jeune.	En tout temps.
Faire évoluer	Suite au projet pilote, il serait intéressant de coconstruire avec des chercheurs en innovation sociale le modèle définitif de médiation nocturne et ses outils afférents, en fonction des impacts constatés. Au-delà de son intérêt propre, cette coconstruction permettrait l'accès au fonds de soutien de l'U.Laval pour le déploiement des solutions envisagées.	Université Laval	Fonds de soutien à l'innovation sociale	Appel nécessaire.	Appel nécessaire.

LONG TERME

MOT-CLÉ RÉFÉRENCE	PROJET POTENTIEL	ORGANISME	PROGRAMME	MONTANTS	DATE LIMITE
Implanter durablement	Suite au projet pilote, il serait intéressant de coconstruire avec des chercheurs en innovation sociale le modèle définitif de médiation nocturne et ses outils afférents, en fonction des impacts constatés. Au-delà de son intérêt propre, cette coconstruction permettrait l'accès au fonds de soutien de l'U.Laval pour le déploiement des solutions envisagées.	Université Laval	Fonds de soutien à l'innovation sociale	Appel nécessaire.	Appel nécessaire.
Transférer les connaissances	Via des partenariats stratégiques avec des universités (Ulaval, INRS, UQAM, etc), nous pourrions envisager le développement de cycles de rencontres professionnels et colloques de réflexion sur les thématiques de médiation de la ville.	CRSH / FRQSC, etc	Multiples	Jusqu'à 30 000$ selon les programmes.	Multiple.

Il sera également important de rester vigilant aux appels de projets ponctuels des différents ministères et organismes québécois et canadiens, à la fois généraux, mais aussi liés à des problématiques spécifiques, telles que la prévention des violences faites aux femmes, ou les micro-subventions soutenant le développement de solutions innovantes à l'itinérance.

MERCI !

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1206290001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "approuver la convention se terminant le 6 septembre 2020, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour la réalisation d'un projet d'implantation d'actions et ressources de médiation touchant notamment l'étude sur le bruit et les incivilités sur le territoire du Quartier des spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder, à cette fin, une contribution de 23 588 $"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 23 588,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		23 588,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 23 588,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306133	07165	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 632313

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-27**

Date et heure système : 28 janvier 2020 11:19:55

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 013 969,09 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 115 365,99 $ (appel d'offre public 19-17938 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 1 115 365.99 $ taxes incluses pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la la Place du Canada, pour une durée de 36 mois**;**

D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc (Groupe Nicky) , plus bas soumissionnaire conforme de 1 013 969.09$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public 19-17938- 2 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 101 396.90$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 10:52

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208028001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 013 969,09 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 115 365,99 $ (appel d'offre public 19 -17938 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Square Dorchester forme, avec la Place du Canada, un ensemble paysage cohérent issu d'une planification datant du XIXe siècle. Les deux îlots paysagés, caractérisés par des parterres à l'anglaise et à la française, situés dans le quartier des affaires de Montréal, sont des havres de verdure au milieu des immeubles gratte ciel et d'une circulation importante, par leur proximité avec des axes de circulations importants. .
Ces deux emplacements accueillent une multitude d'événements d'importance ainsi que des rassemblements et ils sont particulièrement sollicités par les travailleurs du secteur qui souhaitent un endroit où se poser pour manger, se recueillir ou tout simplement contempler.

Ces emplacements rénovés depuis les années 2010, et tout récemment depuis 2019 pour le Square Dorchester avec l'ajout d'une fontaine, ont su redonner au centre-ville de Montréal un espace vert à la hauteur des autres grands parcs urbains des villes d'Amérique du nord. Leur proximité avec les bureaux touristiques et la gare centrale font en sorte qu'ils deviennent une fenêtre ouverte sur la ville de Montréal pour les touristes y transitant.

Comme l'usage fait, de ces deux parcs, est identique et par leur proximité, nous désirons une uniformité des opérations d'entretien.
Afin d'atteindre les standards d'entretien, auxquels nous sommes en droit de s'attendre pour des parcs de tel envergure, nous concluons que nous ne disposons pas de personnel en quantité suffisante pour y arriver. Il est donc nécessaire de faire appel aux service d'une firme privée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240153 - 11 avril 2017 - Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester
CA16 24314- 14 juin 2016 - Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 537 719,89 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997)

ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada
CE-CG18 0226

DESCRIPTION

L'objectif de ce présent contrat, est de pourvoir à l'entretien horticole, au maintien de la propreté et au déneigement du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023.
Voici quelques exemples de tâches à accomplir :

- Horticulture : préparation, plantation et entretien de plates-bandes, soins réguliers et soins spécifiques aux végétaux
- Horticulture : plantation d'une nouvelle conception de plate bande pour la Place du Canada (uniquement année 2020)
- Entretien des surfaces : nettoyage des pavés, nettoyages du mobilier urbain, nettoyage des bancs
- Nettoyage du terrain : ramassage et disposition des déchets pendant toute l'année, ramassage des mégots de cigarette, collecte des matières recyclables (projet année 2020)
- Ratissage, coupe de pelouse, ramassage de feuilles mortes, sarclage, désherbage, arrosage, aération de la pelouse,
- Installation de paillis, ajout de terre, ajout de compost
- Arrosage des végétaux
- Terrassement, creusage, fosses, coupes, tranchées, etc.
- Entretien des carrés d'arbres et des fosses de plantation sur rue, autour des deux emplacements
- Déneigement des sentiers et épandage d'abrasif
- Déneigement manuel autour du mobilier.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres 19-17938 a été publiée dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 4 décembre 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieue le 14 janvier 2020. Le délai accordé aux soumissionnaires a été de 41 jours. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 19-17938 sont présentés ci-dessous :

Les deux firmes suivantes ont présenté des soumissions, les deux étant conformes ;

- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky
- Entrepreneurs paysagistes Strathmore

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
178001 Canada inc	1 013 969,09 $		1 013 969,09 $
Entrepreneurs paysagistes Strathmore	1 605 267,15 $		1 605 267,15 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 278 146,72 $		1 278 146,72 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 309 618,12 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	29,16%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	591 298,06 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	58,32%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-264 177,63 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-20,67%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	591 298,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	58,32%

Nous justifions l'écart entre la soumission et la dernière estimation réalisée au niveau du coût des hommes de service. Nous avions estimé un salaire homme de service à 30$/heure, alors que la plus basse soumission est de 20.15$/heure. Il s'agit d'un écart important et comme le nombre d'heure total estimé pour les hommes de service est de 17 290 heures pour toute la durée du contrat, cette différence justifie l'écart de 20%.

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit 178001 Canada inc / Groupe Nicky au montant de 1 013 969.09$, taxes incluses pour une période de 3 ans (2020-2023).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense pour contrat 1 013 969, 09$ taxes incluses
Budget prévisionnel de contingences de 10% ; 101 396, 90$ taxes incluses

Dépense maximale pour ce projet ;: 1 115 365, 99$

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.

Voir tableau aspect financier en pièces jointes.

Il y a possibilité de deux (2) renouvellements de un (1) an.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'arrosage et l'entretien horticole assurent la pérennité, la vitalité et la beauté des aménagements de végétaux et des arbres. Le nettoyage et l'entretien permettent d'augmenter le niveau de propreté et de conserver la fonctionnalité entre autres, du mobilier, ce qui amène aux usagers un sentiment de sécurité et rend les lieux plus accueillants. Autant d'éléments donnant envie aux citoyens et touristes de fréquenter cet espaces public.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LACOSTE
Contremaitre parcs et horticulture

Tél : 438-233-2274
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Juan Carlos RESTREPO
c/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514-872-8400
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 1 013 969,09 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 115 365,99 $ (appel d'offre public 19-17938 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17938_Intervention.pdf 19-17938_TPC.pdf 19-17938_PV.pdf 19-17938_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agente d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17938 — No du GDD : 1208028001

Titre de l'appel d'offres : Service d'entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement de la Place du Canada et du Square Dorchester pour l'arrondissement Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 12 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 14 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 13 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
178001 Canada inc. / Groupe Nicky	1 013 969,09 $	√	1
Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) Ltée	1 605 267,15 $		1

Information additionnelle

Les deux (2) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné le motif de désistement suivant :
- Deux (2) n'ont donné aucune réponse

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 28 - 1 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 19-17938
Titre : Service d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Cabot pour l'arrondissement Ville-Marie
Date d'ouverture des soumissions : 14 janvier 2020

	Article	Quantité	Unité de mesure	178001 Canada inc. / Groupe Nicky		Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) Ltée	
				Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1,1	Homme de service (Heure)	Heure	17290	20,15 $	348 393,50 $	45,00 $	778 050,00 $
2,1	Nettoyage du printemps	Global	3	9 375,00 $	28 125,00 $	2 000,00 $	6 000,00 $
2,2	Nettoyage automnal	Global	3	5 990,00 $	17 970,00 $	2 000,00 $	6 000,00 $
2,3	Tonte et découpage du gazon +/- 13 252 m²	Global	63	465,00 $	29 295,00 $	500,00 $	31 500,00 $
2,4	Réparation des surfaces gazonnées/terreautage (13 252 m² x 3 années)	m2	39756	0,90 $	35 780,40 $	1,00 $	39 756,00 $
2,5	Réparation des surfaces gazonnées (gazon en plaques)	m2	39756	4,40 $	174 926,40 $	8,00 $	318 048,00 $
2,6	Aération du gazon	m2	39756	0,32 $	12 721,92 $	0,10 $	3 975,60 $
2,7	Fertilisation granulaire	m2	39756	0,35 $	13 914,60 $	0,15 $	5 963,40 $
2,8	Sablage de l'ensemble des bancs	Global	1	6 125,00 $	6 125,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $
2,9	Teinture de l'ensemble des bancs (fourniture et main-d'œuvre)	Global	1	7 985,00 $	7 985,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $
2,10	Entretien des plates-bandes (Travaux prévus au devis et à l'annexe 9, 679 m² X 3 ans)	m2	2037	6,20 $	12 629,40 $	5,00 $	10 185,00 $
2,11	Pour plantation et fourniture de vivaces et graminées ANNÉE 2020	Plant	760	8,50 $	6 460,00 $	15,00 $	11 400,00 $
2,12	Pour plantation et fourniture d'arbustes ANNÉE 2020	Plant	180	16,75 $	3 015,00 $	25,00 $	4 500,00 $
2,13	Pour plantation et fourniture de bulbes + répulsif à écureuil ANNÉE 2020	Bulbe	2165	2,85 $	6 170,25 $	1,50 $	3 247,50 $
2,14	Pour semis de trèfle (Fourniture et main-d'œuvre) ANNÉE 2020	Kg	1,5	280,00 $	420,00 $	25,00 $	37,50 $
2,15	Pour préparation, enlèvement des plantations existantes et disposition des plants des ilots de plantation de la Pl. Du Canada ANNÉE 2020	Global	1	1 800,00 $	1 800,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $
2,16	Pour remplacement des plants morts (environ 30% estimé). Disposition, plantation et fourniture de vivaces et de graminées	Plant	680	8,00 $	5 440,00 $	15,00 $	10 200,00 $
2,17	Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de bulbes + répulsif à écureuil	Bulbe	650	3,00 $	1 950,00 $	1,50 $	975,00 $
2,18	Pour remplacement des plants morts (environ 30% estimé). Disposition, plantation et fourniture d'arbustes	Plant	165	16,00 $	2 640,00 $	25,00 $	4 125,00 $
2,19	Réensemencement des ilots de plantation de la Place du Canada – Semis de trèfle, fourniture et main-d'œuvre	Kg	1	280,00 $	280,00 $	25,00 $	25,00 $
2,20	Pour ajout de terre aux ilots de plantation – selon le Devis – Fourniture et main-d'œuvre	m3	80	62,00 $	4 960,00 $	150,00 $	12 000,00 $

Numéro de l'appel d'offres : 19-17938
Titre : Service d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Cabot pour l'arrondissement Ville-Marie
Date d'ouverture des soumissions : 14 janvier 2020

	Article	Quantité	Unité de mesure	178001 Canada inc. / Groupe Nicky		Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) Ltée	
				Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
2,21	Pour ajout de paillis BRF aux ilots de plantation – Selon le Devis – Fourniture et main-d'œuvre	m3	40	72,35 $	2 894,00 $	150,00 $	6 000,00 $
2,22	Pour ajout de compost aux ilots de plantation – Selon le Devis – Fourniture et main-d'œuvre	m3	20	85,80 $	1 716,00 $	200,00 $	4 000,00 $
2,23	Arrosage des ilots de plantation	Global	30	235,00 $	7 050,00 $	500,00 $	15 000,00 $
2,24	Pour plantation des fleurs annuelles et enlèvement – Square Dorchester (Géraniums – Plantation et fourniture 3550 plants x 3 ans)	Plant	10650	3,75 $	39 937,50 $	8,00 $	85 200,00 $
2,25	Vidange de toutes les poubelles et recyclage durant la saison hivernale – 1 fois par jour	Global	3	7 460,00 $	22 380,00 $	2 000,00 $	6 000,00 $
2,26	Déneigement, épandage d'abrasif et déneigement du sentier et déneigement du mobilier urbain incluant installation à l'automne et désinstallation au printemps des balises – Fourniture et main-d'œuvre	Global	3	28 975,00 $	86 925,00 $	6 000,00 $	18 000,00 $
	Total avant taxes				881 903,97 $		1 396 188,00 $
	TPS 5 %				44 095,20 $		69 809,40 $
	TVQ 9,975 %				87 969,92 $		139 269,75 $
	Montant total				1 013 969,09 $		1 605 267,15 $
	Signature			OUI		OUI	
	Achat SEAO			OK		OK	
	Numéro TPS/TVQ			OUI		OUI	
	Numéro de fournisseur VDM			120376		193514	
	Numéro NEQ			1141894387		1143413681	
	Vérification REQ			OK		OK	
	RENA			OK		OK	
	Registre des personnes inadmissibles et LNPC			OK		OK	
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant			OK		OK	
	AMP			OK		OK	
	Garantie (10%)			OK		OK	
	CNESST			OK		OK	

Remarque :

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 17 janvier 2020

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP20 0005

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 14 janvier 2020 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 19-17938

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service d'entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement de la Place du Canada et du Square Dorchester pour l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) 9771, rue Waverly Montréal (Québec) H3L 2V7	1 013 969,12 $
	(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288, rue de Cannes-Brûlées LaSalle (Québec) H8N 2Z2	1 605 267,15 $
	(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 4 et 9 décembre 2019 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que le 4 décembre 2019 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Ève Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17938
Numéro de référence : 1325998
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal – Service d'entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement de la Place du Canada et du Square Dorchester pour l'arrondissement Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Groupe Nicky 9771 rue Waverly Montréal, QC, H3L 2V7 NEQ : 1141894387	Monsieur Nick Luongo Téléphone : 514 381-2986 Télécopieur : 514 381-0567	**Commande : (1671524)** 2019-12-04 15 h 01 **Transmission :** 2019-12-04 15 h 01	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Nettoyage Spécialisé GE Inc. 8111, Sunnyhurst Montréal, QC, H4X 1A7 NEQ : 1167883280	Monsieur Gabriele Francescangeli Téléphone : 514 812-7555 Télécopieur :	**Commande : (1677415)** 2019-12-23 8 h 39 **Transmission :** 2019-12-23 8 h 44	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro NEQ : 1143413681	Monsieur Gordon MIlligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	**Commande : (1671561)** 2019-12-04 15 h 38 **Transmission :** 2019-12-04 15 h 38	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers,	Monsieur	**Commande (1672735)**	Mode privilégié (devis) : Courrier

	Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	: 2019-12-09 13 h 54 **Transmission :** 2019-12-09 13 h 54	électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208028001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 1 013 969,09 $, pour une durée de 36 mois, soit du 15 avril 2020 au 15 avril 2023, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 115 365,99 $ (appel d'offre public 19-17938 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208028001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208028001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense maximale de 1 115 365.99 $ taxes incluses pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la la Place du Canada, pour une durée de 36 mois;

D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc (Groupe Nicky) , plus bas soumissionnaire conforme de 1 013 969.09$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public 19-17938- 2 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 101 396.90$. "

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 1 115 365,99 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		358 018,56 $	359 475,19 $	359 475,19 $	38 397,05 $			**1 115 365,99 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 1 018 477,82 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		326 918,67 $	328 248,76 $	328 248,76 $	35 061,62 $			**1 018 477,82 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 326 918,67 $ pour 2020

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07165	54590	000000	0000	000000	028059	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM08028001
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-01-31**

Date et heure système : 31 janvier 2020 08:09:53

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208028001

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	178001 Canada inc / Groupe Nicky	120376

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		358 018,56 $	359 475,19 $	359 475,19 $	38 397,05 $			**1 115 365,99 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 36

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	avril	2020	Date de fin :	15	avril	2023

Formulaire complété par : Geneviève Lacoste

Prénom, nom

Date et heure système : 30 janvier 2020 14:19:02

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1166890022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240167 avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal –Quartier historique afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018

Il est recommandé de :
Modifier la résolution CA16 240167 avec le SDC du Vieux-Montréal afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 15:50

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166890022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA16 240167 avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal –Quartier historique afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, le conseil d'arrondissement autorisait une contribution maximale au montant de 94 258,31 $ pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes.
À cet effet, un montant de 69 258,31 $ a été nécessaire pour la réalisation de la piétonnisation vu les travaux sur la rue St-Paul, la piétonnisation de cette rue a été annulée.

Contrat initial: Numéro de dossier : 1166890022

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes:
- 44 258,31 $ pour l'année 2016;
- 25 000 $ pour l'année 2017;
- **25 000 $ pour l'année 2018;**

Conformément à l'article 4.8 de la convention approuvée, la somme de 25 000 $ prévu à l'article 6.3 n'a pas été versée et sera retournée au budget.

Décisions antérieur :

CA16 240167 du 12 avril 2016 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de Développement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018 et accorder des contributions totalisant 94 258,31 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 27 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra BORGELA
Secrétaire de direction

514 868-7880
Tél :
Télécop. : 000-0000

N° de dossier : 1206290002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique	132789

Financement : Autre

Précision Veuillez svp vous référer au GDD 1204156005 CA 15 240303 et l'addenda CA16 240130. Merci.

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		-25 000.00 $						**-25 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Alexandra Borgela

Prénom, nom

Date et heure système : 31 January 2020 16:15:51

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890022

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  " Modifier la résolution CA16 240167 et approuver la convention modifiée avec le SDC du Vieux-Montréal afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018."

- Le montant de 25 000 $ prévu pour l'année 2018 n'a pas été requis, en effet, une partie des travaux n'a pu être effectués (rue St-Paul).

- Montant déjà versé pour ce dossier (taxes non applicables) 69 258,31 $

- Montant non requis (convention modifiée) (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020	Années ultérieures	**Total**
Montant		44 258,31 $	25 000,00 $	25 000,00 $		-25 000,00 $		**69 258,31 $**

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0012000	306107	06509	61900	016491	0000	000000	028050	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $ Compte bilan de provenance (ref 1154206005- piétonnisation)

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- La présente contribution était financée à partir des surplus déjà affectés du gdd 1154206005 CA16 240130, le montant excédentaire de 25 000 $ sera retourné à son compte de provenance (Bilan 31025)
- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Le bc 1117410 au montant de 25 000 $, sera liquidé suite à l'approbation du présent dossier.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2020-01-29**

Date et heure système : 30 janvier 2020 15:10:33

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1166890022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Modifier la résolution CA16 240167 avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal –Quartier historique afin de diminuer la contribution accordée de 25 000 $ dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1166890022_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 avril 2016	Résolution: CA16 240167

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018 et accorder des contributions totalisant 94 258,31 $

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de Développement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de la rue piétonne;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes:

- 44 258,31 $ pour l'année 2016;
- 25 000 $ pour l'année 2017;
- 25 000 $ pour l'année 2018;

D'imputer cette dépense totale de 94 258,31$ $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1166890022

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 avril 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1166890022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018 et accorder des contributions totalisant 94 258,31 $

D'approuver la convention, pour les étés 2016, 2017, 2018 avec la Société de Développement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de la rue piétonne;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes:

- Un montant de 44 258,31 $ pour l'année 2016;

- Un montant de 25 000 $ en 2017;

- Un montant de 25 000$ en 2018;

D'imputer cette dépense totale de 94 258,31$ $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-04-04 10:49

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166890022**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018 et accorder des contributions totalisant 94 258,31 $

CONTENU

CONTEXTE

À la suite d'un projet-pilote effectué en 2007, l'arrondissement de Ville-Marie a instauré son premier projet de piétonnisation sur la rue Sainte-catherine Est dans le Village en 2008. Depuis d'autres projets semblables ont été mis en place dans différents secteurs de l'arrondissement :
Les rues Saint-Paul Est et la place d'Youville dans le Vieux-Montréal;
Les rues Sainte-Catherine Ouest (Quartier des spectacles), Victoria et McTavish ainsi que l'avenue du Musée dans le centre-ville.

Dans le but de contribuer à la mise en valeur et l'animation de certaines de ces rues piétonnes, l'arrondissement de Ville-Marie offre un soutien financier à la SDC du Vieux-Montréal qui prend en charge son animation ou son aménagement.

Pour la même raison, l'arrondissement de Ville-Marie offre un soutien financier aux organismes tels que le Musée des Beaux-Arts pour l'avenue du Musée, le Musée McCord pour la rue Victoria , le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (Pointe-à-Callière) pour la place D'Youville et le partenariat du Quartier des Spectacles pour les rues Sainte-Catherine Ouest secteur Place-des-Arts.Ce dossier fait référence au GDD 1166890017

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

À sa séance du 15 mars 2016, le conseil d'arrondissement a réduit de 150 000 $ par année, pour les années 2016, 2017 et 2018, le montant prévu pour les dépenses reliées à la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine - Village (1154206005 - addenda CA16 240130)
À sa séance du 8 juin 2015, le conseil d'arrondissement a approuvé la réservation d'une somme de 1 500 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement qui sera répartie sur les années 2016, 2017 et 2018 pour la tenue des piétonnisations (1154206005 - CA15 240303)
À sa séance du 14 avril 2015, le conseil d'arrondissement a approuvé les conventions, se terminant le 31 décembre 2015, avec différents organismes pour la réalisation de projets

d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2015 et a accordé des contributions totalisant 248 000 $ (1156890017 - Résolution CA15 240137).

DESCRIPTION

La Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique: 94 258,31 $

La Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique (SDC), l'Association des résidants du Vieux-Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont accepté encore cette année, de piétonniser la rue Saint-Paul. La rue Saint-Paul sera donc piétonnisée entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent pour la période du 19 mai au 15 septembre 2016.

Avec le succès obtenu des dernières années, l'arrondissement de Ville-Marie accepte de financer l'achat des bacs à fleurs pour embellir les lieux ainsi que la location du terrain Pigeon Hole. Le but de cette mesure est de permettre aux visiteurs de profiter au maximum de ce quartier historique du Vieux-Montréal et rendre le domaine public accessible à tous les piétons et visiteurs.

Achats des bacs à fleurs: 19 258,31 $

Considérant que la direction des travaux publics est préoccupée par les zones non aménagées ce qui pourraient inciter les gens sans domicile fixe à y prendre place, il a été convenu avec la Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique de conclure une entente de location sur trois ans avec le propriétaire du terrain id: 5477973 LOT: 1180792 (Entreprise: 9196-5335 Québec inc. propriété de Monsieur Jacques Robitaille). La direction des travaux publics versera un montant de 25 000 $ annuellement pour les années 2016 - 2017 - 2018 à la Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique qui prendra charge de l'aménagement du terrain ainsi que de l'entretien de ce dernier. L'endroit sera paisible pour le lunch, la lecture, le repos et quelques terrains de pétanque animeront les lieux dès le mois d'avril.

Location du terrain Pigeon Hole: 25 000 $ / an = 75 000 $ / 3 ans. (2016-2017-2018)

JUSTIFICATION

En collaboration avec la Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique et l'Association des résidants du Vieux-Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie désire piétonniser, pour une septième année, la rue Saint-Paul Est, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, du jeudi 19 mai 2016 à 8 h au jeudi 15 septembre 2016 à 7 h. Quotidiennement la rue Saint-Paul devient piétonnière à partir de 11 h le soir jusqu'à 5 h du matin, la rue est rouverte à la circulation.
Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises, à l'effet que la Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ont été faites le 16 mars 2016.
De plus, les validations requises à l'effet que la Société de Dévéloppement Commerciale du Vieux-Montréal - Quartier historique ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA ont été faites le 30 mars 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que mentionné dans l'addenda du GDD 1154206005 - CA15 240303, les crédits nécessaires à l'octroi de ces conventions proviennent d'une affectation de surplus de 1 050 000 $ qui a été adopté par le conseil d'arrondissement lors de la séance du 8 juin 2015. Ce montant sera reparti pour les années 2016, 2017, 2018, soit 350 000$ par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces contributions ont pour but de soutenir la mise en oeuvre de projets structurants et d'actions contribuant au développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie et de l'amélioration de la qualité de vie des résidents et des visiteurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 1er avril 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lalao RANDRIANARIVELO

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-31

Marie-Ève BOIVIN

agent(e) de bureau

Tél : 514 868 4530
Télécop. :

Chef de division - Voirie

Tél : 514 872-2201
Télécop. : 514 872-2006

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2016-04-01

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

Manon Ouellet
Contremaître
Section de l'entretien des bâtiments et de
l'enlèvement des graffitis
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Montréal, le 12 février 2016

Objet : Piétonnisation St-Paul Est 2016 – Demande de contribution financière

Bonjour Mme Ouellet,

Par la présente, la SDC du Vieux-Montréal | Quartier Historique dépose à l'arrondissement de Ville-Marie, une demande de contribution financière d'un montant de 19 258.31 $, couvrant l'achat de 50 bacs à fleurs dont l'installation sera effective à l'occasion de la piétonnisation de la rue St-Paul Est.

Mes salutations les plus cordiales,



Mario Lafrance
Directeur général

soumission

date	2016 fevrier 2

Machinage Pépin
426, route 219
Napierville, Québec
J0J 1L0
Tel: (514)823-8929 fax:(450)245-7077

VENDU A: SDC DU VIEUX-MONTREAL

No. bon de commande	Terme	jours

Quantité	Description	Prix unitaire	Total
50	bac a fleur carré	335,00 $	16 750,00 $

			16 750,00 $
# TPS	**142765742**	**5%**	837,50 $
# TVQ	**102198518600**	**9,975%**	1 670,81 $
			19 258,31 $

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'Arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 18e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **la Société de Développement Commercial du Vieux-Montréal – Quartier historique,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 10, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B7, agissant et représentée par monsieur Mario Lafrance, directeur de l'administration, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITION

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant autorisé.

2. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet de piétonnisation de la rue Saint-Paul.

3. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

4. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

4.1 faciliter la participation à vos activités d'un plus grand nombre de résidantes et résidants de l'arrondissement de Ville-Marie;

4.2 Soumettre le bilan complet de son activité au directeur au plus tard le 30 novembre 2016. Ce bilan devra clairement inclure et indiquer :
- à quelles fins la contribution financière de l'arrondissement a été utilisée en nous remettant copie des factures et des preuves de paiement;
- des photos durant la tenue du projet;
- une revue de presse et autres documents publiés par l'organisme;
- une évaluation de l'achalandage et de l'impact du projet sur l'activité commerciale et la qualité du milieu de vie;
- une évaluation de la satisfaction des partenaires commerciaux impliqués et environnants;
- les recommandations pour la tenue de la prochaine édition du projet (forces, faiblesses, opportunités);
- tout autre information ou documents jugés pertinents.

4.3 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

4.4 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.5 **mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site internet de du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie***

4.6 à la demande du Directeur des travaux publics, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.7 remettre au Directeur des travaux publics tout rapport ou tout document qu'il peut requérir;

4.8 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme) :
- les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;
- les pièces justificatives pour les sommes d'argent dépensées à même les sommes versées conformément à la présente convention.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'arrondissement et se termine le 31 décembre 2018.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de quarante-quatre mille deux cents cinquante-huit dollars et trente-un cents (44 258,31 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement se fera le 1er mai 2016 au montant de trente et un mille sept cent cinquante-huit dollars et trente et un cents (31 758,31 $) **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.1.2 le deuxième versement se fera le 1er décembre 2016 et il sera au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $) après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.2 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser **la deuxième année** une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), payable en deux versements :

6.2.1 le premier au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $) le 1er mai 2017 **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.2.2 le deuxième au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $ $) le 1er décembre 2017 après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.3 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser **la deuxième année** une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), payable en deux versements :

6.3.1 le premier au montant de douze mille cinq cents dollars (12 500 $) le 1 mai 2018 **et que l'organisme nous aura déposé son plan de communication et de visibilité pour l'arrondissement relatif à l'objet à l'article 2;**

6.3.2 le deuxième au montant de douze mille cinq cent dollars (12 500 $ $) le 1er décembre 2018 après réception du bilan de son activité prévu au point 4,2 de la présente convention;

6.4 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.5 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur des travaux publics avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur des travaux publics peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.5 Tel qu'indiqué à l'article 3.2 de la convention signée entre la SDCVM et le propriétaire du terrain, la SDCVM peut, en tout temps, à sa seule discrétion et sans fournir quelque motif que ce soit, sur avis écrit, résilier la présente convention. Advenant une telle résiliation, la SDCVM sera tenue de verser une compensation financière au Propriétaire d'un montant de 40 000$.

7.6 Tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la convention signée entre la SDCVM et le Propriétaire du terrain, le Propriétaire peut, en tout temps, à sa seule discrétion et sans fournir quelque motif que ce soit, sur avis écrit, résilier la présente convention. Advenant une telle résiliation, le Propriétaire sera tenu de verser une compensation financière à la SDCVM d'un montant de 40 000$. La SDCVM sera tenue de remettre en totalité cette somme à l'arrondissement de Ville-Marie afin de compenser les dépenses irrécupérables réalisées dans le cadre de ce projet.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 90 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Alain Dufort
Directeur général adjoint
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Mario Lafrance
Directeur général
SDC du Vieux-Montréal
10, rue Notre-Dame Est, bureau 505
Montréal, (Québec) H2Y 1B7

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

SDC du Vieux-Montréal

Par : _____
Mario Lafrance

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1166890022, cette convention a été approuvée par la résolution CA_____ du conseil, lors de la séance du _____ 2016.

ANNEXE

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

SDC du Vieux-Montréal

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

Mario Lafrance

(nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

SDC du Vieux-Montréal

, une convention avec l'Arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant de quarante-quatre mille deux-cents cinquante-huit dollars et trente-et-un cents (44 258,31 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890022

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite : ☑ REQ

Fournisseur :

Nom : SDC du Vieux-Montréal

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 109669

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

Financement : Autre

Précision: Veuillez vous référer au GDD 1154206005 CA15 240303 et l'addenda CA16 240130. Merci

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			44 258,31 $	25 000,00 $	25 000,00 $			**94 258,31 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1166890022

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention visant un appui financier à la SDC du Vieux-Montréal pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2016;

  D'accorder à cette fin, la contribution de 94 258,31 $ pour la SDC du Vieux-Montréal dont 44 258,31 $ en 2016, 25 000 $ en 2017 et 25 000$ en 2018;

  D'imputer cette dépense totale de 94 258,31$ $, à même les surplus déja affectés dans le dossier 1154206005, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 94 258,31 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant			44 258,31 $	25 000,00 $	25 000,00 $			**94 258,31 $**

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 94 258,31 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0012000	306107	06509	66590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 94 258,31 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	06509	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no vm66890022
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208748001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

D'autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

D'autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:51

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1208748001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie participe à chaque année au Grand Prix du Conseil des arts de Montréal, organisé par le Conseil des arts, qui récompense l'excellence d'un organisme artistique montréalais pour ses réalisations remarquables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195125002 / CA19 240086 : Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal
1183105001 / CA18 240164 : Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 33e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

DESCRIPTION

Achat d'une table pour dix personnes pour le 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal au montant de 1 170 $. Cet événement aura lieu le 19 mars 2020 au Palais des congrès de Montréal.

JUSTIFICATION

Assurer la visibilité de l'arrondissement dans les préoccupations reliées à la diffusion culturelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle FORTIER, Ville-Marie

Lecture :

Isabelle FORTIER, 29 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Betty EUGENE
Secrétaire de direction

Tél : 514-868-3519
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208748001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

Aspect financier_GDD 1208748001.pdf

GrandPrix-Facture.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Betty EUGENE
Secrétaire de direction

Tél : 514-868-3519
Télécop. : 514 868-3292

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208748001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208748001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208748001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Conseil des arts de Montréal	108008

Financement : Autre

Précision : Budget des frais de présentation sur le 306124

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 170,00 $						**1 170,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Betty Eugene

Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2020 10:08:09

CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1L9
514 280-3580
grandprix.cam@ville.montreal.qc.ca
www.artsmontreal.org

FACTURE

No. 7-2020-1327-1
Date: 2020-01-29

Client

Ville de Montréal /
800 boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal, QC, H2L 4L8
(514) 868-3519 - betty.eugene@montreal.ca

Description	Montant
10 billet(s) @ 117,00 $ *	1 170,00 $
Grand total	**1 170,00 $**
Solde dû :	**1 170,00 $**

* Note

Les billets pour le Grand Prix du Conseil des arts sont exonérés de toutes taxes étant donné la nature de l'activité. Le prix net ne donne droit à aucun crédit ou remboursement de taxes sur intrant fédéral ou provincial.

Pour tout solde dû, prière d'émettre votre chèque à l'ordre de :

Conseil des arts de Montréal

et de le faire parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus.
Le solde est payable dans les 30 jours.
Merci.

Montréal

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208748001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal et autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 1 170,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		1 170,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 1 170,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306124	07211	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 1 170,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 632772

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-30**

Date et heure système : 30 janvier 2020 09:35:42

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme BougeBouge dans le cadre de l'évènement « BougeBouge 5km Montréal souterrain »

Il est proposé :

1. De soutenir la troisième édition du 5km Montréal souterrain qui a eu lieu le 2 février 2020;
2. D'accorder la contribution financière de 5 000$;
3. D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 12:22

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207709003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme BougeBouge dans le cadre de l'évènement « BougeBouge 5km Montréal souterrain »

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a reçu une demande de soutien financier de l'organisme à but non lucratif BougeBouge, organisateur de « lesclassiques.ca » pour l'événement portant le nom de *BougeBouge 5km Montréal souterrain* 2020. Cette troisième édition a eu lieu le 2 février 2020 dans le réseau souterrain du centre-ville.

Cet événement, ne cadrant pas avec les critères des programmes de soutien de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, il apparaît néanmoins intéressant pour la mise en valeur et l'animation du Montréal souterrain (RÉSO). Conséquemment, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social recommande d'accorder, à titre d'exception, et ce pour une dernière année, une somme de 5000 $ à BougeBouge pour soutenir financièrement la logistique et les opérations de communication de *BougeBouge 5km Montréal souterrain* 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240642- 5 décembre 2018- Approuver la convention avec BougeBouge dans le cadre de l'événement « La Classique 5km Montréal souterrain » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000$
CA17 240663 - 12 décembre 2017 - Approuver la convention avec Multisports Métro dans le cadre de l'événement « La Classique 5km Montréal souterrain » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

DESCRIPTION

La mission de BougeBouge est de prévenir le décrochage physique chez les adolescents, les jeunes familles et les retraités par la rencontre des acteurs de vie active dans les communautés. BougeBouge encourage l'empowerment des communautés et rassemble les collectivités dans le cadre d'activités sportives. Inspiré du **«Yes we can»** de Barack Obama, BougeBouge a repris l'initiative de la double olympienne en triathlon Kathy Tremblay, créatrice du Circuit des Classiques en 2016. BougeBouge a créé lesclassiques.ca pour étendre le concept sur le territoire de Montréal.
Pour l'événement du 2 février, qui constitue la troisième édition de *La Classique 5km*

Montréal souterrain , BougeBouge s'est associé à divers partenaires, notamment la SDC Destination centre-ville. De plus, cette année, un parcours de 1km marché, complètement gratuit, est offert. Le départ du 5km a eu lieu au Carrefour Industrielle Alliance et le 1km course et marche au Palais des Congrès. Mis à part la promotion de l'activité physique, l'événement constitue un événement hivernal attrayant au centre-ville et permet de faire découvrir le réseau souterrain sous un nouvel angle. BougeBouge a tenu une fête au Complexe Desjardins à la fin du parcours. Une carte du circuit parcouru par les coureurs peut être consultée en pièce jointe.

JUSTIFICATION

L'aide financière accordée par l'arrondissement contribuera au lancement de l'événement, aux communications, à la bonification de l'expérience des participants, à la diffusion du parcours et sa commercialisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Contribution financière de 5 000 $ à BougeBouge
Code fournisseur de l'organisme : 497123

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement-Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Frédéric BEAUDRY
Chef de division-intérim

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme BougeBouge dans le cadre de l'évènement « BougeBouge 5km Montréal souterrain »

Aspect financier_GDD 1207709003_Final.pdf

2020_BougeBouge_Demande d'appui arrondissement ville marie.pdf



affiche_mtl-souterrain_2020.jpg

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement-Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1207709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme BougeBouge dans le cadre de l'évènement « BougeBouge 5km Montréal souterrain »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1207709003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207709003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Bougebouge	497123

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget de financement de la Division des sports, des loisirs et du développement social

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		5 000,00 $						**5 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	02	février	2020	Date de fin :	03	février	2020

Formulaire complété par : Véronique Lebel Bilodeau

Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2020 13:36:40



20 janvier 2020

PAR COURRIEL
Alain Dufort,

Directeur de l'arrondissement Ville-Marie

CC: Véronique Lebel Bilodeau
veronique.lebelbilodeau@montreal.ca

OBJET: Demande de soutien pour la BougeBouge 5km Montréal souterrain du 2 février 2020

OBJET : Demande de soutien logistique de l'arrondissement Ville-Marie et soutien aux élus pour la BougeBouge 5 km Montréal souterrain organisés par l'OBNL BougeBouge (NEQ 1170653472)

Nous sommes un organisme ayant pour objectif de prévenir le décrochage physique auprès des adolescents, des jeunes familles et des retraités, BougeBouge est un organisme à but non lucratif qui encourage l'empowerment des communautés et rassemble les collectivités dans le cadre d'activités sportives. Nous avons aussi créé la Fondation Kathy Tremblay qui vise à aider les personnes en situation de vulnérabilité en rendant l'activité physique plus accessible et inclusive. Cette fondation soutien les écoles de milieux plus à risque à créer un club de course à fournir de l'équipement sportif, assurer les frais d'inscription à une activité BougeBouge et soutenir la recherche sur les motivations. Pour soutenir la vision de BougeBouge, la Fondation Kathy Tremblay a été mise sur pied dans le but de donner l'égalité des chances à tous d'améliorer leurs habitudes de vie en soutenant notamment des écoles de milieux à risque.

Le dimanche 2 février prochain 2020, se tiendra la 3e édition de la BougeBouge 5km Montréal souterrain entièrement à l'intérieur en plein mois d'hiver plus de 1200 participants sont attendus cette année. D'ailleurs nous avons soutenu certaines écoles dans leur processus de préparation à cet événement en procurant des vêtements de sport (espadrilles, t-shirt et short) à plus d'une quarantaine de jeunes d'école défavorisés. De plus, cette année nous avons mis sur pied un 1km marché 100% gratuit afin de rendre accessible et inclusive cette activité. Le pound, le tennis de table et le badminton se sont aussi ajoutés gratuitement lors de cette journée.

Votre appui financier est ESSENTIEL au maintien d'une telle organisation. La première année nous avons pu compter sur votre appui financier à 15 000$ pour mettre en place ce projet. Cette année en 2020 nous aimerions vous demander votre appui financier pour un montant de 5 000$ afin de

maintenir les activités gratuites et soutenir les opérations de cet événement d'envergure. Plus précisément le montant de 5 000$ sera utilisé pour le lancement de l'événement, les communications, la bonification de l'expérience des participants, et la diffusion et la commercialisation du parcours unique au monde et en plein coeur de l'arrondissement Ville-marie.

Ce serait pour nous une énorme fierté de pouvoir compter sur la mairesse Valérie Plante à titre de présidente d'honneur de l'événement voir même Hadrien Parizeau. À ce titre, elle serait invitée à remettre les médailles aux participants lors de la cérémonie de clôture au Complexe Desjardins. Advenant une réponse favorable, je pourrais vous présenter un communiqué de presse comprenant une citation projetée de la mairesse pour approbation. Merci de bien vouloir la soumettre à son cabinet.

	Kathy Tremblay Présidente BougeBouge

bougebouge présente

BOUGEBOUGE 5KM

MONTREAL Souterrain

5km INTÉRIEUR



2 FEVRIER 2020

INSCRIS-TOI !

BOUGEBOUGE.COM

BougeBougeYesWeCan bougebouge_com

COURS MONT-ROYAL | CARREFOUR INDUSTRIELLE ALLIANCE | PLACE MONTRÉAL TRUST | CENTRE EATON | STATION DE MÉTRO MCGILL | PROMENADES CATHÉDRALE | PLACE VILLE MARIE | GARE CENTRALE | 1000 DE LA GAUCHETIÈRE | RTM | PLACE BONAVENTURE | PLACE DE LA CITÉ INTERNATIONALE | STATION DE MÉTRO VICTORIA | ÉDIFICE JACQUES-PARIZEAU | CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL | PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL | COMPLEXE GUY-FAVREAU | COMPLEXE DESJARDINS

DESTINATION CENTRE-VILLE | VILLE DE MONTRÉAL | ARRONDISSEMENT VILLE MARIE | IVANHOÉ CAMBRIDGE | PROVIGO ANGUS | ÉCOLE CULINAIRE PC | LES DÉLICES DE SOPHIE | FLOW WATER | SUZIES GOOD FATS | RICHARDS PACKAGING | SPAV |

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207709003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Soutenir la troisième édition du 5km Montréal souterrain qui aura lieu le 2 février 2020 et accorder une contribution financière de 5 000$ à l'organisme BougeBouge."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 5 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		5 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 5 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 632344

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-28**

Date et heure système : 29 janvier 2020 14:29:10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1200173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « passeport jeunesse » et accorder une contribution totale de 8 000 $

D'approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet T.R.I.P. dans le cadre du programme passeport jeunesse;

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 8 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 12:23

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200173001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « passeport jeunesse » et accorder une contribution totale de 8 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a créé le programme de financement passeport jeunesse en 2016. Ce programme s'inspire de la politique de l'enfant adoptée par la Ville de Montréal. Il vise à favoriser la mise en oeuvre de projets répondant à des axes d'intervention identifiés dans la politique, afin d'offrir des lieux et des activités propices à l'épanouissement des enfants. L'appel de projets se terminait le 20 novembre 2019. Un comité d'analyse formé de membres du personnel de la Division des sports, des loisirs et du développement social et d'un représentant du milieu communautaire a recommandé à la table de concertation jeunesse Centre-Sud de revoir certains éléments du projet qui n'étaient pas conformes aux critères du programme. La table de concertation jeunesse Centre-Sud a déposé, le 15 janvier 2020, un projet en incluant les modifications demandées. Les membres du comité d'analyse ont accueilli favorablement cette nouvelle version du projet. Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention, pour une période se déroulant du 12 février 2020 au 30 septembre 2020, et d'accorder une contribution de 8 000 $ dans le cadre du programme passeport jeunesse.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240549 (1190173005) Approuver deux conventions, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie et la Table de quartier Peter-McGill dans le cadre du programme « Passeport Jeunesse » et accorder une contribution totale de 20 000 $
CA18 240644 (1180173009) du 5 décembre 2019 **:** Approuver trois conventions, se terminant le 1er décembre 2019, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Table inter-action du quartier de Peter-McGill et le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « Passeport Jeunesse » et accorder une contribution totale de 28 000 $

DESCRIPTION

Le projet recommandé, dans le cadre du présent dossier, répond aux critères du programme passeport jeunesse en sensibilisant les jeunes à la saine alimentation, en leur offrant des activités novatrices et dynamiques favorisant les saines habitudes de vie, en favorisant l'accès de ces jeunes à la culture et en leur offrant des activités propices à

l'acquisition de compétences menant à l'autonomie et l'engagement citoyen. L'organisme Projet T.R.I.P. dépose le projet au nom de la table jeunesse Centre-Sud.

JUSTIFICATION

Le programme passeport jeunesse permet de financer des projets concertés issus des tables de concertation sectorielles depuis 4 ans. Ces projets ont prouvé leur pertinence à l'égard des critères du programme. Les projets recommandés sont soutenus par les tables de concertation de l'arrondissement de Ville-Marie. Un comité de sélection s'est assuré de la conformité des projets aux critères du programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 8 000 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties et les sommes requises proviendront du budget de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet soumis vise à mettre en place des actions favorisant l'épanouissement des jeunes de 12 à 20 ans de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues aux conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'organisme fera un rapport d'étape à mi-parcours du projet et un bilan final dans les 30 jours suivant la fin de celui-ci. Des comptes-rendus sur l'évolution des projets ont lieu régulièrement lors des rencontres des tables de concertation soutenues auxquelles assistent les agentes de développement responsables de la DSLDS. Une évaluation formelle, en fonction des attentes spécifiées à l'organisme lors du dépôt de projet, aura lieu à la fin des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Frédéric BEAUDRY
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1200173001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « passeport jeunesse » et accorder une contribution totale de 8 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1200173001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



ConventionPJ_TRIP.doc

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie).** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Projet T.R.I.P,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 2000, rue Parthenais, Montréal (Québec), H2K 3S9, agissant et représentée par Monsieur Blaise Guillotte, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration

N° d'inscription TPS : 138898036
N° d'inscription TVQ : 1006097568
N° d'organisme de charité : 091713856

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'accompagner les jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud dans la réalisation de leur plein potentiel, par des moyens adaptés à leurs besoins.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Passeport jeunesse en tant que fiduciaire pour la table de concertation jeunesse du Centre-Sud pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du programme Passeport jeunesse

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de huit mille dollars (8 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 30 septembre 2020 un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de

dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2000, rue Parthenais, Montréal (Québec), H2K 3S9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

PROJET T.R.I.P

Par : _____
Blaise Guillotte, directeur général

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PASSEPORT JEUNESSE

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2019-2020

Projet : Sorties Entr'Ados

Nom : Projet Trip

Ville-Marie
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme			
Nom légal de l'organisme : Projet Trip			
N° d'enregistrement : 114405918		**Date d'incorporation :** 1995-03-23	
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande			
Nom : Blaise Guillotte		**Titre :** Directeur général	
Adresse de l'organisme			
N° civique : 2000	**Local :** 1728	**Rue :** Parthenais	
Ville : Montréal		**Province :** Québec	**Code postal :** H2K 3S9
Téléphone : (514) 596-5711	**Poste n°** 1327	**Télécopieur :**	
Courriel : direction.trip@gmail.com		**Site Web :** www.projet-trip.org	
Mission de l'organisme : Accompagner les jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud dans la réalisation de leur plein potentiel, par des moyens adaptés à leurs besoins et axés sur la prévention de la toxicomanie et de la violence, l'éducation à la sexualité et la promotion de la citoyenneté.			
Calendrier de réalisation du projet (entre le 1 er janvier 2019 et le 30 juin 2019.)			
Date prévue de début du projet 12 février 2020			
Date de remise du rapport d'étape 30 avril 2020			
Date prévue de la fin du projet 31 août 2020			
Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) 30 septembre 2020			

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du programme

Note : Il peut y avoir plus d'un objectif de l'organisme et plus d'une actions pour atteindre les objectifs pour chacun des objectifs du programme.

OBJECTIFS VISÉS DU PROGRAMME (Entr'Ados)	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ORGANISME DANS LE CADRE DU PROJET	ACTIONS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DANS LE CADRE DU PROJET
Sensibiliser les jeunes à la saine alimentation, par le biais d'activités éducatives spécifiques et par la sensibilisation lors des activités quotidiennes de l'organisme. Outiller les enfants et adolescents afin qu'ils puissent acquérir de saines habitudes alimentaires.	Permettre aux jeunes d'apprivoiser les principes de saines habitudes de vie et d'alimentation.	Déterminer un programme d'activités/sorties permettant : La pratique d'activités physiques mettant à contribution le développement de la condition physique des jeunes. D'intégrer les jeunes au processus de sensibilisation et d'intégration de saines habitudes alimentaires (promotion, information, sensibilisation, création, repas collectif, etc. ...) L'élaboration de repas, conçus et réalisés par les jeunes selon des critères budgétaires, nutritionnels et de simplicités. Ces repas seront réalisés en équipes dans une cuisine fonctionnelle afin de faire visiter et connaître aux jeunes un autre organisme. Exemple des activités: Atelier de cuisine, Arbraska, Combat d'archer, La journée culturel et soirée de clôture

Offrir des activités propices à l'acquisition de compétences menant à l'autonomie et l'engagement citoyen, notamment en développant l'esprit critique des jeunes	Favoriser l'implication et l'autonomie des jeunes. Développer le sens critique et l'engagement citoyen.	Encourager et favoriser l'Implication des jeunes dans les différentes facettes organisationnelles des activités/sorties : Administration de budget, animation, réservation, préparation (logistique), achats, ressources alimentaires, etc ...Faire un retour structuré et évolutif avec les participants à la fin des activités afin d'aider à leur faire réaliser les bienfaits qu'ils ressentent suite à ces journées. Exemple: Élaboration du menu du chalet, Sondage lors de la soirée de clôture pour le choix d'activité de l'année suivante
Enrichir, par des activités novatrices et dynamiques, l'offre de service sportive et de loisirs et favoriser l'accès à la culture pour les jeunes de 6 à 20 ans, afin que tous puissent développer diverses habiletés en lien avec les saines habitudes de vie.	Favoriser la connaissance des différents organismes et ressources jeunesse du quartier et encourager les échanges inter-centre ainsi que le partage des expériences.	Déterminer un programme d'activités/sorties permettant : La contribution/participation de 8 organismes à ce projet, tous membres de la TCJCS, pour favoriser le partage et échanges inter-organisme. D'encourager et encadrer la mixité des âges, genres et cultures, déjà présentes dans le Centre-Sud, pour développer un « vivre ensemble » solidaire. Exemple: Échappe-toi, Journée culturelle et soirée de clôture, Atelier de cuisine

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens					
Nombre d'activités	Type d'activités	Lieux	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants visés
Échappe-toi et soirée à Quinka-Buzz	Cette activité vise à développer la cohésion parmi les jeunes. Favoriser le travail d'équipe et la bonne communication. Les jeunes sont invités à venir à Quinka-Buzz pour manger une collation avant et après l'activité	2244 rue Larivière Échappe-toi Montréal Quinka-Buzz 2102 rue Fullum Montréal	4h	17 mars 2020	40 jeunes
2 Ateliers de cuisine	Pour pouvoir réaliser une grande sortie au chalet, il est important de bien se préparer. Dans chacun de nos organismes les jeunes adorent cuisiner et surtout manger. Il est donc important que les jeunes prennent part à l'élaboration d'un menu santé et de le faire à l'aide d'un professionnel. Ses deux ateliers de cuisine permettent aux jeunes de comprendre l'importance d'être organisé, d'apprendre des recettes simples et de les sensibiliser aux saines habitudes de vie.	Centre Récréatif Poupart 2421 rue la Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2A1	3h par atelier	5 et 19 mai 2020	20 jeunes par atelier

Sortie au chalet	La sorties au chalet permettra aux jeunes de faire du kayak, de la randonnée et des sports de plein air. Le but est que les jeunes prennent connaissance des différents organismes et ressources jeunesse du quartier tout en encourageant les échanges inter-centres ainsi que le partage d'expérience. Favoriser la vie en communauté, les saines habitudes de vie, la pratique d'activités sportives et développer l'entraide entre les jeunes et l'autonomie de chacun.	À déterminer	3 jours	Fin de semaine du 29-30-31 mai 2020	40 jeunes
Arbre en arbre	Lors de la fin de semaine du chalet, nous allons amener les jeunes à se surpasser physiquement dans une activité d'arbre en arbre. Ainsi les jeunes pourront travailler leur motricité global et augmenter leur estime de soi.	À déterminer	5 heures	31 mai 2020	40 jeunes
Journée culturelle et soirée de clôture	Le dernier samedi du mois d'août, les jeunes auront la chance de visiter le Centre des Sciences de Montréal. Puis, en fin d'après-midi, ils auront le choix entre deux activités; la Grande roue ou le zipline. Le tout se terminera par un souper convivial lors duquel les	Vieux-Port de Montréal 1155 Alexandre-DeSève H2L 2T7 (Chemins du Soleil)	2 jours	29-30 août 2020	40 jeunes

	jeunes seront sondés sur les activités de la dernière année et celles de 2021. Après le repas, nous nous dirigerons près du métro Joliette où auront lieu des combats d'archer. Après une journée bien remplie en activités, les jeunes dormiront aux Chemins du Soleil.	3955 Rue de Rouen, Montréal, QC H1W 1N4 (Combat d'archer)			

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au projet		
Fonctions (animateur, moniteur, autre)	**Tâches effectuées**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Animateurs/Intervenants et Coordonnateurs	Animer Encadrer Promouvoir les saines habitudes de vie Favoriser et nourrir l'implication des jeunes aux différentes étapes de réalisation des activités Coordonner les activités avec les jeunes	Formation pertinente avec l'emploi ex : DEC en loisirs, DEC éducation spécialisé, DEC travail social... R.C.R. / Premiers soins Toute autre expérience jugée pertinente
Professionnel de cuisine	Élaborer un menu avec les jeunes Apprendre aux jeunes les base de la cuisine Cuisiner la nourriture avec les jeunes Aider les jeunes dans le processus	Il sera important que le/la professionel/le soit à l'aise d'offrir deux ateliers de cuisine à des adolescents.

3 – Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommer chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet

Partenaires	Implications
Membre de la TCJCS	Expertise, concertation et bénéficiaire
Projet TRIP	Membre du comité Sorties Entr'Ados et fiduciaire
Association Les Chemins du Soleil, Go Jeunesse, Maison des jeunes Quinka-Buzz, Centre récréatif Poupart, Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart	Membre du comité Sorties Entr'Ados
Chez Émilie, IJQ, En Marge 12-17, Oxy-Jeunes	Participants

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Canada		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez DRSP	2 500,00 $	☑	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	8 000,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**10 500,00 $**	**2 500,00 $**	**8 000,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.	Contributrion organismes	11 116,50 $	☑	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**11 116,50 $**	**11 116,50 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**21 616,50 $**	**13 616,50 $**	**8 000,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire+av.sociaux		
	Coordonateur	120h x 15$ + 13,5%	2 043,00 $	
	Intervenant-es	env. 450h x 15$ + 13,5%	7 890,00 $	
	ionnels (cuisine, a	env. 65h x 15h$ + 13,5%	1 183,50 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**11 116,50 $**	**0,00 $**
MAXIMUM 20%				
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Repas		950,00 $	950,00 $
	Échappe-toi		950,00 $	950,00 $
	Ateliers cuisine		100,00 $	100,00 $
	Sortie au chalet		3 350,00 $	1 850,00 $
	Journée culturelle et soirée de clôture		3 250,00 $	2 750,00 $
	Transport		900,00 $	900,00 $
	(E) Total des frais d'opération		**9 500,00 $**	**7 500,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Publicité		350,00 $	350,00 $
	Photocopies		150,00 $	150,00 $
	(F) Total communication et publicité		**500,00 $**	**500,00 $**
MAXIMUM 10%				
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais de gestion		500,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**500,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**21 616,50 $**	**8 000,00 $**

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Selon les besoins et disponibilités.

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme

Projet T.R.I.P

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention	au plus tard le 1 er décembre
2020	**8 000, 00 $**	7 000,00 $	1 000,00 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200173001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Projet T.R.I.P	144254

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant				8 000,00 $				**8 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	12	février	2020	Date de fin :	30	septembre	2020

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 24 janvier 2020 10:28:14

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200173001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver une convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec le Projet Trip dans le cadre du programme passeport jeunesse et accorder, à cette fin, une contribution totale de 8 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 8 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		8 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 8 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 632414

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-28**

Date et heure système : 28 janvier 2020 14:04:36

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208393001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18 17150 -1

Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $ taxes incluses, pour des services professionnels de Les services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente cadre 18-17150-1.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 14:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208393001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Abords du pont Jacques-Cartier
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18 17150 -1

CONTENU

CONTEXTE

La DAUM a été mandatée par le conseil d'arrondissement pour réaliser le programme du PPU en juin 2018.
Des mandats externes sont requis pour les tâches qui ne peuvent être effectuées à l'interne.
L'objet du présent contrat est de confier à une firme spécialisée l'étude de plusieurs scénarios de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier et de priorisation des mobilités collectives et actives rue Ontario.
Pour réaliser cette étude, la DAUM a utilisé une entente cadre du SUM pour demander à la firme EXP, de réaliser la faisabilité de plusieurs scénarios de réaménagement de ces deux secteurs.
Un premier contrat a été octroyé pour un montant de 82 309 $ taxes incluses. S'agissant d'une entente-cadre et d'un montant inférieur à 100 000$ taxes incluses, l'autorisation du conseil n'était pas requise.
Toutefois, un avenant au contrat est requis pour l'étude d'un nouveau scénario de la tête de pont. Cet avenant d'un montant de 37 902 $ taxes incluses s'ajoute au contrat initial de 82 309 $ taxes incluses. La somme du contrat et de l'avenant, soit 120 211 $ taxes incluses, nécessite une autorisation de dépenses du conseil d'arrondissement, conformément à l'article 20 du règlement CA 24-257 modifiant le règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) correspondant à l'autorisation de dépenses maximales de 100 000 $ taxes incluses pour les fonctionnaires de niveau A.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA18 240354 : Autoriser une affectation des surplus de 600 000 $ (net de ristournes) et mandater la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, conformément au Plan d'urbanisme et à l'article 85 de la Loi sur

l'Aménagement et l'Urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), pour réaliser un programme particulier d'urbanisme (PPU) portant sur Quartier des faubourgs délimité par les rues Saint-Hubert et Sherbrooke, l'avenue De Lorimier, les rues de Rouen, Fullum, Sainte-Catherine et D'Iberville et le fleuve Saint-Laurent
Résolution: CG18 0552 -Séance du conseil d'agglomération tenue le 25 octobre 2018 Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses) [...] pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat)
Résolution : CA19 240405 : Autoriser une affection de surplus supplémentaires de 200 000 $ pour la réalisation du programme particulier d'urbanisme (PPU) portant sur le Quartier des faubourgs délimité par les rues Saint-Hubert et Sherbrooke, l'avenue De Lorimier, les rues de Rouen, Fullum, Sainte-Catherine et D'Iberville et le fleuve Saint-Laurent

DESCRIPTION

Le contrat initial portait sur l'étude de plusieurs scénarios de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier et de priorisation des mobilités collectives et actives rue Ontario. L'avenant proposé au contrat comprend 2 volets pour l'étude d'un scénario supplémentaire pour évaluer le prolongement des 5 voies du pont Jacques-Cartier dans l'avenue De Lorimier en direction sud. L'avenue De Lorimier devient l'axe exclusif d'entrée et de sortie du pont.
Volet 1 - Faisabilité géométrique de la giration des 5 voies du pont dans l'avenue de Lorimier direction sud et insertion dans l'emprise de l'avenue
Étape 1 : Portrait de la situation
Étape 2 : Faisabilité technique et évaluation des impacts

Volet 2 - Impacts en matière de circulation et de gestion des intersections dans les rues principales (artères) entre les rues Sherbrooke et Notre-Dame et entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Frontenac
Étape 1 : Portrait de la situation et identification de scénarios
Étape 2 : Faisabilité technique et évaluation des impacts

JUSTIFICATION

La DAUM recommande d'accepter l'offre de services de Les services EXP inc.(numéro : SHE-00017150-A4) pour les raisons suivantes :

- L'étude va permettre d'évaluer les avantages et inconvénients d'un scénario supplémentaire.
- La vision à développer servira de base aux discussions futures avec les différents partenaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une première dépense au montant de 82 309 $ taxes incluses a été autorisée (Bon de commande 1351772), conformément au Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires de l'arrondissement Ville-Marie (CA-24-009) dans le cadre du programme d'études du PPU des Faubourgs.
La dépense totale est majorée à 120 211 $, taxes incluses (soit 109 769 $ net de ristournes).
Le présent avenant est d'un montant de 37 902 $ taxes incluses, sans contingences ni incidences.

Cette dépense maximale est assurée à 100% par l'arrondissement Ville-Marie. Les fonds disponibles à l'intérieur de l'entente cadre ont été validés par courriel (Unité : SIRR).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christophe RIPEAU
chargé de projets

Tél : 5148688748

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1208393001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18 17150-1



DemandeRESA-Option4.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christophe RIPEAU
chargé de projets

Tél : 5148688748
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208393001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18 17150-1



OS-GRA375069_18-17150-A4_Budget_TeteDePontetRueOntario extra option 4 Rev0D.xlsx



Aspect financier_GDD 1208393001.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christophe RIPEAU
chargé de projets

Tél : 5148688748
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208393001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $, taxes incluses, afin d'obtenir des services professionnels de Les Services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente-cadre 18 17150-1

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208393001_sa.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville de Montréal Entente-cadre 18-17150 (Contrat 1)	Section 1 Gestion des mandats	Section 2 - Services en architecture de paysage								Section 3 - Services en design urbain					Section 4 - Services en architecture							Section 5 - Services en design industriel		Section 6 - Services en éclairage d'ambiance et mise en lumière		Section 7 - Services supplémentaires												
PLAN DE TRAVAIL 2019-05-14 TÊTE DE PONT JACQUES-CARTIER ET RUE ONTARIO ACTIVITÉS	Coordonateur de projet (15 ans et +)	Responsable en Arch. de paysage (15 ans et +)	Arch. de paysage senior (10 ans et +)	Arch. de paysage intermédiaire (5 à 10 ans)	Arch. de paysage junior (0-5 ans)	Techn. senior (10 ans et +)	Tech. Inter. (5 à 10 ans)	Tech. Jr. (0-5 ans)	Dess. (5 ans et +)	Responsable en design urbain (15 ans et +)	Designer urbain senior (10 ans et +)	Designer urbain intermédiaire (5 à 10 ans)	Designer urbain junior (0 à 5 ans)	Technicien en design urbain (5 ans et +)	Responsable en architecture (15 ans et +)	Architecte senior (10 ans et +)	Architecte intermédiaire (5 à 10 ans)	Architecte junior (0 à 5 ans)	Technicien senior (10 ans et +)	Technicien intermédiaire (5 à 10 ans)	Technicien junior (0 à 5 ans)	Professionnel en design industriel (10 ans et +)	Technicien en design industriel (5 ans et +)	Ingénieur en conception lumière (10 ans et +)	Technicien concepteur lumière (5 ans et +)	Arpenteur-géomètre (5 ans et +)	Arpenteur senior (10 ans et +)	Arpenteur intermédiaire (5 à 10 ans)	Arpenteur junior (5 à 10 ans)	Ingénieur senior en surv. Environnementale (10 ans et +)	Ingénieur intermédiaire en surv. environnementale (5 à 10 ans)	Technicien senior en surv. environnementale (10 ans et +)	Technicien intermédiaire en surv. environnementale (5 à 10 ans)	Ingénieur civil senior (10 ans et +)	Ingénieur civi intermédiaire (5 à 10 ans)	Arpenteur sénior (10 ans et +)	Arpenteur intermédiaire (5 à 10 ans)	Ingénieur senior en circulation (10 ans et +)	Ingénieur intermédiaire en circulation (5 à 10 ans)	Technicien senior en circulation (10 ans et +)	Technicien intermédiaire en circulation (5 à 10 ans)	Chargé de communication (5ans et +)	Total heures	Total honoraires (avant ts.)
	115.00 $	80.00 $	78.00 $	68.00 $	65.00 $	75.00 $	55.00 $	55.00 $	55.00 $	115.00 $	100.00 $	85.00 $	60.00 $	70.00 $	115.00 $	95.00 $	85.00 $	70.00 $	75.00 $	65.00 $	60.00 $	95.00 $	70.00 $	110.00 $	70.00 $	195.00 $	95.00 $	75.00 $	75.00 $	80.00 $	70.00 $	70.00 $	65.00 $	115.00 $	80.00 $	95.00 $	75.00 $	115.00 $	80.00 $	70.00 $	60.00 $	50.00 $		
1.0 - Activités préalables																																										
Réunion de démarrage interne	1																																2								3	345.00 $
Revue des intrants																																	4								4	460.00 $
Visite de site et relevé photos																																									- $
Sous-total	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7**	**805.00 $**
2.0 - Faisabilité géométrique																																										
Critères de conception	1																																15								16	1 840.00 $
Géométrie en plan : voies, rayons etc.	1																																5	12	20						38	3 550.00 $
Surlargeur pour les camions et AUTOTURN	1																																1	5	2	15					24	1 945.00 $
Analyse 5 ou 6 voies																																									0	- $
Zones de convergence et divergences	1																																1	12							14	1 190.00 $
Vérifications Distances de visibilité d'arrêt	1																																1	12		5					19	1 565.00 $
Impact Sur le lien vers le nord de De Lorimier																																	4								4	460.00 $
Impact sur les trottoirs																																	3		2						5	535.00 $
Impact sur les accès des propriété riveraines																																	3		2						5	535.00 $
Concept 3 D et faisabilité du passages piéton inférieur																																									0	- $
Vérification profil vertical	1																																5		10						16	1 640.00 $
Rédaction not technique	1																																20		5						26	2 890.00 $
1 Réunion de coordination																																	5								5	575.00 $
Sous-total	**7**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**63**	**41**	**41**	**20**	**0**	**0**	**0**	**0**	**172**	**16 725.00 $**
3.0 - Analyse de circulation																																										
Faisabilité 5 voies jusqu'à René-Lévesque	1																																								0	- $
Système de gestion dynamique des voies	1																																						10	30			41	3 015.00 $
simulation Capacité De Lorimier / Maisonneuve et Papineau / Maisonneuve	1																																						10	30			11	915.00 $
Impacts sur accessibilité locale	1																																						10				41	3 015.00 $
Impacts réseau Macro	1																																						10				11	915.00 $
Transport collectif au centre Se voie	1																																						10				11	915.00 $
Note technique circulation	1																																						10	20			31	2 315.00 $
Réunion de coordination																																							15				16	1 315.00 $
Intégration au Rapport final																																							5				5	400.00 $
Réunion de présentation	2																																						15				15	1 200.00 $
Rapport final définitif																																							5				7	630.00 $
Sous-total	**9**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total heures (Activités 1.0 @ 3.0)	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**69**	**41**	**41**	**20**	**0**	**110**	**80**	**0**	**0**	**378**
Grand total honoraires (Activités 1.0 @ 3.0)	1 955.00 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	7 935.00 $	3 280.00 $	3 895.00 $	1 500.00 $	- $	8 800.00 $	5 600.00 $	- $	- $	32 965.00 $	**32 965.00 $**

SOMMAIRE	Section 1	Section 2	Section 3	Section 4	Section 5	Section 6	Section 7		
Services (Sections 1 @ 7)	**Coord. de projet**	**Services en architecture de paysage**	**Services en design urbain**	**Services en architecture**	**Services en design industriel**	**Services en éclairage**	**Services supplémentaires**		
Heures	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**361**		**378**
Budget d'honoraires	**1 955.00 $**	- $	- $	- $	- $	- $	**31 010.00 $**		**32 965.00 $**
Dépenses	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $		
TOTAL (avant ts.)	**1 955.00 $**	- $	- $	- $	- $	- $	**31 010.00 $**		**32 965.00 $**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208393001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les services EXP inc.	197099

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		37 902.00 $						**37 902.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	11	février	2020	Date de fin :		avril	2020

Formulaire complété par : Christophe Ripeau

Prénom, nom

Date et heure système : 07 February 2020 11:58:38

Montréal

Formulaire de demande d'utilisation d'une entente cadre de la Division des Grands Projets – SIVT

Section à remplir par le demandeur

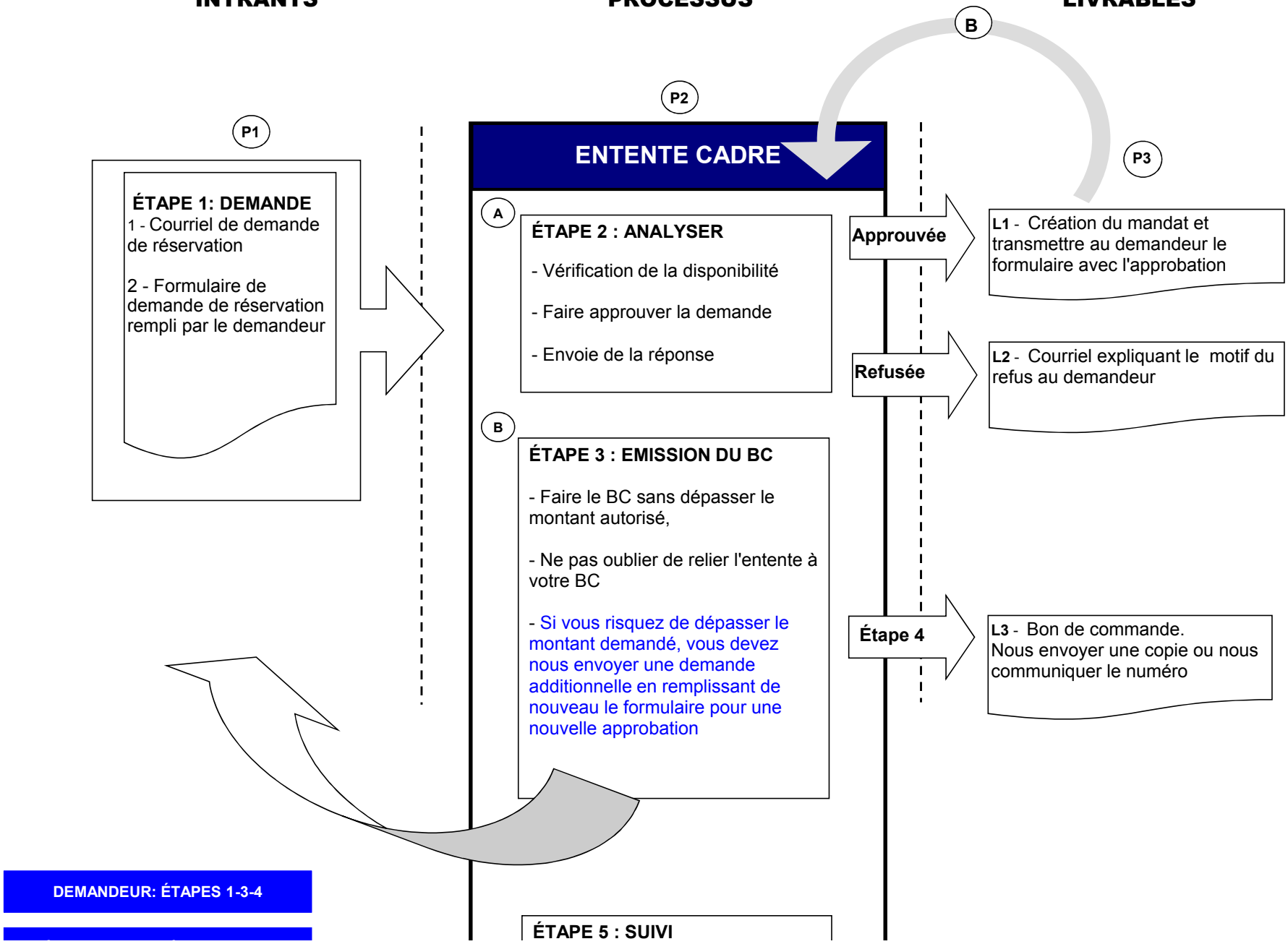
NOUVELLE DEMANDE *	**OUI**	☐
	NON	☑
NB: si NON est coché; inscrire le numéro de mandat initial *		1309521

NOM DE L'UNITÉ *	DAUM Ville-Marie
NOM DU DEMANDEUR *	Christophe Ripeau
APPEL D'OFFRES *	18-17150
NOM DE LA FIRME *	LES SERVICES EXP INC.
DESCRIPTION DU MANDAT *	Services en mobilité et design urbain pour le secteur de la Tête de pont et la rue Ontario - PPU des Faubourgs
NOM DU CHARGÉ DE PROJET *	Christophe Ripeau
MONTANT DE LA DEMANDE (AVANT TAXES) *	**32 965.00 $**
MONTANT DE LA DEMANDE (TAXES INCLUSES)	**37 901.51 $**
DATE PRÉVUE DE DÉBUT DE MANDAT *	Semaine du 11 février 2020
DATE PRÉVUE FIN DE MANDAT	Semaine du 20 avril 2020

Section reservée à l'administrateur des contrats-cadres

NUMÉRO ENTENTE CADRE	
NUMÉRO DE MANDAT	
DATE DE RÉSERVATION DE L'ENVELOPPE	
NOM ET SIGNATURE	

* Champs obligatoires


INTRANTS
PROCESSUS
LIVRABLES
B
P2
P1
ENTENTE CADRE
P3
ÉTAPE 1: DEMANDE
1 - Courriel de demande de réservation
2 - Formulaire de demande de réservation rempli par le demandeur
A
ÉTAPE 2 : ANALYSER
- Vérification de la disponibilité
- Faire approuver la demande
- Envoie de la réponse
Approuvée
L1 - Création du mandat et transmettre au demandeur le formulaire avec l'approbation
Refusée
L2 - Courriel expliquant le motif du refus au demandeur
B
ÉTAPE 3 : EMISSION DU BC
- Faire le BC sans dépasser le montant autorisé,
- Ne pas oublier de relier l'entente à votre BC
- Si vous risquez de dépasser le montant demandé, vous devez nous envoyer une demande additionnelle en remplissant de nouveau le formulaire pour une nouvelle approbation
Étape 4
L3 - Bon de commande.
Nous envoyer une copie ou nous communiquer le numéro
DEMANDEUR: ÉTAPES 1-3-4
ÉTAPE 5 : SUIVI

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208393001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation tel qu'inscrit au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense additionnelle de 37 902 $ taxes incluses, pour des services professionnels de Les services EXP inc. pour la réalisation d'un scénario d'aménagement du secteur de la tête du pont Jacques-Cartier majorant ainsi la dépense maximale de 120 211 $ à l'intérieur de l'entente cadre 18-17150-1."

Une dépense a été autorisée en 2019, en vertu des règles de délégation, par bon de commande numéro 1351772, pour un montant de 82 309,17 $. Le présent dossier vise à augmenter la dépense de 39 017 $ pour un montant total de 120 211,17 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 37 902,00 $

	Années antérieures	2019 **Déjà accordé**	2020 **À autoriser**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		82 309,17 $	37 902,00 $					**120 211,17 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 34 609,58 $

	Années antérieures	2019 **Déjà accordé**	2020 **À autoriser**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		75 159,24 $	34 609,58 $					**109 768,82 $**

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 34 609,58 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306129	06101	54390	000000	0000	000000	028078	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par la demande d'achat numéro DA633139
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2020-02-03**

Date et heure système : 03 février 2020 13:47:35

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter la résiliation, en date du 31 décembre 2019, du contrat de services avec les YMCA du Québec Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs

Il est recommandé de résilier, en date du 31 décembre 2019, le contrat de services avec les YMCA du Québec-Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 14:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207709002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter la résiliation, en date du 31 décembre 2019, du contrat de services avec les YMCA du Québec Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs

CONTENU

CONTEXTE

Un contrat de services entre l'arrondissement de Ville-Marie et Les YMCA du Québec-Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau a été approuvé par le conseil d'arrondissement le 5 juin 2019 autorisant une dépense maximale de 66 623$ pour la location de ses plateaux sportifs pour la période du 1er mai 2019 au 31 juillet 2020.
Le contrat prévoit la location de plateaux sportifs du YMCA Guy-Favreau afin de mettre à la disposition des citoyens et de l'organisme à but non lucratif Action Centre-Ville des plages horaires d'utilisation de la piscine, du gymnase et de la salle multifonctionnelle. Un horaire type d'utilisation a été annexé au contrat de services et a été adapté selon les besoins du milieu en respectant le nombre total d'utilisation des plateaux pour la durée du contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240 268- **5 juin 2019** : Approuver le contrat de services, se terminant le 31 juillet 2020, avec les YMCA du Québec- Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 66 623 $

DESCRIPTION

Le 21 novembre 2019, l'arrondissement de Ville-Marie a reçu de la direction générale Les YMCA du Québec l'avis de résiliation du contrat de services pour le Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau. Ce dernier a décidé de mettre fin à ses opérations du YMCA Guy-Favreau. Par conséquent, et conformément à l'alinéa 6.3 du contrat de services intervenue entre la Ville et Les YMCA du Québec, ce contrat a pris fin le 31 décembre 2019, sans indemnité pour les parties. Le présent dossier consiste à adopter une résolution pour résilier ce contrat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense autorisée: 66 623 $
Montant payé pour services rendus: 31 331 $
Montant non utilisé: 35 292 $

Toutes les sommes dues par l'arrondissement de Ville-Marie ont été payées à l'organisme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S,O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle FORTIER, Ville-Marie

Lecture :

Isabelle FORTIER, 27 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement-Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Frédéric BEAUDRY
Chef de division-intérim

Tél : 514 872-9631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accepter la résiliation, en date du 31 décembre 2019, du contrat de services avec les YMCA du Québec Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs

Avis de résiliation contrat YMCA GF.pdfFacture_final YGF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement-Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1207709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accepter la résiliation, en date du 31 décembre 2019, du contrat de services avec les YMCA du Québec Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Les sommes dues pour l'année 2019 ont été payées au fournisseur.

Aucun engagement n'a été pris pour l'année 2020 et le bon de commande a été fermé.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Les YMCA du Québec
4e étage
1435 rue Drummond
Montréal QC H3G 1W4
T : 514 849-5331, p. 1218

Montréal, le 21 novembre 2019

SOUS TOUTES RÉSERVES
PAR COURRIER RECOMMANDÉ

Ville de Montréal – Arrondissement de Ville-Marie
Direction de la culture, des sports, des loisirs
et du développement social
800 boul. De Maisonneuve Est - 18e étage
Montréal QC H2L 4L8

À l'attention de Mme Maryse Bouchard, directrice

Objet : Avis de résiliation du contrat de services pour le YMCA Guy-Favreau
Complexe Guy Favreau – 200 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal

---

Chère Madame,

Par la présente, nous vous informons que notre bail avec Sa Majesté la Reine pour l'immeuble mentionné en rubrique ne sera pas reconduit en 2020. Par conséquent, et conformément à son alinéa 6.3, le contrat de services intervenu entre La Ville et Les YMCA du Québec les 15 juin et 12 juillet 2019 prendra fin le 31 décembre 2019, sans indemnité pour les parties.

Nous vous remercions de votre précieuse collaboration dans ce projet et vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

Stéphane Vaillancourt
Président-directeur général

c.c. ✓M. Frédéric Beaudry, Chef de division
M. Michel P. Racine, vice-président, installations, gestion immobilière, approvisionnements et technologie de l'information

FACTURÉ À: Ville de Montréal - Arr. Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

FACTURE# 140-1614

DATE: 12 décembre 2019

À L'ATTENTION DE: Véronique Lebel-Bilodeau
Agente de développement - Expertise

TERMES: **Sur réception**

QTÉ	ITEM	DESCRIPTION	Rate	Extension
		Bail de location des installations au complexe Guy-Favreau 2019-2020 Versement final – fermeture au 31 décembre 2019		$ 9 123,33$

BC = 135 2005
V. Lebel Bilodeau
13-12-2019.

NOTES:

Sous-total	$ 9 123,33
TPS	N/A
TVQ	N/A
TOTAL:	$ 9 123,33

TPS#: 119 307 031 RR0001
TVQ#: 100 624 3548

LES YMCA du QUEBEC
1435, rue Drummond, 4ième étage, Montréal (Québec) H3G 1W4
Tel: (514) 849-5331 / télécopieur (514) 849-5863

Utilisation des plateaux 2019
YMCA Guy-Favreau

Aspect financier

Tarification horaire de base convention	
Piscine	119,00 $
Gym et salle multifonctionnelle	55,00 $

Nombre d'heures d'utilisation - 1er mai au 31 décembre 2019	
Piscine	224
Gym	70
Salle multifonctionnelle	15

Coûts totaux	
Piscine	26 656,00 $
Gym	3 850,00 $
Salle multifonctionnelle	825,00 $
Grand total	**31 331,00 $**

Somme déjà recu	**22 207,67 $**
Somme restant à verser	**9 123,33 $**

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification de la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart et autoriser un montant additionnel de 7 646,61 $ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « clubs sportifs », majorant ainsi la contribution totale à 239 809,11 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240335 adoptée à sa séance du 3 juillet 2019, approuvé une convention avec la Corporation du Centre Jean–Claude-Malépart, pour les programmes « Activités de sports et de loisirs » et « Club sportif» et a accordé, à cette fin, une contribution de 232 163,50 $;
Attendu que la Direction de la Culture, des sports, des loisirs et du développement social, souhaite apporter à l'organisme un soutien ponctuel pour l'année 2020 :

1. de modifier la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre du programme « activités de loisirs » et « clubs sportifs »;
2. d'accorder un montant additionnel de 7 646,61$, à titre de soutien ponctuel pour 2020;
3. d'imputer cette dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 14:34

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 3 juillet 2019	Résolution: CA19 240335

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution de 232 163 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, pout les programmes « Activités de sports et de loisirs » et « Club sportif»;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 232 163,50 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1195038002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juillet 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification de la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart et autoriser un montant additionnel de 7 646,61 $ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « clubs sportifs », majorant ainsi la contribution totale à 239 809,11 $

CONTENU

CONTEXTE

Modifier la résolution CA19 240335 afin d'ajouter un montant de 7 646,61$ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 à la Corporation du centre Jean-Claude-Malépart, suite au changement administratif en lien avec la gestion du centre Jean-Claude-Malépart, effectué au 1er juillet 2019, majorant ainsi la dépense totale à 239 809,11 $. Cette dépense est imputée, tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention.
Imputation : 306125-07123-61900.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Frédéric BEAUDRY, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 31 janvier 2020
Frédéric BEAUDRY, 30 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

514 868-5133
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution de 232 163 $

D'approuver la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs » et « Club sportif»;

D'accorder, à cette fin, une contribution maximale de 232 163,50 $,

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-06-25 14:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195038002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution de 232 163 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie s'associe à des organismes sans but lucratif intervenant en activités physiques et de loisirs et en développement social afin d'offrir à ses citoyens une programmation variée. Dans ce sens, le Centre Jean-Claude-Malépart (CJCM) vise à offrir de nombreuses activités de sports, de loisirs diversifiées et de qualité ainsi qu'un club aquatique accessibles.
Le présent dossier recommande l'approbation de la nouvelle convention, la précédente se terminant le 30 juin 2019, pour une durée de 18 mois et l'octroi d'une contribution de 232 163,50 $ pour les programmes "d'activités physiques et de loisirs" et "club sportif".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240660: Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2019, avec la Corporation du Centre Jean-Claude- Malépart, dans le cadre des programmes « Accueil et surveillance », « Camp de jour », « Activités de sports et de loisirs » et « Gestion et opération d'installations aquatiques » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 331 874 $;
CA17 240526: Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « Accueil et surveillance », « Camp de jour », « Activités de sports et de loisirs » et « Gestion et opération d'installations aquatiques » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 663 748 $:

CA14 240695: Approuver la convention pour les années 2015, 2016 et 2017, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « Accueil et surveillance », « Camp de jour », « Activités de sports et de loisirs » et « Gestion et opération d'installations aquatiques » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 663 748 $ pour un montant total de 1 991 244 $.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît que le Centre Jean-Claude-Malépart est un lieu significatif dans le quartier Sainte-Marie et augmente par le fait même la qualité de vie des

citoyens de son milieu.
Par la signature de cette convention, l'arrondissement octroi une contribution financière à l'organisme dans différents programmes :

- **Programme "d'activités physiques et de loisirs"** permettant d'offrir une programmation d'activités de sports et de loisirs de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire ;
- **Programme "club sportif**" permettant d'offrir un club aquatique de qualité, accessible et sécuritaire

- Le détail des projets se trouve en pièce-jointe de dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'arrondissement veut assurer à ses citoyens un accès à des services et des activités de loisirs répondants à ses besoins.
En fonction des différents programmes, l'organisme devra s'assurer d'offrir des activités aux citoyens en priorisant les jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement tant au niveau sportif que culturel tout en portant une attention particulière à la clientèle des aînés.
L'organisme offre également dans le cadre du programme du "club sportif" des activités de Water-polo et un club de natation.
Durant la saison estivale l'organisme offre des activités aux différents terrains de tennis Médéric Martin aux jeunes de 6 a 12 ans, ainsi qu'aux citoyens du quartier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier :

- **Programme "d'activités physiques et de loisirs"** 205 163,50 $ 306125-07123-61900
- **Programme "club sportif"** 27 000 $ 306125-07123-61900

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur la santé et les saines habitudes de vie des utilisateurs (jeunes, adultes, aînés et familles).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart figurent dans les outils de promotion et sur le site internet de l'arrondissement de Ville-Marie. L'organisme prépare et distribue aux citoyens des feuillets d'information sur sa programmation. Il communique également les informations sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Des rencontres ont lieu régulièrement avec le directeur général de l'organisme et l'agente de développement du secteur.
Une évaluation formelle, en fonction des attentes spécifiées à l'organisme lors de la signature de la convention, aura lieu à la fin de chacune des années.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse ROBITAILLE
Agente de développement

Tél : 514 872-9631
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-19

Frédéric BEAUDRY
Chef de section

Tél : 514 872-9631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-06-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la modification de la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart et autoriser un montant additionnel de 7 646,61 $ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « clubs sportifs », majorant ainsi la contribution totale à 239 809,11 $

Aspect financier_ADDENDA 1195038002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution de 232 163 $

aspect financier_dossier 1195038002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse ROBITAILLE
Agente de développement

Tél : 514 872-9631
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la modification de la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart et autoriser un montant additionnel de 7 646,61 $ à titre de soutien ponctuel pour l'année 2020 dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « clubs sportifs », majorant ainsi la contribution totale à 239 809,11 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195038002_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195038002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution de 232 163 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195038002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-21

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



ADDENDUM - Convention CJCM 2019-2020.pdf



Convention CJCM 2019-2020.doc



Annexe 1 - Demande de soutien financier - Acvitivét de loisirs.pdf



Annexe 1 - Demande de soutien financier - Club sportif.pdf



Ventilation contributions financières 2019-2020.docx



Plan d'action - act loisirs 2018-2021.doc



Plan d'action - Club sportif 2018-2021.doc

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195038002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation du centre Jean-Claude Malépart	118738

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		77 388,00 $	154 775,00 $					**232 163,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 18

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juillet	2019		31	décembre	2020

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 21 juin 2019 13:56:06

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009)

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 2633, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, agissant et représentée par Monsieur Mathieu Vinette, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141283093RT
Numéro d'inscription TVQ : 11451167661

Numéro d'organisme de charité : 14128 3093 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser l'acquisition de connaissances, le développement social et communautaire ainsi que l'amélioration de la qualité de vie de la population qu'il dessert en lui offrant des programmes, des activités et des événements à caractère éducatif, culturel, sportif, physique, social, environnemental, scientifique et de loisirs communautaires ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Activités physiques et de loisirs et programme Club Sportif pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention ;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme activités physiques et de loisirs et du programme club sportif **;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : les demandes de contribution financières déposées par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux cents trente-deux mille cent soixante deux dollars et cinquante sous (232 162,50 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de 5 millions de dollars (5 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période 1er décembre d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir

une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou

avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2633, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au (800, boulevard de Maisonneuve Est, 17ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8), et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

Corporation du Centre Jean-Claude Malépart

Par : _____
Mathieu Vinette, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de juillet 2019 (Résolution CA ……).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Demande de soutien financier - Activité physiques et de loisirs

Demande de soutien financier - Club sportif

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Période de l'année	Jours	Heures
Centre Jean-Claude Malépart	2633, Ontario Est, H2K 1W8	la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre	Du dimanche au samedi	Selon la programmation
Piscine du centre Jean-Claude Malépart	2633, Ontario Est, H2K 1W8	la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre	Du dimanche au samedi	Selon la programmation
Terrains de tennis Médéric-Martin	2255, rue du Havre,	Du 4 mai au 25 août 2019	Du dimanche au samedi	Selon la programmation
Salle de musculation	2633, Ontario Est, H2K 1W8		Du dimanche au samedi	Selon la programmation
Bureau administratif	2633, Ontario Est, H2K 1W8	Annuellement		

La Corporation du centre Jean-Claude Malépart devra réserver les salles requises dans le centre communautaire ainsi que les plages horaires de la piscine requises à l'accomplissement de sa programmation selon les modalités établies par le gestionnaire du bâtiment (Sodem inc.)

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



- Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : **Corporation du Centre Jean-Claude Malépart**

Tableau des versements Année 2019 - 2020					
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**		
		au plus tard le 30 juillet	**au plus tard le 30 octobre**		
2019	**77 387,50 $**	38 693,75 $	38 693,75 $		
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**	**3e versement**	
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 avril**	**au plus tard le 31 août**	
2020	**154 775 $**	77 387,50 $	61 910 $ $	15 477,50 $	

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation d'activités	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Annuelle	Le 1er décembre
Plan d'action	Annuelle	Le 1er décembre
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Le 15 de chaque mois
Rapport d'incident ou d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport d'inscription	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	90 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Activités physiques et de loisirs

Formulaire de demande de soutien financier

☐ Année 2018 ☒ Année 2019 ☒ Année 2020

Projet (nom du projet)

Programme activités physiques et de loisirs

Nom de l'organisme

Corporation du centre Jean-Claude Malépart

Ville-Marie
Montréal

ND

SOUTIEN FINANCIER
Programme Activités physiques et de loisirs

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Corporation du Centre Jean-Claude Malépart

N°d'enregistrement (NEQ) : 1145116761 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 03/10/95

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Nancy Ducasse Titre : Coordonnatrice secteur sportif

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2633 Local : Rue : Ontario Est

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2K1W8

Téléphone : 514-521-6884 Poste n° 222

Courriel : nducasse.cjcm@gmail.com Site Web : www.cjcm.ca

TPS : 141283093RT0001 TVQ : 1018899821 TQ0002 #Charité : 877771527RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

La corporation du Centre Jean-Claude Malépart est un organisme de sports et de loisirs, un milieu de vie pour les citoyens et les citoyennes du quartier Sainte-Marie, visant à améliorer les conditions de vie par la prise en charge individuelle et collective par le biais du loisir et de l'action communautaire.

Description du projet (synthèse) :

Continuer d'offrir et d'assurer des services au niveau des jeunes par le biais d'une programmation axée sur le loisir , la culture et le sport.

Voir au développement des disciplines et voir à leur pérennité. Voir à ce que les entraînements ou les cours soient offerts dans un établissement sécuritaire et par des professeurs et entraîneurs compétents et qualifiés.

Bonifier le volet culturel et de loisir par l'ajout de nouveaux cours ou de niveaux. Ex - ajout d'un cours d'éveil à la musique, ajout de conférences pour les aînés, ajout de cours de danse adulte, ajouts de niveaux probables en arabe et en japonais.

Continuer des développer le secteur animation en créant des milieux de vie pour les jeunes et les aînés, tout en offrant des événements spéciaux tels que Halloween, fête de Noël des aînés etc.. Continuer d'améliorer les services de la relâche pour les jeunes de 3 à 12 ans.

Poursuivre notre participation et implication dans les divers événements sportifs offerts par la Ville de Montréal comme les Jeux de Montréal et le Festival sportif.

Continuer d'offrir une programmation de tennis tant jeunesse qu'à adulte aux terrains du parc Médéric-Martin. Les cours jeunesse sont pour leur part gratuits - 5 semaines à raison de deux fois par semaine.

Les terrains sont ouvert de mai à l'Action de Grâce de 10h00 à 22h00 en période de fort achalandage et à des heures retreintes en période de moindre occupation.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme: Offrir à l'ensemble de la population, une programmation de qualité, accessible, diversifiée, complémentaire et novatrice d'activités physiques et de loisirs qui soit destinée prioritairement aux citoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'encadrement et la sécurité des participants dans le déroulement des activités	S'assurer que les locaux et équipements utilisés pour la programmation soient adéquats, en nombre suffisant et sécuritaires. Engager des professeurs, des entraîneurs et animateurs compétents et qualifiés.	Voir à ce que les locaux soient prêts pour les cours et en ordre. Avoir des équipements adéquats et remplacer ceux qui sont brisés ou désuets.
2. L'acquisition de connaissance et d'habiletés par les participants	Offrir un nombre d'heures de pratique suffisant pour en assurer le développement. Offrir plusieurs niveaux afin de permettre aux participants d'évoluer.	Offrir des formations ou faire suivre des formations aux entraîneurs ou professeurs ou animateurs. Permettre aux entraîneurs de suivre des formations de perfectionnement afin d'améliorer la qualité de leurs enseignements.
3. Le développement continu et proactif de votre programmation	Continuer d'améliorer notre programmation en restant à l'affût des nouveautés et des tendances du marché. Augmenter notre participation au Jeux de Montréal en ajoutant des équipes féminines aux sports d'équipes comme le handball et le basketball. Voir si c'est possible de bonifier notre participation aux Jeux de Montréal par l'ajout d'une nouvelle discipline sportive.	Sonder la clientèle dans l'ensemble des cours. Rester à l'affût de ce qui s'offre ailleurs.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Aînés (Bons vivants et programmation spécifique)	19	CJCM	310	71+44	
Culturel adulte et jeunesse	51	CJCM	660		
Sport - jeunesse et adulte	121	CJCM	2030		

ND

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
1. Participation en animation aux différentes tables de concertation et divers comités d'activités offerts pour les jeunes.
2. Implication dans les divers événements sportifs et culturels offerts par l'arrondissement : Jeux de la rue, Jeux de Montréal etc ..
3. Diffuser notre programmation dans l'ensemble de l'arrondissement par le biais de notre site web et Facebook, brochure du CJCM, du bottin de l'arrondissement ainsi que par notre courriel et via notre base de données.

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Gymnase double - CJCM	36 / 44 selon l'activité	26
Alfred Sylvestre - CJCM	44	30
Salle information - CJCM	44	2
Salle d'animation - CJCM	44	9
Salle de combat - CJCM	36 / 44 selon l'activité	6
Salle multi - CJCM	44/ 46 selon l'activité	10
Salle de musculation	76	92
Terrains de tennis extérieurs	22	15,5

ND

Section 3: Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada		☐	☐	
	Précisez				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	205162,5	☒	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	205162.5			0
Revenus autonomes Ex.: Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		205162.5			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordo et spécialistes	Voir Ventilation	143360	143360
	Animateurs - événements	Voir Ventilation	22190	22190
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		165550	165550
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Formations		4800	2000
	Premiers soins / RCR et antécédents judiciaires		801	801
	Affiliations et compétitions		12755	5484
	Entretien préventifs salle de combat (désinfecter)		1092	0
	Équipements et matériels périssables		25000	14000
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		44448	22285
	MAXIMUM 10% (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais administratifs du CCJCM		52500	17328
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		52500	17328
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			262498	205163

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Corporation du Centre Jean-Claude Malépart

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Activités physiques et de loisirs**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Nancy Ducasse -

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Émilie Houle - Coordonnatrice secteur sportif — 08/05/19

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le 06/05/19 :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Activités physiques et de loisirs**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Club Sportif

Formulaire de demande de soutien financier

☐ Année 2018 ☒ Année 2019 ☒ Année 2020

Projet (nom du projet)

Programme Club sportif

Nom de l'organisme

Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Ville-Marie
Montréal

ND.

SOUTIEN FINANCIER
Programme Club Sportif

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Corporation du Centre Jeau-Claude-Malépart

N°d'enregistrement (NEQ) : 1145116761 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 03/10/95

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Nancy Ducasse Titre : Coordonnatrice secteur sportif

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2633 Local : Rue : Ontario Est

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2K 1W8

Téléphone : 514-521-6884 Poste n° 224

Courriel : nducasse.cjcm@gmail.com Site Web : www.cjcm.ca

TPS : 141283093RT0001 TVQ : 1018899821 TQ0002 #Charité : 877771527RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le Centre Jean-Claude-Malépart est un centre communautaire de sports et de loisirs, un milieu de vie pour les citoyens et les citoyennes du quartier Sainte-Marie, visant à améliorer les conditions de vie par la prise en charge individuelle et collective par le biais du loisir et de l'action communautaire.

Description du projet (synthèse) :

Continuer d'assurer les services offerts au niveau des clubs aquatiques du CJCM, soit la natation et le water-polo et ainsi voir au développement des divers clubs et de leur pérennité.

Le projet sera animé par des spécialistes associés à la discipline pratiquée. Ceux-ci détenant au minimum une certification de PNCE 2 pour la natation et d'une PNCE 1 pour le water-polo qui pourra être combinée à une expérience dans le domaine.

Afin de faciliter la pratique de ces disciplines aquatiques, les équipements requis pour la pratique de celles-ci seront fournis par l'organisme aux jeunes participants.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'accessibilité des activités et des événements sportifs auprès des jeunes	Offrir des activités aquatiques en natation et water-polo au niveau initiation et compétitif (jeunesse)	Offrir les activités des clubs à faible coût Débourser les frais d'affiliation et de certaines compétitions
2. Le développement d'une pratique sportive soutenue et structurée auprès des jeunes	Développer un sentiment d'appartenance aux divers clubs Offrir un nombre d'heure de pratique suffisant pour assurer son développement.	Assurer la tenue des pratiques des divers clubs, en raison de 18h par semaine (tous les clubs confondus) Offrir des pratiques avec des entraîneurs compétents et qualifiés. Former les entraîneurs et voir à leur perfectionnement. Inscrire les jeunes des divers clubs dans les réseaux de compétitions tel que la ligue pamplemousses etc...
3. La participation des jeunes aux Jeux de Montréal ainsi qu'aux autres événements sportifs organisés ou soutenus par la Ville	Participer aux Jeux de Montréal en natation et en water-polo Participer au Festival Sportif	Participer à des compétitions afin d'homologuer les temps des nageurs en vue des Jeux de Montréal Participer à des préliminaires en natation et water-polo en vue des Jeux de Montréal

2.2 Activités offertes

Niveaux offerts (initiation, récréation, compétition, élite)	Nombre d'activités	Nombre de participants total visé par niveau	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Initiation	2	40	54	7.5
Compétition	5	100	54	10.5

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
1. Offrir des activités aquatiques à un coût raisonnable
2. Débourser les frais des affiliations des différentes activités des clubs
3. Desservir une clientèle mixte
4. Favoriser la participation et l'intégration des jeunes filles à un sport

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine - CJCM	54	18h

Section 3: Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada		☐	☐	
	Précisez				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	27000	☒	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	27000			0
Revenus autonomes Ex.: Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		27000			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordonnateur	54 sem. x 3h x 25$ x 16%	4698	0
	Assistants x2	54 sem. x 1,5 x 3-4 x 14$ x16	9208	6084
	Entraîneur - Natation	54 sem. x 6h x 18,50$ x 16%	6954	6954
	Entraîneur - Water-polo	54 sem. x 4h30 x 17$ x 16%	4792	4792
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		25652	17830
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Compétitions / Ligue water-polo		4150	2150
	Affiliation / Natation et water-polo		2400	1200
	Formations et Premiers soins / RCR		2590	1500
	Équipements et matériels périssables		3000	2320
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		12140	7170
	MAXIMUM 10% (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	Frais administratifs CJCM		8467	2000
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		8467	2000
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			46259	27000

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Club Sportif**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : Nancy Ducasse

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Nancy Ducasse- Coordonnatrice secteur sportif — 08/05/19

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Calendrier d'activités (ex. entraînements, compétitions, événements et rencontres);

et/ou

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le 06/05/19 :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Club Sportif**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et des clubs sportifs – (2019-2020)

Centre Jean-Claude-Malépart

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
SALAIRES – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS			
			143 360 $
Coordonnateur sportif	910h x 25$ x 16%	26 390 $	
Coordonnateur culturel	390h x 25$ x 16%	11 310 $	
Coordonnateur Animation	52 sem. x 35h x 18$ x 16%	38 002 $	
Professeur – Familles en art	44 sem. x 3h x 30$ x 16%	4 594 $	
Professeur – Éveil musical	44 sem. x 2h x 26$ x 16%	2 693 $	
Professeur – Anglais par le jeu	44 sem. x 3h 26$ x 16%	4 040 $	
Entraîneur – Lutte (gratuité)	24 sem. x 1h30 x 40$ x 16%	1 671 $	
Entraîneur – Badminton 6-12 ans (gratuité)	24 sem. x 1h30 x 25$ x 16%	1 044 $	
Entraîneur – Badminton 13-17 ans	60 sem. x 8h x 25$ x 16%	13 920 $	
Entraîneur – Athlétisme (gratuité)	24 sem. x 1h x 20$ x 16%	557 $	
Entraîneur – Handball (gratuité)	24 sem. x 3h x 22$ x 16%	1 815 $	
Responsable – Kinball (gratuité)	36 sem. x 1h30 x 16$ x 16%	1 003 $	
Entraîneur – Basketball (ligue civile)	36 sem. x 3h x 20$ x 16%	2 506 $	
Assistant – Basketball (ligue civile)	36 sem. x 3h x 15 $ x 16%	1 880 $	
Entraîneur – Basketball (cours)	44 sem. x 6h x 20$ x 16%	6 125 $	
Assistant – Basketball (cours)	44 sem. x 6h x 15$ x 16%	4 594 $	
Entraîneur - Judo	44 sem. x 4h30 x 40$ x 16%	9 188 $	
Entraîneur – Tennis (cours)	44 sem. 4h x 24$ x 16%	4 900 $	
Entraîneur – Tennis (gratuité - été)	6 sem. x 6h x 24 $ x 16%	1 003 $	
Entraîneur – Gym. rythmique	44 sem. x 4h x 30$ x 16%	6 125 $	

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et des clubs sportifs – (2019-2020)

Centre Jean-Claude-Malépart

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
SALAIRES – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS – Activités spéciales			
			22 190 $
Animation- Journées sportives avec les écoles (6 animateurs, 4 événements)	6h x 6 anim. x 4 év. x 13$ x 16%	2 172 $	
Fêtes spéciales des aînés (8 employés, 3 événements)	3h x 8 empl. x 3 év. x 15$ x 16%	1 253 $	
Animation – Danse en ligne du vendredi	45 sem. x 4h x 30$ x 16%	6 264 $	
Animation du local ados	36 sem. x 3h x 15$ x 16%	1 880 $	
Congé scolaire / Relâche	35h x 8 anim. x 13$ x 16%	4 223 $	
Gala Sportif	6h x 12 anim. x 13$ x 16%	1 086 $	
Festival Culturel	10h x 6 anim. x 13$ x 16%	905 $	
Halloween (2 événements)	6h x 12 anim. x 2 év. x 13$ x 16%	2 172 $	
Festival sportif (2 événements)	7h x 3 anim. x 2 év. x 13$ x 16% 2h x 5 spéc. X 2 év. x 30$ x 16%	634 $ 696 $	
Jeux de la rue (2 événements)	13h x 2 pers. x 2 év. x 15$ x 16%	905 $	
FRAIS D'ACTIVITÉS – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS			
			44 448 $
Formations PNCE ou autres - 6 (Lutte, kinball, badminton, handball, basket, athlétisme)	800$ x 6	4 800 $	
Premiers soins + RCR	95$ x 7 empl.	665 $	
Antécédents judiciaires	34$ x 4 empl.	136 $	
Affiliations : *Lutte (20 jeunes)* *Badminton (club)* *Handball (20 jeunes)* *Judo (30 jeunes)* *Gym. Rythmique (20 jeunes)* *Basketball (ligue civile) 2 équipes*	15$ x 20 jeunes x 2 ans 410 $ x 2 ans 5 $ x 20 jeunes x 2 ans (200 $ (club) + (2 000$) x 2 ans 25$ x 20 jeunes x 2 ans 230$ x 2 ans	600 $ 820 $ 200 $ 4 400 $ 1 000 $ 460 $	

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et des clubs sportifs – (2019-2020)

Centre Jean-Claude-Malépart

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
FRAIS D'ACTIVITÉS – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS (suite)			
Inscriptions à des compétitions ou ligue *Lutte (1 tournoi)* *Badminton (6 tournois)* *Handball (ligue+ tournois)* *Tennis (3 tournois)* *Judo (4 tournois)* *Basketball (ligue civile)*	 30$ x 10 jeunes 15$ x 15 jeunes x 6 comp. 250$ x 2 équ. x 2 ans 15$ x 15 jeunes 35$ x 10 jeunes x 4 comp. 250$ x 2 équi. X 2 ans	 300 $ 1 350 $ 1 000 $ 225 $ 1 400 $ 1 000 $	
Équipements et matériels périssables		25 000 $	
Entretiens préventifs des tatamis pour judo	6 x 182$	1 092 $	
FRAIS ADMINISTRATIFS			
Assurance, papeterie, téléphones etc…			**52 500 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION DU CENTRE			**262 498 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION VILLE			**205 162,50 $**
ÉCART (CONTRIBUTION CENTRE – CONTRIBUTION VILLE)			**57 335,50 $**

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et des clubs sportifs – (2019-2020)

Centre Jean-Claude-Malépart

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
SALAIRES – CLUBS SPORTIFS			
			25 652 $
Coordonnateur	54 sem. x 3h x 25$ x 16%	4 698 $	
Assistant - Natation	54 sem. x 1h30 x 4 x 14$ x 16%	5 262 $	
Entraîneur - Natation	54 sem. x 1h30 x 4 x 18,50$ x 16%	6 954 $	
Entraîneur – Water-polo	54 sem. x 1h30 x 3 x 17$ x 16%	4 792 $	
Assistant – Water-polo	54 sem. x 1h30 x 3 x 14$ x 16%	3 946 $	
FRAIS D'ACTIVITÉS – CLUBS SPORTIFS			
			12 140 $
Compétitions – Natation (4 compétitions)	15 jeunes x 25$ x 4 comp.	1 500 $	
Ligue des pamplemouses – Water-polo	1 325$ x 2 ans	2 650 $	
Affiliations – Natation et Water-polo	1 200 $ x 2 ans	2 400 $	
Équipements et matériels périssables		3 000 $	
Formation – Natation et water-polo	1 200$ x 2	2 400 $	
Premiers soins / RCR	95$ x 2	190 $	
FRAIS ADMINISTRATIFS – CLUBS SPORTIFS			
Téléphone, papeterie, tenue de livre etc…			**8 467 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION DU CENTRE			**46 259 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION DE LA VILLE			**27 000 $**
ÉCART (CONTRIBUTION CENTRE – CONTRIBUTION VILLE)			**19 259 $**

PLAN D'ACTION

Nom de l'organisme : Corporation du Centre Jean-Claude Malépart
Pour la période du 01/07/2019 au 31/12/2020

PROGRAMME
Activités physiques et de loisirs

OBJECTIFS DU PROGRAMME
• Élaboration d'une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement aux citoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement de Ville-Marie. • Encourager l'acquisition de connaissances et d'habiletés nécessaires à la pratique d'activités physiques et de loisirs. • Participation aux activités municipales en activités physiques et de loisirs, mise de l'avant par l'arrondissement, compatibles avec la mission de l'organisme. (Festival sportif – Jeux de Montréal) • Satisfaction de la clientèle et évaluation de l'offre de services. • Concertation avec les organismes et les institutions du milieu.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
Offrir un encadrement sécuritaire des participants	Former le personnel (certification et perfectionnement) Recruter des entraîneurs et assurer la relève Appliquer les normes de sécurité reconnues	Formation en lutte, kinball, handball pour H-2020 Formation en continue pour le karaté, badminton, judo Normes appliquées
Favoriser l'acquisition d'expérience en situation de compétitions (basketball, handball, judo, gym. rythmique)	Assurer la qualité des entraînements Offrir un encadrement de qualité Offrir une motivation positive aux participants Inscrire le basketball dans une ligue civile Inscrire le handball dans une ligue et tournois	2 équipes de basket inscrites dans une ligue civile 1 équipe masculine de handball (ligue) Participer à au moins 2 tournois de handball Participer à au moins 2 compétitions de judo et en rythmique autres que les Jeux de Montréal
Renouveler de manière continue et proactive la programmation tant au niveau culturel, de loisir ou sportif	Proposer des nouvelles activités chaque Session Effectuer des consultations sur la programmation	1 nouvelle activité par session par secteur 1 consultation par session
Consolider les bases et les acquis des clubs en place tels que le judo et le karaté	Mettre en place un système d'évaluation des participants (judo) pour le passage des grades Ajouter une clientèle adulte au judo	Chaque fin de session, passation des grades (si besoin est) Avoir 1 groupe adulte d'ici 2020.
Améliorer l'offre de service de la clientèle 12 à 17 ans tant au niveau de la programmation culturel et sportif	Sonder les ados via leurs activités actuelles (cours, local d'animation) afin de répondre à leurs besoins Proposer de nouvelles idées ou tendances	3 évaluations / sondage pour 1,5 an
Maintenir notre participation aux divers événements organisés par la Ville dont les Jeux de Montréal et y développer une nouvelle discipline (Kinball)	Maintenir la gratuité de certaines activités sportives Offrir des activités à faible coût	5 activités gratuites en sport Avoir une équipe de kinball pour H-2020 Avoir une équipe féminine de basket et de

	Débourser les frais d'affiliation et de certaines compétitions Offrir en parent-enfant la discipline de kinball afin de créer un engouement et faire connaître l'activité	handball H-2020
Développer le secteur aîné, tant par le club de l'âge d'or que par le biais des activités de la programmation	Offrir une programmation diversifiée tant culturelle que sportive Recruter de nouveaux membres dans le club de l'âge d'or Les Bons Vivants Offrir des sorties et événements (danse, les pommes, cabane à sucre, voyage d'été, souper de fête des mères etc..)	3 évaluations/sondage pour 1,5 an Être plus actif auprès de la FADOQ Organiser au moins 3 fêtes et 4 voyages pour 1,5 an
Poursuivre l'organisation d'événements festifs pour la population jeunesse, tels l'halloween, Gala sportif, Festival culturel	Organiser avec les animateurs, les bénévoles ou les stagiaires les fêtes suivantes : Halloween, Festival culturel et Gala Sportif	2 Halloween / avoir au moins 800 participants par événement 1 Festival Culturel / avoir au moins 300 participants 1 Gala Sportif / Avoir au moins 200 participants
Poursuivre notre offre de service au tennis Médéric-Martin	Maintenir la gratuité des cours de tennis jeunesse extérieur durant l'été	1 session de 5 semaines pour les groupes d'âge suivants : 6-8 ans, 9-12 ans et 13-15 ans
Fortifier les bases du secteur animation	Créer un milieu de vie pour les adolescents (local d'animation) Maintenir l'offre de la semaine de relâche	3 évaluations/sondage pour 1,5 an Relâche : avoir 1 groupe par tranche d'âge soit 3-5 ans, 6-7 ans, 8-9 ans et 10-12 ans / 70-80 jeunes

PLAN D'ACTION

Nom de l'organisme : Corporation du centre Jean-Claude Malépart
Pour la période du 01/07/2019 au 31/12/2020

PROGRAMME
Club sportif

OBJECTIFS DU PROGRAMME
• Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville. • Offrir une programmation accessible d'activités et d'évènements sportifs comportant annuellement au minimum une session d'automne et une session d'hiver. • Favoriser la participation des jeunes du club sportif et encadrer la participation des autres athlètes qui ne sont pas membres du club aux Jeux de Montréal ainsi qu'aux autres événements sportifs organisés ou soutenus par l'arrondissement. • Permettre aux jeunes de développer la pratique d'une discipline sportive de façon soutenue et structurée aux niveaux initiation, récréation et compétition. • Concertation avec les organismes et les institutions du milieu.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
Offrir un encadrement sécuritaire aux participants	Former le personnel/entraîneur (certification et perfectionnement) Embaucher des entraîneurs compétents et qualifiés Recruter des jeunes de 16-18 ans pour les former à devenir assistants et ainsi assurer la relève	Formation en A-19 ou H-20 (selon la disponibilité des formations) pour deux jeunes de 16-18 ans pour devenir assistant Perfectionnement à un PNCE 2 pour les deux disciplines d'ici la fin 2020.
Favoriser l'acquisition d'expérience de jeu et de nage des clubs en situation de compétitions	Inscrire les jeunes dans les réseaux de compétitions municipaux et régionaux Offrir une motivation positive aux participants	Participation à au moins 2 compétitions de natation Participation à la Ligue des Pamplemousses en water-polo
Favoriser le développement des clubs par le recrutement des jeunes, tant fille que garçon au sein de ces clubs	Offrir les activités des clubs à faible coût Débourser les frais d'affiliation et de certaines compétitions Créer un sentiment d'appartenance aux clubs	Augmentation de 10% des jeunes inscrits dans les clubs d'ici 2020
Offrir des activités aquatiques en natation et water-polo tant au niveau initiation que compétitif	Assurer la qualité des entraînements Offrir un encadrement de qualité Offrir un nombre d'heure de pratique suffisant pour en assurer son développement	Assurer la tenue de 18h de pratiques par semaine (tous clubs confondus) Avoir deux entraîneurs par clubs et au moins 1 assistant (jeune formé qui deviendra une relève)
Avoir une meilleure participation aux événements sportifs organisés par la Ville (Festival sportif, Jeux de Montréal)	Accroître notre participation aux Jeux de Montréal, notamment en natation en homologuant le temps de nos nageurs Meilleure collaboration avec les autres organismes offrant le même service en vue de s'entendre pour les Jeux de Montréal en natation Participer au Festival Sportif (aquatique)	Lors des préliminaires des Jeux de Montréal, faire la même compétition d'homologation des temps que ASCCS. Avoir au moins 5 nageurs inscris aux JDM. Augmenter de 10% la participation du secteur aquatique au Festival sportif.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195038002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" Accorder une contribution de 232 163 $ se terminant le 30 juin 2020, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs » et « Club sportif». "

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **232 163,00 $**

	Années antérieures	**2019**	**2020**	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		77 388,00 $	154 775,00 $					**232 163,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **232 163,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro **605181**
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-06-21**

Date et heure système : 21 juin 2019 11:58:36

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195038002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart	118738

Financement : Budget de fonctionnement

Précision imputation : 306125-07123-61900

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			77 387,50 $	162 421,61 $				**239 809,11 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 18

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juillet	2019		31	décembre	2020

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 30 janvier 2020 10:07:51

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart – CA19 240335

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009)

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 2633, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, agissant et représentée par Monsieur Dominique Bonetto, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente en vertu d'une résolution de son conseil d'administration datant du 26 août 2019;

Numéro d'inscription TPS : 141283093RT
Numéro d'inscription TVQ : 11451167661

Numéro d'organisme de charité : 14128 3093 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la convention initiale a été signée le 31 juillet 2019;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Modifier la convention approuvée le 3 juillet 2019, CA19 240335

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

1. **En modifiant l'article 4.1.1 pour qu'il se lise ainsi :**

4.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux cents trente-neuf mille huit cent neuf dollars et onze sous (239 809,11 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2. **En remplaçant l'annexe 4 - Tableau des versements de la contribution financière à l'organisme par la Ville pour la réalisation du projet, par l'annexe 4 jointe à cet addendum**

3. **Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.**

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Par : _____
Dominique Bonetto,
Directeur

Le présent addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 11e jour de février 2020 (Résolution CA20 ……).

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : **Corporation du Centre Jean-Claude Malépart**

Tableau des versements Année 2019 - 2020					
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**		
		au plus tard le 30 juillet	**au plus tard le 30 octobre**		
2019	**77 387,50 $**	38 693,75 $	38 693,75 $		
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**	**3e versement**	
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 avril**	**au plus tard le 31 août**	
2020	**162 421,61 $**	77 387,50 $	69 556,61 $	15 477,50 $	

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195038002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Modifier la convention avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre du programme « activités de loisirs » et « clubs sportifs » et accorder un montant additionnel de 7 646,61$, à titre de soutien ponctuel pour 2020."

- Il s'agit d'augmenter la contribution accordée à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart d'un montant de 7 646,61$ la faisant passer de 232 162,50 $ (dossier 1195038002) à 239 809,11$.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 7 646,61 $

	2019	2020	Total
Dossier initial (1195038002)	77 387,50 $	154 775,00 $	232 162,50 $
Augmentation (Addenda)		7 646,61 $	7 646,61 $
Total	77 387,50 $	162 421,61 $	239 809,11 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 7 646,61 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 632947

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-28**

Date et heure système : 30 janvier 2020 16:39:31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1200318001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes, permettant aux SDC de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire :
35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ;

35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 11:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200318001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

CONTENU

CONTEXTE

À sa séance du 25 août 2003, le conseil municipal a adopté (CM03-0623) un règlement intérieur déléguant aux conseils d'arrondissement les compétences du conseil en matière de sociétés de développement commercial (SDC). Le 7e alinéa de l'article 1 de ce règlement indique que le conseil de la ville délègue aux conseils d'arrondissement, entre autres pouvoirs, les pouvoirs réglementaires prévus à l'article 458.42 de la Loi des Cités et Villes en vue d'accorder des subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement.
Comme il le fait depuis l'adoption du Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (CA-24-034), en 2004, l'arrondissement de Ville-Marie a inscrit à son budget 2020 la somme nécessaire à l'aide financière appelée « subvention salariale » aux Sociétés de développement commercial dont les cotisations des membres sont égales ou inférieures à 875 000 $.

Il s'agit par la présente, d'autoriser cette subvention à laquelle sont admissibles les Sociétés de développement commercial du Village et du Quartier latin, les deux SDC ayant procédé à l'embauche de nouveau personnel au cours de l'année 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240560 - 10 décembre 2019 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption ;
CA19 240558 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption ;

CA19 240158 - 9 avril 2019 -Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin, afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel des Sociétés de développement commercial.

DESCRIPTION

La subvention salariale à accorder en 2020, conformément aux dispositions du règlement modifié (CA-24-034) et conformément aux demandes formulées par les SDC s'établit à 35 000 $. Cette subvention doit exclusivement couvrir les dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire de la société de développement commercial bénéficiaire. Cette subvention ne peut être utilisée pour rémunérer ou pour être versée à des membres de la SDC, ni à des fins de recherche de personnel.

JUSTIFICATION

Les SDC Quartier latin et du Village ont déposé leurs prévision budgétaires annuelles en décembre 2019, tenu de leurs effectifs réduits par rapport aux grandes SDC, l'aide financière rendue disponible par cette subvention salariale contribue au maintien des services administratifs de qualité par les Sociétés de développement commercial du Village et du Quartier latin. Cette subvention contribue au dynamisme économique de secteurs commerciaux importants pour Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un poste budgétaire qui inclut cette contribution financière à la Société de développement commercial du Village et à la Société de développement du Quartier latin est inscrit au budget 2020 de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est reliée à cette subvention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette subvention sera versée intégralement suite à son approbation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-30
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Jean-François MORIN Chef de division de l'urbanisme et du développement économique
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-9545 **Télécop. :** 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1200318001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

AG - 1190318026 - Quartier Latin 2020.docAG - 1190318028 - Village 2020.doc

Aspect financier_GDD 1200318001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1200318001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1200318001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie qu'il occupe plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un établissement d'entreprise situé au rez-de-chaussée d'un immeuble, une cotisation composée du taux de 0,3117 % appliqué sur la base de la cotisation de l'établissement du membre ainsi que du taux de 0,189609 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par chaque établissement d'entreprise. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsque l'établissement d'entreprise est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un tel établissement, une cotisation composée du taux de 0,2962 % appliqué sur la base de la cotisation de cet établissement ainsi que du taux de 0,180129 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par cet établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Malgré ce qui précède, la cotisation imposée ne peut être supérieure à 19 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsque l'établissement d'entreprise est situé au rez-de-chaussée d'un immeuble et elle ne peut être supérieure à 18 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsqu'il est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble.

Aux fins de l'application du présent règlement, un établissement d'entreprise est réputé situé au rez-de-chaussée s'il répond aux exigences suivantes : il est situé, en tout ou en partie au rez-de-chaussée et son entrée principale y est également située.

4. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard dans les 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

5. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du

compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

6. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC QUARTIER LATIN –BUDGET 2020

_____

GDD1190318026

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société une cotisation composée du taux de 0,1580 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise ainsi que du taux de 0,141757 $ le pied carré, multiplié par la superficie de chaque établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 300,00 $ ni supérieure à 40 000,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DU VILLAGE - BUDGET 2020

_____

GDD1190318028

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial Quartier latin	118994
2.	Société de développement commercial du Village	132227

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Contribution à la Société de développement commercial Quartier latin : 35 000 $
Contribution à la Société de développement commercial du Village : 35 000 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		70 000,00 $						**70 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	janvier	2020		31	décembre	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 30 janvier 2020 15:13:48

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes, permettant aux SDC de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire:

  35 000 $ à la Société de développement commercial du Village;
  35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 70 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		70 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 70 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par les demandes d'achat numéros DA 633113 et DA 633115
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque ces organismes sont des sociétés de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-01-31**

Date et heure système : 31 janvier 2020 15:29:18

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.13

2020/02/11 18:30

(2)

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18 17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240490 adoptée à sa séance du 12 novembre 2019, autorisé une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.;
Attendu que la Direction des travaux publics souhaite que le volet ingénierie soit compris dans ce mandat :

De modifier la résolution CA19 240490 et majorer la dépense maximale à 276 698.49 $ pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc conformément à l'offre de services 151821-003 et l'entente-cadre 18-17150;

D'imputer cette dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 09:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 novembre 2019	Résolution: CA19 240490

Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;

D'autoriser une dépense de 152 543,08 $, taxes incluses, avec Vlan paysages inc. conformément à l'entente-cadre 18-17150;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 15 254,31 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1196164002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18 17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent addenda a pour but d'autoriser une dépense supplémentaire de 108 901,10 $, taxes incluses, $ majorant la dépense totale autorisée de 167 797,39 $ à 276 698.49 $ taxes incluses, dans le cadre le de l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.
La division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers a eu l'autorisation du responsable de l'entente cadre - 18-17150 pour augmenter le montant de la demande initiale . Cette dépense sera engagée pour le volet ingénierie qui n'a pas été pris en compte par la firme dans leur offre de service.

La dépense de 99 441,22 $ net de ristournes sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-014.

La dépense est assumée à 100 % par la ville centre dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux. L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'Arrondissement.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années.

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	99	-	-	-	99
	99	-	-	-	99

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
José PIERRE, Ville-Marie
Christian BISSONNETTE, Ville-Marie
Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 5 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
secretaire d'unite administrative

514-868-4168
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2020/02/11
18:30

(2)

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

D'autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ taxes incluses pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;
Autoriser une dépense de 152 543,08 $ taxes incluses avec Vlan paysages inc. conformément à l'entente-cadre 18-17150;
Autoriser un budget prévisionnel de contingence de 15 254,31 $ taxes incluses;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-31 14:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196164002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de supporter l'équipe municipale, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels d'une firme spécialisée en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, estimation et surveillance de travaux pour les aménagements des passages Ste-Rose.

Le passage Sainte-Rose a la double particularité d'être à la fois un lieu ordinaire à vocation très locale et il a, en même temps, un caractère exceptionnel car il n'est ni une rue inscrite dans la trame orthogonale du secteur, ni une ruelle.

Il représente une alternative piétonne à la rue Sainte-Catherine, plus achalandée, avec à ses extrémités l'accès aux stations de métro Beaudry et Papineau.

La vision d'aménagement devra répondre à une ambiance de jardin linéaire.

À plus grande échelle, le passage est concerné par le PPU des Faubourgs qui prévoit :

- Au sud du boulevard René-Lévesque, dans les 10-15 prochaines années, environ 13000 habitants et 15 000 emplois vont s'y installés. L'ensemble de la zone à redévelopper étant à moins de 1000 mètres des stations de métro, les accès au transport collectif se feront par les rues nord-sud qui croisent le passage, augmentant potentiellement son achalandage.

- La rue de la Visitation, appelée à se prolonger au sud jusqu'au fleuve, aura une emprise sur toute sa longueur qui intègre la surlargeur devant l'église Saint-Pierre Apôtre. La limite nord de cette promenade élargie sera donc le passage Sainte-Rose et une articulation des circulations actives sera donc à privilégier entre ces deux axes est-ouest et nord-sud.

Dans ce contexte, le concept d'aménagement du passage devra concilier de garder son caractère convivial et de proximité, tout en intégrant un achalandage potentiellement plus élevé à terme.

Le projet bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux correspondant à 100 % des coûts admissibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM18 1220: Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses), Lemay Co inc. (2 316 449,90 $, taxes incluses), Daoust-Lestage inc. (1 035 536,13 $, taxes incluses), Affleck de la Riva architectes (794 212,81 $, taxes incluses) et Vlan paysages inc. (824 697,27 $, taxes incluses) pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat)
CE19 0298 -Séance ordinaire du mercredi 20 février 2019 d'adopter les critères d'admissibilité des projets, les critères de répartition des crédits et les modalités de gestion du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021). -**Numéro de dossier :** 1188169001

CM19 0229 règlement d'emprunt 7719014 19-014 Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux **Numéro de dossier :** 1186620013

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à offrir à l'arrondissement de Ville-Marie les services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans et devis, l'estimation et la surveillance de travaux pour les aménagements du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier.

L'adjudicataire devra être appuyé par une firme d'ingénierie (civil, électrique et circulation) qui sera sous sa charge. L'architecte paysagiste s'engage à agir comme coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'architecte paysagiste un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'ingénieur. Les services pour l'ingénierie civile ne font pas parti de l'offre de services du présent dossier.

La firme devra coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet conformément à l'entente-cadre. Chaque discipline demeure responsable de l'information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d'offres.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

- l'élaboration du concept d'aménagement;
- la préparation des plans d'aménagement détaillés;
- la préparation des documents d'appel d'offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
- le suivi pendant et après la période de l'appel d'offres;
- la surveillance du chantier lors de la construction.

Tout au long du projet, l'expertise-conseil et le support technique de l'équipe en matière d'aménagement seront mis à contribution afin de mettre sur pied un projet qui répond au besoin de l'arrondissement.

De façon générale, le projet vise à :

- assurer la sécurité des usagers;
- améliorer le domaine public en le rendant plus accueillant et confortable pour les résidents et les piétons;

La portée des travaux vise dans une première phase un réaménagement des passages déjà piétons, le segment entre la rue Dalcourt et la rue Alexandre-De-Sève et le segment dans le parc Charles S Campbell.

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'Offre de services en aménagement, Passage Ste-Rose, le 25 octobre 2019 par Vlan paysages.

Le total de la dépense admise dans le cadre du projet des passages Ste-Rose est de 1 210 014,88 $ net de ristourne (1 325 124,05 taxes incluses). La totalité de ce montant sera donc transféré à l'Arrondissement et la différence de 1 056 793.50 $ (net de ristournes) sera utilisé pour les étapes subséquentes.

JUSTIFICATION

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services en aménagement en date du 25 octobre 2019 par Vlan paysages inc. (numéro de fournisseur est le 120694) adjudicataire du contrat no 5 dans le cadre de l'Appel d'offres public 18-17150 - (6 soumissions).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le 20 juin 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a confirmé l'admissibilité du projet du passage Ste-Rose au financement du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (voir p.j.). Le requérant est le SGPMRS et l'exécutant est l'arrondissement de Ville-Marie.

Aspects financiers :

Le coût total maximal de ce contrat de 167 797,39 $ incluant 10 % des travaux contingents prévus et les taxes. taxes incluses sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 153 221,38 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-014 - Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux.

Le Programme des parcs locaux prévoit 100 % des dépenses admissibles à la charge de la ville centrale.

Considérant les paramètres du programme, le montant total net arrondi (après ristourne) de 153 221,38 $ se répartit comme suit :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux	62 992,50 $	90 228,88$		

L'arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'arrondissement.

Échéancier:

2019-2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant *le Plan Montréal durable 2016-2020* et le *Plan local de développement durable de Ville-Marie 2016-2020.* Le consultant devra aussi proposer une vision d'ensemble (concept global) pour tous les passages, portions de rues,

et parvis de l’église St-Pierre-Apôtre. Dans l'optique de livrer des intersections sécuritaire et conviviale, celles-ci devront être revues en y intégrant, entre autre, des saillies végétalisées. Le concept devra tenir compte des principes d’accessibilité universelle, de développement durable et le verdissement devra être au cœur de la proposition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA (serv. prof.) : 12 novembre 2019

Début du mandat plans et devis : novembre 2019 Fin du mandat plans et devis : janvier 2020 Appel d'offres travaux : mi-janvier 2020 Octroi du contrat par le CA (travaux) : visé: mars 2020
Début du mandat de surveillance : mai 2020 Fin du mandat de surveillance et bilan: novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
José PIERRE, Ville-Marie
Ramy MIKATI, Ville-Marie

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 28 octobre 2019
Alain DUFRESNE, 24 octobre 2019
José PIERRE, 23 octobre 2019
Ramy MIKATI, 23 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18 17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $




aspect financier dossier .xlsEstimé votet ingénierie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
secretaire d'unite administrative

Tél : 514-868-4168
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

ProgParcsLocaux_RepartitonCredits_REVISE_20190619.pdf

Ville-Marie_ProgrammeParcsLocaux_ProjetsRetenus.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18 17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1196164002 ADDENDA GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget

Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5597
Division : Direction du conseil et du soutien financier Division Brennan

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages inc. dans le cadre de l'entente 18 17150 pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale de 167 797,39 $ à 276 698,49 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1196164002 GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-25

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens

Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021)

Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

15 Espaces verts | 60 Familles | 25 Défavorisés

		2019	2020	2021	Total	*Répartition initiale*
1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	480 748,54 $	1 922 994,16 $	2 163 368,43 $	4 567 111,13 $	*4 567 111,13 $*
2	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	479 354,77 $	1 917 419,08 $	2 157 096,47 $	4 553 870,32 $	*4 553 870,32 $*
3	Ahunstic-Cartierville	447 110,63 $	1 788 442,52 $	2 011 997,83 $	4 247 550,98 $	*4 247 550,98 $*
4	Mercier - Hochelega-Maisonneuve	410 598,49 $	1 642 393,94 $	1 847 693,18 $	3 900 685,61 $	*3 900 685,61 $*
5	Le Plateau Mont-Royal	399 427,23 $	1 597 708,91 $	1 797 422,52 $	3 794 558,66 $	*3 794 558,66 $*
6	Rosemont - La Petite-Patrie	398 211,19 $	1 592 844,75 $	1 791 950,35 $	3 783 006,29 $	*3 783 006,29 $*
7	Montréal-Nord	372 135,49 $	1 488 541,95 $	1 674 609,69 $	3 535 287,13 $	*3 535 287,13 $*
8	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	354 842,31 $	1 419 369,25 $	1 596 790,41 $	3 371 001,97 $	*3 371 001,97 $*
9	Saint-Léonard	347 061,04 $	1 388 244,16 $	1 561 774,67 $	3 297 079,87 $	*3 297 079,87 $*
10	Ville-Marie	302 503,72 $	1 210 014,88 $	1 361 266,74 $	2 873 785,33 $	*2 873 785,33 $*
11	Saint-Laurent	299 833,21 $	1 199 332,85 $	1 349 249,46 $	2 848 415,53 $	*2 848 415,53 $*
12	Le Sud-Ouest	268 859,84 $	1 075 439,35 $	1 209 869,27 $	2 554 168,47 $	*2 554 168,47 $*
13	Pierrefonds-Roxboro	267 050,29 $	1 068 201,17 $	1 201 726,32 $	2 536 977,79 $	*2 536 977,79 $*
14	LaSalle	247 100,13 $	988 400,51 $	1 111 950,57 $	2 347 451,21 $	*2 347 451,21 $*
15	Verdun	245 943,15 $	983 772,60 $	1 106 744,18 $	2 336 459,93 $	*2 336 459,93 $*
16	Anjou	212 190,82 $	848 763,27 $	954 858,68 $	2 015 812,76 $	*2 015 812,76 $*
17	Outremont	175 478,55 $	701 914,19 $	789 653,46 $	1 667 046,20 $	*1 667 046,20 $*
18	Lachine	165 123,01 $	660 492,05 $	743 053,55 $	1 568 668,61 $	*1 568 668,61 $*
19	L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève	126 427,60 $	505 710,40 $	568 924,20 $	1 201 062,20 $	*1 201 062,20 $*
		6 000 000,00 $	**24 000 000,00 $**	**27 000 000,00 $**	**57 000 000,00 $**	*57 000 000,00 $*

Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Bureau de la directrice
801 rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Note

Destinataire : M. Marc Labelle
Directeur d'arrondissement délégué
Arrondissement Ville-Marie

Expéditrice : Louise-Hélène Lefebvre *(original signé)*

Date : Le 20 juin 2019

Objet : **Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux / Planification annuelle révisée et projets retenus (2019-2021)**

Répartition des crédits

La Ville de Montréal a complété la révision budgétaire de son programme triennal d'immobilisation (PTI). La planification annuelle du programme de réfection et de verdissement des parcs locaux a été ajustée pour les années prévues.

Les montants accordés à votre arrondissement afin de rénover au moins un parc par année reflètent cette nouvelle planification (voir la nouvelle répartition des crédits en pièce jointe).

Les modalités du programme, adoptées par le comité exécutif le 20 février 2019 (CE 19 0298 / Sommaire 1188169001), demeurent inchangées.

Projets retenus

À la suite de l'analyse des demandes reçues dans le cadre de l'appel de projets effectué en mars 2019, les projets suivants sont retenus :

- Aménagement du parc Sainte-Marie
- Aménagement du passage Sainte-Rose
- Aménagement du parc P.A.Q. 37
- Aménagement du parc Olivier-Robert
- Aménagement du parc Hector-Charland

Si une priorisation de ces projets est requise, veuillez nous en aviser d'ici le 15 juillet 2019.

…2

Versement des crédits

Les crédits du programme seront versés à l'octroi des contrats, à la suite d'une validation du service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Lors de l'élaboration de vos sommaires décisionnels, vous devrez :

- Inscrire comme lectrices :
  - Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
  - Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Inscrire comme partie prenante : Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Demander une intervention financière du Service des finances - Point de service Brennan

Plantation d'arbres

Pour les projets qui prévoient la plantation d'arbres, vous devrez :

- Vous assurez que les arbres plantés n'ont pas fait, ou ne feront pas, l'objet d'un soutien financier dans le cadre d'un des programmes du Plan de gestion de la forêt urbaine (remplacement de frênes ou renforcement de la canopée) qui sont gérés par le SGPMRS
- En faire la démonstration en fournissant les informations pertinentes en amont de l'octroi des contrats
- Indiquer si des abattages de frênes sont prévus et fournir au SGPMRS les informations pertinentes permettant d'identifier les frênes concernés par ces travaux (ex. : un plan de localisation)

Afin de répondre à vos questions, une rencontre d'information se tiendra le jeudi 27 juin à 13h au 801, rue Brennan, salle 4200.

Meilleures salutations

LHL / va / ab

p. j. Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

c. c. Marie-Ève Plante, architecte paysagiste, Ville-Marie
Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS

…2

Le budget net au projet 34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	63	90	-	-

NO GDD : **1196164002**

Taux : 1.0951303727

No d'engagement **CC96164002**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **153 221.38 $**

Provenance

Programme de réfection et de verdissement des parc locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-014	6101.7719014.802503.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	167 797.39 $	153 221.38 $	153 223 $

Imputation

Élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier - Entente-cadre 18-17150 Vlan paysages inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719014.801550.07165.54301.000000.0000.181631.000000.15010.00000	152 543.08 $	139 292.16 $	139 293 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 167 797,39 $

	Années antérieures	2019
Montant		167 797,39 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 153 221,38 $

	Années antérieures	2019
Montant		153 221,38 $

Cette dépense est entièrement assumée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), via le Programme des parcs locaux, comme indiqué dans l'intervention du Service des finances.

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 139 292,16 $ **Contrat**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	000000	15010	00000

Montant: 13 929,22 $ **Contingences**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	050816	15010	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-10-28**

Date et heure système : 28 octobre 2019 09:17:48

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Vlan paysages inc.	120694

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		108 901.10 $						**108 901.10 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1 an

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	février	2020		12	février	2021

Formulaire complété par : Marie-Éve Plante

Prénom, nom

Date et heure système : 07 February 2020 12:06:23

Vlan civiliti en collaboration avec AXOR

N/réf: 151821-003

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ESTIMATION BUDGÉTAIRE DES HONORAIRES

RÉAMÉNAGEMENT DES PASSAGES STE-ROSE - AVANT-PROJET, PLANS, DEVIS ET SURVEILLANCE DU VOLET INGÉNIERIE

Montréal

REF : AO no 18-17150

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS		PERSONNEL - HEURES								DÉPENSES		HEURES	BUDGET PAR ACTIVITÉ
		Chargée de projet	INGÉNIEURS			TECHNICIENS			Personnel auxiliaire et de soutien	Type	$		
			Sénior (10 ans et +)	Interm. (5 à 9 ans)	Junior (0 à 4 ans)	Sénior (10 ans et +)	Interm. (5 à 9 ans)	Junior (0 à 4 ans)					
		M.Clouard											
ÉTAPE 1	**DÉMARRAGE, ACQUISITION DES DONNÉES**	**4**	**37**	**-**	**6**	**12**	**-**	**40**	**7**		**- $**	**106**	**7 736.70 $**
1.1	Réunion de démarrage	3	3									6	642.60 $
1.2	Collecte de données (plans, rapports, etc.)		4			4			4			12	877.20 $
1.3	Analyse des informations fournies, compréhension des études connexes	1	4									5	504.90 $
1.4	Visite de terrain, examen des sites (contraintes physiques, restrictions, etc.)		8		6							14	1 203.60 $
1.5	Relevé topographique sommaire et des infrastructures urbaines (non requis)											-	- $
1.6	Traitement de données et mise en plan des 600 mètres d'infrastructures ET compilations des plans existants (aqueduc, égouts, trottoirs, éclairage, feux, mobilier urbain, RTU)		6			8		40				54	3 192.60 $
1.7	Rencontres statutaires (4)		12						3			15	1 315.80 $
1.8	Gestion du projet: suivi budgétaire, rapport d'avancement, (déjà inclus dans budget de Vlan)											-	- $
ÉTAPE 2	**CONCEPT DE CIRCULATION (8 tronçons)**	**2**	**72**	**-**	**114**	**72**	**32**	**-**	**-**		**- $**	**292**	**22 613.40 $**
2.1	Collecte, compilation et présentation des données d'intersections, dont les feux de circulation, débits A.M. et P.M., hiérarchie du réseau, sens de circulation, gestion de la circulation aux carrefours, règlement de stationnement	1	20		30	20						71	5 625.30 $
2.2	Schéma de transport, réseau cyclable, traitement des intersections, avancés de trottoirs	1	10		30	20						61	4 656.30 $
2.3	Concept préliminaire de la géométrie routière, simulations Autoturn		30		30	32						92	7 333.80 $
2.4	Principe de la signalisation, marquage		12		24		32					68	4 998.00 $
												-	- $
ÉTAPE 3	**CONCEPT DES INFRASTRUCTURES (4 tronçons)**	**4**	**50**	**-**	**20**	**-**	**37**	**16**	**-**		**- $**	**127**	**10 011.30 $**
3.1	Conception prélim. des infrastructures (aqueduc et égout) à réhabiliter ou à reconstruire selon les spécifications de la Ville	1	16				12					29	2 463.30 $
3.2	Identification des besoins en infrastructures, puisards à déplacer, gestion des eaux, alimentation de fontaines d'eau	1	8		20			16				45	3 136.50 $
3.3	Identification des besoins en éclairage, étude photométrique générale, établir l'espacement	2	16				20					38	3 111.00 $
3.4	Coordination de la position préliminaire des bases et des conduits: éclairage, bornes électriques		10				5					15	1 300.50 $
												-	- $
ÉTAPE 4	**ESTIMATION ET RAPPORT (8 tronçons)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		**- $**	**-**	**- $**
4.1	Estimation préliminaire des coûts du projet (non requis)											-	- $
4.2	Rédaction de notes techniques décrivant les analyses effectuées (non requis)											-	- $
ÉTAPE 5	**RELEVÉ ET CUEILLETTE COMPLÉMENTAIRES (4 tronçons - 2020)**	**-**	**4**	**-**	**-**	**16**	**-**	**26**	**-**		**- $**	**46**	**2 856.00 $**
5.1	Relevés de terrain et des infrastructures urbaines: chaussée, cours d'eau (après dégel), radiers des regards, etc		2			16		16				34	2 152.20 $
5.2	Traitement de données et mise en plan		2					10				12	703.80 $
5.3	Préparation des termes de référence pour le laboratoire de sol à des fins de caractérisation environnementale et géotechnique (non requis)											-	- $
ÉTAPE 6	**PLANS ET DEVIS DES TRAVAUX ÉLECTRIQUES (4 tronçons - 2020)**	**4**	**4**	**-**	**46**	**40**	**-**	**-**	**4**		**- $**	**98**	**7 201.20 $**
6.1	Positionnement final des bases de lampadaires et des bornes électriques	2	2		6							10	856.80 $
6.2	Révision étude photométrique, préparation des plans de BC (base et conduit)				8	16						24	1 713.60 $
6.3	Préparation des plans détaillés, coupes, détails		2		16	24						42	3 049.80 $
6.4	Préparation des devis techniques DTSI	1			12				4			17	1 178.10 $
6.5	Coordination des travaux des RTU, identification des conflits	1			4							5	402.90 $
ÉTAPE 7	**PLANS ET DEVIS DES TRAVAUX CIVILS (4 tronçons avec saillies- 2020)**	**4**	**69**	**-**	**120**	**53**	**116**	**-**	**6**		**- $**	**368**	**27 504.30 $**
7.1	Conception des infrastructures (aqueduc et égout) à réhabiliter ou à reconstruire (hypothèse = non requis)											-	- $
7.2	Conception détaillé de la géométrie routière, conception de la signalisation	1	26		30	16	36					109	8 307.90 $
7.3	Conception du drainage, gestion des eaux pluviales, raccordement à l'existant	1	20		30	20	36					107	8 012.10 $
7.4	Conception d'un système d'alimentation de 2 fontaines d'eau, sorties d'arrosage	1	5		16	5	20					47	3 427.20 $
7.5	Préparation des plans détaillés, profils, coupes, détails		10		20	12	24					66	4 845.00 $
7.6	Préparation des devis techniques DTSI	1	8		24				6			39	2 912.10 $
ÉTAPE 8	**PLANS ET DEVIS POUR SOUMISSION (4 tronçons avec saillies - 2020)**	**6**	**31**	**-**	**24**	**4**	**8**	**-**	**10**		**- $**	**83**	**6 747.30 $**
8.1	Coordination avec Ville, architecte, architecte paysagiste	1	10									11	1 086.30 $
8.2	Préparation des devis CCAS, bordereau de soumission, Cahier des charges, avis, etc	2	8		12				4			26	2 070.60 $
8.3	Finalisation des plans et devis techniques Pour soumission	2	8		4		8		3			25	1 978.80 $
8.4	Estimation des coûts	1	5		8	4			3			21	1 611.60 $
												-	- $
ÉTAPE 9	**DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES**	**4**	**26**	**-**	**5**	**8**	**-**	**-**	**8**		**- $**	**51**	**4 324.80 $**
9.1	Intégration des commentaires de la ville	1	10			4						15	1 371.90 $
9.2	Préparation des documents d'appel d'offres	1	2		5				4			12	872.10 $
9.3	Service durant l'appel d'offre – addendas et consultation	1	10			4			2			17	1 473.90 $
9.4	Analyse des soumissions	1	4						2			7	606.90 $
												-	- $
ÉTAPE 10	**ACCOMPAGNEMENT DURANT LES TRAVAUX**	**4**	**50**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**8**		**- $**	**62**	**5 722.20 $**
10.1	Préparation des plans et devis Pour construction	1	4						4			9	708.90 $
10.2	Approbation des dessins d'atelier	1	4									5	504.90 $
10.3	Services durant le chantier – 3 visites pour l'éclairage		12									12	1 162.80 $
10.4	Services durant le chantier – 3 visites pour le drainage		12									12	1 162.80 $
10.5	Approbation finale – 1 visite et rapport x 3 disciplines	2	18						4			24	2 182.80 $
												-	- $
TOTAL DES HEURES		32.0	343.0	-	335.0	205.0	193.0	82.0	43.0				
TAUX HORAIRES FACTURABLES 2018 + 2%		117.30 $	96.90 $	86.70 $	71.40 $	71.40 $	66.30 $	51.00 $	51.00 $				
TOTAL DES HONORAIRES		3 753.60 $	33 236.70 $	- $	23 919.00 $	14 637.00 $	12 795.90 $	4 182.00 $	2 193.00 $		**- $**		
											TOTAL	**1 233**	**94 717.20 $**

Émission 2020-01-30

TPS et TVQ en sus

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

Autoriser une dépense additionnelle de 108 901,10 $ à Vlan paysages pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, majorant la dépense maximale à 276 698.49 $ (entente-cadre 18-17150).

- Dépense additionnelle à prévoir pour ce d (taxes incluses) : 108 901,10 $

	Années antérieures	2020
Montant		108 901,10 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 99 441,22 $

	Années antérieures	2020
Montant		99 441,22 $

Cette dépense est entièrement assumée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), via le Programme des parcs locaux, comme indiqué dans l'intervention du Service des finances. Aucun impact au PTI net de l'Arrondissement de Ville-Marie.

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 99 441,22 $ **Contrat**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	000000	15010	00000

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention :

Nathalie Hébert

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-02-03**

Date et heure système : 03 février 2020 15:21:19

Le budget net au projet 34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	63	190	-	-

NO GDD : **1196164002 ADDENDA**

Taux : 1.0951303727

No d'engagement **CC96164002**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **99 441.22 $**

Provenance

Programme de réfection et de verdissement des parc locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-014	6101.7719014.802503.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	108 901.10 $	99 441.22 $	99 442 $

Imputation

Élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier - Entente-cadre 18-17150 Vlan paysages inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719014.801550.07165.54301.000000.0000.181631.000000.15010.00000	108 901.10 $	99 441.22 $	99 442 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2020/02/11
18:30

(3)

Dossier # : 1200318002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 juillet 2020, avec la Société de développement commercial du Village, pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de la canopée « La Tête dans les Nuages 2020 et accorder une contribution de 75 000 $ à même le Programme de soutien financier au développement économique commercial, Volet 2.

D'approuver la convention, se terminant le 31 juillet 2020 avec la Société de développement commercial du Village pour la réalisation des tests de performance et de sécurité pour son projet «La Tête dans les Nuages» dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 2 ;
- D'accorder à cette fin, une contribution de 75 000 $;

- D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-07 15:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200318002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 juillet 2020, avec la Société de développement commercial du Village, pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de la canopée « La Tête dans les Nuages 2020 et accorder une contribution de 75 000 $ à même le Programme de soutien financier au développement économique commercial, Volet 2.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le projet pilote réalisé en 2007 et la piétonnisation annuelle de la portion de la rue Sainte-Catherine Est qui le traverse, le Village gai de Montréal s'est imposé comme une destination touristique de premier ordre et un symbole phare des communautés LGBTQ Plus. L'installation, par la Société de développement commercial (SDC) du Village, de la structure aérienne qui offre une ambiance unique au piéton pendant qu'il déambule sur la rue, a aussi évolué jusqu'en 2012, année marquante où sont apparues les célèbres Boules roses, l'oeuvre de l'architecte designer Claude Cormier.
Graduellement bonifiée des couleurs qui témoignent de la diversité et de l'appellation LGBT vers celle de LGBTQ Plus, l'oeuvre de Cormier avait été renommée « Les 18 nuances de gai », entraînant un rayonnement du Village et de l'ouverture de Montréal qui déborde largement les limites de la région métropolitaine. En analysant la portée de la visibilité médiatique des références à l'initiative de la SDC du Village, il est aisé de faire le lien entre la fréquentation estimée à 1,4 millions de visiteurs en 2019 sur cette rue piétonne où sont implantées quelques 50 terrasses et où les événements se déroulent du printemps à l'automne.

Afin de maintenir cette image de marque, dorénavant consacrée de calibre international, et de jouer le rôle de rassembleur de la diversité, la SDC a sollicité des firmes de designer, dans le cadre d'un concours pour remplacer les « Boules », rendues à la limite de leur vie utile. La sélection rigoureuse des firmes s'est faite à partir de critères de nature commerciale, artistique et sociale et surtout, avec des attentes de haut niveau sur la faisabilité et sur la qualité de l'oeuvre. Le concept retenu, « La Tête dans les Nuages » reprend l'idée d'une canopée aérienne mais celle-ci est composée de plusieurs matériaux, nouveaux et diversifiés. Cependant, comme ce fut le cas pour l'oeuvre de Claude Cormier, les composantes de la canopée doivent chacun être soumises à une batterie de tests de résistance comme l'installation complète doit répondre aux exigences de sécurité. À cette fin, la SDC prévoit créer une maquette de grandeur nature, dans un espace ouvert et ainsi étudier le comportement des matériaux de la canopée au vent, à la pluie, au poids la neige et du verglas et au feu. Le Service d'incendies de Montréal sera invité à procéder à ses propres tests sur place durant cette période de la mi février à avril.

À cet effet, il s'agit d'approuver la convention jointe à la présente, qui établit les engagements de la SDC en lien avec son projet de mise au test de la structure aérienne de l'oeuvre « La Tête dans les Nuages » et d'octroyer un soutien financier de 75 000 $ pour permettre à la SDC de réaliser ces tests. Ce projet, un pré requis à l'émission des permis pour son installation sur rue par ailleurs conforme aux modalités du Programme de soutien financier au développement économique commercial et admissible à son volet 2, Soutien à l'animation, à la promotion, à la mise en valeur ou au développement commercial pour son lien avec l'image de marque (branding) du Village.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240329 - 3 juillet 2019 : Autoriser une affectation de surplus et approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 », avec la Société de développement commercial du Village, incluant une contribution de 365 090 $, avec la Société de développement commercial du Quartier latin, incluant une contribution de 100 000,00 $ et avec Montréal en Fêtes, incluant une contribution de 50 000 $, pour une contribution totale de 515 090,00 $;
CA19 240128 - 12 mars 2019 : Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 2019 au jeudi 26 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances ;

CA18 240152 - 10 avril 2018 : Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder à même le budget de fonctionnement, une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018 ;

CA12 240222 - 8 mai 2012 : Autoriser une affectation de surplus de 159 500 $, approuver la convention, du 17 mai au 3 septembre 2012, avec la Société de développement commercial du Village dans le cadre de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est, et accorder une contribution de 159 500 $.

DESCRIPTION

En lien avec sa mission, la Société de développement commercial du Village mise sur l'ambiance, l'art, un éclairage et un mobilier urbain adapté et une programmation événementielle pour promouvoir le Village et en faire une destination ludique et touristique. L'arrivée de l'installation « Les boules roses », en 2012 a créé 'une ambiance urbaine unique et fortement distinctive par rapport à toute autres initiative de piétonnisation à Montréal et au Québec. Devenue une action phare de la SDC pour stimuler l'achalandage et ainsi, favoriser les retombées chez ses membres et stimuler l'activité économique de Ville-Marie, l'installation de la canopée urbaine qui accompagne l'événement saisonnsier Aires libres est devenue un incontournable.
Ayant atteint la fin de sa vie utile, l'oeuvre conçue de boules et nommée « Les 18 nuances de gai » depuis 2018 sera prochainement remplacée par une nouvelle oeuvre appelée « La Tête dans les nuages » Cette installation artistique, conçue par les firmes d'architecture de paysage québécoise et new-yorkaise Collectif Escargo et WXY Studio, imaginée pour se déployer entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est composée d'éléments nouveaux devant former une nuée multicolore qui serpente, danse et défile, selon six modulations différentes aux textures et aux éclats variés devant susciter la curiosité du promeneur sur plus d'un kilomètre.

Du fait que cette installation est conçue pour être en constant mouvement et changeante sa relation avec le vent, la pluie, la lumière du jour et que l'éclairage de nuit doit lui permettre

de scintiller, son comportement nécessite d'être mis à l'épreuve et mis au test à l'extérieur avant de pouvoir être transportée sur le domaine public.

À cette fin, les composantes « La Tête dans les Nuages » seront installées dans un espace ouvert, non fréquenté et où les observations et l'ensemble des tests nécessaires à garantir la sécurité et la durabilité des matériaux sur la période de vie utile espérée pourront être faits. Les équipes du SIM, du SPVM, des Travaux publics et de tout autre partenaire seront invités à procéder à cette inspection et à faire leurs recommandations aux équipes techniques, à la SDC et à l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi près de 10 M$ en appui à divers projets de portée économique, ce qui démontre l'attrait qu'il exerce et à quel point les initiatives de ses partenaires tels la SDC du Village contribuent au rayonnement de Montréal. Le projet de remplacement de la canopée du Village faisant déjà l'objet d'attentes élevées, la mise aux tests des composantes devant constituer la prochaine structure aérienne de la rue Sainte-Catherine Est est une condition importante pour assurer la sécurité des passants, des usagers et la quiétude à l'égard du projet de remplacement des « Boules ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modalités du soutien financier sont précisées dans le projet convention joint à la présente. Exceptionnellement, la somme globale de 75 000 $ sera versée à la SDC du Village pour assurer l'ensemble du projet d'un bloc. En contrepartie, celle-ci sera tenue de fournir les factures et toute pièce justificative èa la fin de l'Exercice. Des ajustements seront prévus.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les tests sur les matériaux de la canopée sont amorcés depuis le début du mois de février.
La construction de la maquette en format réel est prévue s'ériger au cours de mois de février et l'observation se poursuivra jusqu'au printemps.
Date de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine : à confirmer
Montage financier et sources de financement privé et public : en cours d'élaboration
Déploiement de « La Tête dans les nuages » printemps 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Résumé				
Dossier # : **1200318001**	Date de création : **20/01/27**	Date d'endossement : **20/01/30**	Date de ficelage : **20/02/04**	Statut : **Ficelé**

Date d'approbation du Directeur de direction : Date d'approbation du Directeur de service:		
Unité administrative : **Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction**		
Catégorie : **Affaires contractuelles** Sous-catégorie: **Subvention - Contribution financière**		
Niveau décisionnel : **Conseil d'arrondissement** Séance visée : **20/03/10**		
Charte montréalaise des droits et responsabilités : **Ne s'applique pas**		
Projet : **-**		
Objet : **Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel**		
Responsable : **Denis COLLERETTE**	Endosseur : **Jean-François MORIN**	Signataire : **Marc LABELLE**
Directeur de direction :	Directeur de service :	
Inscription au CA :	Inscription au CE :	Inscription au CM :
Pièces		

Identification	**Numéro de dossier :** 1200318001	
Unité administrative responsable	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction	
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement	
Charte montréalaise des droits et responsabilités	Ne s'applique pas	
Projet	-	
Objet	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel	

Information complémentaire

Territoire concerné	**Arrondissement(s)** Ville-Marie		**District(s)** Saint-Jacques
Catégorie	Affaires contractuelles	**Sous-catégorie**	Subvention - Contribution financière

Information sur les contrats
Champ obligatoire dans la catégorie "Affaires contractuelles.

Cocontractant(s)	**Montant(s)**
Société de développement commercial du Quartier latin	35 000 $
Société de développement commercial du Village	35 000 $

Échéancier initial de réalisation du projet
Champs obligatoires pour la catégorie « Affaires contractuelles » et les sous-catégories « Immeuble - Location, Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels, Contrat de construction, Contrat de services professionnels et Entente ». Inscrivez les dates prévues de début et de fin du projet.

Début: 2020-01-01 **Fin:** 2020-12-31

Calendrier d'inscription projeté

Niveau décisionnel	Séance visée	Date de tombée	Ficelé le
Conseil d'arrondissement	2020-03-10 18:30	2020-03-02 12:00	2020-02-04
Comité exécutif			
Conseil municipal			
Conseil d'agglomération			

Contenu

Contexte

À sa séance du 25 août 2003, le conseil municipal a adopté (CM03-0623) un règlement intérieur déléguant aux conseils d'arrondissement les compétences du conseil en matière de sociétés de développement commercial (SDC). Le 7e alinéa de l'article 1 de ce règlement indique que le conseil de la ville délègue aux conseils d'arrondissement, entre autres pouvoirs, les pouvoirs réglementaires prévus à l'article 458.42 de la Loi des Cités et Villes en vue d'accorder des subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement.

Comme il le fait depuis l'adoption du Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (CA-24-034), en 2004, l'arrondissement de Ville-Marie a inscrit à son budget 2020 la somme nécessaire à l'aide financière appelée « subvention salariale » aux Sociétés de développement commercial dont les cotisations des membres sont égales ou inférieures à 875 000 $.

Il s'agit par la présente, d'autoriser cette subvention à laquelle sont admissibles les Sociétés de développement commercial du Village et du Quartier latin, les deux SDC ayant procédé à l'embauche de nouveau personnel au cours de l'année 2019.

Décision(s) antérieure(s)

CA19 240560 - 10 décembre 2019 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption ;

CA19 240558 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Adoption ;

CA19 240158 - 9 avril 2019 -Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 $ à la Société de développement commercial Quartier latin, afin de couvrir les dépenses relatives aux salaires et avantages accessoires du personnel des Sociétés de développement commercial.

Description

La subvention salariale à accorder en 2020, conformément aux dispositions du règlement modifié (CA-24-034) et conformément aux demandes formulées par les SDC s'établit à 35 000 $. Cette subvention doit exclusivement couvrir les dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire de la société de développement commercial bénéficiaire. Cette subvention ne peut être utilisée pour rémunérer ou pour être versée à des membres de la SDC, ni à des fins de recherche de personnel.

Justification

Les SDC Quartier latin et du Village ont déposé leurs prévision budgétaires annuelles en décembre 2019, tenu de leurs effectifs réduits par rapport aux grandes SDC, l'aide financière rendue disponible par cette subvention salariale contribue au maintien des services administratifs de qualité par les Sociétés de développement commercial du Village et du Quartier latin. Cette subvention contribue au dynamisme économique de secteurs commerciaux importants pour Ville-Marie.

Aspect(s) financier(s)

Un poste budgétaire qui inclut cette contribution financière à la Société de développement commercial du Village et à la Société de développement du Quartier latin est inscrit au budget 2020 de l'arrondissement.

Développement durable

s.o.

Impact(s) majeur(s)

s.o.

Opération(s) de communication

Aucune opération de communication n'est reliée à cette subvention.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Cette subvention sera versée intégralement suite à son approbation.

Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Validation

Intervenant et Sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)
Autre intervenant et Sens de l'intervention

Sélection des parties prenantes et avis de consultation du dossier

	Services
Lecture :	
Responsable du dossier Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique **Tél. :** 514-872-5603 **Télécop. :**	**Endossé par:** Jean-François MORIN Chef de division de l'urbanisme et du développement économique **Tél. :** 514 872-9545 **Télécop. :** 000-0000 **Date d'endossement :** 2020-01-30 14:20:23
Approbation du Directeur de direction **Tél. :** **Approuvé le :**	**Approbation du Directeur de service** **Tél. :** **Approuvé le :**

Numéro de dossier :1200318001

Accès au dossier

Sécurité - Autorisations d'accès

Auteurs : Denis COLLERETTE Jacinthe MEILLEUR Josée KENNY Nathalie DERET Nathalie N. SAVARD Geneviève LEDOUX Isabelle FORTIER Katerine ROWAN	**Liste de distribution :** Nathalie N. SAVARD Ahang KHALILI
Lecteurs : **Par défaut** _GDD_CreatDos_Greffe_Lect Jean-François MORIN Marc LABELLE Isabelle FORTIER Samba Oumar ALI [Acces_ODJ_CA_24] [Lect_Endos_Arr] 0101_Direction [Lect_AprDec_Rec]	**Autres** Samuel DION Josée KENNY Nathalie N. SAVARD Geneviève LEDOUX Jean-Philippe GAGNON Nathalie N HÉBERT Isabelle FORTIER Samba Oumar ALI Ahang KHALILI

Sélection des intervenants et transmission d'une demande d'intervention

Isabelle FORTIER	Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Historique

Cheminement du dossier

Endossement du sommaire décisionnel

Date d'endossement	Demande transmise le	Par	Endossement retiré le	Par
2020-01-30 14:20	2020-01-27 16:17	Denis COLLERETTE		

Transmission pour approbations

au Directeur de direction	Par	au Directeur de service	Par	

Parties prenantes

Informer le	Par	Partie prenante		

Interventions

Transmise ou réaffectée le	Par	Intervenant	Complétée le	
2020-01-30 15:23	Denis COLLERETTE	Isabelle FORTIER	2020/01/31	Msg

Commentaire intervention

Signature de la recommandation

Date de signature	Demande transmise le	Par	Signature retirée le	Par
2020-02-04 11:07	2020-02-03 14:02 2020-02-03 14:05 2020-02-03 15:01	Denis COLLERETTE Denis COLLERETTE Nathalie DERET		

Ficelage

Ficelé le	Par	Déficelé le	Par
2020-02-04 11:13	Nathalie DERET		

Inscription à l'ordre du jour

Niveau décisionnel	Séance du	Inscrit par	Le
Ordre du jour du CA			
Ordre du jour du CE			
Ordre du jour du CM			

Gestion des ordres du jour

Calendrier d'inscription

Niveau décisionnel	Séance visée	Date de tombée	Ficelé le
Conseil d'arrondissement	2020-03-10	2020-03-02 12:00	2020-02-04
Comité exécutif			
Conseil municipal			
Conseil d'agglomération			

Liste des modifications

Date Rev. Par
Création : 2020-01-27 16:01 Denis COLLERETTE
Modifications :_2020-02-04 11:16 12. Nathalie DERET
2020-02-04 11:13 11. Nathalie DERET
2020-02-04 10:53 10. Josée KENNY
2020-02-04 10:50 9. Josée KENNY
2020-02-03 17:01 8. Josée KENNY
** Seules les cinq dernières modifications sont affichées.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique
Tél : 514 872-9545
Approuvé le : 2020-02-07

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1200318002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 juillet 2020, avec la Société de développement commercial du Village, pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de la canopée « La Tête dans les Nuages 2020 et accorder une contribution de 75 000 $ à même le Programme de soutien financier au développement économique commercial, Volet 2.

Conv_Essais techniques_Canopée.docxAspect financier_GDD 1200318002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1200318002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 juillet 2020, avec la Société de développement commercial du Village, pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de la canopée « La Tête dans les Nuages 2020 et accorder une contribution de 75 000 $ à même le Programme de soutien financier au développement économique commercial, Volet 2.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1200318002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-07

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1211, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2L 2H1, agissant et représentée par monsieur Yannick Brouillette, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 2 avril 2019;

_____

No d'inscription TPS : 1210555656
No d'inscription TVQ : 1210555656

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour son projet *La Tête dans les nuages, une installation artistique de calibre international dans le Village* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation des tests de conception et de sécurité de divers éléments devant constituer la future structure aérienne de son projet *La Tête dans les nuages, une installation artistique de calibre international dans le Village*.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 ériger, sur un terrain vacant, une réplique grandeur nature de la structure aérienne à installer au-dessus de la rue Sainte-Catherine au printemps 2020, procéder à des tests de conception, de résistance et de sécurité, tel que décrit à l'**Annexe A,** jusqu'à la satisfaction du Service d'incendies de Montréal et de l'arrondissement**.** Toute modification du projet doit être soumise à l'approbation expresse de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 fournir, dès réception, toute facture et tout attestation de conformité reliée au projet financé par la présente convention ;

3.7 appliquer, durant ces tests, les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'**Annexe A**;

3.12 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au projet *La Tête dans les nuages, une installation artistique de calibre international dans le Village*;

3.13 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.14 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.15 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.16 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.17 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 juillet 2020.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de soixante quinze mille dollars (75 000$), payable en un seul versement, dans les meilleurs délais suivant la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement.

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

6.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Yannick Brouillette, directeur général
Société de développement commercial (SDC) du Village
1211, rue Sainte-Catherine Est
Montréal, (Québec) H2L 2H1

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de février 2020

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de février 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE

Par : _____
Yannick Brouillette, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1200318002, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 11 février 2020.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET «Aires Libres 2019»

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le budget : phase 1 / année 2020

1	**Conception artistique**				**220,000.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Cachet de conception artistique	1	200,000.00 $		200,000.00 $
	Droits de suite pour année 1 (frais récurents de 20 000$ annuellement pour les 5 années)	1	20,000.00 $		20,000.00 $
2	**Plan de construction - Plans, devis et estimé des coûts**				**158,750.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Développement des plans de construction et d'installation de la canopée	500	125.00 $	Hrs	62,500.00 $
	Honoraires de consultation ingénieur civil	50	125.00 $	Hrs	6,250.00 $
	Développement d'un budget détaillé de production et d'installation	80	125.00 $	Hrs	10,000.00 $
	Développement des plans de plantation (plantes et arbres)	80	125.00 $	Hrs	10,000.00 $
	Développement de toutes les fiches de spécifications techniques et devis nécessaires	60	125.00 $	Hrs	7,500.00 $
	Développement du plan d'éclairage	300	125.00 $	Hrs	37,500.00 $
	Honoraires de design pour ajustement du design et du concept en fonction des exigences techniques	200	125.00 $	Hrs	25,000.00 $
3	**Honoraires d'ingénierie en structure**				**125,000.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Honoraires d'ingénierie	1	125,000.00 $		125,000.00 $
4	**Développement de l'installation**				**82,500.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Ajustements dessins et plans Tel que construits	150	100.00 $	Hrs	15,000.00 $
	Archivage photographique du processus de construction et d'installation des l'éléments (objectif non commercial)	50	50.00 $	Hrs	2,500.00 $
	Fabrication d'échantillon et recherche de matériel	1	5,000.00 $		5,000.00 $
	Fabrication de maquette 1:1 et test de rupture et durabilité, en extérieur, chez Impact productions pour approbation SIM	1	60,000.00 $		60,000.00 $
5	**Coordination et meeting in-situ pour suivi**				**17,500.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Meetings virtuels	5	500.00 $	Piece	2,500.00 $
	Meetings in-situ avec Collectif Escargo et/ou Show Canada	10	500.00 $	Piece	5,000.00 $
	Meetings in-situ, frais de déplacements (WXY)	5	2,000.00 $	Piece	10,000.00 $
6	**Gestion de projet et dépenses administratives**				**60,000.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Dépenses administratives et honoraires de gestion de projet	1	60,000.00 $		60,000.00 $
7	**Assurances**				**5,000.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Assurances responsabilité annuelle spécifique à l'installation de 3 000 000$ / année 1 (frais récurents annuels)	1	5,000.00 $		5,000.00 $
8	**Fabrication des éléments décoratifs de la canopée**				**810,250.00 $**
	Canopée Fabrication des pendentifs (installation sur le système et la structure existante pour l'année 1)				**603,250.00 $**
		Quantité	Prix	Unité	
	Câbles principaux et quincaillerie	1,725	62.00 $	Unité	106,950.00 $
	Fabrication Pendentif "Eclat L" Matériel et main d'oeuvre. Livré assemblé sur câbles principaux	9,100	15.00 $	Unité	136,500.00 $
	Fabrication Pendentif "Goutte" Matériel et main d'oeuvre. Livré assemblé sur câbles principaux	9,100	9.00 $	Unité	81,900.00 $
	Fabrication Pendentifs Nuages - couleurs variées et découpé. Livré assemblé sur câbles principaux	9,100	4.00 $	Unité	36,400.00 $
	Assemblage des pendentifs sur les câbles (emballage et préparation pour installation)	1,725	140.00 $	Unité	241,500.00 $

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Extrait du procès-verbal du
Conseil d'administration de la SDC du Village,
tenu le 2 avril 2019

Résolution # **C.A. 020419-03**

Délégation de pouvoir au Directeur général auprès de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal

Proposition du président du Conseil d'administration de la SDC du Village, Monsieur Denis Brossard, appuyée par Philip Demers, vice-président de la SDC du Village.

Il est résolu à l'unanimité :

« de déléguer à Yannick Brouillette, en sa capacité de directeur général de la SDC du Village, le pouvoir de représenter la SDC du Village dans toutes transactions contractuelles concernant les demandes de subvention, auprès de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal.» (C.A. 020419-03)

Denis Brossard
Président

Philip Demers
Vice-président

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Soutien financier hors programme

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C
OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial (SDC) du Village	132227

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		75 000,00 $						**75 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	février	2020	Date de fin :	31	juillet	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 06 février 2020 15:59:31

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention, se terminant le 31 juillet 2020 avec la Société de développement commercial du Village pour la réalisation des tests de performance et de sécurité pour son projet «La Tête dans les Nuages» dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 2 ;

Accorder à cette fin, une contribution de 75 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 75 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		75 000,00 $

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 634114.
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2020-02-07**

Date et heure système : 07 février 2020 10:58:28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2020/02/11
18:30

(3)

Dossier # : 1208689001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $
- 3000 $ au Carrefour Saint-Eusèbe
- 2000 $ à l'Association Les Chemins du Soleil
- 3000 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc.
- 3000 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud
- 1000 $ au Club aquatique À Contre-Courant
- 3000 $ au Club optimiste St-Jacques de Montréal
- 2500 $ à l'Écomusée du Fier Monde
- 3000 $ à l'Organisation Radio-Dodo
- 3000 $ à Chez Émilie, Maison d'entraide populaire
- 300 $ à Fraîchement jeudi
- 804,84 $ à Transport 2000 (Trajectoire Québec)
- 3000 $ au Centre récréatif Poupart
- 500 $ au Jardin communautaire Ste-Marie
- 2500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

D'imputer cette dépense totale de 30 604,84 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-11 08:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208689001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Madame Maria Luis Monreal Carrefour Saint-Eusèbe 2349 rue de Rouen Montréal, Québec H2K 1L8 Téléphone : 514-525-5212	Ste-Marie
3 000 $	Monsieur François Bergeron Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud 2187 rue Larivière Montréal, Québec H2K 1P5 Téléphone : 514-521-0467	Ste-Marie
2000 $	Madame Caroline Houle Association Les Chemins du Soleil 1155, rue Alexandre-De-Sève Montréal, Qc H2L 2T7 Téléphone: 514-528-9991	Saint-Jacques
3000 $	Monsieur Michel Godin Association sportive et	Saint-Jacques

	communautaire Camillien-Houde inc. (ASCCS) 2022, rue de la Visitation Montréal, Québec H2L 3C7 Téléphone: 514-571-3678	
1000 $	Madame Audrey Laisney Club aquatique À Contre-Courant C.P. St-André B.P. 32021 Montréal, Québec H2L 4Y5 Téléphone: 514-990-2582	Saint-Jacques
3000 $	Monsieur Pierre Monette Club optimiste St-Jacques de Montréal 1750 rue Beaudry Montréal, Québec H2L 3E9 Téléphone: 514-527-2119	Saint-Jacques
804,84 $	Madame Gabrielle Guimond Transport 2000 (Trajectoire Québec) 50, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 430 Montréal, Québec H2X3V4 Téléphone: 514-932-8008	Saint-Jacques
3000 $	Madame Isabelle Noyon Chez Émilie, Maison d'entraide populaire 2106 rue Fullum Montréal, Québec H2K 3N7 Téléphone: 514-526-9652	Sainte-Marie
2500 $	Monsieur René Binette Écomusée du Fier Monde 2050 rue Atateken Montréal, Québec H2L 3L8 Téléphone: 514-528-8444	Saint-Jacques
3000 $	Madame Carole Daraiche Centre récréatif Poupart 2421 rue la Fontaine Montréal, Québec H2K 2A1 Téléphone : 514-524-7543	Sainte-Marie
500 $	Monsieur Bruno W Caron Jardin Communautaire Ste-Marie 2359 rue Logan Montréal, Québec H2K 2B4 Téléphone : 514-419-1665	Sainte-Marie
2500 $	Monsieur Yvon Deschamps Fondation Yvon Deschamps	Saint-Jacques

	Centre-Sud 2093 rue de la Visitation Montréal, Québec H2L 3C9 Téléphone : 514-522-6702	
300 $	Madame Marie Macé Fraîchement jeudi 4809 rue Saint-Urbain Montréal, Québec H2T 2W1 Téléphone: 514-560-3625	Hors arrondissement
3000 $	Madame Brigitte Alepin Organisation Radio-Dodo 2385 rue Sainte-Catherine Est Montréal, Québec H2K 2J5 Téléphone: 514-712-3331	Sainte-Marie

Totaux par district :
- Cabinet de la mairesse : 300 $
- Sainte-Marie :15 500 $
- Saint-Jacques : 14 804,84 $
- Peter-McGill : 0 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Eve BRASSARD
Chargée de secrétariat

Tél : 868-5531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208689001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208689001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-07

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208689001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 14

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Carrefour Saint-Eusèbe	134546
2.	Association Les Chemins du Soleil	133186
3.	Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc.	132951
4.	Corporation de développement communautaire Centre-Sud	152307
5.	Club aquatique À Contre-Courant	568740
6.	Club optimiste St-Jacques de Montréal	143167
7.	Écomusée du Fier Monde	119527
8.	Organisation Radio-Dodo	439911
9.	Chez Émilie, Maison d'entraide populaire	191300
10.	Fraîchement jeudi	À venir
11.	Transport 2000 (Trajectoire Québec)	144417
12.	Centre récréatif Poupart	119427
13.	Jardin communautaire Ste-Marie	134549
14.	Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud	360985

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		30 604.84 $						**30 604.84 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 0

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	11	février	2020	Date de fin :	11	février	2020

Formulaire complété par : Marie-Eve Brassard

Prénom, nom

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 11 FÉVRIER 2020		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Madame Maria Luis Montréal Carrefour Saint-Eusèbe 2349 rue de Rouen Montréal, Québec H2K 1L8 Téléphone : 514-525-5212	Poursuite de la mise en œuvre des activités et services de l'organisme adressés aux personnes aînées du quartier.	Ste-Marie
Madame Caroline Houle Association Les Chemins du Soleil 1155, rue Alexandre-De-Sève Montréal , Québec H2L 2T7 Téléphone : 514-528-9991	Service de loisirs lors du congé scolaire du 2 au 6 mars 2020. Programmation variée : sorties et plusieurs animations.	Saint-Jacques
Monsieur Michel Godin Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc. (ASCCS) 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-571-3678	Offrir des activités aux enfants de l'arrondissement comme le patinage artistique, un séjour à la campagne, cabane à sucre, etc	Saint-Jacques
Monsieur François Bergeron Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud 2187 rue Larivière Montréal, Québec H2K 1P5 Téléphone : 514-521-0467	Partenariat entre la SDC du Village et la CDC Centre-Sud autour d'un projet d'ethnographie pour le Village qui permettra d'approfondir la compréhension d'enjeux complexes.	Sainte-Marie
Madame Audrey Laisney Club aquatique À Contre-Courant C.P. St-André B.P. 32021 Montréal (Québec) H2L 4Y5 Téléphone : 514-990-2582	Location du bassin du complexe sportif Claude-Robillard et la location du matériel de compétition pour le championnat provincial des maîtres-nageurs, du 24 au 26 avril 2020.	Saint-Jacques
Monsieur Pierre Monette Club optimiste St-Jacques de Montréal 1750 rue Beaudry Montréal, Québec H2L3E9 Téléphone : 514-527-2119	Répondre adéquatement aux besoins des citoyens démunis de l'arrondissement.	Saint-Jacques
Monsieur René Binette Écomusée du Fier Monde 2050 rue Atateken	Pour l'encan annuel 2020, le principal événement bénéfice de l'Écomusée.	Saint-Jacques

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 11 FÉVRIER 2020		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Montréal, Québec H2L3L8 Téléphone : 514-528-8444		
Madame Brigitte Alepin Organisation Radio-Dodo 2385 rue Sainte-Catherine E. Montréal (Qc) H2K 2J5 Téléphone : 514-712-3331	Radio-Dodo est dédiée aux enfants victimes de brutalité, pauvreté ou de guerres, réfugiés ou issus de communautés marginalisées, qui ont besoin de réconfort pour s'endormir. Leur offre de s'évader dans un univers de musique.	Sainte-Marie
Madame Isabelle Noyon Chez Émilie, Maison d'entraide populaire 2106 rue Fullum Montréal, Québec H2K3N7 Téléphone : 514-526-9652	Financer le coût de gardiennage et des repas communautaires.	Sainte-Marie
Madame Marie Macé Fraîchement jeudi 4809 rue Saint-Urbain Montréal, Québec H2T 2W1 Téléphone : 514-560-3625	Pour l'organisation de la soirée célébrant le premier anniversaire de l'émission Fraîchement jeudi sur les ondes de Radio Centre-Ville – CINQ 102,3 FM. le 31 janvier au bar Le Cocktail pour la communauté LGBT+	Hors arr Plateau Mt Royal
Madame Gabrielle Guimond Transport 2000 (Trajectoire Québec) 50, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 430 Montréal, Québec H2X3V4 Téléphone : 514-932-8008	Déjeuner-bénéfice annuel qui rassemble les acteurs québécois importants des domaines de la mobilité, des affaires publiques, de l'énergie et de l'environnement.	Saint-Jacques
Madame Carole Daraiche Centre récréatif Poupart 2421 rue la Fontaine Montréal, Québec H2K 2A1 Téléphone : 514-524-7543	Maintenir les activités du camp de jour de la semaine de relâche du 2 au 6 mars 2020.	Saine-Marie
Madame Martine Bazinet Jardin Communautaire Ste-Marie 2359 rue Logan Montréal, Québec H2K 2B4	Réparer leur gazebo et acheter des vivaces.	Sainte-Marie

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 11 FÉVRIER 2020		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Téléphone : 514-419-1665		
Monsieur Yvon Deschamps Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud 2093 rue de la Visitation Montréal, Québec H2L 3C9 Téléphone : 514-522-6702	Soutenir leur levée de fonds qui aura lieu le mardi 12 mai 2020.	Saint-Jacques

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

Montréal, le 28 janvier 2020

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 2L8

Madame la Mairesse,

Dans le cadre de notre cinquième souper spectacle bénéfice «Yvon et ses amis», auquel l'arrondissement Ville-Marie était un fidèle partenaire l'an passé, je me permets de encore une fois cette année de **vous solliciter pour l'octroi d'un montant de 2 500 $** afin de soutenir notre levée de fonds qui aura lieu le mardi 12 mai 2020, au *Théâtre St-James* situé au cœur du vieux Montréal.

Encore une fois cette année, nous serons accompagnés sur scène par plusieurs de nos amis humoristes de renom, en plus d'avoir l'occasion de partager un souper trois services.

Cet événement-bénéfice répond à une cause qui nous tient tout particulièrement à cœur, soit d'amasser des fonds pour la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud, qui a pour principale mission de soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse. La persévérance et la réussite scolaire, l'accessibilité aux loisirs pour tous et la maturité scolaire des tout-petits sont des enjeux primordiaux pour la Fondation.

Cette année, la campagne majeure de financement est au cœur de nos priorités afin de nous aider à réaliser cet idéal que nous voulons atteindre : l'agrandissement du centre multifonctionnel et la pérennité des innombrables services qu'offre l'ASCCS aux milliers de jeunes qui en profitent plus de 200 000 fois par année.

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

De plus, nous profitons de la présente, pour vous inviter officiellement à titre d'invitée d'honneur de cet événement, votre présence se veut indispensable au succès de cette soirée. Nous inviterons également les conseillers municipaux de l'arrondissement Ville-Marie.

Nous souhaiterions obtenir une confirmation de votre présence dans les meilleurs délais, et ce, pour nous aider dans la planification et l'organisation de cette soirée.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les plus distingués et nous vous assurons de notre entière collaboration pour tous renseignements supplémentaires rendez-vous le site de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud ou communiquez avec nous par courriel à fondation@fydcs.ca.



Yvon Deschamps
Président d'honneur

c.c. Pierre Monette, directeur exécutif ASCCS
Tél. : 514 522-2033 pmonette@asccs.qc.ca

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 9 décembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la mairesse,

Par la présente, nous sollicitons l'appui de l'arrondissement de Ville-Marie à l'encan annuel 2020 de l'Écomusée du fier monde. Cet événement se tiendra le mardi 5 mai 2020. Notre demande est de l'ordre de 2 500 $, ce qui constitue le montant obtenu en 2019.

Votre appui est important et nous permet de continuer notre mandat de musée d'histoire et de musée citoyen. L'encan annuel est le principal événement bénéfice de l'Écomusée ; les sommes recueillies nous permettent de mieux servir le public et la communauté. Nous serons en mesure d'accorder à l'arrondissement une visibilité dans le catalogue de l'événement. Nous joignons une copie de la page du catalogue de l'an dernier.

Nous espérons pouvoir compter sur vous.
Je vous souhaite une bonne année et vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

René Binette, FAMC
Directeur de l'Écomusée du fier monde

cc- Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
Cathy Wong, conseillère du district Peter-McGill
Richard Ryan, conseiller désigné
Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée
Félix Gravel, Directeur de cabinet de la mairesse dans Ville-Marie

ENCAN BÉNÉFICE

AU PROFIT DE L'ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE



MARDI 7 MAI 2019

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE
2050, rue Amherst
Montréal H2L 3L8

Billet : 50 $
514 528-8444
ecomusee.qc.ca

VILLE-MARIE
CENTRE-VILLE



Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
District de Sainte-Marie
sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca



Richard Ryan
Conseiller de la Ville désigné
District du Mile-End
richard.ryan@ville.montreal.qc.ca



Robert Beaudry
Conseiller de la Ville
District de Saint-Jacques
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca



Cathy Wong
Conseillère de la Ville
District de Peter-McGill
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca



Anne-Marie Sigouin
Conseillère de la Ville désignée
District de Saint-Paul-Émard-
Saint-Henri Ouest
anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca



Valérie Plante
Mairesse de Montréal
et de Ville-Marie
mairesse@ville.montreal.qc.ca

Merci à l'Écomusée du fier monde
d'être le témoin privilégié de notre communauté.

Ville-Marie
Montréal

AMI DE LA JEUNESSE

CLUB OPTIMISTE ST-JACQUES DE MONTRÉAL

1750, rue Beaudry, Montréal, P.Q. H2L 3E9 • (514) 527-2119

Montréal, le 28 novembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement Ville-Marie
Ville de Montréal
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de Soutien financier pour 2020

Madame la Mairesse,

La présente a pour but de solliciter un octroi financier au montant de 3000.$ via votre fond de soutien aux élus pour l'année 2020, et ce au bénéfice des familles, des enfants défavorisés et des personnes des troisièmes âges de notre organisme.

Grâce à votre aide cela nous permettra de poursuivre notre travail et de répondre adéquatement au besoin des citoyens démunis de l'arrondissement.

Auprès des écoles nous favoriserons les programmes pour contrer le décrochage scolaire et organiserons les événements suivants : l'art de s'exprimer ainsi que la dicté. Nous réaliserons notre camp de jour estival, la sécurité sur roues, la sécurité aquatique, ainsi que la sécurité Halloween et plusieurs autres activités.

Auprès des personnes du troisième âge, nous ferons tout pour combattre l'isolement par des sorties, des repas communautaire, des jeux de société et du bénévolat.

Pour les familles et les enfants, nous organiserons comme l'an passé des séjours plein air estival et hivernal à la campagne. Nous tenons aussi à vous rappeler que nous desservons plus de trente-huit mille personnes annuellement

Nous vous remercions de votre aide indispensable. Nous demeurons à votre entière disposition pour toutes informations supplémentaires. Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos salutations et nos meilleurs sentiments.

Le Président,

Pierre Monette
514 522-2033

Cabinet des élus de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Club aquatique À Contre-Courant
C.P. St-André B.P. 32021
Montréal (Québec)
H2L 4Y5
Tél.: (514) 990-2582

Objet : Demande de contribution de 3 000$ et moins pour une activité ponctuelle

Chers élus,

Nous vous contactons aujourd'hui pour demander votre collaboration pour l'organisation du championnat provincial des maîtres-nageurs, qui aura lieu du 24 au 26 avril 2020. Cette compétition est organisée par le club À Contre-courant (ACC), le club des maîtres-nageurs de la communauté LGBTQ de Montréal.

La mission que s'est donnée ACC consiste à promouvoir le bien-être de ses membres par la pratique des activités aquatiques, à encourager l'estime de soi et l'affirmation des gais et lesbiennes, à favoriser la compréhension mutuelle et les échanges entre les individus et à contribuer au rayonnement de la communauté gaie et lesbienne.

Sans discrimination, le club À Contre-Courant donne la possibilité aux nageurs de tous niveaux de s'entraîner aussi bien pour le plaisir, pour garder la forme que pour participer aux compétitions régionales, provinciales et même nationales et internationales ! L'objectif du club est de proposer un milieu sportif ouvert et accueillant ou chacune et chacun peut s'épanouir en pratiquant son sport tout en développant son réseau social. Ainsi, notre club travaille pour le bien-être de ses membres, qu'il soit physique ou moral.

En plus de la pratique sportive, le club, qui s'entraîne dans l'Arrondissement de Ville-Marie, au CEGEP du Vieux-Montréal, est actif dans la communauté LGBTQ. Il est affilié à Équipe Montréal, le regroupement des équipes sportives gaies et lesbiennes de la région montréalaise, ainsi qu'à l'International Gay and Lesbian Aquatics (IGLA). Il participe tous les ans à la journée communautaire organisée dans le Village et organise un Nagethon afin de lever des fonds pour un organisme qui œuvre auprès des personnes vulnérables de la communauté.

Enfin, depuis 26 ans, À Contre-Courant est fier d'organiser La Coupe de Montréal, la plus grande compétition de maîtres-nageurs dans la région de Montréal, qui attire bon an mal an, quelque 350 athlètes.

En tant que commanditaire pour le championnat provincial des maîtres-nageurs, vous pourriez nous aider à organiser une rencontre mémorable et à faire rayonner Montréal grâce à l'affluence de nageurs de toutes les régions du Québec. Votre contribution financière de 3 000$ financera notamment la location du bassin du complexe sportif Claude-Robillard et la location du matériel de compétition (matériel informatique, système de chronométrage). En contrepartie, nous vous offrons de la visibilité dans le programme du championnat ainsi que sur le site Internet du club.

Cette compétition nationale est sanctionnée par Natation Canada. Il n'est pas rare de voir des records provinciaux et nationaux battus lors de cette rencontre.

L'appui de nos collaborateurs est primordial pour le succès de cette rencontre. Pour plus d'information sur nos plans de commandite, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Au plaisir de commencer une belle collaboration,

Audrey Laisney
Pour Le Club À Contre-Courant
a.laisney@qmail.com

Centre Récréatif Poupart
514 524-7543 • crpoupart.qc.ca

Montréal, le 29 Janvier 2020

Mme Valérie Plante
Mairesse de l'Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est,
19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de contribution financière de 3000$ afin de maintenir les activités du camp de jour de la semaine de relâche 2020 du Centre récréatif Poupart.

Mme Plante,

Le Centre récréatif Poupart accueille dans son milieu de vie la population du quartier Ste-Marie depuis 1979 à titre d'organisme communautaire de loisir desservant les familles issus de milieux plus défavorisés. Les activités de loisir offertes sont accessibles toute l'année auprès des O à 70 ans. Nous nous appliquons à valoriser les jeunes afin qu'ils ne recherchent pas de valorisation dans des méfaits de toutes sortes; à stimuler leur développement dès leur plus jeune âge avec des activités amusantes, instructives et de mise en forme; à les éloigner de la délinquance, des drogues et de tout ce qui dégénère en de graves problèmes sociaux. Nous aussi aidons les familles du quartier à assurer la sécurité de leur enfant par notre présence tout au long de l'année. Le loisir offert est axé sur la culture, les arts, le sport et le développement personnel et social et prend la forme d'un milieu de vie permettant d'offrir: jeux libres variés, animation, danse, informatique, basketball, camp de jour (relâche scolaire et estival) ou encore de la cuisine.

N'ayant pas encore de financement nous permettant d'offrir le camp de la relâche scolaire nous sollicitons votre soutien de maire d'arrondissement afin d'obtenir les $3000 nécessaire à la mise en place du camp de la relâche scolaire 2020 (du lundi 2 au vendredi 6 mars). Ce camp de jour s'adresse aux enfants et adolescents de 5 à 17 ans et permet d'organiser des activités dans la journée entre 9h et 21h afin d'éviter que ceux-ci se retrouvent seuls à la maison. Il soutient également les parents du quartier qui y voit une solution alternative à faible coût pour la garde de leurs enfants lors de cette période. Dans Sainte-Marie, pendant la relâche scolaire, un seul service de garde scolaire est ouvert laissant les parents avec très peu d'option.

Nous vous remercions de l'attention portée à notre demande. Dans l'espoir d'une réponse favorable veuillez recevoir Mme Plante, nos salutations distinguées.



Carole Daraiche, Directrice Générale

Montréal, le 8 janvier 2020

Marc Labelle,
Directeur de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande d'une contribution de 5000$ à une démarche d'ethnographie pour le Village

Bonjour Monsieur Labelle,

Il y a un an est née une démarche de concertation autour de l'Avenir du Village. Cette démarche réunie un grand nombre d'acteurs issus de secteurs diversifiés, tels que l'arrondissement (développement social, direction de l'aménagement, urbanisme et service aux entreprises), les acteurs du milieu culturel et artistique, la SDC du Village, des organismes communautaires du Village, les attaché.e.s politiques des différents paliers gouvernementaux, les tables de concertation de quartier (Centre-Sud et Faubourg Saint-Laurent), le SPVM, bref, tous les acteurs qui œuvrent dans le Village et qui ont son bien-être et sa vitalité à cœur.

Le cœur de cette démarche consiste à permettre aux différents secteurs, qui ont tous des intérêts et des visions différentes de ce que représente le Village, de pouvoir échanger, partager leurs préoccupations, leurs satisfactions, leurs idées dans le but de travailler de façon transversale à la prospérité du Village.

Suite à la création d'un portrait statistique du Village à l'automne 2018, le Comité sur l'avenir du Village réalise qu'il manque des données de fond pour pouvoir agir sur des enjeux, notamment la cohabitation et le développement socio-économique du secteur. De ce constat est née l'idée d'un partenariat entre la SDC du Village et la CDC Centre-Sud autour d'un projet d'ethnographie qui permettra d'approfondir la compréhension d'enjeux qui sont particulièrement complexes. En unissant leurs forces, leurs différentes perspectives et expertises, la SDC du Village et de la CDC Centre-Sud pensent pouvoir agir de façon plus cohérente sur le développement socio-économique de ce secteur, qui est hautement symbolique pour la population de l'arrondissement de Ville-Marie.

L'approche ethnographique consiste en l'utilisation d'une variété de techniques de collecte de données, dont le choix dépend du contexte, du profil des répondant.es et du type d'information recherchée. Les méthodes les plus communément employées sont les entretiens semi-dirigés, l'observation participante, les conversations formelles/informelles et le journal de terrain.

En favorisant une implication et une interaction constante sur une période de temps relativement longue, un projet de recherche ethnographique permet de se familiariser en profondeur avec les comportements, les convictions, les habitudes, les préoccupations et la « vision du monde » des personnes ciblées. Les résultats ainsi obtenus sont riches et complexes, et permettent de comprendre des situations que les méthodes quantitatives ne peuvent que survoler.

Une offre de service a été approuvée par la SDC du Village en novembre dernier. En effet, cette dernière a retenu les services de la firme HUMAIN HUMAIN, qui est une firme de consultation spécialisée en ethnographie qui réalise des portraits sociaux qui révèlent la complexité des réalités humaines. Par des méthodologies éprouvées et sensibles, la firme dresse un état des lieux en profondeur qui offre les clés de compréhension indispensables à la mise eu œuvre de projets bien enracinés dans les réalités de leur milieu.

La démarche ethnographique a déjà débuté et s'étendra jusqu'au mois d'avril 2020. Plusieurs réunions de travail sont déjà prévues en janvier et février afin d'orienter les travaux suite aux entrevues qui sont effectuées auprès de personnes clés du Village : résident.e.s, commerçant.e.s, populations LGBTQ+ et populations marginalisées du secteur. Les données finales seront détaillées et très précieuses, autant pour la planification stratégique de la SDC que pour l'avancement des travaux du Comité sur l'avenir du Village ainsi que le développement d'un espace communautaire LGBTQ+. La présentation des résultats de la démarche ethnographique viendra nourrir les travaux futurs du Comité sur l'avenir du Village.

Comme vous le savez, le secteur est à l'aube de transformations physiques et sociales majeures, avec le développement de grands sites tels que Radio-Canada, les portes Sainte-Marie et la brasserie Molson. Nous croyons qu'il est absolument nécessaire d'agir maintenant pour préserver et développer notre Village, afin qu'il réponde aux besoins des populations qui l'habitent, le fréquentent et le font vivre.

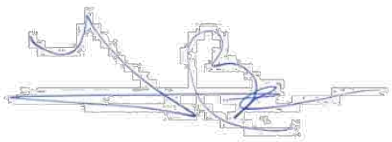
L'arrondissement est un partenaire essentiel dans les travaux entourant l'avenir du Village, et particulièrement la Division des sports, des loisirs et du développement social qui continue de prendre part aux rencontres du comité sur l'avenir du Village dans le cadre de son nouveau Plan de développement social, ainsi que la Division de l'aménagement urbain et de la mobilité qui participe également aux travaux du comité, faisant le lien avec le Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs.

Le détail des coûts de la démarche d'ethnographie :

- Récoltes des données (entrevues) = 20 403$
- Analyse des données (processus itératif et rapport) = 20 403$
- Total 40 806$

La SDC du Village et la CDC Centre-Sud se sont déjà engagées à contribuer respectivement. Une contribution financière de l'Arrondissement, via la Programme d'aide au développement économique commercial, a été reçue. Le bureau de la députée Manon Massé nous a également confirmé qu'il contribuerait. Ainsi, nous aimerions savoir si l'arrondissement de Ville-Marie, Division des sports, loisirs et du développement social serait disposé à offrir une contribution de 5000$, afin de couvrir une partie supplémentaire des coûts engendrés par cette démarche.

En espérant une réponse favorable de votre part, nous vous remercions de la considération que vous porterez à notre demande et vous prions de recevoir nos salutations distinguées.



François Bergeron
Directeur
CDC Centre-Sud



Yannick Brouillette
Directeur général
SDC du Village

carrefour
st-eusèbe

2349, rue De Rouen Montréal Qc H2K 1L8 • 514-525-5212 • carrefoureusebe@bellnet.ca

Montréal, le 02 décembre 2019

Monsieur Felix Gravel
Directeur de cabinet de l'arrondissement de Ville-Marie pour la Mairesse de Montréal Valérie Plante

Monsieur Gravel,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir la demande de contribution financière adressée à Mme Valérie Plante, Mairesse de Montréal et aux élus de l'arrondissement Ville Marie.

Au nom du Carrefour Saint-Eusèbe, je tiens à vous remercier à l'avance pour votre soutien à la mission de notre organisme.

Je profite de l'occasion pour vous souhaiter des joyeuses fêtes et nos meilleurs vœux pour l'année 2020.

Maria-Luisa Monreal

Maria-Luisa Monreal
Directrice générale

carrefour st-eusèbe

2349, rue De Rouen Montréal Qc H2K 1L8 • 514-525-5212 • carrefoureusebe@bellnet.ca

Demande de contribution financière présentée à Mme. Valérie Plante
Mairesse de Montréal et Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie
— 27 novembre 2019—

Le Carrefour Saint Eusèbe

Le Carrefour Saint-Eusèbe est un organisme communautaire, œuvrant auprès des 50 ans et plus, qui vise à améliorer la qualité de vie et le maintien dans la communauté des aînés du quartier Sainte-Marie et de ses alentours. Depuis mai 2019, Carrefour Saint-Eusèbe déploie ses interventions dans le quartier Centre-Sud.

Fort d'une expérience de plus de 30 ans d'intervention auprès des personnes aînées, l'organisme a développé une expertise solide en matière de soutien aux aînés en situation de vulnérabilité et de renforcement de leur participation sociale. En tant qu'organisme communautaire enraciné dans le milieu, il possède une connaissance approfondie des besoins des personnes aînées et dispose de la capacité pour y répondre. Agissant en concertation avec d'autres intervenants du milieu, le Carrefour Saint-Eusèbe cherche maximiser l'impact de ses actions auprès des personnes aînées.

Le profil du quartier

D'après le Portrait des aînés de l'île de Montréal 2017, on assiste à un vieillissement accéléré de la population. Ce vieillissement a un visage principalement féminin. Avant 75 ans la quasi-totalité des aînés vivent en ménage privé et un aîné sur trois vit seul à Montréal. Le Portrait des aînés de l'île de Montréal 2017 sonne l'alarme sur le fait qu'une importante proportion des personnes aînées vivant à Montréal (24%), déclarent compter sur un soutien social insuffisant. Sur le territoire desservi par le Carrefour Saint-Eusèbe (territoire de l'arrondissement Ville-Marie) on observe une prévalence des facteurs de risque d'isolement social des aînés.

Le quartier Centre-Sud compte une population d'environ 32 255 résidants. Les personnes de 65 ns et plus, forment le 11,4% de la population du quartier. Selon les dernières informations disponibles, 59 % des aînées habitent seuls (36,1% à Montréal) et plus du tiers vivent sous le seuil du faible revenu. Les aînés à faible revenu consacrent, dans la plupart des cas 60 % de leur budget mensuel à la nourriture et au logement. S'agissant des dépenses récurrentes de médicaments, transport, électricité, vêtements, etc., ils ont des choix difficiles à faire.

La problématique des personnes aînées

Le taux de prévalence des problèmes de santé de longue durée augmente avec l'allongement de l'espérance de vie. Il en résulte une importante perte d'autonomie. L'isolement social compte aussi parmi les plus importantes causes de vulnérabilité et de fragilité chez les personnes âgées. Les aînés voient leurs réseaux sociaux se rétrécir, ce qui entraine une perte de soutien social et un sentiment d'être oublié. Vivre seul, être limité dans ses activités, avoir de faibles revenus ou être privé d'un réseau social informel solide constituent autant de facteurs de vulnérabilité, de fragilité et non-reconnaissance de leurs droits.

Les personnes aînées en situation de vulnérabilité ont besoin de socialisation communautaire et de retrouver une confiance en eux-mêmes et envers d'autres personnes. Ils ont besoin d'être informés sur leurs droits et de connaître les ressources du milieu. La construction ou la reconstruction d'un réseau social (formel et informel) est un besoin important des aînés pour réduire leur vulnérabilité et favoriser leur participation sociale en tant que citoyens à part entière.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, beaucoup de personnes aînées en situation de vulnérabilité ne mangent pas convenablement en raison de leur faible revenu, de leurs problèmes de santé, de leur perte d'autonomie, de la faible disponibilité d'aliments de qualité dans le quartier à des prix abordables, de leur méconnaissance des ressources existantes, etc. Cette situation s'aggrave durant la période automne-hiver. Les personnes aînées nécessitent des services d'alimentation adaptés et de qualité, axés sur leurs besoins, combinant l'accès à un repas chaud et des contacts personnalisés, et permettant de tisser des liens, briser l'isolement et diminuer leur vulnérabilité.

Description sommaire du projet

Au cours des dernières années nous avons constaté une augmentation significative du nombre de demandes pour des services communautaires qui visent le maintien des aînés dans la communauté. La demande plus forte est pour des services alimentaires dans le cadre de la popote roulante, pour l'accompagnement aux rendez-vous médicaux ainsi que pour l'accompagnement aux emplettes et des déplacements de première nécessité dans le quartier (aller à la banque, faire des achats, aller vers un service, etc.)

Le projet contribuera au maintien des aînés dans la communauté, par :

a) l'amélioration de la sécurité alimentaire des personnes aînées du quartier Centre-Sud, par leur accès à la popote roulante
b) la promotion de la socialisation chez les personnes aînées, en leur permettant de tisser des liens avec leur milieu et de mieux protéger leurs droits.
c) L'augmentation de l'offre de services d'accompagnement médical et d'accompagnement aux emplettes.

Le projet permettra aussi, d'améliorer le soutien aux aînés vulnérables par l'entremise de la ligne d'écoute pour aînés isolés ou en difficulté (ligne amitié).

Population cible

Ce projet s'adresse à toutes les personnes aînées du quartier. Le respect de la pluralité des vieillissements liés aux conditions socio-économiques est un principe directeur de notre action. Ce projet porte une attention particulière à la diversité des aînés dans le quartier. Cette diversité s'exprime par différences importantes au sein de la population aînée, sur les plans socio-économique, origine ethnoculturelle, orientation sexuelle, état de santé, niveau de vulnérabilité, etc.

Montant de la subvention demandée

La subvention demandée est de **4 500 $.** Cette activité nous permettra de poursuivre la mise en œuvre de nos activités et nos services adressés aux personnes aînées du quartier. Le Carrefour Saint-Eusèbe reçoit actuellement un financement de base en vertu duquel il dispose d'une employée spécialisée en intervention de milieu, auprès des personnes aînées.

La contribution financière de Madame Valérie Plante, Mairesse de Montréal et Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie, sera affectée en totalité aux services directs aux aînés.

Visibilité et promotion

Le Carrefour Saint-Eusèbe veillera à ce que l'information sur ce financement soit mentionnée dans ses publications et lors des activités publiques liées au projet.

Durée du projet

Les activités du projet se réaliseront entre les mois de janvier et décembre 2020.

Maria-Luisa Monreal
Directrice générale

Association sportive et communautaire
Camillien-Houde inc.

2022, rue de la Visitation, Montréal (Québec) H2L 3C7 • Tél.: (514) 596-0953 • Fax: (514) 522-6702

Montréal, le 28 novembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 2L8

Objet : Demande de Soutien financier pour 2020

Madame la Mairesse,

Par la présente, notre association aimerait solliciter un appui de 3000.$ pour l'année 2020 auprès de notre arrondissement et ce, pour le bon fonctionnement des activités de notre organisme.

Comme vous le savez, nous desservons une clientèle démunie et nous cherchons à offrir des activités à plusieurs centaines d'enfants et d'adolescents âgés de 4 à 17 ans de l'Arrondissement ainsi que de leur donner une occasion de vivre des expériences de vie qu'ils n'auraient pas l'opportunité de découvrir autrement.

En plus du Club de patinage artistique, l'Association tient plusieurs activités à caractère communautaire au bénéfice des enfants et des familles de l'arrondissement, tel que le Club de vacances estival, le séjour plein air à la campagne, la sécurité Halloween, la Cabane à sucre et plusieurs autres activités.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous demeurons à votre entière disposition pour toutes informations complémentaires. Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le Président0.

Michel Godin
Tél. : 514-571-3678

Association
Les Chemins du Soleil

Montréal, le 17 janvier 2020

Monsieur Félix Gravel
Direction de cabinet de la Mairesse
800 boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Objet : Demande d'aide financière – Semaine de la relâche 2020

Madame Plante,
Monsieur Beaudry,
Madame Mauzerolle,
Madame Wong,

L'Association Les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie de Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Dans l'objectif de répondre aux besoins des familles que nous desservons. Nous offrirons encore cette année, un service de loisir lors du congé scolaire du 2 au 6 mars 2020. Nous recevrons donc les enfants inscrits aux Chemins toute la semaine de 9h à 16h. Dans le même format que le camp de jour, les enfants auront une programmation variée : sorties (glissades sur tubes, maison des enfants et autres), ainsi que plusieurs animations (sports, activités culturelles et plusieurs autres)

Les prévisions budgétaires sont d'environ 5000$ pour ce service (salaires et coûts des activités). Puisque la situation économique des familles que nous desservons est difficile nous ne pouvons pas demander un prix élevé aux parents. Le tarif du camp est alors de 15$ par enfant et de 10$ par enfant supplémentaire de la même famille. Nous avons donc un manque à gagner important pour nous permettre de pouvoir offrir ce service. Nous aimerions donc faire appel à vous pour **une aide financière au montant de 2000$** afin de nous permettre de maintenir ce service.

En espérant un partenariat futur, accepter chers élus, nos plus salutations les plus sincères.

Caroline Houle

Caroline Houle
Assistante à l'administration

Association Les Chemins du Soleil
1155, rue Alexandre-DeSève, Montréal (Qc) H2L 2T7
514-528-9991
www.cheminsdusoleil.org

District Saint-Jacques Ville-Marie

Monsieur le Conseiller,

Nous connaissons votre sensibilité à l'égard des enjeux de la communauté LGBT.

Fraîchement Jeudi , première émission radio FM LGBT+ à Montréal qui se tient tous les jeudis de 21h30 à 22h30 à Radio Centre-ville, fête son premier anniversaire. Notre émission permet à la communauté d'aborder des sujets diversifiés les concernant au travers de chroniques sur la santé, le vieillissement, la sexologie, les arts et spectacle, les sports et loisirs, les finances, la politique, le mode de vie et les organismes, en utilisant des points de vue émergents, inclusifs et des invités à la fine pointe de ces sujets.

Depuis notre lancement, nous avons enregistré une cinquantaine d'émissions et accueilli des personnalités et organismes de renom, tels que la mairesse Julie Lemieux, la députée Ruba Ghazal, et Fugues magazine.

Nous serions heureux de vous compter parmi nous le vendredi 31 janvier 2020 pour la soirée de notre premier anniversaire, présenté par TD,
qui se tiendra au bar Le Cocktail, 1669 Rue Sainte-Catherine Est, avec l'ensemble de l'équipe, les chroniqueurs et des personnalités de la communauté LGBT qui nous ont soutenu.

Afin de nous aider à faire de notre premier anniversaire, un succès, je me permets de solliciter votre appui financier. Serait-il possible d'obtenir un montant de 200$ en échange duquel votre carte d'affaires sera projetée au Cocktail lors de notre soirée du 31 janvier ?

Merci à l'avance pour votre appui.
Au plaisir de vous compter parmi nous. Merci de nous confirmer votre présence avant le 20 janvier 2020.



--

Cordialement,

Victor Junior Roberge

Producteur de l'émission

Fraîchement jeudi, tous les jeudis, dès 21h30
Radio Centre-Ville - CINQ **102,3 FM**
+1-514-546-5823 | fraichementjeudi@gmail.com
NEQ : 1175094748

MAISON D'ENTRAIDE POPULAIRE

2106, rue Fullum, Montréal, Québec. H2K 3N7 Tel : (514) 526-9652

Montréal, le 3 décembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal, mairesse de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
H2L 4L8, Montréal (Québec)

Objet : demande de soutien financier pour permettre à des jeunes mamans de participer à des ateliers d'éducation populaire, facilitant l'inclusion et l'accessibilité aux services

Madame,

Dans le cadre de mission de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale, nous travaillons en intergénérationnel, multiculturel et multi-problématiques. Depuis deux ans nous offrons des ateliers de croissance personnelle à des femmes, dont les thèmes sont choisis en fonction des besoins du groupe. Ceci sont animés par deux intervenantes en travail social. Lors de ces rencontres, un groupe fermé de plus de vingt femmes échange et partage autour d'un repas communautaire, dans un climat sécuritaire et respectueux. Ces activités favorisent la prise de parole, l'augmentation de la confiance en soi et créé un réseau de solidarité et d'entraide. La cohésion de groupe s'articule autour d'animations lors desquelles la dynamique de groupe, la communication et l'inclusion de personnes marginalisées sont travaillées.

Afin que chacune puisse avoir le temps de s'exprimer, nous avons limité le nombre de participantes. Par contre, nous réalisons que plusieurs membres bénéficieraient de ces ateliers, pour briser leur isolement et développer leurs habilités sociales dans ce contexte d'apprentissage, avec une approche d'éducation populaire. Donc nous souhaitons ouvrir un autre groupe de discussions. Bien que le groupe actuel rassemble des femmes de 21 à 69 ans, il est difficilement accessible pour une partie de nos membres. En effet, la pauvreté touche tous nos membres mais particulièrement les mères monoparentales qui n'ont pas la possibilité financière ou le réseau pour faire garder leurs enfants afin de leur permettre de se joindre à ces ateliers. Une dizaine de mères nous a informés de cette difficulté qui les empêche de participer malgré leur grand intérêt. Dans une volonté d'accessibilité des services et d'inclusion, nous voulons adresser cet enjeu. De plus, nous avons un enjeu de local, le notre ne suffisant pas à la demande. Déjà les ateliers sont offerts dans les locaux de la CDC.

Dans l'effort collectif pour favoriser l'accessibilité et l'inclusion de ces femmes monoparentales de notre organisme, nous avons obtenu des ententes pour l'utilisation des locaux de la CDC pour les ateliers et de l'organisme Logis Phare pour l'utilisation d'une salle familiale pour garder les enfants. Ces deux locaux sont à proximité, ce qui facilite la gestion du temps et rassure les mamans. De notre côté, nous assumons les frais pour le matériel pédagogique et les ressources humaines. Nous sollicitons votre contribution financière pour financer le coût de gardiennage et des repas communautaires supplémentaires. Sachez qu'ainsi, non seulement vous contribué à aider les jeunes mamans mais aussi vous permettez à des adolescents une expérience de travail. Les gardiens sont formés gratuitement par notre organisme en sécurité urbaine, premiers soins 0-5 ans et planification d'activités ludiques par âge pour l'animation auprès de jeunes enfants.

Pour réaliser ce projet, nous sollicitons un montant de 3000$. Merci de l'attention que vous portez à notre demande. Dans l'attente d'une réponse, recevez madame, mes salutations les meilleures.

Noyon Isabelle

Isabelle Noyon, directrice de Chez Émilie

Montréal

Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca>

DEMANDE DE SUBVENTION

6 messages

Jardin Stemarie <jardin.ste.marie@gmail.com> 28 janvier 2020 à 16 h 45
À : sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca

Jardin communautaire Sainte - Marie

Madame Sophie Mauzeroile
Conseillère de la Ville / District Sainte - Marie

HEUREUSE ANNÉE 2020 !

Ainsi qu'à toute Votre Équipe !

Le Jardin Communautaire Sainte- Marie, situé au cœur de votre arrondissement, va bien.
Nous avons eu l'automne dernier et encore actuellement les rénovations que nous soiiicitions depuis piusieurs années. Et ce sera vraiment beau !
Pour ce faire, le jardin communautaire a été fermé dès le 15 septembre au lieu du 15 novembre dernier.

Comme nous le réclamions, nos bordures de jardinet ont été refaites, plus hautes et mieux espacées. Avec le temps, eiles étaient devenues pourries, dangereuses pour notre circuiation et la terre s'en échappait.
De pius la clôture, du côté rueile, a été refaite et la porte d'entrée dépiacée et agrandie ; son étroitesse empêchait trop souvent les camions de iivraison d'y entrer et de nous livrer ce qui est fourni par la Ville, soit : terre noire, compost, paiiis, etc ...
Et nous avons reçu de nouveaux bacs hors terre qui nous permettront au printemps d'accueiiiir pius de jardiniers.

Pour ce, nous avons dû faire quelques "sacrifices ", par exemple, retirer tous les plants vivaces, fleurs, piants et herbes aromatiques, de nos jardinets, souvent installés depuis pius de dix ans par nos jardiniers et les réinstaller temporairement dans des sacs géotextiles (smart pots).
Nous étions censés revenir le 15 novembre dernier, une fois les travaux compiétés, pour replanter le tout dans les plates - bandes et dans nos jardinets respectifs. Malheureusement, les travaux se sont proiongés plus tard que prévu. Et l'hiver rigoureux nous est tombé dessus dès novembre. Nous en avons donc été empêchés. Il y a très peu de chance que tous ces plants résistent à l'hiver dans nos "smart pots". Il faudra remplacer.
Depuis tout ce temps, des jardiniers avaient investi plusieurs dizaines de doiiars dans des piants vivaces.

De même, nous avons obtenu l'autorisation de la Viile de garder notre gazebo, offert il y a plusieurs années par un conseiiier municipal et que nous souhaitions conserver. C'est notre seul empiacement à l'ombre où nous pouvons nous rassembier et partager.
Il est en piteux état et il faudra investir pour le réparer.

Nous soiiicitons donc votre aide pour ces besoins qui nous permettront d'améliorer nos conditions de jardinage et ainsi contribuer à l'essor de l'agriculture urbaine.
Merci de votre attention et de votre encouragement.
Vous êtes les bienvenus en tout temps.

Le Comité du Jardin Sainte- Marie

Diane Prud'Homme

Martine Bazinet

Bruno W Caron

Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca> 29 janvier 2020 à 12 h 09
À : Jardin Stemarie <jardin.ste.marie@gmail.com>

Au nom du conseil d'administration de Trajectoire Québec, il me fait plaisir de vous inviter à participer à notre 15e Déjeuner-Bénéfice annuel. Sous le thème *Le transport collectif : générateur de développement*, nous recevrons Monsieur François Bonnardel, ministre des Transports du Québec et ministre responsable de la région de l'Estrie à titre de conférencier d'honneur. Notre événement se déroulera sous la présidence d'honneur de Monsieur Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Lundi 3 février 2020 de 11h30 à 14h00
Plaza Centre-Ville (EVO) à Montréal
777 boulevard Robert-Bourassa

Nous croyons que votre présence à notre événement-bénéfice sera un signal fort pour l'implication des professionnels dans des réseaux de transport de qualité et dans le développement d'une meilleure mobilité citoyenne.

Soyez assuré que nous serions honorés de votre présence. Vous trouverez sur notre site web le lien afin de compléter votre inscription. Pour de plus amples informations, nous vous invitons à contacter notre équipe au info@trajectoire.quebec ou par téléphone au (514) 932-8008.

En attendant, nous vous prions d'agréer l'hommage de nos salutations les plus cordiales.

Trajectoire Québec est une association qui intervient dans la représentation des citoyens et la promotion de leurs intérêts en matière de transport collectif partout au Québec. L'association soutient l'accès à des services de mobilité abordables, sécuritaires et de qualité, en plus de rassembler et de mobiliser citoyens, associations et corporations grâce à son expertise en mobilité citoyenne.

trajectoire
trajectoire.quebec

L'équipe de Trajectoire
514 932-8008 | 1 800 932-8211

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

2 plèces jointes

Ville-Marie Montréal **02632970.jpg**
3K

Ville-Marie Montréal **02632970.jpg**
3K

Montréal

Marie-Eve BRASSARD <marie-eve.brassard@montreal.ca>

Fwd: Radio-Dodo | IMPRÉVU ET BESOIN D'AIDE | Rencontre avec l'HON Louise Otis et Brigitte Alepin

2 messages

Sophie MAUZEROLLE <sophie.mauzerolle@montreal.ca> 3 février 2020 à 10 h 18
À : Marie-Eve BRASSARD <marie-eve.brassard@montreal.ca>

Demande de contribution

---------- Message transféré ---------
De : **Brigitte Alepin** <alepin.b@agorafiscalite.com>
Date : mar. 28 janv. 2020 à 06:43
Objet : Radio-Dodo | IMPRÉVU ET BESOIN D'AIDE | Rencontre avec l'HON Louise Otis et Brigitte Alepin
À : mairesse@ville.montreal.qc.ca <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
cc : <mariam.gagnon@ville.montreal.qc.ca>, <sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca>, <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>, <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>, <richard.ryan@ville.montreal.qc.ca>, <anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca>, <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>

Chère Madame La Mairesse de Montréal,

J'espère que vous allez bien et que l'année 2020 s'annonce excellente pour vous ! Encore une fois, merci énormément pour la contribution offerte pour la saison 2019 de Radio-Dodo. La saison 2020 est dédiée aux enfants-héros faisant face à des défis de santé. Les animatrices français/anglais/arabe sont donc de petites filles en rémission du cancer ou ayant eu des troubles physiques importants et l'équipe de Radio-Dodo travaille avec l'hôpital Sainte-Justine pour organiser les fêtes et distribuer des MP3 de Radio-Dodo aux enfants malades.

Nous ne pensions pas avoir à vous déranger Madame La mairesse pour l'année 2020 parce que nous nous apprêtions à encaisser cette semaine une somme exceptionnelle de 50 000 $ de Saputo, avec le patronage de la Commission Canadienne pour l'UNESCO. Toutefois, depuis le récent reportage portant sur Saputo, Radio-Dodo et la Commission Canadienne pour l'UNESCO se voient malheureusement contraintes à ne pas accepter cette somme d'argent. En conséquence, Radio-Dodo se retrouve dans une situation très précaire et pourrait devoir canceller sa saison 2020 si nous ne réussissons pas à trouver d'autres sources de financement d'ici la mi-février.

Votre aide est d'une importance cruciale à court terme et l'Honorable Louise Otis (cc), co-fondatrice de Radio-Dodo, et moi-même aimerions beaucoup vous rencontrer pour discuter de possibilités.

MERCI beaucoup de votre attention et mes vives salutations,

Brigitte

Brigitte Alepin 514-712-3331

www.brigittealepin.com

RADIO-DODO EN BREF : Radio-Dodo est dédiée à tous les enfants, avec une attention plus particulière à nos enfants-héros victimes de brutalité, de pauvreté ou de guerres, réfugiés ou issus de communautés marginalisées, qui ont grand besoin de mots d'amour et de réconfort pour s'endormir. Radio-Dodo leur offre de s'évader dans leur imaginaire et d'entrer dans un univers de musique, d'histoires et de mots d'amour. Radio-Dodo ambitionne de devenir la première Radio internationale dédiée aux enfants, pour la paix et l'amour. Les acquis et le succès de Radio-Dodo depuis sa création en 2017 témoignent de l'originalité de l'idée et de l'efficacité de l'équipe. Radio-Dodo est une Initiative patronnée par la Commission canadienne pour l'UNESCO, elle est récipiendaire de la Médaille de la paix des organisations YMCA et Radio-Dodo est maintenant diffusée sur des ondes hertziennes en Syrie, en Turquie, au Mali et au Cameroun et est accessible à tous les enfants de la Terre via Internet.

--

Sophie Mauzerolle
Conseillère de Ville - District de Sainte-Marie
Arrondissement de Ville-Marie
Conseillère associée à l'urbanisme et à la mobilité au comité exécutif
Présidente du CCU de Ville-Marie

800, boulevard De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone: 514 868-5167 (Ville-Marie)
Téléphone: 514-872-2215 (HDV)
Télécopie : 514 872-8347
sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Brigitte Alepin <alepin.b@agorafiscalite.com> 3 février 2020 à 11 h 06
À : "mairesse@ville.montreal.qc.ca" <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, felix.gravel@ville.montreal.qc.ca
Cc : mariam.gagnon@ville.montreal.qc.ca, sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca, robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca, ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca, richard.ryan@ville.montreal.qc.ca, anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca, cathy.wong@ville.montreal.qc.ca, marie-eve.brassard@montreal.ca

Bonjour Madame La Mairesse,

Suite à ma conversation téléphonique d'aujourd'hui avec Madame Marie-Ève Brassard, je vous informe que les Montréalais sont venus rapidement à la rescousse de Radio-Dodo et que **la somme que nous sollicitons par la présente est 5000$,** considérant ce que nous avons réussis à amasser durant les derniers jours.

La saison 2020 de Radio-Dodo est exceptionnelle et vous trouverez ci-joint le document de présentation de Radio-Dodo Saison2020.

MERCI énormément,

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208689001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation tel qu'inscrit au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 30 604,84 $:

- 3000 $ au Carrefour Saint-Eusèbe
- 2000 $ à l'Association Les Chemins du Soleil
- 3000 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc.
- 3000 $ à la Corporation de développement communautaire Centre-Sud
- 1000 $ au Club aquatique À Contre-Courant
- 3000 $ au Club optimiste St-Jacques de Montréal
- 2500 $ à l'Écomusée du Fier Monde
- 3000 $ à l'Organisation Radio-Dodo
- 3000 $ à Chez Émilie, Maison d'entraide populaire
- 300 $ à Fraîchement jeudi
- 804,84 $ à Transport 2000 (Trajectoire Québec)
- 3000 $ au Centre récréatif Poupart
- 500 $ au Jardin communautaire Ste-Marie
- 2500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 30 604,84 $

	Années antérieures	2020
Montant		30 604,84 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 30 604,84 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-02-07**

Date et heure système : 07 février 2020 15:48:23

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207128001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-29 12:06

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207128001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du Règlement 07-053, le conseil de la Ville subdélègue au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie l'entretien du parc du Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter la reddition de comptes relative à cette activité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1540- 3 octobre 2019- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel 2019 relatif aux dépenses pour l'entretien du parc du Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019.
CE19 0574- 4 avril 2019- Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

L'article 2 du règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement doit tenir une comptabilité distincte de façon à permettre un suivi complet des activités qui y sont reliées

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rapport annuel relatif aux dépenses d'entretien du parc du Mont-Royal pour la période au 1er janvier au 31 décembre 2019 est présenté en pièce jointe.
Les dépenses relatives à l'entretien du Parc du Mont-Royal pour l'année 2019 s'élèvent à 2 394 144 $, cela représente un déficit de 96 344 $ par rapport aux charges transférées de

l'agglomération pour cette activité déléguée.

Pour l'année 2018, c'est un déficit de 129 167 $ par rapport aux charges transférées de l'agglomération que l'Arrondissement a du absorber.

À la lumière de ces résultats, des représentations seront adressées aux instances concernées afin de réajuster la dotation consentie de l'agglomération à l'Arrondissement de Ville-Marie (charges transférées de l'agglomération) pour l'entretien du Parc du Mont-Royal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
Manon OUELLET, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-21

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207128001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Rapport annuel 2019 - Entretien du parc du Mont-Royal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

Ville-Marie Montréal

RAPPORT ANNUEL 2019

ENTRETIEN DU PARC DU MONT-ROYAL [1]

	2019			
	BUDGET ORIGINAL	BUDGET MODIFIÉ	RÉEL 31-12-2019	ÉCART
DÉPENSES				
CR 306118				
▸ Rémunération	1 449 000	1 414 858	1 477 714	(62 856)
▸ Charges sociales	461 500	461 500	432 473	29 027
Total CR 306118	**1 910 500**	**1 876 358**	**1 910 187**	**(33 829)**
CR 306119				
▸ Rémunération		-	-	-
▸ Charges sociales	-	-	-	-
Total CR 306119	**-**	**-**	**-**	**-**
Sous-Total - RÉMUNÉRATION	**1 910 500 $**	**1 876 358 $**	**1 910 187 $**	**(33 829) $**
CR 306118				
▸ Transport et communications	-	-	-	-
▸ Services professionnels, techniques et autres	21 400	40 598	38 060	2 538
▸ Location, entretien et réparation	68 600	56 802	54 638	2 164
▸ Biens non durables [2]	29 700	37 300	101 921	(64 621)
▸ Biens durables	-	15 000	17 596	(2 596)
▸ Autres objets de dépenses [2]	-	-	-	-
Total CR 306118	**119 700**	**149 700**	**212 215**	**(62 515)**
CR 306119				
▸ Transport et communications	-	-	-	-
▸ Services professionnels, techniques et autres	267 600	271 742	271 742	-
▸ Location, entretien et réparation	-	-	-	-
▸ Biens non durables	-	-	-	-
▸ Biens durables	-	-	-	-
Total CR 306119	**267 600**	**271 742**	**271 742**	**-**
Sous-total - AUTRES FAMILLES	**387 300 $**	**421 442 $**	**483 957 $**	**(62 515) $**
TOTAL	**2 297 800 $**	**2 297 800 $**	**2 394 144 $**	**(96 344) $**

1 - Les données de l'entretien du parc du Mont-Royal sont issues de la balance de vérification du centre de responsabilité (CR) 306118 et de celle de l'activité 07167 (exploitation des parcs et terrains de jeux) pour le CR 306119.

2- Lors de la préparation du budget original 2019, un ajout de 80 200 $ a été fait dans l'activité 03819 du 306118, cela a généré un écart du même montant entre le budget original et les charges transférées de l'agglomération (CR 306145). Le budget original présenté dans le tableau ci-dessus a été ajusté de façon à refléter le budget des charges transférées de l'agglomération.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er novembre au 31 décembre 2019

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er novembre au 31 décembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-29 15:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er novembre au 31 décembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er novembre au 31 décembre 2019.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1202701013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er novembre au 31 décembre 2019

Décisions déléguées - novembre 2019.pdf

K- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Novembre 2019.pdf

K- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Novembre 2019.pdf

L- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Décembre 2019.pdf

L- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Décembre 2019.pdf

Décisions déléguées - décembre 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Novembre 2019				1378
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines				4
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				3
2019-11-08 12:22:14	Juan Carlos	**2195204047**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé ayant le matricule 5589961, à la Division des Parcs et de l'Horticulture, pour une infraction commise le 14 mai 2019.	
Décision déléguée - DA195204047				
2019-11-08 12:21:33	Juan Carlos	**2195204046**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé ayant le matricule 595803, à la Division des Parcs et de l'Horticulture, pour une infraction commise le 27 avril 2019.	
Décision déléguée - DA195204046				
2019-11-08 12:21:00	Juan Carlos	**2195204045**	Imposer un avis disciplinaire au dossier de l'employé ayant le matricule 100079556, à la Division des Parcs et de l'Horticulture, pour une infraction commise le 22 mai 2019.	
Décision déléguée - DA195204045				
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-29 15:00:19	Marc LABELLE	**2196042010**	Autoriser la prolongation du poste temporaire Cadre de chef de division permis et inspections #75055 pour une durée d'une (1) année au sein de la Direction de l'Aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021.	
Décision déléguée - DA196042010				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme				7
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				7
2019-11-28 17:15:57	Sylvain VILLENE	**2197524066**	Approuver la délivrance du permis 3001601054 relativement à la transformation de la façade d'un immeuble situé au 1209-1211, boulevard Saint-Laurent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524066				
2019-11-20 19:07:28	Sylvain VILLENE	**2197176099**	Approuver la délivrance du permis 3001605570 relativement à l'agrandissement mixte de 3 étages, faisant face à la rue Montcalm, de l'immeuble situé au 1215, rue Ontario Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197176099				
2019-11-18 17:55:34	Sylvain VILLENE	**2197524065**	Approuver la délivrance du permis 3001457338 relativement à la modification des portes d'entrée d'un immeuble situé au 1470, rue Peel, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524065				
Décision déléguée - DB197176096				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-11-05 14:07:55	Sylvain VILLENE	**2197524064**	Approuver la délivrance des permis 3001431067 et 3001324859 relativement à la construction d'un immeuble résidentiel de 23 étages et comprenant 186 logements situé au 1471, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524064				
2019-11-05 14:00:10	Sylvain VILLENE	**2197524063**	Approuver la délivrance du certificat 3001632637 relativement à l'installation de 2 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 666, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524063				
2019-11-04 17:18:50	Sylvain VILLENE	**2197524062**	Approuver la délivrance du certificat 3001620494 relativement à l'installation de 7 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 1001, côte du Beaver Hall, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524062				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections				4
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-11-27 16:28:14	Sylvain VILLENE	**2194024001**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 179 173,59 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux intérieurs visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 338 667 - 3477 rue Drummond – demande de permis 3001652474.	
Décision déléguée - DB194024001				
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				3
2019-11-29 11:29:09	Sylvain VILLENE	**2195082026**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean Girard, arpenteur-géomètre, le 16 août 2019, minute: 19129, pour le remplacement des lots 1 425 116 et 1 729 409 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-41532 .	
Décision déléguée - D2195082026				
2019-11-29 11:27:48	Sylvain VILLENE	**2195082025**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Claude Simard, arpenteur-géomètre, le 25 juin 2019, minute: 22926, pour le remplacement du lot 2 161 237 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-41447.	
Décision déléguée - D2195082025				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-11-29 11:26:24	Sylvain VILLENE	**2195082024**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Christian Tessier, arpenteur-géomètre, le 20 juin 2019, minute: 3189, pour le remplacement du lot 4 640 339 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-41432.	
Décision déléguée - D2195082024				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections				4
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-11-20 12:23:13	Sylvain VILLENE	**2196313001**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 836 400 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot : 6 252 505 – demande de permis 3001431067).	
Décision déléguée - DB196313001				
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				3
2019-11-29 11:24:49	Sylvain VILLENE	**2195082019**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Mélanie Chaurette, arpenteur-géomètre, le 26 juin 2019, minute: 20926, pour le remplacement du lot 3 360 994 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 326 152, 6 326 153 et 6 326 154.	
Décision déléguée - D2195082019				
2019-11-29 11:24:07	Sylvain VILLENE	**2195082016**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Philippe Grondin, arpenteur-géomètre, le 22 mai 2019, minute: 8048, pour le remplacement du lot 1 425 207 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 320 295, 6 320 296 et 6 320 297.	
Décision déléguée - D2195082016				
2019-11-20 12:06:44	Sylvain VILLENE	**2195082020**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Louis Chénard, arpenteur-géomètre, le 27 septembre 2019, minute: 10259, pour le remplacement du lot 1 340 650 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-41546.	
Décision déléguée - D2195082020				
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques				1
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-11-27 15:38:01	Marc LABELLE	**2194673001**	Accorder un contrat de gré à gré à 2758-3848 QUÉBEC INC. (Norbec communication) au montant de 35 446,79$ (taxes incluses) pour l'acquisition et l'installation, d'un projecteur vidéo et d'un système pour malentendant pour la salle de spectacle de la Maison de la culture Janine-Sutto (installatio 8662), conformément aux soumissions recues.	
Décision déléguée - DA194673001				
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du				1
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-05 16:07:15	Marc LABELLE	**2194701001**	Accorder un contrat gré à gré à la firme Site Intégration Plus Inc. pour l'installation d'un système logistique de contrôle des accès par carte au Centre Jean-Claude- Malépart, pour un montant maximal de 37 050.64 $ (toutes taxes incluses)	
Décision déléguée - DA194701001				
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des				41
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-13 14:36:49	Marc LABELLE	**2197729347**	PROMOTION - FORCIER,HUGO Matricule: 100085169 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72391	
Décision déléguée - DA197729347				
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-05 09:26:03	Alain DUFRES	**2195204041**	DETITULARISATION - BOIVIN,MIKAEL Matricule: 100084430 A/C du: 2019-10-19 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000	
Décision déléguée - DA195204041				
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				20
2019-11-29 17:12:24	Maryse BOUCHA	**2197729364**	EMBAUCHE - GERMAIN,JEAN PENEL Matricule: 100265125 A/C du: 2019-11-27 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 72738	
Décision déléguée - DB197729364				
2019-11-29 12:50:06	Alain DUFRES	**2192944105**	REEMBAUCHE - PIGEON,ANGELA Matricule: 100135299 A/C du: 2019-11-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203	
Décision déléguée - DB192944105				
2019-11-25 12:07:20	Maryse BOUCHA	**2197729358**	DEPLACEMENT - TARDIF,NICOLAS Matricule: 100239836 A/C du: 2019-08-22 Titre d'emploi: AIDE-BIBLIOTHECAIRE No poste: 65097	
Décision déléguée - DB197729358				
2019-11-22 08:00:55	Alain DUFRES	**2197729354**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BOUA,IRENEE Matricule: 100072907 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203	
Décision déléguée - DB197729354				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-11-22 07:56:58	Alain DUFRES	**2197729355**	DEPLACEMENT - MERINEAU,PIERRE-YVES Matricule: 100216516 A/C du: 2019-11-23 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 75428
Décision déléguée - DB197729355			
2019-11-21 09:48:06	Maryse BOUCHA	**2197729351**	DEPLACEMENT - TOURI,ABDERRAHIM Matricule: 100070050 A/C du: 2019-11-18 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 72738
Décision déléguée - DB197729351			
2019-11-19 11:54:45	Alain DUFRES	**2192944101**	TITULARISATION - OOGATHOO,HANSLEY Matricule: 100071594 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944101			
2019-11-19 11:54:04	Alain DUFRES	**2192944102**	TITULARISATION - DE LADURANTAYE,ALAIN Matricule: 100072925 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944102			
2019-11-13 15:24:50	Sylvain VILLENE	**2197729349**	PROMOTION - MANOLESCU SIMA,AURELIA Matricule: 791920000 A/C du: 2019-11-16 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 80354
Décision déléguée - DB197729349			
2019-11-06 12:58:05	Alain DUFRES	**2192944100**	TITULARISATION - FORCIER,HUGO Matricule: 100085169 A/C du: 2019-11-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944100			
2019-11-05 13:52:19	Sylvain VILLENE	**2197729339**	DEPLACEMENT - LAUZON,DOMINIQUE Matricule: 018891020 A/C du: 2019-10-05 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 80736
Décision déléguée - DB197729339			
2019-11-05 08:50:49	Alain DUFRES	**2192944098**	PROMOTION - MARCHAND,EMILIE Matricule: 100036388 A/C du: 2019-11-23 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 64166
Décision déléguée - DB192944098			
2019-11-04 13:43:21	Alain DUFRES	**2197729343**	DEPLACEMENT - BERGERON,NORMAND Matricule: 100238314 A/C du: 2019-10-19 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 37735
Décision déléguée - DB197729343			
2019-11-04 13:43:03	Alain DUFRES	**2197729342**	DEPLACEMENT - FLOREA,NICOLAE Matricule: 100097508 A/C du: 2019-10-19 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 37733
Décision déléguée - DB197729342			
2019-11-04 13:40:30	Alain DUFRES	**2192944099**	TITULARISATION - MARCOTTY,JEFFREY Matricule: 100079561 A/C du: 2019-11-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944099			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-11-04 10:02:40	Maryse BOUCHA	**2197729344**	EMBAUCHE - LEVAC,SABRINA Matricule: 100263725 A/C du: 2019-11-01 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 65101
Décision déléguée - DB197729344			
2019-11-01 11:31:48	Maryse BOUCHA	**2197729337**	REEMBAUCHE - POTVIN,CATHERINE Matricule: 100245121 A/C du: 2019-10-29 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 65101
Décision déléguée - DB197729337			
2019-11-01 10:38:20	Alain DUFRES	**2192944096**	TITULARISATION - NDOMBASI,SILUNZOLA Matricule: 100044011 A/C du: 2019-11-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944096			
2019-11-01 10:05:07	Alain DUFRES	**2192944095**	TITULARISATION - LELIEVRE LAROCHELLE,FLORENCE Matricule: 100054053 A/C du: 2019-11-02 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944095			
2019-11-01 10:04:27	Alain DUFRES	**2192944097**	TITULARISATION - MONETTE,BENOIT Matricule: 100135259 A/C du: 2019-10-26 Titre d'emploi: ELAGUEUR(EUSE) No poste: 00000
Décision déléguée - DB192944097			
Article 10.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2019-11-04 13:42:04	Alain DUFRES	**2197729345**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - FLEURY,MARC Matricule: 739159000 A/C du: 2019-11-21 Titre d'emploi: CADRE (C/M) EN REAFFECTATION No poste: 77141
Décision déléguée - DA197729345			
2019-11-01 11:05:42	Alain DUFRES	**2195204043**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - GIRARD,MYRIAM Matricule: 100085154 A/C du: 2019-10-12 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
Décision déléguée - DA195204043			
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-11-21 09:47:27	Maryse BOUCHA	**2197729353**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - WATIER,NORMAND Matricule: 721872000 A/C du: 2019-11-15 Titre d'emploi: ANIMATEUR(TRICE) HORTICOLE No poste: 65109
Décision déléguée - DB197729353			
Article 14.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-11-01 11:35:11	Maryse BOUCHA	**2194196074**	CONTRAT ADHESION AU CONGE SS A TRAIT. DIFFERE - GAUTHIER,ANNIE Matricule: 742493000 A/C du: 2019-12-07 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE No poste: 26535
Décision déléguée - DB194196074			
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			14

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-11-29 11:50:45	Guylaine BRISSON	**2197729365**	PROMOTION - NUNEZ,JOSE ROBERTO Matricule: 100013132 A/C du: 2019-11-30 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80894
Décision déléguée - DA197729365			
2019-11-29 11:49:50	Guylaine BRISSON	**2197729367**	PROMOTION - PARRA LOAIZA,MELQUICEDEC Matricule: 100145013 A/C du: 2019-11-30 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80893
Décision déléguée - DA197729367			
2019-11-28 15:50:36	Guylaine BRISSON	**2197729363**	PROMOTION - BREVIL,GAEL Matricule: 100197894 A/C du: 2019-12-14 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80895
Décision déléguée - DA197729363			
2019-11-28 15:14:02	Guylaine BRISSON	**2197729362**	DEPLACEMENT - KOSSOH,ASSI PAMPHILE Matricule: 100039563 A/C du: 2019-12-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 00000
Décision déléguée - DA197729362			
2019-11-28 15:13:27	Guylaine BRISSON	**2197729361**	DEPLACEMENT - COURNOYER,FRANCOIS Matricule: 173198999 A/C du: 2019-12-11 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) ANALYSE - CONTROLE DE GESTION No poste: 62551
Décision déléguée - DA197729361			
2019-11-26 14:01:39	Guylaine BRISSON	**2197729352**	DEPLACEMENT - HERNANDEZ,SAMUEL Matricule: 100150995 A/C du: 2019-11-16 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 00000
Décision déléguée - DA197729352			
2019-11-25 14:45:39	Guylaine BRISSON	**2197729359**	EMBAUCHE - CHDID,JEAN-SIMON Matricule: 100261982 A/C du: 2019-12-11 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) ANALYSE - CONTROLE DE GESTION No poste: 76267
Décision déléguée - DA197729359			
2019-11-25 14:45:14	Guylaine BRISSON	**2197729357**	PROMOTION - COURTEAU,MAXIME Matricule: 100230200 A/C du: 2020-01-04 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 80549
Décision déléguée - DA197729357			
2019-11-25 14:44:51	Guylaine BRISSON	**2197729356**	PROMOTION - OLTEAN,LAURA OLIMPIA Matricule: 100138709 A/C du: 2019-12-07 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA GESTION DES CONTRATS No poste: 77012
Décision déléguée - DA197729356			
2019-11-13 16:04:29	Guylaine BRISSON	**2197729350**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - GAUTHIER,FLORIAN Matricule: 100129822 A/C du: 2019-11-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 00000
Décision déléguée - DA197729350			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-11-13 15:58:39	Guylaine BRISSON	**2197729348**	EMBAUCHE - BOUJU,NOLWENN Matricule: 100250896 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: AGENT DE PRÉVENTION - CONTRÔLE ANIMALIER No poste: 00000	
Décision déléguée - DA197729348				
2019-11-01 15:59:08	Guylaine BRISSON	**2197729341**	PROMOTION - DROUIN,MELANIE Matricule: 678197000 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 71836	
Décision déléguée - DA197729341				
2019-11-01 13:42:24	Brigitte GRANDM	**2197729340**	DEPLACEMENT - ROBERT,MARC-ANTOINE Matricule: 100009836 A/C du: 2019-11-23 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 00000	
Décision déléguée - DA197729340				
2019-11-01 11:13:15	Guylaine BRISSON	**2197729333**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - NUNEZ,JOSE ROBERTO Matricule: 100013132 A/C du: 2019-10-26 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80073	
Décision déléguée - DA197729333				
Article 17.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-08 16:32:27	Guylaine BRISSON	**2197729346**	CESSATION - CORBI,VALENTINA Matricule: 669715000 A/C du: 2019-10-25 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80186	
Décision déléguée - DA197729346				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public				1
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-11-13 10:50:10	Alain DUFRES	**2195353002**	Devancer au 13 novembre 2019, la fin de la période de restriction de stationnement pour le nettoyage des rues avec balai mécanique	
Décision déléguée - DB195353002				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers				1
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-20 12:07:25	Marc LABELLE	**2197448002**	Approuver la convention et accorder un contrat de 47 197,24 $ à Atelier Robitaille Thiffault pour des services professionnels visant la préparation et l'encadrement d'un concours de design en architecture de paysage et design urbain, pour le projet au Terrain 066 (appel d'offres sur invitation VMI-19-005, 1 seul soumissionnaire conforme/5 invitations) et autoriser une dépense totale de 51 916,96 $ (taxes incluses).	
Décision déléguée - DA197448002				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie				3
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-11-27 06:54:40	Alain DUFRES	**2195850009**	Imposer une suspension de deux (2) jours à un employé portant le numéro de matricule 100070502, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
		Décision déléguée - DB195850009		
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-11-13 17:36:59	Éric BELLEVI	**2196046013**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 005316040, de la Division de la Voirie de la division des travaux publics.	
		Décision déléguée - DB196046013		
Article 20.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-27 18:04:05	Marc LABELLE	**2194735001**	Autoriser une dépense de 69 303,02$ $ à la firme EXP pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de reconstruction de trottoirs dans les rues Wellington, King et des Soeurs Grises dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 76 233,32$ taxes et contingences incluses.	
		Décision déléguée - DA194735001		
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture				1
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-11-18 11:48:24	Marc LABELLE	**2196071003**	Accorder un contrat à les Serres Y. G. Pinsonneault inc. pour un montant de 85 988,63 $ taxes incluses pour la fourniture des fleurs annuelles 2020 pour l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres sur invitation 19-17925 lot 2 - 2 soumissionnaires)	
		Décision déléguée - DA196071003		

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
9372-6941 QUEBEC INC.	1383672	29-NOV. -2019	Table a feu Napoleon Victorian bronze/ronde, contour de table à feu en verre/anti-vent/pour Kensington, Housse pour Napoleon Victorian/ronde. Pour le jardin d'hiver de la Place Jacques-Cartier. Devis du 19 novembre 2019.	4 815,75	PIERRE, JOSE
				4 815,75	
AGRITEX	1380287	14-NOV. -2019	Balai Eddynet 5' pour 1445, pour parc du Mont-Royal. Tel que la cotation du 3 octobre 2019.	9 186,41	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 186,41	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1382475	25-NOV. -2019	Belleville, eric pour inventaire sur la dalle béton pour tuyau de 6"	2 151,30	BELLEVILLE, ERIC
				2 151,30	
A. & O. GENDRON INC.	1378190	05-NOV. -2019	Factures 3404 - 3403 - 3402. Service d'épandage de pierre 0 3/4 pour une surface irrégulière (avant le béton) dans divers endroit de l'arr. Ville-Marie partie Est. TP aqueduc	2 126,00	BELLEVILLE, ERIC
				2 126,00	
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1380604	15-NOV. -2019	Facture 17481 - Griefs dossier 17-065	2 204,74	BACON-CHEVALIER AUDREY
				2 204,74	
ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT, S.E.N.C.R.L.	1381973	22-NOV. -2019	VMI-19-005 : Services professionnels visant la préparation et l'encadrement d'un concours de design en architecture de paysage et design urbain, pour le projet au Terrain 066. DA197448002 Max.: 45 154,99$ av.tx 1er nov.2019 - 2 nov. 2020	9 481,42	DUFRESNE, ALAIN
				9 481,42	
BAU-VAL CMM	1370493	26-NOV. -2019	2019 BC-ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente cadre 1358405- Période: 12 juin 2019 au 12 juin 2021 Montant 10000$ - TP Aqueduc	5 249,37	LABELLE, MARC
				5 249,37	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1381365	19-NOV. -2019	Factures AB-76363, AB-74250, AB-77610 à AB-77615	21 358,42	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				21 358,42	
CEDTEK	1381568	20-NOV. -2019	Achat de 45 chaises d'Adirondack et 6 tables basse ronde, pour le jardin d'hiver de la place Jacques-Cartier. Livraison et assemblage inclus.	13 007,95	DUFRESNE, ALAIN
	1383373	28-NOV. -2019	Chaises Adirondack en cèdre de couleur Tech # 9901. Livraison et assemblage inclus.	5 249,37	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				18 257,32	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
CENTRE D'ECOLOGIE URBAINE DE MONTREAL	1381638	20-NOV. -2019	Offre de service du 25 juillet 2019 /Concertation et consultation sur le Quartier Chinois.-2e Mandat: " Réaliser un portrait des enjeux et besoins ".	25 122,20	LABELLE, MARC
				25 122,20	
CENTRE DU PAVE ET JARDIN R.D.P. INC	1382300	22-NOV. -2019	Outil de travail pour maçonnerie (Machine à succion). Soumission 31953	4 199,50	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 199,50	
CONSTRUCTION DJL INC	1345461	19-NOV. -2019	2019- Bc ouvert Entente 1338038 - Fin de l'entente: 15 avril 2022. Enrobés bitumineux de type EC-5 et EC-10 - TP aqueduc arr. Ville-Marie	15 748,12	ALI, SAMBA OUMAR
				15 748,12	
CORBEIL ELECTRIQUE INC.	1381840	21-NOV. -2019	Soumission 0001-015211 - Électros aréna	2 408,37	BEAUDRY, FREDERIC
				2 408,37	
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	1380101	14-NOV. -2019	Facture 191031 - vélos aquaspinning	3 779,63	BEAUDRY, FREDERIC
	1383816	29-NOV. -2019	Facture 191029 - frais de transitions	4 932,57	BEAUDRY, FREDERIC
				8 712,20	
C.P.U. DESIGN INC.	1383803	29-NOV. -2019	Soumission 3066085 - ordinateur C Richard	2 254,01	TREMBLAY, GINA
				2 254,01	
DALLAIRE MEDICAL INC.	1380095	14-NOV. -2019	Devis 191004-002 - kit de réanimation - aréna	2 204,73	BEAUDRY, FREDERIC
				2 204,73	
DASSYLOI	1381380	19-NOV. -2019	Soumission 12 novembre - Réparation conduite rue Provençal	10 498,75	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				10 498,75	
DEMIX AGREGAT	1378961	07-NOV. -2019	Contrat gré à gré pour l'achat d'abrasif sans sel. qui inclut le surcharge de transport. TP Voirie	12 656,24	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				12 656,24	
DEMIX BETON	1353436	04-NOV. -2019	2019- BC ouvert - Entente # 1340657. Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie. Montant estimatif. Début: 16 mai 2019. Fin: 16 mai 2021.	35 916,23	ALI, SAMBA OUMAR

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				35 916,23	
DIGITAL INDUSTRIES INC.	1383774	29-NOV. -2019	Fabrication : micro-bibliothèque pour le parc Summerhill, avec le loge Ville de Montréal. Soumission 10-10-2019 réf. 8658	3 359,60	PIERRE, JOSE
				3 359,60	
ELOI MOISAN INC.	1378461	06-NOV. -2019	Bois divers mélèzes et frais de livraison, pour tables, chaises d'Adirondacks. compostières et boîtes à jouets, parcs Ville-Marie. Soumission 626	6 149,11	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				6 149,11	
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	1357464	05-NOV. -2019	Réalisation d'activités de médiation communautaire au Square Cabot - Part Ville-Marie - voir bc 1357465 SDIS Contrat total de 32 000 $ tx incl	14 448,06	BEAULIEU, JOHANNE
				14 448,06	
GAZ METRO PLUS	1377654	01-NOV. -2019	Service d'entretien pour 22 réverbères au gaz naturel de la rue Ste-Hélène dans le Vieux-Montréal. Durée de 3 ans : du 25 juin 2019 au 24 juin 2022. (511,25$ par mois, maximum de 18 405$ avant taxe) *possibilité de prolongation de 2 ans*	3 220,49	PIERRE, JOSE
				3 220,49	
GESTION IGK INC.	1375729	06-NOV. -2019	Travaux correctifs sur diverses installations électriques au Quartier des spectacles. Devis : 1039	4 162,75	PIERRE, JOSE
				4 162,75	
GROUPE ABS INC.	1383158	27-NOV. -2019	Étude géotechnique : pour le parc Percy-Walters dans l¿arr. Ville-Marie. Offre de service 193345	12 671,99	DUFRESNE, ALAIN
				12 671,99	
GROUPE AKIFER INC.	1378484	06-NOV. -2019	2019- BC ouvert - Entente 1376033 -Fin de l'entente : 22 mars 2020. Services d'échantillonnage des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports. TP aqueduc	5 249,37	BELLEVILLE, ERIC
				5 249,37	
GROUPE ALLIANCE REMORQUES	1361479	28-NOV. -2019	DA195876001 : Location de cinq vélos électriques, pour une période de 5 ans, arr. Ville-Marie. Du 1er mai 2019 au 30 avril 2023. Montant max. av.TX 33 749,99$	7 086,66	LABELLE, MARC
				7 086,66	
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1381732	20-NOV. -2019	Ameublement du bureau de Manon Ouellet (Chef de Div.), selon soum JB-0668-0 du 12 nov 2019.	2 647,53	DUFRESNE, ALAIN
				2 647,53	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
GROUPE LOU-TEC INC.	1380219	14-NOV. -2019	Location d'une nacelle sur chenille 60', pour l'installation du sapin de Noël à la place Vauquelin. Soumission 1211247	3 607,66	SAUVE, BENOIT
				3 607,66	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1380281	14-NOV. -2019	Soumission 2019-10-31 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur	4 934,41	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 934,41	
GROUPE TRIUM INC.	1382049	22-NOV. -2019	Vêtements de travail pour employés(es) entretien et inspection/ Soum SO-140813-David Lauzon Giroux	5 895,85	OUELLET, MANON
				5 895,85	
HOLIDAY INN (MC) MONTREAL CENTRE-VILLE	1381399	20-NOV. -2019	Paiement de la facture 41 du 01 nov 2019/ Location de salle et Banquet du 29 oct 2019/ Projet: Quartier Chinois.	3 742,70	VILLENEUVE, SYLVAIN
				3 742,70	
HYDRO-QUEBEC	1379374	11-NOV. -2019	Service d'alimentation au parc Messier, situé au 2301A rue Messier, Montréal, QC H2K 3R3. Référence DCL-22607654	7 549,65	PIERRE, JOSE
				7 549,65	
IRRIGATION DU HAUT-RICHELIEU INC.	1377567	01-NOV. -2019	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2019. Quartiers des spectacles (place des festivals, les terrasses et Jeanne-Mance)	4 199,50	DUFRESNE, ALAIN
	1377574	01-NOV. -2019	Service d'entretien du système d'arrosage automatiques, saison 2019. Square Dorchester et Place du Canada.	6 824,18	RESTREPO, JUAN CARLOS
				11 023,68	
LAFARGE CANADA INC	1357770	20-NOV. -2019	Entente # 1195735. 2019-BC Ouvert. Pierre concassée pré mélangée, granulats fins-criblure plus frais de transport. TP Parcs	6 316,05	DUFRESNE, ALAIN
				6 316,05	
LA MAISON DU PEINTRE	1381859	21-NOV. -2019	Pulvérisateur à peinture portatif - Graco Ultra Max II PC Pro 495 Soumission #2019/11/7	2 099,75	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				2 099,75	
LE BER INC.	1381675	20-NOV. -2019	Pieux Mt-Royal / Voir détail complet de la soumission QU-0122 datée de novembre 2019.	7 386,12	RESTREPO, JUAN CARLOS
		28-NOV. -2019	Pieux Mt-Royal / Voir détail complet de la soumission QU-0122 datée de novembre 2019.	732,12	RESTREPO, JUAN CARLOS
				8 118,24	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
LES CONSTRUCTIONS H.D.F. INC.	1364548	07-NOV. -2019	2019- BC ouvert. Location d'une planeuse 1.2 mètres pour divers travaux divers dans l'arr. Ville-Marie - Grosse Équipe d'asphalte - Date prévue de début Octobre 2019. TP aqueduc	13 791,16	DUFRESNE, ALAIN
				13 791,16	
LES ENTREPRISES QMD INC.	1343184	14-NOV. -2019	Soumission P19060 - Interphone et lecteur pour Bercy Plus soumission P2003	3 369,70	LAZURE, MARTIN
				3 369,70	
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1378463	06-NOV. -2019	Coffre à outils 42" 12 tiroirs, parcs Ville-Marie. Soumission S18313	2 392,88	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				2 392,88	
LES PRODUCTIONS MEGA-ANIMATION INC.	1377520	01-NOV. -2019	Soumission 19-359 V2 VY - Méga journée sportive - 16 novembre 2019	3 879,29	POIRIER, JOSEE
				3 879,29	
LES SERVICES EXP INC.	1383387	28-NOV. -2019	SP : préparation des plans et devis des travaux de reconstruction de trottoir dans les rues Wellington, King et des S¿urs-Grises. 27 nov.2019 au 25 oct.2020 N/Réf.:999-00067266 Entente VMP-19-016 DA194735001-max.66 304,25$ av.tx	13 696,99	LABELLE, MARC
				13 696,99	
LES YMCA DU QUEBEC	1336996	04-NOV. -2019	Soumission - Surveillance des Cyclovia 2019	3 742,20	POIRIER, JOSEE
				3 742,20	
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	1383508	28-NOV. -2019	Soumission n5530987 - cartes cadeaux soirée des retraités	4 200,00	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 200,00	
LIGNES-FIT INC.	1374799	26-NOV. -2019	Soumissions SC19LINGNES-FIT-0198-1 et SC19LINGNES-FIT-0198. Marquage courte durée norme 10204 et/ou 10201, effacement par scarification, marquage MMAX et maintien de la circulation. PTI-Saillies 19. sur divers endroits dan l'arr. VM.	5 144,39	DUFRESNE, ALAIN
				5 144,39	
LOCATION GUAY	1383646	29-NOV. -2019	Facture 6314 hors contrat : Location d'une rétrocaveuse et d'une mini-excavatrice avec opérateurs et acc. LOT 2	2 860,33	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 860,33	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1380168	14-NOV. -2019	Soumission 433163 - électros maison de la culture	2 773,68	TREMBLAY, GINA
				2 773,68	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MANOREX INC.	1380833	18-NOV. -2019	Facture 930 - travaux d'urgence le 3 novembre 2019	5 815,28	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				5 815,28	
MODE AVALANCHE INC.	1382755	26-NOV. -2019	Soumission tuques TP	4 829,42	DUFRESNE, ALAIN
				4 829,42	
NIPPAYSAGE INC	1380276	14-NOV. -2019	Service professionnels : conception des plans et devis préliminaires en architecture du paysage du projet de réaménagement du square Chaboillez.	22 784,75	DUFRESNE, ALAIN
				22 784,75	
NSIM TECHNOLOGIE INC.	1378938	07-NOV. -2019	Soumission du 4 novembre 2019. Location 12 mois Plateforme Rasters IO, application mobile Rasters Navigation, connectivité cellulaire par tablette, capteur à pression, installation et formation et accompagnement incluse. TP Voirie	2 564,32	LAZURE, MARTIN
				2 564,32	
PEPINIERE ABBOTSFORD INC.	1379284	11-NOV. -2019	Épinettes vertes panier de broche, pour déco de noël de la Place Vauquelin et l'édifice Lucien Saulnier. Livraison le 20 novembre 2019 Soumission S-901582	3 448,84	RESTREPO, JUAN CARLOS
				3 448,84	
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1321030	19-NOV. -2019	Bc ouvert 2019 pour frais d'affranchissement de la timbreuse de l'arrondissement	2 309,72	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				2 309,72	
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1382876	26-NOV. -2019	Factures 20190001126 -Bureau fermé 20e étage	6 796,37	DUFRESNE, ALAIN
				6 796,37	
PRODUITS PRAXAIR	1321870	20-NOV. -2019	PARCS Commande ouverte 2019 - pour produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	4 199,50	DUFRESNE, ALAIN
				4 199,50	
PRODUITS SANY	1381385	19-NOV. -2019	Matériel et produits d'entretien ménager(divers) - hors-entente, selon soum 1805446 et 1824535/ TP-Entretien-Sylvie Goulet	2 289,84	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
	1383376	28-NOV. -2019	Extracteur tapis, vac proguard 4 portable. Commande no. 1840688	2 415,76	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
	1383685	29-NOV. -2019	Aspirateur vertical, sacs et papier à mains Torck/ Soum 1840054 du 21 nov 2019	2 646,59	OUELLET, MANON
				7 352,19	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
RECY-BETON INC	1380821	18-NOV. -2019	Factures IN3052697 - IN3052775 et IN3052611	8 286,66	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				8 286,66	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	20-NOV. -2019	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc.	46 404,47	ALI, SAMBA OUMAR
				46 404,47	
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITEE	1381367	19-NOV. -2019	Solidification temporaire du muret au Carrefour Saint-Eusèbe (4201), située au 2349 rue Rouen - Contrat 15576	9 529,50	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 529,50	
SANIVAC	1377963	04-NOV. -2019	Facture 0000542864. Garage municipal mécanique - pompage et nettoyage . TP Voirie	3 131,54	LAZURE, MARTIN
				3 131,54	
S.E. CONCEPT INC	1382212	22-NOV. -2019	Soumission 22048 - matériel sonorisation - arena	3 091,88	BEAUDRY, FREDERIC
				3 091,88	
SERVICES INFRASPEC INC.	1363116	07-NOV. -2019	Soumission S19-R767 pour le service de location de réseaux d'aqueduc temporaire -Parc Charles S. Campbell pour la période maximale de 4 semaines TP aqueduc	9 106,38	DUFRESNE, ALAIN
				9 106,38	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1383479	28-NOV. -2019	Soumission -Imprimante - culture	4 307,64	TREMBLAY, GINA
				4 307,64	
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1378480	06-NOV. -2019	Soumission SS-8121 - Système de contrôle des accès par cartes - centre JC Malépart Rapport rotation okay	33 832,17	LABELLE, MARC
				33 832,17	
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1363634	14-NOV. -2019	Convention de service et offre du service du 30 juillet 2019. Pour le service de déploiement de 12000 bacs dans le cadre de l'implantation des bacs montréalais dans l'arr. Ville-Marie pour l'exercice 2019. TP Voirie.	5 319,60	LABELLE, MARC
				5 319,60	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1378772	07-NOV. -2019	Soumission No. 2019 - 10- 32.Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie, selon la soumission 2019-10-32. TP Entretien.	4 933,36	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				4 933,36	
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	1381364	19-NOV. -2019	Services Professionnels: Préparation de documents permettant l'implantation d'une traverse piétonne sur la rue Ontario Est à l'Intersection de l'avenue Gascon./ Soum courriel du 29 oct 2019-Ramy Mikati-DAUM	7 601,09	DUFRESNE, ALAIN
				7 601,09	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1378469	06-NOV. -2019	Belleville, eric pour inventaire aqueduc local21	2 341,22	BELLEVILLE, ERIC
	1381665	26-NOV. -2019	Belleville, eric pour la dalle de béton pour inventaire	5 302,01	BELLEVILLE, ERIC
		20-NOV. -2019	Belleville, eric pour la dalle de béton pour inventaire	62,99	BELLEVILLE, ERIC
				7 706,22	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1367747	26-NOV. -2019	2019 - BC Ouvert Entente # 1307671. Service d'interventions diverses en signalisation routière. dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	157 481,25	ALI, SAMBA OUMAR
		04-NOV. -2019	2019 - BC Ouvert Entente # 1307671. Service d'interventions diverses en signalisation routière. dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	78 740,62	ALI, SAMBA OUMAR
				236 221,87	
TRAFIC INNOVATION INC.	1381274	19-NOV. -2019	Paiement de la facture 00414774 du 14 nov 2019 /Travaux de signalisation pour l'installation d'une nouvelle traverse piéton Ontario et Gascon./ /DAUM-Daniel Hieu Doan	9 462,78	DUFRESNE, ALAIN
				9 462,78	
TRANSOFT SOLUTIONS INC	1377502	01-NOV. -2019	Soumission QUO-40973-G8V4 du 8 octobre 2019. Deux (2) Licences auto turn Map renewal single user deux années. DAUM	2 034,66	MARTHET, DOMINIQUE
				2 034,66	
TURQUOISE DESIGN INC.	1375837	06-NOV. -2019	Services professionnels pour la préparation de deux esquisses conceptuelles pour une nouvelle configuration de la rue de Rouen avec une seule voie de circulation dans le sens ouest ou le sens est, (Iberville et du Havre). Projet 19-06201	2 619,44	DUFRESNE, ALAIN
				2 619,44	
ULINE CANADA CORP	1381465	20-NOV. -2019	Soumission 6307771 - Matériel maison de la culture	8 521,59	TREMBLAY, GINA
				8 521,59	
UNITED RENTALS DU CANADA	1381028	19-NOV. -2019	Guillaume, Samuel pour les équipes de fin de semaines speed shore	2 876,66	BELLEVILLE, ERIC
				2 876,66	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
VIVRE EN VILLE	1383748	29-NOV. -2019	Facture 0006776 - Clarification stratégique Lac-à-l'épaule	2 283,48	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				2 283,48	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
AMBULANCE ST-JEAN	iqc031711	Cours CNESST 30 sept, 1er oct.19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	05-Nov. -19	109,00
	iqc031745	Formation CNESST-Nathalie Bouchard-Equipe-Manon Ouellet	Travaux publics	Autres - Transport	11-Nov. -19	109,00
	iqc031750	Cours CNESST les 28 et 29 oct. 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	05-Nov. -19	109,00
	iqc031808	Cours CNESST les 23 et 24 oct.19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22-Nov. -19	109,00
	iqc032049	Cours WCB (QC-WCB-QC-051119-5885)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Nov. -19	109,00
	iqc032076	Cours CNESST les 7 et 8 nov. 19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22-Nov. -19	109,00
AMELIE TREMBLAY	20191031at	Animation fête Halloween le 31 octobre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	04-Nov. -19	153,00
ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)	fvt02461	Inscription de Véronique Lebel Bilodeau (#vt8186) au colloque Ensemble, tout est possible	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	29-Oct. -19	430,45
AUVITEC LTEE	41409	Éclairage église St Jax le 10 mai 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	29-Oct. -19	330,37
BERNARD ET FILS TRAITEUR INC	1047623	Livraison café, brioches le 4 novembre 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	07-Nov. -19	138,16
BOILY-AUCLAIR, LAURA	rembempl1910	Remboursement affichage Facebook de l'arrondissement, paiement par l'utilisateur	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	68,06
BOO! DESIGN INC.	1829	Conception, adaptation graphique, impression Lancement Fab Lab	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	425,20
	1877	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	14-Nov. -19	301,31
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	944744	Frais déjeûner-comité CCU (8 et10 oct 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	05-Nov. -19	116,53
	944770	Rencontre préparatoire CA avec les élus et la maîresse le 5 sept.	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	28-Oct. -19	22,05

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	944803	Rencontre préparatoire des élus le 7 nov.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	18-Nov. -19	80,89
	944804	rencontres CAJ, comité suivi Jardins Gamelin, rencontre partenaires externes, et rencontre info MTESS 31 oct., 7 et 8 nov.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15-Nov. -19	184,25
CARMEN MAROIS	2	Atelier écriture biblithèque Frontenac le 23 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Nov. -19	200,00
CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD	190448	Animation bibliothèque Frontenac le 10 nov.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	19-Nov. -19	170,00
CENTAURECOM INC.	3066	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	30-Oct. -19	517,06
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	977132	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	15-Nov. -19	325,46
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	57391	Destruction de 2 bacs de documents	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	07-Nov. -19	16,48
	57476	3 bacs roulants 360L - T.P.	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	22-Nov. -19	24,72
	fac089360	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	8,71
	fac089363	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Nov. -19	13,07
COPIE EXPRESS	in0000446	1500 avis aux résidents Ruelles de Ste Marie, 225 avis Consultation ruelle Gascon.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	233,60
	in0000448	1 impression, plastification Appel à candidature, 40 affiches couleur Appel à candidature	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	115,49
DUBOIS, PIERRE	rembempl1910	Essence super élagueur, stationnment, projet Rue Laconde.	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	30-Oct. -19	177,81
		Essence super élagueur, stationnment, projet Rue Laconde.	Travaux publics	Horticulture et arboriculture		9,43

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
DUMEZ, PASCAL	rembempl1911	Rembours.aux employés des frais encourus	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	19-Nov. -19	111,25
DURANDIS LIGNE	0008149	Traçage de lignes de stationnement, marquage mot Réservé 9 fois	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	05-Nov. -19	398,95
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01496133	Location de clôture et composantes(26 sept au 23 oct)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	07-Nov. -19	53,63
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	6004	Coût formation I. Diop - Réalisaion module Gestion diversité le 23 oct.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	550,00
ETUDE PIETRO MACERA INC.	43049	2 lettres le 11 novembre 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	18-Nov. -19	187,40
FERO TRANSPORT INC.	1906124	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Nov. -19	131,23
FONTAINE, ETIENNE	rembempl1910	Remboursement frais certificat relatif aux pesticides	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11-Nov. -19	190,00
FOURNIER, NICOLAS	rembempl1910	Remboursement de l'achat de matériel pour le fab lab sur le budget d'une subvention	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	04-Nov. -19	304,52
	rembempl1914	Remboursement de l'achat de denrées pour le lancement du fab lab.	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	04-Nov. -19	95,01
FRANCIS MONTILLAUD	191018	Présentation exposition Figures à un groupe de l'AMDI	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	28-Oct. -19	209,97
GABRIEL PADILLA	388	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	400,00
GAGNON, BENOIT	rembempl1911	Remboursement frais inscription événement Mundial Montréal le 30 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	13-Nov. -19	84,64

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
GARDIUM SECURITE INC.	68797	Services agent cell. Collège de Montréal du 6 au 12 mai 2018	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	12-Nov. -19	217,95
GELINAS, JEAN-FRANCOIS	rembempl1911	Remboursement achat matériel de connexion sonorisation le 18 sept. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Nov. -19	52,79
GOULET, SYLVIE	rembempl1910	Stationnement pour formation(U de Sherb à Longueuil(2)et achat d'un pantalon-travail(1)	Travaux publics	Conseil et soutien aux instances politiques	29-Oct. -19	59,90
GUILLAUME, SAMUEL	rembempl1910	Remboursement achat ruban le 12 oct. et pièces aqueduc le 12 fevr. 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	19-Nov. -19	38,07
GUYON, CHRISTIAN	rembempl1910	Remboursement frais d'inscription colloque Santé psychologique et mieux-être au travail le 20 nov.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	31-Oct. -19	238,06
IMPRESSION MULTI-SOURCES	51178	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20-Nov. -19	288,72
	52145	500 avis mesures disciplinaires	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	15-Nov. -19	243,65
IMPRIMERIE G.G. INC.	75950	500 dépliants Passer du sac au bac	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	593,18
	75965	165 Affiches Compost	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	152,23
	76050	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	208,93
	76051	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	514,44
	76069	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	94,49
	76128	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	687,67
	76129	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	97,64

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
IMPRIMERIE G.G. INC.	76130	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	45,14
JOUDY HILAL	77	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	745,00
	78	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	275,00
JR SERVICES SANITAIRES	19729	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	19-Nov. -19	314,96
KEVIN MUKWENDE	km2019001	Relever des données - système Mapvillemarie les 19 et 20 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	21-Nov. -19	168,40
	km2019003	Relever des données - système Mapvillemarie le 4 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	21-Nov. -19	33,68
KOMUTEL INC	15135	Renouvellement contrat de service du 1er dec. au 29 fev. 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	15-Nov. -19	178,30
LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC	191106	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	12-Nov. -19	864,00
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00156252	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	31-Oct. -19	424,20
	00160252	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	641,90
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0077470919	Frais de taxi-AUSE-Compte 007747	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	07-Nov. -19	28,03
	0077581019	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	22-Nov. -19	22,59
L'AUTRE ATELIER	426	Top de table, livraison, installation bibliothèque Père Ambroise	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	30-Oct. -19	430,45
LAZURE, MARTIN	rembempl1911	Remboursement frais breuvages, alimentation pour formation Contrat de déneigement de type clé en main le 7 nov. 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Nov. -19	54,37

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	197057	Impression pour 1000 certificat d'occupation-M. Jalbert(AUSE)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	01-Nov. -19	417,42
	197886	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-David Doiron	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	197887	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-Sylvie Goulet	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	197888	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-Manon Ouellet	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	197889	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-Ronal Mazariogos	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	197890	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-David Lauzon-Giroux	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	197891	Impression-Carte d'aff-VDM-Nov 2019-Maxime Gascon	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	15,22
	198037	Impression-Étiquettes T-Permis de transformation-Monique Jalbert	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	18-Nov. -19	255,51
LE SAC A DOS (ACTION-REINSERTION)	40252	Distribution Parc Julia Drummond le 19 sept. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	60,00
	40253	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Nov. -19	67,50
LES FILLES FATTOUSH	1699	Grand_messe de la DCSLDS le 4 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	04-Nov. -19	775,47
LES YOGISTOIRES	416	Animation Yogistoires bibliothèque Père Ambroise le 9 nov.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	21-Nov. -19	75,00
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1910	Remboursement d'achats de matériel et frais postaux les 4 sept, 18 et 22 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Nov. -19	55,22
	rembempl1911	Remboursement frais kilométrage 4, 18 et 19 sept. - 8 oct. 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Nov. -19	59,83
LOUIS- ETIENNE DORE	106	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	15-Nov. -19	249,35
MARTECH SIGNALISATION INC.	177149	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	248,03
MARTHET, DOMINIQUE	rembempl1910	Remboursement frais kilométrage et stationnement juillet à octobre 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	06-Nov. -19	238,11

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MARTHET, DOMINIQUE	rembempl1910	Remboursement achat carte départ I.Rougier, repas départ K. Destin et A.Ahonlonsou les 14 mars, 24 juillet et 21 août 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	06-Nov. -19	70,19
MEDIAQMI INC.	vr00173977	Publication dna le journal 24 heures le 8 nov. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	22-Nov. -19	771,66
MELISSA TREMBLAY	20191031mt	Animation maquillage Halloween Parc Olivier Robert le 31 octobre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	04-Nov. -19	75,00
MOBIDIC	0000681	Invitation courriel Pops, correction	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Oct. -19	157,48
	0000684	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Nov. -19	62,99
	0000685	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	89,24
MORNEAU SHEPELL LTD.	1054160	Service formation en milieu de travail La diversité, le pouvoir de la différence le 17 sept. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	04-Nov. -19	750,00
NETTOYAGE EXPERTS	35906	Lavage tapis d'entrée Centre Alexandre de Seve	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	18-Nov. -19	514,44
NGUYEN, SAM HONG	rembempl1910	Remboursement frais certificat relatif aux pesticides	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14-Nov. -19	190,00
NOUS LES ARTS	03112019	Activité Jouer sans frontières le 23 nov. 19 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Nov. -19	262,47
	2710201902	Activité Trouille et citrouille - Boo, l'atelier des fantômes le 27 oct. 19 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Nov. -19	262,47
OSCAR SALAZAR VARELA	2019025	Atelier exploration musicale au Fab LAb bibliothèque Père Ambroise le 26 octo.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	31-Oct. -19	314,96
PLANTERRA LTEE	0000032977	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	19-Nov. -19	128,87

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
PRESTIGE SECURKEY INC	in106949	Clé, changement combinaison, main-d'oeuvre centre JC Malepart	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	05-Nov. -19	650,85
PUROLATOR COURRIER LTEE	441948876	2 envois expédiés	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	29-Oct. -19	40,23
	442018910	2 envois expédiés	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	29-Oct. -19	33,43
	442253512	2 envois expédiés, 2 envois 3e partie	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22-Nov. -19	52,58
	442384586	7 envois expédiés	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	05-Nov. -19	119,64
RACHEL MORENCY	191026	Atelier Santé mieux être - Développer une démarche stable et se sentir en confiance bibliothèque Frontenac le 26 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Nov. -19	125,98
RESTO PLATEAU	520678	85 portions soupe citrouille le 31 oct 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	04-Nov. -19	262,50
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	075985	Frais repas tournée du Directeur Général à VM le 11 nov.19	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	21-Nov. -19	191,65
ROSETTE D'ARAGON	20191102	Animation Éveil à la lecture bibliothèque Frontenac le 2 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Nov. -19	140,00
SANIVAC	0000527378	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	07-Nov. -19	262,47
	0000538161	Pompage et nettoyage diverses rues	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	22-Nov. -19	773,03
	0000543724	Location toilette publique rue Dufresne et rue Logan du 10 au 31 octobre 2019	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	11-Nov. -19	147,72
SAULNIER, KARL	rembempl1910	Remboursement lavage auto, stationnement les 11 et 24 oct.19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	19-Nov. -19	48,99
SIX CREATIVELAB	f1661c40	Production outils promotionnels pour événement Magie dans Ste Marie	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	211,02
	f1662c40	Production panneau stationnement réservé	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	105,51
	f1665c40	Mise à jour, production carton affichette pour les couches lavables	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	87,93

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SIX CREATIVELAB	f649c40	Adaptation, production 2 panneaux pour stationnement	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	87,93
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1421261221	Frais de paiement tardif	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Nov. -19	284,85
	9701020799	Frais de poste(-client 7049740-articles expédiés)	Travaux publics	Autres - Transport	18-Nov. -19	149,72
	9705846156	Frais de poste-client no 7049740	Travaux publics	Autres - Transport	07-Nov. -19	95,99
SOCIETE DE CONCERTS DE MONTREAL	fr201910904	16 chanteurs dirigés par Pascal présenté par Maison de la culture Janine-Sutto, le 01 octobre 2019 à 19h30	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	26-Oct. -19	2 000,00
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	193663	Brevet premier secours, brevet anaphylaxie	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	07-Nov. -19	81,00
TAXI DIAMOND	0038371019	2 coupons le 31 oct. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	19-Nov. -19	52,68
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	3745	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	30-Oct. -19	509,19
UNIMANIX INC.	44071	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	22-Nov. -19	306,52
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	192993	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14-Nov. -19	813,65
						29 024,03

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
2970-4780 QUEBEC INC.	1386516	11-DÉC. -2019	Soumission cat-3651 - panneaux de verre - mcjs	3 191,56	TREMBLAY, GINA
				3 191,56	
ANTOINE OLIVIER TRAITEUR INC.	1385528	06-DÉC. -2019	Soumission s9060 - traiteur fête de Noël et fête des retraités	12 232,09	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
		11-DÉC. -2019	Soumission s9060 - traiteur fête de Noël et fête des retraités	1 007,88	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				13 239,97	
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1385290	05-DÉC. -2019	Soumission 61181 - accessoires piscine - jc malépart	3 146,55	BEAUDRY, FREDERIC
				3 146,55	
AUVITEC LTEE	1385101	05-DÉC. -2019	Soumission 10814 - équipement d'éclairage - MCJS Montant total 26 237,30 $ Part Ville-Marie - Voir bc 1385111 culture	9 583,26	BOUCHARD, MARYSE
				9 583,26	
AVANCIE INC.	1002842	10-DÉC. -2019	Contrat de fourniture de services applicatifs Manager Montant max de 21 700$ avant taxes Période de nov.2014 à nov.2015 renouvelable Dernière année sur CE bc, 2019.	3 175,87	DUFRESNE, ALAIN
				3 175,87	
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	1386454	11-DÉC. -2019	BC ouvert 2019 - achats Fablab	9 776,44	BOUCHARD, MARYSE
				9 776,44	
BUREAU DE CONFERENCIERS ORIZON INC.	1385458	06-DÉC. -2019	Soumission 44799 - Conférence	4 199,50	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				4 199,50	
CONSTRUCTION DJL INC	1345461	03-DÉC. -2019	2019- Bc ouvert -Entente 1338038 - Fin de l'entente: 15 avril 2022. Enrobés bitumineux de type EC-5 et EC-10 - TP aqueduc arr. Ville-Marie	15 748,12	FORTIER, ISABELLE
				15 748,12	
COOP-UQAM	1385229	06-DÉC. -2019	Soumission 20191127 - Portable projection - MCJS	2 518,63	TREMBLAY, GINA
				2 518,63	
C.P.U. DESIGN INC.	1384473	03-DÉC. -2019	Achat sur entente 1164102 - tablette et station d'accueil - dir TP	3 107,42	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				3 107,42	
DEMIX BETON	1353436	12-DÉC. -2019	2019- BC ouvert - Entente # 1340657. Béton pré mélangé pour divers chantiers dans l'arrondissement Ville-Marie. Montant estimatif. Début: 16 mai 2019. Fin: 16 mai 2021.	2 414,71	FORTIER, ISABELLE
				2 414,71	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1324664	03-DÉC. -2019	2019 - Entente 1266110. Location de deux camionnette 4x4 cabine allongé (2 ou 4 portes) pour l'année 2019). Fin d'entente: 3 avril 2020 - TP Voirie	2 737,02	LABELLE, MARC
				2 737,02	
DUBOIS AGRINOVATION INC.	1384898	04-DÉC. -2019	Souffleur électrique (soumission 34391) et Tondeuse Rasion Smart (soumission 34393) pour équipe parcs Ville-Marie.	12 728,48	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				12 728,48	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1385597	06-DÉC. -2019	Amélioration camion SST, installation Tommygate Dodge modèle 3500 SRW. Soumission I-5089991	8 259,47	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				8 259,47	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1388374	19-DÉC. -2019	Facture 22889 - Expertise psychiatrique de Dr Martin Tremblay	4 514,46	BACON-CHEVALIER, AUDREY
				4 514,46	
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	1357464	11-DÉC. -2019	Réalisation d'activités de médiation communautaire au Square Cabot - Part Ville-Marie - voir bc 1357465 SDIS Contrat total de 32 000 $ tx incl	2 083,94	BOUCHARD, MARYSE
				2 083,94	
GROUPE ABS INC.	1385885	09-DÉC. -2019	Services professionnels de travaux de carottages de chaussée dans différentes rues de l'Arr. Ville-Marie ,dans le cadre du programme PRR 2020, selon le contrat Gré à Gré du 15 oct 2018-version 1.0, faite pour Ghislain Langlois.	19 055,23	DUFRESNE, ALAIN
	1388049	18-DÉC. -2019	2196164001-DA196164001 : SP caractérisation environnementale Phases I et II, l'estimation des coûts, les plans et devis en environnement et surveillance environnementale pour réaménagement passages Ste-Rose, entre rues Beaudry et Cartier.	45 997,12	LABELLE, MARC
	1388271	19-DÉC. -2019	Contrôle qualitatif des matériaux et leur mise en oeuvre, rénovation et réaménagement du chalet pour intégrer une toilette autonettoyante, parc Charles S. Campbell. Incidences VMP-19-017 Réf.: 193740	7 500,31	PIERRE, JOSE
				72 552,66	
GROUPE ICIBLE INC.	1320345	11-DÉC. -2019	Bon de commande ouvert 2019 -Frais pour billets de spectacle - Maison de Culture Janine-Sutto	2 909,67	BEAULIEU, JOHANNE
				2 909,67	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
GROUPE JMG CONSTRUCTION INC.	1385269	05-DÉC. -2019	Pavage sur béton 182m2 coin Sherbrooke et St-Denis, voir soumission AO1436 du 15 nov 2019.	18 005,36	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				18 005,36	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1385390	06-DÉC. -2019	Soumission 2019-10-34./ Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie./ TP entretien(David Doiron)	6 813,69	OUELLET, MANON
				6 813,69	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1385259	05-DÉC. -2019	Soumission 136935-1-1 - dépliant culture "Peter McGill"	3 179,02	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
	1385277	05-DÉC. -2019	Soumission 136442-1-1 - Dépliant collecte	2 073,50	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				5 252,52	
INOLEC	1385604	06-DÉC. -2019	Génératrice Honda : outils de travail pour maçons. Soumission 50101345-00	4 071,17	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 071,17	
KRYSTEL PAPINEAU	1356998	18-DÉC. -2019	Offre de service du 27 juin 2019 - Consultation, rédaction Politique de l'arrondissement	9 766,46	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 766,46	
LABRADOR SOURCE	1324083	03-DÉC. -2019	2019 - BC ouvert pour eau embouteillée format 4L pour les situations d'urgence - TP aqueduc Entente 1263989	3 840,02	DUFRESNE, ALAIN
				3 840,02	
LE DEVOIR INC.	1322051	02-DÉC. -2019	Commande ouverte 2019 -Placement média (Avis publics, Appels d'offres , etc. - entente 1072498	5 249,37	LABELLE, MARC
				5 249,37	
LES ATELIERS D'USINAGE PAPINEAU	1384336	03-DÉC. -2019	Soumission mtl-0001-02 - pancartes de stationnement	8 372,76	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				8 372,76	
LES PEPINIERES JASMIN LTEE	1384376	03-DÉC. -2019	Fontaine Charleston avec bassin et toile protectrice, frais de livraison. Soumission 174996	6 877,07	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				6 877,07	
LES SERVICES EXP INC.	1387166	13-DÉC. -2019	2194735002 DA194735002 : Services professionnels l'arpentage des rues en vue de la préparation des plans et devis pour le programme de réfection routière (PRR 2020) de l'arr. Ville-Marie. Entente VMP-19-016 contrat #1 OS : 999-00067266	45 425,34	LABELLE, MARC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				45 425,34	
LOCATION GAMMA INC.	1385564	06-DÉC. -2019	Outils de travail version électrique, parcs Ville-Marie. Soumission q1539	9 650,27	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				9 650,27	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1384928	04-DÉC. -2019	Soumission 439230 - matériel électronique - Bibliothèque Père-Ambroise	2 809,48	LIMA, MARIE EVE
				2 809,48	
MORNEAU SHEPELL LTE	1321290	17-DÉC. -2019	Commande ouverte 2019 pour les frais du programme d'aide aux employés. D: 1187923001 - CG18 0616 - Entente 1310883 - AO 18-17244	3 086,64	LABELLE, MARC
				3 086,64	
MULTI ROUTES INC.	1320059	06-DÉC. -2019	2019- BC Ouvert pour le remplissage de déglaçant liquide (incluant prêt de l'équipement). TP Voirie	2 729,67	LAZURE, MARTIN
				2 729,67	
NI PRODUITS	1388423	19-DÉC. -2019	Soumission 4776 - îlots récupération - aréna	3 557,76	LABELLE, MARC
				3 557,76	
NORBEC COMMUNICATION	1383888	02-DÉC. -2019	Soumissions 21 novembre 2019 - projecteur vidéo et système pour malentendant - mcjs - part Ville-Marie Montant total de 35 446.79 $ Voir bc 1383889 part culture	12 947,06	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				12 947,06	
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1385600	06-DÉC. -2019	Produits de travail et de sécurité pour les émondeurs, parcs Ville-marie. Soumission : sonia du 2019-11-26	8 462,56	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				8 462,56	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1320650	03-DÉC. -2019	2019 - Entente 1253996 Disposition de résidus de balai et dépôt à neige . TP Voirie arr. Ville-Marie Fin de l'entente: 25 janvier 2021	24 231,11	ALI, SAMBA OUMAR
	1325531	13-DÉC. -2019	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc.	54 593,50	ALI, SAMBA OUMAR
				78 824,61	
SERVICES MATREC	1377132	16-DÉC. -2019	Maintient de servie d'un compacteur au 2915, rue Ste-Catherine Est et la fourniture et transport conteneurs fermé, transport d'un compacteur avec conteneur intégré au 1800, Remembrance. Novembre et décembre 2019.	1 049,87	RESTREPO, JUAN CARLOS
		11-DÉC. -2019	Maintient de servie d'un compacteur au 2915, rue Ste-Catherine Est et la fourniture et transport conteneurs fermé, transport d'un compacteur avec conteneur intégré au 1800, Remembrance. Novembre et décembre 2019.	1 049,87	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 099,74	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
SIROSOL BETON MOBILE INC.	1384704	04-DÉC. -2019	3 factures Béton mobile Sirosol pour béton en urgence 35MPA et Remblai	4 007,43	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				4 007,43	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1385404	06-DÉC. -2019	Soumission 2019-11-33/. Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP-Entretien(David Doiron)	5 563,29	OUELLET, MANON
				5 563,29	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1385537	06-DÉC. -2019	COMMANDE DE CADRE ET COUVERCLE SPÉCIAL. SOUMISSION #70660	3 514,90	BELLEVILLE, ERIC
	1385918	09-DÉC. -2019	Belleville, eric pour inventaire de la dalle de béton 0879	5 412,94	BELLEVILLE, ERIC
				8 927,84	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1367747	13-DÉC. -2019	2019 - BC Ouvert Entente # 1307671. Service d'interventions diverses en signalisation routière. dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	83 990,00	ALI, SAMBA OUMAR
	1384093	02-DÉC. -2019	Entente #1307671 et la soumission du 22 nov 2019/ Location pour la mise en place et l'enlèvement des dispositifs de signalisation pour fermeture d'une voie pour une zone de 60 KM/H/ Re: Lucien L'Allier/ Ave Argyle/ Rue St-Antoine/	3 244,43	OUELLET, MANON
				87 234,43	
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1336814	17-DÉC. -2019	Facture 7203 du 31 janvier 2019 : service d'intervention diverses en signalisation routière. Entente 1225128	9 232,75	DUFRESNE, ALAIN
				9 232,75	
TENAQUIP LIMITED	1385603	06-DÉC. -2019	MITAINE FROID EXTRÊME VE AU SNOW FORCE A/DBLR G. Soumission 12754158-00	3 227,84	RESTREPO, JUAN CARLOS
				3 227,84	
USD GLOBAL INC.	1385226	05-DÉC. -2019	Soumission 109737 - Distribution bacs bruns	10 782,22	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				10 782,22	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1385094	05-DÉC. -2019	ACHAT DE TURBIDIMÈTRE PORTATIF 2100Q ET COLORIMÈTRE DR300. SOUMISSION # 19001201 SQ 05000.	2 416,40	BELLEVILLE, ERIC
				2 416,40	
VINCI CONSULTANTS INC.	1385389	06-DÉC. -2019	Services professionnels en ingénierie urbaine durable et gestion des eaux pluviales, parc Percy-Walters. N/Réf.: 19-439P	21 921,39	DUFRESNE, ALAIN
				21 921,39	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
VLAN PAYSAGES INC	1350662	09-DÉC. -2019	Services professionnels services en architecture de paysage, au parc Raymond-Blain. Plan de travail 18-17150-02 RemCDN Entente 1309546	4 692,94	HEBERT, NATHALIE
				4 692,94	
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	1385147	05-DÉC. -2019	Soumission LR20112019- écran et console - MCJS Montant total 58 672,02 $ Part Ville-Marie - Voir bc 1385150 culture	21 430,15	BOUCHARD, MARYSE
				21 430,15	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
2842-0941 QUEBEC INC	13m	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	02-Déc. -19	168,00
3122298 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON	14656	Goûter de Noël bibliothèque Frontenac le 12 déc. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Déc. -19	311,82
9222-2488 QUEBEC INC.	a1902	2 sièges vélo aquatique, déplacement, technicien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	05-Déc. -19	176,80
AMBULANCE ST-JEAN	iqc032217	5 cours CNESST les 12 et 13 nov. 19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	28-Nov. -19	545,00
	iqc032221	5 cours CNESST les 12 et 13 nov. 19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	28-Nov. -19	545,00
	iqc032267	4 cours CNESST les 14 et 15 nov. 19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	28-Nov. -19	436,00
AMELIE TREMBLAY	20191122at	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	02-Déc. -19	108,00
ANNCHALY APRIL PETCHSRI	149	Atelier introduction dessin sur tablette graphique le 12 nov. - bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	200,00
	150	Atelier fabrication macarons bibliothèque Père Ambroise le 7 déc.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	200,00
ANNIKEN KLOSTER	ccu191212	Remb_rencontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	600,00
ANTOINE BRILLANT	ab2019001	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	19-Déc. -19	404,16
ANTONIN LABOSSIERE	ccu191212	Remb_rencontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	900,00
ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)	cot2020146	Cotisation annuelle 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Déc. -19	642,16
ATELIER DE LOCATION TURBO INC	449175	3 Gaz propane en 20Lbs	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	19-Déc. -19	49,32
	449188	Location torche 500M BTU propane du 13 au 14 nov.	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	28-Nov. -19	78,69

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
ATMOSPHARE INC.	1541	Frais d'entreposage du 12 au 9 décembre 2019	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18-Déc. -19	839,90
AUDIO CINE FILMS INC	170478	Film Nous sommes Gold - Maison Culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	18-Déc. -19	325,46
AUTOBELLA CA.	201901121	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	21,00
	201901122	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	21,00
	201901123	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	41,99
	201909124	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	21,00
	201910124	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	21,00
BERNARD BELANGER	648	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	16-Déc. -19	200,00
BERNARD ET FILS TRAITEUR INC	3048041	Post-mortem première tempête le 20 nov. 19	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	03-Déc. -19	138,16
	4048070	Statuaire des CD TP- Brainstorm TP le 21 nov. 19	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	03-Déc. -19	163,31
	4048702	Rencontre comité technique Eau le 12 déc, 19	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	19-Déc. -19	169,03
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	32088	Béton remblais sans retrait, manutention d'hiver, livraison	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Nov. -19	548,66
BIOTHENTIQUE INC.	25575	98 capsules compostables Bioco	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	16-Déc. -19	740,00
BISSONNETTE, CHRISTIAN	rembempl1912	Dossier RH le 17 sept. 19	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	18-Déc. -19	27,61
BOO! DESIGN INC.	1960	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	94,49

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	944695	4e séance comité travail sur droits de propriété- dossier Molson	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Déc. -19	66,14
	944769	Renconte table de concertation jeunesse centre-sud les 24 sept. et 10 octo.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	25-Nov. -19	134,80
	944771	Rencontre équipe BAM 3 oct.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	27-Nov. -19	36,75
	944772	Facture 944772 du 20 octobre 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	23-Déc. -19	255,12
	944773	Rencontre équipe BAM 18 oct.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	27-Nov. -19	22,05
	944774	Frais de déjeûner-CCU Oct 2019 8 et 10 oct 2019	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	25-Nov. -19	116,53
	944800	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	25-Nov. -19	44,09
	944802	Rencontre projet Colibri	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	27-Nov. -19	152,76
	944817	Matinée culturelle le 27 nov.19 -	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Déc. -19	71,13
	944818	CCU et sous-comité urbanisme nov. 19	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	06-Déc. -19	116,53
	944819	Facture 944819 - réunion du 13 novembre 2019	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	23-Déc. -19	176,38
	944821	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	11-Déc. -19	49,24
	944840	Rencontre PLD le 6 déc. 19	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	23-Déc. -19	44,09
	944841	Rencontre préparatoire des élus le 6 déc. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	23-Déc. -19	68,66
	944842	Rencontre de travail chefs ressources humaines le 6 déc. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	20-Déc. -19	44,09
CARMEN MAROIS	4	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	200,00
CAROLINE DEOM	ccu191212	Remb_recontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	700,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CHRISTIAN DUCHARME	ccu191212	Remb_recontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	400,00
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	sdip0001306	Formation Ma retraite, j'en prends le contrôle	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	18-Déc. -19	170,85
	sdip0001313	Formation Ma retraite, j'en prends le contrôle les 24, 31 oct. et 7 nov. 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	20-Déc. -19	170,85
COMPUSERVICE DIVISION DV SERVICES TECHNIQUES INC.	127477	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	04-Déc. -19	236,22
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	57778	2 bacs roulants 360L - DAUM	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Déc. -19	16,48
	fac093190	1 cabinet sécurité BAM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Déc. -19	4,36
	fac093191	3 cabinets de sécurité - direction	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	11-Déc. -19	13,07
COPIE EXPRESS	in0000365	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	181,10
	in0000368	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	125,98
	in0000371	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	36,75
	in0000398	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	92,39
	in0000521	30 affiches plan acition dév. social, 15 affiches Mordus d'urbanisme et architecture	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	48,56
	in0000560	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Déc. -19	398,95
	in0000564	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Déc. -19	82,42

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CORNEAU, MARIE-JOELLE	rembempl1912	Remboursement frais participation Mundial (vitrines musique) le 30 oct.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Déc. -19	84,64
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	003	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	02-Déc. -19	24,43
DASSYLVA, JULIE	rembempl1911	Remboursement achat décorations Noël pour Pl. Vauquelin et L. Saulnier les 20 et 21 nov. 19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	28-Nov. -19	317,81
DIANE DUCHARME	20191206dd	Animation Conte Noël Noisette Esplanade métro Frontenac le 6 déc. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	11-Déc. -19	50,00
DIFFUSION FAR	191206	Animation clownesque le 6 décembre 19 parvis métro Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	02-Déc. -19	1 149,61
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	5844058139	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	10-Déc. -19	692,22
	5844058141	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	10-Déc. -19	483,24
	5844058439	Location Pick-Up Cab Plaque L774854 du 25 oct. au 11 nov. 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	10-Déc. -19	692,22
DOAN, DANIEL HIEU	rembempl1912	Remboursement achat 2 adaptateurs USB-USBC	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	23-Déc. -19	55,98
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01500020	Clôtures, pieds plats, attaches doubles, tiges d'armature - pour inspection et entretien	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	03-Déc. -19	53,63
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	113806000	Inscription formation au groupe 73-mixte débutants le 29 oct.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	27-Nov. -19	185,00
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	019948	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	18-Déc. -19	318,91
EUROPEA ESPACE BOUTIQUE	bt221019	Rencontre travail - Aménagements évolutifs - rue Iberville le 22 oct. 19	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	02-Déc. -19	78,22
EVANGEL PENTECOSTAL CHURCH	15	Location salle Lighthouse Hall le 14 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	06-Déc. -19	162,50

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
FAVREAU, BRIGITTE	rembempl1911	Remboursement achats départ Patricia Vera	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	27-Nov. -19	27,58
FERNANDE MATHIEU	2190817	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	27-Nov. -19	500,00
FORMX SOLUTIONS D'AFFAIRES	1973	Impression- d'Avis d'infraction-Ville-Marie-Daniel H.Doan	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	25-Nov. -19	303,09
FOURNIER, NICOLAS	rembempl1911	Facture Amazon - VistaPrin: Matériel Fablab	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	29-Nov. -19	191,32
	rembempl1912	Remboursement achats pour le Fablab du 2 au 6 déc. 19	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	09-Déc. -19	242,43
FRONTENAC LAVE AUTO 1	743191204	Lavages auto du 15 août au 21 nov. 2019	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	19-Déc. -19	403,15
GARDIUM SECURITE INC.	81204	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	12-Déc. -19	233,24
GAZ PROPANE MONIN INC.	liv060472	Livraison 5 propanes 33 lbs le 8 nov. 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	03-Déc. -19	138,27
	liv061711	6 propanes 33 lbs	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	11-Déc. -19	186,76
GRANDIR SANS FRONTIERES	1932	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	300,00
GROUPE SURPRENANT	039856	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	04-Déc. -19	99,74
	039857	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	04-Déc. -19	99,74
	039858	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	04-Déc. -19	99,74
	039859	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Autres - Transport	04-Déc. -19	99,74
G-TEK	m36733	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Déc. -19	335,96
	m36735	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Déc. -19	375,33
	m36741	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Déc. -19	104,99
	m36743	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Déc. -19	104,99
	m36745	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	02-Déc. -19	104,99

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
HYDRO WESTMOUNT	718441	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Éclairage des rues	02-Déc. -19	63,08
IMPRIMERIE G.G. INC.	76147	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	232,55
	76205	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	572,18
	76268	Impression 500 dépliants Déneigement rues étroites	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	572,18
	76291	Impression 40 affiches Patinage	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	92,39
	76292	Impression 250 cartons Patinage	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	81,89
	76293	Impression 700 feuillets Plaisir d'hiver Parcs Walter Stewart, Vétérans, Toussaint-Laverdure	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	146,98
	76296	Impression 95 affiches P laisir d'hiver Parcs Walter - Toussaint	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	122,84
	76312	Impression 700 feuillets Plaisir d'hiver Parcs Walter et Vétérans	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	146,98
IRIS DEBAUVE	191118	Animation d'automne dans le cadre de projets sépciaux: (CPE Kiri; 9h30 à 10h30)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	150,00
	191119	Animation d'automne dans le cadre de projets sépciaux: Carrefour Provençal et Carrefour Fullum de 9h30 à 11h30	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	300,00
	191217	Animation d'automne dans le cadre de projets spéciaux: Carrefour Provençal et Carrefour Fullum	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	300,00
ISABELLE MATTE	191030	Conférence (Aux origines de l'Halloween) le 30 octobre 2019, 18h30	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18-Déc. -19	300,00
ISABELLE SIMARD	191208	Atelier de céramique le 8 déc. bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	02-Déc. -19	240,00
JEAN-MARIE NTSONGO	06019	Atelier éveil musical le 16 nov. - bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	155,00
	06119	Atelier éveil musical le 7 dec. - bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	155,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
JEUNESSES MUSICALES CANADA	201910106	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Déc. -19	157,48
JOEL MORIN-BEN ABDALLAH	0120	Sous-titrage vidéo Robert Beaudry	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	27-Nov. -19	183,73
JOUDY HILAL	80	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	25,00
JULIEN PERRON-GAGNE	19111803	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	398,95
	19111804	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	755,91
KARL DORAIS KINKAID	ccu191212	Remb_recontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	700,00
LACOMBE, ANNE-MARIE	rembempl1912	Remoursement pour matériel Fablab	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	10-Déc. -19	719,17
	rembempl1912	Remboursement pour matériel Fablab	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	10-Déc. -19	961,60
LACOSTE, GENEVIEVE	rembempl1911	Remboursement frais de stationnement les 25 sept, 24 oct, 11 et 20 nov. 19	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	05-Déc. -19	50,61
LA MAISON DU PEINTRE	0431001103	Fluide Pump armor	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18-Déc. -19	28,75
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00157347	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Déc. -19	616,80
	00158342	3 impressions et installations pour maison de la culture Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	02-Déc. -19	788,39
	00160702	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	157,06
	00160979	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	182,94
	00161182	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Déc. -19	52,49
	00161291	3 impressions et installation affiches Maison de la Culture J. Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Déc. -19	788,39

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00161331	Impression et installation 1 affiche Maison de la Culture J. Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Déc. -19	505,87
	00162098	Impression 1 coroplast Projet Panneau plaisirs d'hiver	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	101,75
	00162179	Impression, installation 4 coroplasts Parc W. Stewart Projet Panneaux plaisirs d'hiver	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	156,85
	00162336	2 Impressions, 1 installation pour maison de la culture Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	18-Déc. -19	647,13
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	rembempl1911	Remboursement achat grand étui Roots le 19 nov. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	02-Déc. -19	37,02
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0023301019	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	29-Nov. -19	44,51
	0038371119	1 coupon le 30 nov. 2019	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	17-Déc. -19	21,68
	007763091	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	23-Nov. -19	17,98
	0077631019	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	09-Déc. -19	16,21
	0147651019	5 coupons COMM.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	27-Nov. -19	89,02
	0147651119	3 coupons le 30 nov. 2019	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Déc. -19	35,83
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	198352	250 cartes affaires - Ghislain	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	27-Nov. -19	15,22
	198355	250 cartes d'affaire Gina Tremblay	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	03-Déc. -19	15,22
	198369	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	15,22
	198562	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Nov. -19	141,73
	199066	250 cartes affaires Jordan Lapointe, 250 Olivier Martin	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	12-Déc. -19	30,45

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LES AMIS ET MOI INC	1030	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	16-Déc. -19	440,95
LES CLOTURES ARBOIT INC.	78433	Réparation barrière au 1455, Bercy le 29 nov. 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11-Déc. -19	797,52
LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	13893	Inspection tableau indicateur le 25 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	03-Déc. -19	262,47
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2673	Achat lait le 1er oct.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	04-Déc. -19	2,99
	2948	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	29-Nov. -19	22,65
	2950	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	29-Nov. -19	6,99
	2965	Rencontre consultation Parc de l'Espoir le 4 déc.19	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	12-Déc. -19	91,79
LES MINIMALICES	025	Animation Heure du Conte les 5 et 14 déc. 19 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	06-Déc. -19	419,95
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	w98603	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26-Nov. -19	31,50
LES SCIENTIFINES	2019202093	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	165,00
LES YMCA DU QUEBEC	1401613	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	05-Déc. -19	60,00
LES YOGISTOIRES	417	Animation Yogistoires le 21 déc. bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	155,00
LIMA, MARIE EVE	rembempl1911	Remboursement achat agenda 2020, frais douane et livraison matériel Fab Lab les 14 et 16 nov.19	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	28-Nov. -19	43,35
		Remboursement achat agenda 2020, frais douane et livraison matériel Fab Lab les 14 et 16 nov.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques		26,44
LITTLE TINKERER	191111	1 set complet Mangobot, transport	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	26-Nov. -19	430,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
L'OBSERVATEUR	5512	Évaluation bulletin arrondissement réunion du 19 sept.19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Déc. -19	290,08
LOUIS STABILE	ccu191212	Remb_rencontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	500,00
LUSSIER, FRANCIS	rembempl1912	Remboursement achat gants pour inspecteurs cadre bâti les 19 et 20 déc. 19	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	23-Déc. -19	249,79
MARIA KARTERIS	ccu191212	Remb_recontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	700,00
MARTIN BOILEAU	1012	Animation 2 ateliers francisation le 10 déc. 19 bibliothèque Père Ambroise	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	11-Déc. -19	262,47
MIKATI, RAMY	rembempl1912	Remboursement frais de stationnement, transport et achat connecteur pour ordi.	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	23-Déc. -19	90,30
MOBIDIC	0000694	Modifications à 2 formulaires Demande de soutien	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Déc. -19	52,49
MP REPRODUCTIONS INC.	0209293	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Autres - activités culturelles	29-Nov. -19	314,23
MUSEE DES BEAUX-ARTS DE MONTREAL	f190424	Animation fête familiale parc Robert Prévost le 25 juillet 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	03-Déc. -19	471,39
MUSIQUE&COMPAGNIE INC.	1457	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	157,48
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	19424	Équipements pour les parcs	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11-Déc. -19	316,66
ORDRE DES URBANISTES DU QUEBEC.	282	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	629,92
OSCAR SALAZAR VARELA	2019027	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	314,96

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	909377	Procédure 3000883782	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	16-Déc. -19	47,61
	909471	Procédure 3000933262	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	16-Déc. -19	30,40
	909494	Procédure 3001421580	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	16-Déc. -19	30,40
	922617	Procédure 306745073	Travaux publics	Autres - Transport	16-Déc. -19	25,71
PIERRE GAUVIN	191024	Ateliers rencontres artistes les 9 et 17 octobre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	03-Déc. -19	419,95
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	b0000pd60s12	Loation local s123 - paiement janvier 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	11-Déc. -19	363,33
PLANTE, MARIE-EVE	rembempl1912	Remboursement frais kilométrage formation le 27 nov. 19	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	10-Déc. -19	36,58
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	13462	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	02-Déc. -19	839,90
	13463	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	02-Déc. -19	330,71
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	101367981	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	25-Nov. -19	122,08
	101370010	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	25-Nov. -19	76,63
	101371271	Réparation prise perceuse impact	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	28-Nov. -19	72,55
	101371612	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	09-Déc. -19	17,36
RACHEL MORENCY	191116	Atelier: santé mieux-être (Apprendre à se détendre et à diminuer son stress, 1h30h)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	125,98
RAYTECH ELECTRONIQUE INC.	408932	CB radio president heavy duty	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	02-Déc. -19	196,32
RECY-BETON INC	in3052612	Asphalte	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	05-Déc. -19	87,98

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1025283	1 déplacement le 26 sept. 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19-Déc. -19	68,24
RESTO PLATEAU	520803	175 potages, 80 cidres chauds - Esplanade métro Frontenac le 6 déc. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	11-Déc. -19	678,25
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	076221	Rencontre usage transitoire sur site Hôpital R.Victoria	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	05-Déc. -19	138,27
SANIVAC	0000544107	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	02-Déc. -19	26,86
	0000544108	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	02-Déc. -19	26,86
	0000547493	Location périodique rue Lucien l'Allier/ coin St Antoine	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	02-Déc. -19	26,86
SARA HEBERT	15	Atelier de fanzine le 8 déc. bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	314,96
	16	Atelier de fanzine le 11 déc. bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	314,96
SAULNIER, KARL	rembempl1911	Remboursement frais stationnement, coussin chauffant les 13 et 20 nov.19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	28-Nov. -19	43,64
SEBASTIEN AUMAIS	ccu191212	Remb_rencontres membres CCU(sept à déc 2019)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Déc. -19	200,00
SEBASTIEN POTVIN	2019l14	Animation Heure du conte avec Barbada le 14 déc. bibliothèque Père AMbroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Nov. -19	131,23
SERVICES TOURISTIQUES GUIDATOUR INC.	173429	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Nov. -19	241,52
SIX CREATIVELAB	f1625c40	Production 2 dépliants pour programmation automne 2019 pour les bibliothèques Frontenac et Père Ambroise	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	724,94
	f1641c40	Correction, mise à jour, production 2 invitations pour inauguration murale Janine Sutto	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	70,34
	f1667c40	Conception et production d'une publicité du temps des fêtes pour magazine Fugues	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	257,74
	f1668c40	Production panneau pour traverses piétons rue Ontario	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	105,51

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SIX CREATIVELAB	f1669c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	70,34
	f1673c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Déc. -19	87,93
	f1679c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Déc. -19	828,88
	f1686c40	Mise à jour, production 3 panneaux horaires des patinoires	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Déc. -19	140,68
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1421065309	Frais de paiement tardif	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	23-Déc. -19	439,32
	9707237588	Frais de poste-articles expédiés	Travaux publics	Autres - Transport	25-Nov. -19	81,94
	9710507537	Facture 9710507537	Travaux publics	Autres - Transport	23-Déc. -19	39,63
	9711387292	Facture 9711387292	Travaux publics	Autres - Transport	23-Déc. -19	174,37
SOLUTIONS ALTERNATIVES ENVIRONNEMENT INC	8419	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	02-Déc. -19	866,15
	8423	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	05-Déc. -19	50,00
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	17306	I intervention & nettoyage graffitis en ha;uteur rue Gauchetière Ouest	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	16-Déc. -19	656,17
SONORISATION GPS	in00154	Services technicien et sonorisation les 25 et 26 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	04-Déc. -19	866,15
	in00155	Services sonorisation les 2, 16 et 23 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	04-Déc. -19	866,15
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	inv086055	Coaching de gestion - rencontre 4 - 12 sept. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	18-Déc. -19	524,94
SPECTRE DE RUE INC .	916	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	450,00
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	30468	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	362,21

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	30469	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	26-Nov. -19	824,15
	30470	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	26-Nov. -19	143,83
	30471	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	26-Nov. -19	47,24
	30693	Conception graphique Dépliant Maison Shoe Box	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	377,95
	30694	Correction dépliant Ouvrir un commerce	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	12-Déc. -19	26,25
TAMZYN BERMAN	2019017	Mise en page document + deux phases modifications supplémentaires le 28 nov. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	04-Déc. -19	866,15
TAXI DIAMOND	0077470919	2 coupons le 30 sept. 19 - AUSE	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	28,03
	0077471019	1 coupon le 31 oct. 19 - AUSE	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	28-Nov. -19	16,66
TRICYA GODIN	191201	Inititation cours patinage du 21 sept. au 14 dec. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	05-Déc. -19	500,00
UNIVERSITE MCGILL	s51206641	Activité sur les momies, bricolage bibliothèque Frontenac le 20 oct. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	23-Déc. -19	183,73
VANIER, GENEVIEVE	rembempl1911	Remboursement frais kilométrage et stationnement du 13 juin au 12 novembre 2019	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	02-Déc. -19	93,39
VENTES ET LOCATION DE GOBELETS REUTILISABLES ECOCUP INC.	2066	Location verres, bac réutilisables, lavage, transport le 30 oct.	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	26-Nov. -19	103,62
VILLENEUVE, SYLVAIN	dfonct191219	Remboursement frais de repas d'affaire	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	20-Déc. -19	75,24
WAGNER, NATHALIE	rembempl1912	Remboursement frais kilométrage et stationnement du 4 oct. au 25 nov. 19	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	04-Déc. -19	56,21

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Novembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
WAI YIN KWOK	191209	Facture du 9 décembre 2019 pour traduction et séance information YMCA Guy-Favreau	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	23-Déc. -19	232,00
Y DES FEMMES DE MONTREAL	191215	Location salle Holden Fisher le 14 déc. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	23-Déc. -19	157,48
						57 140,23

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Décembre 2019				1196
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines				4
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-12-13 13:03:38	Maryse BOUCHAF	**2195204049**	Imposer un avis de suspension de 2 jours au dossier de l'employé ayant le matricule 656195000, à la Division de des Sports, loisirs Et Du Developpement Social, pour une infraction commise le 29 octobre 2019.	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				3
2019-12-19 10:12:52	Marc LABELLE	**2192944047**	Autoriser, à compter du 1er janvier 2020, les modifications à la structure de postes de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de l'exercice budgétaire 2020, et ce, sous réserve de l'approbation du budget par les instances désignées de la Ville de Montréal	
2019-12-19 10:11:31	Marc LABELLE	**2192944106**	Autoriser le déplacement de l'unité administrative 520000000002 (Soutien aux élus), des trois postes temporaires (42377 - chargée de secrétariat, 79194 - responsable soutien aux élus I et 42378 - secrétaire d'unité administrative) et des occupants, de la Direction de Ville-Marie à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs à compter du 30 novembre 2019.	
2019-12-11 08:48:06	Jean-Luc L'ARCHEV	**2192944091**	Autoriser la transformation du poste banques d'heures #73426 d'analyste de dossiers en un poste permanent col blanc d'analyste de dossiers (792930) au sein de la Division du Greffe de la Direction relations citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'Arrondissement Ville-Marie à compter du 1er novembre 2019.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme				24
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				24
2019-12-23 07:39:34	Sylvain VILLENEU	**2197176115**	Approuver la délivrance du permis 3001641577 relativement à l'installation d'une thermopompe en cour latérale, pour l'immeuble situé au 1700, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-20 17:00:43	Sylvain VILLENEU	**2197176114**	Approuver la délivrance du permis 3001650714 relativement au remplacement de la porte d'entrée du commerce situé au 1407, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-20 16:59:41	Sylvain VILLENEU	**2197176112**	Approuver la délivrance du certificat 3001550878 relativement à l'installation de l'enseigne "Kinton Ramen", pour l'édifice Toronto-Dominion situé au 500, rue Saint-Jacques, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-20 16:59:15	Sylvain VILLENEU	**2197176111**	Approuver la délivrance du permis 3001652596 relativement à l'ajout d'une génératrice au toit de l'édifice Windsor, situé au 1160, rue Peel, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-12-20 16:19:38	Sylvain VILLENEU	**2197524068**	Approuver la délivrance du certificat 3001700374 relativement à l'installation de 2 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 1020, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:19:11	Sylvain VILLENEU	**2197524069**	Approuver la délivrance du certificat 3001613669 relativement à l'installation d'une enseigne à plat sur l'immeuble situé au 2118, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:18:44	Sylvain VILLENEU	**2197524070**	Approuver la délivrance du certificat 3001694575 relativement à l'installation d'une enseigne à plat sur l'immeuble situé au 2065, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:18:03	Sylvain VILLENEU	**2197524071**	Approuver la délivrance du permis 3001694929 relativement à l'ajout d'une porte et d'une alcôve en façade sur un immeuble situé au 85, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:17:33	Sylvain VILLENEU	**2197524072**	Approuver la délivrance du permis 3001665457 relativement à l'aménagement d'une terrasse au toit sur un immeuble situé au 220, rue Saint-Paul Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:16:03	Sylvain VILLENEU	**2197524073**	Approuver la délivrance du permis 3001660996 relativement à l'ajout d'un escalier en façade sur un immeuble situé au 1537, avenue Summerhill, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-20 16:13:25	Sylvain VILLENEU	**2197524074**	Approuver la délivrance du certificat 3001614477 relativement à l'installation de 3 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 1250, boulevard Saint-Laurent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-17 09:12:31	Sylvain VILLENEU	**2190867003**	Approbation, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans déposés pour la construction d'un complexe multifonctionnel sis au 1205 à 1215, Place Phillips / Requête no 3001586780
2019-12-10 17:27:50	Sylvain VILLENEU	**2197176110**	Approuver la délivrance du permis 3001666097 relativement à l'ajout de 3 marquises en façade Gauchetière de la place Bonaventure, située au 800, rue de la Gauchetière Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-06 16:17:28	Sylvain VILLENEU	**2197524067**	Approuver la délivrance du certificat 3001646403 relativement à l'installation de 2 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 2070, rue Saint-Denis, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-05 08:31:42	Sylvain VILLENEU	**2197176107**	Approuver la délivrance du permis 3001537297 et du certificat 3001543834 relativement à l'agrandissement en sous-sol et à l'aménagement du talus, pour la station de pompage McTavish située au 3625, rue McTavish, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-12-05 08:30:55	Sylvain VILLENEU	**2197176106**	Approuver la délivrance du certificat 3001682406 relativement au renouvellement des enseignes de nom de bâtiment , pour la place Ville-Marie située au 1, place Ville-Marie, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:56:18	Sylvain VILLENEU	**2197176105**	Approuver la délivrance des certificats 3001505196 et 3001505198 relativement à l'installation des enseignes "CC Ordinateurs" et "Canada et électronique", pour le bâtiment du Collège LaSalle situé au 2110, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:55:47	Sylvain VILLENEU	**2197176104**	Approuver la délivrance du permis 3001662004 relativement à l'installation de clôtures de sécurité au bas du sentier de l'Escarpement du parc du Mont-Royal, situé au 1194, chemin Remembrance, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:55:25	Sylvain VILLENEU	**2197176103**	Approuver la délivrance du permis 3001503017 relativement à l'agrandissement en cour arrière, pour le Centre culturel islamique africain situé au 2361, rue Ontario Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:54:59	Sylvain VILLENEU	**2197176102**	Approuver la délivrance du permis 3001629754 relativement à l'ajout d'un appareil de ventilation au toit, pour le pavillon Wong de l'université McGill situé au 3610, rue University, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:54:02	Sylvain VILLENEU	**2197176100**	Approuver la délivrance du permis 3001494481 relativement à l'agrandissement arrière et à la rénovation, pour l'immeuble situé au 1445, rue Bishop, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:53:30	Sylvain VILLENEU	**2197176098**	Approuver la délivrance du permis 3001672818 relativement au remplacement de la porte du balcon, pour l'immeuble situé au 1836, rue Poupart, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2019-12-04 14:52:59	Sylvain VILLENEU	**2197176097**	Approuver la délivrance du certificat 3001640055 relativement à l'installation des enseignes "Desjardins", pour le basilaire du complexe Desjardins situé au 100, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections			2
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B			2
2019-12-12 13:20:26	Sylvain VILLENEU	**2194024002**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 68 600 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 423 988 - 2054, rue Fullum – demande de permis 3001648457).

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-12-05 14:36:21	Sylvain VILLENEU	**2198308001**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 92 432,43 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux extérieurs-intérieurs visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lots 1 065 532 et 1 067 394 - 2205-2257, rue Saint-Marc – demande de permis 3001543115).	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme				4
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				4
2019-12-05 08:38:13	Sylvain VILLENEU	**2197176092**	Approuver la délivrance du permis 3001614095 relativement à l'ajout d'une marquise au-dessus de l'entrée principale, pour l'immeuble situé au 1700, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-05 08:36:06	Sylvain VILLENEU	**2197176093**	Approuver la délivrance du permis 3001615811 relativement aux modifications des 3 façades sur rue, pour le magasin "Bureau en gros" situé au 770, rue Notre-Dame Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-05 08:33:43	Sylvain VILLENEU	**2197176094**	Approuver la délivrance du permis 3001648457 relativement à la construction d'un immeuble de 3 étages, situé au 2054, rue Fullum, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2019-12-05 08:32:43	Sylvain VILLENEU	**2197176095**	Approuver la délivrance du certificat 3001548895 et du permis 3001548937 relativement à la démolition d'un immeuble dérogatoire de 2 étages et à la construction d'un immeuble de 2 étages et 2 logements, situé au 2400, rue Hogan, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections				5
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				3
2019-12-18 13:22:02	Sylvain VILLENEU	**2190239005**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 4 281 554,51 $$ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 340 632 - demande de permis 3001586780).	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-12-12 13:19:48	Sylvain VILLENEU	**2198311006**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 11 546,81 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux intérieurs visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 338 666 - 3468, rue Drummond / 3495, rue de la Montagne – demande de permis 3001622491).	
2019-12-04 09:01:09	Sylvain VILLENEU	**2190239004**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 1 050 638,41 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 338 887 - demande de permis 3001522354).	
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				2
2019-12-13 13:10:41	Sylvain VILLENEU	**2195082015**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Vital Roy, arpenteur-géomètre, le 28 novembre 2019, minute: 53281, pour le remplacement des lots 5 713 926 et 3 066 637 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 297 944 et 6 297 945.	
2019-12-02 16:48:36	Sylvain VILLENEU	**2195082013**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Alain Thiffault, arpenteur-géomètre, le 12 juin 2019, minute: 42992, pour le remplacement du lot 1 566 537 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 323 753 et 6 323 754 .	
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques				3
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				3
2019-12-23 10:41:28	Jean-Luc L'ARCHEV	**2194673003**	Accorder un contrat de gré à gré au montant de 35 412 $ à la compagnie Securitas Canada Limitée pour assurer la surveillance et le contrôle des lieux au bâtiment du 2550 Ontario Est (Maison de la culture Janine-Sutto et la bibliothèque Frontenac) dans l'Arrondisssement de Ville-Marie.	
2019-12-03 14:38:04	Marc LABELLE	**2194673004**	Accorder à l'entreprise XYZ Technologie culturelle un contrat gré à gré de 58 672,02 $ (taxes incluses) pour l'acquisition et l'installation d'un écran de projection et d'une console de sonorisation audio pour la salle de spectacle de la Maison de la culture Janine-Sutto (installation 8662), conformément aux soumissions reçues.	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-12-03 14:22:10	Marc LABELLE	**2194673002**	Accorder un contrat de gré à gré à Auvitec Ltée au montant de 26 237,30 $ (taxes incluses) pour l'acquisition, d'un équipement d'éclairage pour la salle de spectacle de la Maison de la culture Janine-Sutto (installation 8662), conformément aux soumissions reçues.	
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du				1
Article 17.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-12-05 16:24:41	Marc LABELLE	**2194951003**	Approuver la convention et accorder un contrat de services à l'Association Les Chemins du Soleil pour un montant de 56 978,65 $ toutes taxes incluses le cas échéant pour la surveillance des patinoires extérieures des parcs Walter-Stewart et des Vétérans de l'arrondissement de Ville-Marie pour la saison 2019-2020	
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des				39
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				4
2019-12-23 09:11:32	Jean-Luc L'ARCHEV	**2197729399**	PROMOTION - ALI,SAMBA OUMAR Matricule: 100013508 A/C du: 2019-12-04 Titre d'emploi: C/D RESS. FIN.,MAT.,INFORMATIONNELLES <<ARR>60M>> No poste: 28223	
2019-12-13 16:13:13	Marc LABELLE	**2192944103**	PROMOTION - ROWAN,KATERINE Matricule: 100147865 A/C du: 2019-12-14 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'ARRONDISSEMENT No poste: 52986	
2019-12-09 11:12:58	Marc LABELLE	**2197729366**	PROMOTION - BEAUDRY,FREDERIC Matricule: 100045860 A/C du: 2019-11-07 Titre d'emploi: C/D SL & DÉV.SOC EN ARRONDISSEMENT No poste: 12319	
2019-12-05 16:34:59	Marc LABELLE	**2197729360**	PROMOTION - RAYMOND-PARENT,YANNICK Matricule: 100038852 A/C du: 2019-11-23 Titre d'emploi: C/S TRAV.& DÉNEIGEMENT_- ARR. No poste: 68223	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				13
2019-12-20 08:48:55	Jean-Luc L'ARCHEV	**2192944110**	DEPLACEMENT - BOULAY,GENEVIEVE Matricule: 100188735 A/C du: 2020-01-04 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE) EN RESSOURCES HUMAINES No poste: 61420	
2019-12-19 10:19:38	Marc LABELLE	**2192944113**	DEPLACEMENT - BESSE-BERGIER,AGATHE Matricule: 100233121 A/C du: 2020-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE RECHERCHE No poste: 81070	
2019-12-19 10:16:44	Marc LABELLE	**2192944112**	DEPLACEMENT - PHILIBERT,CATHERINE Matricule: 100006941 A/C du: 2020-01-01 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 81030	
2019-12-18 09:37:55	Alain DUFRESN	**2197729389**	EMBAUCHE - CHARRON,MARIE YUAN Matricule: 100267104 A/C du: 2020-01-13 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 90 CREDITS ET PLUS No poste: 00000	
2019-12-17 14:19:15	Alain DUFRESN	**2197729387**	EMBAUCHE - SIMARD,SAMUEL Matricule: 100267103 A/C du: 2020-01-13 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 90 CREDITS ET PLUS No poste: 00000	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-12-17 09:58:17	Jean-Luc L'ARCHEV	**2192944111**	MUTATION - TROTTIER,CHANTAL Matricule: 100012478 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU BUDGET No poste: 81035
2019-12-16 08:56:04	Jean-Luc L'ARCHEV	**2192944109**	DEPLACEMENT - MC DONALD,CAROLINE Matricule: 018208800 A/C du: 2020-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 26728
2019-12-13 13:31:41	Alain DUFRESN	**2197729379**	EMBAUCHE - LEDUC-ROBITAILLE,FELIX Matricule: 100266979 A/C du: 2020-01-06 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 1 A 59 CREDITS No poste: 00000
2019-12-12 13:59:49	Alain DUFRESN	**2197729378**	EMBAUCHE - KARAMOKO,MATOKOMA MATHE Matricule: 100236189 A/C du: 2019-12-16 Titre d'emploi: DEPISTEUR(EUSE) DE FUITES D'EAU No poste: 71712
2019-12-06 18:20:12	Sylvain VILLENEU	**2197729375**	PROMOTION - BLAIN,MAXIME Matricule: 100015393 A/C du: 2020-01-04 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DU CADRE BATI No poste: 12904
2019-12-03 09:21:56	Alain DUFRESN	**2197729369**	EMBAUCHE - PARADIS,FRANCIS Matricule: 100264703 A/C du: 2019-12-07 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 75429
2019-12-03 07:48:59	Alain DUFRESN	**2192944104**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BLAISE,MARIE YOLAINE Matricule: 100029488 A/C du: 2019-11-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203
2019-12-03 07:48:29	Alain DUFRESN	**2192944108**	EMBAUCHE - BLANCHET-MANTHA,VIRGINIE Matricule: 100252602 A/C du: 2019-11-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 68203
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			19
2019-12-20 15:36:00	Brigitte GRANDM/	**2197729396**	PROMOTION - BEAUNEGRE,MANFRED Matricule: 100235861 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78998
2019-12-20 15:35:48	Brigitte GRANDM/	**2197729395**	PROMOTION - GUERRIER,GUERDY Matricule: 100235173 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 80742
2019-12-20 15:35:36	Brigitte GRANDM/	**2197729394**	PROMOTION - TANGASSI,MABEL Matricule: 100228153 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 80906
2019-12-20 15:35:23	Brigitte GRANDM/	**2197729393**	PROMOTION - DIB,WAJDI NICOLAS Matricule: 100227511 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78347
2019-12-20 15:35:12	Brigitte GRANDM/	**2197729392**	PROMOTION - COLAS,MAELLA Matricule: 100199329 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78346
2019-12-20 15:29:06	Brigitte GRANDM/	**2197729391**	PROMOTION - BENYAHIA,NABIL Matricule: 100110643 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78324

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-12-20 15:28:48	Brigitte GRANDM/	**2197729390**	PROMOTION - ST-LAURENT,ANNICK Matricule: 100075095 A/C du: 2020-01-11 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 80905
2019-12-18 10:38:15	Brigitte GRANDM/	**2197729388**	EMBAUCHE - CLOUTIER,DAVID Matricule: 100092201 A/C du: 2020-01-06 Titre d'emploi: SUPERVISEUR - 311 & INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 78341
2019-12-17 14:47:02	Guylaine BRISSON	**2197729381**	MUTATION - GUAY-MARLEAU,CAMILLE Matricule: 100012970 A/C du: 2020-01-07 Titre d'emploi: AGENT(E) DE RECHERCHE No poste: 81614
2019-12-17 14:46:40	Guylaine BRISSON	**2197729383**	DEPLACEMENT - HERNANDEZ,SAMUEL Matricule: 100150995 A/C du: 2019-12-09 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80185
2019-12-17 11:14:11	Brigitte GRANDM/	**2197729382**	REEMBAUCHE - LACOMBE,CAROLINE Matricule: 100101642 A/C du: 2019-10-29 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000
2019-12-16 14:28:35	Guylaine BRISSON	**2197729384**	DEPLACEMENT - BRUNET,JULIE Matricule: 326988999 A/C du: 2020-01-06 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 76255
2019-12-16 10:38:53	Guylaine BRISSON	**2197729380**	PROMOTION - DECARIE,VERONIQUE Matricule: 100008772 A/C du: 2019-12-14 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SOUTIEN ADMINISTRATIF No poste: 76270
2019-12-11 13:13:32	Brigitte GRANDM/	**2197729377**	DEPLACEMENT - AZIZI,TAREK Matricule: 100009400 A/C du: 2019-11-12 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 80967
2019-12-05 14:11:11	Guylaine BRISSON	**2197729372**	PROMOTION - RAHAL,MOHAMED Matricule: 100035882 A/C du: 2019-12-14 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN INSTRUMENTATION & CONTROLE No poste: 80504
2019-12-05 14:10:43	Guylaine BRISSON	**2197729373**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - ADJINE,LYDIE BLANCHE Matricule: 100172938 A/C du: 2019-11-27 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 76650
2019-12-05 14:10:00	Guylaine BRISSON	**2197729374**	MUTATION - BASTIEN,SYNDI Matricule: 601379000 A/C du: 2020-01-04 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80186
2019-12-04 11:13:35	Guylaine BRISSON	**2197729371**	EMBAUCHE - BOUJU,NOLWENN Matricule: 100250896 A/C du: 2019-11-09 Titre d'emploi: AGENT DE PRÉVENTION - CONTRÔLE ANIMALIER No poste: 76636
2019-12-03 15:18:09	Brigitte GRANDM/	**2197729368**	DEPLACEMENT - RATELLE,BENOIT Matricule: 100078494 A/C du: 2019-11-23 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 80899

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-12-18 15:43:49	Stephanie MATTE	**2192818006**	Imposer un avis de mesure disciplinaire en date du 13 décembre 2019 à l'employé ayant le matricule 100235173 au sein de la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 du Service de l'expérience citoyenne et des communications pour des événements survenus entre le 19 novembre et le 12 décembre 2019.	
2019-12-13 14:05:11	Stephanie MATTE	**2192818005**	Imposer une journée de suspension en date du 17 décembre 2019 à l'employé ayant le matricule 100052945 au sein de la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et 311 du Service de l'expérience citoyenne et des communications pour des événements survenus entre le 1er juin 2019 et le 5 décembre 2019.	
Article 17.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-12-02 11:34:34	Guylaine BRISSON	**2197729370**	CESSATION - CORBI,VALENTINA Matricule: 669715000 A/C du: 2019-10-26 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80186	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public				1
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-12-10 08:26:28	Alain DUFRESN	**2195914009**	Installer 3 zones de livraison dans l'arrondissement de Ville-Marie	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers				2
Article 19.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2019-12-17 15:07:27	Marc LABELLE	**2196164001**	Autoriser une dépense maximale de 50 372,85 $ pour des services professionnels pour la caractérisation environnmentale Phases I et II, l'estimation des coûts, les plans et devis en environnement et la surveillance environnementale pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 1338591 (appel d'offre18-17192) avec Groupe ABS	
2019-12-04 14:36:27	Marc LABELLE	**2195876004**	Approuver la convention modifiée, se terminant en mai 2020 , pour les services professionnels de la compagnie 9327-2227 Québec inc. (EPI Paysage) afin de bonifier le nombre d'heures alloué à l'élaboration des plans et devis, l'estimation des coûts, la surveillance des travaux pour l'aménagement paysager de divers parcs et autoriser une dépense maximale de 33 238.24 $, taxes incluses et majorant ainsi la valeur total du contrat à 99 991.55 $ (taxes incluses)	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie				13
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				10
2019-12-17 09:42:49	Alain DUFRESN	**2195850013**	Imposer une suspension de quatre (4) jours à un employé portant le numéro de matricule 100038557, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-17 09:20:34	Alain DUFRESN	**2195920005**	Imposer une suspension de seize (16) jours à à un employé portant le matricule 005456430, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-12-17 09:19:26	Alain DUFRESN	**2195920004**	Imposer une suspension d'un (1) jour à à un employé portant le matricule 005316040, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	
2019-12-16 15:02:46	Alain DUFRESN	**2195850015**	Imposer une suspension de six (6) jours à un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-16 07:52:31	Alain DUFRESN	**2195920001**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 100025129, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-16 07:51:52	Alain DUFRESN	**2195850016**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 100026996, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-16 07:50:08	Alain DUFRESN	**2195850017**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 100038557, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-12 15:13:25	Alain DUFRESN	**2195850014**	Imposer une suspension de deux (2) jours à un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
2019-12-10 08:21:40	Alain DUFRESN	**2195850008**	Imposer une suspension de quatre (4) jours à un employé portant le numéro de matricule 005037430, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	
2019-12-10 08:19:53	Alain DUFRESN	**2195850010**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 005324170, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				2
2019-12-17 09:22:21	Alain DUFRESN	**2195920006**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le matricule 541425000, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics	
2019-12-10 10:16:44	Éric BELLEVILI	**2195850011**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 100034183, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Article 20.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-12-12 15:38:28	Marc LABELLE	**2194735002**	Autoriser une dépense de 45 224,27$ à la firme EXP pour un mandat de services professionels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour l'arpentage des rues en vue de la préparation des plans et devis pour le programme de réfection routière (PRR 2020) de l'arrondissement Ville-Marie pour une dépense maximale de 49 746,70$ taxes et contingences incluses.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 53 899,93 $ et autoriser une dépense de 97 999,86 $ à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP -19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 107 799,85 $, taxes et contingences incluses

"D'affecter les surplus de l'arrondissement pour une somme de 53 899.93 $ taxes incluses;
D'autoriser une dépense de 97 999.86 $ à la firme EXP pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget de contingences de 9 799.99 $;

D'imputer cette dépense conformément à l'intervention financière du présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 15:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204735006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 53 899,93 $ et autoriser une dépense de 97 999,86 $ à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 107 799,85 $, taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la Voirie des Travaux Publics de l'Arrondissement de Ville-Marie procède annuellement à un programme de réfection routière (PRR) dans diverses rues de l'arrondissement. Dans le cadre du réaménagement, de la rue De Rouen, entre les rues Iberville et Du Havre, il a été prévu d'inclure une piste cyclable bidirectionnelle avec un mail végétalisé et un élargissement de trottoirs avec des fosses de plantation. Il est donc requis de préparer les plans et devis pour lancer un appel d'offres pour la construction du projet. Les services professionnels de la firme Les services EXP inc. sont donc requis pour effectuer ces plans et devis.

La Direction des Travaux Publics a déjà effectué un processus de sollicitation des marchés et a octroyé 3 contrats de type ententes-cadres.

Suite à l'offre de service MTR-00019016-AO en date du 23 janvier 2020, le présent mandat sera effectué par le firme Les services EXP inc. conformément à l'appel d'offres VMP-19-016 et la convention s'y rattachant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA19 240450_Conclure trois (3) ententes cadres d'une durée de trente-six (36) mois, à compter de la date de leur octroi par le Conseil d'arrondissement, pour la fourniture sur demande de services professionnels en ingénierie pour la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie;

DESCRIPTION

Afin de boucler le lien cyclable entre le rue de Rouen à l'est de la rue Gascon et celle du parc Walter-Stewart à l'ouest, l'ajout d'un tronçon sur la rue De Rouen entre les rues Iberville et Du Havre est nécessaire. Un réaménagement complet de la rue de Rouen a donc été proposé ainsi que la mise en sens unique vers l'ouest. Comme la fondation de la

chaussée est dégradée, celle-ci doit être entièrement reconstruite. Une piste cyclable bi-directionnelle est prévue du côté sud avec un mail végétalisé. Le trottoir du côté nord sera élargie, des saillies seront ajoutées et la plantation sera maximisée.

JUSTIFICATION

L'élargissement des trottoirs permet d'aménager des aires de détentes pour les citoyens. L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée et réduire l'effet d'îlot de chaleur. La piste cyclable permettra de boucler un lien cyclable dans le secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du mandat à autoriser est 97 999,86 $ taxes incluses.

Le coût du budget prévisionnel de contingences de 10% est de 9 79,.99 $

Le coût total est de 107 799,85$ (taxes et contingences incluses).

La rue de Rouen est située à l'est de la rue Atateken, elle ne fait donc pas partie du territoire délimité comme étant le Centre-Ville.

Les travaux effectués sur le tronçon entre Frontenac et du Havre concernent le réseau artériel et représentent 50 % de la dépense en lien avec le présent dossier, L'autre partie de la dépense concerne le tronçon entre Iberville et Frontenac et concerne le réseau local.

Étant donné que le SUM ne dispose pas des budgets requis pour le réseau artériel, cette portion sera financée par les surplus de gestion de l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement contribuera à l'apaisement de la circulation et la plantation d'arbres permettra d'augmenter la canopée. Le lien cyclable permettra d'augmenter les déplacements cyclistes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'autorise pas la dépense à la firme externe leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le mandat débutera en février 2020 et se terminera en décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204735006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 53 899,93 $ et autoriser une dépense de 97 999,86 $ à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP -19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 107 799,85 $, taxes et contingences incluses





Aspect financier_dossier_De Rouen.xlsOS-MTR394231_de Rouen (Ghislain Langlois).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 53 899,93 $ et autoriser une dépense de 97 999,86 $ à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP -19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 107 799,85 $, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204735006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735006

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Sources multiples

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		107 799.85 $						**107 799.85 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	février	2020	Date de fin :	01	décembre	2020

Formulaire complété par : Ghislain Langlois

Prénom, nom

Date et heure système : 03 February 2020 15:19:49

1001, boul. De Maisonneuve O., bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8, CANADA
t: +1.514.788.6158 • www.exp.com

Le 23 janvier 2020

Monsieur Ghislain Langlois, ing., M. Env.
Ingénieur
Division de la voirie
Arrondissement de Ville-Marie
1455, Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

V/Réf. : Entente cadre VMP-19-016
N/Réf. : MTR-00019016-A0

Objet : Demande d'offre de services professionnels pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue de Rouen, de la rue d'Iberville à la rue du Havre
Soumission no. - À venir
Offre de services

Monsieur,

Pour faire suite à la réunion du 13 janvier dernier, nous vous soumettons, par la présente, notre proposition pour les services d'ingénierie associés à la préparation des plans et devis relatifs au projet cité en objet.

Les activités suivantes sont prévues au contrat :

- Préparation d'un plan concept d'aménagement, comprenant la nouvelle géométrie, le marquage, les simulations Autoturn, les triangles de visibilité aux intersections, le concept proposé de bio-rétention, le concept proposé pour les feux de circulation;
- Préparation des plans de voirie, de nivellement, d'éclairage et de feux de circulation, du Cahier des charges, du DTSI-V, du DTSI-E, du DTSI-F et duDTSI-M émis pour commentaires, pour soumission et pour construction;
- Assistance durant la période d'appel d'offres.

Nous vous transmettrons notre plan de travail relatif à la surveillance des travaux, une fois que la durée des travaux aura été établie (pendant la préparation des plans et devis).

Également, puisqu'il n'y a pas de catégorie pour les architectes paysagers senior dans le bordereau de soumission, nous avons mis les heures de cette ressource dans la colonne « Technicien arpenteur (5 ans et +) » de notre plan de travail.

L'équipe qui sera affectée à ce projet sera composée des personnes suivantes :

Chargé de projet de l'entente-cadre	Éric Bélanger
Ingénieur senior éclairage	Mathieu Gravel
Ingénieure intermédiaire feux (7 à 11 ans)	Andrea Rueda
Ingénieure junior civil (0 à 3 ans)	Catherine Charette
Dessinateur (3 ans et +)	Ronald Lacasse
Architecte paysager senior	Sébastien Pinard
Technicien senior civil (11 ans et +)	Ljubisa Kosijer
Ingénieur intermédiaire mobilité (7 à 11 ans)	Patrick Ziccardi
Ingénieur junior mobilité (0 à 3 ans)	Ralph Abou-Chedid
Technicien junior mobilité (0 à 3 ans)	Benjamin Dunn

L'échéancier préliminaire pour la réalisation de ce mandat est le suivant :

- Émission du bon de commande par l'arrondissement : 3 février 2020;
- Dépôt plan concept : 21 février 2020;
- Dépôt des plans à 50 % : 13 mars 2020
- Dépôt des documents à 90 % : 10 avril 2020
- Dépôt des documents d'appel d'offres : 24 avril 2020
- Période d'appel d'offres : mai 2020
- Octroi du mandat à l'Entrepreneur : juin 2020
- Travaux : été et automne 2020

Le détail des diverses activités considérées dans le cadre de ce mandat et les prévisions d'heures associées à celles-ci sont indiqués au plan de travail joint à la présente. Nos prévisions d'honoraires pour ces services sont ainsi de 97 999,86 $, taxes incluses (85 235,80 $, taxes non incluses).

Nous espérons le tout à votre convenance et nous sommes à votre disposition pour toute autre information complémentaire concernant ce mandat.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

2020-01-23

Éric Bélanger, ing.

EB/sj

p. j. Plan de travail

Ville de Montréal/Arrondissement de Ville-Marie
Entente-cadre VMP-19-016

Projet : Travaux de réaménagement de la rue de Rouen, de la rue d'Iberville à la rue du Havre

Soumission no. À venir

Plan de travail

Prévisions d'heures et d'honoraires

Activité	Chargé de projet	Ingénieur senior civil (11 ans et +)	Ingénieur intermédiaire civil (7 à 11 ans)	Ingénieur intermédiaire civil (3 à 7 ans)	Ingénieur junior civil (0 à 3 ans)	Technicien senior (11 ans et +)	Technicien intermédiaire (3 à 11 ans)	Technicien junior (0 à 3 ans)	Arpenteur-géomètre (5 ans et +)	Technicien arpenteur (5 ans et +)	Arpenteur junior (5 ans et +)	Dessinateur (3 ans et +)	Soutien technique	Total	
	128,00 $	110,00 $	90,00 $	75,00 $	64,20 $	77,00 $	40,00 $	40,00 $	230,00 $	115,00 $	105,00 $	80,00 $	44,00 $	Heures	Honoraires
Réunion de démarrage	3				5								1	9	749,00 $
Relevés complémentaires					1					10				11	1 214,20 $
Collecte de données	2	4		4	4									14	1 252,80 $
Plan concept	20	10	8		25					10		20	2	95	8 823,00 $
Réunion de coordination	3				5								1	9	749,00 $
Plans de voirie à 50%	20				30					15		30		95	8 611,00 $
Plans d'éclairage à 50%	1	15						20				15		51	3 778,00 $
Réunion de coordination	3	3			5								1	12	1 079,00 $
Plans de voirie à 90%	15				40					10		40		105	8 838,00 $
Plans d'éclairage à 90%	1	15										15		31	2 978,00 $
Plans PE et SL à 90%	1		40		40			10						91	6 696,00 $
Option pour remplacement d'entrées en plomb	2				8									10	769,60 $
DTSI-V à 90%	10				30								1	41	3 250,00 $
DTSI-M à 90%	5		25		50			15					1	96	6 744,00 $
DTSI-E à 90%	1	5			10								1	17	1 364,00 $
DTSI-F à 90%		8											1	9	924,00 $
Cahier des charges + bordereau à 90%	10				4								4	18	1 712,80 $
Estimation préliminaire	2	1			4								1	8	666,80 $
Plans de voirie pour soumission	10				20							20		50	4 164,00 $
Plans d'éclairage pour soumission	1	5										5		11	1 078,00 $
Plans PE et SL pour soumission			12					2				12		26	2 120,00 $
Plans de nivellement	10					60								70	5 900,00 $
DTSI-V pour soumission	5				10								3	18	1 414,00 $
DTSI-M pour soumission	4		10		15			8					1	38	2 739,00 $
DTSI-E pour soumission		2											1	3	264,00 $
DTSI-F pour soumission		4											1	5	484,00 $
Cahier des charges + bordereau pour soumission	4				1								3	8	708,20 $
Estimation finale	1	1		4	4								1	11	838,80 $
Assistance durant la période d'appel d'offres	8	4	4		25							6	2	49	3 997,00 $
Documents émis pour construction	1	1	1		8							5	2	18	1 329,60 $
Sous-total (heures)	**143**	**78**	**100**	**8**	**344**	**60**	**0**	**55**	**0**	**45**	**0**	**168**	**28**	**1029**	**N/A**
Sous-total (honoraires)	**18 304,00 $**	**8 580,00 $**	**9 000,00 $**	**600,00 $**	**22 084,80 $**	**4 620,00 $**	**0,00 $**	**2 200,00 $**	**0,00 $**	**5 175,00 $**	**0,00 $**	**13 440,00 $**	**1 232,00 $**	**N/A**	**85 235,80 $**

Sous-total:	85 235,80 $
TPS (5%):	4 261,79 $
TVQ (9,975%):	8 502,27 $
GRAND TOTAL:	**97 999,86 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735006

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :
"D'affecter les surplus de l'arrondissement pour une somme de 53 899.93 $ taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 97 999.86 $ à la firme EXP pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue De Rouen dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget de contingences de 9 799.99 $."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737240 Rue De Rouen-Travaux de réaménagement

2020	2021	2022	Total
49,0			

- La dépense faisant l'objet du présent dosier est financée au comptant à 50 % pour le tronçon Frontenac-Du Havre (volet artériel).

Le financement par emprunt (PTI net) concerne le tronçon Iberville-Frontenac (volet local)

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
107 799,85 $	98 435,63 $	97 999,86 $	89 486,93 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM04735005 au montant de 134 289,03 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 49 217,82 $ Surplus gestion

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 49 217,82 $ Emprunt

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	01809	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputations :

Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
53 899,93 $	49 217,82 $	**Tronçon artériel**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	54390	000000	0000	182360	000000	17020	00000

Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
53 899,93 $	49 217,82 $	**Tronçon local**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	54390	000000	0000	182360	000000	17020	00000

- Les virements de crédits seront effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567
Date: **2020-01-31**

Date et heure système : 31 janvier 2020 11:46:52

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement Ville-Marie

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil municipal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection des rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204735003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1378 – 19 novembre 2018 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001).

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de reconstruction des trottoirs à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs-Grises. Les trottoirs seront reconstruits à l'identique à l'exception du fait que des fosses d'arbres de 10 mètres cubes seront ajoutées afin de maximiser la canopée.
Les plans de localisation des fosses d'arbres ont été transmis à la Direction de la Mobilité du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

JUSTIFICATION

Les trottoirs ont été démolis lors de la construction du bâtiment. Ils doivent être reconstruits suite au prélèvement d'un dépôt à l'entrepreneur. L'arrondissement profite de la reconstruction pour ajouter les fosses d'arbres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De façon générale, les travaux visant à améliorer la condition des chaussées du réseau artériel, le coût des services professionnels externes et des travaux sont **entièrement assumées par la ville centre**. Les budgets requis à cet effet sont habituellement prévus au PTI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (S.U.M). Advenant que les budgets requis soient indisponibles ou insuffisants au PTI du SUM, les travaux pourraient être financés par les surplus de gestion de l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux de reconstruction seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux de juillet à septembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Stéfan GALOPIN, 31 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie et abroger la résolution CA19240403

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil municipal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs et de traverses en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 13:14

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204735001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie et abroger la résolution CA19240403

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de construction de saillies de trottoirs et de traverses piétonnes en thermoplastique dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1378 – 19 novembre 2018 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001).
CA19 240403 - 10 septembre 2019 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie (Dossier 1194735001).

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur les rues artérielles suivantes:

- Avenue Cedar (Saillies en face de hôpital);
- Saint-Mathieu / René-Levesque (Saillies);
- Maisonneuve / Atwater (Traverses thermoplastique) ;

- Maisonneuve / Lambert-Closse (Traverses thermoplastique).

Les plans de localisation des saillies ont été transmis à la Direction de la Mobilité du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

JUSTIFICATION

L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De façon générale, les travaux visant à améliorer la condition des chaussées du réseau artériel, le coût des services professionnels externes et des travaux sont **entièrement assumées par la ville centre**. Les budgets requis à cet effet sont habituellement prévus au PTI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (S.U.M). Advenant que les budgets requis soient indisponibles ou insuffisants au PTI du SUM, les travaux pourraient être financés par les surplus de gestion de l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux de juin à octobre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Stéfan GALOPIN, 31 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie et abroger la résolution CA19240403

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil municipal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 14:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204735002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de construction de rues dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1378 – 19 novembre 2018 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation des travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec et ce, **pour la période 2019-2021**. (Dossier : 1180615001).

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de construction sur les rues artérielles suivantes:

- Rue Parthenais entre Logan et Ontario: Élargissement des trottoirs avec plantation de 58 arbres avec fosse de 10 mètres cubes.
- Rue Saint-André entre Sherbrooke et Maisonneuve: Aménagement d'une piste cyclable bi-directionnelle sur le coté est avec mail de plantation. Perte de plusieurs places de stationnement du côté est. La plantation d'arbres sera maximisée;
- Rue Plessis entre Sherbrooke et René-Levesque: Aménagement de bandes cyclables et de saillies de trottoirs. Aucun enlèvement de stationnement. La plantation d'arbres sera maximisée;
- Rue de Rouen entre Iberville et Du Havre: Aménagement d'une piste cyclable bi-directionnelle avec mail de plantation du côté sud et élargissement du trottoir côté

nord. Perte d'environ 10 places de stationnement. La plantation d'arbre sera maximisée.

Les concepts de réaménagement des rues ont été transmis à la Direction de la Mobilité du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

JUSTIFICATION

L'élargissement des trottoirs permet d'aménager des aires de détentes pour les citoyens. Les aménagements cyclables favorisent l'utilisation du vélo au détriment de l'automobile. L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

De façon générale, les travaux visant à améliorer la condition des chaussées du réseau artériel, le coût des services professionnels externes et des travaux sont **entièrement assumées par la ville centre**. Les budgets requis à cet effet sont habituellement prévus au PTI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (S.U.M). Advenant que les budgets requis soient indisponibles ou insuffisants au PTI du SUM, les travaux pourraient être financés par les surplus de gestion de l'Arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cas des projets impliquant une piste cyclable, la réduction de l'utilisation de l'automobile est bénéfique pour le bilan carbone de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux de juin à novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéfan GALOPIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Avis favorable

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.07

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier « goFinance »

Il est recommandé:
D'ACCEPTER en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier "goFinance".

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 16:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205958001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier « goFinance »

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme de développement d'applications informatiques, l'arrondissement de Saint-Laurent a développé un outil de suivi financier appelé "goFinance".
Étant à la recherche d'outils similaires afin de faciliter l'accès à l'information financière auprès de ses gestionnaires et de ses employés, l'arrondissement de Ville-Marie s'est intéressé à cet outil.

L'application permet d'interroger les données du système comptable de la Ville (Simon) pour visualiser les revenus et les dépenses de l'arrondissement, d'une direction ou d'une division, et d'en connaître le détail par centre de responsabilité ou par objet. L'application permet également de visualiser les détails des dépenses des projets faisant partie du PTI (par année et par sous-projet). Le volet "fournisseurs" permet de rechercher un fournisseur actif ou inactif dans la base des fournisseurs SIMON. Il donne la liste des fournisseurs avec l'information qui y est reliée (adresse, téléphone, lieu, etc.) et la liste des bons de commande envoyés à un fournisseur donné. Il est également possible de rechercher un bon de commande et d'en visualiser le détail. L'application comprend également des utilitaires pour calculer les montants de TPS et de TVQ applicables aux municipalités.

Suite à des présentations faites à l'arrondissement et à l'analyse de ses besoins, une entente de partenariat a été conclue selon laquelle l'arrondissement de Saint-Laurent fournit à l'arrondissement de Ville-Marie l'application "goFinance".

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 080502 - 6 août 2013 - Offrir à l'arrondissement de Ville-Marie en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) le service d'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier "goFinance" (1133650001).

DESCRIPTION

L'entente proposée dans l'offre de services comprend :

- l'importation quotidienne de la base de données nécessaire pour l'utilisation de l'outil;
- l'accès aux applications pour les jours ouvrables de la Ville de Montréal, de 8 heures à 17 heures;
- l'accès aux applications par l'entremise d'une interface Intranet;
- un guide de l'usager;
- une formation initiale aux usagers;
- un support informatique pouvant aller jusqu'à 15 heures pour l'année 2015 pour l'implantation initiale et/ou des ajustements à l'application;
- un support informatique au-delà du 15 heures prévues, pour des améliorations au système, au taux horaire de 80 $;

L'entente comprend également une phase 2 qui permet de déployer certaines améliorations à l'outil, lesquelles ont été demandées par l'arondissement de Ville-Marie.

En contrepartie, l'arondissement de Ville-Marie s'engage à payer à l'arrondissement de Saint -Laurent le coût d'acquisition de l'outil de 50 000 $, plus des frais de 10 000 $ par année à partir de 2014 pour les droits d'utilisation de l'application, l'utilisation des serveurs et le support opérationnel du système. La phase 2, comprenant les améliorations demandées par l'arondissement de Ville-Marie, représente un coût de 25 000 $.

Cette entente demeure en vigueur et est renouvelée sans autre préavis à chaque début d'année. L'entente de services pourra être terminée à la fin de l'année au cours de laquelle un avis est communiqué par courriel de la part de l'une ou l'autre des parties.

JUSTIFICATION

L'outil développé par l'arrondissement de Saint-Laurent permet aux usagers de consulter les données financières de l'arrondissement en tout temps et de façon conviviale.
Également, l'autonomie que cet outil confère aux gestionnaires et aux chargés de projet facilite le suivi de leurs budgets respectifs.

Enfin, l'accès aux informations financières et la disponibilité de ces informations en temps réel favorisent une meilleure gestion des ressources de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés à l'implantation de l'outil, selon la proposition d'entente de partenariat de services fournie en pièce jointe et telle que décrite précédemment, sont de 75,000 $. Les paiements sont faits par transferts budgétaires entre les deux arrondissements.
Un montant récurant annuel de 10,000 $ s'applique pour les droits d'utilisation de l'application, de l'utilisation des serveurs et pour le support opérationnel du système, tel que précisé dans l'entente de services concernant l'hébergement et le support de l'application fournie en pièce jointe. Ce montant est également payé par transfert budgétaire.

Toute demande supplémentaire d'amélioration à l'application sera chargée à un taux horaire de 80 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation d'outils de gestion informatique favorise les valeurs promulguées par le concept de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le déploiement de l'outil dans l'arrondissement de Ville-Marie s'est matérialisé en 2013.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Tel que prévu à l'article 85,1 de la Charte de la Ville de Montréal, le Conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil d'un autre arrondissement un service relié à une compétence qu'il détient. La résolution offrant cette fourniture de service prend effet à compter de l'adoption d'une résolution acceptant cette offre.
Le présent dossier vise à officialiser, à la suite de l'adoption de la résolution, l'acceptation de l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Accepter en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), l'offre de services de l'arrondissement de Saint-Laurent pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier « goFinance »

Resolution1133650001 CA Saint-Laurent.doc

Proposition_entente_VM_goFinance.doc

Coûts acquisition et implantation goFinance.pdf

Coûts hébergement et support goFinance.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512
Télécop. : 514 868-3330

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance générale du mardi 6 août 2013	Résolution: CA13 08 0502

Soumis sommaire décisionnel numéro 1133650001 relatif à une entente de partenariat de services avec l'arrondissement de Ville-Marie pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier GopenAdmin.

ATTENDU les outils de suivi financier, de confection et de prévision budgétaire développés par la Division des ressources informationnelles et par la Division des ressources financières et matérielles de la Direction des services administratifs;

ATTENDU que l'arrondissement de Ville-Marie est à la recherche d'outils similaires afin de faciliter aux usagers l'accès à leur information financière;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente de partenariat par laquelle l'arrondissement de Saint-Laurent fournit à l'arrondissement de Ville-Marie des applications financières qui sont actuellement en utilisation à l'arrondissement de Saint-Laurent;

Proposé par le conseiller Aref Salem;

Appuyé par le conseiller Francesco Miele, il est

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

D'autoriser la conclusion d'une entente de partenariat de services avec l'arrondissement de Ville-Marie pour l'implantation du système d'information pour la gestion et le suivi financier GopenAdmin.

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 15 août 2013

PROPOSITION D'ENTENTE DE PARTENARIAT DE SERVICES
Implantation d'applications de suivi financier et de budget
Arrondissement de Ville-Marie/ Arrondissement de Saint-Laurent

Prix d'acquisition (système tel que décrit dans le document d'information) : 50 000 $

L'arrondissement de Saint-Laurent s'engage à :

- Fournir à l'arrondissement de Ville-Marie les applications suivantes développées par l'arrondissement de Saint-Laurent avec un historique maximum de 5 ans :
    - Budget de fonctionnement
        - revenus;
        - rémunération globale;
        - autres familles de dépenses.
    - Utilitaires
        - recherche de fournisseurs;
        - recherche de bons de commande;
        - calcul de taxes et la dépense pour les années 2010 et avant, 2011, 2012 et 2013.
    - Programme triennal d'immobilisation (PTI);
    - Prévision de budget;
    - Confection de budget.

- Importer quotidiennement la base des données nécessaire pour l'utilisation des outils ci-dessus mentionnés;
- Permettre l'accès aux applications par l'entremise d'une interface Intranet;
- Fournir un Guide de l'usager;
- Fournir une formation initiale aux usagers;
- Offrir un support informatique pouvant aller jusqu'à 15 heures pour l'année 2013 pour l'implantation initiale et/ou des ajustements à l'application;
- Fournir un support informatique au-delà du 15 heures prévues pour des améliorations au système au taux horaire de 80 $;
- Fournir la disponibilité de l'accès aux applications pour les jours ouvrable de la ville de Montréal, de 8 heures à 17 heures.

L'arrondissement de Ville-Marie s'engage à :

- Assurer à Saint-Laurent l'accès aux données financières SIMON de Ville-Marie sur une base quotidienne;

- Payerà chaque année à partir de 2014, un montant de 10 000 $ pour les droits d'utilisation des l'applications, l'utilisation des serveurs et le support opérationnelle du système (problèmes (bugs);
- Payer au taux horaire de 80 $, toute demande d'amélioration du système.

Améliorations de l'application (phase 2)

1. Fonds de parc:
- Sommaire des dépenses et des engagements de fonds de parc**;**
- Fonds de stationnement: à ajouter, sommaire des dépenses et des engagements;
- Réserve de surplus: à ajouter, sommaire des dépenses et des engagements;

2. Rubrique "Déneigement": à ajouter, sommaire des dépenses et des engagements provenant de 3 postes budgétaires;

3. Rubrique "Aqueduc": à ajouter, sommaire des dépenses et des engagements, un pour l'aqueduc, un 2e pour les égouts;

4. Rubrique "Vêtement": à ajouter, suivi de vêtement et autre item de travail fournis aux cols bleus et aux inspecteurs.

Prix : 25 000 $
Échéance : novembre 2013

Pour le moment, il n'est pas possible d'évaluer une demande dont le titre a été défini comme « SEAO » car nous ne sommes pas capable de déterminer la nature de cette demande.

Échéancier global

1. Accès au système de départ et validation des données : mois d'août 2013;
2. Utilisation du système en mode apprentissage : mois de septembre 2013;
3. Disponibilité du système pour Ville-Marie : octobre 2013;
4. Disponibilité de la phase 2 : novembre 2013.

Saint-Laurent
Montréal

Implantation d'applications de suivi financier et de budget
Arrondissement de Ville-Marie

Détails	Phase	Coûts
Fourniture des applications de suivi financier et de budget de l'arrondissement Ville-Marie avec un historique maximum de 5 ans		
1. Outil de suivi des budgets de fonctionnement	1	$50,000
2. Utilitaires (recherche de fournisseurs, bons de commandes, etc.)		
3. Outil de suivi du programme triennal d'immobilisation (PTI)		
4. Outil pour faire la prévision budgétaire		
5. Outil pour faire la confection budgétaire		
6. Formation et guide de l'usager		
7. Support informatique de 15 heures pour l'années 2013		
8. Importer quotidiennement la base des données		
9. Permettre l'accès aux applications par l'entremise d'une interface Web		
Améliorations de l'application pour les besoins spécifiques de l'arrondissement Ville-Marie		
8. Outil de suivi des fons de parc (compte de bilan)	2	$25,000
9. Rubrique « Déneigement » (3121, 3123, 3125)		
10. Rubrique « Aqueduc » (4121, 4161)		
11. Rubrique « Vêtements » Non requis		
TOTAL À PAYER		**$75,000**

Modalités de paiement :

Phase 1 : $50,000 à la livraison des applications (26 aout 2013)

Phase 2 : $25,000 à la livraison des applications (novembre 2013

Saint-Laurent
Montréal

Division des ressources informationnelles

777, boulevard Marcel-Laurin
Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7

ENTENTE DE SERVICES

Hébergement et support de l'application goFinance

Portée de l'entente de services : Hébergement et support de l'application goFinance développée et implantée par l'arrondissement de Saint-Laurent en **2013**.

Coût annuel : 10 000,00 $, nonobstant le nombre d'utilisateurs ou les besoins en termes de support, incluant les mises à jour.

Engagement de l'arrondissement de Saint-Laurent :

- Mise à jour de l'application et assurance de son bon fonctionnement.
- Maintien de la personnalisation de l'application (paramétrisation, sécurité, accès, etc).
- Hébergement de l'application dans les serveurs de Saint-Laurent.
- Transfert de connaissances par le biais d'un matériel de formation maintenu à jour et en donnant la formation nécessaire.

Engagement de l'arrondissement Ville-Marie :

- Collaboration au développement en continu de l'application et à son maintien, en rendant accessible toute l'information jugée nécessaire et en participant, dans la mesure du possible, aux ateliers et sessions de travail.
- Payer la somme de 10 000,00 $ à chaque mois de février à compter de février 2019 pour le support et l'hébergement de l'application.

Renouvellement l'entente de services : La présente demeure en vigueur et est renouvelée sans autre préavis à chaque début d'année.

Fin de l'entente de services : De la part de l'une ou de l'autre des parties et sur simple avis communiqué par courriel, l'entente de services pourra être terminée à la fin de l'année au cours de laquelle l'avis est communiqué.

En foi de quoi, nous avons signé à Montréal ce 30 janvier 2019,



Signature numérique
de Dominique Marthet
Date : 2019.02.07
10:19:00 -05'00'

Ville-Marie



Luc Lachapelle, chef de division – Ressources informationnelles et gestion intégrée des documents

Saint-Laurent

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.08

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 16 903 100 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la ViIle, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 16 903 100 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 16:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207128002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 16 903 100 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la ViIle, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

Les autorisations de dépenses sont soumises au règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires, lequel établi à 101 100 $ le montant maximal pouvant être approuvé par un fonctionnaire, au delà de ce seuil, les autorisations de dépenses sont assujetties à l'approbation du conseil d'arrondissement. Pour des besoins opérationnels, le présent dossier a pour but de faire pré-autoriser par le conseil d'arrondissement certaines dépenses à la hauteur des budgets adoptés pour celles-ci.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240436- 27 septembre 2019 Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif les prévisions budgétaires 2020 des activités de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie
CA19 240409- 12 septembre 2019 Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'augmenter à 101 100 $ la limite de l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau A

CA18 240542- 11 octobre 2018 Autoriser préalablement une somme de 17 169 000 $ pour les dépenses au budget de fonctionnement relatives à la fourniture de biens non durables et de services d'utilités publiques, à des commandes ou services prévus dans les ententes-cadres de la Ville ou à de la facturation interne selon les budgets prévus à cet effet, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

DESCRIPTION

Compte tenu que le budget de fonctionnement 2020 a déjà été autorisé par le conseil d'arrondissement et dans le but d'alléger le processus décisionnel, le présent dossier consiste à faire autoriser préalablement, à la hauteur des budgets alloués, les dépenses à venir en 2020 en lien avec la fourniture de services d'utilités publiques non soumises au processus de bons de commande (ex Hydro-Québec), les contrats confiés à des entreprises avec laquelle la Ville a négocié des ententes cadres et les mandats confiés à différents Services de la Ville et facturé à l'Arrondissement par le biais d'écritures de facturation

interne, uniquement pour les objets de dépenses définis ci-dessous.
L'autorisation de dépense découlant de ce dossier ne constitue pas une exemption au respect des règles de sollicitation des marchés prévu dans la loi sur les cités et Villes.

JUSTIFICATION

Les services d'utilités publiques sont des dépenses incompressibles requises dans le cadre des opérations normales de l'arrondissement. Ces dépenses n'étant pas soumises au processus des bons de commande, cette autorisation de dépenses permettra de faire le paiement de ces fournisseurs en conformité avec nos règlements et encadrements administratifs.
Le fait de pré-autoriser les dépenses sur ententes cadres de la Ville permettra aux gestionnaires de pouvoir confier plus rapidement les mandats requis pour la réalisations des besoins opérationnels, dans le respect des budgets alloués.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant d'autorisation pour chacune des familles de dépenses est réparti par direction comr suit :

Famille d'objets	DA	DSA	DTP	DCSLDC	DAUSE	Total
Autres objets - Charge inter-unité	0,0	0,0	3 877,6	453,0	0,0	**4 330,**
Biens non durables	0,9	29,6	5 947,1	745,4	18,5	**6 741,**
Location, entretien et réparation	148,7	546,2	1 392,4	2 001,1	454,5	**4 542,**
Services professionnels, techniques et autres	0,0	131,9	629,5	100,0	140,0	**1 001,**
Transport et communications	51,6	174,0	48,3	0,3	12,5	**286,**
Total	**201,2**	**881,7**	**11 894,9**	**3 299,8**	**625,5**	**16 903,**

Le détail des postes de ces dépenses est présenté dans les pièces jointes au dossier décisionne

Le simple fait qu'un poste de dépenses soit identifié en pièce jointe ne suffit pas pour conclure toutes les transactions de dépenses en découlant sont autorisées par le présent sommaire décisionnel, en effet, ce dossier ne vise que les dépenses sur ententes cadres, les services d'utilités publiques et la facturation interne., pour toutes les autres dépenses, il faut se référer règlement sur la délégation de pouvoir (CA-24-009).

Étant donné que les budgets de certaines de ces activités pourraient éventuellement faire l'obje de modifications budgétaires en cours d'année, un bilan des dépenses réelles pour chacun de c postes fera l'objet d'un sommaire de reddition de compte après la fin d'année financière 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 16 903 100 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la ViIle, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020



Budgets visés par gdd 1207128002 autorisation de dépenses 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

Ville-Marie Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Détail des budgets relatifs au GDD 1207128002

Famille d'objets	Objet	DA	DRCCGSA	DTP	DCSLDC	DAUM	TOTAL
Autres objets - Charge inter-unité	Charges interunites - entrepot chauveau o-65100 so-015603	0,0	0,0	0,0	453,0	0,0	**453,0**
	Charges interunites - patrouille aqueduc o-65100 so-015607	0,0	0,0	144,6	0,0	0,0	**144,6**
	Chg inter. - entr. eclairage et signalis. o-65100 so-015602	0,0	0,0	3 733,0	0,0	0,0	**3 733,0**
Total Autres objets - Charge inter-unité		0,0	0,0	3 877,6	453,0	0,0	**4 330,6**
Biens non durables	Agregats et materiaux de construction o-56504	0,0	0,1	1 052,8	0,0	0,0	**1 052,9**
	Arbres et fournitures horticoles o-56509	0,0	0,0	239,8	0,0	0,0	**239,8**
	Autres biens non durables o-56590	0,9	29,5	190,1	127,1	9,5	**357,1**
	Électricité o-56301	0,0	0,0	1 538,4	0,0	0,0	**1 538,4**
	Energie o-56306	0,0	0,0	350,7	606,8	0,0	**957,5**
	Pièces et acc. - mat. roulant, équipements et infras o-56507	0,0	0,0	654,8	0,0	0,0	**654,8**
	Pieces et accessoires - batiments o-56508	0,0	0,0	36,4	1,0	0,0	**37,4**
	Sels et autres abrasifs o-56505	0,0	0,0	1 701,7	0,0	0,0	**1 701,7**
	Vetements, chaussures et accessoires o-56510	0,0	0,0	182,4	10,5	9,0	**201,9**
Total Biens non durables		0,9	29,6	5 947,1	745,4	18,5	**6 741,5**
Location, entretien et reparation	Facturation immobilière - f.i. o-55201 so-010420	0,0	43,6	298,9	1 212,6	4,3	**1 559,4**
	Location - immeubles et terrains o-55201	148,7	502,6	1 093,5	788,5	450,2	**2 983,5**
Total Location, entretien et reparation		148,7	546,2	1 392,4	2 001,1	454,5	**4 542,9**
Services professionnels, techniques et autres	Hon.prof. - ress. hum. et relations de travail o-54305	0,0	131,9	0,0	0,0	0,0	**131,9**
	Secu./gardienn. et patr. velo -spvm -f.i. o-54590 so-010493	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	**100,0**
	Serv.tech. - gestion des matières résiduelles o-54503	0,0	0,0	629,5	0,0	0,0	**629,5**
	Serv.tech. - scientifiques et de génie o-54507- Fact int. Rosemont					140,0	**140,0**
Total Services professionnels, techniques et autres		0,0	131,9	629,5	100,0	140,0	**1 001,4**
Transport et communications	Poste, messagerie et fret o-53401	51,0	68,5	6,8	0,3	12,5	**139,1**
	Telephonie o-53601	0,6	105,5	41,5	0,0	0,0	**147,6**
Total Transport et communications		51,6	174,0	48,3	0,3	12,5	286,7
TOTAL		**201,2**	**881,7**	**11 894,9**	**3 299,8**	**625,5**	**16 903,1**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.09

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 94 719,85 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 104 191,84 $, taxes et contingences incluses

D'autoriser une dépense maximale de 104 191,84 $ pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 94 719.85 $ à Les service EXP inc, conformément à l'offre de services MTR-00019016-AO et l'entente cadre VMP-19-016;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 9 471.99;

D'imputer cette dépenses conformément à l'intervention financière du présent dossier.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 16:30

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204735007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 94 719,85 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 104 191,84 $, taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la Voirie des Travaux Publics de l'Arrondissement de Ville-Marie procède annuellement à un programme de réfection routière (PRR) dans diverses rues de l'arrondissement. Dans le cadre du réaménagement de la rue Plessis, entre les rues Ontario et Maisonneuve, il a été prévu de construire des saillies et de planer-paver certains tronçons. Il est donc requis de préparer les plans et devis pour lancer un appel d'offres pour la construction du projet.
Les services professionnels de Les services EXP inc. sont donc requis pour effectuer ces plans et devis.

La Direction des Travaux Publics a déjà effectué un processus de sollicitation des marchés et a octroyé 3 contrats de type ententes-cadres.

Suite à l'offre de service MTR-00019016-AO en date du 24 janvier 2020, le présent mandat sera effectué par Les services EXP inc. conformément à l'appel d'offres VMP-19-016 et la convention s'y rattachant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA19 240450_Conclure trois (3) ententes cadres d'une durée de trente-six (36) mois, à compter de la date de leur octroi par le Conseil d'arrondissement, pour la fourniture sur demande de services professionnels en ingénierie pour la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie.

DESCRIPTION

Les travaux de construction de saillies et de planage-pavage sont réalisés dans l'objectif d'aménager des bandes cyclables sur la rue Plessis dans le futur.

JUSTIFICATION

L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation. Le planage-pavage a pour objectif de redonner un confort aux automobilistes et cyclistes qui empruntent le rue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du mandat à autoriser est 94 719,85 $ taxes incluses.
Le coût du budget prévisionnel de contingences de 10% est de 9 471,99 $

Le coût total est de 104 191,84 $ (taxes et contingences incluses).

Les coûts sont assumés au PTI local pour 104 191,99$ (taxes et contingences incluses)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement contribuera à l'apaisement de la circulation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'autorise pas la dépense à la firme externe leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le mandat débutera en février 2020 et se terminera en octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Christian BISSONNETTE
Adjoint au directeur travaux publics

Tél : 514-872-5793
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian BISSONNETTE
Adjoint au directeur travaux publics
Tél : 514-872-5793
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204735007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense de 94 719,85 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 104 191,84 $, taxes et contingences incluses





OS-MTR394368_Plessis (Ghislain Langlois).pdfAspect financier_dossier_Plessis.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense de 94 719,85 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 104 191,84 $, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204735007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Le 28 janvier 2020

Monsieur Ghislain Langlois, ing., M. Env.
Ingénieur
Division de la voirie
Arrondissement de Ville-Marie
1455, Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

V/Réf. : Entente cadre VMP-19-016
N/Réf. : MTR-00019016-A0

Objet : Demande d' d'offre de services professionnels pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie dans la rue Plessis, du boulevard de Maisonneuve à la rue Sherbrooke
Soumission no. – À venir
Offre de services

Monsieur,

Pour faire suite à la réunion du 13 janvier dernier, nous vous soumettons, par la présente, notre proposition pour les services d'ingénierie associés à la préparation des plans et devis relatifs au projet cité en objet.

Les activités suivantes sont prévues au contrat :

- Préparation d'un plan concept d'aménagement, comprenant la nouvelle géométrie (incluant la géométrie de nouvelles saillies fournie par l'arrondissement), le marquage, les simulations Autoturn, les triangles de visibilité aux intersections et le concept proposé pour les feux de circulation, le cas échéant;
- Suivant le dépôt du plan concept d'aménagement, si des interventions sont requises sur les feux de circulation, nous vous présenterons un plan de travail pour la préparation du DTSI-F et des plans PE et SL;
- Préparation des plans de voirie et de nivellement, du Cahier des charges, du DTSI-V et du DTSI-M émis pour commentaires, pour soumission et pour construction;
- Assistance durant la période d'appel d'offres.

Nous vous transmettrons notre plan de travail relatif à la surveillance des travaux, une fois que la durée des travaux aura été établie (pendant la préparation des plans et devis).

EXP
1001, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C8
t : 514.788.6158 | www.exp.com

L'équipe qui sera affectée à ce projet sera composée des personnes suivantes :

Chargé de projet de l'entente-cadre	Éric Bélanger
Ingénieur junior civil (3 à 11 ans)	Hughes Buteau
Technicien senior civil (11 ans et +)	Jorge Aguilera
Technicien senior nivellement (11 ans et +)	Ljubisa Kosijer
Ingénieure intermédiaire mobilité (7 à 11 ans)	Caroline Bélisle
Ingénieur junior mobilité (0 à 3 ans)	Ralph Abou-Chedid
Technicien junior mobilité (0 à 3 ans)	Benjamin Dunn

L'échéancier préliminaire pour la réalisation de ce mandat est le suivant :

- Émission du bon de commande par l'arrondissement : 3 février 2020
- Dépôt plan concept : 13 mars 2020
- Dépôt des plans à 50 % : 10 avril 2020
- Dépôt des documents à 90 % : 8 mai 2020
- Dépôt des documents d'appel d'offres : 29 mai 2020
- Période d'appel d'offres : juin 2020
- Octroi du mandat à l'Entrepreneur : août 2020
- Travaux : automne 2020 et été 2021

Le détail des diverses activités considérées dans le cadre de ce mandat et les prévisions d'heures associées à celles-ci sont indiqués au plan de travail joint à la présente. Nos prévisions d'honoraires pour ces services sont ainsi de 94 719,85 $, taxes incluses (82 383,00 $, taxes non incluses).

Nous espérons le tout à votre convenance et nous sommes à votre disposition pour toute autre information complémentaire concernant ce mandat.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

2020-01-28

Éric Bélanger, ing.

EB/sj

p. j. Plan de travail

Ville de Montréal/Arrondissement de Ville-Marie
Entente-cadre VMP-19-016

Projet : Travaux de voirie dans la rue Plessis, du boulevard de Maisonneuve à la rue Sherbrooke

Soumission no. À venir

Plan de travail

Prévisions d'heures et d'honoraires

Activité	Chargé de projet 128,00 $	Ingénieur senior civil (11 ans et +) 110,00 $	Ingénieur intermédiaire civil (7 à 11 ans) 90,00 $	Ingénieur intermédiaire civil (3 à 7 ans) 75,00 $	Ingénieur junior civil (0 à 3 ans) 75,00 $	Technicien senior (11 ans et +) 77,00 $	Technicien intermédiaire (3 à 11 ans) 40,00 $	Technicien junior (0 à 3 ans) 40,00 $	Arpenteur-géomètre (5 ans et +) 230,00 $	Technicien arpenteur (5 ans et +) 115,00 $	Arpenteur junior (5 ans et +) 105,00 $	Dessinateur (3 ans et +) 80,00 $	Soutien technique 44,00 $	Total	
														Heures	Honoraires
Réunion de démarrage	3			5									1	9	803,00 $
Collecte de données	2	4		4										10	996,00 $
Plan concept	20			40		40							2	102	8 728,00 $
Réunion de coordination	3			5									1	9	803,00 $
Plans de voirie à 50%	30			60		80								170	14 500,00 $
Réunion de coordination	3			5									1	9	803,00 $
Plans de voirie à 90%	25			50		60								135	11 570,00 $
Entrées en plomb	6			15		8								29	2 509,00 $
DTSI-V à 90%	20			30									1	51	4 854,00 $
DTSI-M à 90%	5		40		55			20					1	121	9 209,00 $
Cahier des charges + bordereau à 90%	10			8									4	22	2 056,00 $
Estimation préliminaire	2			8									1	11	900,00 $
Plans de voirie pour soumission	10			20		20								50	4 320,00 $
Plans de nivellement	5			10		84								99	7 858,00 $
DTSI-V pour soumission	5			10									3	18	1 522,00 $
DTSI-M pour soumission	4		10		20			15					1	50	3 556,00 $
Cahier des charges + bordereau pour soumission	4			4									3	11	944,00 $
Estimation finale	1	3		4									1	9	802,00 $
Assistance durant la période d'appel d'offres	8	4	4	25		6							2	49	4 249,00 $
Documents émis pour construction	1	1	1	8		5							2	18	1 401,00 $
Sous-total (heures)	**167**	**12**	**55**	**311**	**75**	**303**	**0**	**35**	**0**	**0**	**0**	**0**	**24**	**982**	**N/A**
Sous-total (honoraires)	**21 376,00 $**	**1 320,00 $**	**4 950,00 $**	**23 325,00 $**	**5 625,00 $**	**23 331,00 $**	**0,00 $**	**1 400,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 056,00 $**	**N/A**	**82 383,00 $**

Sous-total:	82 383,00 $
TPS (5%):	4 119,15 $
TVQ (9,975%):	8 217,70 $
GRAND TOTAL:	**94 719,85 $**

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735007

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Sources multiples

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		104 191.84 $						**104 191.84 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	février	2020	Date de fin :	01	octobre	2021

Formulaire complété par : Ghislain Langlois

Prénom, nom

Date et heure système : 07 February 2020 12:22:36

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735007

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

D'autoriser une dépense de 94 719.85 $ à la firme EXP pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Plessis dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget de contingences de 9 471.99

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737260 Rue Plessis-Travaux de réaménagement

2020	2021	2022	Total
95,0			

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
104 191,84 $	95 141,04 $	94 719,85 $	86 491,85 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM04735007 au montant de 95 141,04 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 95 141,04 $ Emprunt

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	01809	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Dépenses (taxes incluses): 94 719,04 $ Crédits (Net ristourne): 86 491,85 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	54390	000000	0000	182363	000000	17020	00000

contrat

Dépenses (taxes incluses): 9 471,99 $ Crédits (Net ristourne): 8 649,19 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818284	801550	03107	54390	000000	0000	182363	028057	17020	00000

contingences

Les virements de crédits seront effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.: 514 868-4567
Date: **2020-01-31**

Date et heure système : 31 janvier 2020 14:59:17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.10

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204735005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, taxes et contingences incluses, de 147 063,99 $ et autoriser une dépense de 133 694,54 $, taxes incluses, à les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie

D'affecter les surplus de l'arrondissement pour une somme de 147 063.99 $ taxes incluses pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 133 694.54 $ à Les service EXP inc, conformément à l'offre de services MTR-00019016-AO et l'entente cadre VMP-19-016;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 13 369.45 $;

D'imputer cette dépenses conformément à l'intervention financière du présent dossier.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 08:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204735005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, taxes et contingences incluses, de 147 063,99 $ et autoriser une dépense de 133 694,54 $, taxes incluses, à les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la Voirie des Travaux Publics de l'Arrondissement de Ville-Marie procède annuellement à un programme de réfection routière (PRR) dans diverses rues de l'arrondissement. Dans le cadre du réaménagement de la rue Parthenais, entre les rues Ontario et Logan, il a été prévu d'élargir les trottoirs, de construire des saillies et de planter 58 arbres avec des fosses de 10 mètres cubes. Il est donc requis de préparer les plans et devis pour lancer un appel d'offres pour la construction du projet.
Les services professionnels de Les services EXP inc. sont donc requis pour effectuer ces plans et devis.

La Direction des Travaux Publics a déjà effectué un processus de sollicitation des marchés et a octroyé 3 contrats de type ententes-cadres.

Suite à l'offre de service MTR-00019016-AO en date du 24 janvier 2020, le présent mandat sera effectué par Les services EXP inc. conformément à l'appel d'offres VMP-19-016 et la convention s'y rattachant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA19 240450_Conclure trois (3) ententes cadres d'une durée de trente-six (36) mois, à compter de la date de leur octroi par le Conseil d'arrondissement, pour la fourniture sur demande de services professionnels en ingénierie pour la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie.

DESCRIPTION

La rue Parthenais entre les rues Logan et Ontario est en mauvais état et les trottoirs doivent être reconstruits dans la quasi-totalité. Comme la fondation de la chaussée est dégradée, celle-ci doit être entièrement reconstruite. Afin de procéder à une reconstruction, les actifs d'aqueduc et d'égouts ont été inspectés et il en ressort que l'égout doit être réhabilité. Un

gainage de l'égout sera effectué avant la reconstruction de la rue. Étant donné la reconstruction complète, il a été décidé de bonifier l'aménagement. Il est à noter que le rue Parthenais se trouve dans une zone d'îlot de chaleur. Il a été décidé d'élargir les trottoirs, de construire des saillies aux endroits possibles et de planter 58 arbres sur l'espace public qui en compte actuellement un seul. L'éclairage sera également évalué afin de déterminer s'il doit être réaménagé.

JUSTIFICATION

L'élargissement des trottoirs permet d'aménager des aires de détentes pour les citoyens. L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée et réduire l'effet d'îlot de chaleur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du mandat à autoriser est 133 694,54 $ taxes incluses.

Le coût du budget prévisionnel de contingences de 10% est de 13 369,45 $

Le coût total est de 147 063,99$ (taxes et contingences incluses).

Étant donné que la rue est artérielle et que les budgets centraux ne sont pas disponibles, les coûts sont assumés aux surplus de gestion d'arrondissement pour 147 063,99$ (taxes et contingences incluses)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement contribuera à l'apaisement de la circulation et la plantation d'arbres permettra d'augmenter la canopée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'autorise pas la dépense à la firme externe leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le mandat débutera en février 2020 et se terminera en octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-31
Ghislain LANGLOIS ingenieur(e)	Éric BELLEVILLE c/d voirie
Tél : 514-868-4544 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-1048 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Christian BISSONNETTE
Adjoint au directeur travaux publics
Tél : 514-872-5793
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204735005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, taxes et contingences incluses, de 147 063,99 $ et autoriser une dépense de 133 694,54 $, taxes incluses, à les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie





Aspect financier_dossier_Parthenais.xlsOS-MTR394231_Parthenais (Ghislain Langlois).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204735005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, taxes et contingences incluses, de 147 063,99 $ et autoriser une dépense de 133 694,54 $, taxes incluses, à les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204735005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 2204735003

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		147 063.99 $						**147 063.99 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 22

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	février	2020		01	octobre	2021

Formulaire complété par :

Prénom, nom

Date et heure système : 07 February 2020 12:24:30

1001, boul. De Maisonneuve O., bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8, CANADA
t: +1.514.788.6158 • www.exp.com

Le 24 janvier 2020

Monsieur Ghislain Langlois, ing., M. Env.
Ingénieur
Division de la voirie
Arrondissement de Ville-Marie
1455, Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

V/Réf. : Entente cadre VMP-19-016
N/Réf. : MTR-00019016-A0

Objet : Demande d'offre de services professionnels pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Parthenais, de la Logan à la rue Ontario
Soumission no. - À venir
Offre de services

Monsieur,

Pour faire suite à la réunion du 13 janvier dernier, nous vous soumettons, par la présente, notre proposition pour les services d'ingénierie associés à la préparation des plans et devis relatifs au projet cité en objet.

Les activités suivantes sont prévues au contrat :

- Préparation d'un plan concept d'aménagement, comprenant la nouvelle géométrie, le marquage, les simulations Autoturn, les triangles de visibilité aux intersections et la position des fosses d'arbre;
- Préparation des plans de voirie, de nivellement, d'éclairage et de feux de circulation, du Cahier des charges, du DTSI-V, du DTSI-E, du DTSI-F et du DTSI-M émis pour commentaires, pour soumission et pour construction;
- Assistance durant la période d'appel d'offres.

Nous vous transmettrons notre plan de travail relatif à la surveillance des travaux, une fois que la durée des travaux aura été établie (pendant la préparation des plans et devis).

Également, puisqu'il n'y a pas de catégorie pour les architectes paysagers senior dans le bordereau de soumission, nous avons mis les heures de cette ressource dans la colonne « Technicien arpenteur (5 ans et +) » de notre plan de travail.

L'équipe qui sera affectée à ce projet sera composée des personnes suivantes :

Chargé de projet de l'entente-cadre	Éric Bélanger
Ingénieur senior civil	Jean-François Lessard
Ingénieur senior éclairage	Mathieu Gravel
Ingénieure intermédiaire feux (7 à 11 ans)	Andrea Rueda
Ingénieure intermédiaire civil (3 à 7 ans)	Myriam Filion
Technicienne senior (11 ans et +)	Sylvie Desgroseilliers
Architecte paysager senior	Sébastien Pinard
Technicien senior nivellement (11 ans et +)	Ljubisa Kosijer
Ingénieur intermédiaire mobilité (3 à 7 ans)	Maxime Paquette
Ingénieur junior mobilité (0 à 3 ans)	Ralph Abou-Chedid
Technicien junior mobilité (0 à 3 ans)	Benjamin Dunn

L'échéancier préliminaire pour la réalisation de ce mandat est le suivant :

- Émission du bon de commande par l'arrondissement : 3 février 2020;
- Dépôt plan concept : 21 février 2020;
- Dépôt des plans à 50 % : 20 mars 2020
- Dépôt des documents à 90 % : 17 avril 2020
- Dépôt des documents d'appel d'offres : 15 mai 2020
- Période d'appel d'offres : juin 2020
- Octroi du mandat à l'Entrepreneur : juillet 2020
- Travaux : été et automne 2020 et été 2021

Le détail des diverses activités considérées dans le cadre de ce mandat et les prévisions d'heures associées à celles-ci sont indiqués au plan de travail joint à la présente. Nos prévisions d'honoraires pour ces services sont ainsi de 133 694,54 $, taxes incluses (116 281,40 $, taxes non incluses).

Nous espérons le tout à votre convenance et nous sommes à votre disposition pour toute autre information complémentaire concernant ce mandat.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

2020-01-24

Éric Bélanger, ing.

EB/sj

p. j. Plan de travail

Ville de Montréal/Arrondissement de Ville-Marie
Entente-cadre VMP-19-016

Projet : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Parthenais, de la Logan à la rue Ontario

Soumission no. À venir

Plan de travail

Prévisions d'heures et d'honoraires

Activité	Chargé de projet	Ingénieur senior civil (11 ans et +)	Ingénieur intermédiaire civil (7 à 11 ans)	Ingénieur intermédiaire civil (3 à 7 ans)	Ingénieur junior civil (0 à 3 ans)	Technicien senior (11 ans et +)	Technicien intermédiaire (3 à 11 ans)	Technicien junior (0 à 3 ans)	Arpenteur-géomètre (5 ans et +)	Technicien arpenteur (5 ans et +)	Arpenteur junior (5 ans et +)	Dessinateur (3 ans et +)	Soutien technique	Total	
	128,00 $	110,00 $	90,00 $	75,00 $	64,20 $	77,00 $	40,00 $	40,00 $	230,00 $	115,00 $	105,00 $	80,00 $	44,00 $	Heures	Honoraires
Réunion de démarrage	3	3		5									1	12	1 133,00 $
Collecte de données		6		4										10	960,00 $
Plan concept		20	8	60	10	40							2	140	11 230,00 $
Réunion de coordination		3		5									1	9	749,00 $
Plans de voirie à 50%		20		120	15	80				10				245	19 473,00 $
Plans d'éclairage à 50%		20			30	20								70	5 666,00 $
Réunion de coordination		6		5									1	12	1 079,00 $
Plans de voirie à 90%		30		50	15	60				10				165	13 783,00 $
Plans d'éclairage à 90%		20			30	20								70	5 666,00 $
Plans PE et SL à 90%		8	30		30			10				4		82	6 226,00 $
Entrées en plomb		4		15										19	1 565,00 $
DTSI-V à 90%		10		40						5			1	56	4 719,00 $
DTSI-M à 90%		6		40	50			15					1	112	7 514,00 $
DTSI-E à 90%		6		10									1	17	1 454,00 $
DTSI-F à 90%		8											1	9	924,00 $
Cahier des charges + bordereau à 90%		7		10									4	21	1 696,00 $
Estimation préliminaire		4		15	10								1	30	2 251,00 $
Plans de voirie pour soumission		10		20		20				5				55	4 715,00 $
Plans d'éclairage pour soumission		10			10							5		25	2 142,00 $
Plans PE et SL pour soumission		5	6		13			2				12		38	2 964,60 $
Plans de nivellement		5		10		80								95	7 460,00 $
DTSI-V pour soumission		5		10									3	18	1 432,00 $
DTSI-M pour soumission		4		10	15			8					1	38	2 517,00 $
DTSI-E pour soumission		2											1	3	264,00 $
DTSI-F pour soumission		4											1	5	484,00 $
Cahier des charges + bordereau pour soumission		6		4									3	13	1 092,00 $
Estimation finale		4		4	4								1	13	1 040,80 $
Assistance durant la période d'appel d'offres		14	4	25		6							2	51	4 325,00 $
Documents émis pour construction		4	1	8		7							2	22	1 757,00 $
Sous-total (heures)	**3**	**254**	**49**	**470**	**232**	**333**	**0**	**35**	**0**	**30**	**0**	**21**	**28**	**1455**	**N/A**
Sous-total (honoraires)	**384,00 $**	**27 940,00 $**	**4 410,00 $**	**35 250,00 $**	**14 894,40 $**	**25 641,00 $**	**0,00 $**	**1 400,00 $**	**0,00 $**	**3 450,00 $**	**0,00 $**	**1 680,00 $**	**1 232,00 $**	**N/A**	**116 281,40 $**

Sous-total:	116 281,40 $
TPS (5%):	5 814,07 $
TVQ (9,975%):	11 599,07 $
GRAND TOTAL:	**133 694,54 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204735005

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'affecter les surplus de l'arrondissement pour une somme de 147 063.99 $ taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 133 694.54 $ à la firme EXP pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis des travaux de réaménagement de la rue Parthenais dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget de contingences de 13 369.45 $."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2055737200 Rue Parthenais- Travaux de réaménagement

- La dépense faisant l'objet du présent dosier est entièrement financée au comptant, aucun impact au PTI net de l'Arrondissement

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
147 063,99 $	134 289,03 $	133 694,54 $	122 080,94 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM04735005 au montant de 134 289,03 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 134 289,03 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 133 694,54 $ Crédits (Net ristourne): 122 080,94 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	54390	000000	0000	182354	000000	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 13 369,45 $ Crédits (Net ristourne): 12 208,09 $ **Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	03107	54390	000000	0000	182354	028057	17030	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-01-31**

Date et heure système : 31 janvier 2020 12:40:18

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.11

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 325 677,19 $,taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Daoust Lestage inc.

D'autoriser autoriser une dépense maximale de 325 677.19 $ taxes incluses pour des services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150;

D'autoriser à cet effet, une dépense de 271 397,66 $ taxe incluses à Daoust Lestage inc conformément à l'offre de service du 2019-12-20

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 54 279.53 $ taxes incluses;

D'Imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-04 08:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208399001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 325 677,19 $,taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Daoust Lestage inc.

CONTENU

CONTEXTE

La DAUM a utilisé une entente cadre du SUM afin de demander à la firme Daoust-Lestage inc de procéder à la conception et à la réalisation de la place publique de la rue Ottawa. Cette nouvelle place publique sera créée en collégialité avec le collectif Place publique, la Ville de Montréal et la firme Daoust-Lestage inc. et devra répondre à différentes exigences reliées au verdissement, au développement durable, et ce, en imaginant et privilégiant un lieu à échelle humaine favorisant l'épanouissement artistique et la rencontre entre les arts, la culture et les citoyens. Ce projet s'inscrit aussi dans les orientations du Plan local de déplacements (PLD) en intervenant dans un lieu particulier pour y favoriser la mobilité active.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM18 1220: Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses), Lemay Co inc. (2 316 449,90 $, taxes incluses), Daoust-Lestage inc. (1 035 536,13 $, taxes incluses), Affleck de la Riva architectes (794 212,81 $, taxes incluses) et Vlan paysages inc. (824 697,27 $, taxes incluses) pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat).

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à offrir à l’arrondissement de Ville-Marie les services professionnels en architecture de paysage pour l’élaboration des plans et devis, l'estimation et la surveillance de travaux de construction de la nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa.

La firme devra coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet conformément à l'entente-cadre. Chaque discipline demeure responsable de l'information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d'offres.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

- l'élaboration du concept d'aménagement;
- la préparation des plans d'aménagement détaillés;
- la préparation des documents d'appel d'offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
- le suivi pendant et après la période de l'appel d'offres;
- la surveillance du chantier lors de la construction.

Tout au long du projet, l'expertise-conseil et le support technique de l'équipe en matière d'aménagement seront mis à contribution afin de mettre sur pied un projet qui répond au besoin de l'arrondissement.

De façon générale, le projet vise à créer une nouvelle place publique rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince dans le Faubourg des Récollets, pour les résidents et les utilisateurs du secteur.

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services professionnels, Nouvelle place Ottawa, le 20 décembre 2019, par la firme Daoust Lestage Inc. dans le cadre de l'Appel d'offres public 18-17150 - (6 soumissions).

JUSTIFICATION

L'arrondissement Ville-Marie souhaite réaliser une place publique rue Ottawa, au cœur de l'ancien Faubourg des Récollets. Ce projet de place publique est aussi porté par l'organisme Quartier éphémère, gestionnaire et propriétaire de la Fonderie Darling, établissement culturel implanté depuis de nombreuses années rue Ottawa, face à la future place publique. L'arrondissement Ville-Marie a proposé à Quartier éphémère de définir ensemble le concept de la future place publique selon un processus de co-construction.
L'organisme Quartier éphémère s'est donné pour mission de réfléchir aux modalités d'animation de la future place pour poursuivre l'animation culturelle en place durant la période estivale depuis 2005.

Le projet de place publique devra répondre aux objectifs suivants :

- Créer une place publique par la fermeture d'un tronçon de rue
- Mettre en œuvre certains principes de développement durable, comme la gestion de l'eau, la lutte aux îlots de chaleur, le verdissement, le réemploi et la gestion simplifiée de cet espace
- Être le support d'une animation culturelle ''4 saisons'' basée sur l'expression artistique et événementielle telle que déjà pratiquée en période estivale depuis plusieurs années (espace vivant).
- Être un lieu de rassemblement pour les usagers du quartier : résidents, salariés, visiteurs, spectateurs. La firme d'architecture sera mandatée pour effectuer les concepts/esquisses lors d'un processus de coconstruction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux sont situés sur la rue Ottawa entre les rues Queen et Prince et sont localisés à l'ouest de la rue Atateken, le financement PTI est 100% corpo.

La dépense maximale de 325 677.19 $ taxes incluses comprends un budget de contingences de 54 279.53 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant *le Plan Montréal durable 2016-2020* et le *Plan local de développement durable de Ville-Marie 2016-20.* Dans l'optique de concevoir un espace public et des intersections sécuritaire et conviviale, celles-ci devront être revues en y intégrant, entre autres, des saillies végétalisées. Le concept devra tenir compte des principes d'accessibilité universelle, de développement durable et de verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Planification : Février à avril 2020
Plans et devis : Mai / juin 2020
Travaux : À partir de septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Olivier PAPINEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-8721
Télécop. : 514-878-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur, Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1208399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 325 677,19 $,taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Daoust Lestage inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208399001-Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208399001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 325 677,19 $,taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Daoust Lestage inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208399001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal

Formulaire de demande d'utilisation d'une entente cadre de la Division des Grands Projets – SIVT

Section à remplir par le demandeur

NOUVELLE DEMANDE *	OUI	☑
	NON	☐
NB: si NON est coché; inscrire le numéro de mandat initial * →		

NOM DE L'UNITÉ *	Ville-Marie - Division aménagement des parcs et actifs immobiliers
NOM DU DEMANDEUR *	Donald Girard
APPEL D'OFFRES *	1817150
NOM DE LA FIRME *Daoust Lestage	Daoust Lestage
DESCRIPTION DU MANDAT *	Conception et préparation des plans et devis pour la nouvelle place Ottawa
NOM DU CHARGÉ DE PROJET *	Donald Girard
MONTANT DE LA DEMANDE (AVANT TAXES) *	**250 000,00 $**
MONTANT DE LA DEMANDE (TAXES INCLUSES)	**287 437,50 $**
DATE PRÉVUE DE DÉBUT DE MANDAT *	2020-01-06
DATE PRÉVUE FIN DE MANDAT	2021-07-01

Section reservée à l'administrateur des contrats-cadres

NUMÉRO ENTENTE CADRE	**1309440**
NUMÉRO DE MANDAT	Daoust-003
DATE DE RÉSERVATION DE L'ENVELOPPE	2019-12-13
NOM ET SIGNATURE	Simon Pouliot 3 fév 2020.

* Champs obligatoires

Montréal

Formulaire de demande d'utilisation d'une entente cadre de la Division des Grands Projets – SIVT

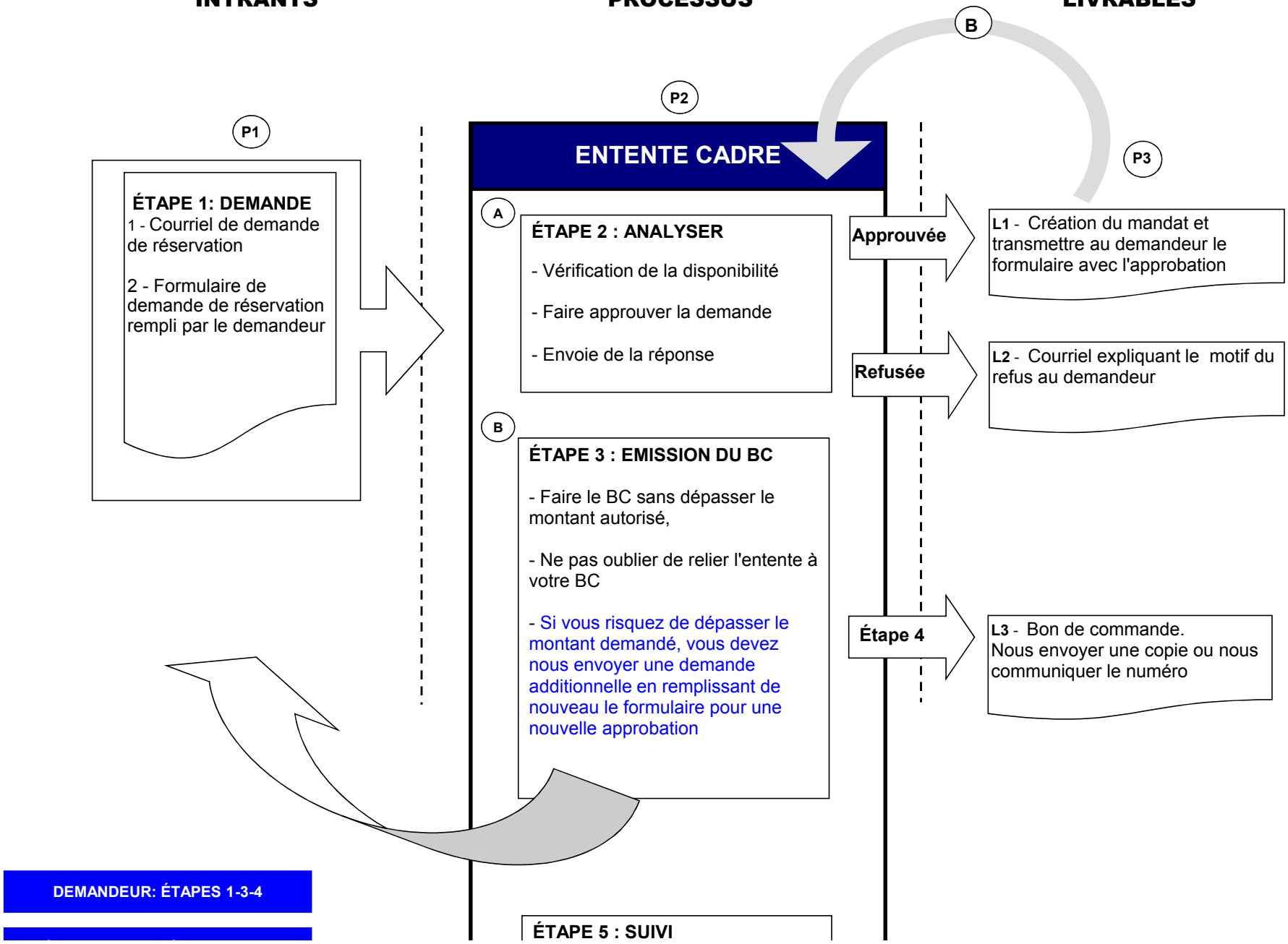
Section à remplir par le demandeur

NOUVELLE DEMANDE *	OUI	☑
	NON	☐
NB: si NON est coché; inscrire le numéro de mandat initial *		
NOM DE L'UNITÉ *	Ville-Marie - Division aménagement des parcs et actifs immobiliers	
NOM DU DEMANDEUR *	Donald Girard	
APPEL D'OFFRES *		
NOM DE LA FIRME *Daoust Lestage		
DESCRIPTION DU MANDAT *	Conception et préparation des plans et devis pour la nouvelle place Ottawa	
NOM DU CHARGÉ DE PROJET *	Donald Girard	
MONTANT DE LA DEMANDE (AVANT TAXES) *	**250 000.00 $**	
MONTANT DE LA DEMANDE (TAXES INCLUSES)	**287 437.50 $**	
DATE PRÉVUE DE DÉBUT DE MANDAT *	06/01/2020	
DATE PRÉVUE FIN DE MANDAT	01/07/2021	

Section reservée à l'administrateur des contrats-cadres

NUMÉRO ENTENTE CADRE	
NUMÉRO DE MANDAT	
DATE DE RÉSERVATION DE L'ENVELOPPE	
NOM ET SIGNATURE	

* Champs obligatoires


INTRANTS
PROCESSUS
LIVRABLES
B
P2
P1
ENTENTE CADRE
P3
ÉTAPE 1: DEMANDE
1 - Courriel de demande de réservation
2 - Formulaire de demande de réservation rempli par le demandeur
A
ÉTAPE 2 : ANALYSER
- Vérification de la disponibilité
- Faire approuver la demande
- Envoie de la réponse
Approuvée
L1 - Création du mandat et transmettre au demandeur le formulaire avec l'approbation
Refusée
L2 - Courriel expliquant le motif du refus au demandeur
B
ÉTAPE 3 : EMISSION DU BC
- Faire le BC sans dépasser le montant autorisé,
- Ne pas oublier de relier l'entente à votre BC
- Si vous risquez de dépasser le montant demandé, vous devez nous envoyer une demande additionnelle en remplissant de nouveau le formulaire pour une nouvelle approbation
Étape 4
L3 - Bon de commande.
Nous envoyer une copie ou nous communiquer le numéro
DEMANDEUR: ÉTAPES 1-3-4
ÉTAPE 5 : SUIVI

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208399001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		325 677.19 $						**0.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	03	février	2020	Date de fin :	18	juin	2021

Formulaire complété par : Pierre-Olivier Papineau

Prénom, nom

Date et heure système : 07 February 2020 10:33:42

DAOUST LESTAGE

architecture · design urbain · paysage

	Coord.	Design urbain et architecture de paysage								Arpentage				Éclairage		Soutien			
Services professionnels en architecture de paysage pour la conception d'une place publique rue Ottawa **ENTENTE-CADRE 18-17150** **PLAN DE TRAVAIL**	Coordonnatrice de projet	Chargé de discipline - Design urbain	Chargée de discipline - Architecture de paysage	Chargée de discipline - Architecture	Architecte senior	Architecte intermédiaire	Architecte junior	Stagiaire	Technicien senior	Technicien junior	Arpenteur-géomètre	Arpenteur senior	Arpenteur intermédiaire	Arpenteur junior	Chargée de discipline - Éclairage	Technicien	Personnel de soutien administratif	TOTAL DES HEURES	TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS	TRAVAUX CONNEXES
TAUX HORAIRES 2020	127,50 $	137,70 $	102,82 $	137,70 $	93,94 $	70,69 $	61,20 $	55,00 $	66,45 $	41,82 $	153,87 $	86,70 $	70,69 $	55,28 $	118,37 $	76,50 $	40,00 $			
ÉTAPE 1 - DÉMARRAGE																				
	30	24	68	4	0	92	0	76	0	0	0	4	0	0	4	4	12	**318**	**26 962,12 $**	
Réunion de démarrage	4	4	4			4						4			4	4		*28*	*2 881,12 $*	
Élaboration du portrait diagnostic et de 2 scénarios	4	4	48	4		48		48										*156*	*12 580,08 $*	
Réunion 01 de comité de suivi + compte rendu	8	4	4			4												*20*	*2 264,84 $*	
Présentation des 2 scénarios au comité de suivi	4	4	4			4												*16*	*1 754,84 $*	
Réunion 02 de comité de suivi + compte rendu	8	4	4			4												*20*	*2 264,84 $*	
Recueil des commentaires	2	4	4			28		28										*66*	*4 736,40 $*	
Livrable 1 : Portrait et 2 scénarios préliminaires																	12	*12*	*480,00 $*	
TOTAL DES HEURES - ÉTAPE 1	30	24	68	4	0	92	0	76	0	0	0	4	0	0	4	4	12	**318**		
TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS - ÉTAPE 1	3 825 $	3 305 $	6 992 $	551 $	- $	6 503 $	- $	4 180 $	- $	- $	- $	347 $	- $	- $	473 $	306 $	480 $		**26 962,12 $**	
TRAVAUX CONNEXES - ÉTAPE 1																				**10 000,00 $**
Modélisation 3D (Modèle SketchUp)																				10 000,00 $
										25 356 $				***347 $***		***779 $***				
ÉTAPE 2																				
	24	10	12	0	0	22	0	28	0	0	0	4	0	0	11	18	4	**133**	**11 951,89 $**	
Réunion 03 de comité de suivi + compte rendu	8	4	4			4						4			4	4	4	*36*	*3 551,12 $*	
Raffiner les 2 scénarios	1	2	2			7		14										*26*	*1 873,37 $*	
Estimation classe D des 2 scénarios	7		2			7		14							7	14		*51*	*4 262,56 $*	
Livrable 2 : 2 scénarios préliminaires en version finale																		*0*	*- $*	
Présentation aux instances de la Ville + compte rendu	8	4	4			4												*20*	*2 264,84 $*	
TOTAL DES HEURES - ÉTAPE 2	24	10	12	0	0	22	0	28	0	0	0	4	0	0	11	18	4	**133**		
TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS - ÉTAPE 2	3 060 $	1 377 $	1 234 $	- $	- $	1 555 $	- $	1 540 $	- $	- $	- $	347 $	- $	- $	1 302 $	1 377 $	160 $		**11 951,89 $**	
TRAVAUX CONNEXES - ÉTAPE 2																				**5 000,00 $**
Modélisation 3D (Modèle SketchUp)																				5 000,00 $
Perspectives - Hypothèse de 2 perspectives																				
										8 766 $				***347 $***		***2 679 $***				
ÉTAPE 3																				
	26	12	12	0	0	43	0	28	0	0	0	4	0	0	11	18	4	**158**	**13 966,78 $**	
Réunion 04 de comité de suivi + compte rendu	8	4	4			4						4			4	4	4	*36*	*3 551,12 $*	
Suite au choix du scénario final, raffinement du concept	2	4	4			35		28							7	14		*94*	*7 130,82 $*	
Présentation du scénario définitif + estimation + compte rendu	16	4	4			4												*28*	*3 284,84 $*	
TOTAL DES HEURES - ÉTAPE 3	26	12	12	0	0	43	0	28	0	0	0	4	0	0	11	18	4	**158**		
TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS - ÉTAPE 3	3 315 $	1 652 $	1 234 $	- $	- $	3 040 $	- $	1 540 $	- $	- $	- $	347 $	- $	- $	1 302 $	1 377 $	160 $		**13 966,78 $**	
TRAVAUX CONNEXES - ÉTAPE 3																				**10 000,00 $**
Modélisation 3D (Modèle SketchUp)																				- $
Perspectives - Hypothèse de 2 perspectives																				10 000,00 $
										10 781 $				***347 $***		***2 679 $***				
ÉTAPE 4 - PLANS ET DEVIS																				
Réunion 05 de comité de suivi + compte rendu	8	4	4			4						4			4		86	114	6 525,12 $	
A - Préparation des plans 50% et estimation classe C	18	22	35	4	15	57	50	50	30	70	0	0	0	0	14	39	0	404	30 283,91 $	
B - Préparation des plans 90% et estimation classe B	30	35	50	6	25	82	75	75	50	75	0	0	0	0	14	39	0	556	42 571,46 $	
C - Préparation des plans 100% et estimation classe A	35	45	70	8	35	100	100	100	70	100	0	0	0	0	14	39	0	716	54 409,08 $	
D - Émission des documents d'appel d'offres finaux	2	1,5	2	1	1	3	3	3	2	3	0	0	0	0	0	0	0	21,5	1 717,86 $	
E - Appel d'offres et octroi de contrat	2	1,5	2	1	1	3	3	3	2	3	0	0	0	0	3	6	0	30,5	2 531,97 $	
F - Chantier de construction et surveillance	22	27	60	5	22	65	65	65	45	65	7	21	40	40	8	16	0	573	43 411,23 $	
G - Garantie et réception définitive	2	1,5	2	1	1	3	3	3	2	3	0	0	0	0	0	0	0	21,5	1 717,86 $	
TOTAL DES HEURES - ÉTAPE 4	119	137,5	225	26	100	317	299	299	201	319	7	25	40	40	57	139	86	**2436,5**		
TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS - ÉTAPE 4	15 173 $	18 934 $	23 135 $	3 580 $	9 394 $	22 409 $	18 299 $	16 445 $	13 356 $	13 341 $	1 077 $	2 168 $	2 828 $	2 211 $	6 747 $	10 634 $	3 440 $		**183 168,49 $**	
										154 065 $				***8 283 $***		***17 381 $***				
TOTAL DES HEURES	199	183,5	317	30	100	474	299	431	201	319	7	37	40	40	83	179	106	0		
TOTAL DES HONORAIRES PROFESSIONNELS	25 373 $	25 268 $	32 594 $	4 131 $	9 394 $	33 507 $	18 299 $	23 705 $	13 356 $	13 341 $	1 077 $	3 208 $	2 828 $	2 211 $	9 825 $	13 694 $	4 240 $		**236 049,28 $**	
TRAVAUX CONNEXES																				**25 000,00 $**
										198 967 $				***9 324 $***		***23 518 $***	***4 240 $***			

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208399001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense de 271 397.66 $ taxes incluses à Daoust Lestage inc, pour des services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis ainsi que pour la surveillance des travaux de construction d'une nouvelle place publique sur un segment de la rue Ottawa, entre les rues Queen et Prince, conformément à l'entente-cadre 18-17150. D'autoriser un budget de contingences de 54 279.53 $ taxes incluses."

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220020 - Corpo.

2020	2021	2022	Total
297,0			297,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 2034220120 Place publique rue Ottawa- Aménagement-Serv prof et techniques

2020	2021	2022	Total
297,0			297,0

Information comptable (Montants en dollars)

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
325 677,19 $	297 386,68 $	271 397,66 $	247 822,24 $

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 297 386,68 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7717028	802601	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 271 397,66 $ Crédits (Net ristourne): 247 822,24 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur	
6101	7717028	801550	07165	54390	000000	0000	182063	000000	15010	00000	contrat

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 54 279,53 $ Crédits (Net ristourne): 49 564,45 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur	
6101	7717028	801550	07165	54390	000000	0000	182063	028057	15010	00000	contingences

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-02-03**

Date et heure système : 03 février 2020 10:44:03

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1208399001

Taux taxes 2020: 1,0951303727

No d'engagement 2020 : CC08399001

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7713028 Aménagement du domaine public

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
	6101.7717028.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	325 677,19 $	297 386,69 $	297 387 $

Imputation

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7717028.801550.07165.54390.000000.0000.182063.000000.15010.00000	271 397,66 $	247 822,24 $	247 823 $
Contingences	6101.7717028.801550.07165.54390.000000.0000.182063.028057.15010.00000	54 279,53 $	49 564,45 $	49 565 $
Total :		325 677,19 $	297 386,69 $	297 387 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.12

2020/02/11
18:30

(2)

Dossier # : 1206937001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le tronçon de la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum dans l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction réseaux d'eau (DRE) :

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-05 09:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206937001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des Réseaux d'Eau poursuit, via son programme d'intervention dans les réseaux PTI 2020-2022, sa stratégie de gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ces interventions contribuent à améliorer les infrastructures collectives, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués au maintien des réseaux d'eau témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer le service offert aux citoyens en offrant une eau potable de qualité irréprochable, assurant ainsi la sécurité de la ressource et par le fait même, la santé et la qualité de vie des citoyens.
L'apport des arrondissements dans la mise en œuvre des travaux requis est donc souhaitable afin d'accroître le niveau de réalisation des projets et contribuer à la résorption du déficit d'investissement accumulé.

Le Service de l'eau assure le financement des projets autant au niveau des services professionnels externes que de la réalisation des travaux et conserve la responsabilité d'autoriser la conception ou la réalisation des ouvrages proposés. La procédure de prise en charge de projets a été transmise par écrit à tous les arrondissements.

Dans ce contexte, il est opportun de faire appel à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , afin que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception et la réalisation des travaux d'infrastructures sur la rue Coupal faisant partie du réseau administratif, dans le but de ne pas ralentir le processus d'appels d'offres et de promouvoir l'amélioration de la condition du réseau de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0339 - 26 mars 2019 - d'accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts

sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. **Numéro de dossier : 1196354001**

DESCRIPTION

Puisque les interventions sur le réseau d'eau secondaire local relève du Service de l'eau, la DRE, il est recommandé de prendre en charge, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , la conception, la coordination, la réalisation et la surveillance des travaux visant la reconstruction d'une partie du réseau d'aqueduc existant ainsi que d'une partie du réseau d'égout, élargissement des trottoirs, installation de nouveaux mobiliers urbains, plantation d'arbres ainsi qu'une reconstruction complète de la structure de la chaussée de la rue Coupal entre la rue Dufresne et la rue Fullum, dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Les mandats de conception des plans et devis et les études de caractérisation environnementales et géotechniques vont débuté en février 2020. Les travaux de construction sont prévus à l'été / automne 2020.

La planification de ces interventions est basée sur l'analyse des résultats obtenus dans le plan d'intervention eau voirie ainsi que sur une multitude de critères, tels que la sécurité des piétons, la configuration des intersections, le niveau de service et l'usage des rues. Les plans de soumissions seront validés par l'équipe de la DRE avant le lancement des appels d'offres selon les exigences de la Ville centre.

Les conditions et exigences de la Ville centre comprennent les modalités suivantes :

· La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
· L'arrondissement s'assurera d'obtenir l'approbation, par le Service de l'eau, des plans et devis réalisés;
· L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
· L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
· L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
· L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés, sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
· L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement, de manière à permettre la reddition de comptes exigée dans le cadre des programmes de subvention.

En réponse à l'offre de l'arrondissement et afin de rendre la prise en charge des projets possible, le Service de l'eau devra collaborer et fournir le support nécessaire à la réalisation du projet.

La DRE a examiné le dossier et accepte l'offre émanant du conseil d'arrondissement de Ville -Marie visant la prise en charge, par ce dernier, de la conception, la coordination, la réalisation, la gestion et la supervision des travaux sur les conduites d'égout et d'aqueduc sur la rue Coupal en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

JUSTIFICATION

Ce dossier permet à l'arrondissement de répondre à ses engagements envers les citoyens concernant l'amélioration des infrastructures collectives. Aussi, l'arrondissement de Ville-Marie s'assure de diminuer ses interventions d'urgence sur son réseau pour travailler de façon planifiée.
Ces travaux suivront également des travaux majeurs effectués par Le Théâtre Espace Libre

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Toutes les dépenses en lien avec le pavage, les trottoirs, la fondation de rue et la réfection de surface seront à la charge de l'arrondissement Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettent de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· Renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· Diminuer les pertes d'eau

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette autorisation, l'arrondissement ne pourra octroyer de contrat touchant les infrastructures qui relèvent du Service de l'eau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une procédure de communication sera établie lors de la réalisation des travaux afin d'aviser les citoyens et de réduire les impacts des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Appel d'offres pour travaux : Mai 2020
Octroi du contrat de construction : Juin 2020
Période de travaux : Juin à Octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Samba Oumar ALI, Ville-Marie

Lecture :

Kathy DAVID, 4 février 2020
Samba Oumar ALI, 4 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-02-04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195353003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'ajouter la définition de la rue partagée ainsi que celle de la vélorue

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-26 08:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195353003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'ajouter la définition de la rue partagée ainsi que celle de la vélorue

CONTENU

CONTEXTE

Le Ministère des Transports, de la Mobilité Durable et de l'Électrification des Transports (MTMDET) a procédé en décembre 2018 à certaines mises à jour du Code de Sécurité routière du Québec ainsi qu'aux normes du Tome V Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers. Ces mises à jour concernent entre autres les rues partagées et les vélorues.
En plus de définir et encadrer les nouveaux concepts de rues partagées et de vélorues, le MTMDET vient, à l'article 496.1 de la section I Compétences municipales du Chapitre V.1 du Code de Sécurité routière du Québec, établir qu'une municipalité peut, par règlement, identifier une rue partagée et une vélorue sur tout ou partie d'un chemin public dont la gestion lui incombe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Définir le principe de la rue partagée et le principe de la vélorue.

JUSTIFICATION

Les modifications réglementaires proposées ont pour objet de permettre à l'arrondissement de Ville-Marie de désigner sur son territoire les chemins ou parties de chemin public visés par une rue partagée ou par une vélorue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

-

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis de motion;
- Adoption du règlement;
- Avis d'entrée en vigueur du règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la législation et la réglementation applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc COULOMBE
AGENT TECHNIQUE - CIRCULATION & STATIONNEMENT

Tél : 514 872-5848
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-22

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2019-11-22

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Avis de motion: CA19 240565

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée ou une vélorue - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'ajouter la définition de la rue partagée ainsi que celle de la vélorue, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.09
CA-24-315
1195353003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-XX-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu les articles 4, 67 et 79 de la *Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1)*;

Vu les articles 130 et 142 de la *Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)* ainsi que l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

Vu l'article 2 du *Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)*;

Vu l'article 496.1 du *Code de sécurité routière du Québec (RLRQ, chapitre C-24.2)*;

À sa séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 2 du *Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie* est modifié comme suit

1° par l'insertion, après la définition de « *place de stationnement* », de la définition suivante :

« *« rue partagée » : tout ou partie d'un chemin public sur lequel la circulation piétonne est priorisée;* »;

2° par l'insertion, après la définition de « *véhicule média* », de la définition suivante :

« *« vélorue » : tout ou partie d'un chemin public sur lequel la circulation des cyclistes est favorisée.* ».

2. L'article 21.2.1 du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)* est modifié par la suppression, à la suite des mots « *niveau B* », des mots « *de la Direction des travaux publics* ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1195353003*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.02

2020/02/11 18:30

(1)

Dossier # : 1193200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses

D'adopter, avec changements, le Règlement modifiant le règlement sur l'occupation du domaine public (c.O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses et les placottoirs (CA-24-317).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-06 14:04

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Avis de motion: CA19 240581

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.22
CA-24-317
1193200002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1193200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement modifiant le règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses et les placottoirs déposé lors du conseil d'arrondissement du 10 décembre 2019 a été modifié, principalement afin de corriger des erreurs de nature technique, des références d'articles et de réincorporer un article relatif aux ordonnances pour les occupation périodiques du domaine public. Certaines modalités de l'annexe 1 ont également été révisées.
Les ajouts et modifications visent essentiellement à clarifier certaines modalités relatives aux occupations pour des cafés-terrasses et placottoirs, ainsi que l'émission des permis.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ramy MIKATI, Ville-Marie
Jean-François MORIN, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

514 872-2624
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1193200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses

D'adopter le Règlement modifiant le règlement sur l'occupation du domaine public (c.O-0.1)

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-12-05 15:24

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193200002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses

CONTENU

CONTEXTE

Pour favoriser l'animation et le dynamisme des artères commerciales, l'arrondissement de Ville-Marie permet annuellement l'installation de plus de 350 cafés-terrasses sur le domaine public.
Le nouveau règlement proposé vise principalement à solutionner les problèmes rencontrés par les commerçants, à améliorer la compréhension des normes, à faciliter leur application et corriger certaines erreurs.

Les nouvelles dispositions découlent d'une phase de consultation tenue à l'hiver 2019 avec le *Comité de réflexion sur les cafés-terrasses et les placottoirs* qui était composé des commerçants de tous les secteurs, des représentants des quatre Société de développement commercial (SDC) et des représentants municipaux.

Avec ces modifications, la procédure d'émission des permis (comme l'enregistrement en ligne) sera facilitée, tout en soutenant l'application de nouvelles prescriptions. La qualité et l'intégration des aménagements à leur milieu seront accrues.

Finalement, en 2019, un projet pilote à été mis sur pied à l'arrondissement, avec l'autorisation d'aménager trois placottoirs. Ces 3 installations ont rencontré une réelle popularité et elles ont contribué à la végétalisation des rues concernées. Suite à cette expérience positive, l'arrondissement souhaite autoriser ce type d'aménagement à l'intérieur de son règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement sur l'occupation du domaine public (c.O-0.1)

DESCRIPTION

Les modifications apportées au nouveau règlement se regroupent en 5 thèmes
1. Autoriser les placottoirs et encadrer leurs aménagements.

2. Effectuer diverses modifications et précisions

Certaines formulations d'articles ont été revues et simplifiées. De plus, des normes ont été ajoutées concernant la sécurité, l'accessibilité, la circulation et l'harmonisation des aménagements.

3. Renouvellement des permis

Un formulaire de renouvellement du permis permettra d'assurer la conformité des aménagements et le paiement des frais de renouvellement du permis et du droit d'occupation s'effectuera directement à l'arrondissement en un seul versement.

4. L'ajout d'annexes

Les annexes permettront de faciliter le travail des concepteurs, des exploitants et des inspecteurs, avec notamment des illustrations servant à visualiser les prescriptions.

Les normes contenues dans les annexes pourront être ajustées par ordonnance.

5. Périodes d'occupation

Les commerçants pourront dorénavant choisir entre 3 périodes d'exploitation, soit du 15 mars au 31 octobre, du 1 avril au 31 octobre ou du 1^{ier} mai au 31 octobre.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Une lettre sera envoyée à tous les commerçants, pour les informer des nouvelles normes et des nouvelles procédures à suivre et leur permettre de les appliquer dès l'année 2020;
- Un guide accompagnateur sera créé afin de faciliter les demandes d'autorisation et favoriser la compréhension des normes d'aménagement;

- Une présentation sera effectuée devant les représentants des SDC des différents secteurs;

- Un nouveau formulaire de demande d'autorisation en ligne sera élaboré.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-04

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-12-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1193200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses



CA-24-317 Règl. mod. règl occ- dom-public terrasse Sommaire ADDENDA.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193200002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (O-0.1) afin de définir les cafés-terrasses



CA-24-2XXX Règl. mod. règl occ- dom-public terrasse.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Ville-Marie
Montréal

CA-24-317 **Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1)**

Vu l'article 145 de la *Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)* et les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de cette Charte;

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 1 du *Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1)* est modifié comme suit :

1º par le remplacement de la définition « *autorité compétente* » par la définition suivante :

« *« autorité compétente » : le conseil d'arrondissement ou tout fonctionnaire auquel il peut avoir délégué, en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009), tout ou partie des pouvoirs relatifs à l'application du présent règlement*; »

2º par l'insertion, à la suite de la définition « *autorité compétente* », de la définition suivante :

« *« café-terrasse » :* une construction ou une installation de mobilier en plein-air permettant:
1° d'exploiter une aire extérieure de consommation d'aliments et de boissons alcooliques par un établissement de type restaurant, traiteur ou débit de boissons alcooliques au sens du règlement d'urbanisme; et
2° de mettre à la disposition du public une aire extérieure de consommation d'aliments d'au plus 3 tables pour un maximum de 12 places assises par un établissement de type épicerie au sens du règlement d'urbanisme, comportant dans son local une aire de consommation d'au plus 3 tables et 12 places assises; »

3º par l'insertion, à la suite de la définition « *café-terrasse*», des définitions suivantes :

« « implantation en contre-terrasse » : un mode d'implantation sur le domaine public, lorsque le café-terrasse est détaché du bâtiment et séparé par un passage piétonnier;

« implantation en terrasse » : un mode d'implantation sur le domaine public, lorsque le café-terrasse est attenant au bâtiment; ».

4º par l'insertion, à la suite de la définition « «Occupation» », des définitions suivantes :

« « placottoir » : une installation publique en plein-air et à ciel ouvert localisée entièrement sur la chaussée, où il est strictement interdit de faire de la vente et du service, et qui doit être accessible à tous. »

« règlement d'urbanisme » : le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de

Ville-Marie (01-282); »

2. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 2 par l'article suivant :

« *2. L'occupation du domaine public est interdite à moins d'être autorisée par l'autorité compétente par la délivrance d'un permis à cet effet.* »

3. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 3 par l'article suivant :

« 3. L'article 2 n'a pas pour effet de limiter l'application d'un autre règlement de la Ville de Montréal autorisant l'occupation du domaine public à des fins spécifiques.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper le domaine public accordée en vertu du premier alinéa n'a pas à demander de permis ou payer les frais d'occupation du domaine public résultant de l'application du présent règlement. »

4. L'article 4 de ce règlement est modifié par la suppression du premier alinéa.

5. Ce règlement est modifié par la substitution de l'article 7 par l'article suivant :

« 7.Un permis délivré en vertu du présent règlement peut être modifié, en tout temps, par l'autorité compétente. Un avis écrit à cet effet, accompagné d'un permis modifié, précisant le délai au terme duquel les modifications sont effectives, est délivré au titulaire du permis.

Le titulaire du permis doit se soumettre aux nouvelles conditions et modalités dès l'expiration du délai prévu dans cet avis. »

6. L'article 18 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 2° du premier alinéa;

7. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 27 par l'article suivant :

« *27. Lorsque l'occupation est autorisée pour l'utilité d'un immeuble dont le terrain est contigu à la partie du domaine public occupée, la valeur du domaine public est déterminée comme suit :*

1° s'il s'agit d'une occupation permanente, en lui attribuant :

a) 15% de la valeur de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier en cours lors de la délivrance du permis dans le cas de l'occupation en tréfonds

b) 35% de la valeur de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier en cours lors de la délivrance du permis dans le cas de l'occupation aérienne

c) 50% de la valeur de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier en cours lors de la délivrance du permis dans le cas de l'occupation au sol.

2° s'il s'agit d'une occupation périodique, en lui attribuant celle de la valeur de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier de l'année 2020. Cependant, pour un terrain qui n'était pas inscrit au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier de l'année 2020, la valeur du domaine public est déterminée en lui attribuant celle de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier en cours lors de la délivrance du permis.

Lorsque l'occupation n'est pas autorisée pour l'utilité d'un immeuble ou lorsque l'immeuble pour l'utilité duquel elle est autorisée comporte plus d'un terrain, la valeur du domaine public est déterminée en lui attribuant la valeur moyenne de celle de tous les terrains contigus en fonction de la valeur mentionnée au premier alinéa.

La valeur obtenue par l'application du premier ou du deuxième alinéa, selon le cas, est ensuite reportée, à tant le mètre carré, sur la superficie de la partie occupée.

Lorsque la valeur de la partie du domaine public occupée, calculée conformément aux premier, deuxième et troisième alinéas, est supérieure ou inférieure à sa valeur réelle compte tenu de facteurs tels que la dimension de la partie occupée, sa configuration, l'usage qui peut en être fait, la qualité du sol, les installations et services municipaux qui s'y trouvent ou s'y trouveront aux fins de l'occupation demandée, et la situation de l'occupation en sous-sol, au sol ou au- dessus du sol, cette valeur peut être réduite ou majorée en considération de tels facteurs. »

8. L'article 29 de ce règlement est modifié par la suppression, entre le chiffre « *27* » et le mot « *est* », des mots « *ou révisée en vertu de l'article 28, selon le cas,* »

9. L'article 30.2 de ce règlement est modifié par l'ajout des mots « et aux fins de placottoirs» suite au mot «embellissement».

10. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 30.02, de l'article suivant :

« 30.3 *Malgré toute disposition inconciliable, aucune tarification n'est exigible pour les occupations périodiques d'occuper le domaine public pour les végétaux installés dans des bacs de protection au sol fixés sur les côtés d'un café-terrasse perpendiculaires à la voie publique. Pour être exclus du prix du droit d'occuper le domaine public les bacs au sol ne doivent toutefois pas dépasser une largeur de 0,6 m*. »

11. Ce règlement est modifié par le remplacement des articles 36 et 37 par les articles suivants :

« *36. Pour une occupation périodique du domaine public, la demande d'autorisation présentée à l'autorité compétente doit indiquer :*

1º les noms, adresse et occupation du requérant;

2° un document autorisant le mandataire à agir pour le requérant, le cas échéant;

3º l'adresse, le ou les numéros de lots où sera érigé l'occupation proposée;

4º les fins pour lesquelles l'occupation est demandée;

5º les ouvrages et objets qui occuperont le domaine public, le genre de travaux qui seront effectués et les activités qui y seront exercées.

Cette demande doit être accompagnée :

1° d'une preuve qu'il détient une assurance-responsabilité valide pour toute la durée de l'occupation au montant de 2 000 000 $, dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée et selon ses intérêts;

2º une lettre d'autorisation du propriétaire de l'immeuble où est situé l'occupation proposée, si le titulaire n'est pas propriétaire de l'immeuble;

3º le paiement du prix pour les frais d'études techniques relatives à la demande, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation;

4º de 2 copies de tout plan et élévation à l'échelle montrant l'occupation proposée sur le site. Ce plan doit illustrer et comprendre les informations suivantes :

a) *le front bâti du bâtiment et du bâtiment adjacent, le cas échéant;*

b) *les délimitations, les dimensions et la superficie de l'occupation prévue;*

c) *le positionnement du mobilier urbain et des équipements appartenant aux différentes compagnies d'utilité publique situés à l'intérieur de l'emplacement de l'occupation et à l'extérieur de celui-ci jusqu'à une distance de 2 m (notamment : les arbres, lampadaires, trottoirs, bornes-fontaines, signalisation routière, boites postales, valves d'aqueduc);*

d) *l'aménagement d'un accès pour personnes à mobilité réduite, le cas échéant;*

e) *les exigences prescrites aux annexes, le cas échéant;*

f) *tout autre renseignement nécessaire pour vérifier la conformité de l'occupation à la réglementation municipale applicable.*

37. Lorsque, sur présentation d'une demande conforme à l'article 36, l'autorité compétente décide d'autoriser l'occupation, elle en informe le requérant et lui délivre le permis requis s'il se conforme aux exigences suivantes :

1º le prix pour les frais d'études techniques relatives à la demande, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation, a été payé;

2º le prix du droit d'occuper le domaine public applicable à la période d'occupation, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement du de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation, a été payé;»

12. L'article 37.1 de ce règlement est supprimé.

13. L'article 38 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 9º.

14. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 39 par l'article suivant :

« *39. L'assurance-responsabilité exigée en vertu du paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 36 doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation et doit respecter les conditions suivantes:*

1° toute police d'assurance doit contenir un avenant spécifiant qu'aucun changement qui diminuerait ou modifierait de façon matérielle la protection des assurés ne peut être apporté à la couverture d'assurance, à moins qu'un préavis d'au moins trente (30) jours ait été donné à la Ville.

2° le montant doit en être indexé tous les 5 ans selon un taux que fixe l'autorité compétente.

Le détenteur d'un permis d'occupation du domaine public doit fournir à la Ville la preuve que toute police d'assurances est mise en vigueur pour toute la durée de l'occupation et elle devra remettre à la Ville une copie de celle-ci, ou un certificat d'assurance prouvant l'existence de toute police en vigueur. »

15. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 40, des articles suivants :

« 40.1. Au terme de la période d'occupation autorisée pour une occupation périodique, le

titulaire du permis doit libérer entièrement le domaine public et en retirer tous résidus conséquents à l'occupation. Lorsque le titulaire prévoit cesser d'occuper le domaine public avant l'arrivée du terme, il doit aviser par écrit l'autorité compétente 30 jours avant la fin révisée de l'occupation.

40.2 Si le titulaire du permis n'avise pas l'autorité compétente de son intention de cesser d'occuper le domaine public avant le terme de la période d'occupation autorisée conformément à l'article 40.1, il devra payer le prix d'occupation exigible pour la période indiquée au permis.

Le titulaire du permis doit également se conformer au premier alinéa s'il cesse d'occuper le domaine public avant l'arrivée du terme.

40.3 Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite de l'occupation, de la remise en place du mobilier urbain retiré ou déplacé temporairement, de la réparation ou du remplacement du mobilier urbain endommagé ou perdu est à la charge du titulaire du permis.

40.4 Le site et l'ensemble des équipements utilisés pour l'exploitation d'une occupation périodique pour des fins de café-terrasse ou de placottoir doivent être maintenus en bon état et propres en tout temps. Le titulaire du permis est responsable de la propreté sur l'ensemble de la superficie de l'occupation et sur une bande d'un mètre sur son pourtour afin d'assurer la propreté des endroits qui ne peuvent être atteints par les équipements de la Ville. Cet entretien doit être effectué quotidiennement.

40.5. Le placard remis par l'autorité compétente faisant référence au permis doit être affiché bien à la vue à l'intérieur de l'établissement pendant toute la période d'occupation.

40.6 Les plans et devis approuvés aux fins de la délivrance du permis d'occupation doivent être disponibles sur l'emplacement de l'occupation ou chez le titulaire du permis, à tout moment durant les heures d'exploitation, aux fins d'inspection par l'autorité compétente. »

16. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite des dispositions incluses à la section III « DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC », de la section et des articles suivants :

« *SECTION III.1*
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS PÉRIODIQUES APPLICABLES À UN CAFÉ-TERRASSE

40.7. Un café-terrasse est autorisé sur le domaine public, conformément aux dispositions du règlement d'urbanisme

40.8 En plus, des documents exigés par l'article 36, le requérant doit présenter à l'autorité compétente :

1° un document prouvant qu'il est l'exploitant de l'établissement pour lequel l'occupation est demandée;

2° une copie du certificat d'autorisation d'usage conforme;

3° un document autorisant la compagnie ou la raison sociale demanderesse;

En plus des informations demandées au paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 36, le plan doit inclure les informations suivantes :

1° le positionnement du mur avant de l'immeuble concerné et la largeur de l'établissement commercial concerné;

2° tous les aménagements et les équipements privés se trouvant en cour avant;

3° le détail des aménagements prévus incluant le type, le nombre et la disposition du mobilier de café-terrasse, ainsi que les élévations permettant de comprendre les niveaux du sol existants et ceux des installations proposées;

40.9 Lorsque, sur présentation d'une demande conforme aux articles 40.07 et 40.08, l'autorité compétente décide d'autoriser l'occupation, elle en informe le requérant et lui délivre le permis requis s'il se conforme aux exigences suivantes :

1° le prix pour les frais d'études relatives à une demande d'occupation périodique pour fins de café-terrasse, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation, a été payé;

2° le prix du droit d'occuper le domaine public pour une occupation périodique pour fins de café-terrasse applicable à la période d'occupation, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement du de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation, a été payé;

Le loyer pour la première année d'occupation sera fixé au prorata du nombre de jours compris entre la date d'émission du permis et le 31 octobre suivant.

3° la demande est conforme au présent règlement (01-282).

40.10. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, déterminer la période annuelle d'occupation autorisée pour les cafés-terrasses.

L'installation et l'enlèvement de l'aménagement doivent se faire à l'intérieur de cette période.

40.11 Un café-terrasse sur le domaine public peut être occupé entre 7h et 23h tous les jours de la semaine,

Malgré l'alinéa 1 du présent article, un café-terrasse ayant un maximum de 3 tables 12 chaises doit respecter les heures d'occupation indiquées à l'Annexe 1 du présent règlement.

40.12 En dehors des périodes prévues à l'article 40.11, l'ensemble du mobilier installé sur la terrasse doit être rangé pour être inutilisable, ne pas excéder le périmètre de l'aménagement et ne pas compromettre la sécurité des citoyens.

40.13 Un café-terrasse ne doit pas dépasser le front bâti de l'établissement qu'il dessert.

40.14 Malgré l'article 40.7, un empiètement en front d'une façade adjacente à l'établissement est autorisé lorsque la propriété voisine comporte un local commercial au rez-de-chaussée, et que le propriétaire concerné consent par écrit à cet empiètement.

Ce consentement écrit doit couvrir la durée de l'autorisation de l'occupation du domaine public à des fins de café-terrasse et doit être renouvelé advenant le changement de propriétaire de la propriété voisine.

Les autorisations demandées à l'alinéa 1 doivent être renouvelées à chaque saison.

40.15 L'aménagement d'un café-terrasse doit respecter les exigences indiquées à l'Annexe 1 du présent règlement.

Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, modifier les exigences indiquées à l'Annexe 1 du présent règlement.

40.16 Un permis d'occupation du domaine public à des fins de cafés-terrasses peut conformément aux exigences prévues au présent règlement être renouvelé l'année suivante.

40.17. Pour une demande de renouvellement de permis d'occupation du domaine public à des fins de cafés-terrasses, le requérant doit respecter les exigences suivantes :

1° qu'il ait respecté en tout point les exigences prévues au présent règlement, incluant ses annexes, ainsi que celles fixées par l'autorité compétente au cours de l'année précédente;

2° que l'occupation soit en tout point identique à celle pour laquelle le permis a été délivré l'année précédente;

3° qu'il informe l'autorité compétente de tout changement d'adresse ou de tout changement de représentant, le cas échéant;

4° que la raison sociale et l'adresse de l'établissement dont le titulaire est l'exploitant n'aient pas changées;

5° que le propriétaire de l'immeuble, si différent du titulaire du permis, autorise le renouvellement;

6° qu'il fournisse une preuve qu'il détient l'assurance-responsabilité décrite à l'article 39;

7° qu'il paie à la Ville les frais de délivrance du permis et les frais de location du domaine public applicable à la période d'occupation sélectionnée sur la demande tels qu'ils sont fixés au Règlement sur les tarifs en vigueur.

40.18 Dans le cas où le requérant du renouvellement n'est pas le titulaire du permis délivré l'année précédente, il doit déposer une toute nouvelle demande permis conforme aux articles 36, 40.07, 40.08 et 40.14.

SECTION III.2
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS PÉRIODIQUES À DES FINS DE PLACOTTOIR

40.19. Un placottoir est autorisé sur le domaine public s'il est rattaché à un commerce à l'exception d'un débit de boissons alcooliques, à une institution ou à un organisme et s'il est situé dans un secteur où un café-terrasse est autorisé.

En plus des documents exigés à l'article 36, dans le cas d'une demande de permis pour l'aménagement d'un placottoir, le requérant doit présenter à l'autorité compétente les documents suivants :

1° un document prouvant qu'il est l'exploitant de l'établissement auquel est rattaché le placottoir;

2° un document autorisant le mandataire à agir pour le requérant, le cas échéant;

3°une autorisation du propriétaire de l'immeuble de l'exploitant d'établissement qui dépose une demande de permis, si différent de l'exploitant;

4°une autorisation du propriétaire du ou des immeubles en façade au placottoir, si différent du titulaire du permis.

40.20. En plus des informations demandées au paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 36, le plan doit inclure les informations suivantes :

1º tous les aménagements et les équipements privés se trouvant en cour avant;

2º le détail des aménagements prévus incluant le type, le nombre et la disposition du mobilier du placottoir, ainsi que les élévations permettant de comprendre les niveaux du sol existants et ceux des installations proposées;

40.21 Lorsque, sur présentation d'une demande conforme aux articles 36, 40.19 et 40.20, l'autorité compétente décide d'autoriser l'occupation, elle en informe le requérant et lui délivre le permis requis s'il se conforme aux exigences suivantes :

1º le prix pour les frais d'études relatives à une demande d'occupation périodique pour fins de placottoir, tel qu'il est fixé au Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation, a été payé;

2º la demande est conforme au présent règlement.

40.22 Un permis d'occupation du domaine public à des fins de placottoir peut, conformément aux exigences prévues au présent règlement, être renouvelé l'année suivante.

40.23. Pour une demande de renouvellement de permis d'occupation du domaine public à des fins de placottoir, le requérant doit respecter les exigences suivantes

1° qu'il ait respecté en tout point les exigences prévues au présent règlement, incluant ses annexes, ainsi que celles fixées par l'autorité compétente au cours de l'année précédente;

2° que l'occupation soit en tout point identique à celle pour laquelle le permis a été délivré l'année précédente;

3° qu'il informe l'autorité compétente de tout changement d'adresse ou de tout changement de représentant, le cas échéant;

4° que la raison sociale et l'adresse de l'établissement dont le titulaire est l'exploitant n'aient pas changées;

5° que le propriétaire de l'immeuble, s'il est différent du titulaire, ait manifesté son accord avec le renouvellement;

6° qu'il fournisse une preuve qu'il détient l'assurance-responsabilité décrite à l'article 39;

40.24. Dans le cas où le demandeur du renouvellement n'est pas le titulaire du permis délivré l'année précédente, le requérant doit déposer une toute nouvelle demande permis conforme aux articles 36, 40.19 et 40.20.

40.25 Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, déterminer la période annuelle d'occupation autorisée pour les placottoirs.

L'installation et l'enlèvement de l'aménagement doivent se faire à l'intérieur de cette période.

40.26 La vente et le service de tous types sont interdits sur un placottoir.

40.27 Le placottoir doit demeurer accessible à tous les passants et passantes.

40.28 Le titulaire du permis pour fins de placottoir doit obtenir par écrit une autorisation des établissements et des propriétaires des immeubles adjacents concerné qui consent à cet emplacement. Ce consentement écrit doit couvrir la durée de l'autorisation de l'occupation du domaine public à des fins de placottoir et doit être renouvelé avant l'installation de l'aménagement.

40.29 L'aménagement d'un placottoir doit respecter les exigences techniques indiquées à l'Annexe 1.

Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, modifier les exigences indiquées à l'Annexe 1.

40.30 Un placottoir sur le domaine public peut être occupé entre 7h et 23h tous les jours de la semaine. »

17. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 48 par l'article suivant :

« *48. Les droits et obligations créés par un règlement, une résolution du comité exécutif ou d'un arrondissement ou la décision d'un fonctionnaire délégué donnant effet, avant le 15 février 2020, à une occupation permanente du domaine public, demeurent en vigueur aussi longtemps que l'occupation n'est pas modifiée.*

Dans le cas d'une modification de l'occupation, les exigences du présent règlement s'appliquent. »

18. Ce règlement est modifié par la suppression, à l'article 49, des mots suivants « *et pourra, à l'avenir, être modifié par l'application de l'article 28 ou 29, compte tenu que le permis visé à l'article 28 est, dans ce cas, celui qui est délivré en vertu de l'article 48* »

19. Ce règlement est modifié par l'insertion de l'Annexe 1.

_ _

ANNEXE 1
EXIGENCES REQUISES POUR L'INSTALLATION D'UN CAFÉ-TERRASSE ET D'UN PLACOTOIRE

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1193200002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le ___ 2020, date de son entrée en vigueur.

ANNEXE 1
EXIGENCES REQUISE POUR L'INSTALLATION D'UN CAFÉ-TERRASSE ET D'UN PLACOTTOIR

SECTION A
EXIGENCES GÉNÉRALES D'UTILISATION ET DE LOCALISATION POUR UN CAFÉ-TERRASSE ET UN PLACOTTOIR

3 types d'aménagement pour occupation du domaine public sont possibles :
- Un café-terrasse en contre terrasse;
- Un café-terrasse en terrasse, cas exceptionnel;
- Un placottoir.

LOCALISATION

Un café-terrasse et un placottoir sont autorisés sur le domaine public seulement s'ils sont situés dans un secteur de la catégorie M.3 à M.9, selon les conditions des classes B ou C, ou de la famille équipements collectifs et institutionnels.

Un café-terrasse de type « 3 tables/12 chaises » est autorisé sur tout le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

EXIGENCES GÉNÉRALES

Sont interdits dans le périmètre d'un café-terrasse et d'un placottoir :

- La danse, les représentations théâtrales ou cinématographiques, les concerts, les spectacles, l'usage d'appareils sonores;
- La cuisson d'aliments;
- Les bonbonnes de gaz et de chauffage d'appoints nécessitant une source de combustible accessoire mobile ou amovible;
- Le service à partir de l'extérieur du café-terrasse ou de son pourtour extérieur;
- Tout type de publicités à moins qu'un règlement ne l'autorise;
- Les glacières, les poubelles;
- Les panonceaux de stationnement dont les cases de stationnements sont utilisés (en partie ou totalement) par un aménagement. Ces panonceaux doivent être retirés par l'Agence de mobilité durable aux frais du titulaire du permis.

AIRES DE DÉGAGEMENT

L'aménagement d'un café-terrasse ou d'un placottoir doit respecter les exigences suivantes :

- Un aménagement en contre-terrasse doit être aménagé de façon à maintenir en tout temps un corridor piétonnier rectiligne de 1,8 mètre sans obstacle depuis la façade de l'établissement qu'il dessert ou du mobilier urbain en fond de trottoir;
- Laisser un dégagement d'au moins 1 mètre de part et d'autre d'une borne-fontaine (rouge ou bleu), autour des collecteurs d'alimentation, des systèmes de gicleur et canalisation incendie pour une section située sur le trottoir;

- Laisser un dégagement d'au moins 1,5 mètre de part et d'autre d'une borne-fontaine, pour une section située sur la chaussée;
- Laisser un dégagement de 0,5 mètre de part et d'autre de tout élément du mobilier urbain;
- Ne pas être situé à moins de 1 mètre de part et d'autre d'une boîte aux lettres;
- Ne pas être situé à moins de 1,5 mètre de part et d'autre d'un débarcadère;
- Un corridor piétonnier d'au moins de 1,1 mètre, doit être maintenue libre de tout obstacle entre la chaussée et les entrées ou accès des immeubles;
- Une installation (avec ou sans plateforme) aménagée exclusivement sur le trottoir doit être située à 0,6 mètre à partir de la chaussée en direction du café-terrasse;

SECTION B – EXIGENCES DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT D'UN CAFÉ-TERRASSE

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le café-terrasse doit être aménagé de manière accessible, sécuritaire et confortable pour tout type de clientèle aux conditions suivantes :

- La capacité d'accueil d'un café-terrasse est de 1,2 mètre carré par personne;
- Le mobilier doit être solide, durable et conçu pour l'extérieur;
- Tout élément en bois doit être recouvert d'un vernis, d'une teinture, d'une peinture ou d'une huile.
- Un café-terrasse doit être bordé de plantes ou de fleurs naturelles sur au moins les deux tiers de son périmètre.
- Il peut avoir un menu installé sur un panneau rigide d'une dimension maximale de 0,5 mètre carré fixé au garde-corps ou à un élément ceinturant l'aménagement;
- En aucun temps le pourtour de l'aménagement (ex : garde-corps, clôture) incluant l'équipement ou l'accessoire le ceinturant ne doit servir de tablette, de table, comptoir, chaise ou banc ou à leur support ;
- Il doit inclure au moins une table pouvant accueillir des personnes à mobilité réduite;
- Aucun élément ne peut être attaché au sol.
- Les compagnies d'utilités publiques (Bell, Hydro-Québec, Énergir, etc.) et la Ville de Montréal doivent avoir accès en tout temps à leurs installations situées sur l'emplacement de l'occupation, et ce, même sous les plateformes.

PROTECTION ET SÉCURITÉ

Une bande réfléchissante ou fluorescente doit être installée aux extrémités hautes du garde-corps et des bacs de protection ou sur tout autre élément ceinturant un placottoir pour une section aménagée sur la chaussée.

Un bac de protection conforme aux exigences suivantes doit être installé de chaque côté de la contre-terrasse ou du placottoir pour une section aménagée sur la chaussée :

- Avoir une hauteur minimale de 0,9 m et maximale de 1m;

- Avoir un poids minimal de 50 kg;
- Avoir une épaisseur minimale de 0,6 m pour être difficilement renversable;
- Contenir des végétaux ayant une hauteur maximale de 1,07 m mesurée à partir de la chaussée;
- Être de construction robuste, en bois, en acier ou en béton décoratif;
- Doit s'harmoniser à l'aménagement et doit préférablement être de forme rectangulaire;
- Couvrir complètement les deux faces latérales de l'installation. De plus, la longueur du bac peut excéder la largeur de la plateforme de 0,4 mètre calculée à partir du trottoir.
- Être agrémenté de végétation naturelle;
- Être solidement fixé à la base de la plateforme ainsi qu'au garde-corps (sans jamais le remplacer) ou autres éléments de contour;

VÉGÉTATION

- La végétation ne doit pas dépasser une hauteur maximale de 1,07 m à partir du plancher de l'aménagement ;
- Elle ne doit pas dissimuler la signalisation routière;
- Elle ne doit pas devenir un obstacle visuel pour les automobilistes et les cyclistes;
- Un arbre à l'intérieur d'une installation doit être ceinturé par un garde-corps ou un muret situé à 1 mètre de part et d'autre de son tronc, aucun élément ne doit recouvrir une fosse d'arbre à l'intérieur de cette espace;
- Les bacs de plantation ne doivent pas être recouvert de paillis de bois, ni de paille ou tout autre produit inflammable;
- Les bacs de végétation doivent être maintenus exempts de déchet en tout temps;
- Aucun élément ne doit être attaché, cadenasser ou s'appuyer à un arbre;

GARDE-CORPS (ou tout autre élément ceinturant le café-terrasse)

Un café-terrasse doit être ceinturé à 100% d'un garde-corps ou autres éléments séparatifs, à l'exception des accès. De plus, il doit respecter les conditions suivantes :

- Posséder un ou des accès ayant une largeur d'au moins 1,2 m et d'au plus 1,5 mètre;
- Être de bois d'ébénisterie teint ou peint, en métal, en aluminium, ou en fonte ouvragée;
- Être stable et solidement fixé à la plateforme,;
- Être ajouré de façon à garantir au moins 30% de transparence afin d'assurer la visibilité à l'intérieur du café-terrasse, sauf sur le territoire du Vieux-Montréal où le niveau de transparence doit atteindre au moins 60%;
- Avoir une hauteur minimale de 0,9 m et une hauteur maximale de 1,07 m de hauteur;
- Posséder le 1er élément horizontal à au moins 300 mm de hauteur à partir du sol ou de la plateforme, sur toute la longueur de la section située face au commerce;
- Aucun vinyle, toile ou banderole ne doit être fixé sur le garde-corps, le muret ou un élément ceinturant le café-terrasse.
- Lorsque qu'un café-terrasse ne possède pas de plateforme, les structures servant à fixer les éléments délimitant le café-terrasse doivent être recouverts du même

revêtement que celui utilisé pour ces structures ou d'un parement de la même couleur.

RECOUVREMENT (protection contre le soleil)

Les parasols et les auvents autoportants à deux pentes avec toile souple sont autorisés comme système de recouvrement sur un café-terrasse. Ces équipements doivent satisfaire aux critères suivants :

- Ne pas excéder une hauteur de 2,6 mètre au-dessus du domaine public et offrir en tout temps un dégagement minimum de 2,4 mètre de hauteur mesuré à partir du trottoir ou de la chaussée le cas échéant;
- Être constitué d'une toile souple et pliable (Un toit fixe de style chapiteau est interdit.)
- Être solidement fixé;
- Ne pas excéder la superficie du café-terrasse;
- Ne pas obstruer la signalisation routière;
- Ne pas être fixé au bâtiment;
- Ne pas être fermé sur les côtés, notamment, par des moustiquaires, des rideaux, des toiles ou des banderoles;

ÉCLAIRAGE

Une unité d'éclairage est autorisée uniquement pour un café-terrasse, sur une table, sur le garde-corps, sur la structure d'un élément de recouvrement ou sur un poteau ou un piquet délimitant le café-terrasse d'une hauteur maximale de 2,4 mètres aux conditions suivantes :

- Ne pas excéder la superficie du café-terrasse;
- Doit s'harmoniser avec le café-terrasse;
- Aucun fil n'est accepté entre une contre-terrasse et le bâtiment;
- Doit être autonome et fonctionner avec des batteries rechargeables ou avec de l'énergie renouvelable
- Émettre une luminosité continue blanche ou jaune sans alternance de couleur et d'intensité;
- Être éteinte après 23:00;
- Ne pas obstruer la signalisation.;
- De plus, l'éclairage en hauteur est autorisé uniquement lorsqu'un café-terrasse se trouve sur une plateforme. Les piquets et les poteaux utilisés doivent être en métal ou de bois et doivent s'harmoniser avec l'aménagement. Ils ne doivent en aucun temps être recouverts ou servir à fermer les côtés latéraux du café-terrasse.

PLATEFORME

Une plateforme peut être aménagée sur le trottoir, uniquement lorsque celui-ci possède une pente de plus de 5%.

Aménagement général :

- La construction doit permettre un drainage adéquat de la surface de la terrasse;
- Le dessous de la plateforme doit être fermé sur tous ses côtés à l'exception d'une section permettant l'écoulement de l'eau de ruissellement en bordure du trottoir;
- Une construction autoportante est requise;

- Aucune fixation et aucun percement dans le domaine public ne sont autorisés;
- Être constituée de planches de bois traité, de contreplaqué à surface régulière, de fibre de verre, de plastique recyclé ou d'acier;
- Être de couleur noire, grise, brune, beige ou naturelle pour le bois;
- Permettre obligatoirement un accès universel;
- Toute plateforme et rampe d'accès doivent être aménagés à même l'aire de plancher du café-terrasse et doivent obligatoirement être accessibles en tout temps aux personnes ayant des limitations fonctionnelles ;
- Doit être sur un seul niveau, sauf en raison de la topographie du terrain. Dans ce cas, chaque niveau doit être accessible et adaptable aux personnes à mobilité réduite;
- Lorsqu'une rampe d'accès est requise, elle doit avoir une largeur minimale de 1,2 m et maximale de 1,5 mètre et avoir une pente maximale de 1 :12;
- Une aire de manœuvre pour les personnes à mobilité réduite minimale de 1,5 m de diamètre est requise aux extrémités d'une rampe d'accès pour permettre les manœuvres d'un fauteuil roulant;
- Le joint entre le trottoir et la plateforme ou la rampe d'accès, lorsque requise, ne doit pas mesurer verticalement plus de 13 mm, sinon le joint doit être recouvert par un élément de bois ou de métal d'une hauteur de ??? ;
- Lorsqu'une plateforme est aménagée en partie ou en totalité sur le trottoir, elle doit être de niveau avec le trottoir et doit avoir une hauteur maximale de 80 mm calculé à partir de la surface du trottoir;

De plus, une plateforme dont une section se trouve sur la chaussée est autorisée aux conditions suivantes:

- Doit être implantée uniquement là où le stationnement est autorisé;
- Ne pas être située dans une zone où l'on retrouve une restriction d'arrêt interdit;
- Ne pas être situé à moins de 5 m d'une intersection, calculé à partir du début du rayon de giration du trottoir en s'éloignant du coin de la rue;
- Ne pas se situer sur une place de stationnement ou un débarcadère réservé pour les personnes à mobilité réduite;
- Avoir un empiétement maximal de 2 m sur la chaussée, calculé à partir du bord du trottoir;

Lorsqu'une plateforme est située en totalité sur la chaussée, elle doit s'uniformiser à la hauteur du trottoir, le joint entre le trottoir et la plateforme ne doit pas mesurer verticalement plus de 13 mm, sinon il doit être recouvert par un élément de bois ou de métal d'une hauteur de 2 cm.

BANQUETTE

Une banquette installée sur une section se trouvant sur la chaussée doit respecter les conditions suivantes:

- Être fixée à la plateforme;

- Doit obligatoirement être séparée physiquement et en retrait du garde-corps, un espacement minimal de 100 mm doit se trouver entre le dossier de la banquette et le garde-corps du café-terrasse.

SECTION C - EXIGENCES DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT POUR 3 TABLES MAXIMUM (appelé aussi « 3 TABLES / 12 CHAISES »)

Cet aménagement est considéré comme un café-terrasse, il doit se conformer aux mêmes normes édictées pour ces derniers. En plus, il doit respecter les restrictions suivantes :

- Autorisé uniquement sur le trottoir ;
- Aucune plateforme n'est autorisée;
- Être aménagé uniquement en contre-terrasse;
- Avoir un maximum de 3 tables et 12 chaises;
- Le mobilier doit être retiré du domaine public à 23 :00 dans un secteur de la catégorie M.3 à M.9, selon les conditions des classes B ou C, ou de la famille équipements collectifs et institutionnels et 19 :00 dans le reste de l'arrondissement.

SECTION D – EXIGENCES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT D'UN PLACOTTOIR

Un placottoir doit se conformer aux mêmes conditions d'implantation qu'un café-terrasse (sections A et B du présent annexe). Les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

- Un placottoir est autorisé uniquement sur la chaussée;
- La couleur de la plateforme peut être différente que celles autorisées pour un café-terrasse;
- Le placottoir doit être recouvert de végétation sur au moins 20% de superficie;
- La plateforme doit se situer au même niveau que le trottoir adjacent; si un espace se trouve entre le trottoir et le placottoir il doit être recouvert par un élément de bois ou de métal d'une épaisseur de 13 mm maximum;
- Le placottoir doit être ceinturé d'un garde-corps ou tout autre élément, sauf le long du trottoir;
- Une affiche indiquant le caractère public du lieu doit être apposée sur les côtés extérieurs latéraux, de façon visible, aucune publicité n'est autorisée;
- Tous les éléments du placottoir, incluant le mobilier doivent être fixés à la plateforme, aucun élément amovible n'est autorisé;
- Aucun éclairage n'est autorisé;
- Ne devra en aucun temps être recouvert d'un abri, quel qu'il soit.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1194869012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

Adopter une résolution autorisant l'ajout de 4 enseignes pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)* .
1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur le lot 1 851 407 du cadastre du Québec bordé par les rues Drummond et Stanley, l'avenue des Canadiens-de-Montréal et le boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)* , l'autorisation:

a) de déroger à l'article 5 du *Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier de Saint-Antoine (7908),* afin d'autoriser les enseignes conformes aux plans numérotés 1 à 8, préparés par Icubic Inc. en date du 15 octobre 2019, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 14 novembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-12-02 12:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194869012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une requête a été déposée afin de régulariser certaines enseignes installées sur l'édifice situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest. Cette autorisation qui requiert de déroger au *Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier de Saint-Antoine (7908)* , peut être approuvé par le Conseil d'arrondissement en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

99-285 – 20 décembre 1999 - « *Règlement modifiant le règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, la Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier Saint-Antoine (7908)* » - CO9903026.
95-142 – 15 août 1995 - « *Règlement modifiant le règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, la Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier Saint-Antoine (7908)* » CO95-01857.

94-111 - 17 octobre 1994 - « *Règlement modifiant le règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, la Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier Saint-Antoine (7908)* » CO94-02089.

9196 – 28 septembre 1992 - « *Règlement modifiant le règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, la Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier Saint-Antoine (7908, 8571)* ».

8571 – 24 août 1990 - « *Règlement modifiant le règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, la Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier*

Saint-Antoine (7908) ».

7908 – 27 septembre 1988 - « *Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier Saint-Antoine* ».

DESCRIPTION

Le site
La Tour IBM Marathon située au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest se trouve à l'intérieur des limites du PPU du quartier des gares, plus précisément, dans le quadrilatère bordé par les rues Drummond, Stanley, l'avenue des Canadiens-de-Montréal et le boulevard René-Lévesque. Aux abords du site, beaucoup de changements ont eu lieu au cours des dernières années notamment, l'aménagement de l'avenue des Canadiens-de-Montréal en rue partagée, la construction de plusieurs tours résidentielles ainsi que l'aménagement de la cour intérieure de la gare Windsor.

Le bâtiment construit de 1988 à 1992, est occupé par 4 locataires principaux soient, Investissements PSP, PWC, le Collège des médecins et Air Liquide Canada.

Adopté en 1988, le Règlement (7908) toujours en vigueur vise à dicter les balises en matière de construction, d'affichage et d'usage sur l'ensemble du site.

La tour étant située dans un secteur de catégorie M.7C, les commerces et services de moyenne intensité sont autorisés.

Le projet
Le projet permet de revoir les besoins en matière d'affichage qui ont évolué depuis la construction de l'édifice. Le projet vise essentiellement a régulariser certaines enseignes qui ont été installées dans les dernières années sans tenir compte des restrictions du Règlement 7908, toujours en vigueur aujourd'hui.

Concrètement la demande vise à autoriser l'ajout de 4 enseignes commerciales, par l'approbation de nouveaux plans en plus de ceux déjà autorisés à l'article 5 du Règlement (7908).

On y compte deux enseignes commerciales pour la compagnie Price Waterhouse Coopers (PWC), l'une située en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, d'une superficie de 2,74 m^2 et la seconde, située en bordure du boulevard René-Lévesque, d'une superficie de 1,18 m^2. En l'absence du Règlement (7908), le règlement d'urbanisme pourrait permettre une superficie de 10 m^2 pour l'affichage de la compagnie alors que la proposition atteint 3,92 m^2.

Il y a également deux enseignes commerciales pour l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (PSP). La première, située en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'une superficie de 1,78 m^2 et la seconde en bordure du boulevard René-Lévesque atteignant une superficie de 1,03 m^2. En l'absence du Règlement (7908), le règlement d'urbanisme pourrait permettre une superficie de 49,41 m^2 pour l'affichage alors que la proposition atteint 2,81 m^2.

Le cadre réglementaire
La demande vise à autoriser l'ajout de 4 enseignes par l'approbation de nouveaux plans en plus de ceux visés à l'article 5 du Règlement 7908.

JUSTIFICATION

Considérant que :
· À l'origine, le plan d'ensemble prévoyait limiter les enseignes en restreignant au maximum la superficie d'affichage.
· Au fil des ans, quelques modifications au règlement initial ont été nécessaires afin de répondre à la demande des occupants et s'ajuster avec le contexte environnant.
· Le règlement d'urbanisme étant beaucoup plus généreux en termes de superficie d'affichage par rapport au Règlement 7908 en vigueur, il n'est pas souhaitable d'abroger le Règlement 7908, puisque l'objectif d'éviter de tapisser les façades d'enseignes demeure.
· L'ajout d'enseignes, dont 2 enseignes en bordure du boulevard René-Lévesque et 2 en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal permet essentiellement aux deux locataires les plus importants de l'édifice de s'afficher tout en respectant des superficies appropriées et cohérentes avec les critères du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme (CCU) qui s'est tenue le 14 novembre 2019, les membres ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption finale
- Émission des certificats d'enseignes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-12-02

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240577

Adopter une résolution autorisant 4 nouvelles enseignes commerciales pour le bâtiment situé au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé sur le lot 1 851 407 du cadastre du Québec bordé par les rues Drummond et Stanley, l'avenue des Canadiens-de-Montréal et le boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
   a) de déroger à l'article 5 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un édifice à bureaux situé dans le quadrilatère borné par les rues Drummond, La Gauchetière, Stanley et le boulevard René-Lévesque, dans le quartier de Saint-Antoine (7908),afin d'autoriser les enseignes conformes aux plans numérotés 1 à 8, préparés par Icubic inc. en date du 15 octobre 2019, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 14 novembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

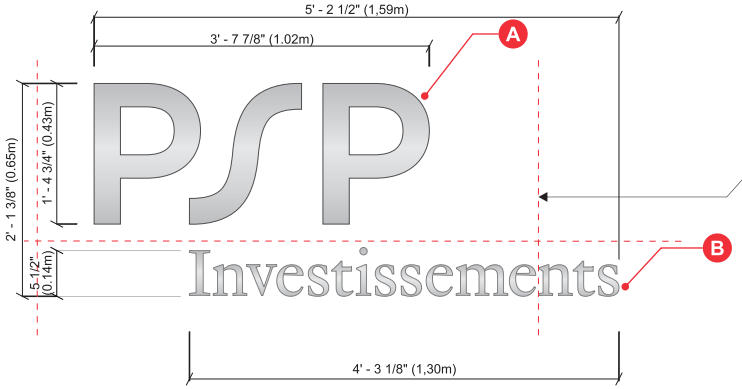
40.18
pp 416
1194869012

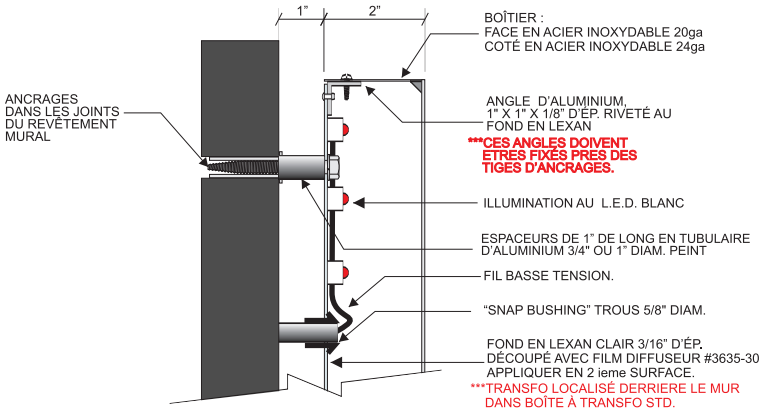
Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019



ÉCHELLE = 1:100





COUPE TECHNIQUE TYPIQUE
ÉCHELLE: N.T.S.

03 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 3/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # P28265) QTÉ: 1 FOIS S/F

A -LETTRES ET LOGO CHANNEL RENVERSÉ LUMINEUX FABRIQUÉ EN ACIER INOXYDABLE FINI MIROIR

-ILLUMINATION AUX LED BLANC

B -JEUX DE LETTRES NON LUMINEUSES DÉCOUPÉES EN ALUMINIUM 1/8" D'ÉP. PEINT ALUMINIUM ANODISÉ

-INSTALLATION AVEC TIGES D'ANCRAGE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

iCubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

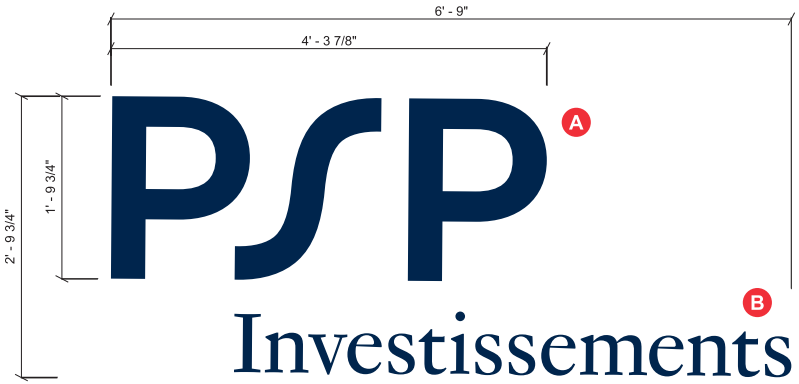
icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



ÉCHELLE = 1:100

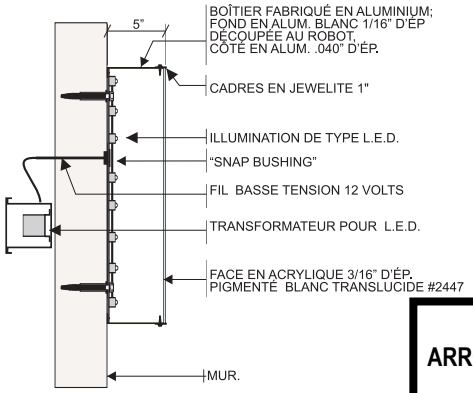


02 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 3/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # P28264) QTÉ: 1 FOIS S/F

A JEUX DE LETTRES CHANNEL LUMINEUSES FABRIQUÉES EN ALUMINIUM CÔTÉS PEINTS BLEU PMS 289C AVEC CADRE JEWELITE PEINT BLEU PMS 289C
FACE EN ACRYLIQUE 3/16" TRANSLUCIDE BLANC 2447 RECOUVERT DE VINYLE TRANSLUCIDE BLEU #3630-137

B JEUX DE LETTRES NON LUMINEUSES DÉCOUPÉES EN ALUMINIUM 1/8" D'ÉPAIS PEINT BLEU PMS 289C
INSTALLATION AVEC TIGES D'ANCRAGE



A COUPE TECHNIQUE TYPIQUE
ÉCHELLE: 1" = 1' - 0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

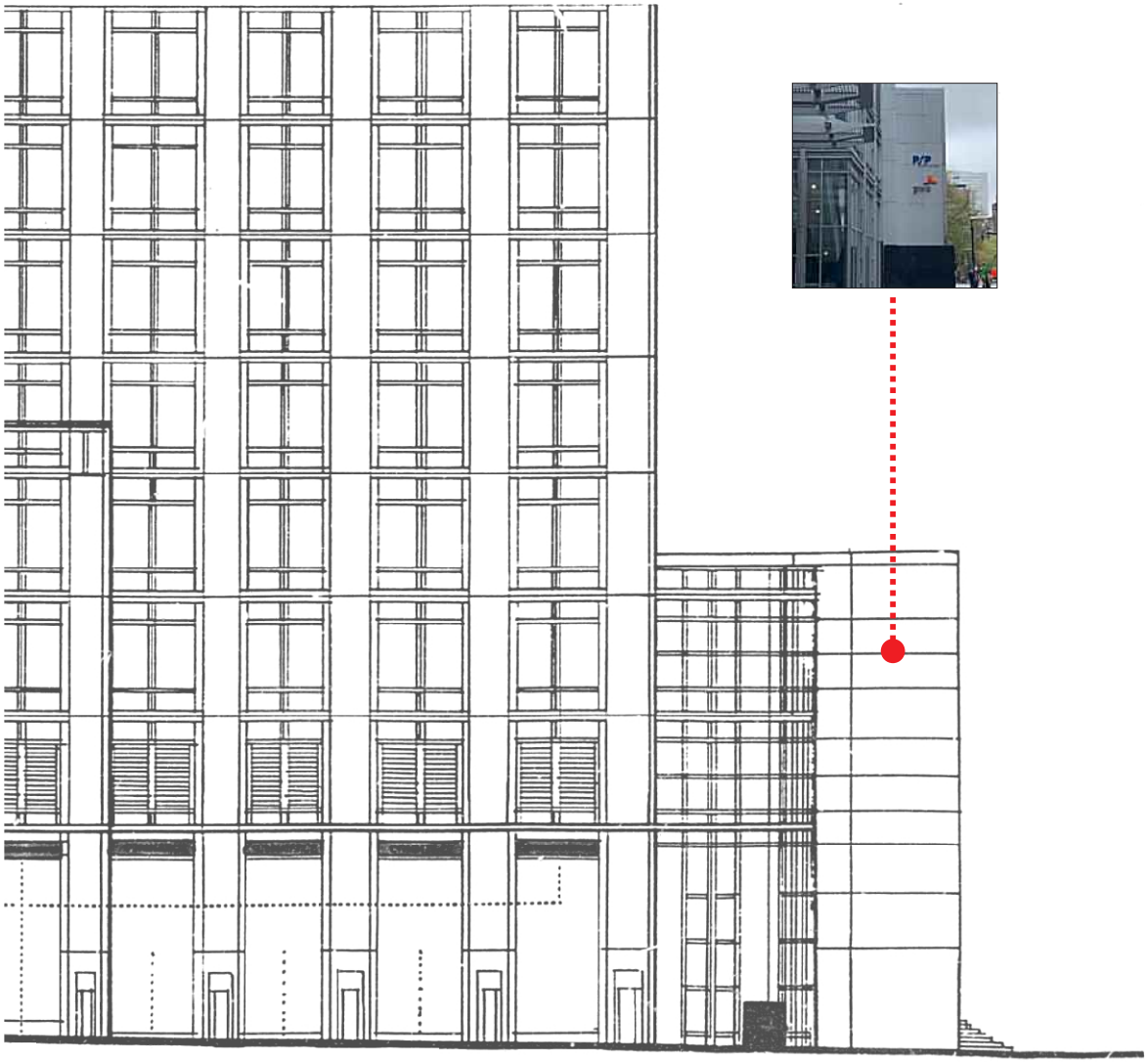
Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

iCubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



rue Drummond sud

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

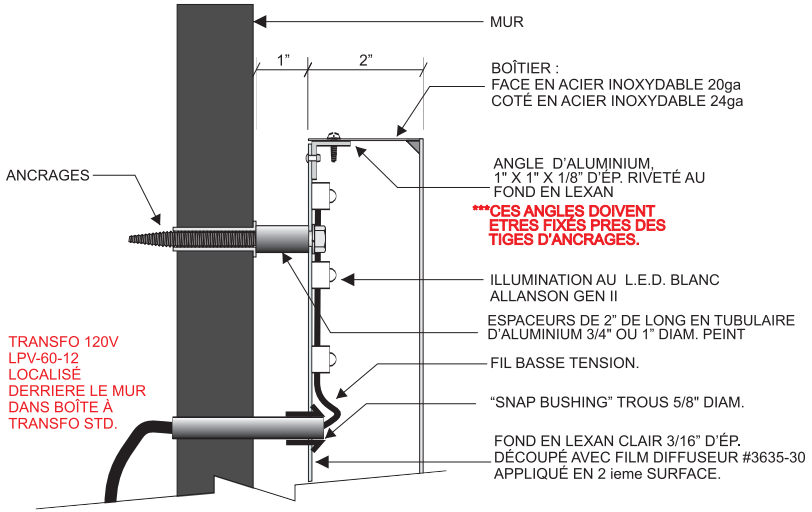
icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

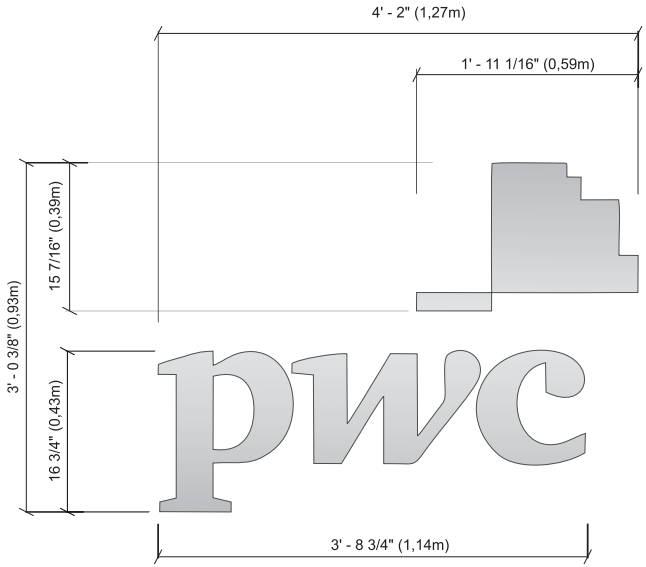
iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



ÉCHELLE = 1:100



COUPE TECHNIQUE
ÉCHELLE: N.T.S.



01 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 3/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # P28499) QTÉ: 1 FOIS S/F

LETTRES ET LOGO CHANNEL RENVERSÉ LUMINEUX FABRIQUÉ EN ACIER INOXYDABLE FINI MIROIR

ILLUMINATION AUX LED BLANC

ATTENTION: FOURNIR LE LOGO "PWC" EN FORMAT "AI" OU "EPS" POUR PRODUCTION.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

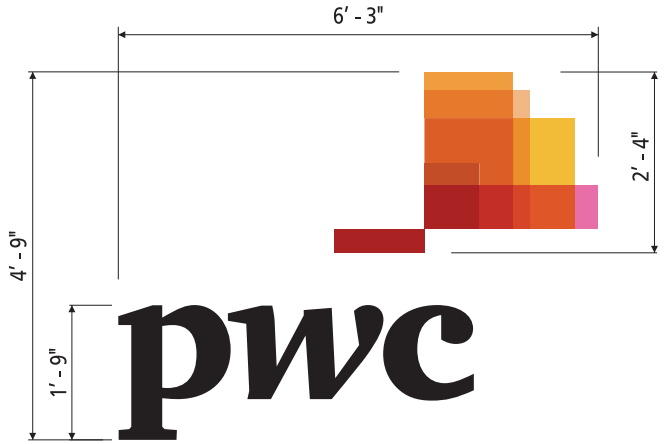
icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



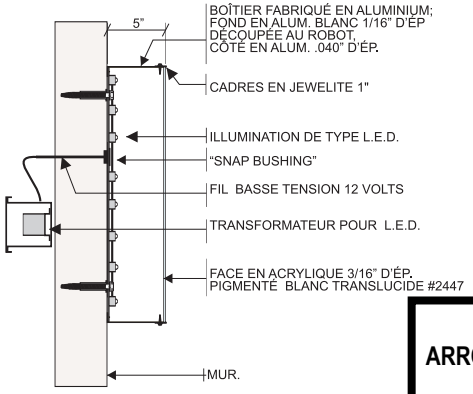
ÉCHELLE = 1:100



02 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 3/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # P28264) QTÉ: 1 FOIS S/F

JEU DE LETTRES CHANNEL LUMINEUSES FABRIQUÉES EN ALUMINIUM CÔTÉS PEINT BLANC
AVEC CADRES JEWELITE PEINT BLANC
FACE EN ACRYLIQUE 3/16'' TRANSLUCIDE BLANC 2447 RECOUVERT DE VINYLE TRANSLUCIDE IMPRIMÉ



A COUPE TECHNIQUE TYPIQUE
ÉCHELLE: 1" = 1' - 0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

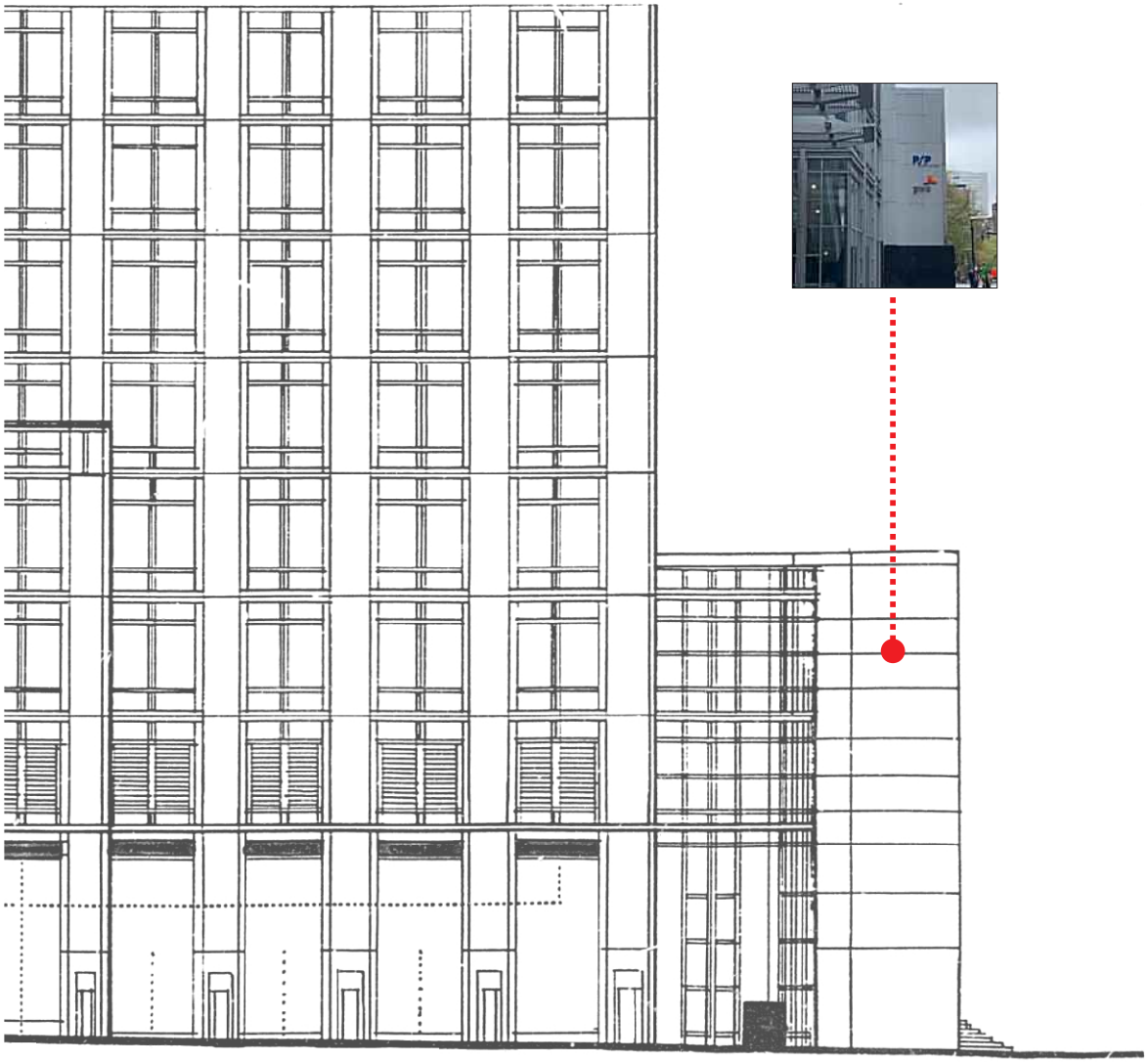
Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.



rue Drummond sud

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

14 novembre 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Client: xxx

Dossier: SOUM. #000
Graphiste: Cindy Bissonnette

Date: 15 10 2019
Révision:

Vendeur: Jebb N.

icubic IDENTIFICATION
930 rue Bégin, St-Laurent, Qc, H4M 2N5
T.: 514.335.0700 F.: 514.335.7605

Notes: iCubic Inc. est l'unique propriétaire des droits d'auteur, selon la loi LR 1985, ch. C-42, et une permission écrite est nécessaire pour l'utilisation de ceux-ci. iCubic Inc. n'est aucunement responsable des fautes d'orthographe ou de traduction.

iCubic Inc. is the only owner of the copyright, as the LR 1985 law, ch. C-42, and a written permission is required to use those ones. iCubic Inc. is not responsable for any text or translation error.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 novembre 2019
3001516976
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1250, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsable : Catherine Beaulieu

Description : La demande vise à régulariser certaines enseignes installées sur l'édifice portant le nom « La Tour IBM Marathon ».

Le projet permet de revoir les besoins en matière d'affichage qui ont assurément évolué depuis la construction de l'édifice. Le projet vise essentiellement à régulariser certaines enseignes qui ont été installées dans les dernières années sans tenir compte des restrictions du *Règlement 7908*, toujours en vigueur aujourd'hui.

Concrètement, la demande vise à autoriser l'ajout de 4 enseignes commerciales en annexe du plan d'ensemble, par l'approbation de nouveaux plans en plus de ceux déjà autorisés à l'article 5 du *Règlement 7908*.

On y compte deux enseignes commerciales pour la compagnie Price Waterhouse Coopers (PWC), l'une située en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, d'une superficie de 2,74 m^2 et la seconde, située en bordure du boulevard René-Lévesque, d'une superficie de 1,18 m^2. En l'absence du *Règlement 7908*, le règlement d'urbanisme autoriserait une superficie de 10 m^2 pour l'affichage de la compagnie alors que la proposition atteint 3,92 m^2.

Il y a également deux enseignes commerciales pour l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (PSP). La première, située en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'une superficie de 1,78 m^2 et la seconde en bordure du boulevard René-Lévesque atteignant une superficie de 1,03 m^2. En l'absence du *Règlement 7908*, le règlement d'urbanisme autoriserait une superficie de 49,41 m^2 pour l'affichage alors que la proposition atteint 2,81 m^2.

La demande vise à autoriser l'ajout de 4 enseignes par l'approbation de nouveaux plans en plus de ceux visés à l'article 5 du *Règlement 7908*.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant qu' : À l'origine, le plan d'ensemble prévoyait limiter les enseignes en restreignant au maximum la superficie d'affichage.

Considérant qu' : Au fil des ans, quelques modifications au règlement initial ont été nécessaires afin de répondre à la demande des occupants et s'ajuster avec le contexte environnant.

Considérant que : Le règlement d'urbanisme étant beaucoup plus généreux en termes de superficie d'affichage par rapport au *Règlement 7908* en vigueur, il n'est pas envisageable d'abroger le *Règlement 7908*, puisque l'objectif, d'éviter de tapisser les façades d'enseignes, demeure.

Considérant que : L'ajout d'enseignes, dont deux en bordure du boulevard René-Lévesque et deux en bordure de l'avenue de Canadiens-de-Montréal, permet essentiellement aux deux locataires les plus importants de l'édifice de s'afficher tout en respectant des superficies appropriées et cohérentes avec les critères du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.04

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1197199007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique

D'adopter, avec changement, un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 13:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 janvier 2020, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité a proposé un ajustement supplémentaire du libellé du paragraphe 6° de l'article 2 projeté afin d'introduire la possibilité pour le conseil d'arrondissement d'accorder des dérogations mineures à l'égard d'enseignes. En effet, dans le cadre de la réflexion actuellement en cours sur la révision de l'encadrement l'affichage sur le territoire de l'arrondissement ainsi qu'à la faveur de diverses dispositions particulières en la matière prévues dans divers programmes de développement, il apparaît préférable d'offrir un mécanisme d'approbation de dérogations plus souple que les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) auquel devait recourir jusqu'alors tout demandeur en matière d'enseigne, et ce, même dans les cas où la dérogation visée avait un caractère essentiellement « mineur » et aurait autrement pu répondre aux conditions de l'article 3 du Règlement sur les dérogations mineures.

L'impossibilité de pouvoir soumettre une demande de dérogation mineure pour les enseignes publicitaires, déjà en vigueur, demeurait en place avec ce changement.

L'article 1 du projet de règlement initial a été modifiée pour inclure ce changement.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. : 514 872-3567

Ville-Marie
Montréal

CA-24-008 Règlement sur les dérogations mineures (Codification administrative intégrant les modifications proposées par le projet de règlement CA-24-316)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

SECTION I
CHAMP D'APPLICATION

1. Une dérogation mineure peut être accordée dans toutes les zones ou secteurs du territoire de l'arrondissement.

~~**2.** Les dispositions suivantes des règlements ayant trait au zonage et au lotissement peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure :~~

~~1° la superficie et la dimension d'un lot;~~

~~2° la largeur minimale d'un bâtiment;~~

~~3° la hauteur d'un bâtiment, sauf le retrait exigé pour une construction en surhauteur;~~

~~4° le taux d'implantation;~~

~~5° le mode d'implantation;~~

~~6° les marges;~~

~~7° le revêtement d'un toit et l'aménagement d'une cour avant;~~

~~8° l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;~~

~~9° le chargement et le stationnement.~~

2. Toute disposition d'un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement peut faire l'objet d'une dérogation mineure, à l'exception des dispositions suivantes :

1° le retrait exigé pour une construction en surhauteur;

2° la densité;

3° la rive, le littoral et les plaines inondables;

4° les usages;

5° les cafés-terrasses;

6° les enseignes publicitaires.

CA-24-217, a. 1; CA-24-240, a. 1; CA-24-267, a. 1; 282.116, a. 27; CA-24-316, a. 1.

2.1. Aux fins du présent règlement, l'autorité compétente est le directeur de ~~l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant~~ la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-217, a. 2; CA-24-316, a. 2.

SECTION II
PROCÉDURE D'OBTENTION D'UNE DÉROGATION MINEURE

3. Une dérogation mineure peut être accordée aux conditions suivantes :

1° la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;

2° l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

3° *Abrogé;*

4° la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

5° la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;

6° dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction pour ces travaux et les a effectués de bonne foi;

7° la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

CA-24-217, a. 3.

4. La demande doit être présentée par écrit et signée sur le formulaire prescrit à cette fin.

CA-24-217, a. 4.

5. La demande doit comprendre les informations et être accompagnée des documents suivants :

1° les nom, prénom et adresse du requérant;

2° un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre pour une construction existante;

3° un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre pour une construction projetée;

4° la description du terrain au moyen d'un acte notarié ou d'un plan de cadastre;

5° le détail de toute dérogation projetée et existante;

6° la démonstration du préjudice;

7° la description des impacts du projet sur le milieu.

CA-24-217, a. 5.

6. *Abrogé.*

CA-24-217, a. 6.

7. ~~Le requérant doit assortir sa demande du paiement de la somme exigée en vertu du règlement sur les tarifs de l'Arrondissement pour couvrir l'étude de la demande et les frais de l'avis public~~ Lors du dépôt de la demande le requérant doit acquitter le tarif prévu au règlement sur les tarifs de l'arrondissement en vigueur pour une demande de

dérogation mineure. Cette somme est non remboursable quel que soit le sort réservé à la demande.
CA-24-316, a. 3.

SECTION III
AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

8. Dans les 90 jours de la réception d'une demande de dérogation mineure, l'autorité compétente en transmet copie au ~~Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme avec ou sans commentaires.
CA-24-217, a. 7; CA-24-316, a. 4.

9. Lorsqu'une demande a déjà fait l'objet d'une demande de permis ou certificat, tout document relatif à cette demande doit également être transmis.

10. Le ~~Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme, après étude de la demande, transmet sa recommandation au conseil d'arrondissement.
CA-24-316, a. 4.

SECTION IV
AVIS PUBLIC ET DÉCISION DU CONSEIL

11. Le secrétaire ~~du conseil~~ d'arrondissement fait publier un avis au moins 15 jours avant la séance au cours de laquelle le conseil d'arrondissement statue sur la demande de dérogation mineure.
CA-24-316, a. 5.

12. L'avis public indique la date, l'heure et le lieu de la séance du conseil d'arrondissement et la nature et les effets de la dérogation demandée. Cet avis contient la désignation de l'immeuble affecté ~~en utilisant la voie de circulation et le numéro civique de l'immeuble ou, à défaut, le numéro cadastral~~ et mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le conseil d'arrondissement relativement à cette demande.
CA-24-316, a. 6.

13. Le conseil d'arrondissement rend sa décision après avoir reçu l'avis du ~~Comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant et au Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant.
CA-24-316, a. 7.

SECTION V
DÉLIVRANCE DU PERMIS

14. La dérogation mineure approuvée par le conseil d'arrondissement est réputée conforme aux dispositions des règlements ayant trait au zonage et au lotissement quant à son objet.

15. Sur présentation d'une copie de la résolution accordant la dérogation mineure,

l'autorité compétente délivre le permis ou certificat requis.
CA-24-217, a. 8.

16. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 9.

17. La délivrance d'un permis ou d'un certificat ne libère aucunement le propriétaire ou le requérant de l'obligation d'exécuter ou de faire exécuter les travaux conformément aux exigences de toute réglementation applicable.

SECTION VI
DISPOSITIONS DIVERSES

18. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 10.

19. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 10.

20. Le présent règlement remplace le Règlement sur les dérogations mineures (R.R.V.M., ~~c.~~ chapitre D-1).
CA-24-316, a. 8.

SECTION VII
ENTRÉE EN VIGUEUR

21. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Cette codification administrative intègre les modifications qui ont été apportées au Règlement sur les dérogations mineures (en vigueur le 26 juin 2002; dossier 1020545047) par les règlements CA-14-217 (en vigueur le 2 avril 2014; dossier 1146347006); CA-14-240 (en vigueur le 12 juin 2015; dossier 1156347003); ~~et~~ CA-24-267 (en vigueur le 11 mai 2017; dossier 1177199002) et CA-24-316 (en vigueur le _____ 2020; dossier 1197199007).

Ville-Marie
Montréal

CA-24-316	**Règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique**

Vu l'article 145.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 2 du Règlement sur les dérogations mineures est remplacé par l'article suivant :

« **2.** Toute disposition d'un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement peut faire l'objet d'une dérogation mineure, à l'exception des dispositions suivantes :

1° le retrait exigé pour une construction en surhauteur;
2° la densité;
3° la rive, le littoral et les plaines inondables;
4° les usages;
5° les cafés-terrasses;
6° les enseignes publicitaires. ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant » par les mots « la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité ».

3. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Le requérant doit assortir sa demande du paiement de la somme exigée en vertu du règlement sur les tarifs de l'Arrondissement pour couvrir l'étude de la demande et les frais de l'avis public » par les mots « Lors du dépôt de la demande, le requérant doit acquitter le tarif prévu au règlement sur les tarifs de l'arrondissement en vigueur pour une demande de dérogation mineure ».

4. Les articles 8 et 10 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « Comité consultatif d'urbanisme » par les mots « comité consultatif d'urbanisme », partout où ils se trouvent.

5. L'article 11 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « du conseil ».

6. L'article 12 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « en utilisant la voie de circulation et le numéro civique de l'immeuble ou, à défaut, le numéro cadastral ».

PROJET

7. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant et au Comité consultatif d'urbanisme » par les mots « comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant ».

8. L'article 20 de ce règlement est modifié par le remplacent de l'abréviation « c. » par le mot « chapitre ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197199007*), entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.*

GDD 1197199007

PROJET

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Avis de motion: CA19 240566

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.10
CA-24-316
1197199007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240567

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique.

Adoptée à l'unanimité.

40.10.1
CA-24-316
1197199007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1197199007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-28 10:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197199007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite procéder à des corrections de nature technique du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin d'améliorer certains libellés sans modifier le sens des dispositions existantes visées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240179 - 11 avril 2017 - Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de revoir les règlements et une disposition pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure – Adoption (1177199002).
CA15 240245 - 12 mai 2015 - Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de revoir les dispositions pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure – Adoption (1156347003).

CA14 240106 - 11 mars 2014 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de modifier les paramètres relatifs au champ d'application, aux conditions d'obtention et à la terminologie – Adoption (1146347006).

CA02 240205 - 7 mai 2002 - Adopter le règlement sur les dérogations mineures (1020545047).

DESCRIPTION

Le site
Berceau de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie abrite un riche patrimoine bâti témoignant de son évolution depuis sa fondation en 1642 jusqu'à ce jour, près d'un demi-millénaire plus tard.

Il en résulte pour ce territoire un important patrimoine bâti hérité de diverses époques ainsi qu'une grande variété de types d'autorisation pour ces constructions au fils du temps, allant du simple règlement de zonage (ou d'urbanisme), à des règlements spécifiques (autorisation d'écoles, hôpitaux, etc.), des programmes de développement (règlement autorisant des projets immobiliers), des règlements adoptés à la faveur de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), ou des résolutions autorisant des projets particuliers de construction, de modification ou

d’occupation d’un immeuble (assimilables à un règlement au sens de l’application de ce règlement).

Le projet
La demande vise principalement à réviser le libellé de l’article 2 du Règlement sur les dérogations mineures (dispositions pouvant faire l’objet d’une demande) afin de mieux répondre à la diversité des concepts ou dispositions réglementaires héritées du passé et à l’égard desquels le conseil d’arrondissement peut ponctuellement être appelé à accorder des dérogations.

Ainsi, plutôt que de prévoir un nombre limité de motifs tels qu’introduits depuis l’avènement de ce règlement en 2002, il est proposé de permettre des dérogations mineures pour toute disposition d’un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement, à l’exception toutefois de certaines situations où les dérogations mineures ne sont actuellement pas permises.

Par ailleurs, d’autres corrections techniques sont apportées, dont la mise à jour du nom de la Direction de l’aménagement et de la mobilité, l’harmonisation de certains libellés avec d’autres règlements et la correction d’erreurs grammaticales.

Le cadre réglementaire
La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d’urbanisme et du document complémentaire du Schéma d’aménagement.

JUSTIFICATION

Dans l’ensemble, les changements réglementaires proposés, essentiellement des corrections techniques, sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en facilitant l’application du règlement et l’identification des situations où une dérogation mineure peut être accordée.
D’ailleurs, la proposition ne modifie aucune des dispositions actuelles où celles-ci ne peuvent faire l’objet d’une dérogation mineure ni aucune des conditions existantes permettant leur octroi par le conseil d’arrondissement, notamment quant au caractère nécessairement mineur de l’objet de la demande en regard du préjudice sérieux subi par le requérant.

Ainsi, il demeurera impossible pour le conseil d'arrondissement de pouvoir octroyer des dérogations mineures à l'égard de la densité ou des usages en vertu de ce règlement, le tout en conformité avec la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1).

Suivant l’adoption et l’entrée en vigueur des dispositions réglementaires, l’arrondissement et le CCU auront les outils nécessaires pour évaluer certaines dérogations insoupçonnées par les dispositions actuelles en lien avec le patrimoine immobilier et réglementaire d’exception du territoire et qui s’arriment mal avec le libellé actuel de l’article 2 qui est basé sur les dispositions et concepts du Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement;
Délivrance d'un certificat de conformité;
Avis public annonçant l'entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-27

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 novembre 2019
s. o.
4.3.2

Objet :	**MODIFICATION AU RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS MINEURES**
Endroit :	Arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise principalement à réviser le libellé de l'article 2 du *Règlement sur les dérogations mineures,* afin de mieux répondre à la diversité des concepts ou dispositions réglementaires héritées du passé et à l'égard desquels le conseil d'arrondissement peut ponctuellement être appelé à accorder des dérogations. Ainsi, plutôt que de prévoir un nombre limité de motifs tels qu'introduits depuis l'avènement de ce règlement en 2002, il est proposé de permettre des dérogations mineures pour toute disposition d'un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement, à l'exception toutefois de certaines situations où les dérogations mineures ne sont actuellement pas permises. Par ailleurs, d'autres corrections techniques sont apportées, dont la mise à jour du nom de la Direction de l'aménagement et de la mobilité, l'harmonisation de certains libellés avec d'autres règlements et la correction d'erreurs grammaticales. La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés, essentiellement des corrections techniques, sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en facilitant l'application du règlement et l'identification des situations où une dérogation mineure peut être accordée.
Considérant que :	La proposition ne modifie aucune des dispositions actuelles où celles-ci ne peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure ni aucune des conditions existantes permettant leur octroi par le conseil d'arrondissement, notamment quant au caractère nécessairement mineur de l'objet de la demande en regard du préjudice sérieux subi par le requérant.

Considérant que : L'arrondissement et le CCU auront les outils nécessaires pour évaluer certaines dérogations insoupçonnées par les dispositions actuelles en lien avec le patrimoine immobilier et réglementaire d'exception du territoire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

CA-24-316	**Règlement modifiant le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) afin de procéder à des corrections de nature technique**

Vu l'article 145.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 2 du Règlement sur les dérogations mineures est remplacé par l'article suivant :

« **2.** Toute disposition d'un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement peut faire l'objet d'une dérogation mineure, à l'exception des dispositions suivantes :

1° le retrait exigé pour une construction en surhauteur;
2° la densité;
3° la rive, le littoral et les plaines inondables;
4° les usages;
5° les cafés-terrasses;
6° les enseignes et enseignes publicitaires. ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant » par les mots « la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité ».

3. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Le requérant doit assortir sa demande du paiement de la somme exigée en vertu du règlement sur les tarifs de l'Arrondissement pour couvrir l'étude de la demande et les frais de l'avis public » par les mots « Lors du dépôt de la demande, le requérant doit acquitter le tarif prévu au règlement sur les tarifs de l'arrondissement en vigueur pour une dema nde de dérogation mineure ».

4. Les articles 8 et 10 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « Comité consultatif d'urbanisme » par les mots « comité consultatif d'urbanisme », partout où ils se trouvent.

5. L'article 11 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « du conseil ».

6. L'article 12 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « en utilisant la voie de circulation et le numéro civique de l'immeuble ou, à défaut, le numéro cadastral ».

PROJET

7. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant et au Comité consultatif d'urbanisme » par les mots « comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant ».

8. L'article 20 de ce règlement est modifié par le remplacent de l'abréviation « c. » par le mot « chapitre ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197199007*), entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.*

GDD 1197199007

PROJET

Ville-Marie
Montréal

CA-24-008 Règlement sur les dérogations mineures (Codification administrative intégrant les modifications proposées par le projet de règlement CA-24-316)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

SECTION I
CHAMP D'APPLICATION

1. Une dérogation mineure peut être accordée dans toutes les zones ou secteurs du territoire de l'arrondissement.

~~**2.** Les dispositions suivantes des règlements ayant trait au zonage et au lotissement peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure :~~

~~1° la superficie et la dimension d'un lot;~~

~~2° la largeur minimale d'un bâtiment;~~

~~3° la hauteur d'un bâtiment, sauf le retrait exigé pour une construction en surhauteur;~~

~~4° le taux d'implantation;~~

~~5° le mode d'implantation;~~

~~6° les marges;~~

~~7° le revêtement d'un toit et l'aménagement d'une cour avant;~~

~~8° l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;~~

~~9° le chargement et le stationnement.~~

2. Toute disposition d'un règlement ayant trait au zonage ou au lotissement peut faire l'objet d'une dérogation mineure, à l'exception des dispositions suivantes :

1° le retrait exigé pour une construction en surhauteur;

2° la densité;

3° la rive, le littoral et les plaines inondables;

4° les usages;

5° les cafés-terrasses;

6° les enseignes et enseignes publicitaires.

CA-24-217, a. 1; CA-24-240, a. 1; CA-24-267, a. 1; 282.116, a. 27; CA-24-316, a. 1.

2.1. Aux fins du présent règlement, l'autorité compétente est le directeur de ~~l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant~~ la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-217, a. 2; CA-24-316, a. 2.

SECTION II
PROCÉDURE D'OBTENTION D'UNE DÉROGATION MINEURE

3. Une dérogation mineure peut être accordée aux conditions suivantes :

1° la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;

2° l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

3° *Abrogé;*

4° la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

5° la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;

6° dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction pour ces travaux et les a effectués de bonne foi;

7° la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

CA-24-217, a. 3.

4. La demande doit être présentée par écrit et signée sur le formulaire prescrit à cette fin.

CA-24-217, a. 4.

5. La demande doit comprendre les informations et être accompagnée des documents suivants :

1° les nom, prénom et adresse du requérant;

2° un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre pour une construction existante;

3° un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre pour une construction projetée;

4° la description du terrain au moyen d'un acte notarié ou d'un plan de cadastre;

5° le détail de toute dérogation projetée et existante;

6° la démonstration du préjudice;

7° la description des impacts du projet sur le milieu.

CA-24-217, a. 5.

6. *Abrogé.*

CA-24-217, a. 6.

7. ~~Le requérant doit assortir sa demande du paiement de la somme exigée en vertu du règlement sur les tarifs de l'Arrondissement pour couvrir l'étude de la demande et les frais de l'avis public~~ Lors du dépôt de la demande le requérant doit acquitter le tarif prévu au règlement sur les tarifs de l'arrondissement en vigueur pour une demande de

dérogation mineure. Cette somme est non remboursable quel que soit le sort réservé à la demande.
CA-24-316, a. 3.

SECTION III
AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

8. Dans les 90 jours de la réception d'une demande de dérogation mineure, l'autorité compétente en transmet copie au ~~Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme avec ou sans commentaires.
CA-24-217, a. 7; CA-24-316, a. 4.

9. Lorsqu'une demande a déjà fait l'objet d'une demande de permis ou certificat, tout document relatif à cette demande doit également être transmis.

10. Le ~~Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme, après étude de la demande, transmet sa recommandation au conseil d'arrondissement.
CA-24-316, a. 4.

SECTION IV
AVIS PUBLIC ET DÉCISION DU CONSEIL

11. Le secrétaire ~~du conseil~~ d'arrondissement fait publier un avis au moins 15 jours avant la séance au cours de laquelle le conseil d'arrondissement statue sur la demande de dérogation mineure.
CA-24-316, a. 5.

12. L'avis public indique la date, l'heure et le lieu de la séance du conseil d'arrondissement et la nature et les effets de la dérogation demandée. Cet avis contient la désignation de l'immeuble affecté ~~en utilisant la voie de circulation et le numéro civique de l'immeuble ou, à défaut, le numéro cadastral~~ et mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le conseil d'arrondissement relativement à cette demande.
CA-24-316, a. 6.

13. Le conseil d'arrondissement rend sa décision après avoir reçu l'avis du ~~Comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant et au Comité consultatif d'urbanisme~~ comité consultatif d'urbanisme et copie de sa résolution est transmise au requérant.
CA-24-316, a. 7.

SECTION V
DÉLIVRANCE DU PERMIS

14. La dérogation mineure approuvée par le conseil d'arrondissement est réputée conforme aux dispositions des règlements ayant trait au zonage et au lotissement quant à son objet.

15. Sur présentation d'une copie de la résolution accordant la dérogation mineure,

l'autorité compétente délivre le permis ou certificat requis.
CA-24-217, a. 8.

16. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 9.

17. La délivrance d'un permis ou d'un certificat ne libère aucunement le propriétaire ou le requérant de l'obligation d'exécuter ou de faire exécuter les travaux conformément aux exigences de toute réglementation applicable.

SECTION VI
DISPOSITIONS DIVERSES

18. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 10.

19. *Abrogé.*
CA-24-217, a. 10.

20. Le présent règlement remplace le Règlement sur les dérogations mineures (R.R.V.M., ~~c.~~ chapitre D-1).
CA-24-316, a. 8.

SECTION VII
ENTRÉE EN VIGUEUR

21. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Cette codification administrative intègre les modifications qui ont été apportées au Règlement sur les dérogations mineures (en vigueur le 26 juin 2002; dossier 1020545047) par les règlements CA-14-217 (en vigueur le 2 avril 2014; dossier 1146347006); CA-14-240 (en vigueur le 12 juin 2015; dossier 1156347003); ~~et~~ CA-24-267 (en vigueur le 11 mai 2017; dossier 1177199002) et CA-24-316 (en vigueur le _____ 2020; dossier 1197199007).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1197199006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire

D'adopter, avec changements, un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 13:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 janvier 2020, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité a proposé l'ajout d'un immeuble d'intérêt supplémentaire sur le territoire de La Ronde, à savoir, les vestiges du pavillon de services du Monde des petits, une partie du bâtiment datant d'Expo 67 et présentant, par sa toiture géométrique moderne et ses grilles artistiques comme garde-corps, un intérêt patrimonial en lien avec la tenue de cet événement et son usage continu jusqu'à ce jour au sein du parc d'attractions.
De plus, lors de la période d'intervention du public, un second ajout a été proposé par les personnes intéressées, à savoir, le manège militaire du Black Watch, situé au 2067, rue De Bleury, construit en 1909 à des fins militaires dans un style néogothique. Ce dernier est un édifice fédéral du patrimoine reconnu depuis 2009. Bien que le territoire de l'arrondissement regorge de nombreux bâtiments présentant un intérêt patrimonial certain qui pourraient justifier leur inclusion comme immeubles d'intérêt malgré d'autres statuts provinciaux ou nationaux, il apparaît raisonnable d'acquiescer à la demande exprimée d'inclure ce témoin d'une typologie militaire peu usuelle et de grande qualité architecturale.

Ainsi, le projet révisé prévoirait donc l'ajout d'un total de 75 nouveaux bâtiments comme immeubles d'intérêt dans le cadre du présent exercice.

L'annexe A du projet de règlement initial a été modifiée pour inclure ces changements.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. : 514 872-3567

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.119 **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° le retrait, comme immeubles d'intérêt sur ce plan, des immeubles ou parties d'immeubles d'intérêt existants illustrés en orange sur les plans 1 à 17 joints à l'annexe A du présent règlement;

2° l'ajout, comme immeubles d'intérêt sur ce plan, avec les adaptations nécessaires, des immeubles ou parties d'immeubles illustrés en bleu sur les plans 1 à 17 joints à l'annexe A du présent règlement.

_____

ANNEXE A
PLANS 1 À 17 INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) »

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197199006) entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.

GDD 1197199006

PROJET



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 1

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 2

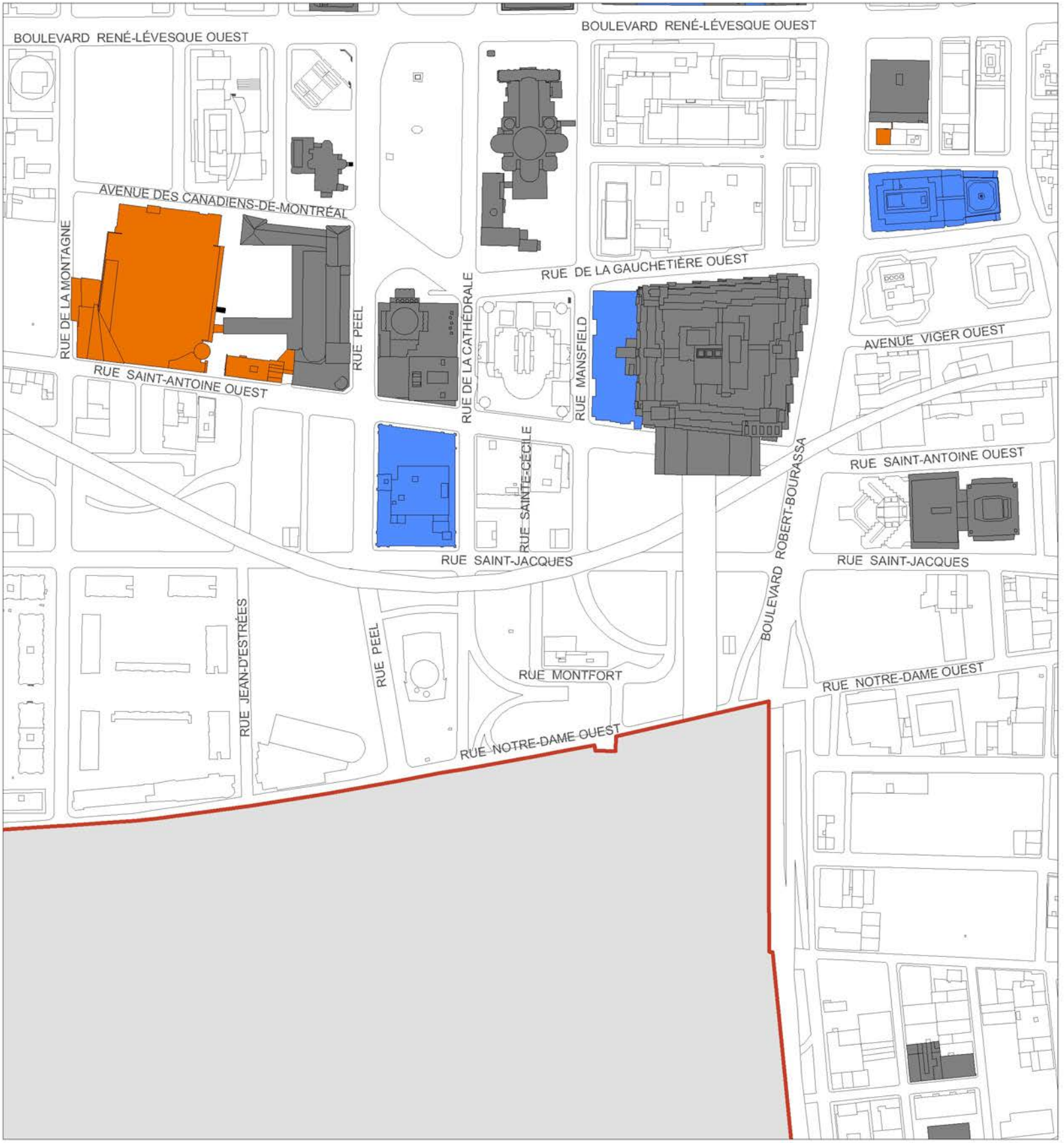
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 3

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 4

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 5

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 6

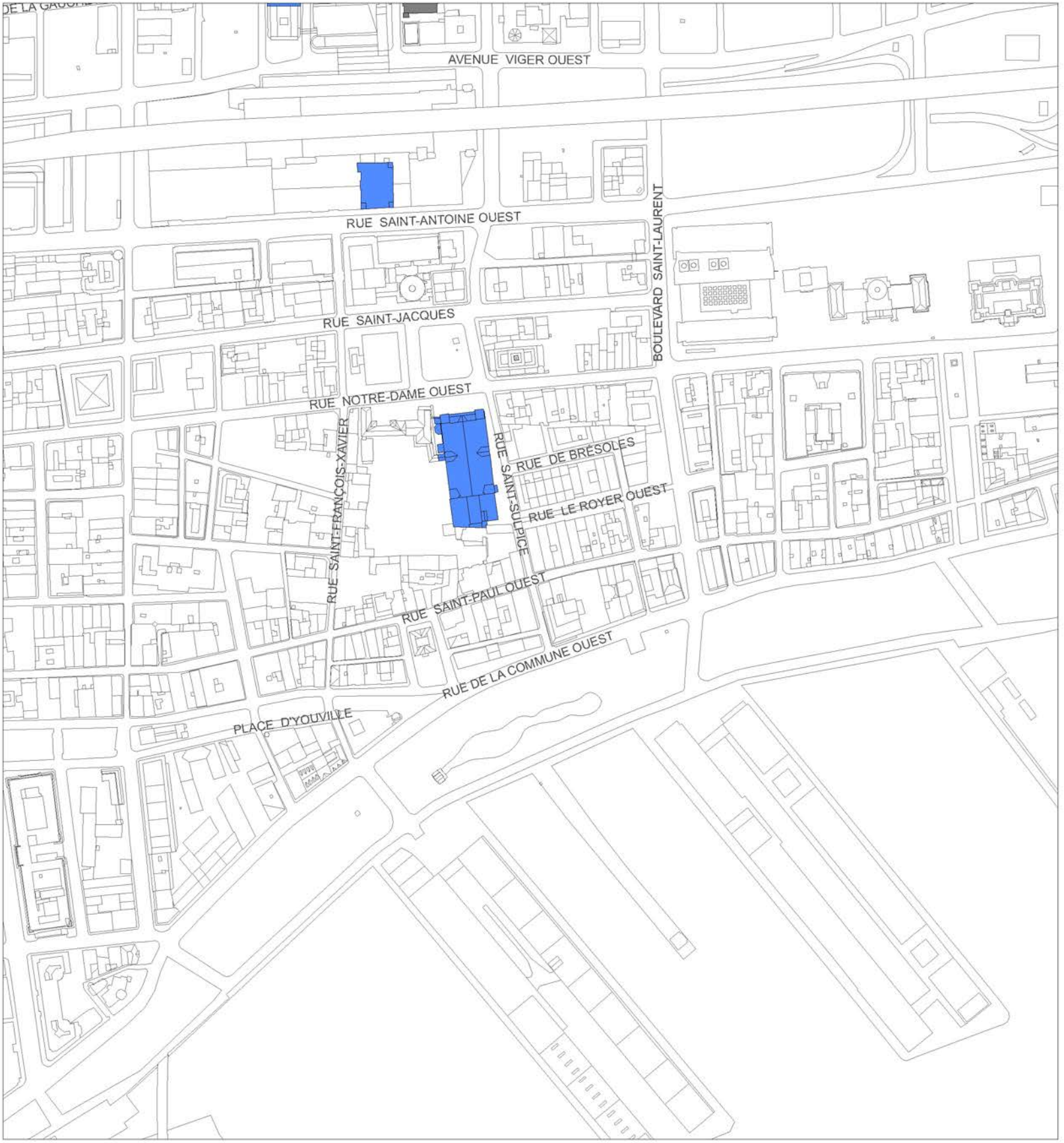
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt existant

Dossier : 1197199006
Janvier 2020

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 7

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 8

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 9

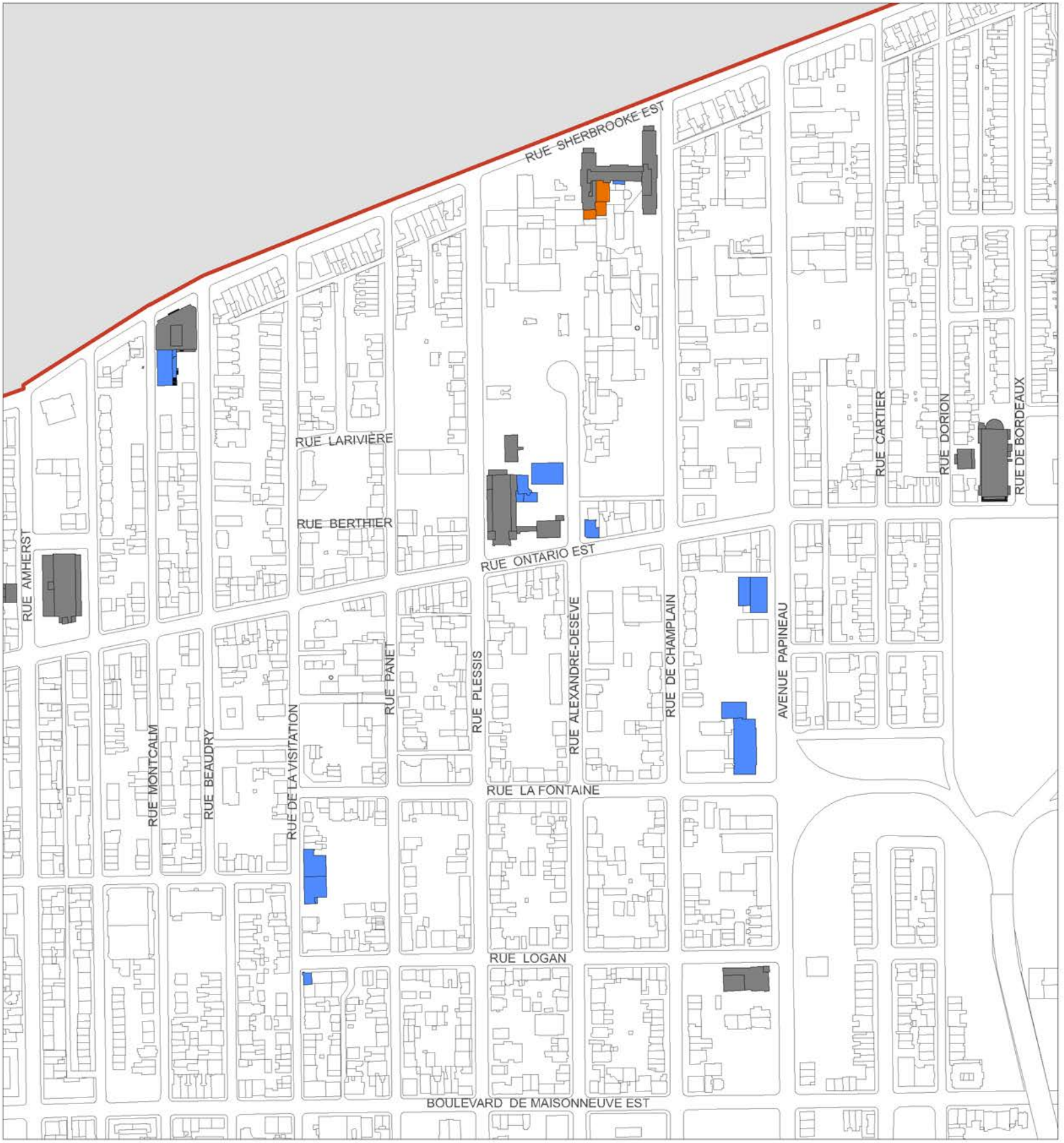
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 10

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 11

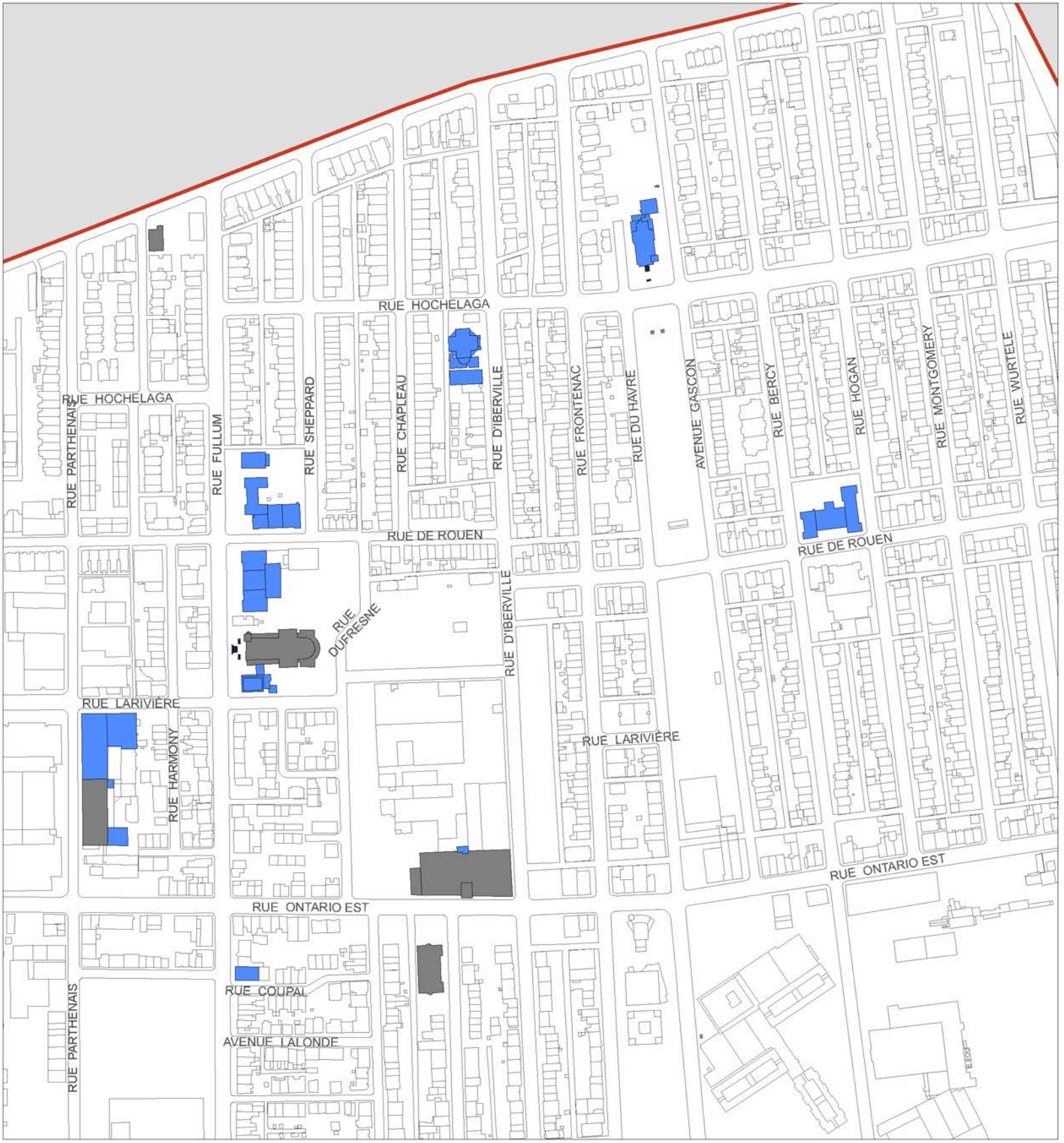
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 12

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 13

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 14

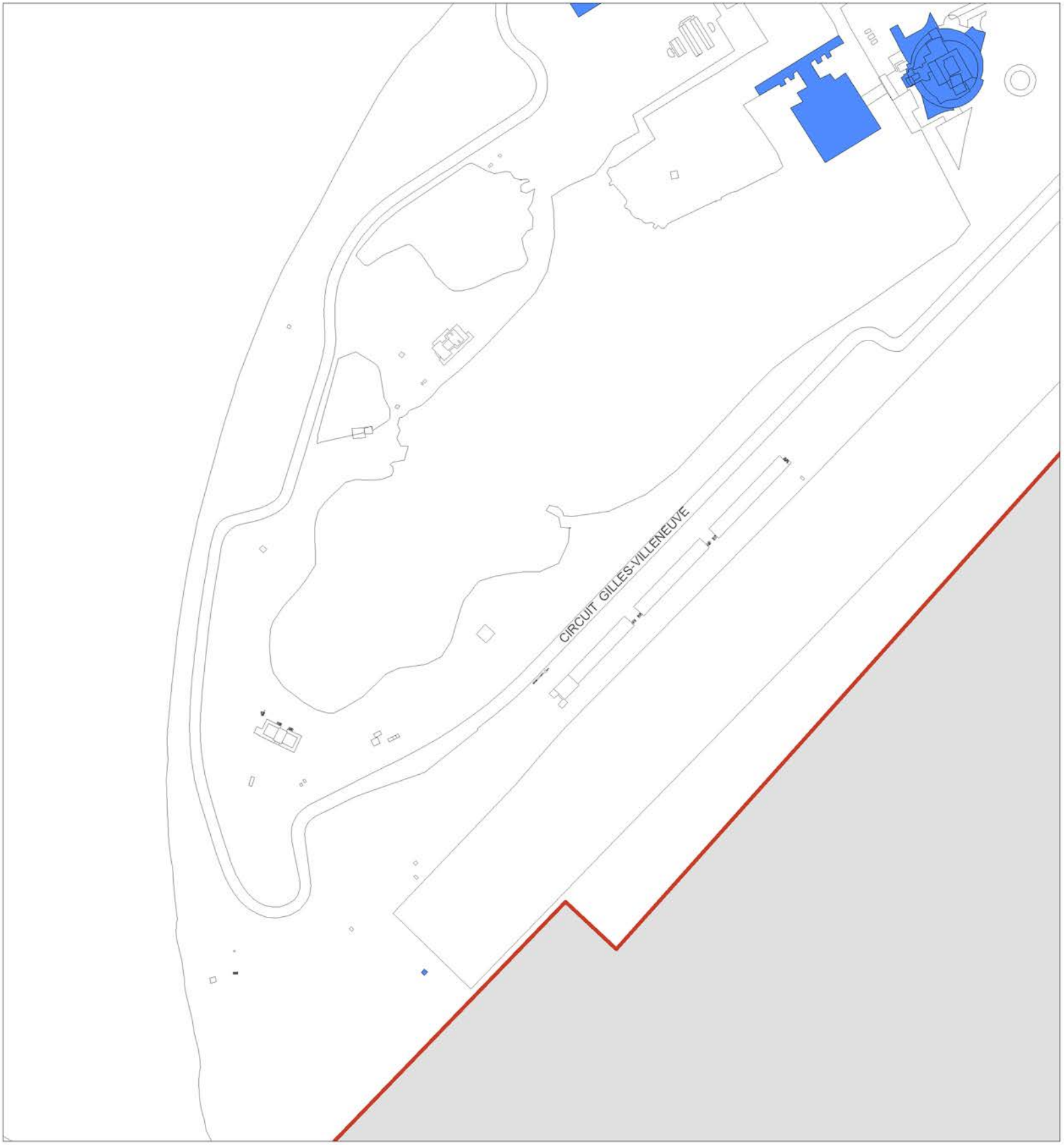
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 15

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 16

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 17

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

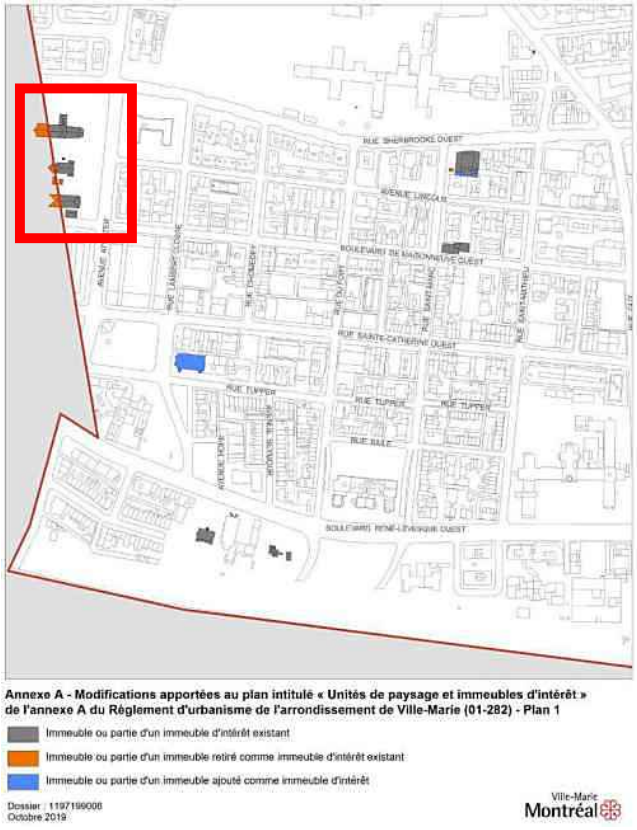
Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Janvier 2020

Ville-Marie
Montréal

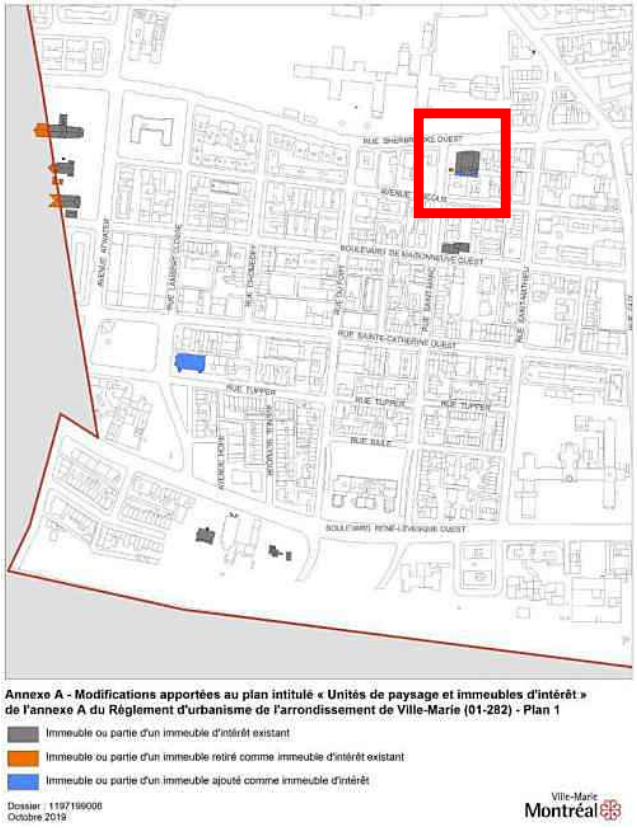
Modifications



- La maison mère de la congrégation-de-Notre-Dame (Cégep Dawson) :
  - ajustement du tracé aux limites de zonage;
  - retrait d'une dépendance déjà démolie.



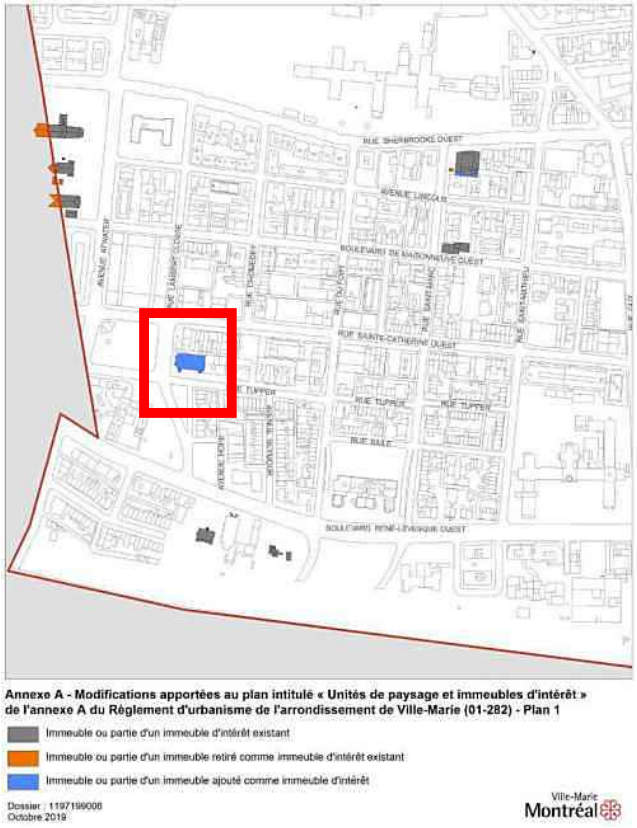
Modifications



- Le temple maçonnique de Montréal :
  - ajout de deux parties arrières omises;
  - retrait d'une pergola non patrimoniale.



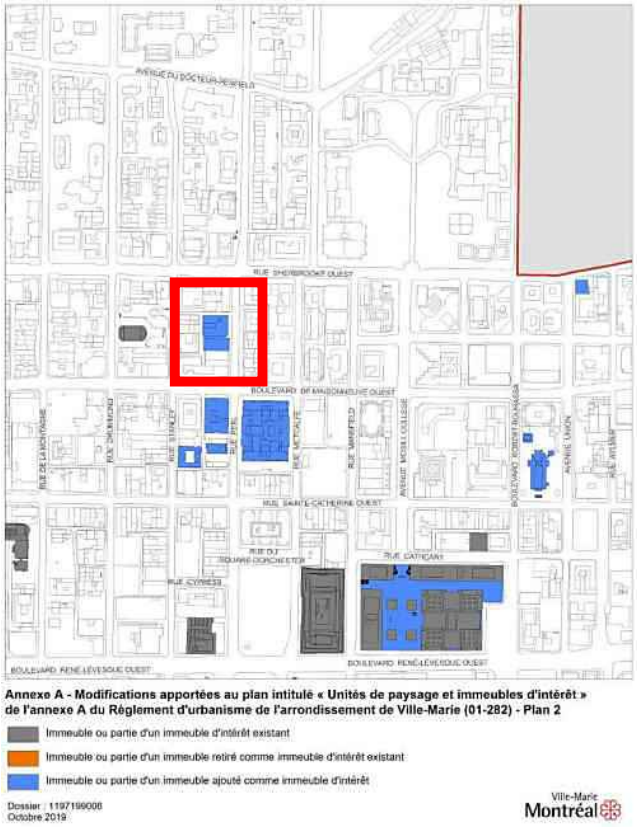
Modifications



- L'église Evangel Pentecostal Church :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'édifice de la Montreal Amateur Athletic Association :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



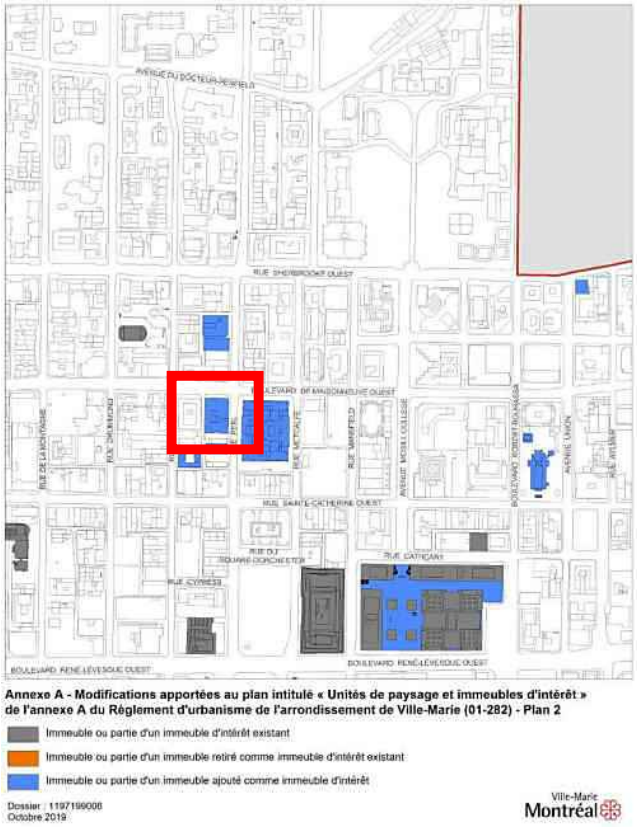
Modifications



- Les appartements Stanley :
  - ajout, car listés au Plan d'urbanisme.



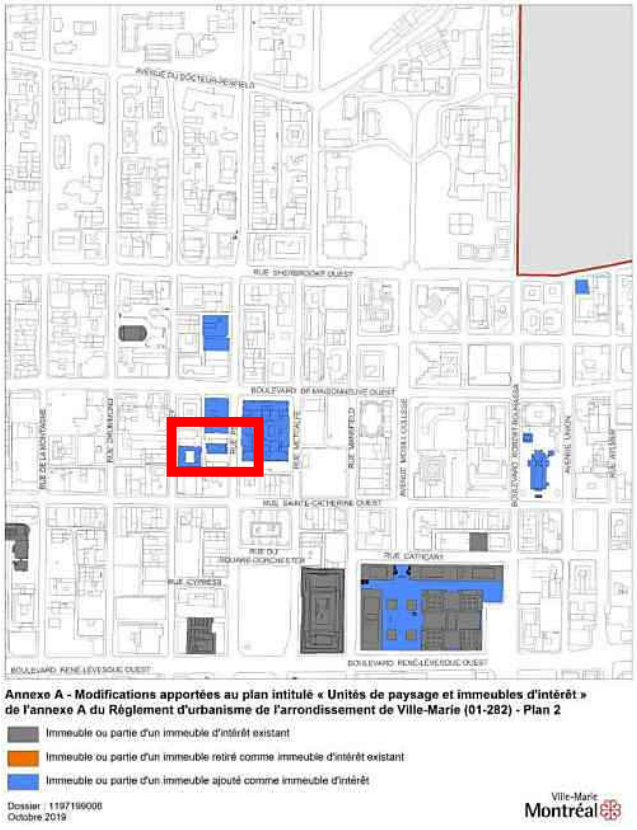
Modifications



- L'édifice Hermes Building :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



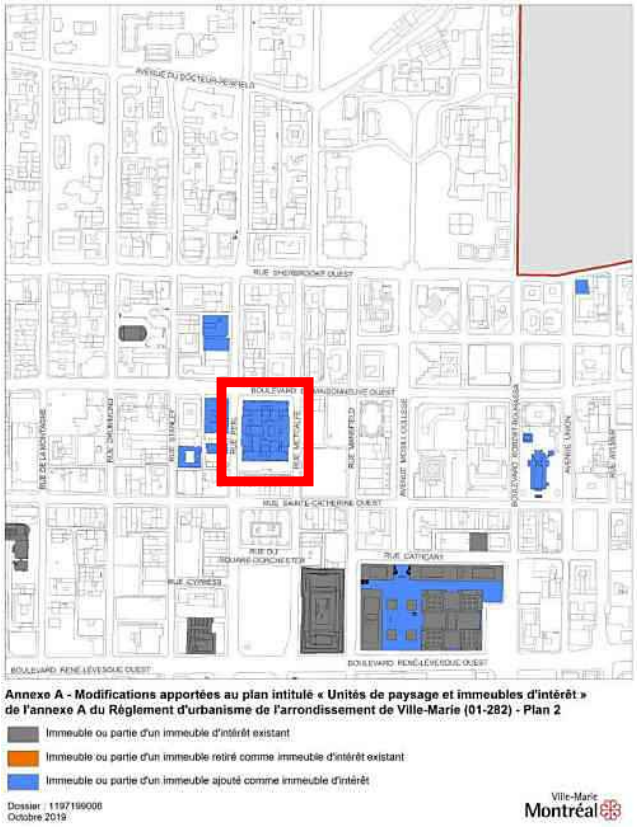
Modifications



- L'édifice House of Seagram :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



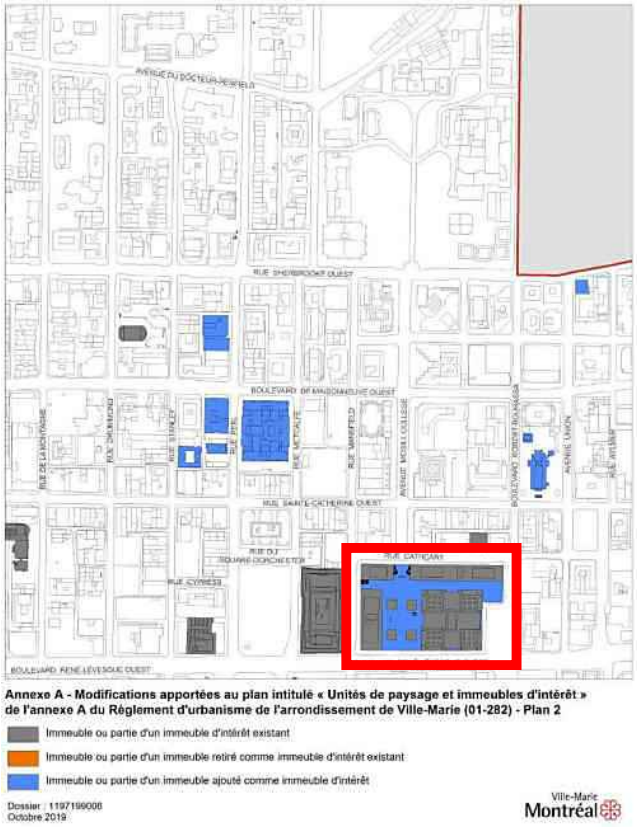
Modifications



- L'hôtel Mont-Royal :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



Modifications



- Le complexe Place Ville Marie :
  - ajout de l'esplanade omise.



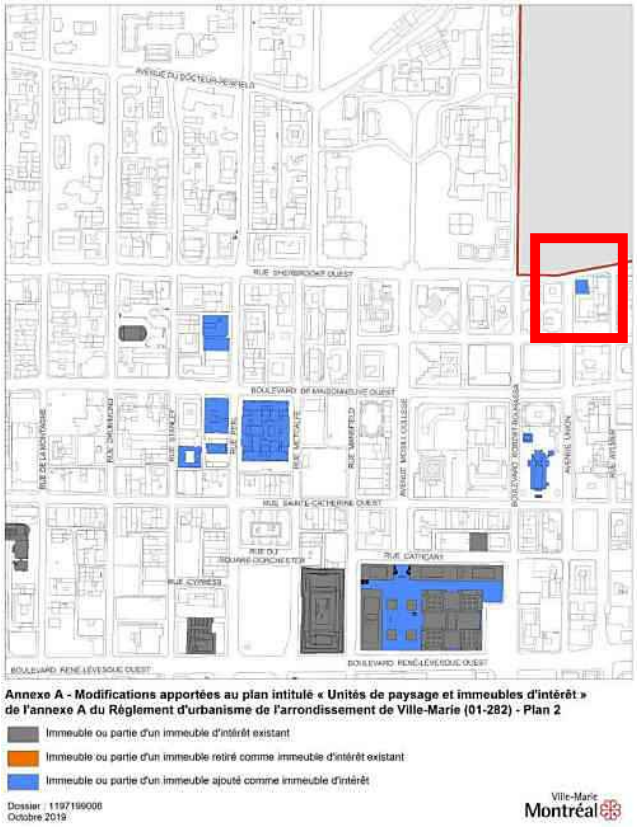
Modifications



- La cathédrale Christ Church :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



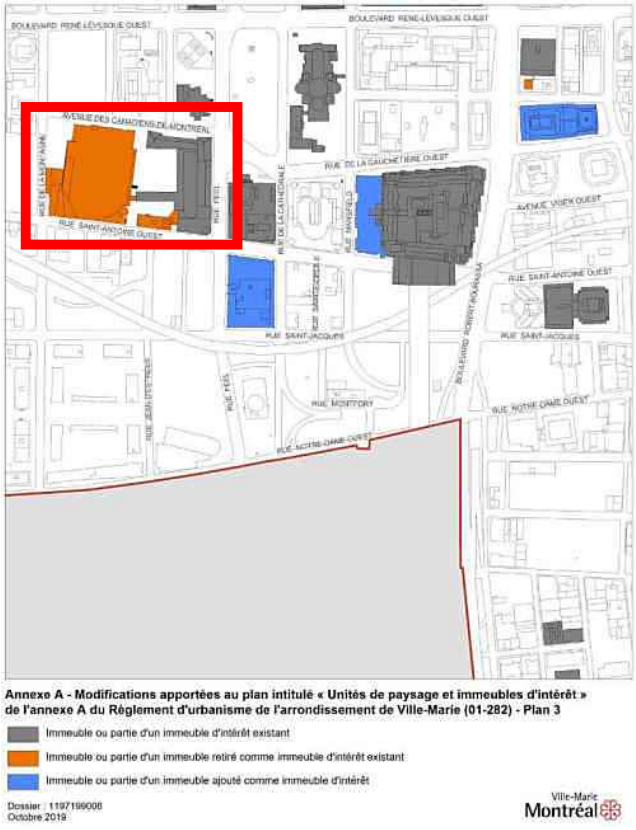
Modifications



- L'église People's Church of Montreal :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



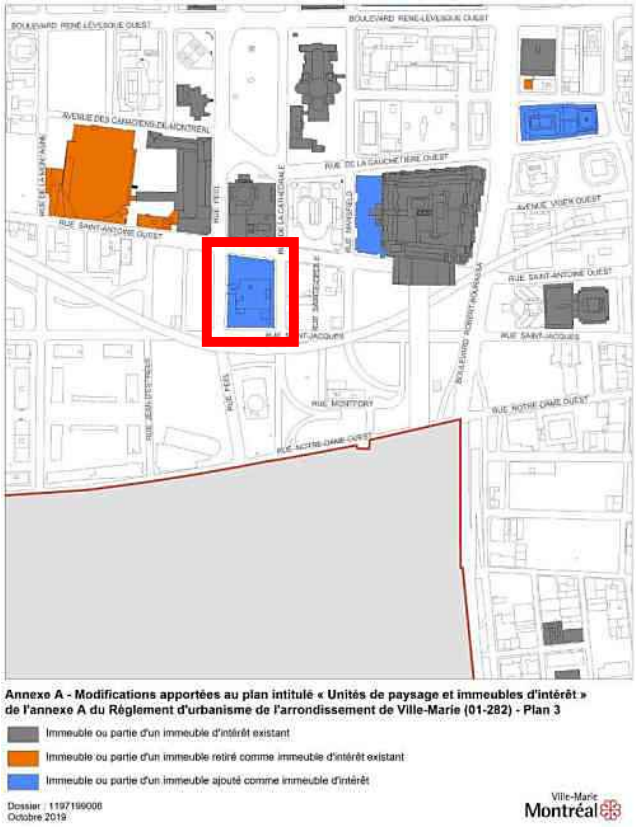
Modifications



- La gare Windsor :
  - retrait du Centre Bell, non patrimonial;
  - retrait d'une aile démolie de la gare Windsor lors de la construction de la tour Deloitte.



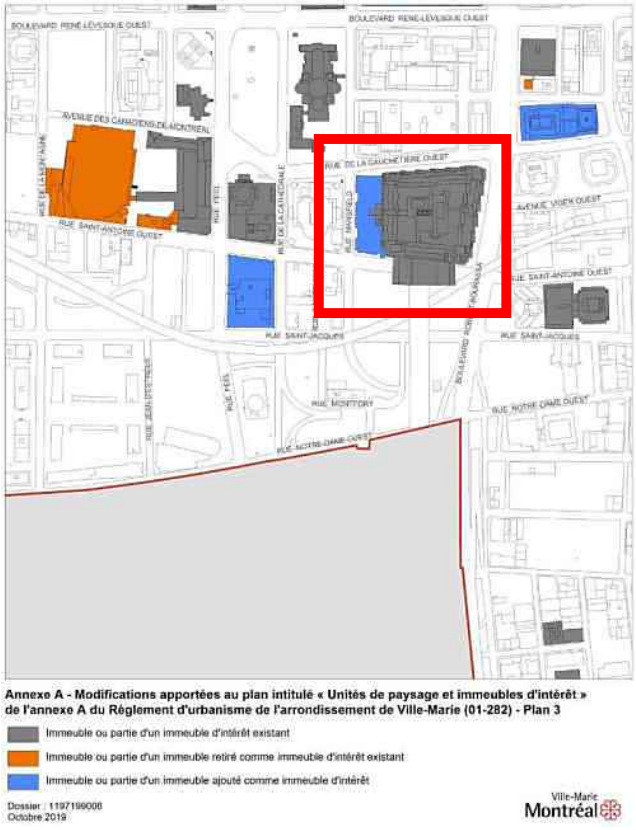
Modifications



- Le bureau de poste central :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



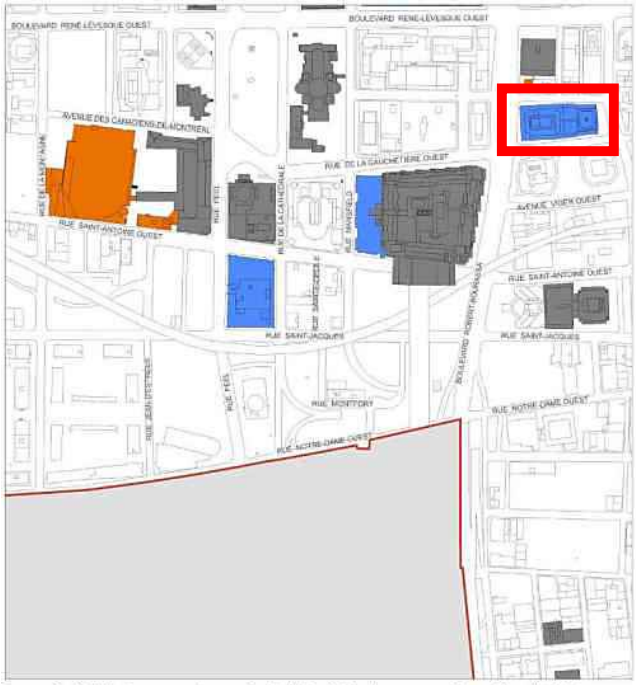
Modifications



- La Place Bonaventure :
  - ajout d'une partie de bâtiment omise.



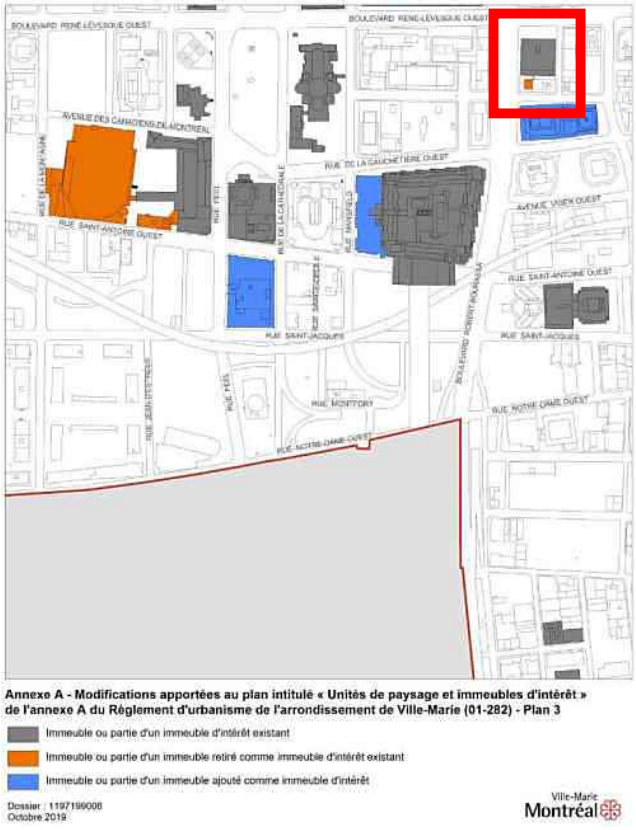
Modifications



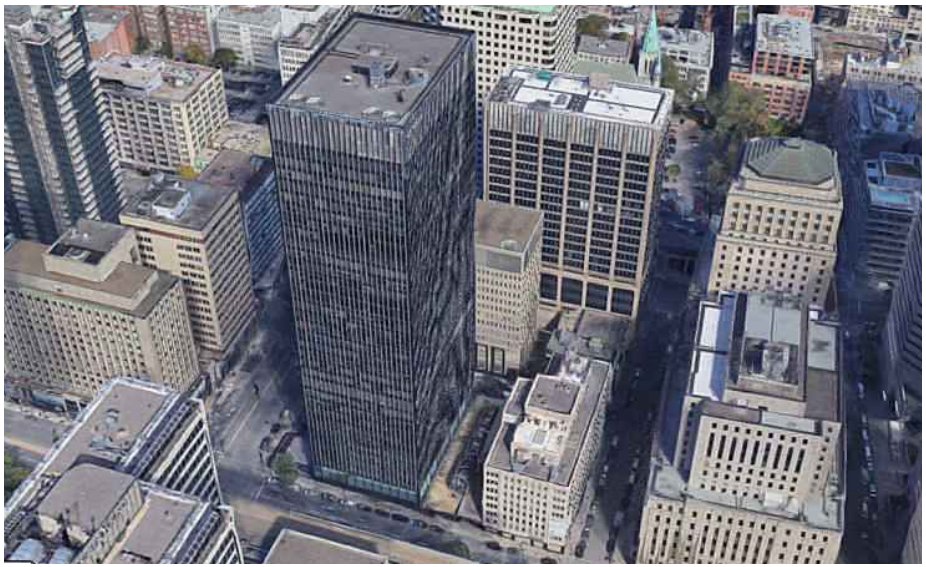
- L’édifice Bell Canada :
  - ajout, car listé au Plan d’urbanisme.



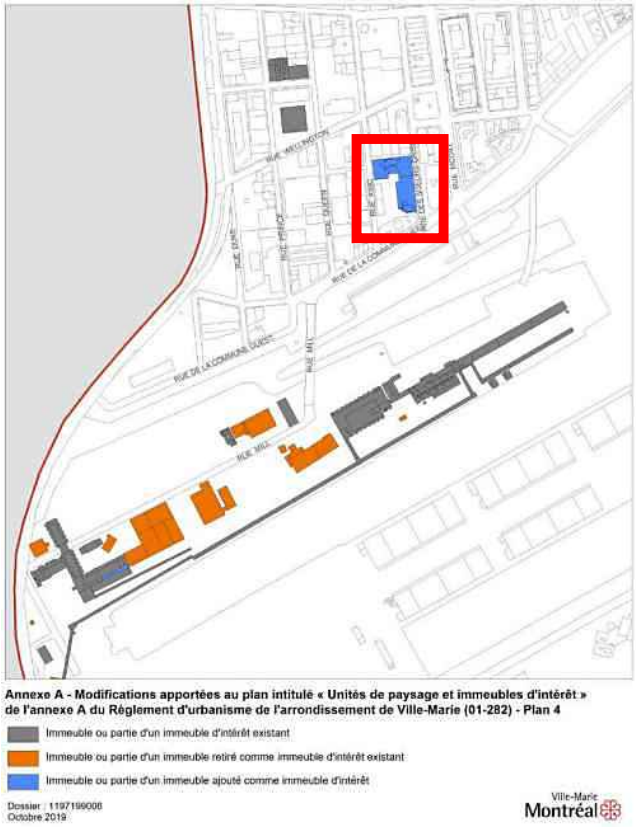
Modifications



- L’édifice de la Canadian Industries Limited :
  - ajustement du tracé au bâtiment visé (dépassement erroné sur une partie d’un voisin, non patrimonial).



Modifications



- L'édifice Terminal Warehousing and Cartage Company :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



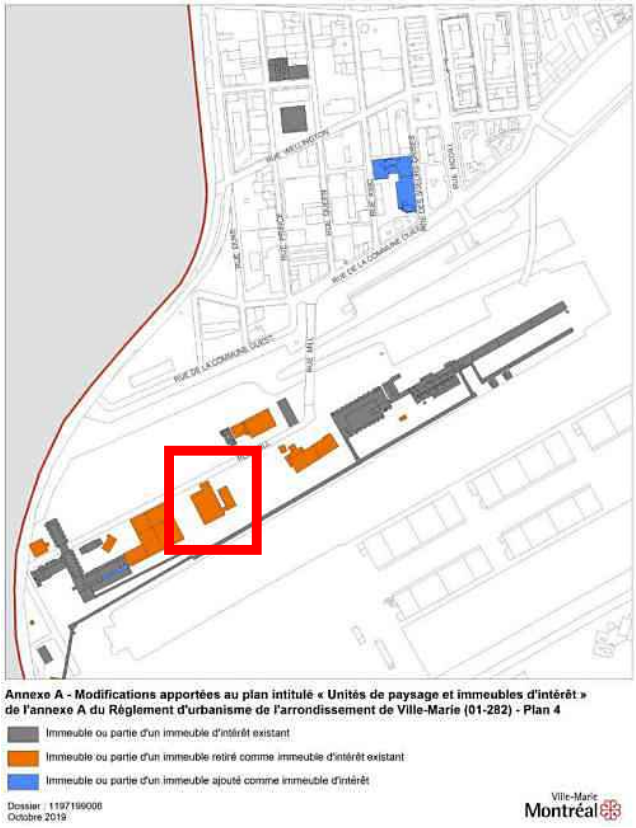
Modifications



- Le complexe du Ogilvie Flour Mills Company Limited :
  - ajout d'une partie de bâtiment omise;
  - retrait de parties de bâtiments et d'annexes non patrimoniales.



Modifications



- Les anciens hangars au 860, rue Mill (démolis) :
  - retrait de bâtiments non patrimoniaux (identification initiale en 2013 erronée).



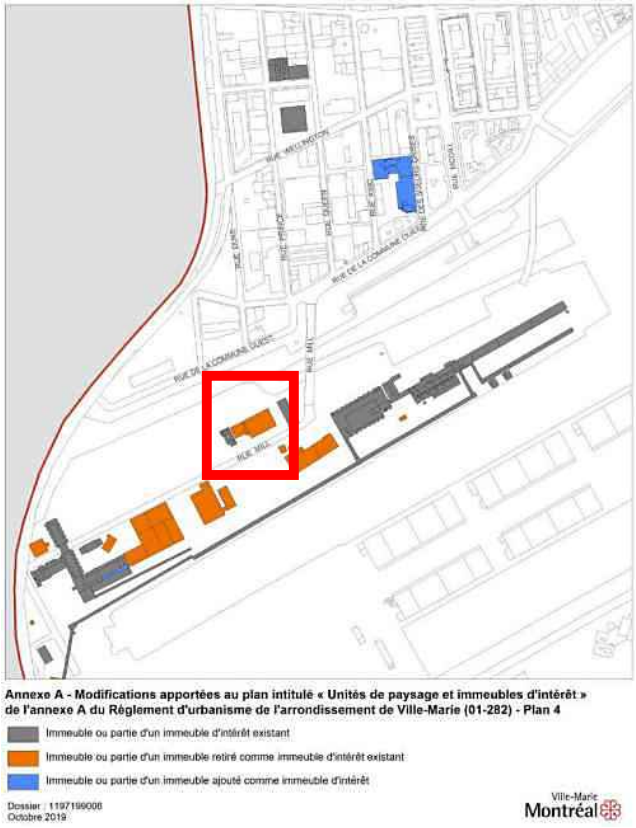
Modifications



- Les anciens hangars au 860, rue Mill (démolis) :
  - retrait de bâtiments non patrimoniaux (identification initiale en 2013 erronée).



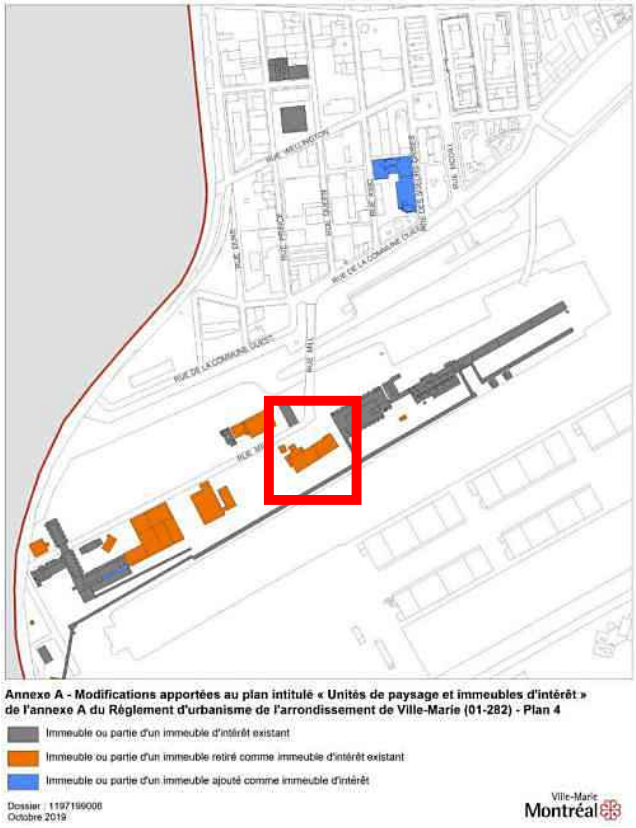
Modifications



- L'entrepôt de la Seagulf Marine Industries inc. :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



Modifications



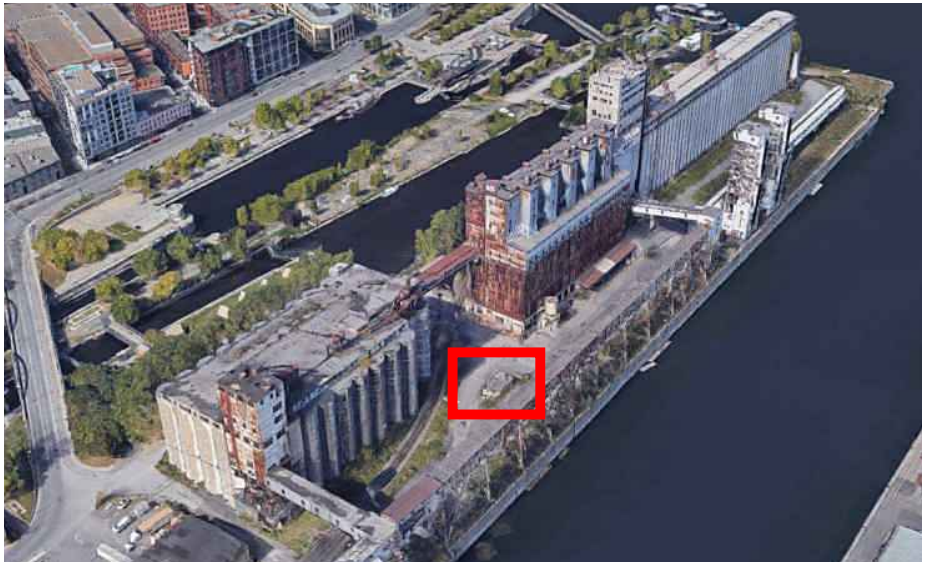
- L'entrepôt de la Clipper Ship Supplies inc. :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



Modifications



- L'élévateur à grains no 5. :
  - retrait d'une dépendance non patrimoniale sur le site.



Modifications



- La structure d'accès à la chambre de régulation Riverside de l'intercepteur sud :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



Modifications



- Le complexe de la Canada Malting Company Limited :
  - ajout des silos à grains omis (seul le convoyeur identifié initialement en 2013);
  - retrait d'une dépendance non patrimoniale.



Modifications



- Les vestiges du pôle culturel permanent d'Expo 67 à la Cité du Havre :
  - présence de 3 bâtiments majeurs (outre Habitat 67) avec une bonne intégrité;
  - énoncé d'intérêt patrimonial réalisé.



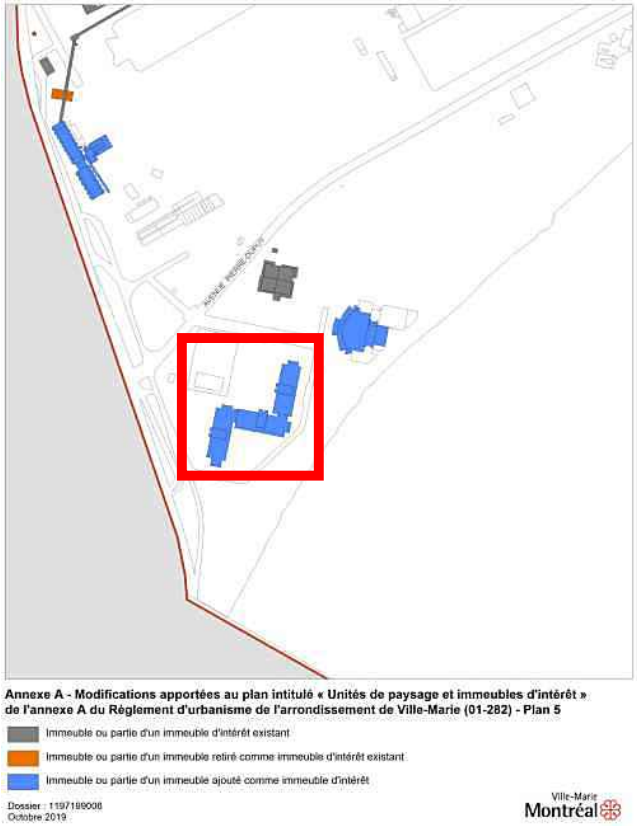
Modifications



- L'Expo Théâtre :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



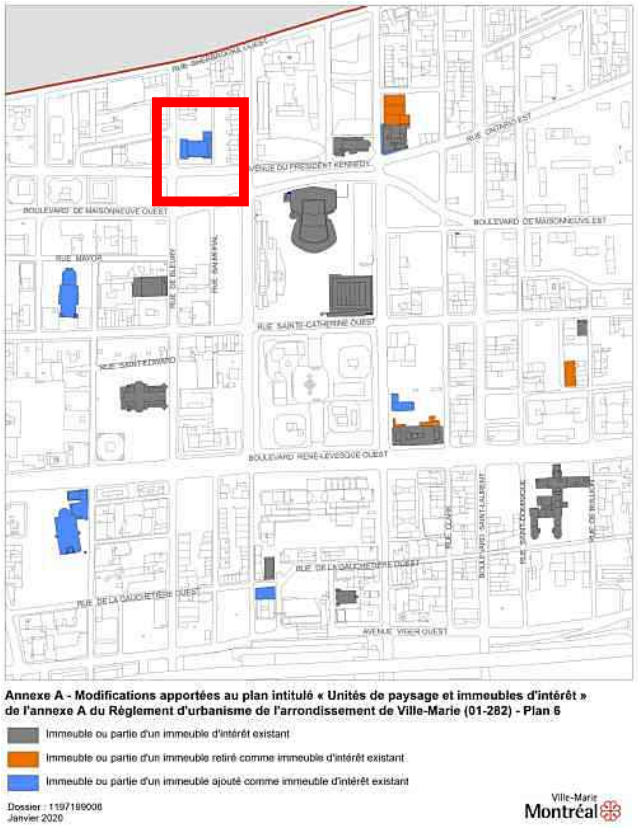
Modifications



- Le pavillon de l'administration et de la presse :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



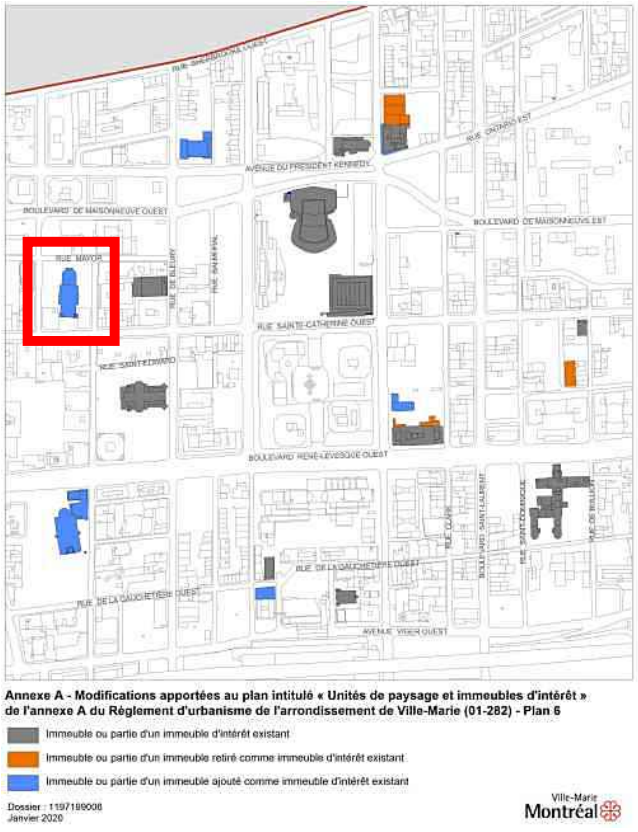
Modifications



- Le manège militaire du Black Watch :
  - Ajout, à la demande des personnes intéressées lors de l'assemblée de consultation publique, vu son intérêt élevé.



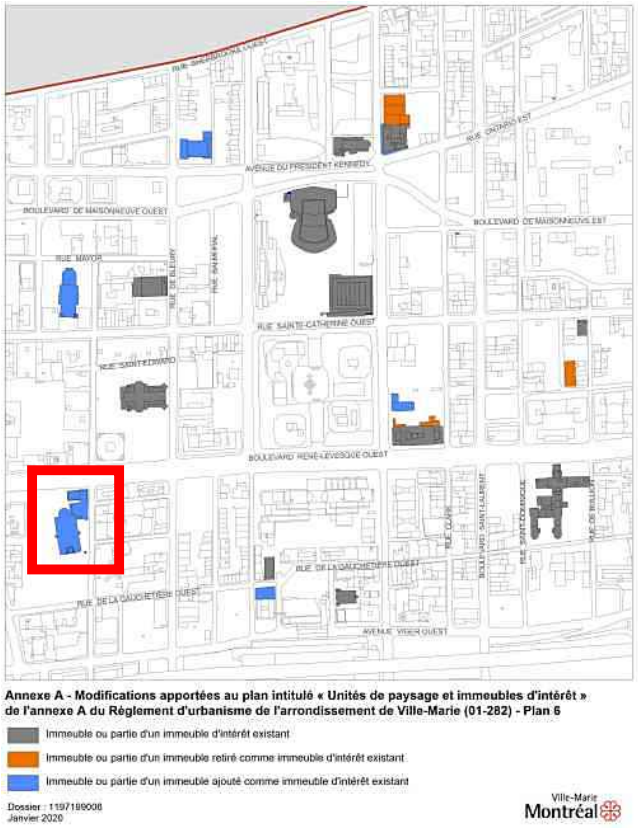
Modifications



- L’église Saint-James :
  - ajout, car listée au Plan d’urbanisme.



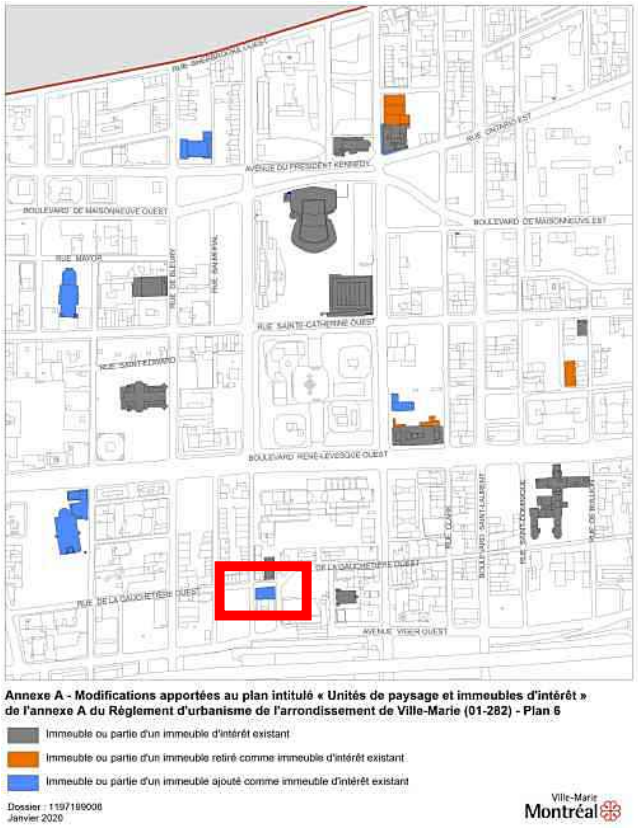
Modifications



- La basilique de Saint-Patrick :
  - ajout, car listée au Plan d’urbanisme.



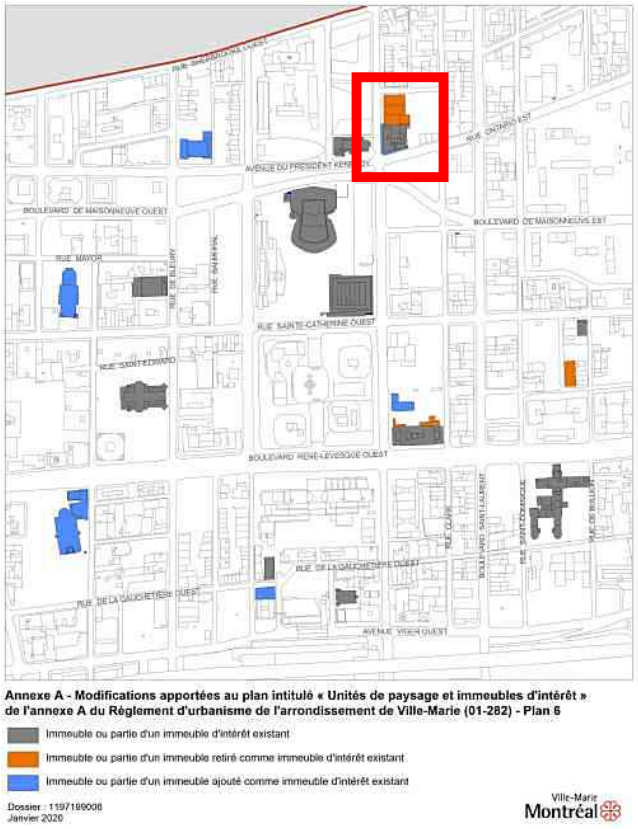
Modifications



- L'usine de la Canadian Cork Cutting Company :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



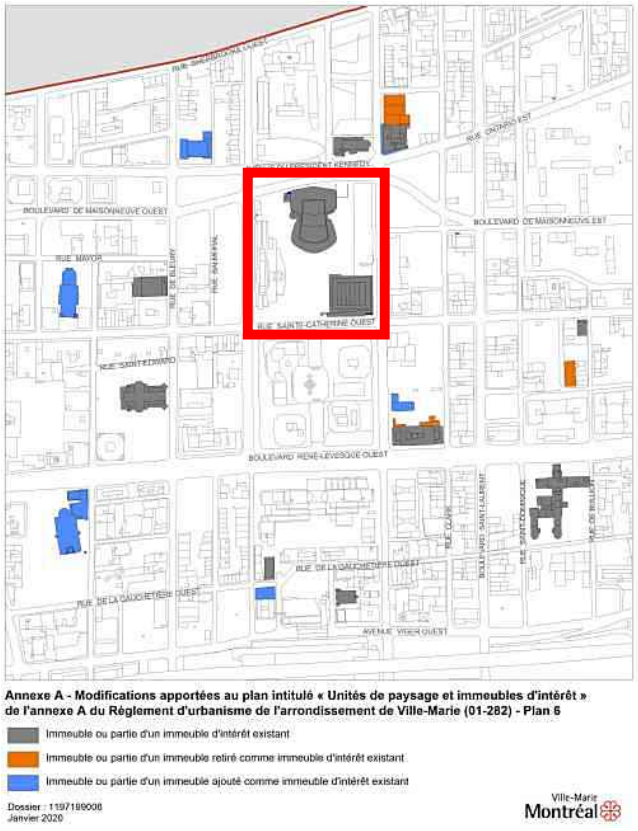
Modifications



- Le central téléphonique Plateau Exchange de Bell Canada :
  - ajout d'une partie de bâtiment omise;
  - retrait de l'annexe moderne non patrimoniale.



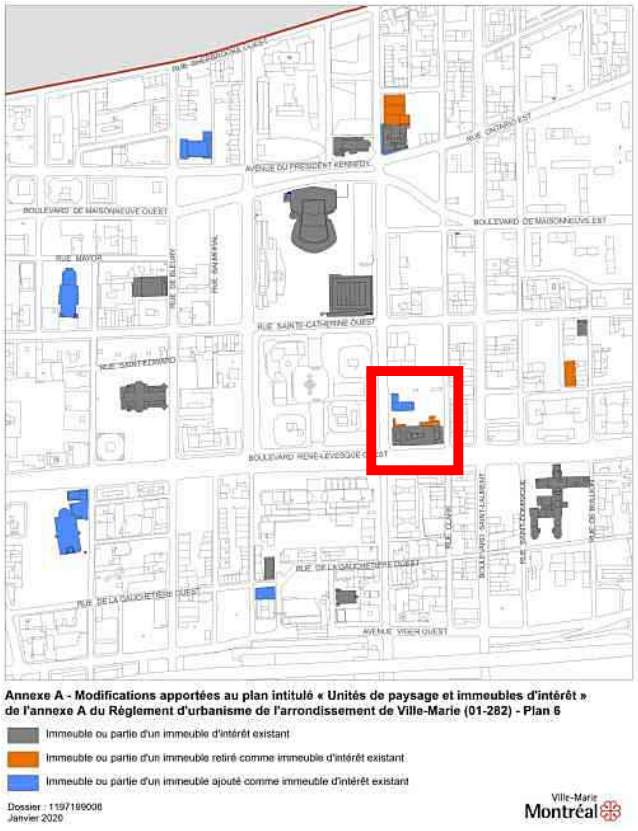
Modifications



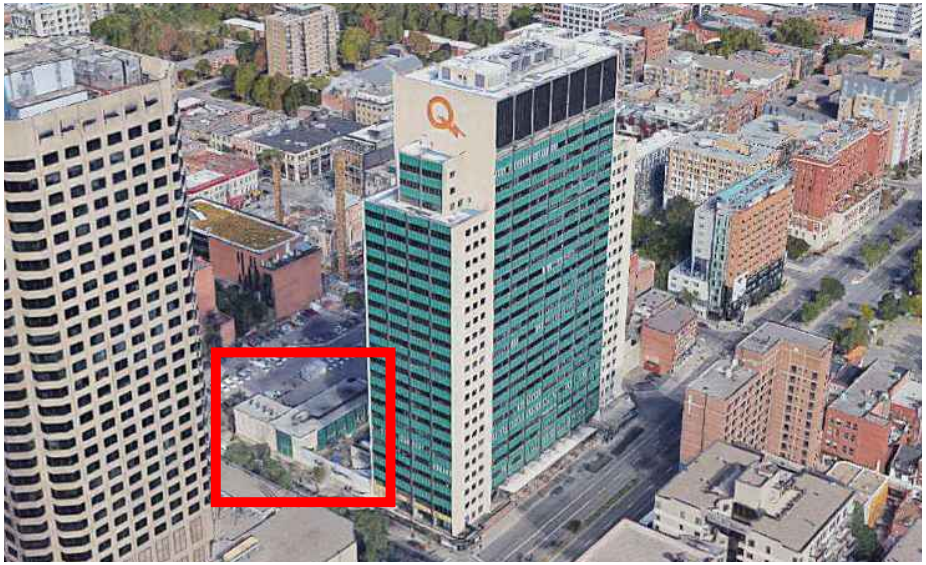
- La Place des Arts :
  - ajout d'une partie de bâtiment omise;
  - retrait d'un escalier démoli.



Modifications



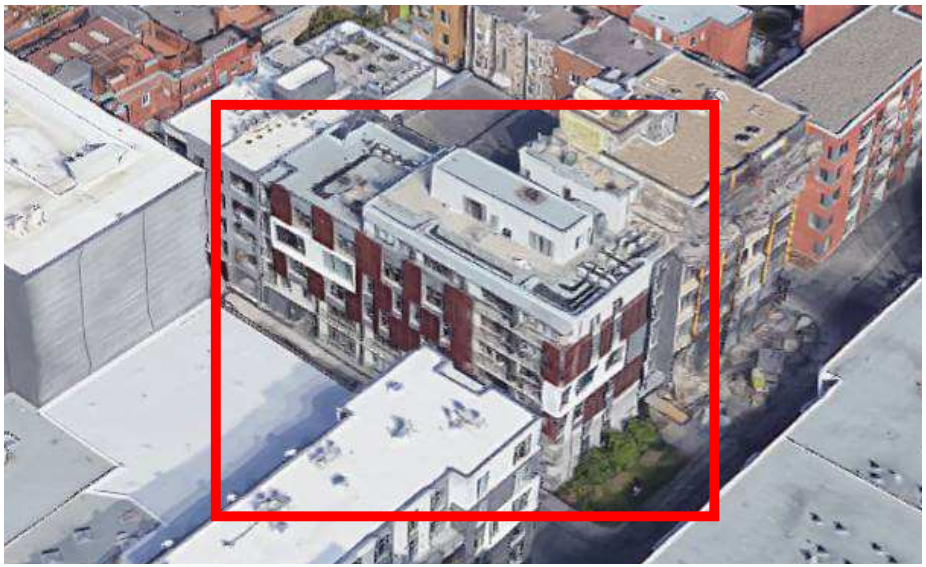
- L'édifice Jean-Lesage/siège social d'Hydro-Québec :
  - ajout d'une dépendance coordonnée omise;
  - retrait de parties de bâtiment et de terrain non patrimoniales.



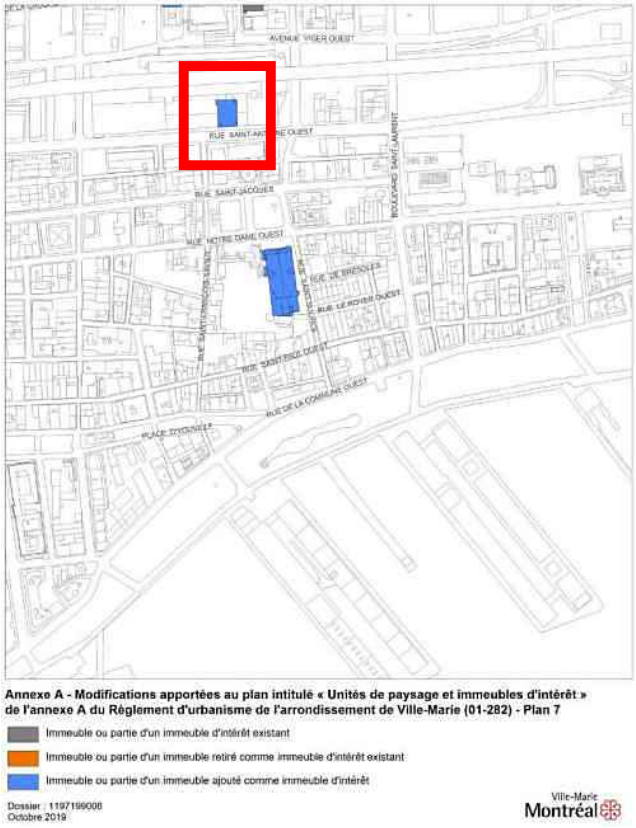
Modifications



- L'immeuble Dell'Arte Condominiums :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



Modifications



- L’édifice Tramways Building :
  - ajout, car listé au Plan d’urbanisme.



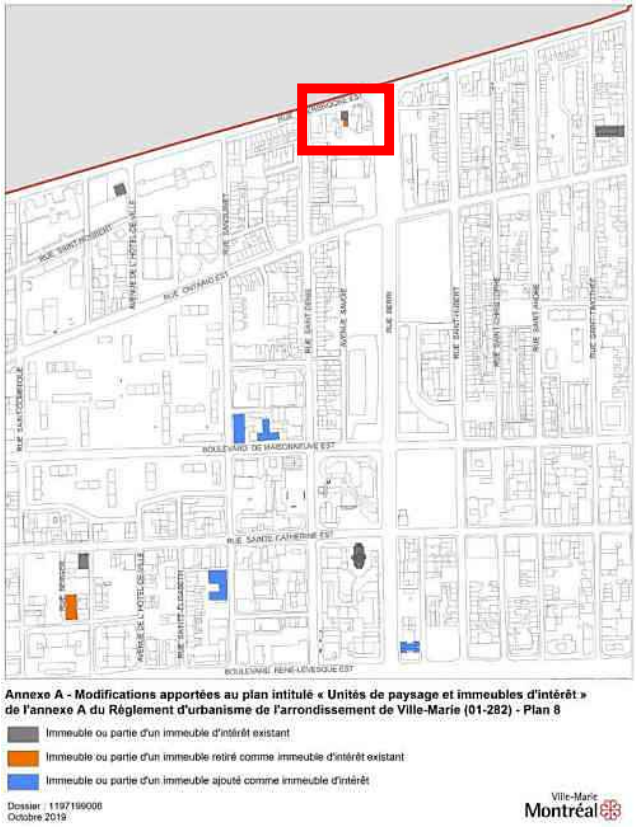
Modifications



- La basilique Notre-Dame :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- La maison François-de-Martigny :
  - retrait de la partie arrière démolie dans le cadre d'un projet de transformation majeur réintégrant la façade conservée au sein d'un volume avant restitué avec une tour à l'arrière.



Modifications



- Les écoles Saint-Jacques et Jeanne-Mance :
  - ajout, car la première est listée au Plan d'urbanisme et la seconde, faisant partie du même immeuble (Cinémathèque québécoise), est un bâtiment patrimonial complémentaire.



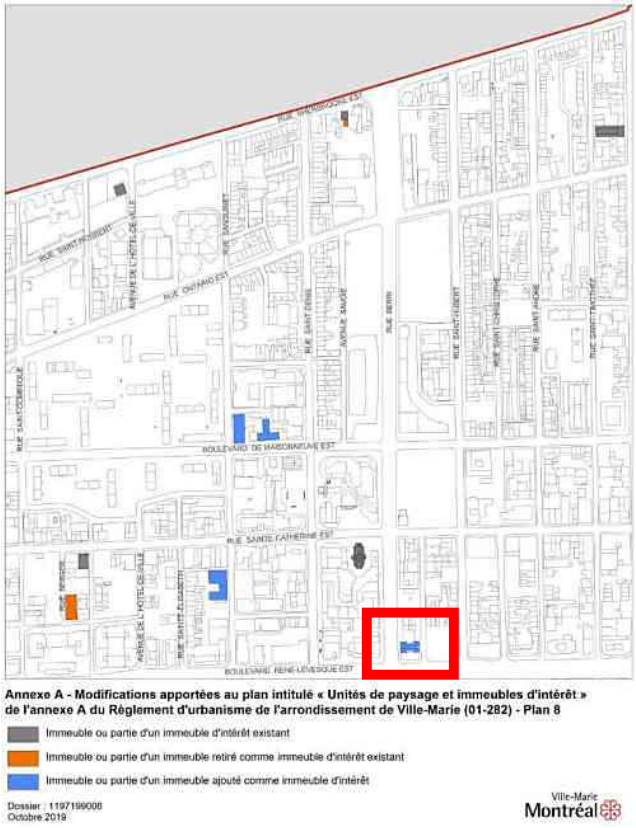
Modifications



- L'école Alexandra :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- Les appartements Roberval :
  - ajout, car listés au Plan d'urbanisme.



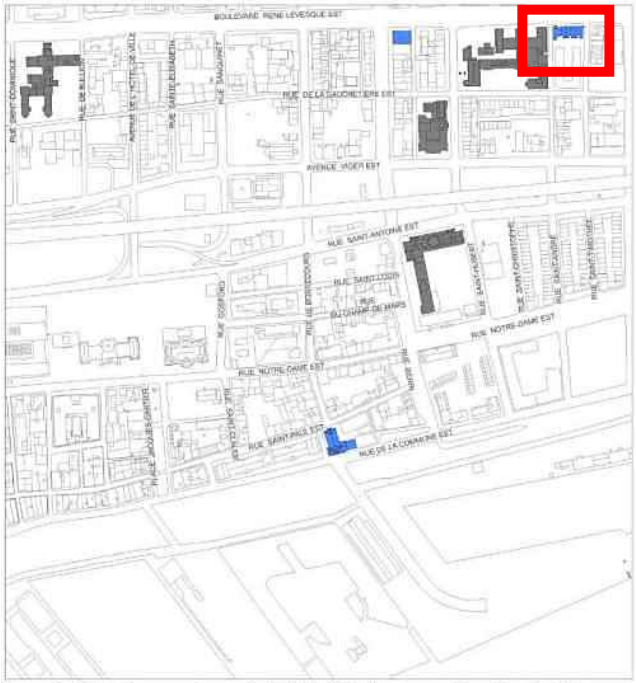
Modifications



- L’académie Marchand :
  - ajout, car listée au Plan d’urbanisme.



Modifications



- Les façades de l'ancienne Rue-Dorchester :
  - ajout, car alignement patrimonial d'exception dans l'est du territoire et bâtiments complémentaires à l'Institut des Sœurs de Miséricorde voisin.



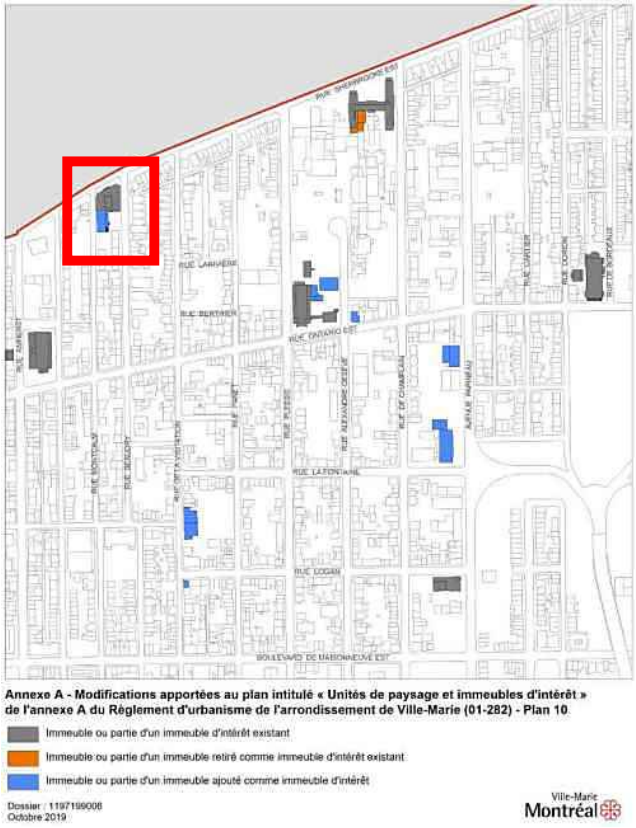
Modifications



- La chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



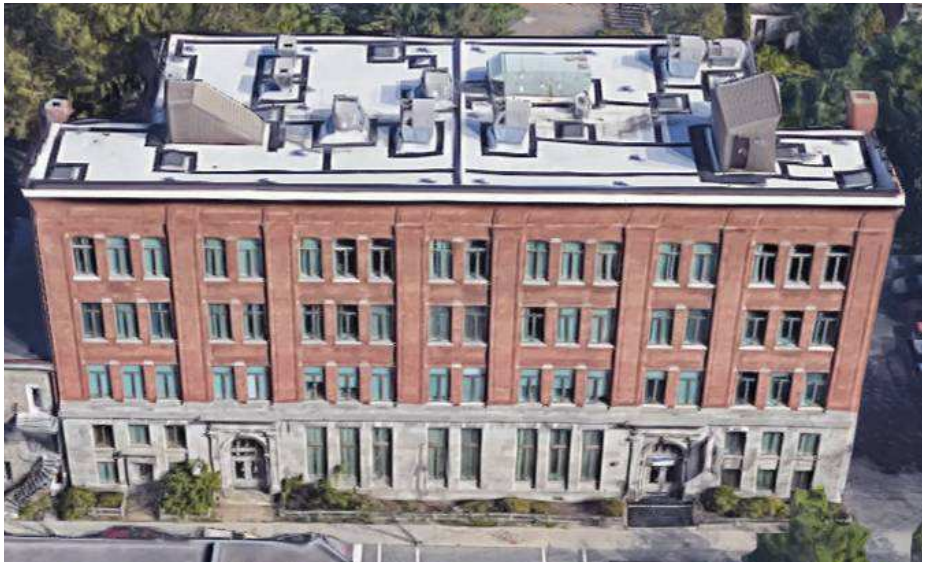
- L’édifice Gaston-Miron/ancienne bibliothèque de la Ville de Montréal :
  - ajout de l’aile sud omise.



Modifications



- L'académie Garneau :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



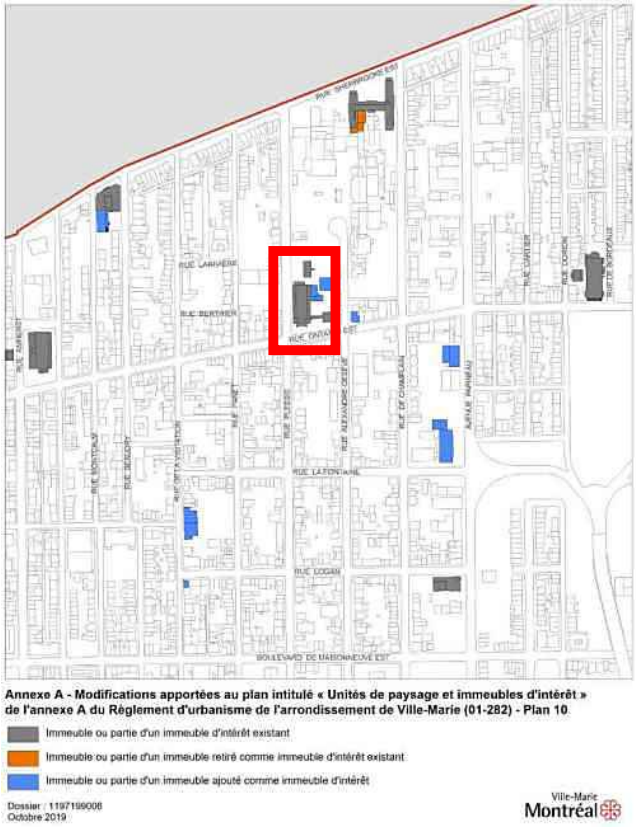
Modifications



- La maison L'Archevêque :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'église de Sacré-Cœur-de-Jésus :
  - ajout de parties de bâtiment omises.



Modifications



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 10

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199008
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

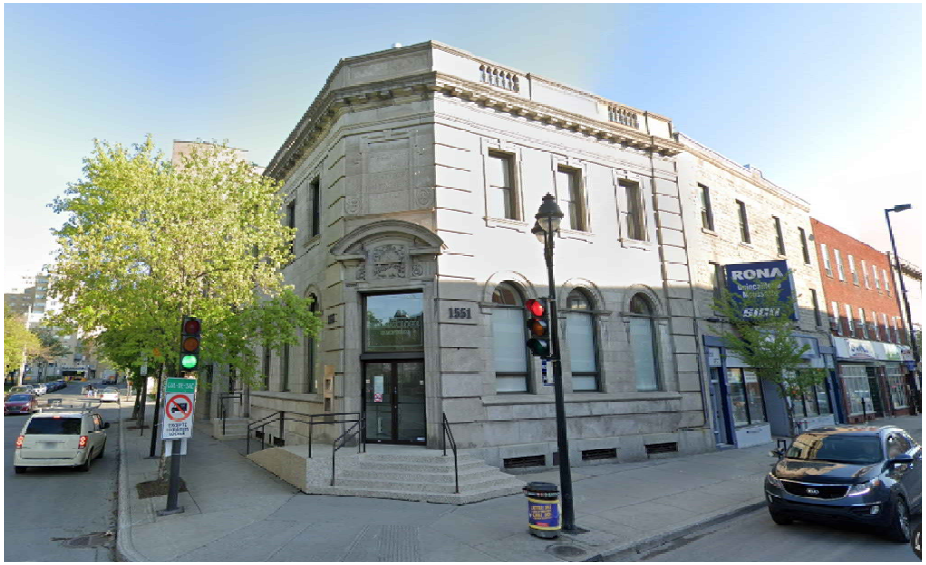
- Le Centre Alexandre-DeSève :
  - ajout d'un bâtiment patrimonial complémentaire au noyau institutionnel du Sacré-Cœur-de-Jésus.



Modifications



- La banque d'Épargne, succursale Ontario et Alexandre-DeSève :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'hôpital Notre-Dame (pavillon Deschamps) :
  - corrections du tracé du pavillon visé (ajout et retraits de parties de bâtiment).



Modifications



- L'édifice de la Montreal Dairy Company Ltd. :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'école Gabriel-Souart :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'édifice Tessier :
  - retrait de parties arrières de bâtiment non patrimoniales.



Modifications



- L’édifice Barsalou :
  - ajout des autres bâtiments omises composant le bâtiment d’origine.



Modifications



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 11

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

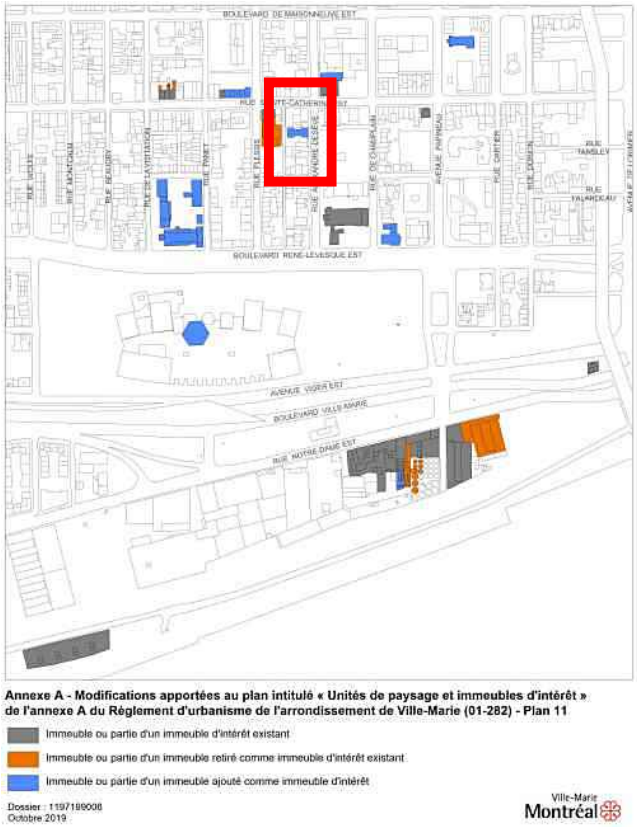
Dossier : 1197189008
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

- La station postale C :
  - retrait de parties de bâtiment démolies ou non patrimoniales.



Modifications



- L'immeuble J.-Edmond-Morin Ltée :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L’édifice Gauvin et le théâtre Arcade :
  - ajout du théâtre comme bâtiment patrimonial complémentaire.



Modifications



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 11

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

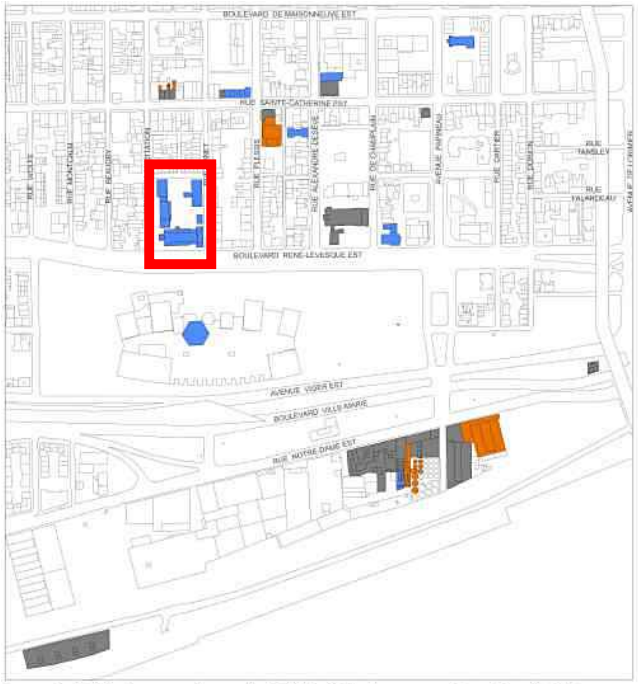
Dossier : 1197189008
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

- L'édifice du Centre évangélique :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L’ensemble d’immeubles patrimoniaux de Saint-Pierre-Apôtre :
  - ajout, car listé au Plan d’urbanisme



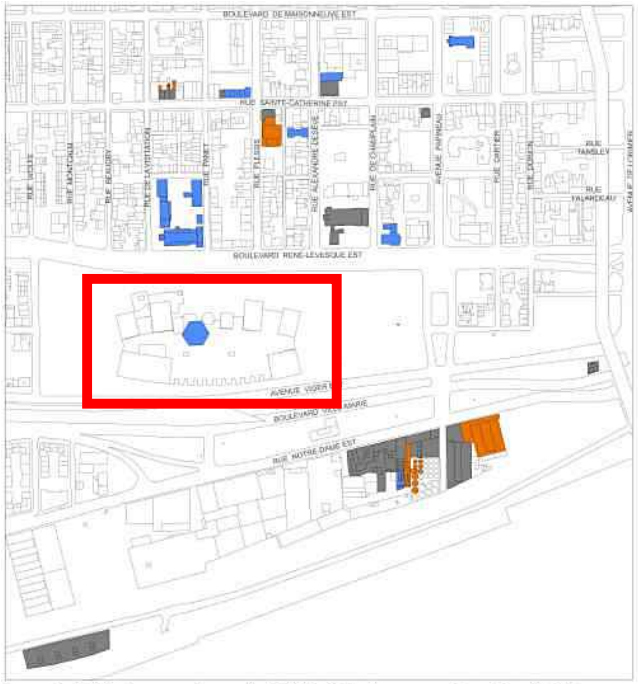
Modifications



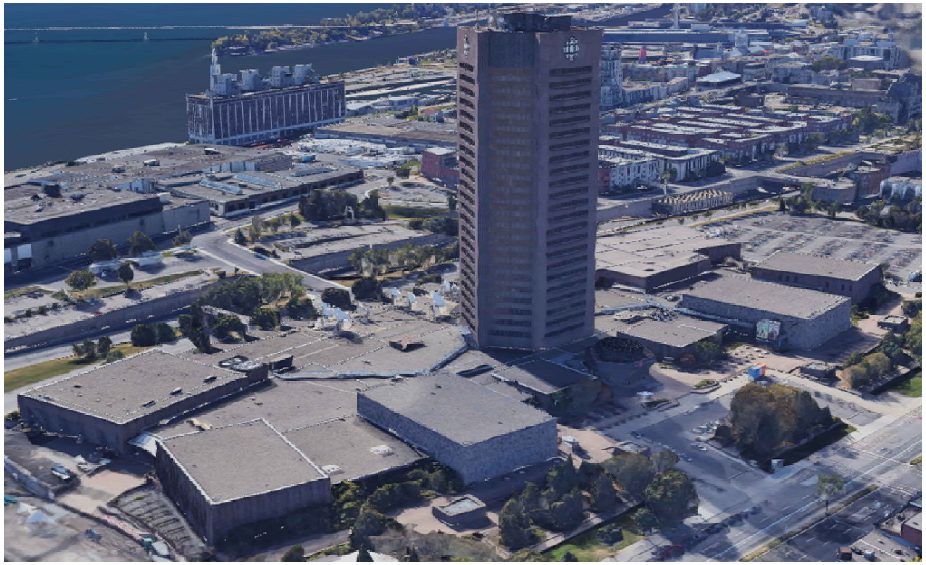
- L'église Saints-Pierre-et-Luc/St-Luke's Episcopalian :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



Modifications



- La Maison de Radio-Canada :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



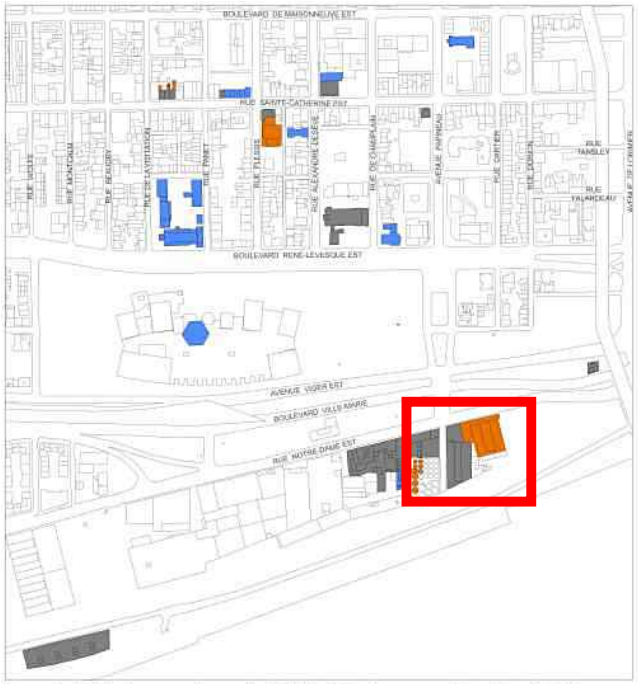
Modifications



- La brasserie Molson :
  - ajout de la tour principale où trône l'enseigne iconique « Molson » omise;
  - retrait de parties de bâtiment ou de terrain non patrimoniales.



Modifications



- L’édifice de la Canadian Rubber Company of Montreal (aujourd’hui U-Haul/Cité 2000) :
  - corrections du tracé du bâtiment visé (retrait d’une partie de bâtiment).



Modifications



- L'usine Knit-To-Fit Company Limited :
  - ajout des ailes patrimoniales omises.



Modifications



- L'annexe de l'école Saint-Eusèbe :
  - ajout d'un bâtiment patrimonial complémentaire à l'école Saint-Eusèbe.



Modifications



- L'école Saint-Eusèbe :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



Modifications



- L'école Jean-Baptiste-Meilleur :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



Modifications



- L'église Saint-Eusèbe-de-Verceil :
  - ajout d'une partie de bâtiment patrimonial (presbytère) omise.



Modifications



- L'usine Macdonald Tobacco :
  - ajout d'une partie de bâtiment omise.



Modifications



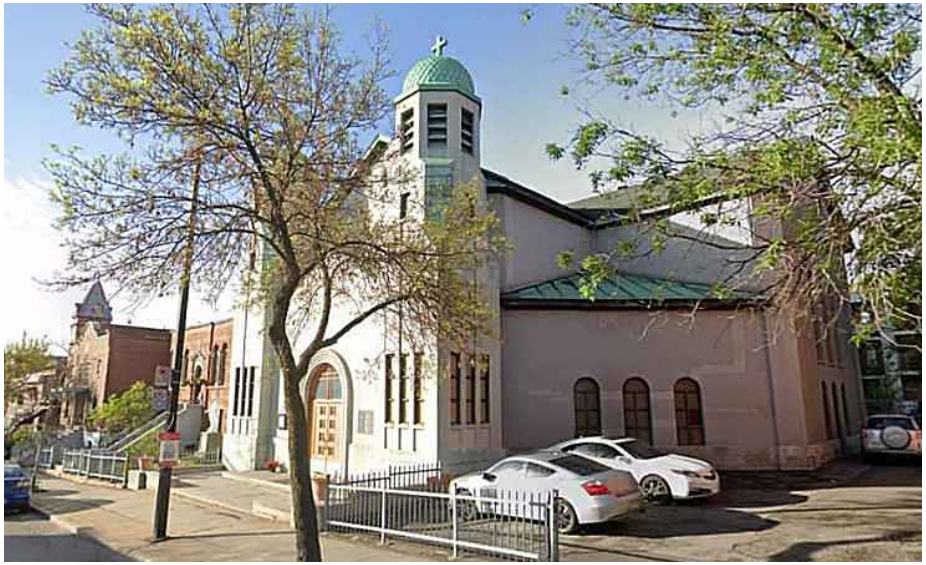
- Le poste d'incendie no 19 :
  - ajout, car listé au Plan d'urbanisme



Modifications



- L'église Saint-Michael's Ukranian Catholic 19 :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



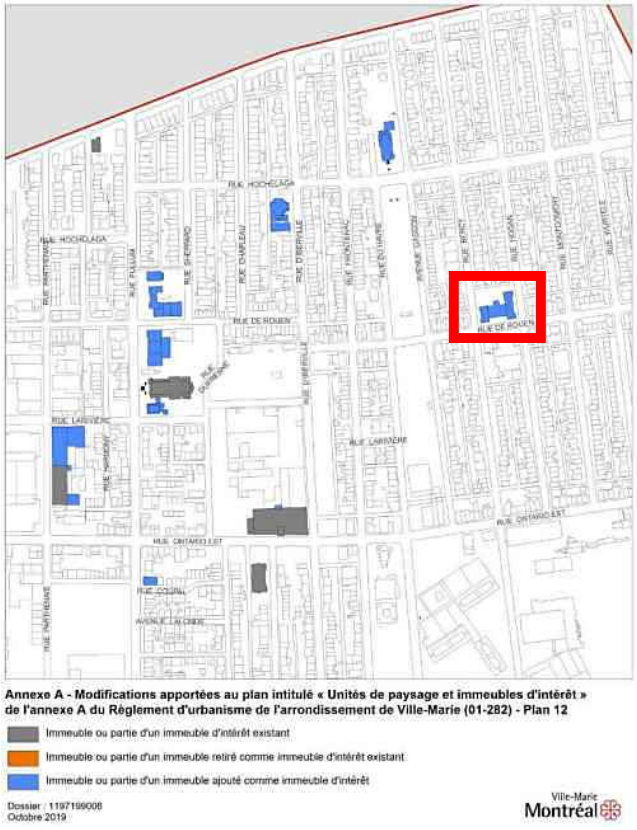
Modifications



- L'église Our Lady of Czestochowa :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



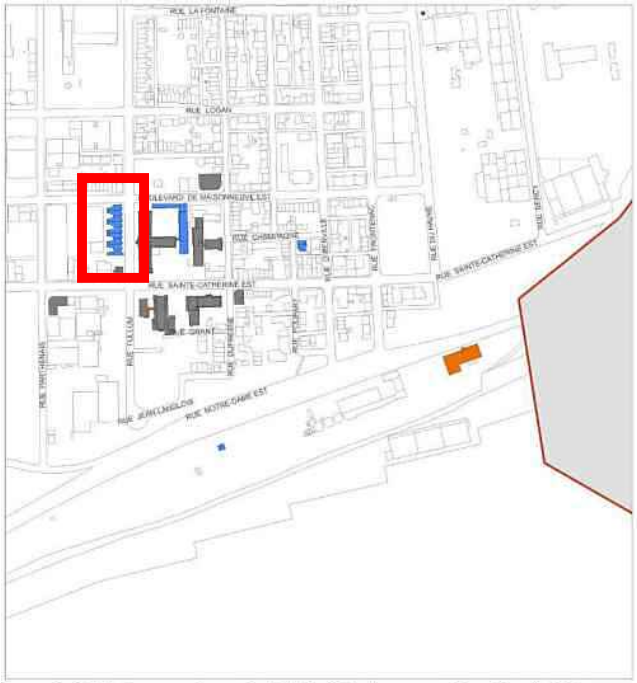
Modifications



- L'école Frontenac :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme



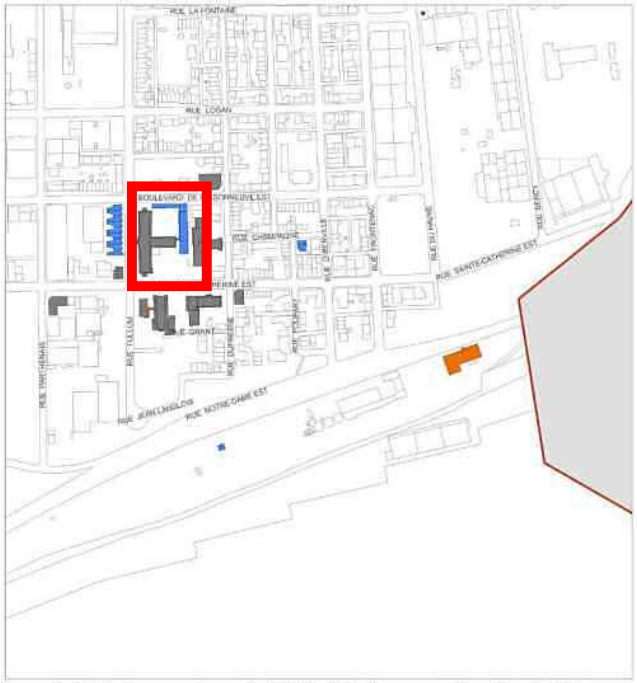
Modifications



- Les façades de la Rue-Fulllum :
  - ajout, car alignement patrimonial d'exception dans l'est du territoire et bâtiments complémentaires au noyau de quartier.



Modifications



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 13

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

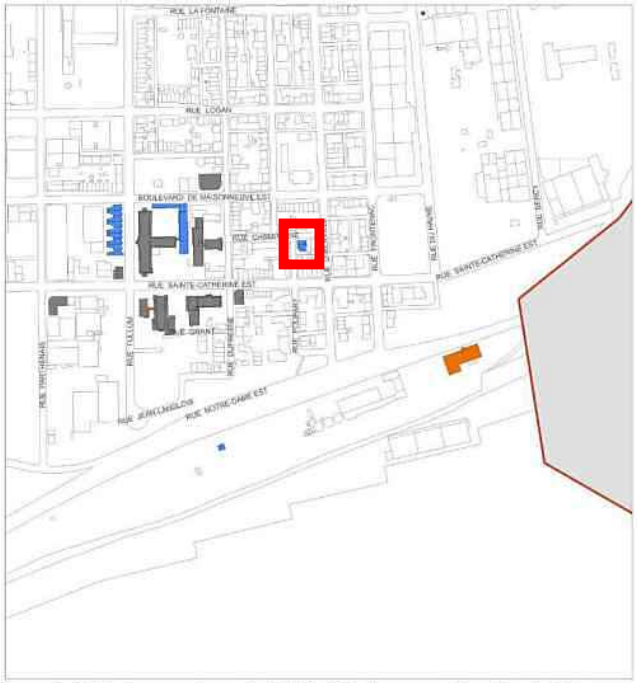
Dossier : 1197199008
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

- La maison mère des Sœurs de la Providence :
  - ajout de parties de bâtiment omises.



Modifications



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 13

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

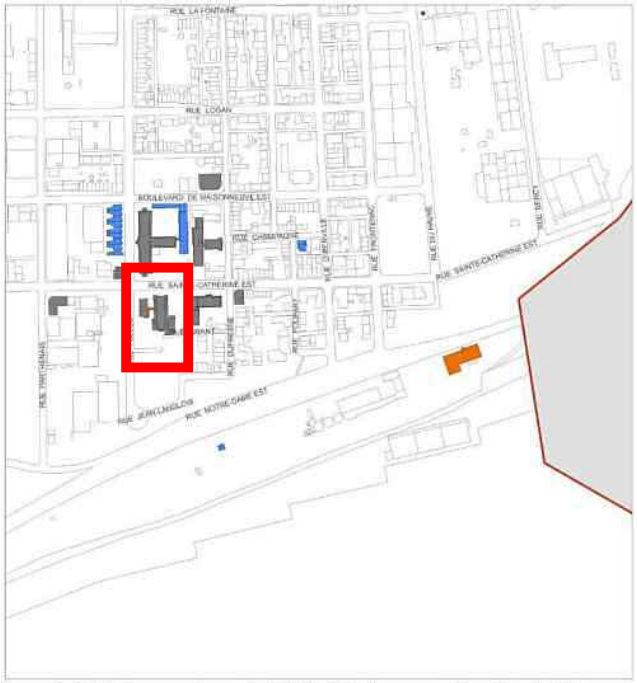
Dossier : 1197199008
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

- L'édifice de l'Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



Modifications



- L'église de Parole de Vie/ancienne église de Saint-Vincent-de-Paul :
  - retrait d'une partie de bâtiment démolie (reliant l'église et l'ancien presbytère).



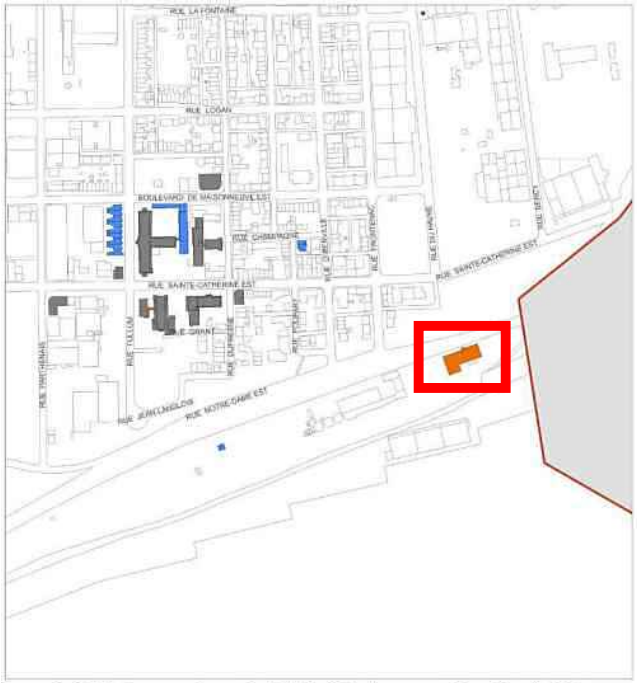
Modifications



- La vespasienne du parc du Pied-du-Courant :
  - ajout, car listée au Plan d'urbanisme.



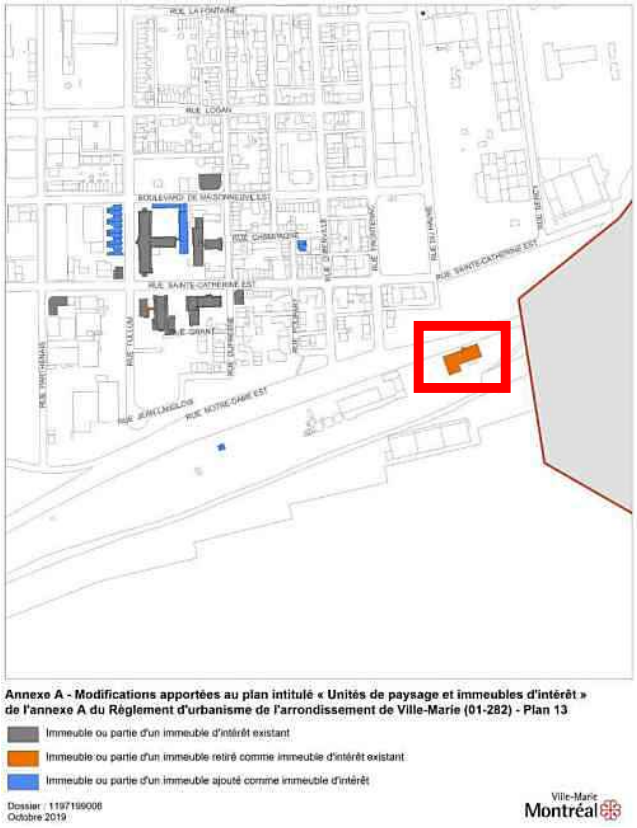
Modifications



- L'ancienne usine Dominion Textile Company Limited (démolie) :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



Modifications



- L'ancienne usine Dominion Textile Company Limited (démolie) :
  - retrait d'un bâtiment non patrimonial (identification initiale en 2013 erronée).



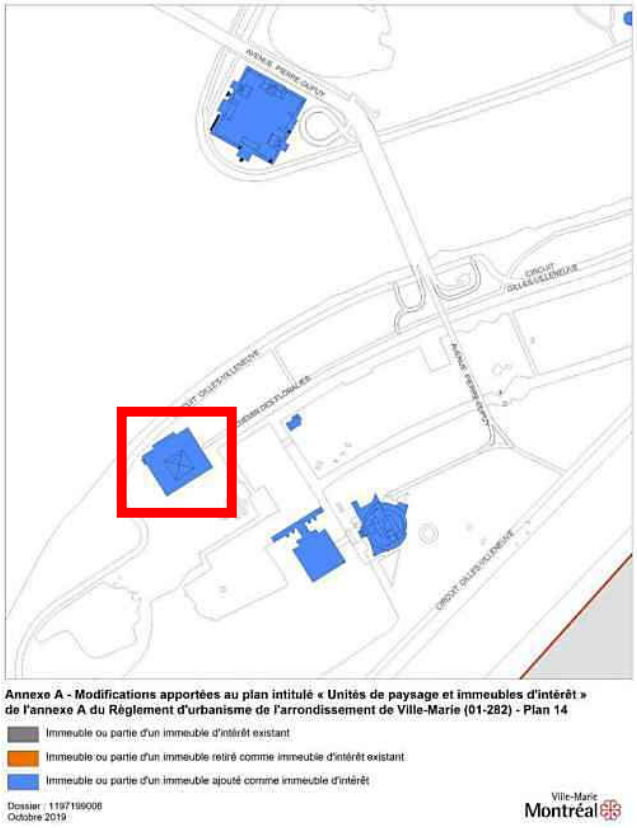
Modifications



- La place des Nations :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiments et place publique d'Expo 67).



Modifications



- Le pavillon du Canada :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



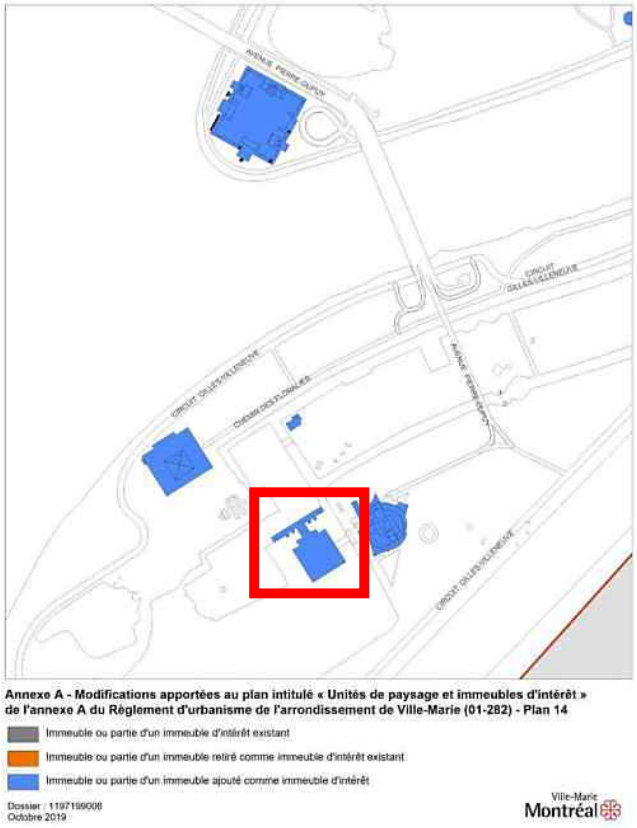
Modifications



- Le pavillon de la Jamaïque :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



Modifications



- Le pavillon du Québec :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



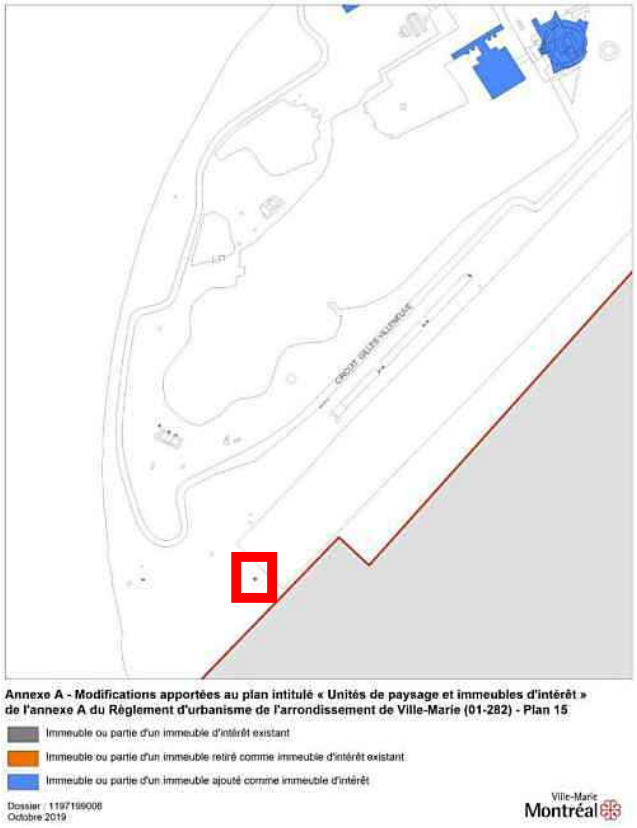
Modifications



- Le pavillon de la France :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



Modifications

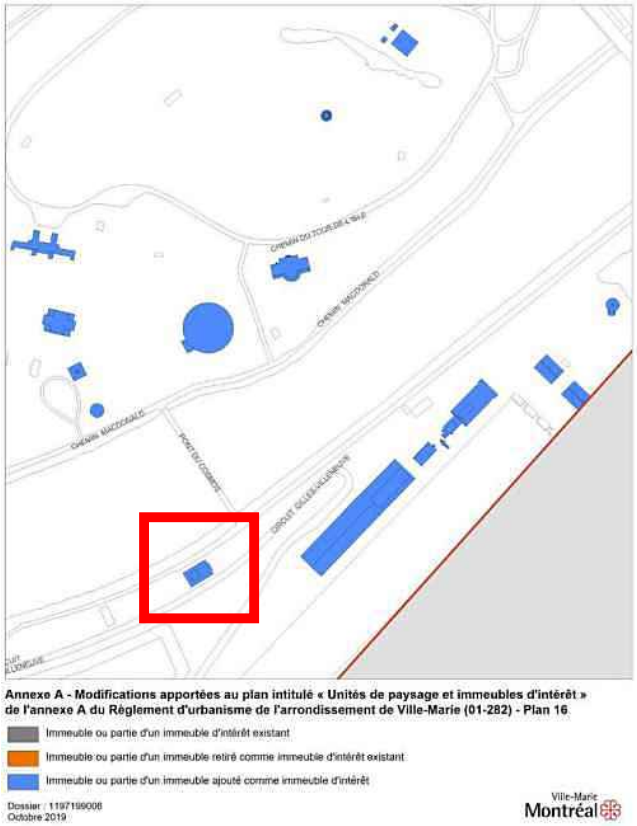


- La tour de départ du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.





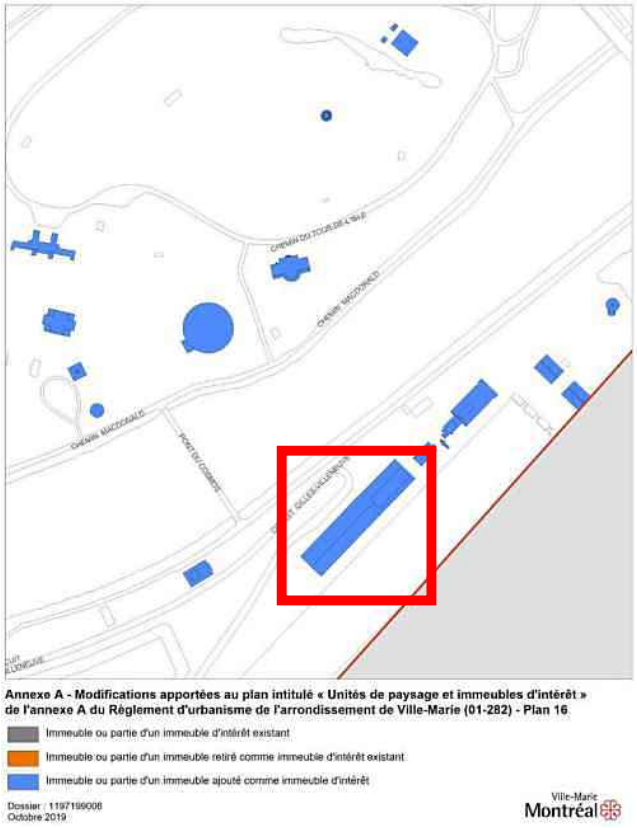
Modifications



- Le pavillon de la Tunisie :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



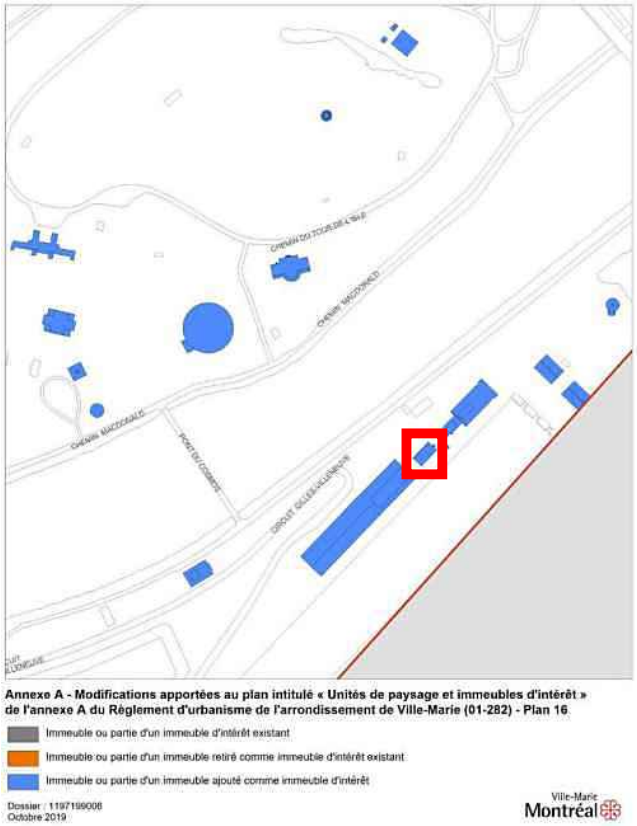
Modifications



- Les gradins du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.



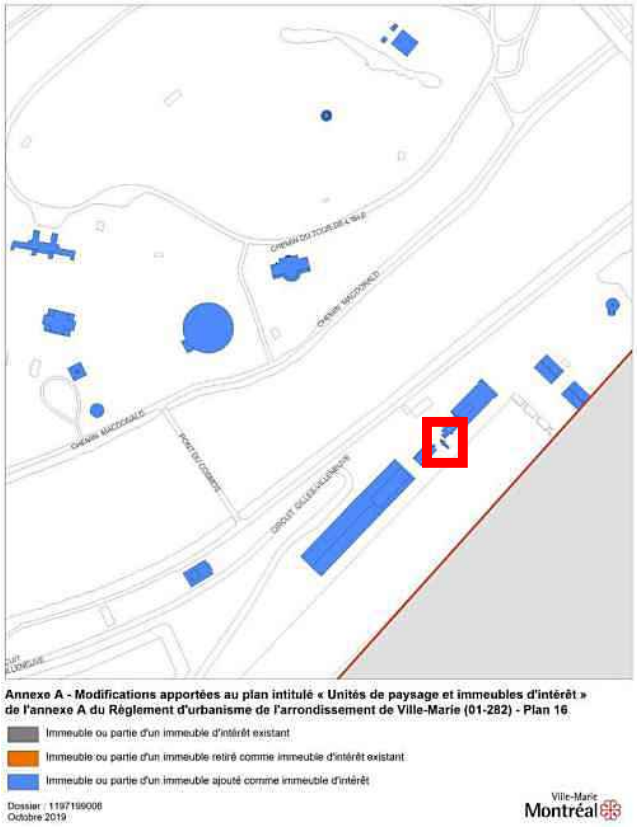
Modifications



- Le bâtiment administratif du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.



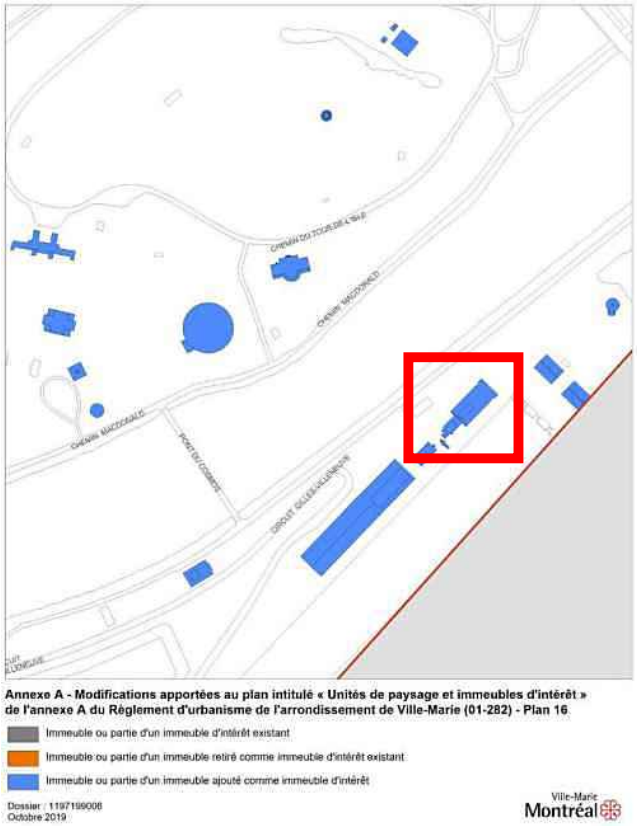
Modifications



- La tour d'arrivée du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.



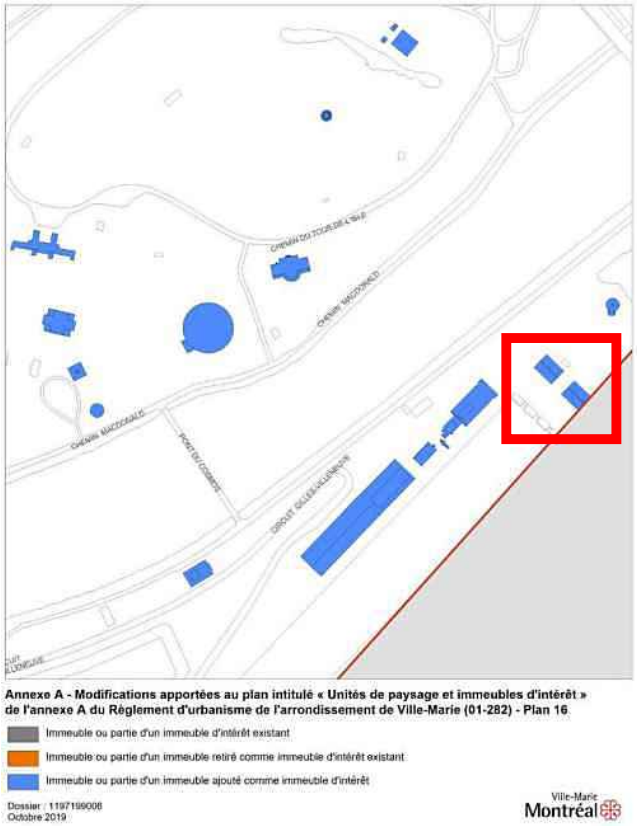
Modifications



- Le Quartier des athlètes du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.



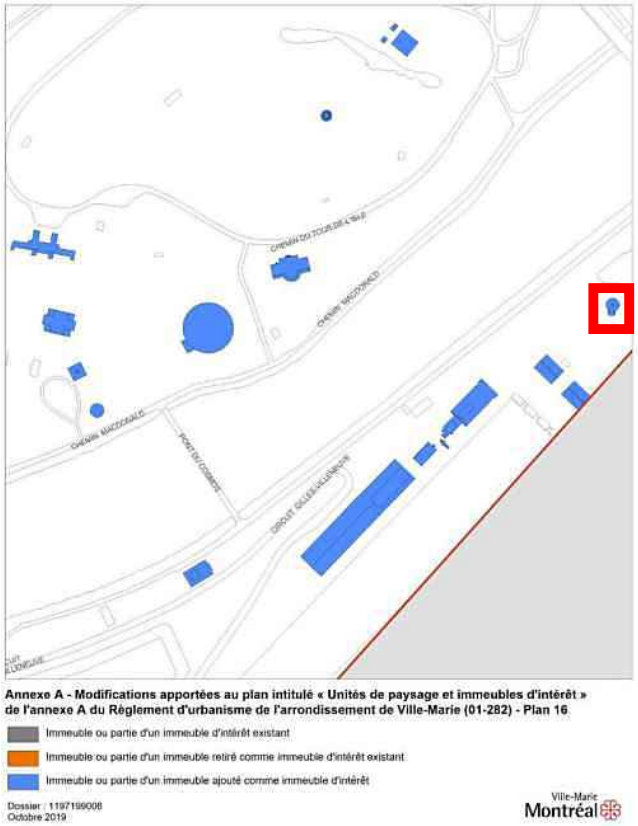
Modifications



- Les hangars du bassin Olympique :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue des Jeux olympiques.



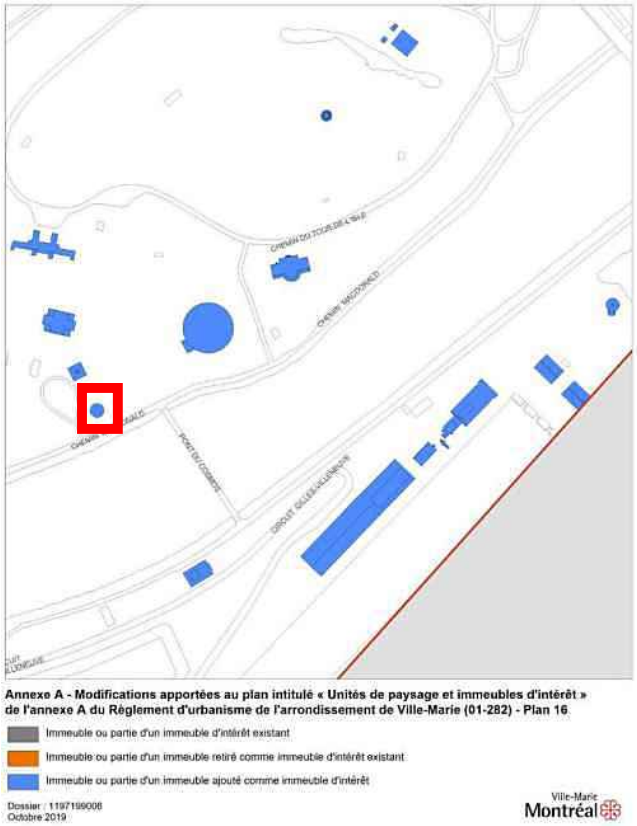
Modifications



- La station de pompage de l'usine d'épuration de l'île Notre-Dame :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



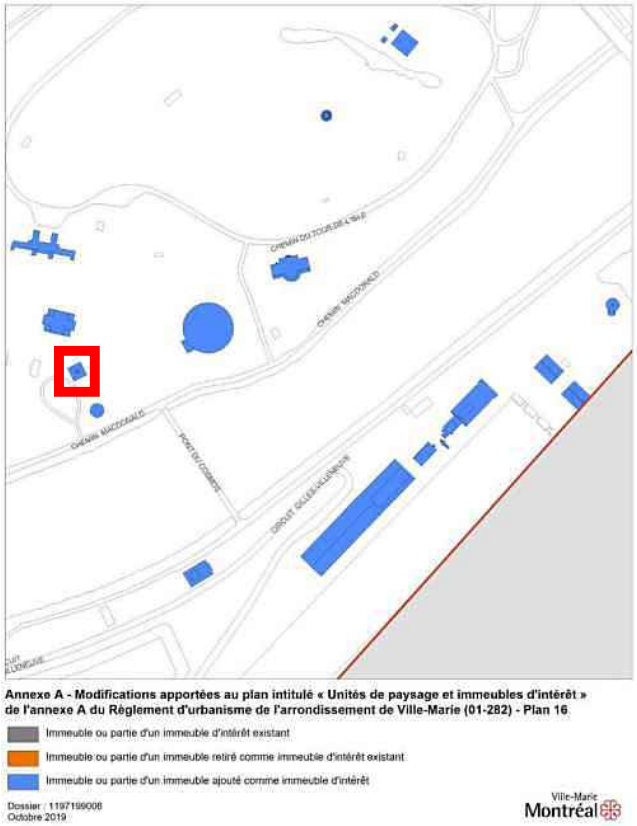
Modifications



- La Rotonde/le Service bancaire d'Expo 67 :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment d'Expo 67).



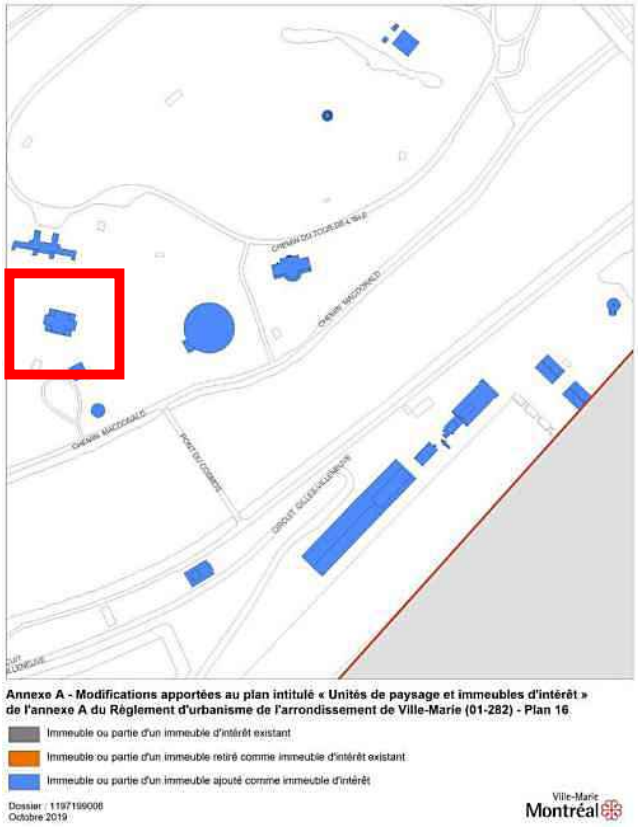
Modifications



- Le pavillon de la Corée :
  - ajout, car listé à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment d'Expo 67).



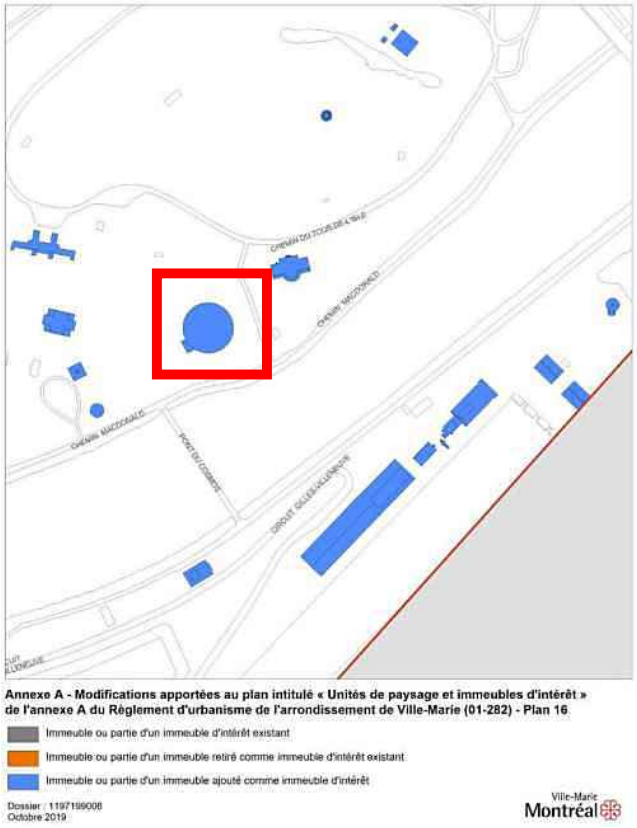
Modifications



- La station de métro Jean-Drapeau :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment d'Expo 67).



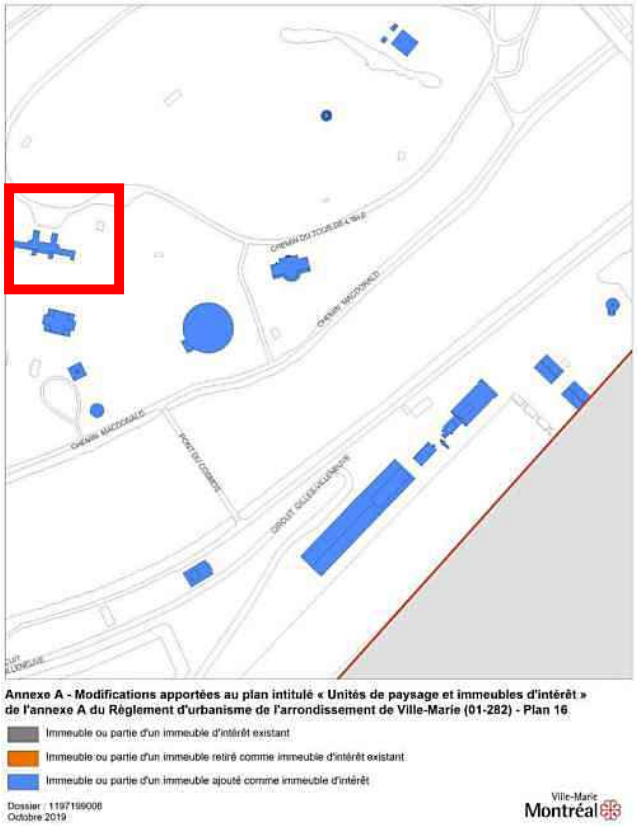
Modifications



- La Biosphère/le pavillon des États-Unis :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment d'Expo 67).



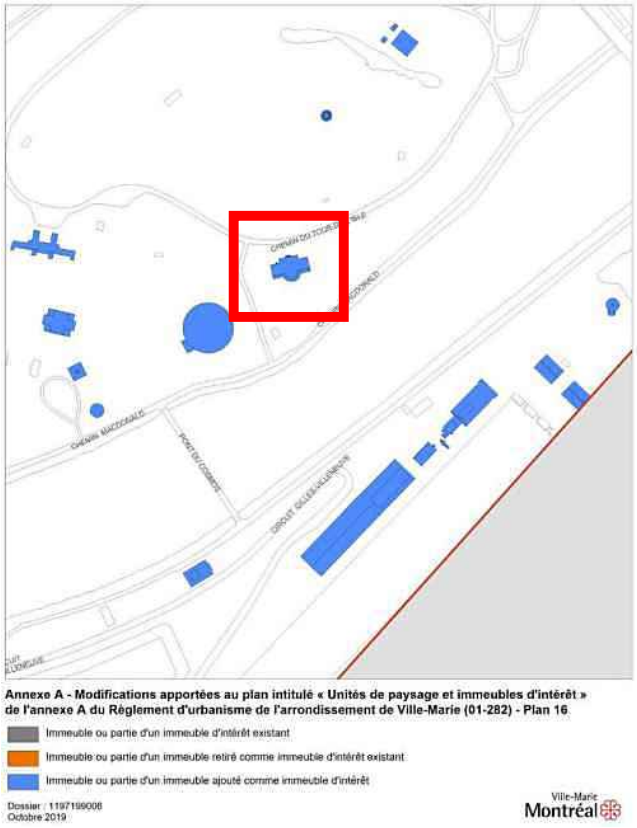
Modifications



- Le Complexe aquatique de l'île Sainte-Hélène/le pavillon des baigneurs :
  - ajout, car listé à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment municipal de parc).



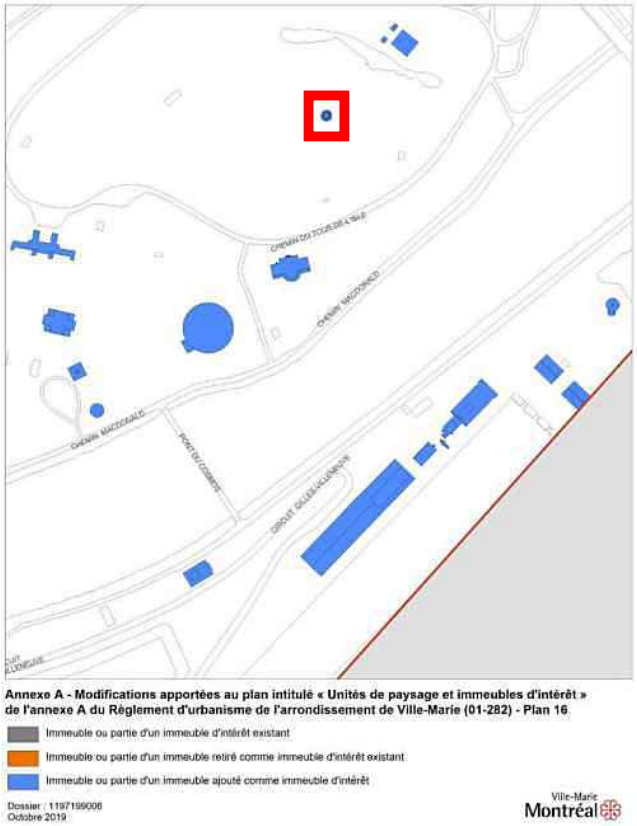
Modifications



- Le pavillon Hélène-De Champlain/le pavillon des sports :
  - ajout, car listé à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment municipal de parc).



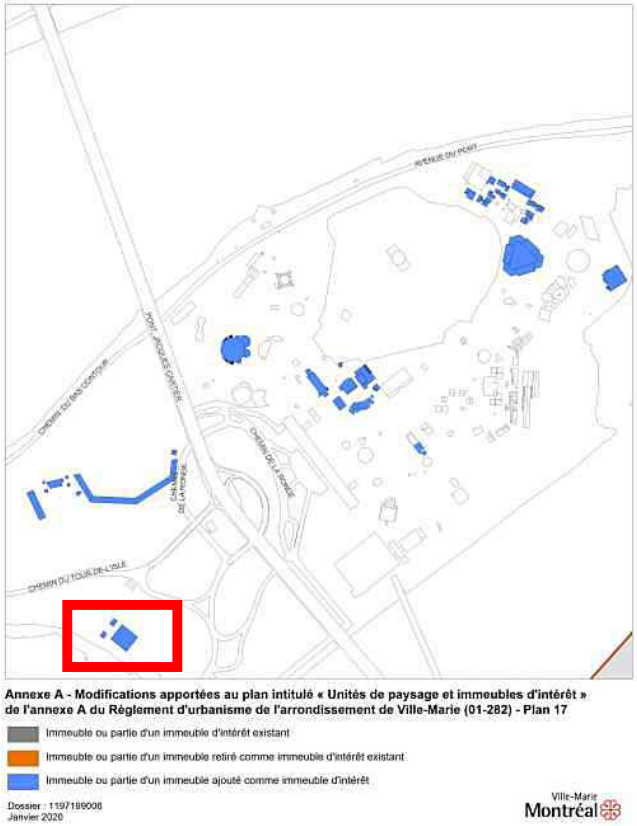
Modifications



- La tour de Lévis :
  - ajout, car listé à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (bâtiment municipal de parc).



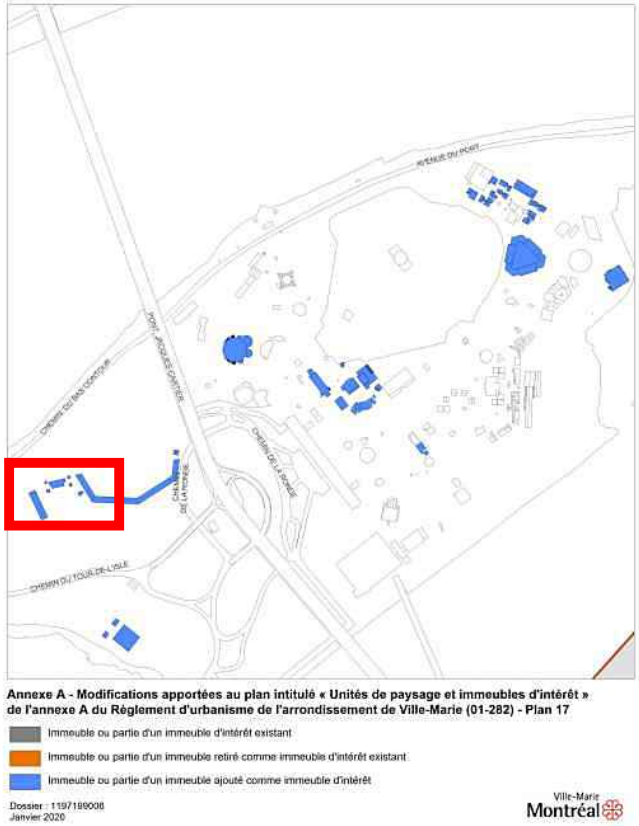
Modifications



- La grande poudrière :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



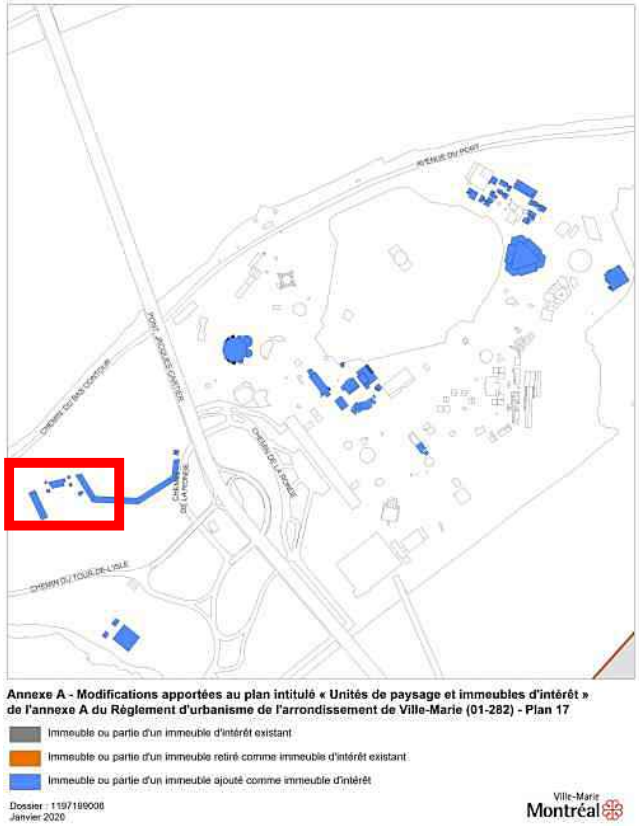
Modifications



- Le mur de l'enceinte fortifiée :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



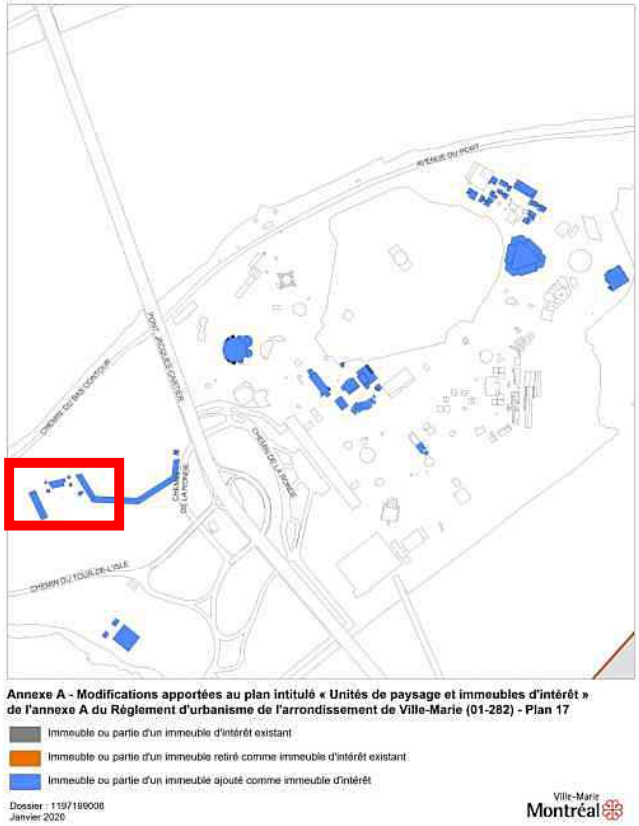
Modifications



- Le lavoir :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



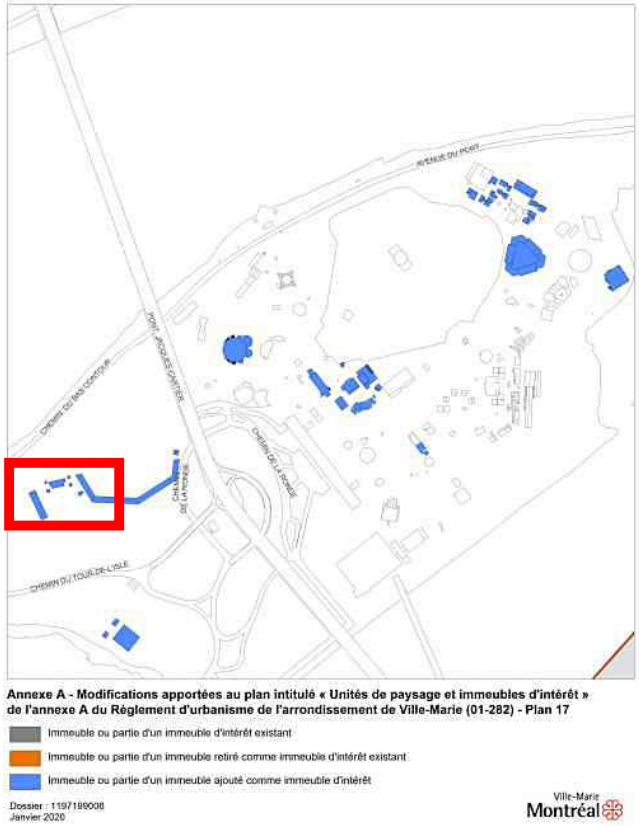
Modifications



- La petite poudrière :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



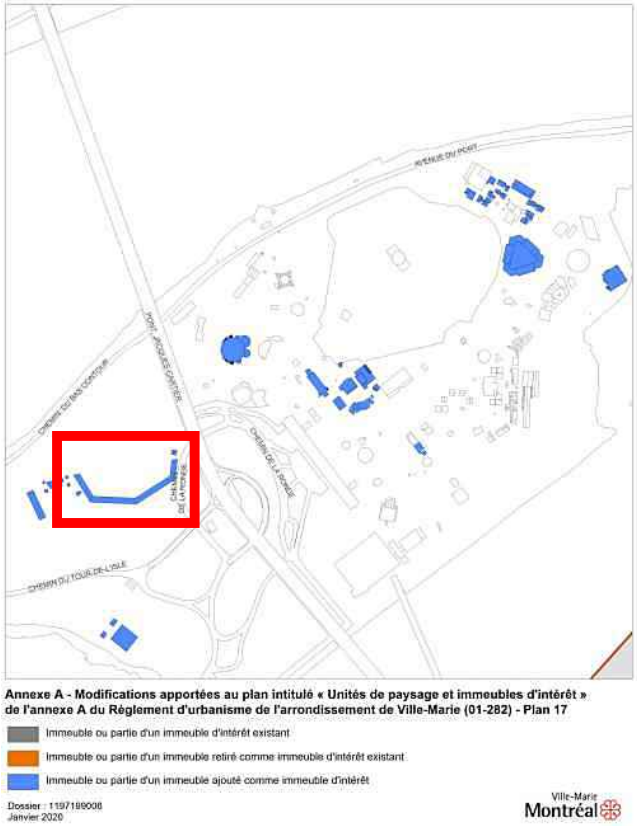
Modifications



- La caserne :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



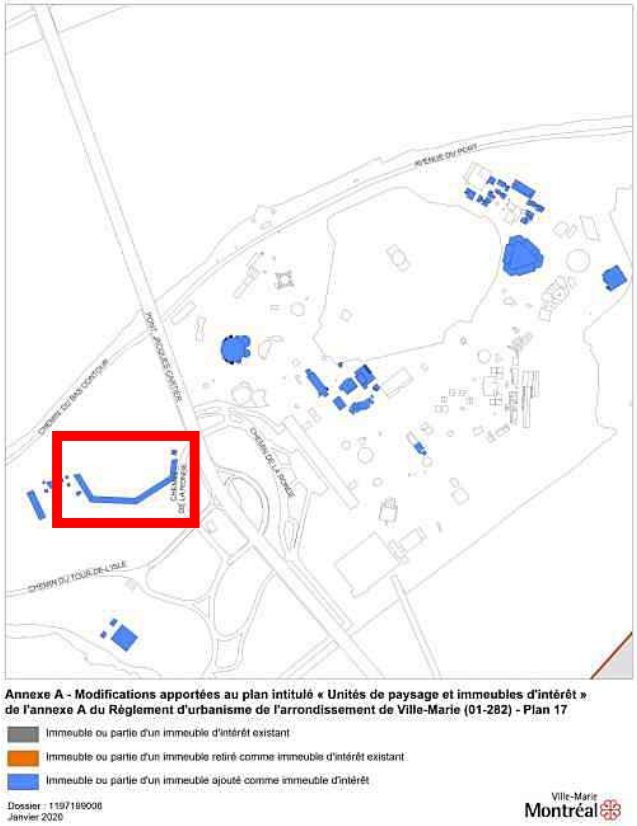
Modifications



- L'arsenal :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



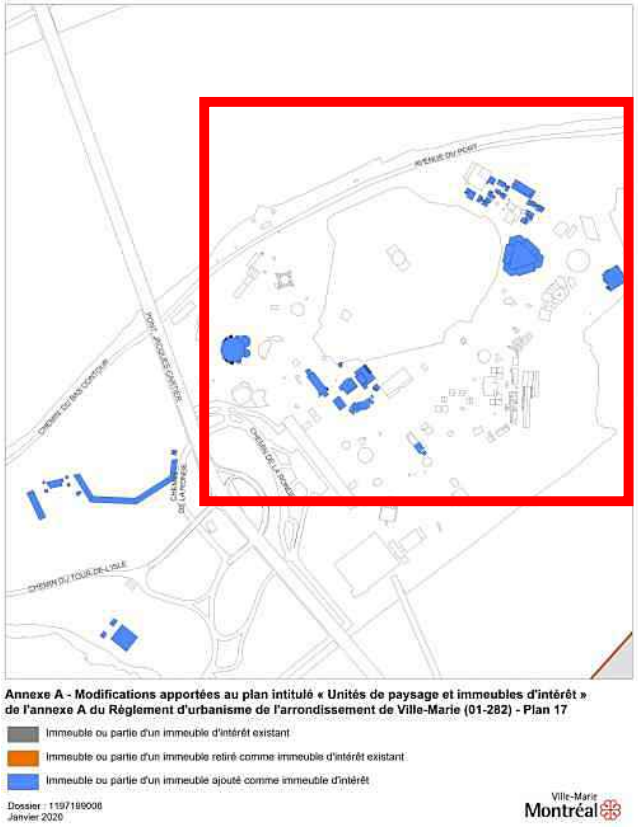
Modifications



- Le corps de garde :
  - ajout, car listée à la réglementation relative au site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène (composante du site militaire).



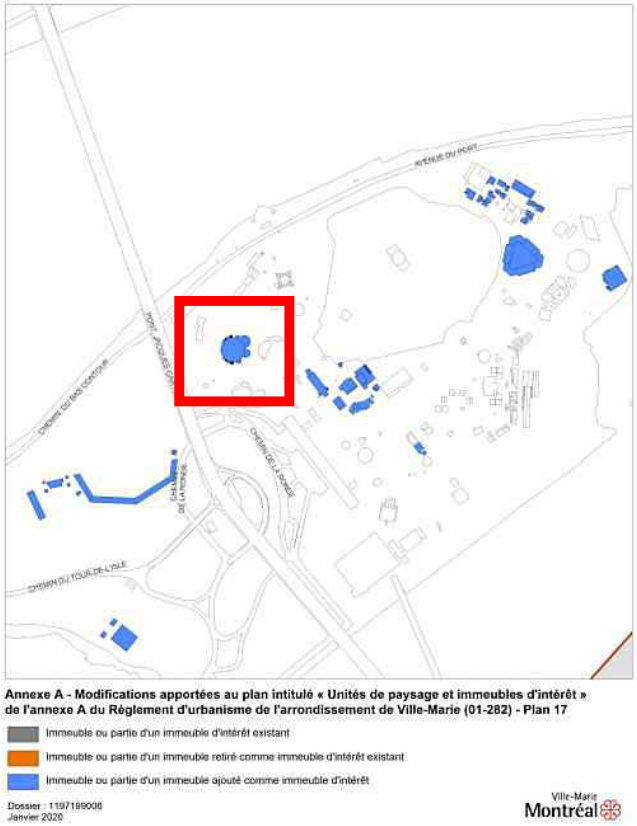
Modifications



- Le parc d'amusement La Ronde comme vestige permanent et vivant d'Expo 67 :
  - présence de 4 bâtiments et 2 ensembles majeurs avec une bonne intégrité;
  - énoncé d'intérêt patrimonial réalisé.



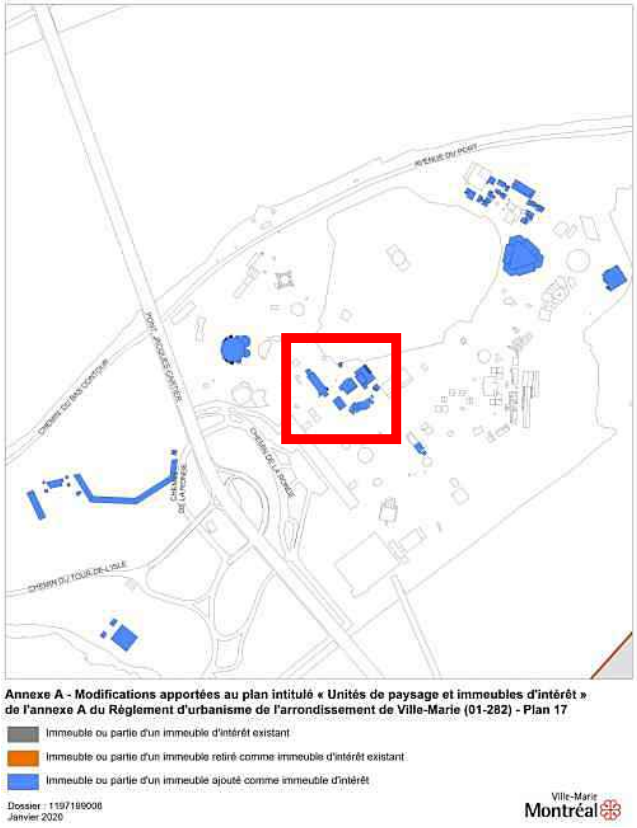
Modifications



- Le Cirque marin Alcan :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67;
  - sa contrepartie, l'Aquarium de Montréal, a été démolie en 1998 et remplacée (restaurant).



Modifications



- Le Fort Edmonton :
  - ajout d'un ensemble de bâtiments présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67 (incluant le vestige de la Pitoune, conservé après la démolition en 2018).



Modifications



- Le Fort Edmonton :
  - ajout d'un ensemble de bâtiments présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67 (incluant le vestige de la Pitoune, conservé après la démolition en 2018).



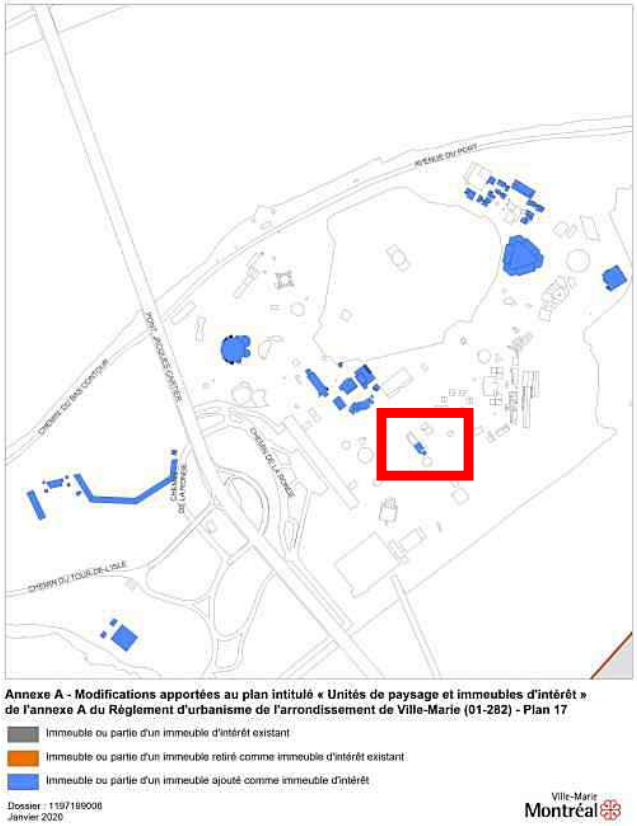
Modifications



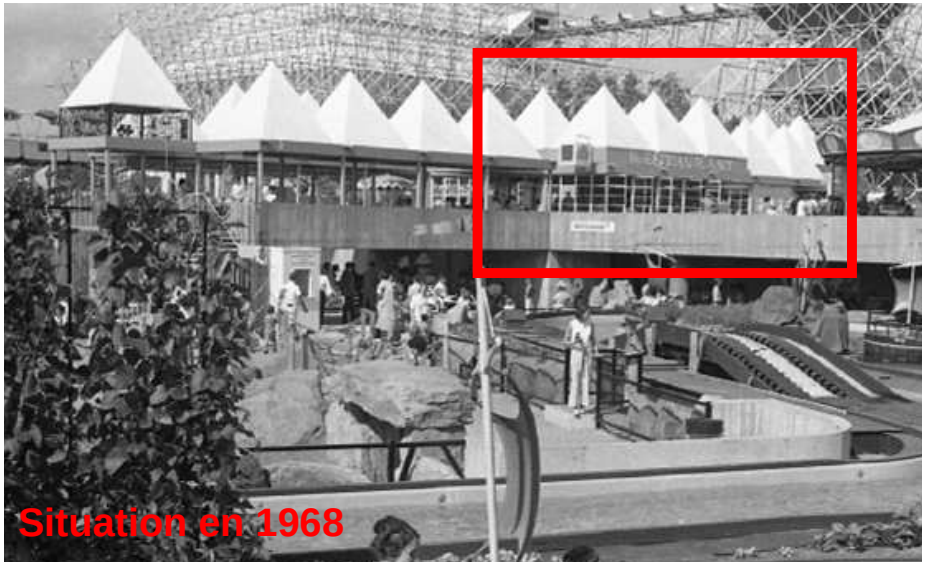
- Les vestiges du pavillon de services du « Monde des Petits » :
  - ajout d'une partie d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



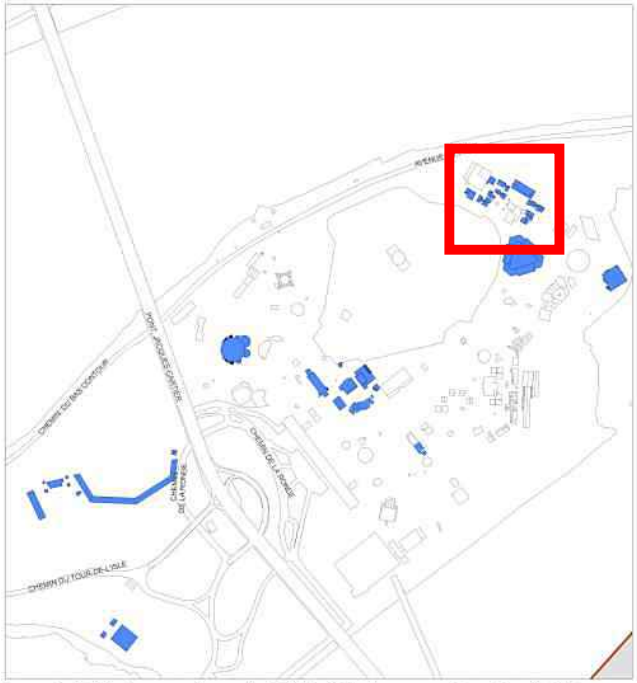
Modifications



- Les vestiges du pavillon de services du « Monde des Petits » :
  - ajout d'une partie d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



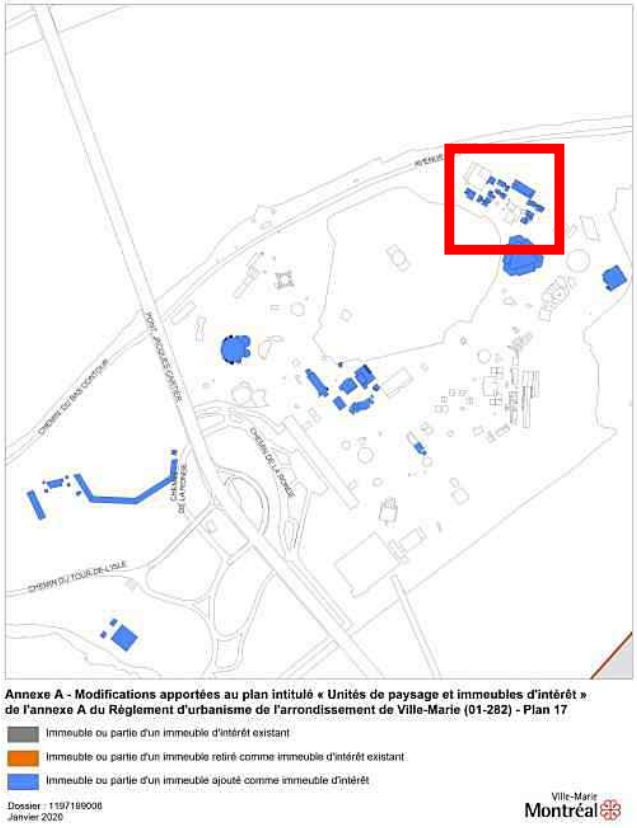
Modifications



- Le Village canadien :
  - ajout d'un ensemble de bâtiments présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67 (démolition d'un bâtiment et de la place en 2010 pour la construction d'Ednör).



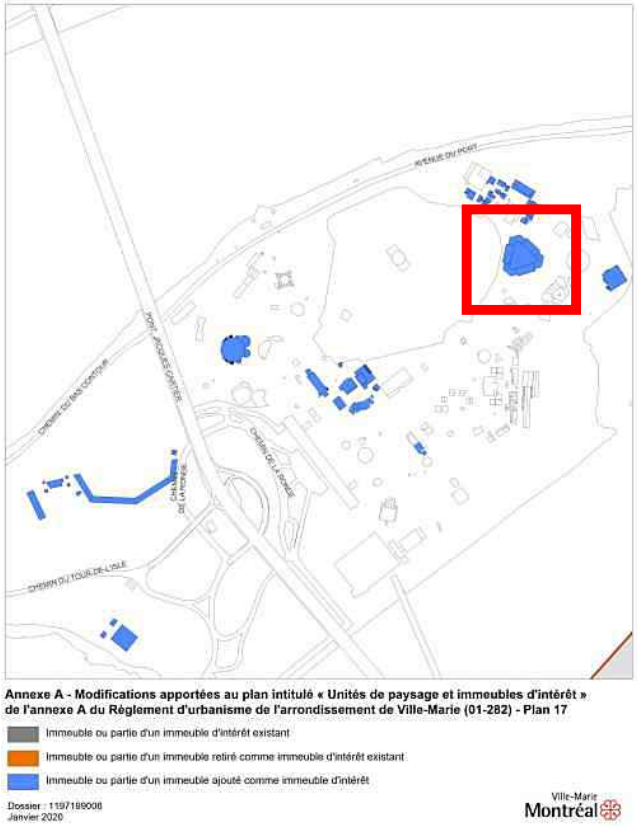
Modifications



- Le Village canadien :
  - ajout d'un ensemble de bâtiments présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67 (démolition d'un bâtiment et de la place en 2010 pour la construction d'Ednör).



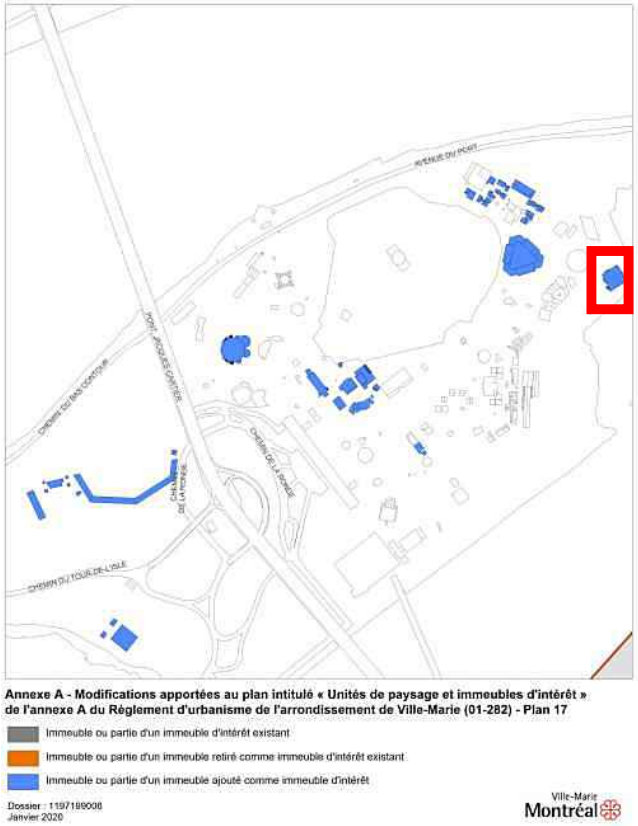
Modifications



- Le Jardin des Étoiles :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



Modifications



- La Marinière :
  - ajout d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial en lien avec la tenue d'Expo 67.



Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Avis de motion: CA19 240568

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01 -282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.11
CA-24-282.119
1197199006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240570

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter un premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

Adoptée à l'unanimité.

40.11.1
CA-24-282.119
1197199006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1197199006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-28 10:42

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite réviser son plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville -Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240040 - 14 février 2017 - Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme afin d'autoriser la catégorie M.6 sur l'ensemble de l'emplacement du bâtiment situé au 987-991, rue Côté – Adoption [Ajout d'un immeuble d'intérêt] (1167199015).
CA16 240495 - 6 octobre 2016 - Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), le Règlement sur les opérations cadastrales (O-1), le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin d'assurer, notamment, la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) – Adoption [« Omnibus 2 » : Ajout d'un immeuble d'intérêt] (1166347002).

CA13 240199 - 25 avril 2013 - Adopter un règlement ne comportant que les dispositions du Règlement CA-24-282.97 qui n'ont pas entraîné la désapprobation du règlement lors de l'examen de conformité au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal – Adoption [« Omnibus 1 » : Remplacement des immeubles significatifs préexistants par des immeubles d'intérêt et nouveaux plans de l'annexe A] (1136090034).

DESCRIPTION

Le site
Berceau de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie abrite un riche patrimoine bâti témoignant de son évolution depuis sa fondation en 1642 jusqu'à ce jour, près d'un demi-millénaire plus tard. De plus, certains événements internationaux marquants s'y sont tenu tels que l'Exposition universelle et internationale de 1967, « Expo 67 », et certaines compétitions des Jeux de la XXIe Olympiade, Montréal 1976, « Jeux olympiques », au bassin Olympique.

Il en résulte pour ce territoire plusieurs niveaux de protection accordés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), tant de portée nationale, dont 2 sites patrimoniaux déclarés, 8 sites patrimoniaux classés, 70 immeubles patrimoniaux classés et 19 aires de protection, que de portée municipale, dont 3 sites patrimoniaux cités et 9 immeubles patrimoniaux cités. De plus, au niveau municipal, le Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) liste 74 bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur patrimoniale exceptionnelle pour l'arrondissement.

Ainsi, au niveau local, l'ensemble du territoire de l'arrondissement est divisé en unités de paysage, la réglementation prévoyant notamment des objectifs, critères et caractéristiques applicables aux nouvelles constructions et transformations de bâtiment existant, en plus de l'identification de 87 immeubles d'intérêt existants pouvant recouper certains des autres statuts précédemment évoqués.

Le projet
La demande vise à réviser les immeubles actuellement identifiés comme immeubles d'intérêt au Règlement d'urbanisme en intervenant sur le plan de l'annexe A pour :

· retirer 6 immeubles d'intérêt existants découlant d'erreurs d'identification initiales lors de la précédente révision en 2013 (« Omnibus 1 »);
· corriger le tracé de 27 immeubles d'intérêt existants par l'ajout ou le retrait de parties de bâtiment résultant d'erreurs de délimitations lors de la précédente révision;
· ajouter 73 nouveaux immeubles d'intérêt, dont 39 listés par le Plan d'urbanisme.

Les changements proposés seront introduits à même le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme.

Le cadre réglementaire
L'article 127.23 du Règlement d'urbanisme prévoit des caractéristiques supplémentaires à considérer dans le cadre d'une révision de projet préalable à la délivrance d'un permis ou certificat, notamment à l'égard du respect du caractère distinctif du bâtiment, à la protection de ses parties ou caractéristiques exprimant les conditions sociales, politiques, économiques ou technologiques de son époque de construction, au plan et aux matériaux d'origine, etc. D'autres critères généraux prévus à l'article 127 s'appliquent également à de tels immeubles d'intérêt.

La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en bonifiant la protection de certains témoins incontournables du patrimoine montréalais, notamment celui de l'Expo 67 et des Jeux olympiques, incluant à la Cité du Havre, au parc Jean-Drapeau, au Casino et à La Ronde, les immeubles visés de ces secteurs ayant été identifiés dans le cadre d'énoncés d'intérêt patrimoniaux ou par le Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Île-Sainte-Hélène.
Il améliore également la cohérence entre la réglementation locale et les visées du Plan d'urbanisme en complétant l'exercice d'identification, comme immeubles d'intérêt, des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural du Plan (incluant tous les lieux de culte listés), en plus de prévoir l'ajout de certains bâtiments complémentaires à ceux-ci ou aux anciens noyaux de quartier ou composant des alignements bâtis remarquables.

Suivant l'adoption et l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires, l'arrondissement

et le CCU auront les outils nécessaires pour favoriser la préservation et la transmission de ce bâti d'exception aux générations futures.

Il est anticipé que des exercices futurs de révision permettront de bonifier plus encore ce collectif de témoins matériels patrimoniaux locaux que constituent les immeubles d'intérêt.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement;
Délivrance d'un certificat de conformité;
Avis public annonçant l'entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-27

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
s. o.
4.3.2

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE**
Endroit :	Arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à réviser les immeubles actuellement identifiés comme immeubles d'intérêt au *Règlement d'urbanisme 01-282* en intervenant sur le plan de l'annexe A pour retirer 6 immeubles d'intérêt existants découlant d'erreurs d'identification initiales lors de la précédente révision en 2013 (« Omnibus 1 »), de corriger le tracé de 27 immeubles d'intérêt existants, par l'ajout ou le retrait de parties de bâtiment résultant d'erreurs de délimitations lors de la précédente révision, et d'ajouter 73 nouveaux immeubles d'intérêt, dont 39 listés par le Plan d'urbanisme. Les changements proposés seront introduits à même le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Les articles 127 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoient des critères et caractéristiques supplémentaires à considérer dans le cadre d'une révision de projet préalable à la délivrance d'un permis ou certificat, notamment à l'égard du respect du caractère distinctif du bâtiment, à la protection de ses parties ou caractéristiques exprimant les conditions sociales, politiques, économiques ou technologiques de son époque de construction, au plan et aux matériaux d'origine. La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en bonifiant la protection de certains témoins incontournables du patrimoine montréalais.
Considérant que :	La proposition améliore également la cohérence entre la réglementation locale et les visées du Plan d'urbanisme en complétant l'exercice d'identification, comme immeubles d'intérêt, des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural du Plan, en plus de prévoir l'ajout de certains bâtiments complémentaires à ceux-ci ou aux anciens noyaux de quartier ou composant des alignements bâtis remarquables.

Considérant que : Cette révision permettra à l'arrondissement et au CCU d'avoir les outils nécessaires pour favoriser la préservation et la transmission de ce bâti d'exception.

Considérant que : Le détail de la centaine d'interventions proposées illustrées dans la présentation, ne pourra faire l'objet d'une évaluation adéquate de la demande et qu'il serait préférable pour les membres d'en prendre connaissance adéquatement avant de pouvoir émettre un avis lors d'une séance subséquente.

Par conséquent, le comité consultatif d'urbanisme reporte ce dossier à une séance subséquente.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 novembre 2019
s. o.
4.3.1

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – RÉVISION DES IMMEUBLES D'INTÉRÊT**
Endroit :	Arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à réviser les immeubles actuellement identifiés comme immeubles d'intérêt au *Règlement d'urbanisme 01-282* en intervenant sur le plan de l'annexe A pour retirer 6 immeubles d'intérêt existants découlant d'erreurs d'identification initiales lors de la précédente révision en 2013 (« Omnibus 1 »), de corriger le tracé de 27 immeubles d'intérêt existants, par l'ajout ou le retrait de parties de bâtiment résultant d'erreurs de délimitations lors de la précédente révision, et d'ajouter 73 nouveaux immeubles d'intérêt, dont 39 listés par le Plan d'urbanisme. Les changements proposés seront introduits à même le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Les articles 127 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoient des critères et caractéristiques supplémentaires à considérer dans le cadre d'une révision de projet préalable à la délivrance d'un permis ou certificat, notamment à l'égard du respect du caractère distinctif du bâtiment, à la protection de ses parties ou caractéristiques exprimant les conditions sociales, politiques, économiques ou technologiques de son époque de construction, au plan et aux matériaux d'origine. La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en bonifiant la protection de certains témoins incontournables du patrimoine montréalais.
Considérant que :	La proposition améliore également la cohérence entre la réglementation locale et les visées du Plan d'urbanisme en complétant l'exercice d'identification, comme immeubles d'intérêt, des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural du Plan, en plus de prévoir l'ajout de certains bâtiments complémentaires à ceux-ci ou aux anciens noyaux de quartier ou composant des alignements bâtis remarquables.

Considérant que : Cette révision permettra à l'arrondissement et au CCU d'avoir les outils nécessaires pour favoriser la préservation et la transmission de ce bâti d'exception.

Considérant que : Les membres de comité ont pu consulter plus adéquatement la présentation des sites depuis le report à la dernière séance ainsi que les ajustements apportés depuis (Radio-Canada, Molson et U-Haul).

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.119 **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de rectifier et d'ajouter certains immeubles d'intérêt à travers le territoire**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° le retrait, comme immeubles d'intérêt sur ce plan, des immeubles ou parties d'immeubles d'intérêt existants illustrés en orange sur les plans 1 à 17 joints à l'annexe A du présent règlement;

2° l'ajout, comme immeubles d'intérêt sur ce plan, avec les adaptations nécessaires, des immeubles ou parties d'immeubles illustrés en bleu sur les plans 1 à 17 joints à l'annexe A du présent règlement.

_____

ANNEXE A
PLANS 1 À 17 INTITULÉS « MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT » DE L'ANNEXE A DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (01-282) »

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197199006) entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.

GDD 1197199006

PROJET



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 1

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 2

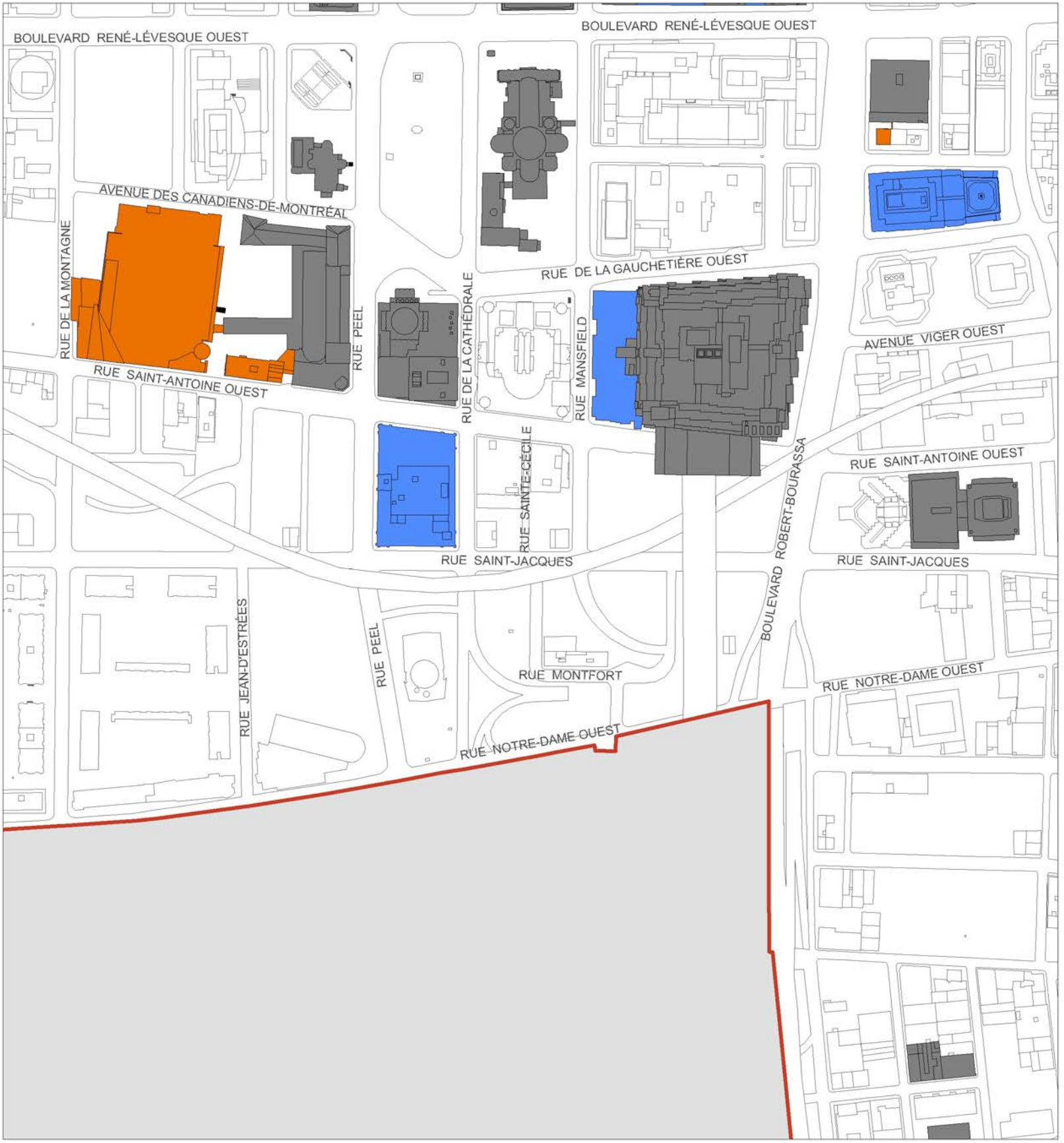
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 3

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 4

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 5

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 6

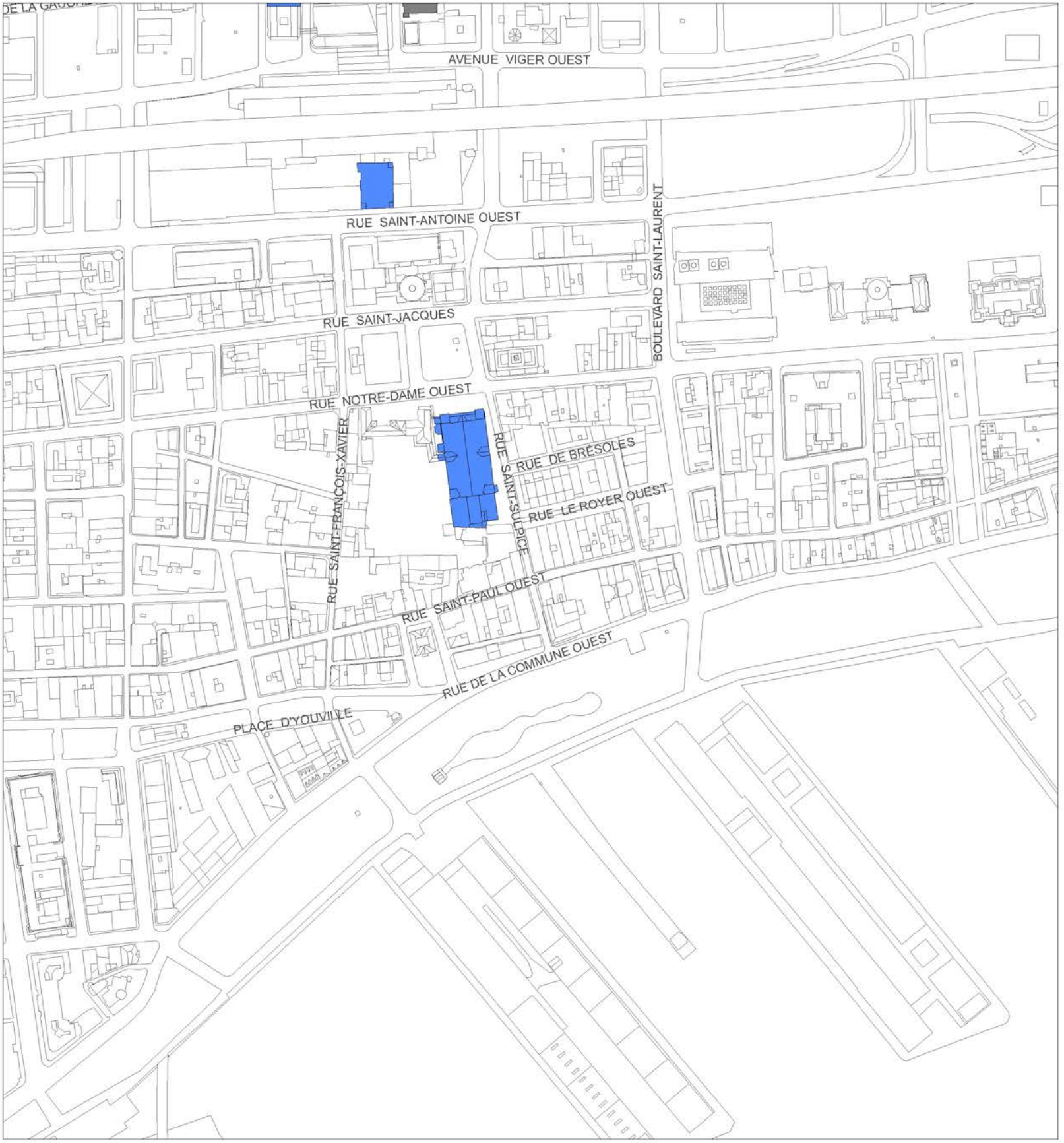
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 7

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 8

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 9

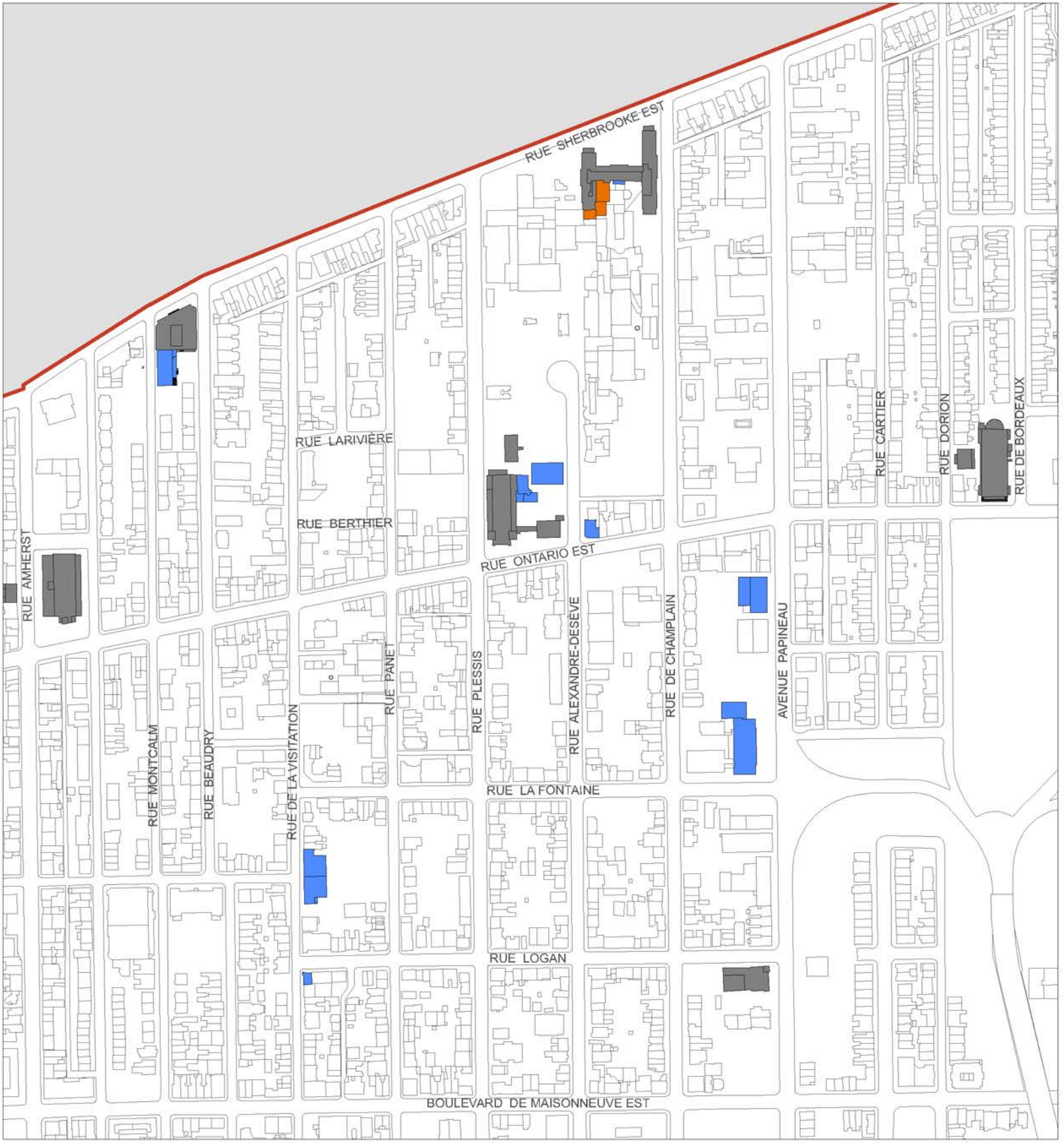
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 10

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 11

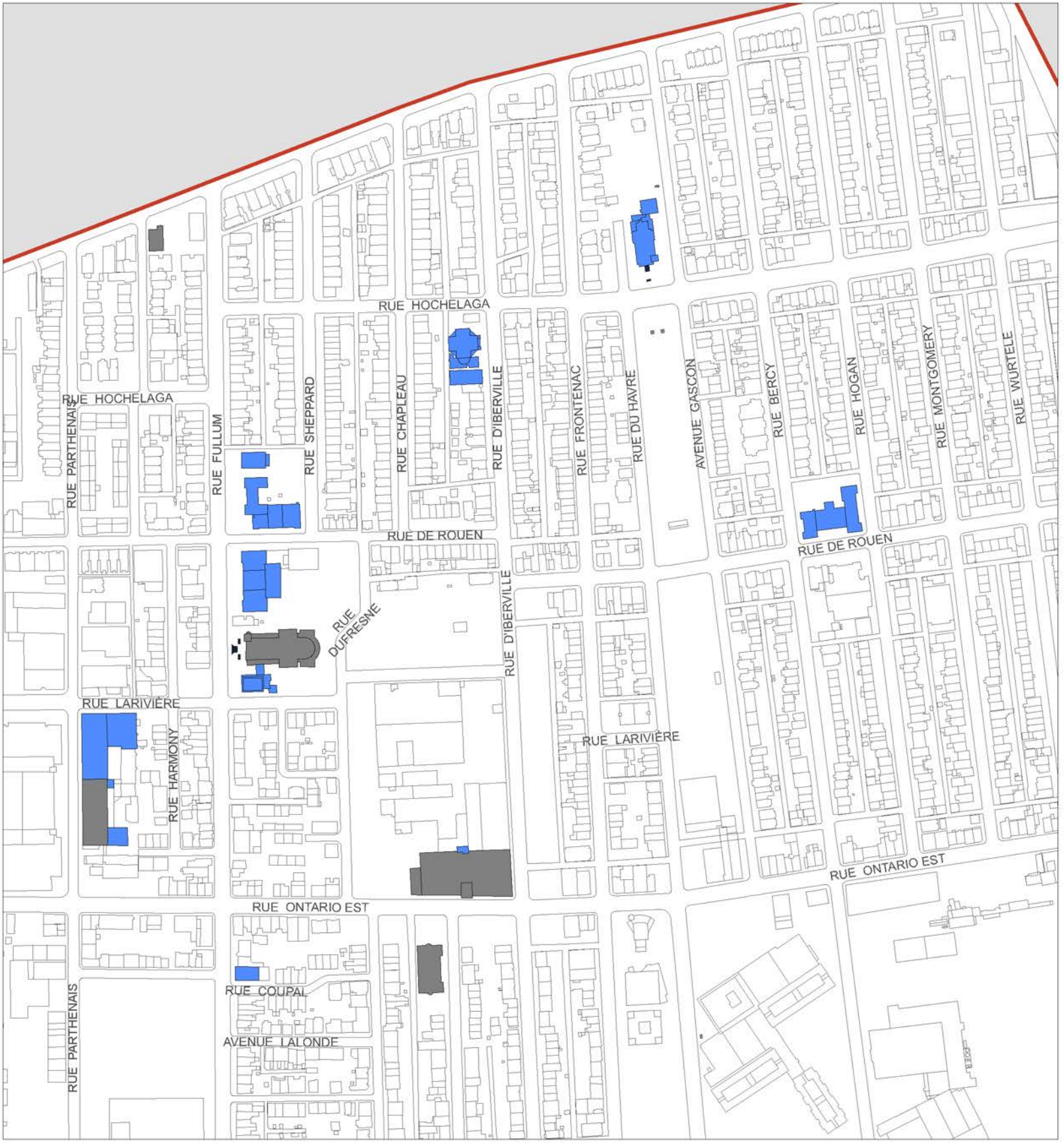
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 12

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 13

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 14

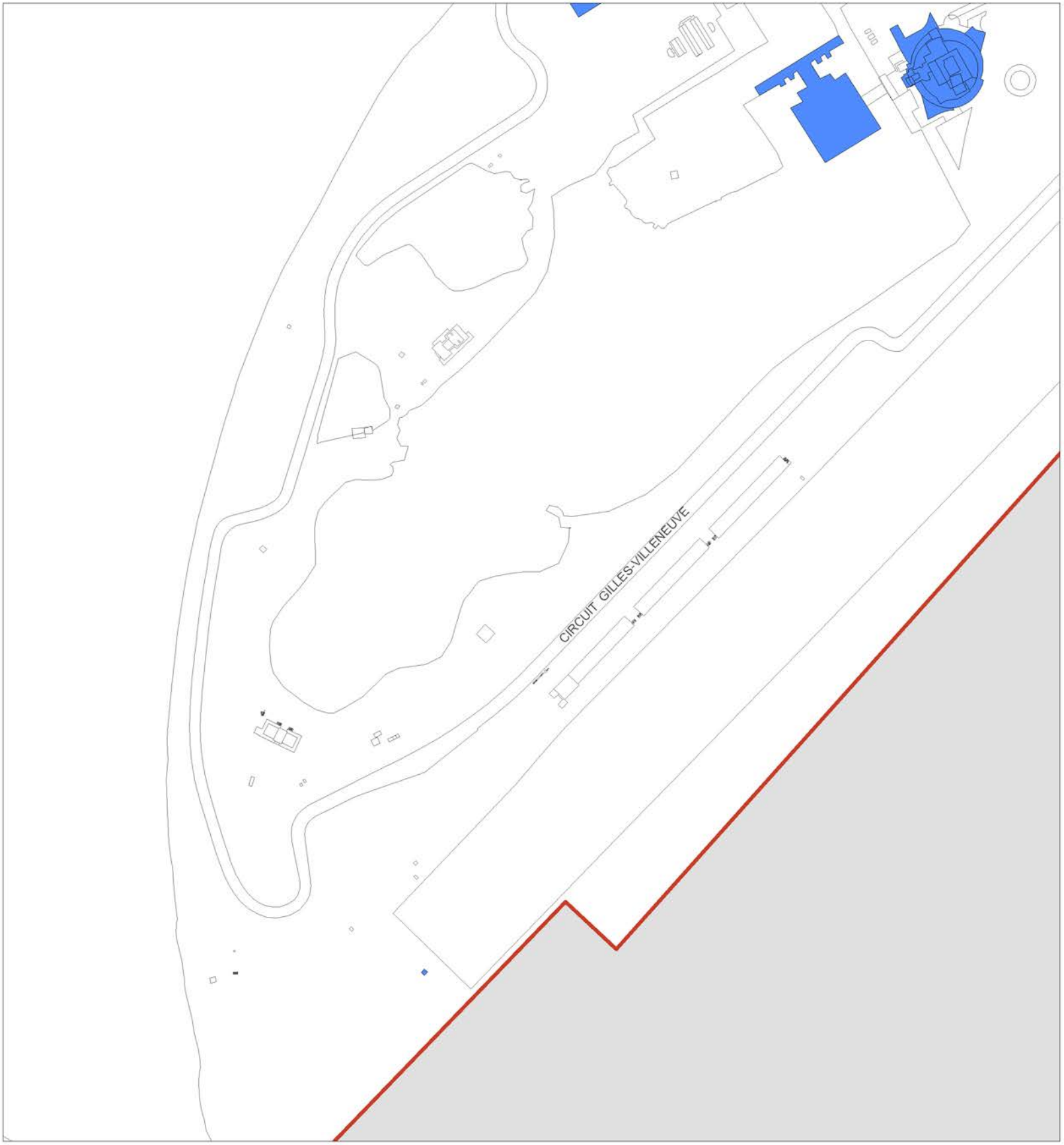
Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 15

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 16

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Modifications apportées au plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - Plan 17

Immeuble ou partie d'un immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble retiré comme immeuble d'intérêt existant

Immeuble ou partie d'un immeuble ajouté comme immeuble d'intérêt

Dossier : 1197199006
Octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.06

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1198398008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario

D'adopter, avec changements, un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale à 3 étages et maximale à 16 mètres aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 14:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198398008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 janvier 2020, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité a proposé, à la suite d'une intervention de personnes intéressées, de modifier le projet de règlement afin d'accroître le potentiel constructible des terrains aux abords de la station de métro Frontenac, et ce, conformément aux orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier Sainte-Marie. En ce sens, la proposition vise à créer une nouvelle zone en tête d'îlot. Ainsi dans cette zone, la densité maximale autorisée de 4,0 sera maintenue. La fourchette des taux d'implantation reste inchangée, soit entre 35 % et 85 %. Le mode d'implantation serait contigu. Le nombre d'étage minimale est de 3. Quant au nombre d'étage maximale autorisée, celle-ci est maintenue à 4. Cependant, la hauteur maximale en mètre est abaissée à 16. Les usages autorisées seraient ceux de la catégorie M.7C.

Les annexes A, B et E du projet de règlement initial ont été modifiées pour inclure ces changements.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Non-disponible

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'améliorer la cohérence à l'égard de certains objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie est modifié par l'insertion, à la sous-section 2 de la section VI du chapitre IV du titre III, avant l'article 208, de l'article suivant :

« **207.1.** Malgré l'article 207, dans un secteur de la catégorie M.4 situé entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario, les usages résidentiels sont interdits. ».

2. Le plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe A du présent règlement.

3. Le plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe B du présent règlement.

4. Le plan intitulé « Unités de paysages et immeubles d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe C du présent règlement.

5. Le plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe D du présent règlement.

6. Le plan intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe E du présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »

ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »

ANNEXE C

EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

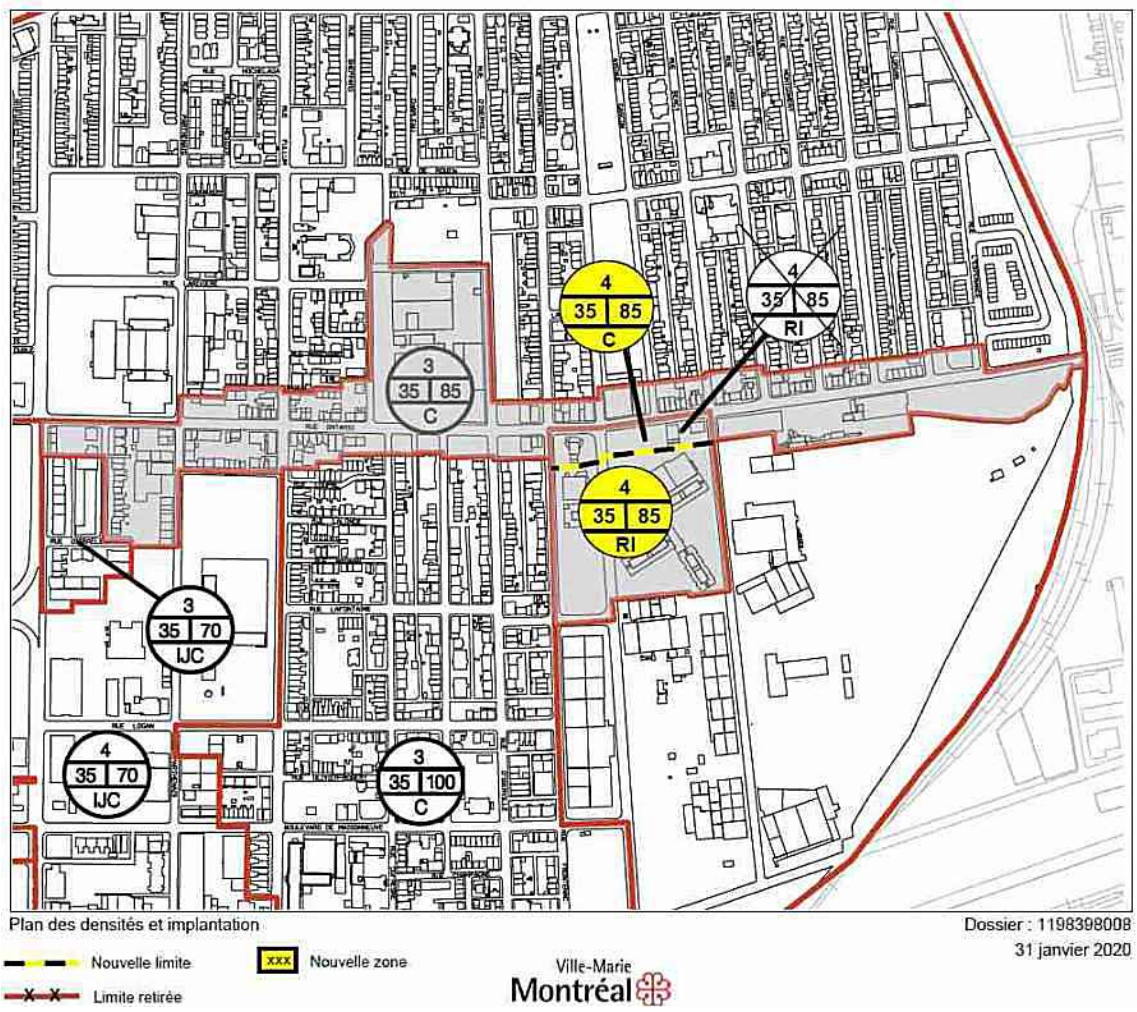
ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »

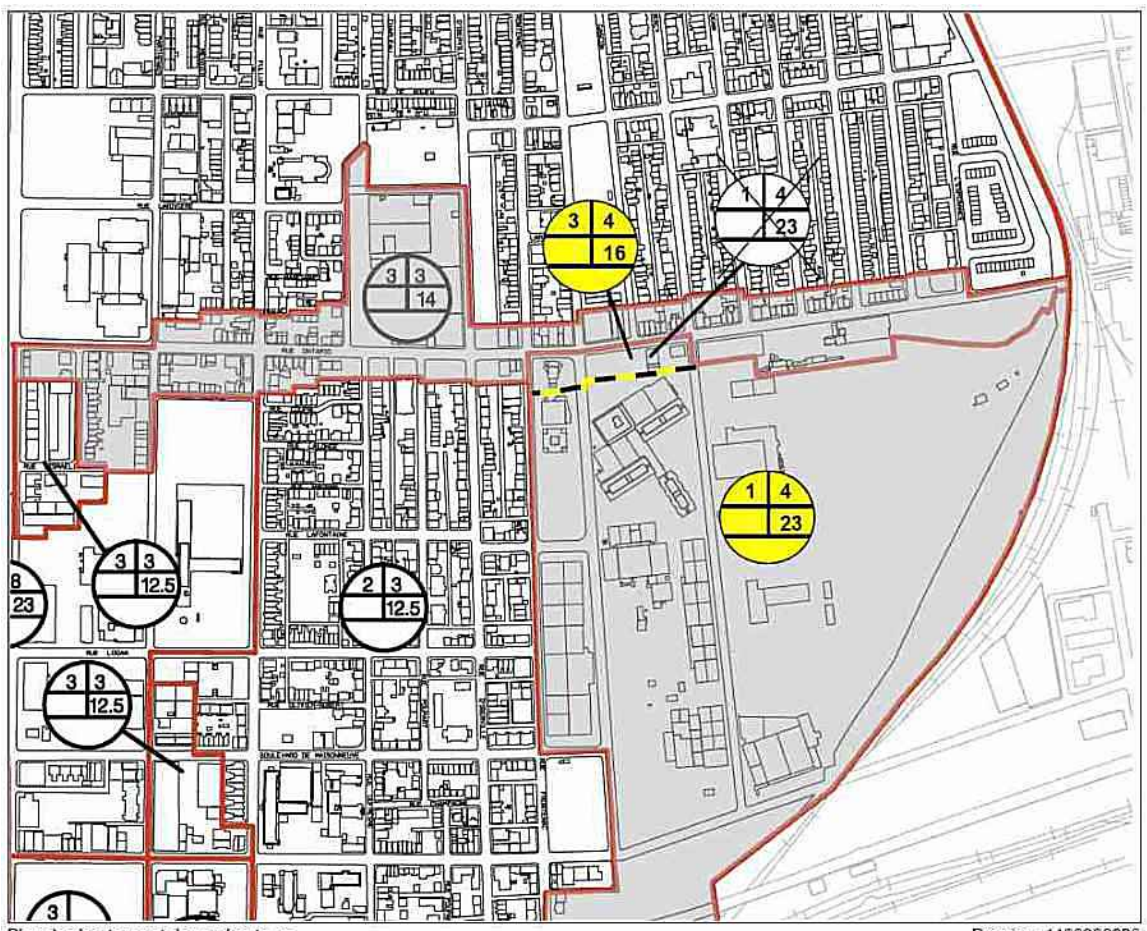
Un avis relatif à ce règlement (dossier 1198398008*) entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.*

GDD 1198398008

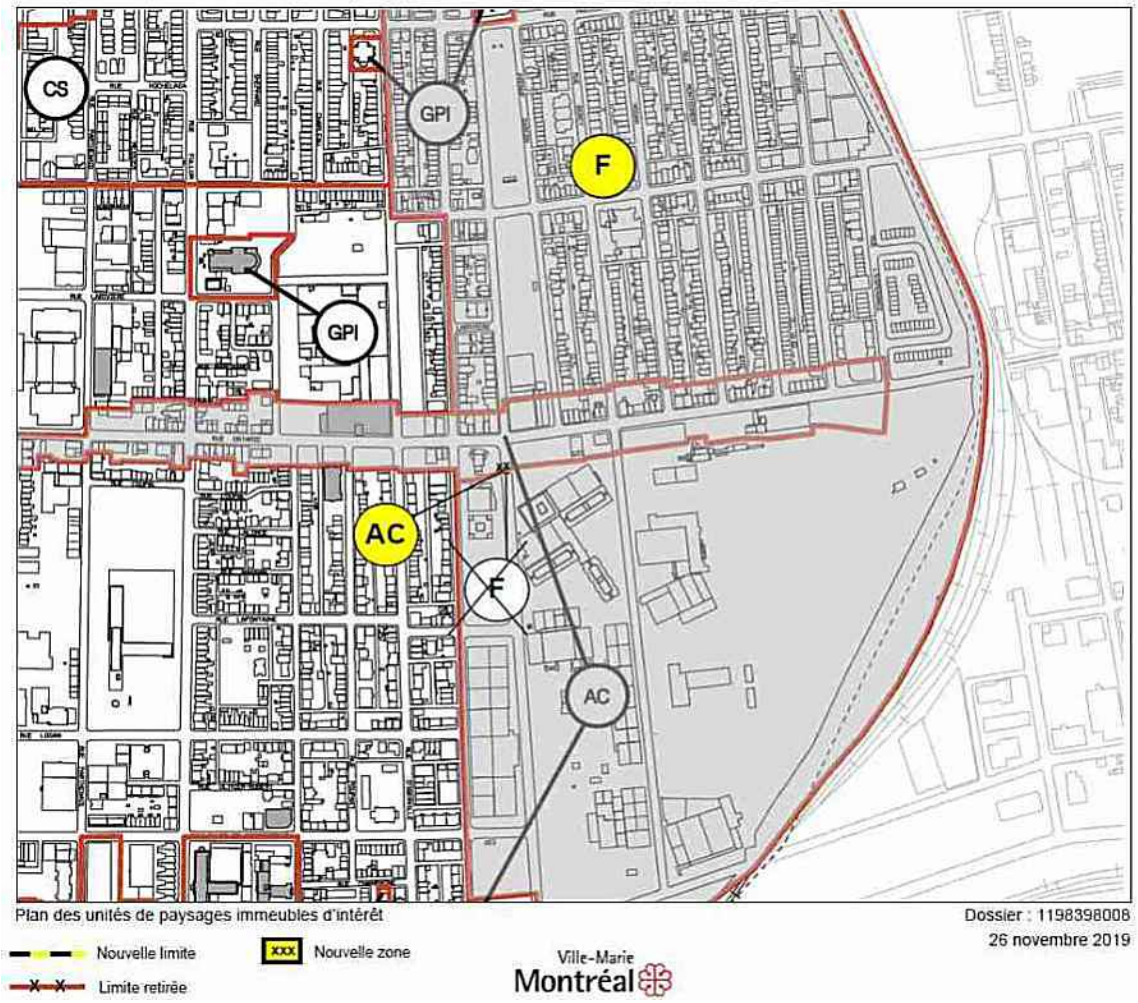
ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »



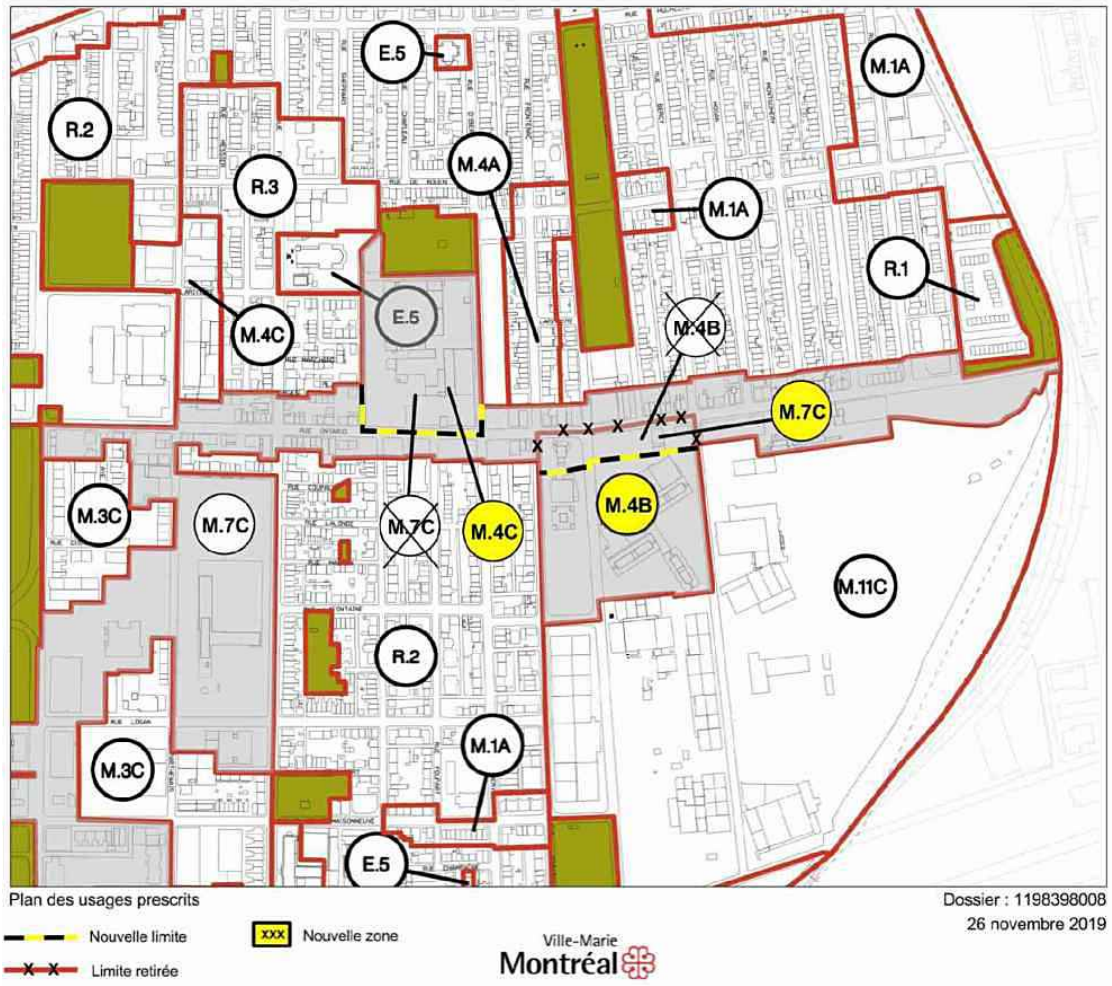
ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »



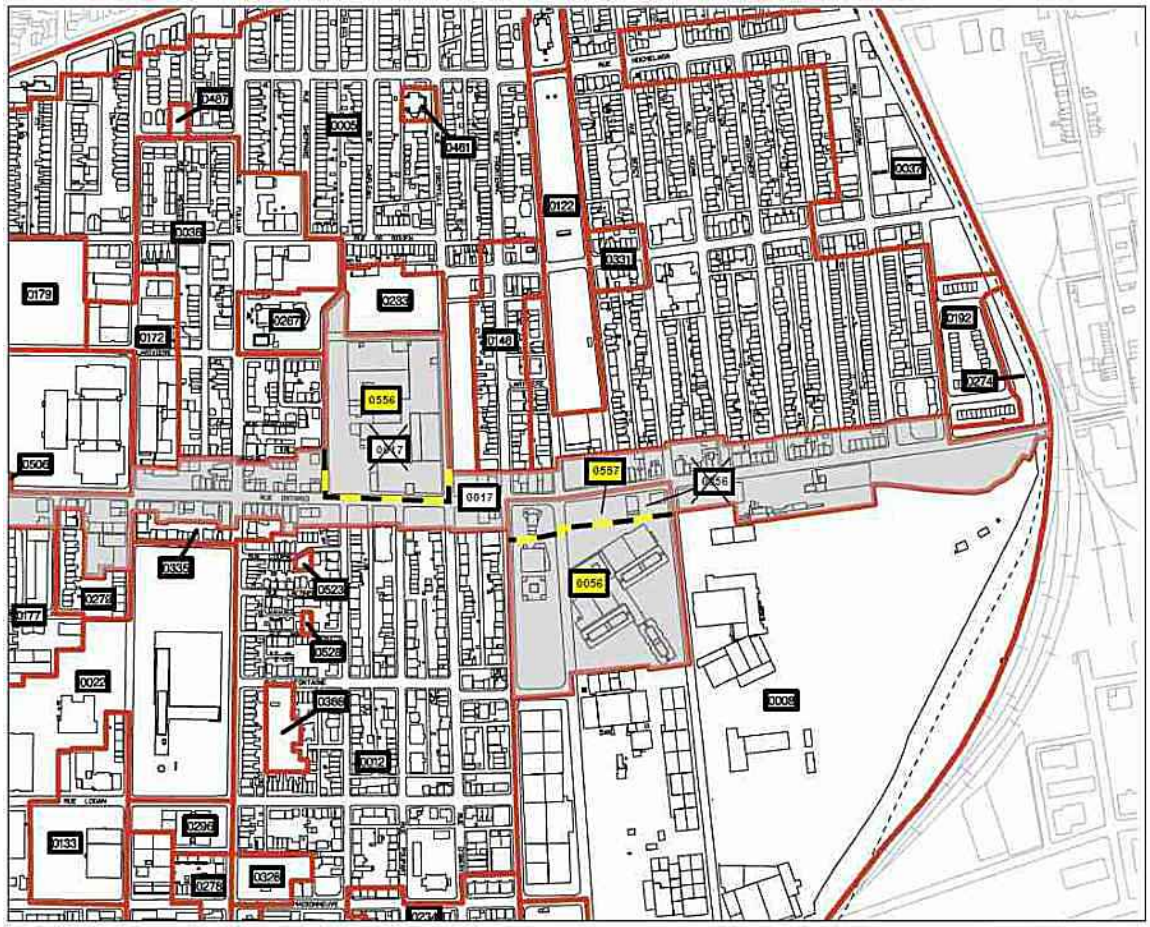
ANNEXE C
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »



ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »



ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »



Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Avis de motion: CA19 240582

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario – Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

40.23
CA-24-282.120
1198398008

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240584

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario – 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter un premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

Adoptée à l'unanimité.

40.23.1
CA-24-282.120
1198398008

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1198398008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-12-10 11:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198398008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario

CONTENU

CONTEXTE

Adopté en 2012, le Programme particulier d'urbanisme de Sainte-Marie (PPU) propose de modifier le Plan d'urbanisme (PU) afin d'attribuer l'affectation du sol « secteurs d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald. Actuellement, ces secteurs font respectivement partie des catégories d'usages M.4C et M.7C au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, permettant l'usage résidentiel. Afin de répondre aux objectifs du PPU Sainte-Marie, des modifications au règlement sont proposées, qui restreignent les usages résidentiels.
Par ailleurs, en cohérence aux objectifs du PPU Sainte-Marie pour les abords du métro Frontenac, des modifications au règlement sont proposées afin d'encourager une densification des terrains sous-utilisés. En somme, l'arrondissement de Ville-Marie désire que le front bâti de la rue Ontario Est soit consolidé par une réglementation d'urbanisme homogène favorisant la continuité de la trame urbaine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

25 janvier 2016 – Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour fins notamment de la concordance au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
CM12 0066 - 23 janvier 2012 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie (GDD 1114400007);

.

DESCRIPTION

Situation actuelle
Secteurs d'emplois du PPU Sainte-Marie
Le secteur de l'ancienne usine Grover se situe sur la rue Parthenais, entre les rues Ontario et De Rouen. Cette portion de la rue Parthenais a la particularité de regrouper des travailleurs et des entreprises issues du milieu culturel. Cette concentration est liée à la reconversion de l'ancienne usine Grover en ateliers d'artistes et au développement d'autres

lieux de création et dédiés aux artistes comme le Chat des artistes, la coopérative d'habitations Lézarts et la compagnie de théâtre le Carrousel. Ce secteur rassemble également l'école secondaire Pierre-Dupuis, des organismes communautaires, une entreprise de toitures, des logements et quelques commerces de proximité. Ce secteur fait partie d'une zone de mixité autorisant les commerces et les services de faible intensité (M.4).

Quant au secteur de l'usine JTI-Macdonald, il se situe à quelques rues plus à l'est, au nord d'Ontario, entre les rues Dufresne et D'Iberville. L'usine de tabac, toujours en activité, est formée d'une partie la plus ancienne qui a front sur la rue Ontario, et ses agrandissements se déploient le long de la rue D'Iberville vers le nord jusqu'au parc Walter-Stewart. La zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité (M.7) de la rue Ontario englobe tout le site de l'usine.

L'affectation du sol de ces deux secteurs est identifiée au PPU Sainte-Marie comme étant des secteurs d'emplois, où les usages résidentiels sont proscrits. L'objectif étant de mieux refléter la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et de protéger ceux-ci de possibles conversions en immeubles résidentiels. Depuis l'entrée en vigueur du PPU Sainte-Marie, la concordance reste à faire puisque les catégories d'usages permettent toujours les usages résidentiels pour ces secteurs.

Pôle Frontenac

Quant aux abords de la station de métro Frontenac, ils apparaissent comme le fruit des grandes campagnes de rénovation urbaines débutées au début des années 1950, marquées par la présence du centre commercial de la Place Frontenac. Le complexe mixte est composé de deux tours résidentielles d'une douzaine d'étages, ainsi que d'un rez-de-chaussée commercial liant les 2 constructions en hauteur.

L'implantation du complexe s'est fait en fond de lot, afin d'aménager une importante aire de stationnement en façade. Cette dernière éloigne ainsi les commerces de la rue Ontario, créant une brisure dans la continuité de la trame urbaine bâtie caractéristique du secteur. Dans les années 1960, la construction du métro de Montréal, dont la station Frontenac est limitrophe, est venue connecter le secteur au centre-ville.

Malgré qu'aire de stationnement en façade soit interdite, celle-ci est toujours présente. Cependant, quelques commerces sont venus s'implanter directement à l'alignement de la rue Ontario. Ces bâtiments sont implantés de manière isolée à l'est de l'aire de stationnement. Ils comportent qu'un seul étage et ne reflètent aucunement le bâti typique de la rue Ontario Est, soit des bâtiments de 3 étages dont le rez-de-chaussée accueille des activités commerciales. Les étages supérieurs sont généralement réservés au logement.

Proposition

Concernant les usages, la proposition vise à répondre aux objectifs de protection de ces secteurs économiques pour le quartier, notamment pour préserver les ateliers d'artistes d'un développement immobilier futur. Dans un premier temps, il est proposé de créer une nouvelle zone pour le site de l'usine de la JTI-Macdonald et de lui attribuer la catégorie M.4C, qui permet les usages commerciaux, industriels et équipements collectifs et institutionnels. Il est également proposé d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de catégorie M.4 compris entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario.

Les modifications suivantes sont apportées au Règlement d'urbanisme 01-282 :

« 207.1.Malgré l'article 207, dans un secteur de la catégorie M.4 situé entre l'avenue

De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario, les usages résidentiels sont interdits ».

Concernant le pôle Frontenac, la proposition vise à favoriser une densification des terrains ayant front sur Ontario. Il est proposé de modifier les paramètres de hauteur, de densité et d'usages en continuité de l'ensemble de la rue Ontario. Ainsi, cette portion de terrain comprendrait désormais les paramètres suivants :

· catégorie d'usages M.7C permettant notamment les usages commerciaux de moyenne intensité
· augmenter la hauteur minimale permise à 3 étages (14 mètres) au lieu d'un seul étage, une implantation en mode contigu plutôt qu'en règle d'insertion. Les changements proposés seront introduits à même les plans intitulés « Densités et implantation », « Hauteurs et surhauteurs », « Unités de paysages et immeubles d'intérêt », « Usages prescrits » et « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

JUSTIFICATION

Considérant que :
· Le PPU du quartier Sainte-Marie attribue l'affectation « secteur d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald;
· Les usages commerciaux sont à privilégier compte tenu de leur contribution à la restructuration de l'économie du quartier, basée entre autres sur les activités culturelles;
· Cette exclusivité accordée aux usages commerciaux agit en continuité avec la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et vise à protéger ceux-ci de possibles transformations en immeubles résidentiels;
· Pour le secteur de la JTI-Macdonald, cette affectation lui permettra de préserver son rôle d'acteur économique majeur pour le quartier, dans le cas d'une fermeture éventuelle de l'usine;
· Par sa portée juridique, le Règlement d'urbanisme traduit les volontés du PPU Sainte-Marie;
· L'interdiction d'usages résidentiels permet aux bâtiments occupés par des ateliers d'artistes et autres activités économiques d'éviter une pression immobilière pour la conversion de ceux-ci en logements;
· Les changements réglementaires proposés visent à offrir un cadre réglementaire plus homogène à la portion de la rue Ontario située dans le pôle Frontenac. Ces modifications visent également à favoriser la mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier –Sainte-Marie.
· Le PPU – Quartier Sainte-Marie favorise une densification des terrains sous-utilisés et des abords des stations de métro;
· L'aire de stationnement de la Place Frontenac est un espace sous-utilisé aux abords de la station de métro Frontenac et déroge au règlement d'urbanisme;
· L'aire de stationnement crée une coupure dans la trame bâtie de la rue Ontario Est;
· La modification réglementaire vise à optimiser l'utilisation du sol du secteur grâce à la reconnexion de la trame urbaine « traditionnelle » du secteur.
· La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement – Avis de motion et adoption d'un 1er projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme – 2019-12-10;

· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation – 2019-12-11;
· Assemblée publique de consultation – janvier 2020;
· Conseil d'arrondissement – Adoption d'un 2e projet de règlement – février 2020;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum – février 2020;
· Conseil d'arrondissement – Adoption du règlement – mars 2020;
· Certificat de conformité au Schéma d'aménagement – mars ou avril 2020;
· Avis public annonçant l'entrée en vigueur – mars ou avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 514.872.4031
Télécop. :

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillière en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-03

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-12-05

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

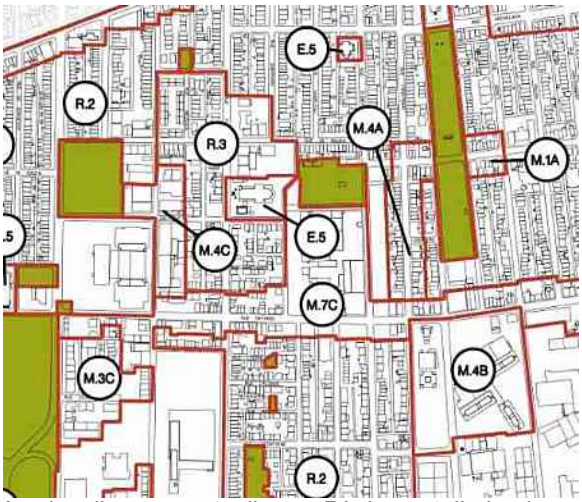
MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE
Interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario.

Contexte

Adopté en 2012, le Programme particulier d'urbanisme de Sainte-Marie (PPU) propose de modifier le Plan d'urbanisme (PU) afin d'attribuer l'affectation du sol « secteurs d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald. Actuellement, ces secteurs font respectivement partie des catégories d'usages M.4C et M.7C au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, permettant l'usage résidentiel. Afin de répondre aux objectifs du PPU Sainte-Marie, des modifications au règlement sont proposées, qui restreignent les usages résidentiels.

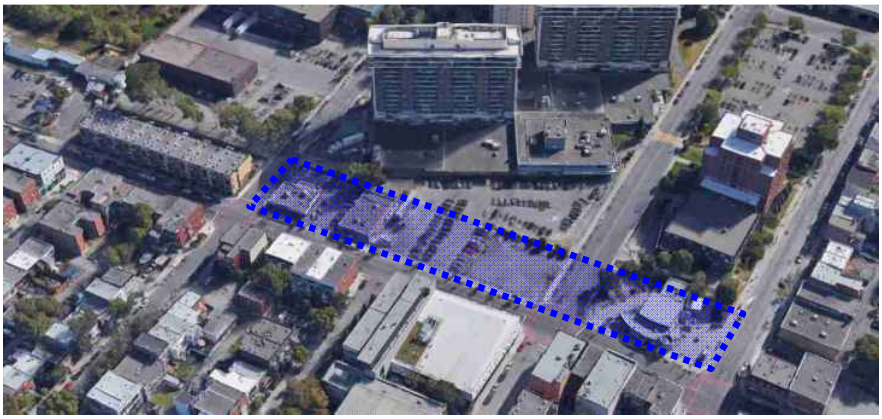


Secteurs d'emplois en rose au PPU Ste-Marie



Catégories d'usages actuelles au Règlement d'urbanisme

Par ailleurs, en cohérence aux objectifs du PPU Sainte-Marie pour les abords du métro Frontenac, des modifications au règlement sont proposées afin d'encourager une densification des terrains sous-utilisés. En somme, l'arrondissement de Ville-Marie désire que le front bâti de la rue Ontario Est soit consolidé par une réglementation d'urbanisme homogène favorisant la continuité de la trame urbaine.



Vue vers le sud de la rue Ontario Est

Décisions antérieures
25 janvier 2016 – Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour fins notamment de la concordance au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CM12 0066 - 23 janvier 2012 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie (GDD 1114400007);

Description

Situation actuelle
Secteurs d'emplois du PPU Sainte-Marie
Le secteur de l'ancienne usine Grover se situe sur la rue Parthenais, entre les rues Ontario et De Rouen. Cette portion de la rue Parthenais a la particularité de regrouper des travailleurs et des entreprises issues du milieu culturel. Cette concentration est liée à la reconversion de l'ancienne usine Grover en ateliers d'artistes et au développement d'autres lieux de création et dédiés aux artistes comme le Chat des artistes, la coopérative d'habitations Lézarts et la compagnie de théâtre le Carrousel. Ce secteur rassemble également l'école secondaire Pierre-Dupuis, des organismes communautaires, une entreprise de toitures, des logements et quelques commerces de proximité. Ce secteur fait partie d'une zone de mixité autorisant les commerces et les services de faible intensité (M.4).

Quant au secteur de l'usine JTI-Macdonald, il se situe à quelques rues plus à l'est, au nord d'Ontario, entre les rues Dufresne et D'Iberville. L'usine de tabac, toujours en activité, est formée d'une partie la plus ancienne qui a front sur la rue Ontario, et ses agrandissements se déploient le long de la rue D'Iberville vers le nord jusqu'au parc Walter-Stewart. La zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité (M.7) de la rue Ontario englobe tout le site de l'usine.

L'affectation du sol de ces deux secteurs est identifiée au PPU Sainte-Marie comme étant des secteurs d'emplois, où les usages résidentiels sont proscrits. L'objectif étant de mieux refléter la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et de protéger ceux-ci de possibles conversions en immeubles résidentiels. Depuis l'entrée en vigueur du PPU Sainte-Marie, la concordance reste à faire puisque les catégories d'usages permettent toujours les usages résidentiels pour ces secteurs.

Pôle Frontenac
Quant aux abords de la station de métro Frontenac, ils apparaissent comme le fruit des grandes campagnes de rénovation urbaines débutées au début des années 1950, marquées par la présence du centre commercial de la Place Frontenac. Le complexe mixte est composé de deux tours résidentielles d'une douzaine d'étages, ainsi que d'un rez-de-chaussée commercial liant les 2 constructions en hauteur.

L'implantation du complexe s'est fait en fond de lot, afin d'aménager une importante aire de stationnement en façade. Cette dernière éloigne ainsi les commerces de la rue Ontario, créant une brisure dans la continuité de la trame urbaine bâtie caractéristique du secteur. Dans les années 1960, la construction du métro de Montréal, dont la station Frontenac est limitrophe, est venue connecter le secteur au centre-ville.

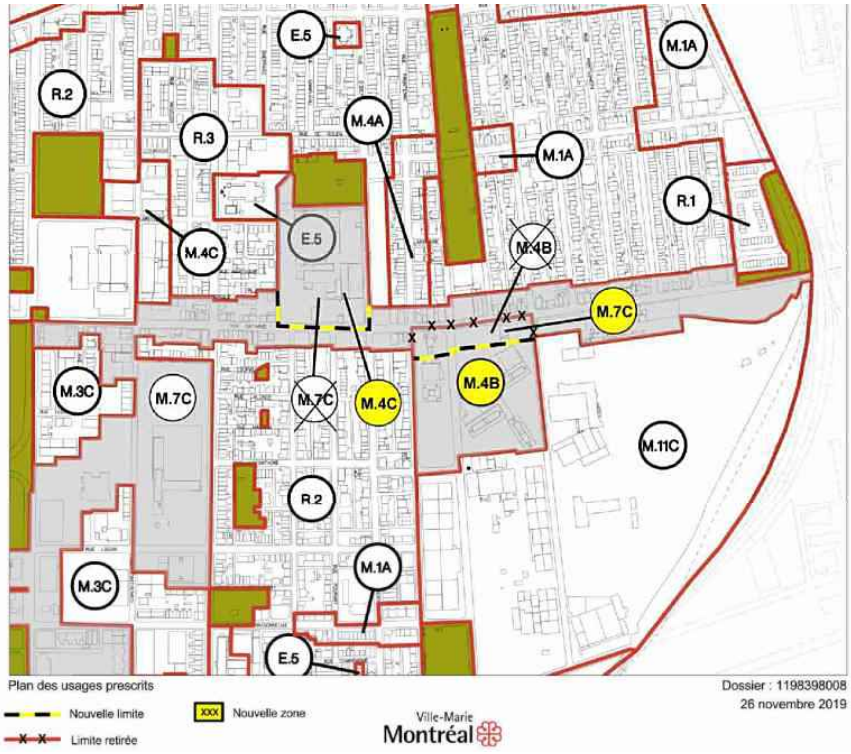
Malgré qu'aire de stationnement en façade soit interdite, celle-ci est toujours présente. Cependant, quelques commerces sont venus s'implanter directement à l'alignement de la rue Ontario. Ces bâtiments sont implantés de manière isolée à l'est de l'aire de stationnement. Ils comportent qu'un seul étage et ne reflètent aucunement le bâti typique de la rue Ontario Est, soit des bâtiments de 3

étages dont le rez-de-chaussée accueille des activités commerciales. Les étages supérieurs sont généralement réservés au logement.

Proposition
Concernant les usages, la proposition vise à répondre aux objectifs de protection de ces secteurs économiques pour le quartier, notamment pour préserver les ateliers d'artistes d'un développement immobilier futur. Dans un premier temps, il est proposé de créer une nouvelle zone pour le site de l'usine de la JTI-Macdonald et de lui attribuer la catégorie M.4 C, qui permet les usages commerciaux, industriels et équipements collectifs et institutionnels. Il est également proposé d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de catégorie M.4 compris entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario.

Les modifications suivantes sont apportées au Règlement d'urbanisme 01-282 :

> « 207.1. Malgré l'article 207, dans un secteur de la catégorie M.4 situé entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario, les usages résidentiels sont interdits. ».



Concernant le pôle Frontenac, la proposition vise à favoriser une densification des terrains ayant front sur Ontario. Il est proposé de modifier les paramètres de hauteur, de densité et d'usages en continuité de l'ensemble de la rue Ontario. Ainsi, cette portion de terrain comprendrait désormais les paramètres suivants :

- catégorie d'usages M.7C permettant notamment les usages commerciaux de moyenne intensité
- augmenter la hauteur minimale permise à 3 étages (14 mètres) au lieu d'un seul étage, une implantation en mode contigu plutôt qu'en règle d'insertion. Les changements proposés seront introduits à même les plans intitulés « Densités et implantation », « Hauteurs et surhauteurs », « Unités de paysages et immeubles d'intérêt », « Usages prescrits » et « Zones » de l'annexe A du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Analyse et avis

Considérant que :

- Le PPU du quartier Sainte-Marie attribue l'affectation « secteur d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald;
- Les usages commerciaux sont à privilégier compte tenu de leur contribution à la restructuration de l'économie du quartier, basée entre autres sur les activités culturelles;
- Cette exclusivité accordée aux usages commerciaux agit en continuité avec la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et vise à protéger ceux-ci de possibles transformations en immeubles résidentiels;
- Pour le secteur de la JTI-Macdonald, cette affectation lui permettra de préserver son rôle d'acteur économique majeur pour le quartier, dans le cas d'une fermeture éventuelle de l'usine;
- Par sa portée juridique, le Règlement d'urbanisme traduit les volontés du PPU Sainte-Marie;
- L'interdiction d'usages résidentiels permet aux bâtiments occupés par des ateliers d'artistes et autres activités économiques d'éviter une pression immobilière pour la conversion de ceux-ci en logements;
- Les changements réglementaires proposés visent à offrir un cadre réglementaire plus homogène à la portion de la rue Ontario située dans le pôle Frontenac. Ces modifications visent également à favoriser la mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier –Sainte-Marie.
- Le PPU – Quartier Sainte-Marie favorise une densification des terrains sous-utilisés et des abords des stations de métro;
- L'aire de stationnement de la Place Frontenac est un espace sous-utilisé aux abords de la station de métro Frontenac et déroge au règlement d'urbanisme;
- L'aire de stationnement crée une coupure dans la trame bâtie de la rue Ontario Est;
- La modification réglementaire vise à optimiser l'utilisation du sol du secteur grâce à la reconnexion de la trame urbaine « traditionnelle » du secteur.
- La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande

Responsables du dossier
Samuel Ferland, urbaniste, conseiller en aménagement et Gabrielle Leclerc-André, urbaniste, conseillère en aménagement.

Mise à jour 4 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'améliorer la cohérence à l'égard de certains objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie est modifié par l'insertion, à la sous-section 2 de la section VI du chapitre IV du titre III, avant l'article 208, de l'article suivant :

« **207.1.** Malgré l'article 207, dans un secteur de la catégorie M.4 situé entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario, les usages résidentiels sont interdits. ».

2. Le plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe A du présent règlement.

3. Le plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe B du présent règlement.

4. Le plan intitulé « Unités de paysages et immeubles d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe C du présent règlement.

5. Le plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe D du présent règlement.

6. Le plan intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe E du présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »

ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »

ANNEXE C

EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

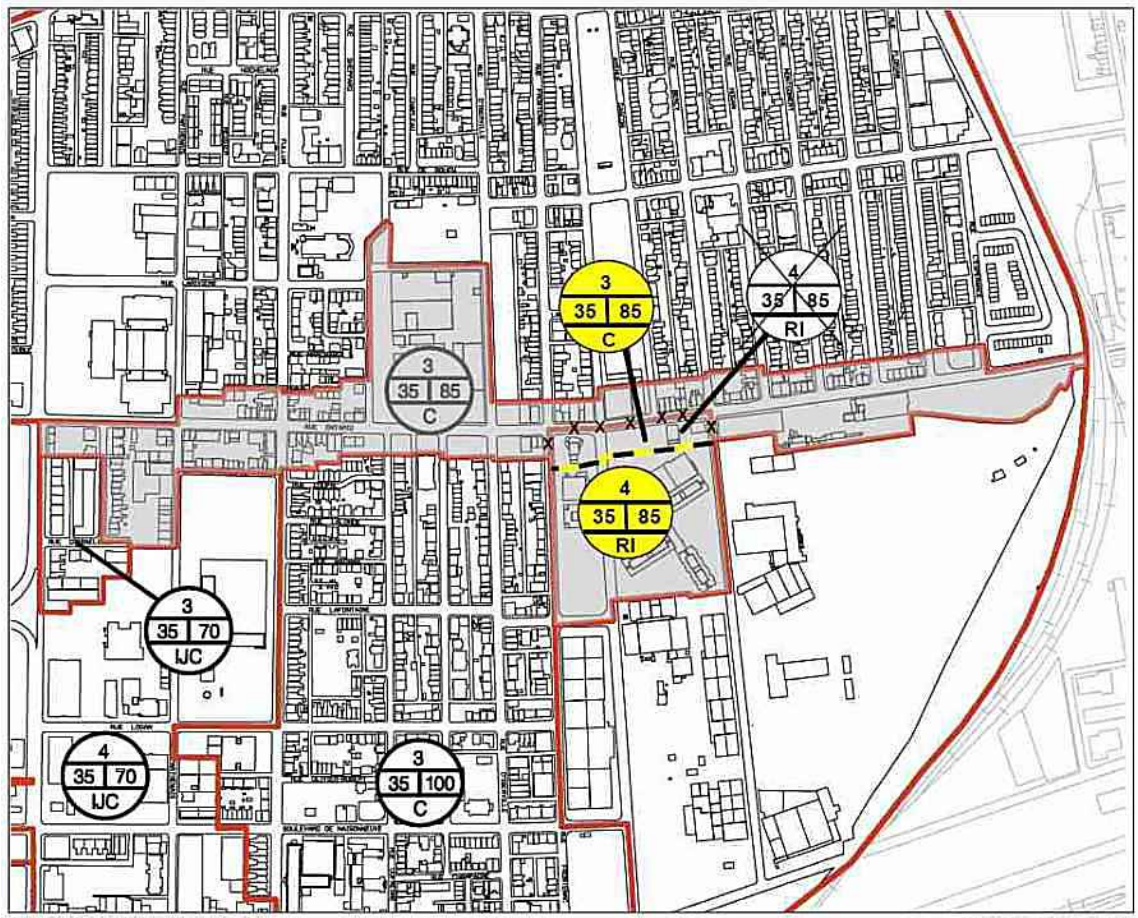
ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »

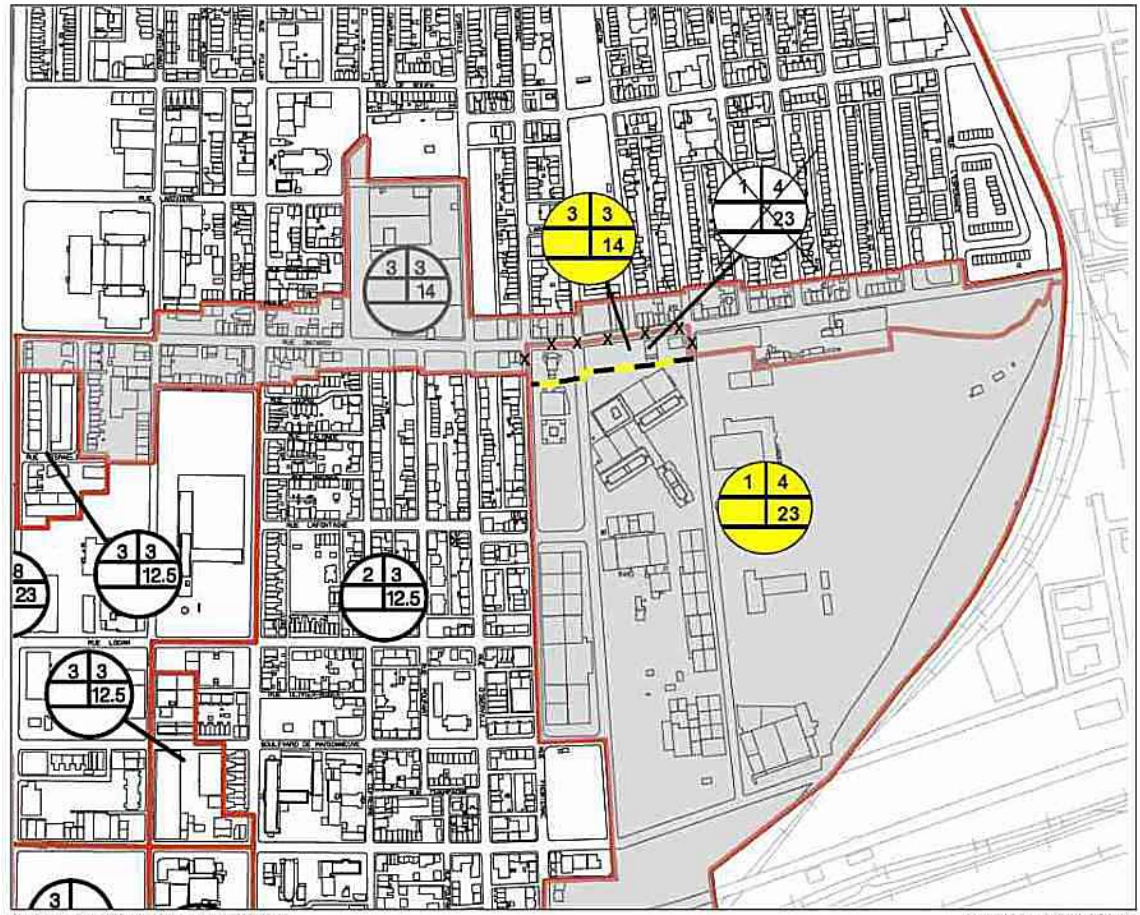
Un avis relatif à ce règlement (dossier 1198398008*) entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.*

GDD 1198398008

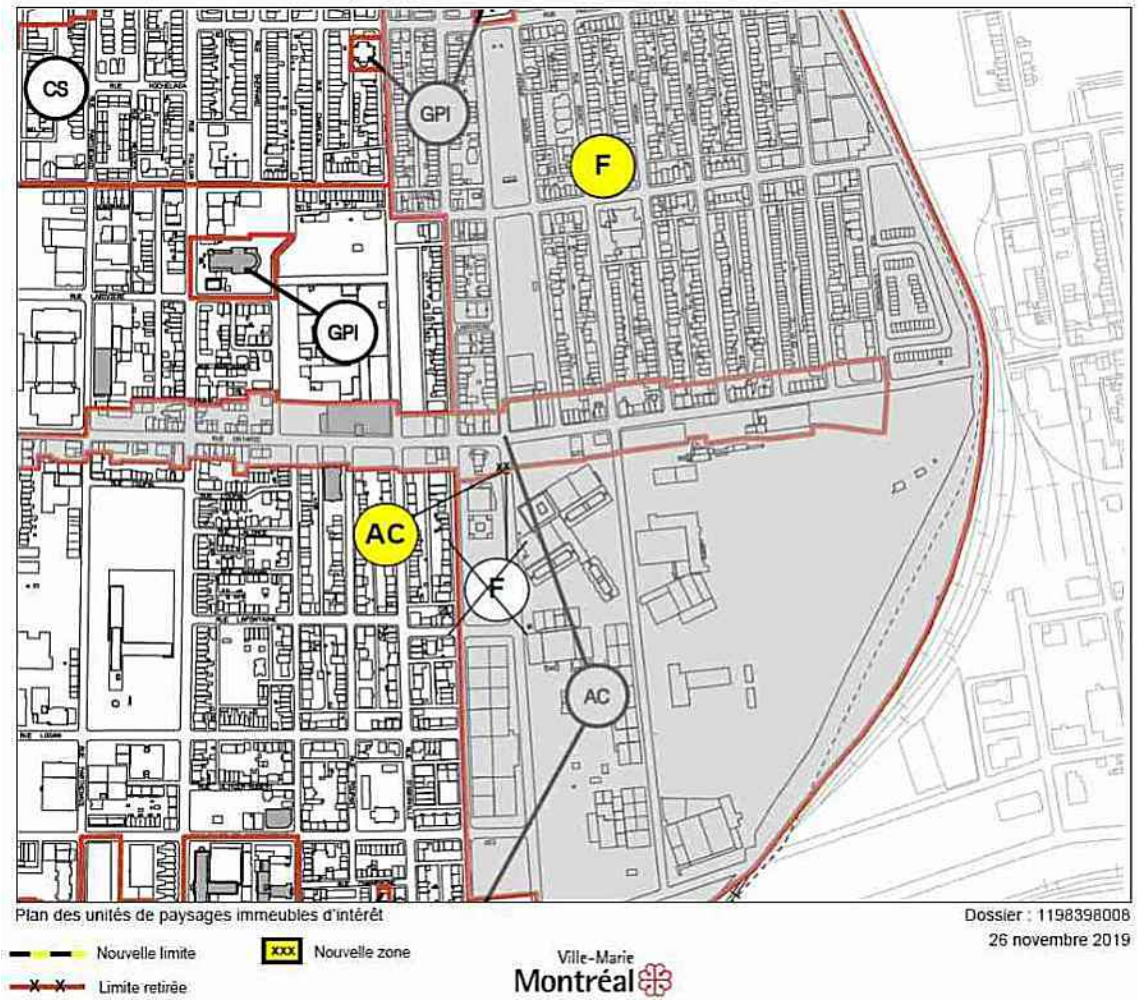
ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »



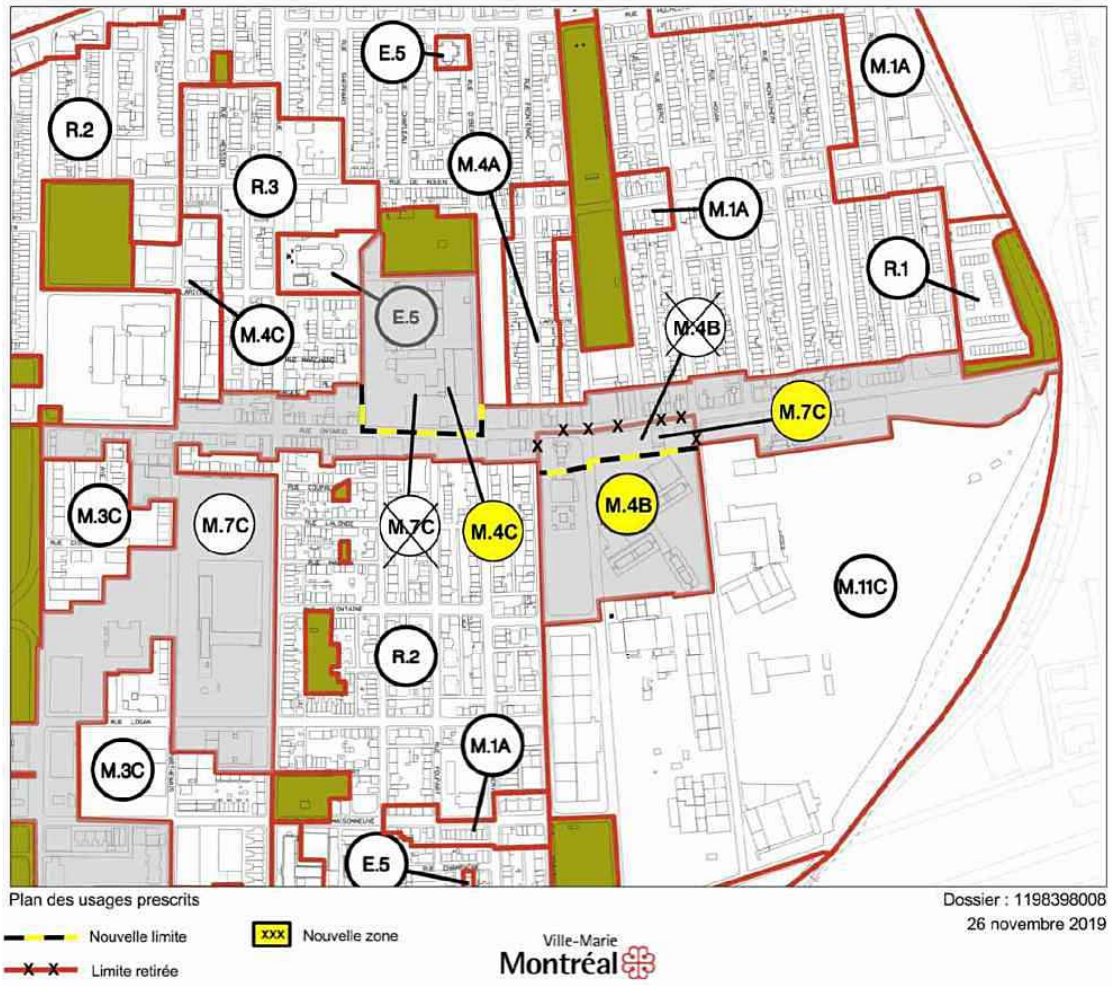
ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »



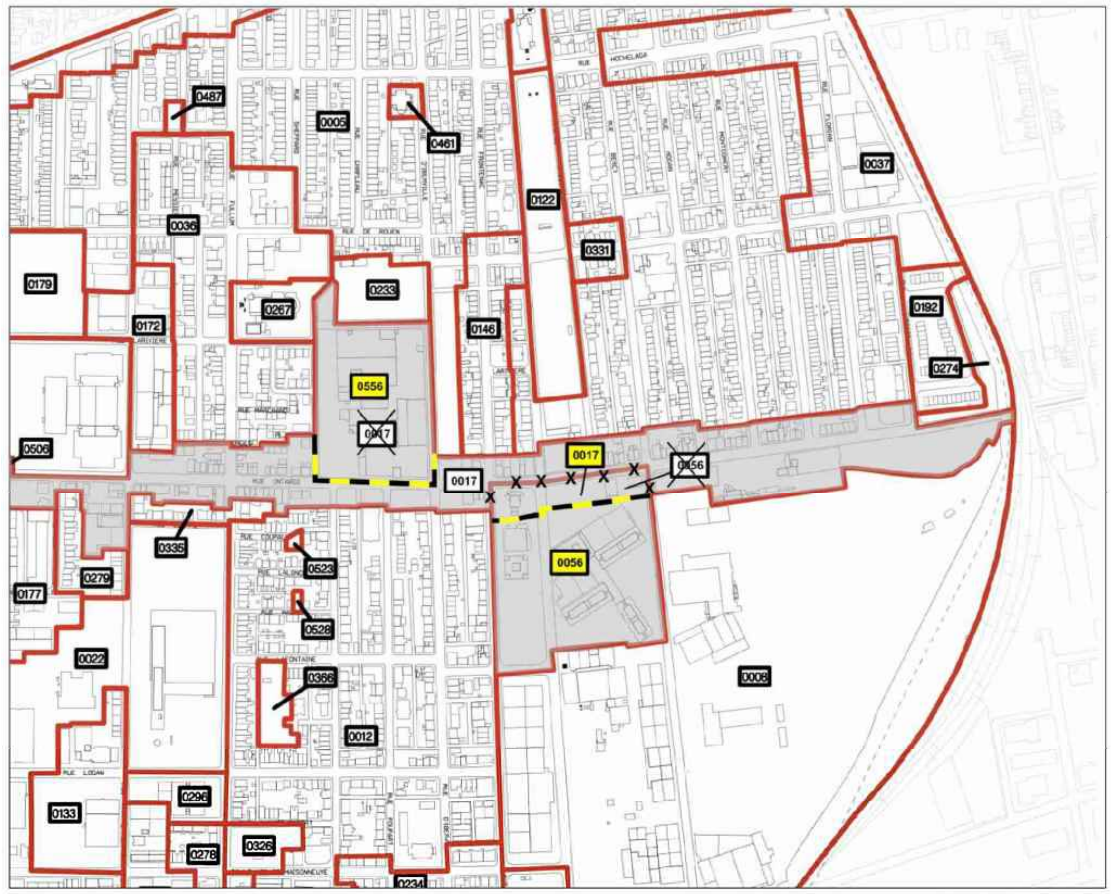
ANNEXE C
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »



ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »



ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »



Plan des zones

Dossier : 1198398008
26 novembre 2019

Nouvelle limite

Limite retirée

XXX Nouvelle zone

Ville-Marie
Montréal

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 décembre 2019
s. o.
4.3.1

Objet : **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – HAUTEURS, DENSITÉS ET USAGES SECTEUR FRONTENAC-PARTHENAIS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Gabrielle Leclerc-André et Samuel Ferland

Description : Le présent exercice de modification réglementaire vise à proscrire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'à augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac, en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario.

Adopté en 2012, le Programme particulier d'urbanisme du Quartier Sainte-Marie (PPU) propose de modifier le Plan d'urbanisme (PU) afin d'attribuer l'affectation du sol « secteurs d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald. Actuellement, ces secteurs font respectivement partie des catégories d'usages M.4C et M.7C au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, permettant l'usage résidentiel. Afin de répondre aux objectifs du PPU – Quartier Sainte-Marie, des modifications au règlement sont proposées, qui restreignent les usages résidentiels.

Par ailleurs, en cohérence aux objectifs du PPU – Quartier Sainte-Marie pour les abords du métro Frontenac, des modifications au règlement sont proposées afin d'encourager une densification des terrains sous-utilisés. En somme, l'arrondissement de Ville-Marie désire que le front bâti de la rue Ontario Est soit consolidé par une réglementation d'urbanisme homogène favorisant la continuité de la trame urbaine.

Le secteur de l'ancienne usine Grover se situe sur la rue Parthenais, entre les rues Ontario et De Rouen. Cette portion de la rue Parthenais a la particularité de regrouper des travailleurs et des entreprises issues du milieu culturel. Cette concentration est liée à la reconversion de l'ancienne usine Grover en ateliers d'artistes et au développement d'autres lieux de création et dédiés aux artistes comme le Chat des artistes, la coopérative d'habitations Lézarts et la compagnie de théâtre le Carrousel. Ce secteur rassemble également l'école secondaire Pierre-Dupuis, des organismes communautaires, une entreprise de toitures, des logements et quelques commerces de proximité. Ce secteur fait partie d'une zone de mixité autorisant les commerces et les services de faible intensité (M.4).

Quant au secteur de l'usine JTI-Macdonald, il se situe à quelques rues plus à l'est, au nord d'Ontario, entre les rues Dufresne et D'Iberville. L'usine de tabac, toujours en activité, est formée d'une partie la plus

ancienne qui a front sur la rue Ontario, et ses agrandissements se déploient le long de la rue D'Iberville vers le nord jusqu'au parc Walter-Stewart. La zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité (M.7) de la rue Ontario englobe tout le site de l'usine.

L'affectation du sol de ces deux secteurs est identifiée au PPU – Quartier Sainte-Marie comme étant des secteurs d'emplois, où les usages résidentiels sont proscrits. L'objectif étant de mieux refléter la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et de protéger ceux-ci de possibles conversions en immeubles résidentiels. Depuis l'entrée en vigueur du PPU – Quartier Sainte-Marie, la concordance reste à faire puisque les catégories d'usages permettent toujours les usages résidentiels pour ces secteurs.

Quant aux abords de la station de métro Frontenac, ils apparaissent comme le fruit des grandes campagnes de rénovation urbaines débutées au début des années 1950, marquées par la présence du centre commercial de la Place Frontenac. Le complexe mixte est composé de deux tours résidentielles d'une douzaine d'étages, ainsi que d'un rez-de-chaussée commercial liant les 2 constructions en hauteur.

L'implantation du complexe s'est faite en fond de lot, afin d'aménager une importante aire de stationnement en façade. Cette dernière éloigne ainsi les commerces de la rue Ontario, créant une brisure dans la continuité de la trame urbaine bâtie caractéristique du secteur. Dans les années 1960, la construction du métro de Montréal, dont la station Frontenac est limitrophe, est venue connecter le secteur au centre-ville.

Malgré qu'une aire de stationnement en façade soit interdite, celle-ci est toujours présente. Cependant, quelques commerces sont venus s'implanter directement à l'alignement de la rue Ontario. Ces bâtiments sont implantés de manière isolée à l'est de l'aire de stationnement. Ils comportent qu'un seul étage et ne reflètent aucunement le bâti typique de la rue Ontario Est, soit des bâtiments de 3 étages dont le rez-de-chaussée accueille des activités commerciales. Les étages supérieurs sont généralement réservés au logement.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : 25 janvier 2016 – Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour fins notamment de la concordance au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

CM12 0066 – 23 janvier 2012 – Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie.

Considérant que : Le PPU – Quartier Sainte-Marie attribue l'affectation « secteur d'emplois » aux secteurs de l'ancienne usine Grover et la tête d'îlot de l'usine JTI-Macdonald.

Considérant que : Les usages commerciaux sont à privilégier compte tenu de leur contribution à la restructuration de l'économie du quartier, basée entre autres sur les activités culturelles.

Considérant que : Cette exclusivité accordée aux usages commerciaux agit en continuité avec la conversion déjà réalisée de bâtiments industriels de la rue Parthenais en ateliers d'artistes et vise à protéger ceux-ci de possibles transformations en immeubles résidentiels.

Considérant que : Pour le secteur de la JTI-Macdonald, cette affectation lui permettra de préserver son rôle d'acteur économique majeur pour le quartier, dans le cas d'une fermeture éventuelle de l'usine.

Considérant que : Par sa portée juridique, le *Règlement d'urbanisme 01-282* traduit les volontés du PPU – Quartier Sainte-Marie.

Considérant que : L'interdiction d'usages résidentiels permet aux bâtiments occupés par des ateliers d'artistes et autres activités économiques d'éviter une pression immobilière pour la conversion de ceux-ci en logements.

Considérant que : Les changements réglementaires proposés visent à offrir un cadre réglementaire plus homogène à la portion de la rue Ontario située dans le pôle Frontenac. Ces modifications visent également à favoriser la mise en œuvre du PPU – Quartier Sainte-Marie.

Considérant que : Le PPU – Quartier Sainte-Marie favorise une densification des terrains sous-utilisés et des abords des stations de métro.

Considérant que : L'aire de stationnement de la Place Frontenac est un espace sous-utilisé aux abords de la station de métro Frontenac et déroge au *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'aire de stationnement crée une coupure dans la trame bâtie de la rue Ontario Est.

Considérant que : La modification réglementaire vise à optimiser l'utilisation du sol du secteur grâce à la reconnexion de la trame urbaine « traditionnelle » du secteur.

Considérant que : La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1204869001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 3° de l'article 211 de ce règlement, l'usage « université » pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-30 11:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204869001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « université » réparti sur plusieurs niveaux pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment, construit en 1954 à des fins commerciales compte 14 étages occupés principalement à des fins de bureaux ainsi qu'un stationnement souterrain. Le bâtiment est situé à un jet de pierre du campus de l'université Concordia et est bien desservi par les transports en commun. Dernièrement, un des locataires principaux a quitté, ce qui a permis à l'université Concordia de signer des baux pour les prochaines années.

Ce dernier est situé dans un secteur mixte M.4C (commerces et services de faible intensité).

Le projet
Le requérant souhaite obtenir l'usage « université » équivalent à une superficie de plancher d'environ 11 200 m^2 répartie sur 7 étages partiels et complets.

Répartition de l'usage « université » sur les différents niveaux :

· RDC (partiel): Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts
· 2^e : Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts
· 6^e : École Simone de Beauvoir et institut de la Faculté des Arts et des Sciences
· 7^e (partiel): Bureau de planification et analyse institutionnelle, Traduction et certains groupes de la Faculté des Arts et des Sciences
· 10^e : groupe Cities, Chaire d'excellence en recherche du Canada (CERC)
· 9^e, 11^e, 12^e et 14^e : École d'ingénierie et informatique Gina-Cody

Aucun travaux extérieur n'est requis.

Le cadre réglementaire

· Selon le 3e paragraphe de l'article 211 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « université » peut être autorisé en vertu de la procédure des usages conditionnels selon les critères de l'article 315 de ce même règlement.

JUSTIFICATION

Considérant que :

· L'usage « université » est compatible et complémentaire aux usages déjà présents dans le bâtiment et le secteur;
· L'emplacement du bâtiment à proximité des pavillons principaux de l'université Concordia facilite les déplacements et élimine diverses contraintes géographiques que pourraient occasionner des baux dans des édifices plus éloignés;
· Comblement d'une partie du déficit d'espace pour l'université Concordia qui a d'ailleurs récemment construit un pavillon temporaire sur le terrain voisin permettant d'offrir des salles de cours pendant des travaux majeurs de remise aux normes d'un de ces pavillons principaux;
· Un plan directeur pour l'université Concordia est présentement en cours d'élaboration visant à assurer une démarche d'ensemble pour les besoins de l'université pour les 15 prochaines années qui permettra d'éviter entre autres, les projets à la pièce;
· Aucune modification de l'enveloppe extérieure n'est prévue ni nécessaire.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 16 janvier 2020, les membres ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de transformation et certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001740355
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2155, rue Guy
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « université » réparti sur plusieurs niveaux d'un bâtiment construit en 1954 à des fins commerciales. Le bâtiment est situé à un jet de pierre du campus de l'université Concordia et est bien desservi par les transports en commun. Dernièrement, un des locataires principaux a quitté, ce qui a permis à l'université Concordia de signer des baux pour les prochaines années. Ce dernier est situé dans un secteur mixte M.4C (commerces et services de faible intensité). Le requérant souhaite obtenir l'usage « université » équivalent à une superficie de plancher d'environ 11 200 m^2 répartie sur 7 étages partiels et complets. La répartition de l'usage « université » sur les différents niveaux est comme suit : ▪ Rez-de-chaussée (partiel) : Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts ; ▪ 2e : Thérapies artistiques créatives de la Faculté des Beaux-Arts; ▪ 6e : École Simone de Beauvoir et institut de la Faculté des Arts et des Sciences; ▪ 7e (partiel): Bureau de planification et analyse institutionnelle, Traduction et certains groupes de la Faculté des Arts et des Sciences; ▪ 10e : groupe Cities, Chaire d'excellence en recherche du Canada; ▪ 9e, 11e, 12e et 14e : École d'ingénierie et informatique Gina-Cody. Selon le 3e paragraphe de l'article 211 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, l'usage « université » peut être autorisé en vertu de la procédure des usages conditionnels selon les critères de l'article 315.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun travaux extérieur n'est requis.
Considérant que :	L'usage « université » est compatible et complémentaire aux usages déjà présents dans le bâtiment et le secteur.
Considérant que :	L'emplacement du bâtiment à proximité des pavillons principaux de l'université Concordia facilite les déplacements et élimine diverses contraintes géographiques que pourraient occasionner des baux dans des édifices plus éloignés.

Considérant que : Le comblement d'une partie du déficit d'espace pour l'université Concordia qui a d'ailleurs récemment construit un pavillon temporaire sur le terrain voisin permettra d'offrir des salles de cours pendant des travaux majeurs de remise aux normes d'un de ces pavillons principaux.

Considérant qu' : Un plan directeur pour l'université Concordia est présentement en cours d'élaboration visant à assurer une démarche d'ensemble pour les besoins de l'université pour les 15 prochaines années qui permettra d'éviter entre autres, les projets à la pièce.

Considérant qu' : Aucune modification de l'enveloppe extérieure n'est prévue ni nécessaire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1198398007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

D'adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans un bâtiment situé aux adresse civiques 1419 à 1441 rue Pierce, situé dans un secteur de catégorie d'usage R.2, en vertu du Règlement sur les les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeubles (CA-24-011) - Les maisons en rangée William D.-Stroud - et ce, en dérogeant à l'article 143 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

· L'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment.
· L'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat.
· Prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle.
· Aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.

Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-12-02 12:23

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198398007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) a été déposée afin d'autoriser l'aménagement de 30 logements dans un même bâtiment dans un secteur de la catégorie d'usage R.2 où le nombre de logements par bâtiment est limité à 8.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
La propriété visée, constitué du lot 1 066 113 du cadastre du Québec, est occupé par un immeuble résidentiel de trois étages datant de la fin des années 1880. Ce bâtiment abrite 12 unités résidentielles portant chacune des numéros civiques individuels. Chaque unité occupe 2 étages, les unités inférieures occupent le rez-de-chaussée et le demi-sous-sol et les unités supérieures occupent les 2^{e} et 3^{e} étages.

Le site se trouve au cœur du campus centre-ville de l'Université Concordia. À l'angle nord-est de l'ilot se trouve le Pavillon John-Molson de l'Université Concordia construit en 2009. Sur la rue Pierce, les maisons en rangées font partie des bâtiments patrimoniaux cités par la Ville de Montréal, elles portent le nom « Les maisons en rangée William D.-Stroud » et se démarquent comme témoin de son époque de construction dans le paysage urbain actuel. La Ville de Montréal a cité ce bâtiment en 1988. La citation s'applique uniquement à l'enveloppe extérieure de l'édifice. Par ailleurs, le site se trouve dans un secteur patrimonial de valeur exceptionnelle qui vise la majorité du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce secteur est identifié comme l'un des plus denses au Canada.

L'extérieur de la propriété à l'étude a été restauré entre 1996 et 1998. En 2016, un incendie a détruit l'intérieur de la maison à l'extrémité nord (1439-1441, rue Pierce). Malgré cet incident, l'intérieur des logements reste relativement intact par rapport aux détails d'origine. Cependant, une mise à niveau semble essentielle afin d'attirer de nouveaux

locataires.

L'immeuble se trouve dans l'unité de paysage – Maisons en rangées.

Le projet
La demande vise à autoriser l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment précédemment décrit. Cette stratégie de densification permettra de construire de petites unités résidentielles destinées à des étudiantes et des étudiants. Le projet inclus également l'aménagement d'une ruelle à l'arrière du bâtiment cité. Celle-ci, permettra un accès direct à chaque logement qui serait aménagé dans les petites annexes servant originalement d'issus pour les anciens logements.

Afin d'assurer la sécurité de habitants des logements créés, un escalier d'issue sera installé à l'arrière. Ces issus donneront sur la ruelle à construire. Le plan d'ensemble prévoit un aménagement paysager de qualité pour la ruelle. De nombreux végétaux viendront agrémenter le nouveau passage souhaité afin de le rendre agréable et sécuritaire

En plus d'accroitre le niveau de végétation à l'arrière des maisons en rangée, le plan d'aménagement envisage la plantation de végétaux à l'avant grâce à l'installation de bacs à fleurs comprenant diverses espèces végétales.

Outre la plantation de végétaux, les travaux en façade seront plutôt discrets puisque le requérant à l'ambition de restaurer les fenêtres existantes et de remplacer celles endommagées par des fenêtres similaires afin de conserver au maximum les caractéristiques d'origine du bâtiment patrimonial. Ces travaux seront réalisés de manière à conserver l'aspect originel du bâtiment construit à la fin du 19^{e} siècle. Outre les travaux ci-haut mentionnés, les plans fournis ne prévoient aucune autre intervention sur la façade du bâtiment.

Une nouvelle signalisation sera proposée afin d'indiquer les nouvelles adresses des logements ayant pignon sur la ruelle aménagée à l'arrière. Le plan prévoit que cette stratégie de signalisation soit installée sur les façades latérales des maisons en rangée donnant ainsi sur la rue de la Police au sud et sur la ruelle privée parallèle au boulevard de Maisonneuve Ouest au nord.

En plus des plans architecturaux, le requérant a fourni à l'arrondissement les documents suivants :

- L'évolution de la propriété des maisons en rangée William D.-Stroud (étude patrimoniale);
- Un plan détaillé du projet de rénovation;
- Une lettre explicative de la relocalisation des locataires actuels.

Typologie
La typologie des 30 logements étudiants proposée se décline comme suit :

- 6 studios de 250 pi²;
- 6 appartements de 3 chambres de 653 pi²;
- 6 appartements de 2 chambres de 643 pi²;
- 12 appartements de 3 chambres de 600 pi².

Total de logements à créer : 30 totalisant 21 800 pi² de superficie dédiée au logement étudiant.

Le cadre réglementaire

La catégorie d'usage autorisé dans la zone 0481 où se trouvent les maisons en rangées est R.2. Cette catégorie d'usage autorise un maximum de 8 logements résidentiel par bâtiment. Le demandeur souhaite, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPMOI) de l'arrondissement de Ville-Marie numéro CA-24-011, aménager 30 logements dans le même édifice. La densité souhaitée est de 2.3, respectant ainsi la densité maximale de 3 prescrit par le Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie.

Au Plan d'urbanisme, l'affectation « secteur mixte » comprend la composante « Habitation » permettant l'usage résidentiel souhaité.

JUSTIFICATION

La demande de projet particulier est recevable puisque celle-ci respecte les composantes prévues pour le secteur par le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et que l'ensemble des documents prévues à l'article 3 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPMOI) de l'arrondissement de Ville-Marie numéro CA-24-011 ont été déposé à l'arrondissement.
Le projet vise la restauration d'un bâtiment patrimonial cité par la Ville de Montréal. Selon les plans déposés, les interventions souhaitées respectent les caractéristiques originelles de cet édifice. Les interventions les plus importantes seront effectuées à l'arrière et à l'intérieur de celui-ci.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est favorable à la demande pour les motifs suivants :

· Le projet permet d'optimiser l'utilisation d'un bâtiment patrimonial cité sous-utilisé;
· Le projet assure le maintien de l'usage originel dans un bâtiment résidentiel construit à la fin des années 1880;
· Le projet accroit le nombre de logements étudiants dans un quartier où se situe de nombreux établissements scolaires de niveau supérieur;
· Le projet améliore la qualité environnementale du secteur par l'ajout de plusieurs végétaux;
· Le projet s'inscrit dans une stratégie de densification localisée à quelques mètres de la station de métro Guy-Concordia.

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU le 14 novembre 2019, et ce, aux conditions suivantes **:**

· **L'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment.**
· **L'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat.**
· **Prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle.**
· **Aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.**
· **Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé du projet: 2 500 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution : 10 décembre 2019;

- Affichage sur l'emplacement;
- Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation : janvier 2020
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : février 2020
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum ;
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution : mars 2020;
- Révision architecturale en titre VIII.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 514.872.4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-27

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240578

Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder l'aménagement de 30 logements dans un bâtiment situé aux 1419 à 1441 rue Pierce (Les maisons en rangée William D.-Stroud), dans un secteur de catégorie d'usage R.2, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeubles (CA-24-011), et ce, en dérogation à l'article 143 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) L'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment;
   b) L'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat;
   c) Prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle;
   d) Aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.

3) Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
pp 417
1198398007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 novembre 2019
3001689276
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1419-1441, rue Pierce

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à autoriser l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment résidentiel de trois étages datant de la fin des années 1880. Cette stratégie de densification permettra de construire de petites unités résidentielles destinées à des étudiantes et des étudiants. Le projet inclut également l'aménagement d'une ruelle à l'arrière du bâtiment cité. Celle-ci permettra un accès direct à chaque logement qui serait aménagé dans les petites annexes servant originalement d'issue pour les anciens logements.

Afin d'assurer la sécurité des habitants des logements créés, un escalier d'issue sera installé à l'arrière. Ces issus donneront sur la ruelle à construire. Le plan d'ensemble prévoit un aménagement paysager de qualité pour la ruelle. De nombreux végétaux viendront agrémenter le nouveau passage souhaité afin de le rendre agréable et sécuritaire

En plus d'accroitre le niveau de végétation à l'arrière des maisons en rangée, le plan d'aménagement envisage la plantation de végétaux à l'avant grâce à l'installation de bacs à fleurs comprenant diverses espèces végétales.

Outre la plantation de végétaux, les travaux en façade seront plutôt discrets puisque le requérant à l'ambition de restaurer les fenêtres existantes et de remplacer celles endommagées par des fenêtres similaires afin de conserver au maximum les caractéristiques d'origine du bâtiment patrimonial. Ces travaux seront réalisés de manière à conserver l'aspect originel du bâtiment construit à la fin du 19^{e} siècle. Outre les travaux ci-haut mentionnés, les plans fournis ne prévoient aucune autre intervention sur la façade du bâtiment.

Une nouvelle signalisation sera proposée afin d'indiquer les nouvelles adresses des logements ayant pignon sur la ruelle aménagée à l'arrière. Le plan prévoit que cette stratégie de signalisation soit installée sur les façades latérales des maisons en rangée donnant ainsi sur la rue de la Police au sud et sur la ruelle privée parallèle au boulevard De Maisonneuve Ouest au nord.

La catégorie d'usage autorisé dans la zone 0481 où se trouvent les maisons en rangées est R.2. Cette catégorie d'usage autorise un maximum de 8 logements résidentiel par bâtiment.

Élément particulier :	Sur la rue Pierce, les maisons en rangées font partie des bâtiments patrimoniaux cités par la Ville de Montréal, elles portent le nom « Les maisons en rangée William D.-Stroud » et se démarquent comme témoin de son époque de construction dans le paysage urbain actuel. La Ville de Montréal a cité ce bâtiment en 1988.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet permet d'optimiser l'utilisation d'un bâtiment patrimonial cité sous-utilisé.
Considérant que :	Le projet assure le maintien de l'usage originel dans un bâtiment résidentiel construit à la fin des années 1880.
Considérant que :	Le projet accroit le nombre de logements étudiants dans un quartier où se situent de nombreux établissements scolaires de niveau supérieur.
Considérant que :	Le projet améliore la qualité environnementale du secteur par l'ajout de plusieurs végétaux.
Considérant que :	Le projet s'inscrit dans une stratégie de densification localisée à quelques mètres de la station de métro Guy-Concordia.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment.**
- **L'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat.**
- **Prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle.**
- **Aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.**
- **Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1196255020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :
« Que les travaux de construction, visés par la résolution CA12 240057, doivent débuter dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution ». En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation prévue en 2012 devient nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-12-10 15:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196255020**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification de projet particulier a été déposée afin de prolonger le délai de réalisation du projet d'agrandissement de l'ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul, situé au 805, rue Fullum. Cette demande vise la résolution adoptée en 2012 qui arrive à échéance en février 2020 et pour laquelle une extension avait aussi été accordée en 2017. Le projet avait reçu un avis favorable du Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et le Conseil du Patrimoine de Montréal (équivalent du comité mixte). Les travaux en question n'ont toujours pas débuté, mais les promoteurs ont l'intention de les débuter prochainement. En effet, une demande de permis a été déposée en octobre dernier et le projet sera revu ultérieurement en révision de projet.
Rappelons que le CCU avait vu en juin 2019 une autre demande de projet particulier pour le presbytère, mais les demandeurs ont finalement laissé tomber ce projet pour revenir au projet adopté en 2012.

Une demande de modification au Plan d'urbanisme est présentée en parallèle aux instances décisionnelles (sommaire 1196255014) afin d'autoriser l'usage résidentiel dans un bâtiment ayant une affectation au sol « *Couvent, monastère et lieu de culte* » et identifié à la liste intitulée « *Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle* ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240120 - 14 mars 2017 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère de l'église Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);
CA12 240057 – 7 février 2012 – Adopter une résolution autorisant, pour le lot 1 424 705, l'occupation et l'agrandissement d'un bâtiment culturel à des fins résidentielles pour l'ancien presbytère de l'église Saint-Vincent-de-Paul, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement à l'étude, d'une superficie d'environ 1380 m², est situé à l'intersection sud-est des rues Sainte-Catherine et Fullum, à l'est de l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul. Le secteur se démarque par la présence de bâtiments institutionnels et civiques : l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul, l'ancienne maison mère des Sœurs de la Providence, l'ancien pensionnat Sainte-Catherine, le Centre d'hébergement Émilie-Gamelin, le bain Quintal et la Sureté du Québec. De plus, le secteur est également marqué par les usages résidentiel et commercial.

La construction du presbytère Saint-Vincent-de-Paul en 1878 est probablement attribuable à l'architecte Adolphe Lévesque également concepteur de l'église. Construit en deux parties, le presbytère est agrandit en 1906 d'après les plans de Joseph Venne architecte. Le bâtiment est vacant depuis environs 7 ans, faisant en sorte que la surveillance du lieu est déficiente. D'ailleurs, trois incendies ont eu lieu depuis, dont le plus récent remonte au 19 novembre dernier. Les fenêtres et toit ne sont pas étanches, ce qui ajoute à l'état vulnérable du bâtiment.

Le projet
Le projet adopté en 2012 consiste à restaurer et réhabiliter le presbytère et construire, sur le terrain de stationnement adjacent, un bâtiment aux mêmes proportions. La programmation prévoit au total 30 logements locatifs, dont 6 unités de 3 et 4 chambres. Le nouveau volume distinct est relié au presbytère uniquement au niveau du sous-sol qui compte six cases de stationnement.

Le nouveau volume de même gabarit que le presbytère, mais au traitement contemporain, vient reprendre certains éléments distinctifs du volume original, à savoir les alignements, la hauteur et les accès privés. Enfin, un aménagement des espaces libres est prévu, comprenant une réorganisation des cours, l'aménagement de liens piétonniers, la préservation de la rangée d'arbres du côté sud et l'élimination du stationnement de surface. Une révision de projet conformément au Titre VIII du Règlement d'urbanisme permettra de définir plus en détail les interventions sur le presbytère et notamment les matériaux retenus pour l'agrandissement.

La résolution CA12 240057 exige que le demandeur dépose deux devis techniques pour évaluer les travaux de restauration du presbytère et d'aménagement paysager à réaliser, ainsi que deux lettres de garantie bancaire pour assurer la réalisation des ces éléments. Ces conditions ont été remplies.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- À la séance du 6 octobre 2011, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de projet particulier et de modification au Plan d'urbanisme et au projet de remplacement, sous certaines conditions;
- Suite à une présentation au Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et au Conseil du patrimoine, ceux-ci ont émis conjointement un avis favorable le 31 octobre 2011;
- La Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité est favorable à la modification au Plan d'urbanisme;
- La résolution CA12 240057 arrive à échéance en février 2020;
- Les travaux en question n'ont toujours pas débuté et que les promoteurs ont la ferme intention de faire les travaux;

- Une demande de permis a récemment été enregistrée et des lettres de garantie bancaire pour la restauration du bâtiment et l'aménagement paysager ont été déposées;
- Lors de la séance du 10 décembre 2019, le CCU a émis un avis favorable pour la prolongation du délai.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

- Affichage sur l'emplacement;
- Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation;
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-10

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-12-10

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 décembre 2019	Résolution: CA19 240586

Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057 pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier le délai de réalisation pour les autorisations accordées par la résolution CA12 240057, pour le bâtiment situé au 2310, rue Sainte-Catherine Est et 805, rue Fullum (ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul), et ce, afin que les travaux de construction débutent dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution;

2) En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation prévue en 2012 devient nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.25
pp 419
1196255020

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 décembre 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 décembre 2019
3001670678
4.2.1

Objet : **MODIFICATION À UN PROJET PARTICULIER**

Endroit : 805, rue Fullum

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise la modification d'un projet particulier, afin de prolonger le délai pour débuter les travaux d'agrandissement de l'ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul. Cette demande vise la résolution adoptée en 2012 qui arrive à échéance en février 2020 et pour laquelle une extension avait aussi été accordée en 2017.

Une demande de modification au Plan d'urbanisme sera présentée en parallèle aux instances décisionnelles afin d'autoriser l'usage résidentiel dans un bâtiment ayant une affectation au sol « *Couvent, monastère et lieu de culte* » et identifié à la liste intitulée « *Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle* ».

Le projet adopté en 2012 consiste à restaurer et réhabiliter le presbytère et construire, sur le terrain de stationnement adjacent, un bâtiment aux mêmes proportions. La programmation prévoit au total 30 logements locatifs, dont 6 unités de 3 et 4 chambres. Le nouveau volume distinct est relié au presbytère uniquement au niveau du sous-sol qui compte six cases de stationnement.

Le nouveau volume de même gabarit que le presbytère, mais au traitement contemporain, vient reprendre certains éléments distinctifs du volume original, à savoir les alignements, la hauteur et les accès privés. Enfin, un aménagement des espaces libres est prévu, comprenant une réorganisation des cours, l'aménagement de liens piétonniers, la préservation de la rangée d'arbres du côté sud et l'élimination du stationnement de surface. Une révision de projet conformément au Titre VIII du *Règlement d'urbanisme* permettra de définir plus en détail les interventions sur le presbytère et notamment les matériaux retenus pour l'agrandissement.

La résolution CA12 240057 exige que le demandeur dépose deux devis techniques pour évaluer les travaux de restauration du presbytère et d'aménagement paysager à réaliser, ainsi que deux lettres de garantie bancaire pour assurer la réalisation des ces éléments. Ces conditions ont été remplies.

La présente requête consiste à maintenir l'ensemble des autorisations, conditions et obligations prévues dans la résolution CA12 240057, tout en permettant une prolongation du délai de réalisation arrivant à échéance

en février prochain. Il est proposé d'adopter une résolution spécifiant : « que les travaux de construction, visés par la résolution CA12 240057, doivent débuter dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution ». En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation prévue en 2012 devient nulle et sans effet.

Élément particulier : Le projet avait reçu un avis favorable du Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et le Conseil du Patrimoine de Montréal (équivalent du comité mixte).

Remarque importante : À la séance du 6 octobre 2011, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet.

À la séance du 19 janvier 2017, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation la prolongation du délai de réalisation.

À la séance du 13 juin 2019, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation d'un autre projet qui dérogeait entre autres à la hauteur maximale. Ce projet a été abandonné.

Considérant que : À la séance du 6 octobre 2011, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de projet particulier et de modification au Plan d'urbanisme et au projet de remplacement, sous certaines conditions.

Considérant que : Suite à une présentation au Comité Ad Hoc d'architecture et d'urbanisme et au Conseil du patrimoine, ceux-ci ont émis conjointement un avis favorable le 31 octobre 2011.

Considérant que : La Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité est favorable à la modification au Plan d'urbanisme.

Considérant que : La résolution CA12 240057 arrive à échéance en février 2020.

Considérant que : Les travaux en question n'ont toujours pas débuté et que les promoteurs ont la ferme intention de faire les travaux.

Considérant qu' : Une demande de permis a récemment été enregistrée et des lettres de garantie bancaire pour la restauration du bâtiment et l'aménagement paysager ont été déposées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Un suivi de chantier devra être assuré par un architecte, incluant la remise aux deux semaines d'un rapport d'étapes.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
6 octobre 2011
1114400073
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	2310, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu pour Stéphanie Turcotte
Description :	La proposition consiste d'une part à maintenir l'église et sa fonction, maintenant occupée par la congrégation chrétienne de l'Église Parole de Vie, et, d'autre part, à démolir le corridor reliant l'église et le presbytère. Ainsi, une opération cadastrale rendant le presbytère autonome de l'église est possible et permet un agrandissement et un changement de vocation de ce bâtiment. Le cœur du projet consiste donc à restaurer et réhabiliter le presbytère pour y aménager 12 logements en copropriété et construire, sur le terrain de stationnement adjacent, un bâtiment de 14 logements. Ce nouveau volume sera relié au presbytère uniquement au niveau du sous-sol et comptera six unités de stationnement. Le nouveau volume de même gabarit que le presbytère, mais au traitement résolument contemporain, vient reprendre toutefois certains éléments distinctifs du volume original, à savoir les alignements, la hauteur et les accès. Enfin, un aménagement des espaces libres est prévu, comprenant une réorganisation des cours, l'aménagement de liens piétonniers, la préservation de la rangée arbres du côté sud et l'élimination du stationnement de surface. Le projet présente des dérogations à l'usage, au mode d'implantation, à l'alignement, aux marges latérales et arrière, aux saillies dans une marge et au nombre minimal d'unité de stationnement.
Élément particulier :	Aucun.
Remarque importante :	Aucune.
Considérant que :	Le changement de vocation du bâtiment, conjugué à son ancienneté, entraîne des transformations et des aménagements presque impossibles à réaliser conformément au Règlement d'urbanisme 01-282.
Considérant que :	Les dérogations notamment au niveau des alignements de construction et des marges, sont relativement peu conséquentes pour le milieu et, à l'inverse, impliquent un meilleur dialogue avec le quartier tout en distinguant au premier plan le presbytère.

Considérant que : Les aménagements paysagers prévus, l'élimination du stationnement de surface de même que l'organisation des espaces libres et de circulations permettent de mettre en valeur et de redonner la prestance et la place qu'occupe le presbytère dans le paysage du quartier Sainte-Marie.

Considérant que : Le projet permet de conserver, restaurer et recycler tant l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul que son presbytère et de leur restituer une cohérence contextuelle pérenne.

Considérant que : Les impacts négatifs sont assez mineurs en regard des avantages de ce projet.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Assurer une restauration dans les règles de l'art pour l'enveloppe du presbytère, ainsi qu'à la réalisation des aménagements paysagers.**
- **Modifier le Plan d'urbanisme au niveau de la liste des bâtiments patrimonial et architectural.**
- **Revoir le traitement du dernier étage et de son parapet afin d'atténuer leur impact.**
- **Présenter le projet en révision architecturale, à une prochaine séance du comité.**

François Robillard
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

AVIS CONJOINT DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ AD HOC D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal.

Réhabilitation et construction – Presbytère de l'église Saint-Vincent-de-Paul

A11-VM-07

Localisation :	2310, rue Sainte-Catherine Est, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance patrimoniale municipale :	Désignations au Plan d'urbanisme : – Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle Sainte-Catherine Est et Fullum – Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural (église Saint-Vincent-de-Paul) – Site d'intérêt archéologique Le Pied-du-Courant

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme (CAU) émettent un avis à la demande de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le CAU est consulté sur la modification au Plan d'urbanisme requise pour la réalisation du projet, soit le retrait du presbytère de la catégorie « lieux de culte » dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial, tout en le laissant inclus dans le périmètre du secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle Sainte-Catherine Est et Fullum. L'avis du CPM est sollicité à cause de l'intérêt patrimonial du presbytère.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste à réhabiliter le presbytère pour y aménager douze logements en copropriété, à démolir le corridor reliant le presbytère à l'église et à construire un immeuble de quatre étages abritant quatorze logements, aussi en copropriété, de même que six cases de stationnement en sous-sol sur le terrain de stationnement adjacent. Les deux immeubles seraient reliés au niveau du sous-sol.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement doit également émettre un avis.

HISTORIQUE DES LIEUX[1]

Les Sulpiciens ont joué un rôle primordial dans l'établissement de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, une des premières paroisses qu'ils ont formées après le démembrement de la paroisse Notre-Dame. En 1858, avant même la formation officielle de la paroisse, ils ont érigé une chapelle sur le site actuel de l'ensemble paroissial pour desservir le quartier résidentiel ouvrier.

La paroisse de Saint-Vincent-de-Paul est formée en 1867. L'église et le presbytère sont construits entre 1875 et 1878.

Le presbytère est agrandi en 1906 et vraisemblablement relié à l'église par un passage couvert au même moment. Des dépendances situées à l'arrière de la propriété sont démolies après 1907. Après avoir été détruite partiellement par un incendie en 1919 et entièrement par un second incendie en 1924, l'église est reconstruite de 1925 à 1928.

La fonction de presbytère est maintenue jusqu'à la vente, en 2006, de l'ensemble paroissial à une congrégation évangélique, l'Église Parole de Vie. Cette congrégation souhaite s'en départir pour concentrer ses activités dans l'église.

DESCRIPTION ET INTÉRÊT PATRIMONIAL DU PRESBYTÈRE

Description du presbytère[2] :

Le presbytère est un bâtiment de trois étages sur sous-sol, construit en deux parties. La section d'origine aurait été conçue par l'architecte Adolphe Lévesque (ou Lévêque). Ayant front sur la rue Saint-Catherine Est, elle est constituée d'un volume cubique coiffé d'un toit plat dont le troisième niveau est en fait une fausse mansarde recouverte de tuiles d'ardoise et percée de lucarnes à pignon. Cette fausse mansarde est soulignée par une corniche de bois moulurée et de métal, soutenue par une série de consoles. La façade principale est caractérisée par une composition symétrique, articulée sur un axe central marqué par l'entrée principale monumentale. L'immeuble est revêtu de pierres grises bosselées et les fenêtres sont encadrées de pierres de taille. Un bandeau souligne le rez-de-chaussée et un petit volume rectangulaire d'un seul étage en plus d'un sous-sol prend la forme d'une annexe sur la façade latérale ouest.

La partie arrière, construite près de trente ans plus tard et probablement conçue par Joseph Venne, s'harmonise à la partie originale en raison des modifications qui ont été apportées à cette dernière, notamment au toit et aux lucarnes, probablement lors de l'agrandissement. La façade de l'agrandissement, ayant front sur la rue Fullum, est constituée de deux travées dont l'une, au centre du bâtiment, comporte des ouvertures différentes de l'ensemble ainsi qu'un accès, doté d'une porte moderne, à un garage situé au sous-sol. Les façades latérale est et arrière de l'agrandissement sont revêtues de brique d'argile rouge tandis que le soubassement est en pierre.

Gazonné à l'avant et sur le côté est, le parterre est ceinturé d'une clôture basse en fer ornemental qui a remplacé la clôture de pierre ou de bois d'origine et comporte quelques arbustes et arbres matures. Une allée pavée conduit de la

[1] Bouchard, Isabelle. *Recherche patrimoniale préalable. Ancien presbytère Saint-Vincent-de-Paul, 2310, rue Sainte-Catherine Est, Montréal.* Rapport final déposé à Les Développements Le Marco Inc., février 2011.
[2] Bouchard, Isabelle, 2011, voir note 1.

rue Sainte-Catherine Est à l'escalier de l'entrée principale. Le terrain situé à l'arrière du presbytère est aujourd'hui utilisé comme aire de stationnement. Un alignement d'arbres matures est localisé au fond de la propriété, perpendiculairement à la rue Fullum.

Intérêt patrimonial[3] :

« L'intérêt patrimonial du site du presbytère Saint-Vincent-de-Paul repose d'abord sur sa valeur paysagère urbaine, notamment son appartenance au noyau institutionnel développé autour de l'église, auquel il s'intègre harmonieusement tant au niveau des matériaux que de la composition architecturale et de la volumétrie. Avec les autres bâtiments institutionnels de cet ensemble, le presbytère joue un rôle de porte d'entrée de prestige du quartier Sainte-Marie, lorsqu'on circule d'ouest en est sur la rue Sainte-Catherine.

L'intérêt patrimonial du presbytère repose également sur sa valeur architecturale qui se traduit par la composition hiérarchisée des façades ainsi que la qualité des matériaux d'origine (notamment la pierre et l'ardoise) et des détails architecturaux.

Enfin, ce site présente une valeur historique par son association avec la paroisse Saint-Vincent-de-Paul et le développement du secteur, ainsi qu'une valeur sociale par son association avec la vie communautaire et paroissiale du quartier. »

ANALYSE DU PROJET

L'analyse porte sur le projet présenté conjointement au CAU et au CPM, le 17 octobre 2011, par les représentants de l'arrondissement et par le promoteur, les développements LEMARCO, et ses architectes, Archipel architecture. Les comités appuient la réhabilitation du presbytère et le redéveloppement du site à des fins résidentielles. Ils estiment que, de manière générale, les interventions proposées sur l'immeuble de l'ancien presbytère permettent de le pérenniser dans le respect de sa valeur patrimoniale. Ils sont aussi d'avis que, par son implantation, sa hauteur et sa composition, l'immeuble proposé sur le terrain de stationnement adjacent est attentif aux caractéristiques architecturales de son voisin. Le projet offre en outre de nouveaux logements tout en réduisant les superficies consacrées au stationnement à ciel ouvert. Les comités sont d'accord avec l'ensemble des dérogations demandées et souhaitent que les nouveaux paramètres définis pour le nouvel immeuble (hauteur et alignement sur la rue Fullum) guident l'implantation des bâtiments qui viendront s'implanter plus au sud. Ils estiment toutefois que le projet pourrait être amélioré à certains égards. Leurs commentaires à cet effet portent sur les aspects suivants : (1) les coursives, (2) la fenestration de l'ancien presbytère, (3) le mur aveugle entre les deux immeubles et (4) le traitement des façades du nouvel immeuble.

1. Les coursives

Les comités ne sont pas à l'aise avec la solution, imposée par la volonté de créer des logements traversants, d'accéder à une bonne partie de ceux-ci (10 sur 26) par des coursives situées sur la façade latérale est, entre le

[3] Ville de Montréal, Division de l'expertise en patrimoine et de la toponymie, *Énoncé de l'intérêt patrimonial Site du presbytère Saint-Vincent-de-Paul (2310, rue Sainte-Catherine Est),* 10 mai 2011, p. 1.

presbytère et l'église. D'abord, cette solution crée une ambigüité dans la lecture urbaine des lieux; les coursives sont en effet aménagées sur la façade arrière, où sont situées traditionnellement les issues de secours. Cette stratégie paraît particulièrement inappropriée dans le cas de l'ancien presbytère; en effet, le nouvel escalier sur la rue Sainte-Catherine et les coursives très visibles de cette rue nuisent à l'intégrité de la façade principale ainsi qu'à la qualité d'ensemble de l'église et du presbytère implantés côte-à-côte. Elle soulève également des enjeux de sécurité alors que l'unique accès de ces unités d'habitation se trouvera dans un espace restreint, éloigné de la vue des passants. Des questions d'intimité émergent aussi à l'idée de longer les fenêtres de certains unités afin d'accéder aux unités situées les plus au sud. Pour ces différentes raisons, les comités estiment préférable d'opter pour une autre solution, par exemple de localiser les entrées principales des logements sur une façade donnant sur la rue. En vue de minimiser les modifications dans les façades de l'ancien presbytère (voir à ce sujet le paragraphe suivant), ils préconisent l'utilisation de l'une ou l'autre des entrées existantes pour accéder à l'ensemble des logements créés dans cet immeuble et, à cette fin, l'exploration d'une autre organisation interne.

2. La fenestration de l'ancien presbytère

Rappelant que la valeur architecturale de l'ancien presbytère se traduit par la composition hiérarchisée des façades et par la qualité des matériaux d'origine et des détails architecturaux, les comités favorisent le respect de l'intégrité de ses façades. Aussi, ils estiment que les proportions d'origine des fenêtres doivent le plus possible être conservées. Ils signalent à cet égard que des erreurs se sont glissées dans les plans quant à la localisation et les dimensions de certaines ouvertures.

3. Le mur aveugle

Eu égard au mur aveugle proposé du côté nord du nouvel immeuble, les comités estiment qu'il faut éviter de créer ce genre de situation, tout particulièrement en vis-à-vis avec un mur comportant des fenêtres. Et si le mur existant doit lui aussi être aveugle pour éviter cette cohabitation, il leur apparaît plus avantageux de construire les deux immeubles en mitoyenneté.

4. Le traitement des façades du nouvel immeuble

Les comités estiment qu'il est difficile, à la lumière des dessins préliminaires fournis, de commenter le traitement architectural de l'agrandissement proposé. Ils considèrent que les rapports de masses et les matériaux doivent contribuer à mettre en valeur le presbytère, tout en créant un caractère d'ensemble. Ainsi, ils préconisent l'utilisation de la pierre grise pour les surfaces illustrées en gris foncé sur les dessins et appuient le prolongement, dans le nouvel immeuble, de la ligne de la corniche à la base de la mansarde de l'ancien presbytère. Par ailleurs, ils questionnent la deuxième corniche proposée au sommet du nouvel immeuble, laquelle alourdit la silhouette de l'ensemble.

Les comités appuient un traitement contemporain du nouvel immeuble, avec des ouvertures généreuses. Ils craignent par ailleurs que les très grandes ouvertures proposées aux derniers étages ne soient pas adaptées à l'échelle de l'environnement immédiat et qu'elles nuisent à l'intimité des résidents. Ils estiment que ce genre de fenestration est plus approprié pour des mezzanines situées en retrait de la rue.

AVIS DU CAU ET DU CPM

Le Comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme et le Conseil du patrimoine de Montréal se réjouissent de la réhabilitation de l'ancien presbytère de l'église Saint-Vincent-de-Paul (2310, rue Sainte-Catherine Est) à des fins résidentielles, accompagnée de la construction d'un nouvel immeuble sur le terrain de stationnement adjacent. Le projet permet de pérenniser l'ancien presbytère dans le respect de sa valeur patrimoniale et offre de nouveaux logements tout en réduisant les superficies consacrées au stationnement de surface.

Les comités font quelques recommandations pour améliorer le projet :

- Éliminer les coursives à l'arrière des deux immeubles, imposées par la volonté de créer des logements traversants, et localiser l'ensemble des accès sur les façades principales (sur les rues Sainte-Catherine et Fullum). De plus, utiliser l'une ou l'autre des entrées existantes dans l'ancien presbytère pour accéder à l'ensemble des logements créés dans cet immeuble en vue de modifier les façades le moins possible et, à cette fin, explorer une autre organisation interne.
- Restaurer les proportions d'origine des fenêtres de l'ancien presbytère.
- Éliminer le mur aveugle sur la façade nord du nouvel immeuble.
- S'assurer que les matériaux et les rapports de masse proposés sur les façades du nouvel immeuble s'harmonisent avec ceux de l'ancien presbytère. Utiliser la pierre grise dans le cas des surfaces illustrées en gris foncé sur les dessins.
- Éliminer la deuxième corniche proposée au sommet du nouvel immeuble.
- Revoir la dimension des grandes baies vitrées des derniers étages de manière à assurer l'intimité des résidents et l'intégration générale du projet à l'échelle de l'environnement immédiat.
- S'assurer que l'alignement d'arbres matures situé au fond de la propriété est protégé adéquatement pendant le chantier de construction.

Le président du CAU,

Original signé

Adrien Sheppard
Le 31 octobre 2011

La présidente du CPM,

Original signé

Marie Lessard
Le 31 octobre 2011

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
24 septembre 2011



LISTE DES PLANCHES

DONNÉES GÉNÉRALES DU PROJET

INTÉGRATION AU CONTEXTE BÂTI

PRÉSERVATION DU PRESBYTÈRE EXISTANT

INTÉGRATION ARCHITECTURALE DU NOUVEAU BÂTIMENT

ADAPTATION À L'USAGE RÉSIDENTIEL

AMÉNAGEMENT DU SITE

PLAN D'IMPLANTATION

PLANS DES ÉTAGES sous-sol, rez-de-chaussée, 2ème étage, 3ème étage, mezzanine

ÉLÉVATIONS ET COUPES

PLANS DE L'EXISTANT (ANNEXE)

PRESBYTÈRE ST-VINCENT-DE-PAUL

Dossier de présentation pour projet particulier

2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'INTERVENTION

• L'organisme propriétaire du presbytère et de l'église voisine cherche à vendre le bâtiment pour concentrer ses activités dans l'église et amasser les fonds nécessaires à l'entretien de celle-ci.

• Développement Lemarco propose d'acquérir le bâtiment du presbytère et le terrain adjacent pour y développer un projet d'habitation. Le projet comprend la rénovation du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment sur la partie vacante du site.

• Le projet fait l'objet d'une demande de projet particulier à l'Arrondissement Ville-Marie.

• Le presbytère a fait l'objet d'un énoncé de valeur patrimoniale en mai 2011.

SPÉCIFICATIONS DU PROJET

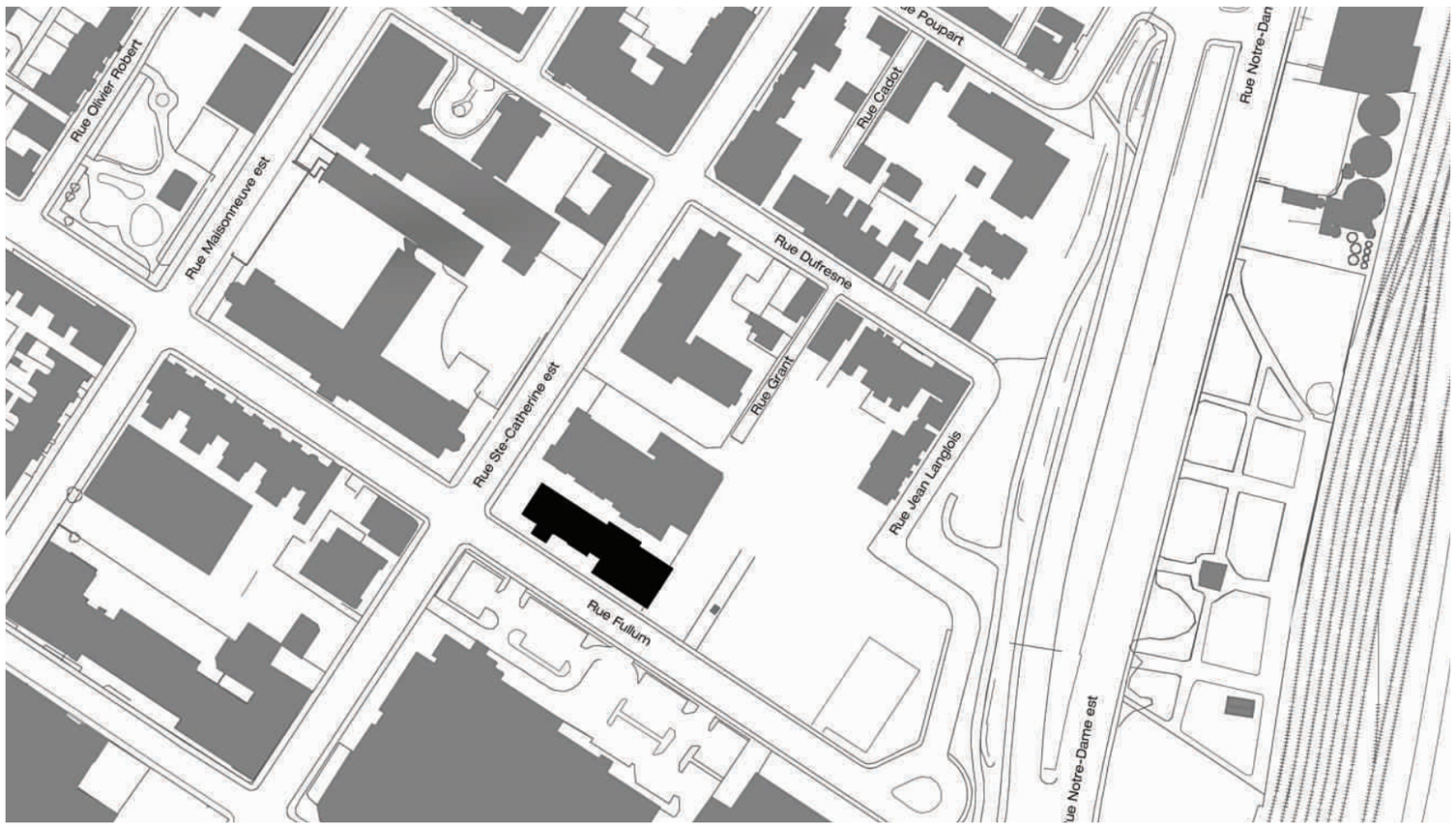
• Superficie de plancher brut existante rénovée	1324 m²
• Superficies de plancher brut additionnelles projetées	1331 m²
• Superficie brut totale	2655 m²
• Nombre total de logements projetés	26
• Logement de 1 chambre (± 80 m²)	8
• Logement de 2 chambres (± 100 m²)	12
• Logement de 3 chambres (± 120 m²)	6
• Nombre total de places de stationnement projetées	7
• Places de stationnement extérieures	0
• Places de stationnement intérieures	7

DONNÉES GÉNÉRALES DU PROJET

• Recyclage du bâtiment de trois étages existant pour l'aménagement de 12 nouveaux logements en copropriété.

• Construction d'un nouveau bâtiment d'habitation de 3 étages, comprenant 14 nouveaux logements et 7 places de stationnement en sous-sol.

• Démolition du corridor reliant le presbytère à l'église et réaménagement des espaces extérieurs.



PLAN DE LOCALISATION
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/2500
2011-09-23

INTÉGRATION AU CONTEXTE BÂTI

STRATÉGIES PROPOSÉES

Volume du presbytère préservé

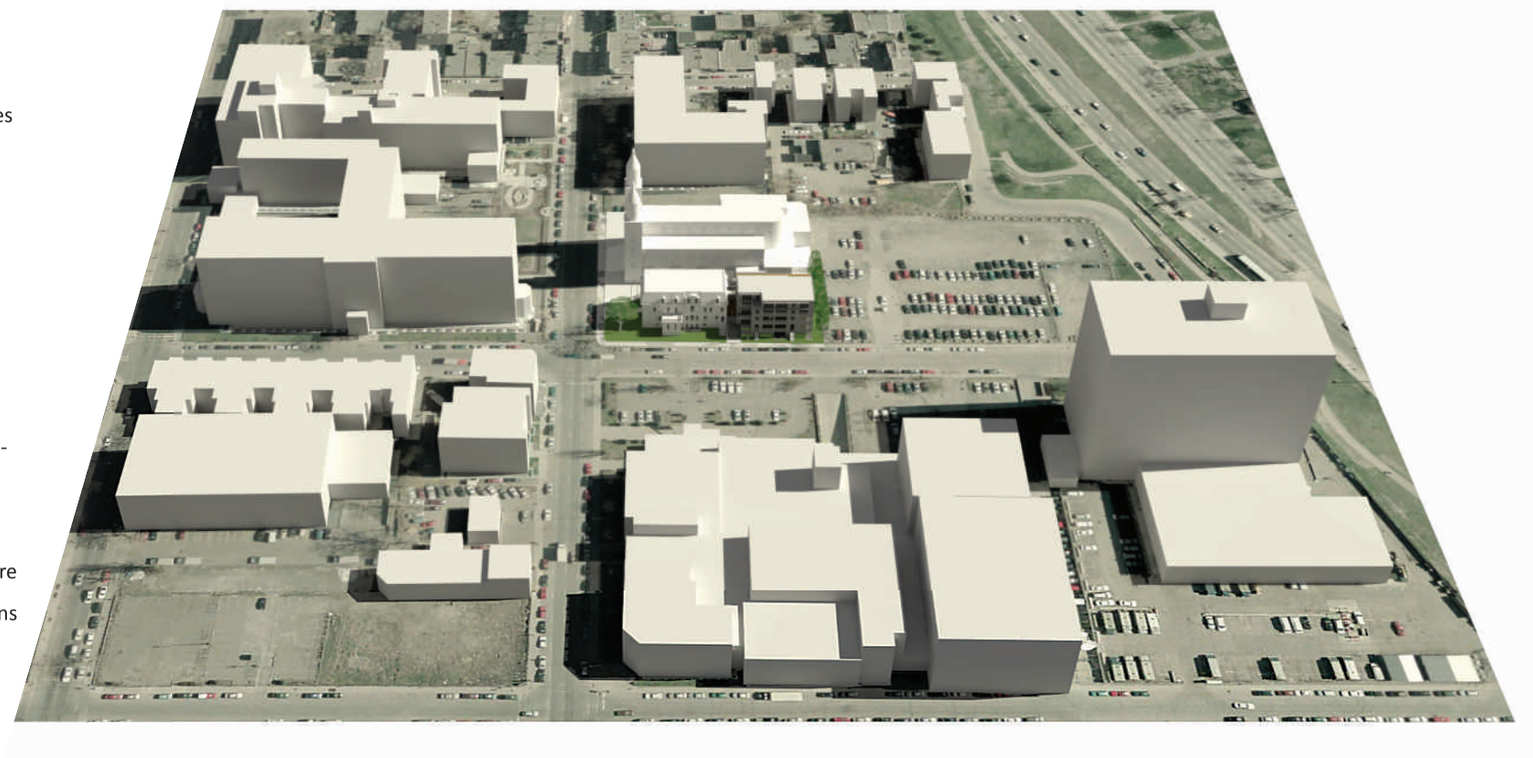
- Le corps principal du presbytère est préservé dans son état existant.
- Le passage le reliant à l'église est démoli, reprenant l'organisation d'origine des bâtiments, pour former un jardin linéaire donnant accès aux nouvelles habitations.
- Les galeries existantes à l'arrière sont remplacées par des escaliers et coursives d'accès.

Nouveau bâtiment distinct, de même échelle que le presbytère

- Le nouveau bâtiment forme un volume distinct. Il est relié au presbytère existant au niveau du sous-sol seulement.
- Il est d'une échelle semblable au presbytère, approximativement de la même hauteur et de la même aire de bâtiment.
- Son alignement fait la transition entre celui du presbytère et un front urbain plus près de la rue qui est généralisé dans ce secteur et qui pourra servir d'alignement à un éventuel développement sur les terrains voisins.

PRINCIPES D'INTÉGRATION

Le site est entouré de bâtiments institutionnels imposants (anciens couvents, église), d'immeubles administratifs de plusieurs étages et d'espaces ouverts (stationnements). Dans ce contexte, le presbytère existant constitue un pôle d'échelle plus petite, plus résidentielle. Le nouveau bâtiment encadre et appuie le volume du presbytère existant. Il constitue, avec lui, un ensemble à une échelle habitable mais suffisamment présent pour répondre au contexte.



PRÉSERVATION DU PRESBYTÈRE EXISTANT



STRATÉGIES PROPOSÉES

Conservation des façades sur rue

• L'organisation des logements à l'intérieur du presbytère permet de conserver les façades sur rue dans leur état actuel.

• Les matériaux des façades du presbytère sont conservés et rénovés ou remplacés par des éléments respectant la composition d'origine.

- La maçonnerie est rénovée (rejointoyée et nettoyée)
- Les ouvertures sont conservées et les fenêtres remplacées par des modèles inspirés des fenêtres d'origine.
- Le toit mansardé en ardoise et la corniche en bois sont conservés et rénovés.

Porte de garage sur rue éliminée

• La porte de garage donnant sur la rue Fullum est remplacée par des ouvertures dans le prolongement de celle du rez-de-chaussée et la descente de véhicules laisse place à un jardin en contrebas (cour anglaise).

Saillies conservées ou refaites comme à l'origine

• Les escaliers et entrées sur rue sont convertis en entrées pour des unités.

• L'escalier principal existant sur Sainte-Catherine est en mauvais état. Il sera reconstruit selon le profil de l'escalier d'origine.

• La toiture de l'annexe latérale est reconvertie en terrasse et un garde-corps sera rajouté à l'endroit des balustrades d'origine.

Adaptations de la façade arrière

• Les modifications au bâtiment sont concentrées sur la façade arrière où se retrouvent les coursives et les escaliers d'accès aux unités d'habitation.

• Un nouvel accès donnant sur Sainte-Catherine est conçu pour s'agencer à l'escalier de l'entrée existante.

PRINCIPES DE RÉNOVATION ET DE CONSERVATION

Les interventions sur l'extérieur du presbytère visent à conserver les éléments existants ou à retrouver les éléments d'origine pour les façades principales donnant sur Sainte-Catherine et sur Fullum. Les adaptations au nouvel usage se concentrent sur les façades arrières. Les nouveaux éléments ajoutés au bâtiment (garde-corps, nouvel escalier, nouvelles fenêtres,...) seront traités de façon contemporaine et sobre. Ils ne simuleront pas un fini vieilli mais respecteront autant que possible les proportions, les matériaux et les compositions d'origine.



VUE DE LA RUE FULLUM VERS LE SUD

INTÉGRATION ARCHITECTURALE DU NOUVEAU BÂTIMENT

STRATÉGIES PROPOSÉES

Logements de qualité adaptés au mode de vie urbain contemporain

- Les logements sont desservis par des cages d'escaliers intérieures à l'avant (sans corridors communs) et par des coursives extérieures à l'arrière.
- Les logements sont traversant. Les espaces de jour donnent sur la façade principale et sont orientés vers le centre-ville et la lumière du sud-ouest. Les chambres donnent sur la façade arrière.
- Chaque logement comprend un espace extérieur utilisable (balcon, terrasse ou cour anglaise).
- Les logements du troisième niveau ont une double hauteur et comprennent un espace en mezzanine.

Composition et matériaux inspirés du bâtiment existant

- Les proportions générales et la disposition des matériaux en façade reprennent celles du presbytère. Le plancher du rez-de-chaussée et la toiture sont alignés sur l'existant.
- Les matériaux extérieurs reprennent les couleurs de base du bâtiment existant. Les façades sont composées d'un agencement de maçonnerie et de parement d'acier dans des tons de gris. Du verre et du bois teint confirment un traitement contemporain.

Escaliers et coursives d'accès semblables à celles du presbytère rénové

- Les accès extérieurs avant et arrière reprennent le langage des accès aux logements du presbytère. Escaliers droits extérieurs à l'avant, coursives à l'arrière.

PRINCIPES D'INTÉGRATION

Le nouveau bâtiment est de facture contemporaine et ne se confond pas avec le bâtiment ancien. Il reprend toutefois le gabarit et les proportions de l'existant. Sa façade principale est agencée sur deux plans qui sont dans le prolongement du corps principal du presbytère et de son annexe. Le plan le plus avancé est modulé par des percées et des reculs.



VUE DE LA RUE FULLUM VERS LE NORD

ADAPTATION À L'USAGE RÉSIDENTIEL

PRINCIPES D'INTÉGRATION

L'adaptation du presbytère à son nouvel usage se manifeste principalement sur sa façade arrière. Une allée de circulation à l'échelle des ruelles du quartier sert d'accès principal aux unités d'habitation du bâtiment existant par l'intermédiaire de coursives aménagées aux différents niveaux. Cette organisation se prolonge à l'arrière du nouveau bâtiment et confirme la cohérence de l'ensemble.

Les coursives empruntent au langage des bâtiments institutionnels environnants, avec leurs longues galeries couvertes, ainsi qu'à la texture des cours arrière du quartier avec leurs balcons et leurs escaliers extérieurs.



VUE ARRIÈRE DU NOUVEAU BÂTIMENT



VUE DE LA RUE ST-CATHERINE VERS LE SUD

AMÉNAGEMENT DU SITE

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

Les bâtiments sont entourés d'espaces verts qui sont investis et utilisés autant que possible par les occupants. Ils sont aménagés pour servir d'accès, de passage ou de jardin et éviter les espaces neutres, sans fonction et sans caractère.

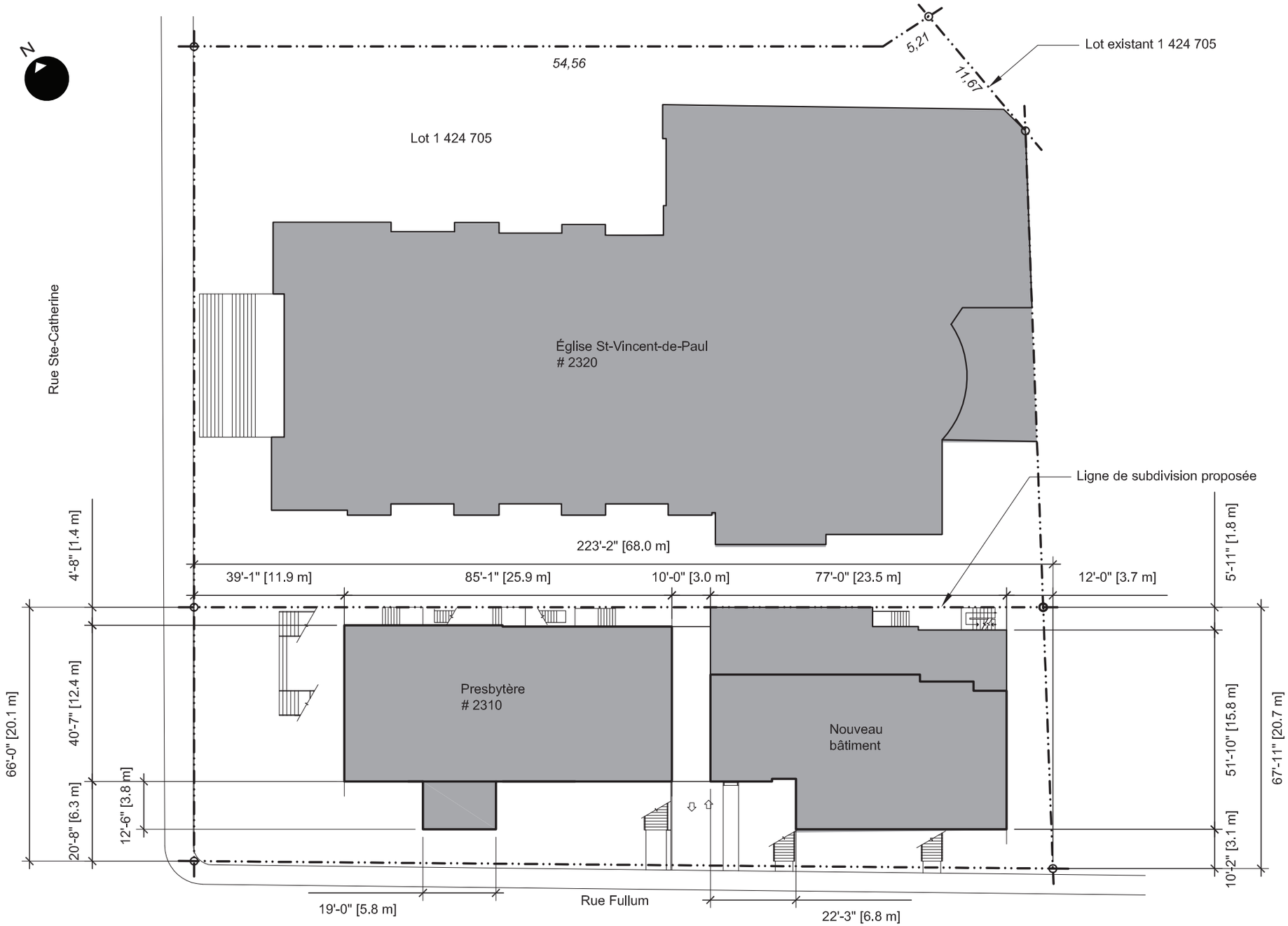
- La bande verte clôturée séparant le presbytère de la rue est préservée et prolongée devant le nouveau bâtiment. Une plate-bande le long des façades impose un recul et confère une certaine intimité aux pièces du rez-de-chaussée et du sous-sol.
- Une petite place extérieure définit l'accès principal du presbytère réaménagé. Elle modifie la lecture de l'entrée existante tout en préservant son caractère.
- L'alignement d'arbres le long de la limite sud est conservé. Il appuie une petite allée d'accès piétonnière aux escaliers arrières.
- L'espace libéré par la démolition du passage laisse place à une « ruelle-jardin » donnant accès aux unités et formant un paysage urbain inspiré des ruelles du quartier.



N

PLAN D'AMÉNAGEMENT DU SITE
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/32"=1'0"
2011-09-23



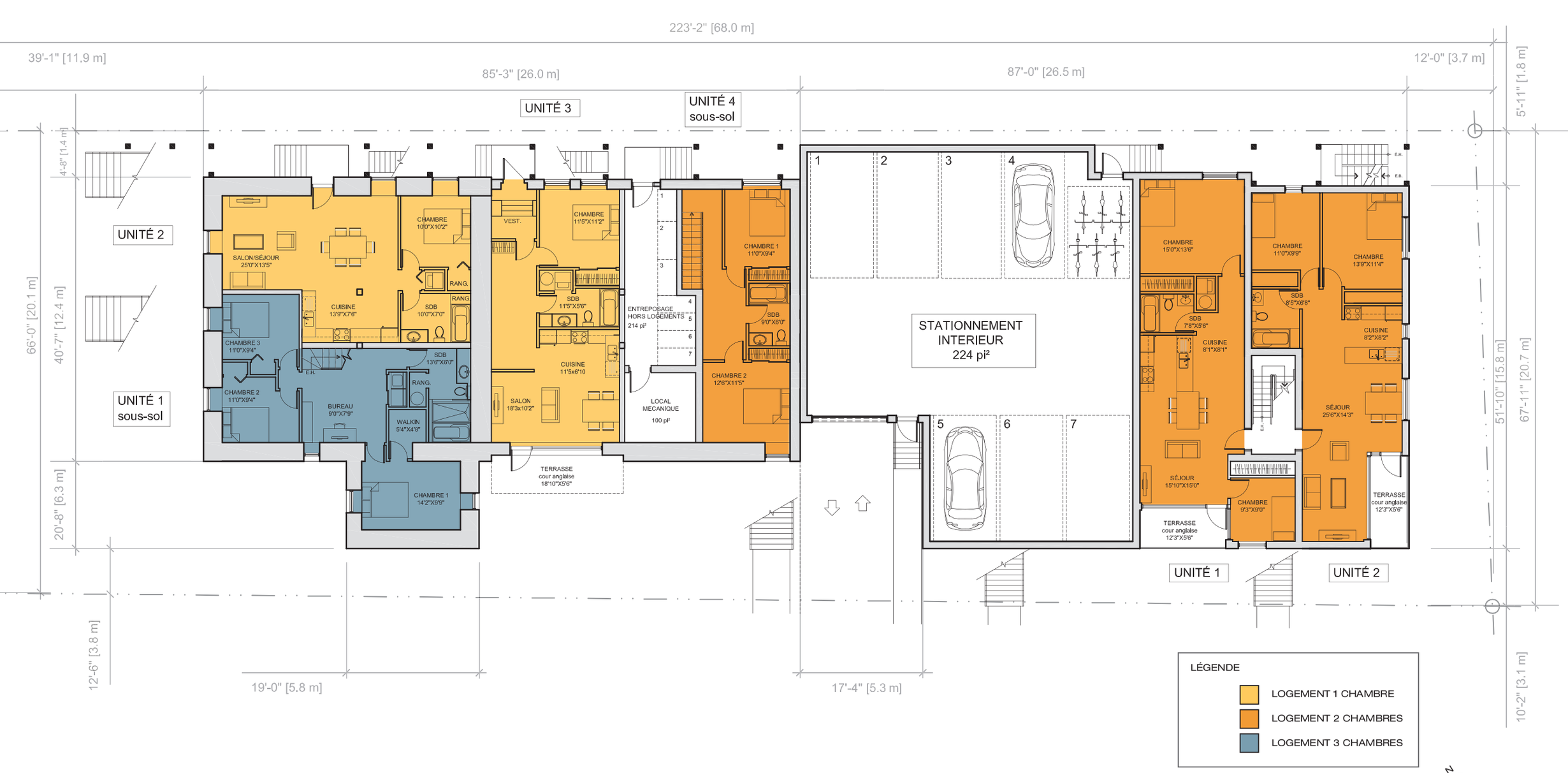
PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

PLAN D'IMPLANTATION

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/32"=1'0"
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

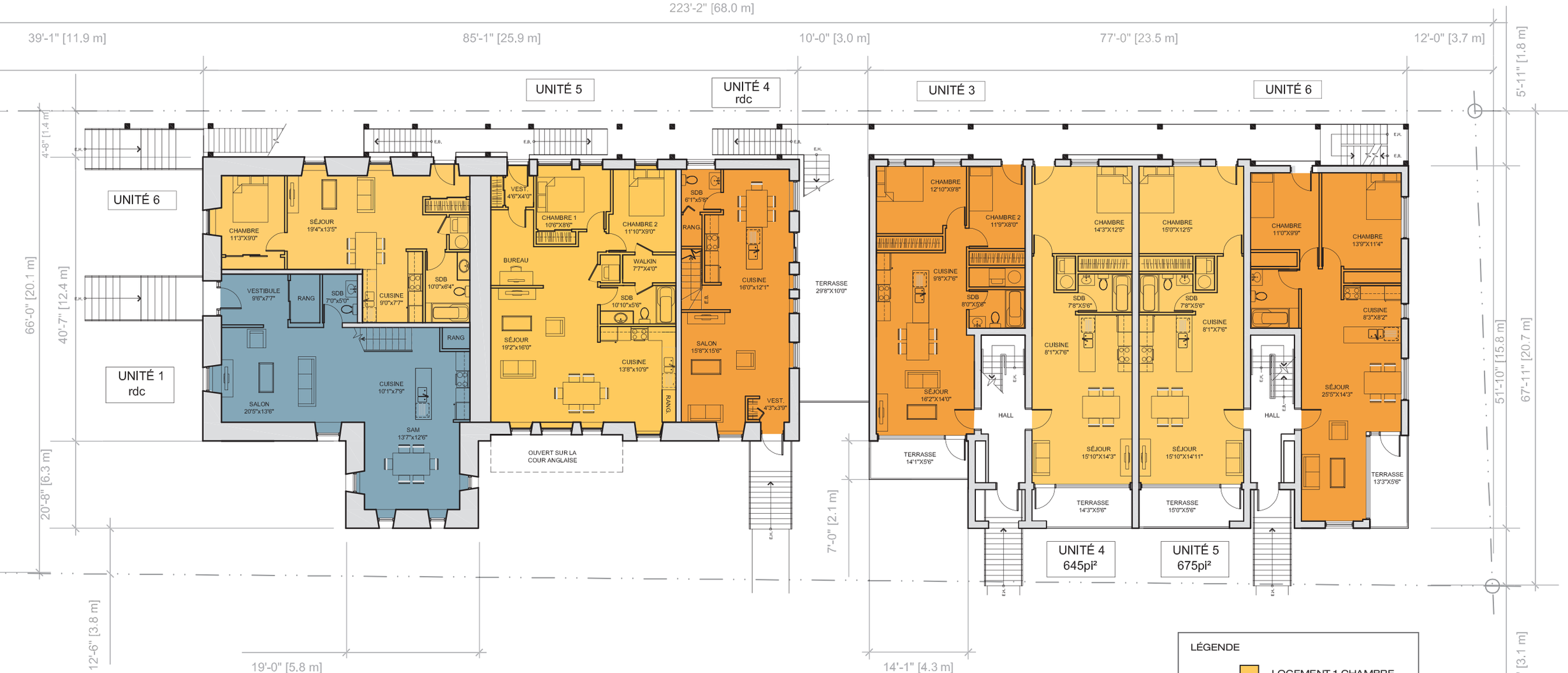
PLAN DU SOUS-SOL

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23

8/15

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



LÉGENDE

- LOGEMENT 1 CHAMBRE
- LOGEMENT 2 CHAMBRES
- LOGEMENT 3 CHAMBRES

N

PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

PLAN DU 2ÈME ÉTAGE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



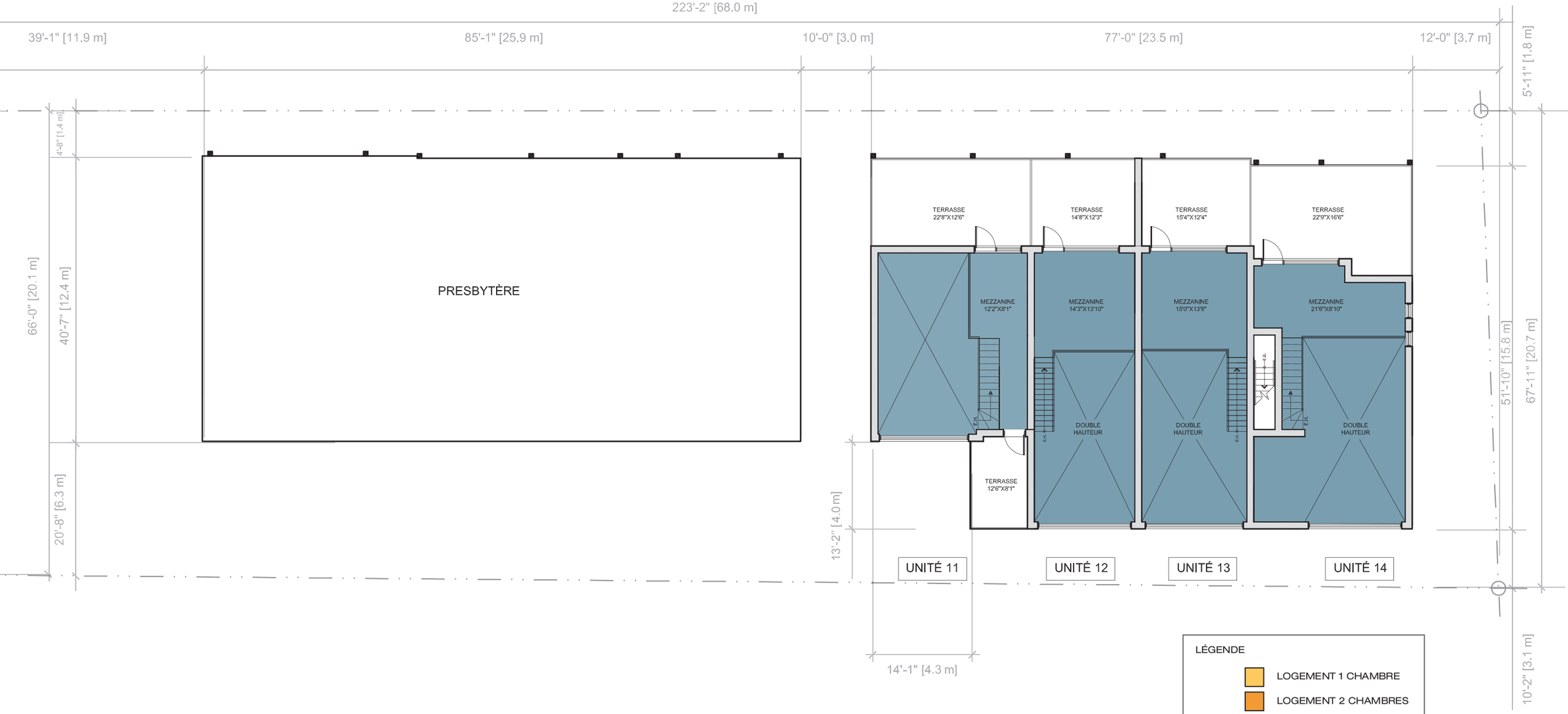
PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

PLAN DU 3ÈME ÉTAGE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

PLAN DU 3ÈME ÉTAGE

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture



ÉLÉVATION AVANT



ÉLÉVATION ARRIERE

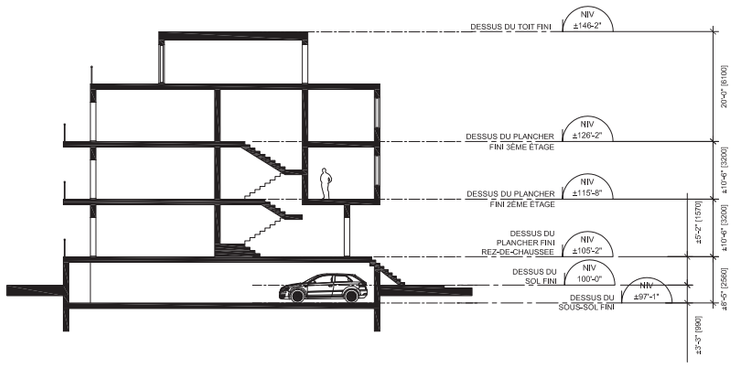
PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

ÉLÉVATIONS

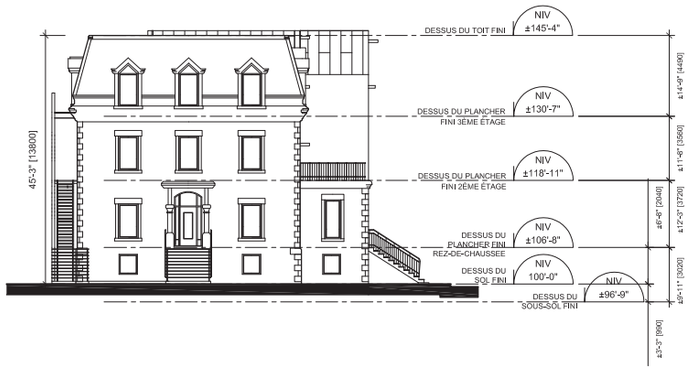
Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/32”=1’0”
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC

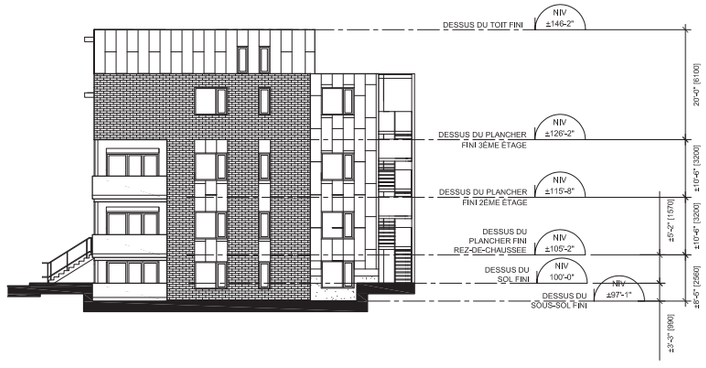
archipel architecture



COUPE TRANSVERSALE



ÉLÉVATION ST-CATHERINE



ÉLÉVATION SUD

PRESBYTÈRE ET NOUVELLES UNITÉS

ÉLÉVATIONS ET COUPES

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/32”=1’0”
2011-09-23

Les développements LEMARCO INC
archipel architecture

DESCRIPTION GÉNÉRALE

- Le bâtiment de trois étages (sous-sol, rez-de-chaussée, 2ième et 3ième) a été construit en deux étapes principales (1878 et 1906) puis transformé à plusieurs reprises par la suite.
- Les deux parties sont construites en maçonneries porteuses, appuyant une charpente de bois pour les planchers et la toiture.
- Plusieurs éléments ont été remplacés avec le temps. La volumétrie générale et la maçonnerie ont été préservés, toutefois la plupart des autres systèmes extérieurs ont été remplacés.
- L'organisation générale des espaces intérieurs semble avoir été conservée au fil des ans mais les finis ont été remplacés.
- Les systèmes électromécaniques semblent fonctionnels et adéquats pour le présent usage.

ÉTAT GÉNÉRAL

Le bâtiment est en bon état général malgré que plusieurs systèmes soient vieillis et manquent d'entretien. Sa structure paraît stable, les éléments sont droits et de niveau et aucune déformation ou détérioration majeure des systèmes structuraux n'est clairement identifiable.
Plusieurs éléments de l'enveloppe sont défraîchis ou détériorés et doivent être réparés ou remplacés.
Mis à part les locaux aménagés en sous-sol qui sont laissés à l'abandon, les espaces intérieurs sont entretenus, salubres et en bon état général.

Note: PORTÉE DE L'EXPERTISE

La description et les commentaires du présent rapport font suite à une inspection visuelle générale effectuée en décembre 2010. Cette inspection n'a pas couvert tous les aspects ni tous les systèmes du bâtiment et ne visait pas à établir une liste exhaustive des problèmes ni des défauts du bâtiment. La portée du présent rapport se limite à dresser un portrait général du bâtiment et de son état mais ne peut être utilisé pour planifier des travaux ou des interventions. Des études plus approfondies sur les différents systèmes seront nécessaires avant de confirmer leur nature exacte, et leur état et leur conformité aux codes et normes en vigueur.

ÉTAT GÉNÉRAL DU BÂTIMENT EXISTANT

INFRASTRUCTURE ET FONDATION

Nature des systèmes	État général
Fondation de pierre	Stable et droite, pas de signes de déformation ou de détérioration importante Jointoiement à refaire par endroits Linteau affaissé au-dessus de la porte de garage
Dalle de sous-sol en béton	Cassée et déformée dans l'ancien garage et partie récente, non visible dans ancienne partie

STRUCTURE ET CHARPENTE

Nature des systèmes	État général
Murs extérieurs porteurs en maçonnerie	Pas de déformation ni de détérioration importantes (voir enveloppe)
Murs porteurs intérieurs en bois	Pas de déformation ni de détérioration importantes
Charpente des planchers et du toit en bois	Stable et droite, pas de signes de déformation ou de détérioration importantes

ENVELOPPE

Nature des systèmes	État général
Murs extérieurs en maçonnerie de pierre	Bon état mais joints ouverts et vides par endroits Surface salie par endroit
Mur extérieurs en brique	Pas de déformation mais mauvais état des joints et très sale selon les endroits Haut de cheminée et couronnement en mauvais état
Revêtement de toit mansardé en ardoise	Bon état général, réparation jusqu'à 30% par secteur
Corniches et lucarnes en bois peint et en tôle	Semble solide dans l'ensemble sauf par endroits où des pièces de bois sont manquantes. Réparations importantes sur la façade arrière. Tôle rouillée. Manque d'entretien général
Toiture plate (non inspectée, probablement en asphalte et gravier)	Pas d'infiltrations selon les occupants

PORTES ET FENÊTRES

Nature des systèmes	État général
Fenêtres extérieures en aluminium dans anciens cadres de bois recouverts d'aluminium Vitrages fixes scellés et vitrages coulissants simples.	Bon état général mais manque d'entretien, surfaces salies
Portes extérieures en bois avec vitrages simples.	Bon état général

SAILLIES

Nature des systèmes	État général
Balcons et escaliers avant en acier, palier et marche en contre-plaqué recouverts de fibre de verre	Structure d'acier rouillée et en mauvais état. Garde-corps un peu rouillé Marches et paliers récents en bon état
Balcons et escaliers arrière en acier et en bois	Bon état
Palier et échelle d'accès au toit en acier peint	(non inspecté, à vérifier)

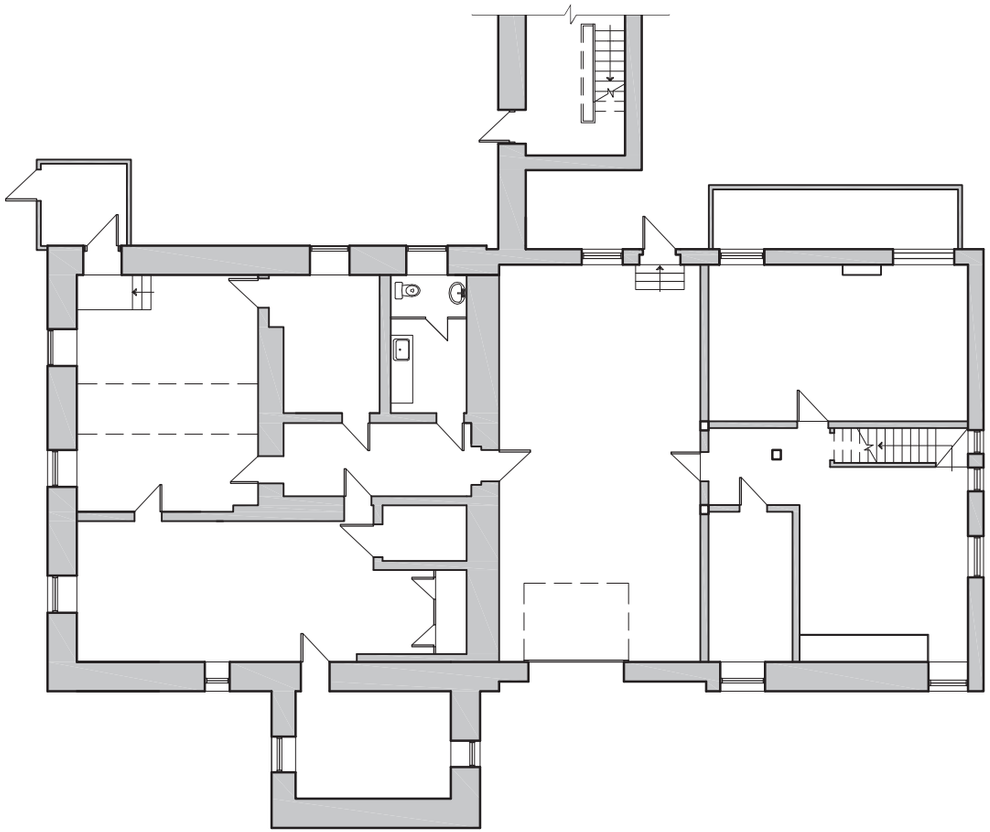
SYSTÈMES INTÉRIEURS

Nature des systèmes	État général
Murs intérieurs en enduit de plâtre et treillis métallique sur colombage de bois	Bon état (peut contenir de l'amiante)
Plafonds en enduit de plâtre sur treillis métallique	Bon état (peut contenir de l'amiante)
Boiseries en bois massif verni	Bon état
Portes et cadres en bois massif verni ou peint	Bon état
Finis de plancher en carreaux de céramique au rez-de-chaussée	Bon état
Finis de plancher en linoléum ou carreaux vinyliques (sur bois ?) aux étages	Vieillis par endroits (peut contenir de l'amiante)
Finis du sous-sol en panneaux de bois préfinis ou plâtre détérioré	Finis de peu de valeur, détériorés par endroits

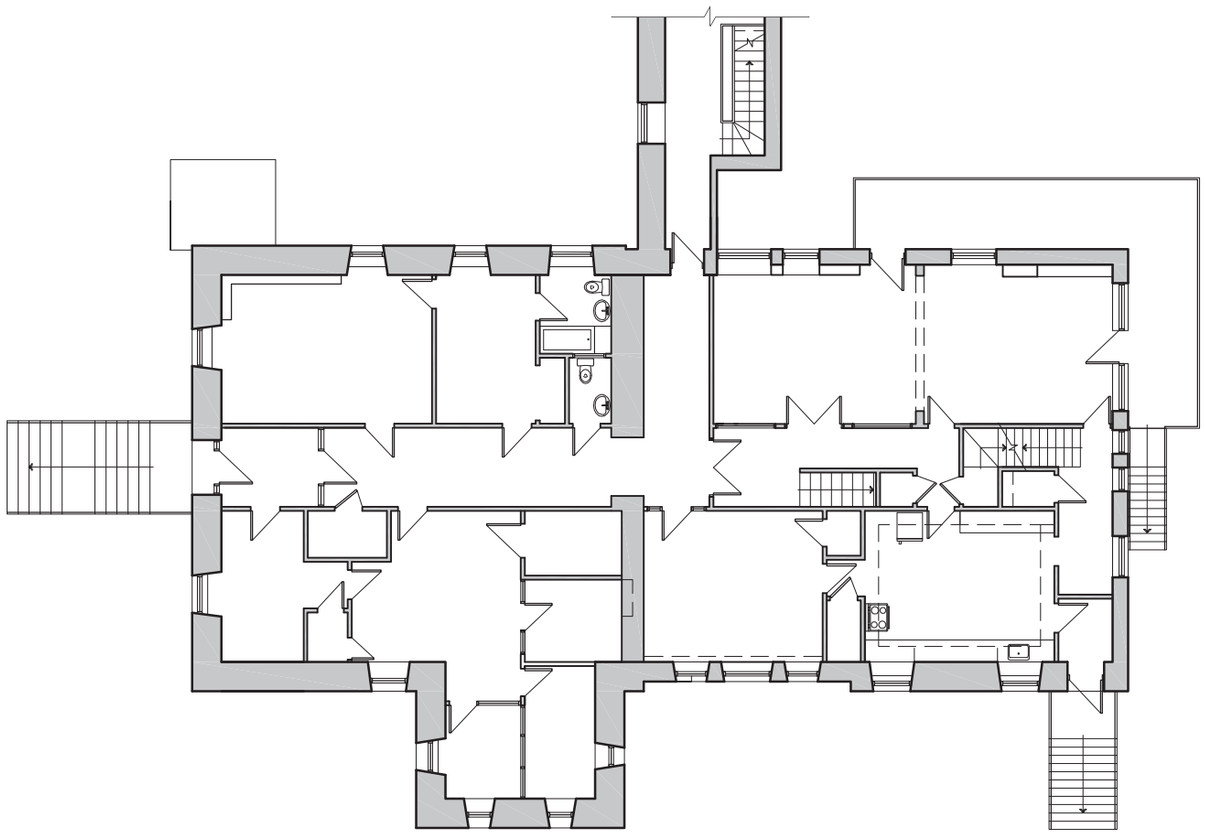
SYSTÈMES ÉLECTROMÉCANIQUES

Nature des systèmes	État général
Chauffage à l'eau chaude avec radiateurs en fonte aux étages et chaudières au gaz au sous-sol	En état de fonctionnement (état du système non évalué)
Réseau de plomberie ayant subi de nombreuses modifications	En état de fonctionnement (état du système non évalué)
Entrée électrique	En état de fonctionnement (état du système non évalué)

ANNEXE / PRESBYTÈRE - PLANS DE L'EXISTANT



PLAN DU SOUS-SOL



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

N

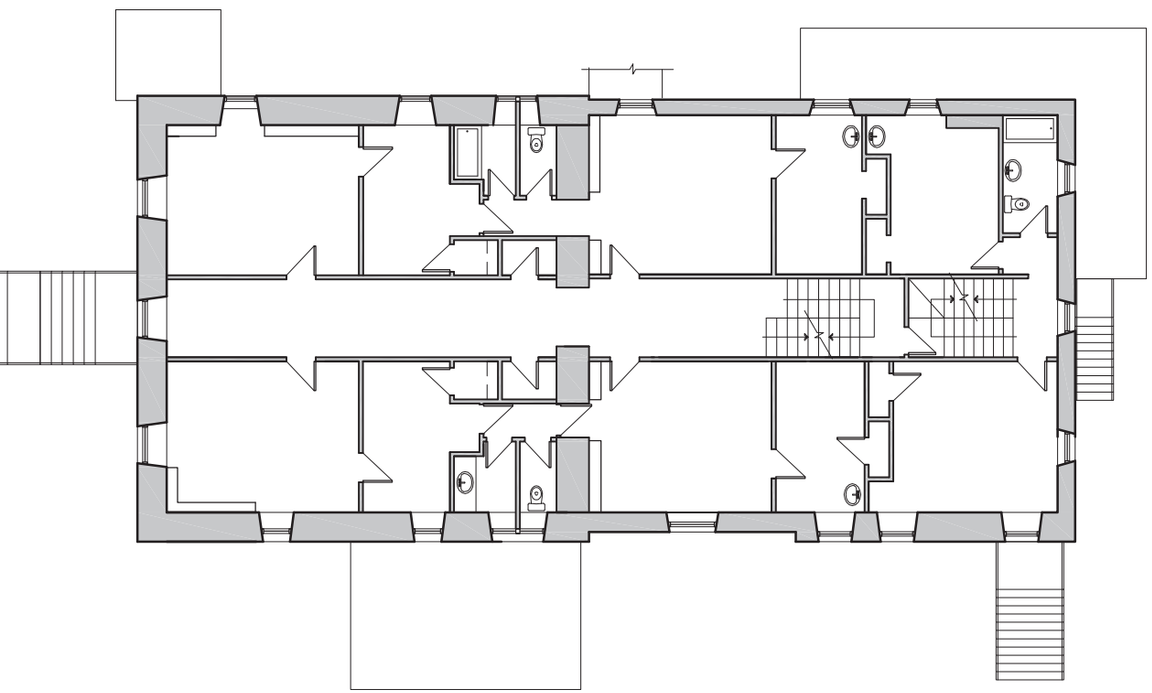
PRESBYTÈRE
PLANS DU SOUS-SOL ET
DU REZ-DE-CHAUSSÉE EXISTANT

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23 annexe

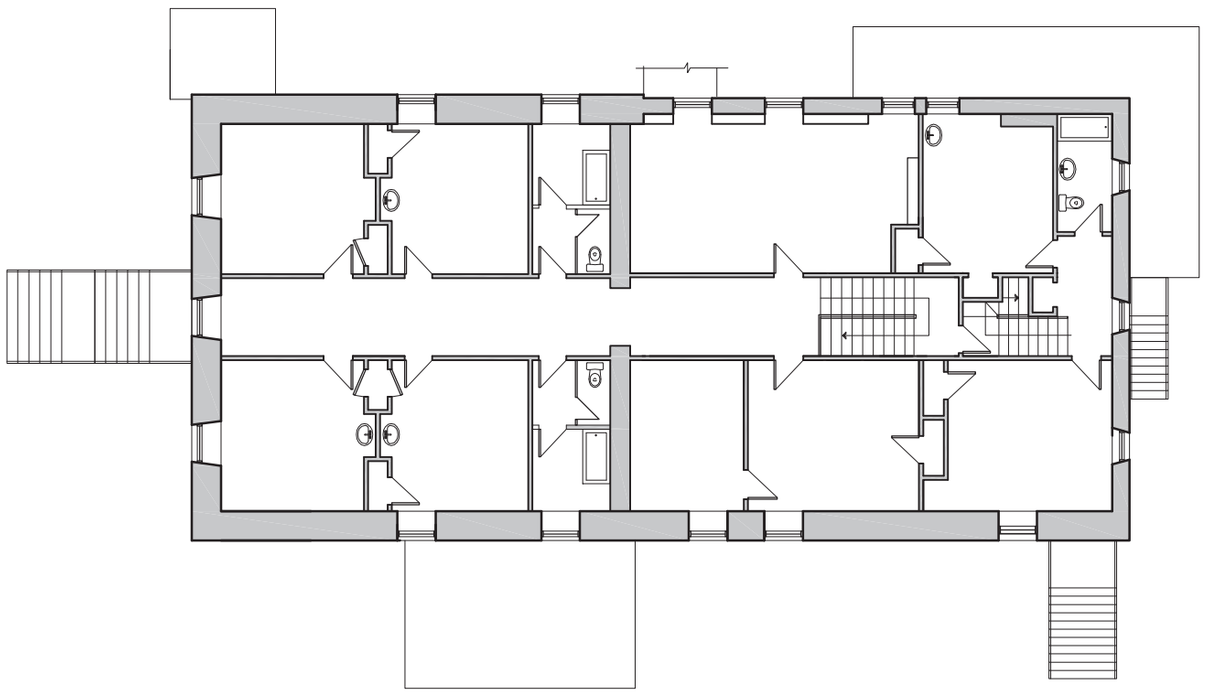
Les développements LEMARCO INC

archipel architecture

ANNEXE / PRESBYTÈRE - PLANS DE L'EXISTANT



PLAN DU 2ÈME ÉTAGE



PLAN DU 3ÈME ÉTAGE

PRESBYTÈRE
PLANS DU 2ÈME ET
3ÈME ÉTAGE EXISTANT

Presbytère St-Vincent-de-Paul
Échelle 1/16"=1'0"
2011-09-23 annexe

Les développements LEMARCO INC

archipel architecture

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1194869013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine Est

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément au paragraphe 1° de l'article 247 de ce règlement, l'ajout d'un logement occupant la totalité du 2e, 3e et 4e étage pour le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine Est aux conditions suivantes:
- Conserver l'accès existant en bordure de la rue Sainte-Catherine afin d'assurer une animation sur le domaine public.
- Fournir une étude acoustique permettant de confirmer qu'à l'intérieur du logement, le niveau sonore est inférieur à 40 dBA Leq (24h) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-17 13:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194869013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'aménagement un logement dans le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement est occupé par un bâtiment de 4 étages qui se différencie par sa faible profondeur (5 m) désormais coincé entre deux nouvelles constructions d'une toute autre échelle dont l'une comprend essentiellement des unités résidentielles et l'autre, des bureaux du CLSC des faubourgs.

Le bâtiment est situé en bordure de la rue Sainte-Catherine comprend une crèmerie au rez-de-chaussée depuis plusieurs années alors que les étages supérieurs sont vacants.

Le bâtiment est situé dans un secteur mixte M.9C (zone de mixité autorisant les commerces et services de forte intensité sur la rue Sainte-Catherine). L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Sainte-Catherine-Centre ». Malgré que le site soit à l'intérieur des limites de l'aire de protection du Monument-National, aucune autorisation du MCC ne sera nécessaire puisqu'aucun travaux extérieur n'est prévu.

Le projet
La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin de permettre l'aménagement d'un seul logement occupant ainsi la totalité du 2^{e}, 3^{e} et 4^{e} étage. Le logement prévoit son accès principal en bordure de la rue Sainte-Catherine, l'aménagement de 3 chambres à coucher ainsi qu'une communication directe avec le projet résidentiel *Le Dominic* , situé au 50, rue Sainte-Catherine, détenu par le même propriétaire.

Le cadre réglementaire
Le paragraphe 1^{o} de l'article 247 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-*

Marie (01-282) permet l'usage résidentiel aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.9, le tout selon le respect des critères d'évaluation de l'article 315.

Le paragraphe 3° de l'article 307.2 précise les exigences relatives aux usages sensibles pour un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme situé à moins de 300 m d'une voie rapide (boulevard St-Laurent) indiquée sur la carte de l'annexe G.

JUSTIFICATION

L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés du bâtiment avec lequel il communique, soit le projet résidentiel *Le Dominic* . Le projet permet de conserver la continuité commerciale au rez-de-chaussée et assurer une occupation à long terme des étages supérieurs.
La configuration limitée des espaces due à l'implantation restreinte du bâtiment et le faible potentiel d'agrandissement, limite les aménagements et les usages possibles. Le choix d'utiliser l'espace pour en faire un seul logement et de l'inclure dans le développement résidentiel voisin est assurément la meilleure façon d'utiliser l'espace. Bien qu'étroit, la nombreuse fenestration ajoute un aspect intéressant pour un usage résidentiel.

Au niveau de l'apparence extérieur, aucun changement n'est prévu.

Lors de la séance du 12 décembre les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable avec les conditions suivantes:

· Conserver l'accès existant en bordure de la rue Sainte-Catherine afin d'assurer une animation sur le domaine public.
· Fournir une étude acoustique permettant de confirmer qu'à l'intérieur du logement, le niveau sonore est inférieur à 40 dBA Leq (24h) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de transformation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-08

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-16

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001704145
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	60, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin de permettre l'aménagement d'un seul logement occupant ainsi la totalité du 2e, 3e et 4e étage. Le logement prévoit son accès principal en bordure de la rue Sainte-Catherine, l'aménagement de 3 chambres à coucher ainsi qu'une communication directe avec le projet résidentiel *Le Dominic*, situé au 50, rue Sainte-Catherine, détenu par le même propriétaire. Le paragraphe 1° de l'article 247 du *Règlement d'urbanisme 01-282* permet l'usage résidentiel aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.9, le tout selon le respect des critères d'évaluation de l'article 315. Le paragraphe 3° de l'article 307.2 précise les exigences relatives aux usages sensibles pour un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme situé à moins de 300 m d'une voie rapide (boulevard St-Laurent) indiquée sur la carte de l'annexe G.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible avec le secteur et complémentaire aux usages proposés du bâtiment avec lequel il communique, soit le projet résidentiel *Le Dominic*.
Considérant que :	Le projet permet de conserver la continuité commerciale au rez-de-chaussée et assurer une occupation à long terme des étages supérieurs.
Considérant que :	La configuration limitée des espaces due à l'implantation restreinte du bâtiment et le faible potentiel d'agrandissement, limite les aménagements et les usages possibles.
Considérant que :	Le choix d'utiliser l'espace pour en faire un seul logement et de l'inclure dans le développement résidentiel voisin est assurément la meilleure façon d'utiliser l'espace.

Considérant que : Bien qu'étroit, la nombreuse fenestration ajoute un aspect intéressant pour un usage résidentiel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Conserver l'accès existant en bordure de la rue Sainte-Catherine afin d'assurer une animation sur le domaine public.**
- **Fournir une étude acoustique permettant de confirmer qu'à l'intérieur du logement, le niveau sonore est inférieur à 40 dBA Leq (24h) et réaliser les mesures de mitigation, le cas échéant.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205914001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke Est, face à l'hôtel St-Thomas

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke est.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-23 08:46

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205914001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke Est, face à l'hôtel St-Thomas

CONTENU

CONTEXTE

430 rue Sherbrooke Est – Hôtel St-Thomas: Hôtel boutique de 22 chambres sur 7 étages, comprenant une salle de réception/conférence ainsi qu'un resto-bar. Un hôtel-boutique situé au cœur du centre-ville de Montréal, dans un bâtiment patrimonial. et niché à quelques pas du Quartier des Spectacles, des restaurants phares de la métropole ainsi que des attractions les plus prisées du centre-ville de Montréal. Les travaux de rénovations du bâtiment ayant perdurés, l'ouverture de l'hôtel est prévue pour la fin du mois de février.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Installer une zone de débarcadère / temps limité 15 minutes hôtel d'une longueur de 12 mètres;

- Retrait définitif des espaces tarifés S592 et S593.

Démarches :

- Réception de la demande de service 17-146681;
- Analyse et étude de faisabilité;
- Communication téléphonique et par courriels avec le requérant;
- Conformité des besoins;
- Ordre de travail et coordination de l'implantation après la résolution du conseil.

Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

JUSTIFICATION

La zone de temps limité 15 minutes réservé hôtel sera utilisé par les clients lors de leur admission ou de leur départ dudit hôtel. il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. Nous tenons compte également, pour l'installation d'une telle zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Perte de revenus reliée au retrait des espaces tarifés S592 et S593.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-01-21
Dino SACCO	Ramy MIKATI	

Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205914001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke Est, face à l'hôtel St-Thomas



dossier 1205914001.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke est.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 430 Sherbrooke est.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205914001*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1206255001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au taux d'implantation pour un immeuble situé au 3420, rue McTavish

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 3420, rue McTavish (lot 1 339 463), une dérogation relativement au taux d'implantation maximal de 76,9%, et ce, malgré les dispositions de l'article 49 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-24 09:19

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206255001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au taux d'implantation pour un immeuble situé au 3420, rue McTavish

CONTENU

CONTEXTE

Afin de réaliser un projet de Maisons des Boursiers, l'Université McGill doit procéder à une opération cadastrale afin de retirer le bâtiment sis au 3430, rue Bishop du lot du pavillon Armstrong, sis au 3420, rue Bishop. Une demande de dérogation mineure au taux d'implantation maximal a été déposée afin de permettre cette opération cadastrale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

95-039 Règlement sur le développement du campus de l'Université McGill et sur la construction, la modification et l'occupation de certains bâtiments.
CA19 240413 - 10 septembre 2019 - Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au taux d'implantation maximal d'un agrandissement situé au 3430-3438, rue McTavish (1196255001).

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment qui fait partie du campus de l'Université McGill, est situé du côté ouest de la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke. Sur le site se trouve le pavillon Armstrong construit en 1991, mais également l'une des trois maisons restantes de La Terrasse Prince Rupert, construites en 1862. Ces deux bâtiments partagent le même lot, avec un taux d'implantation au sol de 76,4%.

Parmi les autres bâtiments de McGill qui bordent le site en question, se trouvent au nord le Faculty Club datant de 1886, au sud le pavillon Bronfman et en face le Redpath Hall et la bibliothèque McLennan-Redpath.

L'emplacement n'est pas compris dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.

Le projet
Une Maisons des Boursiers sera créée sur le site des trois bâtiments de La Terrasse Prince Rupert. Pour ce faire, une opération cadastrale doit être réalisée afin de défusionner le lot rassemblant la maison la plus au sud et le pavillon Armstrong pour en faire deux propriétés distinctes. En retirant la superficie de la maison, le taux d'implantation du pavillon Armstrong passerait de 76,4 % à 76,9%, dérogeant au pourcentage maximum permis de

70%. Aucun travaux ne sont prévus sur le bâtiment Armstrong.

Le cadre réglementaire
Avec un taux d'implantation de 76,9%, le projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-282) dont le taux maximal prescrit est de 70% (article 49).

JUSTIFICATION

Le pavillon Armstrong possède actuellement une configuration particulière qui se referme à l'arrière de la maison la plus au sud. Le projet de la Maisons des Boursiers permettra de rassembler à nouveau les trois derniers bâtiments de La Terrasse Prince Rupert et d'en faire une propriété distincte du pavillon Armstrong. Bien que la ligne de lot soit déplacée et que la superficie de terrain du pavillon soit ainsi amputée, cela n'entraînera aucun changement perceptible puisque le bâtiment demeurera tel quel. La dérogation est nécessaire à l'opération cadastrale pour la réalisation du projet de la Maison des Boursiers. La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.
À la séance du 16 janvier 2020, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-23

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001708854
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	3420, rue McTavish
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande concerne La Fondation McCall MacBain qui souhaite créer une Maison des Boursiers sur le site des trois bâtiments de La Terrasse Prince Rupert. Pour ce faire, une opération cadastrale doit être réalisée afin de défusionner le lot rassemblant la maison la plus au sud et le pavillon Armstrong pour en faire deux propriétés distinctes. En retirant la superficie de la maison, le taux d'implantation du pavillon Armstrong passerait de 76,4% à 76,9%, dérogeant au pourcentage maximum permis de 70%.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucun travaux extérieurs ne sont prévus sur le bâtiment Armstrong.
Considérant que :	Le projet de la Maison des Boursiers permettra de rassembler à nouveau les trois derniers bâtiments de La Terrasse Prince Rupert et d'en faire une propriété distincte du pavillon Armstrong.
Considérant que :	Bien que la ligne de lot soit déplacée et que la superficie de terrain du pavillon soit ainsi amputée, cela n'entraînement aucun changement perceptible puisque le bâtiment demeurera tel quel.
Considérant que :	La dérogation est nécessaire à l'opération cadastrale pour la réalisation du projet de la Maison des Boursiers.
Considérant que :	La dérogation demandée n'est pas préjudiciable aux propriétaires riverains.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208214002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 1re partie, B) et édicter les ordonnances

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 1ère partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282, article 560) l'ordonnance 01 -282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons , selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1208214002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 1re partie, B) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 1er dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2020.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240508 - 12 novembre 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240424 - 10 septembre 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240298 - 3 juillet 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240298 - 5 juin 2019 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive, historique ou de développement social.

Événements	Organismes	Dates	Lieux
Festival Montréal en Lumière	Festival Montréal en Lumière inc.	Montage: 6 au 19 février 2020 Événement : 20 février au 1er mars 2019 Démontage: 2 au 6 mars	QDS : Pôle PDA délimité par les rues : René-Lévesque, De Maisonneuve, De Bleury et Saint-Urbain

Les célébrations des tuques bleue	Les Amis de la montagne	13-févr-20	Parc du Mont-Royal, chemin Olsmted
Marche aux flambeaux	Scouts du Montréal Métropolitain	22-févr-20	Parc du Mont-Royal, Boucle du sommetl
Semaine de relâche	Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière	Montage: 28 et 29 février 2020 Événement : 29 février au 7 mars Démontage: samedi 7 et lundi 9 mars 2020.	Place Royale, Place d'Youville (entre Place Royale est et Place Royale ouest)
Défilé de la St-Patrick	United Irish Societies	22-mars-20	Zone de montage : boul. René-Lévesque, de Peel à Du Fort, rue Sainte-Catherine, de Lambert-Closse à Du Fort Défilé : rue Ste-Catherine entre Du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Ste-Catherine et De la Gauchetière) et René-Lévesque entre De la Cathédrale et Peel

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces événements favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel). Ils encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables conformes à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de développement qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Naomie TOUSSAINT, Ville-Marie
Pierre-André VOLCY, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 27 janvier 2020
Gina TREMBLAY, 27 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COUPAL-SCHMIDT
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-7844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2020-01-27

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
3. À l’exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC(LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements

Programmation des événements publics, 1ère partie, B
Sommaire #1208214002 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 février 2020

Ordonnances														
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Festival Montréal en Lumière	Festival Montréal en Lumière inc.	Montage: 6 au 19 février 2020 Événement : 20 février au 1er mars 2019 Démontage: 2 au 6 mars	QDS : Pôle PDA délimité par les rues : René-Lévesque, De Maisonneuve, De Bleury et Saint-Urbain	Les 20, 21, 27 et 28 février; de 17h à 23h; le 22 février de 14h à 23h; le samedi 29 février (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 23 février et 1er mars de 14h à 23h.	Les 20, 21, 27 et 28 février; de 17h à 23h; le 22 février de 14h à 23h; le samedi 29 février (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 23 février et 1er mars de 14h à 23h.	Les 20, 21, 27 et 28 février; de 17h à 23h; le 22 février de 14h à 23h; le samedi 29 février (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 23 février et 1er mars de 14h à 23h.	Les 20, 21, 27 et 28 février; de 17h à 23h; le 22 février de 14h à 23h; le samedi 29 février (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 23 février et 1er mars de 14h à 23h.	Du 16 février au 29 février de 11h à 23h et le samedi 1er mars de 11h à 03h00 (2 mars)	Du 6 février au 6 mars	Du 6 février au 6 mars	Les 20, 21, 27 et 28 février; de 17h à 23h; le 22 février de 14h à 23h; le samedi 29 février (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 23 février et 1er mars de 14h à 23h.	Du 6 février au 6 mars	Du 6 février au 6 mars
Les célébrations des tuques bleue	Les Amis de la montagne	13-Feb-20	Parc du Mont-Royal, chemin Olsmted					17h à 22h		17h à 22h			
Marche aux flambeaux	Scouts du Montréal Métropolitain	22-Feb-20	Parc du Mont-Royal, Boucle du sommetl					19h à 21h					
Semaine de relâche	Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière	Montage: 28 et 29 février 2020 Événement : 29 février au 7 mars Démontage: samedi 7 et lundi 9 mars 2020.	Place Royale, Place d'Youville (entre Place Royale est et Place Royale ouest)	29 février au 7 mars de 11h à 16h	29 février au 7 mars de 11h à 16h	n/a	n/a					n/a	n/a

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements

Programmation des événements publics, 1ère partie, B
Sommaire #1208214002 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 février 2020

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Défilé de la St-Patrick	United Irish Societies	22-Mar-20	Zone de montage : boul. René-Lévesque, de Peel à Du Fort, rue Sainte-Catherine, de Lambert-Closse à Du Fort Défilé : rue Ste-Catherine entre Du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Ste-Catherine et De la Gauchetière) et René-Lévesque entre De la Cathédrale et Peel	8 h à 17 h	8 h à 17 h	8 h à 17 h	8 h à 17 h	8 h à 17 h				Un trait vert sera peint sur la chaussée avnt le 22 mars (selon la température)	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 265 rue Saint-Jacques.

D'édicter une ordonnance, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 265 rue Saint-Jacques.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 265 rue Saint-Jacques.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à une demande de service No 19-257878, le théâtre St-James, sis au 265 rue Saint-Jacques, nous demande de mettre en place un débarcadère en tout temps, pour permettre à la clientèle d'accéder aisément et de façon sécuritaire au théâtre.
Le théâtre St-James peut accueillir plus de 1000 invités dans ses différentes salles pour divers événements et ce, à toutes heures de la journée ou de la soirée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, d'une longueur de 18 mètres, face au 265 Saint-Jacques;

- Retirer définitivement 3 espaces tarifés P963 - P964 et P965.

Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

JUSTIFICATION

Il s'agit de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. De même, nous tenons compte, pour l'installation de ce type de zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.
Retrait définitif des espaces tarifés P963 - P964 et P965.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception et transmission de l'ordre de travail et coordination de l'implantation avec Stationnement de Montréal après la résolution du conseil.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.VM., c. C-4.1

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-27

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de stationnement interdit en tout temps, excepté débarcadère, face au 265 rue Saint-Jacques.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de stationnement interdit en tout temps, excepté débarcadère, face au 265 rue Saint-Jacques.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205914003*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205914004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 66 rue Sainte-Catherine Est .

, D'édicter une ordonnance, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 66 rue Sainte-Catherine Est.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205914004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, face au 66 rue Sainte-Catherine Est .

CONTENU

CONTEXTE

Le CLSC des Faubourgs, situé au 66 rue Sainte-Catherine est, est un établissement public qui assure, en première ligne, des services médicaux et des services courants. Il offre à la population du territoire qu'il dessert, différents services préventifs ou curatifs, de réadaptation ou de réinsertion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

- Installer une zone de stationnement interdit en tout temps, débarcadère seulement, d'une longueur de 12 mètres.
- Retirer définitivement les espaces tarifés H069 et H070

JUSTIFICATION

Desservir les personnes de tous âges et de toutes mobilités confondus qui désire se rendre ou quitter l'établissement visé. Il s'agit de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. De même, nous tenons compte, pour l'installation de ce type de zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Retrait définitif des espaces tarifés H069 et H070.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception et transmission de l'ordre de travail et coordination de l'implantation avec Stationnement de Montréal après la résolution du conseil.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.VM., c. C-4.1

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692

Approuvé le : 2020-01-27

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de stationnement interdit en tout temps, excepté débarcadère, face au 265 rue Saint-Jacques.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de stationnement interdit en tout temps, excepté débarcadère, face au 66 rue Sainte-Catherine Est.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205914004*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205914002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204 -206, place D'Youville.

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204-206, place D'Youville.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205914002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204-206, place D'Youville.

CONTENU

CONTEXTE

204-206 place D'Youville - Hôtel Uville : Situé au cœur du Vieux-Montréal, l'Hôtel-Musée Uville fait face au parc d'Youville. L'hôtel regroupe 33 chambres sur 4 étages ainsi que des espaces de services connexes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Installer une zone de débarcadère / temps limité 15 minutes hôtel, d'une longueur de 12 mètres;

- Retrait définitif des espaces tarifés P655 et P654.

Démarches :

- Réception de la demande de service 19-186108;
- Analyse et étude de faisabilité;
- Communication téléphonique et par courriels avec le requérant;
- Vérification et rencontre avec le requérant sur les lieux;
- Conformité des besoins;
- Ordre de travail et coordination de l'implantation après la résolution du conseil.

Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

JUSTIFICATION

La zone de temps limité 15 minutes réservé hôtel sera utilisée par les clients lors de leur admission ou de leur départ dudit hôtel. il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces

zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. Nous tenons compte également, pour l'installation d'une telle zone, de l'utilisation quotidienne, raisonnable et continue

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Perte de revenus reliée au retrait des espaces tarifés P654 et P655.

Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-01-27
Dino SACCO	Ramy MIKATI	

Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-27

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant l'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204-206, place D'Youville.**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

L'implantation d'une zone de débarcadère, temps limité 15 minutes, réservé hôtel, face au 204-206, place D'Youville.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205914002*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208398002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant de déroger au taux d'implantation maximal de 70 % pour le bâtiment situé au 1265, rue Saint-Timothée.

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au taux d'implantation maximale du bâtiment principal atteignant 70,97 %, et ce, malgré les dispositions de l'Annexe A - Densité et implantation du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) qui limite à 70 % le taux d'implantation maximal au sol pour le secteur où se situe le 1265, rue Saint-Timothée.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208398002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant de déroger au taux d'implantation maximal de 70 % pour le bâtiment situé au 1265, rue Saint-Timothée.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin d'autoriser un agrandissement du bâtiment principal faisant grimper le taux d'implantation de celui-ci à 70,97 % dans une zone où le taux d'implantation maximale est de 70 %. Cet agrandissement a déjà été construit, et ce, sans permis puisque le requérant, lors de son érection, croyait qu'il s'agissait d'une dépendance de moins de 15 m² (aucun permis supplémentaire au permis de construction émis n'est nécessaire pour ce type de construction). Cependant, cet agrandissement du bâtiment principal nécessite un permis de construction puisqu'il ne s'agit pas d'une dépendance, mais bien d'un agrandissement. L'objectif de la présente demande est de régulariser cette situation et de permettre la rénovation de l'agrandissement afin de respecter les normes prescrites par le Code national du bâtiment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N./A.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 1 566 485 du cadastre du Québec, comprenant un bâtiment de 4 étages, occupé par l'usage « résidentiel ». Le bâtiment est composé de 8 logements.

L'immeuble a été érigé en 2015, l'ensemble des permis nécessaires pour la construction ont été délivré par l'arrondissement. Il s'agit d'un immeuble en copropriété avec une aire de stationnement à l'arrière. La façade avant est en brique grise. L'immeuble est construit en contigüité avec le bâtiment situé au sud tandis qu'une distance d'environ un mètre le distance du théâtre l'Olympia, situé au nord. La forme urbaine du secteur suit un plan quadrillé typique de la trame viaire montréalaise élaboré dès le 19^{e} siècle, soit une disposition perpendiculaire des principaux axes de déplacement.

La rue Sainte-Catherine Est, les métros Berri-UQAM et Beaudry se trouvent à une distance de marche du bâtiment.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Sainte-Marie – Saint-Jacques » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise à régulariser une situation existante. Un agrandissement de 3,25 m² a été construit dans la cour arrière en continuité avec le bâtiment, celui-ci est devenu nécessaire afin d'assurer l'entrée électrique au bâtiment. Cet agrandissement a porté le taux d'implantation à 70,97 %, soit 0,97 % supérieur au taux d'implantation maximale prescrit.

Le permis émis le 5 février 2015 ne démontre pas la présence de l'entrée électrique qui fait l'objet de l'agrandissement souhaité dans la présente demande. Cet agrandissement a été construit à la suite de la construction initiale. Le requérant stipule qu'il a confondu « construction d'une dépendance de moins de 15 m² » à un « agrandissement », d'où l'absence de demande de permis pour la construction de cette entrée électrique. Il s'agit, à notre avis, d'une erreur de bonne foi.

Cependant, l'agrandissement actuel ne respecte pas l'ensemble des normes prescrites par le Code national du bâtiment. Le requérant doit donc demander un permis afin de reconstruire l'entrée électrique pour que cette dernière respecte les normes en vigueur. Cette entrée serait donc reconstruite selon les plans préparés par Marie-Ève Pasquin, architecte. La présente demande vise, entre autre, l'émission du permis de rénovation qui assurerait la mise aux normes de l'agrandissement précédemment démontré.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à l'annexe A – Densités et implantation du Règlement d'urbanisme 01 -282, à savoir:

· Taux d'implantation maximal prescrit de 70 %.

Le Règlement sur les dérogations mineures CA-24-008 autorise qu'une dérogation mineure soit accordée sur un taux d'implantation dérogatoire :

· Article 2, paragraphe 4

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.
En effet, une dérogation mineure peut notamment être accordée dans le cas où les travaux en cours ou déjà exécutés ont été effectués de bonne foi et ont fait l'objet d'un permis. Comme précédemment cité, le requérant stipule qu'il a confondu « construction d'une dépendance de moins de 15 m² » à un « agrandissement », d'où l'absence de demande de permis pour la construction de cette entrée électrique. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une erreur de bonne foi.

La dérogation mineure permet de régulariser une erreur commise de bonne foi.

Le projet à l'étude permet également de mettre aux normes une situation qui n'est pas conforme au Code du bâtiment, tel qu'indiqué par le plan préparé par l'architecte du bâtiment.

De plus, le paragraphe 2 de l'article 4 du Règlement sur les dérogations mineures CA-24-008 autorise une dérogation mineure au taux d'implantation.

Par conséquent, le projet a reçu un avis favorable des membres du Comité consultatif d'urbanisme le 16 janvier 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
Émission du permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-24
Samuel FERLAND	Jean-François MORIN

Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-24

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 3420, rue McTavish, une dérogation permettant un taux d'implantation de 76,9 % au lieu du taux maximal permis de 70% , et ce, en dérogation à l'article 49 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1206255001];
- pour le bâtiment situé au 235, boulevard René-Lévesque Est, des dérogations permettant une voie d'accès à une aire de chargement situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, une aire de chargement dans une cour avant d'un secteur de la catégorie R.1 à R.3, une aire de chargement située à l'extérieur, à moins de 3 mètres des limites d'un terrain situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, et ce, en dérogation aux articles 585.1, 586 et 591 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1206723001];
- pour le bâtiment situé au 1265, rue Saint-Timothée, une dérogation permettant un taux d'implantation maximal du bâtiment principal de 70,97 %, et ce, malgré les dispositions de l'Annexe A - Densité et implantation du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) qui limite à 70 % le taux d'implantation maximal au sol pour le secteur où se situe le 1265, rue Saint-Timothée [dossier 1208398002].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 11 février 2020, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Montréal, le 25 janvier 2020

La secrétaire d'arrondissement,
Katerine Rowan, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001746834
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1265, rue Saint-Timothée
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à régulariser une situation existante. Un agrandissement de 3,25 m² a été construit dans la cour arrière en continuité avec le bâtiment, celui-ci est devenu nécessaire afin d'assurer l'entrée électrique au bâtiment. Cet agrandissement a porté le taux d'implantation à 70,97 %, soit 0,97 % supérieur au taux d'implantation maximale prescrit. Le permis émis le 5 février 2015 ne démontre pas la présence de l'entrée électrique qui fait l'objet de l'agrandissement souhaité dans la présente demande. Cet agrandissement a été construit à la suite de la construction initiale. Le requérant stipule qu'il a confondu « construction d'une dépendance de moins de 15 m² » à un « agrandissement », d'où l'absence de demande de permis pour la construction de cette entrée électrique. Il s'agit, à notre avis, d'une erreur de bonne foi. Cependant, l'agrandissement actuel ne respecte pas l'ensemble des normes prescrites par le Code national du bâtiment. Le requérant doit donc demander un permis afin de reconstruire l'entrée électrique pour que cette dernière respecte les normes en vigueur. Cette entrée serait donc reconstruite selon les plans préparés par Marie-Ève Pasquin, architecte. La présente demande vise, entre autres, l'émission du permis de rénovation qui assurerait la mise aux normes de l'agrandissement précédemment démontré.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.
Considérant que :	La dérogation mineure permet de régulariser une erreur commise de bonne foi.
Considérant que :	Le projet à l'étude permet également de mettre aux normes une situation qui n'est pas conforme au Code du bâtiment, tel qu'indiqué par le plan préparé par l'architecte du bâtiment.

Considérant que : Le paragraphe 2 de l'article 4 du Règlement sur les dérogations mineures CA-24-008 autorise une dérogation mineure au taux d'implantation.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1208398001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » dans un bâtiment situé dans un secteur de la catégorie R.3, au 1564, avenue du Docteur-Penfiled

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément l'article 154 de ce règlement, l'usage «bureau » dans un secteur associé à la catégorie R.3 au nord de la rue Sherbrooke, dans un bâtiment de 5 étages et moins.
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

· L'ensemble des travaux d'aménagement des bureaux soit « réversibles », c'est-à-dire qu'il sera simple de reconvertir le bureau en résidence. Dans ce sens, les travaux de réaménagement intérieur devront être réalisés selon les plans préparés par Martha Franco, architectes et fournis pour la présente demande;
· Aucune modification extérieure n'est autorisée;
· Une seule enseigne non lumineuse de 0,5 m² maximum pourra indiquer la place d'affaire sur la façade avant du bâtiment;
· L'aire de stationnement devra être réaménagée afin d'y inclure plus de végétation. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager devra être délivré en fonction des articles 40 et suivants du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan d'aménagement paysager devra être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme.

Par ailleurs, les membres du comité consultatif d'urbanisme souhaitent que le bon entretien de la cour avant soit maintenu advenant une exploitation commerciale des lieux.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 08:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208398001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » dans un bâtiment situé dans un secteur de la catégorie R.3, au 1564, avenue du Docteur-Penfiled

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'approbation d'un usage conditionnel a été déposée pour permettre l'usage « bureau » dans le bâtiment sis au 1564, avenue du Docteur-Penfield. Le demandeur souhaite en faire l'usage principal de l'immeuble. Le demandeur désire ainsi convertir cette résidence en place d'affaires pour stimuler la vente de la propriété.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

7249 R – 22 janvier 1987 – Règlement modifiant le Règlement portant approbation d'un projet d'occupation du bâtiment portant les numéros 1558 et 1564 de l'avenue Docteur-Penfield, à l'est du chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier municipal de Saint-André (6069,6809).
6809 R – 29 octobre 1985 - Règlement modifiant le Règlement portant approbation d'un projet d'occupation du bâtiment portant les numéros 1558 et 1564 de l'avenue Docteur-Penfield, à l'est du chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier municipal de Saint-André (6069).

6069 R – 14 décembre 1982 - Règlement portant approbation d'un projet d'occupation du bâtiment portant les numéros 1558 et 1564 de l'avenue Docteur-Penfield, à l'est du chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier municipal de Saint-André.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble faisant l'objet de la demande d'usage conditionnel comporte un sous-sol, un rez-de-chaussée et 2 autres étages habitables. La présente demande touche l'ensemble de l'édifice. Ce bâtiment a été construit en 1915. Il s'agit d'une luxueuse résidence en pierre de taille grise sur les façades avant et latérales. La façade arrière est en brique peinte blanche. Le terrain sur lequel la maison a été construite possède une superficie de près de 1 000 m². L'avant est joliment paysagé tandis que l'arrière est presque entièrement asphalté. Cette aire de stationnement peut accueillir une dizaine de véhicules. Le bâtiment possède également un garage pouvant abriter entre 2 à 4 automobiles, selon la configuration. Cette construction abrite actuellement un usage résidentiel. Cependant, au cours des années 1980 et 1990, en plus de l'usage résidentiel, les règlements précédemment cités autorisaient une utilisation « comme bureau propres [aux] fins [du propriétaire] » de

l'édifice.

L'avenue du Docteur-Penfield comporte plusieurs résidences cossues construites au début du 20e siècle. Ces constructions accueillaient les industriels et les notables de l'époque. Au cours de la 2e moitié du 20e siècle, de nombreuses tours d'habitation ont remplacé ces luxueuses maisons. Plusieurs autres résidences ont été transformées en bureau dont quelques consulats. Encore aujourd'hui, l'immeuble à l'ouest du bâtiment visé par la présente demande accueille le Consulat suisse de Montréal.

Cette portion de l'avenue du Docteur-Penfield, comportant la résidence à l'étude, est située sur le mont Royal. En ce sens, l'unité de paysage caractérisant ce secteur de l'arrondissement se nomme flanc sud.

Le projet
Le requérant propose de réaménager la résidence afin d'y accueillir un usage bureau. Les transformations proposées permettraient d'y loger 9 bureaux ainsi que l'ensemble des facilités nécessaires aux occupants. Cette transformation vise à faciliter la vente du bâtiment. À l'heure actuelle, aucune demande d'occupation de ces éventuels locaux n'a été déposée au propriétaire.

Les plans fournis par le requérant indiquent que les transformations souhaitées n'altéreraient nullement les divisions actuelles du bâtiment. Ainsi, un retour à la vocation résidentielle de l'édifice serait facilement réalisable. Les plans suivants démontrent les transformations souhaitées par le propriétaire.

Le cadre réglementaire

· Dans un secteur associé à la catégorie R.3 au nord de la rue Sherbrooke, dans un bâtiment de 5 étages ou moins, un usage conditionnel « bureau » est autorisé en vertu de l'article 154 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est favorable à la demande pour les motifs suivants :

· Le projet s'inscrit dans un secteur résidentiel dans lequel il existe une mixité de typologie et où l'usage bureau est également présent (ex. : Consulat général suisse) ;
· Le projet de bureau comporte des espaces de stationnement abondants, évitant ainsi le stationnement des éventuels usagés du bureau sur l'avenue du Docteur-Penfield;
· L'usage bureau a été présent dans ce bâtiment au cours des décennies 1980 et 1990;
· Le projet ne nécessite pas de travaux importants et les plans fournis démontrent que la reconversion vers un usage résidentiel sera facilement réalisable;
· Le projet ne nécessite aucune modification extérieure du bâtiment.

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU le 16 janvier 2020, et ce, aux conditions suivantes :

· L'ensemble des travaux d'aménagement des bureaux soit « réversibles », c'est-à-dire qu'il sera simple de reconvertir le bureau en résidence. Dans ce sens, les travaux de réaménagement intérieur devront être réalisés selon les

plans préparés par Martha Franco, architectes et fournis pour la présente demande ;
· Aucune modification extérieure n'est autorisée;
· Une seule enseigne non lumineuse de 0,5 m² maximum pourra indiquer la place d'affaire sur la façade avant du bâtiment;
· L'aire de stationnement devra être réaménagée afin d'y inclure plus de végétation. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager devra être délivré en fonction des articles 40 et suivants du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan d'aménagement paysager devra être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement estimé: 11 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le Conseil d'arrondissement
Adoption par le Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-25

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001715574
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1564, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise l'approbation d'un usage conditionnel pour permettre l'usage « bureau » dans le bâtiment sis au 1564, avenue du Docteur-Penfield. Le demandeur souhaite en faire l'usage principal de l'immeuble et désire ainsi convertir cette résidence en place d'affaires. Le requérant propose de réaménager la résidence afin d'y accueillir un usage bureau. Les transformations proposées permettraient d'y loger 9 bureaux ainsi que l'ensemble des facilités nécessaires aux occupants. Cette transformation vise à faciliter la vente du bâtiment. À l'heure actuelle, aucune demande d'occupation de ces éventuels locaux n'a été déposée au propriétaire. Les plans fournis par le requérant indiquent que les transformations souhaitées n'altéreraient nullement les divisions actuelles du bâtiment. Ainsi, un retour à la vocation résidentielle de l'édifice serait facilement réalisable. Les plans suivants démontrent les transformations souhaitées par le propriétaire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet s'inscrit dans un secteur résidentiel dans lequel il existe une mixité de typologie et où l'usage bureau est également présent (ex. : Consulat général suisse).
Considérant que :	Le projet de bureau comporte des espaces de stationnement abondants, évitant ainsi le stationnement des éventuels usagés du bureau sur l'avenue du Docteur-Penfield.
Considérant que :	L'usage bureau a été présent dans ce bâtiment au cours des décennies 1980 et 1990.
Considérant que :	Le projet ne nécessite pas de travaux importants et les plans fournis démontrent que la reconversion vers un usage résidentiel sera facilement réalisable.

Considérant que : Le projet ne nécessite aucune modification extérieure du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **L'ensemble des travaux d'aménagement des bureaux soit « réversibles », c'est-à-dire qu'il sera simple de reconvertir le bureau en résidence. Dans ce sens, les travaux de réaménagement intérieur devront être réalisés selon les plans préparés par Martha Franco, architectes et fournis pour la présente demande ;**
- **Aucune modification extérieure n'est autorisée;**
- **Une seule enseigne non lumineuse de 0,5 m² maximum pourra indiquer la place d'affaire sur la façade avant du bâtiment;**
- **L'aire de stationnement devra être réaménagée afin d'y inclure plus de végétation. Un certificat d'autorisation d'aménagement paysager devra être délivré en fonction des articles 40 et suivants du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce plan d'aménagement paysager devra être approuvé conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le bon entretien de la cour avant soit maintenu advenant une exploitation commerciale des lieux.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES D'AUTORISATION D'EXERCER UN USAGE CONDITIONNEL

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu de la procédure des usages conditionnels du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282), sur les demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 60, rue Sainte-Catherine Est, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements », et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 247 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1194869013];
- pour le bâtiment situé au 2155, rue Guy, l'usage « université », et ce, conformément au paragraphe 3° de l'article 211 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1204869001];
- pour le bâtiment situé au 1564, avenue du Docteur Penfield, une demande d'autorisation pour un usage « bureau », et ce, conformément à l'article 154 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1208398001].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 11 février 2020, à 18 h 30 à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Montréal, le 25 janvier 2020

La secrétaire d'arrondissement,
Katerine Rowan, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195353005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance afin d'identifier des rues partagées

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance afin d'identifier des rues partagées.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-28 12:01

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195353005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance afin d'identifier des rues partagées

CONTENU

CONTEXTE

Pour faire suite à la publication récente du Guide d'application de la rue partagée par le Ministère des Transports ainsi qu'à la dernière mise à jour du Tome V en décembre 2019, et comme le prévoit le Code de sécurité routière du Québec à l'article 496.1, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite identifier les rues partagées présentes sur son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

-

DESCRIPTION

-

JUSTIFICATION

En respect de l'article 496.2 du Code de sécurité routière du Québec, l'aménagement de la rue partagée doit avoir été terminé avant l'entrée en vigueur du règlement, ce qui est le cas concernant les rues qui ont récemment été réaménagées en vue du principe de la rue partagée.

De plus, la vitesse maximale permise sur ces rues a déjà été abaissée à 20 km/h comme stipulé à l'article 496.4 du C.S.R.

Les tronçons de rues ayant été réaménagés dans l'esprit d'une rue partagée sont les suivants :

-la rue Saint-Paul, entre la rue Bonsecours et la place Jacques-Cartier;
-la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue Des Pins;

-l’avenue du Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne;
-la rue Bishop, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sherbrooke;
-la rue Émery, entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Denis;
-la rue De la Gauchetière, entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Dominique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

-

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

-

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément au Guide d’aménagement de la rue partagée ainsi qu’au Code de sécurité routière, une signalisation conforme aux normes prescrites sera installée dès l’adoption de l’ordonnance municipale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux normes, politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-01-24
Luc COULOMBE	Ramy MIKATI	

AGENT TECHNIQUE - CIRCULATION & STATIONNEMENT

Tél : 514 872-5848
Télécop. :

Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-24

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance identifiant les rues partagées sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.**

Vu le paragraphe 12 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXXXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

Les rues partagées suivantes :

- rue Saint-Paul, entre la rue Bonsecours et la place Jacques-Cartier;
- rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins;
- avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne;
- rue Bishop, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sherbrooke;
- rue Émery, entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Denis;
- rue De la Gauchetière, entre la rue Sanguinet et la rue Saint-Dominique.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195353005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le XXXXX, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195353006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance réduisant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, et identifier ledit tronçon comme une rue partagée

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, et identifier ledit tronçon comme une rue partagée.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-29 09:57

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195353006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance réduisant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent, et identifier ledit tronçon comme une rue partagée

CONTENU

CONTEXTE

Le tronçon de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent a été réaménagé au cours de l'année 2019 de façon identique au réaménagement débuté en 2016 sur les tronçons plus à l'Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Étant donné le type d'aménagement, trottoirs élargis et abaissés, élimination des cases de stationnement et rétrécissement de la chaussée carrossable, il est souhaitable d'abaisser la vitesse affichée et d'identifier ces tronçons dans l'esprit d'une rue partagée.

JUSTIFICATION

Comme stipulé à l'article 496.4 du Code de sécurité routière du Québec, la vitesse maximale permise devra être abaissée à 20 km/h pour les tronçons de la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent.
En respect de l'article 496.2 du même Code, l'aménagement de la rue partagée à être identifiée comme telle doit avoir été terminé avant l'entrée en vigueur du règlement, ce qui est le cas concernant la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

-

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

-

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-installation de la signalisation routière en conformité avec le Tome V du MTQ.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux normes, politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-28
Luc COULOMBE AGENT TECHNIQUE - CIRCULATION & STATIONNEMENT	Ramy MIKATI Chef de division
Tél : 514 872-5848 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-6530 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-28

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance identifiant la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent comme étant une rue partagée et y établissant la limite de vitesse prescrite à 20 km/h**

Vu le paragraphe 12 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

Vu le paragraphe 9 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxxxxx 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent.

2. L'identification de la rue Saint-Paul, entre la place Jacques-Cartier et le boulevard Saint-Laurent comme une rue partagée sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195353006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le* _____ *2020, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102), une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 31 décembre 2020

D'édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionné par des travaux de construction (CA-24-102, article 2), l'ordonnance CA-24-102, o. xx permettant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-30 11:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202931001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102), une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal poursuit un chantier majeur et urgent de réfection des infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine. Elle souhaite saisir l'opportunité qu'offrent ces travaux pour repenser cette artère montréalaise emblématique et réaliser des aménagements qui soutiendront son développement. Tout en reflétant son caractère unique et historique, le nouvel aménagement lui permettra d'être à la hauteur de sa réputation, et ce pour les prochaines décennies.
En raison de l'importance de ce chantier, les travaux de construction seront réalisés par phases afin de limiter les impacts du chantier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240684 - 5 décembre 2018 - Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102), une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019
CA18 240062 - 13 février 2018 - Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102) une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, pour le quadrilatère défini par les rues entre les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 14 février 2018 au 20 décembre 2018

CA17 240686 - 12 décembre 2017 - Édicter une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et De Bleury, ainsi que du boulevard Robert-Bourassa entre les rues Cathcart et Sainte-Catherine à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la

semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 8 janvier 2018 au 20 décembre 2018 (GDD 1173820004)

CG17 0490 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 333901;

CM17 1226 - 25 septembre 2017 - Accorder un contrat à Construction Proco inc. pour la fourniture et l'entretien d'un kiosque d'information aménagé dans un conteneur maritime modifié dans le cadre du Projet Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 449 848,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16208;

CE17 1406 - 16 août 2017 - Accorder à Version Image Plus inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'éléments de signalisation de chantier et autres outils de communication, dans le cadre du Projet Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 167 848,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16211 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel. Imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses (GDD 1175921001);

CM17 0119 - 20 février 2017 - Autoriser une appropriation de 1 437 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 382 400 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Autoriser une appropriation de 2 333 761 $ de la réserve de voirie locale suite au changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville.

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (GDD 1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (GDD 1157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (GDD 1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (GGD 1156086001).

DESCRIPTION

Afin de réduire la durée des travaux et aussi les nuisances, il est prévu que tous ces travaux seront réalisés sur des horaires étendus, ce qui contrevient à l'article 2 du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102).
La présente édiction d'ordonnance vise donc un territoire élargi par rapport à l'ordonnance du 12 décembre 2017. Elle permet la tenue de travaux de la rue Sainte-Catherine sur des horaires étendus pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque.

De manière plus spécifique les travaux pour 2020 visés sont:

- Aménagement: Rue Sainte-Catherine entre Robert-Bourassa et De Bleury (réalisation: mi-avril 2020 à décembre 2020)
- Infrastructures: Rue Sainte-Catherine entre Mansfield et Robert-Bourassa (réalisation: mi-mars 2020 à mi-novembre 2020)
- Aménagement du Square Phillips et de la rue Union (réalisation: septembre 2020 à mi-novembre 2020).

JUSTIFICATION

Les travaux de réfection et de réaménagement des infrastructures de la rue Sainte-Catherine sont d'une grande ampleur et d'une grande complexité nécessitant de travailler 24/24 h, tous les jours de la semaine, et ce, pour respecter les échéanciers (des pénalités sont rattachées au non-respect des délais. Aussi afin de minimiser les impacts sur les résidants et les commerçants, il a été convenu que les travaux devaient être réalisés rapidement, donc sur des horaires étendus.
Par ailleurs plusieurs mesures de mitigation seront mises en place tout au long des chantiers en 2020.

Enfin, pour toute la durée des travaux, différents outils de communication seront disponibles: des avis en format papier, des courriels d'information, une ligne Info-travaux, un agent de liaison dédié au projet, un site Internet dédié au projet, des publicités, un habillage de chantier distinctif sur tous les dispositifs de sécurité; des panneaux de cheminement piétonnier, des séances d'information publiques, un comité de bon voisinage et enfin, un kiosque d'information.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'ordonnance n'est pas donnée, l'intégrité des travaux de chemisage de l'égout collecteur pourrait être compromise, car ces travaux doivent être réalisés en continu. De plus, les délais contractuels pourraient ne pas être respectés par l'entrepreneur sans possibilité par la Ville d'appliquer les pénalités prévues au contrat.
Par ailleurs, si les autres entrepreneurs pour les travaux de la Commission des services électriques ou pour les travaux d'infrastructures (lot 1A) étaient tenus de respecter des horaires de travail réguliers, cela se répercuterait sur les délais de réalisation et affecterait la planification des phases ultérieures.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée avec le Service des communications. Les entrepreneurs ont la responsabilité d'aviser la Ville lorsque qu'ils seront dans l'obligation de réaliser des travaux de nuit ou lorsque des travaux bruyants seront effectués avant 7h ou après 19h.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Serge R THIBAULT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

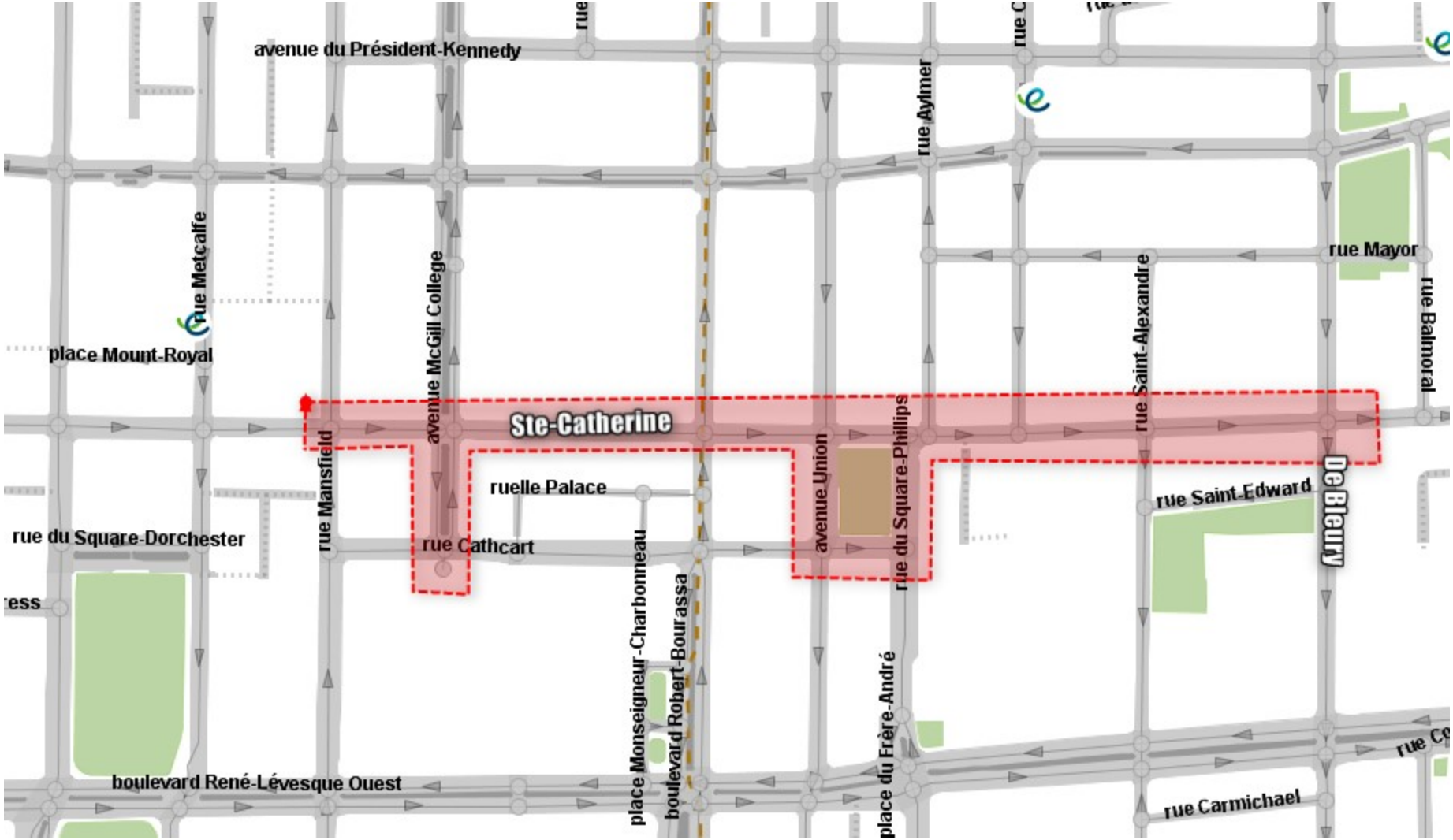
Stéphanie TURCOTTE
Chef de division permis-inspections

Tél : 514 868-5164
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-8692
Télécop. :


avenue du Président-Kennedy
rue Aylmer
rue Metcalfe
avenue McGill College
rue Mayor
rue Balmoral
place Mount-Royal
rue Saint-Alexandre
Ste-Catherine
rue Mansfield
avenue Union
rue du Square-Phillips
De Bleury
ruelle Palace
rue Saint-Edward
rue du Square-Dorchester
rue Cathcart
place Monseigneur-Charbonneau
boulevard Robert-Bourassa
place du Frère-André
boulevard René-Lévesque Ouest
rue Carmichael

Ville-Marie
Montréal

CA-24-102, o. X	**Ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et De Bleury, et des boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h/24 tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 20 décembre 2020**

Vu l'article 2 du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102)

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de faire ou laisser faire des travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et De Bleury, et des boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h/24 tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 12 février 2020 au 31 décembre 2020.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1202931001)) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le **X** *février 2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1206723002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » au rez-de-chaussée ainsi que la mezzanine du bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 244 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'occuper, en plus des usages prescrits, le rez-de-chaussée et la mezzanine du bâtiment visé aux fins de l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée ».

D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

· L'emplacement des usages proposés devra être substantiellement conforme aux plans déposés le 20 décembre 2019;
· Au niveau du rez-de-chaussée, à l'intérieur, aucun rideau opaque ou pellicule ne devra être installé, afin de ne pas obstruer les fenêtres et de maintenir l'animation de la rue;
· Limiter la superficie des rideaux LED installés à l'intérieur aux sections nécessaires à la préservation de l'intimité et ne pas y apposer de publicités;
· Les enseignes devront être soumises à la procédure du Titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282 et présentées lors d'une séance ultérieure du comité.

De fixer un délai de 24 mois pour la réalisation des travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 10:23

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206723002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » au rez-de-chaussée ainsi que la mezzanine du bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » au rez-de-chaussée ainsi que la mezzanine du bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle clinique dentaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

sans objet

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 2 161 947 du cadastre du Québec au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine Est. L'édifice Dandurand à été construit en 1913-1914 selon les plans des architectes Ross & MacDonald.

Propriété de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), le bâtiment comporte 10 étages hors-sol, ainsi qu'une mezzanine au rez-de-chaussée, un niveau de sous-sol et un appentis au toit. Ce pavillon de l'UQÀM comporte des bureaux et des salles de conférences aux étages supérieurs.

L'emplacement est situé dans l'aire de protection « Le clocher de l'Église-de-Saint-Jacques » et il est compris dans l'unité de paysage « Centre-ville, Sainte-Catherine-Centre » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise à autoriser, les usages « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle clinique dentaire dont divers travaux de réaménagement du local sont prévus. La clinique dentaire serait située au rez-de-chaussée incluant la mezzanine et offrirait un service sans rendez-vous, la vente de produits d'hygiènes dentaires et la possibilité pour les étudiants en dentisteries d'effectuer

leur stage.

En effet, au niveau du rez-de-chaussée, les plans proposés présentent un vestibule ouvert sur des aires ouvertes séparées par des cloisons de verres. Une salle d'attente comportant un espace café et de la vente de produits d'hygiènes sont prévues pour y assurer un dynamisme commercial. Du côté adjacent, on retrouve une salle d'examen ayant 6 chaises dédiées aux étudiants en dentisteries qui pourraient y effectuer leur stage. Cette salle serait ouverte sur la salle d'attente et visible de la rue. Enfin, vers l'arrière du local sont prévus l'entreposage, la radiologie et la stérilisation.

Au niveau de la mezzanine, on y retrouverait deux salles d'examen individuel, un bureau et une salle de repos.

Un système de rideaux « LED » transparent serait installé dans les fenêtres.

Relativement à la luminosité du soleil qui enterait dans les ouvertures, aucun rideau opaque ne serait installé afin de ne pas y avoir de fenêtres obstruées et maintenir l'animation de la rue.

L'objectif de la clinique est de desservir la clientèle principalement étudiantes de l'UQÀM, de les sensibiliser à leur santé buccale de même que les assister à les conscientiser à leur assurance dentaire prépayée de leur assurance collective, ignorée de la majorité des étudiants. La vocation primaire de la clinique serait la prévention, la sensibilisation et l'intégration des étudiants étrangers. Par ailleurs, certains produits d'hygiène dentaire seraient en vente et l'argent recueilli servirait à supporter des organismes à but non lucratifs tels que Dentiste Sans Frontières et la Clinique dentaire des Jeunes de la rue.

Le local est vacant depuis plus de deux ans et le projet propose un concept ressemblant davantage à une boutique commerciale qu'à une clinique dentaire conventionnelle. Les heures d'ouverture de la clinique seront de 8h à 20h du lundi au vendredi et de 9h à 17h les samedis.

Aucun travaux extérieurs sont prévus sauf l'ajout d'une enseigne qui fera l'objet d'une présentation lors d'un comité subséquent et d'une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC).

Notons enfin que le bail commercial a déjà été signé par le demandeur, croyant que les usages demandés étaient déjà autorisés au règlement d'urbanisme.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

- l'interdiction, au rez-de-chaussée, de l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisé » aux usages autorisés de l'article 244.

Par ailleurs, ces usages ne peuvent être autorisés par usages conditionnels selon le règlement d'urbanisme.

Les usages projetés doivent viser à répondre aux critères énoncés aux articles de la section IV du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Les usages proposés sont conformes aux dispositions du Plan d'urbanisme et du Schéma d'aménagement de développement de l'agglomération de Montréal.

JUSTIFICATION

Considérant que :

§ le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier;
§ la proposition contribuerait à favoriser une cohabitation harmonieuse des usages existants du secteur et ceux proposés puisque ceux-ci sont complémentaires aux activités universitaires de l'UQÀM;
§ la mission pédagogique du projet permettrait aux étudiants d'effectuer leur stage dans un environnement dynamique du centre-ville au cœur d'un centre universitaire;
§ le projet contribue à l'animation de la rue, même étant en milieu commercial, puisque le design de la clinique fera en sorte que la clientèle pourrait s'y détendre, étudier et même y acheter des produits d'hygiènes buccales au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis;
§ il n'y aurait pas d'impact de ses usages sur le voisinage;
§ il n'y aurait pas de travaux extérieurs sauf pour y ajouter une ou des enseignes dans une phase subséquente du projet;
§ la clinique dentaire pourrait être complémentaire à la clinique d'opticiens et d'optométristes « OQAM » du côté nord de la rue Sainte-Catherine Est;
§ selon les certificats d'occupations de l'arrondissement, dans un rayon de 500 mètres, seulement une clinique dentaire est présente au coin de la rue Atateken et le boulevard René-Lévesque;
§ les usages proposés sont conformes aux dispositions du Plan d'urbanisme et du Schéma d'aménagement de développement de l'agglomération de Montréal.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande, aux conditions suivantes :

· **l'emplacement des usages proposés devra être substantiellement conforme aux plans déposés le 20 décembre 2019;**
· **au niveau du rez-de-chaussée, aucun rideau opaque ne devra être installé afin de ne pas y avoir de fenêtres obstruées et maintenir l'animation de la rue;**
· **les enseignes devront être soumises à la procédure du titre VIII du règlement 01-282 lors d'une rencontre ultérieure du comité;**

De fixer un délai de 24 mois pour la réalisation des travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

À la séance du 16 janvier 2020, le **comité consultatif d'urbanisme** a émis un **avis favorable.**

Ajout ou modification des conditions suivantes :

· **Au niveau du rez-de-chaussée, à l'intérieur, aucun rideau opaque ou pellicule ne devra être installé, afin de ne pas obstruer les fenêtres et de maintenir l'animation de la rue**
· **Limiter la superficie des rideaux LED installés à l'intérieur aux sections nécessaires àvla préservation de l'intimité et ne pas y apposer de publicités.**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement de 800 000$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étape réalisée
16 janvier 2020 : Présentation de la demande de dérogations mineures au comité consultatif d'urbanisme

Étapes à venir

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution;
§ Émission du certificat de conformité s'il y a lieu
§ Délivrance éventuelle du permis de transformation et du certificat d'occupation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-9392
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001737674
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 360, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Karine Ayotte (présentation par Pierre-Olivier Papineau)

Description : La demande vise à autoriser les usages « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle clinique dentaire.

L'immeuble visé est constitué du lot 2 161 947 du cadastre du Québec au coin des rues Saint-Denis et Sainte-Catherine. L'édifice Dandurand à été construit en 1913-1914 selon les plans des architectes Ross & MacDonald. Propriété de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le bâtiment comporte 10 étages hors-sol, ainsi qu'une mezzanine au rez-de-chaussée, un niveau de sous-sol et un appentis au toit. Ce pavillon de l'UQAM comporte des bureaux et des salles de conférences aux étages supérieurs.

La clinique dentaire proposée serait située au rez-de-chaussée incluant la mezzanine et offrirait un service sans rendez-vous, la vente de produits d'hygiènes dentaires et la possibilité pour les étudiants en dentisteries d'effectuer leur stage. En effet, au niveau du RC, les plans proposés présentent un vestibule ouvert sur des aires ouvertes séparées par des cloisons de verres. Une salle d'attente comportant un espace café et de la vente de produits d'hygiènes sont prévues pour y assurer un dynamisme commercial. Du côté adjacent, on retrouve une salle d'examen ayant 6 chaises dédiées aux étudiants en dentisteries qui pourraient y effectuer leur stage. Cette salle serait ouverte sur la salle d'attente et visible de la rue. Enfin, vers l'arrière du local sont prévus l'entreposage, la radiologie et la stérilisation.

Un système de rideaux « LED » transparent serait installé à l'intérieur des fenêtres. Relativement à la luminosité du soleil qui enterait dans les ouvertures, aucun rideau opaque ne serait installé afin de ne pas y avoir de fenêtres obstruées et maintenir l'animation de la rue.

L'objectif de la clinique est de desservir la clientèle principalement étudiante de l'UQAM, de les sensibiliser à leur santé buccale de même que les assister à les conscientiser à leur assurance dentaire prépayée de leur assurance collective, ignorée de la majorité des étudiants. La vocation primaire de la clinique serait la prévention, la sensibilisation et l'intégration des étudiants étrangers. Par ailleurs, certains produits d'hygiène dentaire seraient en vente et l'argent recueilli servirait à supporter des organismes à but non lucratifs tels que *Dentiste Sans*

Frontières et *la Clinique dentaire des Jeunes de la rue*.

Le local est vacant depuis plus de deux ans et le projet propose un concept ressemblant davantage à une boutique commerciale qu'à une clinique dentaire conventionnelle. Les heures d'ouverture de la clinique seront de 8h à 20h du lundi au vendredi et de 9h à 17h les samedis.

La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, à savoir l'interdiction au rez-de-chaussée des usages « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisé » par l'article 244.

Élément particulier : L'emplacement est situé dans l'aire de protection du « clocher de l'Église-de-Saint-Jacques » selon la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Remarque importante : Aucuns travaux extérieurs ne sont prévus, sauf l'ajout d'une enseigne qui fera l'objet d'une présentation lors d'un comité subséquent.

Notons enfin que le bail commercial a déjà été signé par le demandeur, croyant que les usages demandés étaient déjà autorisés.

Considérant que : Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et que les usages proposés sont également conformes aux dispositions du Plan d'urbanisme et du Schéma d'aménagement de développement de l'agglomération de Montréal.

Considérant que : La proposition contribuerait à favoriser une cohabitation harmonieuse des usages existants du secteur et ceux proposés puisque ceux-ci sont complémentaires aux activités universitaires de l'UQAM.

Considérant que : La mission pédagogique du projet permettrait aux étudiants d'effectuer leur stage dans un environnement dynamique du centre-ville au cœur d'un centre universitaire.

Considérant que : Le projet pourrait toutefois présenter une certaine incohérence d'usages (clinique dentaire et espace café pour les clients de la clinique) qui ne semblerait pas favoriser l'animation de la rue.

Considérant que : L'emplacement du local situé à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis s'avère névralgique et un projet de plein droit présenterait peut-être un meilleur potentiel de contribution à l'animation de la rue.

Considérant que : D'autres types d'établissements, dont les usages sont autorisés de plein droit au rez-de-chaussée, pourraient toujours s'implanter éventuellement advenant la fin des activités de la clinique dentaire.

Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

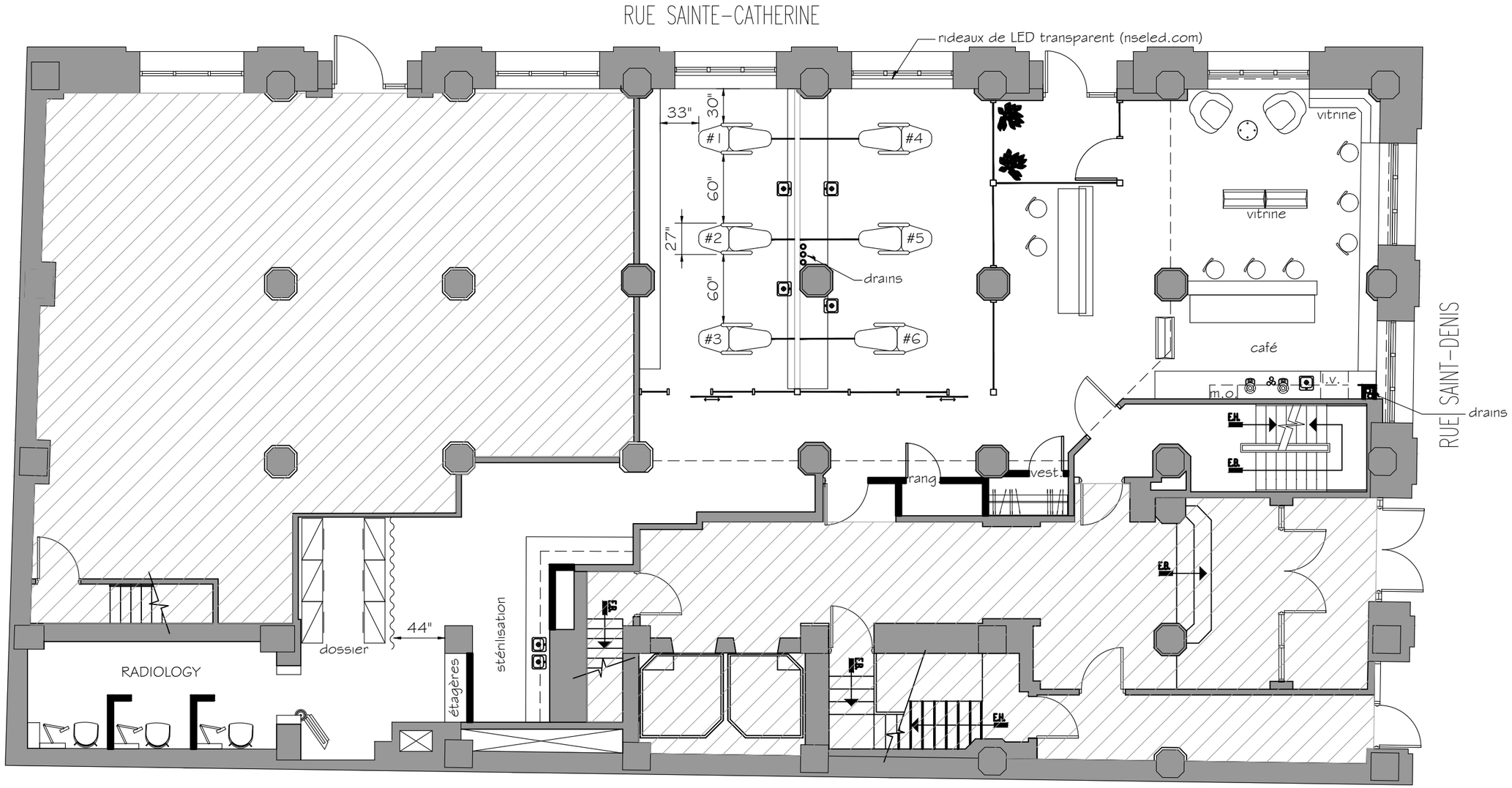
- **L'emplacement des usages proposés devra être substantiellement conforme aux plans déposés le 20 décembre 2019.**
- **Au niveau du rez-de-chaussée, à l'intérieur, aucun rideau opaque ou pellicule ne devra être installé, afin de ne pas obstruer les fenêtres et de maintenir l'animation de la rue.**
- **Limiter la superficie des rideaux LED installés à l'intérieur aux sections nécessaires à la préservation de l'intimité et ne pas y apposer de publicités.**
- **Les enseignes devront être soumises à la procédure du titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282* et présentées lors d'une séance ultérieure du comité.**

Par ailleurs, certains membres soulignent qu'ils pourraient s'avérer intéressant que les rideaux LED proposés dialoguent avec la façade lumineuse de l'établissement Omer DeSerres situé à proximité.

Les membres Christian Ducharme et Karl Dorais-Kinkaid ont exprimé une dissidence face à l'avis du comité à l'égard de cette demande, en raison de leur préoccupation pour la nécessité d'une forte contribution à l'animation de la rue à cet emplacement stratégique.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



CONCEPTUM
MONTRÉAL
995, rue St-Jacques
Montréal, Québec H3C 1G6
514.861.0609 514.861.0619
www.conceptuminternational.com

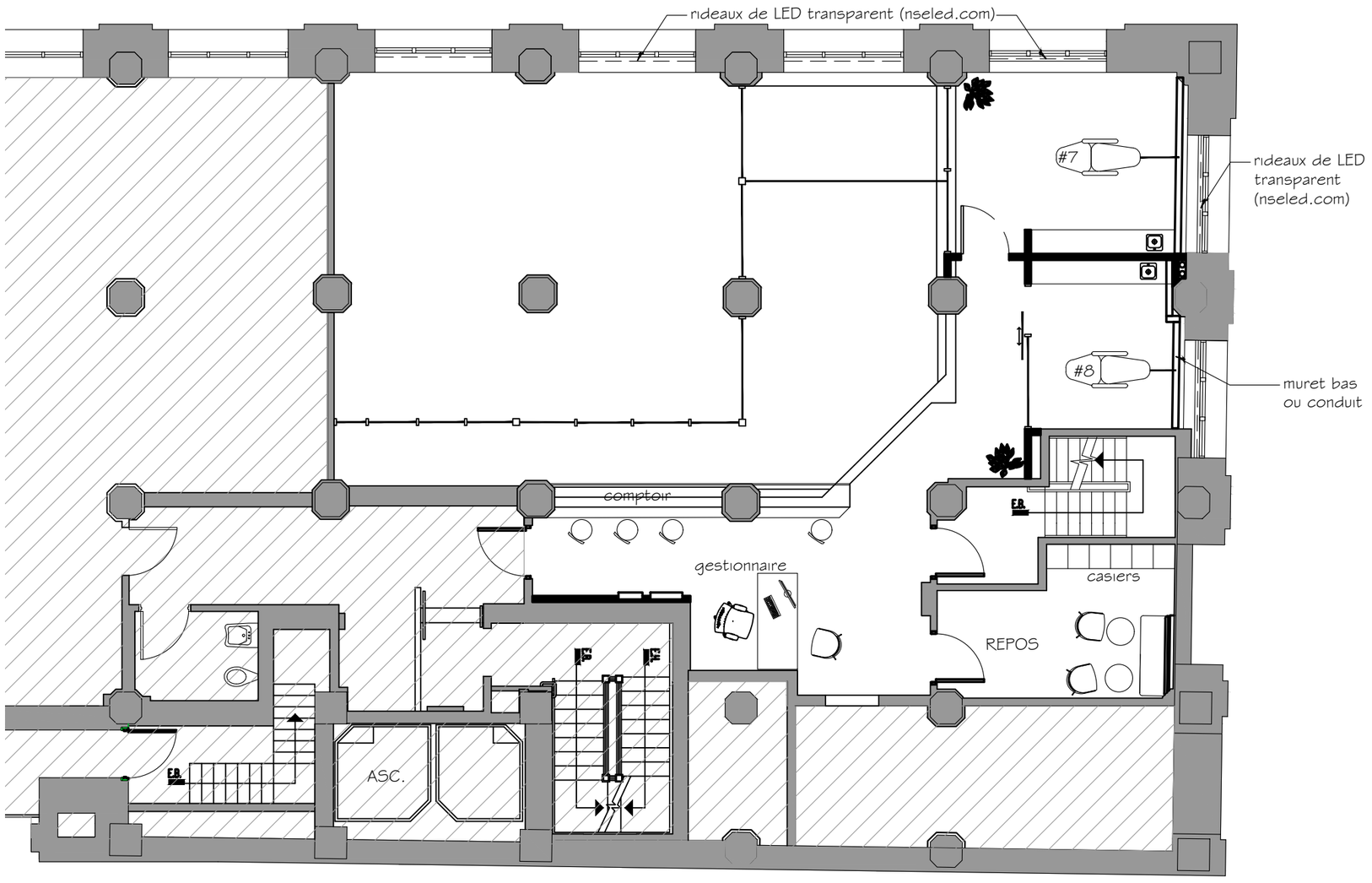
SCEAU:

ÉMIS POUR:		RÉVISION:
APPROBATION	○	
COORDINATION	○	
SOUMISSIONS	○	
CONSTRUCTION	○	

CLIENT: MDEX

ADRESSE DU PROJET:
UQAM
360 RUE ST CATHERINE EST
RDC & 1er ÉTAGE
MONTRÉAL, QC

PROJET: CLINIQUE DE DENTISTE	FICHIER:
TITRE DU DESSIN: PLAN DE PRÉLOC. #8	XREF:
CHARGÉ DE PROJET: A.J.P.	DESSINÉ PAR: M.H.
ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"	FEUILLE 1
DATE: 11.12.2019	
No PROJET: 17-098	



CONCEPTUM
MONTRÉAL
995, rue St-Jacques
Montréal, Québec H3C 1G6
514.861.0609 514.861.0619
www.conceptuminternational.com

SCEAU:

ÉMIS POUR:

APPROBATION	○
COORDINATION	○
SOUMISSIONS	○
CONSTRUCTION	○

RÉVISION:

CLIENT: MDEX

ADRESSE DU PROJET:
UQAM
360 RUE ST CATHERINE EST
RDC & 1er ÉTAGE
MONTRÉAL, QC

PROJET: CLINIQUE DE DENTISTE
TITRE DU DESSIN: PLAN DE PRÉLOC. #8
CHARGÉ DE PROJET: A.J.P.
ÉCHELLE: 1/8" = 1'-0"
DATE: 11.12.2019
No PROJET: 17-098

FICHIER:
XREF:
DESSINÉ PAR: M.H.
FEUILLE 2



CONCEPTUM



CONCEPTUM




Mdex & Co.
CONCEPTUM



CONCEPTUM



CONCEPTUM





CONCEPTUM





CONCEPTUM


CONCEPTUM



CONCEPTUM


Colgate
Cool Hotels

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.23

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1206723001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations mineures pour le bâtiment situé au 235, boulevard René-Lévesque Est, permettant qu'une voie d'accès à une aire de chargement soit située dans un secteur de catégorie résidentiel, qu'elle soit située dans une cour avant et à moins de 3 mètres d'un terrain situé dans un secteur de catégories R.1 à R.3 dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment incluant un volume en surhauteur

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour l'agrandissement du bâtiment sis au 235, boulevard René-Lévesque Est, des dérogations relativement à ce qu'une voie d'accès à une aire de chargement soit située dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, qu'une aire de chargement soit située dans une cour avant d'un secteur de la catégorie R.1 à R.3 et qu'une aire de chargement soit située à l'extérieur, à moins de 3 mètres des limites d'un terrain situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, et ce, malgré les dispositions des articles 585.1, 586 et 591 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 15:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206723001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations mineures pour le bâtiment situé au 235, boulevard René-Lévesque Est, permettant qu'une voie d'accès à une aire de chargement soit située dans un secteur de catégorie résidentiel, qu'elle soit située dans une cour avant et à moins de 3 mètres d'un terrain situé dans un secteur de catégories R.1 à R.3 dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment incluant un volume en surhauteur

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogations mineures (3001756414) a été déposée afin d'autoriser qu'une voie d'accès à une aire de chargement soit située dans un secteur de catégorie résidentiel, qu'elle soit située dans une cour avant et à moins de 3 mètres d'un terrain situé dans un secteur de catégories R.1 à R.3 dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment incluant un volume en surhauteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

sans objet

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué d'un lot de forme atypique d'une superficie de 2 430,9 m² et est bordé par le boulevard René-Lévesque Est, la rue Sainte-Élisabeth, la ruelle Charlotte et l'avenue de l'Hôtel-de-Ville. Le bâtiment situé sur le lot 2 161 915 du cadastre du Québec, communément appelé l'édifice Fides, est implanté sur la portion sud-est du lot dont la partie arrière est utilisée comme stationnement. Le bâtiment comporte deux basilaires de 2 étages et une tour de 9 étages.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Centre-ville » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
Dans le cadre d'une revitalisation de l'édifice Fides et de son agrandissement, un quai de chargement est nécessaire afin de répondre aux besoins des futurs occupants et ne pas créer de nuisance sur les voies publiques de part et d'autre du projet.

Le projet dans son ensemble permettra d'ajouter un rez-de-chaussée commercial, un

volume de 4 étages sur la rue de l'Hôtel-de-Ville, un volume de 7 étages sur la rue de Sainte-Élisabeth, un volume de 19 étages, plusieurs unités résidentielles, 4 niveaux de stationnements souterrains et des espaces communs pour les futurs résidents.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à des dispositions du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

· la voie d'accès à une aire de chargement qui est situé dans un secteur de la catégorie R.1 à
· R.3 (article 585.1);
· l'aire de chargement dans la cour avant d'un secteur de la catégorie R.1 à R.3 (article 586);
· l'aire de chargement située à l'extérieur à moins 3m des limites d'un terrain situé dans un
· secteur de la catégorie R.1 à R.3 (article 591)

JUSTIFICATION

Considérant que :

· le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures;
· le terrain de forme irrégulière est assujetti à 3 zones différentes, ce qui rend complexe la transformation du site;
· l'implantation des volumes permettrait de réparer la rupture du cadre bâti que crée actuellement le stationnement de surface;
· l'application des dispositions visées au quai de chargement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés au détriment de la préservation du bâtiment original;
· aucun quai de chargement, visible d'une voie publique, n'est souhaitable;
· un quai de chargement est exigé en vertu du règlement d'urbanisme puisque l'espace commercial sera supérieur à 500 mètres carrés, soit 515 mètres carrés;
· le quai de chargement sera utilisé par les résidents lors des déménagements et pour l'espace commercial, ce qui permettra de libérer l'espace sur rue et ne pas obstruer les voies publiques;
· que les dérogations ne causent pas de préjudice au droit de propriété des riverains puisqu'il existe déjà un stationnement à l'endroit même où seront situés l'accès et le quai de chargement;
· les dérogations mineures ne concernent pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
· le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme;

À la séance du 16 janvier 2020, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande de dérogations mineures.

Relativement à la révision de projet en surhauteur en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme, le projet sera présenté à nouveau à un CCU ultérieur avec des précisions ou des modifications selon des conditions qui ont été émises. Les présentes dérogations mineures n'ont pas de liens avec ces conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement de 55 M$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes réalisées
16 janvier 2020 : Présentation de la demande de dérogations mineures au comité consultatif d'urbanisme
25 janvier 2020 : Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

Étapes à venir
11 février 2020 : Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ramy MIKATI, Ville-Marie

Lecture :

Ramy MIKATI, 31 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-30

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-9392
Télécop. :

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001709797
4.4.3 et 4.7.1

Objet : **DÉROGATIONS MINEURES ET SURHAUTEUR**

Endroit : 235, boulevard René-Lévesque Est

Responsable : Karine Ayotte, Louis Routhier et Bruno Collin (présentation par Louis Routhier et Bruno Collin)

Description : La demande vise à autoriser une surhauteur dans le cadre d'une revitalisation de l'édifice Fides qui portera sur une démolition d'une partie du bâtiment et de l'agrandissement de celui-ci. La portion arrière de l'édifice existant sera démolie, représentant moins de 40% de son volume pour y aménager une nouvelle tour de 19 étages à usage résidentiel, un basilaire de 4 étages regroupant les services communs, ainsi qu'un bâtiment de 7 étages ayant adresse sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.

L'édifice Fides est un important représentant du patrimoine moderne de Montréal en raison de ses valeurs historiques ainsi qu'architecturales. La partie conservée du Fides sera restaurée pour assurer sa mise en valeur. La hauteur actuelle de ce bâtiment est de 39 mètres. L'édifice Fides a été construit en 1964 en béton armé et sa brique blanche unique couvrant son extérieur a été importée de Rome en Italie. Dès 1965, Les Éditions Fides s'y installent pour y aménager l'imprimerie au sous-sol, l'entrepôt au premier étage et le magasin au rez-de-chaussée. Les autres étages étaient occupés par des bureaux étant, pour la plupart, des médecins. En 1990, Les Éditions Fides achètent un édifice de l'arrondissement St-Laurent et y déménagent l'imprimerie et la librairie quelques années plus tard.

En façade, les principaux éléments distinctifs du mur-rideau seront conservés, restaurés ou reproduits. L'ossature du mur-rideau existant sera remplacée pour un nouveau système de mur-rideau à pression équilibré plus performant pour l'usage résidentiel. Les capuchons en acier inoxydable seront restaurés ou reproduits à l'identique, tandis que les panneaux tympans et leur ornement seront restaurés et réinstallés.

Pour capter l'eau de ruissellement de la façade principale, en remplacement de la gouttière actuelle, une solution architecturale, telle une marquise, sera mise en place. De plus, de nouveaux soffites avec éclairage intégré contribueront à la mise en valeur du bâtiment et de son entrée. Au niveau de la maçonnerie, puisque la façade arrière ainsi que des portions supérieures des façades latérales comportent un nombre important de briques éclatées, fissurées ou déplacées, la brique des portions supérieures devra être démantelée. Une brique de remplacement devra être réinstallée. Les briques bleues constituant le basilaire sont en bon état et un simple remplacement des briques endommagées par les

impacts est à prévoir. Enfin, une base de granite à la jonction avec le sol serait souhaitable pour éviter que les briques en portion inférieure soient endommagées par des impacts.

Les fenêtres en aluminium du basilaire et de la tour actuelle sont à remplacer et des fenêtres seront ajoutées en suivant toutefois le rythme actuel des ouvertures.

Toutes les enseignes « Fides » seront restaurées et maintenues en place.

Le projet proposé inclurait un volume en surhauteur de 64,7 m (19 étages) dans sa portion la plus élevée.

Plus précisément, le projet prévoit la programmation suivante :

- 245 logements en copropriété (137 studios, 56 logements de 1 chambre, 51 logements de 2 chambres);
- 4 niveaux de stationnement souterrain (total de 111 unités);
- un rez-de-chaussée commercial de 515 m² dans l'édifice Fides actuel avec l'ajout d'un quai de chargement (les livraisons se feront tôt le matin selon le demandeur);
- des espaces communs pour les résidents comportant un café, un espace de travail, une salle multifonction, un terrain de squash et une piscine sur le toit dans le volume de 4 étages sur l'avenue Sainte-Élisabeth;
- des logements et l'entrée du garage souterrain pour le volume de 7 étages sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville;
- 3 terrasses au toit (non sur la surhauteur);
- un terrain de basketball carrossable dans la cour arrière.

L'objectif du demandeur est de regrouper les services communs du projet aux étages inférieurs afin d'animer la rue et d'en faciliter l'accès. De plus, la localisation permet l'extension de certaines des facilités vers la cour intérieure

Le volume en surhauteur aurait un revêtement de béton architectural gris pâle, du verre clair pour les ouvertures et de l'aluminium prépeint pour l'encadrement de celles-ci et ainsi que quelques détails architecturaux.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de surhauteur et de dérogations mineures.

Considérant que : L'implantation des volumes permettrait de réparer la rupture du cadre bâti que crée actuellement le stationnement de surface.

Considérant que : Le projet proposé devrait offrir une meilleure transition avec les bâtiments de gabarit inférieur sur la rue Sainte-Élisabeth, comme offert par le basilaire du bâtiment existant.

Considérant que : Le projet proposé n'aura pas d'impact sur les percées visuelles et les vues protégées vers le Mont-Royal depuis le belvédère des îles et le quai de l'horloge puisque le nouveau bâtiment du CHUM est surélevé par rapport à la surhauteur proposée selon les documents déposés.

Considérant que : Le projet proposé n'est pas situé dans les vues protégées de la Place Vauquelin vers le Mont-Royal et n'aura pas d'impact sur les percées visuelles et les vues protégées depuis le Mont-Royal, soit du belvédère Kondiaronk selon les documents déposés.

Considérant que : Les équipements mécaniques prévus seraient insérés à l'intérieur du bâtiment, ce qui permet une meilleure intégration du projet dans le paysage bâti.

Considérant que : L'aménagement de locaux commerciaux au rez-de-chaussée favorise une relation dynamique avec le domaine public du boulevard René-Lévesque.

L'ensoleillement serait réduit, mais que l'impact serait de courte durée dans la journée.

Considérant que : Le terrain de forme irrégulière est assujetti à 3 zones différentes, ce qui rend complexe la transformation du site.

Considérant qu' : Une voie d'accès et un quai de chargement ne sont pas souhaitables sur le boulevard René-Lévesque ainsi que sur les rues Sainte-Élisabeth et Hôtel-de-Ville.

Considérant que : L'application des dispositions visées au quai de chargement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés, ce qui pourrait faire diminuer la qualité du projet en ayant un agrandissement moins compatible au niveau du bâti existant.

Considérant que : Les dérogations ne causent pas de préjudice au droit de propriété des riverains puisqu'il existe déjà un stationnement à l'endroit même où seront situés l'accès et le quai de chargement.

Considérant que : Les dérogations mineures ne concernent pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol.

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard des demandes de dérogations mineures.

Pour la révision de projet en surhauteur, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE, aux conditions suivantes :

- **Présenter à nouveau le projet au CCU avec des précisions ou modifications suivantes :**
  - **des plans plus précis de la matérialité et de la composition avec échantillon de matériaux;**
  - **afin de maintenir l'animation de la rue et assurer une transition entre le cadre bâti existant et la nouvelle construction, sur la rue Sainte-Élisabeth, au niveau du rez-de-chaussée et du 2e étage, prévoir des maisons de ville de deux étages au nouveau volume de 4 étages;**
  - **la matérialité et la composition de la façade du nouveau volume sur la rue Sainte-Élisabeth devraient s'apparenter à celle des bâtiments existants comportant plus de maçonnerie et des ouvertures verticales;**
  - **afin de ne pas dénaturer la façade du FIDES, un retrait plus marquant de 3 à 4 m devrait être proposé au nouveau volume adjacent au basilaire existant sur le boulevard René-Lévesque;**

- **une étude d'impacts éoliens, avec le cas échéant des mesures de mitigations appropriées;**
- **un plan de circulation du site relatif à la voie d'accès au garage, au quai de chargement et aux voies de circulation pour vélo assurant une plus grande sécurité des cyclistes ;**
- **un plan d'aménagement paysager réalisé par un architecte paysagiste montrant le détail de l'ensemble des plantations sur les terrasses aux toits ainsi que de l'aménagement du terrain. Le comité exprime à cet effet des préoccupations concernant surtout la partie arrière du terrain.**

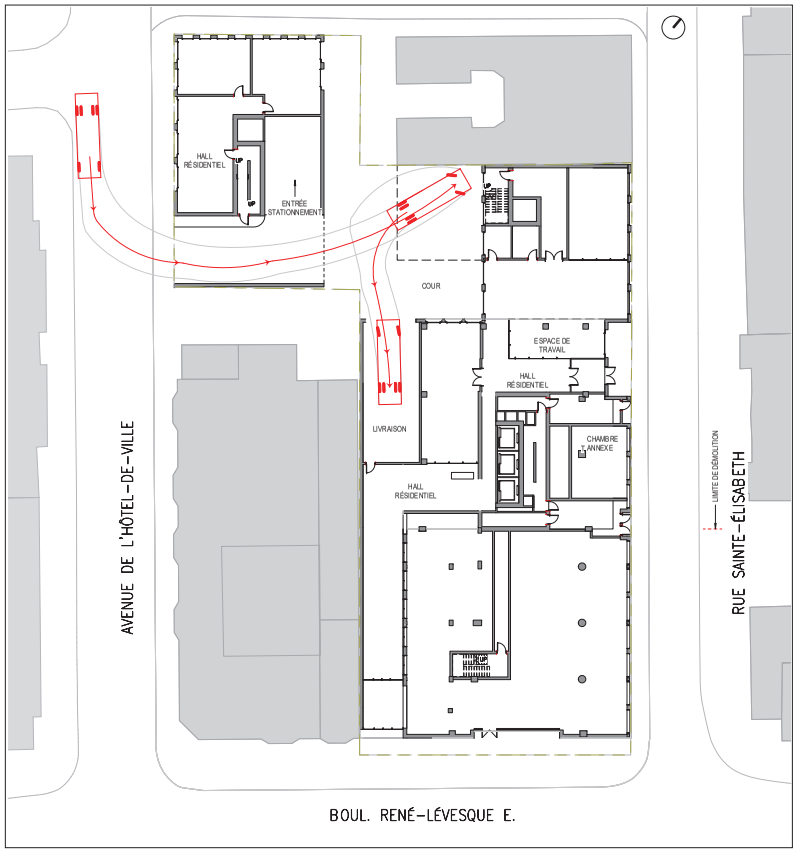
- **Déposer une lettre de garantie bancaire permettant d'assurer la préservation des composantes du bâtiment existant, en vertu de l'article 712.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.**

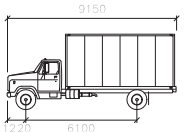
Par ailleurs, les membres du comité souhaitent que le demandeur offre une typologie de logements plus diversifiée, intégrant des logements de 3 chambres pour famille. De plus, ils encouragent le demandeur à prévoir des logements sociaux et abordables ainsi que des espaces de stationnement auto-partage dans le projet.

Sophie Mauzerolle
Présidente

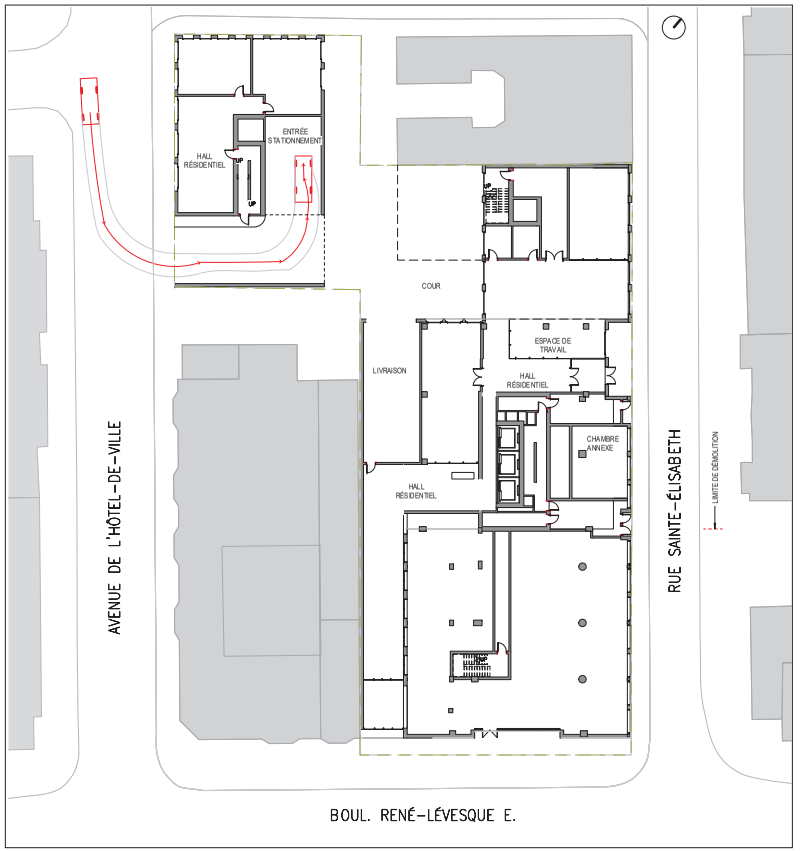
Billy Chérubin
Secrétaire

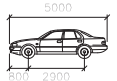
PROPOSITION | PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - SCHÉMA CIRCULATION DES VÉHICULES





SUM	mm
Width	: 2440
Lock to Lock	: 2440
Steering	: 6.0
Angle	: 31.8





HA	mm
Width	: 1800
Lock to Lock	: 1800
Steering	: 6.0
Angle	: 35.2

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 3420, rue McTavish, une dérogation permettant un taux d'implantation de 76,9 % au lieu du taux maximal permis de 70% , et ce, en dérogation à l'article 49 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1206255001];
- pour le bâtiment situé au 235, boulevard René-Lévesque Est, des dérogations permettant une voie d'accès à une aire de chargement situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, une aire de chargement dans une cour avant d'un secteur de la catégorie R.1 à R.3, une aire de chargement située à l'extérieur, à moins de 3 mètres des limites d'un terrain situé dans un secteur de la catégorie R.1 à R.3, et ce, en dérogation aux articles 585.1, 586 et 591 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie* (01-282) [dossier 1206723001];
- pour le bâtiment situé au 1265, rue Saint-Timothée, une dérogation permettant un taux d'implantation maximal du bâtiment principal de 70,97 %, et ce, malgré les dispositions de l'Annexe A - Densité et implantation du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) qui limite à 70 % le taux d'implantation maximal au sol pour le secteur où se situe le 1265, rue Saint-Timothée [dossier 1208398002].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 11 février 2020, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Montréal, le 25 janvier 2020

La secrétaire d'arrondissement,
Katerine Rowan, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 15:51

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202701011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.
Certains règlements adoptés par le conseil de la ville dont l'application a été déléguée au conseil d'arrondissement, et d'autres règlements relevant de la compétence du conseil d'arrondissement font référence, dans le cadre de l'application de certains pouvoirs et responsabilités, à l'« autorité compétente » ou au « directeur ». Il est donc opportun que le conseil d'arrondissement précise le ou les fonctionnaires habiletés à agir à ce titre dans l'Arrondissement aux fins de l'application des règlements précités.

Par ailleurs, au courant de l'année 2019, les directions de l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après « Arrondissement ») ont subi une restructuration administrative. Entre autres, la « Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises » a été renommée « Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité », et intègre maintenant l'équipe de mobilité et occupation du domaine public. Il est donc nécessaire de modifier le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) en conséquence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)* et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à modifier le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) afin de :
1) ajouter deux nouvelles dispositions afin de préciser la délégation à certains fonctionnaires de l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après « Arrondissement ») de pouvoirs et responsabilités qui relèvent de l'« autorité compétente » ou d'un « directeur » en vertu des règlements adoptés par le conseil de la Ville dont l'application a été déléguée au conseil d'arrondissement, et en vertu des règlements relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, et ce, en fonction des pratiques opérationnelles de l'Arrondissement.

2) remplacer toutes les mentions « Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises » par « Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité »; et

3) modifier, là où requis, la délégation de pouvoir conformément à la nouvelle structure des directions de l'Arrondissement, en remplaçant notamment les délégations visant le fonctionnaire de niveau B ou C de la Direction des travaux publics, par le fonctionnaire de niveau B ou C de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées permettront de :
- préciser le ou les fonctionnaires habiletés à agir à titre d'« autorité compétente » ou de « directeur » à l'Arrondissement aux fins de l'application des règlements adoptés par le conseil de la ville dont l'application a été déléguée au conseil d'arrondissement, et des règlements relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, qui réfèrent à l'« autorité compétente » ou au « directeur » pour l'application de certains pouvoirs et responsabilités.
- mettre à jour le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) conformément à la nouvelle structure des directions de l'Arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement : CA du 11 février 2020;
Adoption du règlement : CA du 10 mars 2020;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement : dès que possible après le CA du 10 mars 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Sylvain VILLENEUVE, Ville-Marie
Ramy MIKATI, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 21 janvier 2020
Ramy MIKATI, 20 janvier 2020
Sylvain VILLENEUVE, 20 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 21.1. du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

2. L'article 21.1.3. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

3. L'article 21.1.4. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

4. L'article 21.1.5. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

5. L'article 21.1.6. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

6. L'article 21.1.7. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

7. L'article 21.2. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Direction des travaux publics » par les mots « Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité ».

8. L'article 21.2.1. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Direction des travaux publics » par les mots « Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 21.2.1., des articles suivants :

« 21.2.2. Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente en vertu d'un règlement adopté par le conseil de la ville dont l'application est déléguée au conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement.

21.2.3. Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente ou d'un directeur en vertu d'un règlement relevant de la compétence du conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement. ».

10. L'article 25. de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1202701011*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.25

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205907001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2020, 1ère partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2020, 1ère partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. XXX permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205907001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2020, 1ère partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le premier dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2020 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20)
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195907011 / CA19 240576 adopté le 12 décembre 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 10e partie, A) et édicter les ordonnances
1195907009 / CA19 240524 adopté le 12 novembre 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 9e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un

événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 872-8862
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-28

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2020, 1ère PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	**Organismes**	**Dates jj/mm**	**Lieu (x)**	**O-0.1 Occ. dom. public**	**C-4.1 Circ & Stat**	**P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public**			**P-1 art. 3 Consom. d'alcool**	**B-3 art. 20 Bruit**	**01-282 art. 560 Urbanisme** (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	**CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété** (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	**CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété** (Échantillons)	**17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles**	**P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public** (Peinture sur chaussée)	**Autres informations**
						Marchandise	**Aliment et boisson non-alcooliques**	**Boissons alcooliques**								
Exposition Musée Pointe-à-Callière	Musée Pointe-à-Callière	Prolongation jusqu'au 31 octobre 2020	Place D'Youville	24 h / 24 h												N-PA
Plaisirs d'Hiver	DCSLDS	15-Feb	Percy-Walters	9h à 15h			11h à 14h			11h à 14h						R-A-MA
Unité mobile de dépistage de la tuberculose	Direction de la santé publique	18-19-20 février	Square Cabot	9h à 17h												N-AF-PA
The coldest night of the year	Centre St-James	22-Feb	Parcours de 5 KM et de 10 KM sur les trottoirs - Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	17 h à 20 h						17 h à 20 h						R-AF-PA
La Nuit aux flambeaux	Voies culturelles des faubourgs	29 février au 1er mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 2 h						19 h à 23 h						R-AF-PA
Fête nationale de la Bulgarie	Centre culturel canadien-bulgare Zornica	03-Mar	Place De La Dauversière	11h à 16h						12h à 15h						R-A-MA

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 1ère partie, A)**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2020, 1ère PARTIE, A)

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ février 2019, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2020, 1ère partie, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1205907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____ février 2020, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.26

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1194673005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2020 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2020 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194673005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2020 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 40 du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales , picturales ou g raphiques sur le domaine public* (R.R.V.M, c. E-7.1) implique annuellement l'édiction de diverses ordonnances pour la gestion des activités des artistes et des artisans qui détiennent un permis sur le domaine public.
Les ordonnances incluses au présent sommaire décisionnel portent sur les sujets suivants:

- Pour la saison 2020, désigner les emplacements dédiés aux détenteurs d'un permis d'artiste exposant et de portraitiste caricaturiste;
- Pour la saison 2020, désigner les emplacements dédiés aux détenteurs d'un permis d'artisan;
- Pour la saison 2020, fixer les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants;

En raison des travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (entre McGill College et Mansfield) et du Réseau express métropolitain (à l'angle de McGill College et Sainte-Catherine) 22 emplacements situés dans ce secteur ne seront plus disponibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1194680004 - CA19 240523 Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

1194673006 - CA19 240468 adoptée le 2 octobre 2019 - Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public*
(R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les

activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

1182624002 - CA18 240628 adoptée le 21 novembre 2018 - Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public
(R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Conformément au Règlement, chaque année, les détenteurs de permis artistes et artisans se voient attribuer un emplacement sur le domaine public où ils peuvent exercer leurs activités.
Pour la saison 2020, afin de permettre aux 87 demandeurs de permis inscrits (44 artisans, 22 exposants, 21 portraitistes caricaturistes) d'obtenir un emplacement, il est proposé de relocaliser les 22 emplacements affectés par les travaux sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Pierce et Stanley.

De plus, 18 kiosques seront installés sur la place Jacques-Cartier entre les rues De la Commune et Saint-Paul pour l'usage des artistes exposants. Rappelons que ces derniers sont installés de manière temporaire à cet endroit depuis l'été 2014 à la suite des travaux de construction de l'hôtel Saint-Amable. La configuration ayant été adoptée permet de désengorger et dégager visuellement la place tout en permettant une meilleure fluidité. Les artistes exposants ont l'obligation d'occuper leur emplacement pour une période minimale de 28 jours au cours de la saison. Cette exigence a été instaurée à la demande du comité paritaire dans le but d'obliger la présence des détenteurs de permis et de contribuer à l'animation de la place.

Tous les emplacements sont attribués par ordre d'ancienneté et sont repartis sur deux sites différents :

- la place Jacques-Cartier : 50 emplacements dont 21 emplacements de portraitistes caricaturistes, 18 emplacements d'exposants (kiosques) et 11 emplacements d'artisans;

- la rue Sainte-Catherine Ouest entre Pierce et Stanley: 32 emplacements d'artisans et 4 emplacements d'artistes.

Les plans illustrant la localisation précise de ces emplacements se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les kiosques sont prêtés gratuitement aux artistes exposants pour la saison 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le 18 mars 2020: la séance d'attribution des emplacements des artisans;
Le 19 mars 2020 : la séance d'attribution des emplacements des artistes;
Du 18 mars au 17 avril 2020: la période de délivrance des permis;
Avril 2020 : la livraison des kiosques d'artistes aux emplacements dédiés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ismaila DIOP, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Manon OUELLET, Ville-Marie

Lecture :

Manon OUELLET, 3 février 2020
Ismaila DIOP, 3 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement cuturel

Tél : 514-868-4925
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-30

Gina TREMBLAY
Chef de Division Culture et bibliothèques

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 872-3293

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-01-29

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. xx **Ordonnance désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artisan de réaliser, d'exposer et de vendre une artisanale sur le domaine public**

Vu les paragraphes 3 et 16 de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Sur le site de la place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artisan aux emplacements A01, A02, A03, A04, A05, A06, A07, A08, A09, A10 et A25 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, à la sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

2. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (rue Sainte-Catherine entre les rues Pierce et Stanley), les détenteurs de permis d'artisan aux emplacements A30, A31, A32, A33, A34, A35, A36, A37, A38, A39, A40, A41, A42, A43, A44, A45, A46, A47, A48, A49, A50, A51, A52, A53, A54, A55, A56, A57, A58, A59, A60, A61, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, sous-section 2, section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

3. Aux endroits mentionnés aux articles 1, 2 et 3, un détenteur de permis peut occuper temporairement un emplacement du même site non occupé par le titulaire. Il doit toutefois le libérer dès l'arrivée de ce dernier ou de son représentant;

4. À défaut d'occuper son emplacement au cours de la saison, l'artisan ne verra pas son année d'ancienneté reconnue aux fins de l'attribution des emplacements pour l'année suivante.

ANNEXE A - Emplacements - Saison 2020
Site place Jacques-Cartier
Site Sainte-Catherine Ouest

*Un avis relatif à cette ordonnance (*1194673005*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le …. 2020, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE A - Emplacements - Saison 2020

- Site Place Jacques-Cartier :



- Site rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Pierce et Stanley :



Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. **Ordonnance désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artiste de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre picturale ou graphique**

Vu les paragraphes 3 et 16 de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Sur le site place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artiste exposant aux emplacements E1, E2, E3, E4, E5, E8, E9, E10, E28, E29, E40, E41, E42, E43, E44, E45, E46 et E47 dans des kiosques autoportants dans la portion délimitée par les rues De la Commune et Saint-Paul, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, à la sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

2. Sur le site place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artiste portraitiste caricaturiste aux emplacements P5, P6, P8, P17, P18, P19, P20, P21, P22, P23, P24, P25, P26, P27, P28, P29, P30, P31 P32, P33, P34, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévus au règlement, sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

3. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mackay et Bishop), les détenteurs de permis artiste exposant aux emplacements E11, E12, E13, E14 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévus au règlement, sous-section 2, section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

4. L'obligation des artistes (exposants et portraitistes caricaturistes) ayant un emplacement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, d'occuper leur emplacement pour une période minimale de 28 jours au cours de la saison;

5. À défaut d'occuper son emplacement pendant la période minimale, tel que stipulé à article 4, l'artiste ne verra pas son année d'ancienneté reconnue aux fins de l'attribution des emplacements pour l'année suivante.

ANNEXE A
Emplacements - Saison 2020
Site Place Jacques-Cartier
Site Rue Sainte-Catherine Est

*Un avis relatif à cette ordonnance (*1194673005*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le …… date de son entrée en vigueur.*

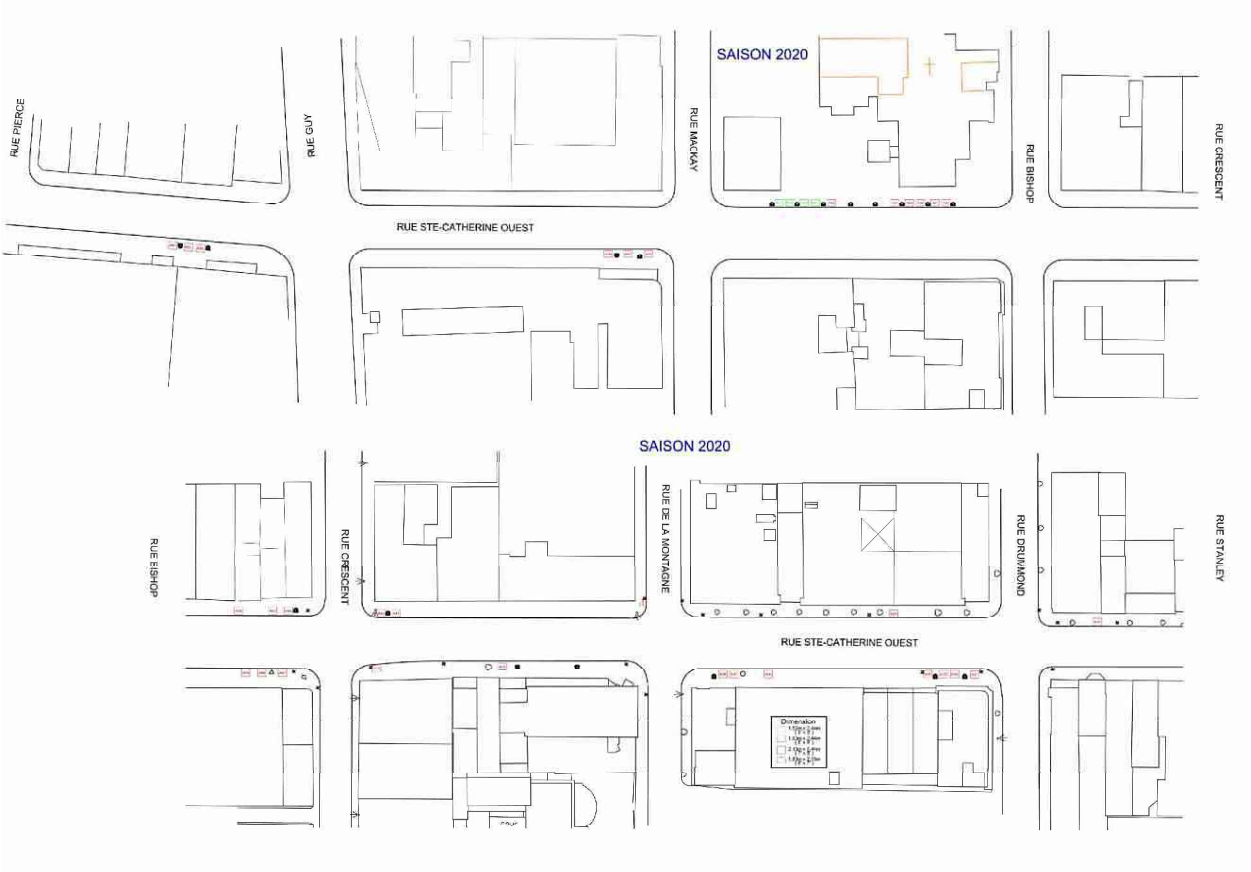
ANNEXE A

Emplacements - Saison 2020

Site place Jacques-Cartier :



Site rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Pierce et Stanley :



Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. xx **Ordonnance relative à l'usage des kiosques d'artistes-exposants**

Vu le paragraphe 16 de l'article 40 du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 11 février 2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Les emplacements d'artistes-exposants situés à la place Jacques-Cartier sont munis de kiosques conçus par la Ville et spécifiquement destinés à l'exposition d'œuvres picturales ou graphiques conformes aux procédés et œuvres autorisées sur le permis d'occupation de l'artiste.

2. Les kiosques sont mis gratuitement à la disposition des artistes-exposants aux conditions prévues à l'annexe A.

3. S'il y a lieu, l'installation des kiosques se fait au printemps, dès que les conditions climatiques le permettent.

4. L'occupant doit libérer et remettre en état le kiosque à la fin de la saison. La date précise, le cas échéant, sera transmise à l'occupant par un préavis écrit de quinze (15) jours à cet effet. L'Arrondissement ne pourra être tenue responsable des dommages causés aux biens laissés dans le kiosque après la date limite pour libérer les lieux et l'Arrondissement pourra, à sa seule discrétion, en disposer aux frais de l'occupant.

5. L'Arrondissement pourra mettre fin en tout temps au prêt en signifiant à l'occupant un préavis écrit de quinze (15) jours à cet effet, sans être tenu de verser aucune indemnité, compensation ou autre dédommagement à l'occupant pour tous dommages subis, le cas échéant.

6. Le prêt comprend les services suivants fournis par l'arrondissement : a) l'usage d'une clé donnant accès au kiosque; b) l'installation et l'enlèvement des kiosques, s'il y a lieu. Les autres services requis par l'occupant, s'il y a lieu, lui sont facturés par l'arrondissement selon ses pratiques administratives.

7. La présente ordonnance remplace l'Ordonnance E-7.1, o. 51 relative à l'usage des kiosques d'artistes-exposants, édictée en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre E-7.1).

ANNEXE A
CONDITIONS D'OCCUPATION DES KIOSQUES

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (*1194673005*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le , date de son entrée en vigueur*

ANNEXE A
CONDITIONS D'OCCUPATION DES KIOSQUES

1. L'occupant s'engage à occuper le kiosque pour une période minimale de 28 jours au cours de la saison.

2. L'occupant s'engage à maintenir le kiosque dans un état d'excellente propreté ainsi que l'équipement, s'il y a lieu, qui devra être de bonne apparence et de bon goût, et à payer toutes les dépenses se rapportant à l'éclairage, à la décoration, à la sonorisation, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage de son kiosque.

3. L'occupant doit respecter le périmètre d'occupation maximal de 8' de longueur X 9' de profondeur. Tous les accessoires et supports d'expositions additionnels utilisés, à l'exception du ou des parasols servant à se protéger du soleil, doivent être contenus à l'intérieur de ce périmètre. De plus, les portes du kiosque doivent être rabattues sur elles-mêmes afin de ne pas excéder la longueur autorisée et ne pas empiéter sur le kiosque qui lui fait dos, lorsque applicable.

4. Aux fins de support d'exposition, l'occupant peut adapter ou apporter des modifications ou additions accessoires au kiosque prêté. Toutefois, l'occupant devra, à ses frais, remettre en état le kiosque prêté avant la fin de la période de prêt.

5. L'occupant doit:

   5.1 utiliser les lieux prêtés aux seules fins de l'activité, le tout en conformité avec toute loi, règlementation ou ordonnance municipale applicable;

   5.2 garantir et tenir l'Arrondissement indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit résultant directement de l'usage du kiosque par l'occupant;

   5.3 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et l'indemniser de toute dépense faite, de tout jugement et de toute condamnation qui pourraient être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement découlant directement de l'usage du kiosque par l'occupant;

   5.4 réparer, à ses frais, tous les dommages aux lieux prêtés résultant directement de l'usage de l'occupant;

   5.5 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux lieux prêtés résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou dans les lieux prêtés pendant sa période d'occupation;

   5.6 aviser immédiatement l'Arrondissement, par écrit, de toute défectuosité, incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux lieux prêtés ou à chacun de ses accessoires;

   5.7 permettre à l'Arrondissement de faire toute réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien du kiosque sans aucune indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.8 faire respecter toutes les clauses et conditions de la présente ordonnance par toutes personnes (mandataires, représentants, employés ou autres) nommées par lui ou agissant pour lui avec son accord;

5.9 assurer en tout temps la sécurité du public;

5.10 se conformer à toutes les directives de sécurité émanant du Service de la sécurité incendie de la Ville.

6. L'occupant convient expressément de ne pas sous-prêter le kiosque en tout ou en partie, de ne pas céder ni transporter ce prêt ou aucun des droits qui s'y rattachent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'Arrondissement.

7. L'occupant doit se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'occupation du kiosque et à la tenue de l'activité.

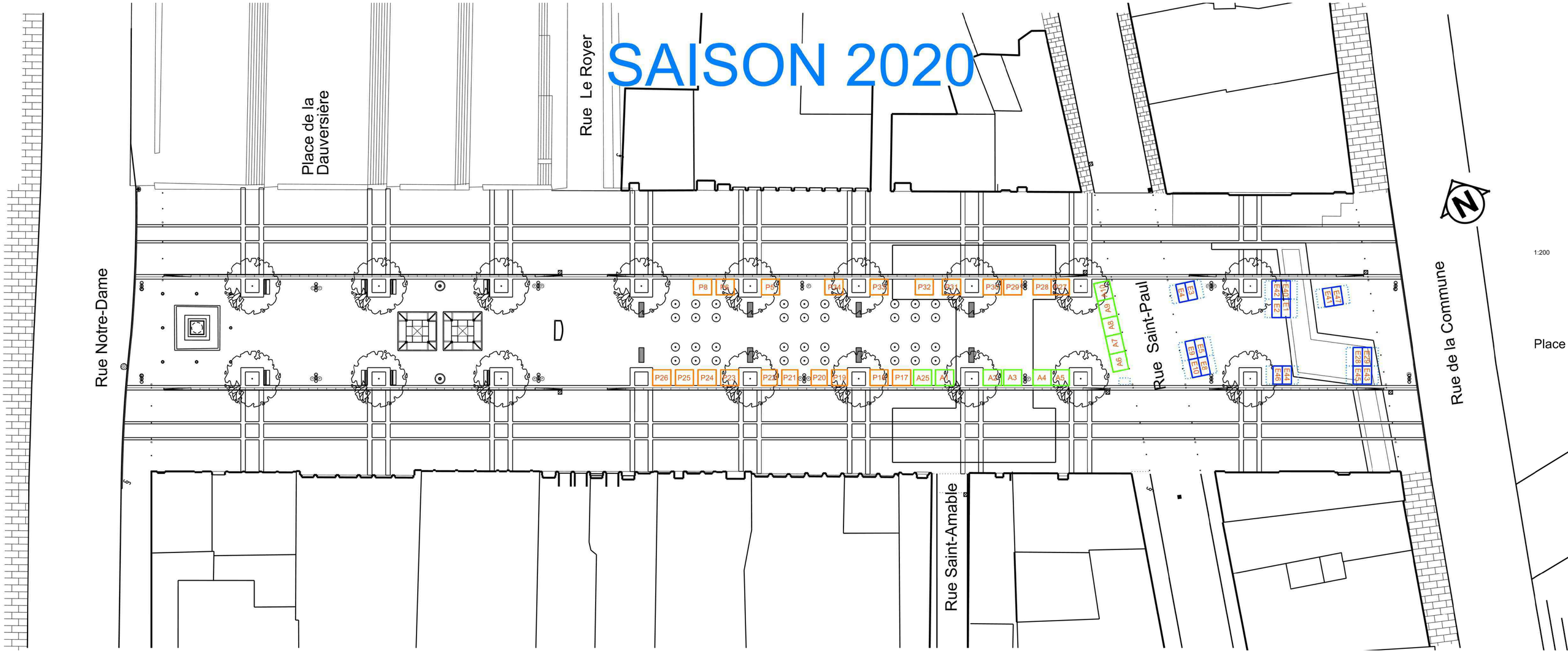
8. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'occupant :

8.1 s'engage à payer toute taxe, tout droit ou impôt aux autorités qui les imposent;

8.2 s'engage à se procurer tout permis requis en raison de l'exercice de son activité;

8.3 garantit que les redevances exigibles en raison de toute représentation ou prestation, dans le kiosque, ont été ou seront acquittées.

SAISON 2020


Rue Notre-Dame
Place de la Dauversière
Rue Le Royer
Rue Saint-Paul
Rue Saint-Amable
Rue de la Commune
Place
P8
P6
P5
P4
P33
P32
P31
P30
P29
P28
P27
P26
P25
P24
P23
P22
P21
P20
P19
P18
P17
A25
A2
A1
A3
A4
A5
A10
A9
A8
A7
A6
E1
E2
E3
E4
E5
E8
E9
E10
E28
E29
E43
E45
E44
E46
D
N
1:200

RUE PIERCE

RUE GUY

RUE STE-CATHERINE OUEST

RUE MACKAY

SAISON 2020

RUE BISHOP

RUE CRESCENT

A61 A60 A59

A58 A57 A56

E14 E13 E12 E11 A55

A54 A53 A52 A51 A50

RUE BISHOP

RUE CRESCENT

RUE DE LA MONTAGNE

RUE DRUMMOND

RUE STANLEY

SAISON 2020

A46 A45 A44

A42 A41

A35

A39

RUE STE-CATHERINE OUEST

A49 A48 A47

A43 A40

cour

A38 A37 A36

A34 A33 A32 A31

Dimension
1.52m x 2.44m (5' x 8')
1.83m x 2.44m (6' x 8')
2.13m x 2.44m (7' x 8')
1.83m x 2.13m (6' x 7')

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.27

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207303001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 13 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), l'engagement du propriétaire des lots 3 068 208, 6 297 944 et 6 297 945 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc représentant 10 % de la superficie du site, selon les dispositions imposés par les articles 13, 14, 15 et 16 de ce règlement

1) D'accepter, en vertu de l'article 13 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), l'engagement du propriétaire des lots 3 068 208, 6 297 944 et 6 297 945 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc représentant 10 % de la superficie du site, selon les dispositions imposés par les articles 13, 14, 15 et 16 de ce règlement;

2) D'accompagner la première demande de permis de construction sur le site visé au premier alinéa et pour laquelle ce règlement s'applique, d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 2 698 590, 00 $, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à la publication d'un acte notarié prévoyant la cession d'un terrain d'une valeur correspondant à 10 % de la superficie de ce site, advenant que cet acte ne soit publié dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 14:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207303001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 13 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), l'engagement du propriétaire des lots 3 068 208, 6 297 944 et 6 297 945 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc représentant 10 % de la superficie du site, selon les dispositions imposés par les articles 13, 14, 15 et 16 de ce règlement

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à accepter l'engagement du propriétaire d'un terrain compris dans le site correspondant aux lots 3 068 208, 6 297 944, 6 297 945 et du cadastre du Québec à céder un terrain correspondant à 10 % de la superficie du site pour lequel, en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), des frais de parc sont applicables.
Cet engagement doit être accompagné d'une lettre de garantie dont la valeur de 2 698 590, 00 $ est égale à 10 % de la valeur du terrain au rôle d'évaluation foncière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

13 décembre 2019 – Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Vital Roy, arpenteur-géomètre, le 28 novembre 2019, minute: 53281, pour le remplacement des lots 5 713 926 et 3 066 637 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 297 944 et 6 297 945 – 2195082015
22 octobre 2019 – Adoption du règlement abrogeant le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue De Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152)

12 juin 2017 – Adoption du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

2 avril 2004 – Adoption du Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe résidentiel et commercial dans le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue de Lorimier et les rues Sainte-Catherine et Parthenais (03-152) – 1041203065

DESCRIPTION

Site
Le site compris entre la rue Sainte-Catherine, la rue Parthenais, le boulevard René-Lévesque et l'avenue De Lorimier, anciennement connu sous le nom des Portes Sainte-Marie, fera l'objet au cour des prochaines années d'un développement immobilier comprenant des commerces, des bureaux et des logements. Le terrain visé, après son opération cadastrale, sera composé des lots 3 068 208, 6 297 944 et 6 297 945 pour une superficie totale de 35 342,3 m² tel que représenté dans la description technique accompagnant la présente demande.

Le requérant souhaite réaliser la phase 1 du projet Esplanade Cartier (lot no 6 297 944) dont la superficie totale correspond à 4 710,2 m². À terme, c'est l'ensemble du terrain qui fera l'objet d'un projet de développement immobilier qui, en plus de bâtiments, comprendra des parcs et des rues publics qui seront cédés à la Ville.

Cadre réglementaire
En vertu de l'article 5 du Règlement 17-055, il s'agit d'un projet de redéveloppement pour lequel le paiement d'une somme compensatoire à des fins de parc est une condition préalable à la délivrance du permis de construction. Par ailleurs, l'article 13 de ce même règlement prévoit que le propriétaire puisse s'engager à céder un terrain faisant partie du territoire de la Ville de Montréal qui convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux. Si cette entente prime sur toute règle de calcul et tout pourcentage établis aux articles 3, 4 et 5, ce pourcentage ne peut être inférieur à 10 % de la valeur du site.

Proposition
Conformément au Règlement 17-055, le demandeur souhaite soumettre un engagement de cession de terrain représentant 10% de l'ensemble du site afin d'entamer la réalisation de la première phase du projet. Également, une lettre de garantie monétaire au montant de 2 698 590, 00 $ soit 10 % de la valeur du terrain au rôle foncier avant l'opération cadastrale accompagne cet engagement de cession de terrain: selon le cadastre en vigueur en date du 30 janvier 2019, ce terrain est composé des des lots 3 066 637, 3 068 208, 5 713 925 et 5 713 926 pour une superficie de 36 077, 40 m².

À terme, un terrain compris dans le site du projet de développement et qui représente 10 % de sa superficie totale sera cédé à la Ville.

JUSTIFICATION

Le projet Esplanade Cartier a fait l'objet d'une recommandation favorable du comité consultatif d'urbanisme et le promoteur s'est engagé à contribuer monétairement selon les conditions du projet de Règlement pour une métropole mixte en cours d'adoption. Également, le terrain connu sous le nom des Portes Sainte-Marie, anciennement occupé par une industrie, est aujourd'hui sous utilisé et son développement ainsi que l'ajout d'espaces verts accessibles au public constituerait une amélioration considérable pour le secteur. Enfin, la proposition est conforme aux orientations du PPU des faubourgs qui ont été présentées aux consultations publiques en amont qui ont eu lieu au printemps 2019.
Pour ces raisons, la **Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité** est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Lecture et adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique
Tél : 514 872-9545
Approuvé le : 2020-02-03

RUE ALARDEAU

RUE TANSLEY

AVE. DE LORIMIER

BOUL. RENÉ-LÉVESQUE

RUE SAINTE-CATHERINE

PARC (PARCELLE 2)
LOT 6 297 945 PTIE
S:1 318.3 m2

PARC (PARCELLE 1)
LOT 6 297 945 PTIE
S:1 656.5 m2

RUE PARTHENAIS

nós

ESPLANADE CARTIER

PLAN D'IMPLANTATION

ÉCHELLE	PROJET
1–1000	18–0073
PRÉPARÉ PAR	DATE
GH/CLP	2020/01/22

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL

LOT : PARTIES DU LOT 6 297 945

CADASTRE DU QUÉBEC

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : MONTREAL

DOSSIER : 29116-00
MANDAT : 53096
MINUTE : 53511

DESCRIPTION TECHNIQUE

De deux (2) parcelles de terrain devant faire l'objet d'un parc public à être cédé à la Ville de Montréal, connues et désignées comme étant parties du lot 6 297 945 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans la ville de Montréal (arrondissement Ville-Marie), et pouvant plus particulièrement se décrire comme suit :

LOT : 6 297 945 PTIE (Parcelle 1)

De figure irrégulière, bornée comme suit, successivement : vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 30,38 mètres; vers le Nord-Est par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 54,52 mètres; vers le Sud-Est par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 30,38 mètres; vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 54,52 mètres; contenant en superficie 1 656,5 mètres carrés. La limite Nord-Ouest de cette parcelle est parallèle à la limite Sud-Est du lot 1 729 357 (rue Sainte-Catherine Est) et située à 79,91 mètres au Sud-Est de celle-ci. L'extrémité Sud-Est de la limite Nord-Est de cette parcelle est située à 117,84 mètres suivant une direction de 272°17'21" d'un point localisé sur la ligne séparatrice des lots 5 713 925 et 6 297 945 à son intersection avec la limite Sud-Ouest du lot 1 424 730 (rue Parthenais).

LOT : 6 297 945 PTIE (Parcelle 2)

De figure irrégulière, bornée comme suit, successivement : vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 24,00 mètres; vers le Nord-Est par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 78,30 mètres; vers le Sud-Est par le lot 5 713 925, mesurant le long de cette limite 28,20 mètres; vers le Sud-Ouest par le lot 3 066 638 (Boulevard René-Lévesque Est) mesurant le long de cette limite 10,13 mètres; vers le Nord-Ouest par une partie du lot 6 297 945, mesurant le long de cette limite 3,85 mètres; vers le Sud-Ouest par une partie du lot 6 297 945, mesurant de long de cette limite 64,13 mètres; contenant en superficie 1 877,8 mètres carrés.

Les parcelles contiennent en superficie un total de 3 534,3 mètres carrés.

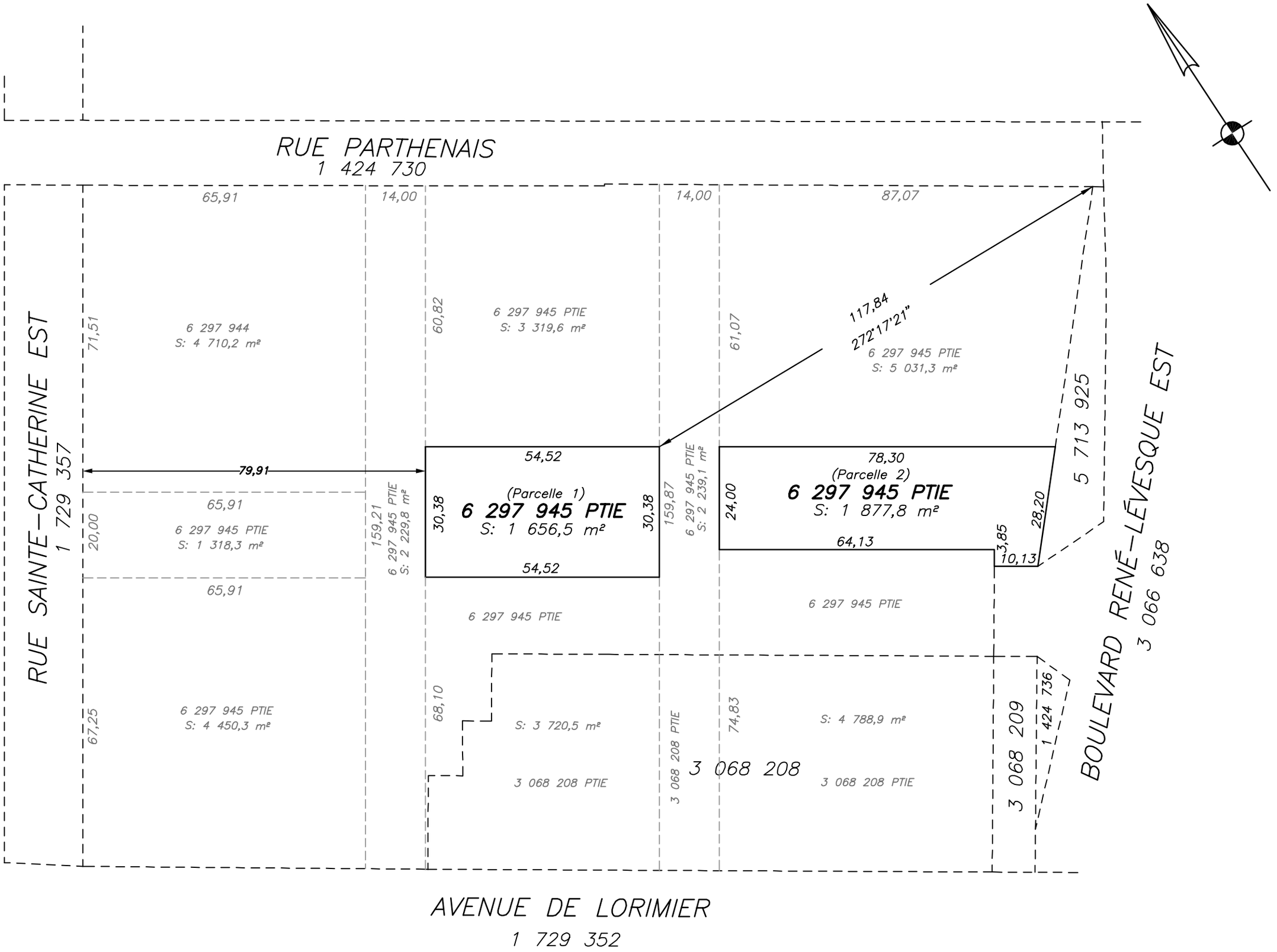
Préparé à Belœil, ce vingt et unième jour du mois de janvier de l'an deux mille vingt, sous le numéro 53511 de mes minutes.

VITAL ROY
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

CONFOR
Compare :

VITAL ROY
1889
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

2020-01-21



Superficie totale du projet = 35 342,3 m²

Superficie du parc proposé = 3 534,3 m²

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (S.I.)
1 mètre x 3.28 = mesure en pieds
1 mètre ² x 10.764 = superficie en pieds carrés

PLAN ACCOMPAGNANT LA
DESCRIPTION TECHNIQUE

Ce plan ne doit pas être utilisé pour une autre fin sans mon autorisation écrite.

Échelle : 1 : 1000

Dessiné par : JT

V I T A L R O Y
A [illegible] inc.
TÉ [illegible] -0283
[illegible] a

VITAL ROY 1889 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

2020-01-21

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
CADASTRE DU QUÉBEC
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
(Arrondissement Ville-Marie)
LOT(S): PARTIES DU LOT 6 297 945

Beloeil, le 20 janvier 2020

Par

VITAL ROY
Arpenteur-Géomètre

Dossier: 29116-00
Mandat: 53096
Minute: 53511

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.28

2020/02/11
18:30

(2)

Dossier # : 1202701012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020

D'adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-06 09:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202701012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 145 de la *Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil d'arrondissement peut prévoir une tarification pour financer en tout ou en partie ses biens, services ou activités. Cette tarification est révisée annuellement afin d'y apporter les modifications nécessaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA18 240691 du 5 décembre 2018 : Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2019 (1182701055).

DESCRIPTION

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020, dont le projet est joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire décisionnel.
Certains tarifs ont subi une indexation de 2 %, alors que d'autres tarifs sont demeurés stables, ont été majorés pour refléter le coût du service ou ont été ajoutés/retirés du règlement. Voici un résumé non-exhaustif des modifications :
- de manière générale, les tarifs relatifs aux études de projets réglementés, autorisations et permis ont été indexés de 2 %. Cependant, les tarifs pour l'étude aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), ainsi que ceux d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale ont été augmentés afin de refléter le coût des services;
- un gel des tarifs est appliqué en ce qui concerne l'accès aux équipements culturels et sportifs, et une section relative aux tarifs pour les équipements de la maison de la culture Janine-Sutto et des bibliothèques Père-Ambroise et Frontenac a été ajoutée;
- les tarifs des services fournis par les employés de la Ville, ainsi que ceux relatifs à l'occupation du domaine public, ont été indexés de 2 %. Certains tarifs, plus particulièrement ceux relatifs au stationnement, ont cependant été ajustés afin de se conformer à ceux adoptés par le conseil municipal. Par ailleurs, des dispositions ont été ajoutées en ce qui concerne les occupations périodiques du domaine public à des fins de café-terrasse;
- les tarifs pour l'obtention d'un permis aux fins du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) ont été indexés de 2 %;

- l'article relatif à la délivrance de vignette en lien avec les permis de stationnement réservé aux résidants a été modifié et les tarifs ont été augmentés. Par ailleurs, il est dorénavant prévu un maximum de 2 vignettes par adresse, mais une seule vignette par personne;
- les autres tarifs en matière de licences et autres articles réglementés, ainsi que pour les certificats, rapports et compilation de données ou statistiques ont été indexés de 2 %;
- la section relative aux tarifs applicables aux extraits de registres, abonnements et documents officiels ou d'archives a été revue, et de nouveaux tarifs sont applicables; et
- un gel des tarifs est appliqué pour les services et fournitures divers.

JUSTIFICATION

L'adoption d'un nouveau règlement sur les tarifs de l'arrondissement est nécessaire afin de mettre à jour certaines tarifications pour l'année 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Règlement sur les tarifs respecte le cadre budgétaire concernant les objectifs fixés par l'arrondissement pour le volet des revenus.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public pour l'entrée en vigueur du règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion 2020-02-11
Adoption 2020-03-10
Entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samba Oumar ALI, Ville-Marie
Sophie CHAMARD, Service des finances

Lecture :

Samba Oumar ALI, 6 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-309 Règlement sur les tarifs – exercice financier 2020

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 10 mars 2020, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

1. Aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une construction en surhauteur :

a) d'une superficie de plancher de moins de 10 000 m^2 : 5 202 $;

b) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 et plus : 10 394 $;

c) d'une modification d'une construction en surhauteur déjà approuvée ou en droits acquis : 1 846 $;

2° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel :

a) pour les usages « aire d'agriculture urbaine dans des bacs » et « aire de vente, d'entreposage ou d'étalage de produits agro-alimentaires (tels que fleurs, plantes, fruits et légumes) » sur un terrain non bâti : 306 $;

b) pour tout autre usage : 923 $;

3° pour l'étude d'une demande d'ordonnance édictée en vertu de l'article 560 de ce règlement : 255 $;

4° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 3 468 $;

5° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4°: 306 $.

Le tarif prévu au paragraphe 3° ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'ordonnance vise une Société de développement commercial.

Le tarif prévu au paragraphe 5° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

Projet

2. Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation mineure pour un projet :

a) de clôture ou d'enseigne : 576 $;

b) de superficie et dimension d'un lot : 576 $;

c) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 576 $;

d) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 1 153 $;

e) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 1 387 $;

f) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 1 846 $;

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue au paragraphe 1°: 306 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragrap he 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

3. Aux fins du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de projet particulier d'occupation ou d'enseigne : 1 846 $;

2° pour l'étude d'une demande de projet particulier de construction ou de modification :

a) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 1 846 $;

b) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 10 394 $;

c) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 23 103 $;

d) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 34 655 $;

3° pour l'étude d'une modification d'un projet particulier déjà autorisé par résolution :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de moins de 500 m^2 : 1 846 $;

b) de construction ou de modification d'une superficie de 500 m^2 et plus : 3 468 $;

4° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° : 306 $.

Le tarif prévu au paragraphe 4° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

4. Aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de démolition, sauf pour la démolition d'une dépendance dont l'usage est accessoire à l'habitation : 2 165 $;

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 175 $;

Projet

3° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de travaux sur la rive, le littoral et dans une plaine inondable : 110 $;

4° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : 250 $;

5° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :

a) pour une enseigne : 13,75 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de 180 $ par enseigne;

b) pour une enseigne publicitaire : 13,75 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de 410 $ par enseigne;

6° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de café-terrasse : 250 $;

7° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'antenne : 830 $;

8° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagements paysagers : 110 $;

9° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol : 75 $;

10° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de piscine :

a) pour une piscine intérieure ou comprise dans un bâtiment : 0 $;

b) pour une piscine extérieure : 110 $;

11° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aire de chargement ou de stationnement :

a) pour une aire de chargement ou de stationnement intérieure : 0 $;

b) pour une aire de chargement extérieure : 110 $ par unité de chargement;

c) pour une aire de stationnement extérieure de moins de 5 unités de stationnement : 55 $;

d) pour une aire de stationnement extérieure de 5 unités de stationnement et plus, mais d'une superficie de moins de 1 000 m² : 110 $;

e) pour une aire de stationnement extérieure de plus de 1 000 m² : 275 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragrap he 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

5. Aux fins d'un programme de développement, il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de modification règlementaire visant l'abrogation d'un article d'un tel règlement : 1 846 $;

2° pour l'étude d'une demande d'abrogation d'un tel règlement : 1846 $.

Projet

6. Aux fins du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C-11), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir :

a) par emplacement : 291 $;

b) par logement visé : 57 $, maximum de 2 887 $ par immeuble.

7. Aux fins de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 1 846 $.

8. Pour les frais de publication des avis requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), d'un programme de développement, du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C-11) et de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour un avis public relatif à une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel : 510 $;

2° pour un avis public relatif à l'entrée en vigueur d'une ordonnance édictée en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : 510 $;

3° pour les avis publics relatifs à une demande de modification de zonage : 3 060 $;

4° pour un avis public relatif à une demande de dérogation mineure : 510 $;

5° pour les avis publics relatifs à une demande de projet particulier :

a) comportant uniquement un ou des objets ne nécessitant aucune approbation par les personnes habiles à voter : 1 530 $;

b) comportant au moins un objet susceptible d'approbation référendaire : 3 060 $;

6° pour un avis public relatif à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 510 $;

7° pour un avis public relatif à une demande de programme de développement :

a) visant la modification par l'abrogation d'un article d'un tel règlement : 1 500 $;

b) visant l'abrogation d'un tel règlement : 500 $;

8° pour un avis public relatif à une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise : 510 $;

9° pour un avis public relatif à une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 510 $.

Projet

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'autorisation vise une société de développement commercial.

9. Pour les frais d'affichage requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), et au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), il sera perçu :

1° pour l'affichage relatif à une demande d'usage conditionnel : 765 $;

2° pour l'affichage relatif à une demande de projet particulier :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 765 $;

b) de construction ou de modification d'une superficie de plancher de 500 m^2 et plus : 1 020 $;

3° pour l'affichage relatif à une demande de démolition d'immeuble :

a) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de 15 mètres et moins : 765 $;

b) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de plus de 15 mètres : 1 020 $.

10. Aux fins du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 1 000 $;

b) chaque lot additionnel contigu : 90 $;

2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 500 $;

b) chaque lot additionnel contigu : 90 $.

11. Aux fins du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (RLRQ, chapitre Q-2, r. 23.1), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : 247 $.

12. Aux fins de la Loi sur les établissements d'hébergement touristiques (RLRQ, chapitre E-14.2), de la Loi sur les permis d'alcool (RLRQ., chapitre P-9.1) ou du Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1, r. 3), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : 50 $.

Projet

13. Aux fins du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 60 $;

2° pour la délivrance d'un permis de musicien ou d'amuseur public : 170 $.

14. Aux fins du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 60 $;

2° pour la délivrance du permis d'artisan ou d'artiste : 465 $;

3° pour la délivrance d'un permis de représentant d'artistes ou d'artisans : 75 $.

4° pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant : 55 $.

5° pour la location des kiosques d'artistes-exposants : 0 $

15. Pour le remplacement d'un permis visé à l'article 13 ou à l'article 14 perdu, il sera perçu : 60 $.

CHAPITRE II
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

16. Pour un abonnement donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1° résidant ou contribuable de la Ville : 0 $, valide 2 ans;

2° représentant d'un organisme (adulte et jeune) situé sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

3° non résidant de la Ville :

a) jeune (0-13 ans): 44 $, valide 1 an;

b) étudiant fréquentant à temps complet une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

c) aîné (65 ans et plus) : 56 $, valide 1 an;

d) employé de la Ville : 0 $ valide 1 an;

e) adulte (14-64 ans) : 88 $, valide 1 an.

L'abonnement court à partir de la date d'abonnement.

17. Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue ou abîmée, il sera perçu :

1° jeune, étudiant non résidant (0-13 ans) et organisme jeune : 2 $;

2° aîné (65 ans et plus) : 2 $;

Projet

3° adulte, étudiant non résidant (14-64 ans) et organisme adulte : 3 $.

18. À titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :

1° pour le retard à faire le retour d'un article emprunté :

a) pour chaque jour survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article:

i) jeune (13 ans et moins) et organisme jeune : 0,10 $, maximum pour un même document : 2 $;

ii) aîné (65 ans et plus) : 0,10 $, maximum pour un même document : 2 $;

iii) adulte (14-64 ans) et organisme adulte : 0,25 $, maximum pour un même document : 3 $;

b) pour chaque jour survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article normalement réservé à la consultation sur place : 1 $;

2° pour la perte d'un article emprunté :

a) le coût du document, plus 5 $ de frais de remplacement non remboursable, ou, dans le cas d'un article ancien ou rare, la valeur de l'article, telle qu'elle est inscrite dans la base de données du réseau;

b) en l'absence d'inscription dans la base de données :

i) document jeune : 7 $;

ii) document adulte : 15 $

3° pour la perte d'une partie d'un ensemble :

a) boîtier de disque compact : 2 $;

b) pochette de disque : 2 $;

c) livret d'accompagnement : 2 $;

d) document d'accompagnement : 2 $;

4° pour dommage à un article emprunté :

a) s'il y a perte totale ou partielle du contenu : le tarif fixé au paragraphe 2° ou 3°;

b) sans perte de contenu :

i) reliure : 7 $

ii) bris mineur : 2 $.

Les tarifs fixés au premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville.

Les tarifs fixés au paragraphe 1° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville et visant à favoriser le retour des livres.

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

Projet

Aux fins du présent article, lorsqu'un article emprunté est en retard de plus de 31 jours par rapport à la date limite fixée pour son retour, cet article est considéré comme perdu et les tarifs fixés aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa s'appliquent.

Aucun prêt ou renouvellement de document n'est consenti à un abonné qui n'a pas acquitté les frais prévus au paragraphe a) si le solde de son dossier excède 2 $ pour un jeune (13 ans et moins), un organisme jeune ou un aîné (65 ans et plus), et 3 $ pour un adulte (14-64 ans) ou un organisme adulte.

L'abonné qui a défrayé les montants de pénalités prévus au paragraphe 1° du premier alinéa en raison de dommage majeur d'un document peut sur demande le conserver.

19. Pour le service de photocopie et impression, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° photocopie noir et blanc, de papier à papier, la page : 0,15 $

2° impression noir et blanc à partir des postes internet publics, à la page : 0,25 $

SECTION II
CENTRES COMMUNAUTAIRES

20. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° gymnase simple :

a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) : 105 $ / h ;

b) autres : 140 $ / h ;

c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive : 29 $ / h ;

d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) : 27 $ / h

2° gymnase double :

a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) : 157 $ / h ;

b) autres : 209 $ / h ;

c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive : 42 $ / h ;

d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) : 27 $ / h

3° salle, l'heure : 32 $;

4° auditorium, l'heure : 105 $;

5° locaux d'appoint liés à la location : 0 $.

Projet

21. Pour la location au Carrefour Saint-Eusèbe, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° frais de service pour usage exclusif :

a) pour un local d'une superficie de plancher de 90 m^2 et moins : 204 $ par mois;

b) pour un local d'une superficie de plancher de 91 m^2 à 165 m^2 : 350 $ par mois;

c) pour un local d'une superficie de plancher de 166 m^2 et plus à 499 m^2 : 459 $ par mois;

2° location ponctuelle de la grande salle (capacité de 179 personnes) par :

a) organisme locataire du bâtiment : 0 $ / h;

b) organisme sans but lucratif : 26 $ / h;

c) autres : 37 $ / h;

Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION III
ARÉNAS

22. Pour l'usage des arénas, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour le patinage libre et hockey libre : 0 $;

2° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de printemps de hockey et de patinage artistique : 0 $;

b) école estivale de hockey, de ringuette, de patinage artistique et de vitesse : 0 $;

c) camp de jour : 33 $;

d) hockey mineur et ringuette :

i) entraînement : 33 $;

ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey : 0 $;

iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal : 33 $;

iv) série éliminatoire des ligues municipales : 0 $;

e) patinage artistique : 33 $;

f) initiation au patinage du « Programme canadien de patinage » pour les enfants de 17 ans et moins : 0 $;

g) club de patinage de vitesse pour les jeunes : 0 $;

h) programme de sport-étude (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement : 0 $;

i) université, collège public ou privé : 77 $;

Projet

j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 155 $;

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 103 $;

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 155 $;

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 155 $;

k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 175 $;

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 113 $;

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 175 $;

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 175 $;

l) partie-bénéfice :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 88 $;

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 56 $;

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 88 $;

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 88 $;

v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h : 77 $;

m) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :

i) taux de base : 206 $;

ii) taux réduit :

1. compétition locale ou par association régionale : 41 $;

2. compétition par fédération québécoise ou canadienne : 83 $;

3. compétition internationale : 124 $.

3° pour la location d'une salle, l'heure : 31 $;

4° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes :

i) par semaine : 26 $;

ii) par mois : 52 $;

b) organisme pour mineurs :

i) par semaine : 13 $;

ii) par mois : 25 $.

Projet

Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure : 31 $ / h.

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés aux paragraphes 2º et 4º du premier alinéa s'applique.

SECTION IV
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

23. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle ou le baseball reconnu par une association régionale et ayant une convention avec la Ville de Montréal pour le territoire Montréal-Concordia, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier :

i) équipe de Montréal : 214 $;

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 428 $;

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.

b) permis de location de terrain ou permis saisonnier pour un organisme de régie reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0 $;

i) pour leurs entrainements : 0 $;

ii) pour leur calendrier de compétition initial, équipe de Montréal : 0 $;

iii) séries éliminatoires des ligues municipales : 0 $;

iv) permis pour tournoi : 0 $;

c) permis de location de terrains naturels par un organisme autre qu'un organisme de régie ou pour des équipes de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 33 $;

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 64 $;

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 63 $;

d) permis de location de terrains synthétiques par un organisme autre qu'un organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 107 $;

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 214 $;

Projet

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 214 $;

e) permis de location d'un mini terrain de soccer ou demi-terrain synthétique pour un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu ou pour une équipe de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 80 $;

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 158 $;

iii) Institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 158 $;

f) permis d'utilisation pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par la direction de l'arrondissement : 0 $;

g) permis pour les jeux de pétanque et de bocce et pour les pique-niques : 0 $;

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

24. Pour la location d'un espace de jardinage réservé aux résidants, il sera perçu, pa r saison, toutes taxes comprises :

1° jardinet : 10 $;

2° demi-jardinet et bac surélevé: 5 $.

Aucun remboursement ne sera effectué.

SECTION V
PISCINES

25. Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° piscines intérieures gérées par l'arrondissement :

a) bain libre : 0 $;

b) inscription à un cours de natation, de plongeon, de water-polo, de nage synchronisée, de kayak ou autre, excluant l'inscription à un cours spécialisé (instructeur de natation, médaille de bronze, croix de bronze, sauveteur national, plongée en apnée ou autres), il sera perçu, pour un résidant de Montréal, par session :

i) enfant de 17 ans et moins : 0 $;

ii) personne âgée de 18 ans et plus : 50 $;

Projet

c) location d'une piscine, incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base : 83 $ / h;

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 165 $ / h;

d) location d'une pataugeoire intérieure incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base : 44 $ / h;

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 88 $ / h;

e) location d'une salle : 31 $;

2° piscines intérieures gérées par un organisme ayant conclu une convention avec l'Arrondissement :

a) bain libre : 0 $;

3° pataugeoires extérieures gérées par l'Arrondissement : 0 $.

Pour un organisme montréalais s'occupant de personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.

SECTION VI
GRATUITÉS

26. Les tarifs prévus aux sections II à V du Chapitre 2 du présent règlement ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées pour lesquelles ce soutien est nécessaire.

SECTION VII
MAISON DE LA CULTURE ET BIBLIOTHÈQUES

27. Pour la location des locaux de la maison de la culture Janine-Sutto, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les garderies, les CPE et les organismes et institutions ayant un partenariat avec la maison de la culture Janine-Sutto :

a) salle d'exposition : 0 $

b) salle de spectacle : 0 $

c) hall d'accueil : 0 $

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : 40 $ / h.

2° pour les demandes individuelles et/ou corporatives, pour un minimum de 4 heures :

a) salle d'exposition : 90 $ / h

Projet

b) salle de spectacle : 400 $ / h

c) hall d'accueil : 100 $ / h

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : 40 $ / h.

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

28. Pour la location des locaux des bibliothèques Père-Ambroise et Frontenac, sur les heures d'ouverture normale des bibliothèques uniquement, pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les CPE et les garderies, il sera perçu pour :

a) tous les locaux dédiés au public : 0 $

b) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et d'équipement spécialisé, si applicables, il sera perçu pour chaque employé : 40 $ / h.

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

CHAPITRE III
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

29. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu :

1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :

a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton :

i) sur une longueur de 8 m ou moins : 394 $;

ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres : 51 $;

b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir :

i) en enrobé bitumineux, le mètre carré : 104 $;

ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré : 467 $;

2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir :

a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) et ii) du sous paragraphe b) du paragraphe 1º;

b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire : 263 $.

Projet

30. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir, il sera perçu :

1° dans l'axe du drain transversal, par puisard : 12 990 $;

2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout : 15 300 $.

31. Pour le déplacement d'un lampadaire, il sera perçu :

1° lampadaire relié au réseau de la Ville : 2 235 $;

2° lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de Montréal : 6 120 $.

32. Dans le cas de l'abattage d'un arbre, à la suite d'un dommage subi par accident ou toute autre cause, ou à la demande d'un intéressé lorsque l'arbre doit être enlevé parce qu'il nuit à la construction ou à l'utilisation d'une entrée pour véhicules ou à la construction d'un immeuble (pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2)), la compensation exigible est fixée comme suit :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol : 1 356 $;

2° pour un arbre de 11 cm et plus mesuré à 1,40 m du sol : un montant déterminé d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (SIAQ), sans être inférieur à celui fixé au paragraphe 1°.

33. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la Ville en application des règlements, il sera perçu :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : 85 $;

2° pour l'exécution des travaux :

a) sans camion nacelle, l'heure : 210 $;

b) sans camion nacelle et ramassage, l'heure : 267 $;

c) avec camion nacelle, l'heure : 289 $;

d) avec camion nacelle et déchiquetage, l'heure : 333 $;

3° pour le transport, le ramassage et la disposition des rejets ligneux seulement, l'heure : 109 $;

4° pour l'essouchement, l'heure : 182 $.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 32.

34. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre, notamment dans le cadre de la construction d'une entrée pour véhicules ou de la construction d'un immeuble, il sera perçu :

1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : 3059 $;

2° pour tout autre type de fosse d'arbre : 1 999 $;

Projet

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 32.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

35. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu pour chaque panneau de 0,0929 m (1 pi^2) : 7,90 $.

SECTION III
ASSERMENTATIONS

36. Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5 $.

La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas appliquées à ce tarif.

CHAPITRE IV
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

SECTION I
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

37. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire : 31 $;

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente : 64 $;

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : 556 $;

3° pour les frais d'études d'une occupation périodique pour embellissement : 51 $;

4° pour une modification au permis d'occupation temporaire du domaine public : 31 $;

5° pour les frais d'études et la délivrance d'un permis pour un renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse : 75 $;

Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir.

38. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour, toutes taxes comprises :

1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle pour une occupation :

a) de moins de 100 m^2 : 38 $;

Projet

b) de 100 m^2 et plus, le mètre carré : 1,10 $;

c) si la ruelle est barrée et que le passage est moins de 3,5 m, les frais de barrage : 31 $;

2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est :

a) de moins de 50 m^2 : 49 $;

b) de 50 m^2 à moins de 100 m^2 : 56 $;

c) de 100 m^2 à moins de 300 m^2, le mètre carré : 1,10 $;

d) de 300 m^2 et plus, le mètre carré : 1,50 $;

e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement :

du 1er janvier 2020 au 31 mars 2020 :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1,25 $ l'heure : 15 $ / jour;

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3,25 $ l'heure : 39 $ / jour;

à compter du 1er avril 2020 :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1,50 $ l'heure : 18 $ / jour ;

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3,50 $ l'heure : 42 $ / jour

Les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 49 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) du paragraphe 2 de cet article lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public;

3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe 1 du Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 62 $;

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 208 $;

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 514 $;

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : 820 $;

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes : 307 $;

Projet

4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 31 $;

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 94 $;

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 187 $;

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : 280,50 $;

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes : 94 $.

39. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public constituée par l'installation d'une enseigne accessoire ou publicitaire sur un échafaudage ou une clôture de chantier, par jour, toutes taxes comprises :

1° dans le secteur délimité par le côté est du boulevard Saint-Laurent, le côté nord de la rue Saint-Antoine, le côté ouest de la rue Guy et le côté nord de la rue Sherbrooke :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,40 $;

b) minimum par enseigne : 104 $;

2° à l'extérieur du secteur mentionné au paragraphe 1º :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,30 $;

b) minimum par enseigne : 52 $.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à celui prévu pour l'échafaudage ou la clôture de chantier.

40. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation permanente du domaine public : 15 % du pourcentage de la valeur du domaine public occupée prévu au Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), pour une occupation en tréfonds, aérienne ou au sol.

41. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public : 4 % de la valeur de la partie du domaine public occupée, minimum 120 $, toutes taxes comprises.

Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir.

Le prix maximal à payer par exercice financier pour une occupation périodique visée au présent article est de 35 000 $.

42. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 41 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence : en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de

Projet

l'occupation;

2° pour tout exercice subséquent : en un seul versement visant tous les jours de l'occupation;

Pour une occupation périodique applicable uniquement à un café-terrasse, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 41 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° à l'égard d'une demande de permis pour occuper le domaine public par un café-terrasse et pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, le paiement des droits est fait en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre;

2° à l'égard du renouvellement d'une demande de permis pour occuper le domaine public par un café-terrasse, le paiement des droits est fait en un seul versement visant tous les jours entre le 15 mars et le 31 octobre, entre le 1er avril et le 31 octobre ou entre le 1er mai et le 31 octobre, selon la période d'occupation choisie;

Dans le cas d'une occupation partielle de la période saisonnière d'occupation, le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période complète de la période saisonnière d'occupation.

Pour une occupation permanente, ce prix est payable pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour d'occupation.

Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière générale prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 120 $, toutes taxes comprises.

43. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations, toutes taxes comprises :

1° la page : 3,10 $;

2° minimum : 12,90 $;

44. Les tarifs prévus aux articles 37 et 38 ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé :

1° pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville;

3° pour l'aménagement aux fins d'embellissement;

4° à un éco-quartier;

5° à une société de développement commercial;

6° à une corporation de développement urbain;

7° pour le stationnement d'un véhicule de déménagement;

8° à Hydro-Québec pour les travaux touchant le réseau électrique seulement;

9° à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée pour les travaux touchant les ponts seulement;

10° au ministère des Transports du Québec;

11° à la Société de transport de Montréal pour le réseau du métro seulement;

12° à la Commission des services électriques de Montréal.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'un permis est accordé pour un tournag e de film, les tarifs prévus au sous-paragraphe e) du paragraphe 2º de l'article 38 s'appliquent.

45. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est établi, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), selon le tarif prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 51.

46. Le tarif prévu à l'article 41 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O -0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation.

47. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : 184 $;

2° pour la délivrance du permis : 5 $.

48. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu pour l'occupation permanente du domaine public par un téléphone public, toutes taxes comprises, et ce, annuellement : 318 $.

SECTION II
STATIONNEMENT

49. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour le stationnement réservé :

1° délivrance du permis : 31 $;

2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre, par jour : 32 $;

Projet

3° place de stationnement avec parcomètre :

a) loyer :

du 1er janvier 2020 au 31 mars 2020 :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1,25 $ l'heure : 15 $ par jour;

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3,25 $ l'heure : 39 $ par jour;

iii) en sus des tarifs fixés aux paragraphes i) et ii) : 21 $ par jour;

à compter du 1er avril 2020 :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1,50 $ l'heure : 18 $ par jour;

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3,50 $ l'heure : 42 $ par jour;

iii) en sus des tarifs fixés aux paragraphes i) et ii) : 21 $ par jour;

b) en compensation des travaux suivants :

i) pour l'enlèvement d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double : 200 $ et 75 $ pour l'enlèvement de chaque parcomètre supplémentaire à un ou deux compteurs ou chaque panonceau supplémentaire simple ou double;

ii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement : 275 $;

iii) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs ou pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (une place) ou double (deux places) : 60 $ et 5 $ pour la pose de chaque housse supplémentaire sur un parcomètre ou un panonceau.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal, le ministère des Transports du Québec, Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée Bell Canada, Hydro-Québec ou Gaz Métropolitain, le tarif prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa ne s'applique pas.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º et 2º du premier alinéa et au sous-paragraphe a) du paragraphe 3 de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º et 2º du premier alinéa et au sous-sous-paragraphe iii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3 de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts, les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas.

Les tarifs de stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de la Ville s'appliquent aux stationnements administrés par l'Agence de mobilité.

Projet

SECTION III
EXCAVATIONS

50. Il sera perçu pour la délivrance d'un permis d'excavation dans le roc ou de dynamitage : 55 $.

51. Aux fins du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., chapitre E-6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : 36 $;

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux :

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré : 102 $;

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré : 153 $;

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré : 321 $;

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré : 321 $;

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré : 104 $;

e) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré : 467 $;

f) bordure de béton, le mètre linéaire : 263 $;

g) gazon, le mètre carré : 38 $;

h) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : 850 $;

i) trottoirs à revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré, 508 $;

j) bordure de granite 300 mm (m) : 918 $;

k) plaques Podotactiles (unité) : 457 $;

l) nivellement puits accès CSEM (unité) : 357 $;

m) manchon signalisation (unité) : 110 $;

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2º;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur : 258 $;

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique : 82 $;

Projet

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire :

i) sans tirants, le long de la voie publique : 199 $;

ii) avec tirants, par rangée de tirants : 199 $.

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Le tarif prévu au paragraphe 1º du premier alinéa ne s'applique pas à un éco-quartier.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de Montréal et à l'Hydro-Québec.

52. Pour l'étude des demandes de permis d'excavation dans la chaussée et restauration de la chaussée, il sera perçu :

1° chaussée de béton et d'asphalte :

a) dalle de béton, le mètre carré d'excavation : 136 $;

b) asphalte, le mètre carré d'excavation : 33 $;

2° chaussée flexible :

a) asphalte 75 mm, le mètre carré d'excavation : 33 $;

b) asphalte 230 mm, le mètre carré d'excavation : 86 $;

c) asphalte 280 mm, le mètre carré d'excavation : 98 $;

d) réparation temporaire à la surface, le mètre carré d'excavation : 65 $;

3° restauration des trottoirs :

a) trottoir de béton, le mètre carré de restauration : 141 $;

b) bordure en béton, le mètre linéaire de restauration : 86 $;

4° restauration des ruelles :

a) chaussée de béton, le mètre carré de restauration : 132 $;

b) chaussée de béton et asphalte, le mètre carré de restauration : 167 $;

5° restauration de pelouse, le mètre carré de restauration : 20 $;

6° restauration de surface de terre, de concassé, ou autre, le mètre carré de restauration : 14 $;

7° remplissage de l'excavation, le mètre cube : 65 $;

8° coupe d'une bordure, le mètre linéaire : 55 $;

9° coupe de trottoir, le mètre linéaire : 162 $.

Projet

CHAPITRE V
UTILISATION DES PESTICIDES

53. Aux fins du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), il sera perçu pour l'obtention d'un permis temporaire d'utilisation de pesticides :

1° s'il s'agit d'une personne physique : 10 $;

2° s'il s'agit d'une corporation : 27 $.

CHAPITRE VI
VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

54. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux résidants :

1° pour une vignette délivrée du 1er janvier au 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie A) véhicule électrique ou de cylindrée de 1,6 litre et moins : 100 $;

b) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 150 $;

c) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : 200 $;

d) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 250 $

e) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 350 $.

2° pour une vignette délivrée du 1er avril au 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie A) véhicule électrique ou de cylindrée de 1,6 litre et moins : 50 $;

b) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 75 $;

c) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : 100 $;

d) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 125 $

e) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 175 $

3° pour une vignette délivrée du 1er juillet au 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :

a) (catégorie A) véhicule électrique ou de cylindrée de 1,6 litre et moins : 100 $;

b) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 150 $;

c) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : 200 $;

Projet

d) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 250 $

e) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 350 $.

Les tarifs exigibles pour la délivrance d'une vignette pour les résidents à faible revenu sont établis pour un seul véhicule seulement, et selon le tarif le plus bas prévu aux paragraphes 1° à 3° selon le cas. Le montant équivalent au faible revenu de 21 788 $ pour l'année 2018 et de 22 224 $ pour l'année 2019 est basé sur les seuils établis par le tableau de l'Institut de la statistique – Québec, majoré de 2 %. Le résident à faible revenu doit fournir l'avis de cotisation provincial le plus récent (année d'imposition 2019 ou 2018).

55. Aux fins de l'Ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (C-4.1, o. 49), édictée en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : 1 435 $;

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : 1 435 $.

56. Les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

57. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour la délivrance de l'autorisation : 31 $;

2° pour l'ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : 117 $.

58. Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., chapitre. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 70 $.

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

59. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : 5,40 $.

60. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 29 $.

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS ET DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

61. Pour la fourniture d'une copie d'un règlement, il sera perçu 0,39 $ la page jusqu'à un maximum de 43 $ par règlement.

Projet

62. Pour la fourniture de documents émanant de l'Arrondissement dont le tarif n'est pas autrement fixé, il sera perçu :

1° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format 11 x 17 ou moins : 0,40 $ la page;

2° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format supérieur à 11 x 17 : 2,50 $/pi^2/page;

3° pour une copie d'images sur CD-ROM ou autre support informatique : 2,50 $/image.

63. Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis de construction délivrés, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour un abonnement annuel : 420 $;

2° pour un mois : 65 $.

64. Pour les frais de recherche d'un plan de construction, il sera perçu, toutes taxes comprises, par bâtiment, pour la récupération sur microfilm : 60 $.

65. Pour la fourniture d'un extrait informatique du registre des établissements et de l'emploi de l'Arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises : 1,70 $ par place d'affaires inscrite dans l'extrait demandé.

CHAPITRE VII
SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

66. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant de la Bibliothèque de la Ville, toutes taxes comprises :

a) par courrier : 3 $;

b) par télécopieur : 4 $;

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances : 7,20 $;

3° autre document : les frais de poste, de messagerie, de télécopie selon leur coût.

67. Pour le ramassage de biens laissés sur le domaine public suite à une éviction, il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° dans le cas d'une éviction d'une unité d'habitation : 0 $;

2° dans le cas d'une éviction d'un local où s'exerce un usage commercial ou industriel, le coût réel comprenant :

a) les frais de transport et de main-d'œuvre;

b) la prise d'inventaire et l'ouverture de dossier;

c) les frais d'entreposage;

d) les frais d'extermination;

e) la récupération des biens.

Projet

CHAPITRE VIII
DISPOSITION FINALE

68. Le présent règlement remplace le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) et a effet à compter de son entrée en vigueur.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1202701012) *a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir, *le xx 2020, date de son entrée en vigueur.*

Projet

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195289004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler les mandats de Sophie Mauzerolle à titre de présidente et de Richard Ryan à titre de vice-président du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans

De renouveler, pour une période de deux ans, le mandat de la conseillère madame Sophie Mauzerolle, à titre de présidente du Comité consultatif d'urbanisme, et du conseiller monsieur Richard Ryan, à titre de vice-président de ce comité, en vertu du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195289004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler les mandats de Sophie Mauzerolle à titre de présidente et de Richard Ryan à titre de vice-président du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité consultatif d'urbanisme a pour fonction d'étudier les projets d'urbanisme et de formuler des recommandations au conseil d'arrondissement. Il est composé de 11 membres, à savoir 2 élus qui agissent comme président et vice-président, 7 membres citoyens permanents et 2 membres citoyens substituts.
En vertu du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), le mandat d'un membre du comité est de 2 ans et il est renouvelable par résolution du conseil d'arrondissement. L'article 8 prévoit qu'à la fin de son mandat, un membre demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240613 – 22 novembre 2017 – Nommer un(e) président(e) et un(e) vice-président(e) du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de deux ans.
CA15 240712 - 8 décembre 2015 - Renouvellement des mandats de la présidente et du vice -président du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans.
CA13 240659 - 19 novembre 2013 - Nomination de madame Karine Boivin-Roy, à titre de présidente du comité et nomination de monsieur Steve Shanahan, à titre de vice-président du comité.

DESCRIPTION

Le mandat de 2 ans de la présidente madame Sophie Mauzerolle et du vice-président monsieur Richard Ryan ont pris fin au mois de novembre 2019. Le Conseil d'arrondissement doit donc procéder au renouvellement de leurs mandats ou à la nomination de 2 nouveaux membres.
Le conseil d'arrondissement souhaite reconduire le mandat de madame Sophie Mauzerolle et de monsieur Richard Ryan dans les fonctions respectives de présidente et vice-président du Comité consultatif d'urbanisme. Comme stipulé au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme, les mandats seront renouvelés pour une période de 2 ans.

JUSTIFICATION

L'article 6 stipule qu'une vacance au poste de membre du comité doit être comblée par le conseil d'arrondissement dans les 3 mois de la date où elle survient.
L'article 7 stipule que le mandat d'un membre du comité est de 2 ans. Il est renouvelable par résolution du conseil d'arrondissement.

Finalement, l'article 8 prévoit qu'à la fin de son mandat, un membre demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau par le conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement par le conseil d'arrondissement le 11 février 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1195289005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer 4 nouveaux membres permanents ainsi que 2 membres substituts, et renouveler les mandats de 2 membres, au Comité consultatif d'urbanisme pour une durée de 2 ans

De nommer, en vertu du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), pour une période de 2 ans, mesdames Maggie Cabana, Veronica Lalli et Marie-Michèle Lambert et monsieur Réjean Martineau à titre de membres permanents ainsi que madame Émilie Breault et monsieur Joël Bellerose, à titre de membres substituts du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
De renouveler, en vertu du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), les mandats de madame Maria Karteris et monsieur Karl Dorais Kinkaid, à titre de membres du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 2 ans.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 11:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195289005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer 4 nouveaux membres permanents ainsi que 2 membres substituts, et renouveler les mandats de 2 membres, au Comité consultatif d'urbanisme pour une durée de 2 ans

CONTENU

CONTEXTE

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a pour fonction d'étudier les projets d'urbanisme et de formuler des recommandations au conseil d'arrondissement (CA). Il est composé de 7 membres citoyens permanents, 2 membres citoyens substituts et 2 élus agissants comme présidente et vice-président.
En vertu du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), le mandat d'un membre du comité est de 2 ans et il est renouvelable par résolution du CA. Toute vacance au poste d'un membre du comité doit être comblée par le CA. L'article 8 prévoit qu'à la fin de son mandat, un membre demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau par le CA.

Lors de sa séance de décembre 2019, le CA a adopté une modification au Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme introduisant une limite de 2 renouvellements au mandat d'un membre. Ainsi, un membre citoyen pourra être en fonction pour un maximum de 3 mandats soit 6 ans, ce qui assurera un roulement régulier des citoyens siégeant à titre de membre au sein du CCU.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 230562 - 10 décembre 2019 : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles
CA18 240704 - 5 décembre 2018 : Nommer un membre substitut au sein du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de deux ans
CA18 240308 - 8 mai 2018 : Renouveler les mandats de messieurs Christian Ducharme et Antonin Labossière, à titre de membres réguliers du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de deux ans
CA17 240611 - 22 novembre 2017 : Nommer 2 membres permanents et 2 membres substituts au sein du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de deux ans
CA17 240610 - 22 novembre 2017 : Renouveler les mandats de 3 membres au sein du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans soit du 8 décembre 2017 au 7 décembre 2019
CA16 240342 - 14 juin 2016 : Nomination de monsieur Antonin Labossière à un poste de membre régulier du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de deux ans**.**

CA16 240287 - 10 mai 2016 : Nomination de monsieur Christian Ducharme à titre de membre au sein du comité consultatif d'urbanisme pour une période de deux ans.

DESCRIPTION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) souhaite combler 6 postes de membre du CCU dont 4 réguliers et 2 substituts. À cet effet, 3 postes réguliers sont vacants puisque les membres ont atteint ou dépassé la nouvelle limite de 3 mandats introduite au règlement en décembre 2019. Aussi, 1 poste n'ayant pas atteint la limite de 3 mandats est à combler afin d'assurer une meilleure compatibilité des nouveaux membres avec la composition actuelle du comité. De plus, les 2 postes de membres substituts sont vacants puisqu'une membre n'est plus résidante de l'arrondissement de Ville-Marie et l'autre doit également quitter ses fonctions au CCU par souci éthique puisqu'il est désormais à l'emploi de la Ville de Montréal et sera prochainement à l'emploi l'arrondissement de Ville-Marie.
Par ailleurs, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) souhaite également renouveler les mandats de deux membres permanents du CCU qui sont arrivés à échéance soient ceux de madame Maria Karteris et de monsieur Karl Dorais Kinkaid.

En novembre dernier, la DAUM a procédé par appel de candidatures public dans l'objectif de combler les postes vacants en début 2020. Ce processus avait pour première étape la publication d'un appel de candidatures sur le site Internet de l'arrondissement, sur les différents réseaux sociaux utilisés et dans des journaux distribués sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Par la suite, un comité de sélection a été formé, afin de valider les candidatures admissibles selon des critères de sélection tels que l'expertise, la scolarité, le lieu de résidence dans l'arrondissement de Ville-Marie et la compatibilité des candidats avec la composition actuelle du CCU.

Au total, 30 candidatures ont été reçues, mais 13 de celles-ci n'étaient pas admissibles en raison du lieu de résidence ou de la formation et l'expertise des candidats qui n'étaient pas dans les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement, de l'architecture ou du patrimoine comme exigé par l'article 3 du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003). De plus, 5 candidatures n'ont pas été retenues pour le processus d'entrevue en raison de la non-compatibilité du profil des candidats avec la composition actuelle du CCU.

Par conséquent, 12 candidats ont été invités en entrevue, mais 3 d'entre eux se sont désistés ou n'ont pas répondu à l'invitation. Ainsi, 9 candidats ont été rencontrés en entrevue à la suite desquelles une évaluation a été réalisée et a permis à la DAUM de procéder à la sélection pour recommandation au conseil d'arrondissement. Les candidats recommandés sont les suivants :

Madame Maggie Cabana - membre permanente
Résidante de Ville-Marie depuis 3 ans, Mme Cabana est membre de l'Ordre des architectes du Québec et possède une Maîtrise en design architectural et un Baccalauréat en architecture de l'Université de Montréal. Elle travaille dans le domaine depuis 5 ans et est actuellement à l'emploi de la firme Architecture Microclimat à titre d'Architecte chargée de projets. Sa formation en design architectural et son intérêt pour l'aménagement ainsi que sa connaissance des projets de l'arrondissement de Ville-Marie lui permettent de se distinguer parmi les candidats rencontrés.

Madame Veronica Lalli - membre permanente
Diplômée de la Maîtrise en architecture et du Baccalauréat en architecture de l'Université McGill, Mme Lalli est également membre de l'Ordre des architectes du Québec. Cette résidante du quartier Peter-McGill oeuvre présentement à titre d'Architecte MOAQ et directrice de projets hors Québec au sein de la firme ACDF Architecture. Son parcours professionnel lui a permis de travailler sur divers projets dans plusieurs villes à travers le

monde dont Montréal, Vancouver, New York, San Francisco, Los Angeles, Le Brauss (Suisse) ainsi qu'en Floride. Sa vaste expérience lui permettra de contribuer de façon significative en amenant un regard nouveau sur l'évaluation de projets par le CCU.

Madame Marie-Michèle Lambert - membre permanente
Nouvelle résidante de l'arrondissement de Ville-Marie après avoir acquis 3 ans d'expérience à Paris et à Los Angeles, Mme Lambert possède une Maîtrise en architecture, plus spécifiquement en patrimoine ainsi qu'un Baccalauréat en architecture de l'Université de Montréal. Sa formation en patrimoine et son expérience acquise dans des firmes à Paris et Los Angeles lui donneront des outils intéressants afin de participer aux travaux du comité consultatif d'urbanisme.

Monsieur Réjean Martineau - membre permanent
Nouveau résidant de Ville-Marie, M. Martineau est architecte de profession depuis plus de 40 ans. Il a œuvré principalement pour la Ville de Hull et la Ville de Gatineau à titre de Chef de division du service de l'urbanisme et du développement durable et d'Adjoint au directeur du service de l'urbanisme. Sa grande expérience et sa connaissance approfondie du fonctionnement des villes et du comité du consultatif d'urbanisme en font un candidat de choix pour occuper le poste de membre du comité consultatif d'urbanisme. Sa participation dans divers projets de planification et dans des projets de construction structurant seront un atout le comité.

Monsieur Joël Bellerose - membre substitut
Possédant un Baccalauréat en urbanisme de l'Université du Québec à Montréal, M. Bellerose est membre de l'Ordre des Urbanistes du Québec. Ce résidant de l'arrondissement de Ville-Marie est présentement à l'emploi de la Ville de Brossard à titre de Conseiller en urbanisme. Sa participation professionnelle dans des projets d'aménagement et d'architectures, combinée à sa formation académique, lui permettra d'intervenir à plusieurs niveaux quant à l'évaluation des projets. Il sera par conséquent en mesure d'occuper le poste de membre substitut du Comité consultatif d'urbanisme.

Madame Émilie Breault - membre substitut
Mme Breault possède une Maîtrise en architecture de l'Université de Montréal et un Baccalauréat en design de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. Sa formation en architecture et en design fait de cette résidante de l'arrondissement une candidate ayant un profil complémentaire à la composition actuelle du comité consultatif d'urbanisme. Cet atout, combiné à ses expériences professionnelles, lui permettra d'apporter un regard nouveau sur l'évaluation des projets.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande :

- la nomination, des 6 candidats sélectionnés, à titre de membres du comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans, pour les motifs suivants :
    - les candidats choisis répondent aux critères établis lors du processus de sélection, et par leur expertise, leur formation et leur qualité de résidants de l'arrondissement, ils sont aptes à occuper de telles fonctions;
    - le comité consultatif d'urbanisme a un rôle clé dans l'évaluation des nombreux projets d'importance dans l'arrondissement de Ville-Marie et par conséquent, la présence de membres ayant une expertise et une formation pertinentes et complémentaires à celles des autres membres citoyens du comité est un atout.
- le renouvellement des mandats de madame Maria Karteris et de monsieur Karl Dorais Kinkaid, à titre de membres du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de 2 ans, pour les motifs suivants :

- les deux membres concernés répondent aux critères établis lors du processus qui a permis leur sélection et par leur expertise, leur formation et leur qualité de résidant de l'arrondissement, ils sont aptes à occuper de telles fonctions;
- le respect du principe de continuité est important, afin de maintenir en place des membres ayant déjà une expérience au sein du comité consultatif d'urbanisme;
- le comité consultatif d'urbanisme a un rôle clé dans l'évaluation des nombreux projets dans l'arrondissement de Ville-Marie et par conséquent la présence de membres ayant déjà une expérience au sein de ce comité est un atout;
- la riche expertise des membres à renouveler et la diversité des profils professionnels de chacun contribuent grandement aux travaux du comité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1196071004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2019 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2019;
De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 09:05

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196071004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2019 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de la Direction de l'environnement et du développement durable du Service du développement et des opérations, le conseil d'arrondissement doit déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0316 (dossier 1020696005) (26 avril 2004)
Adopter le règlement R.V.M. 04-041 "Règlement relatif à l'utilisation des pesticides"

CA05 240460 (dossier 1050915001) (7 juin 2005)
Édicter, en vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041, A. 27), une ordonnance visant à rendre applicable ce règlement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

CM19 0124 (dossier 1186071004) (25 février 2019)
Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2018 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan annuel et de le déposer au conseil municipal.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé dans le règlement 04-041, article 32 : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrôle de l'utilisation des pesticides permet de diminuer la quantité et la toxicité des substances appliquées. De ce fait, ces contaminants se retrouveront en moins grande quantité dans l'environnement, la santé publique ne s'en portant que mieux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9790
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-10

Juan Carlos RESTREPO
c/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514-872-8400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2020-01-10



Bilan annuel 2019

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Ville-Marie

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **23**

Conclusion **30**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **31**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Chaque année, l'arrondissement de Ville-Marie oriente ses actions afin de diminuer l'utilisation de pesticides sur son territoire. Les contremaitres s'assurent que leurs équipes n'utilisent les pesticides que lorsque qu'une alternative biologique n'est pas possible et cela est très rare. La sensibilisation au grand public vis-à-vis les bio-pesticides et la lutte intégrée comme alternative aux pesticides conventionnels est fait via les éco-quartiers. L'agent technique en horticulture voit quant à lui à mettre l'emphase sur la conformité aux lois et règlements par rapport aux usages de pesticides lorqu'il répond aux demandes d'utilisation de pesticides des entrepreneurs et du public.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	X $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA19 240070	2019-02-12	Dépôt du bilan annuel	Bilan annuel 2018
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Les montants accordés au dossier des pesticides et de la lutte intégrée et les ressources humaines qui y sont affectées donnent un portrait global des efforts consacrés à l'application du Règlement et de la lutte intégrée sur le territoire. Les principales dépenses concernent la sensibilisation du public, la mise en œuvre de la réglementation par les arrondissements, la formation du personnel et la poursuite de la lutte intégrée sur les terrains municipaux. C'est la division des Parcs et de l'Horticulture de l'arrondissement qui est responsable de ce dossier.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	1 500,00 $	Sensibilisation au grand public
Formation	1 500,00 $	Formation applicateur de pesticides
Lutte intégrée	2 000,00 $	Luttes intégrée diverses
Salaires (RH)	5 000,00 $	Ressources humaines dédiées à l'application de la règlementation sur les pesticides
Budget global	10 000,00 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	1	Application de la règlementation sur les pesticides.
Contremaître	1	Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée
Inspecteur (horticulture)	1	Application de la règlementation sur les pesticides.
Jardinier	3	Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée
Total	6	

Commentaires et recommandations

L'arrondissement Ville-Marie n'a pas de personnel dédié engagé spécialement pour l'application du règlement sur les pesticides. Les demandes de permis ont été traitées par l'inspecteur et l'agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement. Les montants et nombres de semaines ont été évalués approximativement à partir du temps dédié à l'application du règlement par les employés mentionnés.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2019

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Dans les BAM et les éco-quartiers. Distribution du feuillet d'information sur le règlement 04-041 et de guides traitant du jardinage écologique.	Mise en évidence du règlement 04-041 et suggestion aux citoyens de pratiques horticoles écologiques	200

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

La majorité des demandes des citoyens en lien avec le dossier des pesticides et de la lutte intégrée provient du BAM (311). Ces demandes relèvent parfois du domaine privé mais la majorité du temps, elles relèvent du domaine public.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	1	3	Règlementation et traitement contre l'agrile
Araignées		1	Extermination
Arbres et arbustes		23	Traitements des maladies apparentes aux arbres et arbustes
Faune		2	Extermination rat
Fourmis		2	Extermination
Guêpes	4	4	Extermination
Mauvaises herbes		12	Désherbage
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Le citoyen doit compléter un formulaire de demande d'utilisation de pesticides et déposer sa demande à l'un des bureaux Accès Montréal de l'arrondissement. La demande est en suite transmise à l'agent technique en horticulture pour inspection et approbation. Si l'approbation est accordée, le citoyen doit venir chercher son permis au BAM et payer les frais qui s'y rattachent.

Dans la section Internet Montréal sans pesticide, le citoyen trouvera des renseignements concernant le jardinage écologique, les solutions de rechange aux pesticides ainsi qu'une Liste des produits autorisés (pesticides à faible impact) en tout temps par le règlement.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Demandes de permis temporaire d’utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation		1	1
	Choix			
	Sous-total			
Permis refusés	Choix			
	Choix			
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2017	0	0	0
2018	0	0	0
2019	1	0	1
Total	1	0	1

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune cause en 2019 ainsi que dans les dernières années.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2019	2018	2017
Nombre d'avis écrits			
Nombre de constats d'infraction			
Nombre de constats non contestés et payés			
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale			
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)			
Amendes totales ($)			

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2019

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principales actions en lutte intégrée qui ont été réalisées dans l'arrondissement sont en lien avec l'épidémie d'agrile du frêne. Le service des grands parcs ont caractérisé et inventorié les frênes pour ensuite faire des traitements par injection de TreeAzin. L'arrondissement s'est chargé de faire des abattages préventifs ainsi que d'abattre des frênes infestés.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Abattage arbres infestés	Arrondissement	mars et décembre	15	
Abattage préventif de frênes	Arrondissement	mars et décembre	22	
Traitement injection Treeazin	SGPVMRjuillet-août	juillet-août	111 arbres / 3 368 cm	16,8 litres

Araignées

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination / Demand cs / 1455 Bercy	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	17 juillet	1	30 ml / 10 Litres

Rat

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination / rontendicide Contrac / 1242 St-Marc	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Août	5	150 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Terrasse St-Denis	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Août	4	120 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Square Viger	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Juillet	7	210 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Square Cabot	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	4	120 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Ruelle Palace	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	9	270 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Ruelle Jeanne-Mance et Ste-Catherine	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Mai	5	150 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Ruelle Burger King	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	8	240 grammes

Rat

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination / rontendicide Contrac / Rue St-Édouard	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	6	180 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Place Jean-Ernest Laforce	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Mai	7	210 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Place Émilie-Gamelin	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Juillet	10	300 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Parc de la Presse	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	6	180 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Parc Citadin	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Mai	6	180 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Palais des Congrès	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	9	270 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Métro Frontenac	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Juillet-Août	8	240 grammes

Extermination / rontendicide Contrac / Métro Champs de Mars	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Septembre	5	150 grammes

Rat

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination / rontendicide Contrac / DeBullion-Ontario	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Octobre	9	270 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / Avenue Joly	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Septembre	4	120 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / 1822 Maisonneuve Ouest	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril-Mai	10	300 grammes
Extermination / rontendicide Contrac / 1819 Lincoln	Entreprise privée mandatée par l'arrondissement	Avril	8	240 grammes

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période	Nombre	Quantités/

		d'intervention (ex. : mai-juin)	d'interventions	Unités (si applicable)

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Conclusion

L'arrondissement étant fortement urbanisé et minéralisé, les espaces verts se font rares. Ceci explique fort probablement le fait qu'il y a moins de problèmes phytosanitaires, moins d'utilisations de pesticides et ainsi moins de demandes de permis pour l'utilisation de pesticides que dans d'autres arrondissements. Toutefois, l'arrondissement met la main à la pâte pour la lutte contre l'agrile du frêne et doit aussi régler des problèmes de rats.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Auteur (s)
Benoît Lepage
Agent technique en horticulture et arboriculture

10 janvier 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1202701014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer la campagne sur les journées de la persévérance scolaire qui se tiendra du 17 au 21 février 2020

Attendu que la campagne sur les Journées de la persévérance scolaire (JPS) regroupant plusieurs partenaires, se tiendra du 17 au 21 février 2020, et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance scolaire;
Attendu que la persévérance et la réussite scolaire font partie des préoccupations des élu.e.s de l'arrondissement de Ville-Marie et que l'éducation est primordiale pour la collectivité montréalaise;

Attendu que les municipalités ont les compétences et les pouvoirs pour influencer directement la qualité de vie des jeunes et des élèves et, du même coup, permettre à ces derniers et ces dernières de développer leur plein potentiel;

Attendu que les élu.e.s municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de sensibilisation à la réussite éducative, entre autres à travers le comité « Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent! » de Concertation Montréal :

Il est recommandé :

De proclamer la semaine du 17 au 21 février 2020 comme étant celle des Journées de la persévérance scolaire dans l'arrondissement de Ville-Marie ;

D'appuyer cette campagne et de vous y inviter à y participer en grand nombre.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-27 08:42

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202701014**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Appuyer la campagne sur les journées de la persévérance scolaire qui se tiendra du 17 au 21 février 2020

CONTENU

CONTEXTE

Attendu que la campagne sur les Journées de la persévérance scolaire (JPS) regroupant plusieurs partenaires se tiendra du 17 au 21 février 2020, et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance scolaire ;
Attendu que la persévérance et la réussite scolaire font partie des préoccupations des élu.e.s de l'arrondissement Ville-Marie et que l'éducation est primordiale pour la collectivité montréalaise ;

Attendu que les municipalités ont les compétences et les pouvoirs pour influencer directement la qualité de vie des jeunes et des élèves et, du même coup, permettre à ces derniers et ces dernières de développer leur plein potentiel ;

Attendu que les élu.e.s municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de sensibilisation à la réussite éducative, entre autres à travers le comité Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent! de Concertation Montréal ;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

De proclamer la semaine du 17 au 21 février 2020 comme étant celle des *Journées de la persévérance scolaire* dans l'arrondissement de Ville-Marie;
D'appuyer cette campagne et de vous y inviter à y participer en grand nombre.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1205914005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner son appui à la Ville de Westmount relativement à l'adoption de son règlement 1512 - Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils.

De donner son appui à la Ville de Westmount relativement à l'adoption de son règlement 1512 - Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-30 11:36

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205914005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner son appui à la Ville de Westmount relativement à l'adoption de son règlement 1512 - Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils.

CONTENU

CONTEXTE

Dans la foulée des orientations prévues au 19e chantier du Plan de transport 2008, la Direction des transports de la Ville de Montréal, qui souhaite mettre en place une carte de camionnage uniforme pour l'ensemble de l'agglomération, a demandé à tous les arrondissements et villes reconstituées d'adopter un règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules outils, lequel doit être approuvé par le ministre des Transports avant d'entrer en vigueur (article 627 du Code de la sécurité routière). Conformément aux directives énoncées par le ministère des Transports dans sa politique intitulée **La circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal,** le règlement en question, une fois adopté, doit faire l'objet d'une résolution d'appui des autres arrondissements ou villes reconstitués visés, lesquelles résolutions devront être acheminées au ministère des Transports avec la demande d'approbation.

La Division de la mobilité et de la planification a reçu, de la Ville de Westmount, une demande afin d'obtenir du conseil d'arrondissement une résolution d'appui à son **Règlement sur la circulation des camions et des véhicules outils - 1512** qui a été adopté le 04 décembre 2017.

En raison de divers enjeux, certains territoires modifient leur règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils et le même processus doit être suivi, et ce dans un objectif de cohérence du réseau. Ainsi, suite à l'adoption du Règlement 1512, la Ville de Westmount doit obtenir une résolution d'appui de la part des arrondissements et Villes reconstituées qui lui sont limitrophes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

04 décembre 2017 - Adoption du **Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils - 1512** par la Ville de Westmount.

DESCRIPTION

Le Règlement 1512 s'harmonise avec notre Règlement CA-24-272 intitulé Règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils dans le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et permet la continuité des parcours de camions entre l'arrondissement de Ville-

Marie et la Ville de Westmount tout en assurant la quiétude de nos quartiers résidentiels respectifs.
La Division de la mobilité et de la planification de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité recommande au conseil d'arrondissement de donner son appui à la Ville de Westmount.

JUSTIFICATION

La présente résolution d'appui permettra à la Ville de Westmount d'obtenir l'approbation de son règlement de la part du ministère des Transports.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

-

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

-

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Plan de transport 2008;
Paragraphe 5° de l'article 626 et article 627 du C-24.2 - Code de la sécurité routière;
Politique du MTQ intitulée **La circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François NIRO, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

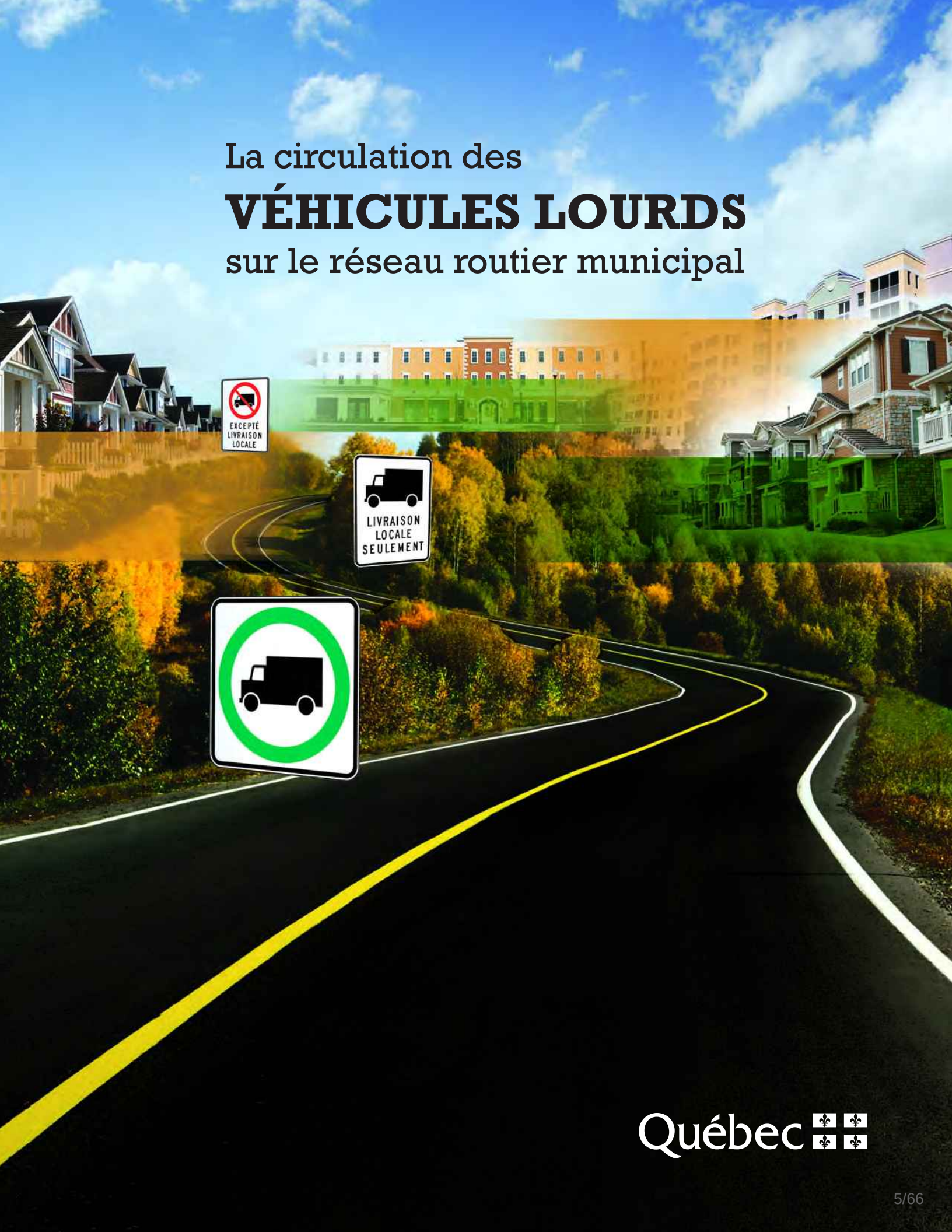
Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-30

La circulation des **VÉHICULES LOURDS** sur le réseau routier municipal



Québec

ISBN 978-2-550-61278-0 (PDF)

Dépôt légal – 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

AVANT-PROPOS

La présente publication concerne la circulation des véhicules lourds sur un chemin public tel qu'il est défini dans le Code de la sécurité routière [L.R.Q. c. C-24.2 (ci-après « CSR »)] et dont l'entretien est à la charge d'une municipalité. Les règles qui y sont énoncées ne s'appliquent pas aux véhicules routiers qui circulent sur un chemin privé.

Cette édition est en fait une mise à jour de la politique intitulée « La circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal ». Cette mise à jour est nécessaire en raison de l'adoption de modifications législatives au CSR et de certains changements apportés au Règlement sur la signalisation routière. Ces modifications législatives et réglementaires viennent changer la définition de véhicule lourd afin de l'harmoniser avec celle des autres administrations nord-américaines. La nouvelle version tient compte de ces changements.

Le présent document précise les critères en vertu desquels le ministre des Transports autorise les municipalités à prohiber la circulation de certaines catégories de véhicules routiers sur des chemins publics municipaux et comporte un exemple de règlement municipal. Il énonce les règles auxquelles les municipalités doivent se conformer pour soumettre au ministre des Transports les demandes d'approbation des règlements d'interdiction de circuler. Enfin, il rappelle aux municipalités que certaines dispositions du Règlement sur la signalisation routière ainsi que l'application du manuel du ministre des Transports, *Tome V — Signalisation routière*, volumes 1 et 2, définissent les types de panneaux de signalisation qui doivent nécessairement être utilisés.

Ainsi, le document permet aux gestionnaires du réseau routier municipal qui désirent prohiber la circulation des camions sur les chemins de leur municipalité d'harmoniser leur réglementation avec les restrictions en vigueur sur le réseau routier avoisinant afin de mieux assurer la circulation des marchandises sur l'ensemble du territoire québécois.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 4

1. OBJECTIFS 5

2. POLITIQUE DE CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES-OUTILS SUR LE RÉSEAU ROUTIER MUNICIPAL 6

2.1 Champ d'application 6

2.2 Définitions 7

2.3 Critères pour limiter la circulation des camions et des véhicules-outils 8

2.4 Règlement interdisant la circulation des camions et des véhicules-outils 10

2.4.1 Contenu 10

2.4.2 Exemple de règlement municipal 10

2.5 Présentation d'un règlement municipal pour son approbation par le ministre des Transports 13

2.6 Traitement d'une demande d'approbation d'un règlement municipal 14

2.7 Signalisation routière appropriée 14

2.7.1 Généralités 15

2.7.2 Responsabilités des partenaires 16

2.7.3 Zone de circulation interdite 16

2.7.4 Panneaux de signalisation et dessins normalisés 16

3. AUTRES RESTRICTIONS RELATIVES À LA CIRCULATION DES VÉHICULES LOURDS PRÉVUES DANS LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE 17

3.1 Champ d'application 17

3.2 Les restrictions en fonction de la dimension ou du nombre d'essieux 18

3.3 Les restrictions sur un pont ou un viaduc en fonction de la masse 19

3.4 Les restrictions en fonction d'une période de temps déterminée par la municipalité 19

3.5 Les restrictions relatives au transport de matières dangereuses 20

3.6 L'interdiction totale de circuler pour des motifs de sécurité 20

4. RÈGLES APPLICABLES EN SITUATION D'URGENCE 21

ANNEXE I 22

1. Contexte légal 22

2. Code de la sécurité routière 23

ANNEXE II 28

Lois et règlements concernés 28

ANNEXE III 29

Classification du réseau du camionnage du ministère des Transports du Québec 29

ANNEXE IV 30

Liste des directions territoriales du ministère des Transports du Québec 30

ANNEXE V 32

Panneaux de signalisation et dessins normalisés 32

INTRODUCTION

En vertu des pouvoirs accordés par le paragraphe 5° de l'article 626 du CSR, une municipalité peut, par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance, prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier sur les chemins publics dont elle est responsable de l'entretien.

La politique en matière de circulation des camions et des véhicules-outils sur le réseau routier municipal est énoncée au point 2 du présent document. Elle exprime le mode le plus souvent utilisé par une municipalité pour gérer la circulation lourde, soit l'adoption d'un règlement interdisant la circulation sans distinction des camions et des véhicules-outils sur les chemins publics qu'elle entretient.

L'article 627 du CSR prévoit qu'un tel règlement doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le ministre des Transports. Dans le but d'assurer la fluidité de la circulation des véhicules lourds sur l'ensemble du territoire québécois, le ministre des Transports approuve un règlement municipal dûment adopté qui respecte les critères énoncés au point 2.3 du présent document. L'approbation du ministre des Transports tient compte des effets du règlement sur les municipalités avoisinantes puisque la gestion de la circulation sur un territoire municipal peut avoir des conséquences à l'échelon régional. Un exemple de règlement municipal interdisant la circulation des camions et des véhicules-outils est présenté au point 2.4.2.

L'obligation faite aux municipalités de faire approuver leurs règlements en matière de circulation de camions et de véhicules-outils s'applique à toutes les municipalités du Québec, y compris celles qui sont régies par des chartes ou des lois particulières.

Le point 3 concerne d'autres restrictions applicables aux véhicules lourds en fonction de certaines caractéristiques de véhicules ou de situations particulières. Plus spécialement sont visées les restrictions en fonction de la dimension ou du nombre d'essieux; les restrictions sur un pont ou un viaduc en fonction de la masse; les restrictions en fonction d'une période de temps déterminée par la municipalité; les restrictions relatives au transport des matières dangereuses; l'interdiction totale de circuler pour des motifs de sécurité.

Le contexte légal et les dispositions du CSR en vertu desquels le ministre des Transports approuve un règlement municipal relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils sont reproduits à l'annexe I. Les lois et les règlements relatifs au transport routier sont énumérés à l'annexe II. La classification du réseau de camionnage du ministère des Transports est produite à l'annexe III et la liste des directions territoriales du ministère des Transports (MTQ) est fournie à l'annexe IV. Les panneaux de signalisation et les dessins normalisés sont indiqués à l'annexe V.

Cette politique est accessible sur le site suivant, www.mtq.gouv.qc.ca, aux onglets :

- Entreprises;
- Camionnage.

1. OBJECTIFS

Les objectifs du présent document sont les suivants :

- faire connaître aux municipalités les critères en vertu desquels le ministre des Transports les autorise à interdire l'accès de certaines catégories de véhicules routiers à des tronçons de route du réseau routier municipal;
- faire connaître aux municipalités les véhicules routiers qui doivent être visés par les interdictions de circuler ainsi que les exceptions autorisées pour la livraison locale telles qu'elles sont définies dans le Règlement sur la signalisation routière;
- faire connaître aux municipalités les règles administratives auxquelles elles doivent se conformer pour soumettre au ministre des Transports les demandes d'approbation des règlements interdisant la circulation;
- rappeler aux municipalités que le Règlement sur la signalisation routière décrit les types de panneaux qui doivent nécessairement être utilisés pour signaliser de façon appropriée les interdictions de circuler sur un chemin public;
- rappeler aux municipalités l'importance pour le ministère des Transports d'assurer l'accès à un réseau routier permettant la libre circulation des marchandises et le développement des activités économiques québécoises, tout en tenant compte de la sécurité du public et de la tranquillité des citoyens;
- rappeler aux municipalités l'importance pour le ministère des Transports de préserver l'aspect fonctionnel et sécuritaire du réseau routier.

2 POLITIQUE DE CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES-OUTILS SUR LE RÉSEAU ROUTIER MUNICIPAL

2.1 Champ d'application

Les règles contenues ici s'appliquent aux règlements interdisant la circulation de tous les camions et des véhicules-outils sur un chemin public entretenu par une municipalité. Une municipalité est habilitée à interdire la circulation des camions et des véhicules-outils sur les chemins qu'elle entretient, en vertu du paragraphe 5° de l'article 626 et de l'article 291 du CSR. Toutefois, l'article 291.1 du CSR prévoit que l'interdiction n'est pas applicable si une livraison locale doit être effectuée.

Les règlements municipaux interdisant la circulation des camions et des véhicules-outils ne visent pas :

- les véhicules routiers servant au transport des personnes (autobus, minibus, véhicule récréatif);
- les véhicules d'urgence (véhicule de police, ambulance, véhicule du service des incendies);
- les dépanneuses;
- les camions et les véhicules-outils qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin de prendre ou de livrer un bien, de fournir un service, d'exécuter un travail, de faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache (le point d'attache du véhicule fait référence à l'établissement de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage ou au stationnement de l'entreprise);
- les véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation, autorisant expressément l'accès au chemin interdit;
- la machine agricole, les tracteurs de ferme et les véhicules de ferme utilisés principalement pour le transport de produits agricoles ou de matériel nécessaire à leur production, circulant sur le chemin interdit.
- La Politique ne vise pas non plus les situations suivantes :
- l'interdiction de circuler visant une seule voie sur un chemin public à voies multiples, prévue à l'article 23 du Règlement sur la signalisation routière et indiquée par le panneau « Accès interdit » (P-130-2) comprenant une flèche pour indiquer cette voie;
- les règlements adoptés par une municipalité pour fermer un chemin public lorsqu'elle exerce son pouvoir en vertu de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1).

2.2 Définitions

Le Règlement sur la signalisation routière définit, à l'article 1.1, les termes « camion » et « livraison locale » et à l'article 24, le terme « transit ».

- Le camion est défini comme un véhicule routier, autre qu'un véhicule d'urgence, dont le poids nominal brut est de 4 500 kg ou plus, conçu et aménagé principalement pour le transport de biens ou pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Sont également des camions, les ensembles de véhicules routiers dont au moins un des véhicules le formant a un poids nominal brut de 4 500 kg ou plus.
- Pour la définition de livraison locale, le Règlement sur la signalisation routière renvoie à l'article 291.1 du CSR. Ce dernier indique que la restriction ou l'interdiction de circuler, prévue à l'article 291, peut être partiellement levée, par une signalisation appropriée, pour permettre de se rendre à un endroit où l'on ne peut accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y prendre ou d'y livrer un bien, d'y fournir un service, d'y exécuter un travail, d'y faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache.
- Le transit est défini comme étant le passage d'un véhicule routier par un lieu où il n'y a pas de livraison locale à effectuer.

Le CSR définit, à l'article 4, les termes « véhicule-outil », « véhicule routier » et « chemin public ».

- Le véhicule-outil est défini comme un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement.
- Le véhicule routier est défini comme un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.
- Le chemin public est défini comme la surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge d'une municipalité, d'un gouvernement ou de l'un de ses organismes, et sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules routiers et, le cas échéant, une ou plusieurs voies cyclables, à l'exception :

  1° des chemins soumis à l'administration du ministère des Ressources naturelles et de la Faune ou du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou entretenus par eux;

  2° des chemins en construction ou en réfection, mais seulement à l'égard des véhicules affectés à cette construction ou réfection;

  3° des chemins que le gouvernement détermine, en vertu de l'article 5.2, comme étant exclus de l'application du CSR.

2.3 Critères pour limiter la circulation des camions et des véhicules-outils

La présente section expose les critères que la municipalité doit respecter afin que le règlement reçoive l'approbation du ministre des Transports.

1. L'interdiction de circuler sur les chemins publics municipaux doit être compatible avec le réseau de camionnage du ministère des Transports (voir annexe III) et, le cas échéant, avec le réseau du camionnage élaboré par une autre municipalité et approuvé par le ministère des Transports.
2. La municipalité doit s'assurer qu'un chemin public permet aux camions et aux véhicules-outils d'accéder à un territoire municipal avoisinant. À cette fin, le Ministère demande aux municipalités de se concerter lorsqu'il est question de traverser des territoires municipaux.
3. La municipalité doit évaluer les conséquences possibles sur les activités économiques des entreprises touchées par la nouvelle règlementation municipale. De plus, la municipalité doit s'assurer que son règlement n'empêche pas une personne d'exercer son droit de propriété ou d'accéder à un immeuble pour son utilisation ou son exploitation.
4. La municipalité dont le règlement risque d'avoir des conséquences à l'extérieur de son territoire doit entreprendre les démarches nécessaires afin d'obtenir, au préalable, une résolution d'appui du conseil municipal des municipalités visées par les incidences du règlement. Dans tous les cas, les résolutions doivent énoncer les motifs d'appui au règlement ou les motifs de refus en cas d'impasse. À défaut d'obtenir une résolution d'appui de ces municipalités, la municipalité doit consulter les municipalités régionales de comté dont font partie les municipalités visées.

Dans le cas des villes fusionnées, les conseils d'arrondissement peuvent exercer les compétences du conseil de ville en matière de signalisation et de contrôle de circulation d'une manière compatible avec les règles établies par le conseil de ville.

Même si les conseils d'arrondissement peuvent règlementer la circulation des camions et des véhicules-outils sur les routes déterminées par les conseils de ville, il faudra toutefois que les conseils d'arrondissement ou les conseils de ville obtiennent une résolution d'appui si leurs routes nuisent à la circulation des véhicules lourds dans les autres arrondissements ou municipalités concernés.

5. Le règlement municipal qui interdit la circulation des camions et des véhicules-outils doit notamment :
   - définir les véhicules visés par l'interdiction de circuler : camion et véhicule-outil. Les définitions sont les mêmes que celles qui sont prévues dans le Règlement sur la signalisation routière et dans le CSR;
   - indiquer le ou les chemins interdits à la circulation des camions et des véhicules-outils, ou définir la ou les zones[1] précises d'interdiction sur ces chemins;
   - fournir une carte ou un plan détaillé indiquant le ou les chemins interdits, le type et l'emplacement de la signalisation routière interdisant la circulation des camions et des véhicules-outils. Dans le cas des interdictions par zone, la liste des chemins interdits peut être établie par une carte ou un plan avec le nom des rues indiquant les zones d'interdiction ainsi que la signalisation afférente;

1 Une définition de zone est fournie à l'article 2.7.3

- prévoir que l'interdiction de circuler ne s'applique pas :
  - aux camions et aux véhicules-outils qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin de prendre ou de livrer un bien, de fournir un service, d'exécuter un travail, de faire réparer le véhicule ou de le conduire à son point d'attache (le point d'attache du véhicule fait référence à l'établissement de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage ou au stationnement de l'entreprise);
  - aux véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation, autorisant expressément l'accès au chemin interdit;
  - à la machine agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme utilisés principalement pour le transport de produits agricoles ou de matériel nécessaire à leur production, circulant sur le chemin interdit;
  - aux dépanneuses.

6. Le règlement municipal soumis à l'approbation du ministre des Transports doit avoir été adopté par le conseil municipal. À titre informatif, rappelons qu'un règlement de la municipalité est publié par un avis public après avoir reçu l'approbation du ministre des Transports. Aucun règlement ne peut entrer en vigueur tant qu'il n'a pas reçu cette approbation. L'avis public doit mentionner l'objet du règlement, la date de son adoption, la date et le fait de son approbation ainsi que l'endroit où l'on peut le consulter. Les obligations des municipalités sont définies, selon le cas, dans le Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1) et dans la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. c. C-19).

7. La signalisation utilisée sur le réseau routier municipal doit être conforme au Règlement sur la signalisation routière. L'uniformisation des panneaux de signalisation indiquant les interdictions de circuler aux camions et aux véhicules-outils sur l'ensemble du territoire québécois permet d'assurer la fluidité de la circulation des véhicules routiers, l'harmonisation du réseau de camionnage ainsi que l'harmonisation des réglementations municipales. Les panneaux couramment utilisés pour interdire la circulation des véhicules routiers sont reproduits à l'annexe VI. Conformément à l'article 301 du CSR, seule la personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut installer ou faire installer sur ce chemin une signalisation. La municipalité est donc responsable de mettre en place la signalisation routière. En cas de besoin, elle peut obtenir l'assistance de la direction territoriale du Ministère de sa région.

Dans le cas où une municipalité désire interdire en bloc certains chemins de son territoire, elle peut le faire en indiquant dans le règlement que tous les chemins sont interdits, à l'exception des chemins qu'elle indique et qui permettent la circulation. Dans ce cas, la municipalité devra accorder une attention particulière à cette façon de procéder parce qu'elle ne crée pas d'interdiction quant aux chemins qui n'existent pas au moment où le règlement est adopté. Il appartient à la direction territoriale du Ministère de la région visée d'analyser les effets d'un tel règlement.

La municipalité qui règlemente en bloc des chemins sur son territoire doit quand même installer des panneaux de signalisation pour indiquer les interdictions de circuler aux camionneurs sur le réseau routier municipal.

2.4 Règlement interdisant la circulation des camions et des véhicules-outils

2.4.1 Contenu

Dans le but d'aider les gestionnaires municipaux à élaborer un règlement pour interdire la circulation des camions et des véhicules-outils, le Ministère suggère un exemple de règlement municipal. Cet exemple contient des dispositions qui respectent les « critères pour limiter la circulation des camions et des véhicules-outils sur un chemin public municipal », mentionnés au point 2.3. Cet exemple de règlement municipal prévoit des cas où l'interdiction de circuler ne s'applique pas. Ces exceptions visent à assurer, d'une part, l'harmonisation des règles de circulation du réseau de camionnage du ministère des Transports et, d'autre part, l'harmonisation des autorisations municipales de circuler sur l'ensemble du territoire québécois.

2.4.2 Exemple de règlement municipal

RÈGLEMENT MUNICIPAL RELATIF À LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES-OUTILS

ATTENDU QUE le paragraphe 5° de l'article 626 du Code de la Sécurité Routière (L.R.Q., c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation de tout véhicule routier dans les chemins qu'elle indique pourvu que cette prohibition soit indiquée par une signalisation appropriée;

ATTENDU QUE l'article 291 du Code de la Sécurité Routière (L.R.Q., c. C-24.2) permet à la municipalité de restreindre ou d'interdire sur un chemin, dont elle est responsable de l'entretien, la circulation de tous ou de certains véhicules lourds;

ATTENDU QUE l'article 291.1 du Code de la Sécurité Routière (L.R.Q., c. C-24.2) prévoit que la restriction ou l'interdiction de circuler prévue à l'article 291 peut être partiellement levée, par une signalisation appropriée, pour permettre de se rendre à un endroit où l'on ne peut accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y prendre ou d'y livrer un bien, d'y fournir un service, d'y exécuter un travail, d'y faire réparer le véhicule ou le conduire à son point d'attache;

ATTENDU QU'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions et des véhicules-outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné lors d'une séance du conseil tenue le (jour, mois, année);

EN CONSÉQUENCE, le conseil municipal statue et ordonne ce qui suit :

Article 1

Le préambule et les annexes du Règlement municipal relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils en font partie intégrante.

Article 2

Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

Camion : un véhicule routier, autre qu'un véhicule d'urgence, dont le poids nominal brut est de 4 500 kg ou plus, conçu et aménagé principalement pour le transport de biens ou pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Sont également des camions, les ensembles de véhicules routiers dont au moins un des véhicules le formant a un poids nominal brut de 4 500 kg ou plus;

Véhicule-outil : un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement.

Véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

Livraison locale : la livraison effectuée dans une zone de circulation interdite et signalisée par un panneau qui autorise les conducteurs de camion et de véhicule-outil à circuler dans cette zone de circulation interdite afin d'y effectuer l'une ou l'autre des tâches suivantes :

- Prendre ou livrer un bien;
- Fournir un service;
- Exécuter un travail;
- Faire réparer le véhicule;
- Conduire le véhicule à son point d'attache.

Point d'attache : le point d'attache du véhicule fait référence à l'établissement de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage ou au stationnement de l'entreprise.

Véhicule d'urgence : un véhicule routier utilisé comme véhicule de police conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), un véhicule routier utilisé comme ambulance conformément à la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., c. S-6.2), un véhicule routier de service d'incendie ou tout autre véhicule routier satisfaisant aux critères établis par règlement pour être reconnu comme véhicule d'urgence par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Article 3

La circulation des camions et des véhicules-outils est interdite sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués sur le plan annexé au présent règlement :

(Nommer ici les chemins ou parties de chemin sur lesquels la circulation de ces véhicules est interdite. Annexer au règlement une carte ou un plan détaillé indiquant le ou les chemins interdits et présentant le type et l'emplacement de la signalisation routière interdisant la circulation. Dans le cas des interdictions par zone, la liste des chemins interdits peut être établie par une carte ou un plan comportant le nom des rues indiquant les zones d'interdiction ainsi que la signalisation afférente).

Article 4

L'article 3 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules-outils qui doivent effectuer une livraison locale.

En outre, il ne s'applique pas :

a) aux véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit;

b) à la machine agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme;

c) aux dépanneuses;

d) aux véhicules d'urgence.

Article 5

Quiconque contrevient à l'article 3 commet une infraction et est passible d'une amende identique à celle prévue dans le Code de la sécurité routière[2].

Article 6

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication.



2 En vertu de l'article 647 du CSR, les amendes doivent être égales à celles imposées par le CSR pour des infractions de même nature. L'article 315.2 du CSR prévoit que le conducteur d'un véhicule lourd qui contrevient au troisième alinéa de l'article 291 du CSR commet une infraction et est passible d'une amende de 175 $ à 525 $.

2.5 Présentation d'un règlement municipal pour son approbation par le ministre des Transports

Un règlement municipal doit être approuvé par le ministre des Transports pour entrer en vigueur. Afin d'en vérifier la conformité à la présente politique et de favoriser l'efficacité administrative, la municipalité peut présenter à la direction territoriale du Ministère son projet de règlement visant à interdire la circulation des camions et des véhicules-outils sur son territoire. Le traitement de la demande se fait en respectant les critères indiqués à la section 2.3.

Cependant, il est important de se rappeler que c'est le règlement dûment adopté par le conseil municipal qui doit être soumis à l'approbation du ministre des Transports pour entrer en vigueur. Il importe de souligner que, dans le cas où le conseil municipal désire modifier un règlement qui a reçu une approbation du ministre, la même procédure s'applique. Le conseil municipal doit soumettre au ministre le règlement dûment adopté pour son approbation.

La demande d'approbation du règlement municipal doit être accompagnée des documents suivants :

- La liste des chemins publics sur lesquels la circulation des camions et des véhicules-outils est interdite;
- Une carte ou un plan détaillé indiquant le type et l'emplacement de la signalisation routière sur le ou les chemins sur lesquels la circulation de ces véhicules routiers sera interdite;
- Le texte du règlement municipal;
- S'il y a lieu :
  - les résolutions d'appui ou les avis de refus du conseil municipal des autres municipalités visées ou, lorsque la municipalité ne peut obtenir l'appui de ses homologues, les résolutions d'appui des municipalités régionales de comté visées;
  - l'évaluation des conséquences possibles sur les activités économiques des entreprises touchées par la nouvelle règlementation municipale.

Dans le cas où une résolution d'appui ne peut être obtenue, il appartient au ministre d'approuver le règlement lorsque la situation le justifie. Dans tous les cas, le ministre doit faire part de sa décision à la municipalité qui a demandé l'approbation d'un règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils.



2.6 Traitement d'une demande d'approbation d'un règlement municipal

Une demande d'approbation d'un règlement municipal visant à interdire la circulation des camions et des véhicules-outils est soumise aux étapes suivantes :

1. La direction territoriale du Ministère de la région visée reçoit la demande d'approbation et envoie un accusé réception à la municipalité. La direction territoriale se charge d'évaluer le contenu du règlement soumis.
2. La direction territoriale analyse la demande de la municipalité selon les critères énoncés au chapitre 2.3.
3. La direction territoriale examine les conséquences possibles du règlement sur les municipalités avoisinantes ainsi que sur les activités économiques des entreprises touchées par la réglementation municipale.
4. La direction territoriale consulte, au besoin, la Direction du transport routier des marchandises, la Direction des affaires juridiques et la Direction des structures.
5. La direction territoriale transmet par écrit la décision du ministre des Transports à la municipalité en y spécifiant, s'il y a lieu, les motifs qui la justifient.

2.7 Signalisation routière appropriée

L'installation de la signalisation sur les routes entretenues par le ministère des Transports et celles entretenues par les municipalités exige une approche commune.

En effet, afin de conserver toute son efficacité, la signalisation doit :

- être uniforme et homogène;
- attirer l'attention;
- être parfaitement visible et lisible à distance;
- être facile à comprendre.

2.7.1 Généralités

En matière d'installation de la signalisation routière, l'article 289 du CSR encadre les obligations de la personne responsable de l'entretien des chemins publics.

- Le sens du message d'une signalisation routière, quel qu'en soit le support, est celui attribué à cette installation par le ministre dans un arrêté publié à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Les normes de fabrication et d'installation de la signalisation routière, destinée à être installée sur un chemin public ou sur un véhicule routier, sont établies par le ministre et consignées dans un manuel de signalisation routière.
- Toute personne responsable de la gestion ou de l'entretien de chemins publics doit respecter les normes prévues dans le manuel lorsqu'une obligation de faire y est indiquée.
- Le ministre peut enlever, aux frais de la personne responsable de la gestion du chemin, toute signalisation non conforme à son manuel.

L'article 294 du CSR précise les obligations particulières dans le cas de la signalisation installée aux intersections.

- La personne responsable de l'entretien d'un chemin public doit installer, à toute intersection, une signalisation appropriée.

Enfin, les articles 301 et 302 du CSR spécifient l'autorité responsable de l'installation et de l'enlèvement de la signalisation routière sur un chemin public.

- Seule la personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut installer ou faire installer une signalisation sur ce chemin ou utiliser sur un véhicule routier, autre qu'un véhicule de police, une signalisation.
- La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut enlever toute signalisation installée en contravention à l'article 301.

Un des rôles importants du responsable de l'entretien d'un chemin public est d'installer une signalisation routière conforme aux normes du ministre qui rend plus sécuritaire la circulation routière, qui facilite la circulation, qui spécifie ou rappelle, lorsque cela est nécessaire, la réglementation édictée par l'autorité investie d'un pouvoir réglementaire, qui signale des dangers et qui donne des indications ou des renseignements utiles aux usagers de la route. Ces normes sont contenues dans le *Tome V — Signalisation routière*, volumes 1 et 2, et sont disponibles notamment à l'adresse électronique suivante : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

2.7.2 Responsabilités des partenaires

Le ministère des Transports et les municipalités sont responsables de l'installation de la signalisation sur leur réseau respectif.

Lorsque le ministère doit installer sur son réseau une présignalisation qui concerne le réseau municipal, les deux partenaires doivent s'entendre sur le moment de l'installation de celle-ci afin d'éviter le bris d'acheminement.

À cet effet, la municipalité transmet, par écrit, sa demande au Ministère. Cette demande doit être acheminée avant l'entrée en vigueur du règlement municipal afin de permettre au Ministère de réaliser l'analyse appropriée et de planifier les travaux à effectuer.

Lorsque des panneaux doivent être installés sur un chemin public entretenu par le Ministère et sur un chemin municipal, ils doivent d'abord être installés sur le chemin municipal. Le Ministère assume les coûts inhérents à la faisabilité et à l'installation des panneaux sur le réseau supérieur.

2.7.3 Zone de circulation interdite

Chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite. Dans le cas où les chemins interdits sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite. De plus, lorsque les chemins en question et un chemin interdit, que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient, sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation d'interdiction qui doivent être installés aux extrémités des chemins interdits qui en font partie et à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise.

2.7.4 Panneaux de signalisation et dessins normalisés

Les panneaux et les dessins normalisés les plus couramment utilisés pour signaler une interdiction ou une obligation de circuler sur un chemin public sont illustrés à l'annexe V.

À titre d'information, il est à noter que seules les normes contenues dans le manuel du ministre des Transports, *Tome V — Signalisation routière*, volumes 1 et 2, doivent être utilisées dans le cadre de la Politique de circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal.

Le Tome V est disponible à l'adresse suivante : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

3 AUTRES RESTRICTIONS RELATIVES À LA CIRCULATION DES VÉHICULES LOURDS PRÉVUES DANS LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

3.1 Champ d'application

Il est important de rappeler que les critères pour limiter la circulation de certains véhicules lourds prévus dans cette section ne sont pas les mêmes que ceux indiqués à la section 2.3. Tel que le mentionne précédemment le paragraphe 5° de l'article 626 du CSR, il est prévu qu'une municipalité peut prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier et, s'il y a lieu, pour la période qu'elle fixe. Également, les articles 291 et 293.1 du CSR prévoient les façons de restreindre ou d'interdire la circulation, **notamment en fonction de certaines caractéristiques du véhicule**.

En général, les dispositions réglementaires prises en vertu du paragraphe 5° de l'article 626 et 291 du CSR qui restreignent ou interdisent la circulation des véhicules en fonction des caractéristiques du véhicule doivent permettre de corriger une situation réelle. La configuration de la route, sa géométrie particulière ou l'environnement immédiat de la route sont des exemples de situations qui posent un problème réel. De plus, un règlement municipal édicté en vertu de l'article 293.1 du CSR, afin de discriminer les camions et les véhicules-outils autorisés à circuler sur un chemin public municipal, doit être basé sur des motifs de sécurité. Certaines exigences particulières pourront être demandées par le Ministère. Les règlements adoptés en vertu de ces derniers articles demeurent subordonnés à l'approbation du ministre des Transports, conformément à l'article 627 du CSR.

Le paragraphe 5° de l'article 626 ainsi que les articles 291 et 293.1 du CSR permettent les restrictions suivantes :

- Les restrictions en fonction de la dimension ou du nombre d'essieux;
- Les restrictions sur un pont ou un viaduc en fonction de la masse;
- Les restrictions en fonction d'une période de temps déterminée par la municipalité;
- Les restrictions relatives au transport des matières dangereuses;
- Les interdictions totales de circuler pour des motifs de sécurité.



3.2 Les restrictions notamment en fonction de la dimension ou du nombre d'essieux

Pour des raisons d'harmonie et de fluidité des transports, le CSR prévoit que seul le gouvernement a le pouvoir de réglementer les normes de charges et de dimensions des véhicules routiers. En effet, l'article 621(17) du CSR prévoit que le gouvernement peut, par règlement, établir pour les classes de chemins publics, selon les catégories de véhicules routiers et d'ensemble de véhicules routiers et les catégories d'essieux, des normes de charges par essieu, de masse totale en charge et de dimensions des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers avec ou sans chargement. Il peut également modifier ces normes en période de dégel, de pluie, d'érosion et d'inondation. Le Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers a principalement pour objectifs d'assurer la sécurité des usagers de la route et de protéger les infrastructures routières telles que les ponts et les chaussées. Ce règlement prévoit diverses normes limitant, entre autres choses, les dimensions, les charges et la masse totale en charge des véhicules routiers circulant sur les chemins publics. Ces normes s'appliquent à l'ensemble du réseau routier québécois, y compris le réseau routier municipal. Pour tout renseignement, on peut se référer au *Guide des normes de charges et de dimensions de véhicules*, publié par le Ministère. Celui-ci peut également être consulté à l'adresse électronique suivante, www.mtq.gouv.qc.ca, aux onglets :

- Entreprises;
- Camionnage;
- Charges et dimensions.

De plus, l'article 291 du CSR prévoit qu'une municipalité peut restreindre ou interdire la circulation des véhicules lourds, notamment ceux dont la dimension ou le nombre d'essieux excède les limites maximales autorisées. Une municipalité pourrait donc, par règlement, fixer des limites maximales pour la circulation de certains véhicules lourds sur un parcours donné, notamment en fonction de la dimension ou du nombre d'essieux. Une municipalité qui désire fixer des limites maximales doit l'exprimer clairement dans le projet de règlement. La disposition réglementaire doit corriger une situation réelle qui, par exemple, constitue un risque pour la sécurité des usagers ou qui corrige une problématique ne pouvant autrement être abordée. Le Ministère favorise une prohibition en fonction du nombre d'essieux compte tenu de la facilité d'application par le contrôle routier.

La municipalité peut soumettre un règlement visant ce type d'interdiction en fournissant les motifs justifiant une telle mesure.

Les charges et les dimensions des véhicules routiers sont indiquées, selon le cas, par un des panneaux illustrés à l'annexe V.

3.3 Les restrictions sur un pont ou un viaduc en fonction de la masse

L'article 291 du CSR prévoit que, lorsqu'elle est responsable de l'entretien d'un pont ou d'un viaduc, une municipalité peut restreindre ou interdire la circulation des véhicules lourds dont la masse excède les limites maximales autorisées sur cette infrastructure.

Ainsi, une municipalité qui veut restreindre les charges sur un pont qu'elle entretient doit adopter un règlement et le soumettre à la direction territoriale de sa région afin d'obtenir l'approbation requise en vertu de l'article 627 du CSR pour entrer en vigueur.

La restriction des charges sur un pont est déterminée à la suite d'une évaluation de la capacité portante réalisée par un ingénieur expert en structure. La municipalité doit tenir compte des recommandations émises par cet ingénieur. À défaut de quoi la responsabilité de celle-ci pourrait être engagée.

Le Répertoire des ponts et viaducs faisant l'objet de limitations de poids ainsi que les cartes routières qui l'accompagnent permettent aux transporteurs qui circulent en vertu d'un permis spécial de circulation de tracer l'itinéraire des chemins à emprunter pour respecter les limites de charges que peut supporter un pont ou un viaduc. On peut le consulter à l'adresse électronique suivante, www.quebec511.gouv.qc.ca, aux onglets :

- Hauteurs libres sur les ponts et viaducs du Québec;
- Ponts et viaducs faisant l'objet de limitations de poids.

Les panneaux utilisés pour signaler les restrictions des charges sur un pont sont illustrés à l'annexe V.

3.4 Les restrictions en fonction d'une période de temps déterminée par la municipalité

Le paragraphe 5° de l'article 626 du CSR prévoit qu'une municipalité peut prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier et, s'il y a lieu, pour la période qu'elle fixe. La prohibition pourrait donc prévoir une période pendant laquelle elle s'applique. En effet, dans certaines circonstances, il peut s'avérer opportun pour une municipalité de prohiber la circulation des véhicules lourds sur certains chemins, par exemple, pendant une période particulière de la journée (p. ex., de 19 h à 7 h) ou de l'année (p. ex., du 1er mars au 31 mai). La municipalité peut soumettre un règlement visant ce type d'interdiction en fournissant la justification d'une telle mesure.

De plus, il est à noter que l'article 419 du CSR permet au ministre des Transports de déterminer les endroits où la circulation des véhicules routiers, ou de certains d'entre eux, est restreinte ou interdite en raison du dégel, de la pluie, de l'érosion ou d'une inondation ainsi que les périodes pendant lesquelles s'appliquent ces mesures. Les limites de charges en période de dégel sont indiquées dans le Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et ensembles de véhicules routiers. Les périodes pendant lesquelles s'appliquent ces mesures, ainsi que les zones de dégel, sont déterminées par un arrêté ministériel publié dans *La Gazette officielle du Québec*. Elles sont également annoncées aux principaux intervenants visés par ces mesures dans le cadre d'un plan de communication du ministère des Transports et de la SAAQ.

Pour des raisons d'harmonisation provinciale, une municipalité ne peut établir des règles différentes à l'égard des limites de charges en période de dégel, tout comme elle ne peut modifier les dates du début et de la fin de la période de dégel.

Le panonceau utilisé pour signaler cette restriction est illustré à l'annexe V.

3.5 Les restrictions relatives au transport de matières dangereuses

L'article 293.1 du CSR prévoit qu'une municipalité peut restreindre ou interdire la circulation des véhicules routiers ou de certains d'entre eux pour des motifs de sécurité, notamment ceux visés par le Règlement sur le transport des matières dangereuses. Une municipalité peut donc imposer des interdictions au transport des matières dangereuses dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens, de protéger leurs propriétés et l'environnement. Toutefois, elle doit s'interroger sur les raisons précises et la pertinence d'établir un réseau affecté au transport des matières dangereuses étant donné qu'un règlement quant aux interdictions de circuler s'applique généralement à tous les camions et véhicules-outils, y compris les camions qui transportent des matières dangereuses.

La municipalité qui désire quand même réglementer le transport des matières dangereuses doit obligatoirement effectuer une étude de risques et les résultats doivent démontrer de façon probante les avantages d'une telle interdiction.

Les panneaux les plus couramment utilisés pour signaler les restrictions relatives au transport des matières dangereuses sont illustrés à l'annexe V.

3.6 L'interdiction totale de circuler pour des motifs de sécurité

L'article 293.1 du CSR prévoit qu'une municipalité peut restreindre ou interdire la circulation des véhicules routiers ou de certains d'entre eux pour des motifs de sécurité. Lorsqu'une municipalité juge pour des raisons de sécurité que les conditions exigent une interdiction totale de circuler sur un chemin public (p. ex., une pente abrupte), elle peut soumettre un règlement à cette fin à la direction territoriale de sa région.

Cette démarche doit obligatoirement être accompagnée d'un rapport d'expertise dont les résultats démontrent de façon probante les réels dangers.

Toutefois, une telle interdiction ne peut s'appliquer à l'égard d'un service essentiel tel que les services d'incendie, d'ambulance ou de police.

Le panneau utilisé pour signaler cette interdiction est illustré à l'annexe V.

NOTE :

Pour toutes les situations décrites à la section 3, la municipalité doit démontrer que le règlement qu'elle soumet corrige une situation réelle et que le type d'interdiction est pertinent à la problématique identifiée. La direction territoriale du Ministère, selon les cas soumis, pourra guider la municipalité dans la préparation des éléments requis pour appuyer la justification des mesures proposées par la municipalité. Il est donc recommandé de consulter la direction territoriale en amont des procédures d'adoption du règlement municipal.

4 RÈGLES APPLICABLES EN SITUATION D'URGENCE

En vertu des articles 291 et 293.1 du CSR, une municipalité peut, au moyen d'une signalisation appropriée, restreindre ou interdire sur un chemin la circulation des véhicules ou de certains d'entre eux. Le deuxième alinéa de ces articles prévoit que le pouvoir de règlementer d'une municipalité s'exerce par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance dont l'entrée en vigueur est subordonnée à l'approbation du ministre des Transports, visée à l'article 627, sauf s'il y a urgence.

Ainsi, une municipalité doit avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre des Transports, **sauf en cas d'urgence**.

Il y a lieu de préciser que la notion d'urgence commande une action imminente et ne peut s'étendre à la protection préventive de la structure d'une chaussée en période de dégel. Toutefois, cela n'empêche pas une municipalité d'invoquer la notion d'urgence si elle constate qu'une mesure semblable est nécessaire pour assurer la sécurité publique qui pourrait être compromise par un glissement de terrain, une inondation, etc.



ANNEXE 1

1. Contexte légal

POUVOIRS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Il appartient au gouvernement du Québec d'établir les normes de charges et de dimensions des véhicules routiers, conditions et formalités d'obtention des permis spéciaux de circulation ainsi que les normes et les interdictions relatives à la circulation des véhicules transportant des matières dangereuses (articles 621 et 622 du CSR).

POUVOIRS DU MINISTRE DES TRANSPORTS

En vertu de l'article 627 du CSR, le ministre des Transports est responsable d'approuver tout règlement municipal relatif à la circulation des véhicules lourds et à la circulation des véhicules transportant des matières dangereuses. De plus, il y a lieu de rappeler que l'article 628 du CSR permet au ministre de retirer une approbation déjà accordée. En vertu des règlements adoptés par le gouvernement, le ministre peut limiter les charges et les dimensions des véhicules routiers. Le ministre peut également, par arrêté publié dans la *Gazette officielle du Québec*, déterminer les endroits où la circulation des véhicules routiers, ou de certains d'entre eux qu'il désigne, est restreinte ou interdite en raison du dégel, de la pluie, de l'érosion ou d'une inondation ainsi que les périodes pendant lesquelles s'appliquent ces mesures. De plus, sur les chemins dont il est responsable de l'entretien, le ministre peut restreindre ou interdire la circulation des véhicules lourds, limiter la circulation des véhicules à l'occasion d'événements exceptionnels, d'épreuves ou de compétitions sportives et restreindre ou interdire la circulation des véhicules routiers pour des motifs de sécurité, pour autant qu'une signalisation appropriée soit installée (articles 291, 293, 293.1, 419 et 621 du CSR).

POUVOIRS D'UNE MUNICIPALITÉ

Le CSR confère à une municipalité certains pouvoirs réglementaires sur les chemins publics dont l'entretien est à sa charge. Ainsi, une municipalité peut adopter un règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, une ordonnance pour prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier sur les chemins qu'elle indique et, s'il y a lieu, pour la période qu'elle fixe. Elle doit, en outre, installer la signalisation prévue dans le CSR (article 626).

En vertu des règlements qu'elle adopte, une municipalité peut, en installant une signalisation appropriée, interdire sur un chemin public la circulation des véhicules routiers dont la charge, la dimension ou le nombre d'essieux excède les limites maximales autorisées par la signalisation. La municipalité peut aussi interdire la circulation à l'occasion d'événements exceptionnels, d'épreuves ou de compétitions sportives ou encore pour des motifs de sécurité (articles 291, 293 et 293.1 du CSR).

Les amendes prévues dans les règlements municipaux doivent être égales à celles imposées par le CSR (article 647 du CSR).

Un règlement municipal relatif à la circulation des camions, des véhicules-outils ou des véhicules transportant des matières dangereuses doit toujours recevoir l'approbation du ministre des Transports pour entrer en vigueur (articles 627 et 628 du CSR).

2. Code de la sécurité routière

Les articles suivants sont tirés du CSR et ont été partiellement reproduits afin de mettre l'accent sur certaines règles applicables aux camions et aux véhicules-outils. **Ces articles n'ont aucune valeur légale et il est nécessaire de se référer aux textes officiels pour appliquer et interpréter les articles qui y sont contenus**.

289. Le sens du message d'une signalisation routière, quel qu'en soit le support, est celui attribué à cette signalisation par le ministre dans un arrêté publié à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Les normes de fabrication et d'installation de la signalisation routière, destinée à être installée sur un chemin public ou sur un véhicule routier, sont établies par le ministre et consignées dans un manuel de signalisation routière.

Toute personne responsable de la gestion ou de l'entretien de chemins publics doit respecter les normes prévues dans le manuel lorsqu'une obligation de faire y est indiquée.

Le ministre peut enlever, aux frais de la personne responsable de la gestion du chemin, toute signalisation non conforme à son manuel.

291. La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut restreindre ou interdire sur ce chemin, par une signalisation appropriée, la circulation de tous ou de certains véhicules lourds, notamment ceux dont la dimension ou le nombre d'essieux excède les limites maximales autorisées. Elle peut aussi, lorsqu'elle est responsable de l'entretien d'un pont ou d'un viaduc, restreindre ou interdire la circulation des véhicules lourds dont la masse excède les limites maximales autorisées pour la circulation sur cette infrastructure.

Dans le cas d'une municipalité, ce pouvoir s'exerce par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance dont l'entrée en vigueur est subordonnée à l'approbation du ministre des Transports visée à l'article 627, sauf urgence; à défaut d'approbation, le ministre peut enlever la signalisation non conforme.

Nul ne peut conduire un véhicule visé au premier alinéa sur un chemin public sur lequel la circulation est interdite ou restreinte sauf s'il est utilisé en vertu d'un permis spécial autorisant expressément l'accès au chemin avec ce véhicule.

291.1 La restriction ou l'interdiction de circuler prévue à l'article 291 peut être partiellement levée, par une signalisation appropriée, pour permettre de se rendre à un endroit où l'on ne peut accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y prendre ou d'y livrer un bien, d'y fournir un service, d'y exécuter un travail, d'y faire réparer le véhicule ou le conduire à son point d'attache.

293. La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut, au moyen d'une signalisation appropriée lors d'événements exceptionnels, d'épreuves ou de compétitions sportives, restreindre ou interdire sur ce chemin, pendant une période de temps qu'elle spécifie, la circulation des véhicules ou de certains d'entre eux.

Nul ne peut conduire un véhicule en contravention au présent article pendant la période de temps où la circulation est restreinte ou interdite.

293.1 La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut restreindre ou interdire sur ce chemin, par une signalisation appropriée et pour des motifs de sécurité, la circulation des véhicules routiers, ou de certains d'entre eux, dont notamment, ceux visés au Règlement sur le transport des matières dangereuses.

Dans le cas d'une municipalité, ce pouvoir s'exerce par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance dont l'entrée en vigueur est subordonnée à l'approbation du ministre des Transports visée à l'article 627, sauf urgence; à défaut d'approbation, le ministre peut enlever la signalisation non conforme.

Nul ne peut conduire un véhicule visé au premier alinéa sur un chemin public sur lequel la circulation est interdite ou restreinte sauf s'il est utilisé pour son entretien ou pour l'installation ou l'entretien d'utilités publiques qui s'y trouvent.

294. La personne responsable de l'entretien d'un chemin public doit installer, à toute intersection, une signalisation appropriée.

301. Seule la personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut installer ou faire installer une signalisation sur ce chemin ou utiliser sur un véhicule routier, autre qu'un véhicule de police, une signalisation.

302. La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut enlever toute signalisation installée en contravention à l'article 301.

310. Toute personne est tenue de se conformer à la signalisation installée en vertu du présent CSR.

314. Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 293 commet une infraction et est passible d'une amende de 60$ à 100$.

314.1 Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient à l'un des articles 310 à 312 commet une infraction et est passible d'une amende de 100$ à 200$.

Cependant, dans le cas où une signalisation dirige la circulation en transit des véhicules lourds, le conducteur d'un véhicule lourd qui contrevient à l'article 310 commet une infraction et est passible d'une amende de 175$ à 525$.

315.1 Le conducteur d'un véhicule qui contrevient à l'article 292 ou au troisième alinéa de l'article 293.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 350$ à 1050$.

315.2 Le conducteur d'un véhicule lourd qui contrevient au troisième alinéa de l'article 291 commet une infraction et est passible d'une amende de 175 $ à 525 $.

En cas de contravention à une signalisation limitant la charge autorisée sur un pont ou un viaduc, le propriétaire ou l'exploitant du véhicule est passible d'une amende de 600 $, plus :

a) 100 $ additionnels, par tranche de 1 000 kg excédentaire, jusqu'à 5 000 kg excédentaires;

b) 150 $ additionnels, par tranche de 1 000 kg excédentaire, lorsque l'excédent se situe entre 5 000 kg et 10 000 kg;

c) 200 $ additionnels, par tranche de 1 000 kg excédentaire, pour tout excédent de plus de 10 000 kg.

378. Le conducteur d'un véhicule d'urgence ne doit actionner les feux clignotants ou pivotants ou les avertisseurs sonores ou un dispositif de changement des signaux lumineux de circulation visés à l'article 255 dont est muni son véhicule que dans l'exercice de ses fonctions et si les circonstances l'exigent.

Il n'est alors pas tenu de respecter les dispositions de l'article 310, du premier alinéa de l'article 326.1 et des articles 328, 342, 346, 347, 359, 360, 364, 365, 367, 368, 371, 381 à 384 et 386.

419. Le ministre des Transports peut, par arrêté publié dans la *Gazette officielle du Québec*, déterminer les endroits où la circulation des véhicules routiers ou de certains d'entre eux qu'il désigne est restreinte ou interdite en raison du dégel, de la pluie, de l'érosion ou d'une inondation ainsi que les périodes pendant lesquelles s'appliquent ces mesures.

463. Le propriétaire ou le locataire d'un véhicule hors normes ou l'exploitant visé au titre VIII.I qui est responsable d'un tel véhicule ne peut laisser circuler ce véhicule à moins qu'il n'obtienne un permis spécial de circulation délivré à cette fin.

Le permis spécial de circulation est délivré par la Société aux conditions et aux formalités établies et sur paiement des droits et des frais fixés par règlement. Toutefois, il ne peut être délivré par la Société que lorsqu'il autorise la circulation d'un véhicule hors normes par sa fabrication, par l'ajout d'un équipement, par sa formation en train routier ou par un chargement indivisible.

Lorsque le requérant ne peut satisfaire aux conditions visées au deuxième alinéa et lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le permis spécial de circulation peut être délivré par le ministre en vertu de l'article 633 aux conditions et sur paiement des droits fixés par le ministre.

465. Le titulaire d'un permis spécial de circulation est responsable des dommages causés aux chemins publics par suite de l'utilisation d'un véhicule hors normes.

473. Le propriétaire ou le locataire d'un véhicule routier, ou l'exploitant d'un véhicule lourd, ne peut laisser circuler un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers si son chargement ou l'un de ses équipements excède sa largeur, y compris celle de ses accessoires obligatoires, ou excède sa longueur de plus de un mètre, à l'avant, ou de deux mètres, à l'arrière.

Toutefois, un permis spécial peut être délivré :

1° afin d'autoriser un équipement ou un chargement indivisible lorsque la personne satisfait aux dispositions d'un règlement pris en vertu du paragraphe 20° de l'article 621;

2° tant pour autoriser un équipement que pour autoriser tout chargement lorsque la personne satisfait aux conditions de l'autorisation ministérielle visée à l'article 633.

Ne sont pas visés par les dispositions du présent article les équipements d'un véhicule-outil, l'atténuateur d'impact fixé sur un véhicule routier lorsque celui-ci est utilisé comme véhicule de protection, ainsi que les équipements d'un véhicule routier qui nivelle, déblaie ou marque la chaussée d'un chemin public.

473.1 Nul ne peut conduire un véhicule ou un ensemble de véhicules visés à l'article 473 à moins qu'il ne porte avec lui le permis spécial de circulation.

621. Le gouvernement peut, par règlement :

15° établir des catégories de véhicules routiers et d'ensemble de véhicules routiers suivant leur chargement, le nombre, le type et la catégorie de leurs essieux, leur configuration eu égard à l'agencement de leurs essieux, les caractéristiques de leurs pneus et de leur suspension ou toute autre caractéristique mécanique ou physique;

16° établir des catégories d'essieux et inclure dans ces catégories les agencements de roues qui ne sont pas reliées à un essieu, mais qui en tiennent lieu;

17° établir, pour les classes de chemins publics, selon les catégories de véhicules routiers et d'ensemble de véhicules routiers et les catégories d'essieux, des normes de charge par essieu, de masse totale en charge et de dimensions des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers avec ou sans chargement;

18° modifier, en période de dégel, de pluie, d'érosion et d'inondation, les normes établies en vertu du paragraphe 17°;

19° déterminer la forme et le contenu d'un permis spécial de circulation;

20° fixer les droits exigibles et établir les conditions et les formalités d'obtention d'un permis spécial de circulation ainsi que les conditions se rattachant à ce permis, selon que ce permis est relatif à un véhicule hors normes ou à un véhicule qui sert au transport d'un chargement excédant sa largeur ou sa longueur.

622. Le gouvernement peut, par règlement, édicter des normes à l'égard du transport des matières dangereuses sur un chemin public, un chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules routiers, sur les terrains de centres commerciaux et autres chemins où le public est autorisé à circuler. Le règlement peut notamment :

5° adopter, selon les catégories de véhicules, ainsi que les classes et catégories de matières dangereuses, des normes et interdictions relatives :

a) à la circulation des véhicules automobiles et des ensembles de véhicules routiers affectés au transport d'une matière dangereuse;

b) à la présence sur un chemin ou un terrain visé par le présent article : d'un véhicule automobile ou d'un ensemble de véhicules routiers affecté au transport d'une matière dangereuse.

626. Une municipalité peut, par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance :

5° prohiber, avec ou sans exception, la circulation de tout véhicule routier dans les chemins qu'elle indique et, s'il y a lieu, pour la période qu'elle fixe, pourvu que cette prohibition soit indiquée par une signalisation ou par des agents de circulation.

627. Malgré toute disposition contraire ou inconciliable d'une loi générale ou spéciale, tout règlement et toute résolution ou, si la loi lui permet d'en édicter, ordonnance pris par une municipalité relativement aux moyens ou systèmes de transport par véhicules soumis à la compétence de la Commission des transports du Québec, à la construction des véhicules, à la circulation des véhicules lourds, à la circulation des véhicules transportant des matières dangereuses et à l'utilisation des véhicules ailleurs que sur les chemins publics doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le ministre des Transports.

Le présent article ne s'applique pas au transport par taxi au sens de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01).

628. Le ministre des Transports peut approuver tout ou partie d'un règlement, d'une résolution ou d'une ordonnance visés à l'article 627. Il peut aussi retirer tout ou partie d'une approbation donnée en vertu de cet article. Dans ce cas, le règlement, la résolution ou l'ordonnance ou la partie de celui-ci ou de celle-ci qui est désapprouvé cesse d'avoir effet à compter de la date déterminée dans un avis de retrait de cette approbation publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre des Transports peut enlever toute signalisation se rapportant à une disposition d'un règlement, d'une résolution ou d'une ordonnance qu'il n'a pas approuvée ou à laquelle il a retiré son approbation et la remplacer par la signalisation qu'il estime appropriée.

647. Les amendes prévues par les ordonnances ou règlements pris en vertu des paragraphes 4°, 5° et 8° de l'article 626 doivent être égales à celles imposées par le présent code pour des infractions de même nature.

Lorsque l'infraction prévue par un règlement pris par une municipalité en vertu du paragraphe 5° du même article se rapporte à un camion ou à un véhicule-outil, l'amende doit être de 175 $ à 525 $.

ANNEXE II

Lois et règlements concernés

LOIS	RÈGLEMENTS
Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2)	Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers (1991), 123 G.O.II, 5213 et 6501 et ses modifications subséquentes.
Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1)	Règlement sur le permis spécial de circulation (1990), 122 G.O. II, 3781 et ses modifications subséquentes.
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C19)	Règlement sur le permis spécial de circulation des trains routiers (1987), 119 G.O.II, 16 et ses modifications subséquentes.
Loi sur les transports (L.R.Q., c. T-12)	Règlement sur la signalisation routière (1999), 131 G.O.II, 2444 et ses modifications subséquentes.
Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (L.R.Q., c. P-30.3)	Règlement sur le transport des matières dangereuses (2002), 134 G.O.II, 5395 et ses modifications subséquentes.

ANNEXE III

CLASSIFICATION DU RÉSEAU DE CAMIONNAGE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Routes de transit (VERT)

Routes dont l'accès est autorisé à tout véhicule lourd. Ces routes comportent un minimum de restrictions à la circulation des véhicules lourds.

Note : Le niveau de restriction minimale pour le camionneur sur ce réseau fait en sorte que ce dernier devrait être incité à l'emprunter le plus souvent possible.

Routes restreintes (JAUNE)

Routes dont l'accès est autorisé à tout véhicule lourd. Ces routes comportent certaines restrictions à la circulation des véhicules lourds.

Exemple : Pont à restriction de charge, viaduc de faible hauteur, pente raide, route sinueuse et étroite, etc.

Routes interdites (BRUN)

Routes dont l'accès est interdit partiellement aux véhicules lourds. Les caractéristiques motivant une telle classification peuvent concerner :

- Des périodes d'interdiction (heures, date);
- Une limite en ce qui a trait aux nombres d'essieux autorisés;
- Une limite en ce qui concerne le poids des véhicules (tonnage);
- Une limite concernant la longueur des véhicules autorisés à circuler sur le chemin à codifier.

Routes interdites (ROUGE)

Routes dont l'accès est interdit aux véhicules lourds. Des exceptions sont prévues essentiellement aux fins de transport local. Ces routes comportent de nombreuses restrictions à la circulation des véhicules lourds.

Le réseau de camionnage est disponible à l'adresse électronique suivante :

http://transports.atlas.gouv.qc.ca/Marchandises/MarchandisesCamionnage.asp

ANNEXE IV

LISTE DES DIRECTIONS TERRITORIALES DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

DIRECTION GÉNÉRALE DE QUÉBEC ET DE L'EST

700, boul. René-Lévesque Est, 28e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 528-0808
Télécopieur : 418 643-9836

Direction de la Mauricie–Centre-du-Québec

100, rue Laviolette, 4e étage
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
Téléphone : 819 371-6896
Télécopieur : 819 371-6136
Courriel : dmcq@mtq.gouv.qc.ca

Direction de la Chaudière-Appalaches

1156, boulevard de la Rive-Sud
Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6
Téléphone : 418 839-5581
Télécopieur : 418 834-7338
Courriel : dtca@mtq.gouv.qc.ca

Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau

3950, boulevard Harvey
Jonquière (Québec) G7X 8L6
Téléphone : 418 695-7916
Télécopieur : 418 695-7926
Courriel : dt.slsjc@mtq.gouv.qc.ca

Direction du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

92, 2e rue Ouest, 1er étage, bureau 101
Rimouski (Québec) G5L 8E6
Téléphone : 418 727-3674
Télécopieur : 418 727-3673
Courriel : dtbgi@mtq.gouv.qc.ca

Direction de la Côte-Nord

625, boulevard Laflèche, bureau 110
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Téléphone : 418 295-4765
Télécopieur : 418 295-4766
Courriel : cotenord@mtq.gouv.qc.ca

Direction de la Capitale-Nationale (Québec)

475, boulevard de l'Atrium, 2e étage
Québec (Québec) G1H 7H9
Téléphone : 418 643-1911
Télécopieur : 418 646-0003
Courriel : dcnat@mtq.gouv.qc.ca

DIRECTION GÉNÉRALE DE MONTRÉAL ET DE L'OUEST

500, boul. René-Lévesque Ouest, 3e étage, C. P. 3
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 864-1850
Télécopieur : 514 873-4353

Direction de l'Estrie

200, rue Belvédère Nord, bureau 2.02
Sherbrooke (Québec) J1H 4A9
Téléphone : 819 820-3280
Télécopieur : 819 820-3118
Courriel : dte@mtq.gouv.qc.ca

Direction de l'Outaouais

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 5.110
Gatineau (Québec) J8X 4C2
Téléphone : 819 772-3849
Télécopieur : 819 772-3338
Courriel : dto@mtq.gouv.qc.ca

Direction de l'Est-de-la-Montérégie

201, place Charles-Le Moyne, 5e étage
Longueuil (Québec) J4K 2T5
Téléphone : 450 677-3413
Télécopieur : 450 442-1317
Courriel : dtem@mtq.gouv.qc.ca

Direction de l'Abitibi-Témiscamingue

80, avenue Québec
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1
Téléphone : 819 763-3271
Télécopieur : 819 763-3493
Courriel : dat@mtq.gouv.qc.ca

Direction des Laurentides-Lanaudière

222, rue Saint-Georges, 2e étage
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4Z9
Téléphone : 450 569-3057
Télécopieur : 450 569-3072
Courriel : dll@mtq.gouv.qc.ca

Direction de l'Île-de-Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, 12e étage, C. P. 5
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-7781
Télécopieur : 514 864-3867
Courriel : dtim@mtq.gouv.qc.ca

Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie

180, boulevard d'Anjou, bureau 200
Châteauguay (Québec) J6K 1C4
Téléphone : 450 698-3400
Télécopieur : 450 698-3452
Courriel : dtom@mtq.gouv.qc.ca

Direction de Laval–Mille-Îles

1725, boulevard Le Corbusier
Laval (Québec) H7S 2K7
Téléphone : 450 680-6330
Télécopieur : 450 973-4959
Courriel : dtlmi@mtq.gouv.qc.ca

ANNEXE V

PANNEAUX DE SIGNALISATION ET DESSINS NORMALISÉS

Voici les panneaux et les dessins normalisés les plus couramment utilisés pour signaler une interdiction ou une obligation de circuler sur un chemin public. Seules les normes contenues dans le Règlement sur la signalisation routière ainsi que l'application du manuel du ministre des Transports, *Tome V — Signalisation routière*, volumes 1 et 2, doivent être utilisées dans le cadre de la politique de circulation des véhicules lourds sur le réseau routier municipal.

Les panneaux P-120-5 et P-130-2 signalant une obligation ou une interdiction de circuler sur une voie désignée indiquent aux conducteurs de véhicules visés par ces panneaux de demeurer dans la voie indiquée par la flèche ou de ne pas y circuler.



P-120-5



P-130-2

Les panneaux P-120-12 à P-120-14 et P-130-2 indiquent aux conducteurs de véhicules circulant en transit de suivre le sens indiqué par les flèches.



P-120-12



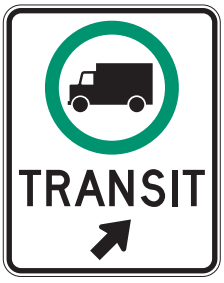
P-120-12-G



P-120-12-D



P-120-12-G-D



P-120-13-D



P-120-13-G



P-120-14-G



P-120-14-D

Un véhicule est en transit lorsqu'il passe par un lieu où il n'y a pas de livraison locale à effectuer.

Les panneaux P-120-12 à P-120-14 et P-130-2 ne visent pas la dépanneuse, le véhicule de ferme, la machine agricole, le tracteur de ferme ni le véhicule hors-norme circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès à un chemin public.

Les panneaux P-130-1, P-130-15 à P-130-20, P-130-25 à P-130-27 et P-130-48 à P-130-53 signalant qu'un chemin public est interdit aux camions indiquent aux conducteurs des véhicules visés par ces panneaux qu'il leur est interdit d'emprunter le chemin public balisé par ces panneaux, sauf pour effectuer une livraison locale lorsque cette exception est inscrite sur le panneau ou sur un panonceau.



P-130-1



P-130-15



P-130-16



P-130-17



P-130-18



P-130-19



P-130-20



P-130-25



P-130-26



P-130-27



P-130-48



P-130-49



P-130-50



P-130-51



P-130-52



P-130-53

Les panneaux P-130-1, P-130-2, P-130-15 à P-130-20 et P-130-25 à P-130-27 ainsi que P-130-48 à P-130-53 ne visent pas la dépanneuse, le véhicule de ferme, la machine agricole, le tracteur de ferme ni le véhicule hors-norme circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès à un chemin public.

Lorsque l'obligation ou l'interdiction est d'une durée limitée, le panonceau P-110-P-1 doit être fixé au-dessous du panneau P-130-1. Ce panonceau peut indiquer des heures, des heures et des jours, des semaines, des mois ou des numéros d'adresse.



P-110-P-1

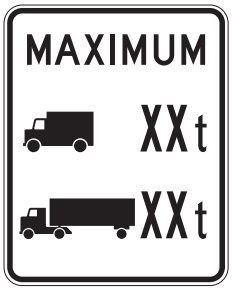
Le panneau P-130-24 signalant que la livraison locale est autorisée et rappelle aux conducteurs visés par ce panneau qu'ils circulent toujours sur un chemin public qui leur est interdit.



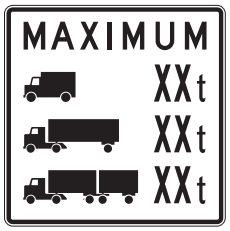
P-130-24

Le panneau P-130-24 ne vise pas la dépanneuse.

Les panneaux P-200 signalant une limite de poids indiquent aux conducteurs de véhicules routiers, dont le poids total en charge dépasse le poids maximal inscrit sur les panneaux, qu'il leur est interdit d'emprunter le pont ou le viaduc aux abords duquel cette interdiction est applicable.



P-200-1



P-200-2



P-200-3

Les panneaux P-200-1 et P-200-2 visent les véhicules qui y sont illustrés ainsi que l'autobus. Le panneau P-200-3 vise tous les véhicules routiers. Les panneaux P-200 ne visent pas les véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès à un chemin public.

Sur les panneaux P-200-1 et P-200-2, la silhouette située au bas vise aussi tous les ensembles de trois véhicules ou plus.

Le panneau P-195 signalant une limitation de poids aux charges légales indique aux conducteurs des véhicules, dont la masse excède la limite légale, qu'il leur est interdit de circuler sur certains ponts ou viaducs, sauf si le conducteur d'un tel véhicule y est expressément autorisé par un permis spécial de circulation, délivré en vertu des articles 463 ou 633 du Code de la sécurité routière.

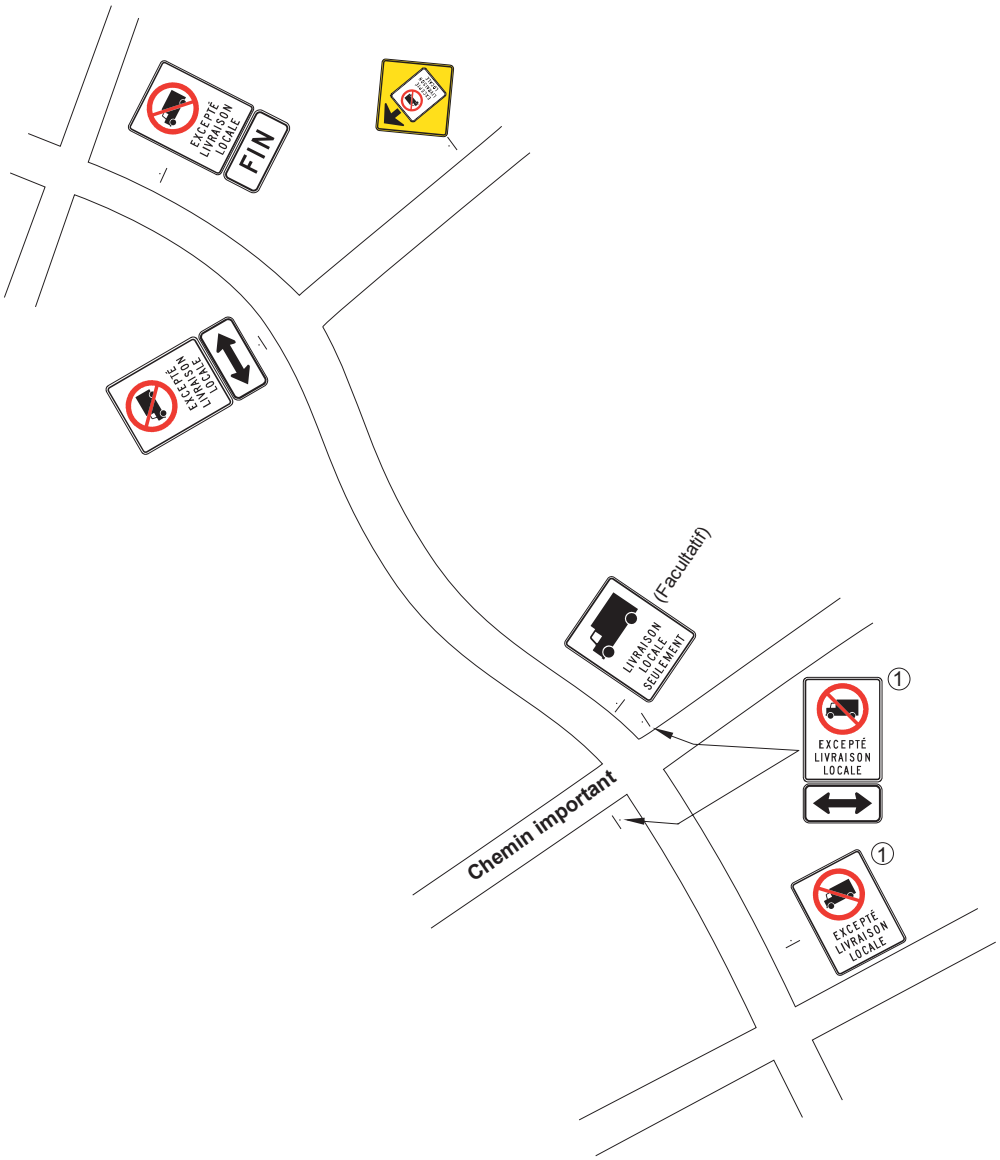


P-195

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN CHEMIN INTERDIT AUX CAMIONS ET AUX VÉHICULES-OUTILS EN MILIEU RURAL

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 010 | Date : Déc. 2005



① La présignalisation de la route interdite doit se faire selon l'un des cas illustrés aux dessins normalisés 018 et 019.

Note :

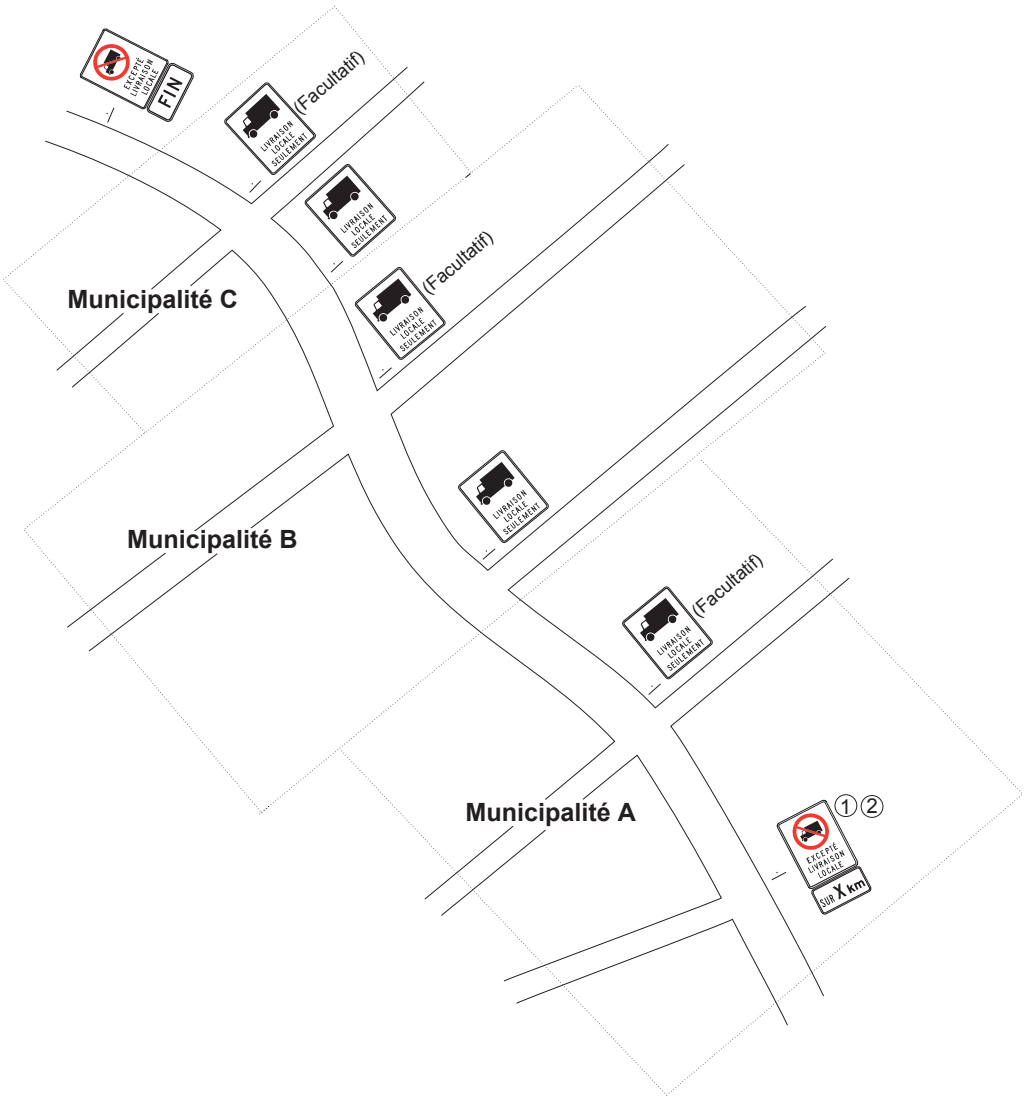
– la signalisation en sens inverse doit être équivalente.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN CHEMIN INTERDIT CONSTITUANT UNE SEULE ZONE TRAVERSANT PLUSIEURS MUNICIPALITÉS

Tome : V Chapitre : 2 Numéro : 011 Date : Déc. 2005



① L'utilisation du panonceau est facultative.
② La présignalisation de la route interdite doit se faire selon l'un des cas illustrés aux dessins normalisés 018 et 019.

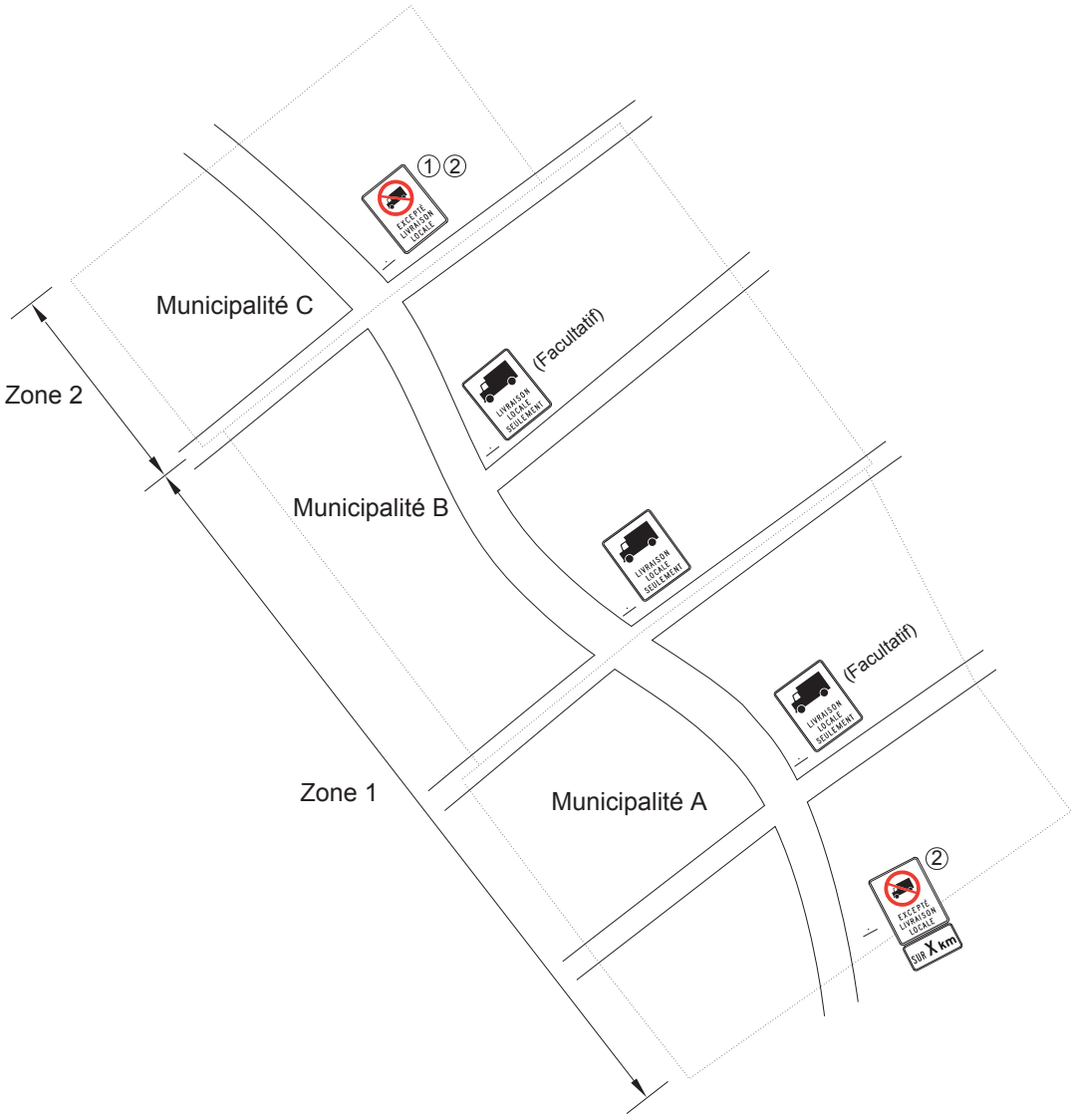
Note :
– la signalisation en sens inverse doit être équivalente.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN CHEMIN INTERDIT CONSTITUANT PLUSIEURS ZONES D'INTERDICTION DE CIRCULER TRAVERSANT PLUSIEURS MUNICIPALITÉS

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 012 | Date : Déc. 2005



① L'installation de ce panneau brise la contiguïté. Le camionneur qui a fait une livraison dans la zone 1 doit avoir à faire une nouvelle livraison dans la zone 2 pour passer sur la route interdite de la municipalité C, sinon il doit tourner à l'intersection.

② La présignalisation de la route interdite doit se faire selon l'un des cas illustrés aux dessins normalisés 018 et 019.

Note :

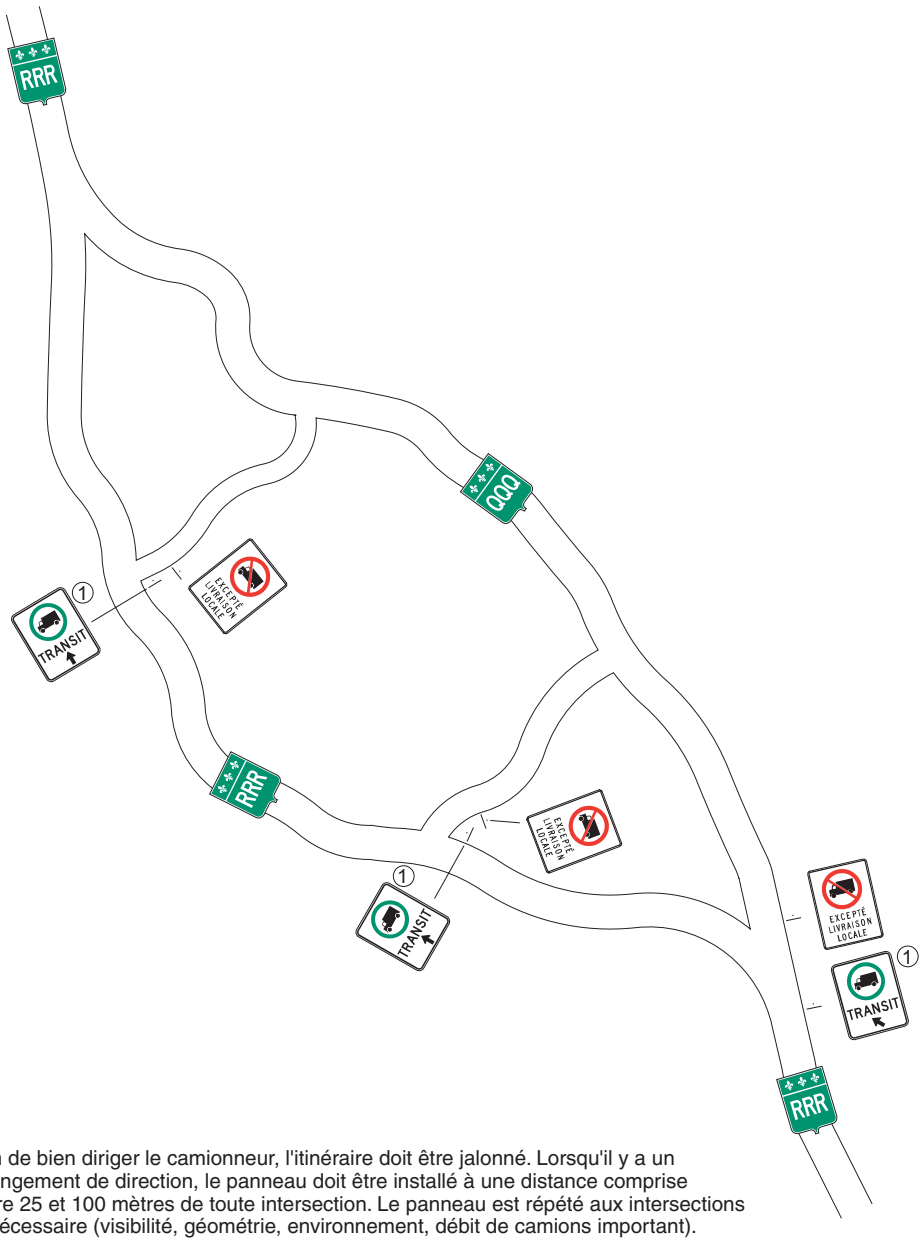
– la signalisation en sens inverse doit être équivalente.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UNE ROUTE DE DÉVIATION POUR LES CAMIONS ET LES VÉHICULES-OUTILS EN TRANSIT

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 013 | Date : Déc. 2005



① Afin de bien diriger le camionneur, l'itinéraire doit être jalonné. Lorsqu'il y a un changement de direction, le panneau doit être installé à une distance comprise entre 25 et 100 mètres de toute intersection. Le panneau est répété aux intersections si nécessaire (visibilité, géométrie, environnement, débit de camions important).

Note :

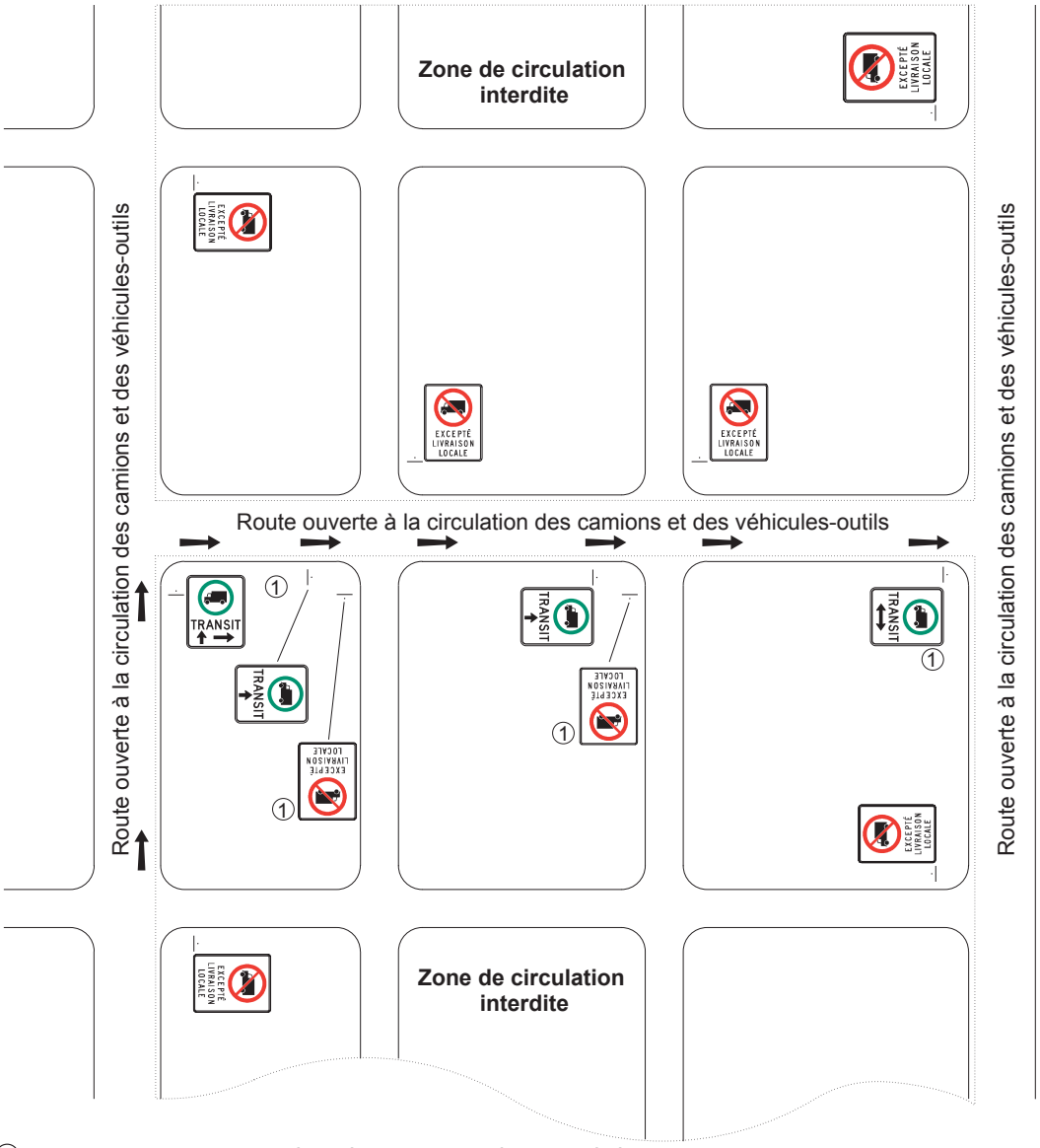
– la signalisation en sens inverse doit être équivalente.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UNE ROUTE DE DÉVIATION POUR LES CAMIONS ET LES VÉHICULES-OUTILS EN TRANSIT EN MILIEU URBAIN

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 014 | Date : Déc. 2005



① Des panneaux rappelant l'itinéraire à suivre doivent être installés à des intervalles d'au plus 500 m. De plus, lorsqu'il y a un changement de direction, le panneau doit être installé à une distance comprise entre 25 et 100 m de toute intersection. Le panneau est répété aux intersections si nécessaire (visibilité, géométrie, environnement, débit de camions important).

Notes :

– cette signalisation est requise pour le sens de parcours indiqué. Dans le sens inverse, on installe une signalisation équivalente avec les flèches de direction appropriées;

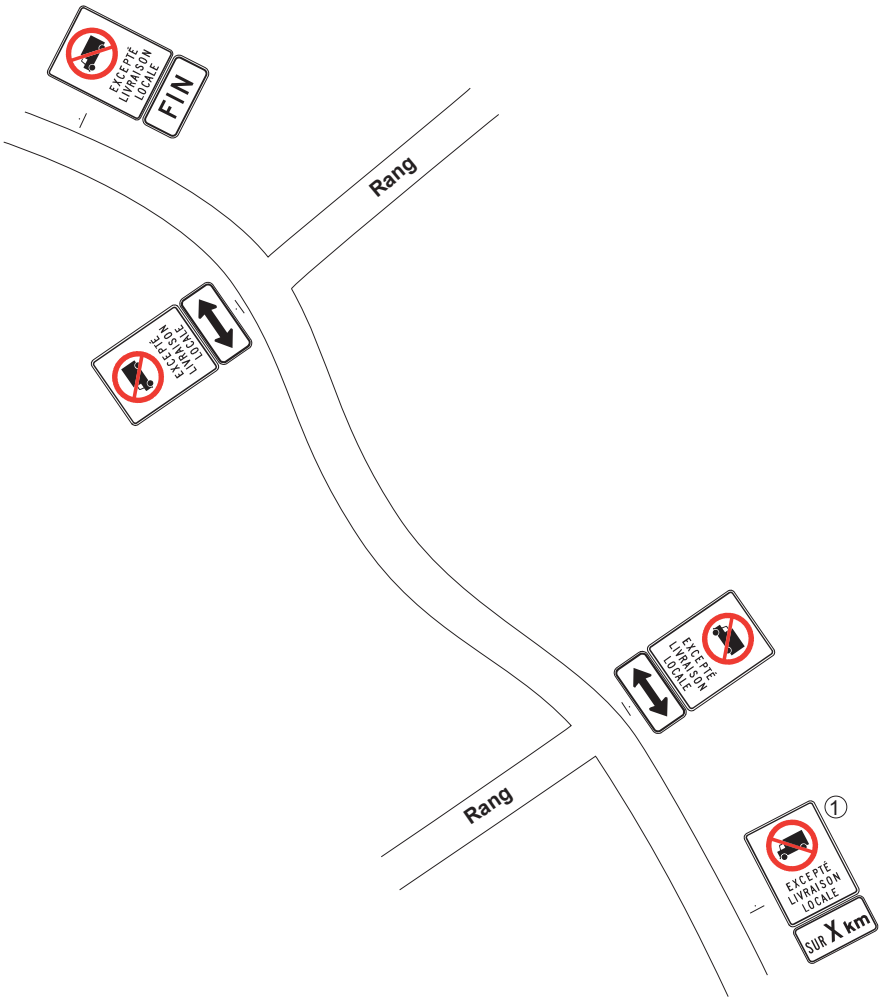
– les routes situées à l'intérieur de la zone de circulation interdite ne nécessitent pas de panneau d'interdiction.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN LONG CHEMIN INTERDIT AUX CAMIONS ET AUX VÉHICULES-OUTILS EN MILIEU RURAL

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 015 | Date : Déc. 2005



① La présignalisation de la route interdite doit se faire selon l'un des cas illustrés aux dessins normalisés 018 et 019.

Note :

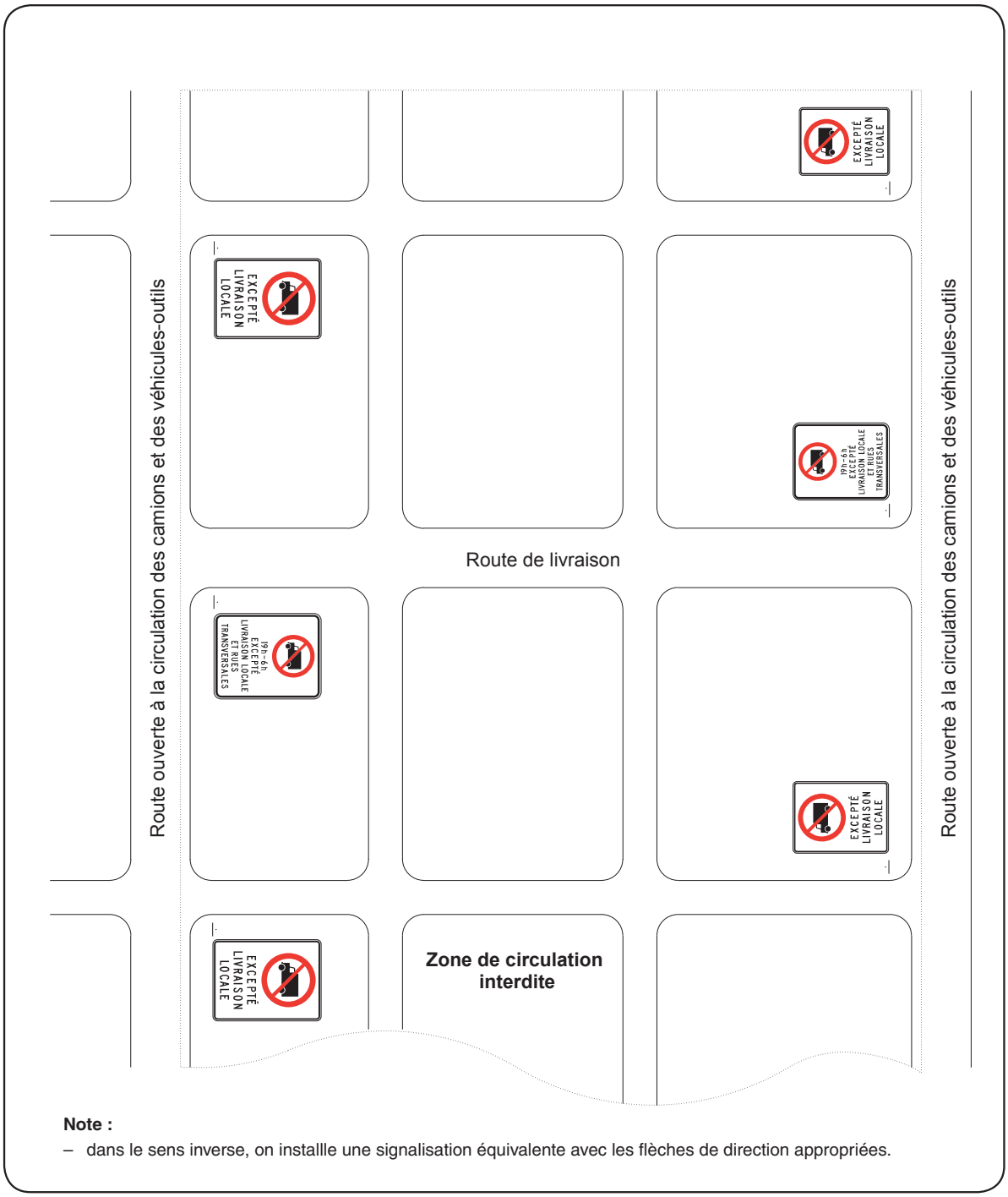
– la signalisation en sens inverse doit être équivalente.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UNE ROUTE DE LIVRAISON POUR LES CAMIONS ET LES VÉHICULES-OUTILS EN MILIEU URBAIN

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 016 | Date : Déc. 2005



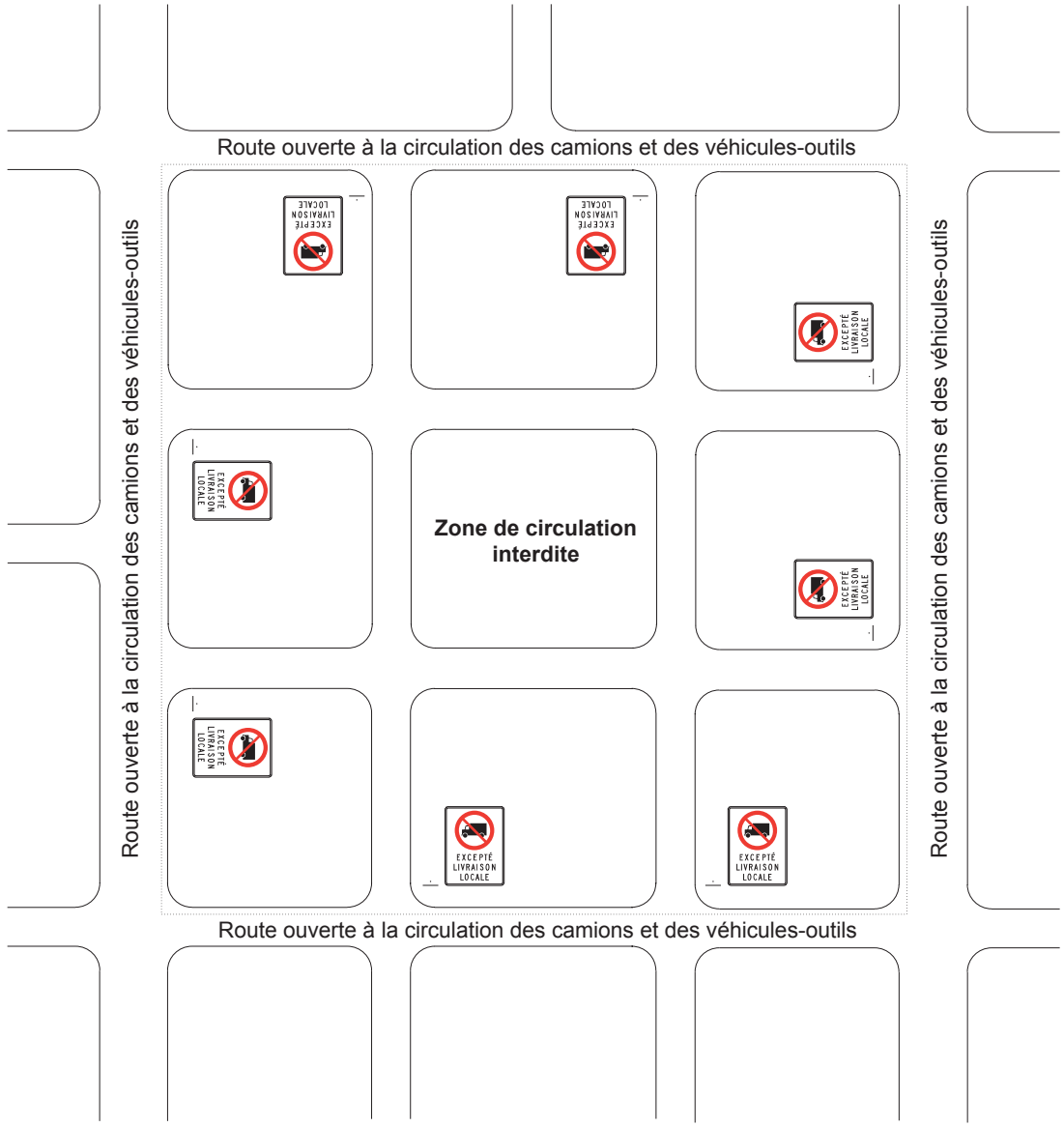
Note :

– dans le sens inverse, on installle une signalisation équivalente avec les flèches de direction appropriées.

Contenu réglementaire

DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UNE ZONE DE CIRCULATION INTERDITE AUX CAMIONS ET AUX VÉHICULES-OUTILS EN MILIEU URBAIN



Note :

– les routes situées à l'intérieur de la zone de circulation interdite ne nécessitent pas de panneau d'interdiction.

Contenu réglementaire

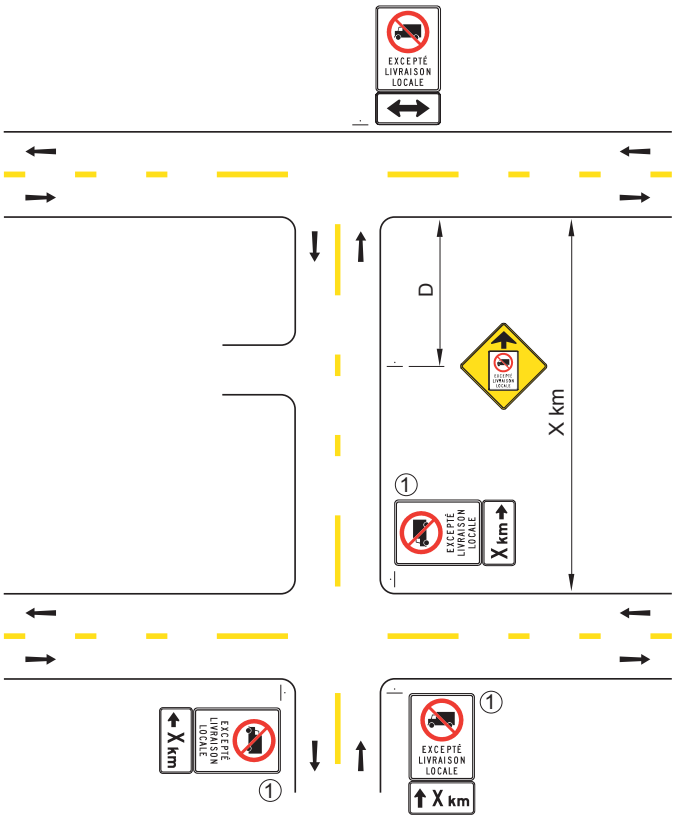
DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN CHEMIN INTERDIT AUX CAMIONS ET AUX VÉHICULES-OUTILS

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 018 | Date : Déc. 2005

Distance d'installation[1] des panneaux de danger	
Vitesse affichée (km/h)	**D (m)**
30	30
50	65
60	95
70	130
80	165
90	205

1. La distance d'installation peut varier de plus ou moins 10 %.



① Le panneau doit être installé à une distance comprise entre 25 et 100 mètres avant toute intersection.

Contenu réglementaire

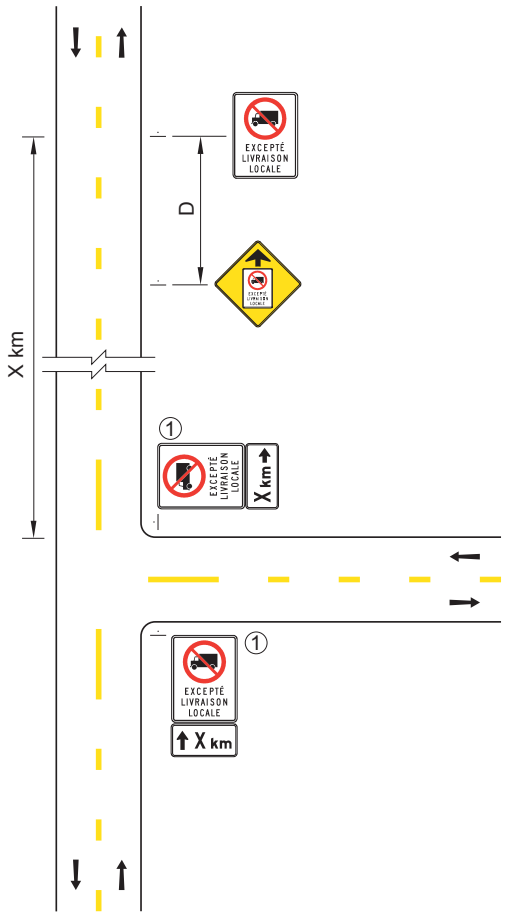
DESSIN NORMALISÉ

SIGNALISATION D'UN CHEMIN INTERDIT AUX CAMIONS ET AUX VÉHICULES-OUTILS

Tome : V | Chapitre : 2 | Numéro : 019 | Date : Déc. 2005

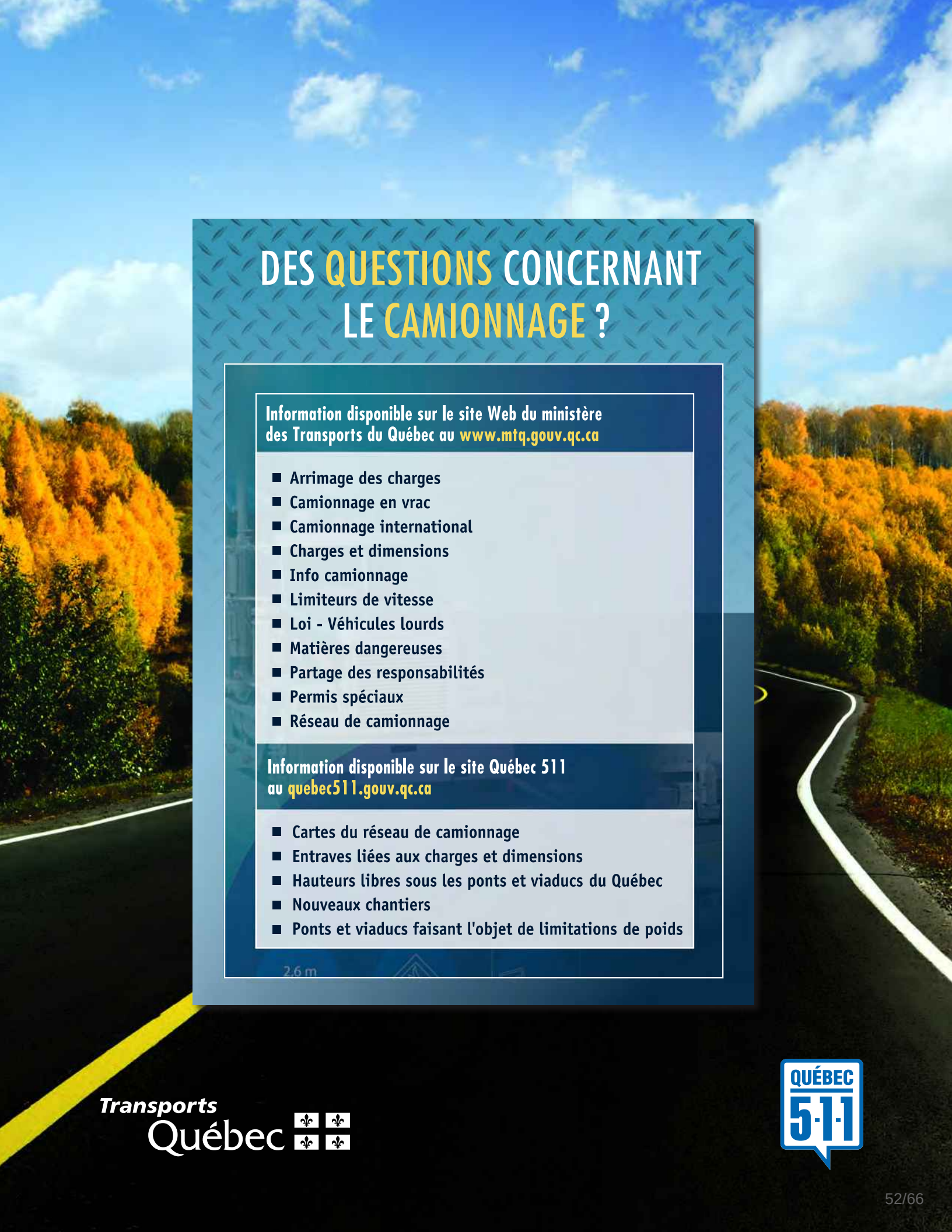
Distance d'installation[1] des panneaux de danger	
Vitesse affichée (km/h)	**D (m)**
30	30
50	65
60	95
70	130
80	165
90	205

1. La distance d'installation peut varier de plus ou moins 10 %.



① Le panneau doit être installé à une distance comprise entre 25 et 100 mètres avant toute intersection.

Contenu réglementaire


DES QUESTIONS CONCERNANT
LE CAMIONNAGE ?
Information disponible sur le site Web du ministère des Transports du Québec au www.mtq.gouv.qc.ca
Arrimage des charges
Camionnage en vrac
Camionnage international
Charges et dimensions
Info camionnage
Limiteurs de vitesse
Loi - Véhicules lourds
Matières dangereuses
Partage des responsabilités
Permis spéciaux
Réseau de camionnage
Information disponible sur le site Québec 511 au quebec511.gouv.qc.ca
Cartes du réseau de camionnage
Entraves liées aux charges et dimensions
Hauteurs libres sous les ponts et viaducs du Québec
Nouveaux chantiers
Ponts et viaducs faisant l'objet de limitations de poids
2,6 m
Transports Québec
QUÉBEC 5-1-1

Montréal

Dino SACCO <dino.sacco@montreal.ca>

Fwd: Trajet de camionnage - demande d'appui - Ville de Westmount

1 message

Ramy MIKATI <ramy.mikati@montreal.ca>
À : Luc COULOMBE <luc.coulombe@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Dino SACCO <dino.sacco@ville.montreal.qc.ca>, Christian LARIVIERE <christian.lariviere@ville.montreal.qc.ca>, Eric Augusto LOTKE <ericaugusto.lotke@montreal.ca>

Bonjour Luc,

Peut-on prévoir un 15 min pour mettre fin à ce dossier ?

Merci,

Ramy Mikati, ing. M. ing.
Chef de division
Division de la mobilité et de la planification
Direction de l'urbanisme et de la mobilité

800, boul. De Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél. 514 872-6530
ramy.mikati@montreal.ca

Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

---------- Forwarded message ---------
De : **Auger, Jonathan** <Jauger@westmount.org>
Date: lun. 20 janv. 2020, à 13 h 50
Subject: RE: Trajet de camionnage - demande d'appui - Ville de Westmount
To: ramy.mikati@ville.montreal.qc.ca <ramy.mikati@ville.montreal.qc.ca>
Cc: Hurtubise, Benoit <bhurtubise@westmount.org>, Joly, Christine <cjoly@westmount.org>, Alain.Lefrancois@mtq.gouv.qc.ca <Alain.Lefrancois@mtq.gouv.qc.ca>, Dugal, Louis-David (Lou gouv.qc.ca>

Bonjour M. Mikati,

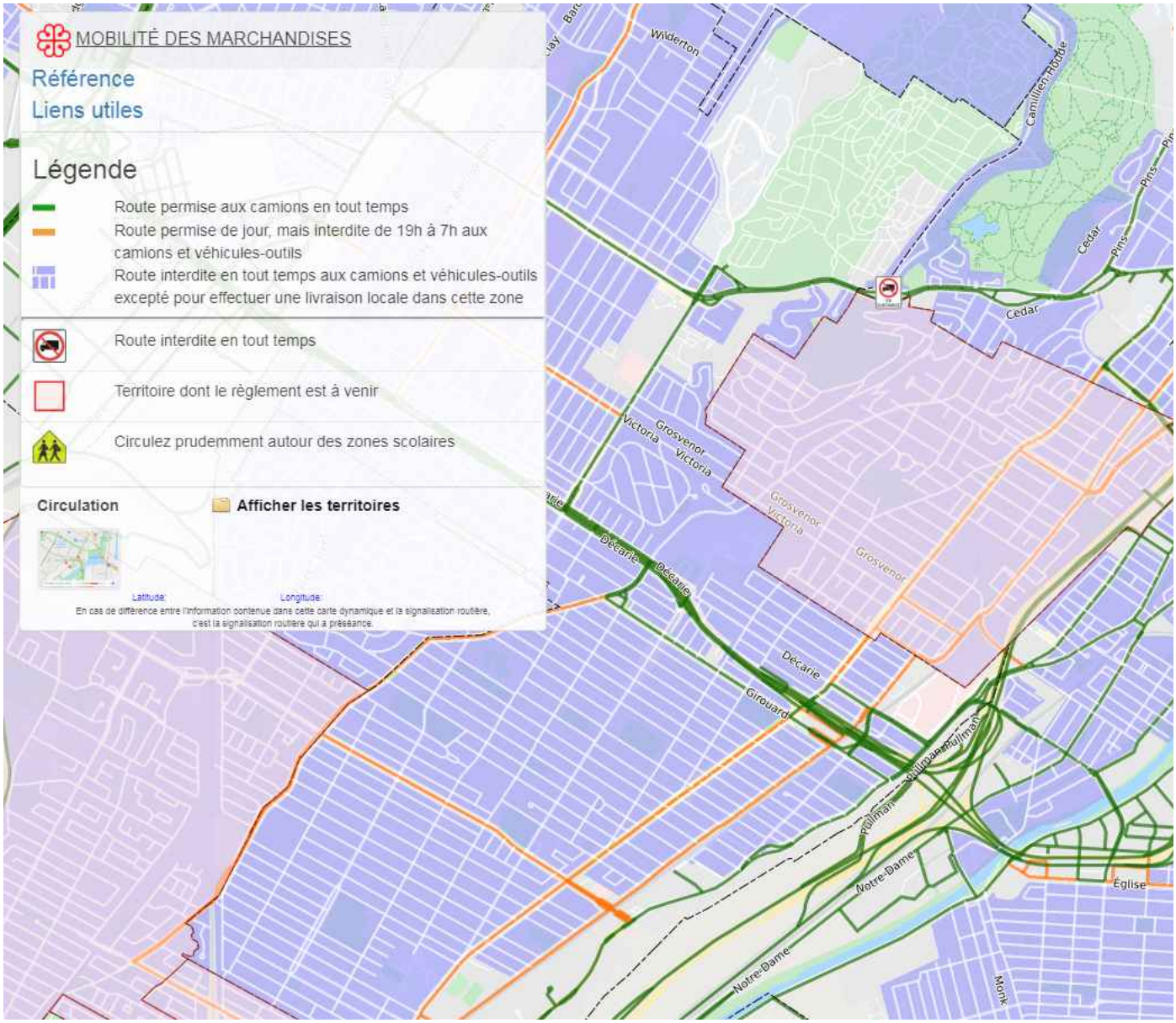
Merci de votre message téléphonique. Tel que discuté par téléphone avec vous ce matin, je réachemine en pièce jointe les documents se rattachant à notre demande d'appui. Il faudrait valid **un sommaire décisionnel et un memo écrit de la part de votre direction suffit ?** J'ose croire que oui puisque le règlement lui-même stipule qu'une résolution d'appui est seulement requis il n'a rien de particulier dans notre proposition. En fait, nos trajets sont pareils comme les vôtres et ceux de CDN-NDG et le Sud-Ouest : Sherbrooke, Ste Catherine René-Levesque. Bien que au centre-ville. Mais tout comme CDN-NDG et le Sud-Ouest, puisque nous sommes résidentiel, le règlement de jour seulement.

Pour répondre à votre question de ce matin : Je ne crois pas que vous avez besoin de notre appui pour votre trajet, quoi qu'on pourrait probablement vous l'offrir. D'abord, vous avez déjà un illustré à la carte ci-dessous, contrairement à nous. L'autre raison est que votre trajet n'est pas en désharmonie avec la nôtre, à moins que vous voudriez proposer un changement, tel que uti

Pour nous, il s'agit simplement de formaliser ce qui est déjà en place sur le terrain afin de permettre au SPVM d'appliquer la signalisation. C'est devenu un vrai enjeu de sécurité au quotidien en approuvé par le MTQ.

Merci de votre collaboration.

N'hésitez pas si vous avez des questions !



Jonathan Auger, M.Sc Geog., Urb.

Service des travaux publics / Public Works

1 rue Bethune Street

Westmount, P.Q. H3Z 2L2

(514) 989-5560

jauger@westmount.org

-

VILLE DE | CITY OF WESTMOUNT

From: Cisco Unity Connection Messaging System [mailto:unityconnection@westcuc1.villewest.net]
Sent: Friday, January 17, 2020 2:46 PM
To: jauger@westcuc1.villewest.net
Subject: Message from VILLE DE MONTRE (5148726530)

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou cor

pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel pe
conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

---------- Message transféré ----------
From: "francois.niro@ville.montreal.qc.ca" <francois.niro@ville.montreal.qc.ca>
To: "ramy.mikati@ville.montreal.qc.ca" <ramy.mikati@ville.montreal.qc.ca>, "ptrottier@ville.montreal.qc.ca" <ptrottier@ville.montreal.qc.ca>, "driss.ezzaher@ville.montreal.qc.ca" <driss.ezza
Cc: "thomas.bissuel-roy@ville.montreal.qc.ca" <thomas.bissuel-roy@ville.montreal.qc.ca>, "Auger, Jonathan" <Jauger@westmount.org>
Bcc:
Date: Tue, 29 Jan 2019 20:19:26 +0000
Subject: Tr : Re: Trajet de camionnage - Ville de Westmount
Bonjour Messieurs,

Vous trouverez ci-joint, une demande de la Ville de Westmount pour obtenir des résolutions d'appui de vos arrondissements respectifs.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Cordialement,

Montréal
François Niro
Conseiller en planification / mobilité et transport des marchandises

Division du développement des transports
Direction de la mobilité
Service de l'urbanisme et de la mobilité

801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

T. 514 868-5055
@ francois.niro@ville.montreal.qc.ca

----- Transféré par François NIRO/MONTREAL le 2019-01-29 15:16 -----

De : "Auger, Jonathan" <Jauger@westmount.org>
A : "'francois.niro@ville.montreal.qc.ca'" <francois.niro@ville.montreal.qc.ca>,
Cc : "Hurtubise, Benoit" <bhurtubise@westmount.org>, "Talarico, Robert" <rtalarico@westmount.org>, "Dugal, Louis-David (Louis-David.Dugal@transports.gouv.qc.ca)" <Louis-David.Dugal@transports.gouv.qc.ca>
Date : 2019-01-29 15:14
Objet : Re: Trajet de camionnage - Ville de Westmount

Bonjour M. Niro,

Tel que discuté par téléphone, je vous fais suivre la demande placée par notre bureau du directeur générale concernant le trajet de camionnage de la ville de Westmoun
permettra d'être à jour sur le dossier, dont :

- Le plan adopté, intitulé « 159400194-C0001-02_SignCamion_11x17_20171120_Option3_P-130-24_Revised_Rappel_Nov24_ADOPTÉ »
- La résolution municipale « No 2017-12-223 »,
- La lettre envoyée à M. Carette.

Mise en contexte : En 2017 notre bureau du directeur général avait envoyé des demandes d'appui aux arrondissements contiguës (CDN-NDG, Sud-Ouest et Ville-Marie) r
départ on avait jugé la tache comme étant un geste de bonne foi car, comme m'a souligné le MTQ à l'époque, telle que la loi elle est écrite, le processus d'appui par résol
trajets qui ne seraient pas en harmonie avec le réseau existant. Comme le trajet proposé par Westmount est complètement en harmonie avec le réseau existant, on pou
Malgré tout, au final le MTQ a jugé bon de nous demander d'obtenir les résolutions suite à la demande d'un des intervenants. Enfin, avec votre capacité de liaison, nous
intervenants aux arrondissements ci-haut mentionnés de la ville de Montréal afin d'obtenir l'appui de chacun.

Ceci étant dit, si tous les intervenants de la ville de Montréal sont en appui suite à votre évaluation, il serait opportun de revalider avec le MTQ si une résolution d'appui
d'appui suffirait peut-être? À voir.

Je demeure à votre disposition pour toute autre information. Merci pour votre collaboration habituelle et te me tenir au courant de l'avancement.

Salutations,

Jonathan Auger

Jonathan Auger, M.Sc Geog., Urb.

Service des travaux publics / Public Works
1 rue Bethune Street
Westmount, P.Q. H3Z 2L2
(514) 989-5560
jauger@westmount.org

VILLE DE | CITY OF
WESTMOUNT

7 pièces jointes

159400194-C0001-02_SignCamion_11x17_20171120_Option3_P-130-24_Revised_Ra....pdf
300K

2b. Règlement 1512_Westmount_route cammionage_mod.pdf
1108K

WSTVDM_Route de camionnage_2018-10-11.pdf
68K

159400194-C0001-02_SignCamion_11x17_20171120_Option3_P-130-24_Revised_Ra....pdf
300K

2b. Règlement 1512_Westmount_route cammionage_mod.pdf
1108K

WSTVDM_Route de camionnage_2018-10-11.pdf
68K

Tr : Re: Trajet de camionnage - Ville de Westmount.eml
2050K

Bureau du directeur général
Hôtel de ville
4333, rue Sherbrooke O.
Westmount, QC H3Z 1E2

VILLE DE | CITY OF
WESTMOUNT

Office of the Director General
City Hall
4333 Sherbrooke Street W.
Westmount, QC H3Z 1E2

par courriel
claude.carette@ville.montreal.qc.ca

Le 11 octobre 2018

Monsieur Claude Carette
Directeur- Service des infrastructures, la voirie et des transports
801, rue Brennan, 8e étage bureau 8112
Montréal Québec H3C 0G4

Objet : Route de camionnage

Monsieur Carette,

Nous faisons appel à vous afin de poursuivre nos démarches pour la mise en place d'une route de camionnage dans la Ville de Westmount.

Tel que demandé par le Ministère des Transports nous avons envoyé une lettre aux arrondissements voisins: Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce, Ville-Marie et le Sud-Ouest, leur demandant l'approbation de la route de camionnage proposée. Suite aux réponses reçues, toutes sauf celle de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, nous avons été informés que nous devions également demander à recevoir une résolution d'appui de leur part. Ces lettres ont été envoyées le 28 février 2018. À ce jour, nous n'avons reçu aucune résolution des arrondissements. Cependant, nous avons reçu une communication de la part de Monsieur Herischi nous indiquant que la Ville Centre est responsable des dossiers en matière de transport et de réseau de camionnage.

Vous trouverez sous-pli, la documentation reliée à notre demande et envoyée aux différents arrondissements, les lettres et réponses reçues.

Auriez-vous l'obligeance de communiquer avec nous afin de nous guider à finaliser ce dossier?

Veuillez recevoir, Monsieur Carette, mes plus cordiales salutations.

Benoit Hurtubise, ing., MBA
Directeur général

c.c: Sandra Avakian, ing., M.Ing., PMP, directrice générale adjointe

RÉSOLUTION N° 2017-12-223

LORS DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE WESTMOUNT TENUE LE 4 DÉCEMBRE 2017 :

RESOLUTION No 2017-12-223

AT THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF WESTMOUNT HELD ON DECEMBER 4, 2017:

Sont présents / Were present:

La mairesse / The Mayor : C.M. Smith, présidente / Chairman
Les conseillers / Councillors : A. Bostock
M. Brzeski
P.A. Cutler
M. Gallery
K. Kez
C. Lulham
C. Peart
J. Shamie

Formant le conseil au complet. / Forming the entire council.

24. ADOPTION - RÈGLEMENT 1512 SUR LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES-OUTILS

Il est proposé par la conseillère Bostock, appuyé par le conseiller Cutler

QUE le règlement 1512 intitulé *Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils* soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

24. ADOPTION - BY-LAW 1512 ON TRUCK AND TOOL VEHICLE TRAFFIC

It was moved by Councillor Bostock, seconded by Councillor Cutler

THAT By-Law 1512 entitled *By-law on truck and tool vehicle traffic* be adopted.

CARRIED UNANIMOUSLY

Martin St-Jean
Greffier de la ville / City Clerk

Copie certifiée conforme / Certified true copy
Le / on 2017 - 12 - 12
aaaa / yy mm jj / dd

Nicole DOBBIE,
Greffière adjointe / Assistant City Clerk
Ville de / City of Westmount

Copie certifiée conforme / Certified true copy
Le / on 2017 - 12 - 12
aaaa / yy mm jj / dd
REGISTRE DES RÈGLEMENTS
Nicole DOBBIE,
Greffière adjointe / Assistant City Clerk
Ville de / City of Westmount

WESTMOUNT

N° 7086

BY-LAW RECORD

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE WESTMOUNT

RÈGLEMENT 1512

Lors d'une séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue à l'hôtel de ville le 4 décembre 2017, à laquelle assistaient :

La mairesse / The Mayor

Les conseillers - Councillors

ATTENDU QUE le paragraphe 5° de l'article 626 du Code de la Sécurité Routière (RLRQ, c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation de tout véhicule routier dans les chemins qu'elle indique pourvu que cette prohibition soit indiquée par une signalisation appropriée;

ATTENDU QUE l'article 291 du Code de la Sécurité Routière (RLRQ, c. C-24.2) permet à la municipalité de restreindre ou d'interdire sur un chemin public, dont elle est responsable de l'entretien, la circulation de tous ou de certains véhicules lourds;

ATTENDU QUE l'article 291.1 du Code de la Sécurité Routière (RLRQ, c. C-24.2) prévoit que la restriction ou l'interdiction de circuler prévue à l'article 291 peut être partiellement levée, par une signalisation appropriée, pour permettre de se rendre à un endroit où l'on ne peut accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y prendre ou d'y livrer un bien, d'y fournir un service, d'y exécuter un travail, d'y faire réparer le véhicule ou le conduire à son point d'attache;

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
CITY OF WESTMOUNT

BY-LAW 1512

At a regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly called and held at City Hall on December 4, 2017, at which were present:

Christina M. Smith, présidente – Chairman

Anitra Bostock
Marina Brzeski
Philip A. Cutler
Mary Gallery
Kathleen Kez
Cynthia Lulham
Conrad Peart
Jeff J. Shamie

WHEREAS paragraph 5° of section 626 of the Highway Safety Code (CQLR, c. C-24.2) allows a municipality to adopt a by-law to prohibit all vehicular traffic on the roads it indicates, provided that the prohibition is indicated by appropriate traffic signs;

WHEREAS section 291 of the Highway Safety Code (CQLR, c. C-24.2) allows a municipality to restrict or prohibit, on a public highway of which it is responsible for maintenance, the traffic of all or certain heavy vehicles.

WHEREAS section 291.1 of the Highway Safety Code (CQLR, c. C-24.2) provides that the restriction or prohibition under section 291 may, by means of proper signs or signals, be partially removed for vehicles that must travel to a particular place in order to collect or deliver property, provide services, carry out work, be repaired or return to their base, and that cannot do so without entering a zone to which access is prohibited.

ATTENDU QU'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions et des véhicules-outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels;

ATTENDU QU'un avis de motion se rapportant à la présentation du présent règlement a été donné au cours de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Westmount, dûment convoquée et tenue le 2 octobre 2017;

Il est ordonné et statué par le règlement 1512 intitulé « *RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION DES CAMIONS ET DES VÉHICULES-OUTILS DANS LA VILLE DE WESTMOUNT*» que :

ARTICLE 1

Le préambule et l'annexe font partie intégrante de ce règlement.

ARTICLE 2

Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

Camion : un véhicule routier, autre qu'un véhicule d'urgence, dont le poids nominal brut est de 4 500 kg ou plus, conçu et aménagé principalement pour le transport de biens ou pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Sont également des camions, les ensembles de véhicules routiers dont au moins un des véhicules le formant a un poids nominal brut de 4 500 kg ou plus ;

Livraison locale : la livraison effectuée dans une zone de circulation interdite et signalisée

WHEREAS it is necessary to regulate the traffic of trucks and tool vehicles on public highways of which the maintenance is the responsibility of the municipality in order to ensure the protection of the road network, the safety of citizens and the tranquility of residential sectors.

WHEREAS Notice of Motion of the presentation of this by-law was given at the regular sitting of the Municipal Council of the City of Westmount, duly called and held on October 2, 2017;

It is ordained and enacted by By-law 1512, entitled "*BY-LAW ON TRUCK AND TOOL VEHICLE TRAFFIC IN THE CITY OF WESTMOUNT*" that:

SECTION 1

The preamble and the schedule are considered an integral part of this by-law.

SECTION 2

In this by-law, the following words mean:

Truck: a road vehicle, other than an emergency vehicle, whose gross vehicle weight rating is 4500 kg or more, designed and equipped primarily for the transportation of goods or of the equipment with which it is permanently equipped and its accessories. Are also trucks, combination of road vehicles in which at least one vehicle that makes it up has a gross vehicle weight of 4500 kg or more.

Local delivery : delivery which is carried out in a prohibited traffic zone and indicated by

par un panneau qui autorise les conducteurs de camion et de véhicule-outil à circuler dans cette zone de circulation interdite afin d'y effectuer l'une ou l'autre des tâches suivantes :

- Prendre ou livrer un bien;
- Fournir un service;
- Exécuter un travail;
- Faire réparer le véhicule;
- Conduire le véhicule à son point d'attache ;

Point d'attache : le point d'attache du véhicule fait référence à l'établissement de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage ou au stationnement de l'entreprise ;

Véhicule d'urgence : un véhicule routier utilisé comme véhicule de police conformément à la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1), un véhicule routier utilisé comme ambulance conformément à la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* (RLRQ, c. S-6.2), un véhicule routier de service d'incendie ou tout autre véhicule routier satisfaisant aux critères établis par règlement pour être reconnu comme véhicule d'urgence par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Véhicule-outil : un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement ;

Véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes

signs that authorize drivers of trucks or tool vehicles to operate in this prohibited traffic zone in order to perform one of the following tasks:

- Pick up or deliver goods;
- Provide a service;
- Perform work;
- Have a vehicle repaired;
- Return a vehicle to its home base;

Home base: the home base of a vehicle refers to the company's place of business, meaning its place of storage, office, warehouse, garage or the parking lot of the company;

Emergency vehicle: a road vehicle used as a police car in accordance with the *Police Act* (CQLR, chapter P-13.1), a road vehicle used as an ambulance in accordance with the *Act respecting pre-hospital emergency services* (CQLR, chapter S-6.2), a fire safety vehicle, or any other road vehicle which meets the criteria established by regulation for recognition as an emergency vehicle by the Société.

Tool vehicle: a road vehicle, other than a vehicle mounted on a truck chassis, manufactured to perform work and the work station of which is an integral part of the driver's compartment. For the purposes of this definition, a truck chassis is a frame equipped with all the mechanical components required on a road vehicle designed for the transportation of persons, goods or equipment;

Road vehicle: a motor vehicle that can be driven on a highway, other than a vehicle that runs only on rails, a power-assisted bicycle or an electrically

assistées et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers;

propelled wheelchair; a trailer, a semi-trailer or a detachable axle is defined as a road vehicle;

ARTICLE 3

La circulation des camions et des véhicules-outils est interdites sur le territoire de la Ville, sauf :

i) sur l'avenue Atwater et la rue Saint-Antoine Ouest ;

ii) entre 7h et 19h sur les chemins, ou partie des chemins, suivants, tel qu'indiqués sur le plan à l'annexe I du présent règlement :

- avenue Claremont (entre les rues Sherbrooke Ouest et Ste Catherine Ouest) ;
- avenue Clarke (entre les rues Sherbrooke Ouest et Ste Catherine Ouest);
- boulevard Dorchester ;
- chemin Glen ;
- rue Sherbrooke Ouest ;
- rue Ste-Catherine Ouest;
- avenue Victoria (entre les rues Sherbrooke Ouest et Ste Catherine Ouest).

SECTION 3

Truck and tool vehicle traffic is prohibited on the territory of the City, except :

i) on Atwater Avenue and Saint-Antoine Street West;

ii) between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. on the following roads, or sections of roads, as indicated in the plan in Schedule I of this by-law:

- Claremont Avenue (between Sherbrooke Street West and St. Catherine Street West);
- Clarke Avenue (between Sherbrooke Street West and St. Catherine Street West);
- Dorchester Boulevard;
- Glen Road;
- Sherbrooke Street West;
- St.-Catherine Street West;
- Victoria Avenue (between Sherbrooke Street West and St. Catherine Street West).

ARTICLE 4

L'article 3 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules-outils qui doivent effectuer une livraison locale.

En outre, il ne s'applique pas :

a) Aux véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'Accès au chemin interdit;
b) Aux dépanneuses;
c) Aux véhicules d'urgence.

SECTION 4

Section 3 does not apply to trucks or tool vehicles that must make local deliveries.

Moreover, it does not apply to :

a) Outsized vehicles operating with a special permit that specifically authorizes them to access a restricted road;
b) Tow trucks;
c) Emergency vehicles.

ARTICLE 5	SECTION 5
Quiconque contrevient à l'article 3 de ce règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 175 $ à 525 $.	Any person who violates section 3 of this by-law commits an offence and is liable to a fine of $175 to $525.
ARTICLE 6	**SECTION 6**
Aucune disposition du règlement ne peut être interprétée comme ayant pour effet de soustraire une personne à l'application d'une loi ou d'un règlement du gouvernement provincial ou fédéral, ainsi qu'à toute disposition d'un autre règlement municipal.	No provision of this by-law shall be construed as having the effect of exempting a person from the application of a provincial or federal law or regulation, or from any provision of another municipal by-law.
ARTICLE 7	**SECTION 7**
Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.	This by-law comes into force in accordance with the law.

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Martin St-Jean
Greffier de la Ville / City Clerk

ANNEXE I /SCHEDULE I

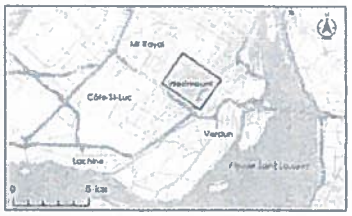
N° 7092

REGISTRE DES RÈGLEMENTS

BY-LAW RECORD

WESTMOUNT





Sources
Réseau routier : MERN, Adresse Québec, 2016
Limite municipale : Vendel Blaquart Géogr.
Signalisation : Stantec, 2016

Limite municipale / Municipal Limit

Circulation des camions et des véhicules-outils permise 24h / Truck and tool vehicle traffic allowed (24h)

Circulation des camions et des véhicules-outils permise entre 7h et 19h / Truck and tool vehicle traffic allowed between 7:00 a.m. and 7:00 p.m.

①③ Identification du type de panneau de signalisation / Signage identification

Type de panneau de signalisation / Signage



Stantec

1643, boul. Robert-Bourassa, # 440
Longueuil (Québec)
H3B 4V3
Téléphone : 514 281 1010
Télécopieur : 514 798 8790

N° projet : 159400194.300
N° dessin : C0001
Révision : 02
Date : 2017-11-23

Préparé par : Étienne Gagné
Dessiné par : Johanne Boulanger
Vérifié par : Philippe Roy
Chargé de projet : Étienne Gagné

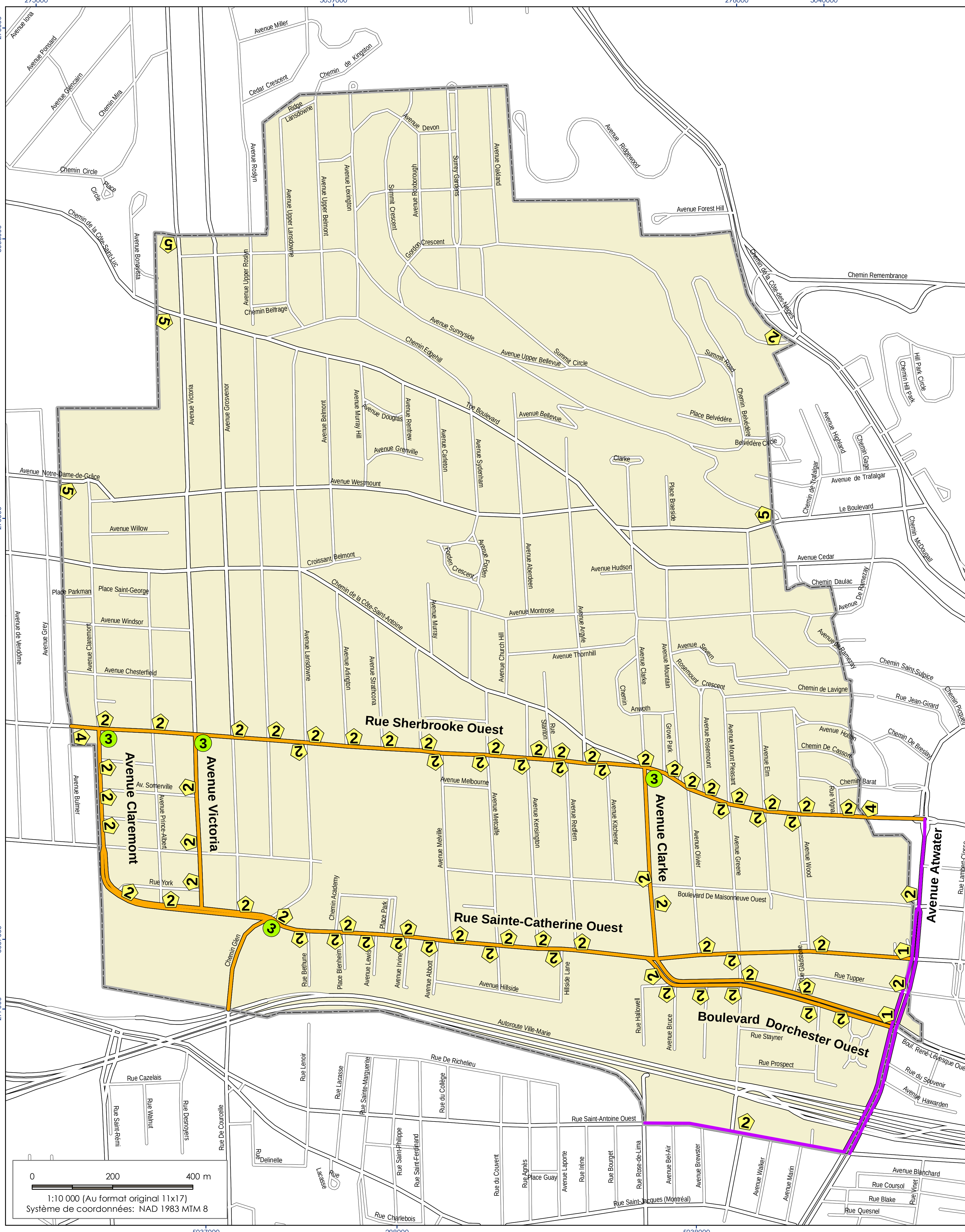
Client/Projet

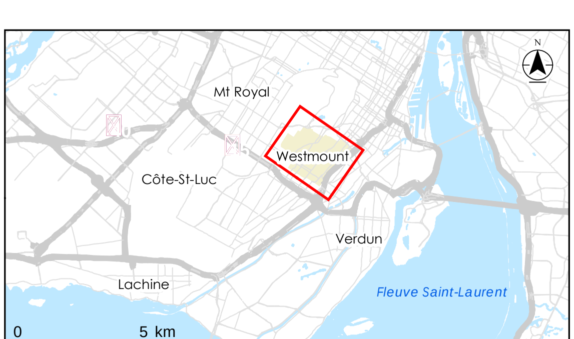
Ville de Westmount

Titre

Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils / Trucks and tool vehicles Traffic Regulation

Page 01 de 01





Limite municipale / Municipal Limit

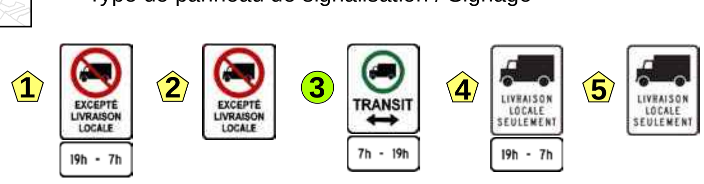
Circulation des camions et des véhicules-outils permise 24h / Truck and tool vehicle traffic allowed (24h)

Circulation des camions et des véhicules-outils permise entre 7h et 19h / Truck and tool vehicle traffic allowed between 7:00 a.m. and 7:00 p.m.

1 3 Identification du type de panneau de signalisation / Signage identification

Sources
Réseau routier : MERN, Adresse Québec, 2016
Limite municipale : World Street Map
Signalisation : Stantec, 2016

Type de panneau de signalisation / Signage



1060, boul. Robert-Bourassa, # 600
Montréal (Québec)
H3B 4V3
Téléphone: 514.281.1010
Télécopieur: 514.798.8790

Nº projet : 159400194-300
Nº dessin : C0001
Révision : 02
Date : 2017-11-20

Préparé par : Étienne Gagné
Dessiné par : Johanne Boulanger
Vérifié par : Philippe Roy
Chargé de projet : Étienne Gagné

Client/Projet

Ville de Westmount

Titre

Règlement sur la circulation des camions et des véhicules-outils / Trucks and tool vehicles Traffic Regulation

Prière de ne pas modifier les échelles de dimensions des plans/dessins transmis – toute erreur ou omission doit être rapportée à Stantec sans délai. Les droits d'auteur des plans et dessins demeurent la propriété de Stantec.
Toute reproduction ou utilisation pour tout autre motif autre que celui autorisé par Stantec est strictement interdite.

Fichier : \\cd1129-f01\projets_partages\159400194\GO\2_DocProjConcept\6_Geomatique\2_Carto\1_MXD\159400194-C0001-01_SignCamion_11x17_20171120.mxd Révision: 2017-11-20 Par: JBOULANGER

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.01

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1207135001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 afin de modifier les endroits où se tiendront les séance du conseil d'arrondissement des mois de mai et d'octobre

De modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 afin de modifier les endroits où se tiendront les séance du conseil d'arrondissement des mois de mai et d'octobre; Les séances ordinaires à venir seront donc tenues aux dates et endroits suivants :

Date	Heure	Lieu	Adresse
10 mars 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
14 avril 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
12 mai 2020	18 h 30	**Maison de la culture Janine Sutto**	**2550, rue Ontario Est**
9 juin 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 juillet 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 septembre 2020 (mercredi)	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
13 octobre 2020	18 h 30	**Salle du conseil**	**800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée**
10 novembre 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 décembre 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-27 08:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207135001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 afin de modifier les endroits où se tiendront les séance du conseil d'arrondissement des mois de mai et d'octobre

CONTENU

CONTEXTE

Modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 afin de modifier les lieux des conseils d'arrondissement des mois de mai et d'octobre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1192701061 (CA19 240477) - Adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020

DESCRIPTION

De modifier le calendrier des séances du conseil d'arrondissement de l'année 2020 en modifiant le lieu où se tiendra la séance du mois de mai, soit le 12 mai à la Maison de la culture Janine-Sutto, et le lieu où se tiendra la séance du mois d'octobre, soit le 13 octobre à la salle du conseil au 800, boul. De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.02

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1198309003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser dix-sept demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable

Refuser huit demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés (3001318425, 3001477766, 3001421735, 3001328106, 3001609475, 3001642895, 3001604439 et 3001642896) et neuf demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (3001631916, 3001695834, 3001624861, 3001630515, 3001641599, 3001641602, 3001658683, 3001571237 et 3001653436).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-31 10:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198309003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser dix-sept demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité compte des demandes de permis en suspens qui ont fait l'objet au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) d'un avis favorable avec conditions non remplies par les demandeurs ou d'un avis défavorable. Afin de compléter et de fermer ces dossiers, une décision formelle du Conseil d'arrondissement est nécessaire quant à leur refus ou à leur approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240478 - 2 octobre 2019 - Refuser quinze demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable.
CA19 240303 - 5 juin 2019 - Refuser une demande en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et une demande en suspens ayant reçu un avis favorable avec conditions non-remplies par les demandeurs concernés.

CA19 240071 - 24 avril 2019 - Résolution refusant l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs concernés.

CA16 240075 - 9 février 2016 - Résolution refusant l'ensemble des 28 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplies par les demandeurs concernés.

DESCRIPTION

La Division de l'urbanisme a produit une liste des dossiers en suspens qui ont fait l'objet d'un avis favorable avec conditions non remplies ou d'un avis défavorable du CCU. Au total, dix-sept demandes se retrouvent actuellement dans l'une de ces situations et nécessitent une décision du Conseil d'arrondissement.
Voici une brève description de ces dix-sept demandes :

1) Projet du 1184, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001318425) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition d'installer une enseigne en saillie perpendiculaire à la rue Sainte-Catherine Ouest.
- Dépôt de la demande le 28 juin 2017.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 23 novembre 2017 avec la condition de « Revoir la proposition d'affichage en reprenant le modèle déjà en place sur l'immeuble, ou en proposant un autre modèle sur un autre emplacement ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

2) Projet du 2309-2313, rue Cartier (demande 3001477766) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition de remplacer des portes et des fenêtres dans les mêmes ouvertures en façade de la rue Cartier.
- Dépôt de la demande le 4 décembre 2018.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 14 février 2019 avec la condition de « Remplacer la porte du rez-de-chaussée par une porte à 2 battants de largeur inégale, comme l'était vraisemblablement la porte d'origine ».
- Le délai de 60 jours est échu et le demandeur n'a toujours pas transmis une proposition révisée répondant à la condition du CCU.

3) Projet du 2055, rue Bishop (demande 3001421735) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition d'installer une enseigne à plat dans un secteur d'usage M.8.
- Dépôt de la demande le 5 mai 2018.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 9 août 2018 avec la condition de « Retailler le fond beige de l'enseigne pour remettre en valeur les ouvertures dans le panneau de pierre à l'arrière ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

4) Projet du 1877, rue Dufresne (demande 3001328106) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition de remplacer en façade une porte d'entrée et de transformer une porte par une fenêtre fixe surmontant un panneau de contreplaqué.
- Un avis d'infraction pour des travaux extérieurs sans permis a été remis sur place par un inspecteur le 6 juillet 2017.
- Dépôt de la demande le 7 août 2017.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 5 octobre 2017 avec la condition de « Reprendre l'installation de la fenêtre située dans l'ouverture sud, en l'alignant avec la hauteur du dessus de la porte, située dans l'ouverture nord. Ajouter une imposte au-dessus de ladite fenêtre, et finir le bas, les cadres et le pied-droit avec une tôle d'aluminium ».

- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

5) Projet du 3011, chemin Barat (demande 3001609475) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition de remplacer en façade les fenêtres dans les mêmes ouvertures existantes.
- L'inspecteur du secteur constate le remplacement de fenêtres sans permis le 21 juin 2019.
- À la suite d'échanges téléphoniques, un avis d'infraction de travaux sans permis a été signifié par huissier au propriétaire le 28 juin 2019.
- Dépôt de la demande le 4 juillet 2019.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 12 septembre 2019 avec la condition de « Installer sur la façade avant des fenêtres à carreaux en métal soudé de facture traditionnelle reproduisant les carreaux d'origine en verre plombé, et reconstruire les pieds-droits des fenêtres, tel que visible sur les bâtiments situés au 3005, 3007 et 3009, chemin Barat ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

6) Projet du 460, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001642895) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition d'installer une enseigne non lumineuse de forme carrée dans l'alcôve d'accès d'un bâtiment de 10 étages construit en 1910.
- Dépôt de la demande le 5 septembre 2019.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 10 octobre 2019 avec la condition de « Prévoir une enseigne non lumineuse d'un carré maximal de 0,6m de côté, suspendue au centre de l'alcôve. Cette enseigne serait la seule autorisée dans les limites de cette alcôve ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

7) Projet du 1220, rue Saint-Marc (demande 3001604439) - Avis favorable du CCU avec conditions non remplies

- Proposition de modifier le motif de parement en pierre en façade de la rue Bail, suite au permis 3000661373-17 autorisant l'agrandissement du bâtiment.
- Dépôt de la demande le 17 juin 2019.
- Recommandation favorable avec conditions par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 4 juillet 2019 avec les conditions que « Le parement de pierre naturelle doit respecter l'apparence du parement de pierre naturelle grise autorisé au permis n° 3000661373 en termes de dimension régulière des modules et des textures plus fines. Une pierre naturelle grise d'une autre spécification pourrait d'ailleurs être considérée » et « Pour la portion vitrée entre l'agrandissement et le bâtiment existant : respecter le concept présent au projet autorisé d'une paroi minimaliste vitrée distinguant le nouveau de l'ancien ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

8) Projet du 2035, rue Crescent (demande 3001642896) - Avis favorable du CCU avec condition non remplie

- Proposition de remplacer des fenêtres aux 2e et 3e étages d'un bâtiment construit en 1900.
- Dépôt de la demande le 5 septembre 2019.
- Recommandation favorable avec conditions par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 10 octobre 2019 avec la condition de « Proposer des fenêtres au 2e et 3e étages qui reprennent la forme et l'apparence d'origine de celles en place ».
- Une proposition révisée tenant compte de l'avis du CCU n'a jamais été transmise à l'arrondissement.

9) Projet du 4, place Ville-Marie (demande 3001631916) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'installer une enseignes à plat de type « nom d'occupant d'un immeuble » sur un immeuble d'intérêt de la réglementation d'urbanisme.
- Dépôt de la demande le 8 août 2019.
- Recommandation favorable avec condition par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 10 octobre 2019 considérant notamment que l'enseigne aurait un impact négatif sur le paysage de l'avenue McGill College.

10) Projet du 977, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001695834) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'apposer une pellicule sur le vitrage de 24 fenêtres du 2e au 5e étage à l'angle des rues Sainte-Catherine Ouest et Mansfield.
- Dépôt de la demande le 15 novembre 2019.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 12 décembre 2019 considérant notamment que les pellicules favoriseraient une apparence disparate du bâtiment.

11) Projet du 2274, rue d'Iberville (demande 3001624861) - Avis défavorable du CCU

- Proposition de remplacer la maçonnerie de la façade sans reproduire l'appareillage des linteaux et le la corniche.
- Dépôt de la demande le 7 août 2019.
- Les travaux sont déjà réalisés au moment du dépôt de la demande de permis.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 12 décembre 2019 considérant une perte significative du caractère original de l'immeuble.

12) Projet du 2071, rue Saint-Denis (demande 3001630515) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'installer une enseigne sur poteau dans la cour avant pour l'établissement « Prohibition ».
- Dépôt de la demande le 19 août 2019.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.

- Avis défavorable du CCU le 12 décembre 2019 considérant notamment que l'enseigne sur poteau cacherait le milieu ambiant et la vue sur l'immeuble.

13) Projet du 1671-1675, rue Plessis et du 1679-1683, rue Plessis (demandes 3001641599 et 3001641602) - Avis défavorable du CCU

- Proposition de remplacer en façade des portes et des fenêtres de deux bâtiments distincts et adjacents.
- Dépôt des demandes le 3 septembre 2019.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 12 décembre 2019 considérant notamment que les modèles de portes proposés ne reprennent pas la forme et l'apparence d'origine. Plus précisément, les portes en bois existantes devraient être réparées ou reproduites afin de favoriser la mise en valeur du bâtiment.

14) Projet du 800, rue De La Gauchetière Ouest (demande 3001658683) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'installer deux enseignes « nom d'occupant d'un immeuble » sur la Place Bonaventure pour « Rogers ».
- Dépôt de la demande le 26 septembre 2019.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 16 janvier 2020 considérant notamment que l'arrondissement n'encourage par l'installation d'enseignes « nom d'occupant d'un immeuble » sur les immeubles d'intérêt et que l'installation des deux enseignes n'aurait pas un impact positif sur la perception de l'immeuble.

15) Projet du 2326, rue Sherbrooke Est (demande 3001571237) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'un réfection des parements des façades en éliminant l'ensemble des linteaux arqués et des arches, de simplifier des panneaux décoratifs et d'éliminer toutes les insertions de pierre.
- Dépôt de la demande le 15 mai 2019.
- Recommandation défavorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 4 juillet 2019 considérant notamment que la façade, jusqu'ici intègre, perdrait plusieurs composantes d'origine.

16) Projet du 1230, rue Sainte-Catherine Ouest (demande 3001653436) - Avis défavorable du CCU

- Proposition d'installer une enseigne en saillie supplémentaire pour l'établissement « Oakley ».
- Dépôt de la demande le 19 septembre 2019.
- Recommandation favorable par la Division de l'urbanisme.
- Avis défavorable du CCU le 10 octobre 2019 considérant que l'établissement compte déjà deux enseignes à plat de taille importante.

JUSTIFICATION

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut pour toujours. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et d'inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la Division des permis et

inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes et évaluer, de concert avec le Services des affaires juridiques, les possibilités d'entamer des procédures judiciaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 11 février 2020
Refus des permis - février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-30

Jean-Philippe GAGNON
Agent de recherche

Tél : 514-868-3546
Télécop. :

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-01-31

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises

DEMANDE DE CERTIFICAT D'INSTALLATION D'ENSEIGNE
1184, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill
Demande de certificat : 3001318425

Demandeur : 9333-2575 Québec inc. a/s Sandra Campanelli
Concepteur : Même
Investissements : N/A

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Article 472.1.







Entrée des étages



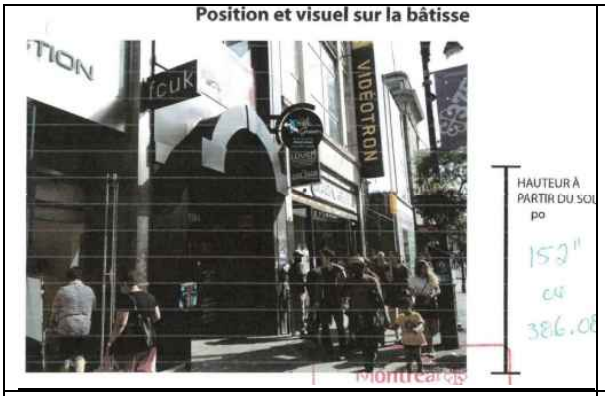
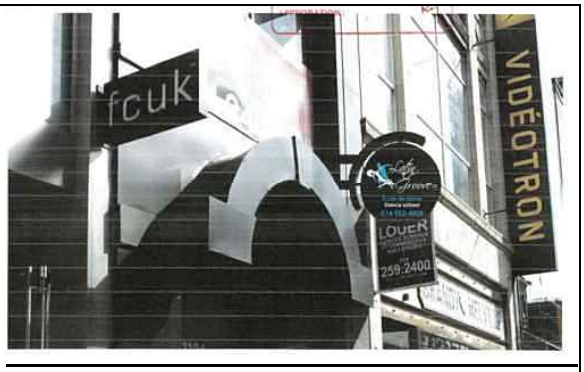
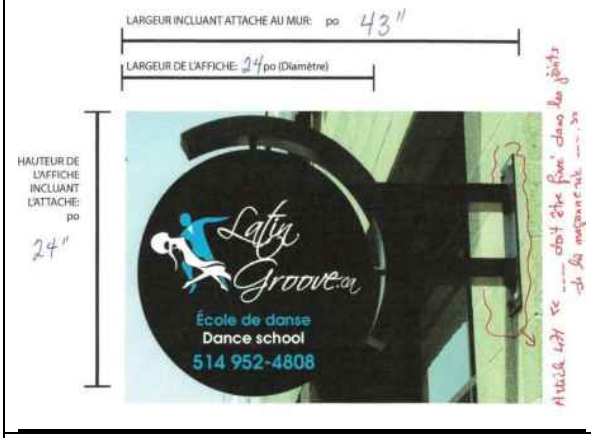
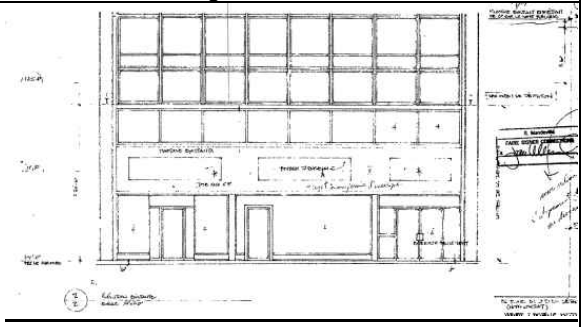
Emplacement prévu pour l'enseigne

Description

Après avoir été rénové en 1961 selon les dessins des architectes Crevier, Lemieux, Mercier, Caron pour en faire le siège social ultra-moderne de la société Aeterna-Vie, l'immeuble à l'étude fut remis au goût post-historique du jour en 1992 sous la direction de l'architecte Jean Marcil. Celui-ci, en rehaussant les vitrines sur 2 étages et en introduisant des pilastres, bandeaux et une marquise en granit rose au même niveau, a également retiré les surfaces d'affichage, au grand dam des locataires actuels.

Le demandeur propose d'installer une enseigne en saillie vraisemblablement recyclée sur le pilastre situé à l'extrémité Ouest de la façade, à la même hauteur qu'une enseigne rectangulaire existante. L'enseigne proposée est circulaire et vient avec une potence soulignant cette forme; les 2 enseignes, situées de chaque côté de l'entrée, ne seraient pas harmonisées. De plus, l'immeuble voisin a installé une enseigne de location à la même hauteur, qui enlèverait beaucoup de visibilité à l'affichage.

L'enseigne proposée est en aluminium noir, comme la potence; elle porte l'inscription « Latin Groove.ca – École de danse – Dance school », flanquée du numéro de téléphone et d'un dessin d'un couple en pleine action sur la piste.

<table>
<tr><td> 
</td><td> 
</td></tr>
<tr><td>Enseigne en saillie proposée</td><td>Agrandissement</td></tr>
<tr><td> 
</td><td>  </td></tr>
<tr><td>Détail</td><td>Façade avant 1992</td></tr>
</table>

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que : L'enseigne en saillie proposée ne s'harmonise pas aux enseignes déjà en place, et son emplacement n'offre pas une visibilité optimale.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, à la condition suivante :

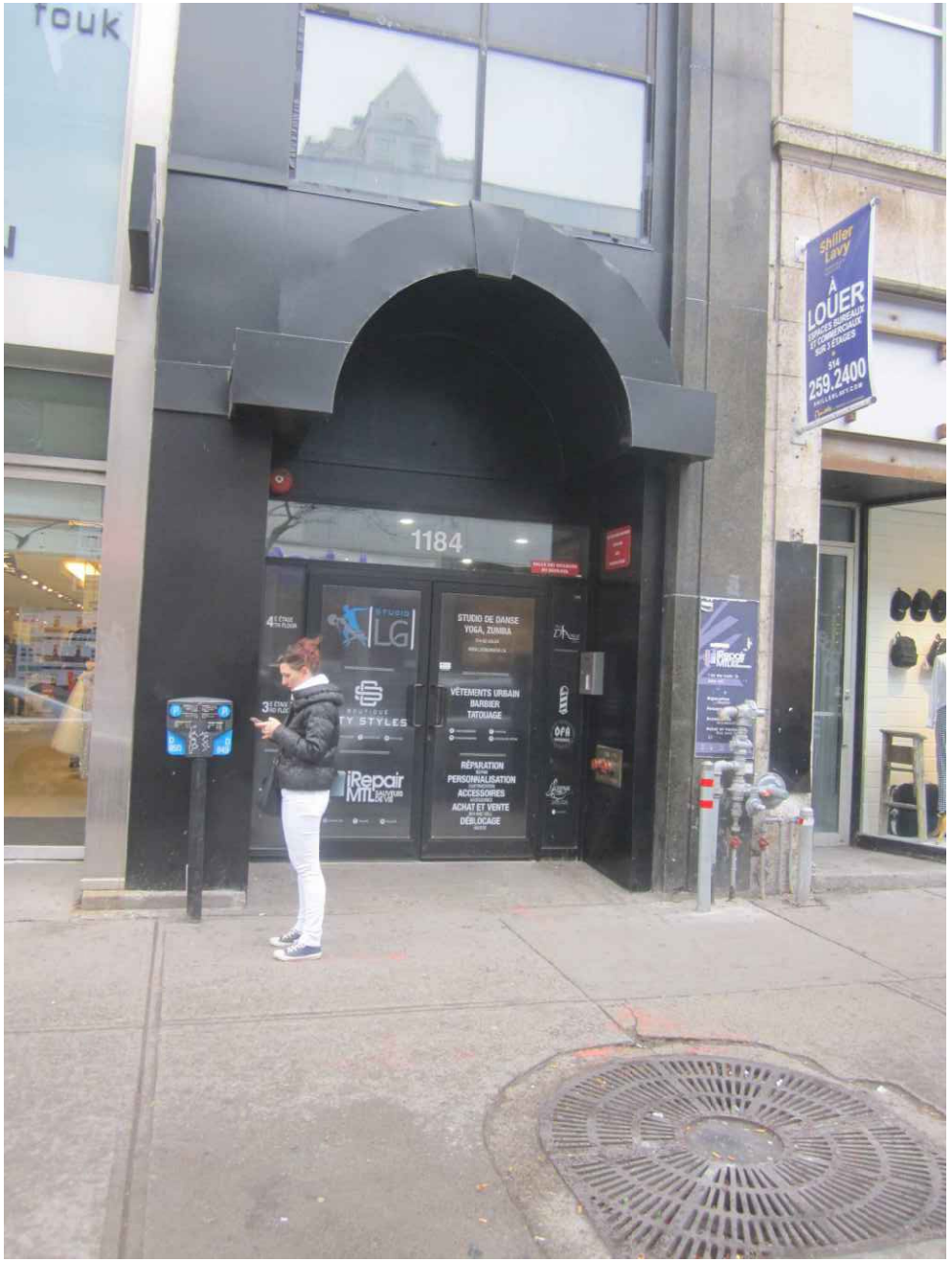
- **Revoir la proposition d'affichage en reprenant le modèle déjà en place sur l'immeuble, ou en proposant un autre modèle sur un autre emplacement.**

Francis Lefebvre
Architecte


fcuk
1184
LG

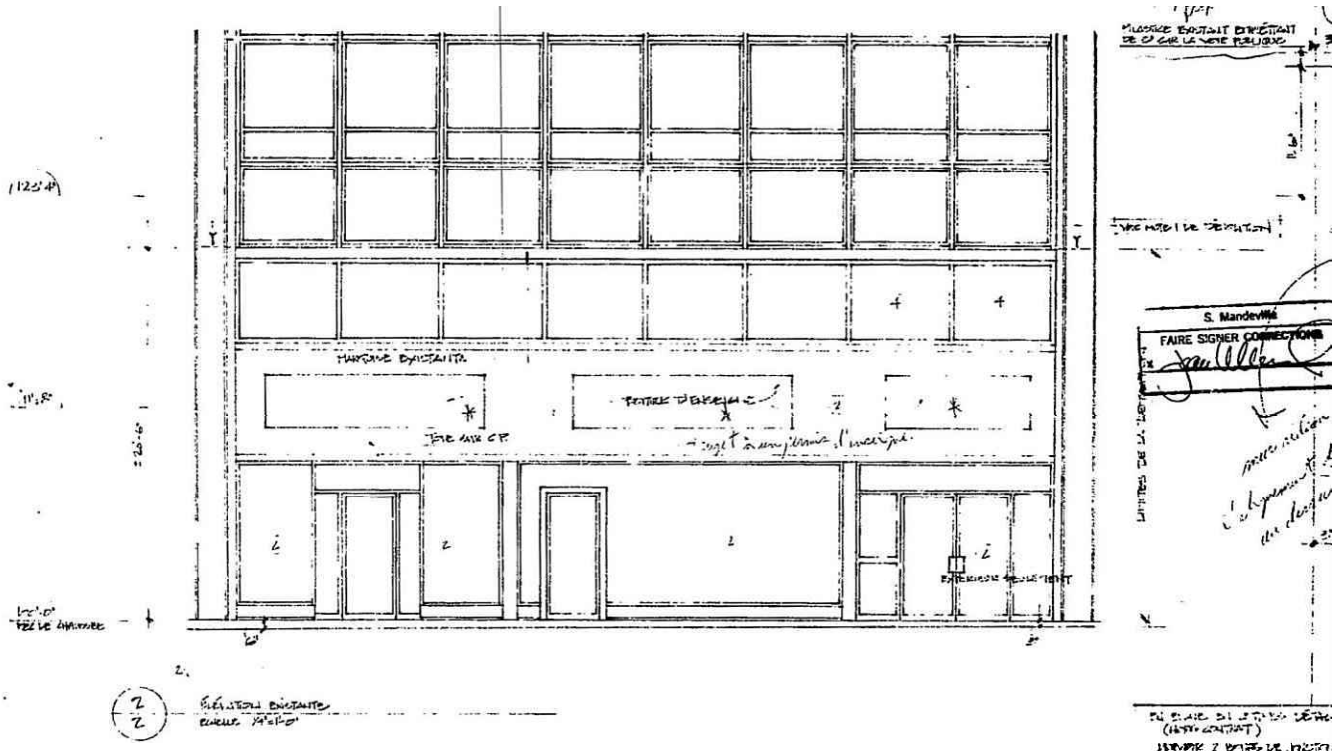

SAQ
22h
SAQ 22h
jbloom
FRENCH CONNECTION
fcuk
LG

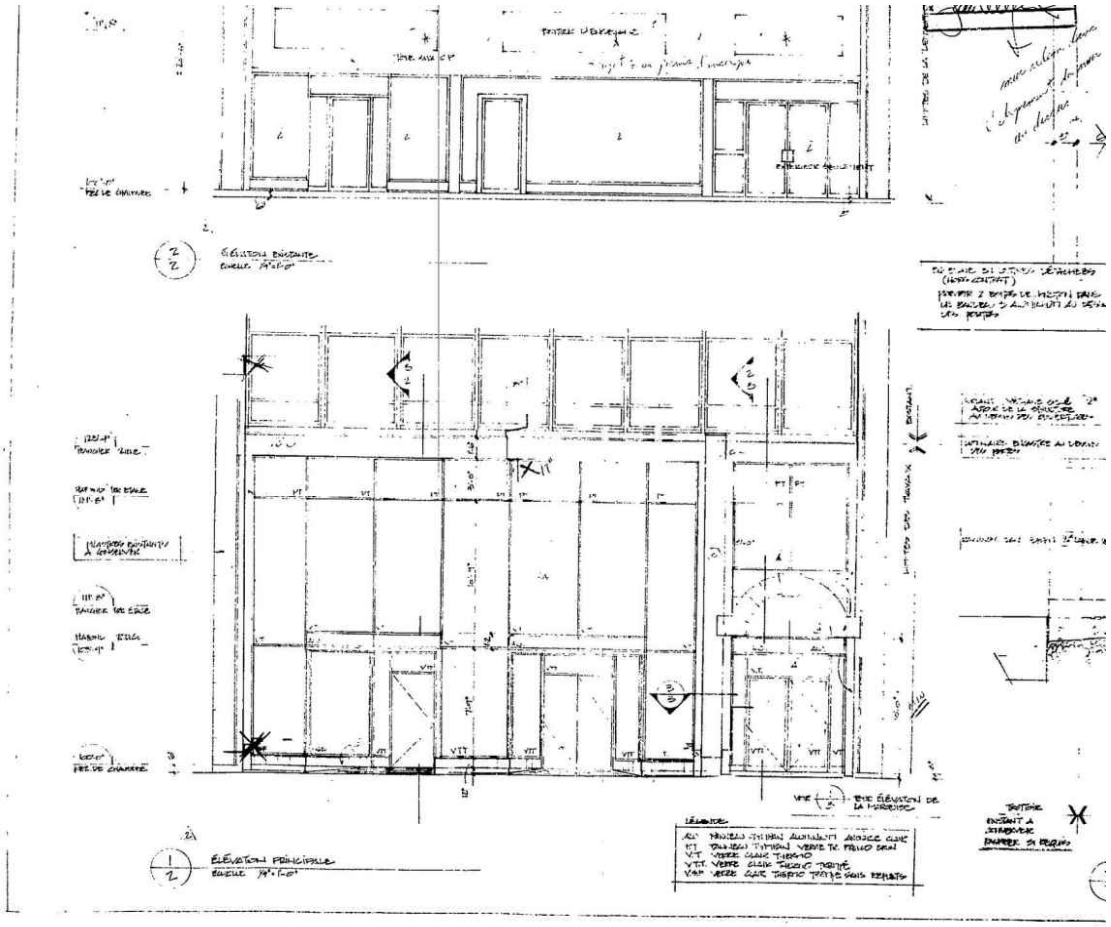

Shiller Lavy
À LOUER
ESPACES BUREAUX ET COMMERCIAUX SUR 3 ÉTAGES
514 259.2400
SHILLERLAVY.COM
86


1184
Shiller Lavy
À LOUER
514 259.2400
STUDIO DE DANSE YOGA, ZUMBA
VÊTEMENTS URBAIN BARBIER TATOUAGE
RÉPARATION PERSONNALISATION ACCESSOIRES ACHAT ET VENTE DÉBLOCAGE


fcuk
fcuk
FRENCH CONNECTION
fcuk
jbloom
LOUER


27.7%


FAIRE SIGNER CONNECTIONS
S. Mandeville





18 AOÛT 2017

Objet: Demande de certificat d'autorisation d'installation d'enseigne
No ref: 3001318425

ADRESSE:
Latin Groove
1184 Sainte-Catherine Ouest, 4ème étage Montréal, QC H3B 1K1
(514) 92SALSA

CONTACT: SANDRA CAMPANELLI
CELL: 514.952.4808



3001318425

Position et visuel sur la bâtisse



HAUTEUR À PARTIR DU SOL:
po

152"

ou

386.08 cm

Montréal
REÇU LE: 14 SEP. 2017
APPROBATION:



Expédition GRATUITE sur la plupart des commandes de plus de 49 $. Pour en savoir plus

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 14 SEP. 2017
APPROBATION :

Paulin
Modèle # 843-987 | N° UGS du magasin # 1000409306

Ancrages à manchon Dynabolt® 1/2X6

En vente en magasin seulement

3,39 $ / chaque

Stocks en magasin : 5 En stock
ST-HENRI

Allée 16, Section 003

Les prix et les quantités peuvent varier d'un magasin à un autre, et entre la vente en ligne et en magasin.



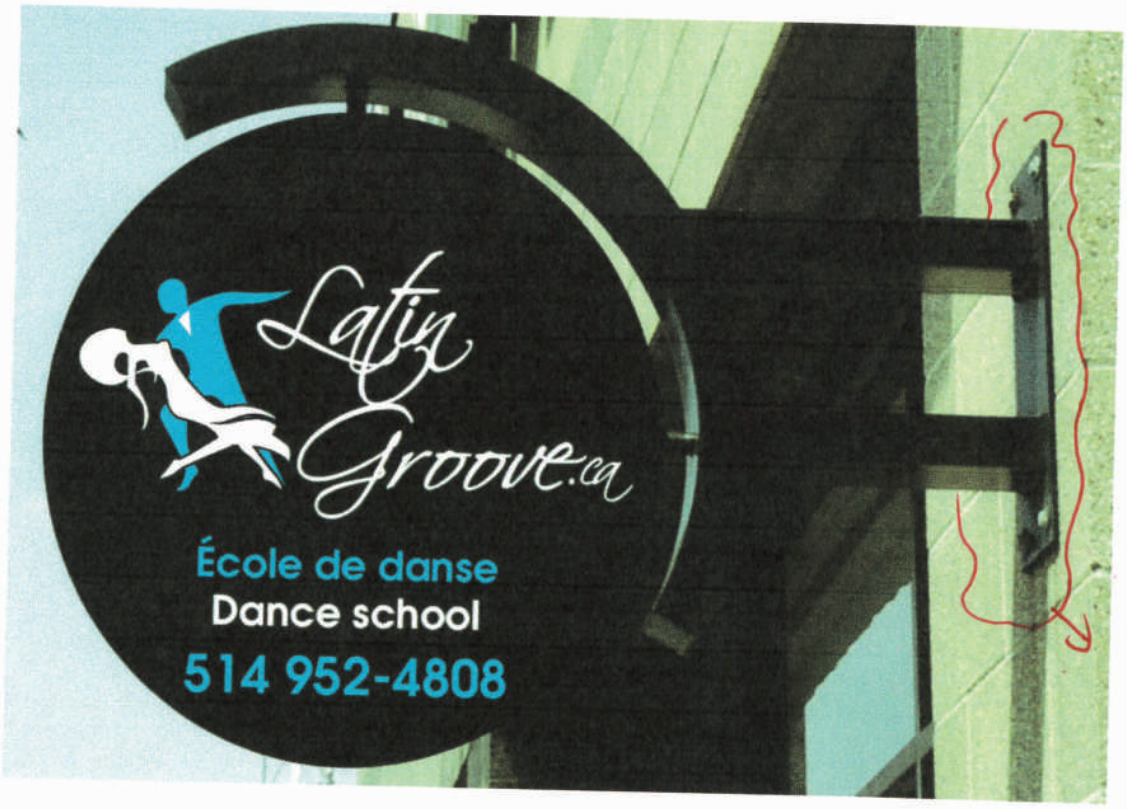
Look de l'Affiche et de l'attache

LARGEUR INCLUANT ATTACHE AU MUR: po 43"

LARGEUR DE L'AFFICHE: 24 po (Diamètre)

HAUTEUR DE L'AFFICHE INCLUANT L'ATTACHE: po

24"



Article 477 rr ---- doit être fixé dans les joints de la maçonnerie ---. >>

5"

LÉPAISSEUR DE L'AFFICHE: x po

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE: 14 SEP. 2017
APPROBATION: K1

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 novembre 2017
3001318425
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1184, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer une enseigne en saillie vraisemblablement recyclée sur le pilastre situé à l'extrémité ouest de la façade, à la même hauteur qu'une enseigne rectangulaire existante. L'enseigne proposée est circulaire et vient avec une potence soulignant cette forme. Les 2 enseignes, situées de chaque côté de l'entrée, ne seraient pas harmonisées. De plus, l'immeuble voisin a installé une enseigne de location à la même hauteur, qui enlèverait beaucoup de visibilité à l'affichage. L'enseigne proposée est en aluminium noir, comme la potence. Elle porte l'inscription « Latin Groove.ca – École de danse – Dance school », accompagnée du numéro de téléphone et d'un dessin d'un couple en pleine action sur la piste.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée ne s'harmonise pas aux enseignes déjà en place, et son emplacement n'offre pas une visibilité optimale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Revoir la proposition d'affichage en reprenant le modèle déjà en place sur l'immeuble, ou en proposant un autre modèle sur un autre emplacement.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Demande de permis de transformation – 3001477766
2309, rue Cartier
District électoral : Sainte-Marie

Demandeur : Catalina Gomez
Concepteur : Portes et fenêtres Sélection
Investissements : $ 21 700

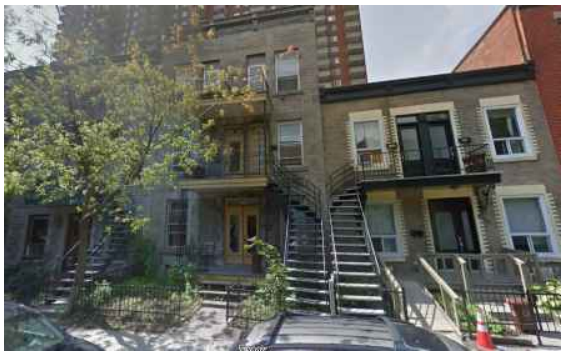
Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282),
Unité de paysage Côte-Sherbrooke.





2006



Bâtiment sur Cartier 2015



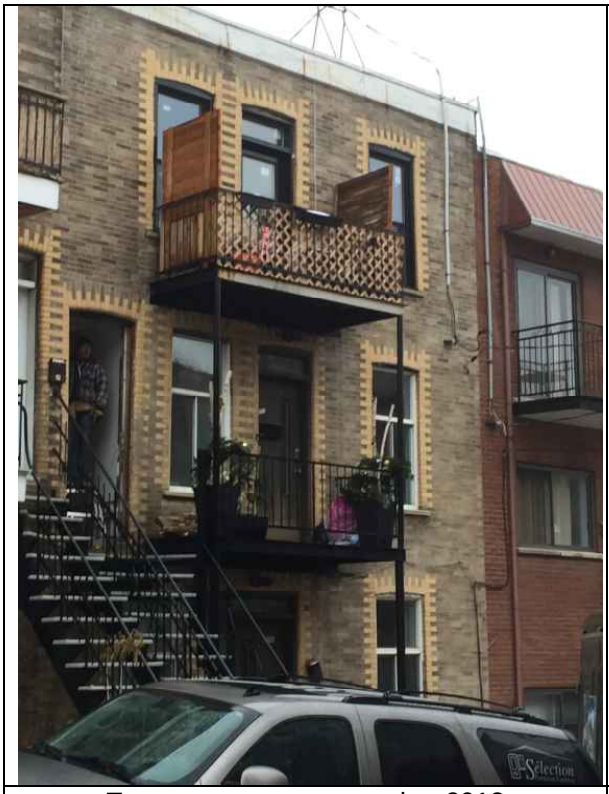
Autre bâtiment sur Cartier 2013

Description

Au mois de novembre dernier, l'inspecteur municipal eut la surprise de constater que des travaux de remplacement des portes et fenêtres étaient en cours sur l'immeuble vernaculaire à l'étude, s'inscrivant dans la traditionnelle course avant l'hiver.

Le choix des fenêtres, de la porte de balcon et des 2 portes d'entrée des logements des étages s'avère correspondre aux modèles d'origine présumés; toutefois, la porte d'entrée du logement du rez-de-chaussée jouit d'une ouverture plus large, qui laisse entendre qu'une porte double y était autrefois installée, alors que nous devons constater l'installation d'une porte simple flanquée d'un carreau latéral vitré fixe, tel que la porte remplacée.

Bon nombre de bâtiments sur cet îlot sont dotés ainsi d'une ouverture plus large que celle d'une porte simple, mais aucun n'est muni des éléments d'origine; toutefois, il en existe certains exemples sur la même rue.

	
Travaux en cours novembre 2018	Travaux terminés

Analyse et avis

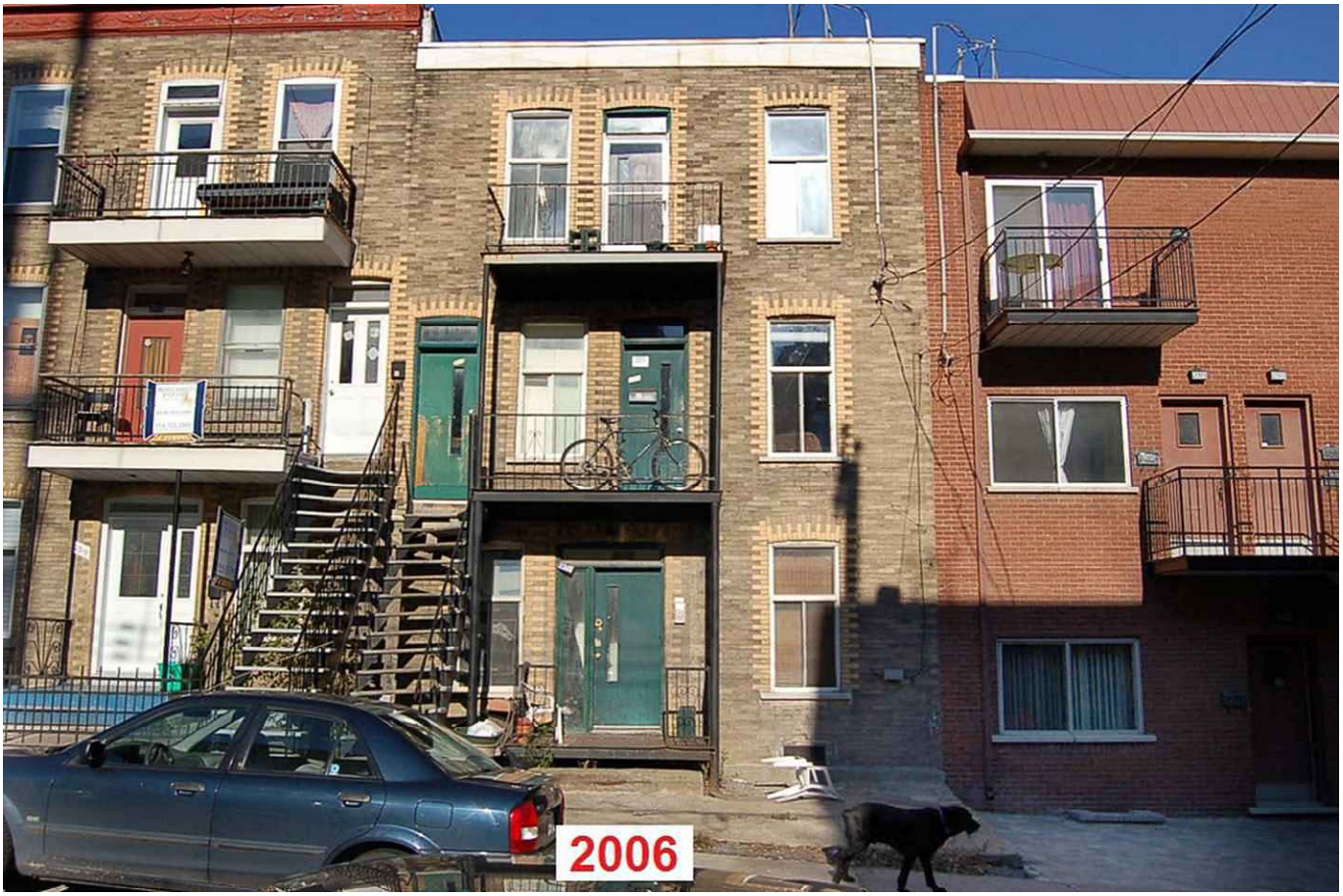
Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

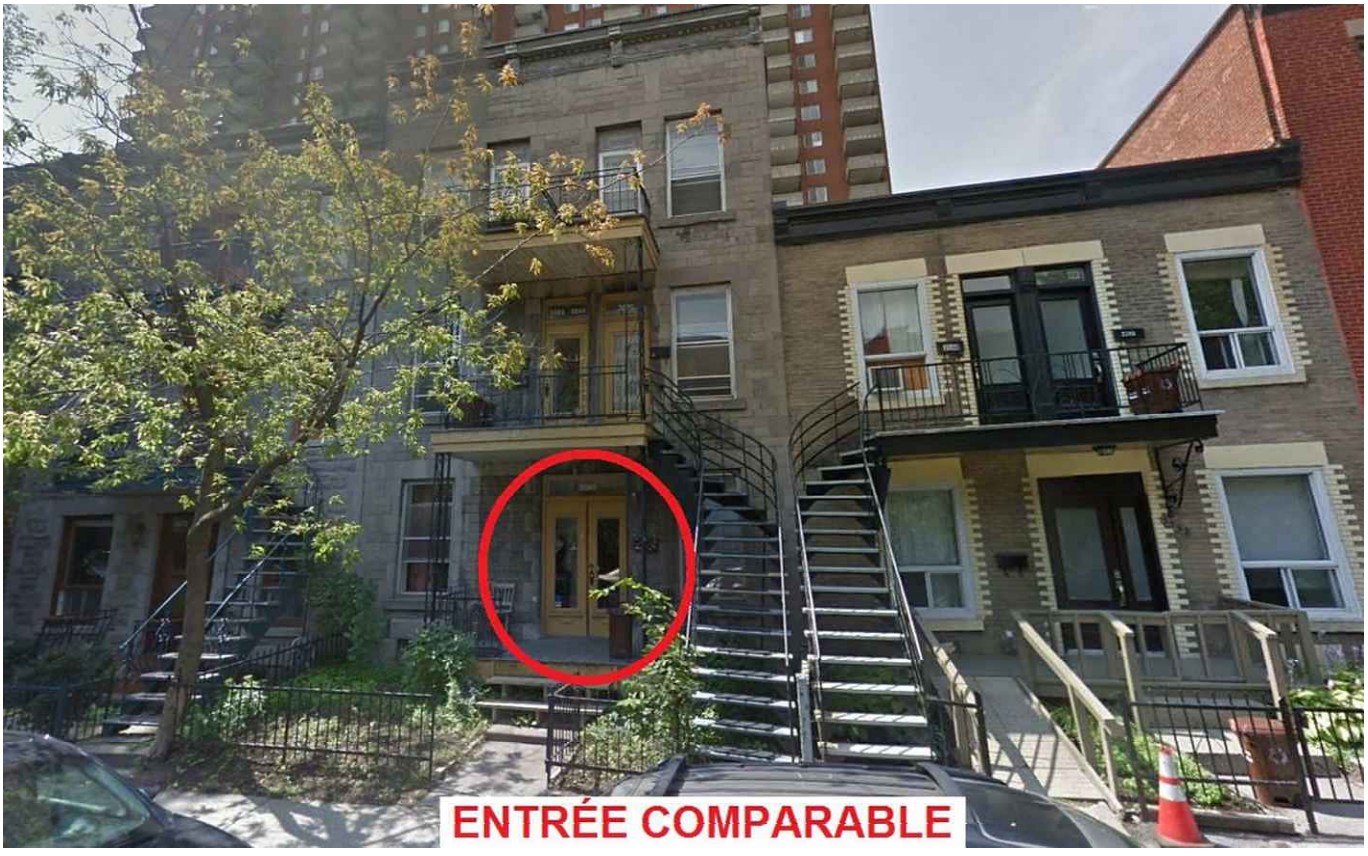
Considérant que : Une porte double à 2 battants ouvrants serait plus fidèle à l'origine et plus pratique, et occuperait l'ouverture de façon plus équilibrée.

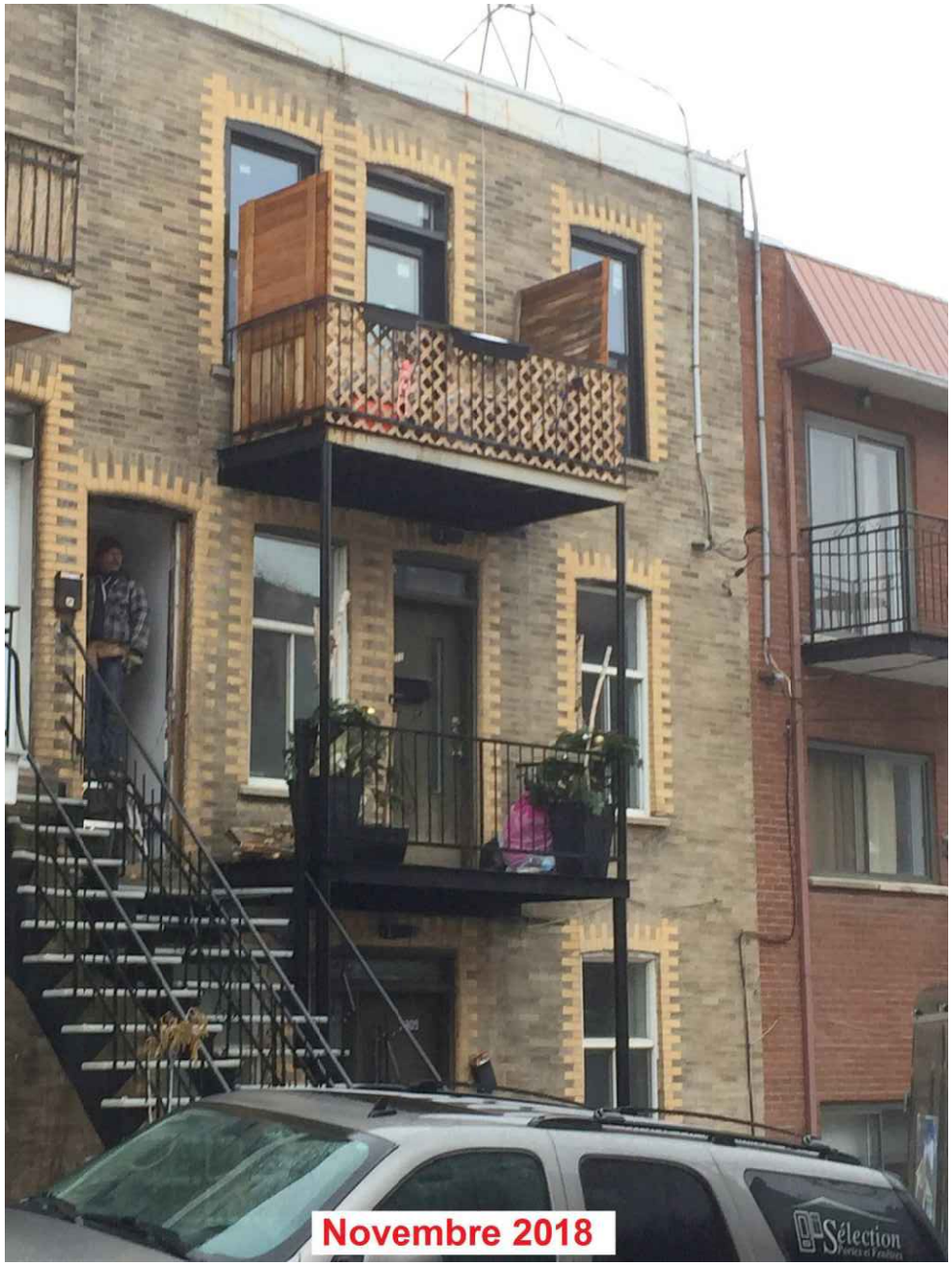
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, à la condition suivante :

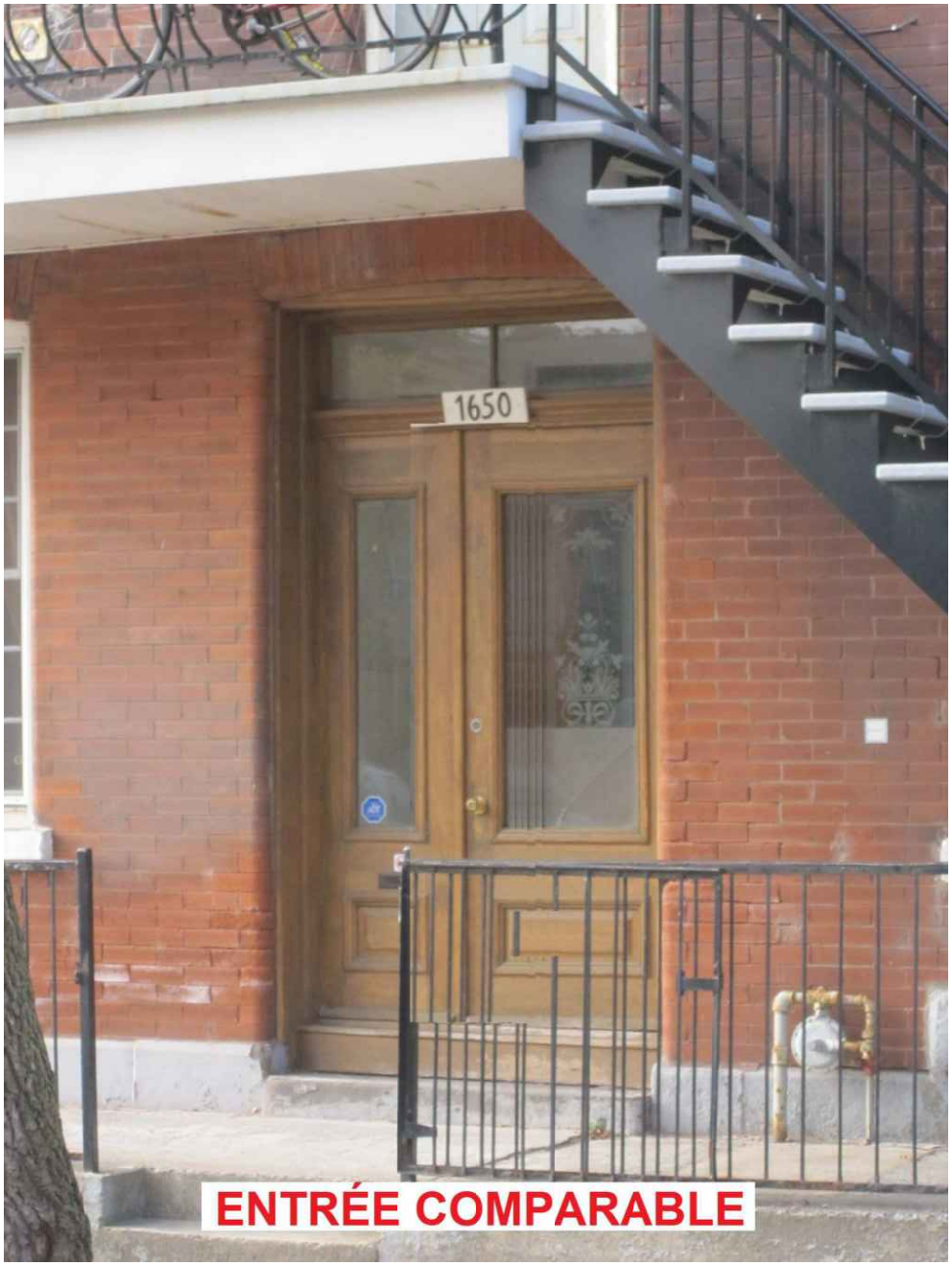
- **Remplacer la porte du rez-de-chaussée par une porte à 2 battants de largeur inégale, comme l'était vraisemblablement la porte d'origine.**

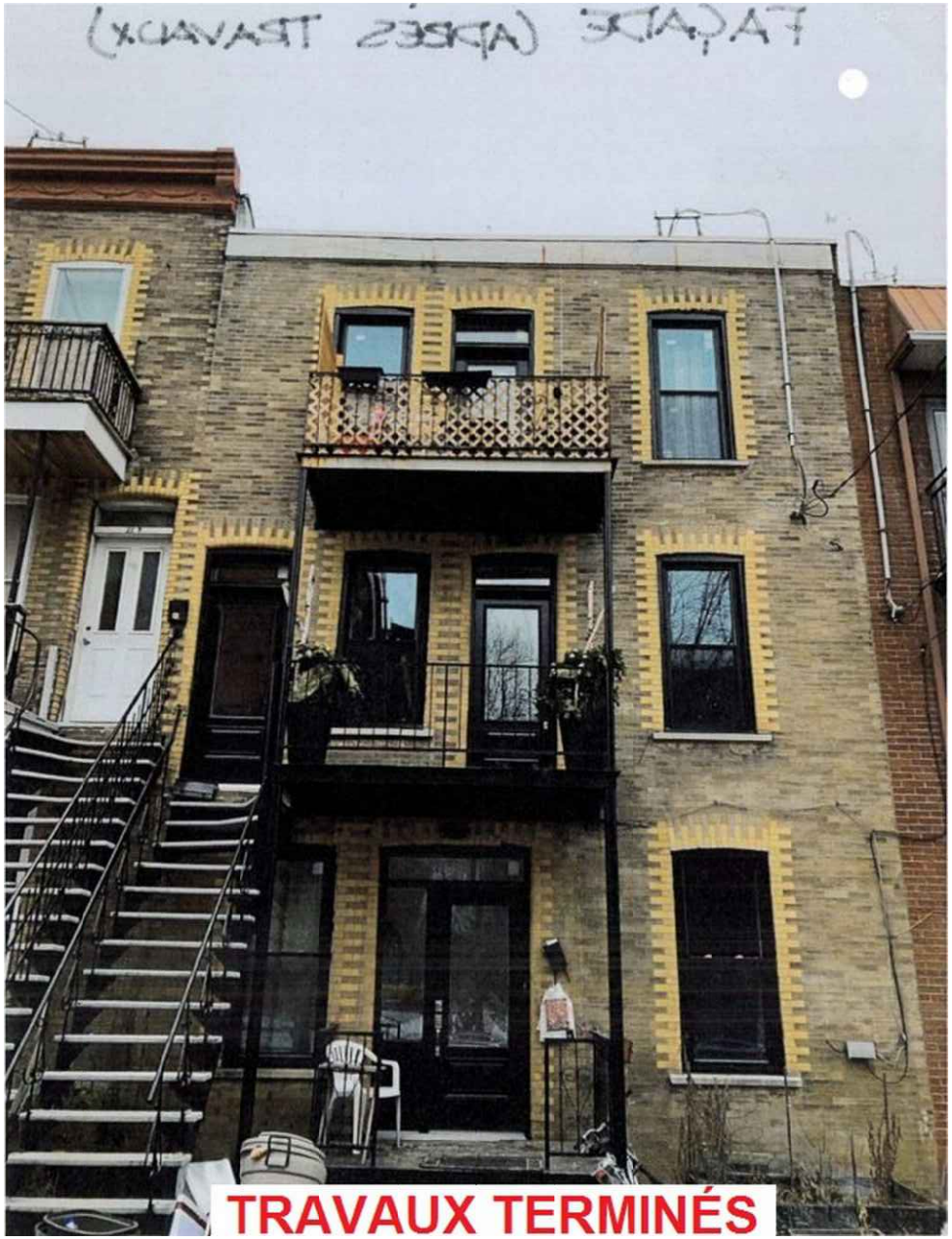
Francis Lefebvre
Architecte


2006


ENTRÉE COMPARABLE


Novembre 2018


1650
ENTRÉE COMPARABLE


TRAVAUX TERMINÉS

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001477766
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2309-2313, rue Cartier
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement des fenêtres, des 2 portes d'entrée et la porte du balcon. En novembre dernier, l'inspecteur municipal a constaté le début des travaux de remplacement des portes et fenêtres. Le choix des fenêtres, de la porte de balcon et des 2 portes d'entrée des logements des étages s'avère correspondre aux modèles d'origine présumés; toutefois, la porte d'entrée du logement du rez-de-chaussée jouit d'une ouverture plus large, qui laisse entendre qu'une porte double y était autrefois installée, alors que nous devons constater l'installation d'une porte simple flanquée d'un carreau latéral vitré fixe, telle que la porte remplacée. Bon nombre de bâtiments sur cet îlot sont dotés d'une ouverture plus large que celle d'une porte simple, mais aucun n'est muni des éléments d'origine ; toutefois, il en existe certains exemples sur la même rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Une porte double à 2 battants ouvrants serait plus fidèle à l'origine et plus pratique, et occuperait l'ouverture de façon plus équilibrée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer la porte du rez-de-chaussée par une porte à 2 battants de largeur inégale, comme l'était vraisemblablement la porte d'origine ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Demande de certificat d'enseigne – 3001421735
2055, rue Bishop
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : WXPY Canada inc. a/s Yao Xu
Concepteur : Même
Investissements : N/A

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Article 472.1.





2017



2018



2018

Description

Il s'agit d'une enseigne déjà installée sur un bâtiment de type néo-hollandais aux origines résidentielles, mais qui jouit d'une bonne surface d'affichage en raison de la présence d'une sorte de garde-corps en pierre au balcon du 2e étage.

Le demandeur a installé une enseigne trilingue à plat de 75 cm de hauteur qui s'insère juste dans l'espace disponible. Elle consiste en un boîtier muni d'une face couleur pierre, sur laquelle sont fixées des lettres détachées tridimensionnelles portant l'inscription « Nouilles de riz orientales » ainsi que les caractères « 东方米粉 » en rouge, et l'inscription « Oriental rice noodle house » en blanc. Le tout est précédé, dans l'ordre occidental de lecture, par un dessin un peu obscur faisant office de logo, où l'on distingue au clair de lune la mer agitée en avant-plan, au devant d'une plage semi-circulaire où l'on retrouve une promeneuse avec une ombrelle rouge, ainsi qu'une

construction indéterminée qu'on imagine être la maison des nouilles. Un caractère chinois solitaire flotte dans l'eau à l'avant-scène.

Le même logo se retrouve au haut des fenêtres et sur une enseigne lumineuse sur poteau plantée au bas de l'escalier, où se trouvait précédemment une boîte vitrée contenant le menu.

La hauteur de la nouvelle enseigne à plat est telle qu'elle occulte partiellement les ouvertures en forme de parenthèse qui servent à l'évacuation des eaux du balcon.

	
Proposition	Proposition

Analyse et avis

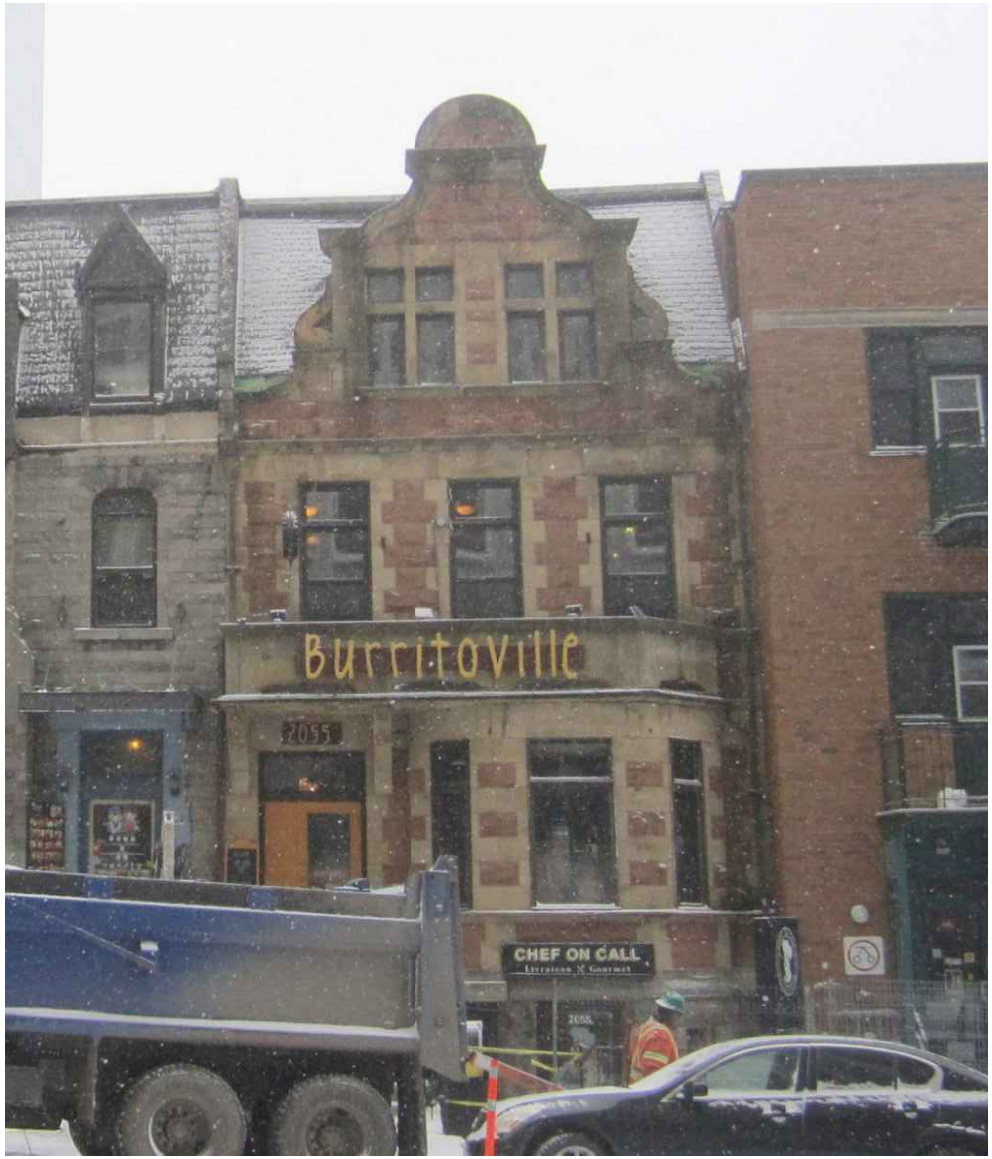
Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'enseigne cache partiellement des détails de maçonnerie et est assurément fixée dans la pierre.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, à la condition suivante :

- **Retailler le fond beige de l'enseigne pour remettre en valeur les ouvertures dans le panneau de pierre à l'arrière.**

Francis Lefebvre
Architecte


Burritoville
2055
CHEF ON CALL


Nouilles de RizOrientales
ORIENTAL RICE NOODLE HOUSE
2055
2055
Arrive à Montréal


Burritoville
CHEF ON CALL
DÉPANNEUR


Nouilles de Riz Orientales
Oriental Rice Noodle House
OUVERT


Nouilles de Riz Or
云尚米线 ORIENTAL RICE
2055


Nouilles de Riz Orientales
云尚米线 ORIENTAL RICE NOODLE HOUSE
2055




2055
2065
2055

Le Monde des Mots Ca Inc
E-mail: Wordworld8@yahoo.com

Application

Name: WXPY Canada Inc
Address: 2055 Rue Bisbop,Québec H3G 2E8
Telephone: 647-8931267

For Three-dimensional characters



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 08 MAI 2018
APPROBATION :

3001421735



DV : ±6 m

LF : ±6 m

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 08 MAI 2018
APPROBATION :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
9 août 2018
3001421735
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2055, rue Bishop
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une enseigne déjà installée sur un bâtiment de type néo-hollandais aux origines résidentielles, mais qui jouit d'une bonne surface d'affichage en raison de la présence d'une sorte de garde-corps en pierre au balcon du 2e étage. Le demandeur a installé une enseigne trilingue à plat de 75 cm de hauteur qui s'insère juste dans l'espace disponible. Elle consiste en un boîtier muni d'une face couleur pierre, sur laquelle sont fixées des lettres détachées tridimensionnelles portant l'inscription « Nouilles de riz orientales » ainsi que les caractères « 东方米粉 » en rouge, et l'inscription « Oriental rice noodle house » en blanc. Ces dernières sont flanquées du dessin d'une plage au clair de lune, ponctuée d'une promeneuse à ombrelle faisant face à l'esquisse d'une construction. Le même dessin se retrouve au haut des fenêtres et sur une enseigne lumineuse sur poteau planté au bas de l'escalier, où se trouvait précédemment une boîte vitrée contenant le menu. La hauteur de la nouvelle enseigne à plat est telle qu'elle occulte partiellement les ouvertures en forme de parenthèse qui servent à l'évacuation des eaux du balcon.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne cache partiellement des détails de maçonnerie et est assurément fixée dans la pierre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Retailler le fond beige de l'enseigne pour remettre en valeur les ouvertures dans le panneau de pierre à l'arrière.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Demande de permis de transformation – 3001328106
1877, rue Dufresne
District électoral : Sainte-Marie

Demandeur : Alexandre Archambault
Concepteur : Même
Investissements : $ 4 000

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques.





2007 bâtiment complet



2017



2017

Description

L'immeuble de 2 étages visé par la demande de permis fait partie d'un ensemble de 4 bâtiments vernaculaires de 2 logements érigés au tournant du XXe siècle. Le demandeur a entrepris de convertir l'édifice en maisonnette unifamiliale et, lors du remplacement des portes d'entrée (exécuté sans permis), il a remplacé la porte située du côté Sud par une fenêtre fixe surmontant un panneau de contreplaqué.

La fenêtre ainsi installée occupe adéquatement l'espace en largeur, et le propriétaire a laissé l'espace d'un pied-droit entre les 2 ouvertures, toutefois, le vitrage gagnerait à être descendu et installé à égalité avec le carreau vitré de la porte, en recréant au-dessus l'espace d'une imposte pour une insertion plus

harmonieuse. La porte du balcon et les fenêtres de l'étage ont également été remplacées, mais le tout s'est fait dans le respect des critères de reproduction des modèles d'origine.

Objectifs et critères applicables
Les travaux devraient viser l'atteinte des objectifs énumérés à l'article 105, soit :

Art. 105. *Les travaux de……. transformation, de restauration ou de remplacement d'une caractéristique architecturale doivent être compatibles avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et participer à structurer ainsi qu'à mettre en valeur le paysage de la rue en respectant les caractéristiques typo-morphologiques d'intérêt qui dominent et définissent l'unité de paysage.*

…….

Justification
Après avoir analysé les documents déposés le 7 août 2017, la Division de l'urbanisme et du développement économique estime que l'intervention proposée pourrait être bonifiée pour mieux s'insérer dans le front bâti environnant. Par conséquent, elle recommande au Comité consultatif d'urbanisme de se prononcer en faveur de la réalisation du projet, à la condition suivante :

a) Reprendre l'installation de la fenêtre située dans l'ouverture Sud, en la descendant à égalité avec le carreau vitré de la porte située dans l'ouverture Nord; ajouter une imposte au-dessus de ladite fenêtre, et finir le bas, les cadres et le pied-droit avec une tôle d'aluminium.

Francis Lefebvre
Architecte




D1X8X
1867
1865




1887
1885


1887
1885
1883



TRAVAUX CONCERNANT LE 1879 RUE DUFRESNE.

1- Réfection du balcon. Au minimum mettre un nouveau plancher, de préférence en fibre de verre.
2- Changement de fenêtre en avant. Les dimensions restent les mêmes.
3- Changements de la porte d'entrée. Les dimensions restent les mêmes.
4- Changement de la porte du balcon. Les dimensions restent les mêmes.
5- Changement d'une porte au rez-de-chaussée en fenêtre. La fenêtre utilise l'espace de la porte. La fenêtre est de dimension équivalente à l'ancienne porte.

Coût des travaux :

- Porte et fenêtre :	$2504.42
- Autre matériaux (jproc, bardeaux, silicone) :	$300
- Balcon :	$300 (approximatif).
- Location échelle	$200
- Matériaux pour balcons	$500 (approximatif)
- Temps	$0 (propriétaire fait les travaux).

Total : $3804.42

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 07 AOUT 2017
APPROBATION :

3001328106

manufacturier direct

PROFENEX INC.

PORTES ET FENÊTRES

Fabrication • Vente • Installation

Profenex
4890 Boul. Industriel, Sherbrooke, Qc. J1R 0P4
Tél: 819 566-5454
Fax: 819 566-5453
Courriel: info@profenex.com

FACTURE

CRÉÉ: 2017-03-24
DERNIÈRE MODIFICATION: 2017-03-31

PROJET: verre triple final MTL

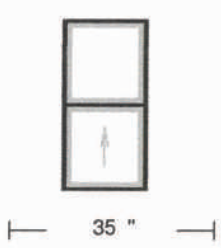
P.O.:

VENDU À:
ALEXANDRE ARCHAMBAULT
127 RUE GIRL'S CAMP
MANSONVILLE
J0E 1X0
Téléphone: (438)820-2530
chaletgama@gmail.com

LIVRÉ À:

ID: 003-44789

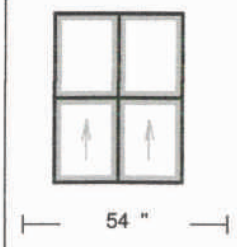
ITEM	QTE	CODE	TYPE DE PRODUIT	PRIX NET UNITAIRE
1	1	GS1	GUILLOTINE SIMPLE 1 SECTION(XO)	359.37 $



GUIL SIMPLE PVC BLANC 5 5/8 VERRE TRIPLE
DIMENSION CADRE SEULEMENT: 35 " X 72 "
FENÊTRE RENCONTRANT LA NORME EGRESS
VOLET DU BAS: Triple Intercept,TRIPLE LOW-E 2 x ARGON,3 mm
PARTIE FIXE DU HAUT: Triple Intercept,TRIPLE LOW-E 2 x ARGON,3 mm
BARRURE RÉGULIÈRE
MOUSTIQUAIRE ALUMINIUM BLANC C/G (DEMI)

TOTAL: 359.37 $

ITEM	QTE	CODE	TYPE DE PRODUIT	PRIX NET UNITAIRE
2	1	GS2	GUILLOTINE SIMPLE 2 SECTIONS(XO-XO)	614.43 $



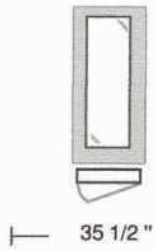
GUIL SIMPLE PVC BLANC 5 5/8 VERRE TRIPLE
DIMENSION CADRE SEULEMENT: 54 " X 71 "
FENÊTRE RENCONTRANT LA NORME EGRESS
VOLET DU BAS: Triple Intercept,TRIPLE LOW-E 2 x ARGON,3 mm
PARTIE FIXE DU HAUT: Triple Intercept,TRIPLE LOW-E 2 x ARGON,3 mm
BARRURE RÉGULIÈRE
MOUSTIQUAIRE ALUMINIUM BLANC C/G (DEMI)

Ville-Marie Montréal
REÇU LE : 07 AOUT 2017
APPROBATION :

TOTAL: 614.43 $

** Tous les items sont VUE EXTÉRIEUR.
Par: Mec-Inov inc -

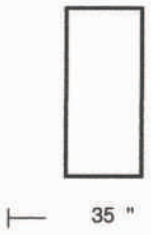
ITEM	QTE	CODE	TYPE DE PRODUIT	PRIX NET UNITAIRE
3	1	PS	PORTE SIMPLE: SÉRIE ACIER	381.25 $



000 - UNI BLANC 2 CÔTÉS
AVEC CAP DE VYNIL
SLAB DE PORTE (34)
22 X 64 ARGON TREMPÉ
COUPE FROID BLANC
DROITE EXTÉRIEUR
ÉPAISSEUR DU CADRE DES JAMBAGES: 1 1/4
PROFONDEUR DE CADRE DE 7 1/4"
PROFONDEUR DE SEUIL: 7 1/4" , SEUIL 7 1/4"
RECOUVREMENT EXTÉRIEUR EN PVC
RECOUVREMENT INTÉRIEUR EN PVC
PENTURES À BILLES ARGENT
GARANTIE 20 ANS
PERÇAGE 1 TROU 2 1/8 BACK SET @ 2 3/4

TOTAL: 381.25 $

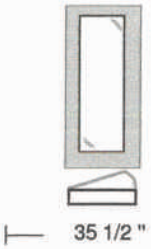
ITEM	QTE	CODE	TYPE DE PRODUIT	PRIX NET UNITAIRE
4	1	F1	G-FIXE 1 SECTION (F)	321.93 $



GROS CADRE FIXE PVC BLANC 5 5/8 FLUSH
DIMENSION CADRE SEULEMENT: 35 " X 77 "
FIXE
Triple Intercept,TRIPLE LOW-E 2 x ARGON,3 mm,

TOTAL: 321.93 $

ITEM	QTE	CODE	TYPE DE PRODUIT	PRIX NET UNITAIRE
5	1	PS	PORTE SIMPLE: SÉRIE ACIER	381.25 $



000 - UNI BLANC 2 CÔTÉS
AVEC CAP DE VYNIL
SLAB DE PORTE (34)
22 X 64 ARGON TREMPÉ
COUPE FROID BLANC
GAUCHE INTÉRIEUR
ÉPAISSEUR DU CADRE DES JAMBAGES: 1 1/4
PROFONDEUR DE CADRE DE 7 1/4"
PROFONDEUR DE SEUIL: 7 1/4" , SEUIL 7 1/4"
RECOUVREMENT EXTÉRIEUR EN PVC
RECOUVREMENT INTÉRIEUR EN PVC
PENTURES À BILLES ARGENT
GARANTIE 20 ANS
PERÇAGE 2 TROUS 2 1/8 @ 5 1/2" C/C BACK SET @ 2 3/4

TOTAL: 381.25 $

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE: 07 AOUT 2017
APPROBATION

** Tous les items sont VUE EXTÉRIEUR.
Par: Mec-Inov inc -

ID: 003-44789

Client: _____

Vendeur: _____
SUPERUSER

Date: _____

SOUS-TOTAL:	**2058.23 $**
FRAIS DE TRANSPORT:	120.00 $
TPS (5.00 %) :	108.91 $
TVQ (9.9750 %) :	217.28 $
TOTAL:	**2504.42 $**
ACOMPTE:	500.00 $
NOUVEAU TOTAL:	**2004.42 $**

Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 07 AOUT 2017

APPROBATION :

** Tous les items sont VUE EXTÉRIEUR.
Par: Mec-Inov inc -

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 octobre 2017
3001328106
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1877, rue Dufresne
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à convertir l'édifice en maisonnette unifamiliale, à remplacer les portes d'entrée (exécuté sans permis) et à remplacer la porte située du côté sud par une fenêtre fixe surmontant un panneau de contreplaqué. La fenêtre ainsi installée occupe adéquatement l'espace en largeur, et le propriétaire a laissé l'espace d'un pied-droit entre les 2 ouvertures. Toutefois, le vitrage gagnerait à être descendu et installé à égalité avec le carreau vitré de la porte, en recréant au-dessus l'espace d'une imposte pour une insertion plus harmonieuse. La porte du balcon et les fenêtres de l'étage ont également été remplacées, mais le tout s'est fait dans le respect des critères de reproduction des modèles d'origine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention proposée pourrait être bonifiée pour mieux s'insérer dans le front bâti environnant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Reprendre l'installation de la fenêtre située dans l'ouverture sud, en l'alignant avec la hauteur du dessus de la porte, située dans l'ouverture nord. Ajouter une imposte au-dessus de ladite fenêtre, et finir le bas, les cadres et le pied-droit avec une tôle d'aluminium.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS
3011, chemin Barat
District électoral : Peter-McGill
Demande de certificat : 3001609475

Demandeur : M. Jordan Pascal
Concepteur : n/d
Investissements : 62 840$

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Flanc ouest.


Localisation


Situation récente

Description

Le bâtiment à l'étude fait partie d'un ensemble remarquable de style Arts and Crafts construit en 1928 selon les dessins des architectes Shorey et Ritchie. La demande vise le remplacement, déjà exécuté, des fenêtres de verre plombé en façade avant. Les nouvelles fenêtres possèdent une grille en tiges cylindriques de fini gris métallique, insérée entre les verres des unités scellées. Les pieds-droits séparant les fenêtres quadruples du rez-de-chaussée et triples du 2^{e} étage ont été éliminés par l'installation de fenêtres réunies dans chaque ouverture existante.

De nouvelles portes et fenêtres ont aussi été remplacées dans les ouvertures inchangées sur la façade arrière et dans les lucarnes. Certaines d'entre elles possèdent de faux croisillons de même couleur que les cadres, insérés également entre les verres des unités scellées.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105, 127 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Le modèle de fenêtre installé en façade avant ne reproduit pas la forme et l'apparence des fenêtres d'origine, tel que visible sur certains bâtiments voisins faisant partie du même ensemble.

Considérant que : Les modèles de portes et de fenêtres installés sur la façade arrière sont compatibles avec les caractéristiques architecturales du bâtiment.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :

- **installer sur la façade avant des fenêtres à carreaux en métal soudé de facture traditionnelle reproduisant les carreaux d'origine en verre plombé, et reconstruire les pieds-droits des fenêtres, tel que visible sur les bâtiments situés aux 3005, 3007 et 3009, chemin Barat;**
- **déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition;**
- **à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Responsable du dossier
Monique Gascon
Architecte
Mise à jour 3 septembre 2019

Extrait des plans du permis de construction d'origine en 1928



Fenêtres installées en façade avant et fenêtres d’origine des bâtiments voisins





















Façade arrière





Portes et fenêtres installées en façade arrière







Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 septembre 2019
3001609475
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3011, chemin Barat
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	Le bâtiment à l'étude fait partie d'un ensemble remarquable de style Arts and Crafts construit en 1928 selon les dessins des architectes Shorey et Ritchie. La demande vise le remplacement, déjà exécuté, des fenêtres de verre plombé en façade avant. Les nouvelles fenêtres possèdent une grille en tiges cylindriques de fini gris métallique, insérée entre les verres des unités scellées. Les pieds-droits séparant les fenêtres quadruples du rez-de-chaussée et triples du 2e étage ont été éliminés par l'installation de fenêtres réunies dans chaque ouverture existante. De nouvelles portes et fenêtres ont aussi été remplacées dans les ouvertures inchangées sur la façade arrière et dans les lucarnes. Certaines d'entre elles possèdent de faux croisillons de même couleur que les cadres, insérés également entre les verres des unités scellées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105, 127 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le modèle de fenêtre installé en façade avant ne reproduit pas la forme et l'apparence des fenêtres d'origine, tel que visible sur certains bâtiments voisins faisant partie du même ensemble.
Considérant que :	Les modèles de portes et de fenêtres installés sur la façade arrière sont compatibles avec les caractéristiques architecturales du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer sur la façade avant des fenêtres à carreaux en métal soudé de facture traditionnelle reproduisant les carreaux d'origine en verre plombé, et reconstruire les pieds-droits des fenêtres, tel que visible sur les bâtiments situés aux 3005, 3007 et 3009, chemin Barat ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNES
460, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Saint-Jacques
Demande de permis : 3001642895

Demandeur : M Husni Barbar
Concepteur : M Husni Barbar
Investissements : n/a

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Le bâtiment est situé dans l'unité de paysage « Sainte-Catherine Centre » au Règlement d'urbanisme.





Description

La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne non-lumineuse de forme carré d'environ 1.25 mètre de côtés dans l'alcôve d'accès d'un bâtiment de 10 étages datant de 1910, selon les registres de la ville. L'enseigne consiste en une plaque d'acier inoxydable avec l'insertion de lettre en plexiglass de couleur bleue. L'enseigne est fixée au mur latéral de l'alcôve, à proximité du soffite.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : La suspension est un mode d'accrochage existant pour les enseignes de certains commerces de ce bâtiment (H&M et Best Buy) ;

Considérant que : Une seule enseigne non-lumineuse et de dimensions réduites pourrait être envisagée dans cette alcôve d'accès commun du bâtiment ;

Considérant que : L'installation asymétrique dans un coin de l'alcôve convient peu à la composition générale du bâtiment. ;

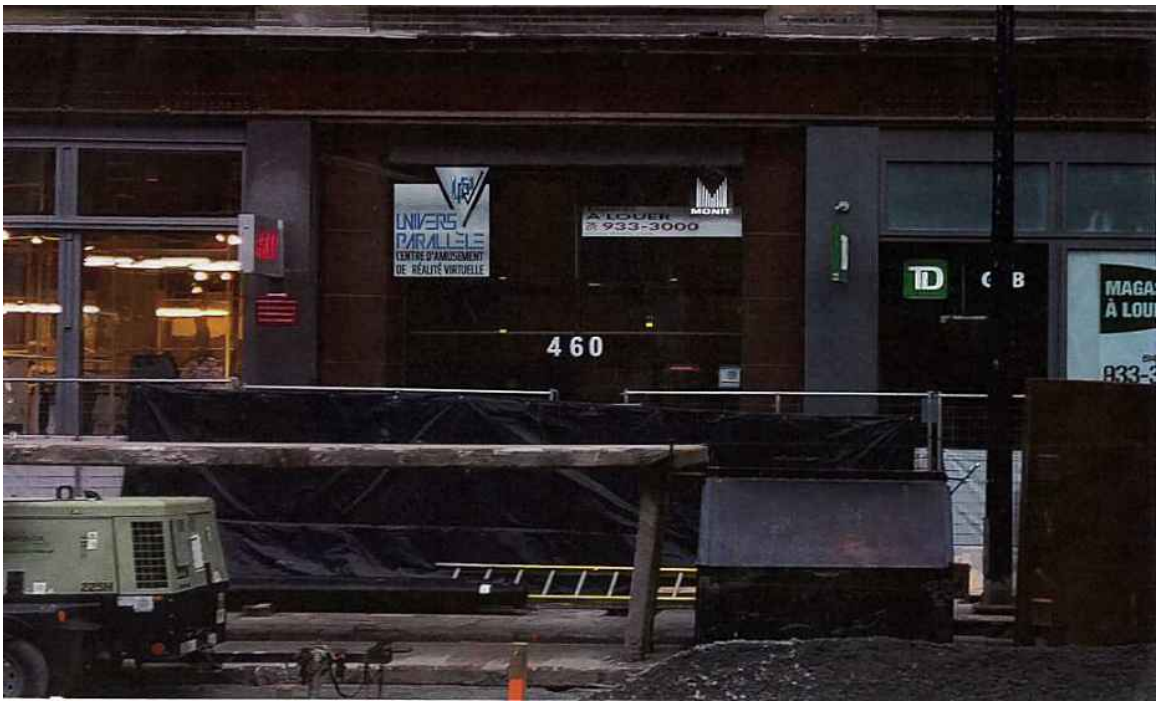
Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 30 août 2019, la Division de l'urbanisme recommande **favorablement** le projet.

La recommandation favorable est cependant assortie des conditions suivantes :

- Prévoir une enseigne non-lumineuse d'un carré maximal de 0.6 mètre de côté, suspendue au centre de l'alcôve. Cette enseigne serait la seule autorisée dans les limites de cette alcôve ;
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour 2 octobre 2019



Proposition des demandeurs

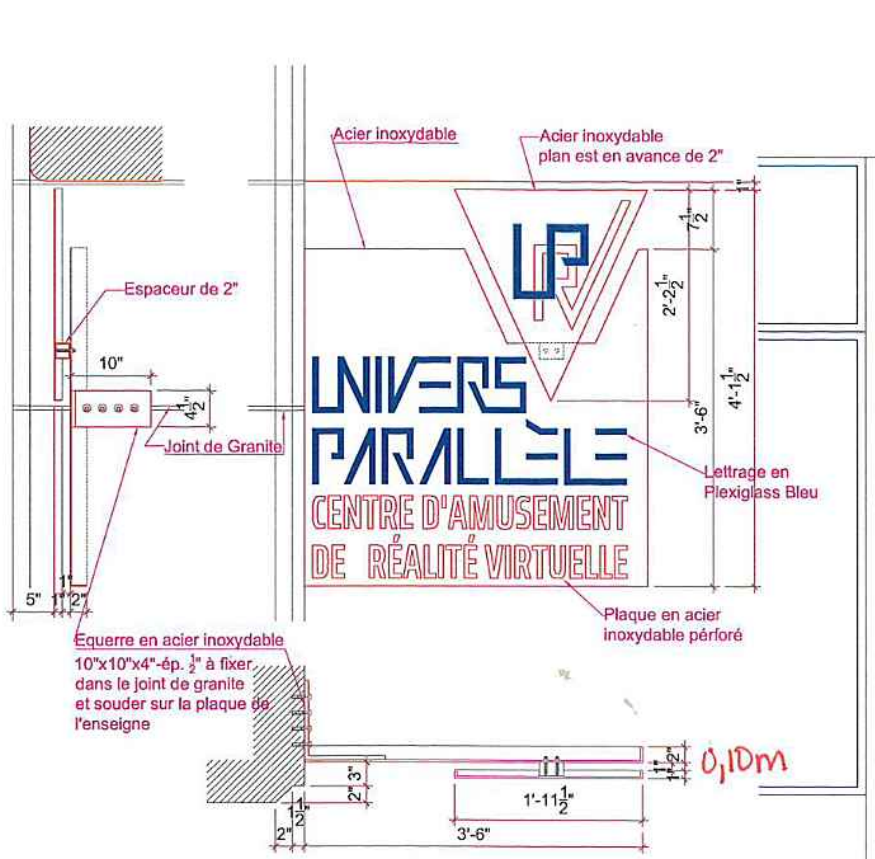
460, rue Sainte-Catherine Ouest

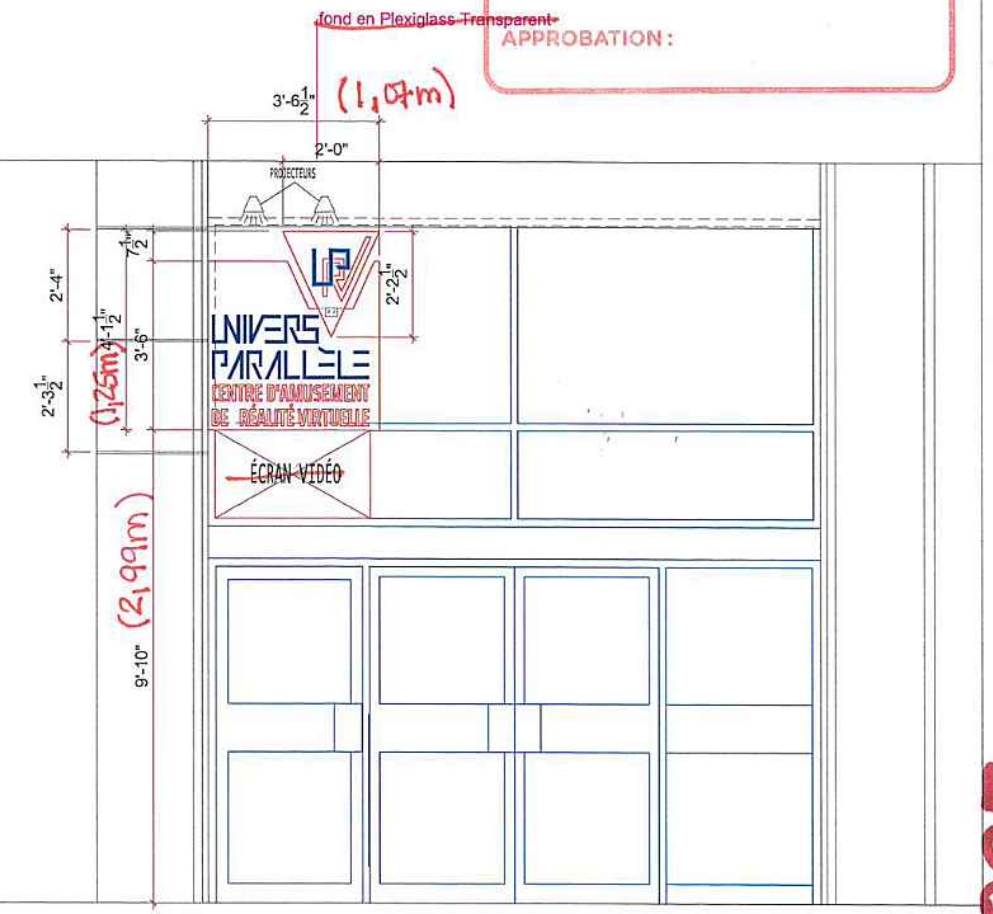


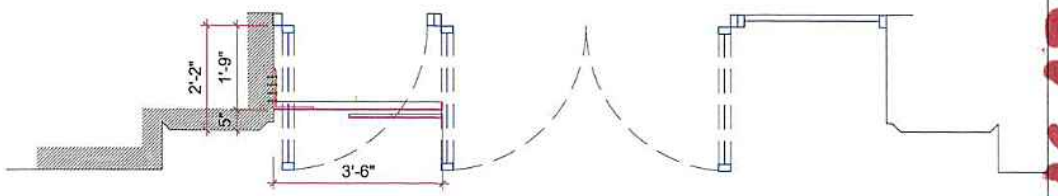


Photo 2016

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 05 SEP. 2019
APPROBATION :







Superficie d'enseigne: 1,33m²

ENSEIGNE UNIVERS PARALLÈLE
B1-460 RUE STE-CATHERINE OUEST
PROPOSITION REV02

3001642895


UNIVERS
PARALLÈLE
CENTRE D'AMUSEMENT
DE RÉALITÉ VIRTUELLE


UNIVERS
PARALLÈLE
CENTRE D'AMUSEMENT
DE RÉALITÉ VIRTUELLE
MONIT
À LOUER
933-3000
460
TD

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001642895
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	460, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne non lumineuse de forme carrée d'environ 1,25 m de côtés dans l'alcôve d'accès d'un bâtiment de 10 étages datant de 1910, selon les registres de la ville. L'enseigne consiste en une plaque d'acier inoxydable avec l'insertion de lettre en plexiglas de couleur bleue. L'enseigne est fixée au mur latéral de l'alcôve, à proximité du soffite.
Élément particulier :	Aucun
Remarques importantes :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La suspension est un mode d'accrochage existant pour les enseignes de certains commerces de ce bâtiment (H&M et Best Buy).
Considérant qu' :	Une seule enseigne non lumineuse et de dimensions réduites pourrait être envisagée dans cette alcôve d'accès commun du bâtiment.
Considérant que :	L'installation asymétrique dans un coin de l'alcôve convient peu à la composition générale du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une enseigne non lumineuse d'un carré maximal de 0,6 m de côté, suspendue au centre de l'alcôve. Cette enseigne serait la seule autorisée dans les limites de cette alcôve.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

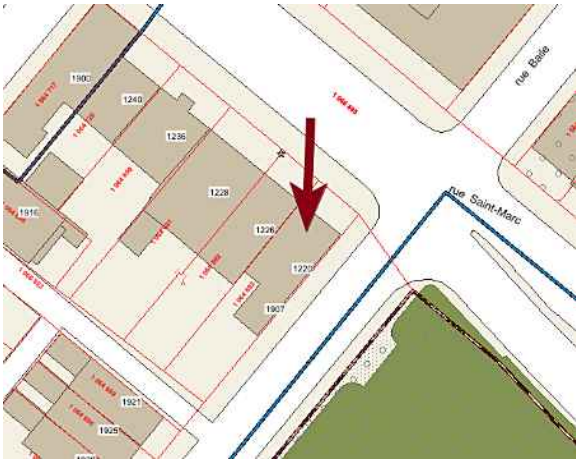
Demande de permis de transformation - #3001604439
1220, rue Saint-Marc
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Investissements Yacout inc.
Concepteur : Robert Constantin, architecte
Investissements : S.o.

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- Unité de paysage Maison en rangée ;
- Aire de protection de la Maison Shaugnessy.

Une version antérieure du projet a été présentée au comité en juillet, octobre et novembre 2016, ainsi qu'en janvier 2019 et a reçu à ces occasions des avis favorables conditionnels de la part des membres du comité.





Description
Le projet vise la modification du parement de l'agrandissement d'un bâtiment victorien du village Shaugnessy, construit en 1880 selon les registres de la ville. Le projet d'agrandissement, autorisé en 2017, est toujours en chantier.

La version autorisée du projet utilisait une pierre naturelle grise St-Marc en deux finis meulés et bouchardés, dans des modules réguliers de 60mm par 45mm. Suite à des difficultés d'approvisionnement doublées de conditions de chantier, le demandeur propose une modification des l'apparence des modules de pierre.

Les nouveaux modules (toujours de pierre St-Marc) présentent des dimensions variées, en continuité du parement de pierre grise de Montréal du bâtiment d'origine agrandi. Ils présentent une texture généralement embossée, à l'exception de deux bandes présentant un fini meulé.

Les murs intérieurs de l'alcôve de l'escalier d'issue qui ouvre sur la ruelle sont revêtus de brique d'argile rouge lisse d'un format modulaire.
Le projet en cours de construction présente également des différences dans les proportions des ouvertures et des niveaux relativement au projet autorisé par le permis # 3000661373. L'espace

en retrait entre le bâtiment d'origine et l'agrandissement, qui devait être recouvert de mur-rideau en verre clair avec des joints de silicone et en fait percé de fenêtres aux cadres de couleur noire.

Les pierres de parement ont déjà été achetées par le demandeur, et son taillées directement sur le site.

La modification des travaux autorisés par le ministère de la Culture et des Communications en août 2017 nécessite une nouvelle approbation de cette instance.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.16 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : Les pierres embossées de dimensions variées sur l'agrandissement brouillent la distinction entre le bâtiment existant et son agrandissement contemporain ;

Considérant que : Les échantillons de pierres embossées de dimensions variées soulèvent des interrogations relativement à l'apparence du parement construit ;

Considérant que : Le nouveau parement de brique rouge de l'alcôve est assez faiblement visible depuis la voie publique, et est compatible à la matérialité que présentent les bâtiments adjacents du côté de la ruelle.

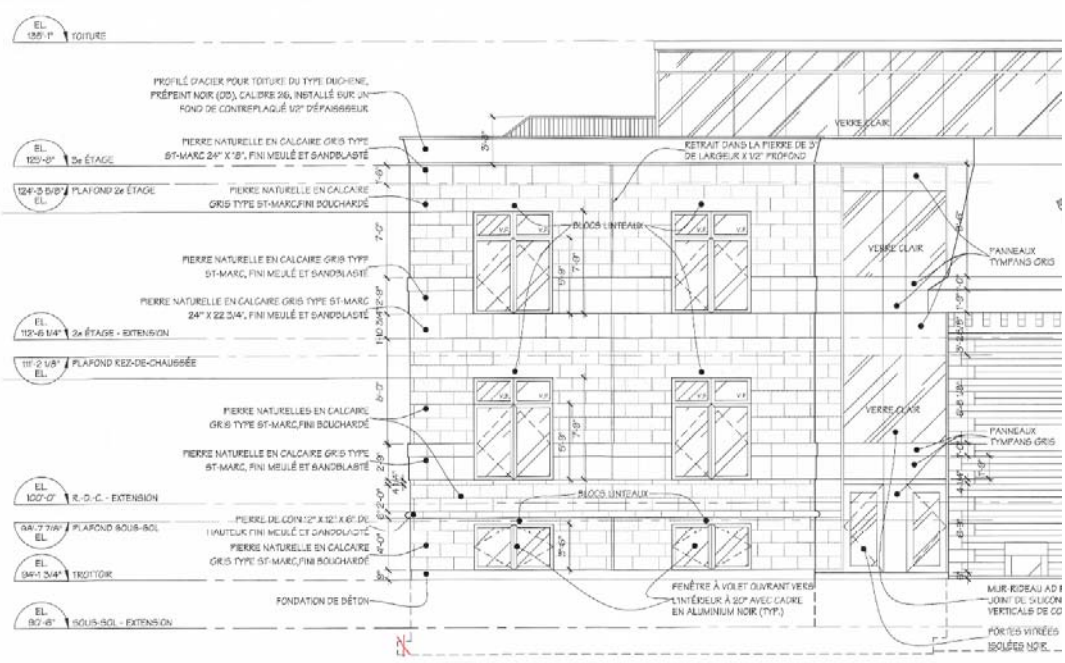
Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 17 juin 2019, la Division de l'urbanisme recommande favorablement le projet.

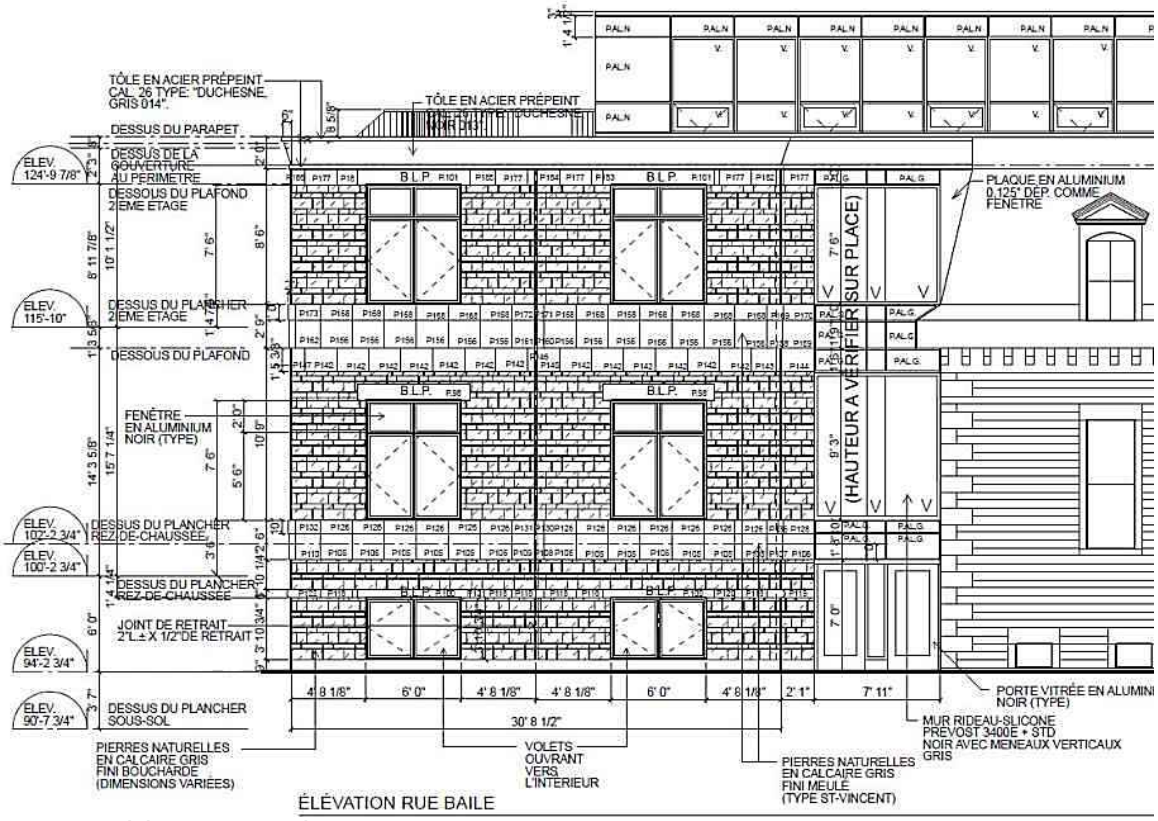
La recommandation est cependant assortie des conditions suivantes :

- Le parement de pierre naturelle doit respecter l'apparence du parement de pierre naturelle grise autorisé au permis #3000661373 en termes de dimension régulière des modules et des textures plus fines. Une pierre naturelle grise d'une autre spécification pourrait d'ailleurs être considérée.
- Pour la portion vitrée entre l'agrandissement et le bâtiment existant : respecter le concept présent au projet autorisé d'une paroi minimaliste vitrée distinguant le nouveau de l'ancien.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour le 28 juin 2019



Extrait de l'élévation autorisée au permis #3000661373, Robert Constantin, architecte



Extrait de l'élévation proposée, Robert Constantin, architecte



Photo de la pierre St-Marc proposée (dimensions variées)

1220, rue Saint-Marc





Photo 2018



Photo 2019

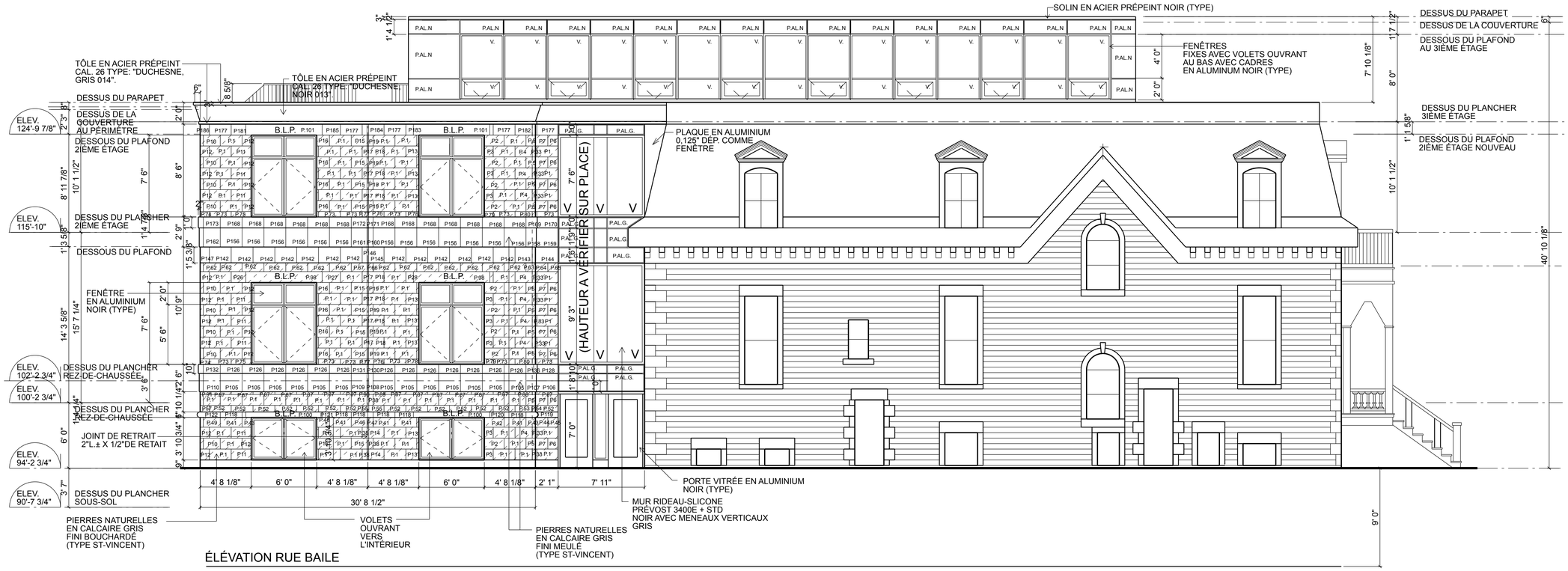
LÉGENDE:

B.L.P. BLOC LINTEAU EN PIERRE DE CALCAIRE TYPE ST-VINCENT

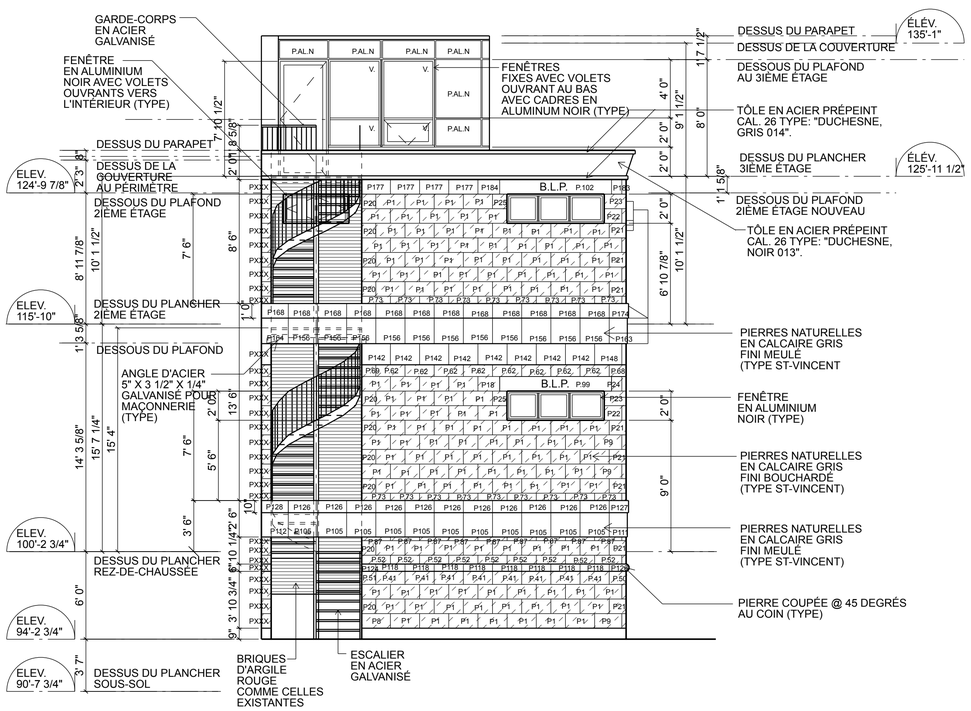
LÉGENDE:

P.AL.G. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

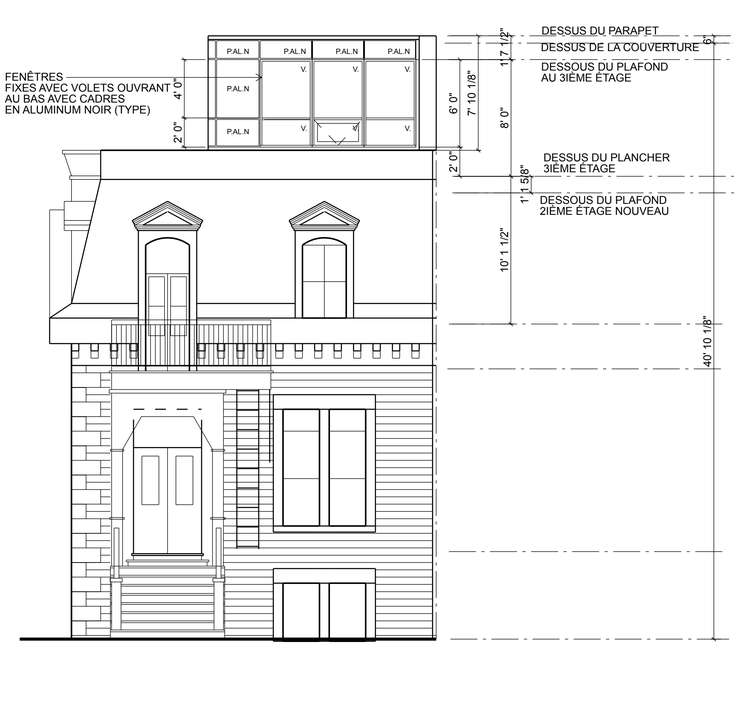
P.AL.N. PANNEAU D'ALUMINIUM NOIR TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"



ÉLÉVATION RUE BAILE



ÉLÉVATION RUELLE



ÉLÉVATION RUE ST-MARC

A: Identification du détail
B: Dessin où le détail est illustré
C: Dessin où se réfère le détail

No	Date	Révision

NOTES:

FENÊTRES:

FE.1) LES VOLETS OUVRANTS SITUÉS À MOINS DE 36" DE HAUTEUR AU-DESSUS DES PLANCHERS NE DOIVENT PAS OUVRIR DE PLUS DE 4" TEL QU'EXIGÉ PAR LE CODE DE CONSTRUCTION.

LÉGENDE:

FINI DE PIERRE BOUCHARDÉ

NOTE IMPORTANTE:

PERMIS DE LA VILLE

PV.1) CE DESSIN DOIT ÊTRE DÛMENT APPROUVÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL PAR UNE MODIFICATION DU PERMIS DÉJÀ ÉMIS. IL EST INTERDIT D'UTILISER CE DESSIN POUR CONSTRUCTION SANS L'AUTORISATION DE LA VILLE.

L'entrepreneur devra, avant de commencer les travaux, prendre et vérifier toutes dimensions.

Emis pour		
	Information	
	Permis	
	Soumission	
	Construction	
13-06-2019	X	X

Robert Constantin architecte
6557, rue St-Denis, Montréal, H2S 2R8
Téléphone/télécopieur : (514) 270-7498
E-mail : r.constantin.arch@qc.aira.com
AVEC LA COLLABORATION DE MICHEL ESCOBAR, ARCHITECTE ET URBANISTE

Client

Projet

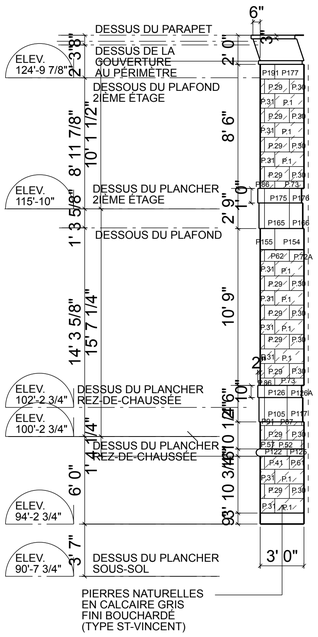
MODIFICATION DU MOTIF DANS LE PAREMENT DE PIERRES 1220, RUE ST-MARC MONTRÉAL

No de projet	Dossier du client
A-15-1729	
Dessiné par: ROBERT CONSTANTIN	Echelle: 3/16" = 1'-0"
Approuvé par: ROBERT CONSTANTIN	Date: 13-06-2019

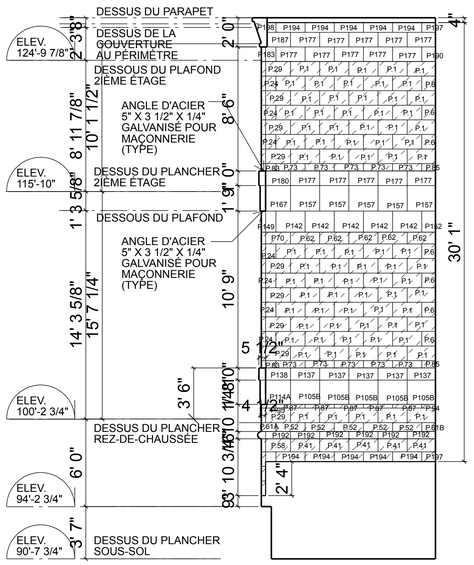
Dessin: ÉLÉVATIONS EXISTANT

No: A-1

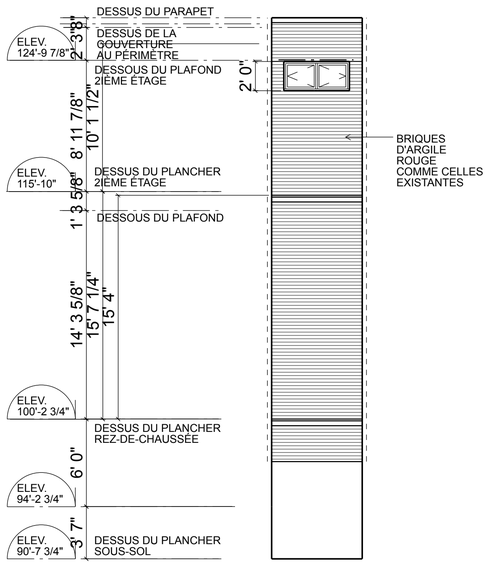
4



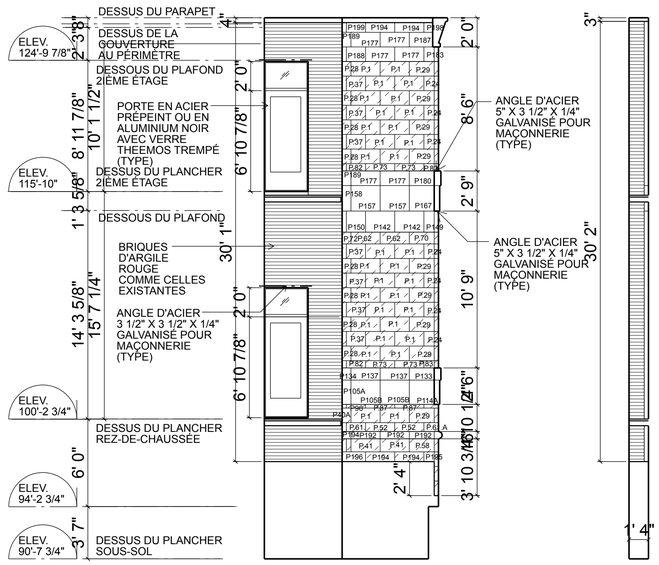
ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE ENTRÉE AVANT



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE

ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE

A: Identification du détail
B: Dessin où le détail est illustré
C: Dessin où se réfère le détail

No	Date	Révision

LÉGENDE:

FINI DE PIERRE BOUCHARDÉ

P.AL.G. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

P.AL.N. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

B.L.P. BLOC LINTEAU EN PIERRE DE CALCAIRE TYPE ST-VINCENT

NOTES:

TOUTES LES DIMENSIONS DE PIERRES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LA COMMANDE.

L'entrepreneur devra, avant de commencer les travaux, prendre et vérifier toutes dimensions.

Emis pour					
	Information				
	Permis				
	Soumission				
	Construction				
13-16-2019				X	X

Robert Constantin architecte
6557, rue St-Denis, Montréal, H2S 2R8
Téléphone/télécopieur: (514) 270-7498
E.mail: r.constantin.arch@qc.aira.com
AVEC LA COLLABORATION DE MICHEL ESCOBAR, ARCHITECTE ET URBANISTE

Client

Projet

MODIFICATION DU MOTIF DANS LE PAREMENT DE PIERRES 1220, RUE ST-MARC MONTRÉAL

No de projet	Dossier du client
A-15-1729	
Dessiné par: ROBERT CONSTANTIN	Echelle: 3/16" = 1'-0"
Approuvé par: ROBERT CONSTANTIN	Date: 13-06-2019

Dessin: ÉLÉVATIONS EXISTANT

No: A-2 / 4

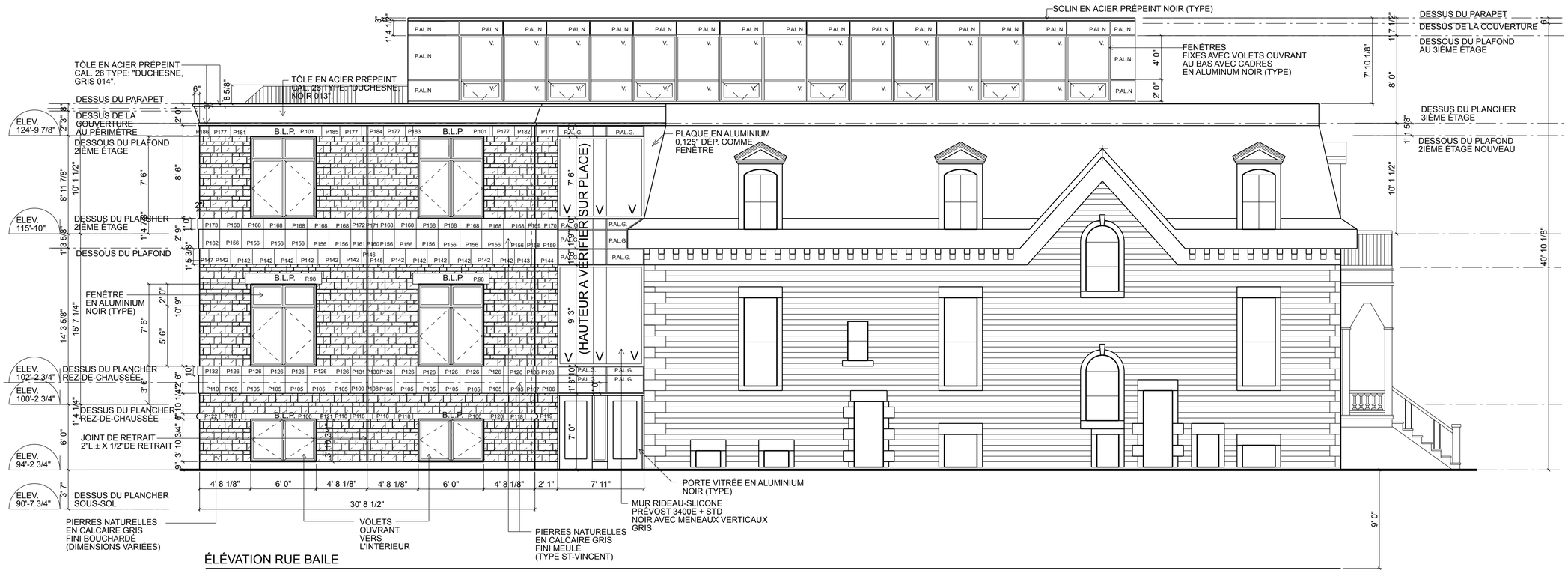
LÉGENDE:

B.L.P. BLOC LINTEAU EN PIERRE DE CALCAIRE TYPE ST-VINCENT

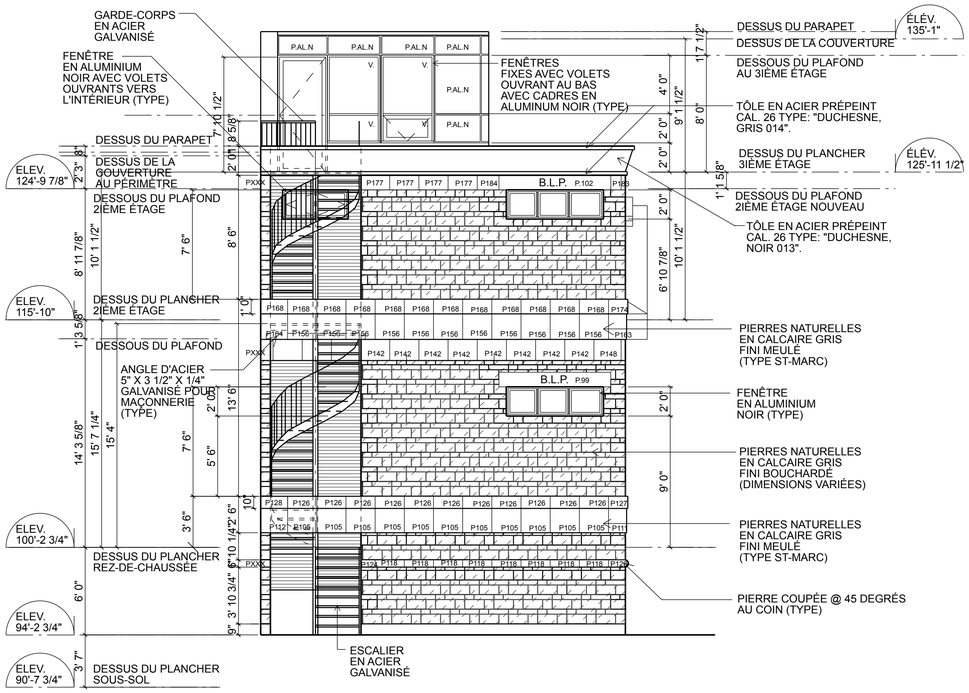
LÉGENDE:

P.AL.G. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

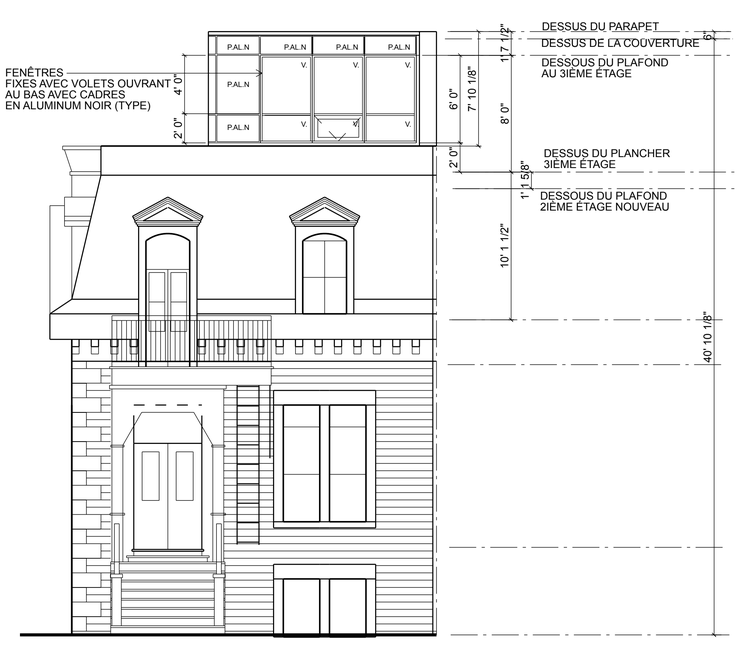
P.AL.N. PANNEAU D'ALUMINIUM NOIR TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"



ÉLÉVATION RUE BAILE



ÉLÉVATION RUELLE



ÉLÉVATION RUE ST-MARC

A: Identification du détail
B: Dessin où le détail est illustré
C: Dessin où se réfère le détail

No	Date	Révision

NOTES:

FENÊTRES:

FE.1) LES VOLETS OUVRANTS SITUÉS À MOINS DE 36" DE HAUTEUR AU-DESSUS DES PLANCHERS NE DOIVENT PAS OUVRIR DE PLUS DE 4" TEL QU'EXIGÉ PAR LE CODE DE CONSTRUCTION.

LÉGENDE:

FINI DE PIERRE BOUCHARDÉ

NOTE IMPORTANTE:

PERMIS DE LA VILLE

PV.1) CE DESSIN DOIT ÊTRE DÛMENT APPROUVÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL PAR UNE MODIFICATION DU PERMIS DÉJÀ ÉMIS. IL EST INTERDIT D'UTILISER CE DESSIN POUR CONSTRUCTION SANS L'AUTORISATION DE LA VILLE.

L'entrepreneur devra, avant de commencer les travaux, prendre et vérifier toutes dimensions.

Emis pour				
	Information			
	Permis			
	Soumission			
	Construction			
13-06-2019			X	X

Robert Constantin architecte
6357, rue St-Denis, Montréal, H2S 2R8
Téléphone/télécopieur: (514) 270-7498
E-mail: r.constantin.arch@qc.aira.com
AVEC LA COLLABORATION DE MICHEL ESCOBAR, ARCHITECTE ET URBANISTE

Client

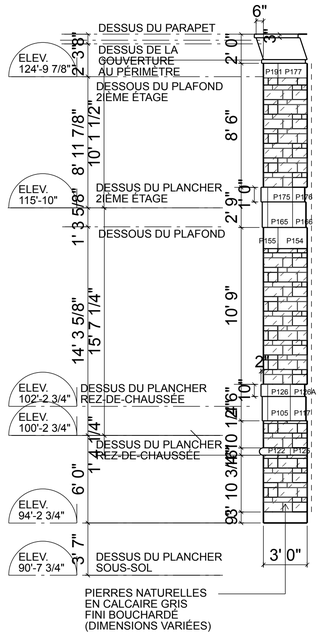
Projet

MODIFICATION DU MOTIF DANS LE PAREMENT DE PIERRES 1220, RUE ST-MARC MONTRÉAL

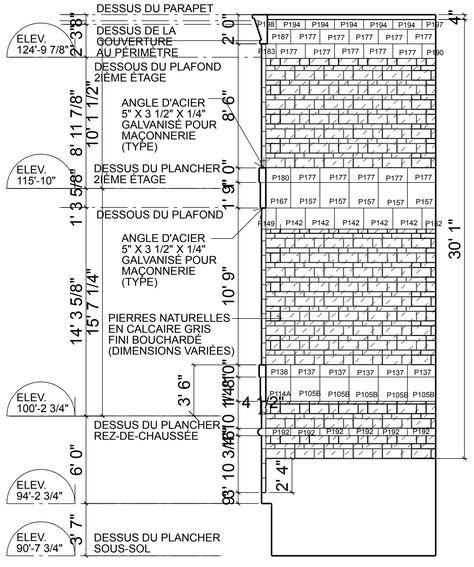
No de projet	Dossier du client
A-15-1729	
Dessiné par: ROBERT CONSTANTIN	Echelle: 3/16" = 1'-0"
Approuvé par: ROBERT CONSTANTIN	Date: 13-06-2019

Dessin: ÉLÉVATIONS NOUVEAU

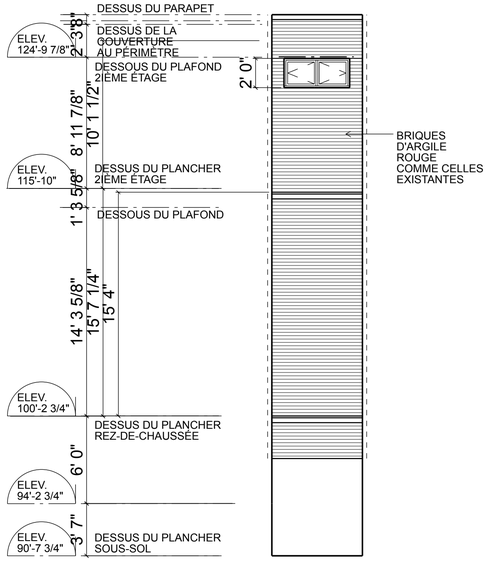
No: A-3 / 4



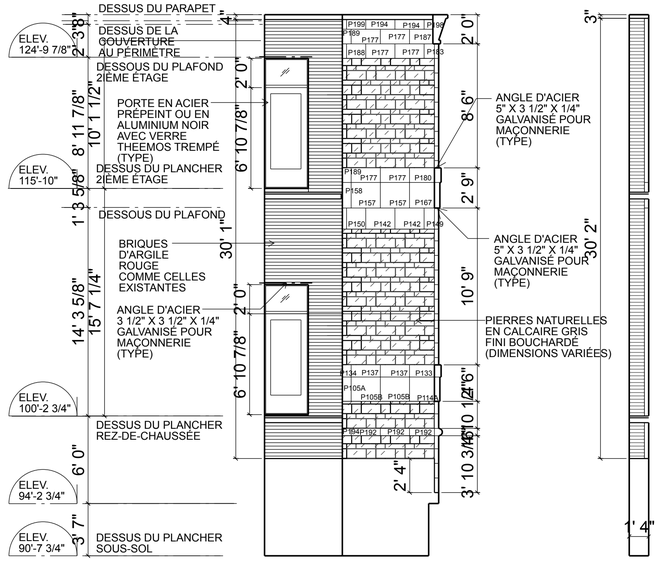
ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE ENTRÉE AVANT



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE



ÉLÉVATION DE LA MAÇONNERIE COUR RUELLE

A: Identification du détail
B: Dessin où le détail est illustré
C: Dessin où se réfère le détail

No	Date	Révision

LÉGENDE:

FINI DE PIERRE BOUCHARDÉ

P.A.L.G. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

P.A.L.N. PANNEAU D'ALUMINIUM GRIS PIERRE TYPE: "PANFAB, PP400, ALUMINIUM 3 MM"

B.L.P. BLOC LINTEAU EN PIERRE DE CALCAIRE TYPE ST-VINCENT

NOTES:

TOUTES LES DIMENSIONS DE PIERRES DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LA COMMANDE.

L'entrepreneur devra, avant de commencer les travaux, prendre et vérifier toutes dimensions.

Emis pour					
	Information				
	Permis				
	Soumission				
	Construction				
13-16-2019				X	X

Robert Constantin Architecte
6357, rue St-Denis, Montréal, H2S 2R8
Téléphone/télécopieur: (514) 270-7498
E-mail: r.constantin.arch@qc.aira.com
AVEC LA COLLABORATION DE MICHEL ESCOBAR, ARCHITECTE ET URBANISTE

Client

Projet

MODIFICATION DU MOTIF DANS LE PAREMENT DE PIERRES 1220, RUE ST-MARC MONTRÉAL

No de projet	Dossier du client
A-15-1729	
Dessiné par: ROBERT CONSTANTIN	Echelle: 3/16" = 1'-0"
Approuvé par: ROBERT CONSTANTIN	Date: 13-06-2019

Dessin: ÉLÉVATIONS NOUVEAU

No: A-4

4


1220
PROJET : 1220 ST-MARC
CONTACTEZ NOUS AU :
514-558-9207
06/13/2019


LAFERTE
NovaWrap
06/13/2019


LAFERTÉ
NovaWrap
06/13/2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
4 juillet 2019
3001604439
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1220, rue Saint-Marc
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la modification du parement de l'agrandissement d'un bâtiment victorien du village Shaugnessy, construit en 1880 selon les registres de la ville. Le projet d'agrandissement, autorisé en 2017, est toujours en chantier. La version autorisée du projet utilisait une pierre naturelle grise St-Marc en deux finis meulés et bouchardés, dans des modules réguliers d'environ 60 cm par 45 cm. Suite à des difficultés d'approvisionnement doublées de conditions de chantier, le demandeur propose une modification des l'apparence des modules de pierre. Les nouveaux modules (toujours de pierre St-Marc) présentent des dimensions variées, en continuité du parement de pierre grise de Montréal du bâtiment d'origine agrandi. Ils présentent une texture généralement embossée, à l'exception de deux bandes présentant un fini meulé. Les murs intérieurs de l'alcôve de l'escalier d'issue qui ouvre sur la ruelle sont revêtus de brique d'argile rouge lisse d'un format modulaire. Le projet en cours de construction présente également des différences dans les proportions des ouvertures et des niveaux relativement au projet autorisé par le permis n° 3000661373. L'espace en retrait entre le bâtiment d'origine et l'agrandissement, qui devait être recouvert de mur-rideau en verre clair avec des joints de silicone et en fait percé de fenêtres aux cadres de couleur noire.
Élément particulier :	La modification des travaux autorisés par le ministère de la Culture et des Communications en août 2017 nécessite une nouvelle approbation de cette instance.
Remarque importante :	Une version antérieure du projet a été présentée au comité en juillet, octobre et novembre 2016, ainsi qu'en janvier 2019 et a reçu à ces occasions des avis favorables conditionnels de la part des membres du comité.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.16 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282.

Considérant que : Les pierres embossées de dimensions variées sur l'agrandissement brouillent la distinction entre le bâtiment existant et son agrandissement contemporain.

Considérant que : Les échantillons de pierres embossées de dimensions variées déposés par le demandeur soulèvent des interrogations relativement à l'apparence du parement construit.

Considérant que : Le nouveau parement de brique rouge de l'alcôve est assez faiblement visible depuis la voie publique, et est compatible à la matérialité que présentent les bâtiments adjacents du côté de la ruelle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité donnent les orientations suivantes pour le projet :

- **Le parement de pierre naturelle doit respecter l'apparence du parement de pierre naturelle grise autorisé au permis n° 3000661373 en termes de dimension régulière des modules et des textures plus fines. Une pierre naturelle grise d'une autre spécification pourrait d'ailleurs être considérée ;**
- **Pour la portion vitrée entre l'agrandissement et le bâtiment existant : respecter le concept présent au projet autorisé d'une paroi minimaliste vitrée distinguant le nouveau de l'ancien ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE
2035, rue Crescent
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001642896

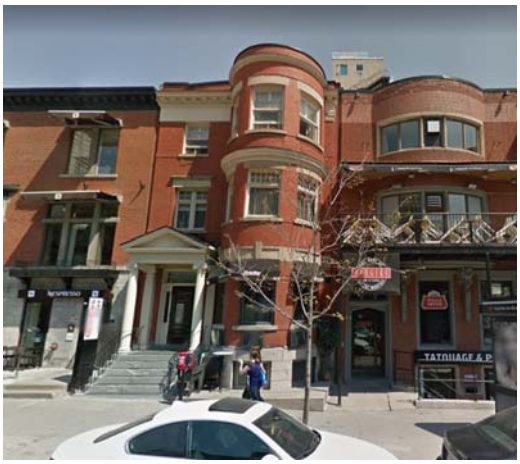
Demandeur : 8119163 Canada Inc.
Concepteur : S.o.
Investissements : 14 222 $

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Maisons en rangée. Aire de protection de l'édifice du Mount-Stephen-Club et aire de protection des façades des Appartements-Bishop-Court.



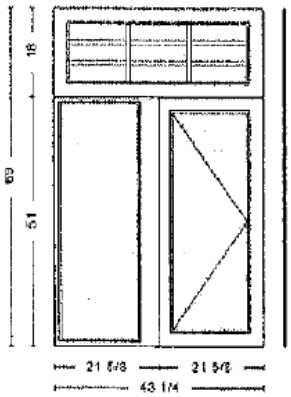
Localisation



Façade – rue Crescent



Détail des fenêtres



Modèle de fenêtre proposé

Description

La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres aux 2e et 3e étage de l'édifice construit en 1900.

Un seul modèle de fenêtre est proposé, en bois recouvert d'aluminium à l'extérieur. Il comporte une imposte fixe divisée en 9 carreaux et occupant le quart supérieur de la fenêtre. On retrouve également un battant ainsi qu'une portion fixe, de même largeur, dans la partie basse de la fenêtre.

Le modèle de fenêtre proposé ne reprend la forme des fenêtres d'origine du 2e étage ni du 3e étage.

Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC).

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'impact sur l'architecture du bâtiment des travaux est important, puisqu'il fait disparaître des composantes d'origine de la façade.

Considérant que : La proposition efface toute trace de la hiérarchie entre les 2e et 3e étages que l'on pouvait lire en façade.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

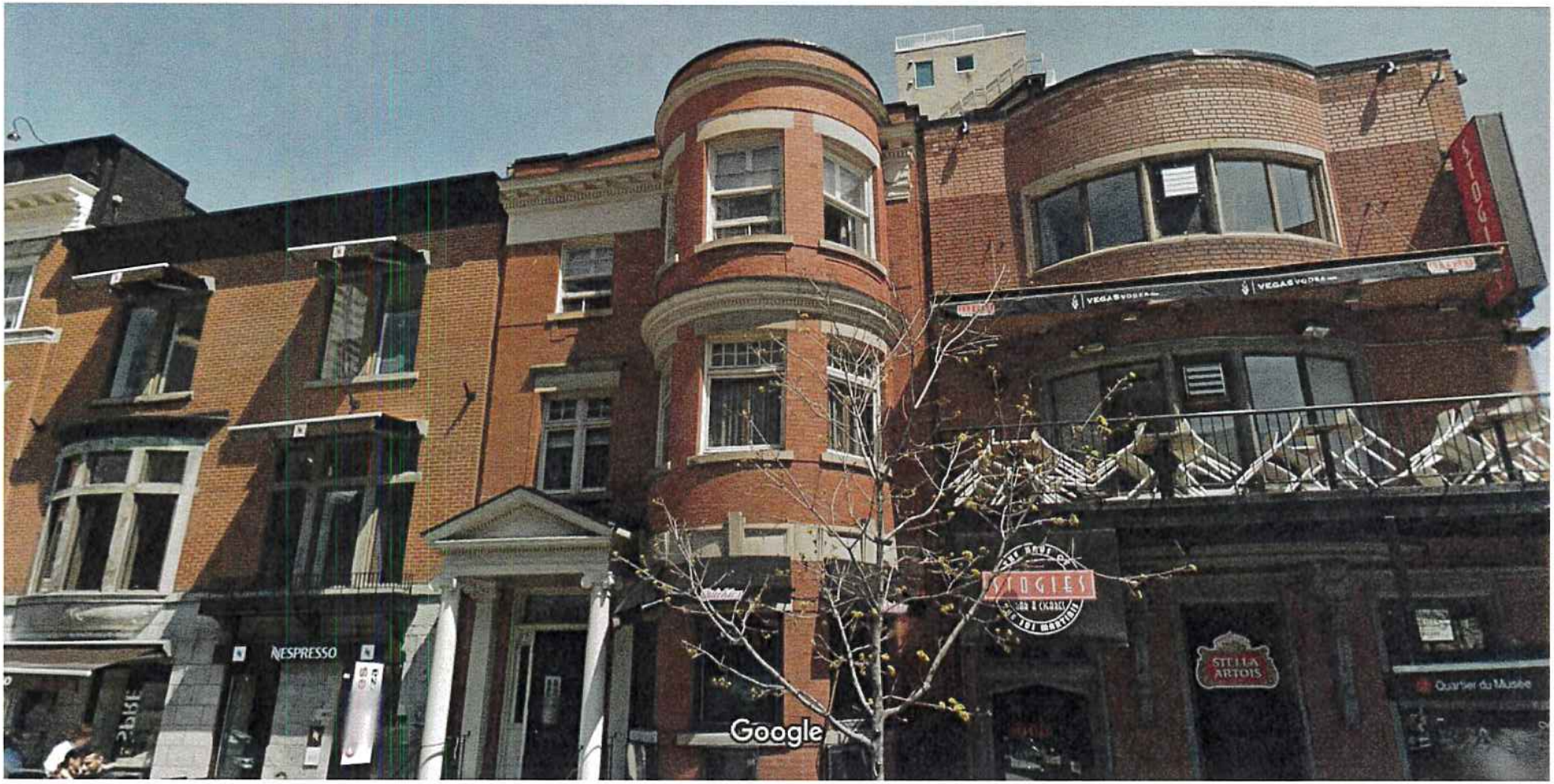
-Proposer des fenêtres au 2e étage qui reprennent la forme et l'apparence d'origine de celles en place;

-Proposer des fenêtres au 3e étage qui reprennent la forme et l'apparence d'origine de celles en place;

-Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 2 octobre 2019

Google Maps 2020 Rue Crescent



Date de l'image : mai 2015 © 2019 Google

Montréal, Québec

Google

Street View – mai 2015

el Montréal Carré Doré 112

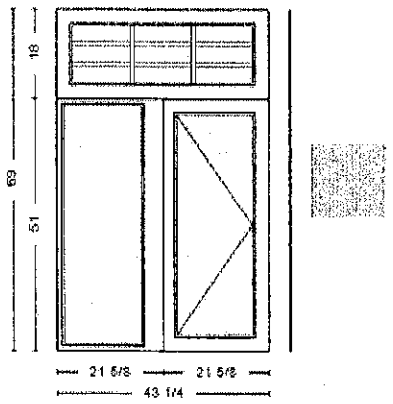
Renseignements sur le client	
Nom:	8119163 CAN INC 8119163 CAN INC
Addresse:	2035 CRESCENT ST
	MONTREAL, QC H3G 2C1
Téléphone du domicile:	514-825-8157
Téléphone cellulaire:	

Renseignements sur le magasin	
SAINT-HENRI - 7128	
4625 SAINT ANTOINE WEST	
MONTREAL, QC H4C 1E2	
No de magasin:	7128
No de devis:	0134544928
Associé:	NICOLAS

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 05 SEP. 2019
APPROBATION :

3001642896

N° de produit	Description du produit	Qté	Prix unitaire	Prix total
100-1 Ver. 34	Row 1: 8000 Series Farley Hybrid Casement L'unité complète Fixe / Droite 43,25 x 51 Row 2: 8000 Series Farley Hybrid Sash Set L'unité complète Fixe 43,25 x 18 Unit 1, 2: Largeur du cadre = 21,625, Hauteur du cadre = 51 Unit 3: Largeur du cadre = 43,25, Hauteur du cadre = 18 Unit 1, 2: None Unit 3: Géorgien, Colonial, Couleur du carrelage = Extérieur Peinturé, Grille Exterior Colour = Argile 510, Grille Interior Colour = Blanc, 3W3H Options de moustiquaire = Moustiquaire pleine grandeur Unit 1, 3: Type d'unité = L'unité complète, Opération/penture = Fixe, Modèle = 8120, Nombre d'Unités = Client achetant plus de 10 unités Unit 2: Type d'unité = L'unité complète, Combinaison opération/penture = Fixe | Droite, Opération/penture = Droite, Modèle = 8100, Nombre d'Unités = Client achetant plus de 10 unités Couleur extérieure = Argile 510, Couleur intérieure = Blanc Unit 1, 3: Ancrage d'installation = Oui Unit 2: Couleur de la quincaillerie = Blanc, Quincaillerie EGRESS = Non, Limitateur d'ouverture = Oui, Ancrage d'installation = Oui Unit 1: Facteur U = 1,476348, SHGC = 0,41, VT = 0,5, ER = 31, CDA Energy Star Zone = 1|2, NAFS Test Result = CW-PG55-FW Size Tested 1500mm x 1500mm Unit 2: Facteur U = 1,476348, SHGC = 0,41, VT = 0,5, ER = 31, CDA Energy Star Zone = 1|2, NAFS Test Result = CW-PG70-C Size Tested 800mm x 1500mm Unit 3: Facteur U = 1,476348, SHGC = 0,37, VT = 0,45, ER = 29, CDA Energy Star Zone = 1|2, NAFS Test Result = CW-PG55-FW Size Tested 1500mm x 1500mm Article = 1000139834, Numéro du Fournisseur = 70001730, Service à la clientèle = 800-267-6498, Date de la Version du Catalogue = 19/09/2018 Type de vitrage = Verre double, Options de vitrage = Evolv, Résistance du verre = Régulier Mulls 1: Vertical Common Frame 0" thick, 51" length Mulls 2: Horizontal Factory 0" thick, 43,25" length Unités assemblées = Oui Options de finition extérieure = Aucun Type de matériau pour l'ajout intérieur = Aucun Largeur hors tout du cadre = 43,25, Hauteur hors tout du cadre = 69, Largeur hors tout de l'ouverture brute = 44, Hauteur hors tout de l'ouverture brute = 69,75	14	ÉTAIT: ~~1 040,26 $~~ MAINT.: 884,21 $ Économisez 2 184,70 $ jusqu'au : 2019-09-25 * S/O-KP BUILDING PRODUCTS LTD-1000139834 jusqu'au : 2019-09-25	~~14 563,64 $~~ 12 378,94 $



Sommaire du devis :

No de ligne	Sommaire des éléments	Était	Maintenant	Qté	Économies totales par unité	Prix total
100-1	8000 Series Farley Hybrid, 8000 Series Farley Hybrid Casement, Sash Set Unit 1: Fixe Unit 2: Droite Unit 3: Fixe 43,25 x 51, 43,25 x 18 Argile 510	1 040,26 $	884,21 $	14	2 184,70 $	12 378,94 $
					Total avant réduction:	**14 563,64 $**
					Économies totales:	2 184,70 $
					Prix total hors taxes:	**12 378,94 $**
					Prix en vigueur jusqu'au 2019-09-25	

PORTES & FENÊTRES FARLEY PAR KP | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

GARANTIE

Applicable aux fenêtres Farley.

KP Building Products ltée garantit que chaque fenêtre et porte patio qu'elle fabrique est exempte de défauts de fabrication ou de matériaux pendant la durée de vie du produit, lorsqu'elles sont utilisées et entretenues dans des conditions normales, sous réserve des limitations et des conditions stipulées à la présente.

Cette Garantie est entièrement transférable sans frais additionnels. La Garantie couvre uniquement les vices de fabrication et de matériaux ; elle ne couvre pas les défauts ou les dommages attribuables à une mauvaise installation ou à d'autres défauts décrits à la présente, qui ne sont pas liés à la fabrication ou aux matériaux.

VINYLE – GARANTIE À VIE

KP Building Products ltée garantit, pendant la durée de vie du produit et à compter de la date d'installation, que le cadre de vinyle et les composantes de vinyle du châssis sont exempts de défauts qui pourraient les faire cloquer, écailler ou corroder. Pendant la période de garantie, KP Building Products ltée réparera à ses frais tout cadre en vinyle ou toute composante en vinyle du châssis qui seraient défectueux ou, à sa discrétion, les remplacera par le même produit ou par un produit équivalent. La Garantie couvre le matériel seulement et exclut les frais d'installation. La Garantie sur le cadre en vinyle et les composantes en vinyle du châssis demeurera en vigueur à la condition qu'on respecte périodiquement le mode de nettoyage normal indiqué à la section « Entretien et nettoyage » de cette Garantie. De plus, cette Garantie sera nulle et non avenue si des solvants dommageables sont utilisés pour nettoyer le cadre de vinyle ou les composantes en vinyle du châssis, ou s'ils sont recouverts d'une peinture ou d'un quelque autre fini.

Le cadre de vinyle ou les composantes en vinyle peints par KP Building Products ltée sont garanti pendant 15 ans. Cette Garantie ne s'applique pas aux extrusions de PVC qui ont été peintes, vernies ou recouvertes d'un enduit semblable par quiconque à l'exception de KP Building Products ltée ou de ses mandataires.

VERRE – GARANTIE À VIE

KP Building Products ltée garantit, pendant la durée de vie de la fenêtre ou de la porte patio à compter de la date d'installation et dans des conditions normales, que le verre ne présentera aucune entrave visuelle causée par la formation d'une pellicule ou par l'accumulation de poussière entre les surfaces intérieures du verre scellé.

Dans le cas où le verre présenterait un défaut dû à un vice de fabrication, de matériaux ou d'exécution, KP Building Products ltée s'engage à fournir, pendant la durée de vie du produit, un vitrage de remplacement (les frais d'installation sont exclus).

BRIS DE VERRE – GARANTIE À VIE

KP Building Products ltée garantit, pendant la durée de vie du produit, qu'elle remplacera le vitrage si le verre était endommagé ou brisé pour toute raison autre qu'un cataclysme ou une guerre. Cette Garantie s'applique au matériel seulement et exclut les frais d'installation. Veuillez noter que la présente Garantie contre le bris de verre ne s'applique pas à nos portes patio.

PAR KP | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

QUINCAILLERIE – GARANTIE À VIE

KP Building Products ltée garantit pendant la durée de vie du produit que la quincaillerie demeurera en bonne condition de fonctionnement et sera remplacée en cas de défaut, dans la mesure où la quincaillerie originale est encore offerte par le fabricant. Dans le cas où la quincaillerie ne serait plus offerte, KP Building Products ltée fera les efforts commercialement possibles pour obtenir un produit de remplacement.

MOUSTIQUAIRE – GARANTIE À VIE

KP Building Products ltée garantit pendant la durée de vie du produit que le cadre en aluminium de ses moustiquaires est exempt de défauts tels que l'écaillage, la formation de cloques et la corrosion. En raison de la nature fragile de la toile des moustiquaires, cette dernière est couverte contre les trous et les déchirures pendant 30 jours à compter de la date d'achat. Si un tel défaut se présentait, KP Building Products ltée fournira à ses frais des pièces de remplacement. Cette Garantie s'applique au matériel seulement et exclut les frais d'installation.

PROCÉDURE ET CONDITIONS DE RECOURS

Toute réclamation présentée en vertu de la garantie doit être accompagnée de la preuve d'achat et devrait être soumise par écrit au distributeur ou au concessionnaire qui a installé ou vendu le produit. La réclamation devrait mentionner le numéro du Bon de travail apparaissant sur la surface intérieure supérieure du produit ou sur l'étiquette du cadre de la moustiquaire, ainsi que l'objet de la réclamation. L'avis doit fournir une brève description du défaut et indiquer i) le nom et l'adresse du propriétaire, ii) la date d'installation et iii) le produit en cause de KP Building Products Ltd. Veuillez allouer un délai raisonnable pour l'étude de la réclamation.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE

LIMITATIONS

Cette garantie s'applique uniquement aux produits utilisés strictement pour l'usage auquel ils sont destinés. La responsabilité de KP Building Products ltée est limitée à la réparation ou au remplacement exclusivement, et ce, à sa discrétion. KP Building Products ltée ne sera pas responsable des frais de main-d'oeuvre sous aucune circonstance et pour quelque raison que ce soit.

KP Building Products ltée se réserve le droit de discontinuer ou de modifi er tout produit des KP Building Products ltée actuellement fabriqué. Si KP Building Products ltée décide de remplacer un produit selon les modalités de la présente Garantie et qu'une pièce particulière n'est plus offerte, KP Building Products ltée se réserve le droit de lui substituer une ou des pièces de qualité équivalente, à sa seule discrétion.

PORTES & FENÊTRES FARLEY PAR KP | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

EXCLUSIONS

Sont exclus de la présente Garantie :

- L'infiltration d'air ou d'eau ou tout autre dommage ou mauvais fonctionnement causé par une installation mauvaise ou inadéquate.
- Les coûts de main-d'oeuvre relatifs à l'étude d'une réclamation illégitime.
- L'installation inadéquate des fenêtres en baie ou en arc. Toutes les têtes et les sièges doivent être traités comme des murs extérieurs et nécessitent par conséquent l'installation d'une membrane étanche et d'un isolant approprié.
- La décoloration graduelle de toute surface de vinyle ainsi que l'accumulation d'efflorescence, de poussière superficielle ou de taches sur ces surfaces en raison de l'exposition au soleil, aux polluants atmosphériques et à des conditions atmosphériques normales. Ce sont là des phénomènes normaux qui ne sont pas couverts par la présente Garantie.
- Tout défaut, mauvais fonctionnement ou défaut de fonctionner qui est dû à un usage abusif, à une mise en oeuvre inappropriée ou au défaut d'effectuer l'entretien raisonnable et nécessaire.
- Tout dommage aux fenêtres ou à leurs composantes causé par l'affaissement ou les vices de construction du bâtiment dans lequel elles sont installées.
- Tout dommage causé par le vent, la grêle, la foudre ou autres cataclysmes, par des actes intentionnels, par des accidents, par la négligence ou par l'exposition à des produits chimiques dommageables ou à des polluants.
- Les dommages ou le mauvais fonctionnement causés par une manipulation ou une installation inadéquate.
- Tout produit qui a été réparé ou modifié ou qui a fait l'objet d'une tentative de réparation ou de modification par toute personne autre qu'un mandataire dûment autorisé par KP Building Products Ltd.
- La condensation à l'intérieur des fenêtres ou des portes-fenêtres qui pourrait résulter naturellement du taux d'humidité ambiante de la maison ou du bâtiment, ou de la variation des températures intérieure et extérieure.

La Garantie stipulée ci-dessus constitue la seule garantie expresse (tant verbale ou qu'écrite) applicable aux produits de KP Building Products Ltd. Personne n'est autorisé à donner une garantie autre ou additionnelle.

ENTRETIEN ET NETTOYAGE

Une couche de poussière s'accumulera au fil du temps en surface des produits de KP Building Products Ltd. Le simple fait de les épousseter à l'aide d'un chiffon humide éliminera cette accumulation de poussière. Si vous souhaitez les nettoyer plus à fond, les consignes suivantes devraient être respectées :

Vinyle : Une solution douce de détergent liquide, tel que le savon à vaisselle, peut être utilisée. Pour les taches tenaces, vous pouvez vous servir d'un produit nettoyant tel que Fantastik. N'employez pas d'abrasifs dommageables sur le vinyle.

Coupe-froid : Le calfeutrage ou le coupe-froid peuvent s'user au cours de la durée de vie de la fenêtre et devraient être remplacés au besoin. Un coupe-froid lâche ou usé constitue l'une des principales causes de perte de chaleur et d'infiltration d'air des fenêtres. On peut acheter des coupe-froid de toute entreprise qui vend des pièces de remplacement.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001642896
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2035, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres aux 2e et 3e étages de l'édifice construit en 1900. Un seul modèle de fenêtre est proposé, en bois recouvert d'aluminium à l'extérieur. Il comporte une imposte fixe divisée en 9 carreaux et occupant le quart supérieur de la fenêtre. On retrouve également un battant ainsi qu'une portion fixe, de même largeur, dans la partie basse de la fenêtre. Le modèle de fenêtre proposé ne reprend la forme des fenêtres d'origine du 2e étage ni du 3e étage. Une autorisation est requise en vertu de *la Loi sur le patrimoine culturel du Québec* (LPC).
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans les aires de protection de L'édifice du Mount Royal Club et de La façade des Appartements-Bishop Court.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment des travaux est important, puisqu'il fait disparaître des composantes d'origine de la façade.
Considérant que :	La proposition efface toute trace de la hiérarchie entre les 2e et 3e étages que l'on pouvait lire en façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des fenêtres aux 2e et 3e étages qui reprennent la forme et l'apparence d'origine de celles en place.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

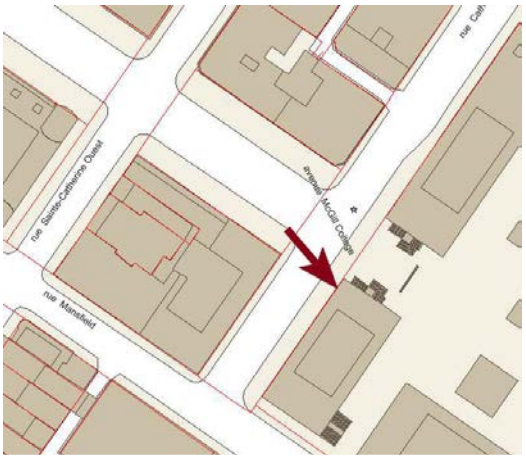
DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNES
4, place Ville-marie
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001631916

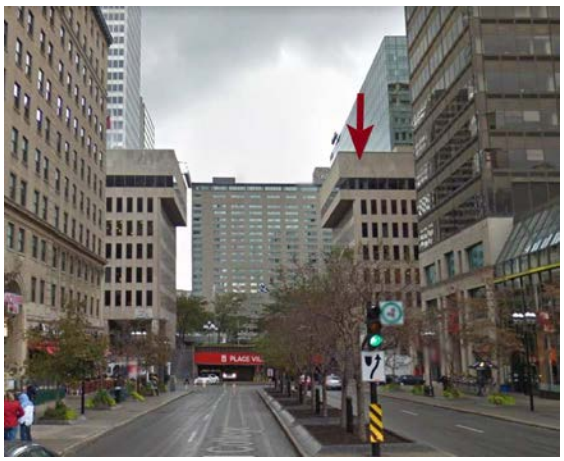
Demandeur : Enseignes Montréal Néon
Concepteur : Enseignes Montréal Néon
Investissements : n/a

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Le bâtiment est situé dans l'unité de paysage « Centre-ville » au Règlement d'urbanisme. La place Ville-Marie est désignée « Immeuble d'intérêt » .





Description

La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne lumineuse à la tête d'un des bâtiments du complexe de la place Ville-Marie, et qui serait visible depuis l'axe de l'avenue McGill Collège. L'enseigne consiste en des lettres de type « channel » formant l'inscription « Station Fintech Montréal » accompagnées du logo de l'entreprise. Considérant la hauteur d'installation de 31 mètres, la superficie préconisée au règlement est de 3.1 mètres carrés. L'enseigne, large de 5 mètres et haute d'environ 2 mètres, présente une superficie totale de 10 mètres carrés soit plus de trois fois le critère prévu au règlement.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : L'enseigne est d'une superficie allant au-delà de celle préconisée au règlement d'urbanisme ;

Considérant que : Une enseigne simplifiée, par exemple ne comportant qu'un logo, s'intégrerait de façon plus discrète à l'architecture du bâtiment et de façon plus harmonieuse à l'ambiance de l'avenue McGill Collège ;

Considérant que : Le complexe de la place Ville-Marie est techniquement un seul lot, et le règlement préconise qu'une seule enseigne au-dessus de 16 mètres ne doit être visible d'un même point. Par contre, une enseigne pourrait être considérée comme le complexe est composée de plusieurs bâtiments distincts ;

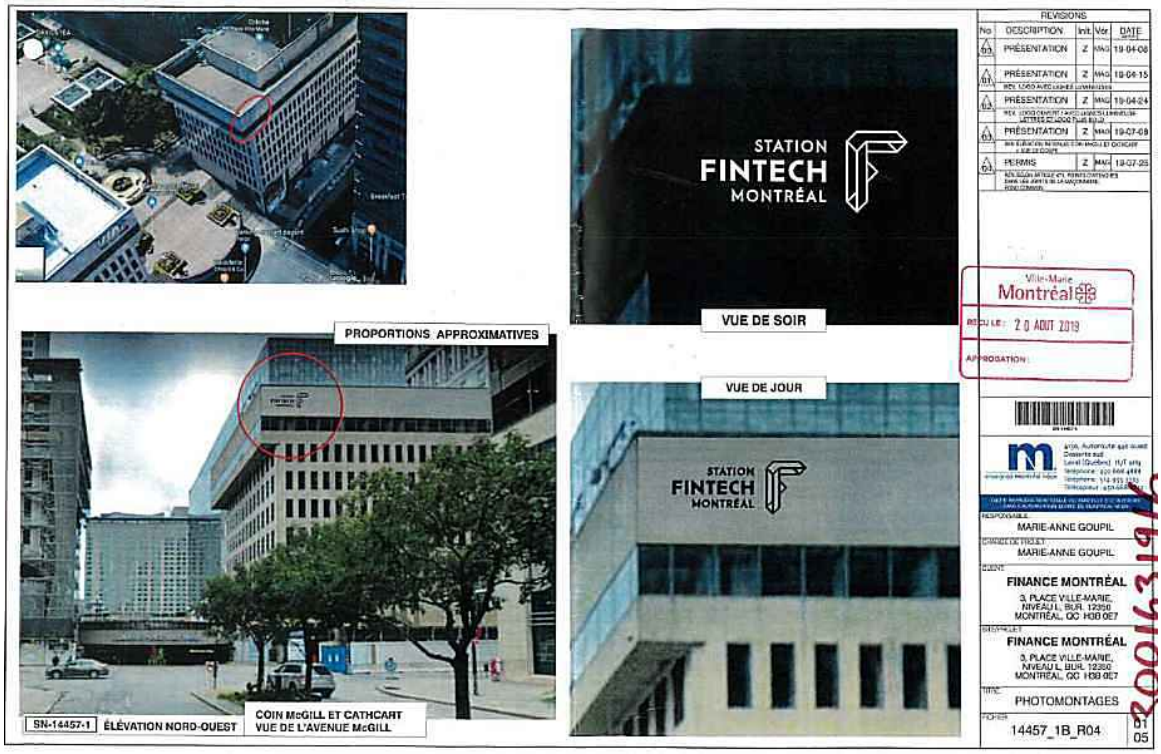
Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 20 août 2019, la Division de l'urbanisme recommande **favorablement** le projet.

La recommandation favorable est cependant assortie des conditions suivantes :

- Ne prévoir qu'une seule enseigne non-lumineuse composée du logo et respectant la superficie préconisée au règlement, soit 0.1 mètre carré par mètre d'élévation;
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour 2 octobre 2019



Proposition des demandeurs

4, place Ville-Marie

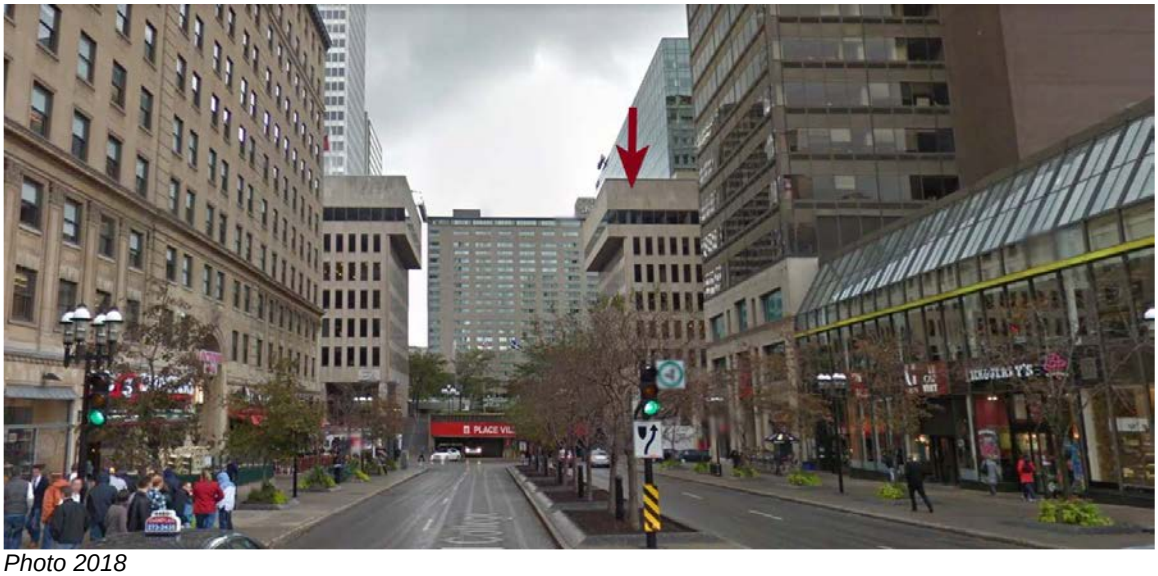
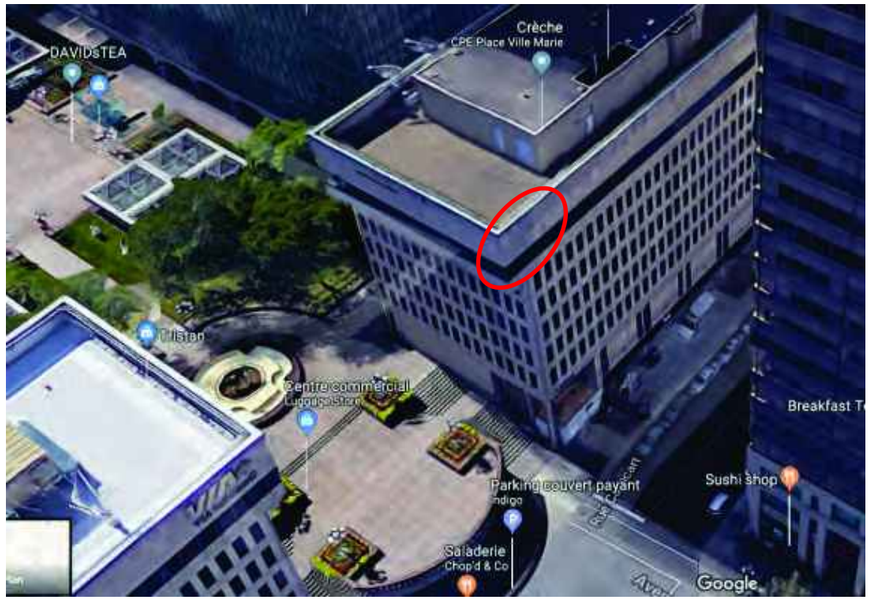


Photo 2018



PROPORTIONS APPROXIMATIVES



SN-14457-1 **ÉLÉVATION NORD-OUEST**

COIN McGILL ET CATHCART
VUE DE L'AVENUE McGILL



VUE DE SOIR

VUE DE JOUR



REVISIONS

No.	DESCRIPTION	Init.	Vér.	DATE aa-mm-jj
00	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-08
01	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-15
	REV. LOGO AVEC LIGNES LUMINEUSES			
02	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-24
	REV. LOGO OUVERT / AVEC LIGNES LUMINEUSE LETTRES ET LOGO PLUS BOLD			
03	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-07-08
	REV. ÉLÉVATION RETENUE/ COIN McGILL ET CATHCART + VUE DE COUPE			
04	PERMIS	Z	MAG	19-07-25
	REV. SELON ARTICLE 471. POINTS D'ATTACHES DANS LES JOINTS DE LA MAÇONNERIE. FOND COMMUN			

SN-14457-1

enseignes montréal néon
4130, Autoroute 440 ouest
Desserte sud
Laval (Québec) H7T 0H3
Téléphone : 450.668.4888
Téléphone : 514.955.3333
Télécopieur : 450.668.8822

TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE MONTRÉAL NÉON

RESPONSABLE.:
MARIE-ANNE GOUPIL

CHARGÉ DE PROJET:
MARIE-ANNE GOUPIL

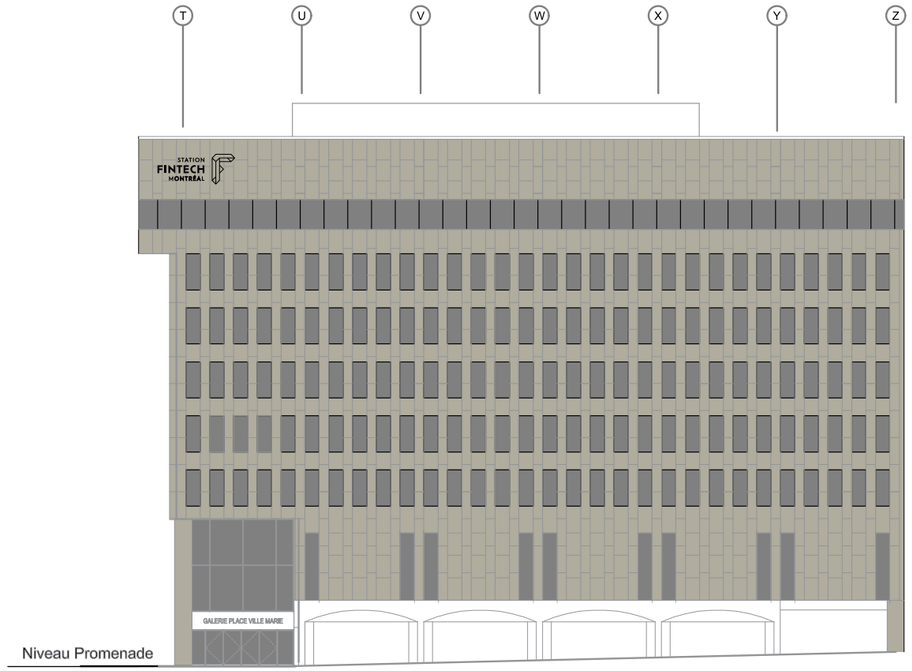
CLIENT:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

SITE/PROJET:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

TITRE:
PHOTOMONTAGES

FICHIER:
14457_1B_R04

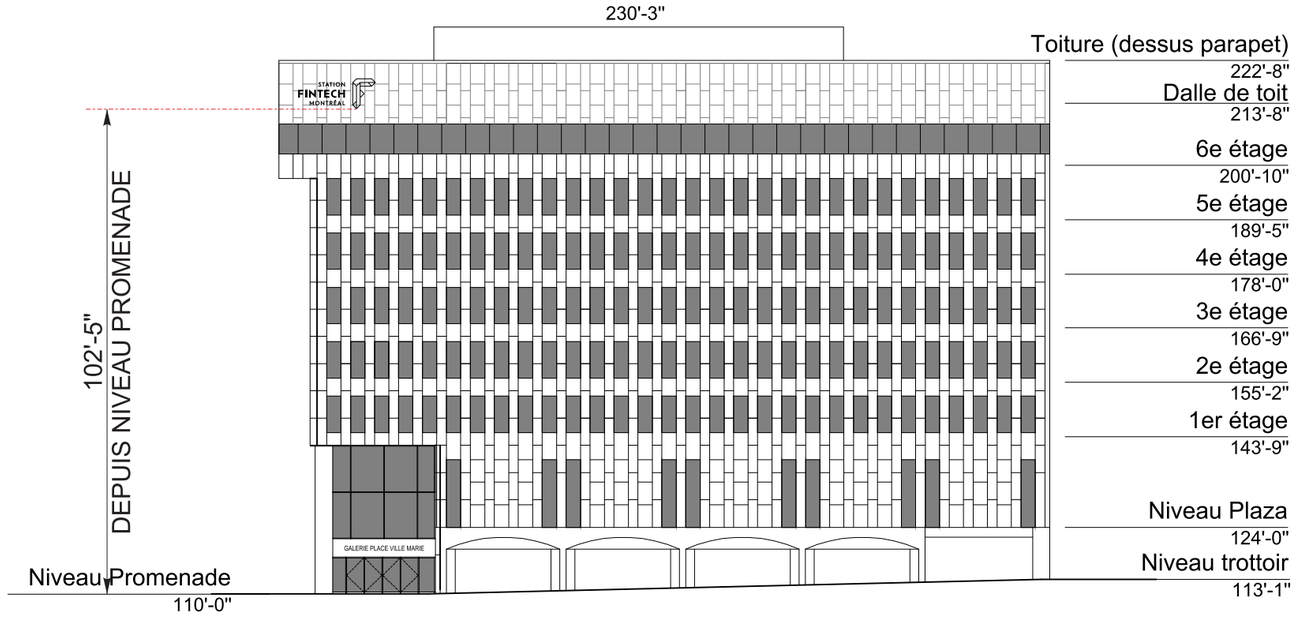
01
05



ÉLÉVATION NORD-OUEST

ÉCHELLE: 1/32" = 1'-0"

COIN McGILL ET CATHCART



ÉLÉVATION - NORD OUEST

ÉCHELLE: 1/32" = 1'-0"

COIN McGILL ET CATHCART

REVISIONS

No.	DESCRIPTION	Init.	Vér.	DATE aa-mm-jj
00	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-08
01	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-15
	REV. LOGO AVEC LIGNES LUMINEUSES			
02	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-24
	REV. LOGO OUVERT / AVEC LIGNES LUMINEUSE LETTRES ET LOGO PLUS BOLD			
03	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-07-08
	REV. ÉLÉVATION RETENUE/ COIN McGILL ET CATHCART + VUE DE COUPE			
04	PERMIS	Z	MAG	19-07-25
	REV. SELON ARTICLE 471. POINTS D'ATTACHES DANS LES JOINTS DE LA MAÇONNERIE. FOND COMMUN			

SN-14457-1

enseignes montréal néon
4130, Autoroute 440 ouest
Desserte sud
Laval (Québec) H7T oH3
Téléphone : 450.668.4888
Téléphone : 514.955.3333
Télécopieur : 450.668.8822

TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE MONTRÉAL NÉON

RESPONSABLE.:
MARIE-ANNE GOUPIL

CHARGÉ DE PROJET:
MARIE-ANNE GOUPIL

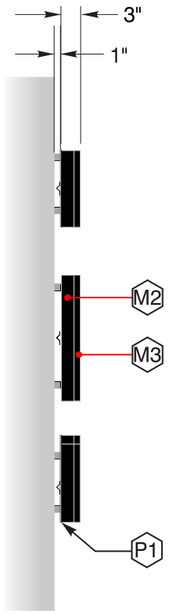
CLIENT:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

SITE/PROJET:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

TITRE:
ÉLÉVATION

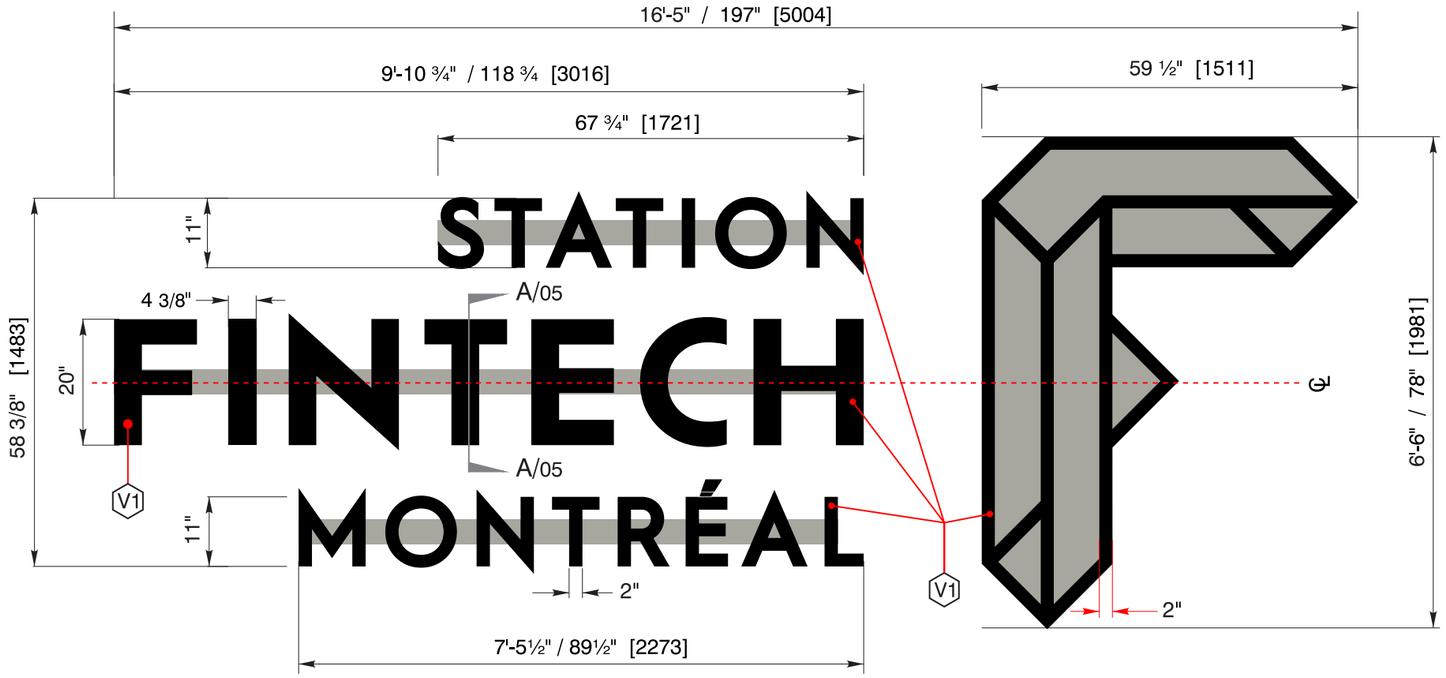
FICHIER:
14457_1B_R04

02
05



PROFIL LETTRES

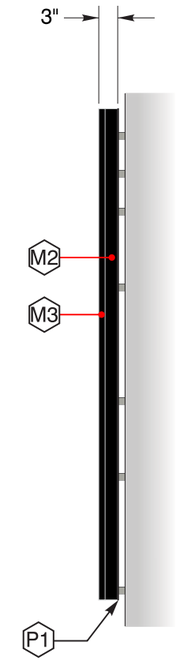
ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"



ÉLÉVATION GRAPHIQUE

ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"

QTÉ	1	SN-14457-1
INSTALLATION		
EXTÉRIEUR	LUMINEUX	



PROFIL LOGO

ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"



FOND COMMUN

ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"

#		COULEURS CLIENT	COULEURS DE PRODUCTION	PAR	FINI
M1		BLANC	#7328	Z	TRANSL.
M2		NOIR	CÔTÉ DES CHANNELS ALUM. PRÉPEINT / GLOSS BLACK	Z	LUSTRÉ
M3		NOIR	BORDURE *TRIM* RENFORCÉ PIGMENTÉ NOIR	Z	LUSTRÉ
V1		NOIR LE JOUR BLANC LA NUIT	3M DUAL-COLOR FILM BLACK 3635-222	Z	PERFORÉ
P1		BÂTIMENT	FOND PEINT AGENÇANT BÂTIMENT **# À DÉTERMINER**	X	MAT

LES COULEURS IMPRIMÉES SUR CE DESSIN PEUVENT ÊTRE DIFFÉRENTES DES COULEURS RÉELLES

REVISIONS

No.	DESCRIPTION	Init.	Vér.	DATE aa-mm-jj
00	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-08
01	PRÉSENTATION REV. LOGO AVEC LIGNES LUMINEUSES	Z	MAG	19-04-15
02	PRÉSENTATION REV. LOGO OUVERT / AVEC LIGNES LUMINEUSE LETTRES ET LOGO PLUS BOLD	Z	MAG	19-04-24
03	PRÉSENTATION REV. ÉLÉVATION RETENUE/ COIN McGILL ET CATHCART + VUE DE COUPE	Z	MAG	19-07-08
04	PERMIS REV. SELON ARTICLE 471. POINTS D'ATTACHES DANS LES JOINTS DE LA MAÇONNERIE. FOND COMMUN	Z	MAG	19-07-25

SN-14457-1

enseignes montréal néon
4130, Autoroute 440 ouest
Desserte sud
Laval (Québec) H7T 0H3
Téléphone : 450.668.4888
Téléphone : 514.955.3333
Télécopieur : 450.668.8822

TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE MONTRÉAL NÉON

RESPONSABLE.:
MARIE-ANNE GOUPIL

CHARGÉ DE PROJET:
MARIE-ANNE GOUPIL

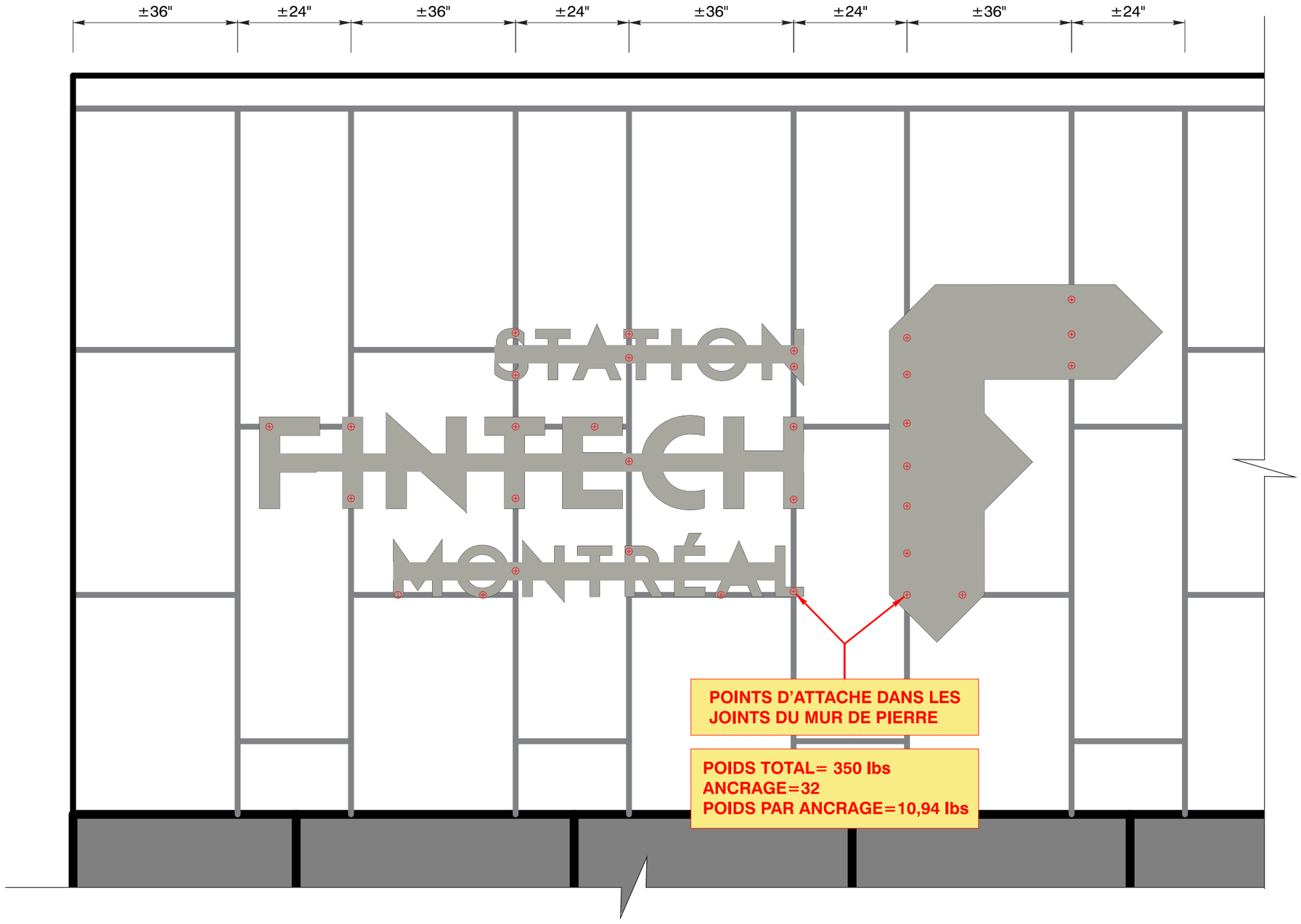
CLIENT:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

SITE/PROJET:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

TITRE:
ÉLÉVATIONS / PROFILS

FICHIER:
14457_1B_R04

03
05



VUE DE FACE / FOND COMMUN / ANCRAGE

ÉCHELLE: 1/2" = 1'-0"

ÉMIS POUR PERMIS

REVISIONS

No.	DESCRIPTION	Init.	Vér.	DATE aa-mm-jj
00	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-08
01	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-15
	REV. LOGO AVEC LIGNES LUMINEUSES			
02	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-24
	REV. LOGO OUVERT / AVEC LIGNES LUMINEUSE LETTRES ET LOGO PLUS BOLD			
03	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-07-08
	REV. ÉLÉVATION RETENUE/ COIN McGILL ET CATHCART + VUE DE COUPE			
04	PERMIS	Z	MAG	19-07-25
	REV. SELON ARTICLE 471. POINTS D'ATTACHES DANS LES JOINTS DE LA MAÇONNERIE. FOND COMMUN			

SN-14457-1

enseignes montréal néon
4130, Autoroute 440 ouest
Desserte sud
Laval (Québec) H7T oH3
Téléphone : 450.668.4888
Téléphone : 514.955.3333
Télécopieur : 450.668.8822

TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE MONTRÉAL NÉON

RESPONSABLE.:
MARIE-ANNE GOUPIL

CHARGÉ DE PROJET:
MARIE-ANNE GOUPIL

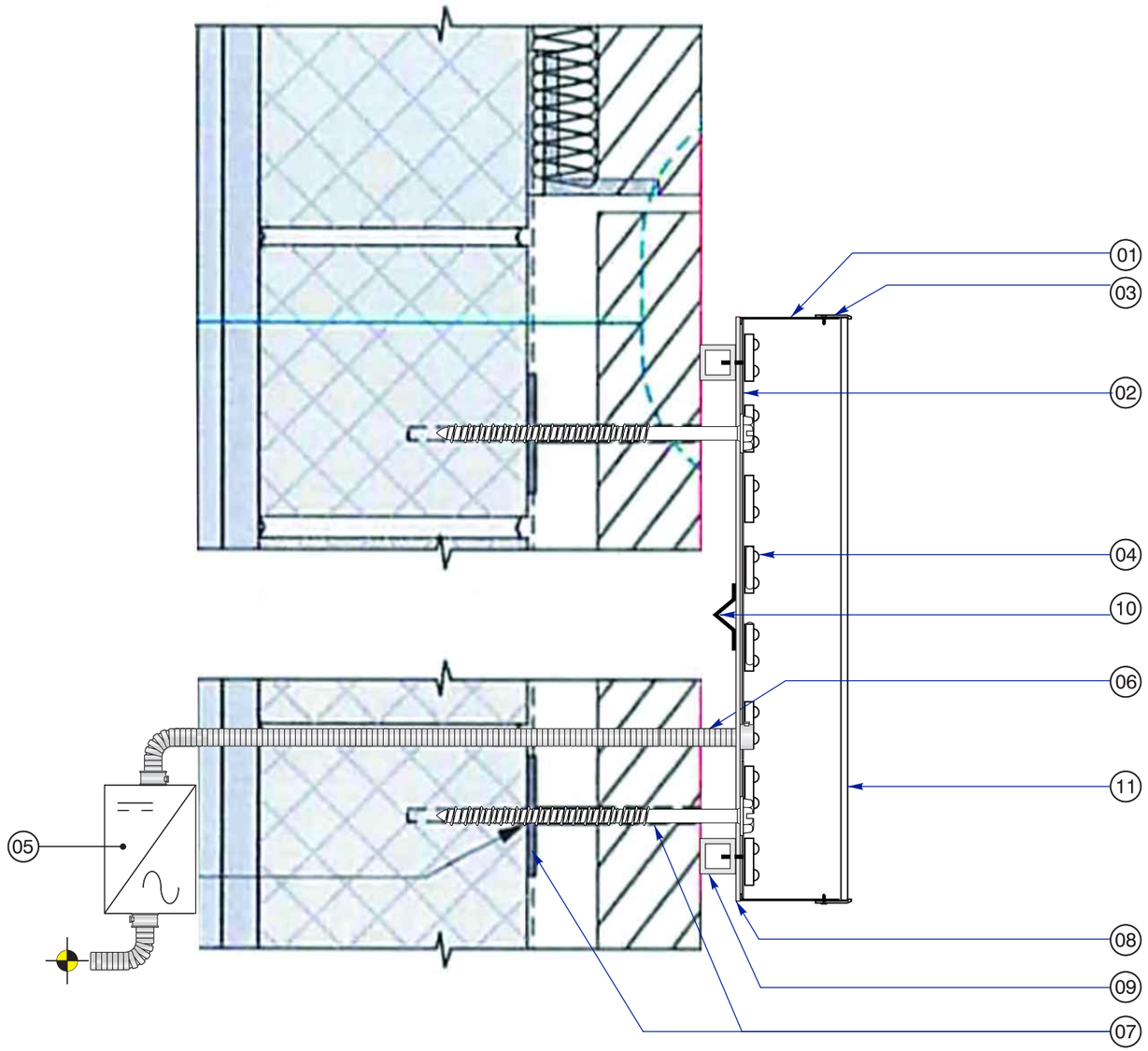
CLIENT:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

SITE/PROJET:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

TITRE:
ÉLÉVATION / ANCRAGE

FICHIER:
14457_1B_R04

04
05



COUPE

ÉCHELLE: 1:4

ÉMIS POUR PERMIS

#	DESCRIPTIONS
01	RETOUR (COIL) ALUMINIUM .040
02	FOND EN ALUMINIUM .064
03	CADRE (TRIM) DE 1" PIGMENTÉ
04	DEL BLANC
05	BLOC D'ALIMENTATION
06	CONDUIT ELECTRIQUE
07	TIGE FILETÉE DE 12mm EN ACIER GALVANISÉ MANCHON ET PLAQUE (PAR AUTRE)
08	FOND COMMUN EN ALUMINUM 1/8" PEINT
09	TUBULAIRE ALUMINIUM 1' X 1" PEINT
10	CACHE-FIL
11	FACE EN ACRYLIQUE PIGMENTÉ 3/16" ÉP.

REVISIONS

No.	DESCRIPTION	Init.	Vér.	DATE aa-mm-jj
00	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-08
01	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-15
	REV. LOGO AVEC LIGNES LUMINEUSES			
02	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-04-24
	REV. LOGO OUVERT / AVEC LIGNES LUMINEUSE LETTRES ET LOGO PLUS BOLD			
03	PRÉSENTATION	Z	MAG	19-07-08
	REV. ÉLÉVATION RETENUE/ COIN McGILL ET CATHCART + VUE DE COUPE			
04	PERMIS	Z	MAG	19-07-25
	REV. SELON ARTICLE 471. POINTS D'ATTACHES DANS LES JOINTS DE LA MAÇONNERIE. FOND COMMUN			

SN-14457-1

enseignes montréal néon
4130, Autoroute 440 ouest
Desserte sud
Laval (Québec) H7T oH3
Téléphone : 450.668.4888
Téléphone : 514.955.3333
Télécopieur : 450.668.8822

TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE MONTRÉAL NÉON

RESPONSABLE.:
MARIE-ANNE GOUPIL

CHARGÉ DE PROJET:
MARIE-ANNE GOUPIL

CLIENT:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

SITE/PROJET:
FINANCE MONTRÉAL
3, PLACE VILLE-MARIE,
NIVEAU L, BUR. 12350
MONTRÉAL, QC H3B 0E7

TITRE:
COUPE "A"

FICHIER:
14457_1B_R04

05
05

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001631916
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	4, place Ville-Marie
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne lumineuse à la tête d'un des bâtiments du complexe de la place Ville-Marie, et qui serait visible depuis l'axe de l'avenue McGill Collège. L'enseigne consiste en des lettres de type « channel » formant l'inscription « Station Fintech Montréal » accompagnées du logo de l'entreprise. Considérant la hauteur d'installation de 31 m, la superficie préconisée au règlement est de 3,1 m². L'enseigne, large de 5 m et haute d'environ 2 m, présente une superficie totale de 10 m² soit plus de trois fois le critère prévu au règlement.
Élément particulier :	Le bâtiment est un immeuble d'intérêt à la réglementation d'urbanisme.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est d'une superficie allant au-delà de celle préconisée au *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le complexe de la place Ville-Marie est techniquement un seul lot, et le règlement préconise qu'une seule enseigne au-dessus de 16 m ne doit pas être visible d'un même point.
Considérant que :	L'ajout de cette enseigne aurait un impact négatif sur le paysage de l'avenue McGill College considérant la présence de l'enseigne déjà en place au 3, place Ville-Marie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Demandes de permis #3001695834
977, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Lemay Michaud, architectes
Concepteur : Lemay Michaud, architectes
Investissements : S.o.

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage « Sainte-Catherine Centre ».





Description

La demande vise à autoriser l'installation d'une pellicule givrée sans coloration sur la face extérieure du vitrage de 24 fenêtres d'un édifice de 8 étages qui abrita jadis le magasin « Simpson ». Le demandeur propose de couvrir de cette pellicule les fenêtres donnant sur les passages d'issue afin de diffuser l'éclairage venant de l'intérieur. Le demandeur prévoit installer des luminaires supplémentaires dans ces passages d'issue.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : Les pellicules favorisent une apparence disparate du bâtiment qui, malgré les modifications apportées au cours des vingt dernières années, présente un intérêt architectural ;

Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 15 novembre 2019, la Division de l'urbanisme recommande **défavorablement** le projet.



Proposition des demandeurs – pellicule givrée

977, rue Sainte-Catherine Ouest



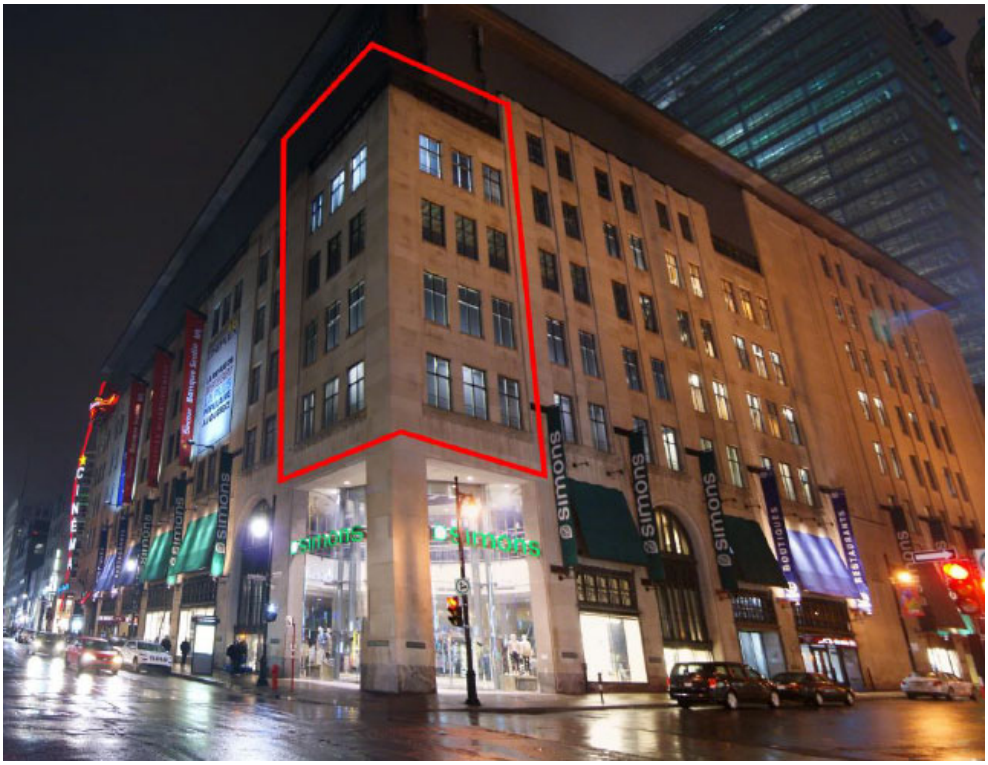


Photo 2019

LEMAYMICHAUD

ARCHITECTURE DESIGN

111 RUE ST-PIERRE
QUÉBEC QC G1K 4A6

QUEBEC @
LEMAYMICHAUD.COM

T. 418.694.1010
F. 418.694.1100

Québec 15 novembre 2019

Objet : **Demande de permis – Ajout de pellicule translucide sur 24 fenêtres.**

Projet : **Requalification des façades du Carrefour Industrielle Alliance, 977 rue Ste-Catherine, Montréal.**

Autorisations déjà reçues : **Autorisations 3001226127 et 3001226185 reçues le 16 mars 2017 pour le projet de requalification des façades.**

Description de la demande : **La demande concerne les 24 fenêtres au-dessus de l'entrée principale du magasin Simons (12 sur la rue Ste-Catherine et 12 sur la rue Mansfield).**

Il est souhaité ajouter une pellicule givrée sur ces fenêtres afin d'amoindrir le manque d'uniformité actuellement visible par ces fenêtres le soir (voir fig. 1). Ces fenêtres donnent vue sur un corridor d'issue peu esthétique éclairé le soir de façon approximative (voir fig. 2).

La solution proposée consiste en une pellicule translucide sans coloration installée sur la face extérieure du verre. Cette pellicule « givrée » diffuserait de façon plus uniforme la lumière de l'intérieur et réfléchirait également une partie de la lumière des luminaires (faisceaux soulignant les bordures des fenêtres) qui seront installés prochainement aux tablettes des fenêtres. Une pellicule transparente lustrée serait aussi laminée sur la pellicule translucide afin de reproduire la réflexion spéculaire du verre durant le jour et ainsi de rendre plus difficilement perceptible la présence d'une pellicule (voir fig. 3).

Voir échantillon de verre avec double pellicules laminées (voir fig. 4).

LEMAYMICHAUD

ARCHITECTURE DESIGN

111 RUE ST-PIERRE
QUÉBEC QC G1K 4A6

QUEBEC @
LEMAYMICHAUD.COM

T. 418.694.1010
F. 418.694.1100

Figure 1

24 fenêtres concernées à l'intersection des rues Ste-Catherine et Mansfield

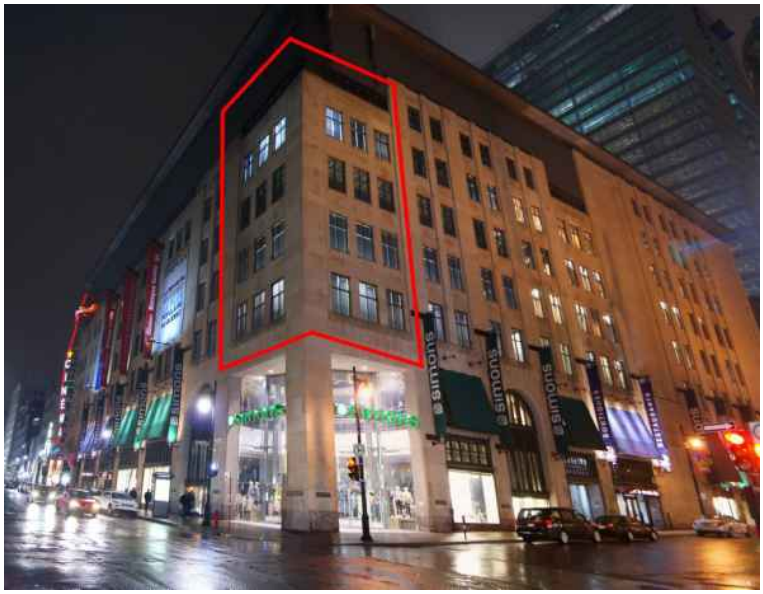


Figure 2

Vue du corridor d'issue derrière les fenêtres



LEMAYMICHAUD

ARCHITECTURE DESIGN

111 RUE ST-PIERRE
QUÉBEC QC G1K 4A6

QUEBEC @
LEMAYMICHAUD.COM

T. 418.694.1010
F. 418.694.1100

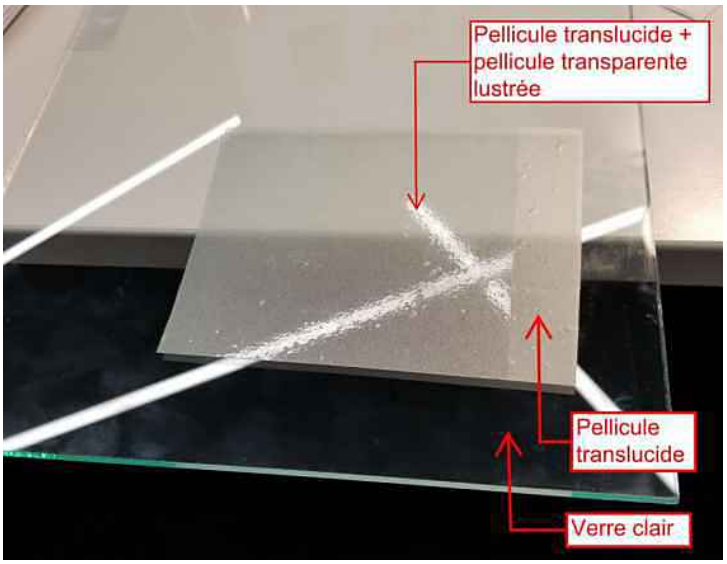
Figure 3

Réflexion spéculaire tel que verre clair standard souhaité durant le jour



Figure 4

Échantillon de verre montrant la réflexion de la lumière avec et sans pellicule lustrée




Requalification façades
977 rue Ste-Catherine, Montréal
Pellicule givrée/ lustrée 24 fenêtres
LEMAYMICHAUD
2019/09/18

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001695834
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	977, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une pellicule givrée sans coloration sur la face extérieure du vitrage de 24 fenêtres d'un édifice de 8 étages qui abrita jadis le magasin « Simpson ». Le demandeur propose de couvrir de cette pellicule les fenêtres donnant sur les passages d'issue afin de diffuser l'éclairage venant de l'intérieur. Le demandeur prévoit installer des luminaires supplémentaires dans ces passages d'issue.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les pellicules favorisent une apparence disparate du bâtiment qui, malgré les modifications apportées au cours des vingt dernières années, présente un intérêt architectural.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Demande de permis de transformation – 3001624861
2274, rue d'Iberville
District électoral : Saint-Jacques

Demandeur : Gestion Gamache-Guévremont inc. a/s Marco Guévremont
Concepteur : Même
Investissements : 22 000 $

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques.





2006 : traitement uniforme des 2 bâtiments



2016 : brique différente sur la partie Sud



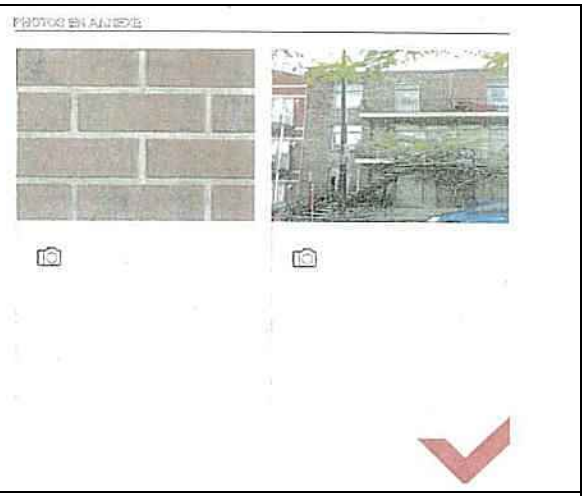
2018 : brique originale 3 couleurs

Description

Le bâtiment visé par la demande de permis fait partie d'un ensemble, et jusqu'en 2016, il était le siamois de son pendant du côté Nord. Le remplacement de la brique sur la partie Nord du bâtiment a été réalisé à ce moment avec la brique Louisiane de Hanson, sans permis, alors que la brique d'origine était un mélange polychrome de 3 ou 4 couleurs, en respectant la forme des détails d'ornementation d'origine, mais pas le relief, au niveau des ouvertures et du parapet.

Les demandeurs sont revenus à la charge en 2018 et ont proposé de remplacer la brique existante du côté Sud par un vieux lot encore disponible de la brique installée en 2016, qui n'est plus commercialisée. Bien qu'elle soit passablement différente de celle d'origine, le maçon fait valoir que les détails du parapet et des sommets d'ouvertures seraient reproduits à l'identique, et que l'unité avec la partie déjà réalisée prime visuellement sur la fidélité aux nuances de couleur

de la brique originale. La demande a fait l'objet d'un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme en novembre 2018.

<table>
<tr><td> 
BALEX
EN TOUTE CONFIANCE
VOTRE PROJET
NOM DU PROJET
Réfection de la maçonnerie
DESCRIPTION DES TRAVAUX
et au parapet</td><td> 
PHOTOS EN ANNEXE</td></tr>
<tr><td>Proposition</td><td>Proposition</td></tr>
<tr><td> 
</td><td> 
</td></tr>
<tr><td>Travaux tels que réalisés</td><td>Travaux tels que réalisés</td></tr>
</table>

Toutefois, les détails d'ornementation ont été simplifiés à l'extrême, de la même façon que sur la partie terminée en 2016, en omettant les projections de brique présentes au niveau des ouvertures et du parapet. En fin de compte, au nom de l'uniformité, on se retrouve avec une perte significative du caractère original de l'immeuble.

Analyse et avis

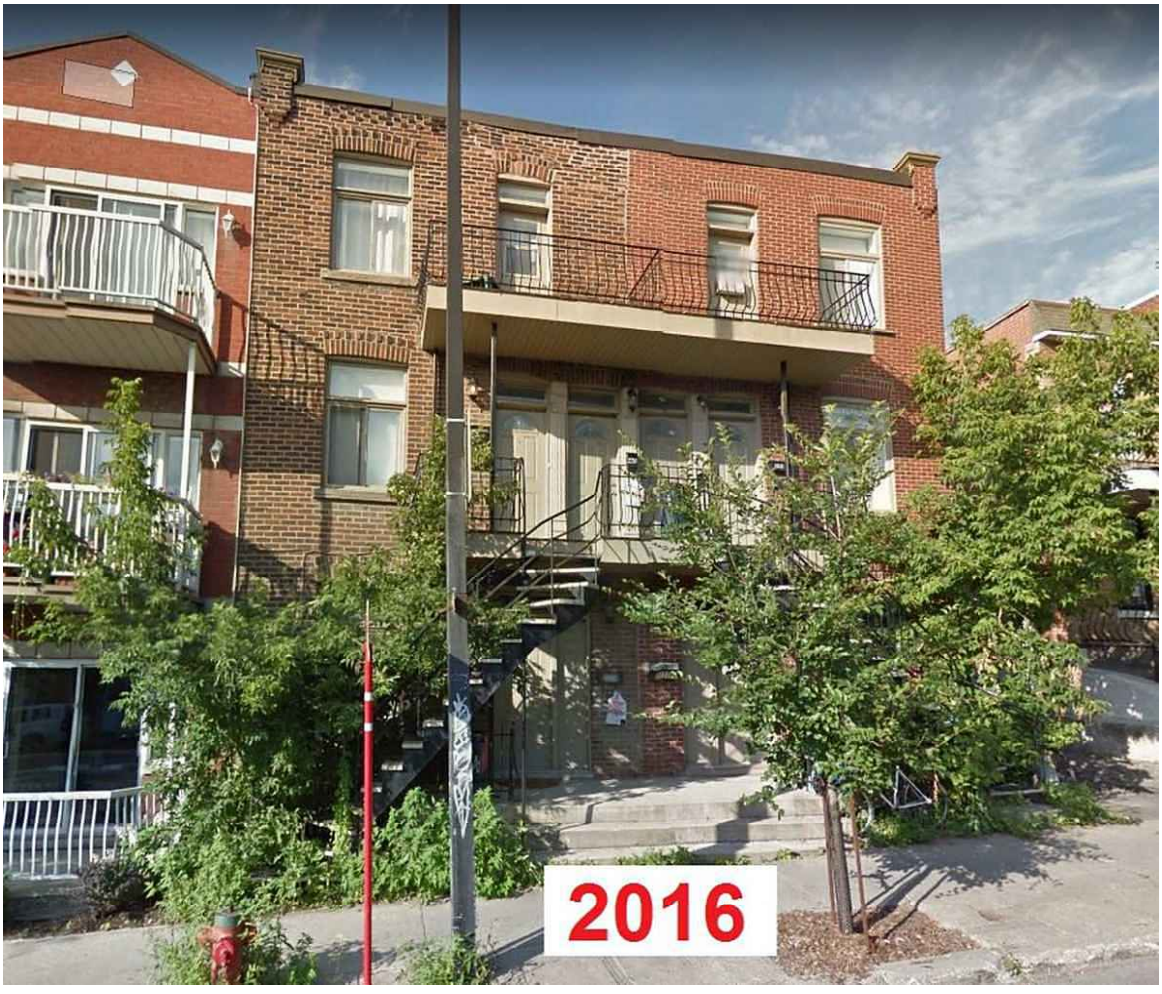
Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

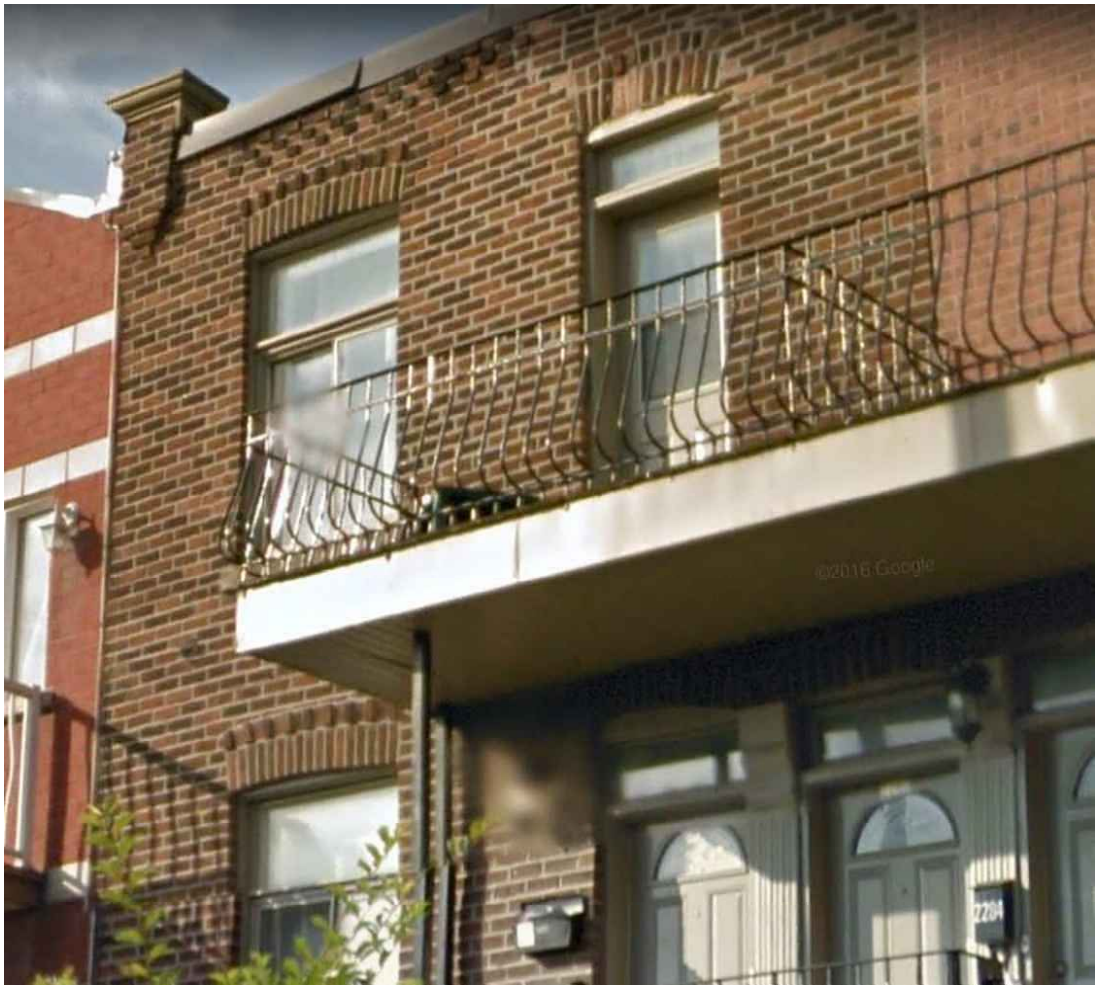
Considérant que : Bien que la situation ait échappé à tout contrôle lors de la première phase des travaux, il y avait moyen de préserver davantage les intentions initiales lors de la seconde phase.

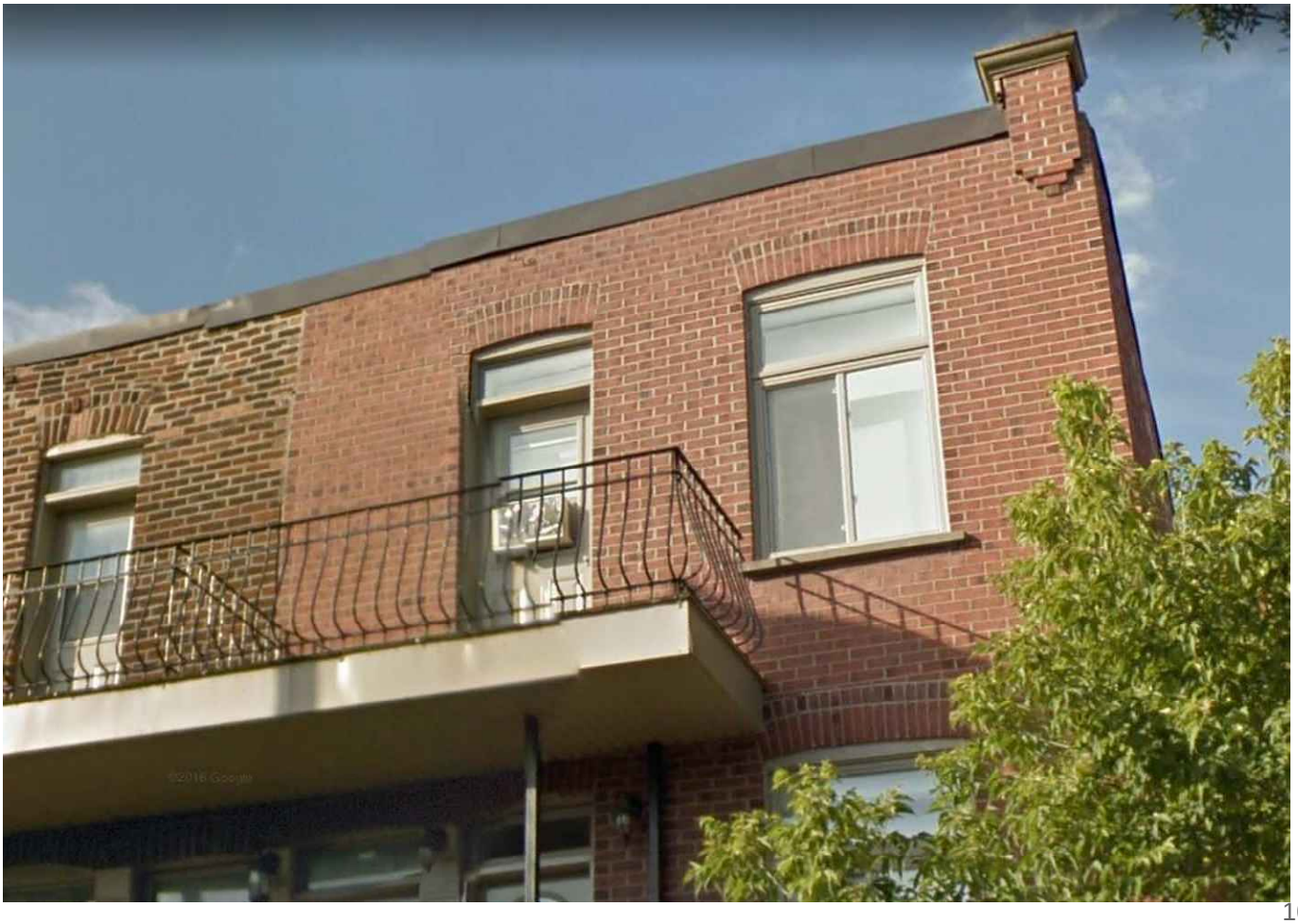
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite défavorable à l'égard de cette demande.

Francis Lefebvre
Architecte


2006


2016


©2016 Google


©2016 Google

BALEX
EN TOUTE CONFIANCE
BALEXCONSTRUCTION.COM

450 593-1998 T
450 593-1999 F
info@balexconstruction.com C
1776, RUE DE MONCOURS CHAMBLY
QUÉBEC J3L 0T1

RBQ: 5630-7473-01
CFC: 120973
9207-2360 QUÉBEC INC.

NOM DU CLIENT
Gestion Gamache guèvremont inc
ADRESSE
2284 Iberville, Montréal

COURRIEL
Gestiongamache_guevremont.com
TÉLÉPHONE CELLULAIRE
+1 (514) 571-2345

VOTRE PROJET

NOM DU PROJET
Réfection de la maçonnerie
ADRESSE
2284 Iberville, Montréal

SOUMISSION # 18-0815-001

Nous s

DESCRIPTION DES TRAVAUX

- Le démantèlement de la maçonnerie sur une superficie de 468 pieds carrés.
- L'installation d'une membrane de type "Tyvek" ainsi que les solins au pourtour de chacune des ouvertures.
- L'installation de la maçonnerie sur une superficie de 468 pieds carrés.
- Reproduire les mêmes motifs que l'existant en haut des fenêtres
- L'installation de 3 allèges
- Le retrait de l'ancien sellant et le calfeutrage de 7 ouvertures.
- Le nettoyage de la maçonnerie à l'aide de détergent approprié.
- Le nettoyage des débris de maçonnerie occasionnés par ces travaux
- Effectuer un capeages d'aluminium au dessus des fenêtres et à la fin des travaux

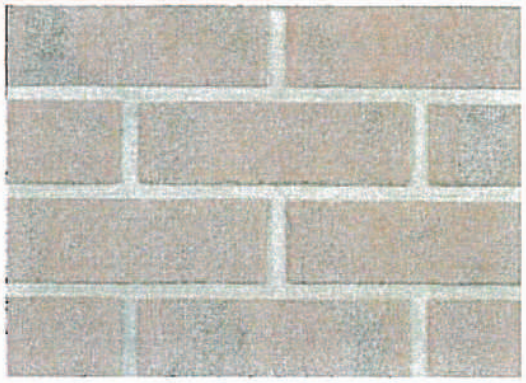
INITIALES

M... 2018
REÇU ... 0 8 NOV 2018
APPROUVÉ PAR

3000745961-18

3001472801

PHOTOS EN ANNEXE





Belex Construction est en règle avec la ville, la RBQ, la CCQ, la CSST, l'équipement et possède les licences et les assurances responsabilité nécessaires à ce genre de travaux. Nous sommes également membre de l'ACQ, de l'AEMQ et nous sommes des entrepreneurs certifiés de l'AEMQ.

NOTES

- Un filet protecteur sera installé afin d'éviter toutes blessures.
- Des contreplaqués seront utilisés afin de protéger du mieux que possible les surfaces utilisées par les travailleurs.

INITIALES

REÇU LE 08 NOV 2019

APPROBATION

BAILEX FOURNI

- La main d'oeuvre et l'outillage.
- Le conteneur à déchets.
- La brique.
- Le mortier gris type "N"
- Le scellant.
- Brique (lame de feu)
- Allèges en béton 2 pouce d'épaisseur x 56 pouces de long (identique au voisin)

LE CLIENT FOURNI

- Tous les permis nécessaires.
- L'eau, l'électricité et un espace de travail accessible.

ESTIMATION EN DATE DU 15 août 2018

PRIX FORFAITAIRE TOTAL* 22200.00$

Dépôt à payer lors de l'acceptation des travaux	3200.00$	+ taxes
Balance à payer à la fin des travaux	19200.00$	+ taxes

ACCEPTÉ PAR

DATE

X _____

ALEXANDRE BOURDEAU
PRÉSIDENT
T: 450 569-1888
T: 514 240-5508
F: 450 569-1888
E: abourdeau@brixexpansion.com

INITIALES

REÇU LE 08 NOV 2018

APPROBATION

Détails architecturaux à reproduire comme à l'existant au-dessus des portes et des fenêtres



Format ole briques à utiliser



Format brique Demande de permis 3001472801
Marco Guévremont
A :
Jean-Philippe.gagnon@ville.montreal.qc.ca
2018-11-14 19:48
Cc :
Edouard Gamache
Masquer les détails
De : Marco Guévremont <marco@chester.app>
A : "Jean-Philippe.gagnon@ville.montreal.qc.ca" <Jean-Philippe.gagnon@ville.montreal.qc.ca>
Cc : Edouard Gamache <edouard@chester.app>
Historique : Ce message a été transféré.

Bonjour M. Gganon,

Conformément à vos demandes, voici le format de la brique:

Format modulaire 2 1/4 x 7 5/8

N'hésitez pas s'il y a quoi que ce soit,

Marco Guévremont

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 15 NOV. 2018
APPROBATION :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001624861
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2274, rue D'Iberville
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un bâtiment qui fait partie d'un ensemble qui jusqu'en 2016 était uniforme. Le remplacement de la brique sur la partie nord du bâtiment a été réalisé à ce moment avec la brique Louisiane de Hanson, sans permis, alors que la brique d'origine était un mélange polychrome de 3 ou 4 couleurs. La forme des détails d'ornementation d'origine a été respectée, mais pas le relief, au niveau des ouvertures et du parapet. Les demandeurs sont revenus à la charge en 2018 et ont proposé de remplacer la brique existante du côté sud par un vieux lot encore disponible de la brique installée en 2016, qui n'est plus commercialisée. Bien qu'elle soit passablement différente de celle d'origine, le maçon fait valoir que les détails du parapet et des sommets d'ouvertures seraient reproduits à l'identique, et que l'unité avec la partie déjà réalisée prime visuellement sur la fidélité aux nuances de couleur de la brique originale. La demande a fait l'objet d'un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme en novembre 2018. Toutefois, les détails d'ornementation ont été simplifiés à l'extrême, de la même façon que sur la partie terminée en 2016, en omettant les projections de brique présentes au niveau des ouvertures et du parapet. En fin de compte, au nom de l'uniformité, on se retrouve avec une perte significative du caractère original de l'immeuble.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Il y avait moyen de préserver davantage les intentions initiales lors de la seconde phase.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Demande de certificat d'autorisation d'enseigne – 3001630515
2071, rue Saint-Denis
District électoral : Saint-Jacques

Demandeur : Solution Néon enr. a/s Lucas Gaudet
Concepteur : Même
Investissements : N/A

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), article 472.1.





2018



2019

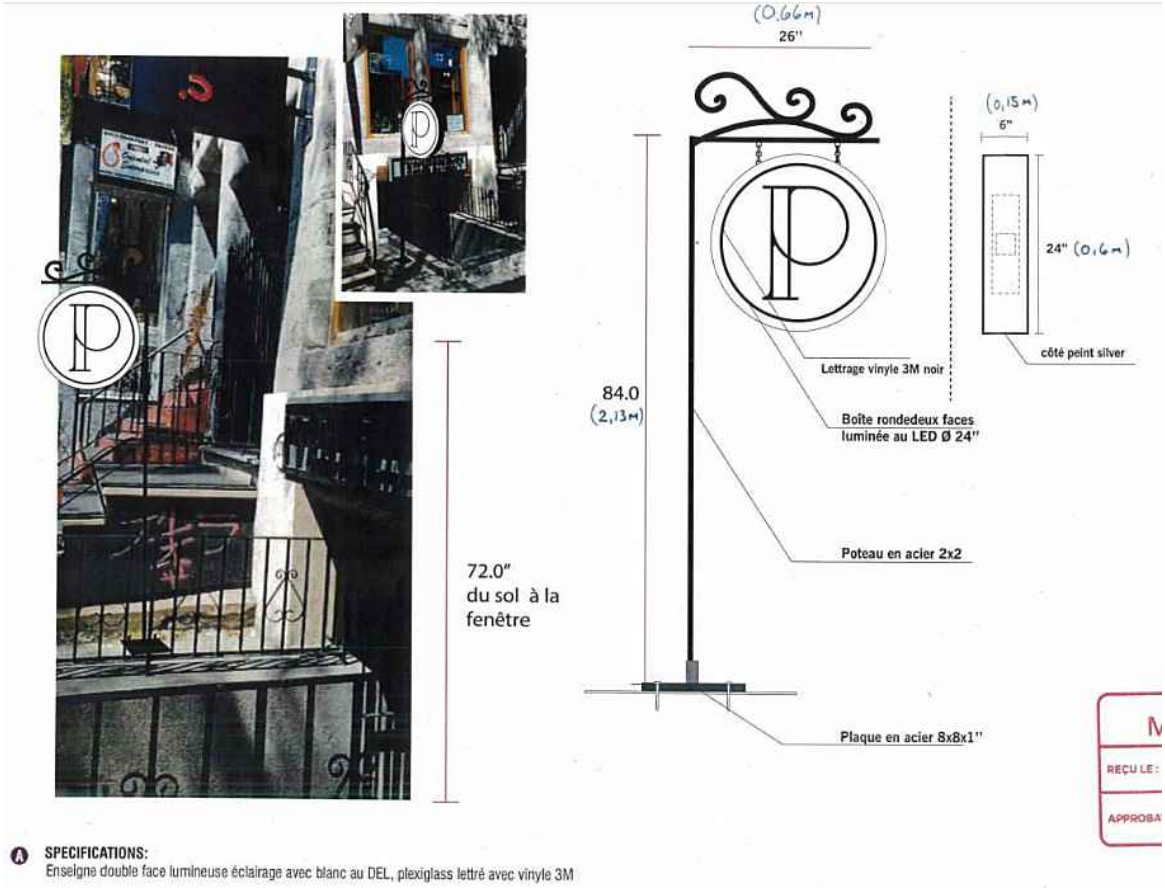


2019

Description

Le demandeur souhaite ajouter de la visibilité au commerce du sous-sol, dont la vitrine se trouve en retrait du plan de façade, au bout d'un accès qui, pour être conforme au Code du bâtiment et protéger la porte d'entrée, repousse le local loin de l'œil du promeneur lambda.

Il propose donc l'ajout d'un poteau/potence de 2,1 m en cour avant, juste à côté du garde-corps protégeant cet accès, auquel serait accroché un boîtier lumineux circulaire de 0,6 m de diamètre et 15 cm d'épaisseur, doté de 2 faces en acrylique blanc sur lesquelles on retrouve un simple « P » en noir inscrit dans un cercle de la même couleur. Le tout serait illuminé par des DEL.



Proposition

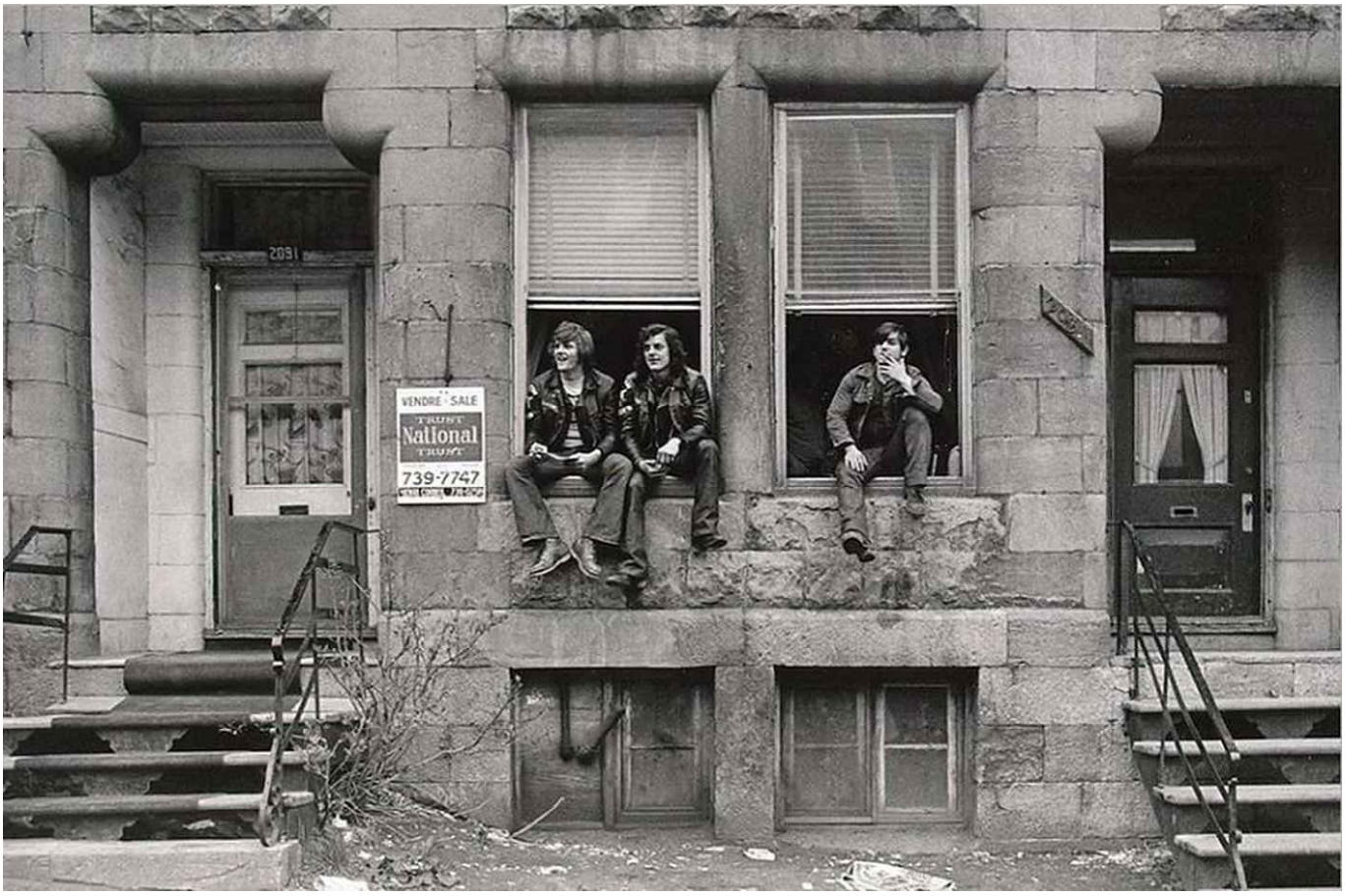
Analyse et avis

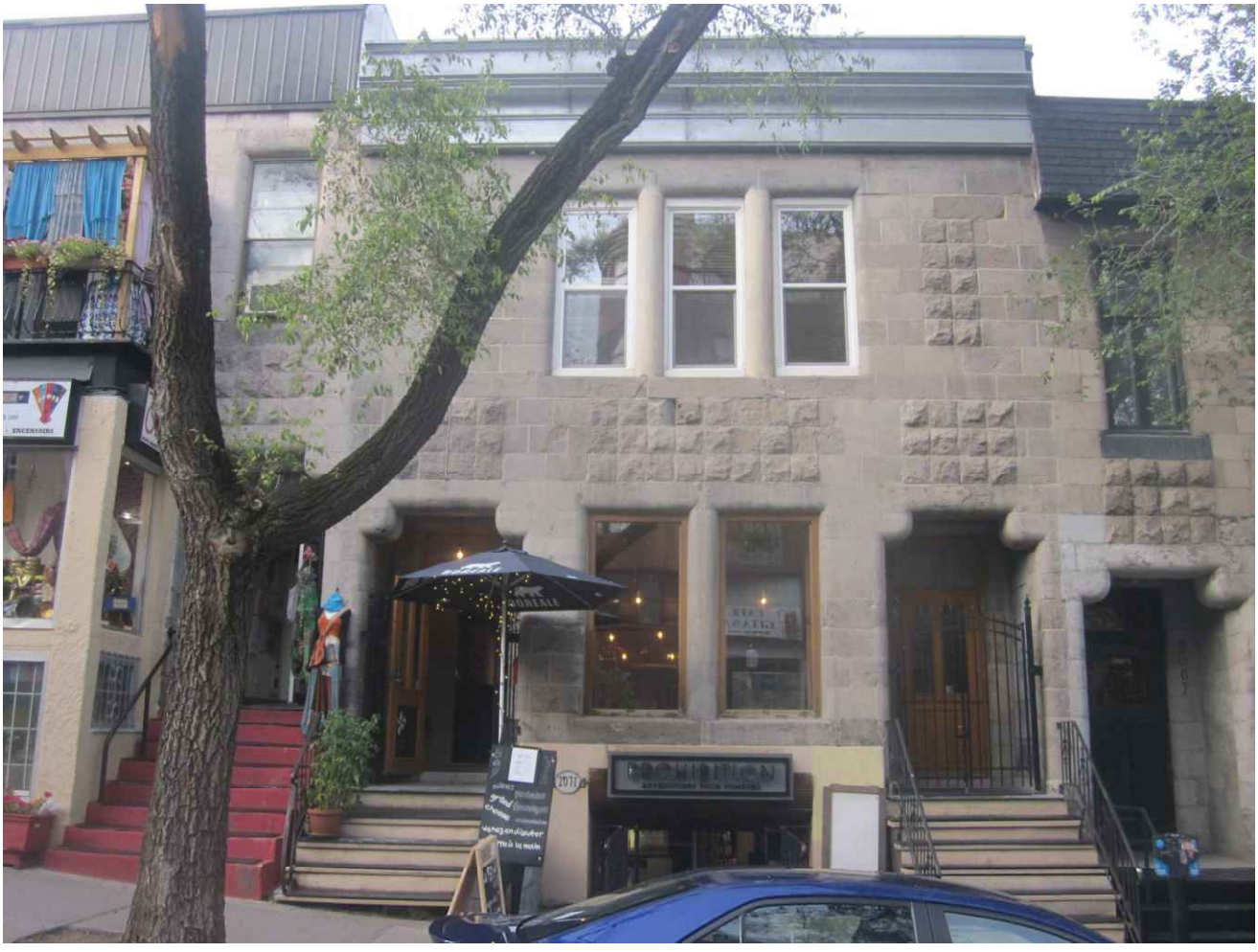
Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

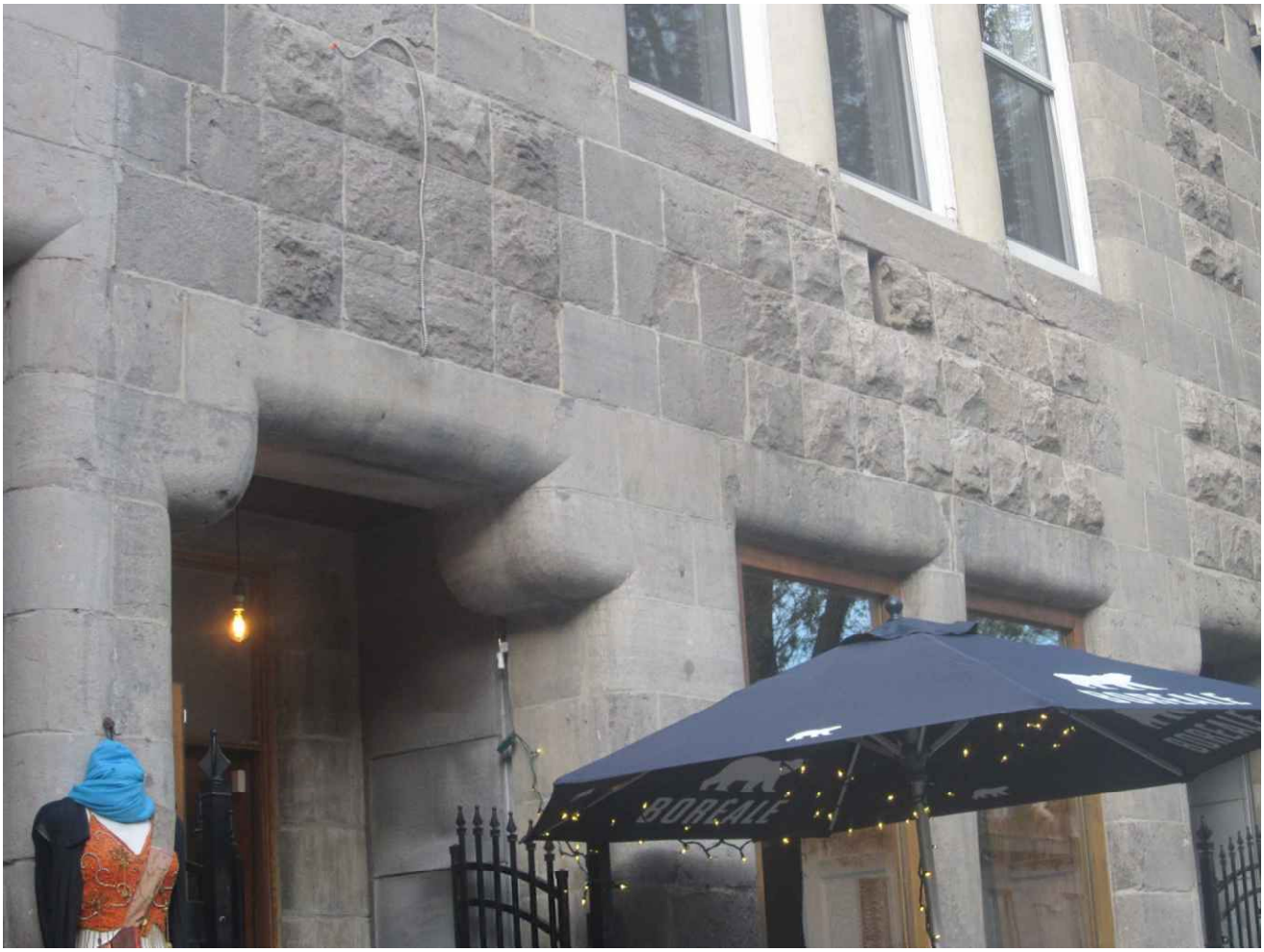
Considérant que : L'arrondissement souhaite éliminer les enseignes sur poteau qui cachent le milieu ambiant, ce qui serait particulièrement dommage dans ce cas-ci, puisque l'immeuble fait partie d'un ensemble remarquable, quoique mal entretenu.

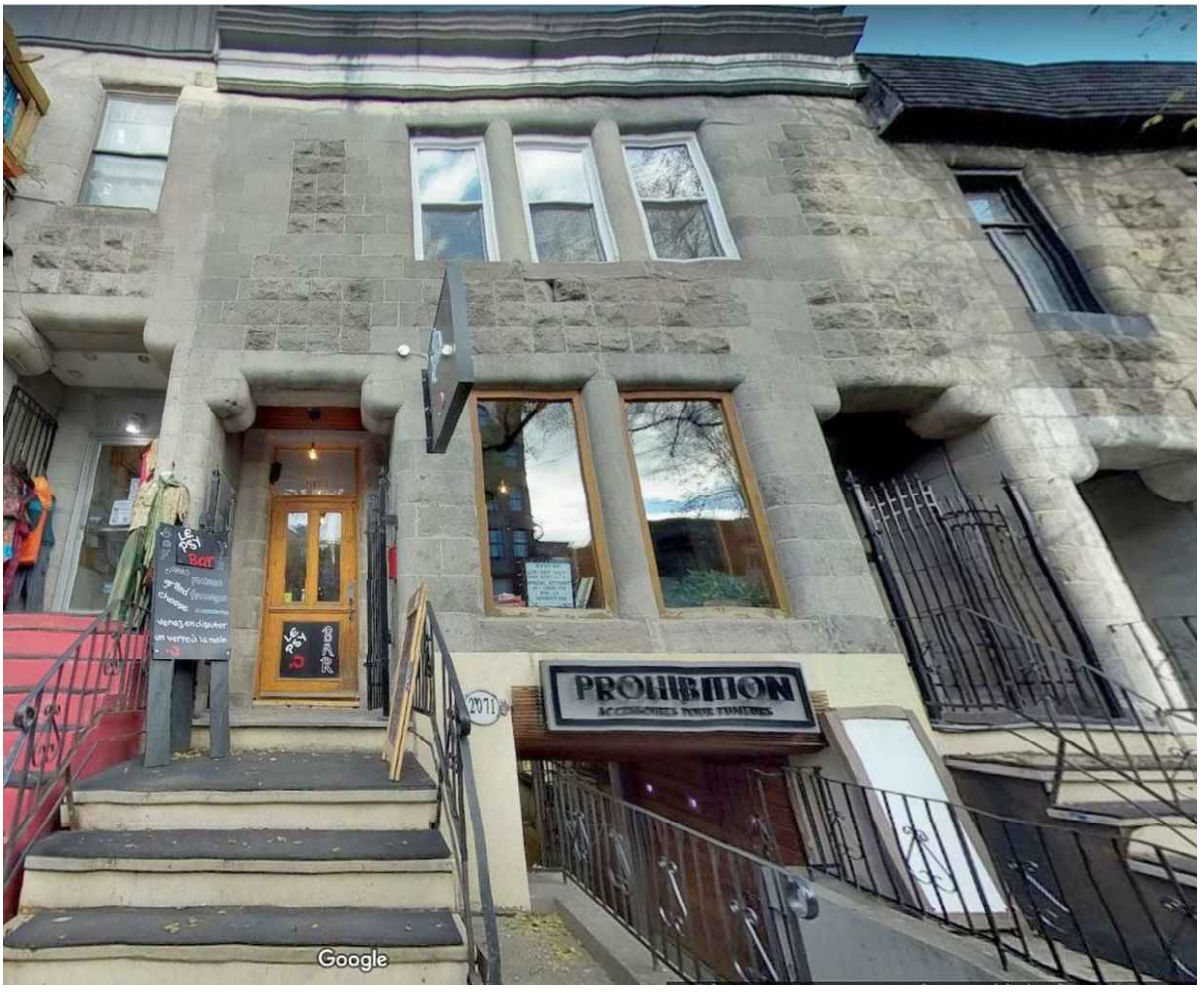
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite défavorable à l'égard de cette demande.

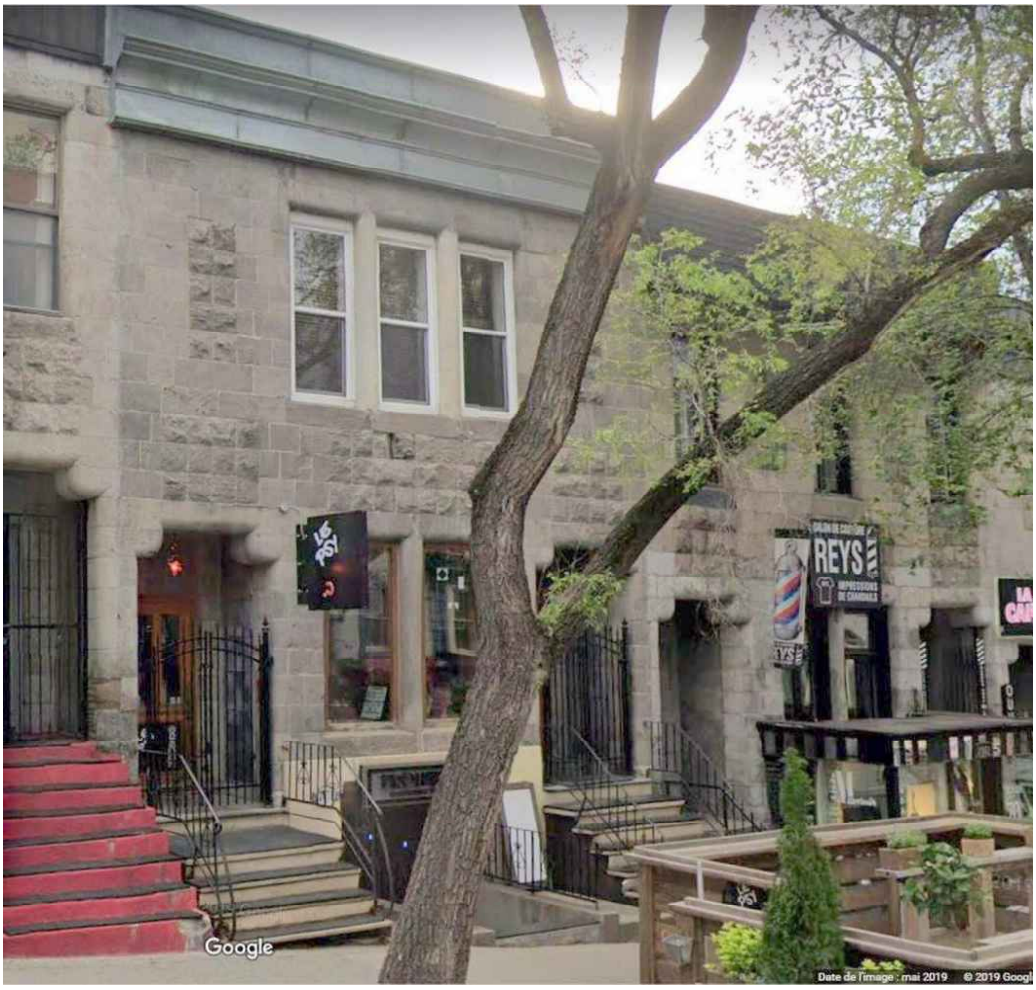
Francis Lefebvre
Architecte


2031
VENDRE · SALE
TRUST
National
TRUST
739-7747


PROHIBITION

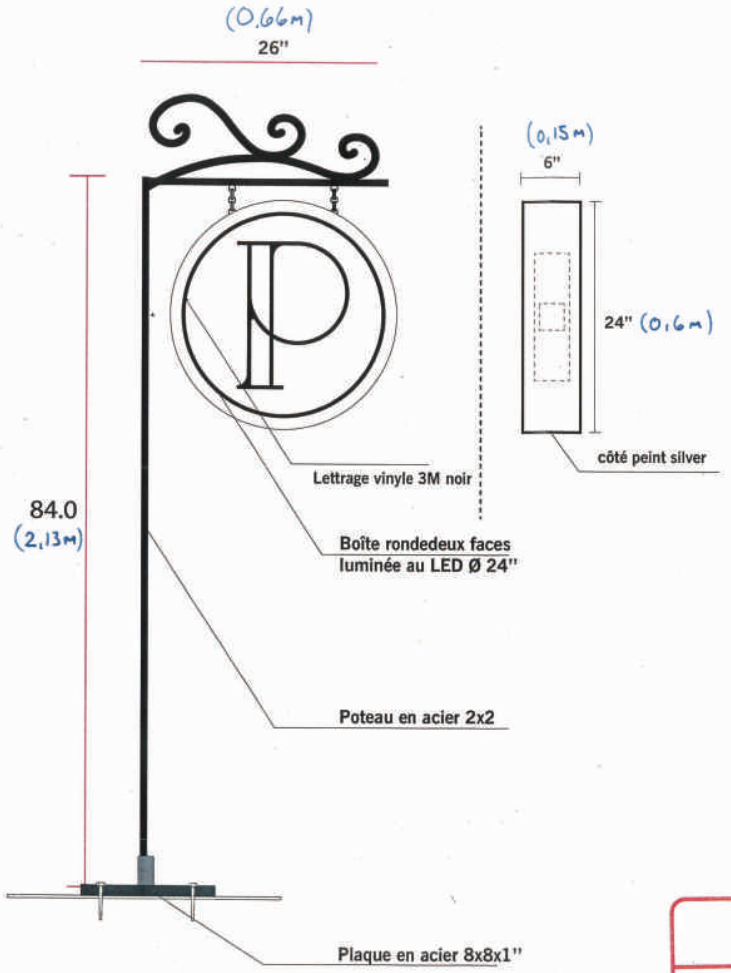

BOREALE


PROHIBITION
ACCESSOIRES POUR FUMEURS
2071
BAR
Google


REYS
Google
Date de l'image : mai 2019



72.0"
du sol à la
fenêtre



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 2 4 AOUT 2019
APPROBATION :

3001630515

A **SPECIFICATIONS:**
Enseigne double face lumineuse éclairage avec blanc au DEL, plexiglass lettré avec vinyle 3M

Client: Prohibition St-Denis Projet: enseigne Pylon extérieure Adresse: Date: 10/08/2019

SOLUTION NÉON R.B.Q. 5698-4339-01 www.solutionneon.com T 514.831.8703

Ce design est la propriété de Solution Néon et ne peut pas être utilisé sans son consentement.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001630515
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2071, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à ajouter de la visibilité au commerce du sous-sol, dont la vitrine se trouve en retrait du plan de façade, au bout d'un accès qui, pour être conforme au Code du bâtiment et protéger la porte d'entrée, repousse le local loin de l'œil du promeneur lambda. Il propose donc l'ajout d'un poteau/potence de 2,1 m en cour avant, juste à côté du garde-corps protégeant cet accès, auquel serait accroché un boîtier lumineux circulaire de 0,6 m de diamètre et 15 cm d'épaisseur, dotés de 2 faces en acrylique blanc sur lesquelles on retrouve un simple « P » en noir inscrit dans un cercle de la même couleur. Le tout serait illuminé par des DEL.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'arrondissement souhaite éliminer les enseignes sur poteau qui cachent le milieu ambiant, ce qui serait particulièrement dommage dans ce cas-ci, puisque l'immeuble fait partie d'un ensemble remarquable, quoique mal entretenu.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE
1671-1679, rue Plessis
District électoral : Sainte-Marie
Demande de permis : 3001641599 et 3001641602

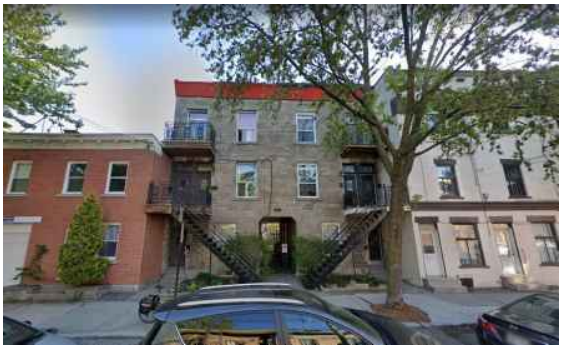
Demandeur : Madame Diane Pelletier
Concepteur : Construction Mario Rainville Inc.
Investissements : S.o.

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Marie-Saint-Jacques.



Localisation



Situation actuelle



Porte-patio en place au 3e étage



Portes en bois en place au rez-de-chaussée et 2e étage

Description

La demande vise à autoriser le remplacement de 8 portes en façade sur les deux immeubles jumeaux en pierre grise datant de 1875.

Suite à un sinistre, plusieurs fenêtres et cadrage de portes ont été abimés par les pompiers. Le demandeur souhaite donc remplacer l'ensemble des portes de l'immeuble. Cependant, 6 portes d'origine en bois ouvragés (2 au rez-de-chaussée et 4 au 2e étage) sont encore présentes sur les bâtiments. Les anciennes portes doubles du 3e étage ont été remplacées par des portes-patio il y a plusieurs années.

3 modèles de portes sont proposés pour les 6 portes donnant accès aux logements sont proposés, mais aucun ne reprend la forme et l'apparence des portes de bois en place.

Pour le 3e étage, des portes en acier comportant une fenêtre à guillotines accompagnées d'une imposte et d'un vitrage latéral sont proposées.



3 modèles de portes proposés



Détail des portes en place

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les portes d'origine en bois du 3e étage sont disparues.

Considérant que : Le modèle de porte proposé pour le 3e étage est adéquat et ne nuira pas à la mise en valeur du bâtiment.

Considérant que : Aucun des 3 modèles de portes proposés ne reprend la forme ni l'apparence des portes d'origine en bois.

Considérant que : La perte d'une caractéristique architecturale d'origine aura un impact fortement négatif sur l'apparence du bâtiment ainsi que sur le caractère de la rue Plessis.

Considérant que : Les portes de bois devraient être réparées ou reproduite afin de favoriser la mise en valeur du bâtiment.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite défavorable à l'égard de cette demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 6 décembre 2019

Finition - Rez-de-chaussée

1671 ROC droit.
Mme Pelletier.

Pour Approbation

01 OCT. 2019

Trou 33 1/4 x 82 1/2

Porte Acier blanche
sans fenetre
hors tour : 31 5/8 x 81 1/2



Fixe PVC Blanc
17 x 28





Coulissante PVC Blanc
46 x 77 1/2
Incluant imposte 15"

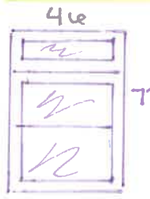
Trou 41 x 97 1/2 max 100"
Porte acier blanc 316"
Avec fenetre à guillotine
Incluant imposte 12"
Hors tour: 37 7/8 x 94 5/8



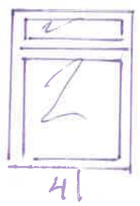
Guillotine PVC blanc
28 x 77 1/2
Incluant imposte 12"



Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant imposte 15"

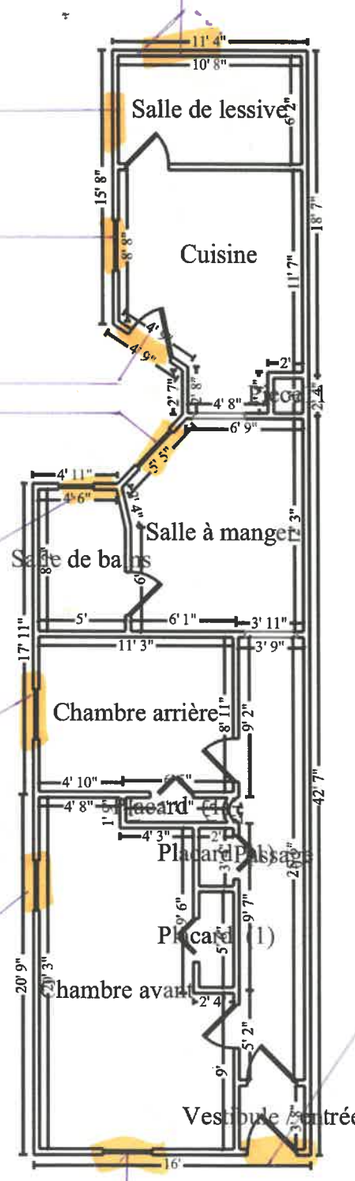


Guillotine PVC blanc
41 x 73 1/2
Incluant imposte 15"



Guillotine PVC blanc
41 x 73 1/2
Incluant imposte 15"





Trou 35 1/2 x 105

Porte Acier noire
2 panneaux plein
1 panneau vitré clair
Incluant imposte 18" vitré clair.
Hors tour: 35 7/8 x 102 5/8





Coulissante PVC Noire
41 x 69
Incluant
Imposte 15"

N

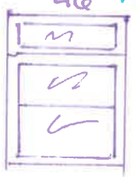
Rez-de-chaussée

1675 Etage #1 droit
Mme Pelletier.

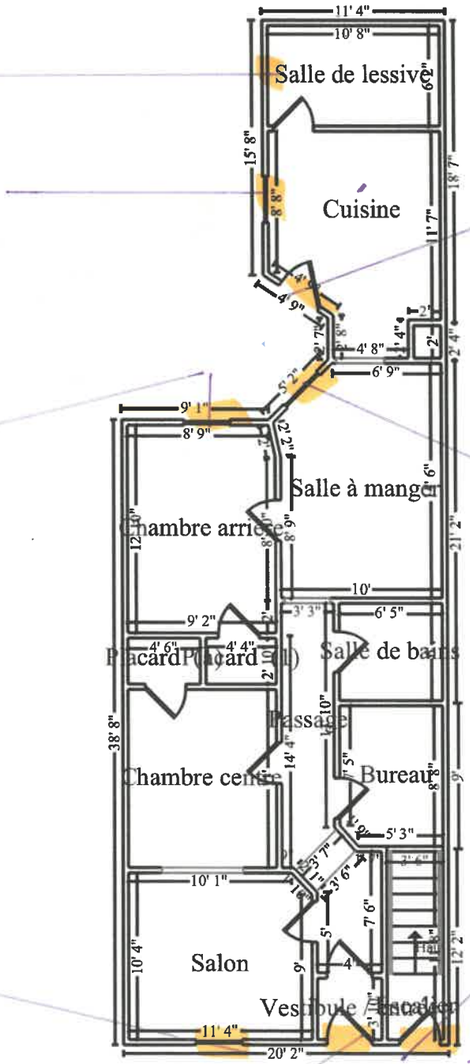
Pour Approbation : _____
01 OCT. 2019

Fenêtre Fixe
PVC blanc
17X28



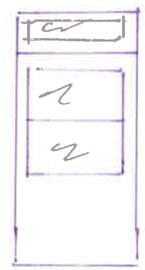


Guillotine PVC blanc
46X77 1/2
Incluant imposte 15"

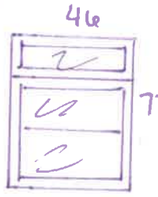


Trou 41 x 97 1/2 max 100"

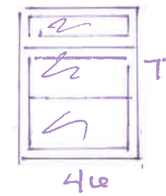
Porte acier blanc 36"
avec fenêtre à guillotine
Incluant imposte 12"
Hors tout : 37 7/8 x 94 5/8



Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant Imposte 15"



Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant Imposte 15"



Guillotine PVC Noire
46 1/2 X 82
Incluant Imposte 19"



Trou 35 1/2 x 105

Porte acier noire
2 Panneaux pleins
1 Panneau vitre clair
Incluant Imposte 18" vitre clair
Hors tout : 35 7/8 x 102 5/8



Trou 35 1/2 x 105

Porte Acier noire
2 panneaux pleins
1 panneau vitre clair
Incluant imposte 18" vitre clair
Hors tout : 35 7/8 x 102 5/8



N

Étage 1

1673 Etage #2 droite.
Mme Pelletier.
Pour Approbation _____

01 OCT. 2019

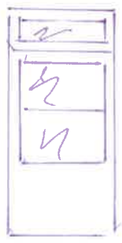
Fixe PVC blanc
17 x 28



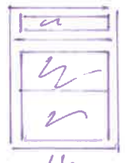
Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant imposte 15"

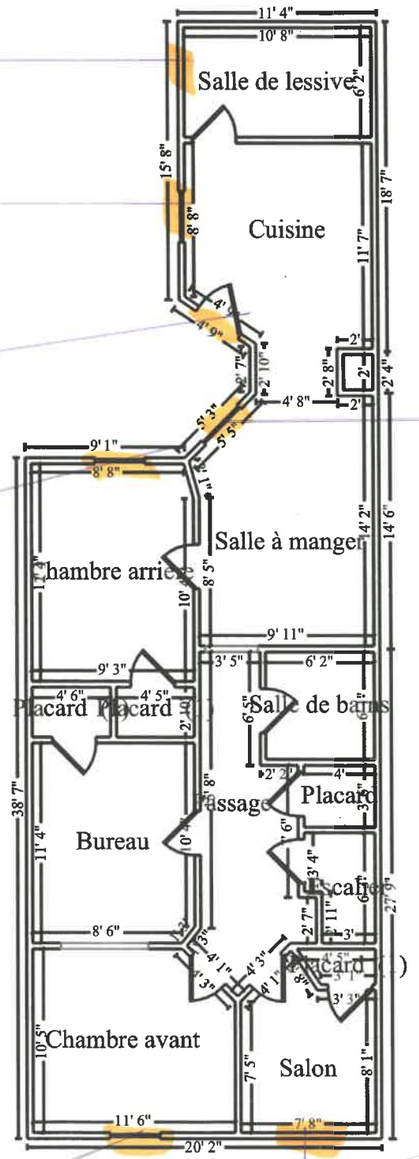


Trou 41 x 97 1/2 max 100"
Porte acier blanche 36"
Avec fenetre guillotine
Incluant imposte 12"
Hors tout : 37 7/8 x 94 5/8

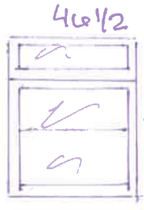


Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant imposte 15"





Guillotine PVC blanc
46 1/2 x 82
Incluant imposte 19"



Guillotine PVC blanc
46 x 77 1/2
Incluant imposte 15"



Trou 47 x 105
Porte Acier noire
Avec side light
46 1/2 x 104
Incluant imposte 21 3/8.

N

Étage 2

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

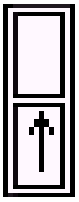
EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

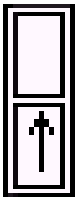
Item #1 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 32 X 62 1/2 — 383.00 — 383.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1679 // RDC GAUCHE
Note : AVEC IMPOST DE 15" DE HAUT
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

Item #3 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 46 X 62 1/2 — 674.00 — 1 348.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 2
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1679 // RDC GAUCHE
Note : + IMPOST DE 15" // FAIRE ATTENTION LARGEUR MAXIMUN
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

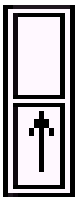
Item #4 **Modèle :** Porte simple **Dim. :** 37 7/8 X 82 5/8 889.00 889.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
Style : Porte simple SÉRIE : N600
Porte : 6 PANNEAUX 36", Blanc 2 cotés
Modèle : Commodités GUILLOTINE CLAIR 2337 (Q470) LOWE GAZ 02-079-050-031 dim. fen.: 22 X 36 LOW E/ARGON
Perc. poignée : 2 trous (2 1/8 + 1 3/4 5 1/2cc)
Installer : (QTÉ 1) BOULE WEISER HUNTINGTON PASSAGE (15)
Poignée : (QTÉ 1) PENE DORMANT WEISER REGULIER SIMPLE (15)
Cadre : 1 1/4 X 9 1/4
Ouverture : GAUCHE
Hors tout : 37 7/8 X 82 5/8
Recouvert int.: Recouvert PVC blanc
Recouvert ext.: Recouvert PVC blanc
Pentures : ZINC
Seuil 9 1/4
NOTES : **AVEC IMPOST DE 12" DE HAUT LOW-GAZ // 1679 // RDC

Item #5 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 28 X 62 1/2 513.00 513.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1679 // RDC
Note : + IMPOST DE 15" DE HAUT
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

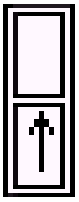
EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

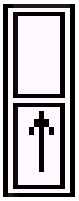
Item #6 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 41 X 58 1/2 — 580.00 — 1 160.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 2
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1679 RDC // GAUCHE
Note : + IMPOST DE 15" DE HAUT LOW-GAZ // LARGEUR MAXIMUN
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

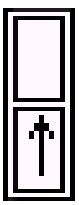
Item #7 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 41 X 50 — 812.00 — 812.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Couleur : Peinturé 1 coté extérieur: NOIR 525
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1679 // RDC
Note : + IMPOST DE 19" DE HAUT LOW-GAZ
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

Item #8 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 32 X 62 1/2 — 513.00 — 513.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : ETAGE MILIEU GAUCHE
Note : AVEC IMPOST DE 15" DE HAUT
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

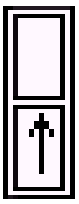
EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

Item #10 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 46 X 62 1/2 674.00 2 022.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 3
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1683 // ETAGE 1 GAUCHE
Note : + IMPOST DE 15" // FAIRE ATTENTION LARGEUR MAXIMUN
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

Item #11 **Modèle :** Porte simple **Dim. :** 37 7/8 X 82 5/8 889.00 889.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
Style : Porte simple SÉRIE : N600
Porte : 6 PANNEAUX 36", Blanc 2 cotés
Modèle : Commodités GUILLOTINE CLAIR 2337 (Q470) LOWE GAZ 02-079-050-031 dim. fen.: 22 X 36 LOW E/ARGON
Perc. poignée : 2 trous (2 1/8 + 1 3/4 5 1/2cc)
Installer : (QTÉ 1) BOULE WEISER HUNTINGTON PASSAGE (15)
Poignée : (QTÉ 1) PENE DORMANT WEISER REGULIER SIMPLE (15)
Cadre : 1 1/4 X 9 1/4
Ouverture : DROIT
Hors tout : 37 7/8 X 82 5/8
Recouvert int.: Recouvert PVC blanc
Recouvert ext.: Recouvert PVC blanc
Pentures : ZINC
Seuil 9 1/4
NOTES : **AVEC IMPOST DE 12" DE HAUT LOW-GAZ // 1683 // ETAGE 1

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

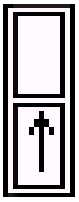
EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

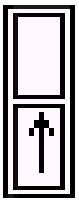
Item #12 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 46 1/2 X 63 — 832.00 — 832.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Couleur : Peinturé 1 coté extérieur: NOIR 525
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1683 // ETAGE 1
Note : + IMPOST DE 19" DE HAUT LOW-GAZ
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

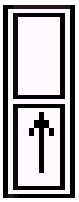
Item #13 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 32 X 62 1/2 — 513.00 — 513.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : ETAGE HAUT GAUCHE
Note : AVEC IMPOST DE 15" DE HAUT
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

Item #15 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 46 X 62 1/2 — 674.00 — 2 022.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 3
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1681 //ETAGE 2 GAUCHE
Note : + IMPOST DE 15" // FAIRE ATTENTION LARGEUR MAXIMUN
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

PRÉVILLE VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

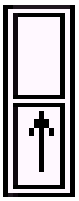
Item #16 **Modèle :** Porte simple **Dim. :** 37 7/8 X 82 5/8 889.00 889.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
Style : Porte simple SÉRIE : N600
Porte : 6 PANNEAUX 36", Blanc 2 cotés
Modèle : Commodités GUILLOTINE CLAIR 2337 (Q470) LOWE GAZ 02-079-050-031 dim. fen.: 22 X 36 LOW E/ARGON
Perc. poignée : 2 trous (2 1/8 + 1 3/4 5 1/2cc)
Installer : (QTÉ 1) BOULE WEISER HUNTINGTON PASSAGE (15)
Poignée : (QTÉ 1) PENE DORMANT WEISER REGULIER SIMPLE (15)
Cadre : 1 1/4 X 9 1/4
Ouverture : DROIT
Hors tout : 37 7/8 X 82 5/8
Recouvert int.: Recouvert PVC blanc
Recouvert ext.: Recouvert PVC blanc
Pentures : ZINC
Seuil 9 1/4
NOTES : **AVEC IMPOST DE 12" DE HAUT LOW-GAZ // 1681 // ETAGE 2

Item #17 **Modèle :** GS1 **Dim. :** 46 1/2 X 63 832.00 832.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
TYPE : Guillotine Modèle GS1 Ouvrant :G
Cadre : Cadre 4 1/2 série 4200ECO
FENÊTRE CONCERTO
Thermos : Low-E Gaz fini 7/8
Couleur : Peinturé 1 coté extérieur: NOIR 525
Intérieure : Soufflage recouvert fini 9 1/4
Emplacement : 1681 // ETAGE 2
Note : + IMPOST DE 19" DE HAUT LOW-GAZ
Fenêtre homologué ENERGY STAR
Réf NRCan : NR6763-32560419-ES

PRÉVILLE
VISION CONFORT
PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

Item #18 **Modèle :** Porte simple 1 panneau gauche **Dim. :** 46 1/2 X 82 5/8 1 929.00 1 929.00



Vue extérieure dim. :Larg x Haut

*** QTÉ. :** 1
Style : Porte simple 1 panneau gauche SÉRIE : N600
Porte : UNIE 30", N600 PEINT EXTÉRIEUR
Modèle : Novatech CLAIR 08-079-038-011 dim. fen.: 20 X 64 LOW E/ARGON
Modèle pan. : Novatech 08-079-005-026 FEN. STD. 7x64 TR NOVAPVC NOVAPVC
Coupe froid : Noir
Coupe froid : Noir
Peinture : Peinture extérieure :NOIR #525 et intérieure :Blanc
Latéral : LATÉRAL UNIE
Extra : AMINCIR cadre (Enlever rainure)
Perc. poignée : 2 trous (2 1/8 + 1 3/4 5 1/2cc)
Installer : (QTÉ 1) BOULE WEISER HUNTINGTON PASSAGE (15)
Poignée : (QTÉ 1) PENE DORMANT WEISER REGULIER SIMPLE (15)
Cadre : 1 1/4 X 9 1/4
Ouverture : DROIT INT. S/L GAUCHE
Hors tout : 46 1/2 X 82 5/8
Recouvert int.: Recouvert PVC blanc
Recouvert ext.: Rec. alum. noir #525 Gentek
Pentures : ZINC
Seuil 9 1/4
Astragale PVC, peinturé 1 côté
NOTES : +IMPOST DE 21 3/8 VERRE CLAIR LOW-GAZ // HAUTEUR TOTAL: 104

Item #19 **Modèle :** GARANTIE-FENETRE **Dim. :** X 0.00 0.00

QTÉ. : 1
Description : GARANTIE DE 12 MOIS SUR LA MAIN-D'OEUVRE SI CONDENSATION ENTRE LES 2 VITRES// 10 ANS SUR THERMOS// 20 ANS PVC// 10 ANS SUR MECANISME A CONDITION DE BONNE UTILISATION // BRIS THERMIQUE GARANTIE POUR UNE PERIODE DE 12 MOIS.

Vue extérieure dim. :Larg x Haut

PRÉVILLE
VISION CONFORT

PORTES & FENÊTRES
3348, Chemin Kildare, Rawdon, Qc. J0K 1S0
T: 450 834-2543 / T: 1 800 810-6682 / F: 450 834-2465

Soumission No. : 36 977

Représentant (e) : KAMÉLIE P.

Fournir et Livrer

RBQ :

À L'ATTENTION DE :

VENDU À # Client : 5463

CONSTRUCTION MARIO RAINVILLE
974 RUE RICHARD,
ST-FELIX DE VALOIS., Québec,
J0K-2M0

llahaie@cmr-inc.com

Tél. : 450-889-2226 Fax : 450-889-8798

EXPÉDIÉ À

JOB BLOUIN & SULLIVAN
1679-1681-1683, RUE PLESSIS
MONTREAL

Date de commande	No. Commande client	Référence de travail	Livraison approximative
27/09/2019	BLOUIN / SULLIVAN		

Remarques:

Item #20 **Modèle :** GARANTIE-PORTE **Dim. :** X 0.00 0.00

QTÉ. : 1

Description : GARANTIE DE 10 ANS SUR LA PORTE EN ACIER (VOIR DETAIL DU FABRICANT). GARANTIE DE 10 ANS CONTRE LA BUEE ENTRE LES 2 VITRES. PAS DE GARANTIE SUR LE BRIS THERMIQUE.

Vue extérieure dim. :Larg x Haut

1. Si installé par le client - Vérifiez vos mesures, VOUS EN ÊTES RESPONSABLE. 2. Il est de VOTRE RESPONSABILITÉ de vérifier le sens d ouverture des portes et/ou fenêtres. 3. Pour le sens d ouverture: TOUJOURS VUE DE L EXTERIEUR. 4. Le client est reponsable de la conformité de la soumission. 5. Les prix sont valide pour une période de trente (30) jours. 6. MERCI POUR VOTRE CONFIANCE.

Sous total :		**15 546.00 $**
Moins escompte :	13 %	13 525.02 $
Transport (net):		0.00 $
142 567 130 **T.P.S. :**		676.25 $
102 154 2969 **T.V.P. :**		1 349.12 $
TOTAL :		15 550.39 $
Acompte :		0.00 $
Total dû : NET 30 JOURS		**15 550.39 $**

Client : _____ Date : _____ Nombre d'item :**23**

Représentant : _____ Date : _____

Date d'impression : 22-10-2019








1683


1671
Port obligatoire
Port obligatoire
DÉFENSE D'ENTRER
Port obligatoire


1681



Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 décembre 2019
3001641599 et 3001641602
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1671-1679, rue Plessis
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement de 8 portes en façade sur les deux immeubles jumeaux en pierre grise datant de 1875. Suite à un sinistre, plusieurs fenêtres et cadrages de portes ont été abimés par les pompiers. Le demandeur souhaite donc remplacer l'ensemble des portes de l'immeuble. Cependant, 6 portes d'origine en bois ouvragés (2 au rez-de-chaussée et 4 au 2e étage) sont encore présentes sur les bâtiments. Les anciennes portes doubles du 3e étage ont été remplacées par des portes-patio il y a plusieurs années. 3 modèles de portes sont proposés pour les 6 portes donnant accès aux logements sont proposés, mais aucun ne reprend la forme et l'apparence des portes de bois en place. Pour le 3e étage, des portes en acier comportant une fenêtre à guillotines accompagnées d'une imposte et d'un vitrage latéral sont proposées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes d'origine en bois du 3e étage sont disparues.
Considérant que :	Le modèle de porte proposé pour le 3e étage est adéquat et ne nuira pas à la mise en valeur du bâtiment.
Considérant que :	Aucun des 3 modèles de portes proposés ne reprend la forme ni l'apparence des portes d'origine en bois.
Considérant que :	La perte d'une caractéristique architecturale d'origine aura un impact fortement négatif sur l'apparence du bâtiment ainsi que sur le caractère de la rue Plessis.
Considérant que :	Les portes de bois devraient être réparées ou reproduites afin de favoriser la mise en valeur du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

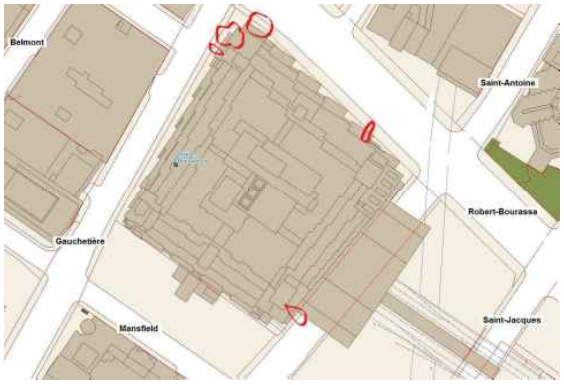
Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE
800, rue de la Gauchetière Ouest
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001658683 et 3001711260

Demandeur : International Néon a/s David Danielis et Enseignes Perfection a/s Robert Dupuis
Concepteur : Mêmes
Investissements : S/O

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Articles 517 et 519.

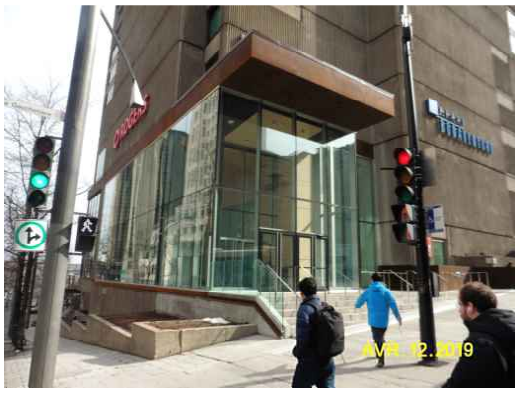




Coin Nord-Est



Entrée typique



Entrée typique

Description
La place Bonaventure compte parmi les 10 immeubles significatifs de l'architecture moderne qui font partie de la liste des immeubles d'intérêt en vigueur dans l'arrondissement Ville-Marie. Construite entre 1964 et 1968 sous la férule d'Éva Hollo Vecsei, chargée de projet chez Affleck, Dimakopoulos, Desbarats, Lebensold et Sise, c'était à l'époque, en terme de surface, le plus gros bâtiment du Commonwealth.

Il s'agit de 2 demandes indépendantes, l'une qui prévoit l'installation de 2 enseignes « Rogers » de nom d'immeuble au coin de Robert-Bourassa et de la Gauchetière, à une hauteur de 47.5 m du trottoir, et l'autre qui propose l'installation de 3 stèles d'identification à proximité des nouvelles entrées donnant accès aux bureaux des étages.

La première prévoit l'installation sur les 2 faces du même coin de 2 enseignes identiques à la

même hauteur, constituées de l'inscription « ROGERS » en lettres détachées rouges, précédée d'une version à 4 brins du ruban de Möbius qui fait office de logo. L'aire de l'affichage est de 10,64 m², alors que la partie 3° de l'article 517 la limiterait à 5,5 m²; d'autre part, le fait qu'ils soient visibles du même point contredit l'alinéa 5° du même article. Pour finir, la Division de l'urbanisme n'encourage pas l'installation d'enseignes de nom d'immeuble sur les immeubles d'intérêt.

La seconde intervention consiste en l'installation de 2 stèles de 3,6 m de hauteur à proximité de deux des 3 entrées donnant accès aux bureaux à l'étage. Il en existe une actuellement près de l'entrée Robert-Bourassa, et le plan est de la remplacer. La stèle serait construite d'aluminium peint noir et on pourrait y lire l'adresse de l'entrée, ainsi que l'inscription « PLACE BONAVENTURE » et le contenu de petits panonceaux interchangeables. Bien que les stèles soient assez hautes, elles ne gênent pas l'appréciation du bâtiment, dont la masse demeure importante.

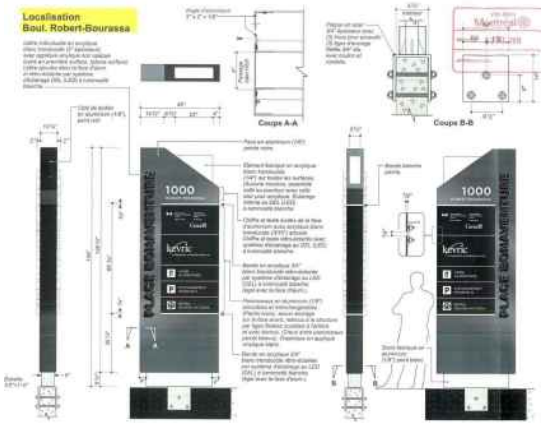
Une 3e enseigne, qui constitue une version réduite des 2 stèles, serait installée en saillie près de l'entrée Saint-Antoine afin d'annoncer un accès dédié aux personnes à mobilité réduite.



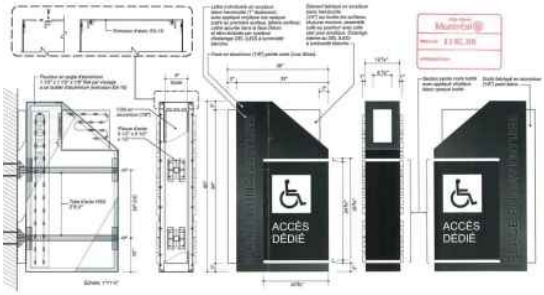
Proposition Rogers



Proposition Rogers



Proposition stèle



Proposition saillie

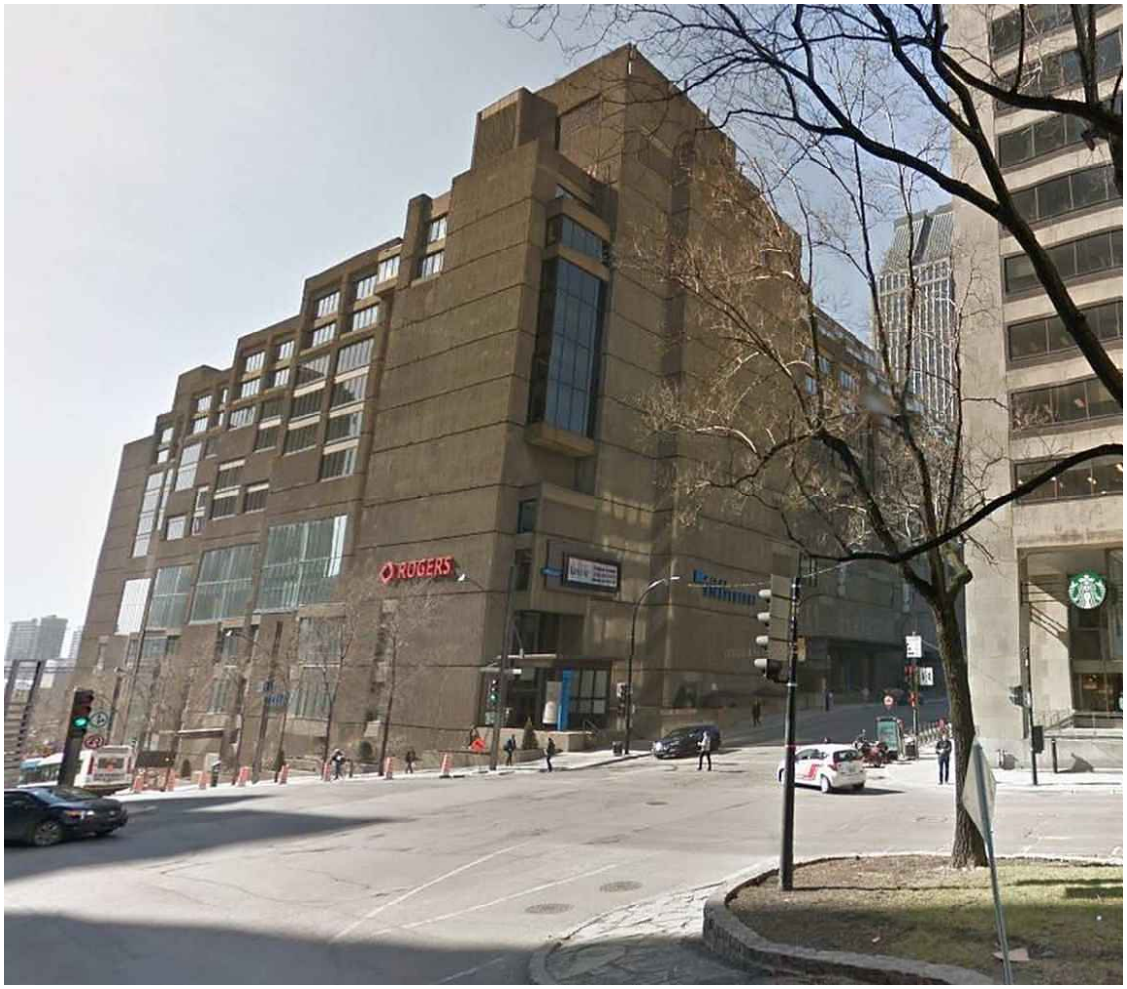
Analyse et avis

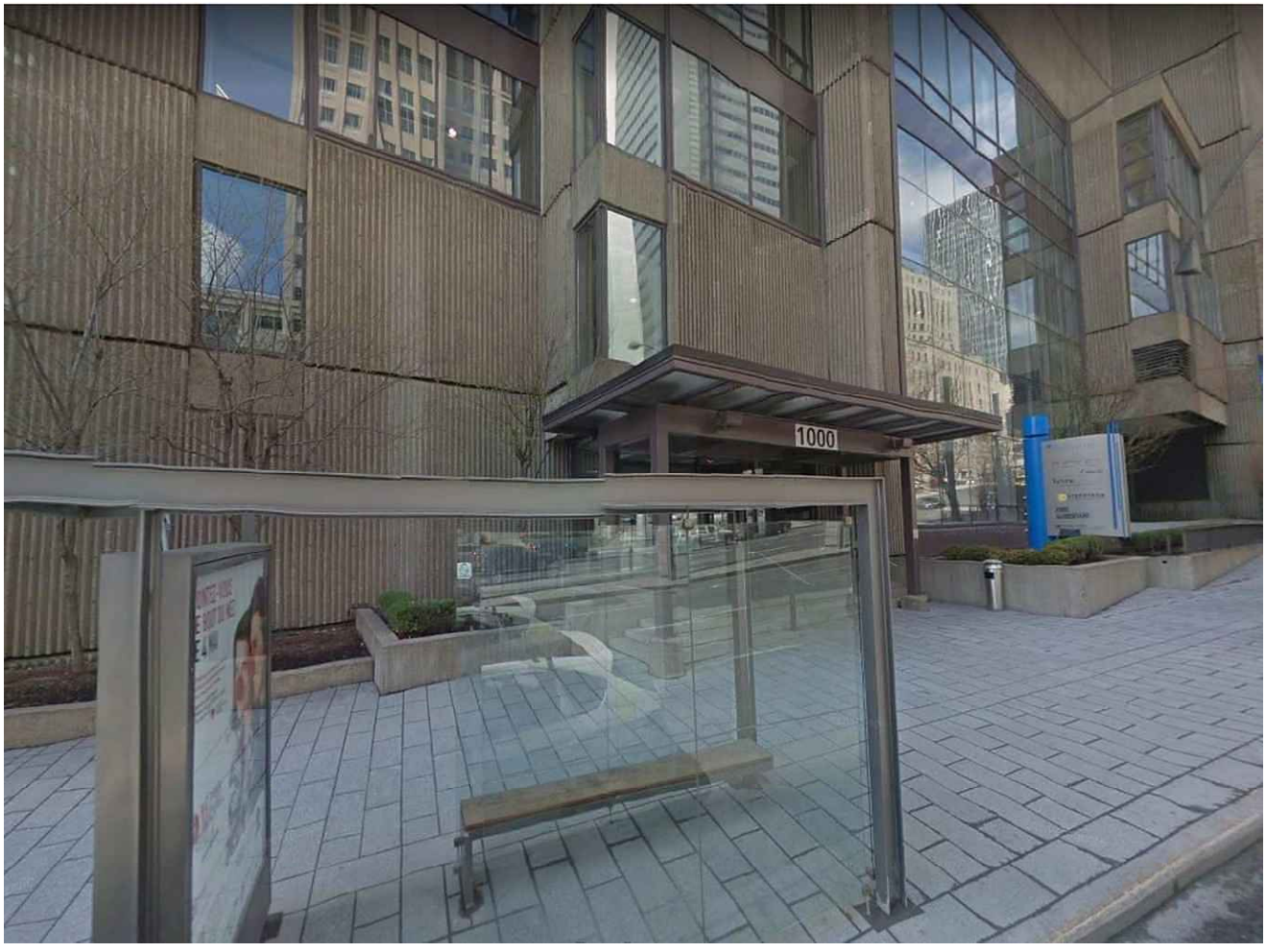
Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'installation des 2 enseignes de nom d'immeuble Rogers n'aurait pas d'impact positif sur la perception de l'immeuble.

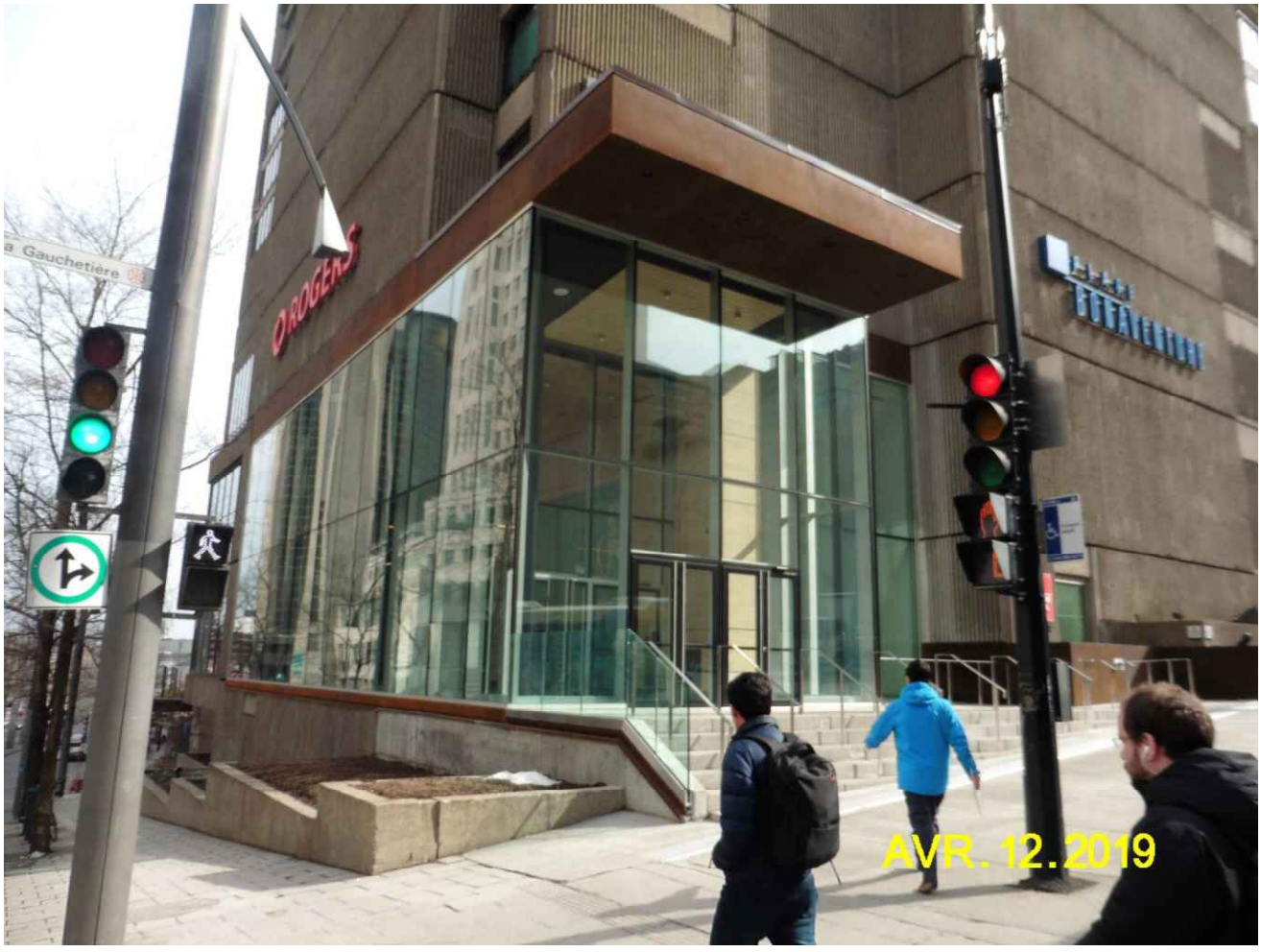
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite défavorable à l'égard de la demande concernant les enseignes en hauteur « Rogers », et une suite favorable à l'égard de la demande concernant les stèles et l'enseigne en saillie.

Francis Lefebvre
Architecte


ROGERS


1000


STATIONNEMENT
INTÉRIEUR
ROGERS
BONAVENTURE
AVR. 12. 2019


Gauchetière
ROGERS
AVR. 12. 2019

ENSEIGNE A

L'ENSEIGNE EST CACHÉE
DERRIÈRE LE MUR ENCASTRÉ



ROBERT BOURASSA PRESQUE COIN AVEC SAINT-ANTOINE O (VUE 1)
ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE



SUR ROBERT BOURASSA (VUE 2)
ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE



ROBERT BOURASSA PRESQUE COIN AVEC BELMONT (VUE 3)
ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE

SITE CHECK REQUIRED
RELEVÉ DE SITE REQUIS

ROGERS • Montreal, QC

LES ENSEIGNES SONT SUJET À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

International Néon

CLIENT	ROGERS	SITE	ROGERS • Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	333 BLOOR STREET EAST, 7th FLOOR	ADRESSE:	800 RUE DE LA GAUCHETIÈRE O	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	TORONTO, ONTARIO C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QC C.P: H5A 1K3	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	(416) 444 9091 FAX: (416) 444 2413	TEL:	(514) 954-3666 FAX:	DIR:	WIP2018\Rogers\Montreal_QC_Place_Bonaventure\CDR

5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

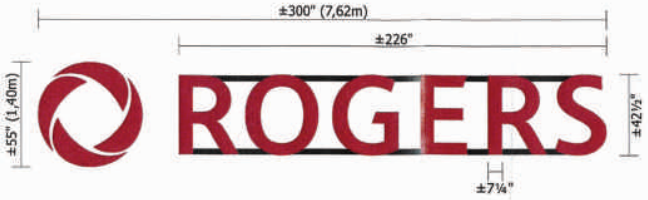


ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE



EXISTING SET OF CHANNEL LETTERS
TO BE REMOVED AND RELOCATED AS SHOWN.
BLOCK HOLES WITH CAULKING
ALL WALL REPAIRS BY OTHERS

ÉLÉVATION EXISTANTE
AUCUNE ÉCHELLE



B **NOUVELLE ENSEMBLE DE LETTRES INDIVIDUELLES LUMINEUX ET LOGO** X1
Échelle : 3/16" = 1'-0"

SUPERFICIE TOTALE : 114.58 pi² ou 10,65 m²

120 VOLTS / XX AMPS

B **NEW ILLUMINATED CHANNEL LETTERS AND LOGO** X1
Scale: 3/16" = 1'-0"

TOTAL AREA : 114.58 ft² or 10,65 m²

120 VOLTS / XX AMPS

SITE CHECK REQUIRED
RELEVÉ DE SITE REQUIS

ROGERS • Montreal, QC

LES ENSEIGNES SONT SUJET À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

International Néon

CLIENT	ROGERS	SITE	ROGERS • Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	333 BLOOR STREET EAST, 7th FLOOR	ADRESSE:	800 RUE DE LA GAUCHETIÈRE O	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	TORONTO, ONTARIO C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QC C.P: H5A 1K3	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	(416) 444 9091 FAX: (416) 444 2413	TEL:	(514) 954-3666 FAX:	DIR:	WIP2018\Rogers\Montreal_QC_Place_Bonaventure\CDR

5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

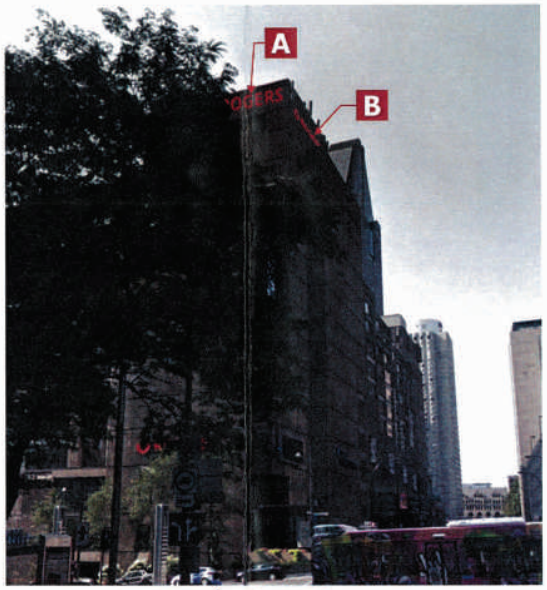
ENSEIGNE B
OPTION 2

OPTION 1



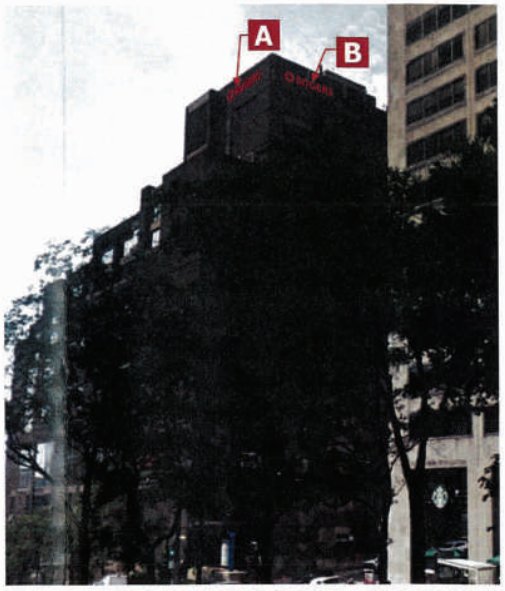
RUE DE LA GAUCHETIÈRE COIN AVEC ROBERT BOURASSA (VUE 1)
ÉLÉVATION NORD PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE

OPTION 1



RUE DE LA GAUCHETIÈRE (VUE 2)
ÉLÉVATION NORD PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE

OPTION 1



ROBERT BOURASSA PRESQUE COIN AVEC BELMONT (VUE 3)
ÉLÉVATION NORD PROPOSÉE
AUCUNE ÉCHELLE

SITE CHECK REQUIRED
RELEVÉ DE SITE REQUIS

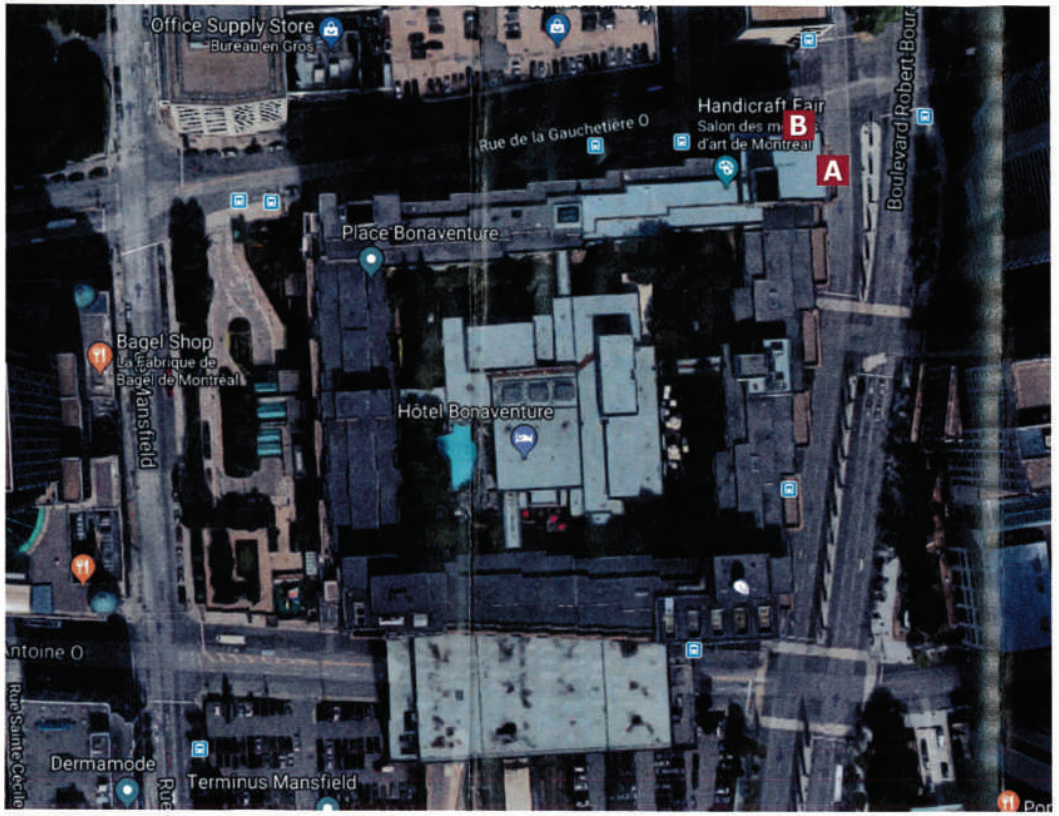
ROGERS • Montreal, QC

LES ENSEIGNES SONT SUJET À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

International Néon

CLIENT	ROGERS	SITE	ROGERS • Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	333 BLOOR STREET EAST, 7th FLOOR	ADRESSE:	800 RUE DE LA GAUCHETIÈRE O	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	TORONTO, ONTARIO C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QC C.P: H5A 1K3	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	(416) 444 9091 FAX: (416) 444 2413	TEL:	(514) 954-3666 FAX:	DIR:	WIP2018\Rogers\Montreal_QC_Place_Bonaventure\CDR

5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056



VUE AÉRIENNE
AUCUNE ÉCHELLE

LES ENSEIGNES SONT SUJET À L'APPROBATION DE LA VILLE, ET LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES AVANT PRODUCTION.

ROGERS • Montreal, QC

International Néon

CLIENT	ROGERS	SITE	ROGERS • Montreal, QC	DESSIN	
ADRESSE:	333 BLOOR STREET EAST, 7th FLOOR	ADRESSE:	800 RUE DE LA GAUCHETIÈRE O	DATE:	REV.DATE:
VILLE/CITY:	TORONTO, ONTARIO C.P:	VILLE/CITY:	MONTRÉAL, QC C.P: H5A 1K3	ÉCHELLE:	DESSINÉ PAR:
TEL:	(416) 444 9091 FAX: (416) 444 2413	TEL:	(514) 954-3666 FAX:	DIR:	WIP2018\Rogers\Montreal_QC_Place_Bonaventure\CDR

5790 Ferrier
Mont-Royal, Qc.
H4P 1M7
Tel: (514) 937-0044
Fax: (514) 938-2056

Localisation
Boul. Robert-Bourassa

Lettre individuelle en acrylique blanc translucide (2" épaisseur), avec appliqué vinylique noir opaque lustré en première surface, (pleine surface). Lettre ajourée dans la face d'alum. et rétro-éclairée par système d'éclairage DEL (LED) à luminosité blanche.

Côté de boîtier en aluminium (1/8"), peint noir.

Angle d'aluminium 2" x 2" x 1/8"

Passage tube HSS 4"

48"
14 1/2" 6 1/2" 23" 4"

Coupe A-A

Plaque en acier 3/4" épaisseur avec (3) trous pour acceuillir (3) tiges d'ancrage filetée 3/4" dia. avec boulon et rondelle

9 3/4"
Intérieur
14"
8"
14"
9 1/2"

Coupe B-B

Ville-Marie Montréal
REÇU LE 0 3 DEC. 2019 EG
APPROBATION : EG

10 1/4"
2" 2"
144"
135 1/2"
66 3/4"
35 1/4"
3/4"
3/4"
8 1/2"
8"

Échelle: 1/2"=1'-0"

Face en aluminium (1/8") peinte noire.

Élément fabriqué en acrylique blanc translucide (1/4") sur toutes les surfaces. (Aucune moulure, assemblé collé au pourtour avec colle clair pour acrylique. Éclairage interne au DEL (LED) à luminosité blanche.

Chiffre et texte évidés de la face d'aluminium avec acrylique blanc translucide (3/16") adossé. Chiffre et texte rétro-éclairés avec système d'éclairage au DEL (LED) à luminosité blanche.

Bande en acrylique 3/4" blanc translucide rétro-éclairée par système d'éclairage au LED (DEL) à luminosité blanche. (égal avec la face d'alum.).

Panonceaux en aluminium (1/8") amovibles et interchangeables. (Peints noirs), aucun ancrage sur la face avant, retenus à la structure par tiges filetées soudées à l'arrière et avec écrous. (Creux entre panonceaux peints blancs). Graphique en appliqué vinylique blanc.

Bande en acrylique 3/4" blanc translucide rétro-éclairée par système d'éclairage au LED (DEL) à luminosité blanche. (égal avec la face d'alum.).

A A

4" 4"

1000
ROBERT-BOURASSA
Canada
kevric
FOIRE ALIMENTAIRE
STATIONNEMENT MANSFIELD
MÉTRO SQUARE-VICTORIA
PLACE BONAVENTURE

6 1/2"

Bande blanche peinte.

1/8"
1/4"

Socle fabriqué en aluminium (1/8") peint blanc.

B B

enseignes Perfection

FABRICANT DEPUIS 1959
Fiers d'une longue tradition selon les règles de l'art du métier.

Visitez notre site Web,
enseignesperfection.qc.ca

AQIE Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne
c UL
sac ace Association Canadienne de l'Enseigne
RBQ Régie du bâtiment du Québec

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

CLIENT
Place Bonaventure

CONSEILLER
Robert Dupuis
rdupuis @enseignesperfection.qc.ca

DESIGN
miafleur@enseignesperfection.qc.ca

DATE

APPROUVÉ
X

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc.". Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT 1905-01F-BON-D

3001711260

Localisation
Rue de la Gauchetière

Lettre individuelle en acrylique blanc translucide (2" épaisseur), avec appliqué vinylique noir opaque lustré en première surface, (pleine surface). Lettre ajourée dans la face d'alum. et rétro-éclairée par système d'éclairage DEL (LED) à luminosité blanche.

Côté de boîtier en aluminium (1/8"), peint noir.

Angle d'aluminium 2" x 2" x 1/8"

Passage tube HSS 4"

48" — 14 1/2" — 6 1/2" — 23" — 4"

Coupe A-A

Plaque en acier 3/4" épaisseur avec (4) trous pour acceuillir (4) ancrage chimique

15 3/4" — EG — 12" C/C — EG

15 3/4" — EG — 12" C/C — EG

(4) gossets en acier 3/8"

Tube d'acier HSS 4" X 4" X 1/4"

4" — 4'

Coupe B-B

Détail / Plaque

Échelle: 1 1/2"=1'-0"

Ville-Marie Montréal

REÇU LE : 0 3 DEC. 2019

APPROBATION :

10 1/4" — 2" — 2"

144" — 135 1/2" — 66 3/4" — 35 1/4" — 8 1/2" — 3/4" — 3/4"

8"

Échelle: 1/2"=1'-0"

Face en aluminium (1/8") peinte noire.

Élément fabriqué en acrylique blanc translucide (1/4") sur toutes les surfaces. (Aucune moulure, assemblé collé au pourtour avec colle clair pour acrylique. Éclairage interne au DEL (LED) à luminosité blanche.

Chiffre et texte évidés de la face d'aluminium avec acrylique blanc translucide (3/16") adossé. Chiffre et texte rétro-éclairés avec système d'éclairage au DEL (LED) à luminosité blanche.

Bande en acrylique 3/4" blanc translucide rétro-éclairée par système d'éclairage au LED (DEL) à luminosité blanche. (égal avec la face d'alum.).

Panonceaux en aluminium (1/8") amovibles et interchangeables. (Peints noirs), aucun ancrage sur la face avant, retenus à la structure par tiges filetées soudées à l'arrière et avec écrous. (Creux entre panonceaux peints blancs). Graphique en appliqué vinylique blanc.

Bande en acrylique 3/4" blanc translucide rétro-éclairée par système d'éclairage au LED (DEL) à luminosité blanche. (égal avec la face d'alum.).

Socle fabriqué en aluminium (1/8") peint blanc.

4" — 4"

Bande blanche peinte.

1/8"

1/4"

6 1/2"

A — A

B — B

1000 ROBERT-BOURASSA

Canada

kevric

FOIRE ALIMENTAIRE

STATIONNEMENT MANSFIELD

MÉTRO SQUARE-VICTORIA

PLACE BONAVENTURE

enseignes Perfection

FABRICANT DEPUIS 1959
Fiers d'une longue tradition selon les règles de l'art du métier.

Visitez notre site Web,
enseignesperfection.qc.ca

Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne AQIE

sac ace Association Canadienne de l'Enseigne

RBQ Régie du bâtiment du Québec

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

CLIENT

Place Bonaventure

CONSEILLER

Robert Dupuis
rdupuis @ enseignesperfection.qc.ca

DESIGN

mlafleur@enseignesperfection.qc.ca

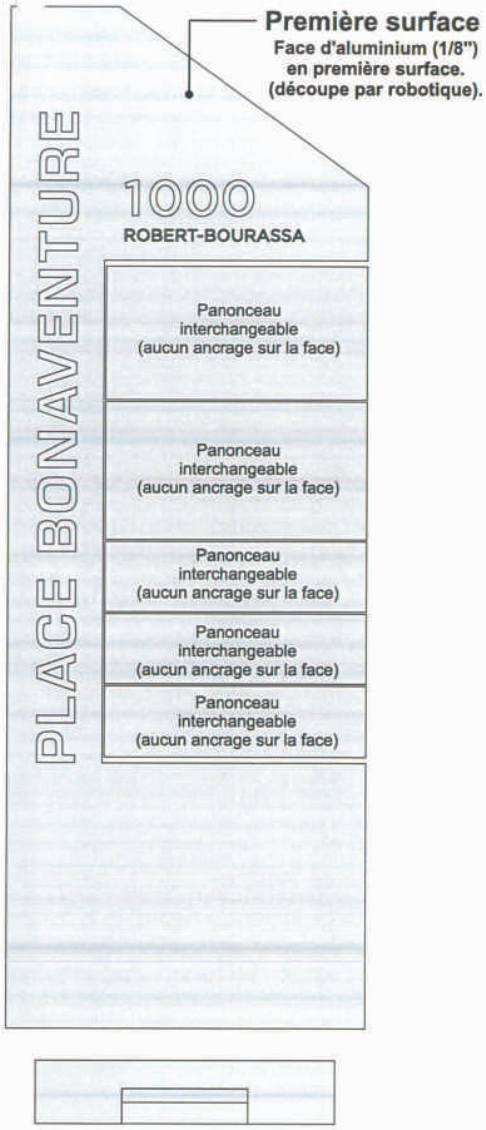
DATE

APPROUVÉ

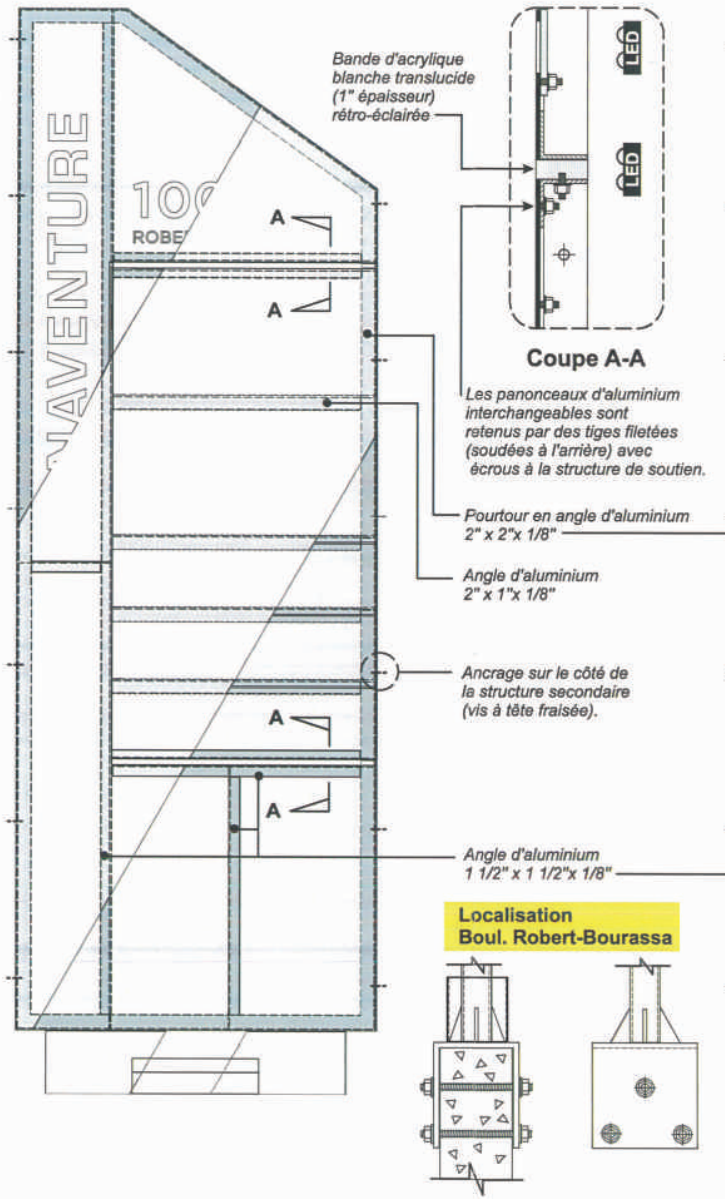
X _____

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc." Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT 1905-01F-BON-D



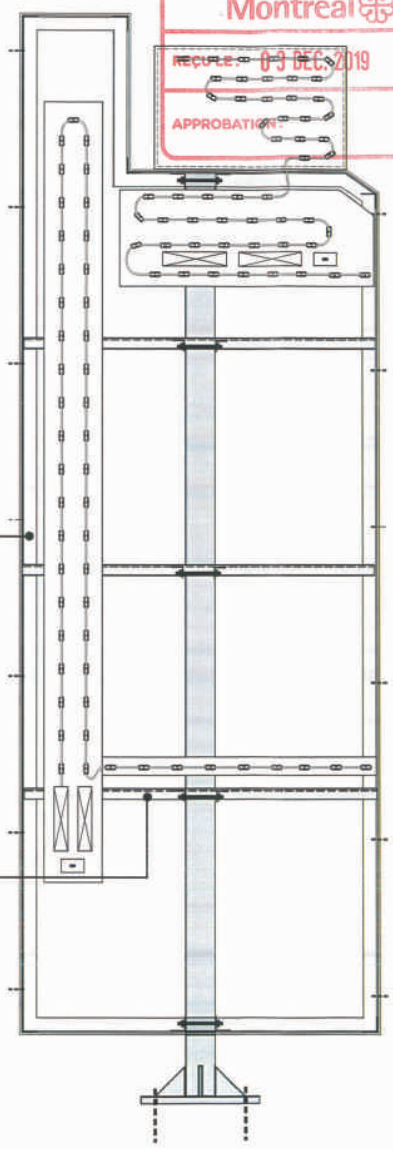
Structure secondaire



Coupe A-A

Localisation
Boul. Robert-Bourassa

Structure Primaire



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :

enseignes Perfection

FABRICANT DEPUIS 1959
Fiers d'une longue tradition selon les règles de l'art du métier.

Visitez notre site Web,
enseignesperfection.qc.ca

Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne (AQIE)
c UL
sac ace Association Canadienne de l'Enseigne
RBQ Régie du bâtiment du Québec

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

CLIENT
Place Bonaventure

CONSEILLER
Robert Dupuis
rdupuis @ enseignesperfection.qc.ca

DESIGN
mlafleur@enseignesperfection.qc.ca

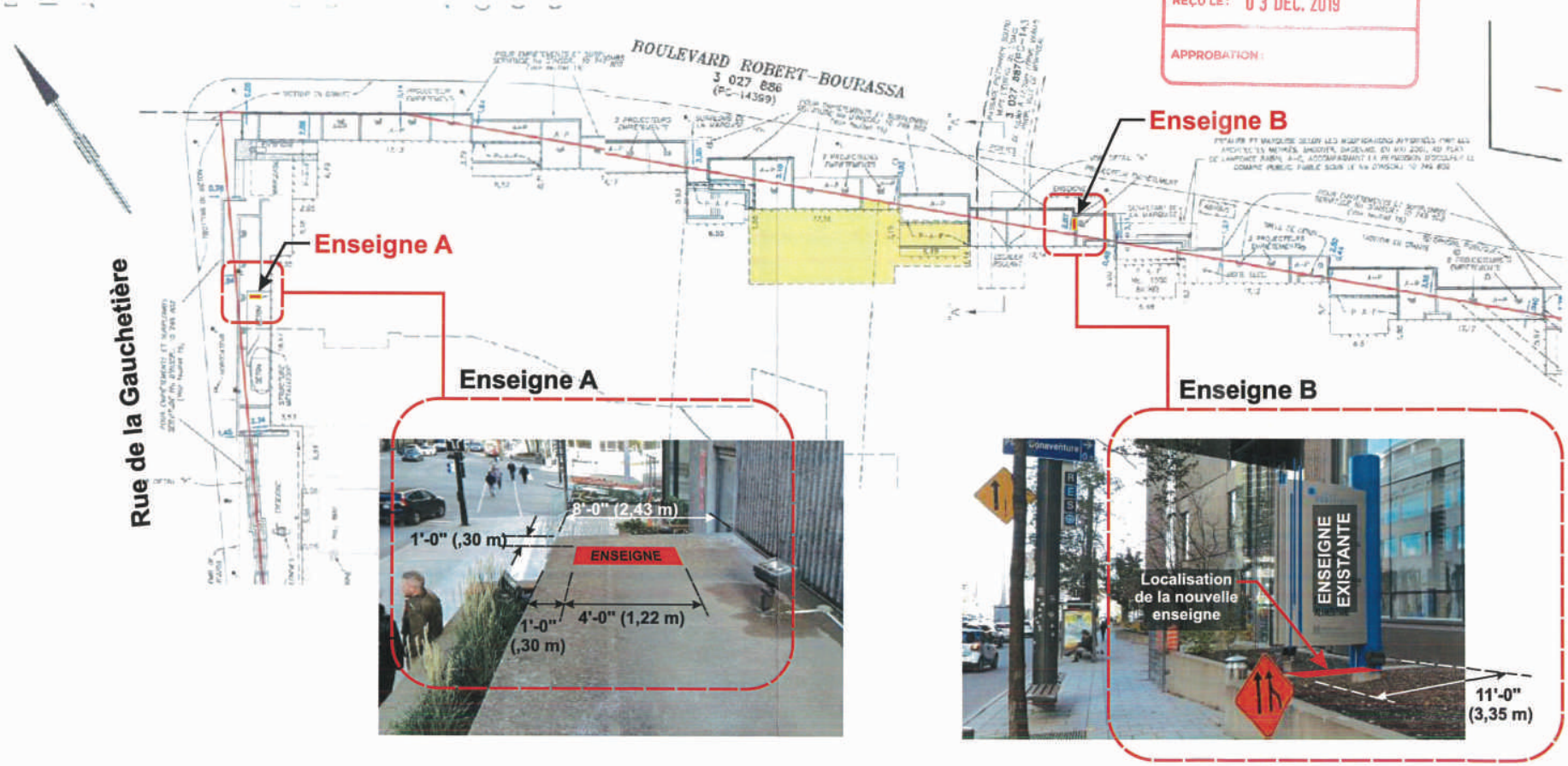
DATE

APPROUVÉ
X

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc.". Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT **1905-01F-BON-D**

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :



enseignes Perfection

Manufacturier depuis 1959
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA

DEPUIS 60 ANS

AQIE Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne
sac ace Association Canadienne de l'Enseigne
RBQ Régie du bâtiment du Québec

CLIENT
Place Bonaventure

CONSEILLER
Robert Dupuis
rdupuis@enseignesperfection.qc.ca

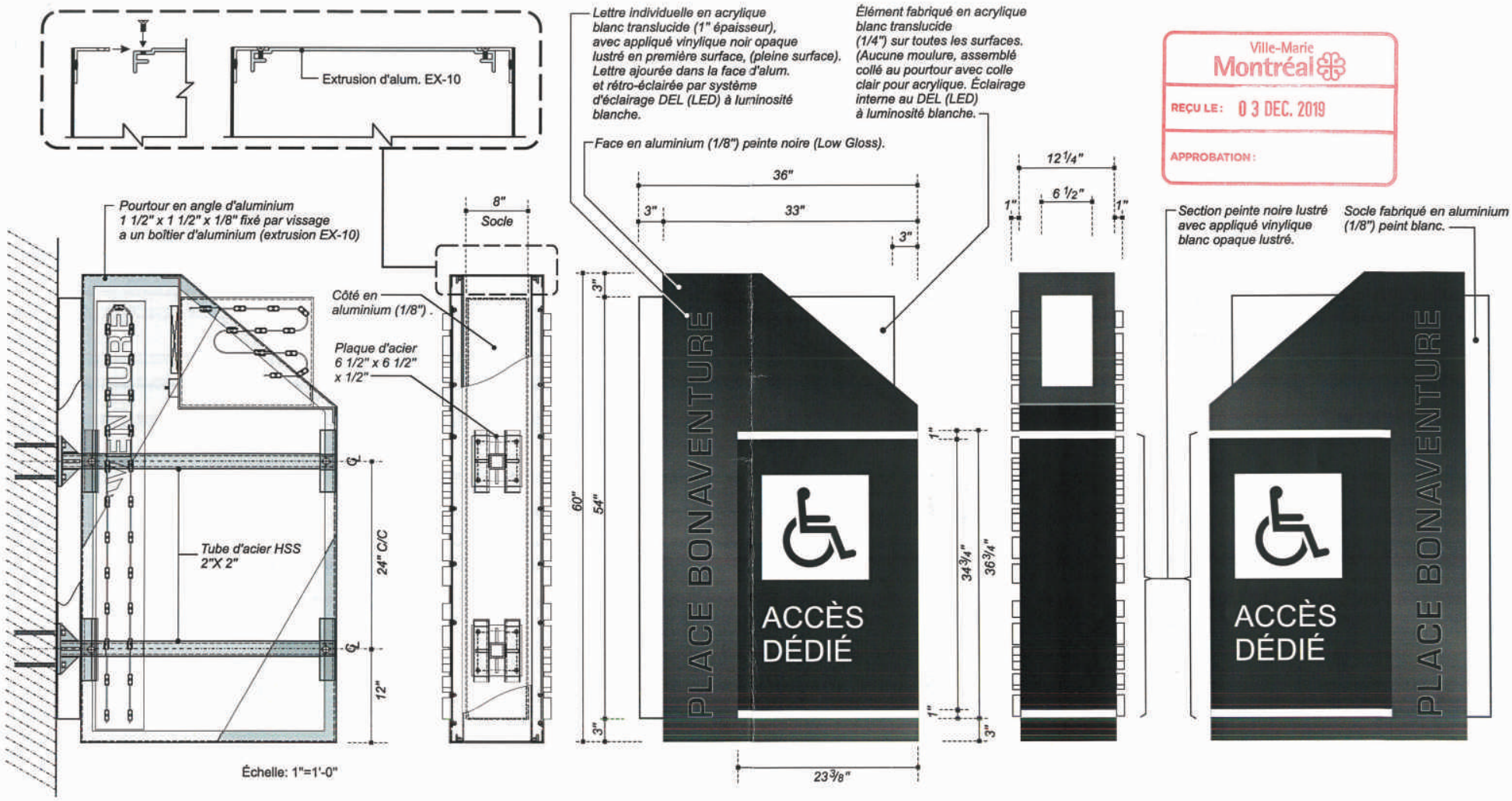
DESIGN
mlafleur@enseignesperfection.qc.ca

DATE
11/11/19

APPROUVÉ
X

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc.". Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT 1905-01A-BON-D



Ville-Marie Montréal

REÇU LE : 0 3 DEC. 2019

APPROBATION :

enseignes Perfection

Manufacturier depuis 1959
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA

DEPUIS 60 ANS

AQIE Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne

sac ace Association Canadienne de l'Enseigne

RBQ Régie du bâtiment du Québec

CLIENT
Place Bonaventure

CONSEILLER
Robert Dupuis
rdupuis@enseignesperfection.qc.ca

DESIGN
mlafleur@enseignesperfection.qc.ca

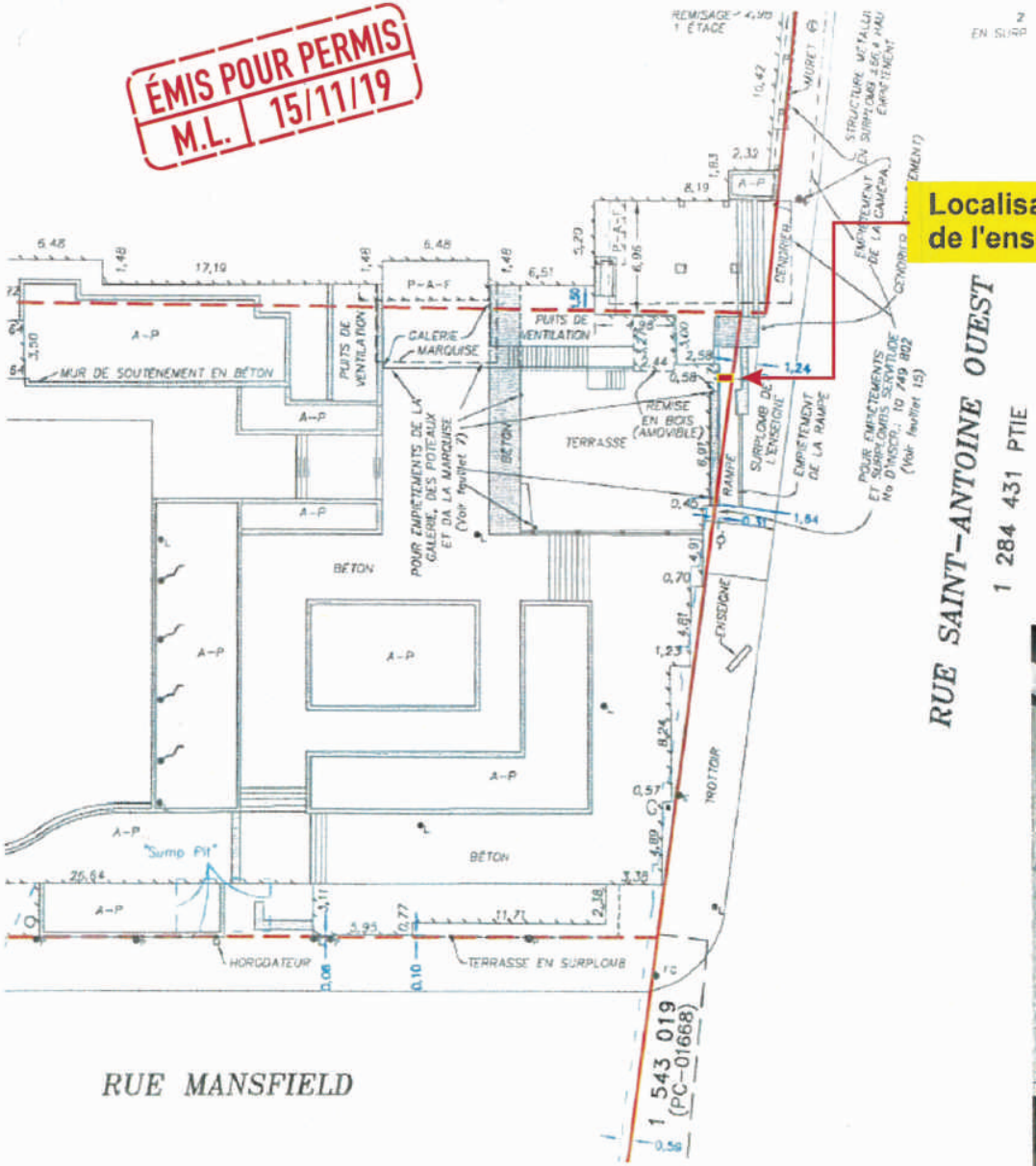
DATE
11/11/19

APPROUVÉ
X

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc.". Toute reproduction totale ou partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT 1905-01E-BON-D

ÉMIS POUR PERMIS
M.L. | 15/11/19







enseignes Perfection

FABRICANT DEPUIS 1959
Fiers d'une longue tradition selon les règles de l'art du métier.

Visitez notre site Web,
enseignesperfection.qc.ca

AQIE Association Québécoise de l'Industrie de l'Enseigne
cULus
sac ace Association Canadienne de l'Enseigne
RBQ Régie du bâtiment du Québec

396 GRAND BERNIER NORD,
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
J3B 4R8, QUÉBEC, CANADA
(450) 347-0313 / 1-800-661-0313
FAX: (450) 347-2696

CLIENT
Place Bonaventure

CONSEILLER
Robert Dupuis
rdupuis@enseignesperfection.qc.ca

DESIGN
mlafleur@enseignesperfection.qc.ca

DATE

Ville de Montréal
APPROUVÉ
REÇUE: 03 DEC. 2019

Ce dessin est la propriété exclusive de "Les Enseignes Perfection inc.". Toute reproduction ou utilisation partielle est strictement interdite sans autorisation écrite de la compagnie. Tout contrevenant est passible de poursuites en vertu de la loi sur les droits d'auteurs.

NO. DESSIN ENREGISTREMENT **1905-01E-BON-D**

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
3001658683
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES – NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	800, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne la place Bonaventure qui fait partie de la liste des immeubles d'intérêt en vigueur dans l'arrondissement Ville-Marie. Il s'agit de l'installation de 2 enseignes « Rogers » de nom d'immeuble au coin de Robert-Bourassa et De La Gauchetière, à une hauteur de 47.5 m du trottoir. L'intervention prévoit l'installation sur les 2 faces du même coin de 2 enseignes identiques à la même hauteur, constituées de l'inscription « ROGERS » en lettres détachées rouges, précédée d'une version à 4 brins du ruban de Möbius qui fait office de logo. L'aire de l'affichage est de 10,64 m², alors que la partie 3° de l'article 517 la limiterait à 5,5 m²; d'autre part, le fait qu'ils soient visibles du même point contredit l'alinéa 5° du même article.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'arrondissement de Ville-Marie n'encourage pas l'installation d'enseignes de nom d'immeuble sur les immeubles d'intérêt.
Considérant que :	L'installation des 2 enseignes de nom d'immeuble Rogers n'aurait pas d'impact positif sur la perception de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité

DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE
2326, rue Sherbrooke Est
District électoral : Sainte-Marie
Demande de permis : 3001571237

Demandeur : Sheppard/Sherbrooke Inc.
Concepteur : Parent Labelle architectes
Investissements : 699 950 $

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Rue Sherbrooke.

Localisation

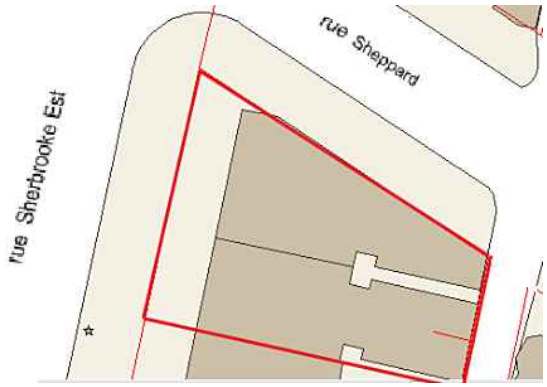


Photo de la façade existante



Façade Sherbrooke existante



Façade Sherbrooke proposée



Description

La demande vise à autoriser la réfection des façades Sherbrooke et Sheppard de l'immeuble résidentiel.

Les 2 façades, qui ont maintenu la plupart de leurs caractéristiques architecturales d'origine, sont recouvertes de briques polychromes et comportent de nombreux éléments ouvragés en pierre artificielle. La façade Sheppard est de facture plus modeste, avec des appuis de fenêtres, des

linteaux, un bandeau entre le 2e et 3e étage ainsi qu'une corniche en pierre artificielle. La façade Sherbrooke est quant à elle plus élaborée, avec les linteaux arqués aux ouvertures, des grandes arches en pierre artificielles marquant les entrées ainsi que plusieurs insertions de pierre au travers du revêtement de brique.

Le demandeur propose une brique d'argile rouge qui ne reprend pas l'apparence de la brique polychrome d'origine. Également, toutes les fenêtres comporteront des divisons différentes de celles présumées d'origine.

La maçonnerie de la façade Sheppard sera reconstruite à peu près telle quelle, en reproduisant le bandeau du 2e étage et la corniche en pierre artificielle. Sur la façade Sherbrooke, il est proposé d'éliminer l'ensemble des linteaux arqués et des arches, de simplifier les panneaux décoratifs entre les fenêtres du rez-de-chaussée et de 2e étage ainsi que d'éliminer toutes les insertions de pierre.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.17 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les travaux réduisent fortement le niveau d'ornementation de la façade sur la rue Sherbrooke.

Considérant que : L'impact sur l'architecture du bâtiment des travaux proposés est très important; la façade jusqu'ici intègre perdrait plusieurs composantes d'origine.

Considérant que : Les éléments voutés en pierre artificielle sont peu nombreux dans le secteur et qu'ils méritent d'être conservés.

Considérant que : Les fenêtres proposées ne reprennent pas la forme et l'apparence de celles d'origine.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite défavorable à l'égard de cette demande.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 26 juin 2019



Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 15 MAI 2019

APPROBATION :

3001571237

PLA ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR.

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

PAGE DE PRÉSENTATION

RÉFECTION DE LA FAÇADE RUE SHERBROOKE

Dossier: 19017

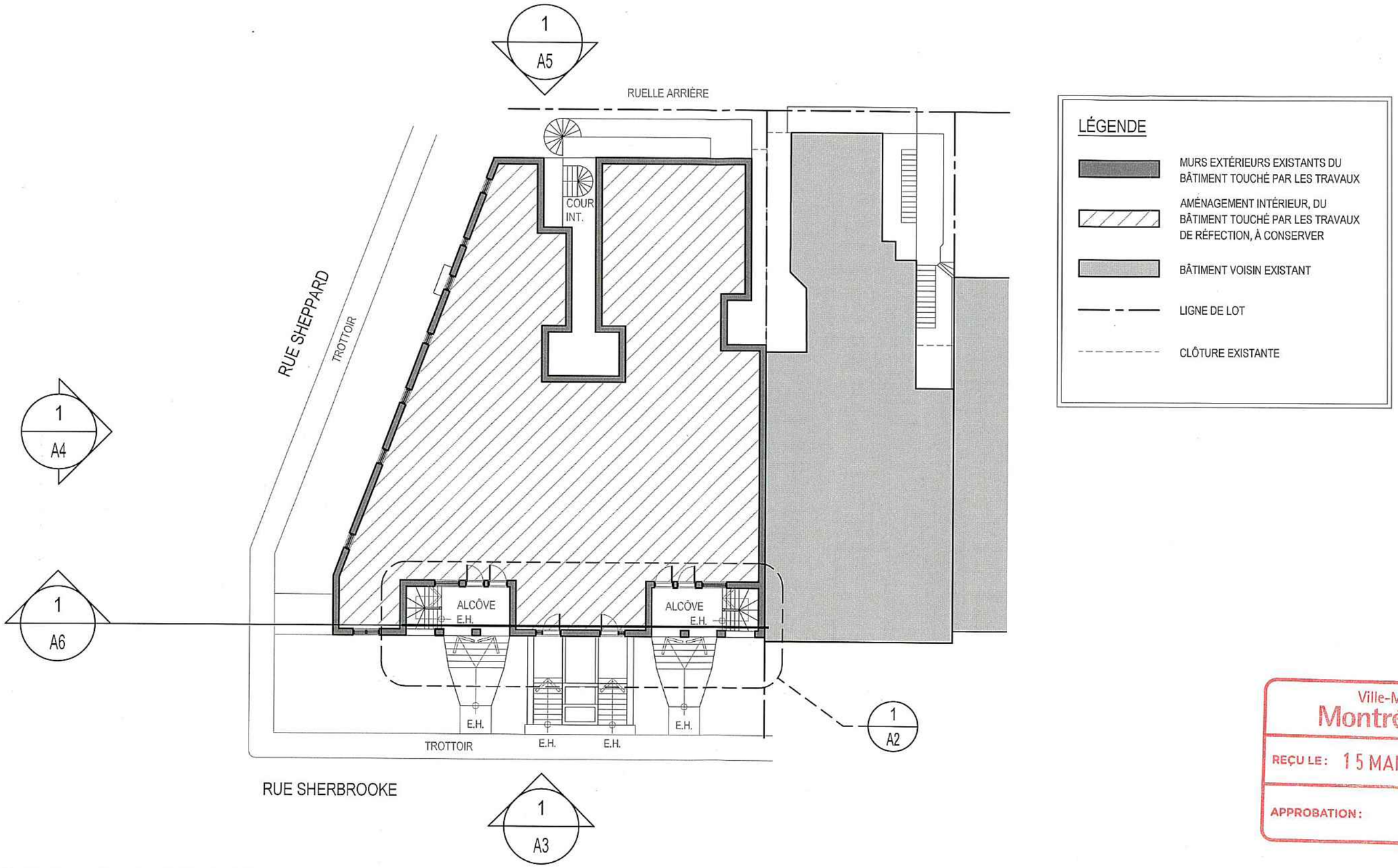
Échelle: AUCUNE

Date: 2019-09-14

Dessin no.

A0

1 | 12



Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 15 MAI 2019

APPROBATION :

ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR.

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

PLAN DE SITE EXISTANT

Dossier: 19017

Échelle: 1/16" = 1'-0"

Date: 2019-09-14

Dessin no.

A1

2 | 12



Ville-Marie Montréal

REÇU LE : 15 MAI 2019

APPROBATION :

ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR

Ordre des architectes du Québec — Jean-François Parent, architecte

ÉLÉVATION AVANT EXISTANTE (FAÇADE RUE SHERBROOKE)

Dossier: 19017

Échelle: 1/8" = 1'-0"

Date: 2019-09-14

Dessin no. **A3**

4 | 12



Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 15 MAI 2019

APPROBATION :

ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

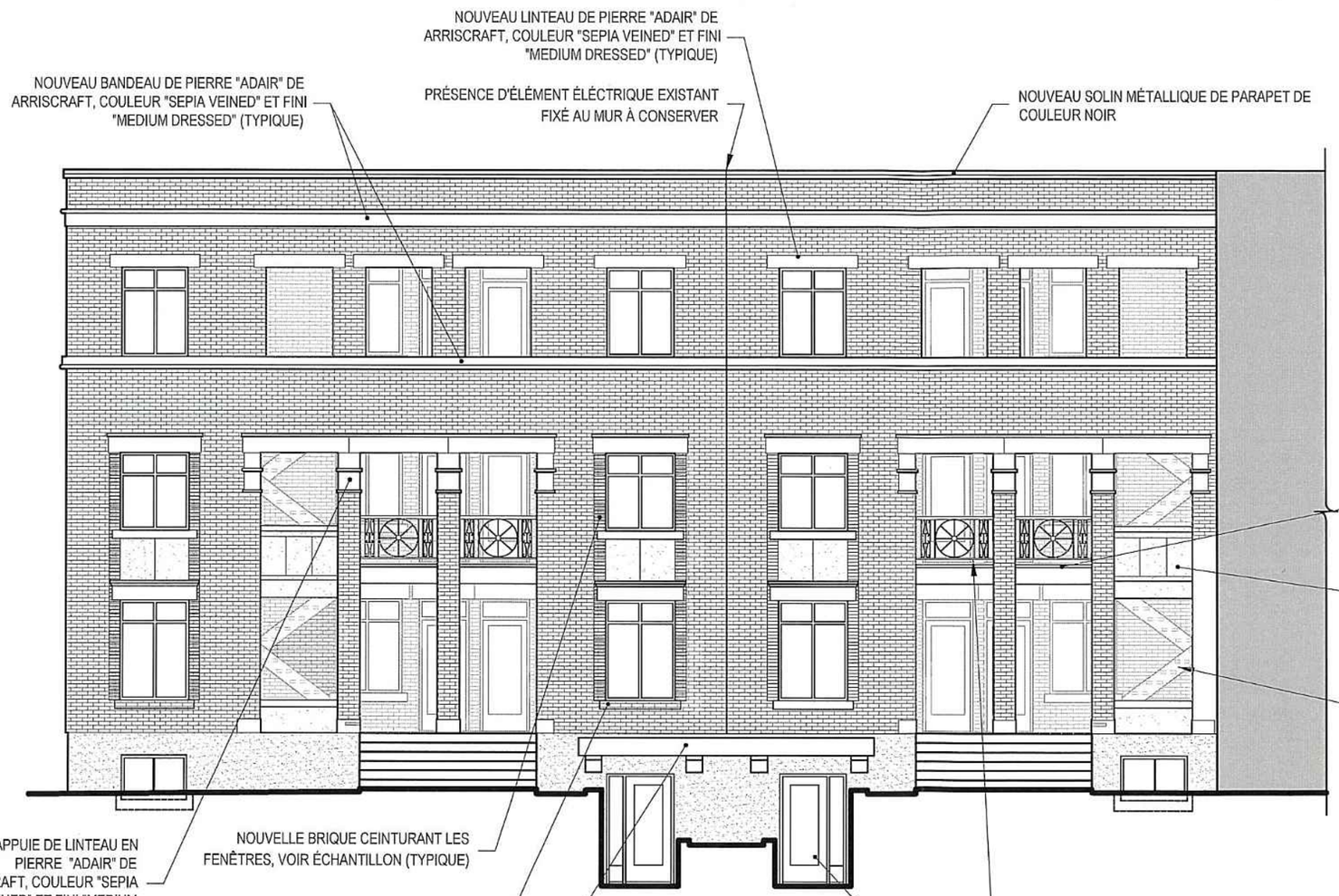
© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR.

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE EXISTANTE
(FAÇADE RUE SHEPPARD)

Dossier: 19017
Échelle: 1/8" = 1'-0"
Date: 2019-09-14

Dessin no.
A4
5 | 12



LÉGENDE

- BÂTIMENT VOISIN EXISTANT
- NOUVEAU REVÊTEMENT DE BRIQUE

BALCON RECOUVERT DE PLANCHE DE BOIS PEINT À RÉPARER. REMPLACER TOUTES LES PLANCHES DÉTÉRIORÉES PAR DES ÉLÉMENTS DE MÊME TYPE ET RAGRÉER SIMILAIRE À L'EXISTANT (TYPIQUE POUR TOUS LES BALCONS DE CETTE FAÇADE)

NOUVEAU GARDE-CORPS EN PIERRE AVEC ORNEMENTATION SIMILAIRE À L'EXISTANT, DE MÊME COULEUR QUE LES NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PIERRE (TYPIQUE POUR TOUS LES ÉLÉMENTS DE MÊME TYPE)

ESCALIER D'ACIER PEINT EXISTANT À RÉPARER, SABLER ET REPEINDRE DE COULEUR NOIR TOUS LES ÉLÉMENTS MÉTALLIQUE DES BALCONS, TEL QUE LES GARDE-CORPS ET LES LIMONS DES ESCALIERS. REMPLACER LES ÉLÉMENTS DE BOIS EXISTANTS DÉTÉRIORÉS PAR DES ÉLÉMENTS DE MÊME TYPE (TYPIQUE POUR TOUS LES ESCALIERS DES ALÇOVES DE CETTE FAÇADE)

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 15 MAI 2019
APPROBATION :

PLA ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR.

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

ÉLÉVATION AVANT (FAÇADE RUE SHERBROOKE)

PROPOSITION

Dossier: 19017

Échelle: 1/8" = 1'-0"

Date: 2019-09-14

Dessin no.

A8

9 | 12



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU NORD-EST



APERÇU BÂTIMENT TOUCHÉ PAR LA PRÉSENTE DEMANDE,
FAÇADE RUE SHEPPARD



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU SUD-OUEST

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 15 MAI 2019
APPROBATION :

LINTEAU DROIT AVEC ALCÔVE

LINTEAU DROIT EN PIERRE

LINTEAU DROIT AVEC ARC EN BRIQUE



ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR.

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

FAÇADE RUE SHERBROOKE

MISE EN CONTEXTE

Dossier: 19017

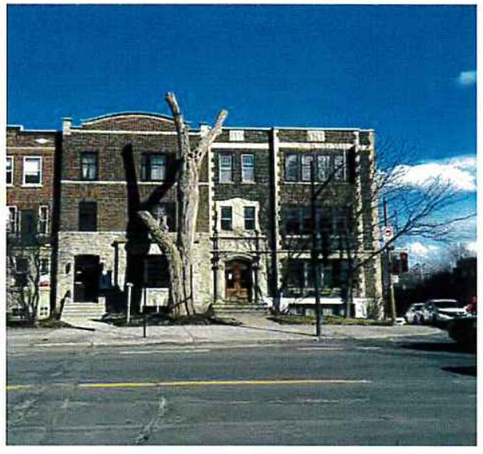
Échelle: 1/8" = 1'-0"

Date: 2019-09-14

Dessin no.

A10

11 | 12



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU SUD-OUEST,
INTERSECTION RUE SHERBROOKE ET RUE FULLUM



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU SUD-OUEST,
INTERSECTION RUE SHERBROOKE ET RUE FULLUM



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU SUD-OUEST,
INTERSECTION RUE SHERBROOKE ET RUE FULLUM



APERÇU BÂTIMENT VOISON SITUÉ AU NORD-OUEST,
INTERSECTION RUE SHERBROOKE ET RUE FULLUM

Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 15 MAI 2019

APPROBATION :

PLA ARCHITECTES
MONT-TREMBLANT | MONT-LAURIER

RÉFECTION DES FAÇADES DU BÂTIMENT

2326-2348 SHERBROOKE / 2590 SHEPPARD, MONTRÉAL (QC)

© PLA Architectes inc. 2019 CE PLAN NE PEUT ÊTRE REPRODUIT SANS L'AUTORISATION DE SON AUTEUR

Ordre des architectes du Québec
Jean-François Parent
Architecte

BÂTIMENT DU VOISINAGE

MISE EN CONTEXTE DES LINTEAUX DROITS

Dossier: 19017

Échelle: 1/8" = 1'-0"

Date: 2019-09-14

Dessin no.

A11

12 | 12

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
4 juillet 2019
3001571237
4.6.23

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2326, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la réfection des façades Sherbrooke et Sheppard de l'immeuble résidentiel. Les deux façades, qui ont maintenu la plupart de leurs caractéristiques architecturales d'origine, sont recouvertes de briques polychromes et comportent de nombreux éléments ouvragés en pierre artificielle. La façade Sheppard est de facture plus modeste, avec des appuis de fenêtres, des linteaux, un bandeau entre le 2e et 3e étage ainsi qu'une corniche en pierre artificielle. La façade Sherbrooke est quant à elle plus élaborée, avec les linteaux arqués aux ouvertures, des grandes arches en pierre artificielles marquant les entrées ainsi que plusieurs insertions de pierre au travers du revêtement de brique. Le demandeur propose une brique d'argile rouge qui ne reprend pas l'apparence de la brique polychrome d'origine. Également, toutes les fenêtres comporteront des divisions différentes de celles présumées d'origine. La maçonnerie de la façade Sheppard sera reconstruite à peu près telle quelle, en reproduisant le bandeau du 2e étage et la corniche en pierre artificielle. Sur la façade Sherbrooke, il est proposé d'éliminer l'ensemble des linteaux arqués et des arches, de simplifier les panneaux décoratifs entre les fenêtres du rez-de-chaussée et du 2e étage ainsi que d'éliminer toutes les insertions de pierre.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.17 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux réduisent fortement le niveau d'ornementation de la façade sur la rue Sherbrooke.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment des travaux proposés est très important. La façade jusqu'ici intègre perdrait plusieurs composantes d'origine.

Considérant que : Les éléments voutés en pierre artificielle sont peu nombreux dans le secteur et qu'ils méritent d'être conservés.

Considérant que : Les fenêtres proposées ne reprennent pas la forme et l'apparence de celles d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DEMANDE DE CERTIFICAT D'ENSEIGNE COMMERCIALE
1230, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill
Demande de permis : 3001653436

Demandeur : Oakley Canada Inc.
Concepteur : Les Enseignes Kickstart
Investissements : S.o.

Contexte

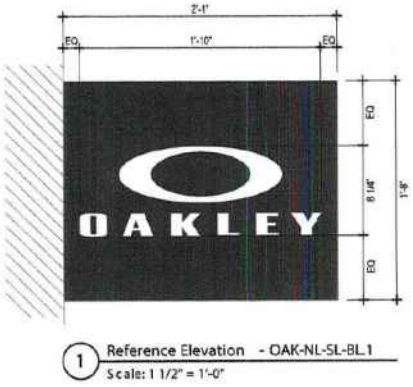
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Catherine-Centre.



Localisation



Façade actuelle



Enseigne proposée



Emplacement projeté de l'enseigne

Description

La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en saillie sur l'édifice d'une dimension de 0,64 m par 0,51 m, localisée à 3,0 m au-dessus du niveau du trottoir. On y retrouvera l'inscription «OAKLEY» en lettrage blanc rétroéclairé ainsi que le logo du commerce sur un fond noir.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'enseigne en saillie proposée s'harmonise avec l'architecture du bâtiment.

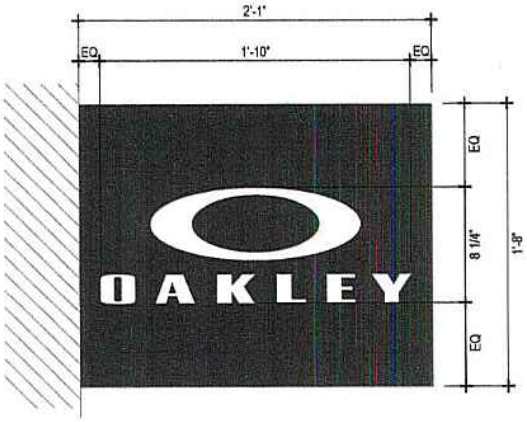
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable.

Responsable du dossier
Louis Routhier, architecte
Mise à jour : 30 septembre 2019

Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 19 SEP. 2019

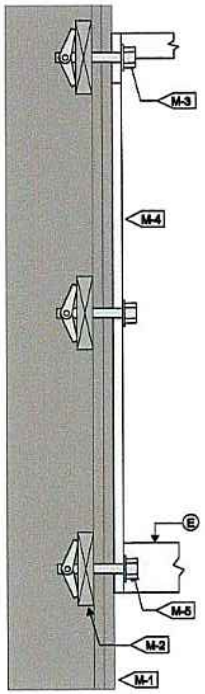
APPROBATION :



1 Reference Elevation - OAK-NL-SL-BL.1
Scale: 1 1/2" = 1'-0"

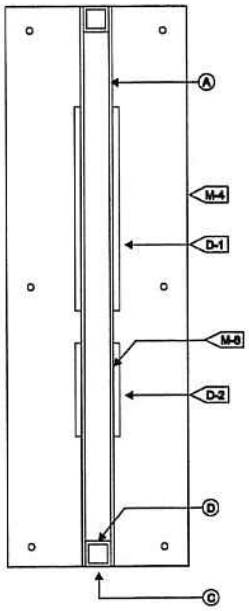


2 SIDE VIEW - OAK-NL-SL-BL.1
Scale: 1 1/2" = 1'-0"



3 SIDE VIEW - OAK-NL-SL-BL.1
Scale: NTS

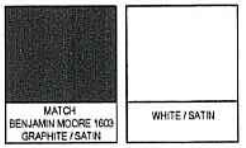
SECTION



4 SIDE VIEW - OAK-NL-SL-BL.1
Scale: NTS

NON-LIT STACKED LOGO BLADE SIGN
- SECTION DETAILS

(A) FACE	
MATERIAL:	1/8" ALUM.
COLOR/ FINISH:	MATCH BENJAMIN MOORE 1603 GRAPHITE / SATIN
(C) RETURNS	
DEPTH:	1" OVERALL
MATERIAL:	ALUM.
COLOR/ FINISH:	MATCH BENJAMIN MOORE 1603 GRAPHITE / SATIN
(E) FRAME	
MATERIAL:	3/4" x 3/4" x 1/8" ALUM. SQ. TUBE
COLOR/ FINISH:	MATCH BENJAMIN MOORE 1603 GRAPHITE / SATIN
(D) GRAPHICS	
D-1	PLATE LOGO
MATERIAL:	1/4" THK. ACRYLIC
COLOR:	WHITE / SATIN
D-2	PLATE LETTERS
MATERIAL:	1/4" THK. ACRYLIC
COLOR:	WHITE / SATIN
(M) MOUNTING	SEE MOUNTING NOTE.
M-1:	EXISTING FASCIA
M-2:	REQ'D. BLOCKING BY OTHERS.
M-3:	OUTSIDE FRAMING WELDED TO MOUNTING PLATE
M-4:	1/4" THK. ALUM. MOUNTING PLATE
COLOR/ FINISH:	MATCH BENJAMIN MOORE 1603 GRAPHITE / SATIN
M-5:	ALLTHREAD w/ NUTS, WASHERS, & TOGGLE
M-6:	LETTER ATTACH TO FACE USING D/F VHB TAPE



OAKLEY

Project Address:
Oakley Store # B216
1230 Rue St-Catherine Quest
Montreal, QC H3G 1P1

SPI WO #: 17658
Issue Date: 08/09/2019

Salesperson: Pete Rappoccio
Designer: SB

DRAWINGS ARE NOT TO SCALE UNLESS OTHERWISE NOTED

Revisions:

Customer Approval: ☐ APPROVED ☐ APPROVED AS NOTED ☐ REVISE & RESUBMIT

PRINT _____ SIGN _____ DATE _____

© **COPYRIGHT 2019**, BY SIGN PRO INC. ALL DESIGNS PRESENTED ARE THE SOLE PROPERTY OF SIGN PRO INC. AND MAY NOT BE REPRODUCED IN PART OR WHOLE WITHOUT WRITTEN PERMISSION FROM SIGN PRO INC.

SIGN PRO
signpro-usa.com
60 Westfield Drive
Plantsville, CT 06479
860.229.1812

SIGN TYPE
OAK-NL-SL-BL.1
Non-Lit Stacked Logo Blade Sign

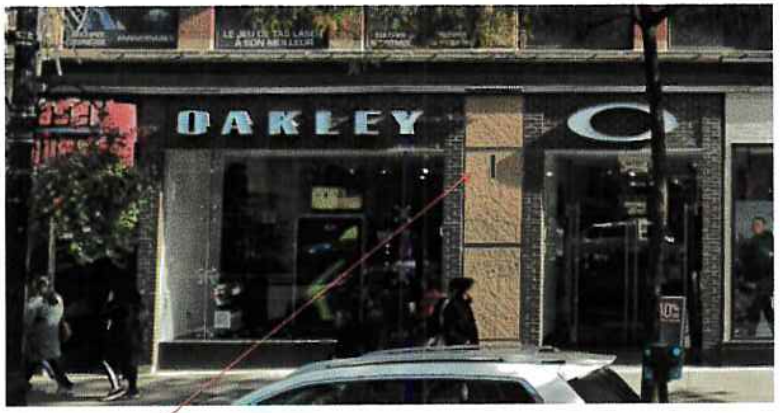
Ville-Marie
Montréal

REÇU LE : 19 SEP. 2019

APPROBATION :



Store # B216 Montreal
Oakley
1230 Rue St Catherine Quest
Montreal, QC H3P 1P1
514-875-7311



Blade Sign Placement
OAK-NL-SL-BL.1: NON-LIT STACKED LOGO BLADE SIGN
See next page for specifications.

*** Mounting elevation TBD - per Landlord Criteria / Nextore direction**

OAKLEY

Project Address:
Oakley Store # B216
1230 Rue St-Catherine Quest
Montreal, QC H3G 1P1

SPI WO #: 17658
Issue Date: 08/09/2019

Salesperson: Pete Rappoccio
Designer: SB

DRAWINGS ARE NOT TO SCALE UNLESS OTHERWISE NOTED

Revisions:

Customer Approval: ☐ APPROVED ☐ APPROVED AS NOTED ☐ REVISE & RESUBMIT

PRINT _____ SIGN _____ DATE _____

© **COPYRIGHT 2019**, BY SIGN PRO INC. ALL DESIGNS PRESENTED ARE THE SOLE PROPERTY OF SIGN PRO INC. AND MAY NOT BE REPRODUCED IN PART OR WHOLE WITHOUT WRITTEN PERMISSION FROM SIGN PRO INC.

SIGN PRO
signpro-usa.com
60 Westfield Drive
Plantsville, CT 06479
860.229.1812

SIGN TYPE
OAK-NL-SL-BL.1
Non-Lit Stacked Logo Blade Sign

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001653436
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1230, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en saillie sur l'édifice d'une dimension de 0,64 m par 0,51 m, localisée à 3,0 m au-dessus du niveau du trottoir. On y retrouvera l'inscription « OAKLEY » en lettrage blanc rétroéclairé ainsi que le logo du commerce sur un fond noir.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'établissement compte déjà 2 enseignes à plat de taille importante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.03

2020/02/11
18:30

(1)

Dossier # : 1198309004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision relativement à l'approbation de la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

Rendre une décision (approuver ou refuser) relativement à l'approbation de la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-02-03 13:13

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198309004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision relativement à l'approbation de la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

À la suite du refus en octobre 2019 d'une première demande de permis de transformation (3001429962) ayant pour objet des travaux extérieurs, le demandeur a récemment soumis à l'arrondissement une nouvelle demande (3001710736). Celle-ci contient les mêmes plans d'architecture, mais se trouve accompagnée cette fois-ci d'un argumentaire axé sur le risque de perdre le locataire commercial et sur les avantages de préserver les revêtements extérieurs actuels d'un point de vue de la transition écologique.
Le projet consiste à modifier des vitrines commerciales et des revêtements extérieurs d'un bâtiment de 5 étages construit en 1880 et situé au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest. La nouvelle demande 3001710736 a pour libellé : « *En façade Sainte-Catherine, réaménager les portes d'entrée. En façade de la Montagne, réaménager le mur-rideau en ajoutant une nouvelle porte et en enlevant deux portes existantes. Tels que plans approuvés.* ».

Les travaux proposés étaient déjà réalisés sans permis au moment de l'enregistrement de la première demande de permis de transformation en juin 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240478 - 2 octobre 2019 - Refuser quinze demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable

DESCRIPTION

Voici un bref historique de la situation :

- Travaux réalisés avant le dépôt de la demande de permis.
- Dépôt de la première demande 3001429962 le 11 juin 2018.
- Recommandation favorable avec conditions par la Division de l'urbanisme.
- Avis favorable du CCU le 13 décembre 2018 avec la condition de « Dégager la portion de pierre d'origine et prévoir un retrait de la façade de la Montagne ».
- Adoption le 2 octobre 2019 d'une résolution refusant la demande 3001429962 étant donné que la condition émise par le CCU n'a jamais été remplie.
- Refus de la demande 3001429962 le 3 octobre 2019.

- Dépôt de la seconde demande 3001710736 comportant un nouvel argumentaire.

JUSTIFICATION

Il revient au conseil d'arrondissement d'approuver ou de refuser les demandes de permis de transformation ayant reçues un avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2020 - émission ou refus de la demande de permis de transformation 3001710736

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Philippe GAGNON
Agent de recherche

Tél : 514 868-3546
Télécop. : 514 872-3567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-10

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme
Tél : 514 872-9545
Approuvé le : 2020-02-03

Demande de permis #3001429962
1300, rue Sainte-Catherine Ouest
District électoral : Peter-McGill

Demandeur : Kanaso inc.
Concepteur : Atelier AS
Investissements : 95,000$

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Sainte-Catherine Centre.

L'édifice est situé dans l'aire de protection du Mount-Stephen-Club. Le projet augmente légèrement la superficie du bâtiment et a déjà fait l'objet d'une approbation du Ministère de la Culture et des Communications.

Les travaux sont déjà complétés sur le site.





Description

Les travaux visent à modifier l'avant corps et les ouvertures d'un bâtiment de 5 étages datant de 1880 selon le registre de la ville. L'ensemble de maisons de type "terrasse" duquel le bâtiment visé fait parti, est un élégant exemple de l'architecture résidentiel de la 2e moitié du XIXe siècle sur la rue Sainte-Catherine, et présente un intérêt patrimonial élevé. L'avant corps et l'agrandissement arrière datent de 1977 selon les archives des permis de la ville.

L'avant-corps a été démoli et reconstruit. La nouvelle configuration est un volume orthogonal vitré aux meneaux en métal de couleur noire. Le nouvel avant-corps est plus haut d'environ 0,5 mètre que l'avant-corps démoli.

L'alcôve d'accès de l'agrandissement arrière sur la rue de la Montagne, qui permet dans sa forme actuelle de voir le mur arrière de pierre d'origine, est obturée d'un panneau vitré fixe. Une fenêtre est transformée en porte d'accès.

Des photos prises par le service d'inspection de l'arrondissement démontrent qu'une section de pierre d'origine d'environ 1 mètre de large de la façade avant existe toujours dans sa portion Est.

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 du règlement d'urbanisme 01-282 ;

Considérant que : L'orientation des critères du règlement d'urbanisme est de mettre en valeur la façade d'origine du bâtiment victorien qui fut modifiée en 1977 ;

Considérant que : L'avant-corps camoufle une partie de la matérialité d'origine de grande qualité du bâtiment d'origine ;

Considérant que : L'obturation de l'alcôve de la façade de la Montagne camoufle une partie de mur de pierre existant qui avait été laissé apparent à la construction de l'agrandissement arrière.

Recommandation

Après avoir analysé les documents déposés le 5 décembre 2018, la Division de l'urbanisme recommande favorablement le projet.

La recommandation favorable est cependant assortie des conditions suivantes :

- Dégager la portion de pierre d'origine du bâtiment dans la portion Est de la façade avant, afin de mettre en valeur cette caractéristique architecturale du bâtiment d'origine ;

- Prévoir un retrait similaire au retrait existant à l'alcôve de la façade de la Montagne, afin d'exposer le mur de pierre de la façade arrière du bâtiment d'origine ;

- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.

Thomas Fontaine, architecte
Mise à jour 10 décembre 2018



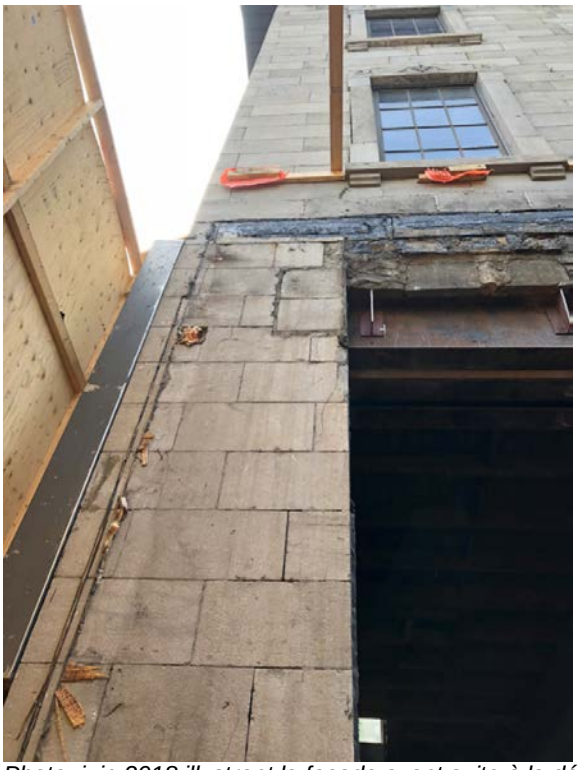
Photo du tel que construit, décembre 2018

1300, rue Sainte-Catherine Ouest





Photo panoramique, juin 2018 illustrant la façade avant suite à la démolition de l'avant-corps



Photo, juin 2018 illustrant la façade avant suite à la démolition de l'avant-corps



Photo 2017

LISTE DES DESSINS

A001 PAGE COUVERTURE
A050 PLAN DU SOUS-SOL - EXISTANT
A051 PLAN DU REZ-DE-CHAUSÉE - EXISTANT
A070 FAÇADE EXISTANTE DE LA RUE SAINT CATHERINE ET DÉTAIL
A071 FAÇADE EXISTANTE DE LA RUE DE LA MONTAGNE
A080 COUPE ET DÉTAIL

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

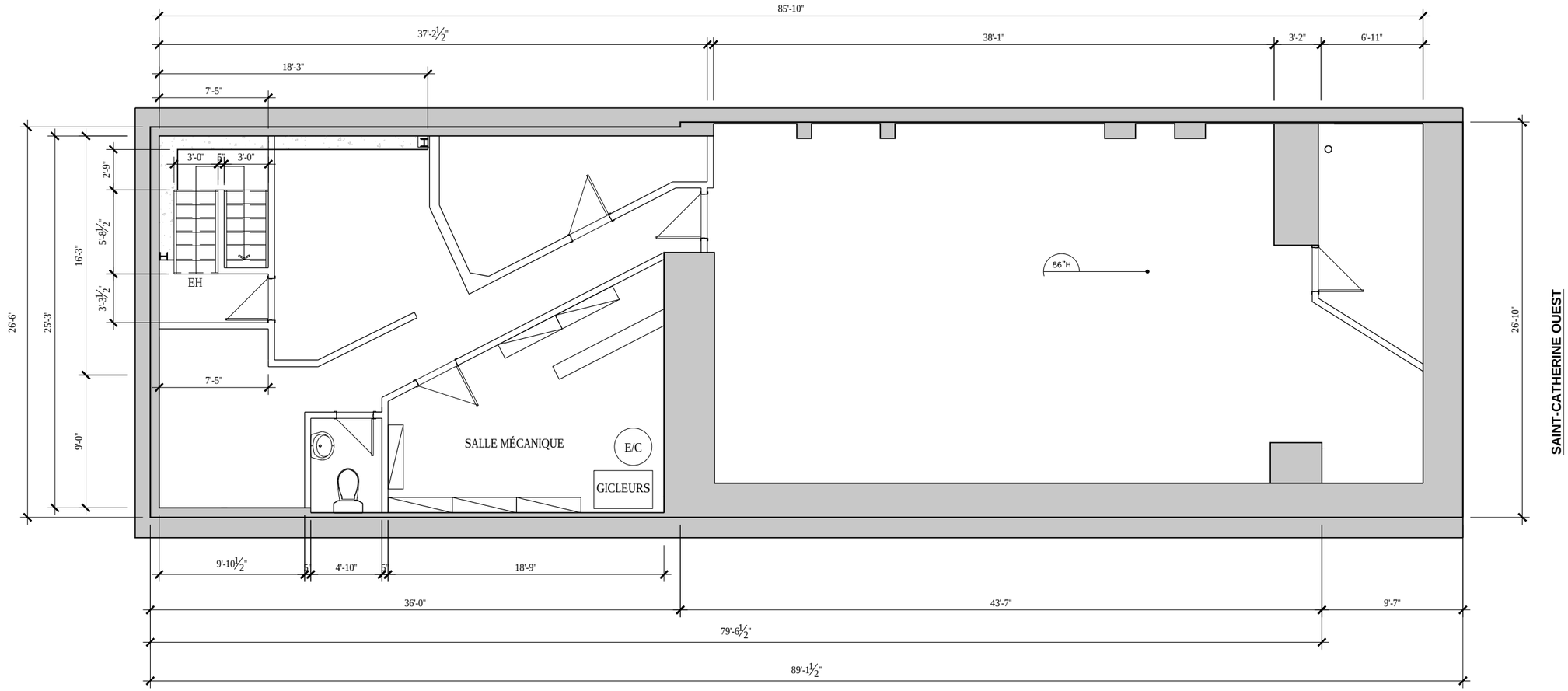
SITE WEB

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

PAGE COUVERTURE

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE:
DATE: 2018.11.19

A001



DE LA MONTAGNE

SAINT-CATHERINE OUEST

PLAN DU SOUS-SOL - EXISTANT — 001 / A050

1/8" = 1'-0"

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

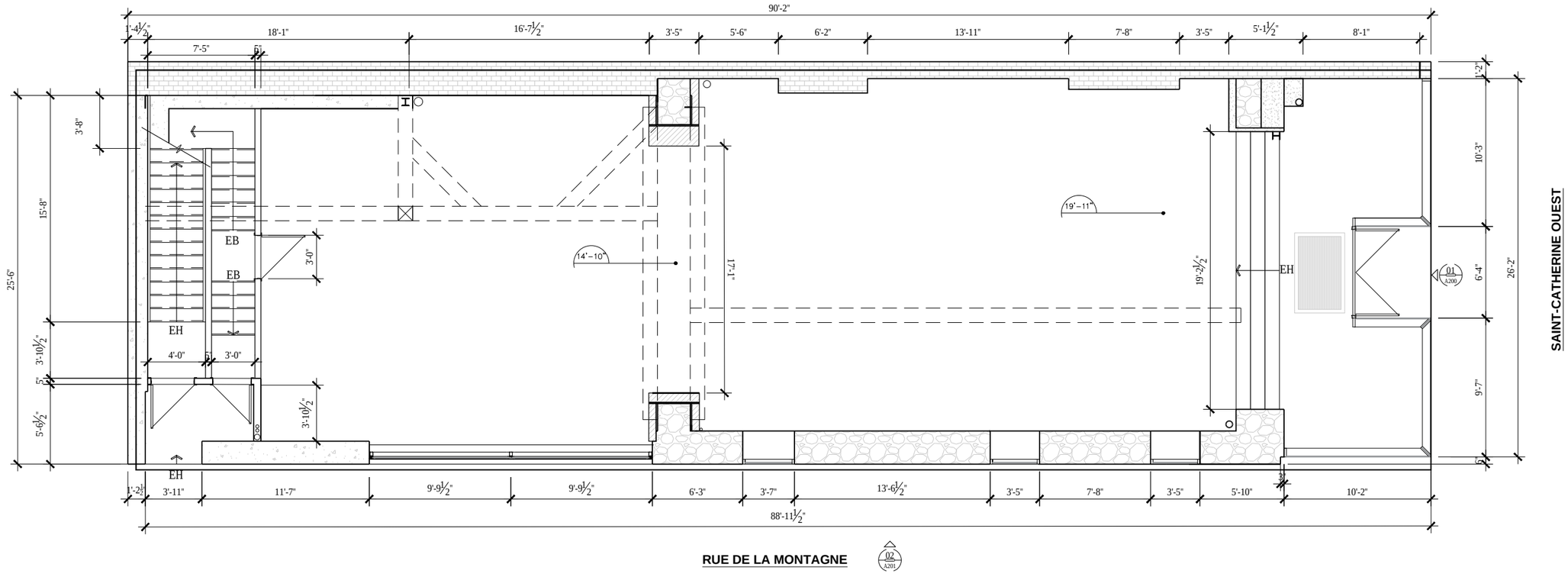
SITE WEB

PLAN DU SOUS-SOL EXISTANT

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

A050

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION



PLAN DU REZ-DE-CHAUSÉE - EXISTANT — 001 / A051

1/8" = 1'-0"

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

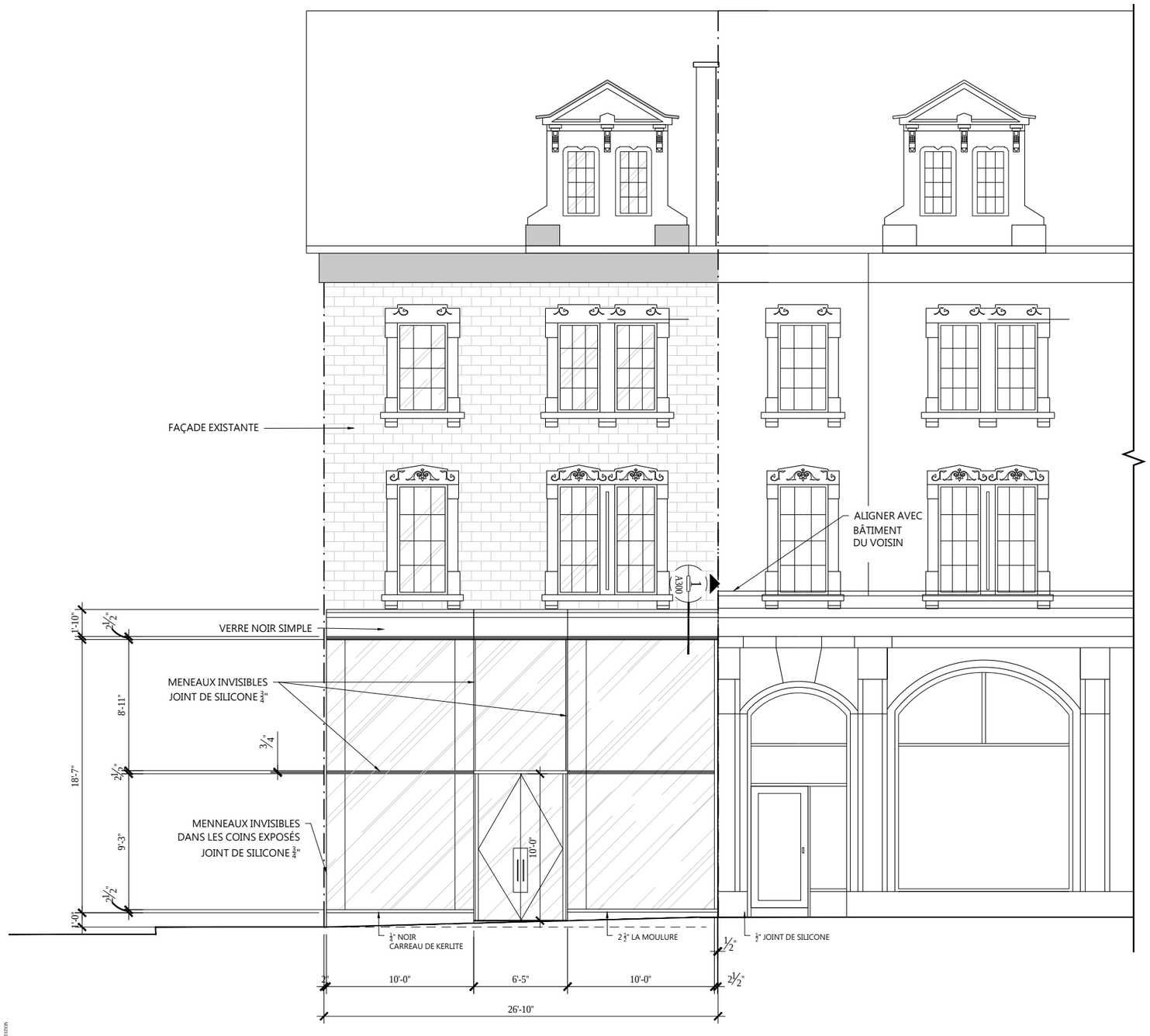
SITE WEB

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE
EXISTANT

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

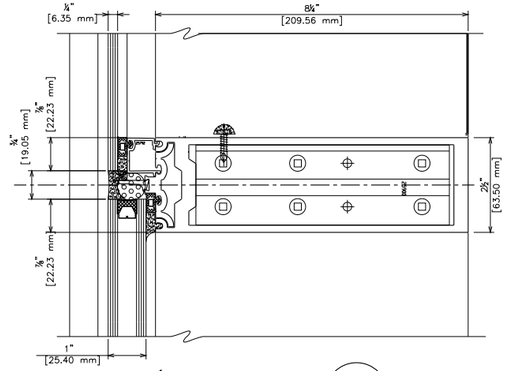
A051

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION



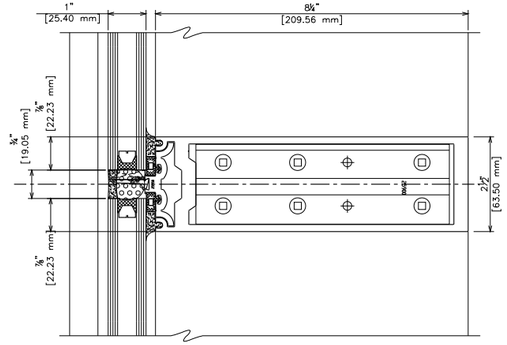
FACADE DE LA RUE SAINT-CATHERINE WEST - PROPOSÉ — 001 / A200

1/8" = 1'-0"



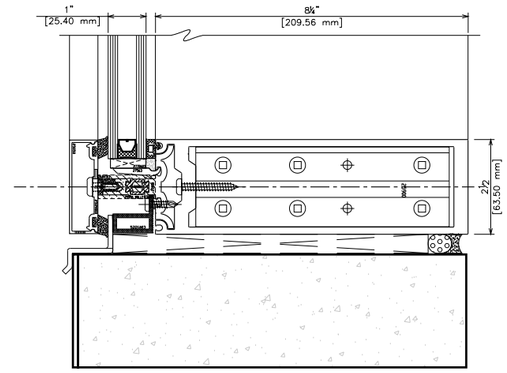
DÉTAIL DE MOULURE — D7 / A300

3" = 1'-0"



DÉTAIL DE MOULURE — D6 / A300

3" = 1'-0"



DÉTAIL DE MOULURE — D5 / A300

3" = 1'-0"

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

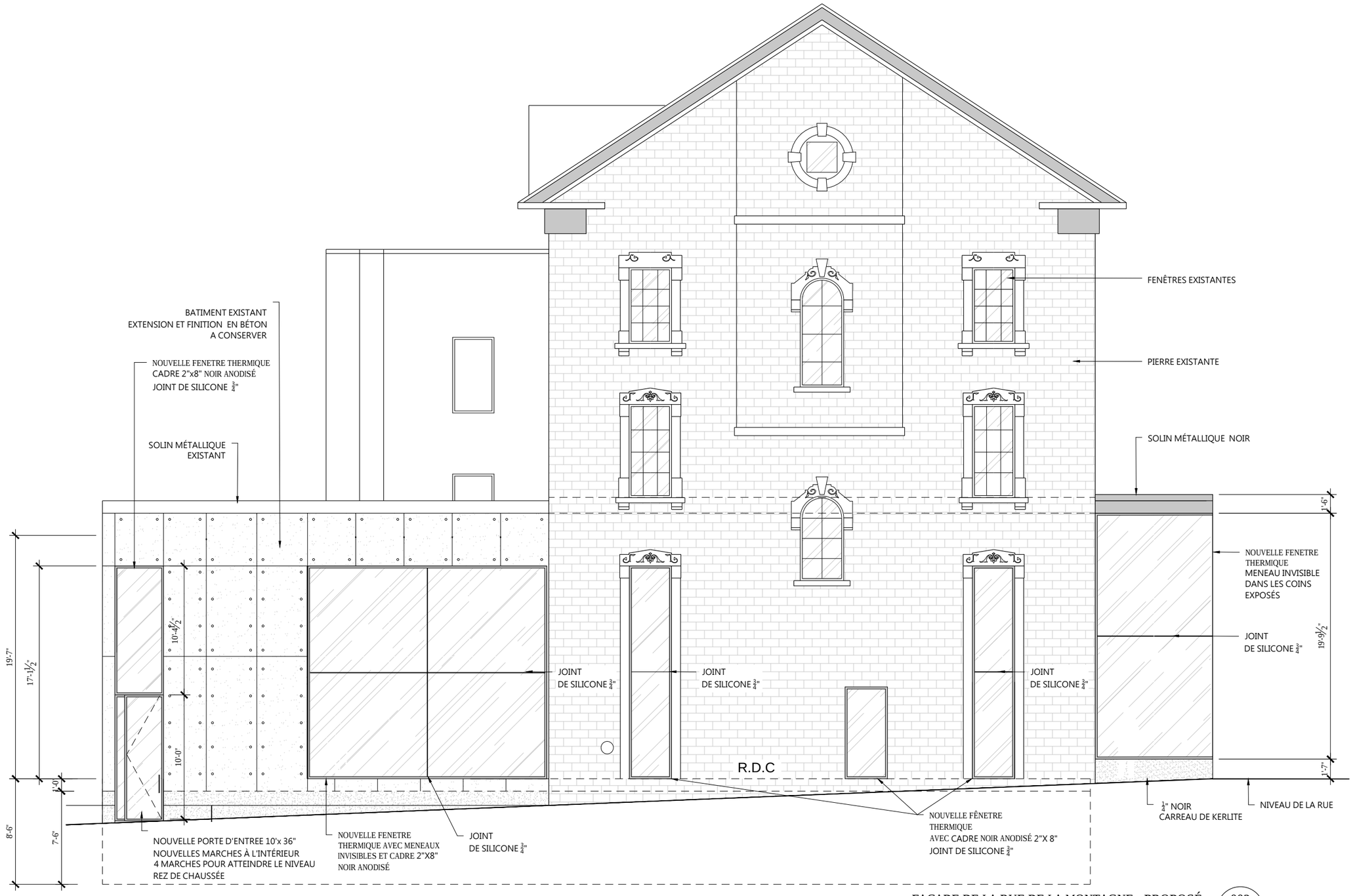
SITE WEB

FACADE EXISTANTE
RUE SAINT CATHERINE
ET DÉTAIL

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest

ÉCHELLE: INDIQUÉE
DATE: 2018.11.19

A070



FACADE DE LA RUE DE LA MONTAGNE - PROPOSÉ

1/8" = 1'-0"

002
A201

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

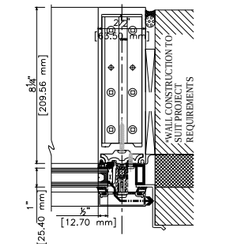
CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

SITE WEB

FACADE EXISTANTE
RUE DE LA MONTAGNE

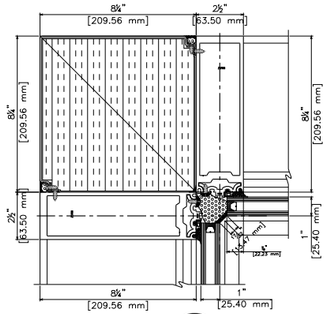
PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"
DATE: 2018.11.19

A071



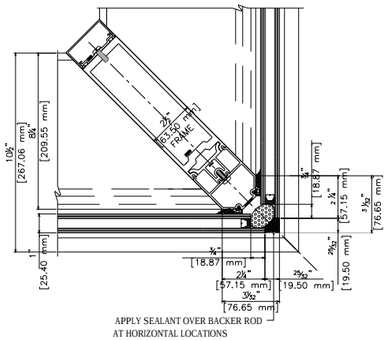
DÉTAIL DE MOULURE D4 A300

1-1/2" = 1'-0"



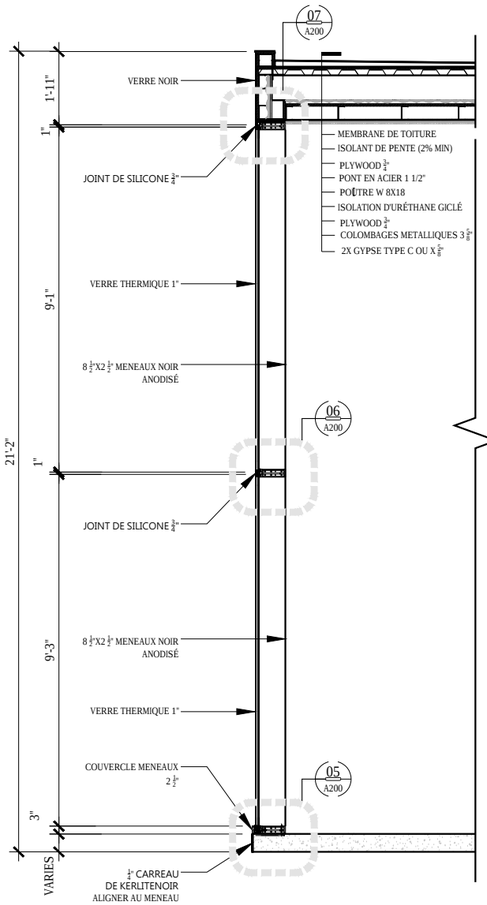
DÉTAIL DE MOULURE D3 A300

1-1/2" = 1'-0"



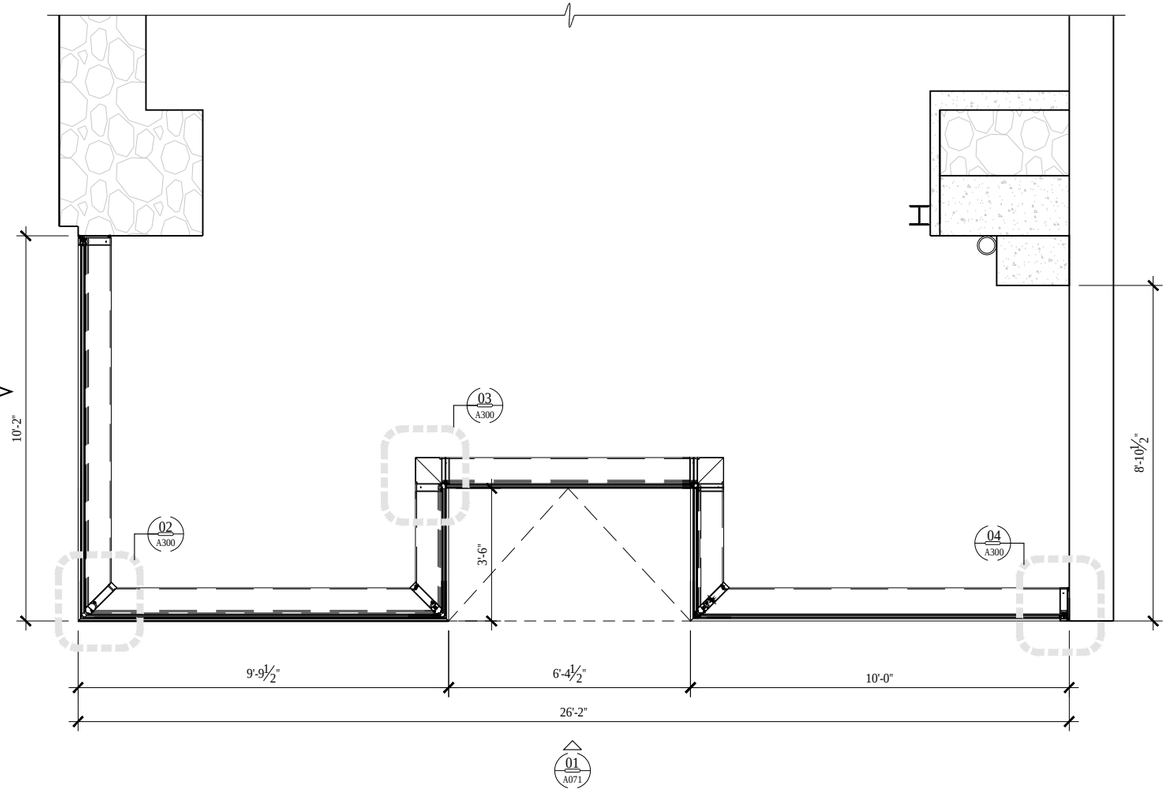
DÉTAIL DE MOULURE D2 A300

1-1/2" = 1'-0"



COUPE VERTICALE VITRINE 1 A201

1/4" = 1'-0"



COUPE EN PLAN VITRINE - EXISTANT RUE SAINTE-CATHERINE 001 A300

1/4" = 1'-0"

A-S

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVE ATLANTIC - 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

WWW.ATELIER-S.CA

CLIENT
ADRESSE 1
ADRESSE 2
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H1H 1H1
T.514

SITE WEB

COUPE ET DÉTAIL

PROJET:#18044
1300 Ste-Catherine Ouest
ÉCHELLE: INDIQUÉE
DATE: 2018.11.19

A080

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001429962
4.6.25

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1300, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à modifier l'avant-corps et les ouvertures d'un bâtiment datant de 1880 selon le registre de la ville. L'ensemble de maisons de type "terrasse" duquel le bâtiment visé fait partie, est un élégant exemple de l'architecture résidentiel de la 2e moitié du XIXe siècle sur la rue Sainte-Catherine, et présente un intérêt patrimonial élevé. L'avant-corps date de 1977 selon les archives des permis de la ville. L'agrandissement arrière a été érigé dans les années 1980.

L'avant-corps a déjà été démoli et reconstruit sans autorisation. La nouvelle configuration est un volume orthogonal vitré aux meneaux en métal de couleur noire, plus haut d'environ 0,5 m que l'avant-corps démoli.

L'alcôve d'accès de l'agrandissement arrière sur la rue de la Montagne, qui permet dans sa forme actuelle de voir le mur arrière de pierre d'origine, est obturée d'un panneau vitré fixe. Une fenêtre est transformée en porte d'accès.

Des photos prises par le service d'inspection de l'arrondissement démontrent qu'une section de pierre d'origine d'environ 1 mètre de large de la façade avant existe toujours dans sa portion Est.

Élément particulier : Il est à noter que les travaux ont été réalisés sans permis.

Remarque importante : Ces travaux ont été autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'orientation des critères du Règlement d'urbanisme 01-282 est de mettre en valeur la façade d'origine du bâtiment victorien qui fut modifiée en 1977.

Considérant que : L'avant-corps camoufle une partie de la matérialité de grande qualité du bâtiment d'origine.

Considérant que : L'obturation de l'alcôve de la façade de la Montagne camoufle une partie de mur de pierre existant qui avait été laissé apparent à la construction de l'agrandissement arrière.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Dégager la portion de pierre d'origine du bâtiment dans la portion Est de la façade avant, afin de présenter et mettre en valeur cette caractéristique architecturale du bâtiment d'origine.**
- **Prévoir un retrait similaire au retrait existant à l'alcôve de la façade de la Montagne, afin d'exposer et mettre en valeur le mur de pierre de la façade arrière du bâtiment d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions. à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

La Ville de Montréal demande que Immeubles Prime Inc. réduis le coin de la façade de 1300 Sainte-Catherine Ouest d'environ 2 pieds afin d'exposer la pierre qui se trouve en dessous (voir les photos ci-jointes pour l'aspect et l'enduit).

Nous ne croyons pas que ce soit la meilleure ligne d'action pour plusieurs raisons:

1) **Le Risque de perdre Mackage** : Si l'entrée principale est refaite, le magasin devra fermer pendant 4 à 6 semaines (à moins de retard dans la construction). Il n'existe aucune autre entrée pour le locataire. Le locataire choisira probablement de quitter les lieux et pourra poursuivre en justice pour la perte de profits et les dommages-intérêts. Tous les produits devront être retirés et transportés à une autre locale, étant donné que le façade vont être remplacer par des murets de bois (risque de vandalisme et infiltration d'eau). Une compagnie fondée et basée à Montréal va probablement fermer son seul magasin phare dans la métropole de Montréal.

2) **Exposition de la pierre** : Lorsque BCBG occupait l'espace, l'entrée principale fuyait et était structurellement défectueuse. La pierre (visible avec la nouvelle façade) était antérieurement recouverte de cloison sèche. La caractéristique de la pierre a été révélée en raison du notre travail effectué. Afin de mettre la pierre en valeur, l'éclairage a été ajouté pour qu'on puisse la voir en tout temps. Si la pierre est exposée aux éléments, ça va se détériorer. Si laissé dans son état actuel, elle est visible et protégée.

3) **Coût** : L'installation de la façade originale a coûté environ 170,000$. Les poutres de support structurel sont réellement intégrées aux supports de fenêtre. Ce genre de façade est l'une des premières sur la rue Sainte-Catherine à démontrer ce type de structure ainsi la grandeur et taille de ce verre. Toute modification de la taille de la façade nécessite l'intervention d'un ingénieur en structure. Des parties de la structure entière devront être enlevées et remplacées. Les fenêtres existantes ne peuvent pas être redimensionnées et devra être mis au rebut. La structure existante et le toit de la façade devront être entièrement refaits. Il est souvent plus coûteux de refaire les travaux une fois le site est fermé, que lorsque l'ensemble du bâtiment est en construction, ce qui signifie que le coût sera probablement supérieur à celui d'origine. Notre contracteur général estime le cout à 190,000$.

4) **Conclusion :** Si nous procédons avec le travail demandé, il y a des fortes chances que Mackage abandonner l'espace et laisser vacant (comme il était pendant plus d'un an lorsque BCBG a fait faillite), notre entreprise (qui essaie de revitaliser et de préserver la rue Sainte-Catherine) sera poursuivie pour des millions de dommages, et le coin de pierre sera moins protégé alors il est actuellement.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

0 3 NOV. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN



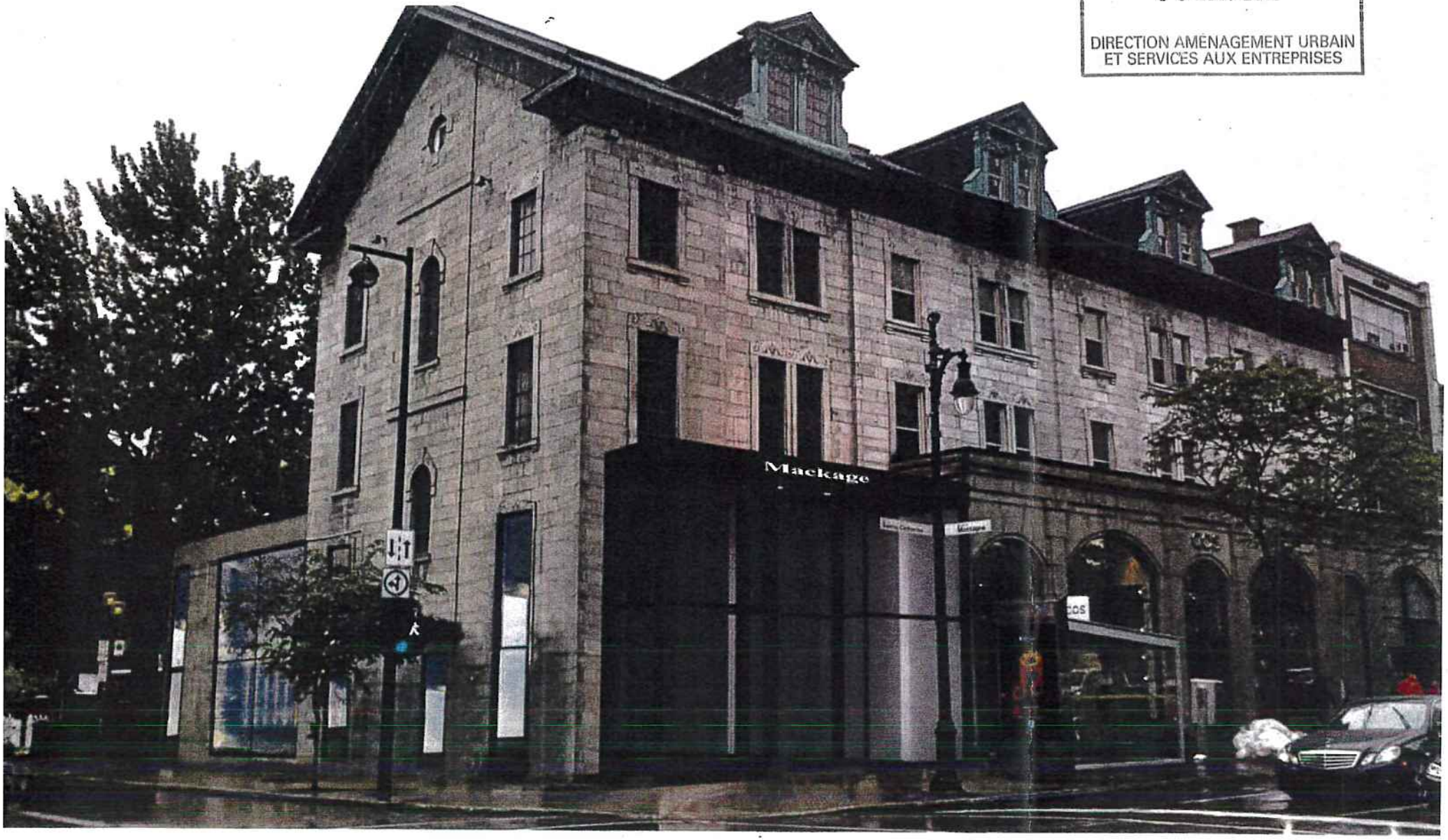


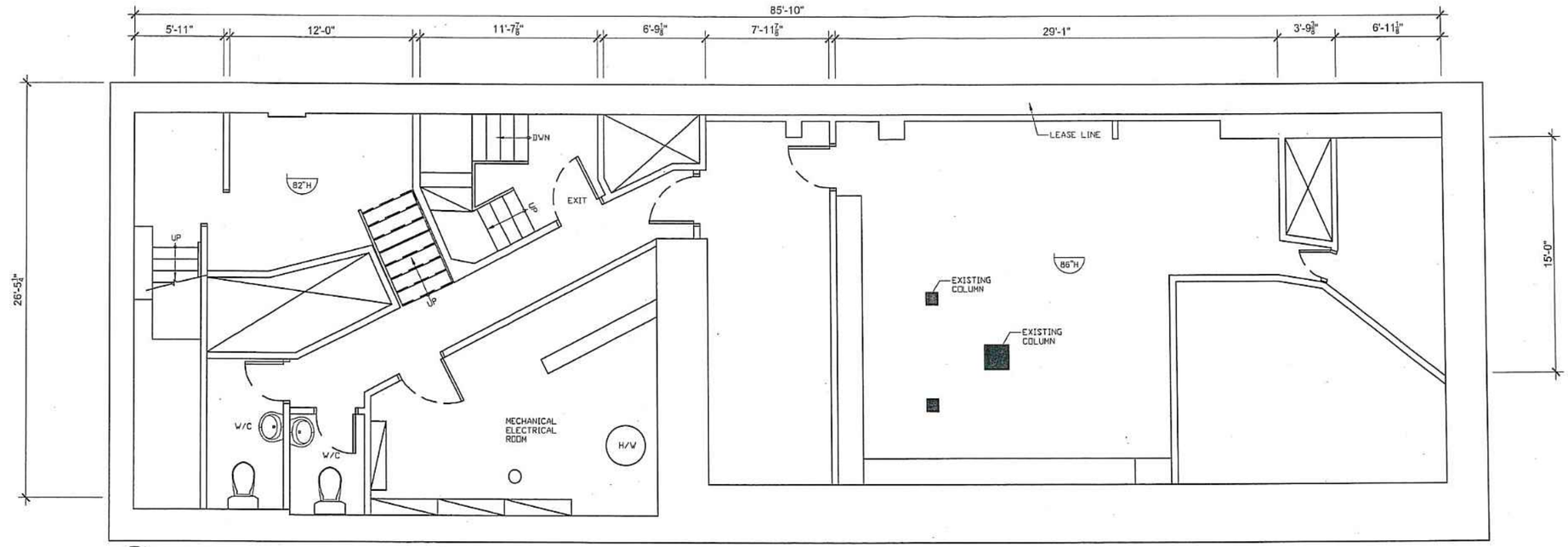
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
0 3 NOV. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

0 3 NOV. 2019

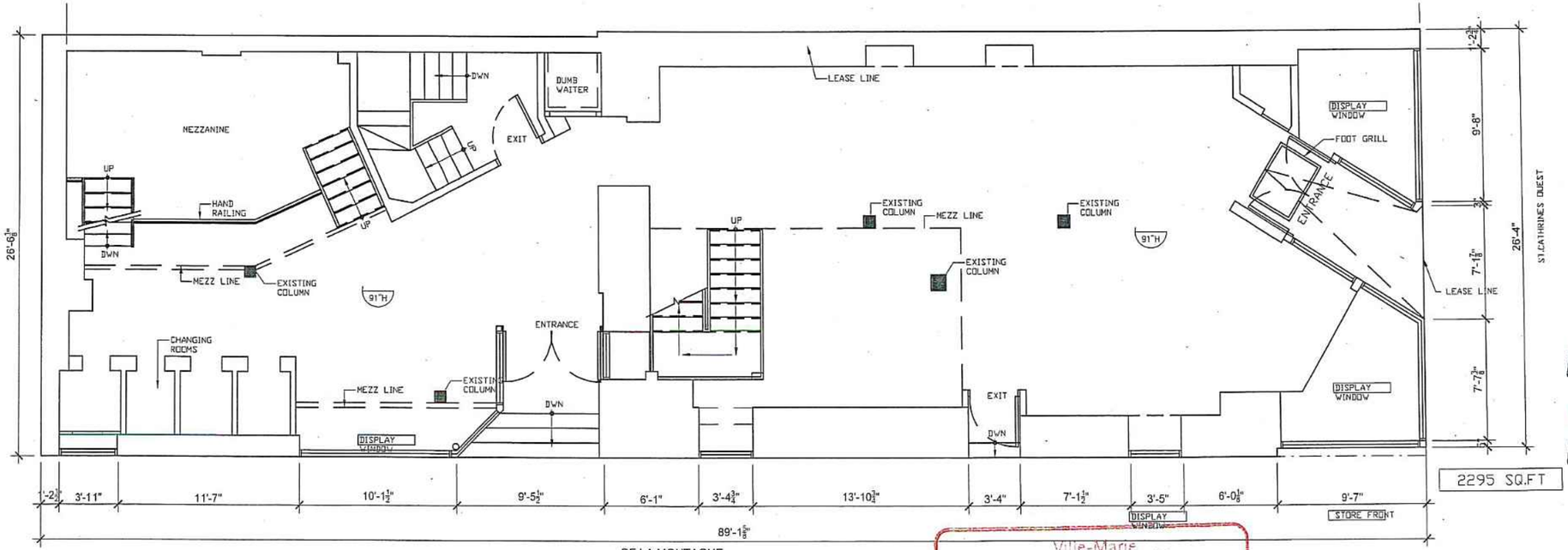
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES





1A / 1 BASEMENT-existing floor plan
1/8"=1'-0"

PLAN SOUS-SOL (EXIST.)



2295 SQ.FT

1 / 1 GROUND FLOOR-existing floor plan
1/8"=1'-0"

PLAN RDC (EXIST.)

EMIS POUR PERMIS
DATE : 29 MAR 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

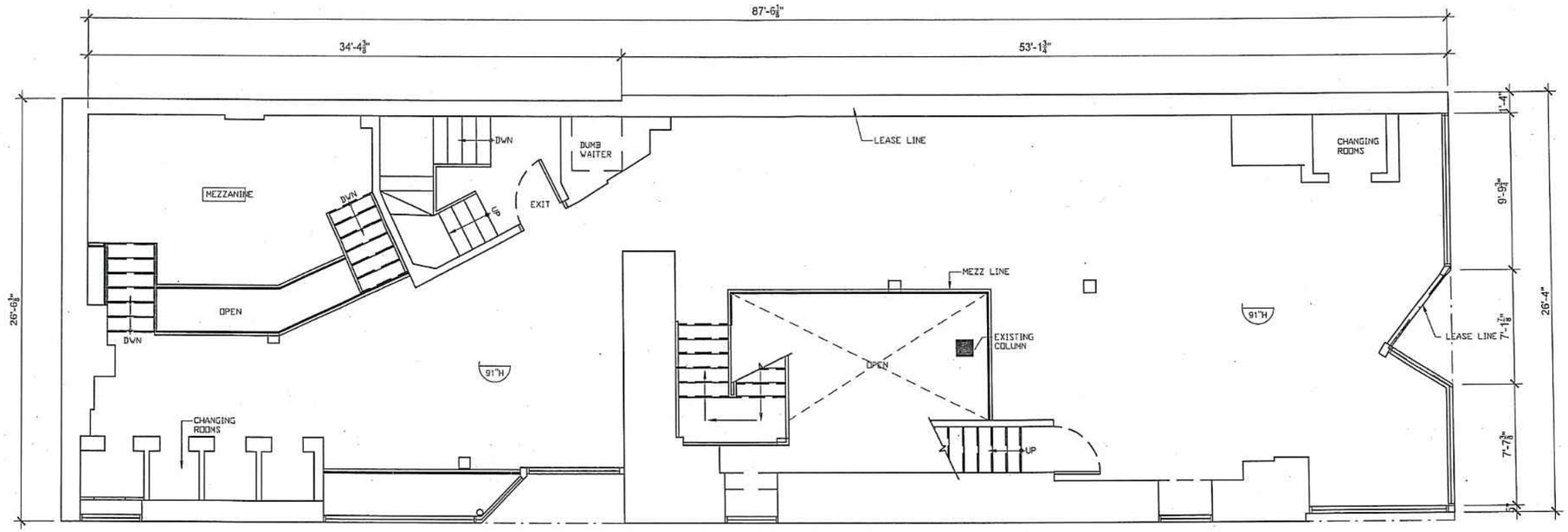
RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

Ordre des architectes # 3517 ALAN WAI WANG HUI ARCHITECTE du Québec

Ville-Marie Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :

EX1

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



PLAN MEZZ.(EXIST.)

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

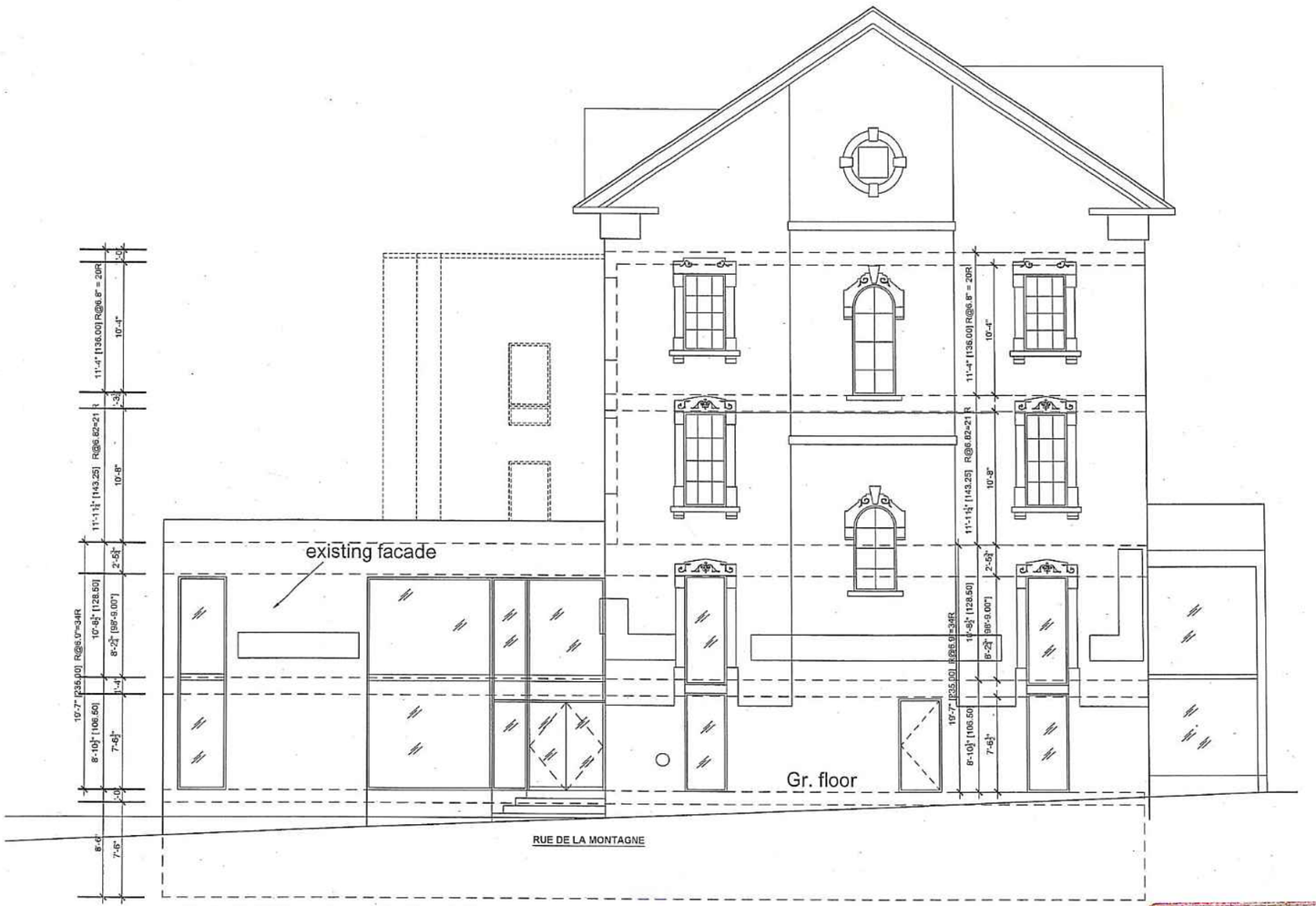
Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :

EX2

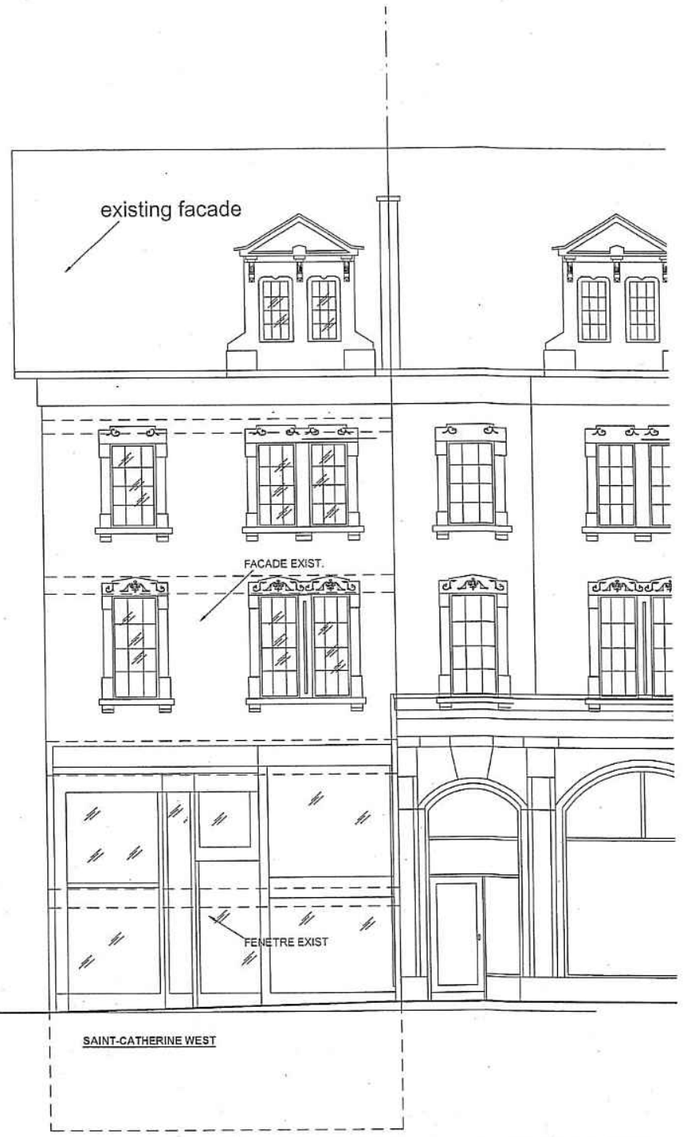
HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca

EMIS POUR PERMIS
DATE : 29 MAR 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .



ELEVATION - RUE DE LA MONTAGNE (EXIST.)



ELEVATION - RUE STE-CATHERINE OUEST (EXIST.)

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE 03 DEC. 2019
APPROBATION

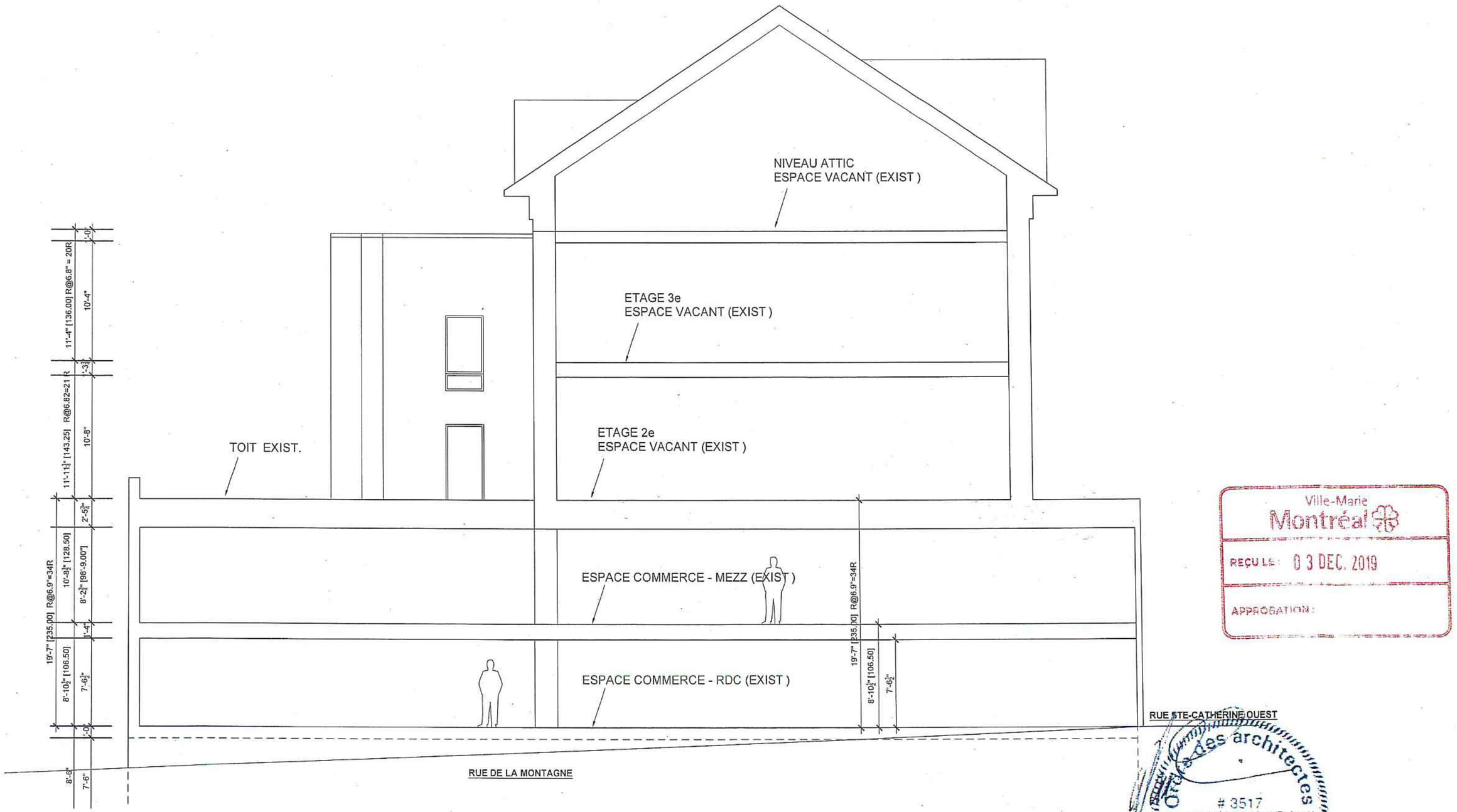
Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

EMIS POUR PERMIS
DATE : 5 DEC 2017
PROJECT: 1112
SCALE: 3/32"=1'-0"

EX3

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

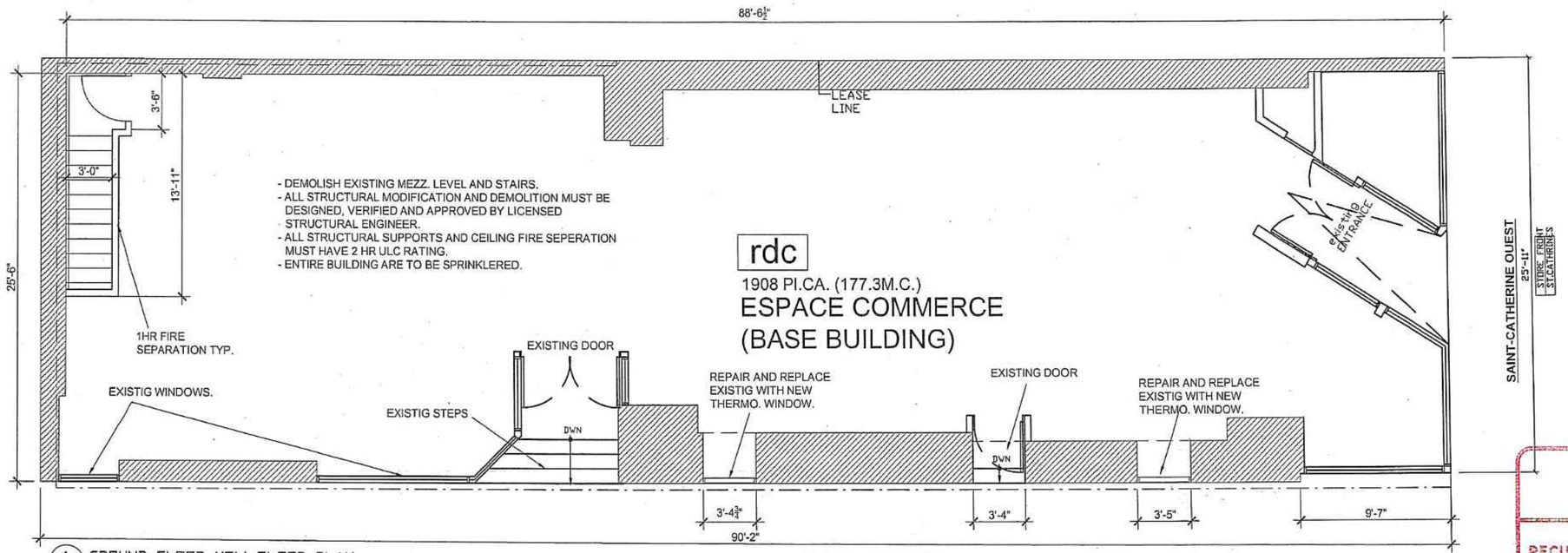
EMIS POUR PERMIS
DATE : 29 MAR 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

SECTION / FACADE (EXIST)

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

COUPE-EX

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



1/1 GROUND FLOOR-NEW FLOOR PLAN
1/8"=1'-0"

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE: 0 3 DEC. 2019
APPROBATION

ETUDES DE CODE

BATIMENT: 4 ETAGES (SPRINKLERED)

USAGE: SS1: F3 - SERVICE / ENTREPOSAGE
RDC: GROUPE A2 OU E (COMMERCE)

2e ETAGE: VACANT
3e ETAGE: VACANT
4e ETAGE: VACANT

AIRE DE BATIMENT (existante): 221.85 M.C.
HAUTEUR DE BATIMENT: 4 ETAGES
RUES: DONNANT SUR 2 RUES

CLASSIFICATION BATIMENT:
CCQ 2010: PARTIE 3

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

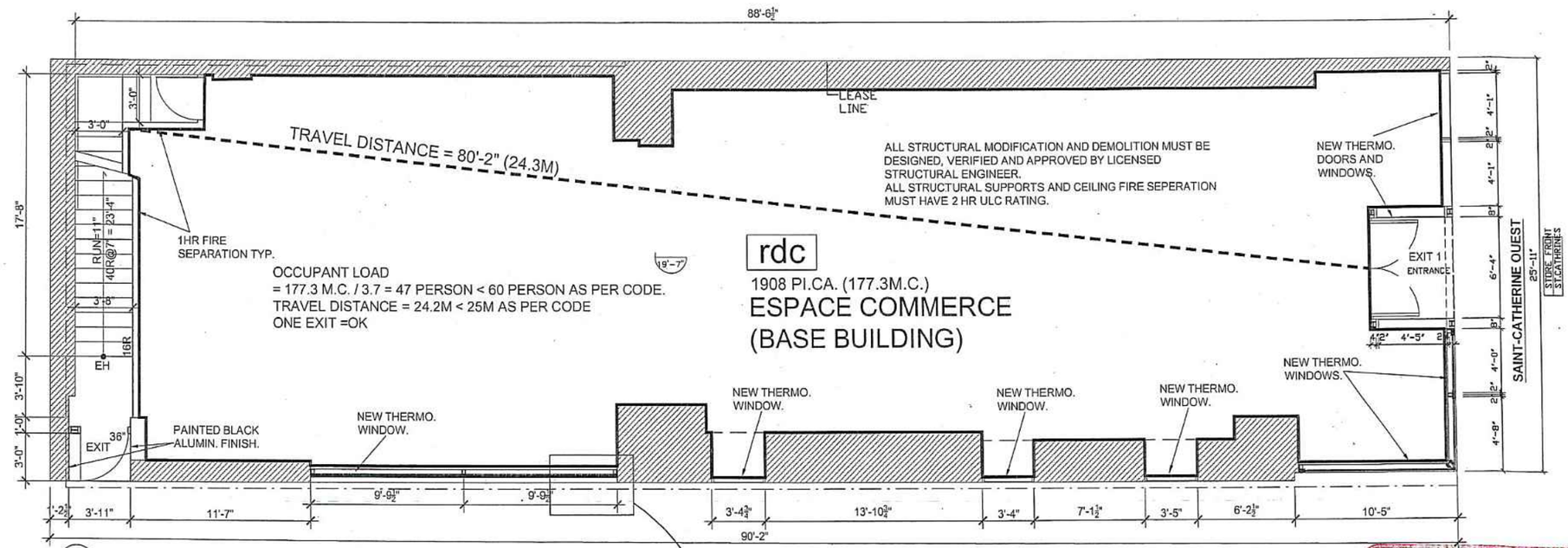
EMIS POUR PERMIS
DATE: 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

PLAN RDC

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

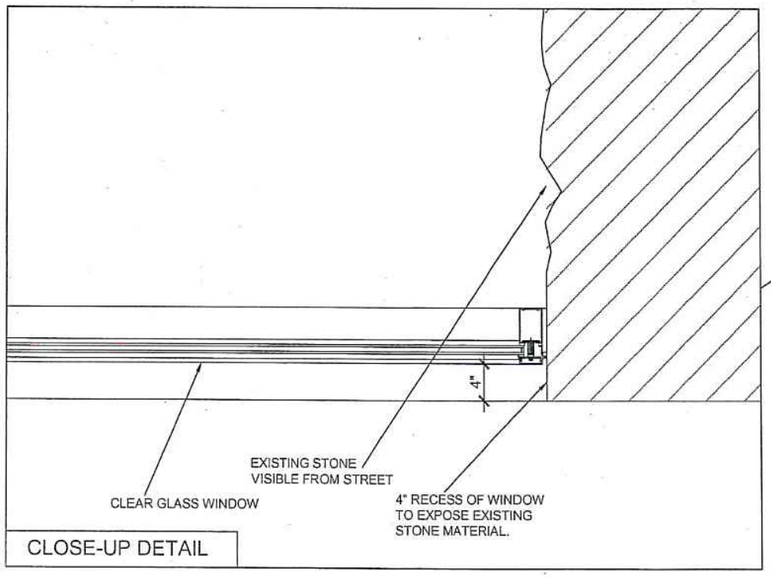
A1

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



1/1 GROUND FLOOR-NEW FLOOR PLAN
1/8"=1'-0"

RUE DE LA MONTAGNE



CLOSE-UP DETAIL

ETUDES DE CODE

BATIMENT: 4 ETAGES (SPRINKLERED)

USAGE: SS1: F3 - SERVICE / ENTREPOSAGE
RDC: GROUPE A2 OU E (COMMERCE)

2e ETAGE: VACANT
3e ETAGE: VACANT
4e ETAGE: VACANT

AIRE DE BATIMENT (existante): 221.85 M.C.
HAUTEUR DE BATIMENT: 4 ETAGES
RUES: DONNANT SUR 2 RUES

CLASSIFICATION BATIMENT:
CCQ 2010: PARTIE 3

Ville-Marie Montréal
REÇU LE: 03 DEC. 2019
APPROBATION:

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

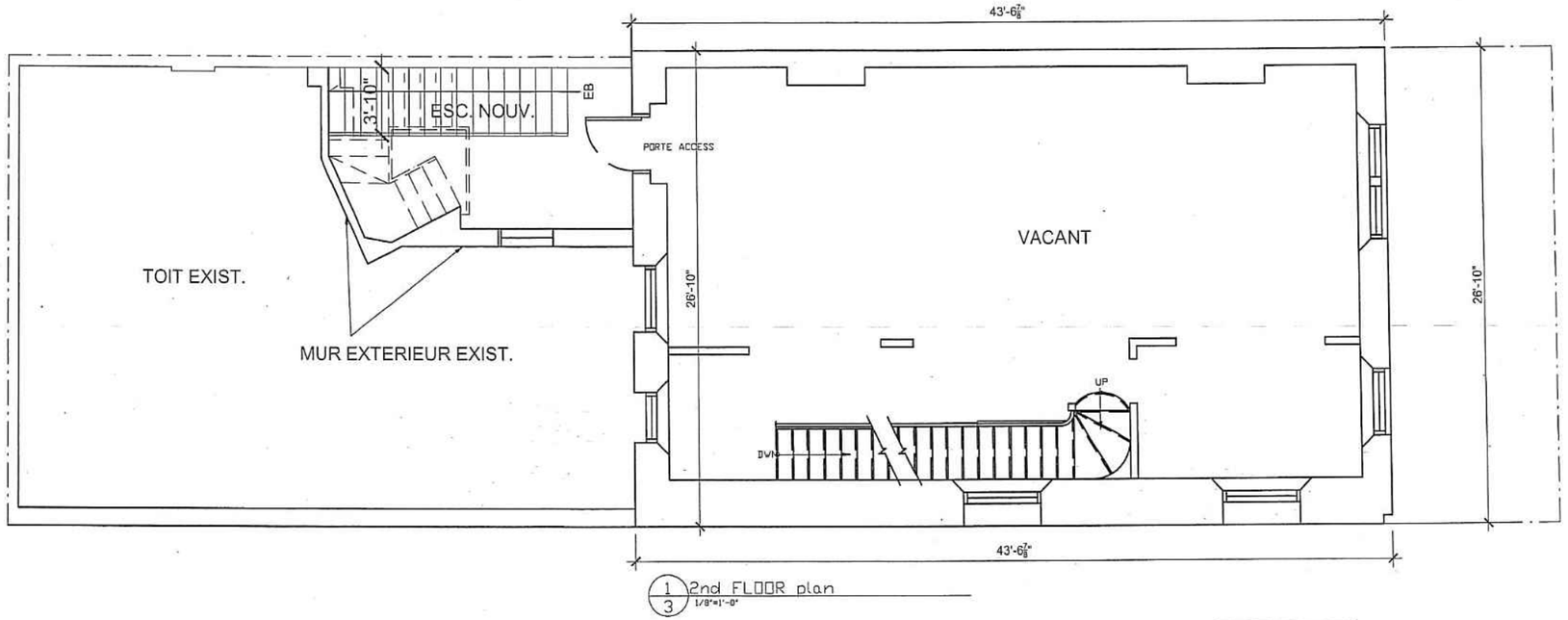
EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

PROPOSED PLAN RDC

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

A1

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



1/3 2nd FLOOR plan
1/8"=1'-0"

1070 SQ.FT

Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

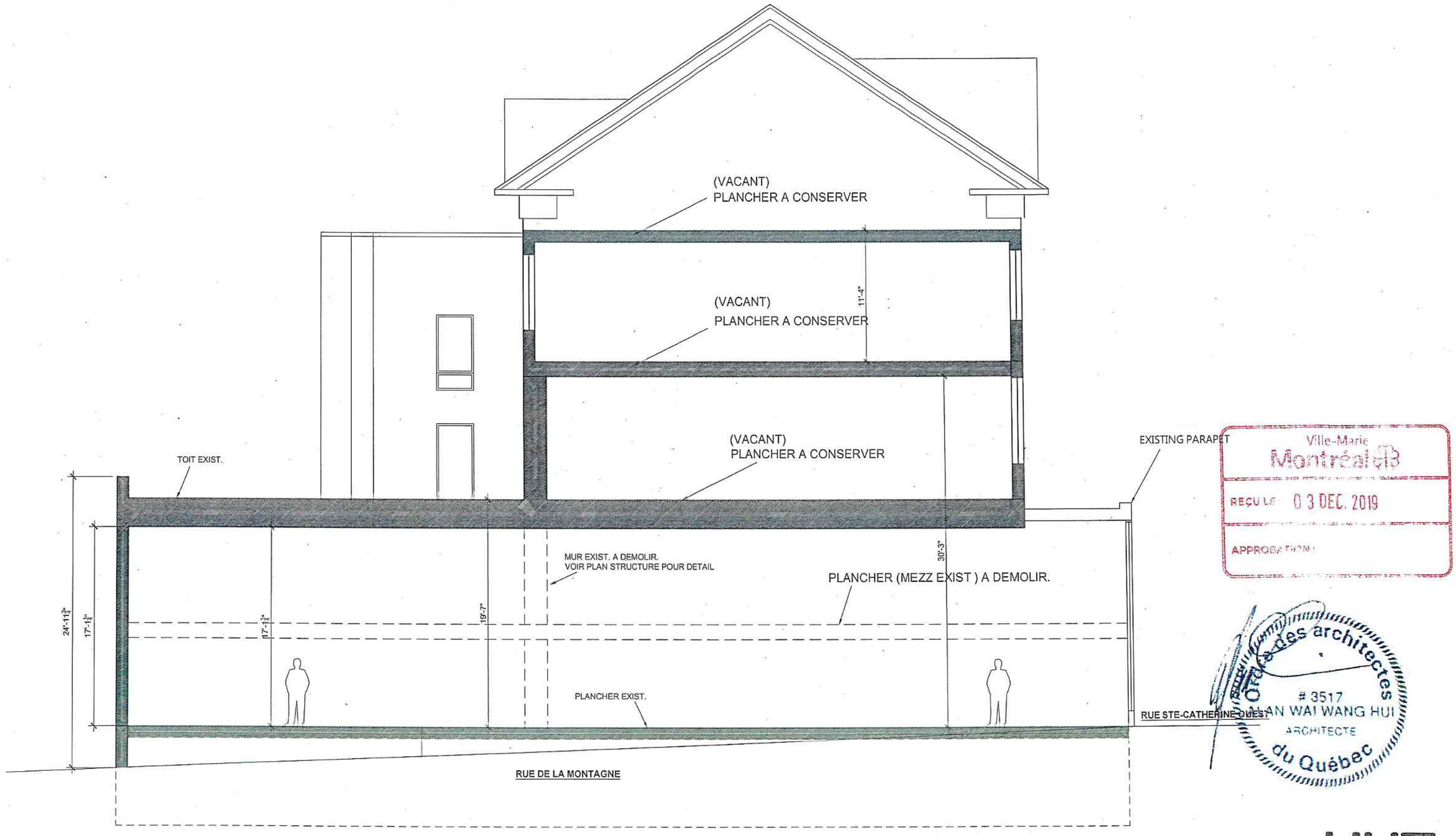
EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

PLAN 2e

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

A2

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



Ville-Marie
Montréal QC
REÇU LE 03 DEC. 2019
APPROBATION

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

SECTION / FACADE

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

COUPE

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION :

Ordre des architectes
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE
du Québec

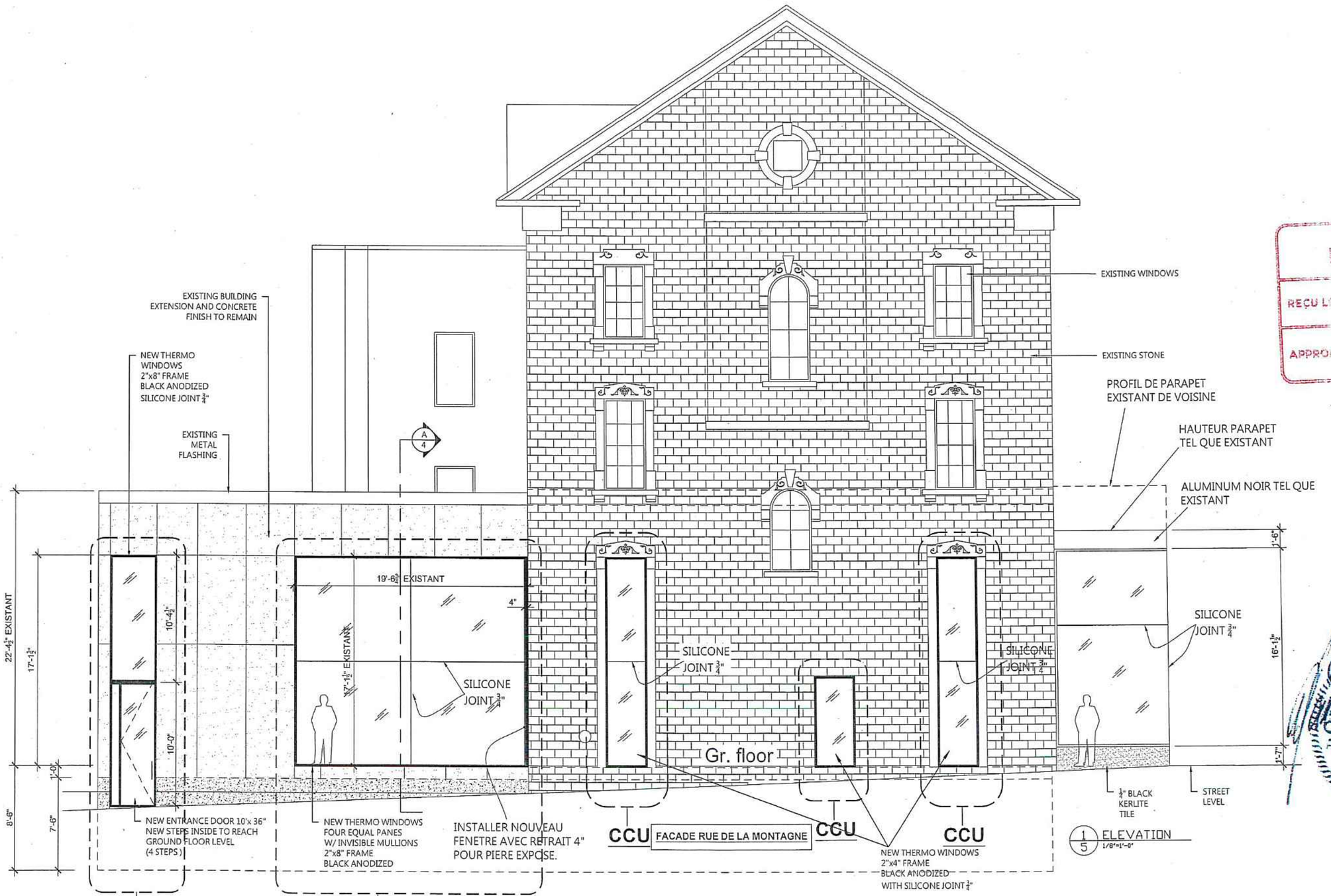
FACADE STE-CATHERINE OUEST

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

E1

EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

HUI
architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



Ville-Marie
Montréal
REÇU LE : 03 DEC. 2019
APPROBATION

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

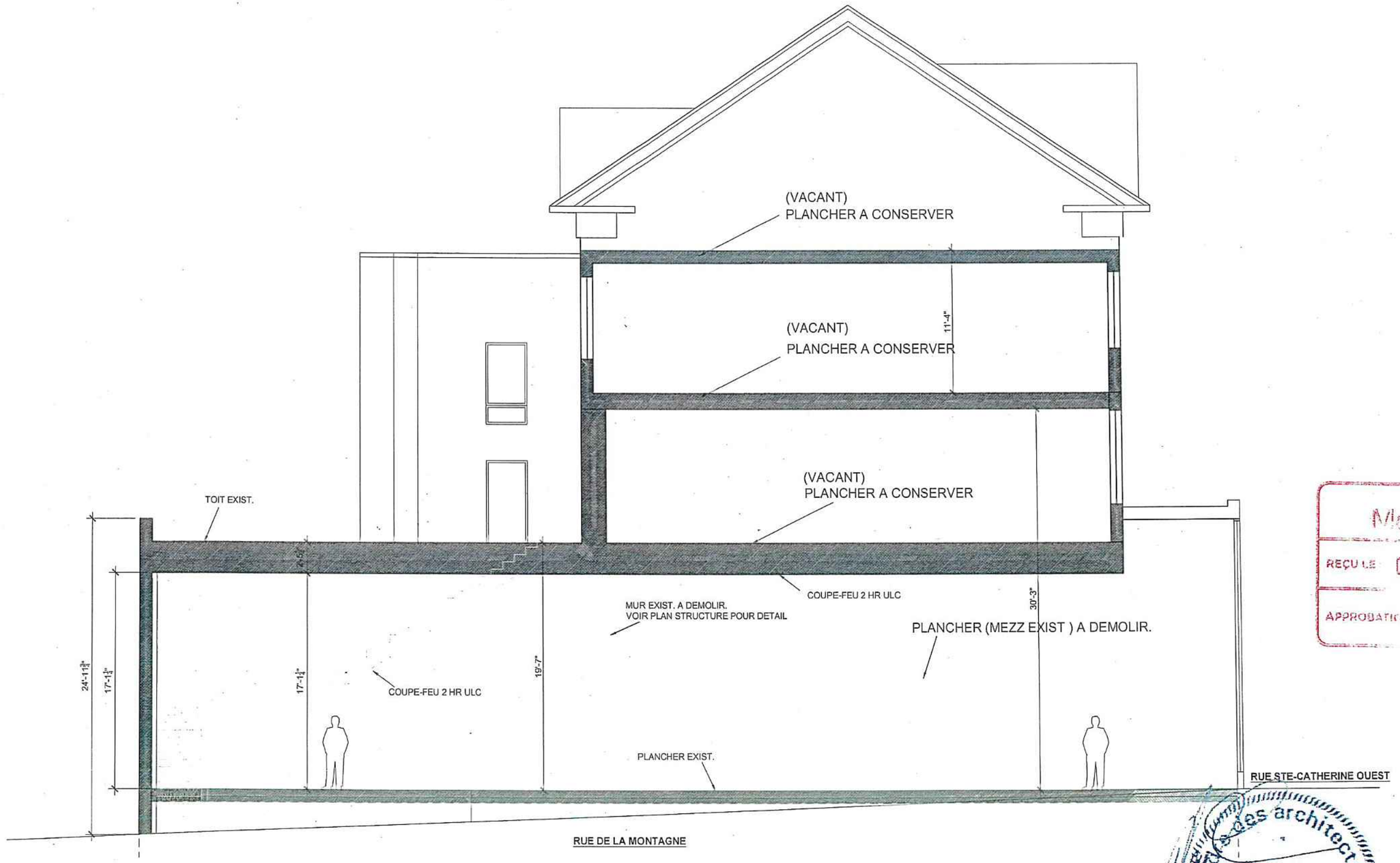
EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

FACADE RUE DE LA MONTAGNE

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

E2

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca



Ville-Marie
Montréal QC
REÇU LE 03 DEC. 2019
APPROBATION

EMIS POUR PERMIS
DATE : 6 JUIN 2018
PROJECT: 1112
ECHELLE: 1/8"=1'-0"

SECTION / FACADE

RENOVATION 1300 SAINT-CATHERINE WEST, MONTREAL, QC .

COUPE

Ordre des architectes du Québec
3517
ALAN WAI WANG HUI
ARCHITECTE

HUI architecte
4710, rue Saint-Ambroise, Bureau 145
Montréal, Québec H4C 2C7
Tél: 514.946.8888 Email: hui@hui.ca